



**HAL**  
open science

# Les mutations de l'espace politique en Russie pendant la perestroïka (1986-1991). Les clubs politiques "informels" de Moscou et leurs dirigeants.

Carole Sigman

## ► To cite this version:

Carole Sigman. Les mutations de l'espace politique en Russie pendant la perestroïka (1986-1991). Les clubs politiques "informels" de Moscou et leurs dirigeants.. Science politique. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2007. Français. NNT : . tel-00296643

**HAL Id: tel-00296643**

**<https://theses.hal.science/tel-00296643>**

Submitted on 14 Jul 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**UNIVERSITE PARIS I – PANTHEON-SORBONNE**  
Centre de recherches politiques de la Sorbonne (CRPS)  
Ecole doctorale de science politique  
**Département de science politique de la Sorbonne (UFR11)**

**Thèse de doctorat de science politique**

---

**Carole SIGMAN**

**LES MUTATIONS DE L'ESPACE POLITIQUE EN RUSSIE  
PENDANT LA PERESTROJKA (1986-1991)**

**LES CLUBS POLITIQUES INFORMELS DE MOSCOU ET LEURS DIRIGEANTS**

*Directeur de recherche: M. le Professeur Michel DOBRY*

**Jury :**

**Alexis BERELOWITCH**, Maître de conférences à l'Université Paris IV Sorbonne, ancien Directeur du Centre franco-russe de sciences humaines et sociales de Moscou

**Alain BLUM**, Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), Directeur du Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC),

**Brigitte GAÏTI**, Professeur à l'Université Paris IX Dauphine,

**Johanna SIMEANT**, Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne,

**Jean-Charles SZUREK**, Directeur de recherches au CNRS, Directeur de l'Institut des sciences sociales du politique (ISP)

Février 2007

L'Université Paris I n'entend donner ni approbation, ni improbation aux opinions émises dans cette thèse. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

## Remerciements

Je voudrais exprimer ma profonde reconnaissance à Michel Dobry pour m'avoir formée tout au long de ce travail et aidée, avec beaucoup de rigueur et de finesse, à analyser les phénomènes observés sur le terrain.

J'aimerais aussi remercier Annie Vinokur, à qui je dois beaucoup. Sans elle, cette thèse n'aurait pas vu le jour. Nos échanges, ses critiques et son soutien ont été pour moi d'une valeur inestimable.

Je tiens à remercier tous les membres des clubs et les informateurs extérieurs au mouvement informel qui ont bien voulu m'accorder des entretiens, souvent à plusieurs reprises. Je voudrais notamment rendre hommage à Andrej Fadin, aujourd'hui disparu, qui a joué un rôle déterminant dans le choix de mon sujet. Dans la phase de rédaction, j'ai eu l'occasion de soumettre certaines de mes hypothèses à Sergej Mitrofanov, ce qui m'a permis de garder un contact avec le terrain.

De nombreuses personnes m'ont aidée à recueillir des informations sur les biographies, les partis et les clubs. J'aimerais tout particulièrement exprimer ma reconnaissance à Jurij Čabanov et Grigorij Pel'man qui m'ont donné accès à des archives personnelles de première importance. Je tiens aussi à remercier Hélène Kaplan, à l'origine de la constitution du fonds de publications des clubs informels à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), pour les informations qu'elle m'a données sur les centres d'archives en Russie. Michel Tatu et Marie Jégo du journal *Le Monde*, qui ont constitué la base de données biographiques SOVT, m'ont été d'une aide précieuse au début de ma recherche.

Je voudrais enfin remercier chaleureusement Sylvie Braibant, Eric Aunoble, Annie Jacob, Elena Voznesenskaja et Aleksandr Hlopin, qui ont accepté de lire mon travail, à différentes étapes, et de me faire des critiques, dont j'ai essayé de tenir compte.

## TABLE DES MATIERES

Système de translittération _____	xi
Système de références bibliographiques _____	xi
Glossaire, abréviations et acronymes _____	xii

<b>INTRODUCTION</b> _____	<b>1</b>
Etat des travaux _____	2
Éléments de problématique _____	16
Enquête et matériaux _____	22

### PREMIERE PARTIE DE QUI EST FAIT LE MOUVEMENT INFORMEL ? LOGIQUES ET TEMPORALITES DE L'ENGAGEMENT

<b>INTRODUCTION</b> _____	<b>36</b>
---------------------------	-----------

<b>CHAPITRE 1. LA SOCIALISATION POLITIQUE DES PREMIERS INFORMELS</b> _____	<b>39</b>
--	-----------

Section A. Deux espaces d'initiation contestataire _____	40
<b>I/ Un réseau académique réformateur</b> _____	<b>41</b>
1/ Institutionnalisation de lieux de pensée critique: la création d'instituts de recherche réformateurs dans les années 1956-1964 _____	41
2/ A la recherche d'un appui mutuel avec l'appareil politique _____	43
3/ Les stratégies de survie à partir des années 1970 _____	45
<b>II/ Un mouvement dissident en crise</b> _____	<b>47</b>

Section B. Entre l'"officiel" et le "clandestin": les ressorts sociaux de l'invention d'une pratique politique ambiguë _____	48
<b>I/ Héritages familiaux, sens du placement et prise de risques</b> _____	<b>49</b>
1/ Etablissements supérieurs prestigieux _____	50
2/ Choix de filières et stratégies professionnelles à la sortie de l'enseignement supérieur _____	55
3/ Expériences de socialisation politique "parallèle" _____	58
<i>La politique parallèle comme signe distinctif et comme stigmat social</i> _____	58
<i>Configurations familiales et dispositions critiques</i> _____	60
<b>II/ Quatre types de carrières militantes</b> _____	<b>64</b>
Type A : Les chercheurs des instituts réformateurs _____	65
Type B : Les "dissidents" _____	71
Type C : Des acteurs aux trajectoires mobiles _____	75
Type D : Les intermédiaires _____	79

<b>CHAPITRE 2. LES LOGIQUES SOCIALES D'UN ENGAGEMENT TARDIF (SECONDE COHORTE)</b> _____	<b>83</b>
---	-----------

<b>I/ Les origines sociales hétérogènes de dispositions "conformistes"</b> _____	<b>84</b>
1/ Histoire familiale et répressions staliniennes _____	84
2/ Une relative stabilité intergénérationnelle _____	85
<i>Une moindre mobilité transversale</i> _____	85
<i>Un rapport au politique plus homogène au sein de l'unité familiale</i> _____	87
<b>II/ Un éloignement des lieux de la politique parallèle</b> _____	<b>89</b>
1/ Trajectoires universitaires _____	90
2/ Parcours professionnels et intégration au système _____	91
3/ Trajectoires politiques _____	94

<b>III/ L'engagement dans le mouvement informel</b>	<b>97</b>
1/ Une arrivée tardive	97
2/ Un investissement intensif	101
3/ Les relations problématiques avec les membres de la première cohorte	102

**DEUXIEME PARTIE  
LE MOMENT INFORMEL.  
LA CONFIGURATION HISTORIQUE DE LA CRISTALLISATION  
D'UNE IDENTITE POLITIQUE (1987-SECONDE MOITIE DE 1988)**

<b>INTRODUCTION</b>	<b>106</b>
---------------------	------------

<b>CHAPITRE 1. INFORMELS ET REFORMATEURS DU PARTI: LE JEU DE LA COLLUSION</b>	<b>109</b>
---	------------

Section A. Naissance d'une nouvelle forme de mobilisation politique : les clubs informels	109
---	-----

<b>I/ Une forme favorisée par le pouvoir...</b>	<b>110</b>
---	------------

<b>II/ ... investie par des acteurs en quête d'opportunités</b>	<b>114</b>
---	------------

1/ Les deux clubs centraux de Moscou	114
--------------------------------------	-----

<i>Club Perestrojka</i>	115
-------------------------	-----

<i>Club d'initiatives sociales (KSI)</i>	117
--	-----

2/ Un ensemble de clubs concentrique	118
--------------------------------------	-----

Section B/ Construction de la collusion	121
---	-----

<b>I/ La délimitation d'un espace de jeu</b>	<b>121</b>
--	------------

1/ Création d'une "zone expérimentale"	122
--	-----

2/ Un flou dans la prise de décision au sein du Parti	123
---	-----

<b>II/ De nouvelles règles du jeu</b>	<b>127</b>
---------------------------------------	------------

1/ Un contre-modèle: la dissidence	127
------------------------------------	-----

2/ Un système de prestations et contre-prestations	128
--	-----

<b>CHAPITRE 2. UNE COLLUSION SOUS CONTRAINTES: JOUER DANS DES ESPACES MULTIPLES</b>	<b>136</b>
---	------------

<b>I/ Les arènes officielles</b>	<b>137</b>
----------------------------------	------------

1/ Les institutions impliquées dans le jeu de la collusion	137
--	-----

2/ Se protéger des "conservateurs" du Parti	140
---	-----

<b>II/ "Séparer le bon grain de l'ivraie": les informels dans un nouvel espace concurrentiel</b>	<b>142</b>
--	------------

1/ La mise à distance des "nationalistes" et des "staliniens"	142
---	-----

<i>Le "mouvement informel": une catégorie fermée</i>	142
--	-----

<i>L'usage de la forme "club informel" comme mode de distinction</i>	143
--	-----

<i>La mémoire historique comme enjeu de luttes</i>	145
--	-----

2/ Préserver les frontières des ex-dissidents	146
---	-----

<i>Une ouverture sporadique aux dissidents "acceptables"</i>	147
--	-----

<i>Dissidents "indésirables" et porosité des frontières</i>	148
---	-----

<i>Le contrôle de l'espace des nouveaux samizdats</i>	150
---	-----

<b>CHAPITRE 3. LA "RENCONTRE-DIALOGUE" D'AOUT 1987: L'OBJECTIVATION PUBLIQUE DU MOUVEMENT INFORMEL</b>	<b>153</b>
--	------------

<b>I/ Luttres pour la définition du mouvement</b>	<b>154</b>
---	------------

1/ Un mouvement non oppositionnel...	154
--------------------------------------	-----

2/ ... mais autonome face aux réformateurs	156
--	-----

3/ La "bonne" distance avec le Parti: quels labels idéologiques adopter?	161
--	-----

4/ La question économique: ventre mou du mouvement informel	164
---	-----

<b>II/ La transaction à l'épreuve de la réussite de la "Rencontre-dialogue"</b>	<b>166</b>
---	------------

1/ Une nouvelle vision du devenir du mouvement	166
--	-----

<i>Le Parti: entre stupéfaction et reconnaissance publique du mouvement</i>	166
---	-----

<i>Les dividendes de la réussite</i>	168
2/ Un effet pervers: les tentatives d'enclavement des clubs par le Parti	170
<b>III/ La rançon du succès: la consolidation de l'aile "radicale"</b>	<b>174</b>
1/ Le club Perestrojka au centre de la tourmente	175
2/ "Radicaux", "démocrates éthiques" et "réalistes"	176
3/ Les ressorts de l'exclusion des "radicaux"	178
4/ Partage des ressources et autonomisation de l'étiquette "radicale"	183
<b>CHAPITRE 4. LE GLISSEMENT VERS LA "GRANDE POLITIQUE"</b>	<b>185</b>
<b>I/ Innovations tactiques face au pouvoir</b>	<b>187</b>
1/ Mobilisation de l'establishment intellectuel	187
2/ Réappropriation de discours et pratiques officiels	193
<i>Glasnost' et réhabilitation des victimes du stalinisme</i>	193
<i>Revivification du "mandat": la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti</i>	196
3/ Le jeu avec l'interdit: la rue	198
4/ Intrusions dans les espaces du Parti	202
a/ Les informels et l'"affaire El'cin"	203
b/ Usages du droit	205
<i>Lutte autour de la définition juridique des clubs et du Parti</i>	205
<i>Le "Mandat de la société": un programme de réforme constitutionnelle</i>	208
<i>Une réinterprétation des statuts du Parti: la création d'un "groupe interclubs du Parti"</i>	211
<b>II/ L'intensification de la concurrence interne</b>	<b>212</b>
1/ La question du contrôle de la représentation du mouvement	213
<i>Le tournant politique d'Obščina</i>	213
<i>A la recherche de nouveaux modes de coordination</i>	215
2/ Informels "périphériques" et image publique du mouvement	217
<i>"Hyde park" et la mise en scène du mouvement</i>	218
<i>L'affaiblissement du contrôle de la "présentation de soi": le samizdat Hronograf</i>	220
3/ Vers une transformation du mouvement: remise en cause de la forme "club" et apparition du "front populaire"	221

**TROISIEME PARTIE  
UNE IDENTITE A LA DERIVE.  
DU MOUVEMENT INFORMEL AU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE (1989-1990)**

<b>INTRODUCTION</b>	<b>228</b>
<b>CHAPITRE 1. LES INFORMELS DANS LES COMPETITIONS ELECTORALES</b>	<b>234</b>
Section A/ La construction des soviets comme lieux de pouvoir	235
<b>I/ Une revalorisation de l'institution</b>	<b>235</b>
<b>II/ Une redistribution des ressources</b>	<b>238</b>
Section B/ Les élections de 1989	241
<b>I/ Les nouvelles formes d'action du mouvement</b>	<b>241</b>
1/ Naissance des clubs d'électeurs	241
2/ Les usages des scandales	245
<b>II/ Meetings électoraux et radicalisation</b>	<b>249</b>
1/ La montée en puissance des informels dans la rue	250
2/ Une représentation bipolaire de l'affrontement politique	252
3/ Les effets de hiérarchisation	256

Section C/ Vers une reconfiguration du mouvement _____	261
<b>I/ Une redéfinition du jeu électoral</b> _____	<b>262</b>
1/ Défaites symboliques et victoires "infamantes" du Parti _____	262
2/ Changement des règles électorales: un jeu plus ouvert _____	264
<b>II/ Rôles et positions</b> _____	<b>265</b>
1/ La dévaluation relative de la première cohorte _____	265
2/ Une nouvelle division du travail ? _____	269
Section D/ Les effets d'un scrutin à venir: les élections de 1990 _____	272
<b>I/ La création d'un bloc électoral démocratique</b> _____	<b>273</b>
<b>II/ Effondrement de la collusion avec les réformateurs du Parti</b> _____	<b>281</b>
<b>III/ La montée de l'arène russe</b> _____	<b>286</b>
<b>CHAPITRE 2. LES CLUBS INFORMELS DANS LES LUTTES DU PARTI</b> _____	<b>290</b>
Section A/ Les clubs du Parti face aux réformateurs _____	291
<b>I/ Les processus de fragmentation du Parti</b> _____	<b>291</b>
<b>II/ Les clubs du Parti dans les jeux de pouvoir</b> _____	<b>295</b>
1/ Une visibilité par le nombre _____	295
2/ Les clubs du Parti: enjeux de la compétition interne au PCUS _____	297
3/ Captation des ressources _____	301
<i>Inflation d'offres</i> _____	302
<i>L'arrivée des "notables" dans la Plateforme démocratique</i> _____	303
4/ Une convergence tactique: l'appui à la transformation du Parti _____	304
<i>Le débat sur la liberté de fractions</i> _____	305
<i>La suppression de l'article 6</i> _____	310
Section B/ La tentation de la conquête du pouvoir au sein du Parti _____	312
<b>I/ Une stratégie de subversion</b> _____	<b>313</b>
1/ Casser les rythmes institutionnels _____	313
2/ Transformer la "nature" du Parti _____	315
<b>II/ La lutte par les labels</b> _____	<b>317</b>
1/ Identités, labels et "idéologies" au sein de la Plateforme démocratique _____	318
2/ L'élimination symbolique des "réformateurs centristes" _____	321
<b>III/ Menace d'<i>exit</i> comme <i>voice</i></b> _____	<b>322</b>
Section C/ La sortie de la Plateforme démocratique _____	325
<b>I/ La rupture: la lettre du Comité central</b> _____	<b>325</b>
<b>II/ Les dilemmes stratégiques des membres de la Plateforme</b> _____	<b>328</b>
1/ La sortie immédiate _____	330
2/ La sortie au XXVIII <sup>ème</sup> Congrès du PCUS _____	330
3/ Rester pour réformer le Parti de l'intérieur _____	334
<b>CHAPITRE 3. LA DISSOLUTION DE L'IDENTITE "INFORMELLE"</b> _____	<b>338</b>
Section A: Formation du champ des partis démocratiques _____	339
<b>I/ Le "parti": l'attraction d'une forme institutionnelle</b> _____	<b>340</b>
<b>II/ La structuration du champ</b> _____	<b>344</b>
1/ La multiplication des entreprises partisans _____	344
2/ Une faible institutionnalisation _____	348
3/ L'enjeu de leadership du mouvement démocratique _____	350
<i>a/ La rivalité Plateforme démocratique / Russie démocratique</i> _____	351
<i>b/ Des modes différenciés de définition de soi</i> _____	352
<i>Le label</i> _____	353
<i>Formes, nombres et dénombremements</i> _____	354



<i>Occuper le centre du mouvement</i>	355
Section B: El'cin: charisme et dépendances	361
<b>I/ Un point focal pour le mouvement</b>	<b>363</b>
1/ Les mues d'El'cin	363
2/ Une relation asymétrique	365
<b>II/ Les ressorts de la domestication du mouvement par El'cin</b>	<b>368</b>
1/ Une captation des compétences	369
2/ L'offensive contre les institutions de l'Union	373
3/ Un groupe parlementaire sacrifié aux alliances d'El'cin	374
4/ La marginalisation du mouvement après le putsch d'août 1991	378
<b>III/ Le "libéralisme" comme nouveau marqueur identitaire</b>	<b>385</b>
<b>EPILOGUE ET CONCLUSION</b>	
<b><i>EPILOGUE. RECONVERSIONS ET CAPITAUX MILITANTS</i></b>	<b>394</b>
<b>I/ Les professionnalisations des dirigeants informels/démocrates (1990-1993)</b>	<b>396</b>
1/ Positions occupées	398
<i>Députation</i>	399
<i>Direction de partis</i>	401
<i>Journalisme</i>	402
2/ Ressources militantes et stratégies de reconversion	405
<b>II/ Les anciens informels/démocrates en marge du politique (1993-années 2000)</b>	<b>411</b>
1/ Reflux des fonctions politiques	412
2/ Reconversions dans l'expertise	418
3/ Carrières dans le champ économique	426
4/ Ancrage dans la sphère journalistique	429
<b>III/ Les formes d'engagement oppositionnel</b>	<b>430</b>
1/ Recherche et journalisme: des niches écologiques	430
2/ Les traces du mouvement dans la contestation politique	431
<b><i>CONCLUSION</i></b>	<b>435</b>

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET SOURCES

<b><i>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES</i></b>	<b>442</b>
1/ Références générales de sociologie	442
2/ "Transitions"	444
3/ Période antérieure à la perestrojka	445
4/ Perestrojka	447
5/ Mouvement informel et mouvement démocratique	449
6/ Période post-soviétique	462
7/ Articles de la presse officielle soviétique ou de la presse étrangère	464
8/ Textes officiels	468
<b><i>SOURCES ORALES</i></b>	<b>470</b>
<b><i>MATERIAUX DES CLUBS INFORMELS</i></b>	<b>475</b>
1/ Déclarations et matériaux internes des clubs	475
2/ Articles de la presse informelle (ou de la presse issue du mouvement informel)	480

<b>DOCUMENTS INTERNES D'ORGANISMES OFFICIELS</b>	<b>483</b>
1/ PCUS	483
<i>Comité du Parti de la ville de Moscou (MGK)</i>	483
<i>Comité d'arrondissement Sevastopol' du PCUS (Département idéologique)</i>	483
<i>Cellule de base du PCUS de l'Institut central d'économétrie (CEMI)</i>	487
<i>Cellule de base du PCUS de l'Institut d'économie du système socialiste mondial (IEMSS)</i>	487
2/ Komsomol	487
<i>Comité central</i>	487
<i>Organisation de la ville de Moscou</i>	488
3/ Association soviétique de sociologie	488
4/ Présidium de l'Académie des sciences de l'URSS	488

## ANNEXES

<i>ANNEXES A LA PREMIERE PARTIE</i>	<b>490</b>
<i>ANNEXES A LA TROISIEME PARTIE</i>	<b>497</b>
<i>ANNEXES A L'EPILOGUE</i>	<b>501</b>
<i>GUIDE D'ENTRETIEN</i>	<b>502</b>
<i>NOTICES BIOGRAPHIQUES</i>	<b>504</b>
<i>PRINCIPALES ORGANISATIONS DU MOUVEMENT INFORMEL/DEMOCRATIQUE DE MOSCOU</i>	<b>541</b>
<i>CHRONOLOGIE</i>	<b>559</b>
<i>CARTES DE MOSCOU</i>	<b>568</b>

## TABLE DES TABLEAUX

1.	Structure de l'échantillon par année de naissance et cohorte d'entrée dans le mouvement	26
2.	Répartition de l'échantillon par cohorte d'entrée dans le mouvement	27
3.	Structure de l'échantillon selon le groupe informel d'appartenance	28
4.	Profession des parents et types d'établissement d'enseignement supérieur fréquentés par les membres de la première cohorte	54
5.	Disciplines étudiées par les membres de la première cohorte	55
6.	Répartition des étudiants en philosophie et en histoire (formation initiale) par génération et cohorte d'entrée dans les clubs informels	57
7.	Types de trajectoires professionnelles et politiques des membres de la première cohorte avant 1986-1987	65
8.	Répartition des membres de la première cohorte selon la profession du père et le type de relation entre leurs trajectoires professionnelles et politiques	76
9.	Formation initiale des membres de la génération 1948-1964 de la première cohorte et types de relation entre leurs trajectoires professionnelles et politiques	77
10.	Reproduction intergénérationnelle de la formation et/ou de la profession	86
11.	Répartition des enfants des secteurs sociaux dominants par type d'établissement d'enseignement	87

12.	Position des délégués de la Conférence constitutive de la Plateforme démocratique du PCUS dans les organisations du Parti (janvier 1990) _____	100
13.	Points initiaux d'entrée des membres de l'échantillon de la seconde cohorte dans le mouvement informel/démocratique _____	101
14.	Espaces de concurrence lors de la désignation des députés de l'URSS _____	238
15.	Informels moscovites identifiés comme candidats du bloc Russie démocratique (DR) aux élections de 1990 _____	281
16.	Positions occupées en 1990 par les membres de l'échantillon _____	398
17.	Présence des membres des clubs informels et des organisations du mouvement démocratique de Moscou et Leningrad dans le pouvoir législatif en 1990 (membres de l'échantillon) _____	399
18.	Evolution de la représentation des anciens informels/démocrates au Parlement _____	416
19.	Répartition des sortants des classes terminales de l'enseignement secondaire général ____	490
20.	Etablissements d'enseignement supérieur fréquentés par les membres de la première cohorte _____	490
21.	Répartition des chercheurs et enseignants du supérieur par types d'institution professionnelle _____	491
22.	Domaines d'étude des chercheurs et enseignants du supérieur _____	491
23.	Répartition des membres du PCUS par cohorte et années de naissance (au début de la perestrojka) _____	491
24.	Position du chef de famille dans la hiérarchie sociale _____	492
25.	Répartition des chefs de famille ayant une position sociale élevée par cohorte et années de naissance _____	492
26.	Profession du chef de famille _____	492
27.	Profession des parents et types d'établissement d'enseignement supérieur fréquentés ____	493
28.	Structure par âge du Club du Parti de Moscou (août 1989) _____	493
29.	Structure par âge du PCUS (janvier 1988) _____	494
30.	Disciplines étudiées _____	494
31.	Types de formation des étudiants en mathématiques, physique, chimie _____	494
32.	Périodes et circonstances de l'installation à Moscou _____	495
33.	Positions professionnelles avant l'entrée dans le mouvement informel/démocratique ____	495
34.	Les programmes économiques de l'URSS et de la Russie, fin 1989-fin 1991 _____	498
35.	Résultats des élections à la première Douma d'Etat (12 décembre 1993) _____	501

## TABLE DES ENCADRES

1.	Les usages de la forme "club" _____	112
2.	Composition du comité d'organisation de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" (août 1987) _____	131
3.	Sections de travail de la Rencontre-dialogue "Initiatives de la société dans la perestrojka" _____	156
4.	Liste des discussions organisées par le club Perestrojka/Perestrojka démocratique (mars 1987 - juin 1988) _____	169
5.	Le "groupe idéologique spécialisé de militants de base" de l'arrondissement Brejnev/Čerěmuški _____	171
6.	La XIX <sup>ème</sup> Conférence nationale du PCUS (juin-juillet 1988) _____	196
7.	La réglementation sur les manifestations, 1987-1988 _____	198
8.	L'"affaire El'cin" (octobre-novembre 1987) _____	203

9.	Calendrier des élections au Congrès des députés de l'URSS (1989) _____	242
10.	Le meeting du 21 mai 1989 au stade Lužniki (Moscou) _____	258
11.	Le bloc électoral "Elections-90" (21 novembre 1989) _____	277
12.	Recommandations du Front populaire de Moscou pour la campagne de 1990 _____	286
13.	Résultats des élections de 1990 et rapports de force au Congrès des députés de la RSFSR _____	288
14.	V.N. Šostakovskij _____	300
15.	"Plateformes" et "fractions": le X <sup>ème</sup> Congrès du Parti (1921) _____	306
16.	La Plateforme démocratique, le "centralisme démocratique" et la liberté des fractions _	307
17.	Les trois plateformes pour le XXVIII <sup>ème</sup> Congrès du PCUS (juillet 1990) _____	308
18.	Les formes d'autonomie accordées aux organisations du Parti après le XXVIII <sup>ème</sup> Congrès du PCUS (2-13 juillet 1990) _____	309
19.	La lettre ouverte du Comité central du 11 avril 1990 _____	326
20.	Organisations participant au congrès constitutif du mouvement Russie démocratique (20-21 octobre 1990) _____	357
21.	Gennadij Burbulis: un intermédiaire entre El'cin et les informels/démocrates _____	370
22.	Le programme économique et social du bloc "Russie démocratique" (janvier 1990) ____	386
23.	Quelques repères sur le marché électoral russe _____	422
24.	Gleb Pavlovskij: patron de presse et "technologue politique" _____	424
25.	Les nouvelles barrières à l'entrée de la compétition électorale _____	425

### TABLE DES GRAPHIQUES

1.	Positions politiques des groupes informels au moment de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" (août 1987) _____	162
2.	Mode de formation du Congrès des députés et du Soviet suprême de l'URSS (1989) ____	236
3.	Mode de formation du Congrès des députés et du Soviet suprême de la RSFSR (1990)	265
4.	Pyramide des âges en Russie au 1 <sup>er</sup> janvier 1999 _____	496
5.	Evolution des clubs du Parti _____	497

## SYSTEME DE TRANSLITTERATION

Le système de translittération utilisé est le système russe GOST. A la différence de la norme ISO 9, qui a tendance à se développer en Europe depuis quelques années, le système GOST reste plus proche de la transcription phonétique et peut faciliter la lecture à des non russophones.

Le tableau ci-dessous précise la prononciation de certaines lettres:

<i>Translittération (alphabet latin)</i>	<i>Transcription française</i>	<i>Alphabet russe</i>
'	-	б
"	-	в
c	ts	ц
č	tch	ч
è	è	э
ë	io, e	ë
h	kh	х
g	gu-	г
j	ï, y	й
ja	ia	я
ju	iou	ю
š	ch	ш
šč	chtch	щ
u	ou	у
ž	j	ж

Nous avons choisi de conserver la transcription française des noms de personnages historiques antérieurs ou postérieurs à la perestrojka, et de lieux (Pouchkine, Lénine, Staline, Khrouchtchev, Brejnev, Poutine, Novossibirsk), mais avons adopté le système de translittération GOST pour les personnages, y compris historiques, de la période étudiée (nous écrivons "Gorbačëv" et non "Gorbatchev", "El'cin" et non "Elsine"...).

## SYSTEME DE REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Nous avons adopté le système de références bibliographiques indiqué dans le *Guide pour la rédaction et la présentation des thèses à l'usage des doctorants* du ministère de l'Education nationale et du ministère de la Recherche (2001).

## GLOSSAIRE, ABREVIATIONS ET ACRONYMES

Les renvois au glossaire sont indiqués par un astérisque.

<b>AKOI</b>	Association "Cercle des initiatives sociales" ( <i>Associacija "Kol'co obščestvennyh iniciativ"</i> )
<b>AON</b>	Académie des sciences sociales près le Comité central du PCUS ( <i>Akademija obščestvennyh nauk</i> )
<b>APN</b>	Agence de presse "Novosti"
<b>Aspiranture</b>	A la sortie de l'Université, les diplômés qui s'engagent dans la carrière scientifique sont affectés soit à un poste d'"aspirant" dans un établissement d'enseignement supérieur ou un institut de recherche pour préparer une thèse en trois ans, soit à un poste d'assistant et peuvent préparer une thèse par correspondance (en quatre ans).
<b>CC</b>	Comité central
<b>CEMI</b>	Institut central d'économie mathématique de l'Académie des sciences ( <i>Central'nyj èkonomiko-matematičeskij institut</i> )
<b>DDK</b>	Mouvement démocratique des communistes ( <i>Demokratičeskoe dviženie kommunistov</i> )
<b>DDR</b>	Mouvement pour les réformes démocratiques ( <i>Dviženije demokratičeskikh reform</i> )
<b>Docteur ès sciences</b>	Titre obtenu à l'issue de la deuxième thèse, équivalant dans le système français à l'habilitation à diriger les recherches ( <i>doktor nauk</i> ).
<b>DP ou DemPlatforma</b>	Plateforme démocratique du PCUS ( <i>Demokratičeskaja platforma v KPSS</i> )
<b>DPR</b>	Parti démocratique de Russie ( <i>Demokratičeskaja partija Rossii</i> )
<b>DR ou DemRossija</b>	Bloc électoral puis mouvement "Russie démocratique" ( <i>Demokratičeskaja Rossija</i> )
<b>DS</b>	Union démocratique ( <i>Demokratičeskij sojuz</i> )
<b>FSI</b>	Fond d'initiatives sociales ( <i>Fond social'nyh iniciativ</i> )
<b>FSOK</b>	Fédération des clubs sociaux socialistes ( <i>Federacija socialističeskikh obščestvennyh klubov</i> )
<b>GD</b>	Dignité des citoyens ( <i>Graždanskoe dostoinstvo</i> )
<b>GITIS</b>	Institut d'Etat d'art dramatique ( <i>Gosudarstvennyj institut teatral'nogo iskusstva</i> )
<b>GKNT</b>	Comité d'Etat pour la science et la technique ( <i>Gosudarstvennyj komitet nauki i tehniki</i> )
<b>Gossnab</b>	Comité d'Etat pour l'approvisionnement matériel et technique
<b>HDSR</b>	Union démocrate-chrétienne de Russie ( <i>Hristiansko-demokratičeskij sojuz Rossii</i> )
<b>IEMSS</b>	Institut d'économie du système socialiste mondial de l'Académie des sciences ( <i>Institut èkonomiki mirovoj socialističeskoj sistemy</i> )
<b>IEOPP</b>	Institut d'économie et d'organisation de la production industrielle de l'Académie des sciences ( <i>Institut èkonomiki i organizacii promyšlennogo proizvodstva</i> )
<b>IGP</b>	Institut de l'Etat et du droit de l'Académie des sciences ( <i>Institut gosudarstva i prava</i> )
<b>IGPI</b>	Institut de recherches en sciences politiques et sciences humaines ( <i>Institut gumanitarnyh i političeskikh issledovanij</i> )
<b>IKSI</b>	Institut de recherches sociales concrètes de l'Académie des sciences ( <i>Institut</i>

*konkretnyh social'nyh issledovanij)*

<b>IMEMO</b>	Institut d'économie mondiale et de relations internationales de l'Académie des sciences ( <i>Institut mirovoj èkonomiki i meždunarodnyh otnošenij</i> )
<b>IMRD</b>	Institut du mouvement ouvrier mondial de l'Académie des sciences ( <i>Institut mirovogo rabočego dviženija</i> )
<b>INION</b>	Institut d'information scientifique sur les sciences sociales de l'Académie des sciences ( <i>Institut naučnoj informacii po obščestvennym naukam</i> )
<b>Instructeur</b>	Poste dans un comité du Parti ou du Komsomol au premier échelon de la hiérarchie
<b>IREAN</b>	Initiative des anarchistes révolutionnaires ( <i>Iniciativa revoljucionnyh anarhistov</i> )
<b>Kandidat</b>	Titre obtenu à l'issue d'une thèse soutenue trois ou quatre ans après la fin des études supérieures
<b>KDP-PNS</b>	Parti constitutionnel-démocrate – Parti de la liberté du peuple ( <i>Konstitucionno-demokratičeskaja partija - Partija narodnoj svobody</i> )
<b>KIAN</b>	Club d'électeurs de l'Académie des sciences ( <i>Klub izbiratelej Akademii nauk</i> )
<b>KSI</b>	Club d'initiatives sociales ( <i>Klub social'nyh iniciativ</i> )
<b>Lensovet</b>	Soviet de Leningrad ( <i>Leningradskij sovet</i> )
<b>LGU</b>	Université d'Etat de Leningrad ( <i>Leningradskij gosudarstvennyj universitet</i> )
<b>LIEI</b>	Institut d'ingénierie économique de Leningrad Palmiro Togliatti ( <i>Leningradskij inženerno-èkonomičeskij institut</i> )
<b>MAI</b>	Institut d'aviation de Moscou ( <i>Moskovskij aviacionnyj institut</i> )
<b>M-BIO</b>	Bureau d'échange d'informations de Moscou ( <i>Moskovskoe bjuro informacionnogo obmena</i> )
<b>MGK ou gorkom</b>	Comité de la ville de Moscou ( <i>Moskovskij gorodskoj komitet</i> )
<b>MGPI</b>	Institut pédagogique d'Etat de Moscou Lénine ( <i>Moskovskij gosudarstvennyj pedagogičeskij institut</i> )
<b>MGU</b>	Université d'Etat de Moscou ( <i>Moskovskij gosudarstvennyj universitet</i> )
<b>MKNS</b>	Comité moscovite des nouveaux socialistes ( <i>Moskovskij komitet novyh socialistov</i> )
<b>MNF</b>	Front populaire de Moscou ( <i>Moskovskij narodnyj front</i> )
<b>MOI</b>	Union moscovite des électeurs ( <i>Moskovskoe ob"edinenie izbiratelej</i> ) Union interrégionale des électeurs ( <i>Mežregional'noe ob"edinenie izbiratelej</i> )
<b>Mossovet</b>	Soviet de Moscou ( <i>Moskovskij sovet</i> )
<b>MPG</b>	Groupe interclubs du Parti ( <i>Mežklubnaja partijnaja gruppja</i> )
<b>MPK</b>	Club du Parti de Moscou ( <i>Moskovskij partijnyj klub</i> )
<b>MPO</b>	Organisation du Parti de Moscou ( <i>Moskovskaja partijnaja organizacija</i> )
<b>MVPŠ</b>	Ecole supérieure du Parti de Moscou près le Comité central ( <i>Moskovskaja vysšaja partijnaja škola</i> )
<b>NDR</b>	Notre maison: la Russie ( <i>Naš dom – Rossija</i> )
<b>NPSR</b>	Parti populaire Russie libre ( <i>Narodnaja partija Svobodnaja Rossija</i> )
<b>OVR</b>	Notre patrie: toute la Russie ( <i>Otečestvo – Vsja Rossija</i> )
<b>PKD</b>	Parti des constitutionnels-démocrates ( <i>Parti konstitucionnyh demokratov</i> )

<b>Propiska</b>	Droit de séjour dans une ville
<b>PST</b>	Parti du travail libre ( <i>Partija svobodnogo truda</i> )
<b>Rabfak</b>	Faculté ouvrière ( <i>rabočij fakul'tet</i> )
<b>Rajkom ou RK</b>	Comité d'arrondissement ( <i>rajonnyj komitet</i> )
<b>Rajon</b>	Arrondissement
<b>Rajsovet</b>	Soviet d'arrondissement ( <i>rajonnyj sovet</i> )
<b>Raspredelenie</b>	Affectation professionnelle à la sortie de l'enseignement supérieur pour une durée de trois ans
<b>RDDR</b>	Mouvement pour les réformes démocratiques de Russie ( <i>Rossijskoe dviženije demokratičeskikh reform</i> )
<b>RHDD</b>	Mouvement démocrate chrétien de Russie ( <i>Rossijskoe hristianskoe demokratičeskoe dviženie</i> )
<b>RHDP</b>	Parti démocrate-chrétien de Russie ( <i>Rossijskaja hristiansko-demokratičeskaja partija</i> )
<b>RPRF</b>	Parti républicain de la Fédération de Russie ( <i>Respublikanskaja partija Rossijskoj Federacii</i> )
<b>RSFSR</b>	République soviétique socialiste fédérative de Russie ( <i>Rossijskaja sovetskaja federativnaja socialističeskaja respublika</i> )
<b>RSPP</b>	Union des industriels et des entrepreneurs de Russie ( <i>Rossijskij sojuz promyšlennikov i predprinimatelej</i> )
<b>Samizdat</b>	Ouvrage ou revue publiés clandestinement en URSS
<b>SDA</b>	Association social-démocrate ( <i>Social-demokratičeskaja asociacija</i> )
<b>SKD</b>	Union des constitutionnels-démocrates ( <i>Sojuz konstitucionnyh demokratov</i> )
<b>SMOT</b>	Union libre et interprofessionnelle des travailleurs ( <i>Svobodnoe mežprofessional'noe ob"edinenije trudjaščihsja</i> )
<b>SSA</b>	Association soviétique de sociologie de l'Académie des sciences ( <i>Sovetskaja sociologičeskaja asociacija</i> )
<b>Tamizdat</b>	Ouvrage publié à l'étranger, circulant clandestinement en URSS
<b>VCIOM</b>	Centre national d'étude sur l'opinion publique ( <i>Vserossijskij centr izučenija obščestvennogo mnenija</i> )
<b>VGIK</b>	Institut national d'Etat de cinéma ( <i>Vsesojuznyj gosudarstvennyj institut kinematografii</i> )
<b>VLKSM ou Komsomol</b>	Union de la jeunesse communiste léninienne de l'URSS ( <i>Vsesojuznyj leninskij kommunističeskij sojuz moloděži</i> )
<b>VPG</b>	Groupe extrastatutaire du Parti ( <i>Vneustavnaja partijnaja grupa</i> )
<b>VSPK</b>	Club socio-politique de l'URSS ( <i>Vsesojuznyj social'no-političeskij klub</i> )
<b>ZSPK</b>	Club socio-politique épistolaire ( <i>Zaočnyj social'no-političeskij klub</i> ) (ancien nom du VSPK)



## INTRODUCTION

Cette thèse est consacrée à l'une des composantes du processus de basculement que connaît l'URSS pendant la perestrojka (1986-1991): elle porte sur l'émergence et la trajectoire du mouvement des clubs politiques "informels", et sur le rôle qu'ont joué dans ces processus ceux qui l'ont formé. Cette composante a été relativement négligée dans les études de ce qu'on a appelé la "transition".

Les clubs "informels" sont les premières organisations politiques indépendantes à être apparues pendant la perestrojka. Leur caractéristique majeure est qu'ils n'ont pas été créés par des organismes officiels (Parti, Komsomol, syndicats, etc.), d'où leur nom d'"informels"<sup>1</sup> (*neformal'nye kluby*) ou d'"autonomes" (*samodejatel'nye*).

Le mouvement des clubs politiques informels, ou mouvement informel, est un objet flou et difficile à cerner pour trois raisons. C'est d'abord un objet multiforme et mouvant: derrière la parenté des formes (clubs) se dissimule un ensemble très hétérogène. On trouve des "clubs d'initiative", des "clubs d'électeurs", des "clubs du Parti", mais aussi des "fronts populaires" et des "mouvements". Ces organisations n'ont pas le même contenu, n'utilisent pas les mêmes formes de mobilisation, les mêmes stratégies, et évoluent très vite à travers le temps.

C'est ensuite un objet à plusieurs dimensions. Les clubs politiques sont des acteurs à la fois petits et importants. Petits par leur taille et leur position dans l'espace politique, car ils ne naissent pas au centre de cet espace, mais dans ses marges et "en bas". Importants, car ils sont dès le début de la perestrojka l'un des signes les plus visibles des changements sociaux impulsés par la politique des réformateurs. Ils sont pris très au sérieux par les responsables politiques au plus haut niveau, font l'objet d'une attention médiatique et sont finalement devenus l'un des traits marquants de cette période. Les clubs informels sont des révélateurs de la transformation du système politique, de son desserrement tout d'abord, puis de sa décomposition, mais ils sont également des acteurs de cette transformation et ont contribué à façonner le nouvel espace politique concurrentiel qui émerge à partir de 1987<sup>2</sup>.

Enfin, l'objet étudié échappe à la catégorisation des acteurs véhiculée par une vision classique des "transitions", qui voit soit dans les élites, soit dans les mouvements populaires, des acteurs déterminants du processus. Dans un cas, on assisterait à une "transition négociée", dans l'autre, au renversement du pouvoir en place par une poussée du bas. Or les clubs informels ne sont ni une émanation de l'élite politique, ni un "mouvement de masse", et pourtant ils ont joué un rôle dans les transformations politiques de cette période. Il s'agit d'une opposition politique, plus exactement d'une forme originale d'opposition qui ne se comporte pas comme une opposition classique. Parce que cet objet est ambigu, mouvant et hétérogène, il apparaît très difficile de trouver la bonne "focale" qui permette de l'analyser sans sous-estimer ni surestimer son importance.

---

<sup>1</sup> Pendant la perestrojka, le terme "informel" s'applique spécifiquement à ces clubs. Il sera utilisé tout au long de ce travail dans cette acception indigène, et non dans le sens de "non formalisé" ou "non formel" qu'il a plus généralement lorsqu'on parle de "relations informelles entre individus". Il se distingue aussi du sens qu'il revêt dans l'expression "économie informelle" par exemple, i.e. qui se réalise en marge des formes réglementaires. La littérature sur ces questions est abondante. On peut citer, concernant le terrain russe, M. DESERT (Le débat russe sur l'informel. *Questions de recherche/Research in question*, 17, mai 2006, p. 7), pour qui l'"informel" recouvre dans la Russie post-soviétique des "pratiques impliquant la circulation d'objets de natures diverses (offre de soin ou autorisations administratives, places dans des établissements scolaires, au cimetière ou sur la liste électorale d'un parti) selon des modalités non conformes aux procédures réglementaires".

<sup>2</sup> L'espace politique n'est pas homogène au cours de la perestrojka. La question des transformations qui l'affectent et l'émergence de plusieurs espaces de compétition en son sein seront vues plus loin dans cette introduction.

## Etat des travaux

Dans la littérature sur la perestrojka et la période de la transition en Russie, les clubs politiques informels ont eu tendance à être tantôt *dilués* dans des catégories plus larges qu'eux ("mouvement de jeunes", "société civile"), tantôt *occultés* du champ d'analyse pour avoir été jugés trop insignifiants dans le basculement que connaît le pays. L'existence fugace du mouvement informel (1987-1989) n'a guère contribué à le rendre très perceptible, et il a souvent été ravalé dans les analyses au rang de prodrome du "mouvement démocratique" qui lui succède en 1989-1990 et qui prend, lui, la forme plus classique, et donc plus repérable, d'une opposition.

Dans un certain nombre d'études, les clubs politiques informels sont considérés comme une composante d'ensembles plus larges: on les définit comme faisant partie d'abord d'un "mouvement de jeunes", puis de la "société civile". Noyé dans ces catégories, l'objet s'est trouvé dénué d'autonomie propre.

A partir de 1987-1988, les observateurs soviétiques qui se lancent dans l'analyse sociologique du phénomène associent les clubs informels aux "jeunes"<sup>3</sup>. Les clubs *politiques* sont perdus dans la masse des clubs informels qui se créent alors dans les domaines les plus variés (culturel, scientifique, sportif, musical, éducatif, religieux, etc.). A peine sont-ils distingués par l'euphémisme "groupes politisés".

Le lien "naturel" avec la catégorie des jeunes vient probablement de l'usage du terme même d'"informels" (*neformaly*). Ce terme, utilisé pour la première fois par des journalistes, était apparu deux ou trois décennies plus tôt pour qualifier tant les "clubs d'amateurs" (*samodejatel'nye kluby*) (de théâtre, de poésie, etc.) créés par les jeunes dans les années 1950-1960, que les groupes d'adolescents des années 1960-1970 aux comportements jugés plus ou moins déviants, voire délinquants<sup>4</sup>. Les spécialistes du ministère de l'Intérieur s'intéressent d'ailleurs immédiatement aux groupes informels de la perestrojka et parmi eux, pour reprendre le titre d'une publication, aux "*groupes non traditionnels de jeunes ayant une tendance antisociale*"<sup>5</sup>. Et c'est un officier de police, enseignant à l'Ecole supérieure de la

---

<sup>3</sup> I. SUNDIEV. O neformalah [A propos des informels]. *Sociologičeskie issledovanija*, 1987, 5, p. 56-62; V. LEVIČEVA. *Molodžnyj Vavilon. Razmyšlenija o neformal'nom dviženii* [La Babylone des jeunes. Réflexions sur le mouvement informel]. Moscou, 1989; I. SUNDIEV. Našestvie marsian?.. [Une invasion de martiens?..] In S. JUŠENKOV dir. *Neformaly. Social'nye Inicijaty*. Moscou: Moskovskij Rabočij, 1990, p. 4-43. En France, H. YVERT-JALU (L'image de la jeunesse soviétique des années 1980 à travers les groupes informels. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1991, 25 (25), p. 28-34) présente une typologie des groupes informels ("clubs par affinités", "groupes d'initiatives sociales", "groupes antisociaux", "réseaux de rupture") en indiquant qu'ils sont principalement le fait de jeunes et tente, sans vraiment y parvenir, d'exclure de son panorama les clubs composés d'adultes.

<sup>4</sup> V. EFREMOV. *Idejno-političeskie orientacii samodejatel'nyh obščestvennyh dviženij* [Orientations idéologiques et politiques des mouvements sociaux autonomes]. Avtoreferat dissertacii na soiskanie učenoj stepeni kandidata sociologičeskijh nauk [Résumé de thèse pour le titre de *kandidat\** en sociologie]. Moscou: Académie des sciences sociales près le Comité central du PCUS, Centre de recherches sociologiques, 1990, p. 3-4. Voir également V. BEREZOVSII, N. KROTOV. "Neformaly" – Kto oni? [Les "informels": qui sont-ils?] In V. BEREZOVSII, N. KROTOV dir. *Neformal'naja Rossija. O "neformal'nyh" politizirovannyh dviženijah i gruppah v RSFSR: opyt spravočnika* [La Russie informelle. Mouvements et groupes politisés "informels" de la RSFSR: essai de répertoire]. Moscou: Molodaja Gvardija, 1990, p. 9: "*le terme 'informels' vient de l'appellation appliquée aux groupes de jeunes qui ont adopté un comportement de contre-culture et dont les principales composantes étaient le sexe, la drogue, l'alcool, le culte de la force ou le culte de la consommation (potrebitel'skaja ritualistika)...*". Sur les "clubs d'amateurs" des années 1950-1960, voir par exemple B. OSTROMOUKHOVA. La réappropriation de l'espace par les activités artistiques amateurs des étudiants moscovites (fin des années 1950-années 1960). *ethnographiques.org*, 10, juin 2006.

<sup>5</sup> A. VILKS. K voprosu o mehanizme formirovanija netradicionnyh grupp moloděži s antiobščestvennoj napravlenost'ju [Mécanisme de formation des groupes non traditionnels de jeunes ayant une tendance

milice de Moscou du ministère de l'Intérieur de l'URSS, qui signe l'un des tout premiers articles sur les informels dans une revue de sociologie de premier plan<sup>6</sup>. Mais même si le terme "informel" fait référence à des comportements sociaux "déviant", il permet de raccorder ces groupes naissants à une histoire de la sociabilité *non politique* des jeunes plutôt qu'à celle de mouvements politiques d'opposition tels que la dissidence. De plus, le terme "informel" perd assez vite sa connotation négative aux yeux du pouvoir dès le début de la perestrojka: les informels ont en effet la possibilité de se légaliser en s'enregistrant auprès d'organismes chargés d'encadrer la jeunesse (palais et maisons de la Culture, Komsomol, institutions de loisirs extrascolaires, établissements d'enseignement, unions créatrices, etc.)<sup>7</sup>. Le traitement politique du phénomène par ce type d'institutions objective donc la définition du mouvement en tant que mouvement de jeunes, ce qui explique probablement la difficulté des premières études scientifiques à prendre une distance avec la catégorisation officielle dans laquelle les clubs politiques sont figés.

Dès 1988, on s'interroge sur l'aspect générationnel des groupes autonomes. La motivation de leurs membres est abordée sous différents angles: on y voit un phénomène de contestation sociale et politique dû à l'échec des institutions de socialisation propres au système soviétique, à l'émergence dans les années 1980, grâce à un contexte politique moins répressif, d'une génération beaucoup moins conformiste que les précédentes, ou encore à l'arrivée, avec vingt ans de retard, d'une révolte des jeunes telle que l'ont connue les pays occidentaux dans les années 1960<sup>8</sup>. Les institutions spécialisées dans le "travail" avec la jeunesse, qu'elles soient politiques (Ecole supérieure du Komsomol, Commission de l'association "Znanie" pour la diffusion du savoir dans la jeunesse) ou pédagogiques, se mobilisent pour produire très tôt des études sur les associations informelles<sup>9</sup>.

A partir de 1989-1990, le "mouvement informel" est redéfini comme un phénomène touchant *l'ensemble* de la société, indépendamment de l'âge des participants<sup>10</sup>. Regroupant

---

antisociale] In *Soveršenstvovanie dejatel'nosti organov vnutrennih del po predupreždeniju pravonarufenij sredi nesoveršenoletnih* [Activité des organes de l'Intérieur en vue d'une meilleure prévention des infractions à la loi par les mineurs]. Moscou, 1988.

<sup>6</sup> I. SUNDIEV. O neformalah, *op. cit.*, 1987. Il s'agit de la revue de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences. Notons que I. Sundiev ne défend aucunement une politique répressive à l'égard des informels. Un autre article paraît peu après dans une revue consacrée aux questions de justice (V. OVCINSKIJ. O netradicionnyh gruppah moloděži [Les groupes non traditionnels de jeunes]. *Sovetskaja Justicija*, 1987, 17, p. 13-14).

<sup>7</sup> C'est le sens d'une "Disposition sur les associations d'amateurs et clubs d'intérêts" du 13 mai 1986, adoptée par une douzaine d'organismes officiels dont le ministère de la Culture de la RSFSR, le Comité central du Komsomol et le Conseil central des syndicats de l'URSS (VCSPS). Nous y reviendrons plus loin.

<sup>8</sup> Voir J. RIORDAN. Soviet Youth: Pioneers of Change. *Soviet Studies*, 40 (4), oct. 1988, p. 556-572; O. JANICKIJ. *Social'nye dviženija. 100 interv'ju s liderami* [Les mouvements sociaux. 100 interviews de leaders]. Moscou: Moskovskij rabočij, 1991, 271 p.; S. MITROHIN. Moloděž' i politika v èpohu pereocenkii cennostej (Rossijskij opyt) [La jeunesse et la politique à une époque de réévaluation des valeurs (expérience russe)] In M. MALYŠEVA dir. *Moloděž' Rossii na rubeže 90-yx godov*. Moscou: Académie des sciences de Russie, Institut de sociologie, 1992, vol. 1, p. 22-39; D. LANE [LEJN]. Pokolenčeskie izmenenija [Les changements de génération] In M. MALYŠEVA dir. *Moloděž' Rossi...*, *op. cit.*, 1992, vol. 2, p. 140-151.

<sup>9</sup> Pour ne citer que quelques exemples: V. SEMENOVA dir. *Neformal'nye ob'edinenija moloděži včera, segodnja...a zavtra? Sbornik statej* [Les associations informelles de jeunes hier, aujourd'hui... et demain? Recueil d'articles]. Moscou: Ecole Supérieure du Komsomol près le Comité central du VLKSM, 1988, 68 p.; S. PLAKSIJ. *Moloděžnye gruppy i ob'edinenija: principy vzniknovenija i osobennosti dejatel'nosti: v pomošč' lektoru* [Les groupes et associations de jeunes: causes de leur émergence et spécificités de leur activité. Conseils au conférencier]. Moscou; Association "Znanie" de la RSFSR, Commission pour la diffusion du savoir dans la jeunesse, 1988, 40 p.; D. FEL'DŠTEJN, L. RADZIHOVSKIJ. dir. *Psihologičeskie problemy izučenija neformal'nyh moloděžnyh ob'edinenij. Sbornik naučnyh trudov* [Problèmes psychologiques de l'étude des associations informelles de jeunes. Recueil de travaux scientifiques]. Moscou: Agence de Presse Novosti de l'URSS, Centre de recherche en psychologie sociale et pédagogique, 1988, 160 p.

<sup>10</sup> S. JUŠENKOV dir. *Neformaly. Social'nye iniciativy*. Moscou: Moskovskij Rabočij, 1990, 239 p.

toutes les "initiatives sociales"<sup>11</sup> développées en dehors des organismes étatiques, le mouvement est considéré comme l'embryon d'une "société civile" (*graždanskoe občestvo*). L'expression n'apparaît dans la littérature soviétique grand public qu'à partir de 1990<sup>12</sup>; auparavant, on parle de "mouvement de masse". Le mouvement informel devient, selon les termes d'un chercheur, une "*sphère prestigieuse de recherche en sciences sociales et politiques*"<sup>13</sup>, il est présenté comme une "*institution sociale*" au même titre que le PCUS, le Komsomol, les soviets ou les syndicats, et semble jouir, contrairement à ces derniers, d'une image très positive auprès de la population<sup>14</sup>.

Le changement de signification sociale attribuée au mouvement informel a probablement pour origine sa transformation morphologique. La *Pravda* dénombre en URSS 30 000 clubs en décembre 1987, et deux fois plus au début de 1989<sup>15</sup>. A partir de 1990, on passe à plusieurs centaines de milliers d'organisations, représentant une population totale estimée à 2 ou 2,5 millions<sup>16</sup>, voire 5 millions de membres<sup>17</sup>.

Les clubs "politisés" commencent à être dissociés du reste du mouvement: on les compte (ils représenteraient 10 % du total<sup>18</sup>, donc 6 000 en 1990 selon les uns, ou seulement 2 ou 3 000

---

<sup>11</sup> Le terme "initiative" désigne en russe (comme en anglais) des actions collectives, et non individuelles comme en français.

<sup>12</sup> L'expression appliquée au mouvement informel apparaît avant dans des publications de dirigeants de clubs informels ayant un tirage et un usage restreints (publications internes à des instituts de recherche ou à des clubs). La première occurrence trouvée dans ce type de documents date de 1988 (O. RUMJANCEV. *O samodejatel'nom dviženii občestvennyh iniciativ (Neformal'nye ob'edinenija i ih rol' v perestrojke občestvennoj žizni v SSSR)* [Le mouvement autonome d'initiatives sociales (les unions informelles et leur rôle dans la reconstruction de la vie sociale en URSS)]. Moscou: Institut d'économie du système socialiste mondial (IEMSS), 1988). Dans les publications grand public sur le mouvement, elle date de la fin 1989 et du début 1990 (voir par exemple V. BEREZOVSKIJ, N. KROTOV. "Neformaly" – Kto oni?... , *op. cit.*, 1990, p. 16, manuscrit arrêté en novembre 1989).

<sup>13</sup> V. EFREMOV. *Idejno-političeskie orientacii...*, *op. cit.*, 1990, p. 4.

<sup>14</sup> V. ČURBANOV, A. NELJUBIN. Neformal'nye ob'edinenija i perestrojka: nadeždy i trevogi. Zakonnoroždennnye "dети perestrojki" [Les associations informelles et la perestrojka: espoirs et craintes. Les "enfants légitimes de la perestrojka"] In V. PEČENEV, V. V'JUNICKIJ dir. *Neformaly: kto oni? Kuda zovut?* [Les informels: qui sont-ils? Où nous mènent-ils?]. Moscou: Politizdat, 1990, p. 42), respectivement responsable de la Commission de l'Association soviétique de sociologie pour l'étude du mouvement informel et chef du secteur du Département du Comité central du PCUS pour les relations avec les organisations politiques et sociales, citent un sondage du Centre d'étude de l'opinion publique de l'URSS (VCIOM) réalisé fin août 1989, selon lequel les associations informelles arriveraient en troisième position après les Soviets suprêmes et les médias dans la confiance que leur accorde la population, "*laissant loin derrière elles le PCUS, les organisations religieuses, les soviets locaux, et a fortiori les syndicats, les ministères, les organes de maintien de l'ordre et le komsomol*".

<sup>15</sup> Demokratija i iniciativa [Démocratie et initiative]. *Pravda*, 27/12/1987; Demokratija ne terpit demagogii [La démocratie ne supporte pas la démagogie]. *Pravda*, 10/2/1989.

<sup>16</sup> V. ČURBANOV, A. NELJUBIN. Neformal'nye ob'edinenija i perestrojka..., *op. cit.*, 1990, p. 23. Les *Nouvelles de Moscou* (7, février 1990) indiquent un chiffre identique, ainsi commenté par un observateur: "*Les effectifs [du PCUS, soit 18 millions, et le nombre de sympathisants des associations informelles] sont assez comparables, surtout si l'on admet de surcroît que, par son activisme (aktivnost'), un 'informel' vaut plusieurs communistes*" (A. HALMUHAMEDOV. KPSS, neformaly i stanovlenie političeskogo pljuralizma [Le PCUS, les informels et l'émergence du pluralisme politique] In *Kompleksnyj harakter naučnyh issledovanij problem občestvennogo razvitija (sbornik statej)*, Moscou: Comité d'Etat de l'URSS pour l'instruction populaire, Université d'Etat de Moscou, 1990, p. 163-168).

<sup>17</sup> "*Il y a dans le pays des dizaines de milliers d'organisations autonomes. Si on prend le nombre sciemment sous-estimé de trente participants par organisation, on obtient près de deux millions de personnes. Rien que dans le Front populaire d'Estonie, on compte 70 000 personnes. Au moins cinq millions de personnes participent d'une façon ou d'une autre à ce mouvement social d'en bas*" (O. JANICKIJ. *Social'nye dviženija. 100 interv'ju s liderami*, *op. cit.*, 1991, p. 48).

<sup>18</sup> selon V. BEREZOVSKIJ, N. KROTOV. "Neformaly" – Kto oni?... , *op. cit.*, 1990, p. 4. Ce chiffre repose sur une extrapolation à partir d'un échantillon dont on ne connaît ni la taille ni le mode de sélection.

groupes selon les autres<sup>19</sup>), on publie des répertoires<sup>20</sup>, on les classe selon leurs labels idéologiques. Désormais, ce sont les clubs politiques qu'on étudie comme exemples emblématiques du mouvement informel. Certains auteurs affirment même que ce qui caractérise cette "troisième vague de clubs informels" est précisément son caractère politique<sup>21</sup>.

Les publications émanant d'organismes officiels plutôt favorables aux informels prennent soin de présenter le mouvement comme un soutien à la perestrojka. En 1990 paraissent trois recueils d'articles de référence, dont l'un laisse abondamment la parole à certains représentants du mouvement informel<sup>22</sup>. Les auteurs issus d'institutions officielles (Parti, milieu scientifique) y défendent l'idée d'un dialogue, même si les informels peuvent parfois faire figure de "martiens" car ils ne partagent pas la logique des organisations officielles<sup>23</sup>. L'ouverture au dialogue n'exclut cependant pas la prudence car, "pour l'instant, nul ne peut garantir que [ces] 'enfants de la perestrojka' ne se transformeront pas un jour en fossoyeurs de la perestrojka"<sup>24</sup>. Le tirage global des trois ouvrages (145 000 exemplaires), publiés par des maisons d'édition bien établies, donne une bonne indication de l'importance accordée à ce sujet par l'aile réformatrice du Parti<sup>25</sup>.

L'idée que le mouvement informel est une société civile en gestation est reprise dans de nombreux travaux occidentaux et russes des années 1990. Dans la tradition de l'école du totalitarisme, S. Fish, par exemple, met l'accent sur l'opposition entre l'Etat et la société civile, et indique que, dans les régimes de type soviétique supposés irréformables, la société civile, si elle a la possibilité de se constituer, se transforme inéluctablement en une opposition politique<sup>26</sup>. L'Etat soviétique se caractériserait par sa "volonté de monopoliser le pouvoir, [son] intolérance à l'égard de ce qui est indépendant et qui constitue pour lui un défi, [son] incapacité fondamentale ou [son] refus de partager le pouvoir et l'autorité"<sup>27</sup>. Autant de traits

---

<sup>19</sup> V. ČURBANOV, A. NELJUBIN. *Neformal'nye ob'edinenija i perestrojka...*, *op. cit.*, 1990.

<sup>20</sup> Par exemple: V. BEREZOVSIIKIJ, N. KROTOV dir. *Neformal'naja Rossija. O "neformal'nyh" politizirovannyh dviženijah i gruppah v RSFSR: opyt spravočnika* [La Russie informelle. Mouvements et groupes politisés "informels" de la RSFSR: essai de répertoire]. Moscou: Molodaja Gvardija, 1990, 381 p.; V. LEVIČEVA dir. *Katalog-spravočnik neformal'nyh samodejatel'nyh organizacij i nezavisimoj pressy SSSR* [Catalogue-répertoire des organisations autonomes informelles et de la presse indépendante en URSS]. Moscou: Ecole Supérieure du Komsomol près le Comité Central du VLKSM, Département des initiatives sociales et du mouvement autonome des jeunes du Centre de recherche scientifique, 1990, 307 p.

<sup>21</sup> I. SUNDIEV. *Našestvie marsian?...*, *op. cit.*, 1990, p. 9. Les deux précédentes périodes de foisonnement des clubs sont les années 1920 et les années 1950-1960. Il s'agit en fait moins d'une troisième vague que d'un troisième usage du label "informel" (cf. encadré 1, p. 112).

<sup>22</sup> L'ouvrage de S. JUŠENKOV dir. *Neformaly. Social'nye Inicijaty*, *op. cit.*, 1990 contient des articles de leaders informels et est tiré à 20 000 exemplaires. V. PEČENEV, V. V'JUNICKIJ dir. *Neformaly: kto oni? Kuda zovut?*, *op. cit.*, 1990, est un recueil d'articles parus en 1989-1990 dans la revue du Comité Central du PCUS *Političeskoe obrazovanie*, rebaptisée *Dialog* en 1990. Il est tiré à 75 000 exemplaires. Enfin, deux instructeurs de comités d'arrondissement du Parti de Moscou, spécialisés dans le mouvement informel, publient le premier répertoire de clubs, précédé d'une longue présentation: V. BEREZOVSIIKIJ, N. KROTOV dir. *Neformal'naja Rossija...*, *op. cit.*, 1990, 381 p. (tirage de 50 000 exemplaires).

<sup>23</sup> I. SUNDIEV. *Našestvie marsian?...*, *op. cit.*, 1990, p. 42-43.

<sup>24</sup> V. V'JUNICKIJ V. Ot sostavitelja [De l'éditeur] In PEČENEV V., V. V'JUNICKIJ. dir. *Neformaly: kto oni? Kuda zovut?* *op. cit.*, 1990, p. 5-6.

<sup>25</sup> A titre de comparaison, un ouvrage sur les débats des années 1920 sur l'"éthique du Parti" ou un recueil d'articles de Lénine sur les statuts du Parti ouvrier social-démocrate de Russie étaient tirés en 1989 à 100 000 exemplaires par la maison d'édition Politizdat (qui publie également l'ouvrage dirigé par Pečenev et V'junickij).

<sup>26</sup> S. Fish s'appuie explicitement sur un courant de la soviétologie, représenté par Fehér, Heller, Markus, qui définit l'Etat dans les systèmes de type soviétique comme étant "driven [...] by the logic of its extractive, expansionist relationship toward society", "driven primarily by the urge to expand its power over society and to eliminate sources of societal autonomy" (S. FISH. *Democracy from Scratch. Opposition and Regime in the New Russian Revolution*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 1995, p. 21).

<sup>27</sup> *ibid.*, p. 27

qui auraient persisté pendant la perestrojka, montrant ainsi que l'Etat était "*fondamentalement et structurellement irréformable*"<sup>28</sup>. Cette vision dichotomique où l'Etat s'oppose à la société tend à concevoir le pouvoir comme monolithique: quels qu'aient été les clivages internes qui l'ont traversés, il a fait preuve, selon S. Fish, d'une cohésion indéfectible contre la société<sup>29</sup>.

D'autres auteurs, s'appuyant eux aussi sur une vision dichotomique, sont toutefois plus sensibles aux clivages internes au Parti et à l'Etat. Ils opposent non pas l'Etat, mais le PCUS, à la société. La "*politisation*" de la société civile s'explique, selon eux, par la "*volonté hégémonique*" du Parti de définir les "*intérêts de la société*"<sup>30</sup>. Quant à la transformation de cette société "politisée" en une *opposition* politique, elle est due, selon eux, aux divisions et incohérences du pouvoir, et non à la solidarité qui lie ses différentes composantes. A l'origine non politiques, les clubs ont été acculés à devenir une opposition radicale à cause de la maladresse des réformateurs qui ont négligé de leur offrir leur soutien, et de l'hostilité de l'appareil qui a "*saboté*" les réformes et provoqué des conflits avec les informels<sup>31</sup>. Si la transformation du mouvement informel en une opposition n'est pas présentée ici comme inéluctable, elle tire son principal facteur explicatif de l'hostilité des conservateurs. Or, nous le montrerons, le conflit entre conservateurs du Parti et groupes informels n'est pas décisif dans cette transformation. C'est plutôt la montée en puissance d'une aile radicale chez les réformateurs du Parti qui ouvre la voie à la constitution d'un mouvement d'opposition. Par ailleurs, le terme de "politisation" pose problème: il n'est pas du tout certain que des groupes informels non politiques soient *devenus* politiques à partir de 1987; il semblerait plutôt que des acteurs, ayant dès l'origine l'intention de faire de la politique, se soient à ce moment-là emparés en nombre de la seule forme disponible pour exercer une telle activité, à savoir la forme "club informel".

L'analyse du mouvement informel en termes dichotomiques (société vs Etat) a poussé nombre d'auteurs à privilégier l'étude d'organisations qui ont opté pour des formes d'opposition frontale au régime (cas de groupes informels *marginaux* en 1987-1988 qui se réclament de la dissidence), voire à attribuer au mouvement informel politique des années 1987-1988 les traits caractéristiques qui définiront ce mouvement en 1989-1990 lorsqu'il se transformera en mouvement d'opposition ouverte (ou frontale) et sera appelé "mouvement démocratique". Ce mouvement démocratique a en effet utilisé le registre reconnaissable de l'opposition: manifestations de masse, campagnes électorales dirigées contre le Parti, formation de partis d'opposition, adoption de l'étiquette "anticommuniste". Le mouvement informel a été réduit à n'être plus que le balbutiement du mouvement démocratique, avalé par ce qui a été considéré comme son aboutissement logique.

---

<sup>28</sup> *ibid.*, p. 3.

<sup>29</sup> "*Revisionist scholars* [opposés à l'école du totalitarisme] *often disregarded the possibility that the deepest cleavage in Soviet politics lay not between 'competing' interests within the state, but between the 'ruling strata', however defined, and 'everyone else' – that is, between state and society*" (S. FISH. *Democracy from Scratch...*, *op. cit.*, 1995, p. 11).

<sup>30</sup> M. WEIGLE. *Political Participation and Party Formation in Russia, 1985-1992: Institutionalizing Democracy?* *Russian Review*, 53 (2), avril 1994, p. 241.

<sup>31</sup> M. WEIGLE, J. BUTTERFIELD. *Civil Societies in Reforming Communist Regimes: The Logic of Emergence*. *Comparative Politics*, 25 (1), oct. 1992, p. 16; I. ŽURAVLĚV. "Narodnye fronty" kak faktor proto-partijnyh obrazovanij v Rossijskoj Federacii na načal'nom etape formirovanija mnogopartijnoj sistemy (1987-1990h gg.) [Les "fronts populaires" comme facteur de création de proto-partis dans la Fédération de Russie à l'étape initiale de la formation d'un système de multipartisme (1987-1990)] In *Istorija obščestvennyh dviženij i političeskij partij (sbornik)*. Moscou: Université d'Etat de Moscou Lomonossov (chaire d'histoire politique de la faculté d'histoire), 1992, vol. 2, p. 327; V. BULANKIN. *Stanovlenie vnesistemnoj oppozicii 1987-1991 gg.* [Emergence d'une opposition hors système 1987-1991]. Novossibirsk: Ministère de l'Education de la Fédération de Russie, Académie d'Etat de Géodésie de Sibérie, 2003, p. 27. Le terme de "sabotage" est utilisé par Gorbačëv à la XIX<sup>ème</sup> conférence du Parti en juin-juillet 1988 (A. ŠUBIN. *Paradoksy perestrojki. Upuščennyj šans* [Les paradoxes de la perestrojka. Une chance ratée]. Moscou: Veče, 2005, p. 227).

Cette vision normative produit donc une insensibilité relative aux différents *états* de l'espace politique, au contexte très changeant dans lequel évoluent les relations entre les protagonistes et la perception qu'ils ont de ce qui est jouable, possible ou non. Cette absence d'historicité se présente sous deux aspects. Tantôt les faits sont retracés de façon achronique: les clubs informels (actifs entre 1987 et 1989) et les partis (apparus en 1990) sont mis sur le même plan, comme s'ils étaient concomitants<sup>32</sup>; certains traits de la décomposition du système politique présents à partir de 1989-1990 ("*désorganisation des structures formelles*", "*flou des lignes de compétence et d'autorité*"<sup>33</sup>) sont rapportés à l'ensemble de la période de la perestrojka. Tantôt la transformation des clubs informels en partis démocratiques est présentée de façon linéaire et téléologique, comme s'il s'agissait d'un processus de maturation allant de l'émotionnel au rationnel. Le mouvement, dont "*l'action collective [a] fréquemment pris la forme de manifestations émotionnelles et souvent spontanées*", aurait évolué vers une action "*plus rationnelle et planifiée*", et se serait doté d'un système de prise de décision plus "*complexe*"<sup>34</sup>. Cette vision tend à présenter la stratégie d'opposition frontale comme étant la seule efficace et bonne, ne devenant accessible aux informels qu'au terme d'une maturation:

"Members of the Democratic Union<sup>35</sup> were a tiny minority of political activists. On their own, they were unable to make a political difference to the way in which the USSR was run. None the less, their confrontational style in 1988 and 1989 showed a relentless and fearless opposition to the CPSU. Many other democrats hesitated to follow their example, describing it in interviews as unnecessarily aggressive and counterproductive. But during 1990 and 1991 they, too, found demonstrations an increasingly appropriate form of political expression as their confidence grew and as compelling political lessons were drawn from events in Eastern Europe"<sup>36</sup>.

De nombreuses études décrivent le mouvement en le divisant en périodes auxquelles correspondent des formes d'organisation dominantes, censées aller elles aussi du plus rudimentaire au plus complexe. A. Mamitov, par exemple, distingue la "*période informelle*" (1987 - été 1990) – où "informel" est commodément pris au sens propre de "non formalisé" (ce qui, on le verra, est loin d'être le cas) –, au cours de laquelle se forment les "*prémices du multipartisme*". Viennent ensuite la phase d'"*institutionnalisation formelle des partis*" (été 1990-été 1991) et celle des "*blocs*" (automne 1991-été 1993)<sup>37</sup>. Cette vision, où chaque forme

---

<sup>32</sup> S. FISH. *Democracy from Scratch...*, op. cit., 1995, p. 55.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 75.

<sup>34</sup> J. BUTTERFIELD, J. SEDAITIS. The Emergence of Social Movements in the Soviet Union In J. BUTTERFIELD, J. SEDAITIS. dir. *Perestrojka from Below. Social Movements in the Soviet Union*. San Francisco, Oxford: Westview Press, Boulder, 1991, p. 1-12.

<sup>35</sup> Groupe informel "radical" se réclamant de la dissidence et marginalisé au sein du mouvement.

<sup>36</sup> M. BUCKEY. Political Groups and Crisis In S. WHITE, R. DI LEO, O. CAPPELLI. *The Soviet Transition: From Gorbachev to Yeltsin*. Londres: Frank Cass, 1993, p. 173-191.

<sup>37</sup> A. MAMITOV. *Formirovanie mnogopartijnosti v Rossii (1987-1993 gg.): Regional'nyj aspekt* [Formation du multipartisme en Russie (1987-1993): Aspect régional]. Avtoreferat dissertacii na soiskanie učenoj stepeni kandidata istoričeskikh nauk [Résumé de thèse pour le titre de *kandidat* en histoire]. Rostov-sur-le-Don: Université d'Etat de Rostov, 1995, p. 12. Voir aussi, parmi les nombreux exemples, S. BAŠANKAEVA. *Obščestvenno-političeskoe položenie sovremennoj Rossii: nekotorye aspekty istorii i problemy izučeniya (1985-1993)* [Situation socio-politique de la Russie contemporaine: quelques aspects de l'histoire et problèmes d'analyse (1985-1991)]. Avtoreferat dissertacii na soiskanie učenoj stepeni kandidata istoričeskikh nauk. Elista: Université d'Etat de Kalmykie, 1995, 24 p. ou G. GASANOV. *Formirovanie rossijskoj mnogopartijnosti: istoki, osobennosti, tendencii (konec 80-h – načalo 90-h godov)* [Formation du multipartisme russe: sources, particularités, tendances (fin des années 1980-début des années 1990)]. Avtoreferat dissertacii na soiskanie učenoj stepeni kandidata istoričeskikh nauk. Moscou: Institut de la jeunesse, 1996, 23 p.

d'organisation remplit une "*mission historique*" puis "*quitte la scène*"<sup>38</sup>, passe sous silence les conflits qui ont pu surgir entre ces formes d'organisation, entre les différentes vagues d'acteurs qui entrent à des moments différents dans le mouvement et investissent tel ou tel type d'organisation. Elle donne aussi l'illusion que ces formes sont des réalités stables, alors qu'elles sont en fait extrêmement flottantes.

Si les premiers travaux n'ont accordé qu'une attention marginale à l'existence des clubs politiques et les ont noyés dans des catégories plus grandes, les études des années 1990 ont fait d'eux les représentants emblématiques de ces catégories pour mieux démontrer que la "société civile", à peine éclos, ne pouvait que se transformer en mouvement politique et oppositionnel. En diluant les clubs politiques dans des ensembles plus larges, les auteurs se sont interdits de voir que ces clubs se sont eux-mêmes présentés comme (et ont été pris pour) des porte-parole de ces catégories (surtout de la société civile) auprès du pouvoir politique, et qu'ils ont utilisé la confusion pour légitimer leur place dans l'espace politique. Celle-ci est un élément de leur identité.

Si certains auteurs situent les clubs informels dans des catégories qui occupent une place majeure dans leur dispositif explicatif de la perestrojka et de la transition, d'autres au contraire considèrent qu'ils sont hors des cadres d'analyse pertinents, soit parce qu'ils se trouvent *trop bas* dans l'espace social pour être considérés comme des acteurs politiques déterminants dans la décomposition du système, soit parce qu'ils sont *antérieurs* à la "vraie" transition. Dans l'analyse de ce qu'on a appelé la "transition", les spécialistes ont souvent privilégié les élites, les figures de Gorbačëv et d'El'cin, ou encore l'apparition d'éléments formels de la démocratisation tels que les partis ou le processus électoral.

Les clubs informels ont été négligés par les auteurs qui accordent aux élites<sup>39</sup> un rôle majeur dans les transformations politiques et économiques qui ont eu lieu en URSS et en Russie dans les années 1980-1990. C'est le cas, par exemple, des analyses, au demeurant fort stimulantes, de Jerry Hough et d'Archie Brown<sup>40</sup>, ou encore des études de "transitologie". Les auteurs se rattachant à la transitologie considèrent généralement qu'à l'exception des renversements de pouvoir par une "révolution d'en bas" (appelés "*replacements*"), tous les autres types de transition sont négociés par les élites. Il y a des "transitions négociées et contrôlées par le régime en place" ("*transformations*"), d'autres où les élites en place ont un moindre contrôle du processus ("*transplacements*"), mais les élites sont réputées être une variable déterminante du processus de transition<sup>41</sup>. Les tenants de la transitologie peuvent néanmoins reconnaître l'importance de l'"émergence des forces de la société civile", mais ils ne concèdent généralement à ces dernières qu'un rôle limité, et seulement dans la phase antérieure à la transition proprement dite<sup>42</sup>.

J. Hough, qui n'appartient pas à l'école de la transitologie, évacue lui aussi les acteurs "d'en bas" de l'analyse des facteurs "déterminants"<sup>43</sup>, parce qu'ils ne sont pas intervenus sous la

---

<sup>38</sup> "*Les fronts populaires des grandes villes de la Fédération de Russie, y compris ceux de Moscou et de Leningrad, une fois remplies leurs fonctions historiques, ont quitté la scène politique sans s'être transformés en partis politiques à part entière*" (I. ŽURAVLĚV. "Narodnye fronty" kak faktor..., *op. cit.*, 1992, p. 351).

<sup>39</sup> Nous utilisons ce terme non pas en référence à la "théorie des élites", mais pour désigner les groupes dominants dans les divers espaces sociaux.

<sup>40</sup> J. HOUGH. *Democratization and Revolution in the USSR. 1985-1991*. Washington: Brookings Institution Press, 1997, 542 p.; A. BROWN. *The Gorbachev Factor*. Oxford: Oxford University Press, 1996, 406 p.

<sup>41</sup> Sur une revue des différents types de transition selon les transitologues, cf. D. HUNT. *Transitology and Political Change in Russia. Russian and East European Politics*, mai 2001.

<sup>42</sup> D. HUNT. *Transitology and Political Change...*, *op. cit.* Nous reviendrons plus loin dans cette introduction sur la question du cadre temporel d'analyse.

<sup>43</sup> "*The informal networks, nationalist groups such as Rukh in Ukraine, coal strikes, acts of violence, demonstrations, speeches of Andrei Sakharov, and the like, while significant, were ultimately not determining factors of what happened*" (J. HOUGH. *Democratization and Revolution...*, *op. cit.*, 1995, p. 15).



forme d'une "révolution", d'un mouvement de masse qui aurait renversé le pouvoir. S'appuyant sur les analyses de Crane Brinton<sup>44</sup>, J. Hough considère que "*the key feature in a successful revolution [is] the elite classes' loss of self-confidence*"<sup>45</sup>. Les préconditions essentielles à la réussite d'une révolution sont donc à rechercher dans les processus de transformation qui touchent le sommet des hiérarchies politiques et économiques et dans la perte de confiance des acteurs en leur propre légitimité à diriger l'Etat. L'effondrement de l'Etat soviétique est dû, selon J. Hough, à trois facteurs:

- à des préconditions sociales qui procèdent de la longue durée. D'une part, le tissu social s'est trouvé profondément modifié par le processus d'urbanisation et l'accroissement du niveau d'éducation, qui ont produit une génération bien éduquée, ambitieuse, mais frustrée dans sa mobilité sociale (on retrouve ici la théorie de la modernisation). D'autre part, les organes de pouvoir sont traversés par des clivages multiples: clivage entre secteurs dominants (comme l'industrie lourde) et les autres<sup>46</sup>; clivage générationnel au sein de la bureaucratie; enfin, clivage entre Moscou et la province;
- aux perceptions et orientations intellectuelles de Gorbačëv, qui rejette le modèle chinois et manifeste dès 1987-1988 un penchant pour un type de réforme économique plus proche de ce qui sera plus tard désigné sous le terme de "thérapie de choc". Pour J. Hough, Gorbačëv a aussi la certitude que les appareils "centraux" (du Parti et des ministères) sont hostiles à la réforme économique: plutôt que de s'appuyer sur les structures existantes, il semble miser sur leur délitement probable à mesure que les réformes avanceront. Ce sont ces orientations qui conduisent les gouvernants à prendre des décisions qui empêchent l'Etat de résister à la désintégration; ce sont elles qui, indirectement, déclenchent la "révolution",
- à un calcul rationnel des responsables des appareils, qui comprennent à un certain moment qu'ils ne risquent plus rien à désobéir, mais ont tout à gagner dans la privatisation<sup>47</sup>.

L'explication de J. Hough croise différents niveaux et temporalités d'analyse pour rendre compte des prodromes et des effets de la "révolution" de la fin des années 1980 et du début des années 1990 en Russie. Mais il manque peut-être des maillons intermédiaires entre les préconditions sociales qui se mettent en place à partir des années 1960, les orientations intellectuelles de Gorbačëv au début de la perestrojka, et les perceptions et réactions des élites qui ne se font ressentir qu'à partir de 1989-1990<sup>48</sup>. Il n'est absolument pas certain que les

---

<sup>44</sup> C. BRINTON. *The Anatomy of Revolution*. Norton, 1938.

<sup>45</sup> J. HOUGH. *Democratization and Revolution...*, *op. cit.*, 1995, p. 2. J. Hough emploie le terme de "révolution" pour définir le changement de régime dans les années 1980-1990 en URSS, et non au sens de "révolution d'en bas".

<sup>46</sup> Dans ces rapports de force entre secteurs sociaux, le Parti n'est pas toujours, loin s'en faut, le plus puissant. Face à des entreprises importantes, aux organes de maintien de l'ordre, à des ministères contrôlant des industries stratégiques, les comités du Parti ont de moins en moins de poids dans les décisions sur les nominations, par exemple. Selon certains analystes, cette perte de terrain du Parti explique qu'au tout début de la perestrojka, l'appareil soutenait les réformes, pensant qu'elles permettraient de rehausser le rôle du Parti (V. BULANKIN. *Stanovlenie vnesistemnoj oppozicii 1987-1991 gg.*, *op. cit.*, 2003, p. 11-12).

<sup>47</sup> J. HOUGH. *Democratization and Revolution...*, *op. cit.*, 1995, p. 2 et suiv. K. POZNANSKI (An Interpretation of Communist Decay: The Role of Evolutionary Mechanisms. *Communist and Post-Communist Studies*, 26 (1), mars 1993, p. 3-24) explique que la recherche d'une "*maximisation des richesses personnelles*" par les élites des appareils a entraîné l'autodestruction de la bureaucratie, mais non la disparition de ses dirigeants en tant qu'acteurs sociaux puisqu'ils ont réussi à convertir leur influence politique en pouvoir économique.

<sup>48</sup> Le processus de privatisation au profit des cadres des secteurs dominants de l'Etat (matières premières et banques) ne commence qu'en 1989, après les élections au Congrès des députés du peuple de l'URSS qui voient, selon R. di Leo, la victoire de la nomenklatura économique sur la nomenklatura politique. Les entreprises obtiennent leur autonomie par rapport au Gosplan, et les "oligarques" "*transforment cette autonomie en politique*

hypothèses de Gorbačëv datent toutes de la période initiale de la perestrojka et qu'elles ne se soient pas formées à mesure qu'évoluait le contexte. On ne voit pas bien ici quels sont les effets propres du contexte, comment l'évolution extrêmement rapide de la configuration de l'espace politique entre 1986 et 1991 affecte l'ensemble du système. Comment être sûr que des acteurs comme les clubs politiques informels, apparus justement dans le contexte spécifique de la perestrojka, n'ont pas réussi à miner le système de l'intérieur et à contribuer à la délégitimation de l'Etat et du système politique dont parle J. Hough, même s'ils ne sont que de second plan dans l'espace politique? On peut penser que des acteurs semblables aux informels ("acteurs d'en bas") ont pu réaliser dans d'autres sphères sociales le même travail de sape qu'ont effectué les clubs informels dans le secteur politique, et que l'effondrement général du système est dû à ce grignotage de toutes parts (d'en haut et d'en bas<sup>49</sup>).

Pour comprendre ce qui se passe dans ce moment d'effondrement du système, ne faut-il pas déplacer le regard sur les imbrications, les interférences entre acteurs ayant des positions situées à différents niveaux de l'espace politique, processus qu'on s'interdit de voir en se limitant à l'analyse des élites et des acteurs institutionnels traditionnels? Il n'est peut-être pas pertinent de trancher la question de savoir qui, du haut ou du bas, a été le plus déterminant dans le processus de décomposition du système, car si on aborde la question sous l'un de ces angles, on ne voit pas ce qui apparaît de façon latérale. Or ce qui est particulièrement intéressant dans l'histoire de la perestrojka, c'est ce qui se passe aux frontières des institutions officielles du pouvoir, c'est la façon dont ces institutions perdent de leur solidité et dont certains acteurs situés initialement à leurs marges arrivent à jouer un rôle non négligeable dans les luttes de pouvoir au sommet. Les informels, sans faire une "révolution d'en bas", ne contribuent pas moins à miner le système de l'intérieur et à accélérer la déliquescence du Parti. Au début de la perestrojka, ils soutiennent les réformateurs, mais essaient parallèlement d'élargir les brèches, de modifier le système. De leur côté, les réformateurs s'efforcent de les contrôler de peur qu'ils ne se transforment en opposition. Mais la fragmentation qui frappe le Parti à partir de 1989-1990, et notamment le camp des réformateurs, annihile toute tentative de contrôle car les clubs deviennent des ressources dans les luttes de pouvoir entre fractions rivales du PCUS. Si on se focalise exclusivement sur les acteurs appartenant à l'élite politique, on a aussi du mal à expliquer comment El'cin, qui n'est presque plus rien dans la hiérarchie formelle du pouvoir en 1988-1989<sup>50</sup>, arrive à être de plus en plus crédible dans le rôle de prétendant au pouvoir. Sa crédibilité repose sur quelque chose qui se situe en dehors du sommet de l'organisation du Parti.

La seconde raison pour laquelle les clubs informels sont évacués de certaines analyses est qu'ils sont perçus comme étant hors du cadre temporel jugé pertinent. Un grand nombre d'études qui s'inspirent de l'école de la "transitologie", et parmi elles celles consacrées à la transition russe, prennent pour point de départ de la "démocratisation" la tenue des premières élections libres ("*founding elections*"), définies comme étant la "*first competitive multiparty*

---

*plus ou moins légale d'appropriation privée des unités économiques dont ils avaient la charge*" (R. DI LEO. The Former USSR in Search of New Rules In S. WHITE, R. DI LEO, O. CAPPELLI. dir. *The Soviet Transition: From Gorbachev to Yeltsin*. Londres: Frank Cass, 1993, p. 3-17). Pendant cette phase de "privatisation latente" (selon l'expression de O. Kryštanovskaja), certains ministères sectoriels se transforment en entreprises d'Etat (*koncerny*). La création de Gazprom sur la base du ministère de l'industrie gazière de l'URSS date par exemple d'août 1989 (O. KRYŠTANOVSKAJA. *Anatomija rossijskoj èlity* [Anatomie de l'élite russe]. Moscou: Zaharov, 2005, p. 307 et 314).

<sup>49</sup> G. GILL et R. MARKWICK (*Russia's Stillborn Democracy? From Gorbachev to Yeltsin*. Oxford: Oxford University Press, p. 47) imputent la chute du système à la combinaison d'une "pression d'en haut" et d'une "pression d'en bas" non nécessairement synchronisées.

<sup>50</sup> Il a été rétrogradé du poste de premier secrétaire du Comité du Parti de la ville de Moscou à celui de premier vice-président du Comité d'Etat à la Construction de l'URSS.

*election following a period of authoritarian rule*"<sup>51</sup>. Or les clubs informels apparaissent avant les premières élections: ils ont donc été négligés. En revanche, le "mouvement démocratique", présenté comme le grand vainqueur des élections législatives de Russie en 1990 et l'artisan de la victoire de Boris El'tsin aux élections présidentielles russes de juin 1991, a fait l'objet d'une attention plus soutenue de la part des transitologues.

L'approche de la transitologie incite à s'interroger sur la validité d'un découpage temporel *a priori* des processus de transition selon des critères normatifs, applicables à tous les pays, découpage qui détermine, on le voit, les limites du champ d'observation et le choix d'objets d'étude, mais aussi sur le concept de *founding elections* et sur l'idée même d'un point de départ de la transition. Déterminer un point de départ apparaît comme un élément essentiel dans la démarche de la transitologie car il sert à définir à quel type de transition on a affaire (*transformation, transplacement* ou *replacement*: cf. supra p. 8) pour pouvoir procéder à des analyses comparatives, mais également modéliser le processus<sup>52</sup> et, en définitive, juger de la "réussite" ou de l'"échec" de telle ou telle transition. La vision téléologique au fondement de la transitologie a été dénoncée par de nombreux chercheurs<sup>53</sup>. Cette critique de la cohérence interne du modèle explicatif est d'autant plus salubre que de tels travaux normatifs prêtent facilement à des usages extra-académiques, comme par exemple à l'établissement de classements de pays selon leurs "performances" démocratiques<sup>54</sup>.

Si le point de départ de la transition est nécessairement une élection qui répond aux critères d'une "élection fondatrice", l'application de ce principe à l'URSS a pour effet – joli paradoxe – d'exclure totalement ou partiellement la période de la perestrojka (1986-1991) de la transition

---

<sup>51</sup> Cette définition, utilisée par de très nombreux auteurs, est tirée de G. O'DONNELL, P. SCHMITTER. *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1986.

<sup>52</sup> C'est par un modèle mathématique que G. REICH (Coordinating Party Choice in Founding Elections. Why Timing matters. *Comparative Political Studies*, 34 (10), déc. 2001, p. 1237-1263) peut par exemple conclure que plus l'élection fondatrice est tardive dans le processus de démocratisation, plus le système de partis a de chances d'être fragmenté.

<sup>53</sup> Voir par exemple D. STARK. From System Identity to Organizational Diversity: Analysing Social Change in Eastern Europe. *Contemporary Sociology*, 21 (3), mai 1992, p. 299-304; V. BUNCE. Should Transitologists Be Grounded? *Slavic Review*, 54, printemps 1995, p. 111-127; M. DOBRY. Les voies incertaines de la transitologie: choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de *path dependence*. *Revue française de science politique*, 50 (4-5), août-octobre 2000, p. 585-614.

<sup>54</sup> La transitologie semble en effet avoir fortement inspiré une agence américaine de classement telle que la Freedom House, citée par les experts les plus réputés des bailleurs de fonds internationaux pour construire leurs propres indicateurs de compétitivité (cf. par exemple J. SACHS et alii. *Benchmarking Competitiveness in Transition Economies*. Discussion Paper of the Consulting Assistance on Economic Reform (Harvard Institute for International Development), 2000. Projet financé par l'US Agency for International Development: <http://www.cid.harvard.edu/caer2/htm/content/papers/paper62/paper62.htm>, page consultée le 9/2/2005). La Freedom House établit un classement annuel des pays du monde selon leur degré de "liberté" ("droits politiques" et "libertés civiles"), et des pays en transition selon leur "score démocratique". Ce dernier est composé de six indicateurs: "processus électoral", "société civile", "indépendance des médias", "gouvernance", "cadre judiciaire et indépendance de la justice", "corruption". Le score obtenu permet de définir dans quel régime politique se situe le pays. Il existe trois régimes intermédiaires entre la "démocratie consolidée" et le "régime autoritaire consolidé", qui rappellent quelque peu les distinguos de la "transitologie" et de la "consolidologie" (qui étudie la phase de "consolidation de la démocratie"): "démocratie semi-consolidée", "gouvernement en transition ou régime hybride" et "régime autoritaire semi-consolidé". Dans le classement de l'ensemble des pays de la planète de 1972 à 2003, qui comporte les deux indicateurs "droits politiques" et "libertés civiles" et un indicateur synthétique sur le degré de liberté (pays "libre", "partiellement libre" ou "non libre"), l'URSS/Russie est passée du statut de pays "non libre" à celui de pays "partiellement libre" en 1989, pour être de nouveau rétrogradée en "pays non libre" en 2004. Par ailleurs, on note que Russie et URSS n'ont jamais atteint de meilleurs scores qu'en 1991, année qui coïncide, de façon probablement fortuite (puisque aucun critère économique n'entre théoriquement en ligne de compte), à l'adoption par le gouvernement russe de la "thérapie de choc". Les différents tableaux comparatifs sont sur le site de la Freedom House: <http://www.freedomhouse.org>.

proprement dite (elle correspond à la phase de "libéralisation"<sup>55</sup>). Les premières élections relativement libres datent en effet de 1989, mais elles ne sauraient pour la plupart des transitologues prétendre au titre d'"élections fondatrices". J. Linz et A. Stepan estiment en effet que ces élections au Parlement de l'URSS n'étaient pas *totalemment* libres: une partie des sièges était réservée au PCUS et à ses "organismes affiliés"; la procédure de sélection des candidats a permis au Parti d'éliminer de nombreux concurrents; elles se sont déroulées en l'absence de multipartisme<sup>56</sup>. Sans vraiment le justifier, les auteurs considèrent que les élections de 1990 au Congrès des députés de Russie ont été plus "importantes"<sup>57</sup> (peut-être parce qu'elles étaient plus compétitives, bien qu'officiellement le PCUS demeure encore le parti unique). Certains spécialistes de la Russie se sont par la suite rangés à l'idée que la *founding election* datait plutôt de décembre 1993 (élection à la Douma d'Etat après la dissolution et le bombardement du Congrès des députés de Russie par le Président El'tsin)<sup>58</sup>. M. McFaul précise que les deux tentatives antérieures de transition (perestrojka et "*première république russe*" de 1991-1993) ont échoué car l'une et l'autre ont débouché sur des affrontements violents entre prétendants au pouvoir, et non sur un "*pacte*" ou tout au moins sur un "*nouveau corpus de règles relatives à la compétition politique*"<sup>59</sup>. Un événement (e.g. une élection) ne serait donc considéré comme point de départ que s'il aboutit à un résultat déterminé souhaitable (un pacte). Dans ces conditions, on pourrait bien être condamné en Russie à repousser *sine die* le point de départ.

Un certain nombre d'auteurs, critiques à l'égard de la transitologie, considèrent que l'élection de 1989 au parlement soviétique – *antérieure* à la chute de l'URSS – marque bien le début de la démocratisation, qu'elle est un "*point de rupture crucial*" dans la vie politique parce que, pour la première fois, on peut rejeter un candidat du Parti et qu'elles ont suscité un enthousiasme général<sup>60</sup>. La critique implicite de A. Brown est qu'on ne doit pas juger de l'importance d'une élection aux seuls résultats qu'elle produit, mais à sa signification au moment où elle a lieu<sup>61</sup>. Par ailleurs, d'autres types d'événements politiques ont pu être considérés comme des points de départ de la démocratisation tout aussi significatifs que des élections: le putsch d'août 1991, la dissolution de l'URSS en décembre 1991, ou encore la

<sup>55</sup> La transitologie distingue trois périodes: (i) la *libéralisation*, i.e. "*ouverture de certains espaces sans altération de la structure du pouvoir*"; (ii) la *transition* proprement dite, i.e. "*intervalle entre un régime politique et un autre*", (iii) la *consolidation*, i.e. "*extension de la démocratisation à d'autres institutions*" (D. HUNT. *Transitology and Political Change...*, *op. cit.*).

<sup>56</sup> J. LINZ, A. STEPAN. Political Identities and Electoral Sequences: Spain, the Soviet Union, and Yugoslavia. *Daedalus*, 121, printemps 1992, p. 123-139.

<sup>57</sup> "*Though the first elections in the Soviet Union were all-union, the proposition holds: the most important and contested elections in both the Soviet Union and Yugoslavia were not at the all-union, but at the republic, level*" (*ibid.*, p. 132).

<sup>58</sup> G. GOLOSOV. Who survives? Party origins, organizational development, and electoral performance in post-communist Russia. *Political Studies*, XLVI, 1998, p. 511-543; M. McFAUL. Lessons from Russia's Protracted Transition from Communist Rule. *Political Science Quarterly*, 114 (1), 1999, p. 103-130. Il n'est pas exclu que ce jugement ait été influencé par le calendrier des réformes économiques (la "thérapie de choc" en Russie est lancée en janvier 1992), et se soit fondé sur l'idée implicite que l'introduction de l'économie de marché est un préalable à la refonte des institutions non seulement économiques mais politiques, et finalement à l'émergence d'un système démocratique. C'est en tout cas l'hypothèse des organisations internationales qui ont défini le séquençement de la transition économique des pays post-communistes dans ce qui s'est appelé le "Consensus de Washington" (cf. Marie LAVIGNE. Ten years of transition: a review article. *Communist and Post-Communist Studies*, 33 (4), 2000, p. 475-483).

<sup>59</sup> M. McFAUL. Lessons from Russia's Protracted Transition..., *op. cit.*, 1999, p. 106.

<sup>60</sup> S. SOLNICK. Russia's "Transition": Is Democracy Delayed Democracy Denied? *Social Research*, automne 1999; A. BROWN. The Russian transition in comparative and Russian perspective – Central and Eastern Europe: Gains and Losses in the Transition to Democracy. *Social Research*, 63 (2), été 1996.

<sup>61</sup> A. BROWN. *ibid.*

XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti en été 1988 où des orientations politiques importantes ont été définies<sup>62</sup>.

Les élections fondatrices sont dotées, toujours aux yeux des transitologues, de vertus particulières pour structurer l'espace politique. Elles ont le pouvoir de définir le cadre territorial qui sera dominant dans le système politique naissant. C'est ce qu'expliquent J. Linz et A. Stepan<sup>63</sup>, ainsi que Ph. Schmitter et T. Karl:

"In retrospect, it seems to have been a crucial error for Gorbachev to have convoked (or tolerated) elections at the level of republics before holding a national election that would have legitimated his own position and, with it, the all-union framework of territorial authority [...]"<sup>64</sup>.

On prête également aux élections fondatrices le pouvoir de modeler sur le long terme le type de multipartisme qui émergera de la transition:

"The persistence of patterns of party fragmentation established in founding elections suggests that these elections constitute critical junctures in the formation of postauthoritarian cleavage structures"<sup>65</sup>.

Les gouvernants (sachant calculer) seraient donc bien inspirés d'exploiter ces élections fondatrices pour façonner le processus historique à leur avantage.

On est en droit de se demander si la recherche d'un point de départ de la transition (tout comme celle de son point d'aboutissement) n'est pas un exercice un peu vain et naïf dans la mesure où ce qu'on observe est un processus concomitant de délitement et de restructuration de l'espace politique. Où doit-on commencer l'analyse? Y a-t-il un point exact de passage du "régime autoritaire" à la "démocratisation"? V. Bunce souligne avec raison combien la frontière entre "passé autoritaire" et "présent libéralisé" est jusqu'à présent poreuse en Europe de l'Est<sup>66</sup>. H. Wiarda, lui, rappelle que les principaux changements sociaux en Espagne par exemple ont eu lieu *avant* la mort de Franco, qui n'a finalement donné qu'un "petit coup de pouce" (*modest push*) à l'effondrement du régime<sup>67</sup>. Même si les changements sociaux et politiques en URSS antérieurs à la perestrojka n'ont pas été aussi spectaculaires que dans le cas espagnol, il est impossible d'expliquer la politique de libéralisation mise en branle par Gorbačëv sans évoquer la période du "dégel" khrouchtchévien, ne serait-ce que parce qu'elle resurgit alors sous diverses formes (rétablissement de rapports de soutien mutuel entre l'aile réformatrice du Parti et certains segments de l'Académie des sciences, appréhension de Gorbačëv de subir le sort de Khrouchtchev, influence intellectuelle de la génération du dégel pendant la perestrojka, en particulier sur la génération montante des trentenaires qui formera les clubs informels, etc.).

On peut aussi ajouter que, plus qu'une élection fondatrice, c'est la *succession* de deux élections sur une durée d'un an entre 1989 et 1990, ayant l'une et l'autre des enjeux élevés, qui

---

<sup>62</sup> D. HUNT. *Transitology and Political Change...*, *op. cit.*

<sup>63</sup> J. LINZ, A. STEPAN. *Political Identities and Electoral Sequences...*, *op. cit.*

<sup>64</sup> P. SCHMITTER, T. KARL. *The Conceptual Travels of Transitologists and Consolidologists: How Far to the East Should They Attempt to Go?* *Slavic Review*, 53, printemps 1994, p. 173-185. Si Ph. Schmitter et T. Karl pensent ici à une élection présidentielle au niveau de l'Union, rien n'aurait empêché la Russie de surenchérir en organisant ses propres élections présidentielles. Le référendum de mars 1991 sur l'Union aurait pu être suffisant pour maintenir un cadre national dans la mesure où une majorité d'électeurs s'était prononcée en faveur du maintien de l'Union soviétique, mais il n'a pas empêché l'URSS d'être dissoute neuf mois plus tard. Dans ce laps de temps, l'Union en tant que lieu de pouvoir a perdu du poids au profit des républiques. Autrement dit, le poids d'une élection dépend des relations entre les différentes arènes de compétition au sein de l'espace politique.

<sup>65</sup> G. REICH. *Coordinating Party Choice in Founding Elections...*, *op. cit.*, 2001.

<sup>66</sup> V. BUNCE. *Should Transitologists Be Grounded...*, *op. cit.*, 1995, p. 120.

<sup>67</sup> H. WIARDA. *Southern Europe, Eastern Europe, and Comparative Politics: "Transitology" and The Need for New Theory.* *East European Politics and Societies*, 15 (3), 2002, p. 485-501.

a déterminé la structuration de l'espace politique en Russie, quel qu'ait été leur degré d'ouverture à la compétition. On ne voit en effet pas bien pourquoi des élections partiellement concurrentielles, comme celles de 1989, seraient par nature incapables de produire le même type de phénomènes (émergence d'organisations et structuration de l'"agenda" politique) que des élections un peu plus concurrentielles. Pourquoi des élections fondatrices, par le simple fait de leur primauté, seraient-elles plus décisives que d'autres dans la structuration du jeu politique et auraient-elles le pouvoir de produire une *path dependence*? Par ailleurs – et c'est un point majeur qu'on s'attachera à démontrer dans ce travail –, faire du processus électoral le principe explicatif unique de la structuration de l'espace politique, c'est oublier l'existence d'autres sites de cet espace où ont lieu des compétitions. Le modèle normatif de démocratisation proposé par les transitologues empêche ainsi de voir que l'arène du Parti devient en 1989-1990 un lieu de compétition tout aussi important que l'espace électoral.

L'un des manques de cet immense corpus de littérature sur la transition en général, et sur les clubs politiques informels en particulier, est sa relative indifférence vis-à-vis de l'épaisseur sociale des acteurs. Dans l'ensemble, peu d'analyses se penchent sur leur passé politique avant la perestrojka, leur histoire familiale, leurs origines sociales et leurs trajectoires professionnelles. La plupart des dirigeants des clubs politiques moscovites viennent de milieux favorisés, leurs familles ont connu des trajectoires ascendantes sous le régime soviétique mais ont également souvent subi des répressions sous Staline. Quels effets ce passé familial peut-il avoir sur la socialisation politique des acteurs? Comme on va le voir, quelque chose s'est probablement jouée dans cette dimension. On a tout intérêt à ne pas oublier qu'on a affaire à des acteurs sociaux qui ont, chacun ou en groupe, une histoire, une socialisation, qui ne commence pas au moment de la perestrojka ou de la "transition". Cette dimension compte pour comprendre le "type de démocratie" qui émerge.

La relative indifférence à ce que sont socialement les acteurs a favorisé l'usage par certains auteurs de catégories homogénéisantes non dénuées d'ambiguïté (comme "intelligentsia marginale" ou acteurs "d'en bas") pour essayer de situer les informels dans l'espace social et politique. L'idée que les informels sont marqués par certaines formes de marginalité sociale transparaît souvent dans les premières études sur le sujet<sup>68</sup> et, en filigrane, chez les auteurs qui se sont centrés sur les élites. Mais sont-ils marginaux parce qu'ils sont en bas de l'échelle sociale, parce qu'ils ne sont pas encore entrés dans la vie active (jeunes), parce qu'ils appartiennent à des groupes sociaux en déclin (déclassement connoté négativement), ou parce qu'ils ont refusé de transiger avec le système et ont été rejetés de la sphère officielle (déclassement connoté positivement)? D'une part, toutes ces formes de "marginalité" ne se valent pas, ni dans la société englobante ni dans le mouvement informel. D'autre part, il n'est pas certain que la marginalité soit le point commun des animateurs des clubs informels (tout

---

<sup>68</sup> Le sociologue O. Janickij, l'un des premiers à avoir écrit sur les groupes informels dès 1986, distingue différents types de marginalité parmi les militants: "*A notre avis, l'intelligentsia marginale est le noyau et le moteur de la majorité de ces mouvements. Il s'agit de personnes qui ne sont pas entrées dans des organes de l'Etat, du Parti ou d'autres organes de direction, ou qui en ont été évincées, mais qui par leur vision, leur formation, leur potentiel professionnel et civique seraient dignes d'être des leaders dans les différentes sphères de l'Etat et de la société. Il s'agit également de ceux qui ont refusé de faire carrière dans l'appareil administratif et bureaucratique pour des raisons éthiques (refus de mener une double vie), et de ceux qui ont eu à souffrir de ce système (qui ont subi des répressions, ont été déportés, licenciés pour avoir critiqué, persécutés pour avoir dénoncé des prévarications, etc.)*". A ce noyau central s'ajoutent les individus insatisfaits de leur travail, s'élevant contre une approche "technocratique" de leur profession, et des exclus des cycles sociaux, professionnels ou des cycles d'âge normaux (divorcés, anciens combattants d'Afghanistan, ceux qui ont raté leur carrière ou leur vie privée) (O. JANICKIJ. *Social'nye dviženija. 100 interv'ju s liderami...*, op. cit., 1991, p. 55-56).

au moins des clubs politiques de Moscou), qui sont loin d'être tous des adolescents, des "marginiaux" ou déclassés, ou majoritairement issus de la classe ouvrière<sup>69</sup>.

Seuls quelques auteurs sont sensibles au changement majeur de recrutement du mouvement informel à partir de la seconde moitié de 1988<sup>70</sup>. A. Arato note que les mobilisations électorales de 1989-1990 attirent dans le mouvement des acteurs ayant des dispositions différentes de celles des pionniers:

"People who are afraid of participating in independent movements whose legality is never quite clear (especially in the Soviet Union), and those who may wish to 'free ride' may be mobilized for the first time in obviously legal but also 'low-cost' electoral activity"<sup>71</sup>.

A. Šubin, qui fait partie des premiers informels, souligne le hiatus entre ceux qu'il appelle les "vétérans" et les "néophytes". Les premiers ont une culture politique solide et, au moment de la perestrojka, une lucidité que n'a pas même l'"establishment intellectuel libéral". Il place la seconde cohorte en queue de peloton et la présente comme dénuée de culture politique. Avec son arrivée, le mouvement devient "populiste". Šubin est donc conscient que l'entrée de cette seconde cohorte transforme le mouvement, son identité, sa nature. Mais il ne recherche pas d'éléments d'explication dans les trajectoires des nouveaux entrants, alors qu'il mobilise plus largement les données biographiques pour décrire les premiers informels, un peu comme si les nouveaux venus n'avaient pas d'histoire<sup>72</sup>.

Enfin, le choix d'un acteur collectif ne faisant pas partie des "grands" acteurs, des "décideurs", comme objet d'étude permet de s'interroger sur la vision "décisionniste" que certains auteurs ont des acteurs dans les moments de transition. La transitologie met au centre du processus les acteurs et leurs choix, tout en précisant qu'ils ne font pas nécessairement des choix rationnels étant donné le haut degré d'incertitude qui marque ces situations historiques<sup>73</sup>. De ces choix stratégiques sont censées découler les règles du jeu<sup>74</sup>. Les acteurs jugés significatifs auraient donc le pouvoir de modeler le processus par leurs décisions (cf. supra p. 13).

---

<sup>69</sup> D'ailleurs, le seul ouvrier à être membre actif d'un club politique central de Moscou (le Club d'initiatives sociales ou KSI) n'est pas resté très longtemps dans le mouvement informel. Il n'est jamais cité dans les entretiens par les autres membres du club, à l'exception de l'un d'eux qui souligne son effacement dans les discussions, pratique privilégiée dans ces clubs d'intellectuels (V. Pribylovskij, entretien du 5/9/1994).

<sup>70</sup> A. ARATO. *Social Movements and Civil Society in the Soviet Union* In J. BUTTERFIELD, J. SEDAITS, dir. *Perestrojka from Below. Social Movements in the Soviet Union*. San Francisco, Oxford: Westview Press, Boulder, 1991, p. 197-214; M. URBAN, V. IGRUNOV, S. MITROKHIN. *The Rebirth of Politics in Russia*. Cambridge: Cambridge University Press, 1997, 429 p.; A. ŠUBIN. *Paradoksy perestrojki. Upuščennyj šans* [Les paradoxes de la perestrojka. Une chance ratée]. Moscou: Veče, 2005, 480 p.

<sup>71</sup> A. ARATO. *Social Movements and Civil Society...*, *op. cit.*, 1991, p. 209.

<sup>72</sup> L'ouvrage de A. ŠUBIN (*Paradoksy perestrojki...*, *op. cit.*) a un statut ambigu puisque l'auteur mêle une étude de la perestrojka en tant qu'historien et une présentation du mouvement informel en tant qu'acteur. Les deux cohortes ne sont pas traitées de la même façon: on trouve par exemple onze notices biographiques de membres de la première cohorte, et seulement trois de membres de la seconde.

<sup>73</sup> Certains auteurs ont cependant essayé de combiner la théorie du choix rationnel avec la transitologie. M. McFAUL (*Lessons from Russia's Protracted Transition...*, *op. cit.*, 1999) explique ainsi que les acteurs importants s'efforcent, par le biais de la coopération (en concluant un pacte qui limite l'entrée d'outsiders, le nombre de questions à régler, ou en évitant une mobilisation de masse trop longue), de réduire les incertitudes pour pouvoir retomber sur une situation où le calcul rationnel est de nouveau possible.

<sup>74</sup> O'DONNELL G., SCHMITTER P. *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions...*, *op. cit.*, 1986; G. DI PALMA. *To Craft Democracies: An Essay on Democratic Transitions*. University of California Press, 1990. P. Schmitter persévère sur un mode plus doux en 2000 (N. GUILHOT, P. SCHMITTER. De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies*. *Revue française de science politique*, 50 (4), 2000, p. 615-632).

Qu'analyse-t-on ici lorsqu'on parle de "décision": le processus de prise de décision, l'intention à son origine ou son (ses) résultats(s)? Il n'est pas inutile de rappeler que les "grands événements" (i.e. les points de bifurcation dans les trajectoires de transition, selon les transitologues) sont le résultat de "*multiples 'choix' d'acteurs eux-mêmes multiples*", et que ces décisions peuvent, de surcroît, produire des effets non intentionnels<sup>75</sup>. A en juger par la fréquence avec laquelle les "erreurs" de Gorbačëv sont pointées dans la littérature sur la perestrojka, tout porte à croire qu'on analyse plutôt les résultats des décisions que la façon dont elles ont été prises. On a donc tendance à oublier les contraintes que font peser les structures institutionnelles et les configurations du jeu sur la prise de décision: dans les contextes d'incertitude propres aux transitions (dont la définition standard est le passage entre deux situations d'équilibre ou de stabilité), les choix sont censés, selon les transitologues, être "sous-déterminés" ou libérés de contraintes dont la présence est admise en situation "normale"<sup>76</sup>. Suivre non pas un acteur réputé participer aux "grandes décisions" mais un acteur collectif plus en retrait, comme le mouvement informel, qui investit avec rapidité différents sites de compétition politique, permet de repérer comment se dessine et se modifie la topologie de l'espace politique. Or cet acteur, par sa mobilité tactique plus que par son poids dans les "décisions", contribue lui aussi à la structuration de l'espace politique.

Lorsqu'on se fixe sur l'analyse des décisions, on court aussi le risque de ne pas voir le travail de catégorisation fait par les acteurs autour de la notion de décision. Il y a des signes que les acteurs croient être des décisions, mais qui n'en sont pas nécessairement (les informels sont par exemple convaincus que leur premier congrès national en août 1987 a été autorisé par des responsables au plus haut niveau politique). Pourtant ces signes implicites, interprétés comme des décisions, ont le même effet que des décisions. Les acteurs transforment eux-mêmes des incertitudes en certitudes, à charge pour les autres de démentir explicitement (ce qui n'est pas toujours possible). Il y a également des prises de position qui sont annoncées comme des décisions, mais qui n'en sont pas. Ce ne sont que des menaces, et les autres acteurs doivent les comprendre ainsi. Ce n'est pas parce que la Plateforme démocratique (union de clubs informels du Parti qui constitue de fait la première fraction du PCUS) quitte le PCUS en juillet 1990 après avoir annoncé son intention six mois plus tôt que sa décision était prise dès ce moment-là. En janvier 1990, elle profère seulement une menace pour obtenir un partage du pouvoir. Si, comme semble le faire S. Fish<sup>77</sup>, on analyse comme une décision ce qui n'est qu'une menace, on s'interdit de voir la stratégie mise en œuvre par la Plateforme démocratique entre ces deux dates pour faire céder l'aile réformatrice du Parti.

## **Eléments de problématique**

L'espace politique qui apparaît en 1987 se compose de plusieurs champs ou arènes de compétition. Il y a un champ "légitime" constitué par les organismes officiels: Parti, Komsomol, organisations officielles appartenant à d'autres secteurs sociaux qui interviennent dans le processus politique (instituts de l'Académie des sciences, journaux, associations représentatives des professions intellectuelles et artistiques telles que l'Union des cinéastes, l'Union des gens de théâtre, etc.). Les nouvelles organisations politiques qui apparaissent pendant la perestrojka (clubs informels "démocratiques", groupes "nationalistes" ou "patriotiques", organisations "néobolcheviques" ou "staliniennes"), dépourvues de statut officiel, forment un champ "non légitime". Mais le processus qui se développe transforme en

---

<sup>75</sup> M. DOBRY. Les voies incertaines de la transitologie..., *op. cit.*

<sup>76</sup> cf. M. DOBRY (*Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, 319 p.) pour la critique de ce glissement méthodologique dans l'analyse des situations de crise (dites "anormales").

<sup>77</sup> S. FISH. *Democracy from Scratch...*, *op. cit.*, 1995, p. 42.



permanence ces champs, leurs rapports, ainsi que les acteurs qui les composent. Les frontières entre ces espaces deviennent de plus en plus poreuses. L'invocation rituelle d'un "champ politique" considéré comme un objet réifié ne saurait donc se substituer à l'analyse de sa gestation et de la façon dont il est ballotté par ce processus. Tout au long de la période étudiée (1987-1991), on voit apparaître différents états des espaces de compétition, différentes *conjonctures*<sup>78</sup>.

Les informels se transforment, leur "être social" est façonné par les conjonctures qu'ils contribuent à modifier par leurs mobilisations. Il est donc essentiel d'adopter un point de vue relationnel pour penser cet objet, de tenir à distance une vision essentialiste de ce qu'il est. Les autodéfinitions des acteurs sont par exemple l'un des pièges que rencontre le chercheur. Elles sont passionnantes, mais ne donnent pas toujours la clé de ce qui se passe. Les informels se définissent tantôt par une distinction tactique par rapport aux dissidents, tantôt par une double opposition à la mouvance nationaliste (Pamjat') et aux "communistes conservateurs" ("staliniens", "bolcheviks"...). Mais à d'autres moments, ils auront à se définir autrement (par rapport et contre le PCUS par exemple). Le contenu du mouvement change aussi: il est alimenté par plusieurs cohortes d'entrée qui ont des passés politiques, des habitus différents, ses formes organisationnelles sont changeantes et multiples (clubs informels de discussion, clubs du Parti, clubs d'électeurs...), il connaît une transformation morphologique et passe de plusieurs centaines de membres à Moscou à plusieurs dizaines, voire centaines de milliers. A partir de 1989-1990, il se transforme en "mouvement démocratique": ce n'est pas un simple changement de label, mais une transformation de sa stratégie et de sa réalité sociale. S'il cherchait initialement à coopérer avec les réformateurs du Parti, il se définit désormais en opposition ouverte au Parti, y compris à Gorbačëv, et s'allie à l'aile radicale des réformateurs de l'appareil. La "radicalité" politique change également de sens dans les différentes conjonctures: en 1987-1988, elle est le fait d'un groupe marginal qui se définit comme un héritier de la dissidence; à partir de 1989-1990 elle est au cœur de l'identité du mouvement démocratique et est portée par des acteurs très différents, i.e. par des "hommes de l'appareil" et par les nouvelles recrues de 1989-1990. Les différentes mutations par lesquelles passe le mouvement finiront par dissoudre l'identité informelle.

Le Parti se transforme lui aussi: il cesse de se présenter comme uni (il ne l'a sans doute jamais été dans l'ensemble de la période étudiée), la concurrence politique en son sein s'affiche ouvertement; il perd le monopole de la représentation politique; certains de ses segments vont inscrire ces changements par des transformations constitutionnelles.

Il y a cependant un élément constant tout au long du processus, qui marque lourdement l'identité sociale des informels en dépit des transformations qu'ils subissent et que subit le Parti: c'est la relation construite avec une partie des acteurs qui détiennent des positions de pouvoir dans des organisations officielles. Dans un premier temps, les informels s'allient aux "réformateurs" du Parti avec lesquels ils entrent dans une relation d'appui mutuel. Ils soutiennent les réformes; en échange, ils obtiennent des ressources et une reconnaissance. Mais ce n'est pas une alliance entre pairs: la relation est asymétrique puisque les réformateurs ont des ressources supérieures et une position dominante. Ce n'est pas non plus une relation de clientèle car elle contient des éléments de conflit<sup>79</sup>. Les informels, qui sont fondamentalement

---

<sup>78</sup> Nous empruntons le terme à M. DOBRY (*Sociologie des crises politiques...*, *op. cit.*, p. 39-40) pour qui les conjonctures représentent les différents états que traversent les systèmes sociaux sous l'effet des mobilisations qui y prennent place.

<sup>79</sup> Cette dimension est en effet absente du contenu du rapport de clientèle tel que le définit J.-F. MEDARD (*Le rapport de clientèle: du phénomène social à l'analyse politique. Revue française de science politique*, 1976, 26 (1), p. 103-131). Selon lui, le clientélisme est un "échange réciproque de faveurs entre deux personnes, le patron et le client, qui contrôlent des ressources inégales". C'est donc un rapport asymétrique, où "l'inférieur a sinon le devoir de rendre l'équivalent – [...] il n'en a justement pas la possibilité – du moins de reconnaître sa dette en se

des oppositionnels, veulent changer le système et certains pensent pouvoir le faire grâce à une tactique d'alliance avec l'aile réformatrice du pouvoir. Mais ces relations de transaction les rendent vulnérables vis-à-vis des autres acteurs de l'espace politique. Aussi doivent-ils constamment démontrer qu'ils ne sont pas subordonnés à leurs alliés. Ils n'offrent pas la loyauté à laquelle un patron est en droit de s'attendre de la part de son client. La relation de clientèle suppose en effet un minimum de stabilité quant aux attentes et comportement des parties. Ici, le contenu de la relation et son sens font l'objet d'un marchandage quasi-permanent. Certains auteurs ont perçu l'ambivalence de ces relations, mais ont parfois eu tendance à minimiser la dimension conflictuelle des rapports entre les réformateurs et leurs "alliés" dans le mouvement, comme si les relations conflictuelles étaient réservées aux groupes en conflit avec le pouvoir, tout au moins jusqu'à un certain moment:

"The division between groups enjoying the patronage of the authorities and those to whom it was denied created two sets of positions on the field of informal politics: one marked by official respectability and access to material resources; the other by independence, authenticity, innovation, free expression – in short, all those qualities that were highly valorized in the informal sub-culture. Interaction between those occupying these positions thus tended to take the movement precisely in the direction that the authorities had sought to discourage. The conjunction of these interactive dynamics within the movement with the relaxation of repression occasioned by Reagan's visit and the CPSU conference that followed it [été 1988] spelt the ruin of the divide-and-rule strategy and released the germs of political opposition"<sup>80</sup>.

Selon nous, la "conjonction des deux dynamiques" est présente dès le début (août 1987), et pas seulement lorsque le mouvement commence à se transformer et à se définir de plus en plus explicitement comme un mouvement d'opposition. Il n'y a jamais eu de relations de clientèle ("patronage") qui auraient changé de nature avec l'échec de la stratégie "diviser pour mieux régner". Le clivage clubs alliés / clubs adversaires correspond probablement à la politique que les réformateurs ont entendu mener (ou à l'idée que les informels ont eue de cette politique), mais la réalité est plus complexe. Dès le début, non seulement les clubs qui coopèrent ne sont pas aussi "loyaux" qu'ils le devraient s'ils étaient des clients, mais les clubs qui se disent opposés à toute compromission avec les réformateurs acceptent implicitement la collusion en participant par exemple à des réunions qu'ils savent être organisées avec l'aide du Parti. Et ce dernier n'est pas en mesure de les réduire au silence en raison de la résistance des clubs "alliés" qui trouvent là un moyen de prouver publiquement leur indépendance.

A partir de 1989-1990, les informels, devenus "démocrates", s'allient avec les "réformateurs radicaux" de l'appareil (El'cin, Afanas'ev, etc.), qui se sont détachés des "réformateurs modérés" (Gorbačëv). La relation reste asymétrique, mais, en raison de la configuration spécifique de l'espace politique, les informels/démocrates auront beaucoup moins d'autonomie vis-à-vis de leurs nouveaux alliés et seront moins aptes à marchander. Enfin, à aucun moment de la période étudiée, le rapport de domination entre les parties ne s'inversera alors qu'il se déroule sur fond de décomposition du système et que tous les acteurs changent d'identité et de position: les "hommes de l'appareil" restent dominants.

Le processus de mobilisations et de décomposition du système qui se met en branle en URSS pendant la perestrojka se déploie simultanément sur une multiplicité d'arènes, de champs. Ce phénomène s'explique par les nombreuses lignes de clivage qui traversent l'Etat et le Parti. On ne peut rien comprendre à ce processus si on prend au sérieux la vision de l'URSS

---

*comportant en conséquence. Le client doit donc, au minimum, témoigner au patron sa reconnaissance et sa loyauté".*

<sup>80</sup> M. URBAN et alii. *The Rebirth of Politics in Russia, op. cit.*, 1997, p. 117.

en tant que système totalitaire avant la perestrojka. On ne comprend pas comment certains clubs informels ont pu se développer à l'intérieur du système. Même en réduisant le totalitarisme non pas à l'idée d'une organisation, d'une structure ou d'une réalité sociale, mais à une orientation idéologique des dominants, une vision qui habite une large partie du régime politique, la thèse ne tient pas non plus. Les interlocuteurs des informels ne sont pas des "totalitaires", ils ne croient plus vraiment dans le système. Les acteurs de la transformation viennent du cœur du PCUS ou de ses différents "appareils". Les historiens et politistes opposés à l'école du totalitarisme ont bien montré qu'il existait depuis longtemps un pluralisme au sein des institutions, des groupes d'intérêts divergents, des luttes entre tendances opposées ("réformateurs" vs "conservateurs")<sup>81</sup>, que des réseaux d'influence, critiques envers le système, s'étaient développés *au sein* de l'Etat et avaient imprégné différents lieux de décision<sup>82</sup>. De leur côté, comme l'explique Marc Ferro, les institutions officielles, qui avaient perdu leur autonomie par rapport au Parti, ont peu à peu "*soustrait à l'Etat une partie de sa compétence*" et créé des "*aires de micro-autonomie*" qui ont grignoté le système sans pour autant le remettre en cause<sup>83</sup>. Le système soviétique était en train de se transformer de l'intérieur bien avant les années 1980<sup>84</sup>.

Mais au cours de la perestrojka, un phénomène nouveau se produit: les mobilisations touchent plusieurs espaces différenciés et affectent désormais ce que sont ces espaces et les relations entre eux. Les institutions ne fonctionnent plus de la même façon, n'ont plus la même place dans le jeu, certaines (comme le Parti) se délitent. Ce qui auparavant servait de repères aux acteurs pour se positionner, se définir, n'a plus de solidité. Même les règles du jeu construites dans la période initiale de la perestrojka (entre les informels de la première génération et leurs interlocuteurs du Parti par exemple) sont bousculées par les événements. Si les choses ont évolué de cette façon, rien ne nous permet cependant d'affirmer que le système soviétique était voué à connaître un délitement, ni ce processus-là de délitement. Rien n'était inscrit dans la nature intrinsèque du régime ou dans la longue durée. Comme l'indique S. Cohen, la chute de l'URSS a pu renforcer la thèse selon laquelle le système soviétique était par nature irréformable et sa fin inévitable, thèse qui fait une lecture rétrospective déterministe de l'histoire de la perestrojka<sup>85</sup>. S. Cohen souligne qu'au contraire au cours de cette période, le système était en pleine évolution, que les rapports entre ses différentes composantes changeaient profondément. Mais ce qui nous semble particulièrement caractéristique de la période est que ces composantes elles-mêmes ne sont plus la même chose. Gorbačëv et El'cin, à quelques mois d'intervalle, ne sont plus les mêmes acteurs, ils n'ont plus les mêmes

---

<sup>81</sup> Cf. par exemple J. HOUGH. *The Soviet System: Petrification or Pluralism? Problems of Communism*, mars-avril 1972, p. 25-45; S. COHEN. *The Friends and Foes of Change: Reformism and Conservatism in the Soviet Union. Slavic Review*, 38 (2), juin 1979, p. 187-202.

<sup>82</sup> "*By 'civil society', we refer to the aggregate of networks and institutions that either exist and act independently of the state or are official organizations capable of developing their own, spontaneous views on national or local issues and then impressing these views on their members, on small groups and, finally, on the authorities. These social complexes do not necessarily oppose the state, but exist in contrast to outright state organisms and enjoy a certain degree of autonomy. [...] Independent, informal trends and groups can and do appear among the Soviet state bureaucracies. Public opinion, public moods and reactions penetrate state bodies and the party and meet either opposition or sympathy from state officials*" (M. LEWIN. *The Gorbachev Phenomenon*. Berkeley, Los Angeles: University of California Press, 1988, p. 80).

<sup>83</sup> M. FERRO. Y a-t-il "trop de démocratie" en URSS? *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, juillet-août 1985, 4, p. 811-827.

<sup>84</sup> A. DUKA, E. ZDRAVOMYSLOVA. Fazy razvitija graždanskogo obščestva [Les phases de développement de la société civile] In A. ALEKSEEV, E. ZDRAVOMYSLOVA, V. KOSTJUŠEV dir. *Sociologija obščestvennyh dvizenij: konceptual'nye modeli issledovanija 1989-1990* [Sociologie des mouvements sociaux: modèles conceptuels de recherche 1989-1990]. Moscou: Institut de sociologie de l'Académie des sciences (branche de Saint-Petersbourg), 1992, p. 14-27.

<sup>85</sup> S. COHEN. Was the Soviet System Reformable? *Slavic Review*, 63 (3), automne 2004, p. 459-488.

possibilités d'action. Ce qui paraissait possible début 1990 ne l'est plus six mois plus tard parce que les rapports entre le Centre et les républiques, entre le Parti et les soviets, sont autres. Tout semble s'être joué dans la très courte durée et, lorsque l'espace politique est subitement devenu un lieu de compétition effrénée et généralisée, le système a cessé de fonctionner en tant que système reposant sur un minimum de coordination. L'histoire des clubs et de leurs transformations donne un éclairage sur les différents états par lesquels passe l'espace politique entre 1987 et 1991.

On peut ainsi distinguer trois grandes configurations historiques ou conjonctures de l'espace politique pendant la perestrojka.

Dans la première configuration (1987-1988), le système se desserre, ne fonctionne plus tout à fait comme avant. Les luttes dans le Parti poussent les réformateurs à rechercher des appuis contre les conservateurs à l'extérieur du Parti. Ils mobilisent les intellectuels (journalistes, professions artistiques, milieux académiques). Ils ont également besoin d'un soutien populaire et laissent se développer "à titre expérimental" les clubs politiques informels qui acceptent de jouer le rôle de "soutien d'en bas aux réformes". Les informels et les réformateurs du PCUS pensent qu'il est "rentable" de jouer le jeu de la collusion. Mais, comme on l'a dit, les clubs prétendent à un rôle politique réel et refusent d'apparaître comme subordonnés aux réformateurs: ils réclament des droits, essaient de "créer des précédents", de se faufiler dans les brèches du système, d'étendre leur espace d'action même s'ils n'en ont pas reçu l'autorisation expresse. Ils font un travail de sape et jouent un double jeu avec les réformateurs.

La situation au début de la perestrojka est inédite: personne ne sait exactement quelles sont les règles du jeu, mais des deux côtés, officiel et informel, les acteurs cherchent à éviter de reproduire le schéma de conflit "pur" qui s'était déroulé entre le pouvoir et la dissidence dans les décennies précédentes (ce contre-modèle de relation est l'un des principaux repères des acteurs). Les informels ne savent pas bien jusqu'où ils peuvent aller et font des tests; les réformateurs du Parti ne savent pas exactement à quels moments les arrêter et quels moyens utiliser; les protecteurs des clubs (notamment les membres de l'establishment académique) ne savent pas non plus jusqu'où ils peuvent ou doivent protéger les informels. Chacun observe, interprète, anticipe ce que font les autres. Des règles sont définies pour tenter de stabiliser le jeu, mais elles ne sont jamais totalement respectées.

Dans la deuxième configuration (1989-1990), le jeu devient partout compétitif. La prolifération d'arènes de compétition dans l'ensemble de l'espace politique entraîne un délitement complet du jeu initial. C'est la longue phase électorale de 1989-1990 qui déclenche ce phénomène. On entre alors dans une période de très ample *fluidité*<sup>86</sup> où les repères et normes antérieurs s'effondrent. Les relations d'autorité se désobjectivent au sein du Parti: les comités qui le composent s'autonomisent, entrent en concurrence; les rangs politiques n'ont plus d'emprise sur les acteurs (le principal rival du Secrétaire général n'est pas issu du Politburo mais d'un niveau de pouvoir jusqu'alors insignifiant: le Soviet suprême de la république de Russie). Le Parti perd sa suprématie dans le système politique: il est concurrencé par les soviets. La hiérarchie du pouvoir est également ébranlée par une lutte entre le Centre et les républiques, aussi bien dans les soviets que dans le Parti. Les frontières entre les acteurs craquent: les différents comités du Parti cherchent à s'attacher des clubs du Parti; certains responsables de l'appareil en deviennent membres. On ne peut plus parler d'une simple opposition entre "conservateurs" et "réformateurs": les deux camps se morcellent eux aussi. Les compétitions ne se déroulent plus dans les mêmes cadres qu'avant et il devient de plus en plus difficile pour les acteurs de situer les enjeux et les lieux de pouvoir. Ils doivent

---

<sup>86</sup> Sur la fluidité politique, cf. M. DOBRY. *Sociologie des crises politiques...*, op. cit., p. 140-171.

donc multiplier les tests pour comprendre leurs propres capacités d'action, d'influence, et la position des autres protagonistes.

Cette situation de dispersion des lieux de lutte a des effets directs sur le mouvement informel. Il se déploie sur la scène électorale et l'arène du Parti. Les premiers informels sont en butte dans leur propre mouvement à la concurrence des nouveaux entrants. Ils n'arrivent plus à revendiquer la propriété du label "club", d'autres types de clubs étant apparus (clubs d'électeurs, clubs du Parti). L'identité d'"informel" se trouve discréditée et ils finissent par l'abandonner. Les nouveaux venus s'allient aux réformateurs "radicaux" du PCUS. Les leaders des premiers clubs sont soudainement submergés par ces grandes figures oppositionnelles issues de l'appareil qui se lancent dans la construction d'une opposition et avec lesquelles ils sont contraints de s'accoler pour subsister politiquement. Le mouvement passe d'une logique de coopération avec les réformateurs (devenus "centristes" ou "modérés") à une logique d'affrontement. Dans cette transformation, les pionniers du mouvement informel ne savent plus quelle identité revendiquer ni quelle place occuper dans le mouvement et dans l'espace politique.

La troisième configuration, après les élections de mars 1990 au parlement russe, est également marquée par la fluidité, mais certains éléments de structuration émergent. Il devient plus ou moins clair que le champ électoral commence à prévaloir sur les autres. Les jeux politiques dans les autres espaces (celui des nouveaux partis par exemple) tendent à s'organiser autour des compétitions électorales. Par ailleurs, le clivage Centre / républiques devient majeur, ce qui contribue aussi à clarifier le jeu. Ces éléments autour desquels la compétition politique se recentre exercent de fortes contraintes sur la restructuration du mouvement, devenu "démocratique". Celui-ci est par exemple amené à se définir comme *russe*.

Ces situations historiques où les acteurs sont sans cesse obligés de modifier leurs positions, leurs alliances et leurs identités, parce que les configurations changent de façon très rapide, renseignent sur la dimension stratégique de l'action collective, sur la façon dont les acteurs agissent, mobilisent leurs ressources. Les individus ont acquis des dispositions, des *habitus*, qui peuvent produire non pas *un* schème mais une *pluralité* de schèmes de comportement selon les *domaines et les situations* où ils s'appliquent:

"En employant pour désigner la culture inculquée par l'école le concept scolastique d'*habitus*, M. Erwin Panofsky fait voir que la culture n'est pas seulement un code commun, ni même un répertoire commun de réponses à des problèmes communs, ou un lot de schémas de pensée particuliers et particularisés, mais plutôt un ensemble de schémas fondamentaux, préalablement assimilés, à partir desquels s'engendrent, selon un art de l'invention analogue à celui de l'écriture musicale, une infinité de schémas particuliers, directement appliqués à des situations particulières". P. Bourdieu définit un peu plus loin l'*habitus* comme une "disposition générale, génératrice de schémas particuliers, susceptibles d'être appliqués en des domaines différents de la pensée et de l'action"<sup>87</sup>.

Les *habitus*, par leur plasticité, peuvent également engendrer des comportements différents selon le contexte de l'action et, dans des circonstances inédites, produire du "nouveau". Des opposants d'hier tels que certains leaders informels se lancent par exemple dans une relation de collusion avec une fraction du pouvoir, sachant néanmoins qu'ils mettent en danger leur réputation, mais c'est aussi parce qu'ils ont ce passé-là qu'ils peuvent oser un jeu ambigu. Les dispositions acquises, les *habitus*, ne sont pas incompatibles avec l'existence de calculs de la

---

<sup>87</sup> P. BOURDIEU. Postface In E. PANOFSKY. *Architecture gothique et pensée scolastique*. Paris: Minuit (Le sens commun), 1970, p. 135-167.

part des acteurs, qui influent sur leur positionnement. Ce sont des calculs sous contrainte, sans information parfaite, déterminés par la position occupée par les acteurs dans des interactions, des rapports de pouvoir et de compétition, et par ce qu'ils sont socialement. Il ne s'agit donc ni d'un résultat mécanique produit par un habitus homogène et inaltérable, ni d'un calcul "rationnel".

## Enquête et matériaux

La démarche empirique suivie dans cette thèse consiste à croiser des configurations historiques de l'espace politique, des stratégies d'entreprises politiques et des trajectoires biographiques qui se coagulent dans des clubs. L'analyse intègre deux échelles de temps: elle porte sur un groupe d'individus vus sur le long terme (trajectoires familiales depuis la Révolution et trajectoires individuelles sur une vingtaine d'années) et sur un ensemble d'organisations politiques qui ont existé pendant un moment historique court (1986-1991). La prise en compte de ces deux échelles temporelles est nécessaire pour expliquer les formes de mobilisation et les stratégies adoptées par le mouvement informel.

La première étape de l'enquête a porté sur les clubs, leurs positions dans le mouvement, par rapport aux réformateurs du Parti, leurs prises de position, leur structure interne (organisation, clivages). Cette thèse n'a pas la prétention d'analyser l'ensemble du mouvement informel politique dans toute l'URSS. Elle porte sur une trentaine d'organisations de Moscou, soit une dizaine apparues en 1987-1988 et une vingtaine créées à partir de la seconde moitié de 1988, qui ont entretenu des relations régulières et participé à des activités communes entre 1986 et 1991. Les estimations du nombre total d'organisations politiques à Moscou sont très floues: il y en aurait eu une centaine en 1987-1988 et environ 160-200 en 1989-1990 avec probablement un pic pendant la campagne électorale du parlement soviétique en 1989 (on compte en fin de campagne plus de 140 clubs d'électeurs)<sup>88</sup>.

L'intérêt de Moscou comme terrain d'observation est double. La capitale a traditionnellement été considérée par le Parti comme un lieu d'expérimentation politique censé être contrôlable, le mouvement informel étant l'une de ces (dernières) expériences. Les informels le savent pertinemment: c'est la raison pour laquelle des leningradiens, face à un comité local du Parti tenu par des conservateurs, viennent à Moscou créer l'un des tout premiers clubs de discussion (le club Perestrojka) afin de pouvoir utiliser ce précédent et fonder un club similaire dans leur ville. Le choix de Moscou permet aussi d'apprécier la capacité des clubs informels à se rapprocher du pouvoir central, puisque tel était leur objectif.

Notre étude porte sur un réseau de clubs plus que sur un panel d'organisations choisies isolément selon des critères prédéfinis (taille, type de structure, types d'actions collectives, étiquette politique revendiquée, etc.). Il s'agit à la fois d'un réseau d'interactions, d'interdépendances et d'un univers concurrentiel.

Cet ensemble de clubs occupe une place centrale dans le mouvement politique. Ils ont organisé ou participé à des réunions considérées comme des jalons dans l'histoire du mouvement informel et, à ce titre, joué un rôle fondamental dans la représentation politique du mouvement non seulement à Moscou, mais au niveau national. Ils ont été reconnus comme

---

<sup>88</sup> Ces différentes estimations sont tirées de (i) V. IGRUNOV. O neformal'nyh političeskikh klubah Moskvy [Les clubs politiques informels de Moscou]. *Problemy Vostočnoj Evropy*, 1989, 26, p. 60-83, qui indique que les clubs politiques de Moscou auraient rassemblé de 3 500 à 5 000 militants vers la fin 1988 (avec une moyenne de 30 à 60 membres par club). Les groupes patriotiques sont exclus (mais la formulation est imprécise); (ii) V. BEREZOVSKIJ, N. KROTOV. "Neformaly" – Kto oni?..., *op. cit.*, 1990, p. 70); (iii) V. GOLUBEV. Mnogopartijnost' v sovetskom obščestve [Le multipartisme dans la société soviétique]. *Social'no-političeskie nauki*, 8, 1991, p. 35.

des interlocuteurs par les réformateurs du Parti et sont parvenus à entrer dans les jeux de la "grande politique". Ces organisations ont attiré l'attention de la presse et des chercheurs; elles font l'objet de nombreuses publications.

La construction de l'échantillon d'organisations politiques de Moscou s'est faite en plusieurs étapes. Le fonds de publications "informelles" ou "non officielles" (périodiques, feuilles, tracts) constitué dès le début de la perestrojka par la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), l'une des collections les plus riches en Europe occidentale, a permis d'effectuer un premier repérage<sup>89</sup>. Ces traces écrites nous ont permis d'identifier une quarantaine d'organisations (clubs, partis, etc.) ayant publié des bulletins entre 1987 et 1991. Puis nous avons porté une attention plus particulière aux "partis" politiques du mouvement démocratique (i.e. non "nationalistes" et non "staliniens") qui se sont constitués dans les années 1990. Par des entretiens préliminaires avec leurs dirigeants et des informateurs (chercheurs et journalistes), nous avons pu établir que certains de ces partis provenaient de clubs informels créés entre 1987 et 1989. Il nous est en fait apparu que ces toutes premières organisations politiques représentaient un objet d'étude beaucoup plus intéressant et riche que les partis des années 1990.

Les clubs de notre échantillon ont été choisis en fonction de leur degré de notoriété (citations dans les études sur le mouvement informel et dans la presse) et de la densité de leurs relations avec le Parti et d'autres organes officiels (instituts de recherche, Komsomol...). Nous avons privilégié les clubs qui ont tenté d'instituer des relations de coopération avec les réformateurs du Parti, au détriment d'autres groupes, relativement marginalisés dans le mouvement, qui ont cherché à poursuivre la logique d'opposition frontale héritée de la dissidence. Notre regard sur le mouvement est donc en partie dépendant du lieu d'observation. Dans la période 1987-1988, trois clubs se distinguent par leurs relations étroites avec des organismes officiels: le club Perestrojka, le Club d'initiatives sociales (*Klub social'nyh iniciativ*, KSI) et le club Obščina (Commune). Ils sont en relation avec le Parti, l'Académie des sciences et/ou le Komsomol, reçoivent des ressources administratives (locaux, accès à la presse...) et s'efforcent de coordonner les activités des autres clubs. Le club Perestrojka (rebaptisé par la suite "Perestrojka démocratique") occupe une place particulière car il est le seul à disposer de locaux de réunion dans des instituts importants de l'Académie des sciences, et la plupart des membres des autres clubs de tendance "démocratique" se rendent régulièrement à ses réunions. Nous avons donc essayé de recueillir les informations les plus complètes possibles sur ce club par un dépouillement de son bulletin (*Otkrytaja zona*, Zone ouverte), des entretiens avec un nombre important de ses membres, qu'ils aient ou non appartenu au noyau dirigeant, et une recherche dans les archives d'organes du Parti en relation avec ce club (comité de l'arrondissement Sevastopol' de Moscou, cellules de base des instituts de recherche ayant accordé des locaux au club).

Autour de ces quelques clubs centraux gravitent d'autres groupes: la Fédération des clubs sociaux socialistes (*Federacija socialističeskikh obščestvennyh klubov*, FSOK), l'Association d'histoire et de culture de l'URSS "Mémorial" (*Vsesojuznoe dobrovol'noe istoriko-prosvetitel'skoe obščestvo "Memorial"*), le Projet "Dignité des citoyens" (*Graždanskoje dostoinstvo*, GD), le Club Perestrojka-88, le Séminaire "Démocratie et humanisme", le Club socio-politique de l'URSS (*Vsesojuznyj social'no-političeskij klub*, VSPK), le Front populaire de Moscou (*Moskovskij narodnyj front*, MNF), le parti "Union démocratique" (*Demokratičeskij sojuz*, DS).

Dans la seconde période (1989-1991), le nombre d'organisations politiques à Moscou double, et leurs formes changent. L'effervescence est liée à (i) la tenue de deux élections en 1989 et 1990 (aux soviets de l'URSS, de républiques et de villes) qui seront déterminantes et au cours

---

<sup>89</sup> Sur cette collection, cf. C. PARDON, H. KAPLAN. La transformation de la presse soviétique à la fin de la perestrojka. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1997, 46 (46), p. 12-17.

desquelles apparaissent des *clubs d'électeurs*, (ii) une fragmentation croissante du Parti qui favorise la multiplication de clubs informels au sein du PCUS (*clubs du Parti*), (iii) un amendement à la Constitution qui autorise la création des *partis*, (iv) une libéralisation de la presse qui permet à des informels de se lancer dans la création de journaux "officiels". Une vingtaine d'organisations nouvelles entrent dans notre champ d'observation:

- Organisations actives sur l'arène électorale: Club d'électeurs de l'Académie des sciences de l'URSS (*Klub izbiratelej Akademii nauk*, KIAN), Union des électeurs de Moscou (*Moskovskoe ob"edinenie izbiratelej* ou MOI, qui réunit une trentaine de clubs d'électeurs d'arrondissement de Moscou), Bloc électoral "Russie démocratique", Mouvement "Russie démocratique" (*Demokratičeskaja Rossija*, appelé également *DemRossija* ou DR).
- Clubs du Parti: Groupe Interclubs du Parti (*Mežklubnaja partijnaja grupp*a, MPG), Club du Parti de Moscou "Communistes pour la perestrojka" (*Moskovskij partijnyj klub*, MPK), Organisation interclubs du Parti (*Mežklubnaja partijnaja organizacija*, MPO), Plateforme démocratique du PCUS (*Demokratičeskaja platforma v KPSS* ou *DemPlatforma*, DP)
- Comités d'organisation de partis et partis: Association social-démocrate (*Social-demokratičeskaja asociacija*, SDA), Comité moscovite des nouveaux socialistes (*Moskovskij komitet novyh socialistov*, MKNS), Union des constitutionnels-démocrates (*Sojuz konstitucionnyh demokratov*, SKD), Confédération des anarcho-syndicalistes (*Konfederacija anarho-sindikalistov*, KAS), Parti social-démocrate de Russie (*Social-demokratičeskaja partija Rossii*, SDPR), Parti républicain de la Fédération de Russie (*Respublikanskaja partija Rossijskoj Federacii*, RPRF), Parti démocratique de Russie (*Demokratičeskaja partija Rossii*, DPR), Mouvement démocrate-chrétien de Russie (*Rossijskoe hristjansko-demokratičeskoe dviženie*, RHDD), Union démocrate-chrétienne (*Hristjansko-demokratičeskij sojuz*, HDS), Parti constitutionnel-démocrate – Parti de la liberté du peuple (*Konstitucionno-demokratičeskaja partija – Partija narodnoj svobody*, KDP-PNS), Parti des constitutionnels-démocrates (*Partija konstitucionnyh demokratov*, PKD), Mouvement démocratique des communistes (*Demokratičeskoe dviženie kommunistov*, DDK).
- Presse, structures d'information: *Vek XX i mir* [Le XX<sup>ème</sup> siècle et la paix] (revue officielle du Comité soviétique pour la paix "colonisée" par les informels), M-BIO (Bureau d'échange d'information de Moscou), journal *Panorama*, Agence "PostFactum" et journal *Kommersant*".

Notre champ d'observation est limité aux organisations politiques généralistes: nous n'avons pas inclus les groupes écologistes du mouvement informel<sup>90</sup>. Nous n'abordons pas non plus les relations entre clubs informels ou organisations démocratiques de différentes républiques soviétiques, ni leurs prises de position sur la question fédérale, bien que cette question ait sans conteste joué un rôle important dans le processus de décomposition du régime.

Dans une deuxième étape, nous avons poussé l'enquête du niveau des clubs au niveau des individus. Les principaux membres des clubs de l'échantillon sont devenus des sources d'information et des objets d'étude. Nous avons mené plusieurs séries d'entretiens approfondis sur deux aspects: (i) les trajectoires biographiques et (ii) des aspects plus conjoncturels concernant les interactions entre les clubs et le pouvoir réformateur, ainsi que les conflits

<sup>90</sup> Ce courant fait l'objet d'études approfondies (on peut citer par exemple O. JANICKIJ. *Ekologičeskoe dviženie v Rossii. Kritičeskij analiz* [Le mouvement écologiste de Russie. Analyse critique]. Moscou: Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie, 1996, 216 p.).



internes au mouvement ou aux clubs<sup>91</sup>. Des informateurs extérieurs aux clubs (anciens fonctionnaires du Parti ou d'organismes qui servaient d'intermédiaires entre les clubs et les réformateurs) ont également été interrogés<sup>92</sup>. C'est en grande partie grâce aux sources orales que nous avons pu retracer l'histoire de ces interactions, les perceptions qui ont dicté telle ou telle stratégie, points sur lesquels les sources écrites restaient muettes ou incomplètes.

Ce qui nous intéresse en premier lieu dans les trajectoires biographiques est de comprendre ce qu'étaient les informels avant d'entrer dans le mouvement, comment ils se sont engagés dans les clubs et quelles ont été leurs trajectoires dans le mouvement. Nous nous sommes placée dans ce que J.-C. Passeron appelle un "*cadre durkheimien d'analyse des biographies*"<sup>93</sup>, qui consiste à explorer "*l'amont des conduites*", à analyser les parcours en termes de probabilités, à mettre en évidence les expériences qui ont rendu probable l'engagement dans les clubs informels. L'amont est pris au sens large puisque nous nous sommes intéressée aux trajectoires sur trois générations (ego, parents, grands-parents). Etant donné les mouvements importants de mobilité sociale en URSS, il nous a semblé nécessaire de retracer l'histoire familiale depuis la Révolution pour arriver à mieux situer socialement les individus et comprendre la sédimentation de leur socialisation politique (primaire et secondaire). Les autobiographies par entretiens ont été complétées par la consultation de répertoires biographiques<sup>94</sup> et d'affiches électorales des candidats aux élections du Congrès de l'URSS (1989), de Russie (1990), du Soviet de Moscou (1990) et de la première Douma d'Etat (1993). Peu d'études sur le mouvement informel utilisent les données biographiques individuelles et, lorsque ces informations apparaissent, elles ne sont généralement pas croisées pour étudier les informels en tant que groupe<sup>95</sup>. Les trajectoires familiales ne sont pratiquement pas analysées (O. Janickij fait une allusion incidente, mais très suggestive, aux relations intergénérationnelles complexes au sein de la famille de l'un des leaders informels<sup>96</sup>).

---

<sup>91</sup> cf. le guide d'entretien en annexe p. 502, établi après des entretiens préliminaires ayant permis une prise de contact et un apprentissage du terrain. Les entretiens, non directifs, ont duré en moyenne deux ou trois heures. Ils se sont déroulés le plus souvent au domicile des personnes, plus rarement sur leur lieu de travail (lorsqu'elles occupaient des responsabilités politiques) ou lors de réunions de partis. On trouvera en annexe p. 504 et suiv. les notices biographiques des membres de l'échantillon.

<sup>92</sup> Il s'agit du premier secrétaire du Comité du Parti de l'arrondissement Sevastopol' (A. Brjačihin), du chef du département idéologique de ce Comité (Ju. Čabanov), d'un *instructeur* du Département idéologique du Comité du Parti de l'arrondissement Brejnev/Čerëmuški (N. Krotov) et du président de la Commission de l'Association soviétique de sociologie de l'Académie des sciences de l'URSS spécialisée dans l'étude du mouvement informel (V. Čurbanov). Voir la liste des personnes interrogées p. 470 et suiv..

<sup>93</sup> J.-C. PASSERON. Biographies, flux, itinéraires, trajectoires. *Revue française de sociologie*, 31, 1989, p. 3-22.

<sup>94</sup> Le principal outil utilisé pour les données biographiques est le répertoire publié par le centre Panorama: A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ. *Kto est' kto v rossijskoj politike (300 biografij)* [Le who's who de la politique en Russie (300 biographies)]. Moscou: Panorama, 3 vol., 1993, 678 p. Le centre Panorama poursuit jusqu'à présent sa collecte de données biographiques, accessibles sur son site (base de données "Labirint": <http://www.panorama.ru/info/labir.html>). La base de données SOVT, constituée au début des années 1990 par Michel Tatu au *Monde*, a été aimablement mise à notre disposition. Par ailleurs, le site de la *Nacional'naja služba novostej* (Service national d'information) (<http://www.nns.ru>) et le site <http://www.whoiswho.ru> contiennent des notices biographiques d'hommes politiques. Enfin, nous avons consulté les annuaires suivants: *Narodnye deputaty RSFSR. Spravočnik serii "Kto est' kto?"* [Les députés du peuple de la RSFSR. Répertoire de la série "who's who?"] Moscou: Vneštorizdat, 1991; A. BARSENKOV, V. KORECKIJ, A. OSTAPENKO. *Političeskaja Rossija segodnja. Iсполnitel'naja vlast'. Konstitucionnyj sud. Lidery partij i dviženij* [La Russie politique aujourd'hui. Pouvoir exécutif. Cour constitutionnelle. Leaders de partis et mouvements]. Moscou: Moskovskij rabočij, 1993; *Kto est' kto v Rossii i v bližnem zarubež'e* [Le Who's who de la Russie et de l'étranger proche]. Moscou: Vše dlja vas, Russkaja press-sluzžba, Novoe vremja, 1993; *Kto est' kto. Političeskaja Moskva* [Le who's who du Moscou politique]. Moscou: Centre d'analyse socio-politique, Catallaxy, 1993.

<sup>95</sup> Comme nous l'avons dit, A. ŠUBIN introduit dans son étude sur la perestrojka (*Paradoksy perestrojki..., op. cit.*, 2005) des données biographiques, mais seulement sous la forme de notices individuelles.

<sup>96</sup> O. JANICKIJ. *Social'nye dviženija. 100 interv'ju..., op. cit.*, 1991.

Dans la constitution de l'échantillon, nous ne sommes pas partie de ce que les individus étaient devenus dans les années 1990-2000, démarche qui comporte l'avantage d'éviter le risque d'une définition rétrospective de cet univers. On trouvera néanmoins à la fin de la thèse un développement sur leur devenir politique et professionnel après la perestrojka.

L'analyse biographique nous a permis d'isoler deux groupes qui se distinguent par leur moment et leur mode de recrutement dans le mouvement. Les premiers informels créent des clubs ou les rejoignent entre la fin 1986 et le printemps 1988, et appartiennent le plus souvent à des réseaux de relations préexistants liés au secteur académique ou à la dissidence. Les seconds entrent dans le mouvement à partir de la seconde moitié de 1988 à l'occasion d'actions de rue (meetings dans le centre de Moscou pendant l'été 1988, campagnes électorales de 1989-1990) sans passer par des réseaux de relations préexistants. L'une des interrogations que l'existence de ces deux cohortes implique est de savoir si elle est un facteur explicatif de la transformation du mouvement informel en mouvement démocratique.

Nous avons aussi cherché l'existence éventuelle d'un effet de génération<sup>97</sup> ou la présence d'un noyau dur qui se serait consolidé autour d'une communauté d'expérience ou de situation<sup>98</sup>. La structure par âge de l'échantillon de dirigeants informels étudiés indique la présence d'un noyau générationnel (né entre 1948 et 1964), particulièrement nombreux dans la première cohorte (70,5 %).

**Tableau 1 : Structure de l'échantillon par année de naissance et cohorte d'entrée dans le mouvement**

Année de naissance	Avant 1947	1948-1964	Après 1965	Total
<b>Cohorte I</b> (en % de la cohorte)	12 23,5 %	36 70,5 %	3 6 %	51 100 %
<b>Cohorte II</b> (en % de la cohorte)	18 50 %	15 41,6 %	3 8,4 %	36 100 %
<b>Total</b>	30 34,5 %	51 58,6 %	6 6,9 %	87 100 %

Nous avons pu identifier au sein des clubs moscovites étudiés environ 160 animateurs et membres actifs (Tableau 2), dont les noms sont régulièrement cités dans les archives consultées et les entretiens menés auprès d'anciens informels et de responsables du Parti. Ces personnes ont assumé des fonctions de direction, d'organisation ou de représentation des clubs au cours de la période 1986-1991. Nous utiliserons le terme de "dirigeants" ou "leaders" pour

<sup>97</sup> Dans la mobilisation autour de l'affaire Dreyfus, C. CHARLE (*Naissance des "intellectuels". 1880-1900*. Paris: Minuit (Le sens commun), 1990, p. 206-207) note qu'il existe une différence de génération entre universitaires ou écrivains dreyfusards et antidreyfusards: les dreyfusards tendent à être moins intégrés à l'"ordre intellectuel et social établi, ce qui est plutôt le fait des jeunes, même si quelques anciens, parmi les chefs, ont su rester ou redevenir 'jeunes', c'est-à-dire prendre des risques".

<sup>98</sup> Les générations démographiques peuvent se transformer en générations politiques selon les situations historiques particulières auxquelles elles sont exposées. L'expérience de la guerre de 1914-1918 est essentielle si l'on veut comprendre l'engagement d'une partie de la jeunesse dans les corps francs en Allemagne ou en France dans l'entre-deux-guerres (M. DOBRY. *Sociologie des crises politiques...*, op. cit., 1986, p. 258), ou l'adhésion à l'Internationale communiste de ceux qui formeront le Parti communiste au Congrès de Tours de 1921 (B. PUDAL. *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989, p. 33). L. BOLTANSKI (*Les cadres. La formation d'un groupe social*. Paris: Minuit, 1982, p. 66-67) fait une observation similaire sur le noyau dur de ce qui constituera la catégorie des "cadres", constitué en grande partie d'ingénieurs: outre des origines sociales, une formation voisines et une proximité avec le catholicisme social, ces ingénieurs d'usine ont en commun de s'être trouvés au moment des grèves de juin 1936 entre les patrons et les ouvriers ("cibles favorites des ouvriers, abandonnés des patrons"). C'est donc une communauté de dispositions et d'expérience à un moment historique précis qui consolide ce noyau dur.

les désigner. La première cohorte, comme on le voit dans le tableau ci-dessous, est surreprésentée dans l'échantillon, car elle constitue le cœur de notre sujet.

**Tableau 2 : Répartition de l'échantillon par cohorte d'entrée dans le mouvement**

	<b>Cohorte I</b> (entrée entre fin 1986 et milieu 1988)	<b>Cohorte II</b> (entrée à partir du milieu 1988)	<b>Total</b>
<b>Population totale de dirigeants identifiés</b>	≈ 100	≈ 60	≈ 160
<b>Individus étudiés</b>	51	36	87
<b>dont interrogés</b>	36	29	65

Nous avons pu obtenir des données biographiques sur 87 individus, dont 65 ont été interrogés. Il convient donc de souligner que les chiffres que nous donnons dans l'ensemble de ce travail montrent des tendances et n'ont pas grand sens en termes statistiques étant donné la taille réduite de l'échantillon.

Une partie de ces 65 personnes ont été choisies à partir du fonds de publications informelles de la BDIC (rédacteurs de bulletins), d'un répertoire de partis politiques<sup>99</sup> (dirigeants de partis) et des archives des clubs. D'autres ont été identifiées grâce à des informateurs: un sociologue membre de l'Association soviétique de sociologie (Leonid Gordon), de sociologues du centre INDEM ("Informatique pour la démocratie") spécialisés dans l'étude des partis, et de journalistes politiques (dont certains étaient d'anciens informels). En contactant directement les partis, nous avons pu rencontrer certains de leurs dirigeants. Enfin, les personnes interrogées nous ont à leur tour permis d'entrer en contact avec d'autres membres de clubs. Si nous avons rencontré une part importante de la population totale identifiée (40 % environ), le mode d'entrée en contact par boule de neige a pu introduire de légers biais ou entraîner une construction non entièrement contrôlée de l'échantillon.

Pour les 22 individus faisant partie de l'échantillon mais que nous n'avons pas pu rencontrer, nous avons eu recours aux répertoires biographiques sur les hommes politiques connus à l'échelle nationale (cf. note 94 p. 25). Les députés élus en 1990 ou 1993 et les titulaires de postes dans l'exécutif russe sont donc particulièrement nombreux dans cette partie de l'échantillon. Nous n'avons pu obtenir aucune information sur leurs ascendants.

Les types de clubs sont inégalement représentés dans l'échantillon. Les membres de deux clubs centraux (club Perestrojka et KSI) constituent la moitié de l'échantillon de la première cohorte. Dans la seconde cohorte, nous avons interrogé davantage les membres des clubs d'électeurs que ceux des clubs du Parti. Mais nos informations sur ces derniers ont pu être complétées par les matériaux du Département idéologique du comité du Parti de l'arrondissement Sevastopol' qui contiennent des comptes-rendus hebdomadaires sur les réunions du Club du Parti de Moscou.

Nous avons inclus quelques informels d'autres villes (surtout de Leningrad) lorsqu'ils ont joué un rôle important dans le mouvement démocratique à Moscou en 1989-1990 (cas des députés).

Enfin nous n'avons pas introduit dans l'échantillon de la seconde cohorte les leaders du mouvement démocratique issus de l'appareil du Parti ou de l'establishment académique (B. El'cin, Ju. Afanas'ev, G. Popov, A. Sobčak, A. Sakharov...), avec lesquels s'allient les informels et démocrates venus "de la base".

<sup>99</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. Slovar' oppozicii. Nove političeskie partii i organizacii Rossii [Dictionnaire de l'opposition. Les nouveaux partis et organisations politiques en Russie]. *Analitičeskie sborniki informacionnogo agentsvta Postfactum*, série "Sostojanie strany", avril 1991, 4-5, 51 p.

**Tableau 3 : Structure de l'échantillon selon le groupe informel d'appartenance**

<b>Cohorte I</b>	
Club Perestrojka	20
Club d'initiatives sociales (KSI)	7
Obščina, Memorial, Dignité des citoyens, groupes chrétiens, Démocratie et Humanisme, Union démocratique, autres	16
Informels d'autres villes	8
<b>Total cohorte I</b>	<b>51</b>
<b>Cohorte II</b>	
Clubs d'électeurs, Union des électeurs de Moscou (MOI)	17
Clubs du Parti, Plateforme démocratique du PCUS	8
Partis	11
<b>Total cohorte II</b>	<b>36</b>
<b>Total cohorte I + cohorte II</b>	<b>87</b>

L'enquête a nécessité une présence sur le terrain de deux ans au total. En 1991-1992, nous avons assisté à des congrès de partis, des sessions du Congrès des députés du peuple de Russie, et conduit des entretiens préliminaires avec des dirigeants de partis afin d'acquérir une familiarité directe avec les réalités politiques russes à un moment où notre sujet n'était pas encore stabilisé. Les principaux entretiens avec les informels et démocrates, ainsi que le travail dans les bibliothèques et les archives, se sont déroulés en 1993-1994, peu de temps après la dissolution du Congrès des députés de Russie par le Président El'cin, et en 1996, pendant les élections présidentielles. Ces deux périodes correspondent à des moments de rupture dans la carrière politique d'anciens informels (notamment des députés de Russie qui se sont trouvés du côté des opposants à El'cin, donc du côté des perdants, ou qui n'ont pas pu être réélus à la législature suivante bien qu'ils aient choisi le camp présidentiel). Certains ont eu tendance à adopter une vision rétrospective très critique de leur rôle dans la prise de pouvoir par El'cin. Enfin, un séjour d'une durée plus limitée à Moscou en 2005 nous a permis de compléter nos recherches bibliographiques<sup>100</sup>.

Les matériaux exploités comprennent, outre les entretiens, des archives provenant des clubs informels et du Parti.

Les archives des organisations politiques informelles se composent principalement de trois types de matériaux: (i) les documents et bulletins périodiques des clubs informels, (ii) des journaux d'information *sur* le mouvement publiés par des informels, (iii) des documents de partis (programmes et statuts).

- Nous avons dépouillé systématiquement les archives et bulletins du club Perestrojka/Perestrojka démocratique, du Club d'initiatives sociales (KSI), du club Obščina, du groupe Dignité des citoyens, de Mémorial, de l'Union moscovite des électeurs (MOI), du mouvement Russie démocratique et du Club du Parti de Moscou. Ces fonds se trouvaient dispersés dans plusieurs lieux lorsque nous les avons consultés. Certaines structures militantes informelles ont créé leurs propres centres d'archives. Ainsi le Bureau d'échange d'information de Moscou (M-BIO), fondé par des membres du KSI, détient entre 15 et 20 000 documents composés de titres de la presse informelle et de dossiers sur

<sup>100</sup> L'élaboration de cette thèse s'est déroulée en deux étapes. Le travail de terrain a eu lieu dans les années 1993-1994 et 1996. Après une interruption de plusieurs années pour des raisons personnelles, j'ai eu la possibilité de reprendre ce travail en 2003.

différents clubs et leurs dirigeants<sup>101</sup>. Mémorial et le mouvement Russie démocratique nous ont aussi ouvert leurs archives.

Certaines bibliothèques publiques ont très tôt constitué des collections de bulletins informels: c'est le cas notamment de la Bibliothèque publique d'histoire de Moscou et de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) à Nanterre. L'Institut de sociologie de l'Académie des sciences à Saint-Pétersbourg a rassemblé une large collection de documents et journaux de clubs informels de Leningrad.

L'Institut d'histoire et d'archives de Moscou (devenu Université d'Etat de sciences humaines de Russie, RGGU), alors dirigé par Ju. Afanas'ev, a créé les "Archives populaires", destinées à recueillir des archives privées. Certains informels et membres du mouvement démocratique y ont déposé leurs matériaux<sup>102</sup>.

En raison de difficultés financières, certains de ces fonds ont migré ces dernières années vers d'autres structures. En 1997, le M-BIO a cédé ses archives à Mémorial et à la Bibliothèque indépendante de Moscou, laquelle est devenue une bibliothèque publique. Les "Archives populaires" subsistent grâce aux subventions du Gouvernement de Moscou. La collection de journaux informels de l'Institut de sociologie de Saint-Pétersbourg est devenue collection privée de son fondateur (Alekseev). La Bibliothèque publique d'histoire de Moscou a enrichi son fonds grâce à une autre collection privée (celle de V. Leont'ev). Le fonds du KAS-KOR (créé par la Confédération des anarcho-sindicalistes, issue du mouvement informel) a été transmis aux Archives d'Etat d'histoire sociale et politique de Russie (RGASPI). Enfin, une autre collection privée importante (constituée par l'un des spécialistes des journaux informels, A. Suetnov) a été vendue à des bibliothèques américaines<sup>103</sup>.

Enfin, nous avons pu consulter à titre exceptionnel les archives personnelles du chef du Département idéologique du Comité du Parti de l'arrondissement Sevastopol' (Jurij Čabanov), qui contiennent des documents et publications de clubs présents dans le quartier.

- Un petit groupe d'informels a publié cinq bulletins ou journaux d'information sur le mouvement qui se sont succédés et dont nous avons dépouillé l'ensemble des numéros. *Molva* (Rumeurs, paru de janvier à mars 1988) et *Hronograf* (publié d'avril 1988 à mai 1990) sont constitués de courts reportages sur l'actualité du mouvement informel, principalement moscovite. *Novyj Hronograf (Le Nouveau Chronographe)*, qui paraît de

---

<sup>101</sup> Nous y avons consulté les dossiers du Club d'initiatives sociales (KSI), du groupe Dignité des citoyens, de la Plateforme démocratique du PCUS, du club Perestrojka de Leningrad, du Groupe interrégional des députés, du Front populaire de Moscou, de Tribune de Moscou, de Perestrojka-88, du Parti des constitutionnels-démocrates, et le dossier sur Sergej Stankevič, seul informel moscovite élu au Congrès des députés du peuple de l'URSS en 1989.

<sup>102</sup> On y trouve par exemple le fonds Zolotarëv (N°148), dirigeant du groupe Dignité des citoyens, qui contient des notes personnelles sur des réunions de la Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK), du KSI, des documents du Front populaire de Moscou, le compte-rendu d'une table ronde à l'Institut d'économie du système mondial socialiste (IEMSS) en 1989, des documents relatifs à un meeting de protestation contre le Présidium de l'Académie des sciences pendant la campagne électorale de 1989 au parlement soviétique (la description complète de ce fonds se trouve sur le site des Archives populaires: <http://www.pobeda.ru/na-nca/na/abcna/p/zolot.html>). Le fonds Ivancov (N° 153) réunit des documents du club "Fakel" (Flambeau), club informel créé sous les auspices du comité du Komsomol de l'arrondissement Sevastopol' de Moscou (cf. <http://www.pobeda.ru/na-nca/na/abcna/bb/ivanzo.html>). Enfin, Jurij Afanas'ev (fonds N° 1) a également transmis des documents personnels aux Archives populaires: tracts de soutien à Afanas'ev, tracts sur les meetings au stade Lužniki (en 1989), documents de l'Association social-démocrate (SDA) envoyés à Afanas'ev avant sa conférence constitutive, autres matériaux de la SDA et du Parti social-démocrate de Russie, documents de la Plateforme démocratique du PCUS, carte du Parti de Ju. Afanas'ev. Voir le site des archives: <http://www.pobeda.ru/na-nca/index.html>.

<sup>103</sup> Informations du directeur de la Bibliothèque publique d'histoire de Moscou, Mihail Afanas'ev, lors d'une table ronde sur la perestrojka à la BDIC le 21/3/2005.

mai 1990 à février 1991, et le Service d'informations quotidiennes (*Služba ežednevnyh novostej*), sont conçus comme des agences d'informations sur les clubs et partis publiant des données brutes sur Moscou et la province. Enfin le journal *Panorama*, paru à partir d'avril 1989, a une dimension plus analytique (il est mensuel en 1989-1990, puis trimestriel en 1991-1992, avant de devenir annuel à partir de 1993)<sup>104</sup>. Le bulletin *Partinform*, publié par le centre privé INDEM et consacré aux partis politiques, nous a également été utile<sup>105</sup>.

- Les archives et bibliothèques déjà citées, ainsi que les Archives centrales d'histoire sociale et politique de Moscou (CAOPIM, cf. infra note 108), détiennent des matériaux provenant de partis politiques. Par ailleurs, les programmes et statuts de nombreux partis ont été compilés dans des recueils à large diffusion<sup>106</sup>.
- Certains informels nous ont transmis des archives sonores sur le premier congrès national des clubs, appelé "Rencontre-dialogue d'information 'Initiatives de la société dans la perestrojka'", tenu à Moscou en août 1987, et sur le "Séminaire stratégique" de la Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK) en avril 1988 (archives de G. Pel'man). Nous avons également eu accès à une interview que A. Fadin a accordée à *Radio Liberté* entre les deux tours des élections de 1989 (mars-avril).
- En 1992, un informel a publié ses mémoires relatifs à l'année 1988<sup>107</sup>. Ils contiennent surtout des impressions personnelles sur les différents protagonistes du mouvement. Certains de ses portraits sont émaillés de réflexions susceptibles d'être interprétées comme antisémites. L'auteur a aussi une propension à voir des agents du KGB postés partout dans le mouvement informel. Cette publication lui a valu des inimitiés et a probablement joué un rôle dans son exclusion par d'anciens informels de la liste électorale de Jabloko en 1993 lors des élections à la Douma d'Etat.

Les archives du Parti que nous avons consultées émanent des niveaux les plus bas de la hiérarchie. C'est essentiellement là que se situent les relations directes avec les clubs informels. L'une des caractéristiques du leadership des clubs est qu'il n'a pas accès au sommet de la hiérarchie. Ses interlocuteurs dans les négociations sont soit des fonctionnaires de comités d'arrondissement (*rajkom*), soit des chercheurs membres des cellules de base du Parti de deux instituts de l'Académie des sciences ou membres de l'Association soviétique de sociologie. Mais ces interlocuteurs ne sont pas de simples "courroies de transmission", ils ont leur propre jeu. Ce niveau est donc important pour comprendre la situation des informels.

Les matériaux étudiés viennent de deux sources: les Archives de la ville de Moscou et les archives personnelles du chef du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol'.

---

<sup>104</sup> Ces périodiques sont accessibles par le site internet de Panorama: journal *Panorama* (<http://www.panorama.ru/gazeta/index.html>), *Hronograf*: (<http://www.panorama.ru/gazeta/chronogr/index.html>), *Novyj Hronograf* (<http://www.panorama.ru/gazeta/newchr/index.html>).

<sup>105</sup> <http://www.partinform.ru/index.html>

<sup>106</sup> Pour ne citer que quelques exemples: B. SLAVIN, V. DAVYDOV. *Novye obščestvenno-političeskie dviženija i organizacii v SSSR (Dokumenty i materialy)* [Les nouveaux mouvements et organisations sociopolitiques en URSS (documents et matériaux)]. Moscou: Institut du marxisme-léninisme près le CC du PCUS, 1990, 3 vol.; B. SLAVIN, V. DAVYDOV. *Novejšie političeskie partii i tečenija v SSSR (Dokumenty i materjaly)* [Les tout nouveaux partis et courants politiques en URSS (documents et matériaux)]. Moscou, 1991; *Programmy političeskij partij v Rossii* [Les programmes des partis politiques en Russie]. Voronež, 1991; B. KOVAL'. *Rossija segodnja. Političeskij portret v dokumentah, 1985-1991* [La Russie aujourd'hui. Portrait politique par les documents, 1985-1991]. Moscou, 1991, 511 p.

<sup>107</sup> V. FADEEV. *Pohoždenie neformala. Očerok 88 goda* [Les aventures d'un informel. Essai sur l'année 1988]. Moscou: Russkoe slovo, 1992, 2 vol.

Les Archives de la ville de Moscou, initialement consacrées à l'histoire du Parti, se sont récemment spécialisées dans les nouvelles organisations politiques<sup>108</sup>. Dans les années 1990, nous y avons consulté (i) des comptes-rendus de réunion des cellules de base du Parti de l'Institut central d'économétrie (CEMI) et de l'Institut d'économie du système mondial socialiste (IEMSS) de l'Académie des sciences, où le club Perestrojka disposait de locaux de réunion, (ii) certains matériaux des comités du PCUS des arrondissements Sevastopol' et Čeremuški, du comité du Komsomol de l'arrondissement Sevastopol', et (iii) des documents de partis politiques.

Les archives personnelles du chef du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol' de Moscou (Ju. Čabanov), l'un des deux comités du quartier académique de Moscou où les clubs informels bénéficiaient de locaux et d'une certaine liberté d'expression, sont d'une très grande richesse. Les premiers documents relatifs au travail du Département avec les clubs auxquels nous avons eu accès datent de 1988. S'y trouvent:

- des rapports hebdomadaires internes au Département sur des réunions de clubs informels (principalement le Club du Parti de Moscou) et sur le déroulement de la campagne de 1990 aux élections au Congrès des députés de la RSFSR et au soviet d'arrondissement ("école du candidat" organisée par le *rajkom*);
- des rapports adressés par le Département à la direction du *rajkom* (premier secrétaire et secrétaires);
- des discours du premier secrétaire à des réunions du comité (comptes-rendus d'activités);
- des rapports du *rajkom* au comité supérieur (Comité de la ville de Moscou, MGK) sur le travail avec les clubs informels;
- des documents émanant de cellules de base du Parti placés sous la juridiction du *rajkom* (notamment un document envoyé par l'Institut central d'économétrie à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti, juin-juillet 1988);
- des recommandations sur la politique à mener avec les informels, commandées par le *rajkom* à l'Institut d'économie du système mondial socialiste (IEMSS)<sup>109</sup>.

Notre intérêt pour le bas de la hiérarchie a une contrepartie: nous n'avons pas pu fouiller les archives émanant des instances supérieures (Comité de la ville de Moscou et Comité central). C'est l'une des limites de notre enquête. Les travaux plus généraux sur la perestrojka, comme ceux déjà cités de J. Hough et A. Brown par exemple, sont ici d'une aide précieuse pour comprendre ce qui s'est passé à ce niveau, même s'ils ne portent pas directement sur le thème des clubs informels. Outre les mémoires de M. Gorbačëv et de A. Jakovlev, que nous avons consultés, ces ouvrages font aussi référence aux mémoires de leurs proches collaborateurs ou de l'ancien premier ministre de l'URSS N. Ryžkov<sup>110</sup>. Situé à un niveau un peu plus bas dans la hiérarchie, L. Onikov, ancien fonctionnaire de l'appareil du Comité central, donne

---

<sup>108</sup> A leur création en 1921, ces archives étaient appelées "Bureau moscovite de la Commission de collecte et d'étude des documents sur l'histoire de la Révolution d'Octobre et l'histoire du Parti communiste (bolchevik) de Russie (RKP(b))". En 1934, elles deviennent les "Archives du Parti de l'Institut d'histoire du Parti du Comité de la ville de Moscou du RKP(b)/PCUS". A partir de 1990, toute allusion au Parti est gommée: elles se transforment en "Centre scientifique d'information sur l'histoire politique de la ville de Moscou" pour devenir "Archives centrales des mouvements sociaux de Moscou" (1991-2005), puis "Archives centrales d'histoire sociale et politique de Moscou" (CAOPIM) (<http://mosarchiv.mos.ru/>).

<sup>109</sup> K voprosu o sozdanii v SSSR narodnogo fronta (dlja služebnogo pol'zovanija, 26 p.), 1988 (note envoyée par Jagodovskij L.S., directeur adjoint de l'IEMSS au chef du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol' Jurij Čabanov, à la demande de ce dernier, le 17 novembre 1988).

<sup>110</sup> M. GORBACĚV. *Žizn' i reformy* [Vie et réformes]. Moscou: Novosti, vol. 1, 1995, 600 p. A. JAKOVLEV. *Sumerki* [Le crépuscule]. Moscou: Materik, 2003, 687 p.; A. ČERNJAEV. *Sest' let s Gorbačëvym. Po dnevnikovym zapisjam* [Six années avec Gorbačëv. Notes d'après un journal]. Moscou: Progress, Kul'tura, 1993. N. RYŽKOV. *Perestrojka: istorija predatel'stv* [La perestrojka: une histoire de trahisons]. Moscou: Novosti, 1992.

également des repères généraux importants sur le fonctionnement du Comité central pendant la perestrojka<sup>111</sup>. Mais on ne trouve, dans l'ensemble de ces travaux, presque pas d'informations ou de références documentaires sur la politique des échelons supérieurs du Parti à l'égard des informels. Le chercheur se trouve donc réduit, comme les informels de l'époque, à faire des conjectures sur ce qui s'est passé au sommet.

Les archives du Parti, quel que soit le niveau, n'ont, à notre connaissance, pratiquement pas été exploitées dans les autres études sur le mouvement informel. Pourtant les matériaux consultés (au niveau des *rajkom*s) sont d'une extrême richesse non seulement pour retracer l'histoire des clubs et la façon dont ils sont perçus, mais aussi le processus de fragmentation du Parti à partir de 1989. Les historiens qui cherchent à suivre le processus de reflux du PCUS de la vie politique trouvent dans les archives des comités locaux des gisements d'informations capitaux<sup>112</sup>.

Enfin, Internet constitue une nouvelle source d'informations sur le mouvement informel des années 1980. D'anciens membres de clubs y ont récemment publié des analyses sur l'histoire de leur mouvement ou déposé des matériaux et témoignages<sup>113</sup>. C'est probablement l'effet d'un récent regain d'intérêt dans la société russe pour la période de la perestrojka, qui dans les années 1990 avait eu tendance à être reléguée au second plan dans les analyses. Dans les années 2000, certains observateurs voient dans le système politique sous Poutine, perçu comme verrouillé (surtout depuis sa réélection en 2004), une analogie avec la "stagnation" brejnévienne. Même si l'analogie peut être discutée, elle conduit certains à s'interroger de nouveau sur ce qui a permis le "déverrouillage" du système soviétique au milieu des années 1980. Le vingtième anniversaire du lancement de la perestrojka en 2005 a fourni l'occasion de multiples débats et publications dans la presse.

Les archives et sources orales nous donnent un certain nombre d'éléments sur l'objet étudié. Les premiers clubs politiques apparaissent dès l'automne 1986, mais on ne trouve pratiquement aucune trace écrite avant la première grande conférence nationale de clubs informels tenue à Moscou en août 1987 ("Rencontre-dialogue d'information 'Initiatives de la société dans la perestrojka'"). La tenue de ce congrès déclenche dans les clubs une aspiration à la formalisation qui se manifeste notamment par la production de périodiques. La réunion aura bien d'autres effets sur le mouvement, mais celui-ci est déjà notable. Tous les documents émanant des organisations informelles sont produits à la fois à l'usage de leurs membres et sympathisants, et à l'usage du Parti: les clubs se savent observés et entretiennent même des relations directes avec ceux qui les observent. Tout document nécessite donc une lecture à double niveau. On ne s'étonnera pas beaucoup du silence des sources émanant des principaux clubs sur leurs négociations avec le Parti (les sources écrites et orales du Parti comblent partiellement ce vide).

Les acteurs de cette histoire, qu'ils soient informels ou responsables du Parti, n'hésitent pas à mettre leurs archives à la disposition des chercheurs: ils sont intéressés à ce que leur passé collectif soit étudié. On a déjà cité l'exemple de membres de clubs ayant remis leurs notes personnelles aux Archives populaires, ou de ce responsable d'un comité d'arrondissement du Parti qui nous a ouvert avec une grande générosité ses propres archives. La plupart des personnes contactées ont volontiers accepté de nous accorder des entretiens (souvent à

---

<sup>111</sup> L. ONIKOV. *Anatomija raspada. Vzglyad iznutri apparata CK* [Anatomie d'une chute. Vue de l'appareil du Comité central]. Moscou: Respublika, 1996, 223 p.

<sup>112</sup> cf. par exemple D. KRASIL'NIKOV. *Vlast' i političeskie partii v perehodnye periody otečestvennoj istorii (1917-1918; 1985-1993). Opyt sravnitel'nogo analiza* [Le pouvoir et les partis politiques dans les périodes de transition de l'histoire nationale (1917-1918; 1985-1993). Essai d'analyse comparative]. Perm: Université de Perm, 1998, 305 p.

<sup>113</sup> Site de Vjačeslav Igrunov: [http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n\\_histor.html](http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n_histor.html), site d'Aleksandr Šubin: <http://history-futur.newmail.ru/index.htm>.



plusieurs reprises), y compris lorsqu'elles occupaient des fonctions officielles importantes (c'est le cas notamment de Pavel Kudjukin, vice-ministre du Travail de la Fédération de Russie au moment de l'un de nos entretiens).

Les refus d'accorder un entretien ont été rares. Ils peuvent s'expliquer par un sentiment de défiance (cas d'une ancienne responsable de club d'électeurs) ou de perte de temps pour des acteurs politiques en vue. Ainsi V. Aksjučic, élu député de Russie en 1990 et dirigeant du Mouvement démocrate chrétien de Russie, nous a adressée à deux reprises à ses collaborateurs. O. Rumjancev, ancien leader du club Perestrojka, député en 1990, responsable des travaux de rédaction d'un projet de Constitution (et à ce titre, considéré comme une "étoile montante"), ne nous a accordé que dix minutes d'entretien avant de nous remettre une bibliographie exhaustive de ses travaux. Plus tard, après la dissolution du Congrès des députés du peuple en septembre 1993<sup>114</sup>, lorsqu'il aura perdu ses fonctions officielles et ne sera plus que consultant de la Commission des lois de la Douma d'Etat, O. Rumjancev refusera à nouveau de répondre à nos questions sur le mouvement informel qui, selon ses propres termes, appartenait désormais à une autre "*dimension temporelle*". Dans un autre cas, c'est nous qui avons refusé l'entretien, lorsqu'un ancien instructeur d'un Comité d'arrondissement du Parti (V. Berezovskij) nous a demandé d'être rétribué à l'heure, selon le tarif qu'il appliquait à ses clients en tant que directeur d'un centre de consultation politique.

La partie du questionnaire sur les trajectoires biographiques a suscité des réactions. Certains ont trouvé original que nous cherchions à reconstituer les trajectoires familiales sur trois générations: si quelques uns avaient déjà été sollicités à de nombreuses reprises par des journalistes ou chercheurs pour fournir un récit autobiographique (d'ailleurs souvent bien "rodé"), ils n'avaient jamais parlé de leurs ascendants. D'autres se sont étonnés de la précision avec laquelle nous leur faisons retracer leur mode d'entrée dans le mouvement informel, surtout lorsqu'ils appartenaient à la première cohorte et avaient rencontré de futurs informels avant la perestrojka. "*Vous faites une enquête d'une telle précision, nous a-t-il été dit, que même notre Lubjanka [siège du KGB] n'aurait pas pensé à la faire*"<sup>115</sup>. Cette plaisanterie révèle un certain rapport au récit autobiographique: il est assimilé, consciemment ou non, à un exercice suspect, et explique probablement des silences qui ne sont pas toujours décelables, surtout par quelqu'un qui ne détient pas tous les codes de la culture russe ou soviétique. V. Bokser, par exemple, retrace l'histoire de ses grands-parents et parents sans dire à aucun moment qu'il est Juif alors que c'est un élément essentiel pour comprendre sa trajectoire et que tout le monde sait qu'il l'est<sup>116</sup>. En tout état de cause, les individus ont exercé un contrôle presque total de l'information sur leurs trajectoires familiales (leurs ascendants n'ont pas été interrogés). Mais l'approche comparative que nous avons adoptée pour étudier les trajectoires a permis de déceler certaines omissions. Il est possible que certains aient voulu dissimuler le fait que leurs grands-parents ont pu bénéficier des purges staliniennes, mais d'autres l'ont clairement dit. Par ailleurs, nous cherchions principalement à repérer les périodes et les formes d'ascension et de déclin des lignes familiales, et moins les détails. Ces informations apparaissent nettement dans les récits. D'autres, enfin, ont refusé de répondre aux questions biographiques. N. Travkin, chef de l'administration de la localité de Šahovskaja (région de Moscou) à l'époque de l'entretien, considérait que sa biographie officielle était suffisante. V. Novodvorskaja, dirigeante du parti Union démocratique, jugeait qu'elle n'avait pas de vie

---

<sup>114</sup> Rumjancev était resté dans le bâtiment du parlement (la "Maison blanche"), contrairement aux députés qui soutenaient El'cin.

<sup>115</sup> A. Danilov, entretien du 4/8/1994.

<sup>116</sup> Dans les luttes internes au mouvement Russie démocratique (apparu fin 1990), certains ont parfois désigné leurs adversaires sous la forme de la troïka: "Bokser-Šnejder-Kruger". Même si ces trois personnes étaient proches au sein de l'appareil du mouvement, l'alignement de ces trois noms-là n'est pas sans ambiguïté. Loin de nous l'idée de conclure qu'il y a eu de l'antisémitisme dans le mouvement démocratique, mais certains phénomènes troublants de ce type ont pu avoir lieu de façon marginale.

privée. Elle se présentait alors (et probablement aujourd'hui encore) comme une dissidente, une combattante entièrement vouée à sa cause. Dans cette logique, elle n'a pas répondu aux questions sur sa biographique, ni aux autres d'ailleurs: au lieu d'un entretien en tête-à-tête, nous avons été conviée à assister à une conférence donnée dans un appartement à des militants de l'Union démocratique.

Les techniques de contrôle de l'information concernant la partie du questionnaire sur le mouvement informel et le mouvement démocratique sont différentes. Il est fréquent que les personnes aient cherché à savoir qui nous avons rencontré, de sorte qu'elles pouvaient supposer ce que nous savions déjà et éventuellement "rectifier" cette information. L'histoire du mouvement était déjà révolue, mais les entretiens renfermaient toujours des enjeux pour les acteurs. Il leur était possible de donner leur interprétation, rétablir certaines "vérités". A cet égard, l'étude des conflits internes s'est révélée l'une des entrées les plus riches dans l'histoire de ce mouvement. Certains informels ont été intéressés par le contenu des archives du Parti que nous avons consultées, et ont volontiers accepté d'examiner certaines de nos hypothèses.

Les entretiens ont été menés de façon non directive: les individus ont abordé d'eux-mêmes certains sujets. C'est le cas notamment de leur rapport à la dissidence des années 1970.

Nous sommes bien consciente des biais inhérents aux sources orales recueillies *a posteriori*. Les parcours biographiques sont souvent rendus plus cohérents qu'ils ne l'ont été en réalité<sup>117</sup>, mais ce qui nous importait avant tout n'était pas tant de reconstituer des parcours individuels que de localiser des points et nœuds communs. La trajectoire du mouvement a eu tendance à être réévaluée ou réinterprétée par les acteurs en fonction de ce à quoi elle a abouti. Toutefois, on a pu échapper en partie à ce biais en confrontant les témoignages oraux entre eux et avec les sources écrites (lorsqu'elles existaient).

Enfin, outre les sources orales et écrites sur le mouvement informel et le mouvement démocratique, nous avons pu recueillir des éléments de cadrage sur la perestrojka en consultant des travaux généraux sur la période, les publications et chronologies de la Documentation française (notamment *Problèmes politiques et sociaux*, série URSS, puis Russie). Nous avons eu recours à la presse russe, française et anglo-saxonne, ainsi qu'à la revue de presse et aux rapports du *Keesing's Record of World Events*. Nous avons fréquenté des bibliothèques en Russie et en France, notamment l'Institut d'information scientifique sur les sciences sociales (INION) de l'Académie des sciences de Russie, la Bibliothèque d'histoire de Moscou, la Bibliothèque d'Etat de Russie (ancienne Bibliothèque Lénine), la BDIC de Nanterre, la Bibliothèque de l'Institut d'études politiques de Paris et la bibliothèque de l'Institut national des langues orientales (INALCO).

Avant d'aborder la genèse du mouvement politique informel de Moscou, nous présenterons les trajectoires individuelles et familiales antérieures à la perestrojka de ceux qui en deviendront les principaux animateurs. La seconde partie porte sur l'émergence et l'évolution du mouvement informel en 1987-1988, ainsi que sur la relation de collusion qui s'établit avec les réformateurs du Parti. Dans une troisième partie, nous montrerons les profondes mutations subies par le mouvement informel à partir de 1989 et le processus de dissolution de ce qui constituait l'identité collective des informels au sein du mouvement démocratique. Enfin, en guise d'épilogue, nous présenterons les grandes tendances des reconversions des principaux acteurs du mouvement informel et du mouvement démocratique après 1990.

---

<sup>117</sup> Comme le fait remarquer P. BOURDIEU. L'illusion biographique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62-63, juin 1986, p. 69-72.

## **PREMIERE PARTIE**

---

### **DE QUI EST FAIT LE MOUVEMENT INFORMEL ? LOGIQUES ET TEMPORALITES DE L'ENGAGEMENT**

Le mouvement politique informel est le fait d'une génération politique. La plupart des animateurs des clubs de Moscou sont âgés d'une trentaine d'années en 1987<sup>1</sup>. C'est pour saisir ce phénomène générationnel que notre thèse s'ouvre sur l'analyse des trajectoires biographiques. L'objectif est de définir la situation de cette génération ou, pour reprendre les termes de K. Mannheim, de cet *ensemble générationnel*, qui au moment de la perestrojka se saisit des opportunités offertes par les réformateurs au pouvoir pour se lancer dans des formes nouvelles d'activité dans différents domaines (politique, économique, artistique...). Ce que K. Mannheim entend par "*ensemble générationnel*" est un ensemble d'individus (non réductible à un groupe concret) qui partagent une même "*situation de génération*" mais aussi une "*situation analogue dans l'espace social*"<sup>2</sup>, participent aux mêmes courants sociaux et intellectuels; ils sont donc en interaction de façon concrète et entrent dans le processus historique en tant qu'entité collective.

"La situation de classe et la situation de génération (appartenance à des classes d'âge voisines) ont en commun de circonscrire, du fait de leur situation spécifique dans l'espace socio-historique, les individus dans un champ des possibles déterminé et de favoriser ainsi un mode spécifique d'expérience et de pensée, un mode spécifique d'intervention dans le processus historique"<sup>3</sup>.

La situation de génération des dirigeants des clubs politiques, leur position dans l'espace social et les expériences communes qu'ils ont pu traverser avant la perestrojka fournissent des clés pour expliquer les raisons de leur engagement sur la scène politique publique dès que se font sentir les premiers signes de desserrement du régime. Cette communauté de situation et de passé politique peut également éclairer les formes d'action collective, les stratégies vis-à-vis du pouvoir et les modes d'autodéfinition spécifiques vers lesquels s'orientent les animateurs du mouvement. Leur engagement politique pendant la perestrojka s'inspire à la fois de leur propre expérience et de celle de générations politiques antérieures qui constituent des modèles (ou des anti-modèles) que les informels s'approprient et transforment pour créer un type nouveau de mobilisation.

Un ensemble générationnel, souligne Mannheim, n'est pas un bloc homogène; il est constitué de différentes "*unités de génération*", c'est-à-dire de groupes qui "*se différencient par leur mode d'appropriation des expériences*", par leur mode de socialisation. Ces unités sont donc "*structurées*" différemment<sup>4</sup>, elles n'ont pas les mêmes perceptions de la réalité. Mannheim cite l'exemple, dans la Prusse du début du XIX<sup>ème</sup> siècle, de la jeunesse "*romantique-conservatrice*" et de la jeunesse "*libérale-rationnelle*" qui se caractérisent par des sensibilités politiques dont les différences sont clairement marquées. Dans le cas qui nous intéresse ici, deux unités de génération distinctes participent au *même* mouvement. Elle se distinguent par leur passé politique: l'une se compose d'individus qui ont été des oppositionnels depuis les années 1970, ont fréquenté des milieux critiques envers le régime, l'autre non. Elles ne viennent pas non plus des mêmes milieux intellectuels. Ces deux groupes correspondent à des vagues distinctes d'entrée dans le mouvement: la première commence son activité entre 1986 et le début 1988, la seconde ne fait son entrée qu'à partir du milieu de 1988. Le moment de recrutement traduit des différences sensibles de socialisation, que les trajectoires biographiques des deux cohortes permettent de mettre en lumière. Ces différences

---

<sup>1</sup> D'autres classes d'âge sont bien sûr représentées dans le mouvement, mais les générations nées entre 1948 et 1964 constituent près de 60 % de l'échantillon étudié, et 70,5 % de l'échantillon de la première vague d'informels (cf. le tableau 1 de l'introduction générale, p. 26).

<sup>2</sup> K. MANNHEIM. *Le problème des générations*. Paris: Nathan (traduction française), 1990, p. 43.

<sup>3</sup> *ibid.* p. 45.

<sup>4</sup> *ibid.* p. 60.

de passé politique et professionnel sont l'un des facteurs susceptibles de rendre compte des modifications substantielles de trajectoire et de nature que subit le mouvement informel lors de l'arrivée de la seconde cohorte. Bien entendu, les changements qui affectent le mouvement tiennent aussi à des effets de conjoncture, à l'état du jeu politique qui évolue très vite pendant la période étudiée (1987-1991). La seconde cohorte, qui arrive un an et demi ou deux après la première, ne se frotte pas au même contexte d'interaction avec les représentants des institutions de pouvoir que les premiers informels, le champ du pouvoir étant lui-même en pleine transformation. Comme l'explique N. Whittier, la coexistence de cohortes successives d'arrivée ayant des perceptions différentes de la réalité est un phénomène fréquent dans les mouvements sociaux. Leur coagulation, souvent émaillée de luttes, produit une identité collective nouvelle<sup>5</sup>.

Nous contrastons ici les deux groupes d'arrivée car nous pensons que ce qui les caractérise et les distingue a un rapport de causalité complexe avec l'histoire du mouvement informel.

Cette première partie est centrée sur les modes de socialisation, les expériences politiques et sociales antérieures à la perestrojka qui différencient les deux cohortes.

Nous avons choisi comme point de référence pour l'analyse des trajectoires de la première cohorte le noyau dur constitué par la génération née entre 1948 et 1964. Nous étudions la position de cette génération dans l'histoire politique, sa place dans la généalogie familiale et sa situation démographique (chapitre 1).

Les premiers informels succèdent en effet à deux générations *politiques* importantes qui ont exercé sur eux une influence intellectuelle majeure: il s'agit des hommes du "dégel" khrouchtchévien ou "soixantards" (*šestidesjatniki*), et des dissidents. Les pionniers des clubs informels ont conscience du rapport de filiation qui les lie à ces deux générations: un certain nombre d'entre eux ont fréquenté des lieux de contestation créés par leurs aînés, socialisation dont on retrouve les traces dans le mouvement informel. Mais, même avant la perestrojka, il semble qu'ils aient eu le sentiment diffus d'être différents et essayé d'établir un autre type de rapport avec le pouvoir que les soixantards ou les dissidents.

Les informels de la première cohorte nés après la guerre représentent la troisième génération biologique depuis la Révolution. Leurs grands-parents et parents ont connu des périodes de forte mobilité sociale, ascendante ou descendante, les uns dans les années 1920-1930, les autres dans les années 1950. Souvent issus de groupes sociaux dominants, formés dans des établissements d'enseignement prestigieux et ayant généralement bien débuté leur carrière professionnelle, ils maîtrisent les codes de l'intégration sociale. Mais dans le même temps, ils sont nombreux à avoir été initiés à un rapport critique vis-à-vis du discours officiel au sein même de leur famille, ce qui a pu les prédisposer à rechercher des lieux de contestation politique. L'ambivalence de cette socialisation primaire – qui transmet les codes de l'intégration sociale et un rapport critique au régime – est souvent due à la coexistence dans l'histoire familiale d'un mouvement ascensionnel effectué grâce au régime soviétique et de ruptures liées aux répressions staliniennes.

Enfin, en tant que génération *démographique*, le noyau dur de la première cohorte subit des tensions spécifiques. Parce qu'ils appartiennent aux générations pleines d'après-guerre, ses membres sont soumis à une forte concurrence dans le système scolaire et sur les marchés du travail; ils ont pu de ce fait éprouver des difficultés à maintenir la position sociale relativement élevée héritée de leurs parents.

---

<sup>5</sup> N. WHITTIER. Political Generations, Micro-Cohorts and the Transformation of Social Movements. *American Sociological Review*, 62 (5), oct. 1997, p. 760-778. L'analyse du changement rapide et radical de conjoncture de la vie politique au moment de l'entrée de la seconde cohorte et des mutations identitaires que subit le mouvement informel fait l'objet de la troisième partie.

Les membres de la seconde cohorte (chapitre 2), même lorsqu'ils appartiennent à la même génération démographique que les premiers informels, ne font pas partie de leur génération politique. Ils détiennent pourtant peu ou prou les mêmes caractéristiques sociales. Mais ils ne fréquentent pas de lieux de contestation politique; leurs trajectoires universitaires et professionnelles les en tiennent d'ailleurs éloignés. Ils ne lisent pas de samizdats, ne sont pas en conflit, même larvé, avec le pouvoir. Au contraire, ils sont plus intégrés dans l'appareil politique officiel. Ce n'est qu'à une phase avancée de la perestrojka (fin 1988-1989) qu'ils se perçoivent comme des opposants<sup>6</sup> et entrent dans le mouvement informel. Dès leur arrivée (on le verra dans la troisième partie), ces convertis de fraîche date radicalisent le mouvement dans ses formes d'organisation, ses alliances et son discours. Alors que les initiateurs du mouvement informel refusent en 1987-1988 de se définir explicitement comme des opposants et s'attachent à trouver des terrains d'entente et de coopération avec les réformateurs du Parti (dans une volonté de rupture avec la dissidence), le mouvement informel basculera, avec l'arrivée de la deuxième vague, dans une opposition frontale au régime.

Avant de présenter l'analyse des trajectoires, il convient de signaler que certaines questions n'ont pas été traitées de front, alors qu'elles le méritaient, parce que nous avons estimé ne pas détenir assez d'éléments pour étayer une réflexion plus approfondie. Nous n'avons par exemple abordé que de façon très indirecte les effets de la judéité sur la socialisation politique des individus. La proportion de femmes dans le mouvement informel, très faible à ses débuts et forte au moment des campagnes électorales de 1989 et 1990, est une question qui reste également à creuser. Nous n'avons pas non plus traité l'ancrage religieux de certains orthodoxes.

---

<sup>6</sup> Analysant la situation en RDA, S. PFAFF (Collective Identity and Informal Groups in Revolutionary Mobilization: East Germany in 1989. *Social Forces*, vol. 75, 1, sept. 1996, p. 91-117) explique que la majorité de la population ne croit plus au régime depuis longtemps, qu'elle vit une "double vie". Il n'est pas du tout sûr qu'on observe un tel phénomène en URSS où – les témoignages des membres de la seconde cohorte vont en tout cas dans ce sens – beaucoup ne découvrent certains pans de l'histoire de leur pays qu'au moment de la perestrojka, à l'occasion de publications dans la presse grand public, et se transforment seulement alors en critiques du régime.

## CHAPITRE 1

### LA SOCIALISATION POLITIQUE DES PREMIERS INFORMELS

Dès leur apparition, les clubs informels suscitent l'intérêt du monde scientifique<sup>7</sup>. Comme nous l'avons dit, certains auteurs y voient un mouvement de contestation des jeunes provoqué par une crise des modèles de socialisation semblable à celle qu'ont connue les pays occidentaux dans les années 1960. D'autres y voient un phénomène typiquement soviétique, engendré par un système administratif et bureaucratique qui a rejeté hors de ses frontières tout ce qui lui était étranger. Ces deux principes explicatifs, qu'ils présupposent que la société soviétique est "normale" mais en retard ou au contraire "spécifique", s'accordent pour montrer qu'à l'origine du mouvement informel se trouve un processus de "marginalisation sociale" et tendent à placer les informels parmi les marginaux à l'écart du système. Jusqu'en 1988-1989, le terme "marginal" a plutôt une connotation positive: il qualifie ceux qui ont refusé de se soumettre aux règles du régime par sens "moral", s'opposant aux "purs produits du système" situés "en haut" de la hiérarchie<sup>8</sup>. Le mouvement informel a ainsi été construit à partir d'oppositions binaires entre la "sphère officielle" et la "sphère informelle", les "produits du régime" et les "marginaux", le "haut" et le "bas".

Or, en adoptant de telles lignes de démarcation et de classement, le risque est peut-être de passer à côté de l'essentiel. D'une part, rien ne permet de supposer une quelconque homogénéité sociale entre les milliers de membres des clubs informels, et il semble plus qu'hasardeux de les qualifier en bloc de marginaux. D'autre part, poser une dichotomie entre la sphère "officielle" et une autre reléguée dans l'"illégalité" condamne à rester indifférent à l'existence de zones plus libres au sein de la sphère officielle, poreuses aux influences de la dissidence. On sait bien que dès la fin des années 1950 se sont développés, au sein même du "système", des foyers de pensée critique, et que certains intellectuels ont été publiés dans des revues aussi bien officielles que dissidentes. Parmi les fondateurs des clubs informels politiques, nombreux sont ceux à avoir baigné dans ces zones-là, cet entre-deux, avant la perestrojka.

Il serait probablement plus pertinent de voir dans l'apparition des clubs politiques du début de la perestrojka la coagulation de trois processus, travaillés par des temporalités différentes: (i) la consolidation, depuis les années 1960, de lieux de pensée hétérodoxe qui serviront de socles aux premiers clubs informels, (ii) les modes de socialisation politique d'une génération particulière, âgée d'une trentaine d'années au moment de la perestrojka, qui s'est nourrie de ces lieux politiques "parallèles", (iii) une impulsion du pouvoir qui, pour des raisons de luttes internes au PCUS après l'arrivée de M. Gorbačev au secrétariat général,

---

<sup>7</sup> Les publications commencent dès 1986. C'est le sociologue O. Janickij qui ouvre la voie par un article paru dans une revue théorique du Comité central du PCUS (O. JANICKIJ. Obščestvennye iniciativy i samodejatel'nost' mass [Initiatives sociales et groupes autonomes de masse]. *Kommunist*, 8, 1986, p. 61-71). En 1988 paraissent les premiers recueils scientifiques qui s'interrogent sur les aspects politiques du mouvement (voir par exemple S. DEJCEV. Neformal'nye moloděžnye ob'edinenija i demokratizacija političeskoj sistemy socialističeskogo obščestva v period perestrojki [Les associations informelles de jeunes et la démocratisation du système politique de la société socialiste pendant la perestrojka] In *Moloděž' i moloděžnye organizacii v političeskoj sisteme socialističeskogo obščestva* [La jeunesse et les organisations de jeunes dans le système politique de la société socialiste]. Moscou, 1988, p. 96-101). Très vite, les dirigeants des clubs politiques qui ont une formation en sciences sociales publient à leur tour sur le mouvement informel. Nous reviendrons plus en détail dans la seconde partie (chapitre 4) sur ce phénomène de mouvement auto-réflexif.

<sup>8</sup> Cf. supra la citation d'Oleg Janickij, note 68 de l'introduction générale p. 14.

laisse se développer de nouvelles formes de mobilisation qu'investit cette nouvelle "génération politique"<sup>9</sup>.

Les lieux de pensée critique qui ont contribué à la gestation des clubs informels sont situés principalement dans la sphère académique et la dissidence. Dans l'élan du XX<sup>ème</sup> Congrès du Parti en 1956, les "hommes des années 1960" ou "soixantards" avaient soutenu l'idée d'un "socialisme à visage humain" et voulu réformer le système soviétique de l'intérieur. Tenus à distance par le pouvoir politique dans les années 1970, ils ont néanmoins réussi à conserver leur statut social et à maintenir des foyers de pensée critique dans certaines institutions, notamment académiques. Quant aux "dissidents", et plus spécifiquement aux "défenseurs des droits de l'homme" (*pravozaščitniki*), ils sont apparus sur la scène politique après la destitution de Khrouchtchev. En rupture avec les soixantards, ils ont refusé de "jouer le jeu et de servir le régime", préférant une marginalisation sociale à tout compromis<sup>10</sup>.

Ces deux modèles d'action politique et de rapport au pouvoir ont servi de références à ceux qui formeront les premiers clubs informels, génération née dans l'après-guerre, de 15 à 20 ans plus jeune que les défenseurs des droits de l'homme et de 25 à 30 ans plus jeune que les soixantards. Les futurs informels appartiennent à une catégorie d'intellectuels, en gestation dans les années 1970, qui ont adopté des positions critiques envers le régime tout en s'efforçant d'être socialement intégrés (mais leur intégration sociale est nettement moins accomplie que celle des soixantards), et établi un rapport plus distant au pouvoir que ne l'avaient fait les soixantards tout en refusant de suivre la logique de marginalisation des dissidents. En fréquentant des espaces intermédiaires entre la sphère "officielle" et la sphère "illégal" dont les frontières étaient devenues floues, les futurs informels ont comme incorporé cette porosité à leurs propres trajectoires.

Ce qu'on cherche à saisir ici est la constitution à partir du début des années 1970 d'un des noyaux de ce que Mannheim nomme une "unité de génération". Pour caractériser rapidement la situation des militants politiques informels (tout au moins à Moscou) dans l'espace social, on peut dire que leurs origines sont relativement élevées et qu'ils sont engagés pour la plupart dans des carrières intellectuelles (recherche, enseignement). Pour saisir la "situation de génération", les cadres de la socialisation politique des informels de la première cohorte, un détour par l'histoire des deux milieux qui leur servent de référence et où ils nouent des relations – le milieu académique et la dissidence – nous semble indispensable (section A). L'analyse des trajectoires individuelles permettra dans un second temps (section B) de suivre les déplacements effectués par les futurs informels dans ces différents lieux, en fonction de leur héritage familial (position sociale et position politique) et de leurs premières expériences politiques en milieu étudiant. C'est à travers ces déplacements qu'ils construisent un rapport souvent ambivalent au pouvoir, qu'ils importeront plus tard dans le mouvement informel.

## **Section A. Deux espaces d'initiation contestataire**

Les deux "écoles politiques" auxquelles le noyau dur du mouvement informel a été formé – milieu académique réformateur et dissidence – ont été critiques envers le régime soviétique mais ont établi avec lui des relations très différentes. Après la mort de Staline, un soutien mutuel s'instaure entre une partie de la sphère académique et le pouvoir khrouchtchévien. Ces relations entre les réseaux scientifiques réformateurs et le pouvoir

---

<sup>9</sup> Les événements historiques et opportunités de mobilisation qui se présentent à une période déterminée ("effet de période") sont l'un des facteurs de transformation d'un groupe d'âge en une génération politique active, en un "groupe historique unique" (R. BRAUNGART et M. BRAUNGART. Les générations politiques In J. CRETE et P. FAVRE dir. *Génération et politique*, Paris: Economica, Les presses de l'Université de Laval, 1989, p. 22-23).

<sup>10</sup> A. BERELOWITCH, M. WIEVIORKA. *Les Russes d'en bas. Enquête sur la Russie post-communiste*. Paris: Seuil, 1996, p. 343.



politique se distendent après la chute de Khrouchtchev et la reprise en main du Parti par le courant conservateur. Les instituts réformistes deviennent alors des foyers de pensée critique à l'intérieur du système et prennent une certaine autonomie par rapport au pouvoir politique. La dissidence se pose, quant à elle, en mouvement oppositionnel *hors* système. Elle prend de l'ampleur jusqu'au début des années 1980 où elle est décimée par le pouvoir. Mais depuis quelques années déjà, l'idée d'une opposition frontale au système avait subi une certaine érosion au sein même du mouvement dissident. Etaient notamment apparus de nouveaux groupes cherchant à obtenir une reconnaissance officielle. La fin des années 1970 et le début des années 1980 correspondent à une période où les clivages entre "pouvoir" et "opposition" commencent à perdre de leur netteté, et c'est précisément à ce moment-là que de futurs informels entrent en contact avec la sphère académique et la dissidence.

## **I/ Un réseau académique réformateur**

Le champ académique connaît de profondes transformations après la mort de Staline. Les "réformateurs" y conquièrent des positions de pouvoir, occupent de nouveaux territoires stratégiques, grâce à l'appui du pouvoir khrouchtchévien. On assiste dans les années 1956-1964 à la création de nouveaux instituts et à une extension territoriale de l'Académie des sciences dans la partie asiatique du pays: ces nouveaux espaces seront investis par l'aile réformatrice de la sphère scientifique. Avec l'arrivée de Brejnev, les liens naguère étroits entre le pouvoir politique et ces instituts progressistes se relâchent. Mais des cercles de pensée hétérodoxe se maintiennent au sein du secteur académique et essaient d'étendre leur influence à d'autres sphères sociales (notamment à l'Administration et à l'industrie).

### **1/ Institutionnalisation de lieux de pensée critique: la création d'instituts de recherche réformateurs dans les années 1956-1964**

Deux logiques président à la création d'instituts de recherche en sciences sociales entre 1956 et 1964. La première consiste à découper la recherche empirique en zones économiques et géopolitiques (pays socialistes, pays capitalistes et Tiers-monde) et à attribuer ces domaines à de nouveaux instituts appelés à aider le pouvoir à concevoir ses réformes. La seconde logique vise à institutionnaliser de nouvelles approches "théoriques" et "méthodologiques".

Le pouvoir khrouchtchévien sollicite le milieu scientifique pour évaluer et redéfinir la position de l'URSS sur la scène internationale. En avril 1956, un Institut d'économie mondiale et de relations internationales (IMEMO) est créé pour étudier les systèmes économiques et politiques des pays capitalistes, leurs rapports avec leurs anciennes colonies et les relations entre les blocs capitaliste et socialiste. Sur le terrain politique, la création de l'IMEMO marque la défaite du courant stalinien mené par Molotov, favorable à un durcissement de l'attitude de l'URSS à l'égard de l'Occident<sup>11</sup>. Elle porte également un coup aux conservateurs de l'Académie des sciences puisqu'elle est officiellement justifiée par l'"incapacité" de l'Institut d'économie (créé sous Staline en 1930) à produire un "*travail scientifique sérieux*" sur les questions d'économie internationale et l'évolution économique et politique des pays capitalistes<sup>12</sup>.

---

<sup>11</sup> C. IBOS-HERVE. Les diplomates russes et la politique étrangère. *Les Etudes du CERI*, octobre 1997, 32, 36 p. Molotov, Commissaire du peuple aux Affaires étrangères en 1939-1949 et 1953-1956, est exclu du Présidium et du Comité central en 1956 et du Parti en 1962.

<sup>12</sup> Ce sont les termes de la Décision du Présidium de l'Académie des sciences de l'URSS portant création de l'IMEMO (PREZIDIUM AKADEMII NAUK SSSR. Postanovlenie N°155 "Ob organizacii Instituta mirovoj

Deux ans plus tard, l'Institut d'économie est amputé d'un autre segment de recherche empirique: son Secteur de l'économie des pays socialistes s'autonomise pour constituer le noyau de l'Institut d'économie du système socialiste mondial (IEMSS). Il se penchera sur les réformes en Hongrie et en Yougoslavie, et deviendra un centre important de pensée réformiste<sup>13</sup>.

Pour accompagner la réforme économique de 1957 impliquant une décentralisation des pôles de décision économique<sup>14</sup>, les réformateurs du Parti cherchent à décentraliser la recherche, à développer l'Est du pays et à rapprocher l'enseignement, la recherche et le développement (c'est l'un des objectifs de la réforme de l'éducation de 1958). A cette fin, ils créent en 1957 une cité académique (Akademgorodok) près de Novossibirsk, qui devient le siège de l'antenne sibérienne de l'Académie des sciences<sup>15</sup>. Cette branche sera elle aussi une place forte des réformateurs en économie et en sociologie non seulement sous Khrouchtchev mais aussi durant la période brejnévienne. La position géographiquement excentrée de Novossibirsk permet en effet de contourner les restrictions idéologiques imposées aux instituts moscovites, mais elle a également pour conséquence d'éloigner les chercheurs qui en dépendent des centres décisionnels du monde scientifique et politique.

D'autres instituts sont nés sous la poussée de nouvelles disciplines et méthodes, comme l'économie mathématique ou la sociologie. L'économétrie s'institutionnalise à grande vitesse. En l'espace de huit ans, de 1958 à 1966, les tenants de ce courant méthodologique créent deux laboratoires, prennent la direction de deux instituts d'économie et établissent des relations étroites avec la sociologie, également en voie d'institutionnalisation. L'impulsion première est donnée par un statisticien de renom, membre de l'Académie des sciences, V.S. Nemčinov<sup>16</sup>, qui à la fin des années 1950 souhaite fonder un institut d'économétrie pour contrecarrer la domination des "conservateurs" et de leur domaine réservé, l'économie politique<sup>17</sup>. En 1958 est créé à Moscou et Leningrad un premier laboratoire d'économétrie, appelé à constituer le noyau de cet institut. Face à la résistance des conservateurs, les économètres doivent toutefois se contenter d'un simple laboratoire qu'ils sont autorisés à constituer à Novossibirsk, au sein de l'Institut de mathématiques. En 1963, le gouvernement soviétique, désireux d'accélérer l'introduction de l'informatique dans l'économie, autorise enfin la fondation d'un Institut central d'économie mathématique (CEMI) à Moscou<sup>18</sup>. Trois ans plus tard, les économètres prennent le contrôle d'un autre institut, l'Institut d'économie et d'organisation de la production industrielle (IEOPP) de Novossibirsk, dirigé par A. Aganbegjan.

---

èkonimiki i meždunarodnyh otnošenij Akademii nauk SSSR" [Décision N°155 sur l'organisation de l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales de l'Académie des sciences de l'URSS], 13 avril 1956).

<sup>13</sup> A. BROWN. *The Gorbachev Factor*. Oxford: Oxford University Press, 1996, p. 21.

<sup>14</sup> 105 conseils économiques régionaux (*sovnarkhozes*) sont créés en 1957, en remplacement des ministères économiques centraux. Un an après la destitution de Khrouchtchev (octobre 1964), les *sovnarkhozes* seront liquidés et les ministères industriels rétablis.

<sup>15</sup> Sur la création de cette antenne sibérienne, voir E.T. ARTEMOV. *Sozdanie Sibirskogo otdelenija AN SSSR – istoričeskij rubež v razvitii sovetsoj nauki* [Création de l'antenne sibérienne de l'Académie des sciences de l'URSS: une rupture historique dans le développement de la science soviétique]. *Izvestija SO AN. Serija Istorija, Filologija i Filosofija*, vol. 3, 16, 1987, p. 30-36.

<sup>16</sup> Vasilij Nemčinov avait commencé sa carrière dans les années 1920 à la Direction centrale de la statistique (CSU). Tenu responsable des "mauvais" chiffres sur la récolte de 1931, il avait été licencié en 1932 (cf. A. BLUM, M. MESPOULET. *L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*. Paris: La Découverte, 2003, p. 110-113).

<sup>17</sup> E. VODIČEV, N. KUPERŠTOH. *Pervoe desjatiletie istorii Novosibirskogo naučnogo centra: institucional'nye kollizii i sud'by naučnyh liderov* [La première décennie de l'histoire du Centre scientifique de Novossibirsk: conflits institutionnels et destinées des leaders scientifiques], Novossibirsk, ca 2002.

<sup>18</sup> Sur l'histoire du CEMI, voir "Kak sozdavalsja CEMI" [Comment le CEMI a été créé] sur le site de l'institut: <http://www.cemi.rssi.ru/rus/index0.htm> et P. SUTELA. *Economic Thought and Economic Reform in the Soviet Union*. Cambridge: Cambridge University Press, 1991.

Cette progression institutionnelle est le signe de la reconnaissance officielle non seulement d'une méthode – l'introduction des mathématiques et de l'informatique dans la gestion et la planification de l'économie –, mais aussi d'un courant de pensée: le "socialisme de marché". Les chercheurs du CEMI élaborent en effet une théorie baptisée "système de fonctionnement optimal de l'économie" (SOFE), visant à introduire "des mécanismes de marché dans la théorie et la pratique de l'économie socialiste". Etudiant les processus inflationnistes à l'œuvre en URSS, ils concluent à la nécessité de décentraliser la gestion de l'économie, d'octroyer une plus ample autonomie aux entreprises (en leur permettant entre autres d'accéder directement aux ressources par un marché de gros), de déterminer les prix non plus par les coûts mais par la valeur et de les laisser fluctuer. En 1965, les travaux des pères fondateurs de l'économétrie (Nemčinov, Kantorovič et Novožilov) sont récompensés par la plus haute distinction scientifique décernée par le Gouvernement (le prix Lénine).

L'institutionnalisation de la sociologie avance, quant à elle, à plus petits pas. Sa première incarnation institutionnelle date aussi de 1958, mais il ne s'agit ni d'un laboratoire ni *a fortiori* d'un institut, seulement d'une "association": l'Association soviétique de sociologie (SSA). Le premier laboratoire, consacré aux recherches sur le travail et la vie quotidienne, est créé en 1961 à l'Institut de philosophie de Moscou<sup>19</sup>. Jusqu'en 1968, où apparaît le premier *institut* de sociologie (Institut de recherches sociales concrètes, IKSI), cette discipline reste donc sous la coupe de la philosophie, gardienne du dogme.

Pour se soustraire à cette tutelle idéologique, la sociologie, tout comme certaines écoles historiques, privilégie la voie des études empiriques. En histoire, l'école dite de la "nouvelle orientation", dirigée par Mihail Gefter, appelle au développement de recherches sur le modèle du *Dix huit brumaire de Louis Bonaparte*, contre un "matérialisme historique" qui "*refuse de confronter la théorie à la réalité sociale*"<sup>20</sup>. Dans le domaine de la sociologie, si les premières études sur le travail sont encouragées par le pouvoir, celles portant sur d'autres champs d'investigation sont accueillies avec réticence. Mais, tout au moins dans les années 1960, aucune tentative n'est faite pour les stopper<sup>21</sup>.

Sur le plan institutionnel, les sociologues cherchent à se placer sous la protection des économistes, notamment des instituts d'économétrie. L'IEOPP de Novossibirsk accueille dès 1961 un Centre d'étude des problèmes de la jeunesse, et en 1966 un *département* de sociologie du travail placé sous la direction de T. Zaslavskaja.

## 2/ A la recherche d'un appui mutuel avec l'appareil politique

Les instituts créés dans les années 1960 étendent leur influence en amont (à l'Université) et en aval (dans l'Administration de l'Etat et le Parti) de la recherche. Le pouvoir post-stalinien n'a pas freiné cette expansion. Au contraire, recherchant l'appui de l'establishment académique, il aurait même formé le projet de doter cette composante de l'élite soviétique d'un pouvoir de décision, au même titre que "*l'appareil du Parti, la bureaucratie administrative et le complexe militaro-industriel*"<sup>22</sup>.

Certains de ces nouveaux instituts sont autorisés à créer des chaires dans des établissements supérieurs situés au sommet de la hiérarchie universitaire, e.g. à l'Université

<sup>19</sup> A. BERELOWITCH. Préface In Youri LEVADA. *Entre le passé et l'avenir. L'homme soviétique ordinaire. Enquête*. Paris: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1993, p. 9-24.

<sup>20</sup> B. KAGARLITSKY. *Les intellectuels et l'Etat soviétique de 1917 à nos jours*. Paris: PUF, 1993, p. 245. Sur le travail de l'école historique de M. Gefter, voir aussi R. MARKWICK. Catalyst of Historiography. Marxism and Dissidence: The Sector of Methodology of the Institute of History, Soviet Academy of Sciences, 1964-68. *Europe-Asia Studies*, 46 (4), Soviet and East European History, 1994, p. 579-596.

<sup>21</sup> E. VODIČEV, N. KUPERŠTOH. *Pervoe desjatiletie istorii...*, *op. cit.*

<sup>22</sup> *ibid.*

d'Etat de Moscou (MGU), place stratégique pour s'intégrer dans les réseaux de pouvoir, ou à l'Université d'Etat de Novossibirsk, appelée à jouer le rôle de vivier de l'antenne sibérienne de l'Académie des sciences.

Une chaire des "méthodes mathématiques d'analyse de l'économie" est créée au MGU en 1962 par le même V. Nemčinov, fondateur de l'Institut central d'économie mathématique (CEMI). Pendant plus de trente ans, cette chaire est dirigée presque sans discontinuer par des chercheurs étant ou ayant été en poste au CEMI<sup>23</sup>. L'Institut d'économie du système socialiste mondial (IEMSS) dispose également d'une chaire d'"économie géographique des pays socialistes" à la faculté de géographie du MGU. Enfin l'Institut d'économie et d'organisation de la production industrielle (IEOPP) fonde au début des années 1960 une chaire d'"économie politique" et une section de "cybernétique économique" à l'Université d'Etat de Novossibirsk.

La possession d'une chaire dans de tels établissements, outre qu'elle permet de contrôler la formation et le recrutement de jeunes chercheurs, est aussi un puissant moyen d'asseoir sa légitimité dans le champ *académique*, surtout en cas de revirement politique.

On a vu que le pouvoir politique sous Khrouchtchev croyait fermement en la science comme source d'information et aide à la décision. Les nouveaux instituts sont mis à contribution. A leur création, l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales (IMEMO) ou l'Institut de recherches sociales concrètes (IKSI), par exemple, reçoivent la mission de formuler des recommandations au gouvernement<sup>24</sup>.

Le CEMI inaugure une autre forme d'interaction avec le pouvoir en étendant son influence à des administrations liées à la planification. En 1966, un groupe de chercheurs de cet institut s'implante au Comité d'Etat pour l'approvisionnement matériel et technique (*Gossnab*), cœur opérationnel du système de planification chargé de fournir aux entreprises ce dont elles ont besoin pour remplir le Plan. Cette démarche vise à réformer une institution qui, aux yeux des pères fondateurs de l'économétrie, constitue le "*principal obstacle au développement économique*" parce qu'elle fixe les prix de façon "*totalement arbitraire*" et pousse au gaspillage du capital qui ne coûte rien<sup>25</sup>. Dans les années 1970, les économètres prennent pied également au Comité d'Etat pour la science et la technique (GKNT)<sup>26</sup>, chargé de planifier la recherche et d'apporter une aide à la décision dans le domaine du développement industriel. Enfin des chercheurs d'instituts réformistes sont sollicités à titre individuel pour conseiller le Comité central du Parti, position qui leur permet d'accéder à des postes de responsabilité dans la hiérarchie académique (direction d'instituts) et universitaire.

Dans le domaine économique, N. Petrakov, chercheur au CEMI à partir de 1965, participe au groupe de réflexion sur la réforme économique de Liberman et Kantorovič en 1965. Il gravit par la suite les échelons de la hiérarchie du CEMI jusqu'au poste de directeur adjoint qu'il occupe de 1981 à 1990.

Dans le domaine des relations internationales, Ju. Andropov, chef du Secteur des pays socialistes au Département des relations internationales du Comité central de 1957 à 1967, recrute ses consultants à l'Académie des sciences. "*Au sein de ce*

---

<sup>23</sup> Voir le site du CEMI: <http://www.cemi.rssi.ru/rus/index0.htm>

<sup>24</sup> Voir PREZIDIUM AKADEMII NAUK SSSR. Postanovlenie N°155, *op. cit.*, 1956 (décision portant création de l'IMEMO). Concernant l'IKSI, voir A. BERELOWITCH. Préface In Y. LEVADA. *Entre le passé et l'avenir...*, *op. cit.*, p. 16.

<sup>25</sup> M. LEWIN. *Le siècle soviétique*. Paris: Fayard/Le Monde diplomatique, 2003, p. 315. Sur le Gossnab, cf. p. 447-451.

<sup>26</sup> N. FEDORENKO. *Vspominaja prošloe, vzgljadyvaju v buduščee* [En me rappelant le passé, je regarde l'avenir]. Moscou: Nauka, 1999.

*bastion du dogmatisme qu'était la Vieille Place* [siège du Comité central], indique M. Lewin, *le bureau d'Andropov était le 'monde libre'*<sup>27</sup>. Andropov détient alors une position importante dans la hiérarchie (de simple membre du Comité central en 1961, il passe secrétaire en 1962), signe que ses conseillers sont "couverts" à un niveau relativement élevé. Figurent parmi les consultants d'Andropov G. Arbatov et O. Bogomolov, qui deviendront respectivement directeur de l'Institut des Etats-Unis et du Canada (né d'une subdivision de l'IMEMO) en 1967 et directeur de l'Institut d'économie du système socialiste mondial (IEMSS) en 1969. O. Bogomolov cumulera la direction de l'IEMSS avec celle de la chaire d'économie des pays socialistes du MGU.

Enfin, un autre membre du Comité Central, Aleksej Rumjancev, rassemble autour de lui des historiens et sociologues proches de la revue *Novyj mir* (L. Batkin, M. Gefter, Karjakin)<sup>28</sup>.

### 3/ Les stratégies de survie à partir des années 1970

Sous Brejnev, les liens entre instituts réformateurs et pouvoir politique se relâchent. Les réformateurs essaient néanmoins de conserver leurs positions dans le champ académique en posant comme des marques de prestige universel leurs propres traits distinctifs: proximité intellectuelle avec l'Occident, pluridisciplinarité, existence de passerelles avec l'enseignement supérieur et le monde économique.

Le revirement politique à l'égard des réformateurs du secteur scientifique devient tangible à partir de 1968. La théorie du "fonctionnement optimal de l'économie" (SOFE) du CEMI ne fait l'objet d'aucune publication de 1968 à 1974. L'école historique de M. Gefter est réduite au silence en 1969 après la fermeture du Secteur de méthodologie qu'il dirigeait depuis cinq ans à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences. En 1972, l'institut de sociologie (IKSI) et l'Association soviétique de sociologie (SSA) passent sous le contrôle des conservateurs<sup>29</sup>.

Les chercheurs du courant réformateur poursuivent néanmoins leurs réflexions critiques, mais sont contraints d'user de détours:

"Les sociologues, historiens et politologues soviétiques ont élaboré une forme bien particulière de pensée associative. Ils étudient les problèmes réels de leur pays, alors même qu'il leur est interdit d'en discuter, voire, dans certains cas, de les mentionner. Il ne leur reste donc plus qu'à étudier des problèmes semblables en s'appuyant sur des matériaux empruntés à d'autres pays et à d'autres époques"<sup>30</sup>.

De nombreuses recherches sur les pays étrangers, l'histoire de l'Occident ou du Tiers-monde, ont pour objet implicite la société soviétique. Ainsi, pour analyser le système de domination de l'appareil bureaucratique soviétique, est-il d'usage de recourir au concept de "mode de production asiatique" appliqué aux pays du Tiers-monde<sup>31</sup>.

<sup>27</sup> M. LEWIN. *Le siècle soviétique*, op. cit., p. 320.

<sup>28</sup> V. SHLAPENTOKH. *Soviet Intellectuals and Political Power. The Post-Stalin Era*. Princeton: Princeton University Press, New Jersey, 1990, p. 118.

<sup>29</sup> La reprise en main de l'IKSI commence avec le renvoi de Ju. Levada, survenu après la publication de ses cours de sociologie à la faculté de journalisme de l'Université d'Etat de Moscou en 1967-1968. Voir à ce propos A. BERELOWITCH. Préface In Y. LEVADA. *Entre le passé et l'avenir...*, op. cit., p. 16, et M. PUGAČĚVA. Institut konkretnyh social'nyh issledovanij Akademii nauk SSSR, 1968-1972 gody [L'Institut de recherches sociales concrètes de l'Académie des sciences de l'URSS, 1968-1972]. *Sociologičeskij žurnal*, 2, 1994, p. 167-168.

<sup>30</sup> B. KAGARLITSKY. *Les intellectuels et l'Etat soviétique de 1917 à nos jours...*, op. cit., p. 90.

<sup>31</sup> *ibid.*, p. 249.

Les instituts créés dans les années 1960, par leur orientation méthodologique ou empirique, ont conquis une proximité intellectuelle avec l'Occident qui est perçue par une fraction des intellectuels comme un signe de prestige<sup>32</sup>, voire un moyen de distinguer la "vraie" science de l'idéologie:

"Sous le couvert de méthodes mathématiques, explique I. Mintusov (chercheur au CEMI, membre du club Perestrojka), on développait [au CEMI] une réflexion allant plus ou moins dans le même sens qu'en Occident. C'était un des rares domaines de la pensée économique où le niveau de travail correspondait au standard occidental. On ne pouvait pas en dire autant de l'Institut d'économie qui ne faisait que de l'économie politique" (I. Mintusov, entretien du 15/8/1994).

Les instituts scientifiques, principalement d'économie, restés aux mains des réformateurs deviennent aussi des refuges pour les chercheurs d'autres disciplines tombés en disgrâce. Ainsi, après la prise en main de l'institut de sociologie (IKSI) par les conservateurs en 1972, des sociologues rejoignent l'Institut central d'économie mathématique (CEMI), l'Institut du mouvement ouvrier international (IMRD) ou l'Institut de l'Etat et du droit. Certains y animent des séminaires "semi-officiels" ou "semi-clandestins" en marge des programmes de recherche officiels. Pendant la période brejnévienne, ces séminaires confidentiels sont considérés comme le lieu des "vraies" communications scientifiques, tandis que les séminaires ouverts ou les publications à grand tirage plutôt comme le domaine des "bureaucrates" et des "encenseurs du régime"<sup>33</sup>.

Les instituts réformateurs s'efforcent de maintenir, voire d'étendre leur influence auprès d'acteurs extérieurs à l'Académie des sciences. Malgré certaines attaques, ils arrivent à conserver leurs chaires universitaires<sup>34</sup>. Les économètres cherchent par ailleurs à compenser la faiblesse de leur position politique en renforçant leur influence sur le monde des entreprises. La pénétration se fait entre autres par l'intermédiaire de la revue *Eko*, publiée à partir de 1970 par l'antenne sibérienne de Novossibirsk sous la direction de A. Aganbegjan (T. Zaslavskaja est membre du comité de rédaction). La revue, à laquelle contribuent des économistes de Novossibirsk et de Moscou (CEMI), mais aussi des sociologues et philosophes, est largement diffusée auprès des chefs d'entreprise et des gestionnaires de ministères économiques<sup>35</sup>. Certains analystes décrivent cette entreprise comme visant à constituer la "nomenclatura économique" en "lobby"<sup>36</sup>.

En essayant de maintenir leurs positions dans leur propre champ et d'établir des passerelles vers d'autres secteurs, les instituts réformistes ont formé ce que M. Ferro appelle des "aires de micro-autonomie"<sup>37</sup>. Après une phase, dans les années 1920, où les institutions étatiques ou sociales ont été noyautées par les bolcheviks et dépossédées de leur objet social (les syndicats l'ont été de la défense des travailleurs dans les entreprises), certaines réussissent, dès les années 1930 mais surtout sous Khrouchtchev et Brejnev, à s'approprier de nouvelles parcelles de compétence (les syndicats s'occupent de la gestion des maisons de

---

<sup>32</sup> V. SHLAPENTOKH. *Soviet Intellectuals and Political Power...*, *op. cit.*

<sup>33</sup> A. MONGILI. *Sociologues et sociologie des sciences en URSS. Le cas de l'Institut d'histoire des sciences naturelles et de la technologie de Moscou*. Th: Sociologie: Paris: 1993, p. 164-188.

<sup>34</sup> Voir par exemple l'historique de la chaire d'économie mathématique du MGU sur le site: <http://mmae.econ.msu.ru/page%2044.htm>.

<sup>35</sup> La revue *Eko* tire en 1984 à 163 000 exemplaires, alors que les autres revues d'économie ont un tirage moyen de 40 000 exemplaires (M.-H. MANDRILLON. Une revue vivante: *Eko. Annales Economies Sociétés Civilisations*, juillet-août 1985, 4, p. 829-831).

<sup>36</sup> *ibid.*

<sup>37</sup> M. FERRO. Y a-t-il "trop de démocratie" en URSS? *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, juillet-août 1985, 4, p. 811-827.

repos), procèdent à des échanges inter- et micro-institutionnels, investissent des organes de pouvoir pour défendre leurs positions. En relâchant ses liens privilégiés avec le réseau d'institutions académiques constitué dans les années 1960, le pouvoir politique l'a involontairement incité à étendre son réseau d'influence à d'autres secteurs et à se doter d'une certaine autonomie vis-à-vis de lui. Les instituts ont érigé en signes de prestige les formes par lesquelles ils se sont adaptés à la nouvelle conjoncture. En créant une nouvelle échelle de valeur au sein de l'espace académique et en étant crédités d'une reconnaissance extérieure, ils ont peu à peu délégitimé les instituts "aux ordres du Parti".

## II/ Un mouvement dissident en crise

Certains informels de la première cohorte entrent en relation avec des groupes dissidents dans les années 1970, à un moment où l'opposition traverse une crise aiguë due à une répression accrue du pouvoir et à une remise en cause interne de la prédominance des "défenseurs des droits de l'homme".

Au lendemain de l'invasion de la Tchécoslovaquie, le "socialisme démocratique", défendu par les soixantards qui souhaitaient démocratiser le Parti et réformer l'appareil du pouvoir de l'intérieur, perd toute crédibilité auprès des cercles intellectuels contestataires. A la faveur de ce recul, le courant non socialiste des "défenseurs des droits de l'homme" occupe rapidement tout le terrain de la dissidence, et on ne fait plus guère de différence entre "défenseurs des droits de l'homme" et "dissidents":

"Aux yeux des Soviétiques et de l'Occident, le mouvement des défenseurs des droits de l'homme était représenté par l'intelligentsia moscovite [...]. Ces gens avaient donné au mouvement tout son prestige, lui avaient donné ses traits distinctifs, si bien qu'il s'est produit une confusion des termes et que tous les dissidents en URSS ont été appelés 'défenseurs des droits de l'homme'"<sup>38</sup>.

Or le mouvement dissident est très hétérogène: il comporte, outre les défenseurs des droits de l'homme, des mouvements de libération nationale dans les républiques soviétiques, des groupes ethniques, religieux, des groupes de défense des droits économiques et sociaux...<sup>39</sup> Le noyau dirigeant du mouvement de défense des droits de l'homme maintient sa position dominante grâce à une forte cohésion interne et un très faible degré d'ouverture aux nouveaux venus.

Il impose à l'ensemble de la dissidence une vision "juridiste" du jeu politique dans lequel s'affrontent deux parties – la société, représentée par la dissidence, et le pouvoir –, sous l'œil d'un Occident censé jouer le rôle de juge du respect en URSS des normes de droit international. Dans la période 1976-1982, explique L. Alekseeva, les "défenseurs des droits de l'homme" entendaient "contraindre le pouvoir au dialogue avec la société par la médiation des gouvernements des pays du monde libre"<sup>40</sup> [souligné par CS].

A la fin des années 1970, la prédominance des défenseurs des droits de l'homme et leur définition du jeu politique se font vacillantes. Entre 1979 et 1981, le pouvoir neutralise le noyau dirigeant du mouvement en procédant à l'arrestation de 500 dissidents parmi les plus connus. Ces arrestations entraînent un profond remaniement du mouvement: les seconds

---

<sup>38</sup> L. ALEKSEEVA. *Istorija inakomyслиja v SSSR* [Histoire de la dissidence en URSS]. Vermont: Khronika Press, 1984 (chap. 16-VII).

<sup>39</sup> Sur la diversité des groupes dissidents, voir par exemple D. KOWALEWSKI. Human Rights Protest in the USSR: Statistical Trends for 1965-78. *Universal Human Rights*, 2 (1), janv-mars 1980, p. 5-29. Cet article porte sur la période antérieure à l'essor des défenseurs des droits de l'homme à partir de 1976.

<sup>40</sup> *ibid.*, avant-propos.

couteaux d'hier prennent la relève, de nouvelles organisations émergent, désireuses de rompre avec une vision crispée du jeu politique imposée par les "dissidents traditionnels". Certaines préconisent un rapprochement avec le pouvoir, convaincues que la sphère "illégal" est par essence liée dans un rapport de continuité avec la sphère "légal"<sup>41</sup>. Une nouvelle revue, *Poiski* (Quêtes), se déclare ouverte au dialogue avec le pouvoir. Des organisations se tournent vers des terrains d'action concrets (le droit du travail notamment) plutôt que vers la défense abstraite des droits de l'homme, et aspirent à une reconnaissance officielle<sup>42</sup>. La gauche refait surface au sein de la dissidence (le groupe des "Jeunes socialistes", par exemple, est l'un des premiers de ce courant à voir le jour à Moscou). C'est précisément dans ce type d'organisations nouvelles, nous le verrons, que s'engagent ceux qui deviendront par la suite des informels.

Toutefois le pouvoir reste aveugle à cette évolution embryonnaire et, conférant au mouvement une puissante capacité de mobilisation<sup>43</sup>, réprime indifféremment dissidents "traditionnels" et "contestataires". En 1983-1984, le mouvement n'existe pratiquement plus.

L'Académie des sciences et la dissidence sont des lieux où les futurs informels ont pu observer différentes formes d'interaction avec le pouvoir. Ces schèmes de pensée et d'action, auxquels les acteurs (les informels, tout autant que leurs protecteurs de l'Académie des sciences et les responsables du Parti) ont été exposés, serviront de référence implicite au jeu politique entre les clubs informels, le Parti et l'Académie des sciences au moment de la perestrojka.

## **Section B. Entre l'"officiel" et le "clandestin": les ressorts sociaux de l'invention d'une pratique politique ambiguë**

Une part importante d'informels de la première cohorte s'est engagée assez tôt et de façon durable dans des activités politiques hors des structures officielles. Cette distanciation à l'égard du "système" ne les a cependant pas empêchés de mobiliser toutes les ressources disponibles pour se placer dans les meilleurs établissements et obtenir les meilleures affectations possibles. Pris dans une sorte de double injonction (d'intégration sociale et de distanciation à l'égard du régime), ils ont choisi une voie ambivalente:

"Vivre et prospérer dans le Système avait quelque chose de honteux, aller à l'affrontement semblait être une solution sans issue et dénuée de sens, partir était d'une banalité et avait quelque chose d'indécent. Le choix le plus honnête semblait être de vivre un peu à l'écart, dans un état d'intégration/exclusion, à moitié dans l'émigration intérieure, à moitié dans des sphères d'activité qui n'avaient pas encore été complètement digérées par le Système. Mais la tentation de la réussite sociale et la peur d'être un outsider étaient, pour être franc, des éléments tout aussi constitutifs de

---

<sup>41</sup> B. Kagarlickij, membre du groupe des Jeunes socialistes, souligne par exemple que "*les phénomènes les plus importants du samizdat [...] ont toujours été engendrés par des processus nés dans la culture légale*" (B. KAGARLITSKY. *Les intellectuels et l'Etat soviétique de 1917 à nos jours...*, op. cit., p. 226).

<sup>42</sup> Début 1978, un syndicat autonome se constitue et tente d'obtenir son enregistrement officiel. Ses fondateurs envoient leur demande aux autorités soviétiques et en informent les instances internationales compétentes (le Bureau international du travail et la Conférence internationale des syndicats). Après un silence prolongé de tous les destinataires, un nouveau syndicat indépendant est créé en décembre 1978, l'Union libre et interprofessionnelle des travailleurs (*Svobodnoe mezprofessional'noe ob'edinenie trudjaščihsja*, SMOT), qui vise cette fois-ci non pas une reconnaissance explicite mais tacite: nulle demande d'enregistrement n'est envoyée aux autorités, mais les membres de l'organe dirigeant refusent la clandestinité et dévoilent leurs noms (L. ALEKSEEVA. *Istorija inakomyslija v SSSR...*, op. cit., chap. 18).

<sup>43</sup> Le KGB estimait à 8,5 millions le nombre de sympathisants potentiellement mobilisables par l'opposition (M. LEWIN. *Le siècle soviétique...*, op. cit., p. 410).



cette vie. Chaque jour, il fallait faire des compromis qu'il n'était pas d'usage de raconter à ses amis. Et nous ne voyions pas de fin à cette situation, tout au moins de notre vivant"<sup>44</sup>.

La disposition de ces acteurs à s'orienter vers des lieux de sociabilité politique parallèle s'explique en fait par trois facteurs:

- la pente même de leur trajectoire sociale. Presque tous les informels de la première cohorte de l'échantillon appartiennent à des familles en ascension depuis la Révolution, mais c'est la première génération à obtenir des titres scolaires suffisamment élevés pour accéder de façon légitime à l'intelligentsia. Et l'accès à sa partie la plus "prestigieuse" (e.g. le milieu académique critique) suppose aussi d'être familiarisé avec une certaine culture politique. La fréquentation des lieux de pensée hétérodoxe tenus par les soixantards (et, dans une moindre mesure, les dissidents) devient l'une des voies possibles dans ce mouvement ascensionnel,
- la dynamique propre au milieu universitaire dans les années 1970 où l'activité politique parallèle devient une pratique de plus en plus courante,
- l'appartenance à des familles particulièrement politisées, incitatrices à un engagement précoce dans des structures hors des circuits officiels.

Les individus qui ont été actifs dans des réseaux politiques alternatifs pendant leurs études et qui sont passés par des lieux de pensée hétérodoxe au sein de l'intelligentsia réformatrice ont vu s'accroître leurs chances d'entrer très tôt dans les clubs informels de la perestrojka.

Notre objet est ici de comprendre comment ces futurs informels ont intégré ces lieux de socialisation politique hétérodoxe à leurs trajectoires universitaires puis professionnelles, et les ont utilisés pour construire leur propre rapport au pouvoir.

## **I/ Héritages familiaux, sens du placement et prise de risques**

La période universitaire est un nœud important de la trajectoire biographique. Elle offre surtout un poste d'observation privilégié tant des origines familiales que des voies professionnelles possibles qui s'ouvrent aux acteurs (leur *champ des possibles biographiques*). C'est un moment d'utilisation active et de transformation du patrimoine familial, mais aussi, pour la plupart des informels de la première cohorte, d'apprentissage de pratiques politiques "déviantes". Le milieu universitaire est en effet de plus en plus pénétré par des phénomènes politiques qui échappent aux structures officielles (présence de certains réseaux dissidents et multiplication de groupes étudiantins indépendants du Komsomol).

La carrière universitaire, c'est-à-dire les "*placements et déplacements*" successifs, doit être appréhendée dans son historicité, l'espace social dans lequel évoluent les trajectoires biographiques étant "*lui-même en devenir et soumis à d'incessantes transformations*"<sup>45</sup>. Dans la période 1965-1980, au moment où la génération née entre 1948 et 1964 (qui forme le noyau de la première cohorte) fait son entrée dans l'enseignement supérieur, la fonction et les contours de l'institution universitaire subissent de profonds changements. Il ne s'agit plus d'une période de promotion sociale généralisée, mais plutôt de reproduction, de maintien des positions sociales conquises par les parents au lendemain de la guerre: le titre scolaire sert à légitimer l'accession de la famille à l'intelligentsia, commencée une ou deux générations auparavant. Mais cette reproduction sociale se produit dans un contexte fortement

---

<sup>44</sup> A. FADIN. Katastrofičeskaja cena obnovlenija [Le prix catastrophique du nouveau] In *Inoe. Hrestomatija novogo rossijskogo samoznania*. Moscou, 1995.

<sup>45</sup> P. BOURDIEU. L'illusion biographique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 1986, 62-63, p. 69-72.

concurrentiel du fait de l'arrivée des générations pleines d'après-guerre auxquelles appartiennent les informels de la première cohorte.

Pour mieux comprendre les stratégies universitaires, on a décomposé les trajectoires en trois types de placement: (1) le placement dans les établissements, qui est un indicateur particulièrement pertinent de la position familiale dans l'espace social, (2) le placement dans les filières, qui indique une tendance des futurs informels à s'orienter vers des disciplines ayant un rapport au politique, mais ne menant pas à des carrières politiques officielles (dans le Parti), (3) l'entrée dans des formes d'activité politique hors du cadre officiel.

## 1/ Etablissements supérieurs prestigieux

Lorsqu'on analyse les trajectoires familiales des informels de la première cohorte nés entre 1948 et 1964, on constate qu'un nombre important de pères a été promu dans l'immédiat après-guerre<sup>46</sup>, période où les anciens combattants issus de milieux modestes (paysans, artisans, ouvriers) ont reçu une formation supérieure et ont été massivement recrutés par l'armée et l'industrie militaire<sup>47</sup>. Mais, comme le montre notre échantillon, d'autres catégories sociales ont elles aussi profité de ces opportunités de promotion sociale. Des enfants d'ingénieurs, techniciens et militaires ont reçu une instruction d'un niveau supérieur à celui de leurs parents dans un domaine connexe (des enfants de militaires deviennent ingénieurs, et vice versa). Le statut de combattant du front (*frontovik*) a également permis à des enfants de déclassés des années 1930 (enfants de victimes de purges ou issus de catégories sociales "ennemies": prêtres, nobles, etc.) de faire peau neuve et d'effacer les signes de stigmatisation: certains sont entrés au Parti pendant la guerre puis se sont engagés dans l'armée ou l'industrie qui, souffrant d'une pénurie de main d'œuvre<sup>48</sup>, ont été alors moins sélectives.

Ces promus ont pu occuper des postes élevés dans leurs sphères professionnelles sans pour autant que leur niveau hiérarchique soit adossé à un titre scolaire prestigieux. Aussi, ce qui se joue dans les stratégies de placement de leurs enfants dans les établissements supérieurs est le *maintien* de la position sociale par l'obtention d'un titre scolaire *plus* prestigieux (le titre en question ne donnant pas nécessairement accès à une position sociale plus élevée).

Or, ce maintien de la position sociale est d'autant plus difficile à assurer que l'entrée du noyau générationnel du mouvement informel dans l'enseignement supérieur à partir du milieu des années 1960 coïncide avec une période de forte concurrence entre groupes dominants pour l'accès aux établissements situés au sommet de la hiérarchie scolaire. Si l'arrivée des générations pleines d'après-guerre et la généralisation de l'enseignement secondaire complet à partir du milieu des années 1950 entraînent une augmentation du nombre des admissions à l'Université<sup>49</sup>, les chances d'accès à l'enseignement supérieur se réduisent. En effet, entre 1965

---

<sup>46</sup> C'est le cas de 20 pères sur les 26 familles d'informels de la première cohorte nés entre 1948 et 1964 dont nous connaissons les trajectoires professionnelles sur trois générations. Nous ne disposons pas de précisions suffisantes sur la profession des grands-parents des 9 autres membres de la première cohorte interrogés.

<sup>47</sup> Les effectifs permanents de l'armée doublent presque entre 1938 et 1948, passant de 1,5 à 2,87 millions d'hommes (J. SAPIR. *Le système militaire soviétique*. Paris: La Découverte, 1988, p. 236 et 243), et le secteur de la production militaire ne cesse de croître. Dans les années 1980, le complexe militaro-industriel est composé de dix ministères spécialisés dont dépendent de multiples instituts de recherche, bureaux d'études et quelques 150 usines, ensemble auquel il faut ajouter les industries chimiques (voir B. KERBLAY, M. LAVIGNE. *Les Soviétiques des années 80*. Paris: Armand Colin, 1985, p. 47, et J. SAPIR, *Le système militaire soviétique...*, *op. cit.*, p. 290-292 et 296).

<sup>48</sup> A. BLUM (*Naître, vivre et mourir en URSS. 1917-1991*. Paris: Plon, 1994, p. 114-115, 123-125) indique les chiffres de 26-27 millions de décès pendant la guerre en plus des décès habituels, de 4,4 millions de nouvelles arrivées dans les camps entre 1940 et 1953, et de 2,7 millions de déportés en 1953.

<sup>49</sup> Les admissions annuelles en RSFSR passent de moins de 400 000 en 1960 à 600 000 à partir du milieu des années 1970 et pendant les années 1980. Aussi en l'espace de vingt ans le nombre d'étudiants double-t-il, passant

et 1975 la part des lycéens admis au niveau supérieur chute de 41,4 % à 15,8 %, et celle des lycéens entrant directement dans la vie active s'élève de 16,2 % à 55,3 %. Il y a donc en 1975 six fois plus de sortants des classes terminales du secondaire que de places disponibles dans l'enseignement supérieur (voir le tableau 19 en annexe p. 490).

Les résultats des placements dans l'échantillon étudié montrent que les informels de la première cohorte de la génération 1948-1964 qui ont étudié dans des établissements très prestigieux – ils sont plus de la moitié dans ce cas (19 individus sur 36) – proviennent essentiellement de trois milieux professionnels: l'armée, le Parti et les professions intellectuelles (recherche, enseignement supérieur, journalisme). Les diplômés d'établissements un peu moins prestigieux de Moscou et Leningrad (12 individus) ou d'institutions plus périphériques (4 individus) sont plutôt issus de familles d'ingénieurs et de militaires (voir le tableau 4, p. 54)<sup>50</sup>. Ces résultats peu surprenants attestent qu'on est en présence d'une reproduction de la hiérarchie sociale héritée de l'après-guerre.

Mais, étant donné la concurrence due au contexte démographique, la position du chef de famille n'est pas le seul facteur déterminant de cette reproduction.

L'effet "père militaire", quand bien même il s'agit d'un officier supérieur en poste à Moscou ou Leningrad (et donc souvent en fin de carrière), ne joue pleinement que pour les aînés ou les enfants uniques. Les ressources paternelles s'épuisent pour les informels en position de cadet, généralement relégués dans des établissements de second ordre. Sur les huit enfants de militaires, seule la moitié étudie dans les meilleurs établissements du pays.

Les frères Čubajs illustrent cette répartition. Leur père, issu d'une famille de petits commerçants avant la Révolution, a commencé son ascension pendant la guerre. Il a le grade de colonel à la Direction politique de l'armée et est titulaire de la chaire de philosophie d'un institut supérieur militaire de Leningrad lorsque l'aîné, Igor' (né en 1947), est admis à la faculté de philosophie de l'Université d'Etat de Leningrad (LGU), l'un des meilleurs établissements du pays. Le fils cadet, Anatolij<sup>51</sup> (né en 1955), entre dans un institut périphérique (Institut d'ingénierie économique de Leningrad Palmiro Togliatti, LIEI) qui, selon un biographe peu complaisant, offrait asile à ceux qui n'avaient pas pu entrer au LGU<sup>52</sup>.

Dans d'autres cas, le patrimoine de la ligne maternelle joue un rôle non moins important que la position du père. Fréquentes en effet sont les alliances entre une ligne paternelle fraîchement promue, détenant des positions de pouvoir, et une ligne maternelle dont l'ascension sociale est plus ancienne et le capital culturel plus important. Quinze informels du noyau générationnel (sur les 26 familles dont nous connaissons les trajectoires professionnelles depuis la Révolution) ont ainsi des parents "désaccordés"<sup>53</sup>. Si la ligne

---

de 1,5 à 3 millions (L. GOHBERG, MINDELI L. dir. *Kvalificirovannye kadry v Rossii* [Le personnel qualifié en Russie]. Moscou: Centre de recherche et de statistique de la science, 1999, p. 67).

<sup>50</sup> Voir également les catégories d'établissements fréquentés dans le tableau 20 en annexe p. 490.

<sup>51</sup> Futur Vice-premier ministre de la Fédération de Russie sous El'cin.

<sup>52</sup> La biographie en question, diffamatoire selon A. Čubajs, se trouve néanmoins sur le site personnel de A. Čubajs sous le titre: *Nepotopljaemyj aferist v zakone. O zlodejanijah Čubajsa v ekonomičeskoj i političeskoj sferah Rossii* [Un chevalier d'industrie insubmersible et légitime. Les forfaits de Čubajs dans la vie économique et politique de la Russie] ([http://www.chubais.ru/current/opponents/show.cgi?prestup\\_0.htm#1](http://www.chubais.ru/current/opponents/show.cgi?prestup_0.htm#1)). Pour la période leningradienne: [http://www.chubais.ru/current/opponents/show.cgi?prestup\\_2.htm#top](http://www.chubais.ru/current/opponents/show.cgi?prestup_2.htm#top). [pages consultées le 4/2/2004].

<sup>53</sup> P. BOURDIEU (*La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris: Minuit, 1979, p. 125) note la présence de ce phénomène de "conjoints désaccordés non seulement par leur origine et leur trajectoire sociale mais aussi par leur statut professionnel et leur niveau scolaire" dans les fractions nouvelles des classes moyennes, c'est-à-dire des "lieux d'indétermination", dans la France des années 1970.

maternelle a commencé son ascension dans les années 1920, il y a de fortes chances pour qu'elle ait subi des purges et ait été en phase de déclin. Le reclassement a pu se faire à la génération suivante par une "stratégie matrimoniale", i.e. par une alliance avec une famille vierge de tout stigmate, en voie d'ascension. En échange, elle a apporté un capital culturel à la ligne paternelle. L'entrée de l'enfant dans un établissement élitare objective à la fois une position sociale élevée et la détention d'un patrimoine culturel.

Andrej Fadin (né en 1953) est l'aîné d'une famille dont le père est fonctionnaire au Comité central du PCUS depuis 1956. Celui-ci vient d'une famille de paysans qui avaient fui la disette en Russie dans la seconde moitié des années 1920 et s'étaient installés en Ukraine, puis, lors de la famine qui a frappé l'Ukraine en 1933, étaient partis à Oufa (en Bachkirie) puis à Moscou. Pendant la seconde guerre mondiale, le père de A. Fadin étudie l'allemand et le suédois à l'Institut militaire des langues étrangères. Une fois démobilisé en 1947, il poursuit ses études de langues dans un institut civil de niveau moyen (Institut pédagogique Kroupskaïa de la région de Moscou). En 1956, il entre au Service des Relations internationales du Comité central, apprend le norvégien et devient responsable des relations avec le PC norvégien. Il appartient ainsi à un petit cercle de l'élite politique puisque le Comité central ne comptait en 1958 qu'un millier de "responsables"<sup>54</sup>.

La ligne maternelle commence son ascension au début du siècle, mais surtout après la Révolution. Au lendemain de la guerre russo-japonaise de 1905, la famille du grand-père quitte la "zone de résidence", où les Juifs étaient assignés dans les confins occidentaux de l'Empire<sup>55</sup>, pour s'installer en Chine, à Kharbin, concession russe où vivait une importante colonie juive. Le grand-père y fait des études de commerce et apprend le chinois. Membre de cercles socialistes, il quitte Kharbin, occupé par les Blancs pendant la guerre civile, et s'installe à Vladivostok puis à Tchita où il participe à l'instauration de la République (rouge) d'Extrême-Orient<sup>56</sup>. Il travaille au ministère des Affaires étrangères de cette République. Il est ensuite envoyé à Moscou pour former des immigrants et communistes chinois à l'Université communiste des Travailleurs de l'Orient<sup>57</sup>. Grâce à sa connaissance de la Chine, il occupe divers postes dans des instituts de l'Académie des sciences. A la fin des années 1920, il part en Chine où il est nommé traducteur de V.K. Bljuher<sup>58</sup>, et travaille dans un consulat soviétique. De retour à Moscou, il entre à l'Institut de cartographie du NKVD en tant que spécialiste de la Chine. En 1938, il est arrêté pour espionnage au profit du Japon, de la Pologne et de l'Allemagne, et fusillé. Sa fille fait des études d'allemand à l'Institut

---

<sup>54</sup> M. LEWIN, *Le siècle soviétique...*, op. cit., p. 287.

<sup>55</sup> La "zone de résidence" (*čerta osedlosti*) a été créée à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, au lendemain de la conquête par la Russie de la Pologne, de la Biélorussie et de la Lituanie où vivaient d'importantes communautés juives. Les Juifs n'avaient pas le droit de sortir de la zone, sauf s'ils appartenaient à la catégorie des marchands les plus aisés (i.e. les marchands de la première guilde) ou s'ils avaient une formation supérieure ou spécialisée. Cette zone a été abolie en mars 1917 par le gouvernement provisoire (*Bol'shaja sovetskaja ènciklopedija* [Grande encyclopédie soviétique], 3<sup>ème</sup> édition. Moscou, 1969-1978).

<sup>56</sup> La République d'Extrême-Orient est fondée en 1920 pour stopper l'avancée des Blancs et l'intervention japonaise. En 1922, elle est rattachée à la RSFSR (*Bol'shaja sovetskaja ènciklopedija*, op. cit., 1969-1978).

<sup>57</sup> L'Université, qui a existé de 1921 à 1938, avait pour fonction de préparer les cadres des soviets et du Parti des républiques et territoires de l'Est du pays (*Bol'shoj ènciklopedičeskij slovar'* [Grand dictionnaire encyclopédique]. Moscou: Sovetskaja Enciklopedija, 1991, vol. 2).

<sup>58</sup> V.K. Bljuher avait été commandant en chef de l'Armée populaire révolutionnaire de la République d'Extrême-Orient en 1921-1922, puis conseiller militaire principal de Sun Yat Sen de 1924 à 1927 lorsque celui-ci dirigeait le gouvernement révolutionnaire de Canton. Il est arrêté en 1938 et meurt au cours de l'instruction (*Bol'shoj ènciklopedičeskij slovar'*, op. cit., 1991, vol. 1).

pédagogique Kroupskaïa (où elle rencontre son mari) et devient enseignante dans le secondaire.

L'ascension sociale de la ligne maternelle s'est donc faite grâce à un engagement politique en faveur des bolcheviks et à la connaissance d'une langue liée à un territoire stratégique pour l'expansion du pouvoir soviétique. Après les purges, le patrimoine acquis n'a pu se transmettre à la descendante que sous la forme atrophiée de la connaissance d'une langue étrangère (qui n'est pas la langue parlée par le grand-père, à l'origine de son ascension sociale). En revanche, ce qui s'est transmis est à la fois la mémoire d'une figure paternelle (et grand-paternelle) majeure disparue pendant les purges et un modèle d'ascension sociale combinant une carrière dans des institutions politiques et une langue liée à des territoires à conquérir (physiquement ou symboliquement). Ce même modèle d'ascension sera utilisé par le père de A. Fadin et par A. Fadin lui-même. Son père doit son poste au Comité central à la connaissance de langues scandinaves à un moment où l'URSS s'efforce d'étendre son influence aux pays européens hors du bloc socialiste via les PC nationaux. A. Fadin entre à la faculté d'histoire du MGU en 1971<sup>59</sup> et étudie parallèlement l'espagnol. Il est engagé par la suite par l'Institut d'économie mondiale et des relations internationales (MEMO) où il se spécialise dans l'étude de l'Amérique latine à un moment où l'URSS étend sa sphère d'influence aux pays du Tiers-monde.

Les enfants d'ingénieurs "moyens" (il n'y a pratiquement pas de cadres d'entreprises parmi les pères de l'échantillon) étudient plutôt dans des établissements moyennement prestigieux (cas de 7 informels sur les 8 enfants d'ingénieur. Voir le tableau 4, p. 54). Cette position "moyenne" recouvre une diversité de situations: cas d'ascension de faible intensité à des périodes de fortes promotions sociales (après-guerre), ralentissement du mouvement ascensionnel commencé par les grands-parents (qui s'accompagne parfois d'une fixation dans une ville de province alors que la famille avait jusqu'alors connu une grande mobilité géographique).

Les enfants d'ingénieurs ont objectivement moins de chances que les enfants de militaires ou d'intellectuels d'accéder à des établissements très prestigieux. Aussi, convaincus d'être dépourvus d'un capital suffisant, se sont-ils auto-éliminés des concours d'entrée.

"Tout le monde savait que la faculté d'histoire du MGU était impénétrable si on n'avait pas de pistons. Il fallait donner des pots-de-vin importants ou avoir des relations" (A. Isaev, entretien du 5/5/1993).

Certains font état d'autres propriétés discriminantes propres à dissuader de tenter le concours d'entrée à l'Université d'Etat de Moscou (MGU). Deux informels du noyau générationnel expliquent avoir renoncé à intégrer cette université à cause de l'antisémitisme qui y régnait. Or le fait d'être juif ne semble pas avoir été perçu comme un handicap majeur par les enfants de milieux dominants (militaires, responsables du Parti ou intellectuels) qui sont entrés au MGU et ont *a fortiori* tenté leur chance. Pour les détenteurs d'une position sociale moyenne ou faible, toute autre propriété jugée discriminante est un facteur aggravant l'auto-élimination, alors qu'elle est neutre pour les enfants des groupes dominants.

Le choix de s'auto-éliminer d'établissements "au-dessus" de ses moyens s'impose d'autant mieux qu'une erreur de jugement sur ses chances de réussite au concours d'entrée dans

---

<sup>59</sup> Il est d'ailleurs le seul témoin à admettre avoir utilisé la position de son père pour son passage au MGU, plus exactement pour obtenir une place à la faculté du jour alors qu'il n'avait réussi que le concours de la faculté du soir (entretien du 7/9/1994).

l'enseignement supérieur aboutit à une incorporation dans l'armée<sup>60</sup>. La menace n'est pas négligeable: "Pour moi, explique A. Verhovskij, faire l'armée était plus terrible qu'être arrêté"<sup>61</sup>. Tout conduit donc les enfants d'ingénieurs à se contenter des établissements de niveau inférieur, i.e. des instituts pédagogiques (4 enfants d'ingénieurs sur 6 y entrent) et des instituts techniques (2 individus) qui forment le bataillon des enseignants du secondaire et des ingénieurs. A. Isaev, fils d'un ingénieur d'une famille monoparentale et petit-fils de techniciens, admet avec lucidité n'avoir pu entrer qu'à la faculté d'histoire de l'Institut pédagogique d'Etat de Moscou Lénine (MGPI) parce qu'elle était "la deuxième par ordre d'importance" après celle du MGU<sup>62</sup>.

**Tableau 4 : Profession des parents et types d'établissement d'enseignement supérieur fréquentés par les membres de la première cohorte**

Type d'établissement Profession du chef de famille	Génération 1948-1964			Hors génération 1948-1964			Total
	Etablissement supérieur prestigieux	Etablissement supérieur moins prestigieux	Etudes secondaires	Etablissement supérieur prestigieux	Etablissement supérieur moins prestigieux	Etudes secondaires	
<i>Secteurs dominants</i>							
Militaire	4	4	0	1	4	0	13
Fonctionnaire PCUS	2	1	0	1	0	0	4
Directeur d'usine	0	1	0	0	0	0	1
Chercheur, enseignant dans l'enseignement supérieur, journaliste	4	3	1	0	1	1	10
<b>Sous total</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>28</b>
<i>Positions moyennes</i>							
Ingénieur	2	6	0	2	1	0	11
Enseignant dans le secondaire technique	1	0	0	0	0	0	1
<b>Sous total</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>12</b>
<i>Positions dominées</i>							
Ouvrier	3	0	0	0	0	0	3
Absence de données sur la profession des parents	3	1	0	2	2	0	8
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>16</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	
<b>Total par génération</b>	<b>36</b>			<b>15</b>			<b>51</b>

Seuls trois membres de l'échantillon (sur 51) sont issus du milieu ouvrier. Ils commencent leur ascension sociale dans les années 1970 en accédant au MGU après une année de préparation dans une "faculté ouvrière" (*rabfak*). Ils empruntent ainsi une voie de promotion qui avait été ouverte dans les années 1920 aux enfants d'ouvriers et de paysans, abandonnée sous Staline, puis reprise en 1958 à l'occasion de la réforme de l'éducation, mais dans une optique différente, puisqu'il ne s'agissait plus tant de promouvoir des jeunes issus de

<sup>60</sup> Les étudiants admis dans des établissements dotés d'une chaire militaire suivent une formation continue tout au long de leurs cinq années d'études, ce qui les dispense d'effectuer un service de deux ans dans des unités militaires.

<sup>61</sup> Entretien du 22/8/1994. A. Verhovskij fait référence au bizutage (*dedovščina*) que subissent les appelés. Comme l'explique J. SAPIR (*Le système militaire soviétique...*, op. cit., p. 270-271), en la quasi-absence d'un corps de sous-officiers de carrière, l'encadrement des appelés se fait par d'autres conscrits plus âgés. Il y a quatre promotions d'appelés en présence puisque la conscription se fait deux fois par an et que le service dure deux ans.

<sup>62</sup> A. Isaev, entretien du 5/5/1993.

milieux défavorisés que d'inciter les futurs étudiants à acquérir une expérience dans la production. A partir de 1965, moment où s'intensifie la sélection sociale dans l'enseignement supérieur, les candidats des milieux défavorisés ne jouissent plus des mêmes facilités de recrutement dans les établissements les plus prestigieux, même s'ils bénéficient encore de cours de préparation dans les *rabfaks* et d'un concours d'entrée distinct<sup>63</sup>. Le système de promotion est de plus en plus détourné au profit d'enfants de milieux favorisés, et les enfants d'ouvriers doivent au préalable "payer de leur personne" pour y être admis: certains font leur service militaire (V. Aksjučic sert trois ans dans la Flotte, A. Papp passe deux ans dans une zone de camps), d'autres travaillent à l'usine (V. Pribylovskij est ouvrier pendant deux ans aux usines automobiles KamAZ au Tatarstan et ZIL à Moscou).

## 2/ Choix de filières et stratégies professionnelles à la sortie de l'enseignement supérieur

Les informels de la première cohorte ont manifesté leur "*sens du placement*"<sup>64</sup> en choisissant plutôt des filières de sciences sociales ou littéraires (cas des trois quarts de l'échantillon, voir le tableau 5 ci-dessous) et en s'orientant, quand ils en ont les moyens, vers la recherche dans les instituts réformistes créés dans les années 1960. Presque tous opèrent un déplacement transversal: ils ne sont qu'une petite minorité à conserver le même domaine de spécialisation que leurs parents (cf. tableau 10 p. 86).

**Tableau 5 : Disciplines étudiées par les membres de la première cohorte**

Discipline	Noyau générationnel (1948-1964)	Hors noyau générationnel	Total
<b><i>Sciences humaines, lettres, arts</i></b>	<b>28</b>	<b>9</b>	<b>37</b>
Economie	10	2	12
Histoire	9	2	11
Philosophie	3	2	5
Droit	1	2	3
Géographie	1	0	1
Langues, littérature	4	0	4
Musique	0	1	1
<b><i>Sciences dures et techniques</i></b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>12</b>
Mathématiques, physique	2	2	4
Géologie	1	2	3
Technique (ingénieur)	4	0	4
Biologie	0	1	1
Sans données	1	1	2
<b>Total</b>	<b>36</b>	<b>15</b>	<b>51</b>

Les informels de la première cohorte nés entre 1948 et 1964, y compris les enfants de militaires et d'ingénieurs, délaissent les études techniques. Aucun fils de militaire ne reprend

<sup>63</sup> T. REVENKO. *L'enseignement supérieur en Union soviétique. Analyse structurelle et statistique*. Paris: OCDE, 1973, p. 42.

<sup>64</sup> "Parmi les informations constitutives du capital culturel hérité, une des plus précieuses est la connaissance pratique ou savante des fluctuations du marché des titres scolaires, le sens du placement qui permet d'obtenir le meilleur rendement du capital culturel hérité sur le marché scolaire ou du capital scolaire sur le marché du travail, en sachant par exemple quitter à temps les filières ou les carrières dévaluées pour s'orienter vers les filières ou les carrières d'avenir" (P. BOURDIEU. *La distinction...*, op. cit., p. 158).

le flambeau<sup>65</sup>. Sur les 8 enfants d'ingénieurs, 6 font des études littéraires ou de sciences humaines. La carrière d'ingénieur est en effet peu convoitée dans les années 1970: les ingénieurs, en surnombre, sont souvent employés à des tâches de techniciens<sup>66</sup>. Ceux du complexe militaro-industriel sont de surcroît soumis à des contraintes liées à la protection du secret: interdiction d'avoir des contacts avec des étrangers, méconnaissance de la globalité du projet sur lequel ils travaillent<sup>67</sup>. Ainsi S. Mitrofanov, diplômé d'un institut supérieur de construction de machines-outils (appartenant au complexe militaro-industriel), est envoyé dans une usine militaire où, durant trois années, il construit des boîtiers sans en connaître la finalité<sup>68</sup>.

Les choix de filière se sont portés prioritairement sur l'économie, l'histoire (19 individus sur 36, soit la moitié de l'échantillon du noyau générationnel) et, dans une moindre proportion, sur la philosophie et le droit, c'est-à-dire sur des disciplines ayant un contenu *politique*, permettant (à l'exception de la philosophie) d'éviter une carrière dans l'appareil idéologique de l'Etat et susceptibles (surtout dans le cas de l'économie) de mener à des postes intéressants.

Chaque tournant politique en URSS s'est accompagné de réformes économiques (communisme de guerre, NEP, collectivisation, dégel), et la science économique a été à chaque fois mise à contribution par le pouvoir. Dans les années 1960, on l'a vu, ce champ scientifique s'est scindé en deux pôles méthodologiques, institutionnels et idéologiques opposés. Les "réformateurs" ont occupé le terrain de l'économie mathématique et de l'étude *empirique* des systèmes économiques, et investi des positions dominantes dans les nouveaux instituts, tandis que les "conservateurs" maintenaient leur emprise sur le terrain *théorique* de l'économie politique et sur l'Institut d'économie. Aussi, lorsque apparaissent les chaires d'économie mathématique (ou de "cybernétique") et d'économie des pays socialistes, les étudiants ne se sont pas dirigés de façon fortuite vers ces filières qui menaient directement aux grands instituts réformateurs de l'Académie des sciences (Institut central d'économie mathématique ou CEMI, Institut d'économie et d'organisation de la production industrielle de Novossibirsk ou IEOPP, Institut d'économie du système socialiste mondial de l'Académie des sciences ou IEMSS). Sur les 5 informels spécialisés en économétrie, statistiques ou en économie des pays socialistes, 4 sont entrés au CEMI, à l'IEMSS ou à la chaire d'économie mathématique de l'Université d'Etat de Moscou (MGU).

Le choix des informels de la première cohorte s'est porté en second lieu sur l'histoire, discipline à la fois moins "idéologisée" que la philosophie et la plus proche, dans le système universitaire soviétique, de ce qu'un des informels nomme "politologie"<sup>69</sup>. La préférence pour les études d'histoire au détriment des études de philosophie est patente dans l'échantillon de la première cohorte née entre 1948 et 1964: on y dénombre 11 étudiants d'histoire contre 3 de philosophie. Le tableau 6 ci-dessous montre l'importance du déplacement des étudiants de la philosophie vers l'histoire à partir du milieu des années 1960.

---

<sup>65</sup> Parmi les 13 familles de militaires de notre échantillon de la première cohorte par exemple, il n'y a que 2 enfants qui deviennent militaires (il s'agit de frères d'informels et non pas d'informels eux-mêmes). Si notre échantillon ne peut servir à l'analyse des mécanismes de reproduction de la profession militaire (les réseaux par lesquels les premiers informels ont été recrutés ne sont aucunement liés à l'armée: il était donc peu probable que des militaires entrent dans ces clubs dès 1986-1987), il suggère néanmoins que l'armée a constitué une institution de mobilité sociale intergénérationnelle, permettant à la génération d'ego d'accéder à d'autres sphères d'activité.

<sup>66</sup> T. REVENKO. *L'enseignement supérieur en Union soviétique...*, op. cit., p. 125.

<sup>67</sup> J. SAPIR. *Le système militaire soviétique...*, op. cit., p. 292.

<sup>68</sup> S. Mitrofanov, entretien du 13/8/1994.

<sup>69</sup> A. Isaev, entretien du 5/5/1993.



Il s'agit d'une désaffectation à la fois pour la matière "philosophie" telle qu'elle est enseignée en URSS, et pour les carrières auxquelles elle donne accès (départements idéologiques du Parti ou du Komsomol, enseignement du marxisme-léninisme).

**Tableau 6 : Répartition des étudiants en philosophie et en histoire (formation initiale) par génération et cohorte d'entrée dans les clubs informels**

Cohorte	Individus nés avant 1947 inclus			Individus nés après 1948		
	Population par cohorte	Population d'étudiants en philosophie	Population d'étudiants en histoire	Population par cohorte	Population d'étudiants en philosophie	Population d'étudiants en histoire
<b>I</b>	12	2 16,6 %*	0 0 %	39	3 7,7 %	11 28,2%
<b>II</b>	17	1 5,8 %	2 11,7 %	19	3 15,8 %	3 15,8 %
<b>Total</b>	29	3 10,3 %	2 6,8 %	58	6 10,3%	14 24,1 %

\* pourcentage de la population de la cohorte correspondante née avant 1947.

Mais les études d'histoire, si elles permettent de se tenir à distance de l'appareil de propagande du régime, n'offrent pas non plus les carrières valorisées et "sécurisées" des études d'économétrie ou d'économie géographique, puisque les diplômés en histoire sont pour la plupart destinés à l'enseignement secondaire. Les informels historiens ont donc été amenés à mettre en œuvre des stratégies d'évitement au moment des affectations (*raspredelenie*\*) en fin d'études. En fonction de leurs ressources (niveau de prestige de l'établissement d'origine, relations détenues par la famille, etc.), les individus ont choisi des stratégies de fuite par le haut ou par le bas:

Certains étudiants ont refusé leur affectation, non sans s'être assurés d'avoir une solution de remplacement pour éviter une condamnation pour parasitisme. Ainsi, A. Fadin, diplômé du MGU, a recouru aux relations de son père au Comité central pour obtenir un poste de traducteur à l'Institut de littérature mondiale près le Comité central du PCUS, avant de rejoindre deux ans plus tard l'Institut d'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO) de l'Académie des sciences. Certains ont opéré des déplacements tactiques pendant leurs études en vue d'obtenir une place de doctorant (*aspirantura*\*)<sup>70</sup>: V. Pribylovskij s'est spécialisé en histoire médiévale, domaine moins concurrentiel que l'histoire contemporaine, et a obtenu un poste d'*aspirant* au MGU. V. Lysenko a, lui, basculé vers la philosophie et soutenu une thèse au MGU. Il a par la suite obtenu un poste d'enseignant à la chaire de communisme scientifique de l'Institut d'aviation de Moscou (MAI). D'autres ont pu choisir leur affectation grâce à leurs brillants résultats scolaires: S. Stankevič, pourvu d'un "diplôme rouge" (délivré aux meilleurs étudiants) de l'Institut pédagogique Lénine (MGPI), opte pour un poste dans l'enseignement supérieur avant d'entrer au bout de trois ans à l'Institut d'histoire universelle de l'Académie des sciences.

Les derniers échappent "par le bas" à la carrière à laquelle ils sont destinés. S. Mitrohin, étudiant en lettres à l'Institut pédagogique Lénine de Moscou (MGPI), réussit à se faire réformer en simulant des troubles psychiques. Mais, en recourant à ce stratagème, il sait qu'il se ferme également l'accès à l'enseignement (profession d'ailleurs peu attrayante à ses yeux).

Sur les 13 informels de la première cohorte dont les filières mènent à la profession d'enseignant dans le secondaire (histoire, géographie, lettres et langues), seuls 5 n'ont pu échapper à cette carrière en raison de leur sortie plus tardive de l'université (4 sont en train d'effectuer leur période d'affectation obligatoire lorsque commence la perestrojka).

<sup>70</sup> L'admission à des études doctorales à plein temps (trois ans) équivaut à une affectation professionnelle.

Les informels de la première cohorte ont donc choisi des disciplines à contenu politique, ne menant pas à des carrières dans les institutions du Parti ou du Komsomol. Les mieux dotés se sont placés dans la recherche ou l'enseignement supérieur, les autres sont entrés dans un état de flottement (enseignants malgré eux...).

### **3/ Expériences de socialisation politique "parallèle"**

La plupart des informels de la première cohorte participent pendant leurs études à des groupes estudiantins plus ou moins clandestins ou entrent en contact avec des réseaux de diffusion de samizdats. De telles pratiques, qui se propagent dans un grand nombre d'établissements des centres urbains dans les années 1970, ne sont pas sans rappeler ce que E. Goffman nomme les "*adaptations secondaires*" à une institution, i.e. "*toute disposition habituelle permettant à l'individu d'utiliser des moyens défendus, ou de parvenir à des fins illicites (ou les deux à la fois) et de tourner ainsi les prétentions de l'organisation relatives à ce qu'il devrait faire ou recevoir, et partant à ce qu'il devrait être. Les adaptations secondaires représentent pour l'individu le moyen de s'écarter du rôle et du personnage que l'institution lui assigne tout naturellement*"<sup>71</sup>. Ces adaptations secondaires collectives permettent non seulement de se tenir à distance de son rôle d'étudiant et de membre du Komsomol, mais de marquer son appartenance à un même ensemble social et générationnel. La fréquentation, voire la création, de lieux de sociabilité non officiels, obligeant à jouer sur différents tableaux, à manier des registres différents dans un même espace, sont des éléments majeurs d'une stratégie spécifique d'*intégration* sociale, qui comporte simultanément un risque de *marginalisation* sociale.

Les dispositions à fréquenter des lieux de socialisation politique parallèle sont probablement à rechercher dans l'histoire politique de la famille, dans le rapport qu'elle entretient au régime, dans les relations qui se sont établies entre représentants de différentes catégories sociales qui se trouvent réunis au sein d'une même unité familiale, et dans la transmission de schèmes de perception politique parfois discordants.

#### **La politique parallèle comme signe distinctif et comme stigmat social**

La participation à des formes d'activités politiques non officielles constitue un signe de reconnaissance entre étudiants. A en croire les témoignages des informels de la première cohorte qui ont étudié au MGU, à l'Institut pédagogique d'Etat de Moscou Lénine (MGPI) ou à l'Université d'Etat d'Odessa, la diffusion de samizdats gagne les facultés de sciences humaines, de lettres, mais aussi de physique. Les diffuseurs initiaux sont principalement des groupes issus de la dissidence (SMOT, groupes chrétiens, Jeunes socialistes...). Les livres passent de main en main, chaque étudiant devenant à la fois lecteur et diffuseur<sup>72</sup>. Certains futurs informels ont également participé à des groupes clandestins qui se situent à gauche (contrairement aux défenseurs des droits de l'homme). G. Pavlovskij adhère en 1968 à un groupe d'étudiants d'histoire de l'Université d'Odessa, "*sorte de commune philosophique de gauche [...] sous une influence croisée du marxisme et de courants mystiques (sic) et philosophiques*"<sup>73</sup>. A. Fadin et P. Kudjukin créent un cercle socialiste à la faculté d'histoire du

---

<sup>71</sup> E. GOFFMAN. *Asiles. Etudes sur la condition des malades mentaux*. Paris: Minuit, 1968, p. 245.

<sup>72</sup> S. Mitrohin cite l'exemple d'un étudiant du MGPI qui faisait circuler des *tamizdats* (ouvrages publiés hors d'URSS) obtenus par l'un de ses parents journaliste à la *Literaturnaja gazeta* lors de ses déplacements à l'étranger (entretien du 9/8/1994).

<sup>73</sup> G. Pavlovskij, entretien du 10/8/1994.

MGU au milieu des années 1970<sup>74</sup>. Des étudiants d'histoire de l'Institut pédagogique d'Etat de Moscou Lénine (MGPI), futurs leaders du club informel anarchiste Obščina, créent un "Parti marxiste révolutionnaire" à la fin des années 1970.

Dès cette époque, les autorités sont conscientes de la circulation intensive de samizdats dans les couloirs des universités et de la multiplication des groupements politiques clandestins. Des sanctions (exclusions individuelles) sont prises, mais, plus intéressant, certains établissements tolèrent des formes de sociabilité politique qui ne sont pas tout à fait officielles:

En 1971, un "Laboratoire de propagande expérimentale" est organisé au MGU à l'initiative d'étudiants, hors des structures du Komsomol. Pour bénéficier d'une certaine légitimité, il s'enregistre auprès du comité du foyer de la faculté de physique.

"C'était une organisation unique au sens où elle était autonome, non officielle. [...] Le comité du foyer était un 'toit', comme on dit. Mais l'organisation était réellement non officielle. Et à l'époque, c'était quelque chose d'unique" (A. Danilov, entretien du 4/8/1994).

Plus que par ses activités, qui n'ont rien de subversif (sont organisées des expositions sur l'histoire du franquisme, la guerre d'Espagne, la Commune de Paris ou le coup d'Etat de Pinochet), le Laboratoire réussit à attirer un nombre important d'étudiants (environ 150, selon A. Danilov<sup>75</sup>) grâce à son statut qui lui permet de maintenir les distances avec le Komsomol tout en étant toléré par l'Université.

Il semble que ce degré de tolérance à l'égard de formes de sociabilité déviantes ait varié en fonction de la "clientèle" de l'établissement. Les institutions élitaires spécialisées en sciences humaines se montrent plus "compréhensives", renforçant ainsi le rôle de distinction sociale de ce type de pratiques. Au contraire, la tolérance atteint un degré minimal dans les instituts de sciences sociales formant un personnel technique ou dans les établissements placés dans l'orbite du complexe militaro-industriel, plus prompts à imposer une rigueur de conduite eu égard à la future activité professionnelle des diplômés<sup>76</sup>. S. Mitrofanov, étudiant dans un institut rattaché à l'industrie militaire (Institut de construction de machines de Moscou), doit passer par des étudiants du MGU, anciens camarades d'un lycée expérimental élitair, pour se procurer des samizdats. Cette pratique est donc aussi un moyen de s'affilier symboliquement à une fraction supérieure de l'intelligentsia.

Les cercles politiques hétérodoxes sont fréquentés par des étudiants issus aussi bien de l'élite que du milieu ouvrier. Mais le "coût" de cette intégration sociale duale – i.e. intégration au "système" et à un ensemble générationnel et social supposant une distanciation à l'égard du régime – est nettement plus important pour les enfants d'origine ouvrière. Ils doivent souvent leur promotion dans des établissements supérieurs au fait de s'être mis au service du régime (ils ont effectué leur service militaire<sup>77</sup>, sont devenus secrétaires de cellules du Parti, etc.).

---

<sup>74</sup> Ce cercle se transformera par la suite en un groupe dissident connu sous le nom de "Jeunes socialistes" (cf. infra).

<sup>75</sup> Outre A. Danilov, deux futurs informels, A. Fadin et P. Kudjukin, y participent également.

<sup>76</sup> Ce qui expliquerait que les membres de la seconde cohorte, plus nombreux à avoir fréquenté des établissements techniques ou des instituts de sciences sociales dispensant un enseignement spécialisé, aient eu moins d'opportunités que ceux de la première cohorte, et fassent souvent remonter au début de la perestrojka seulement leur "prise de conscience" sur la "vraie" nature du régime soviétique (nous y reviendrons dans le chapitre suivant).

<sup>77</sup> Seuls 5 informels de la première cohorte sur les 35 nés entre 1948 et 1964 ont fait leur service militaire. 2 sont d'origine ouvrière (V. Aksjuć et A. Papp): ils ont été enrôlés à la sortie de leurs études secondaires et sont entrés par la suite à la *rabfak* du MGU puis au MGU. Deux autres (A. Šubin et A. Isaev) ont été appelés sous les drapeaux en 1983 sur décision du ministère de la Défense d'élargir la conscription à l'ensemble de leur classe d'âge sans exception, que les individus soient ou non en train d'effectuer leurs études et que leurs instituts

Aussi doivent-ils parcourir une distance beaucoup plus grande pour rejoindre les lieux de pensée critique que leurs camarades issus des couches privilégiées qui n'ont pas eu à se "compromettre". Ils sont aussi plus vulnérables si leur "défection" vient à être connue. Leur exclusion de l'université mettrait doublement fin à leur promotion sociale, en les privant d'un titre scolaire mais aussi du droit de résider à Moscou (tous les promus de l'échantillon issus du milieu ouvrier sont originaires de province).

Né en Biélorussie en 1949 d'un père manutentionnaire et d'une mère concierge, V. Aksjučic a des débuts prometteurs au Parti. Il effectue son service militaire dans la Flotte de 1969 à 1972 après des études secondaires techniques inachevées (dans une école navale à Riga), entre au Parti puis accède au MGU. Mais, lors de son passage à l'Université, de militant modèle du Parti, il se transforme en "*chrétien orthodoxe fervent*".

"Je suis entré au PCUS lorsque je servais dans la Flotte et étais ce que je considère un communiste convaincu. Mais déjà à l'époque – c'est ainsi que j'analyse les choses aujourd'hui – mes opinions n'étaient pas très éloignées de l'eurocommunisme. J'avais l'impression qu'on ne construisait pas le communisme comme il fallait et désirais ardemment le construire correctement. Pour cela, évidemment, il fallait en étudier la théorie. Je suis donc entré à la *rabfak* de la faculté de philosophie du MGU pour pouvoir m'inscrire au département de communisme scientifique. A 23 ans, je suis tombé sur des livres dont je ne soupçonnais jusqu'alors pas l'existence, et mes opinions ont changé très rapidement. En trois ans, je suis passé du marxisme à l'idéalisme, et de l'idéalisme au christianisme et à l'orthodoxie"<sup>78</sup>.

V. Aksjučic explique avoir souffert d'un "*dédoublement de l'esprit*" car, bien que converti au christianisme, il n'en demeurait pas moins membre du Parti communiste... et même secrétaire du bureau du Parti de la faculté de philosophie de 1975 à 1978, réélu tous les ans presque malgré lui<sup>79</sup>. Il obtient ainsi une recommandation de la chaire de philosophie et du comité du Parti pour entrer en *aspirantura* au MGU. Mais au cours de sa première année de thèse, son domicile est perquisitionné par le KGB, sa collection de samizdats saisie. En 1979, il est exclu de l'université et du Parti, et doit quitter Moscou<sup>80</sup>.

## Configurations familiales et dispositions critiques

Un certain nombre d'informels proviennent de familles fortement politisées, qu'elles aient été favorables ou hostiles au régime. Les familles les plus politisées sont certainement celles qui ont été décrites plus haut comme étant "désaccordées", i.e. où les ascendants ont eu des parcours très dissemblables. Certaines ont réuni sous un même toit des individus qui ont effectué une ascension sociale après avoir participé à des actes de répression ou à des campagnes de mobilisation du régime stalinien, et des individus victimes de purges ou frappés d'un stigmate dans les années 1920 ou 1930. D'autres familles ont été le théâtre de revirements de positions à l'égard du régime d'une génération à l'autre. L'ambivalence au cœur de l'histoire familiale, où s'enchevêtrent des trajectoires de déclin en raison d'une stigmatisation et des

---

disposent ou non d'une chaire militaire. Le dernier (Ju. Samodurov) a fait son service pour une raison que nous ignorons.

<sup>78</sup> V. AKSJUČIC. My dolžny borot'sja za buduščee naših detej [Nous devons lutter pour l'avenir de nos enfants]. *Panorama*, mars 1990, 4 (16).

<sup>79</sup> C'est du moins ce qu'il laisse entendre dans son interview au journal *Panorama* (*ibid.*).

<sup>80</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. Sto politikov Rossii [Cent hommes politiques de Russie]. *Partinform*, 4 (25), 21-27 janvier 1993, p. 11.

trajectoires d'ascension sociale au service du régime, a la plupart du temps suscité de fortes divergences idéologiques entre membres de l'unité familiale. Dans ce type de configurations familiales, les positions politiques sont personnifiées (par une ligne, par une génération) et le choix politique d'ego s'est souvent fait par affinité avec une ligne familiale ou une génération particulière d'ascendants.

On a vu plus haut que des familles avaient pu effacer certains stigmates datant des années 1930 par des alliances matrimoniales à la génération suivante (alliance à des familles montantes rangées du côté du pouvoir). La troisième génération (celle d'ego) a pu devenir l'enjeu d'une rivalité entre les deux lignes pour son appropriation symbolique<sup>81</sup>. L'affrontement ne se déroule pas obligatoirement au sein du couple parental, mais plutôt entre membres de la famille étendue.

A. Fadin (né en 1953) explique avoir été pris entre deux feux: entre un père d'origine paysanne, respectueux de l'autorité, devenu fonctionnaire du Comité central, et une grand-mère maternelle, médecin, qui "*vouait une haine à Staline*"; entre une ligne paternelle paysanne, patriarcale, d'un milieu "*semi-lumpen*" et vaguement antisémite, et une ligne maternelle provenant d'un milieu instruit, "*non seulement juive, mais où le grand-père avait subi une répression*" (il avait été fusillé en 1938) (entretien du 7/9/1994).

C'est au moment de l'invasion de la Tchécoslovaquie que A. Fadin prend explicitement position:

"1968 fut une année de rupture qui a projeté les individus d'un côté ou de l'autre de la barrière sans qu'ils le veuillent vraiment. Le 21 août à 7 heures du matin, mon père m'a réveillé en me disant: '*Nos troupes sont entrées en Tchécoslovaquie*'. Lorsque pour toute réponse j'ai demandé: '*De quel droit?*', nous avons tous deux compris que nous étions de bords opposés"<sup>82</sup>.

Dans d'autres cas, la stratégie d'effacement du stigmate consiste, pour les enfants de victimes de répressions, à revêtir des identités professionnelles ou sociales symbolisant l'ordre stalinien (militaires, stakhanovistes...) et à adopter des positions politiques orthodoxes. La ligne de partage ne passe plus entre les familles paternelles et maternelles, mais entre générations d'une même lignée. Placés dans cette configuration, les informels de la première cohorte forment leur conscience politique par opposition à la génération convertie.

Le grand-père paternel de V. Kardail'skij avait été arrêté en 1937 comme de nombreux présidents de kolkhoze. Au moment de la guerre, son fils s'engage dans l'Armée et devient officier supérieur à la Direction politique. Réussissant à camoufler sa lourde hérédité, il gravit les échelons de l'"*intelligentsia militaire*" et est envoyé comme correspondant dans des pays d'Europe de l'Est (Pologne, Hongrie, etc.). A la suite d'une dénonciation, on découvre que son père avait été arrêté et sa carrière se ralentit.

"Mon père, explique V. Kardail'skij, n'aimait visiblement pas son père, il lui en voulait. C'est un ancien combattant, il hait les démocrates et participe aujourd'hui au mouvement pour la séparation de la Crimée de l'Ukraine" (i.e. pour le rattachement de la Crimée à la Russie) (entretien du 27/7/1994).

Quant à V. Kardail'skij (né en 1948), il se dit "fier" de son grand-père victime de Staline.

---

<sup>81</sup> Voir sur ce phénomène D. BERTEAUX, I. BERTEAUX-WIAME. Le patrimoine et sa lignée: transmissions et mobilité sociale sur cinq générations. *Life Stories/Récits de vie*, 4, 1988, p. 8-25.

<sup>82</sup> A. FADIN. *Katastrofičeskaja cena obnovlenija*, op. cit., 1995.

L'histoire se répète du côté maternel: ses bisaïeux sont "dékoulakisés" et exilés à Arkhangelsk, tandis que leur fils (le grand-père de V. Kardail'skij) entre dans les chemins de fer et devient un "ingénieur de choc" modèle, un *oudarnik*.

Les ascendants "convertis" sont souvent décrits à travers les récits biographiques comme des exceptions dans un milieu familial qui, logiquement, ne les incitait pas à devenir des "staliniens convaincus", mais au contraire à prendre leurs distances face au régime. Ils auraient en quelque sorte choisi le parti du régime (et de l'ascension sociale) contre celui de leur famille.

V. Igrunov qualifie son père d'"*homme du système possédant une vision hiérarchique du monde*". Il est issu d'une famille de paysans et sera promu grâce à la guerre. Blessé lors des combats, il travaille comme gardien d'une prison du NKVD à Sverdlovsk. Ses bons et loyaux services lui permettent d'entrer, après la guerre, à l'Institut d'agriculture d'Odessa (aucun autre de ses frères et sœurs, plus âgés que lui, n'a reçu de formation supérieure). Devenu fonctionnaire du Parti, il dirige le service de planification de différentes usines de province.

Sa fidélité au régime date de son enfance, en dépit des doutes croissants de son propre père à l'égard du régime et d'une opposition encore plus tranchée de la part de sa belle-famille. Le grand-père paternel d'Igrunov s'était engagé aux côtés des bolcheviks pendant la Révolution et était devenu rédacteur d'un journal du Parti au niveau régional. Sur une dénonciation de sa femme, il avait été exclu du Parti en 1935 et avait perdu son poste.

"Mon grand-père était de plus en plus sceptique envers le régime: il considérait qu'on n'arriverait jamais à construire le socialisme, que c'était une fiction. Il se disputait avec mon père, écolier fidèle au dogme" (V. Igrunov, entretien du 2/8/1994).

La grand-mère maternelle de V. Igrunov, mariée à un paysan mais descendante de la noblesse ukrainienne ou russe convertie au catholicisme au XVII<sup>ème</sup> siècle et devenue polonaise, avait subi des répressions lors de la collectivisation: ses biens avaient été confisqués et elle-même avait été emprisonnée pendant un an. Elle entretenait des relations tendues avec le père de V. Igrunov en raison de fortes divergences politiques.

Toutes ces expériences au cours desquelles les individus se sont "compromis" dans des actions de répression du pouvoir (collectivisation, écrasement de soulèvements, travail dans l'administration du NKVD, interventions dans les territoires libérés par l'armée soviétique...) ou se sont assimilés à des structures symbolisant le pouvoir soviétique (armée, Parti) sont l'un des ressorts de la "loyauté" envers le régime. Comme le souligne A. Hirschman, plus le prix payé à l'entrée d'une organisation est élevé (il s'agit ici d'une entrée permettant une trajectoire ascensionnelle), plus la défection (*exit*) est coûteuse et improbable<sup>83</sup>.

Non seulement les informels de la première cohorte qui se trouvent dans de telles configurations familiales s'opposent par conviction à cette "loyauté", mais certains d'entre eux s'aperçoivent qu'un attachement trop univoque aux valeurs affichées du régime constitue en fait un obstacle à la réussite sociale de leur ascendant loyal<sup>84</sup>:

---

<sup>83</sup> A. HIRSCHMAN. *Exit, Voice, and Loyalty. Responses to Decline in Firms, Organizations and States*. Harvard: Harvard University Press, Cambridge, 1970, p. 93.

<sup>84</sup> Comme le remarque M. Dobry, le fait pour les membres d'un secteur social de s'adapter aux règles du jeu de ce secteur, de calculer en fonction de sa logique propre, n'a rien à voir avec leur loyauté, leur adhésion aux valeurs affichées ou aux règles du jeu en vigueur. Dans les exemples qui suivent, la loyauté devient même un obstacle à la captation des logiques sectorielles (M. DOBRY. *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Paris: Presses de la FNSP, 1986, p. 103).

A. Fadin explique que son père, entré en 1956 dans l'appareil du Comité central, a stagné assez longtemps à la même position *"en partie parce qu'il prenait trop au sérieux les postulats idéologiques du régime, alors que le milieu était devenu à cette époque déjà assez cynique"*. Au bout d'une quinzaine d'années, son père commence à s'adapter aux normes de conduite ayant cours au Comité central, et notamment à un rituel fort prosaïque mais capital dans les stratégies de promotion: il se met à boire avec ses collègues, entre dans des réseaux de relations et obtient dès lors de rapides avancements (entretien du 7/9/1994).

De même, V. Igrunov note que son père n'a pas vraiment fait carrière parce qu'il a refusé de se plier à ce qu'on pourrait analyser comme une règle pragmatique de promotion dans le Parti: lorsqu'il est sorti de l'École Supérieure du Parti de Kiev, *"on lui a proposé une place d'instructeur\* au comité régional du Parti, place transitoire pour devenir secrétaire. En général, on proposait cette fonction à des plus jeunes, de 25-30 ans. Or, pour lui [âgé de 38 ans], c'était humiliant de travailler avec des tout jeunes. Il voulait demeurer autonome dans son travail"* (entretien du 2/8/1994).

Il y a enfin un autre type de familles politisées dont sont issus les informels de la première cohorte: celles où une position critique à l'égard du régime est non seulement partagée par les deux parents, mais oriente fortement leurs carrières, sans pour autant qu'ils dévient vers la dissidence.

Le père de G. Rakitskaja<sup>85</sup>, d'une famille d'ouvriers agricoles, entre au Parti au moment de la Révolution et prend part aux combats de la guerre civile. Il commence ses études à l'Institut d'économie Plekhanov, mais doit les abandonner pour participer à la "campagne des collectes" (*zagotovki*) lors de la collectivisation<sup>86</sup>. Selon G. Rakitskaja, cette expérience constitue un moment de rupture dans l'engagement politique de son père:

*"C'est pendant la collectivisation qu'il a compris ce qu'était ce régime et qu'il a considéré que Staline et la clique au pouvoir étaient des dictateurs"* (entretien du 24/2/1994).

En 1937, il s'enfuit pour éviter une arrestation. Pendant la guerre, il recouvre un statut officiel et travaille à Moscou dans le système des approvisionnements agricoles. G. Rakitskaja explique que ses parents, après la guerre, considéraient le régime soviétique et le régime hitlérien comme des types de régime fasciste.

Certains parents d'informels ont même joué un rôle important dans la vie intellectuelle au moment du dégel khrouchtchévien.

Le père de A. Danilov, Viktor Petrovič, est l'un des spécialistes les plus réputés de l'histoire agraire de la Russie et de l'URSS. Il est issu d'une famille d'artisans et, grâce à son statut d'ancien combattant, fait des études d'histoire dans un institut pédagogique de province. Dans ses travaux des années 1960-1970 à l'Institut d'histoire de l'URSS, il avait tâché de montrer que les rapports de production dans la campagne russe des années 1920 ne pouvaient être qualifiés de capitalistes, invalidant ainsi le principal argument utilisé pour justifier la collectivisation. Il critique ouvertement la politique d'accès aux archives sur la collectivisation lors d'un congrès d'historiens tenu au

---

<sup>85</sup> G. Rakitskaja est née en 1939 (elle est donc plus âgée que le noyau générationnel de la première cohorte), et son père probablement au début du siècle.

<sup>86</sup> Envoi d'ouvriers dans les campagnes pour réquisitionner la production agricole. Ces collectes ont duré de 1927 à 1932 (cf. M. LEWIN. *La formation du système soviétique...*, op. cit., p. 204 et suiv.).

lendemain du XXII<sup>ème</sup> congrès du PCUS<sup>87</sup>. En 1966, comme l'explique A. Berelowitch, alors que V. Danilov est secrétaire de l'organisation du parti communiste de l'Institut d'histoire, "il commémore le dixième anniversaire du XX<sup>ème</sup> congrès ; en 1970, il organise la défense de l'historien A. Nekrič, attaqué pour sa description des défaites de l'armée soviétique en 1941. C'est à la suite de cette bataille que l'Institut d'histoire est réorganisé et coupé en deux. Viktor Danilov faillit être exclu du parti communiste et restera marginalisé jusqu'à la perestroïka"<sup>88</sup>.

La façon dont les stigmates des années 1920 et 1930 ont travaillé les trajectoires familiales est probablement un élément fondamental de la prédisposition des futurs informels à s'initier tôt à l'activité politique hors des voies officielles. Pour effacer socialement ces stigmates, les parents ont été amenés à conclure des "mésalliances" ou à procéder à des revirements brusques de position (sociale et politique), internalisant au sein même des unités familiales les conflits entre groupes sociaux. Dans de telles configurations familiales, une vision bipolaire de la vie sociale et politique ("loyauté et ascension sociale" vs "opposition et déclin") a pu être transmise à la troisième génération. Si celle-ci éprouve des affinités pour un "camp" politique, elle est aussi témoin, à partir des années 1960-1970, du brouillage de cette vision bipolaire: (i) dans la conjoncture du dégel, il devient possible d'exprimer ouvertement un certain discours critique sans trop de risque pour son statut, (ii) si les discours critiques dans la sphère officielle se font plus feutrés pendant la période brejnévienne, certains informels ont aussi une perception intuitive que la loyauté "à l'ancienne" ne paie plus. Ce qu'ils combinent dans leurs trajectoires universitaires, c'est une ascension sociale et l'acquisition d'une culture politique d'opposition.

## II/ Quatre types de carrières militantes

On peut identifier quatre types idéaux de trajectoires professionnelles et politiques au sein de la première cohorte des informels<sup>89</sup>. Les uns ont réussi à concilier leurs parcours professionnel et leurs activités politiques, faisant ainsi des "économies d'échelles". C'est le cas des chercheurs en sciences sociales entrés dans des instituts réformistes (trajectoires de type A, voir le tableau 7 ci-dessous) et des dissidents (type B) qui ont, eux, fait basculer activités politiques et professionnelles hors de la sphère officielle. Dans les autres cas (type C), les individus, engagés dans des sphères professionnelles éloignées des lieux de pensée critique, se sont investis avec moins d'intensité que les autres dans des activités politiques parallèles<sup>90</sup>. Enfin, une dernière catégorie d'informels doit être mentionnée: il s'agit de ceux qui n'ont fréquenté aucun des lieux de socialisation politique hétérodoxe identifiés, mais se sont trouvés au début de la perestroïka dans une zone intermédiaire entre le milieu académique ou universitaire et le Parti et, du fait de cette position stratégique, ont joué un rôle déterminant dans la constitution des premiers clubs (type D).

---

<sup>87</sup> B. KAGARLITSKY. *Les intellectuels et l'Etat soviétique de 1917 à nos jours...*, op. cit., p. 242.

<sup>88</sup> [A. BERELOWITCH]. A la mémoire de Viktor Petrovič Danilov. *Recherches franco-russes en sciences sociales et humaines. Lettre du Centre franco-russe en sciences sociales et humaines de Moscou*, mai 2004, 30, p. 1-2.

<sup>89</sup> Sur le concept de carrières militantes, on pourra se reporter à la *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001: "Devenirs militants".

<sup>90</sup> Le rapport instauré dans les années 1970-1980 entre la carrière professionnelle et la "carrière" politique est important car il se poursuit presque tel quel au début du mouvement informel: les uns (chercheurs, spécialistes de sciences humaines) intégreront leur activité d'informels à leur trajectoire professionnelle, les autres, par nécessité, continueront de les dissocier.



Les trajectoires individuelles se rapprochent souvent de ces types idéalisés, qui sont des reconstructions, mais il est évident que certaines s'en écartent sensiblement, sont plus accidentées ou en chevauchent plusieurs.

L'examen de ces trajectoires nous permet, au-delà d'une compréhension plus fine des "motivations", des ressorts des engagements, de mieux cerner les types de "ressources", de "capital social" que ces individus apportent aux clubs lorsque ceux-ci vont se former.

Il permet notamment de voir comment émergent à la fin de l'ère brejnévienne certaines tentatives d'établir de nouvelles relations avec le pouvoir, moins oppositionnelles que celles des dissidents, de rendre les cultures politiques officielle et clandestine plus perméables l'une à l'autre, de modifier les répertoires d'actions et de perceptions traditionnels de la dissidence et du pouvoir. Sous Brejnev, ces comportements perçus comme décalés n'aboutissent pas et sont sanctionnés aussi bien par le pouvoir que par l'opposition. Mais s'ils ont été mis en échec à cette période, ceux qui ont entrepris de telles tentatives de rapprochement (types A et B) occuperont dans les clubs informels de la perestrojka des positions dominantes: ce sont eux désormais qui donneront le ton.

L'autre ressource qui assure une position dominante dans les clubs politiques informels de Moscou est l'appartenance au milieu académique réformateur (type A).

**Tableau 7 : Types de trajectoires professionnelles et politiques des membres de la première cohorte avant 1986-1987**

		Années de naissance	Avant 1947	1948-1964	Après 1965	Total
<b>Type de trajectoires professionnelle et politique</b>						
<b>Enchevêtrement des trajectoires</b>	A: Chercheurs dans des instituts réformateurs		2	13	0	15
	B: Dissidents		2	6	0	8
<b>Distinction des trajectoires</b>	C: Implication modérée dans la dissidence, mobilité professionnelle		0	7	2	18
	C': Implication modérée dans la dissidence, stabilité professionnelle		2	6	1	
<b>D</b>			2	4	0	6
<b>Absence de trajectoire politique parallèle</b> dans les lieux de gestation identifiés						
Intermédiaires entre le milieu académique/universitaire et le Parti						
Données manquantes sur la trajectoire politique <sup>91</sup>			4	0	0	4
<b>Total</b>			12	36	3	51

### **Type A : Les chercheurs des instituts réformateurs**

La proportion de chercheurs dans l'échantillon de la première cohorte est considérable: 25 individus sur 51 ont travaillé dans un institut de l'Académie des sciences, une université ou un centre de recherche d'un ministère<sup>92</sup>. Dans ce groupe professionnel, ne relèvent du type A que les chercheurs ayant travaillé dans des instituts ou réseaux identifiés plus haut comme réformateurs (CEMI, IEMSS, IMEMO, chaires d'économie mathématique du MGU ou de l'Université de Novossibirsk) ou ayant été en contact avec eux. C'est le cas de 15 personnes<sup>93</sup>.

<sup>91</sup> Les individus font partie de l'échantillon mais n'ont pas été interrogés.

<sup>92</sup> La proportion est identique dans la génération 1948-1964 où 18 personnes sur 36 ont travaillé dans la recherche ou l'enseignement supérieur (voir le tableau 21 en annexe p. 491).

<sup>93</sup> Les 10 autres chercheurs se répartissent comme suit: 5 appartiennent au groupe D des intermédiaires entre l'Académie des sciences et le Parti, 1 au groupe C; la trajectoire politique des 4 personnes restantes, chercheurs en sciences dures et techniques, n'a pu être reconstituée (cf. "données manquantes sur la trajectoire politique" du tableau 7 ci-dessus), mais les individus n'étaient a priori pas liés aux lieux de gestation identifiés.

Etant donné les domaines de spécialisation des instituts réformateurs et leur mode de recrutement, on ne s'étonnera pas de trouver une forte proportion d'économistes (8 personnes), de diplômés d'établissements très prestigieux (cas de 11 personnes dont 8 sortent du MGU) et d'enfants issus de milieux favorisés (10 ont des parents militaires, fonctionnaires du Parti ou intellectuels)<sup>94</sup>. Ils possèdent donc toutes les ressources pour faire une belle carrière.

Pourtant, près des deux tiers des chercheurs qui appartiennent à la génération 1948-1964 ne soutiennent pas leur thèse de *kandidat*\*. Certains, comme les dirigeants du groupe des "Jeunes socialistes" (créé en 1977-1978, cf. infra), se lancent parallèlement dans des activités politiques clandestines. Fadin travaille sur les régimes autoritaires dans les pays du Tiers-monde, Kudjukin sur l'Espagne franquiste. Mais leur arrestation en 1982 stoppe leur carrière avant la fin de leur thèse. D'autres ne jugent prioritaire de s'investir ni dans une carrière scientifique modèle, ni dans une réflexion sur la réforme sociale dans des circuits moins officiels: ils travaillent plusieurs années dans la recherche sans finir leur thèse (en 1987, D. Leonov est au CEMI depuis seize ans, Mintusov depuis sept ans), considérant suffisante leur appartenance à un institut prestigieux et politiquement formateur:

"Mon travail au [CEMI], explique I. Mintusov, a joué un grand rôle dans mon développement intellectuel. [...] En 1980, lorsque je suis entré à l'institut, j'avais encore beaucoup d'illusions sur la société, l'économie. J'étais le plus jeune de mon laboratoire et les personnes avec lesquelles je travaillais ont pris le temps de me faire comprendre ce qu'il en était en réalité... Cet institut était en fait le bastion d'une certaine dissidence mi-officielle mi-officieuse" (I. Mintusov, entretien du 15/8/1994).

Par ailleurs, aucun d'entre eux n'entre au Parti. Dans les années 1970, il est de fait plus difficile pour un intellectuel qui ne se destine ni à des tâches de propagande (enseignement du marxisme-léninisme) ni à une carrière dans le Parti ou le Komsomol d'être admis au PCUS en raison d'un système de quotas par catégorie sociale. Or, par le choix de leurs disciplines (notamment en évitant la philosophie), la plupart des informels de la première cohorte, on l'a vu, s'écartent résolument de telles voies<sup>95</sup>.

Ils connaissent donc un mode d'intégration au milieu académique fondé davantage sur l'appartenance à des réseaux d'affinités intellectuelles et politiques que sur la possession de biens plus objectivés, comme les titres académiques et la carte du Parti, type d'intégration sociale qui est possible dans les instituts réformateurs.

En revanche, d'autres chercheurs, très minoritaires dans le groupe, mènent une carrière plus "efficace": ils soutiennent leur thèse, entrent au Parti et se verront vite aspirés vers le haut.

Anatolij Čubajs, membre du PCUS (en 1980 à 25 ans) et *kandidat* ès sciences économiques (en 1983), est chercheur à l'Institut d'ingénierie économique de Leningrad (LIEI) (qui ne fait pas partie des grands instituts réputés). Alors qu'il est en thèse, son institut lui confie en 1980 le soin de réaliser une enquête sur la modification du système de rémunération des ingénieurs et techniciens auprès de directeurs de grandes entreprises de Leningrad, appartenant principalement à l'industrie militaire<sup>96</sup>.

---

<sup>94</sup> Voir le tableau 26 et, pour le noyau générationnel, le tableau 27 en annexe p. 492 et 493.

<sup>95</sup> Ce qui n'est pas le cas des membres de la seconde cohorte, dont beaucoup travaillent dans des structures de propagande (qu'ils soient directement employés par le Parti ou qu'ils exercent une activité bénévole dans la cellule du Parti de leur lieu de travail). Ainsi, parmi les informels âgés d'au moins 29 ans en 1987 (âge normal d'adhésion au Parti), la proportion de membres du Parti est deux fois plus élevée dans la seconde cohorte que dans la première. Voir le tableau 23 en annexe p. 491 et le chapitre 2 de cette partie sur la seconde cohorte.

<sup>96</sup> L'objectif était de trouver des moyens de lever toutes les restrictions aux augmentations de rémunération dans les centres de recherche et bureaux d'études (A. ČUBAJS. Predislovie [Avant-propos]. *Privatizacija po-russki* [Privatisation à la russe]. Moscou: Vagrius, 1999).

A la même époque, A. Čubajs entre en contact avec un groupe d'économistes moscovites qui l'introduisent dans certains réseaux de pouvoir politique et économique. Le groupe en question est dirigé par E. Gajdar, jeune chercheur à l'Institut de recherches systémiques de l'Académie des sciences appartenant au milieu de l'économétrie: il vient en effet de soutenir sa thèse sous la direction de S. Šatalin, chef de la chaire des méthodes mathématiques du MGU (entre 1970 et 1983) et vice-directeur de l'Institut de recherches systémiques. De 1983 à 1985, Gajdar participe aux travaux d'une commission du Politburo pour concevoir des réformes économiques<sup>97</sup>. En 1985, A. Čubajs fait parvenir à son tour des propositions à cette "Commission de perfectionnement", et l'année suivante participe directement à ses travaux.

La possession de titres universitaires et l'adhésion au Parti ouvrent des opportunités et créent des écarts relativement importants dans les carrières. Le fait d'avoir participé à cette Commission du Politburo permet au groupe d'économistes autour de Gajdar et Čubajs (qui seront appelés ultérieurement les "jeunes économistes") d'entrer dans des réseaux de pouvoir et n'est certainement pas étranger à leur future nomination dans le "gouvernement des réformes" qu'El'cin, alors président de la Russie, constitue en 1991.

A côté du travail formel de construction de carrière, la plupart des futurs informels cherchent à s'insérer dans les réseaux académiques progressistes dans une optique plus politique, pour participer à une réflexion sur les réformes économiques et sociales. Certains rejoignent des groupes de travail animés par des soixantards:

G. Pel'man (né en 1951), diplômé de la faculté d'économie de Novossibirsk en 1974, entre dans le réseau de l'économétrie et de la sociologie par l'intermédiaire de T. Zaslavskaja, dont il a été l'étudiant. En 1979, il obtient un poste à la chaire des méthodes mathématiques de la faculté d'économie du MGU (contrôlée par le CEMI) et s'inscrit en thèse<sup>98</sup> sous la direction de L. Gordon, sociologue du travail comme T. Zaslavskaja. Son sujet, intitulé "analyse comparative du développement du mouvement ouvrier dans les républiques de l'URSS", porte sur la stratification sociale, thème délicat que Zaslavskaja aborde en 1983 dans un rapport adressé à la direction politique du pays<sup>99</sup>.

Ju. Samodurov (né en 1951) suit, lui, la "filiale" de la sociologie des organisations, assiste à des séminaires semi-officiels (eux-mêmes parfois itinérants) et effectue une reconversion professionnelle radicale. Géologue de formation, il travaille sept ans dans ce domaine et soutient une thèse de *kandidat* en 1985. Pourtant, dès le début des années 1980, il décide de réorienter ses travaux vers la sociologie du travail et la sociologie des organisations tout en demeurant chercheur à l'Institut de géologie de Moscou (MGRI) (au laboratoire d'"économie et organisation du travail dans les travaux d'extraction géologique"). Sa reconversion professionnelle commence par une phase d'autodidaxie où il lit les premiers travaux qui paraissent alors sur la sociologie des organisations, puis, après avoir pris contact avec leurs auteurs, assiste à leurs séminaires. Il participe ainsi à un séminaire de A.I. Prigožin (qui avait été renvoyé de l'Institut de sociologie – IKSI – au début des années 1970), à celui de T. Zaslavskaja à Novossibirsk, et au séminaire de philosophie et de méthodologie de G.P. Ščedrovickij, "*pionnier du conseil en management et des jeux de rôles en URSS*". Au cours de ses

---

<sup>97</sup> Voir la biographie de E. Gajdar sur le site <http://www.nns.ru/Person/gajdar/2.html>. La Commission est placée sous la direction de N. Ryžkov, représentant de l'industrie, qui deviendra Premier ministre de l'URSS sous Gorbačëv.

<sup>98</sup> Il ne la soutiendra pas.

<sup>99</sup> Cf. infra p. 111.

déplacements dans le milieu de la sociologie, il fait la rencontre de futurs informels (notamment de A. Fadin au séminaire de A. Prigožin) (Ju. Samodurov, entretien du 22/7/1994).

D'autres chercheurs, qui participeront par la suite aux clubs informels, essaient de constituer leurs propres cercles de discussion au sein de la sphère académique ou à la lisière de cette sphère et de la dissidence. Peu avant la perestrojka, les groupes semi-clandestins qui réussissent à se maintenir ont de plus en plus de possibilités de s'officialiser.

Dans les années 1960, certains chercheurs organisent des séminaires à leur domicile. C'est le cas de L. Volkov, chercheur à l'Institut de l'Etat et du droit (IGP). Né en 1929, il appartient à la génération des soixantards. En 1970, son groupe est découvert par le KGB et il doit quitter son institut, sans pour autant perdre son statut de chercheur de l'Académie des sciences.

A la fin des années 1970, certains cercles de discussion de chercheurs prennent la forme de groupes apparentés à la dissidence mais cherchent à rompre avec un enfermement dans l'opposition radicale au régime. Le groupe des "Jeunes socialistes", constitué en 1977-1978 et disparu en 1982, en est un exemple. Il sera étudié ici en détail car sa présence est presque palpable dans certains clubs informels moscovites de la perestrojka: il a en effet fourni des figures importantes du mouvement informel qui y ont importé leur expérience d'interaction avec le pouvoir.

Le groupe, constitué autour de A. Fadin et P. Kudjukin, tous deux étudiants à la faculté d'histoire du MGU puis chercheurs à l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales (MEMO), est conçu comme un lieu intermédiaire entre la sphère officielle et la sphère clandestine, dans les domaines scientifique et politique. Il recrute aussi bien des chercheurs (le noyau initial est formé de collègues de l'MEMO), des étudiants (essentiellement de la faculté d'histoire du MGU) que des dissidents de gauche (dont le groupe de B. Kagarlickij<sup>100</sup>). Il entretient également des liens avec des groupes de la dissidence traditionnelle qui diffusent des samizdats. Au total une quarantaine de personnes participent à ce réseau. Son bulletin, *Varianty*, est lui aussi conçu comme une plateforme ouverte aux chercheurs ne pouvant publier dans les revues scientifiques officielles<sup>101</sup>:

"[Le bulletin devait être] une manufacture de recherche diffuse. De nombreuses personnes tentaient de mener une réflexion sérieuse sur la nature du régime soviétique. Il s'agissait en fait de personnes qui, dans leur vie professionnelle, n'étudiaient pas la société soviétique: c'étaient des spécialistes de l'Occident, du Tiers-monde, des historiens, etc. On savait bien que tout le monde écrivait, laissait ses travaux dans un tiroir, mais il n'y avait pas de lieu d'échanges. D'où l'idée de créer quelque chose de matériel, un almanach, un bulletin, permettant de lancer la discussion, bref, un produit intellectuel avec lequel d'autres pourraient travailler" (P. Kudjukin, entretien du 12/1/1994).

L. Alekseeva indique que, sans envisager d'établir un contact avec le pouvoir brejnévien, les Jeunes socialistes "*espér[ai]ent qu'à l'avenir le bloc au pouvoir se scinderait sous l'effet d'une crise relativement aiguë et qu'une fraction fera[it] un pas vers une coopération avec l'opposition (sur l'exemple de la Tchécoslovaquie en 1968, de l'Espagne après 1976, du Brésil après 1978, de la Pologne en 1980-1981, etc.)*"<sup>102</sup>. Cette coopération pourrait donner

---

<sup>100</sup> B. Kagarlickij publie la revue *Levyj povorot* (Tournant à gauche), tirée à une centaine d'exemplaires et diffusée à Moscou et dans trois autres villes. Elle est rebaptisée *Socializm i buduščee* (Socialisme et avenir) en 1981 (L. ALEKSEEVA. *Istorija inakomyслиja v SSSR, op. cit.*, 1984, chap. 17).

<sup>101</sup> Le titre fait clairement référence aux travaux et discussions menés au sein du Secteur de méthodologie de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences dirigé par M. Gefter (1964-1969) (cf. supra p. 43).

<sup>102</sup> ALEKSEEVA, *op. cit.*, chap. 16.

naissance à des "associations (clubs, syndicats, etc.) socialistes semi-légaux"<sup>103</sup>, à côté de la dissidence traditionnelle. Ils aspirent donc à l'émergence d'un nouvel espace de mobilisation distinct de la dissidence, où les "défenseurs des droits de l'homme" ne seraient plus centraux. Mais le rôle d'intermédiaire entre le pouvoir et l'opposition auquel prétend le groupe est difficile à tenir parce qu'il remet en cause les schèmes de perception dominants. En cherchant à se différencier des "défenseurs des droits de l'homme" par des positions politiques de gauche et à se rapprocher des réformateurs du Parti, les "Jeunes socialistes" fournissent aux "dissidents traditionnels" les verges pour se faire battre. Leurs relations "ambiguës" avec le système suscitent chez les dissidents un doute sur l'authenticité de leur engagement dans l'opposition. Relations jugées ambiguës avant tout parce qu'ils choisissent une option de gauche, mais aussi parce qu'ils sont définis comme des enfants de la nomenklatura<sup>104</sup>, des représentants de la "jeunesse dorée", puis comme des "traîtres" qui n'ont pas hésité à se compromettre avec le pouvoir lors du procès de l'un des leurs.

En avril 1982, six membres du groupe (dont A. Fadin, P. Kudjukin et B. Kagarlickij) sont arrêtés et placés en détention préventive. Au bout d'un an, on leur propose de faire acte de repentir en échange d'une grâce. Tous acceptent sauf deux (M. Rivkin et A. Šilkov), qui par principe refusent de reconnaître une quelconque culpabilité. Les autres sont libérés mais appelés à témoigner au procès de M. Rivkin à l'issue duquel celui-ci est condamné à sept ans de camp et cinq ans d'exil (peine maximale au titre de l'article 70 du code pénal de la RSFSR relatif à l'agitation et à la propagande antisoviétiques).

Ces stigmates, qui leur sont accolés par les dissidents, les poursuivront jusqu'à la perestroïka<sup>105</sup>.

De son côté, le pouvoir utilise la biphositionnalité du groupe dans la dissidence et dans la sphère académique pour régler certains comptes sur le terrain *officiel* au moment jugé le plus opportun<sup>106</sup>. L'"affaire des Jeunes socialistes" permet de porter un coup à l'IMEMO, et notamment à son directeur, N.N. Inozemcev, soupçonné par le KGB d'avoir "couvert" le groupe<sup>107</sup>. Cette affaire aurait également eu pour objectif de fragiliser Ju. Andropov au sein du Comité central. Selon B. Kagarlickij,

"on a voulu faire passer une organisation qui avait des activités anodines, comme le samizdat, pour une organisation subversive terrible, grandiose, qui voulait perpétrer des actes terroristes. [...] Cette affaire devait donner un avant-goût. Elle a eu lieu à la fin du règne de Fedorčuk [président du KGB de mai à décembre 1982]. L'une des tâches que s'était donnée le KGB était de prouver que les socialistes, et eux tout particulièrement, avaient déployé sous Andropov [lorsqu'il présidait le KGB de 1967 à mai 1982] une activité extrêmement dangereuse contre l'Etat, quasiment en toute impunité. Cette affaire a été un élément de la lutte interne qui opposait le groupe d'Andropov à celui de Tchernenko. Mais au moment où Fedorčuk a réussi à monter

---

<sup>103</sup> *ibid.* (souligné par CS).

<sup>104</sup> Si cette origine sociale est un stigmate, certains individus y échappent par leur position dans la dissidence. C'est le cas notamment d'Elena Bonner, femme de A. Sakharov, dont les parents étaient des responsables du Komintern et du Comité du Parti de Moscou.

<sup>105</sup> S. Grigorjanc, ancien dissident, publie en 1989 dans sa revue *Glasnost'* le témoignage de Mihail Rivkin sur le comportement des ex-leaders des Jeunes socialistes lors de l'enquête et de son procès (M. RIVKIN, A. ŠILKOV. Delo moskovskih socialistov [L'affaire des socialistes moscovites]. *Glasnost'*, 1989, 29).

<sup>106</sup> On peut supposer que le KGB avait connaissance de l'existence du groupe depuis 1980, date à laquelle B. Kagarlickij a été exclu de son institut pour la publication de *Levyj povorot*.

<sup>107</sup> V.V. Grišin (premier secrétaire du Comité du Parti de la ville de Moscou de 1967 à 1985 et membre du Politburo de 1971 à 1986) voulait même dissoudre l'organisation du Parti de l'IMEMO au cours de l'été 1982. Voir l'interview de A. Bovin, journaliste et diplomate qui a travaillé au Comité central dans les années 1970 (A. BOVIN. Kto ne pjët šampanskogo? [Qui ne risque rien n'a rien]. *Literaturnaja gazeta*, 26 juin-2 juillet 2002, 26).

cette affaire et à en faire quelque chose d'énorme pour porter un coup à Andropov, Brejnev est mort et c'est Andropov qui lui a succédé" (B. Kagarlickij, entretien du 6/2/1991).

Le pouvoir joue donc lui aussi à sa façon avec la porosité des frontières, mais un incident de parcours empêche l'instrumentalisation de l'"affaire des Jeunes socialistes" de produire les effets escomptés par ses instigateurs. Après l'accession d'Andropov au poste de secrétaire général du Comité central en novembre 1982, l'IMEMO reste aux mains des réformateurs: sa direction est confiée à A.N. Jakovlev, recommandé par M. Gorbačëv, alors membre du Politburo et l'un des plus proches collaborateurs d'Andropov<sup>108</sup>. En outre, les poursuites à l'encontre des membres du groupe placés en détention provisoire sont arrêtées. Le pouvoir doit même recourir à une solution technique qui s'apparente à un non-sens juridique, puisqu'une grâce leur est accordée sans qu'ils aient été jugés.

A leur libération, les Jeunes socialistes connaissent un déclassement social. Mais c'est un déclassement d'un type particulier puisqu'il a lieu après une sanction pour des activités valorisées par les individus. Ils occupent des emplois non qualifiés (veilleur de nuit, gardien d'immeuble...), et ceux qui retrouvent un travail intellectuel sont employés dans des institutions extérieures à l'Académie des sciences, d'un niveau de prestige nettement inférieur (laboratoires d'usine, centres de recherche appliquée de ministères). Néanmoins, ils demeurent en relation avec des réseaux du secteur académique (certains participent à des séminaires semi-officiels).

Au milieu des années 1980, les groupes de réflexion créés à l'initiative de jeunes chercheurs deviennent de moins en moins clandestins. En 1984-1985, Ju. Samodurov organise tout à fait officiellement un séminaire à l'Institut de géologie, où il invite A. Prigožin et d'autres spécialistes du Centre de recherche du ministère de la Culture de la RSFSR (dont A. Fadin). Plus intéressante encore est l'évolution du statut du cercle de réflexion créé par Anatolij Čubajs. Thésard puis chercheur depuis 1977 à l'Institut d'ingénierie économique de Leningrad (LIEI), A. Čubajs constitue en 1978-1979 avec quelques collègues un groupe d'étude "semi-clandestin" sur les réformes économiques en URSS (notamment sur la NEP) et dans les pays d'Europe de l'Est (Hongrie et Yougoslavie)<sup>109</sup>. Vers 1981-1982, l'entreprise perd son caractère "semi-clandestin" pour devenir officielle:

"Nous étions constamment sous le coup d'une attaque pour motif politique, raconte A. Čubajs. J'étais tout particulièrement chargé de veiller à ce que notre groupe ne puisse être accusé de mener des activités antisoviétiques. Comme j'étais en permanence soucieux de trouver une couverture politique, je suis tombé un beau jour sur une organisation soviétique tout à fait intéressante, le 'Conseil de jeunes chercheurs', qui n'existait dans notre institut que sur le papier. J'ai donc décidé de m'emparer de ce Conseil mythique, ai pris une feuille blanche, y ai inscrit 'Plan de travail' puis me suis proposé au vice-recteur pour présider ce Conseil de chercheurs. Le vice-recteur [...], également titulaire de notre chaire, était un homme progressiste. Il s'intéressait à la macroéconomie<sup>110</sup> et soutenait toujours les schémas de réflexion et approches qui sortaient des cadres traditionnels. Aussi, après un petit temps de réflexion, il a pris ma feuille et l'a signée"<sup>111</sup>.

---

<sup>108</sup> L'ancien directeur de l'IMEMO, N. Inozemcev, était décédé en août 1982. A. Jakovlev deviendra conseiller de M. Gorbačëv lorsque celui-ci sera nommé secrétaire général du Comité central.

<sup>109</sup> Voir la biographie d'Anatolij Čubajs sur le site de Panorama: <http://www.panorama.ru/gov/gov20010.shtml#E9E8> [consulté le 23/10/2003].

<sup>110</sup> Alors que le LIEI est un institut spécialisé en microéconomie.

<sup>111</sup> A. ČUBAJS. Avant-propos. *Privatizacija po-russki, op. cit.*, 1999.

C'est notamment grâce à son activité dans ce groupe que A. Čubajs, nous l'avons vu, entre en contact avec Gajdar, qui anime lui aussi, mais à Moscou, un groupe de réflexion sur l'histoire économique de l'URSS. Cette rencontre permettra à A. Čubajs de collaborer avec des experts du Comité central.

Les futurs informels du type A baignent dans un milieu professionnel critique. Ils n'occupent aucune position de pouvoir dans la hiérarchie académique (du fait de leur âge, et, pour la plupart, de l'absence de titre de candidat ou de carte du Parti), mais ils se sont presque tous "frottés" au pouvoir en groupe.

### **Type B : Les "dissidents"**

Quelques futurs informels ont vu leur carrière professionnelle s'étioler dans la sphère officielle au profit d'une "vraie" carrière dans l'opposition. Dans le noyau dur de la première cohorte des informels, il n'y a pratiquement aucun "défenseur des droits de l'homme" (ceux qui, comme V. Novodvorskaja, se réclament de cette tendance de la dissidence se trouvent marginalisés). La plupart des dissidents devenus informels (G. Pavlovskij, V. Igrunov, B. Kagarlickij, A. Fadin, P. Kudjukin, par exemple) ont voulu, dès les années 1970, rompre avec la dissidence traditionnelle en essayant d'inventer de nouvelles formes d'interaction avec le pouvoir et de trouver des voies de sortie de la spirale opposition-répression. Ils se sont trouvés en position de contestataires au sein même de la dissidence. Quelques dissidents traditionnels (G. Jakunin, A. Ogorodnikov) ont eux aussi rejoint le mouvement politique informel/démocratique, mais plus tard, à partir de la seconde moitié de l'année 1988 (même s'ils avaient repris des activités publiques dès 1987). Leur arrivée coïncide avec celle de la seconde cohorte<sup>112</sup>.

Les 8 membres de ce groupe sont plutôt issus des catégories sociales "moyennes": 6 ont des parents ingénieurs et militaires. Ils ont presque tous accepté les postes auxquels ils avaient été affectés à la sortie de l'université. Mais passée la période obligatoire de trois ans, leurs trajectoires sont devenues plus mobiles, souvent pour des raisons liées à leur activité politique parallèle. Les mobilités intersectorielles se sont parfois accompagnées d'un déplacement géographique (vers Moscou) en vue de se soustraire au contrôle des autorités locales. Dans certains cas, l'appartenance à la dissidence est un moyen d'échapper à la vie provinciale, et l'installation à Moscou permet de se rapprocher de l'épicentre de l'activité politique:

Au début des années 1970, A. Ogorodnikov (né en 1950) avait organisé un club de discussion à la faculté de philosophie de l'Université d'Etat de l'Oural (Sverdlovsk) et tenté d'"investir" le Komsomol:

"Nous essayions de donner au Komsomol une nouvelle forme, un nouveau contenu. Nous pensions que, s'il s'agissait vraiment d'une 'Union de jeunes', notre devoir était de le débarrasser de toute tutelle bureaucratique inutile. C'est ainsi qu'est née l'idée d'un club de discussion. Mes positions étaient déjà fermement anticommunistes, tandis que mes camarades commençaient seulement à se rendre compte de ce qui se passait"<sup>113</sup>.

A. Ogorodnikov est exclu de l'université de l'Oural en 1971 pour son "*mode de pensée incompatible avec le titre de komsomol et d'étudiant*"<sup>114</sup>. Il part à Moscou pour échapper au contrôle du KGB et arrive à s'inscrire dans un autre institut supérieur, au

---

<sup>112</sup> Mais nous les classons dans la première cohorte dans la mesure où leurs activités politiques à l'époque de la perestrojka commencent avant 1988.

<sup>113</sup> A. OGORODNIKOV. Predanija starinny glubokoj [Des histoires du temps jadis], *Panorama*, août 1992, 4 (34).

<sup>114</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. Sto politikov Rossii. *Partinform*, 22 (43), 27 mai-2 juin 1993, p. 11.

demeurant fort prestigieux: l'Institut national d'Etat du cinéma (VGIK). Il est de nouveau exclu en 1973 pour avoir voulu tourner un film sur la "quête spirituelle de la jeunesse".

G. Pavlovskij (né en 1951), qui était lui aussi surveillé par le KGB depuis 1968 pour ses activités dissidentes, quitte à 23 ans sa ville natale d'Odessa, son métier d'enseignant et sa famille, pour commencer une "*nouvelle vie*" à Moscou dans la dissidence (entretien du 10/8/1994).

A la suite de sanctions disciplinaires ou pénales, ils perdent souvent leur travail et doivent se replier vers des travaux peu qualifiés. Mais, comme on l'a dit plus haut, ce déclassement, survenu à la suite d'un acte de résistance au régime, contient une valorisation sociale. Par ailleurs, ils conservent leurs réseaux de relations qui leur permettent de trouver du travail, même au bas de l'échelle, et d'éviter une nouvelle arrestation (cette fois-ci pour parasitisme):

"[A ma sortie de prison en 1983], explique B. Kagarlickij, je n'avais pas de travail et j'ai eu beaucoup de mal à en trouver. Surtout, on ne voulait pas m'embaucher non pas tant parce que je sortais de prison que parce que je n'avais pas de carnet de travail. C'était beaucoup plus grave (rire). Parce qu'alors il fallait entamer des procédures, ouvrir un dossier... Cela posait des problèmes. J'ai passé plusieurs mois sans travailler, et on m'a finalement trouvé une place à la Maison centrale de la culture des cheminots".

Par la suite, B. Kagarlickij mobilise de nouveau ses relations et trouve une place de gardien d'immeuble, mais d'un immeuble pour écrivains, où ses parents et lui-même occupent un logement (son père est professeur à l'Institut d'Etat d'art dramatique, et sa mère traductrice de littérature anglaise) (entretien du 21/6/1996).

La carrière professionnelle "qui compte", celle qui utilise les vraies compétences, se déroule dans la dissidence. Certains sont rédacteurs en chef de samizdats ou animent des cercles. A. Ogorodnikov publie la revue chrétienne *Obščina* (Communauté) et dirige un "Séminaire chrétien sur les problèmes du renouveau religieux" de 1974 à 1978; B. Kagarlickij publie *Levyj povorot* (Tournant à gauche) entre 1978 et 1982 et dirige un groupe qui rejoint les Jeunes socialistes; G. Pavlovskij devient membre de la rédaction de *Poiski* en 1979<sup>115</sup>. D'autres organisent des réseaux de diffusion de littérature clandestine:

A la fin des années 1960, V. Igrunov constitue une "bibliothèque de samizdats" à Odessa qui rassemble des œuvres de différents courants de pensée de la dissidence. L'organisation s'approvisionne à Moscou puis diffuse les ouvrages sur un vaste territoire:

"Vers la fin des années 1970, la bibliothèque de samizdats était présente dans une douzaine de villes d'URSS et avait deux antennes, l'une à Zaporojie [en Ukraine], l'autre à Novossibirsk. On nous commandait des livres non seulement de villes comme Leningrad, Riga ou Kiev, mais aussi de Moscou"<sup>116</sup>.

---

<sup>115</sup> Occupé d'abord à des fonctions techniques, il devient rédacteur puis, à mesure que ses collègues sont arrêtés, devient "*le personnage central sur lequel repose la publication*" (G. Pavlovskij, entretien du 10/8/1994)

<sup>116</sup> Voir l'autobiographie de V. Igrunov parue sur son site: <http://igrunov.ru/cv/vchk-cv-biogr/>. La bibliothèque disposait de 400-500 livres au total et se composait d'œuvres littéraires (*Le Docteur Jivago* de Pasternak, *Cœur de chien* de M. Boulgakov, *Le premier cercle* et *Le pavillon des cancéreux* de Soljenitsyne...), d'écrits philosophiques, politiques (Berdiaev, S. Boulgakov, Florenski, *Les jalons*), de revues en russe publiées à



La bibliothèque est financée dans un premier temps par un dissident donneur de sang (visiblement rémunéré pour ses dons), puis l'activité se maintient grâce aux recettes d'un atelier d'artisanat semi-clandestin dirigé par V. Igrunov.

Les dissidents qui sont entrés dans le mouvement informel pendant la perestrojka ont voulu à partir du milieu des années 1970 établir un dialogue avec le pouvoir, se frayer un chemin vers "le haut" à travers des zones de porosité entre les sphères légale et illégale, en établissant des contacts avec des passeurs et en tentant de constituer des lieux d'échanges. Ces contestataires de la dissidence ont choisi pour *passeurs* des soixantards tels l'historien Mihail Gefter ou Grigorij Vodolazov, journaliste et historien de formation, qui avaient tous deux collaboré à la revue *Novyj mir* sous Khrouchtchev<sup>117</sup>. A la fin des années 1970, G. Pavlovskij fait la connaissance de M. Gefter, qui devient son "*maître à penser*"<sup>118</sup>. Ils entretiendront à trois, avec V. Igrunov, une correspondance politique de 1980 à 1985. Après la dispersion de son laboratoire de méthodologie historique en 1969, M. Gefter avait été interdit de publication et pratiquement dans l'impossibilité de mener ses recherches. Il s'éloigne alors peu à peu de l'Académie des sciences (il prend sa retraite en 1976), quitte le Parti en 1982 et se tourne vers le samizdat. Il participe à la création de la revue dissidente *Poiski* (Quêtes) en 1977<sup>119</sup>. Mais, conscient de sa position intermédiaire entre la dissidence et la sphère officielle, il refuse d'entrer dans la clandestinité. Interrogé dans le cadre de l'enquête sur *Poiski* en 1982, il souligne n'avoir jamais dissimulé sa participation (même si son nom ne figure pas dans le comité éditorial):

"Il n'y a jamais eu de secret [sur ce point], explique-t-il. D'autant que le secret a été rejeté en tant que tel par tous ceux qui ont décidé de fonder la revue *Poiski*, et qui l'ont fondée sur le principe d'une pensée ouverte et d'un dialogue, d'un échange d'idées (qui ne se serait limité ni à un cercle de questions, ni à un type de participants)"<sup>120</sup>.

Les fondateurs de la revue *Poiski* avaient ainsi voulu inaugurer un type nouveau de publication, qui ne soit ni clandestin comme les autres samizdats, ni officiel.

G. Vodolazov est, lui, contacté en 1978 par un "Jeune socialiste", P. Kudjukin<sup>121</sup>. Contrairement à M. Gefter, il était resté "dans le système", dirigeant la chaire de philosophie des facultés de sciences humaines du MGU dans les années 1970 après avoir été journaliste aux *Izvestija* dans les années 1960.

On le voit ici, les membres du groupe B et certains chercheurs du groupe A (les Jeunes socialistes, notamment) impliqués dans la dissidence sont proches par leur volonté d'entrer en contact avec le pouvoir et de rompre avec la logique des défenseurs des droits de l'homme (quoique cette rupture intervienne peut-être plus tardivement dans le groupe B que dans le

---

l'étranger, de mémoires de Russes blancs des années 1920, de livres retirés des librairies (de Jung, Freud, Nietzsche, etc.), mais aussi d'ouvrages officiels à diffusion restreinte (par exemple ceux tirés à une centaine d'exemplaires pour les fonctionnaires du Comité central du Parti) (<http://igrunov.ru/cv/vchk-cv-memotalks/talks/vchk-cv-memotalks-talks-bogoraz.html>).

<sup>117</sup> M. Gefter avait publié en 1965 un article où il appelait à l'instauration de "*garanties politiques, idéologiques et morales*" contre toute résurgence d'un culte de la personnalité. G. Vodolazov avait été l'un des premiers à diffuser les idées de Gramsci en URSS en signant un article paru en 1968 dans *Novyj mir*. Voir B. KAGARLITSKY. *Les intellectuels et l'Etat soviétique...*, op. cit., p. 244, ainsi que l'autobiographie de M. Gefter parue sur le site du *Russkij žurnal* [<http://www.russ.ru/journal/dosie/gefter.htm>, consulté le 7/6/2004].

<sup>118</sup> G. Pavlovskij, entretien du 10/8/1994.

<sup>119</sup> La revue était tirée à une dizaine, voire une vingtaine d'exemplaires et regroupait autour d'elle une centaine de personnes (rédacteurs, auteurs et lecteurs) (V. ABRAMKIN. *Netradicionnoe čelovečeskoe dejstvie* [Une activité humaine hors du commun], *Vek XX i mir*, 1994, 1-2, p. 46-47).

<sup>120</sup> Lettre au Procureur général de l'URSS (avril 1982) dans le cadre de l'enquête sur la revue *Poiski*, citée par V. ABRAMKIN. *ibid.*

<sup>121</sup> G. Vodolazov, entretien du 20/6/1996.

groupe A). Mais ce qui les distingue avant tout est que les individus du groupe A tiennent à détenir un statut social valorisant (ils entrent dans des instituts prestigieux de l'Académie des sciences, même s'ils ne se conforment pas à un modèle classique de conduite de carrière), tandis que ceux du type B passent corps et âme dans la dissidence, abandonnent l'idée même de détenir un statut officiel. Leur statut et leur vie professionnelle se définissent par rapport à la dissidence et, dans ce milieu, ils occupent des positions plus élevées que les autres (Pavlovskij est rédacteur de la revue *Poiski*, nettement plus reconnue que le bulletin *Varianty* des Jeunes socialistes).

Certains de ces dissidents "contestataires", comme V. Igrunov par exemple, ont au début des années 1980 exprimé ouvertement l'idée que le pouvoir et l'opposition devaient négocier afin de stabiliser leurs relations et parvenir à des résultats mutuellement avantageux qu'ils ne pourraient obtenir sans cet accord<sup>122</sup>. Le processus de négociation ne pouvait, selon eux, raisonnablement être imposé à l'Etat. Puisque les deux acteurs, Etat et opposition, étaient pris dans des logiques propres et incompatibles, c'était à la partie la plus faible, i.e. la dissidence, de faire des concessions, notamment d'accepter que le dialogue ne se fasse pas sur la place publique, dans une "transparence absolue" et sous forme d'une "discussion la plus large possible", comme aimaient à l'exiger les défenseurs des droits de l'homme, parce qu'il se serait agi aux yeux du pouvoir d'une "diffusion incontrôlable de l'information [et] d'une transgression de l'étiquette propres à empêcher tout dialogue"<sup>123</sup>.

De même, G. Pavlovskij, comme les Jeunes socialistes, espérait une reconfiguration du jeu politique, c'est-à-dire une fissuration du bloc au pouvoir et un rapprochement entre fractions réformatrices du Parti et de l'opposition qui, de périphériques, seraient devenues centrales dans le nouvel espace de jeu:

"Mon idée [en 1981] était que le système, parce qu'irréformable, était dans une situation sans issue aussi bien pour le pouvoir que pour les forces de l'opposition, qu'elles soient radicales ou non. Il n'y avait pas d'espace, pas de recul pour organiser une réforme, même si celle-ci était initiée par le pouvoir. La réforme se serait inmanquablement transformée en peu de temps en un processus incontrôlable, révolutionnaire, parce qu'il n'y avait pas d'institution politique adéquate. On ne disposait pas d'assez de temps pour créer une telle institution. Les forces de l'opposition en étaient incapables, elles ne pouvaient pas non plus changer le pouvoir ou agir sur lui parce qu'elles n'arrivaient pas à concevoir leur mouvement d'une autre façon. Leur idéologie n'avait pas évolué. De son côté, le pouvoir éliminait physiquement le mouvement. [...] La situation ne faisait qu'empirer. Il me semblait que, s'il y avait des contacts entre le mouvement et le pouvoir, même si ce n'était pas sur un pied d'égalité, d'une part on obtiendrait un allègement temporaire des répressions, de l'autre le mouvement pourrait se consolider. Les forces intellectuelles qui se trouvaient rejetées à la périphérie du mouvement auraient eu toutes les raisons de vouloir se consolider. Parallèlement, on aurait pu assister, au sein même du

---

<sup>122</sup> Ce que V. Igrunov anticipe là correspond très exactement à la "coordination explicite" telle que la définit T. SCHELLING. *The Strategy of Conflict*. 3<sup>e</sup> édition. Cambridge: Harvard University Press, 1966, 309 p.

<sup>123</sup> Lettre d'Igrunov à Geftër, 8/1/1981 ([http://igrunov.ru/cv/vchk-vin-lett/chosen\\_lett/vchk-vin-letters-chosen-1981.html](http://igrunov.ru/cv/vchk-vin-lett/chosen_lett/vchk-vin-letters-chosen-1981.html)). On peut toutefois se demander si la dissidence n'aurait pas elle aussi eu intérêt à limiter la publicité pour garder une certaine marge de manœuvre dans les négociations, dissimuler d'éventuelles retraites et préserver sa réputation (sur la question du secret et de la publicité dans les négociations, voir T. SCHELLING. *The Strategy of Conflict*, op. cit., p. 29-30).

pouvoir, à une montée de personnes issues de tendances constructives" (G. Pavlovskij, entretien du 10/8/1994)<sup>124</sup>.

Les deux ensembles d'acteurs concernés – le pouvoir et la dissidence traditionnelle – réagissent à ces propositions en recourant à leurs répertoires d'actions habituels: les défenseurs des droits de l'homme stigmatisent ces incursions "illégitimes" dans la sphère officielle et crient à la trahison et à la provocation<sup>125</sup>; les autorités répriment et arrêtent indifféremment tous les dissidents, qu'ils soient "traditionnels" ou "contestataires" (G. Pavlovskij, les Jeunes socialistes, etc.).

G. Pavlovskij, qui à la faveur des luttes de pouvoir entre Tchernenko et Andropov avait voulu négocier avec de hauts responsables pour obtenir la libération d'un rédacteur de *Poiski*, est arrêté en 1982. Il plaide coupable à son procès après neuf mois de détention provisoire. Il se conforme ainsi à une ligne de conduite sur laquelle table le pouvoir pour maintenir une certaine définition du jeu politique. En échange, il obtient un allègement de peine (i.e. une peine de relégation au lieu d'un emprisonnement ou d'un internement dans un camp)<sup>126</sup>.

Les répertoires sont figés des deux côtés et exercent une contrainte, y compris sur ceux qui les contestent. Les tentatives des dissidents contestataires de redéfinir la configuration du jeu politique, de se rapprocher du pouvoir, de remettre en cause les modes de perception dominants aussi bien dans la dissidence que dans le pouvoir se heurtent à des résistances de part et d'autre. Mais ces expériences constitueront un socle sur lequel s'appuiera le mouvement informel, qui se définira par opposition à la dissidence tout en lui empruntant certaines formes d'actions collectives.

### **Type C : Des acteurs aux trajectoires professionnelles mobiles**

On peut distinguer un troisième groupe, résiduel, parmi les informels de la première cohorte qui, s'il n'a pas fourni les grands ténors du mouvement, est certainement celui qui comporte le plus d'individus. Mais il est aussi le plus difficile à caractériser: il ne s'agit ni de jeunes chercheurs qui disposent au sein même de leur champ professionnel de lieux de réflexion critique, ni d'individus clairement marqués par le sceau de la dissidence. Les membres de ce groupe sont en relation avec des cercles de la dissidence appartenant plutôt à la dernière génération (i.e. créés à la fin des années 1970 et au début des années 1980)<sup>127</sup>. Mais leur activité y est modérée, se résumant le plus souvent à la lecture de samizdats. Un seul publie des articles dans la presse de l'émigration à partir de 1982. Dans l'ensemble, ils séparent plus leurs différentes activités et prennent moins de risques. Comme ils n'ont pas été en première ligne dans l'opposition, ils n'ont pas été arrêtés (contrairement aux dissidents du groupe B). Leur engagement politique et leurs contacts directs avec le pouvoir en amont de la

---

<sup>124</sup> Il est possible que Pavlovskij n'ait pas eu une vision aussi claire des choses au début des années 1980 et que son discours en 1994 soit une rationalisation a posteriori.

<sup>125</sup> Voir V. IGRUNOV (O 82-m gode i ob areste Gleba Pavlovskogo [L'année 1982 et l'arrestation de Gleb Pavlovskij], 2001) sur les réactions de rejet au sein de la dissidence suscitées par ses tentatives de dialogue avec le pouvoir. Il souligne toutefois que L. Bogoraz, l'une des grandes figures de la dissidence (elle avait participé à la manifestation de 1968 sur la place Rouge contre l'invasion de la Tchécoslovaquie), était favorable à un tel dialogue.

<sup>126</sup> *ibid.*

<sup>127</sup> tels que les Jeunes socialistes, le syndicat SMOT, le mouvement pacifiste ou communard (adeptes d'une vie en communauté, dans des communes).

perestrojka sont donc moindres que ceux des deux autres groupes. Cette catégorie, importante en nombre, fournit rarement les animateurs les plus en vue des clubs informels<sup>128</sup>.

Les individus du groupe C se distinguent des deux précédents par le fait que leurs carrières professionnelles et les activités politiques clandestines n'ont aucun point de contact. Les deux trajectoires sont menées dans des espaces éloignés l'un de l'autre. Néanmoins, cette distance ne signifie pas non plus qu'ils mènent des vies parallèles et étanches, une "double vie". Les deux trajectoires semblent obéir à un principe commun: on observe une forte tendance à la mobilité professionnelle (intersectorielle et/ou géographique), et la recherche de lieux de sociabilité politique participe elle aussi d'une diversification des activités et des réseaux relationnels.

L'une des hypothèses susceptibles d'expliquer cette inclination du groupe C à la mobilité est sa situation de main d'œuvre captive dès la sortie de l'enseignement supérieur. C'est dans ce groupe qu'on trouve la plus forte concentration d'enfants d'ingénieurs, de militaires et d'ouvriers (tableau 8 ci-dessous), lesquels ont été amenés, comme on l'a vu, à se replier sur des établissements moyennement prestigieux et à emprunter des filières pédagogiques ou techniques menant aux carrières peu convoitées d'enseignants du secondaire ou d'ingénieurs. Sur les 13 individus nés entre 1948 et 1964, 6 sortent d'instituts pédagogiques et trois d'instituts techniques (voir le tableau 9 ci-dessous).

**Tableau 8 : Répartition des membres de la première cohorte selon la profession du père et le type de relation entre leurs trajectoires professionnelles et politiques**

Type de trajectoire	A	B	C-C'	D	Autres	Total
<b>Profession du chef de famille</b>						
<i>Secteurs dominants</i>						
Militaire	3	2	5	3	0	13
Fonctionnaire du Parti	3	1	0	0	0	4
Professions intellectuelles supérieures (recherche, enseignement sup., journalisme)	4	1	4	1	0	10
<b>Sous-total</b>	<b>10</b>	<b>4</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>27</b>
<i>Positions moyennes</i>						
Ingénieur	2	3	5	0	1	11
Enseignant du secondaire technique	1	0	0	0	0	1
<b>Sous-total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>12</b>
<i>Positions dominées</i>						
Ouvrier	0	0	3	0	0	3
s.d.	2	1	0	1	5	9
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>8</b>	<b>17</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>51</b>

Seule une infime minorité a pu éviter l'affectation qui lui était imposée à la sortie de l'université, contrairement aux membres du groupe A qui sont soit mieux dotés socialement et diplômés d'établissements plus prestigieux, soit un peu plus âgés et sortis de l'enseignement supérieur à un moment où le système d'affectation était peut-être moins contraignant. Les sortants d'instituts et formations pédagogiques ont été envoyés dans des lycées, ceux des écoles d'ingénieurs dans des usines rattachées à leurs établissements supérieurs (les industries

<sup>128</sup> Ce groupe rappelle un peu la majorité des députés du tiers-état en France en 1789 telle que la définit T. Tackett, i.e. une " 'catégorie transitoire de mutants sociaux indéterminés' [...] quelque part à la frontière entre la noblesse et la bourgeoisie", qui n'étaient pas a priori des révolutionnaires, mais le sont devenus dans le feu de l'action, qui n'avaient pas de projets mûrement conçus avant la Révolution sur la façon de réformer le pouvoir, même s'ils ont été imprégnés par les idées des Lumières (T. TACKETT. *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*. Paris: Albin Michel, 1997, p. 49).

de défense bénéficiant apparemment d'un faible taux de déperdition de diplômés<sup>129</sup>). Sept personnes, diplômées entre 1982 et 1989, sont encore en train d'effectuer leurs trois années de travail post-universitaire lorsque commence la perestrojka et qu'apparaissent les premiers clubs (ce sous-groupe C' connaît, de ce fait, une stabilité professionnelle).

**Tableau 9 : Formation initiale des membres de la génération 1948-1964 de la première cohorte et types de relation entre leurs trajectoires professionnelles et politiques**

Type de carrière professionnelle-politique	A	B	C-C'	D	Total
<b>Type de formation initiale et de carrière préparée</b>					
Formation pédagogique (histoire, lettres) (carrière d'enseignant du secondaire)	4	2	6	1	13
Formation technique (carrière d'ingénieur)	0	0	3	1	4
Economie, droit (carrière dans l'industrie ou la recherche)	8	1	2	0	11
Philosophie (carrière dans le Parti)	0	1	1	2	4
Autres	1	2	1	0	4
Total	13	6	13	4	36

Aussi les membres de ce groupe ont-ils essayé d'infléchir leurs parcours perçus comme tracés d'avance, de diversifier leurs identités dans le temps (par une mobilité professionnelle) et dans l'espace social (par des pratiques politiques parallèles). D'où la grande hétérogénéité des trajectoires professionnelles observées.

Il y a des cas de mobilité intersectorielle volontaire:

S. Mitrofanov (né en 1954) est affecté à une usine militaire de Moscou à sa sortie de l'Institut radiotechnique de construction de machines en 1977<sup>130</sup>. Après avoir effectué ses trois années de travail obligatoires, il quitte le secteur militaire pour appliquer ses connaissances en radioélectricité à d'autres domaines: il travaille d'abord à l'Institut de radiologie de Moscou, puis devient réparateur de magnétoscopes<sup>131</sup> dans un atelier "semi-privé" en 1983-1984 (l'atelier est une subdivision d'une usine de téléviseurs mais jouit d'une relative autonomie de gestion); enfin, il se reconvertit dans l'informatique et entre en 1985 à la Caisse d'épargne où il est responsable de l'informatisation du réseau des agences moscovites. Parallèlement, il est en relation avec la nébuleuse des "Jeunes socialistes" et se procure des samizdats auprès de divers réseaux dissidents.

Dans d'autres cas, les individus sont contraints de quitter leur domaine professionnel à la suite d'"écarts de conduite".

Le parcours de V. Kardail'skij (né en 1948) abonde en écarts et déviations. Au cours de ses études d'ingénieur aéronautique, il entre en conflit avec son institut pour avoir manifesté le souhait de travailler dans la coopération internationale. Or, sa spécialisation étant liée au domaine militaire, les contacts avec les étrangers ne sont pratiquement pas autorisés. Après ses études, il entre en 1973 dans une usine militaire

<sup>129</sup> En 1966 par exemple, 81,4 % des diplômés de la filière "construction mécanique" travaillent dans l'industrie militaire, tandis que les secteurs "commerce" et "alimentation" n'arrivent à recruter que 10,5 % des sortants des filières correspondantes. La moyenne des diplômés travaillant dans leur secteur de formation est de 65,6 % (*Problèmes politiques et sociaux*, 248, 27/12/1974, p. 7).

<sup>130</sup> L'institut dépend du ministère de la Construction de machines moyennes chargé des applications militaires des recherches sur l'atome (J. SAPIR. *Le système militaire soviétique...*, op. cit., p. 292).

<sup>131</sup> Les magnétoscopes, qui font tout juste leur apparition en URSS à cette époque, sont par leur rareté un produit de luxe.

de réparation d'avions près de Moscou où il occupe un poste de correspondant du journal de l'usine, et non d'ingénieur (première reconversion professionnelle). Il travaille dans cette usine au-delà de la période minimale de trois ans afin d'être admis au Parti.

Lors d'un déplacement professionnel dans une ville militaire du Tatarstan (dont l'accès est limité et les communications vers l'extérieur contrôlées), il commet une imprudence, étonnante de la part d'un employé du secteur militaire depuis cinq ans, en postant une lettre de cette ville "fermée" où il s'émeut de la situation des Tatars et propose à un ami d'éditer un journal clandestin sur le sujet. La lettre est interceptée par le KGB et V. Kardail'skij est renvoyé de son usine. En perdant son travail, il perd aussi son titre de séjour (*propiska*) à Moscou, puisqu'il était originaire de province (mais, détail intéressant, il conserve sa carte du Parti). Ce faux pas a des conséquences majeures sur sa trajectoire professionnelle et son niveau de vie. D'une part, ne pouvant plus travailler dans l'aviation, il devient traducteur pour le Centre national de traductions et un journal (deuxième reconversion). Plus tard, de 1983 à 1986, il suivra une formation de journalisme à l'Université d'Etat de Moscou (troisième spécialisation). D'autre part, pour demeurer dans la capitale, il décide d'"acheter" un titre de séjour et contracte une dette importante (d'un montant équivalant au prix d'un appartement "coopératif", i.e. du parc privé). Faute de moyens, il est contraint de cohabiter plusieurs années avec des membres de sa famille et explique avoir attendu d'être libéré de sa dette (à l'âge de 40 ans) pour envisager de se marier (V. Kardail'skij, entretien du 27/7/1994).

Selon les ressources détenues, les conduites déviantes ont des effets différenciés sur les trajectoires professionnelles.

Les conséquences sont pratiquement indolores pour les moscovites ou leningradiens issus de milieux favorisés: I. Čubajs, fils de colonel, avait manifesté individuellement à Odessa contre l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968. Contrairement aux autres représentants du groupe C, Igor' Čubajs a commis un acte public de protestation et de bravoure, même si, jusqu'à la perestrojka, il n'a plus rien fait. Exclu de l'Université d'Etat de Leningrad (LGU) en 1968, il est réadmis dans cette université trois ans plus tard sur les instances de son père (officier supérieur de l'armée)<sup>132</sup>.

D'un milieu socialement moins fortuné, V. Kardail'skij ne peut éviter un déclassement social après son renvoi de l'usine, mais il réussit néanmoins à se maintenir à Moscou grâce à l'appui de sa famille (sous la forme d'un logement et d'un prêt). De même, I. Konstantinov (né en 1956), dont le père est technicien et la mère comptable, se retrouve manutentionnaire puis employé d'une chaufferie à partir de 1983 après des études à la faculté d'économie de l'Université d'Etat de Leningrad et une expérience professionnelle de trois années dans un institut de formation supérieure d'une usine métallurgique et dans un institut de recherche en économie agricole d'où il est renvoyé "*pour mauvaise conduite et activité contre le Parti*" (I. Konstantinov, entretien du 28/7/1994).

Pour les enfants d'ouvriers originaires de province et arrivés dans la capitale pour faire leurs études, le moindre écart de conduite a des effets encore plus délétères puisqu'il a toutes les chances d'aboutir à une expulsion de Moscou et de ruiner tout espoir d'ascension sociale. A. Papp, né en Ukraine, est expulsé de Moscou en 1984 pour ses liens avec le syndicat SMOT et exclu du MGU pour "absence injustifiée". Pendant deux ans, il vit de menus travaux et ne pourra revenir à Moscou qu'en 1986.

---

<sup>132</sup> A. ČUBAJS. Avant-propos. *Privatizacija po-russki, op. cit.*

Ainsi un nombre relativement limité de futurs informels appartiennent-ils à ce qui s'est appelé la "génération des veilleurs de nuit". Sans être des opposants affirmés, ils sont exclus de leur milieu professionnel, subsistent grâce à des emplois non qualifiés et ne peuvent même pas compenser ce déclin par une position en vue dans la dissidence comme lieu de valorisation sociale.

D'autres profitent de leur mobilité géographique forcée pour se reconvertir et emprunter des carrières d'avenir (on a vu qu'un changement de lieu de résidence avait quelquefois la vertu d'effacer les traces du passé, comme A. Ogorodonikov l'avait expérimenté en allant à Moscou après son exclusion de l'Université d'Etat de l'Oural):

Après son exclusion en 1979 de l'*aspirantura* de philosophie du MGU, du Parti et son expulsion de Moscou pour avoir diffusé des samizdats sur la religion orthodoxe, V. Aksjučic devient un "entrepreneur". Il s'exile en Sibérie et en Extrême-Orient jusqu'en 1985 où il dirige une équipe itinérante d'ouvriers agricoles qui loue ses services aux kolkhozes et sovkhoses. Si la position de "chef de brigade" dans l'agriculture n'a pas l'éclat d'une carrière dans le Parti ou dans l'enseignement supérieur, à laquelle semblait se destiner V. Aksjučic, elle est sans aucun doute le lieu d'une concurrence moins âpre, tout en étant probablement plus lucrative. En outre, l'image de chef de brigade, intermédiaire entre le donneur d'ordre (usine ou kolkhoze) et les ouvriers, est de plus en plus valorisée à partir du milieu des années 1970 dans la presse ou le cinéma<sup>133</sup>.

Les membres du groupe C (mis à part les plus jeunes) ont donc des trajectoires professionnelles d'une grande plasticité et quittent rapidement les carrières étroites dans lesquelles leurs origines sociales et leur formation universitaire les avaient enfermés. La fréquentation de lieux de sociabilité politique hétérodoxe leur donne accès à une autre culture et à des milieux intellectuels éloignés de leur domaine professionnel initial. Il n'est pas exclu que ces relations extraprofessionnelles leur aient offert des ouvertures sur d'autres milieux et aient ainsi élargi leur champ de reconversions possibles.

### **Type D : Les intermédiaires**

Enfin le dernier groupe d'informels arrivés dans les clubs dès 1986-1987 est composé de ce que V. Igrunov appelle l'"*élite montante*" du Parti<sup>134</sup>. Il s'agit de membres du Parti appartenant au courant réformateur, qui ont exercé des fonctions de propagande dans des institutions académiques ou universitaires<sup>135</sup>. Contrairement aux autres groupes, ils n'ont pas (ou très peu) été en relation avec les lieux de pensée critique identifiés plus haut.

Ils sont arrivés à des postes mi-politiques mi-scientifiques au terme de deux cursus différents. Les uns, après des études de philosophie, ont enseigné le marxisme-léninisme dans des établissements supérieurs:

C'est le cas de M. Maljutin (né en 1955), diplômé de la faculté de philosophie du MGU (1977) et titulaire d'une thèse de *kandidat* en philosophie (1985). Il enseigne le

---

<sup>133</sup> Le film "*La prime*" de Mikaelian (1974), par exemple, met en scène un chef de brigade qui dénonce un système de faux en écriture comptable utilisé par la direction de son usine pour prouver que le plan a été dépassé et percevoir ainsi une prime. En refusant de recevoir sa part et en le faisant savoir à une réunion du Parti, le chef de brigade bloque le système de corruption. La brigade est un groupe de travailleurs qui jouit d'une autonomie interne de gestion (pour la répartition du travail et de la rémunération). Son usage par les entreprises est vivement encouragé par l'adoption d'un décret de 1979 (cf. N. WERTH. *Histoire de l'URSS. De l'Empire russe à la Communauté des Etats indépendants. 1900-1991*, 5<sup>e</sup> édition refondue, Paris: PUF, 2001, p. 492).

<sup>134</sup> V. Igrunov, entretien du 2/2/1994.

<sup>135</sup> Sur les 6 informels de la première cohorte nés entre 1948 et 1964 membres du PCUS, 4 appartiennent à ce groupe (voir le tableau 23 en annexe p. 491).

marxisme-léninisme une dizaine d'années à l'Institut d'agriculture Timiriazev de Moscou (1978-1988), n'adhère au Parti qu'en 1986 (à 31 ans), puis, comme il l'explique, est recruté en 1989 par l'Ecole Supérieure du Parti de Moscou, lorsqu'il est déjà membre de clubs informels<sup>136</sup>. Dès 1987 (comme nous le verrons dans la deuxième partie), il sert d'intermédiaire entre les clubs et le Parti lors de la première grande conférence du mouvement informel (Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka").

G. Burbulis<sup>137</sup> (né en 1945) a une carrière bien plus orthodoxe. Egalement diplômé de philosophie, il n'est admis à l'Université d'Etat de l'Oural (à Sverdlovsk) qu'à 24 ans, six ans après ses études secondaires. Il a entre-temps travaillé à l'usine comme ajusteur, fait son service militaire et exercé le métier d'électricien. Il entre en *aspirantura* à l'Institut polytechnique de l'Oural S.M. Kirov où il enseigne parallèlement la philosophie, et obtient en 1981 (à 36 ans) le titre de *kandidat*. Tout au long de ses études, Burbulis est un komsomol très actif et adhère au Parti en 1971 à 26 ans. En 1983, il est nommé titulaire de la chaire des sciences sociales de l'Institut national de formation permanente des spécialistes du ministère de la Métallurgie (situé à Sverdlovsk), puis devient directeur adjoint de cet institut en 1986.

En mai 1987, cet enseignant modèle de philosophie crée, avec l'appui du Comité du Parti de la ville de Sverdlovsk, le club politique "Tribune de discussion" qui organise des réunions mensuelles et devient le principal lieu de rencontre des informels de Sverdlovsk. Burbulis est donc, lui aussi, un intermédiaire entre les informels et le Parti.

D'autres viennent du secteur productif. Ils occupent des fonctions dans des comités du Komsomol ou du Parti qui leur servent de tremplin pour passer de l'intelligentsia technique à l'intelligentsia spécialisée en sciences sociales.

S. Skvorcov (né en 1956) entre au Parti à vingt ans pendant ses études à l'Institut polytechnique de Toula. Distante d'environ 200 kilomètres de Moscou, cette ville est l'un des grands centres de production d'armes et de munitions. Il commence sa carrière d'ingénieur dans un bureau d'études du complexe militaro-industriel à Podolsk et devient parallèlement *instructeur\** d'un comité d'arrondissement du Komsomol. Après son service militaire entre 1980 et 1982, il obtient un poste à Moscou au Conseil de propagande de l'économie concrète (dirigé alors par Šatalin) de l'Association *Znanie*<sup>138</sup> de la RSFSR. Cet organisme à double facette (scientifique et idéologique) lui sert de passerelle pour entrer dans le secteur académique. En 1984, il commence une thèse à l'Institut d'économie (soutenue en 1988) tout en travaillant comme chercheur à l'Institut d'économie et de prospective du progrès scientifique et technique de l'Académie des sciences. En 1987, il sera l'une des chevilles ouvrières de la "Rencontre-dialogue d'information" des informels en août 1987<sup>139</sup>.

P. Filippov appartient également au groupe des "intermédiaires", quoique sa trajectoire soit plus beaucoup plus composite. Ses débuts dans le mouvement informel sont

---

<sup>136</sup> M. Maljutin, entretien du 13/2/1991. A partir de 1990, le recteur et certains enseignants de l'Ecole supérieure du Parti de Moscou près le Comité central joueront un rôle important dans la Plateforme démocratique du PCUS, issue des clubs informels du Parti (cf. troisième partie).

<sup>137</sup> Cf. infra la biographie de G. Burbulis (encadré 21, p. 370). Burbulis atteindra le pic de sa carrière après les élections présidentielles de juin 1991 en Russie, lorsqu'il occupera la fonction de Secrétaire d'Etat de la Russie.

<sup>138</sup> Cette association de vulgarisation scientifique et de propagande politique a été créée en 1947.

<sup>139</sup> Sur la biographie de Skvorcov, cf. la base de données "Labirint" du Centre Panorama; le site de la Nacional'naja služba novostej/National News Service (<http://www.nns.ru/restricted/persons/skvors2.html>), le site <http://www.library.by/shpargalka/belarus/004/358.htm> et G. TOČKIN. Instruktaž v.o.v. DOSAF ili čto takoe KPSS(S). *Panorama*, 4 (34), août 1992.



marqués par sa position à la jonction du pouvoir politique, du milieu académique et des clubs. Il est l'un des initiateurs d'une table ronde organisée à l'Institut central d'économie mathématique (CEMI) par l'Association des amis de la revue *EKO* de Novossibirsk en février 1987, à l'issue de laquelle se constitue un club informel (le club *Perestrojka*<sup>140</sup>). Pour mener à bien cette tâche, Filippov a dû mobiliser des relations haut placées aussi bien dans le Parti que dans le secteur scientifique.

Né en 1945 (donc hors noyau générationnel), il fait des études d'ingénieur aéronautique à Leningrad. En 1967, il entre dans une usine (probablement liée au complexe militaro-industriel) et exerce parallèlement la fonction de secrétaire de l'organisation du Komsomol. En 1969, à 24 ans, il est admis au Parti. Deux ans plus tard, il commence une thèse d'économie à l'Institut de construction navale de Leningrad sur "l'introduction des méthodes mathématiques et économiques dans l'industrie" pour pouvoir monter plus rapidement en grade dans sa carrière d'ingénieur. Mais il ne peut soutenir sa thèse en raison de l'opposition du titulaire de la chaire, un ancien militaire. Il prend alors la direction d'une école de ski, puis retourne dans le secteur productif en 1977: nommé chef du service de l'automatisation de la gestion de l'usine Kirov, il met au point un système informatisé "à l'américaine". Au bout d'un an, sa carrière subit une seconde rupture, plus importante, puisqu'il occupe un emploi de mécanicien garagiste jusqu'en 1986, période où il se définit en situation d'"émigration intérieure". Au début de la perestrojka, sa trajectoire connaît un nouveau revirement: la revue *EKO* de Novossibirsk publie certains de ses articles d'économie et l'engage fin 1986 comme rédacteur. Filippov se rapproche ainsi des milieux académiques réformateurs de Novossibirsk et ressemble en cela aux individus du type A; sa trajectoire connaît une forte mobilité (comme le type C); et même si sa "carrière" dans le Komsomol et le Parti n'est pas des plus classiques, il occupe au début de la perestrojka une position idéale pour devenir un intermédiaire entre les clubs informels et le Parti.

Ces agents n'ont pratiquement pas fréquenté d'instituts de recherche réformistes ou de cercles de la dissidence, mais font souvent état d'activités passées plus ou moins en marge de la légalité. Il n'est toutefois pas toujours facile de faire la part entre les stratégies de légitimation de soi *a posteriori* et la réalité d'une activité contestataire parallèle à un parcours dans le Parti.

S. Skvorcov, membre du PCUS depuis l'âge de 20 ans en 1976, dit avoir constitué un cercle marxiste illégal à Toula en 1978, qui aurait subsisté jusqu'à la perestrojka.

M. Maljutin, lui, fait la connaissance de B. Kagarlickij en 1984, un an après la libération de ce dernier (il n'a donc pas participé au groupe des Jeunes socialistes).

Quant à P. Filippov, il crée avec quelques camarades une coopérative clandestine de culture de tulipes, appelée "Dernier espoir", qui existe de 1976 au début des années 1980:

"Je travaillais une journée sur quatre en tant que mécanicien auto. J'avais donc assez de temps pour m'occuper de mon travail scientifique et de la coopérative [...]. Nous avons construit des abris et des serres pour cultiver des fleurs en hiver. Nous avons pris un terrain sous des lignes à haute tension. La terre n'appartenait à personne et personne ne vérifiait ce qui s'y passait. L'argent que la coopérative rapportait, les derniers temps, s'est avéré très utile pour financer une activité politique. Et c'est avec cet argent que Pëtr Sergeevič [lui-même] fournissait toutes sortes de ressources au mouvement démocratique. [...] La coopérative a duré six ans, après quoi elle s'est

---

<sup>140</sup> Sur la table ronde et la naissance du club *Perestrojka*, cf. infra p. 115 et suiv.

disloquée. [...] Mais nous disposions d'une assise financière" (P. Filippov, entretien du 17/7/1992).

Certains membres du groupe D ont donc réalisé une reconversion professionnelle en prenant appui sur leur carrière de militant du Parti ou du Komsomol, et ont réussi à se glisser dans des interstices entre le Parti et la sphère académique. Pour peu qu'ils aient eu des expériences "déviantes" par le passé et qu'ils ne soient pas de purs fonctionnaires, de purs "agents du Parti"<sup>141</sup>, ils deviennent au début de la perestrojka des intermédiaires stratégiques dans la mise en œuvre de la politique du Parti à l'égard des clubs informels naissants.

L'étude des lieux de socialisation politique hétérodoxe antérieurs à la perestrojka permet de percevoir certains éléments fondamentaux de la genèse d'un *ensemble générationnel*, ou d'une *génération politique*, qui n'apparaît dans les années 1970 qu'en pointillé et qui émergera au grand jour avec la perestrojka.

Certains informels proviennent de familles très politisées, au double sens où (i) elles ont un passé politique (elles se sont engagées aux côtés du régime ou au contraire ont subi une stigmatisation) qui a fortement pesé sur les trajectoires sur plusieurs générations, et (ii) elles sont le théâtre de prises de positions politiques tranchées et souvent antagonistes.

Lors de leurs études supérieures, nombreux sont ceux à s'être engagés dans des activités politiques estudiantines non officielles ou semi-officielles. Celles-ci sont peu à peu devenues des signes de distinction sociale dans les années 1970 et, en attirant également des étudiants de milieux familiaux moins politisés et socialement moins privilégiés, ont constitué le creuset d'une génération politique.

Les lieux de socialisation politique parallèle sont des éléments importants des trajectoires individuelles, et leur influence se poursuit au-delà du cycle universitaire. On observe alors différentes formes d'enchevêtrement des trajectoires professionnelle et politique dans le milieu académique et la dissidence, de "contamination" d'une trajectoire par l'autre.

La génération des (futurs) informels a deux modèles de référence – les soixantards du milieu académique et les dissidents – dont elle se nourrit abondamment, mais dont elle essaie aussi de se démarquer. Elle ne cherche ni à faire une critique du système de l'intérieur comme les soixantards, ni à rester à l'extérieur comme les dissidents. Certains futurs informels passent à l'acte à la fin des années 1970 en essayant de rompre avec les modèles de comportement et schèmes de perception dominants et de diversifier les répertoires d'actions traditionnels qui restent figés malgré leurs efforts. C'est à travers ces tentatives isolées, et infructueuses, qu'ils acquièrent leurs premières expériences d'interaction avec le pouvoir.

---

<sup>141</sup> Ils seront néanmoins perçus comme tels par certains informels.

## CHAPITRE 2

### LES LOGIQUES SOCIALES D'UN ENGAGEMENT TARDIF (SECONDE COHORTE)

La seconde cohorte entre dans le mouvement informel lorsque celui-ci devient visible et facile d'accès. Jusqu'au printemps 1988, les clubs politiques de Moscou se réunissent principalement dans des lieux clos. A la veille de la XIX<sup>ème</sup> Conférence nationale du Parti (juin-juillet 1988), certains d'entre eux se mettent à organiser des meetings hebdomadaires en plein cœur de la capitale, sur la place Pouchkine. C'est dans ce qui s'est appelé le "Hyde park" qu'est recrutée une partie de la seconde cohorte. Plus tard, lors de la campagne pour l'élection du parlement soviétique (Congrès des députés du peuple de l'URSS) début 1989, les nouvelles recrues adhèrent à des "clubs d'électeurs" (*kluby izbiratelej*) d'arrondissement, nouveau type de clubs informels. A la même période, apparaissent aussi des "clubs du Parti" (*partijnje kluby* ou *partkluby*) qui recrutent spécifiquement les membres du PCUS. Enfin, en 1990, certains clubs informels de la première période se transforment en "partis" et élargissent leur "base".

Les recrues de la seconde vague tendent à arriver individuellement, sans l'intermédiaire de réseaux de relations préexistants (contrairement aux pionniers du mouvement). Elles n'ont souvent presque aucun lien avec les lieux du secteur académique ou de la dissidence qui ont permis la gestation des premiers clubs politiques et n'ont, à de rares exceptions près, pas eu d'activités politiques "déviantes" avant la perestrojka. Elles ne se sont donc pas familiarisées avec les pratiques et le savoir hétérodoxes qui ont façonné la première cohorte.

Comment expliquer que les informels de la seconde vague, qui appartiennent tout autant à l'intelligentsia que la première et ne s'en distinguent pas fondamentalement par leurs origines sociales, n'aient pas été exposés à des types plus ou moins formalisés de contestation politique, qui semblaient pourtant avoir traversé assez largement la société soviétique (mais peut-être dans certains milieux plus que dans d'autres)?

Cet écart de comportement *politique* observable entre les deux groupes est associé à des orientations différentes des carrières *universitaire* et *professionnelle*. Les filières de formation des membres de la seconde cohorte tendent à avoir un contenu moins "politique": ils étudient les sciences dures ou techniques plutôt que les sciences sociales. Alors que les premiers informels se caractérisent par une forte mobilité transversale, les nouveaux entrants ont une mobilité intergénérationnelle de moindre envergure et conservent plus fréquemment le domaine de formation ou la profession de leurs parents. Enfin, ils font un usage extensif des dispositifs officiels de promotion sociale (service militaire, militantisme au Komsomol, adhésion au Parti, carrière dans l'appareil du Parti ou dans l'armée), généralement évités par le noyau dur de la première cohorte. Ces placements, qu'on pourrait être tenté d'analyser comme "prudents" (mais, on le verra, les choses sont plus complexes), conduisent à privilégier une intégration sociale conforme aux normes établies et réduisent d'autant les opportunités de fréquenter des lieux où ont cours des pratiques politiques déviantes ou des discours critiques. L'arrivée tardive de la seconde cohorte dans le mouvement informel/démocratique est elle aussi empreinte de prudence car elle survient en 1988-1989, lorsqu'il est devenu clair que le processus de réformes déclenché par la perestrojka est irréversible et que tout risque de sanction pour un engagement dans l'opposition peut raisonnablement être écarté<sup>1</sup>.

Avant d'analyser ces trajectoires qui tiennent les membres de la seconde vague éloignés des milieux politiques critiques avant la perestrojka (II), il est utile de s'arrêter sur certains aspects de l'héritage familial qui ont pu les prédisposer à une plus grande précaution pour

---

<sup>1</sup> Les premiers informels, même s'ils ne se sont pas longtemps demandés s'ils connaîtraient le sort des dissidents, ont tout de même subi certaines sanctions pour leurs activités politiques (cas de licenciements en 1988).

certain, mais surtout à un plus grand conformisme dans leurs placements, à une intégration sociale plus "orthodoxe" que les tout premiers informels (I). Nous verrons enfin, en faisant un saut dans le temps, comment l'entrée de cette seconde cohorte, tardive mais extrêmement active, modifie très vite certaines données du mouvement (III).

## I/ Les origines sociales hétérogènes de dispositions "conformistes"

### 1/ Histoire familiale et répressions staliniennes

La différence la plus frappante entre les deux groupes est leur structure générationnelle (cf. le tableau 1 en introduction, p. 26). Si la première cohorte appartient essentiellement aux générations d'après-guerre, la seconde est composée pour moitié seulement de ces générations-là et pour moitié d'individus nés dans les années 1930 (surtout entre 1937 et 1941), autre période de forte natalité<sup>2</sup>.

Les deux groupes se distinguent avant tout par une inscription différente de la famille dans l'histoire politique. Pour une part importante des membres de la seconde vague, toute l'histoire soviétique se trouve concentrée sur deux générations seulement. Leurs *parents* – et non leurs grands-parents – ont fait carrière entre les années 1920 et 1940 (cf. le tableau 25 en annexe p. 492), à une période où les risques de chute sont importants (purges des années 1930, "lutte contre le cosmopolitisme" dans les années 1950, rétrogradations après la mort de Staline), tandis que les parents du noyau dur de la première cohorte ne commencent leur vie professionnelle qu'après la guerre, à une période beaucoup plus stable.

Les purges ont eu des effets différenciés sur les trajectoires familiales, et la seconde cohorte n'est pas homogène à cet égard. Si, dans l'ensemble, elle a été un peu moins touchée que la première cohorte, une minorité a été affectée beaucoup plus directement puisque ce sont souvent leurs parents qui ont été victimes<sup>3</sup>.

Le père de G. Vodolazov, d'origine paysanne, est l'un des organisateurs du Komsomol pendant la Révolution. Au cours de la Guerre civile, il combat aux côtés des Rouges et reçoit le titre de "héros". Il étudie l'histoire et la philosophie à l'Université d'Etat de Moscou (MGU). Pendant la collectivisation, il soutient le groupe de Boukharine. En 1930, il est arrêté et condamné à mort, puis sa peine est commuée en internement en camp. Il est arrêté à plusieurs reprises entre 1930 et 1954 et passe pratiquement toute cette période en camp ou en exil (sa dernière arrestation date de 1948, alors que son fils est âgé de dix ans).

On trouve cette même proximité avec la Révolution et la période stalinienne chez des informels de la seconde cohorte nés *après* la guerre, dans des familles où une génération a sauté du fait des purges ou de la guerre, si bien qu'un demi-siècle sépare parents et enfants.

C'est le cas, non isolé, de A. Mehanik, né en 1947, dont le père est né en 1901. Fils d'un tailleur juif, ce dernier entre au Parti en 1917 et prend part à la Guerre civile. En 1920, il devient secrétaire d'un comité d'arrondissement du Parti en Crimée. Il étudie à

---

<sup>2</sup> en raison de l'interdiction de l'avortement en 1936 et de la politique nataliste (cf. la pyramide des âges en annexe p. 496).

<sup>3</sup> Sur 38 membres de l'échantillon de la première cohorte pour lesquels nous avons des données sur trois générations, 17 ont eu un ou plusieurs ascendants victimes de purges, soit la moitié. Dans la seconde cohorte, sur 25 personnes dont les trajectoires sont connues, 9 ont eu des ascendants ayant subi des répressions, soit le tiers. La différence n'est pas très significative. Mais la proportion de *parents* ayant subi des purges est plus importante dans la seconde cohorte: ils représentent la moitié des ascendants touchés par les répressions, et seulement 1/8 dans la première cohorte.

l'Institut des professeurs rouges à Moscou<sup>4</sup>. En 1923, il est trotskyste, puis change de camp en 1927 et réprime une manifestation de trotskystes. Il occupe de hautes fonctions dans le Parti à Moscou jusqu'en 1937, date où il est arrêté et exilé à Semipalatinsk (Kazakhstan). Il revient en Russie pendant la guerre pour combattre au front. Après la démobilisation, interdit de séjour à Moscou en tant qu'ancien exilé, il retourne au Kazakhstan, à Alma Ata (lieu de naissance de son fils). En 1947, il est de nouveau arrêté et envoyé en camp. A son retour, il travaille dans la recherche en économie internationale.

On peut supposer que des parents ayant traversé la période stalinienne, et *a fortiori* effectué une ascension sociale en exerçant des fonctions politiques importantes après la Révolution, aient pu transmettre plus ou moins consciemment des réflexes de prudence à leurs descendants directs. Certains membres de la seconde cohorte dont les parents ont été victimes de répressions ont pu être des réformateurs actifs pendant le dégel, mais ils ont fait en sorte de rester intégrés dans le système, souvent à des positions relativement élevées. En revanche, les informels de la première cohorte qui ont subi plus indirectement les purges ont eu tendance à adopter d'emblée une posture d'oppositional à une période moins propice (sous Brejnev), tout en étant eux aussi prudents (puisqu'ils n'ont pas suivi la voie de la dissidence).

Quant à la majorité des nouveaux entrants dont la famille n'a pas subi de purges, ce n'est pas la prudence qui les caractérise, mais plutôt un relatif conformisme.

## **2/ Une relative stabilité intergénérationnelle**

A caractéristiques sociales égales, les deux cohortes se distinguent par leur mode de transformation du patrimoine familial. Les membres de la seconde vague sont plus enclins à reproduire la profession des parents, de même qu'ils reprennent souvent à leur compte leur position politique. Ce sont donc, dans ce groupe, les parents qui ont fourni le plus gros effort permettant l'ascension. Dans la première cohorte, les déplacements transversaux (i.e. les changements de milieu professionnel), plus souvent entrepris, constituent un facteur de différenciation politique majeur entre les générations. Les nouveaux venus connaissent, dans l'ensemble, une mobilité intergénérationnelle plus "conservatrice" ou "conformiste".

### **Une moindre mobilité transversale**

Les origines sociales des deux cohortes sont à peu près identiques. Les leaders des clubs proviennent généralement de familles qui ont fait une ascension sociale et sont bien intégrées au système. On trouve dans l'un et l'autre groupes les mêmes proportions de familles situées en haut de la hiérarchie sociale (un tiers environ) et dans la "classe moyenne" (un tiers également) (cf. le tableau 24 en annexe p. 492). Les chefs de famille sont employés dans les mêmes types de secteurs: armée, industrie, Parti (cf. le tableau 26 en annexe p. 492). La seconde cohorte se distingue peut-être par une plus grande proportion d'enfants d'origines modestes (parents ouvriers ou kolkhoziens) (cf. le tableau 24) et une moindre présence d'enfants d'intellectuels (cf. le tableau 26). Mais ces différences ne sont pas significatives au regard de la taille des échantillons.

---

<sup>4</sup> Créé en 1921, l'Institut des professeurs rouges (*Institut krasnoj professury*) a pour objectif de "*rassembler l'élite des jeunes cadres bolcheviques afin de les former dans tous les domaines de la recherche politique et sociale*" (P. BROUE. Les trotskystes en Union Soviétique (1929-1938). *Cahiers Léon Trotsky*, 6, 1980). L'institut forme les cadres de l'enseignement supérieur et des écoles du Parti. A sa naissance, il est composé de trois facultés – économie, histoire et philosophie –, auxquelles s'ajoutent en 1928 l'histoire du Parti, le droit, les sciences naturelles et la littérature. Un certain nombre de trotskystes et de boukhariniens sont sortis de cet institut, lequel sera liquidé en 1938.

C'est en revanche par le mode de transformation de l'héritage familial que les deux groupes se singularisent. Ceux de la seconde cohorte ont tendance à reproduire (à l'identique ou dans un domaine connexe) la spécialisation des parents, conservant ainsi la *structure* du patrimoine familial (formation et profession), tandis que ceux de la première cohorte font preuve d'une plus grande mobilité horizontale (cf. le tableau 10).

**Tableau 10 : Reproduction intergénérationnelle de la formation et/ou de la profession**

Niveau de transmission de la formation ou de la profession des parents	Cohorte I	En % de la population de la cohorte I	Cohorte II	En % de la population de la cohorte II
Transmission à l'identique ou dans des domaines connexes	11	21,5 %	17	47,2 %
Changement de domaine de spécialisation professionnelle	29	57 %	13	36,1 %
s.d.	11	21,5 %	6	16,7 %
Total	51	100 %	36	100 %

Dans la seconde cohorte, les individus tendent à se "contenter" d'hériter. Le poids de l'ascension sociale repose principalement sur les parents, qui effectuent une importante mobilité intergénérationnelle, voire intragénérationnelle (reconversion ou double spécialisation). L'exemple le plus caractéristique de cette double mobilité, verticale et horizontale, est celui des pères militaires. L'armée a non seulement servi de levier de promotion sociale aux enfants d'ouvriers et de paysans, mais elle a employé des spécialistes de domaines civils (médecins, juristes, physiciens...) ou reconverti des officiers combattants à d'autres fonctions (politiques, notamment). Dans la plupart des cas, les enfants de militaires reprennent la spécialisation du père en la transposant dans le civil (tandis que dans la première cohorte, on l'a vu, l'appartenance d'un ascendant à l'armée permet à la génération suivante de passer à d'autres domaines professionnels).

Sur sept pères militaires d'informels de la seconde cohorte, cinq sont des non-combattants (ingénieur du transport aérien, médecin, physicien, historien: leurs domaines de spécialisation ne sont donc pas spécifiquement militaires) ou se reconvertissent à l'issue de leur carrière de combattant (le père de I. Rojtman passe du génie militaire à la direction d'un théâtre).

"Mon père, explique V. Lipickij, a étudié à la faculté d'histoire de l'Université d'Etat de Moscou [il est issu d'une famille de paysans]. Mais la guerre a changé le cours des choses: il est devenu pilote. Après la guerre, il a étudié dans une académie militaire. Puis on l'a laissé faire une thèse et il a choisi de se spécialiser dans l'histoire militaire, l'histoire de l'aviation. Il est devenu docteur en histoire. C'est un spécialiste assez connu de la première période de notre histoire militaire, celle de la Première guerre mondiale et de la Guerre civile (V. Lipickij, entretien du 6/5/1992).

A la génération suivante, quatre enfants reprennent le flambeau paternel: V. Lipickij devient historien, I. Rojtman historien dans une bibliothèque (milieu littéraire), M. Tolstoj physicien et V. Bokser médecin<sup>5</sup> (le cinquième enfant, I. Boganceva, reprend la profession de sa mère dans l'enseignement).

<sup>5</sup> V. Bokser est issu d'une famille de médecins depuis trois générations. Son père avait transféré cette spécialité familiale dans l'armée au moment où celle-ci recrutait; V. Bokser la replace dans le civil.

Dans la première cohorte, les pères militaires sont tout aussi nombreux à détenir une spécialité transposable dans le civil (9 personnes sur 13), mais seuls deux enfants poursuivent leurs études ou travaillent dans ce même domaine.

Les représentants de la seconde vague réussissent mieux à conserver non seulement la structure mais le *volume* du patrimoine familial (niveau dans la hiérarchie sociale). Le tableau 11 ci-dessous montre que les familles de la seconde cohorte situées dans les secteurs sociaux dominants placent mieux leurs enfants dans des établissements très prestigieux que la fraction équivalente de la première cohorte<sup>6</sup>.

**Tableau 11 : Répartition des enfants des secteurs sociaux dominants par type d'établissement d'enseignement**

Type d'établissement	Etablissement très prestigieux de Moscou ou Leningrad	Etablissement moyennement prestigieux de Moscou ou Leningrad	Etablissement de province	Total
<b>Cohorte I</b> (population totale = 28)	43 %	39,5 %	17,5 %	100 %
<b>Cohorte II</b> (population totale = 17)	65 %	23,5 %	11,5 %	100 %

NB: Les données brutes proviennent du tableau 27 en annexe p. 493.

C'est à la plus grande aptitude de ces familles de la deuxième cohorte à doter leurs enfants de moyens de reproduire, avec le moins de perte possible, le patrimoine familial et à les placer dans des établissements très prestigieux qu'on peut en déduire qu'elles occupent des positions sociales plus élevées que la première cohorte, bref qu'elles appartiennent plus fréquemment aux fractions *dominantes* des secteurs dominants. Pour ne citer que l'exemple des pères militaires (plus faciles à situer dans une hiérarchie), tous sont des officiers de haut rang (ce qui n'est pas toujours le cas dans la première cohorte<sup>7</sup>), issus d'académies militaires<sup>8</sup>, détenant des postes de commandement ou envoyés régulièrement dans des opérations à l'étranger. Par ailleurs, ils appartiennent tous (probablement par l'effet du hasard) à l'aviation, l'un des corps les plus prestigieux.

La position sociale tend donc à se maintenir dans la seconde cohorte avec une transformation du patrimoine professionnel de moindre envergure que dans la première cohorte.

### **Un rapport au politique plus homogène au sein de l'unité familiale**

On se souvient que les familles les plus politisées des informels de la première heure étaient celles dont les lignes paternelle et maternelle étaient en conflit en raison de trajectoires discordantes. Certaines ont fait de la génération d'ego un enjeu de lutte pour son appropriation symbolique, la poussant à prendre position très tôt et à rechercher des formes d'engagement politique hors des voies officielles. A cette socialisation politique primaire s'ajoute un effet

<sup>6</sup> même si globalement le taux de diplômés d'établissements supérieurs très prestigieux de Moscou ou Leningrad est comparable dans les deux cohortes (49 % dans la première, 47,2 % dans la seconde).

<sup>7</sup> où l'on trouve plus de pères issus d'écoles militaires (deux à quatre ans de formation après le lycée), terminant leurs carrières aux grades d'officier subalterne (lieutenant) ou du premier grade d'officier supérieur (commandant).

<sup>8</sup> L'admission dans une académie militaire se fait après dix années d'ancienneté. On y entre en général au grade de capitaine ou de commandant vers 28 ans pour en sortir, au bout de trois ans, commandant ou lieutenant-colonel (entretien avec le Général Elie, attaché militaire à l'Ambassade de France à Moscou, 14/12/1993).

des déplacements transversaux (que les membres de la première cohorte sont plus enclins à entreprendre au moment de leurs études supérieures): i.e. l'émergence éventuelle d'un conflit de générations qui prend sa source dans une opposition de valeurs et de modes de vie après une rupture avec le milieu professionnel parental<sup>9</sup>. Rien de ce qui déclenche un engagement politique oppositionnel précoce chez les premiers informels ne se retrouve chez les suivants: ni le phénomène de parents désaccordés, ni les déplacements transversaux. Le foyer parental n'est pas un lieu de formation politique, ou tout au moins c'est un lieu où l'on reçoit plus ou moins passivement en héritage la position des parents (qu'elle soit favorable ou critique envers le régime). La conscience politique ne se construit pas dans une opposition au chef de famille. Mais le rapport à la "disposition à un engagement contestataire" peut être différent selon les situations familiales.

Dans certains cas, l'histoire familiale incite les parents à tenir délibérément leurs enfants à l'écart de la politique:

"Quand j'étais au collège, explique M. Astaf'ev, je m'intéressais beaucoup à la politique et lisais des journaux sérieux. En tout cas, j'ai lu régulièrement la *Pravda* dès l'âge de 13 ans [1959]. Comme mes parents essayaient de ne pas m'influencer sur le plan politique, j'ai mûri tout seul. [...] Personne ne m'avait 'égaré', si je puis dire, sur la voie de la vérité. Au hasard de mes expériences et de mes rencontres, je me suis peu à peu forgé une idée négative du PCUS. [...] Mes parents ne m'ont pas poussé dans cette voie. Ils avaient même peur. [...] Ils n'étaient pas membres du Parti mais ils évitaient les sujets politiques avec moi" (M. Astaf'ev, entretien du 7/5/1992).

Il est possible que cette volonté d'éviter la politique soit imputable à une stigmatisation subie par les parents. En raison de ses origines nobles, le père d'Astaf'ev n'a pu entrer à l'Université après la Révolution. Il a fait des études secondaires techniques, est devenu électronicien, s'est marié avec une "roturière" également diplômée de l'enseignement secondaire technique. L'instauration du nouveau régime se traduit donc par un déclin social qui, même si – et peut-être même *parce que* – il n'est pas aussi violent qu'ont pu l'être les purges stalinienne, est suffisant pour désamorcer toute velléité d'opposition radicale au régime. Le père d'Astaf'ev est entré dans la nouvelle identité qui lui était assignée. Son apolitisme semble être le résultat à la fois d'une prudence développée du fait d'origines sociales stigmatisées et de l'acquisition d'une position nouvelle dans la hiérarchie sociale (technicien) et dans un secteur d'activité (complexe militaro-industriel) qui n'incite pas à se considérer compétent et "à sa place" en tant qu'opposant. Mais on observe un "effet de rattrapage", quoique modeste, à la génération suivante.

Dans d'autres cas, l'adhésion au régime est vécue comme allant de soi, comme une position neutre, et est admise par ego d'autant plus naturellement qu'il n'y a aucune "raison objective" dans l'histoire familiale de la remettre en question:

"Je considérais que le système était normal, bon, indique I. Boganceva, mais qu'il y avait certains défauts à éliminer dus à des individus. [...] Je n'étais pas en conflit avec le système, non pas parce que j'en avais peur, mais parce que depuis mon enfance je n'avais jamais connu de situations conflictuelles avec lui. Tel a été mon

---

<sup>9</sup> Comme l'indique P. BOURDIEU (*La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris: Minuit, 1979, p. 530): "*Dans [le] cas [d'un changement de condition, marqué par un déplacement horizontal dans l'espace social], la transformation du mode de génération sociale des agents détermine l'apparition de générations différentes dont les conflits ne se réduisent pas à ce que l'on inscrit généralement dans les conflits de générations puisqu'ils ont pour principe l'opposition entre les valeurs et les styles de vie associés à la prédominance dans le patrimoine de [tel ou tel capital]*".



environnement. Mon père était militaire, ma mère professeur de musique. Je n'ai même jamais eu de parents victimes de répressions" (I. Boganceva, entretien du 26/7/1994).

Enfin, dans les familles où la politique a droit de cité, la prise de conscience ne se double pas d'une opposition au chef de famille, contrairement à ce qu'on a souvent pu observer dans la première cohorte. Ce sont les parents qui opèrent une distanciation avec le régime, les enfants, encore une fois, ne font que marcher dans leur sillage.

Le père de I. Rojzman est fils et petit-fils de militaires. Il est officier à la Direction du génie de la Région militaire de Bakou. Lorsqu'il prend sa retraite en 1969, il devient directeur adjoint du théâtre moscovite "Sovremennik", à l'invitation du directeur.

"Je dois dire que le milieu dans lequel je naviguais m'a préparé à mon activité politique actuelle. Le cercle de mes amis, les personnes avec lesquelles mes parents étaient en relation, étaient (si l'on veut employer de grandes formules) proches des milieux dissidents. Toute la littérature interdite à l'époque, je l'avais chez moi et je l'ai lue. Il n'y avait pas de mystères ou de secrets pour moi. Mon père m'avait appris dès l'enfance à écouter la *Voix de l'Amérique* et la *BBC*. C'était pour moi une tradition. [...] Le cercle de mes amis était à peu près le même que celui de mes parents: c'était des artistes qui étaient pratiquement interdits à l'époque, qui exposaient très peu, des écrivains, des historiens" (I. Rojzman, entretien du 15/5/1992).

A côté de cette tradition familiale de libre pensée politique, d'intégration à un milieu artistique qui évolue hors des institutions officielles, Rojzman en conserve une autre qui va à l'encontre de la première:

"J'ai terminé le lycée, j'ai travaillé, puis j'ai fait mon service militaire. C'est une tradition dans la famille: on considérait que, pour devenir un homme, il fallait faire l'armée" (I. Rojzman, entretien du 15/5/1992).

Rojzman reproduit donc à l'identique jusqu'aux contradictions de la trajectoire paternelle.

## II/ Un éloignement des lieux de la politique parallèle

Au cours de leurs trajectoires universitaires et professionnelles, les membres de la seconde cohorte sont placés dans des situations leur offrant objectivement moins d'opportunités de fréquenter des lieux de socialisation politique tels que ceux qui ont favorisé l'apparition des premiers clubs informels. L'absence de socialisation politique "déviante" n'est pas le résultat d'une stratégie consciente, mais l'effet indirect de choix faits ailleurs. S'ils ne sont pas socialement très différents des membres de la première vague, leur méconnaissance ou leur éloignement de ces réseaux intellectuels et politiques se révèlent déterminants pour expliquer leur arrivée tardive dans le mouvement informel<sup>10</sup>.

---

<sup>10</sup> Comme le soulignent F. SAWICKI et J. SIMEANT (La sociologie de l'engagement militant: un champ de recherches à décloisonner. *Comment penser les continuités et discontinuités du militantisme? Trajectoires, pratiques et organisations militantes*: colloque international IFRESI-CERAPS-CLERSE, Lille, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, 8-10 juin 2006, p. 9), l'étude des propriétés sociales n'est pas suffisante pour expliquer l'engagement militant. Il est indispensable de prendre en compte les réseaux de relations des individus par lesquels ils se "convertissent" et grâce auxquels ils peuvent maintenir leur nouvelle identité.

## 1/ Trajectoires universitaires

Les membres de la seconde cohorte n'ont pas de contacts avec des réseaux de diffusion de samizdats ou des groupes estudiantins indépendants du Komsomol, alors que de telles expériences sont fréquentes et fondamentales dans la formation politique de la première cohorte. Le choix des filières, des types d'établissements et le lieu des études entrent pour beaucoup dans cette imperméabilité.

Les représentants de la seconde cohorte ont tendance à se spécialiser dans des domaines dépourvus de contenu politique. Ils sont beaucoup plus nombreux que dans la première vague à choisir les sciences dures ou des études techniques (cf. le tableau 30 en annexe p. 494), alors que la proportion de pères ayant une formation technique est la même dans les deux cohortes (environ 40 %). Les études techniques débouchant souvent sur des activités dans le secteur militaire ou industriel, elles sont peu susceptibles de mener à des milieux critiques, voire dissidents (à l'exception peut-être de certains instituts de physique).

Lorsqu'ils optent pour les sciences sociales, les représentants de la seconde cohorte se répartissent indifféremment entre l'histoire et la philosophie, quelle que soit la période d'entrée dans l'enseignement supérieur. Si bien que, dans la génération 1948-1964, il y a deux fois plus d'étudiants en philosophie dans la seconde cohorte que dans la première<sup>11</sup>. On se souvient qu'à partir du milieu des années 1960, les informels de la première cohorte avaient commencé à privilégier de façon notable les études d'histoire parce qu'elles permettaient d'acquérir un savoir politique sans nécessairement déboucher sur une carrière dans l'appareil de propagande (Parti, enseignement du marxisme-léninisme à l'Université, journalisme...). Cette différence de comportement peut s'expliquer soit par une plus forte propension des membres de la seconde cohorte à s'orienter vers une carrière dans le Parti, soit parce qu'ils sont lancés dans des stratégies de carrière qui ne s'écartent pas des sentiers balisés.

"Je me suis toujours intéressé à l'histoire, explique V. Bokser, et je voulais devenir historien. Plus exactement, archéologue. Vers l'âge de 15-16 ans [en 1968-1969], je m'y suis intéressé de plus près, mais j'ai eu l'impression que ce serait très ennuyeux en URSS parce que ce qu'on apprend principalement en histoire, vous voyez ce que c'était. Si j'avais su qu'un jour on pourrait étudier ce qu'on voulait... Mais à l'époque, je ne le savais pas, et je me suis dit qu'étudier les différentes variations de l'histoire du PCUS n'était pas tellement intéressant" (V. Bokser, entretien du 3/7/1992).

Les membres de la deuxième cohorte semblent donc pourvus d'un sens du placement à moindres risques. Dans le doute, ils choisissent des filières classiques de l'intelligentsia technique (sciences dures) ou la filière de la philosophie aux débouchés plus clairs. Ils ne font pas pour autant de mauvais placements, mais ils n'anticipent pas que, dans l'éventualité d'un changement du jeu, des places *a priori* moins intéressantes pourraient se trouver réévaluées. Rétrospectivement, V. Bokser semble d'ailleurs regretter d'être passé à côté d'une opportunité.

Les établissements supérieurs, selon leur type et leur localisation géographique, offrent plus ou moins d'opportunités de connaître des formes de socialisation politique déviante.

Les instituts techniques *sectoriels* sont beaucoup plus fermés aux influences extérieures parce que, rattachés à une industrie, ils forment une main-d'œuvre destinée à être captive et tendent à être moins "permissifs" à l'égard des étudiants que des établissements dispensant un enseignement plus général tels que les universités. Or on remarque que les spécialistes de sciences dures et les ingénieurs de la seconde cohorte sont presque trois fois plus nombreux

---

<sup>11</sup> cf. supra chapitre 1, tableau 6, p. 57.

que leurs homologues de la première à avoir suivi une formation dans des instituts sectoriels (cf. le tableau 31 en annexe p. 494).

Le lieu des études est un autre facteur discriminant dans l'accès aux formes de socialisation politique parallèle. Moscou tient une place centrale dans cette géographie politique. L'activisme étudiant hors du Komsomol y est dynamique dans les années 1970 et s'étend à une population très diversifiée, y compris à des catégories socialement vulnérables. On a vu dans le premier chapitre que des enfants d'ouvriers nés en province et admis au MGU avaient participé à des réseaux dissidents au risque d'être exclus de l'université et de perdre leur titre de séjour dans la capitale. Moscou est un lieu de relative liberté et de moindre contrôle par rapport à la province (dans certains cas, le départ pour Moscou est un moyen d'échapper à la surveillance du KGB local). Or, dans la seconde cohorte, la plupart des provinciaux n'arrivent à Moscou qu'*après* leurs études (cf. le tableau 32 en annexe p. 495)<sup>12</sup>. Cette arrivée différée peut s'expliquer par la spécificité de leurs origines géographiques: ceux, nombreux, qui sont nés dans de petites villes ou des villages doivent d'abord effectuer une mobilité intra- ou interrégionale pour leurs études supérieures avant de pouvoir, dans un deuxième temps seulement, atteindre Moscou. L'éloignement spatial et temporel de la capitale a pour conséquence, outre qu'il réduit les probabilités d'être exposés à des activités politiques contestataires, de contraindre les individus au moins à ne pas jouer avec le feu pendant leurs études, au mieux à accumuler des signes de loyauté envers le système, pour conserver une chance d'être un jour mutés à Moscou.

## 2/ Parcours professionnels et intégration au système

Les membres de la seconde cohorte tendent à accumuler des marques d'intégration sociale consacrées par le système (militantisme actif au Komsomol, adhésion au Parti, service militaire effectué volontairement...). Ils sont proportionnellement deux fois plus nombreux à adhérer au PCUS que dans la première cohorte. L'écart se creuse davantage dans les générations d'après-guerre (cf. le tableau 23 en annexe p. 491). Ils sont aussi deux fois plus nombreux à avoir effectué leur service militaire<sup>13</sup>, alors que les premiers informels mettent en œuvre des stratégies de contournement, parfois au détriment de leur carrière professionnelle. Le service militaire et la carte du Parti ne représentent pas seulement des rituels d'adhésion à un ordre social, ce sont aussi des moyens d'élargir l'espace de mobilité professionnelle (ou *champ des possibles*) (i) verticalement: en permettant une ascension sociale initiale et/ou une progression plus rapide de carrière; (ii) horizontalement: en ouvrant simultanément plusieurs parcours possibles et en facilitant, le cas échéant, une mobilité intersectorielle.

La combinaison du service militaire et de l'adhésion au Parti est l'un des moyens les plus efficaces d'amorcer une ascension lorsque la famille n'a pas pu profiter des promotions de masse dans les années 1930<sup>14</sup> ou au début des années 1950:

G. Gusev (né en 1939), fils d'ouvriers, s'engage à 18 ans dans la flotte puis dans les troupes de parachutistes pendant quatre ans. Au cours de son service militaire, il entre au Parti à 21 ans (1960). Puis il est admis à l'Institut énergétique de Moscou où il

---

<sup>12</sup> Les provinciaux sont toutefois moins nombreux dans la seconde cohorte que dans la première (cf. le tableau 32, p. 495).

<sup>13</sup> 7 personnes sur 51 dans l'échantillon de la première cohorte (soit 13,7 %) et 9 personnes sur 36 dans la seconde (soit 25 %).

<sup>14</sup> Il s'agit de la période allant de 1928 à 1939 pendant laquelle des ouvriers et membres du Parti sont envoyés dans des écoles d'ingénieur et à l'Université afin de remplacer les "spécialistes" formés sous l'ancien régime; d'autres, sans avoir été sélectionnés par le Parti, s'engagent d'eux-mêmes dans des études techniques, secondaires ou supérieures, alors devenues plus accessibles (cf. Sh. FITZPATRICK. Stalin and the Making of a New Elite, 1928-1939. *Slavic Review*, 38 (3), sept. 1979, p. 377-402).

étudie en cours du soir tout en étant monteur dans une usine. Ayant combiné le service militaire, le statut d'ouvrier et l'appartenance au Parti, il obtient à l'issue de ses études un poste de direction de niveau moyen à l'Institut de recherche sur la télévision de Moscou. Au cours de sa carrière, il reçoit une formation politique à l'Institut du marxisme-léninisme près le Comité central du PCUS, signe qu'il est entré dans la nomenklatura.

Dans d'autres cas, le service militaire ou une professionnalisation dans l'appareil du Komsomol sont les seules voies possibles pour éviter une carrière à laquelle l'individu est destiné par sa formation initiale, et à opérer une reconversion *in extremis*:

V. Šostakovskij (né en 1937 dans un village ukrainien) rate le concours d'entrée à la Faculté de médecine de Lvov et doit se replier sur des études de pharmacie. Un an avant la fin de ses études en 1959, il entre dans la carrière de fonctionnaire du Komsomol puis du Parti, reconversion qui lui permet d'échapper au métier de pharmacien. En l'espace de trois ans, il arrive à Moscou. Il fait carrière au Comité central dans le domaine de la formation des cadres du Parti et atteint un pic en 1986 lorsqu'il est nommé recteur de l'Ecole supérieure du Parti de Moscou (MVPŠ) près le Comité Central du PCUS<sup>15</sup>.

N. Travkin (né en 1946) tente, lui, d'échapper à la carrière d'enseignant du second degré en s'engageant dans l'armée un an avant la fin de ses études dans un institut pédagogique de province (à Kolomenskoe, près de Moscou). Il entre au Parti en 1970 (à 24 ans), suit une formation dans le secteur du bâtiment et travaille à la Direction de la construction de la région de Moscou (*Glavmosoblstroj*). Il y gravit les échelons jusqu'au poste de vice-directeur et entre ainsi dans la nomenklatura économique du Comité du Parti de la région de Moscou (*obkom*). A ce titre, il bénéficie en 1989 d'une formation à l'Ecole supérieure du Parti de Moscou (MVPŠ) près le Comité Central du PCUS.

Dans les secteurs qui valorisent la détention de signes de loyauté au système, l'adhésion au Parti est un facteur déterminant dans le recrutement et la progression de carrière. Le refus d'adhérer au Parti se traduit par une stagnation à un niveau relativement bas de la hiérarchie. Aussi, les ingénieurs et chercheurs de la deuxième cohorte qui sont restés dans le complexe militaro-industriel au-delà des trois années post-universitaires obligatoires sont quasiment tous membres du Parti. Il en va de même dans certaines carrières de l'enseignement (liées par exemple à la recherche pédagogique):

"On m'avait proposé un poste dans un institut de l'Académie des sciences pédagogiques trois ans après mon entrée au collège [où I. Boganceva enseigne l'histoire à sa sortie du MGU]. On m'avait fait passer un entretien, je voulais vraiment y travailler. Mais comme je n'étais pas membre du Parti, on ne m'a pas prise. Quand j'ai eu l'âge de quitter le Komsomol, en fait dès que je suis arrivée au collège, on m'a proposé d'entrer au Parti. Je disais que je n'étais pas encore prête. [...] J'ai refusé plusieurs fois. Mais quand j'ai eu 28 ans [1982], on m'a dit carrément que maintenant que je n'étais plus au Komsomol et que je n'étais pas au Parti, je ne pourrai pas travailler avec les classes de lycée, enseigner à des élèves mûrs. Je pouvais toujours enseigner l'antiquité grecque aux élèves de sixième, mais c'était autre chose qui m'intéressait [...] Je me suis dit: 'tant pis', et je suis entrée au Parti. Peu de temps après, on m'a de nouveau proposé de travailler à l'institut [de l'Académie des sciences pédagogiques], et cette fois-ci on m'a prise" (I. Boganceva, entretien du 26/7/1994).

---

<sup>15</sup> cf. infra sa biographie, encadré 14, p. 300.

Les membres de la seconde cohorte ont tendance à entrer dans des secteurs où les carrières sont beaucoup plus normées. Ceux de la première privilégient, quant à eux, l'appartenance à *certain*s milieux intellectuels, à *certain*es fractions de l'intelligentsia où, à côté de ces normes de progression, existe un mode de reconnaissance parallèle non moins important. Si, pour cette raison, la recherche en sciences sociales est un secteur particulièrement prisé par la première cohorte, elle ne fait pas partie des priorités de la seconde. Seul un tiers des diplômés des disciplines littéraires (sciences humaines, lettres et arts) de ce groupe se dirige vers la recherche ou l'enseignement supérieur; dans la première cohorte, un sur deux fait ce choix (cf. les tableaux 30 et 33 en annexe p. 494 et 495)<sup>16</sup>. On peut ajouter que l'attrait des membres de la première cohorte pour les sciences sociales peut fort bien être un sous-produit de leur engagement politique.

Un engagement actif au sein du Komsomol, l'adhésion au Parti ou le service militaire sont non seulement des instruments de promotion verticale, mais aussi des moyens d'occuper des positions simultanément dans plusieurs secteurs. Parce qu'elle n'a pas les tabous de la première cohorte, la seconde accroît sa mobilité *intersectorielle* et son appartenance *plurisectorielle*.

V. Lipickij (né en 1947) fait une double carrière au Parti et à l'Université. Fils d'un historien militaire, il s'inscrit à la faculté d'histoire du MGU en 1965. Il choisit d'abord de se spécialiser en archéologie, mais se réoriente en cours d'études vers la chaire d'histoire du PCUS. Dès cette période donc, il mène de front les deux carrières. Son travail de fin d'études porte sur les "détachements d'étudiants pour la construction" (*studentčeskie stroitel'nye otrjady*)<sup>17</sup>. A sa sortie de l'université, il est affecté à l'Etat-major central des détachements d'étudiants pour la construction du Comité Central du Komsomol, période pendant laquelle il prépare une thèse de *philosophie* (soutenue à l'Institut pédagogique Lénine de Moscou en 1973). Il obtient par la suite un poste de chercheur à l'Université d'Etat de Moscou dans un laboratoire spécialisé dans l'"éducation communiste de la jeunesse" (1973-1983), dont il deviendra directeur adjoint. A l'âge de 29 ans (1976), il entre au Parti. De 1983 à 1991, il travaille à l'Institut du marxisme-léninisme (IML) près le Comité Central du PCUS, au département d'histoire du Parti. Même s'il est entré dans la carrière universitaire par le biais du Komsomol et du Parti, il y détient une légitimité certaine par les fonctions qu'il occupe.

V. Žirinovskij<sup>18</sup> (né en 1946) construit son parcours universitaire de manière à se ménager une carrière dans la diplomatie et/ou le Parti. Il apprend le turc à l'Institut des langues orientales près le MGU (1964-1970) et étudie les relations internationales à l'Institut du marxisme-léninisme (1965-1967). En 1970, il est secrétaire d'un bureau du

---

<sup>16</sup> Les deux tableaux montrent que, sur 37 diplômés des disciplines littéraires et de sciences sociales de la première cohorte, 19 deviennent chercheurs ou professeurs d'université, et que seulement 5 des 15 diplômés de ces filières dans la seconde cohorte travaillent dans la recherche ou l'enseignement supérieur.

<sup>17</sup> Groupes d'étudiants qui sont envoyés travailler l'été sur des chantiers de construction. Ces "détachements", apparus en 1959, ont été mobilisés sur tous les grands projets: construction des usines automobiles KamAZ, VAZ, de la ligne de chemin de fer Baïkal-Amour-Magistral (BAM), de centrales électriques, de complexes pétroliers, de canaux. Cette réserve abondante (la *Grande encyclopédie soviétique* fait état de plus de 600 000 étudiants en 1974) permet de combler la pénurie de main d'œuvre à moindre coût (sa rémunération est inférieure à celle des ouvriers qualifiés, mais supérieure aux bourses d'étude). Les contrats entre le "commandant" du détachement et le maître d'œuvre sont négociés de gré à gré.

<sup>18</sup> Vladimir Žirinovskij fait partie de l'échantillon car il a participé au congrès constitutif du premier parti issu du mouvement informel, l'Union démocratique (DS), en mai 1988, sans toutefois y adhérer. Il crée en 1990 son propre parti (le Parti libéral démocratique d'Union soviétique ou LDPSS) avec d'anciens membres de DS. Sa popularité date de 1991, lorsqu'il se présente aux élections présidentielles de Russie.

Komsomol à l'Institut des langues orientales. Il fait son service militaire à la Direction politique de la région militaire du Caucase (1970-1972) où il se spécialise dans l'étude du Proche-Orient. Il s'inscrit par la suite à la faculté de droit du MGU (droit international). Pendant deux ans, il travaille au département international du Comité soviétique pour la Paix et suit les activités des mouvements pacifistes d'Europe occidentale. De 1973 à 1984, il est avocat dans des procès civils à l'étranger en matière de propriété. Enfin en 1984, il dirige le service juridique des éditions "Mir" du Comité soviétique pour la paix. Il ne travaille donc pas directement pour le corps diplomatique, mais dans une institution relevant de cette sphère.

On le voit, les membres de la seconde cohorte embrassent des carrières (dans le Parti, le Komsomol, l'armée, etc.) qu'on ne trouve pas chez les premiers informels. Aucune sphère professionnelle ne fait l'objet d'un tabou à leurs yeux, ce qui lui laisse une grande liberté de mouvement dans l'espace social, alors que les membres de la première cohorte s'efforcent de ne pas "souiller" leur identité sociale en s'impliquant dans certaines structures de pouvoir. Cela ne veut évidemment pas dire que ces derniers refusent de faire usage de ressources provenant du Parti par exemple: A. Fadin n'hésite pas à solliciter les relations de son père au Comité central du Parti pour éviter une affectation dans l'enseignement à sa sortie de l'université (1976); B. Kagarlickij pose sa candidature au Parti en 1979, pensant ainsi se doter d'une "couverture" pour mener parallèlement des activités politiques clandestines. Mais leur compromission reste limitée et leur identité professionnelle indemne<sup>19</sup>. Les membres de la seconde cohorte ne partagent pas nécessairement la même appréhension de la souillure dans la conduite de leurs trajectoires professionnelles:

M. Globačëv (né en 1952) appartient à l'intelligentsia littéraire la plus classique: son père a une formation littéraire, lui-même est diplômé de la faculté de lettres du MGU et spécialiste de littérature polonaise. Après son service militaire en Estonie, il travaille dans différentes bibliothèques, puis à l'Institut d'information sur les sciences sociales (INION) de l'Académie des sciences, où il est rédacteur d'une revue. Cet institut avait accueilli nombre de soixantards en disgrâce. Pourtant, Globačëv quitte ce cocon réformateur en 1982 pour un poste d'enseignant à l'Ecole supérieure Dzerjinski du KGB où il enseigne le polonais à de futurs agents du contre-espionnage. Son choix a été guidé, explique-t-il, par l'opportunité d'exercer un métier directement lié à sa spécialité (le polonais), le secteur professionnel constituant un critère secondaire. Mais visiblement peu armé pour s'adapter à ce nouveau milieu, il est contraint par la direction de l'Ecole à démissionner au bout de deux années universitaires. Il retrouvera aussitôt son poste à l'INION et reprendra vite le cours normal de sa carrière en soutenant une thèse sur les écrivains polonais en URSS pendant la Seconde guerre mondiale (M. Globačëv, entretien du 5/7/1992).

### 3/ Trajectoires politiques

Les membres de la seconde cohorte n'ont, à de rares exceptions près, pas d'activités politiques clandestines ou parallèles. La plupart ne se déclarent du côté des réformateurs que pendant la perestrojka, de surcroît à une phase avancée. Leurs parcours professionnels ne subissent aucune déviation imputable à leurs opinions politiques. Si on met à part les

---

<sup>19</sup> Certains membres de la première cohorte ont pu être accusés de s'être compromis avec le régime après leur arrestation pour activité politique: ils sont déjà engagés dans une carrière d'oppositionnels. Mais il est question ici de leur trajectoire *professionnelle* et non politique.

soixantards de la seconde cohorte, ils n'essaient pas d'utiliser leurs positions, parfois élevées, pour jouer *avec* les règles; ils ne cherchent pas à en dévier, à jouer un double jeu.

Dans la seconde cohorte, les soixantards font figure d'exception, alors que la génération qui a connu le dégel y est largement représentée. C'est particulièrement le cas dans les clubs du Parti: 53,1 % des membres du Club du Parti de Moscou (MPK) sont nés avant 1939 alors que ces classes d'âge constituent moins de 40 % des effectifs du Parti (cf. les tableaux 28 et 29 en annexe p. 493-494)<sup>20</sup>. Tout se passe comme si le mouvement informel/démocratique offrait une deuxième chance à ceux qui avaient "manqué le coche" des années 1960. De fait, sur les 11 membres de l'échantillon de la seconde cohorte nés avant 1945, seuls trois ont vu leur trajectoire professionnelle s'infléchir pour des raisons politiques, soit le tiers. Dans la première cohorte, 5 des 9 individus nés avant 1945 sont dans ce cas, soit la moitié.

Quant aux membres de la seconde cohorte nés entre 1948 et 1964, ils tendent à *sous-utiliser* les opportunités d'information et de contact avec des cercles politisés qui s'offrent à eux. On l'a vu, par leur activité professionnelle et leur domaine de formation, les membres de ce groupe se trouvent objectivement éloignés des centres de gravité de la contestation politique. Mais les ondes produites par ces lieux s'étant assez largement diffusées dans la société soviétique, certains ont des opportunités, dans leur milieu familial, universitaire ou professionnel, qu'ils s'abstiennent d'utiliser, consciemment ou non. Cette sous-utilisation procède d'une construction de l'identité sociale où l'individu s'interdit de se considérer légitime dans le rôle d'un déviant, même si la déviation est valorisée à ses yeux comme un signe de distinction sociale. Ainsi, V. Bokser considère ne pas appartenir à la "bonne" fraction de l'intelligentsia bien qu'il ait à sa portée un moyen d'accès à la dissidence:

"Je mentirais si je disais que j'ai été dissident avant 1988. [...] Avant 1988, je n'ai non seulement pas été un dissident actif, mais je n'ai pas non plus été un dissident passif. Je pense que c'est dû en grande partie au fait que je n'étais pas lié à ce milieu qui disposait de plus d'informations que les autres. Si on regarde qui est devenu dissident, ce sont essentiellement les représentants de l'intelligentsia créatrice et ceux qui avaient à l'époque la possibilité d'aller en Occident. Mais nous, nous vivions dans une absence totale d'information<sup>21</sup>. [...] Dans ma famille, il y avait des gens qui, par leur position, avaient accès à d'autres sources d'information. Je me souviens que je les contredisais. Je me rends compte à présent que je devais avoir l'air bigrement bête. Par exemple, j'avais un cousin issu de germains qui était proche de Sakharov [...], je me disputais avec lui, avec son père. Je leur disais qu'ils se trompaient à propos des événements en Tchécoslovaquie, et même en Afghanistan" (V. Bokser, entretien du 3/7/1992).

Vera Kriger tire, elle, son incompétence politique de ses origines sociales modestes:

"Bien que j'aie travaillé à la Bibliothèque Lénine, je n'ai jamais eu sous la main de littérature interdite. Je ne connaissais malheureusement personne dans la dissidence. Et mes parents étaient des gens tout à fait ordinaires" (V. Kriger, entretien du 16/6/1993).

V. Kriger travaille pourtant dans un lieu qui regorge de fonds secrets (*spechrany*) dont elle peut soupçonner l'existence, même si elle n'en a pas la certitude (contrairement à des intellectuels plus informés). Elle sait par ailleurs que la Bibliothèque Lénine a mis au point un

---

<sup>20</sup> Ils avaient au moins 17 ans au moment du XX<sup>ème</sup> Congrès du Parti en 1956. Il est à noter que les membres des clubs du Parti de notre échantillon sont un peu plus jeunes que l'ensemble des membres du MPK: cet écart est dû soit au caractère limité de cette partie de l'échantillon (8 personnes), soit au fait que les leaders sont plus jeunes que les simples membres.

<sup>21</sup> V. Bokser vient d'une famille de médecins. Il travaille lui-même dans un hôpital.

système d'accès différencié aux documents puisque, en tant qu'employée au service du prêt international, elle soumet tout envoi à destination de l'étranger à une procédure de filtrage. C'est en ce sens qu'on peut parler de sous-utilisation des possibilités d'information. Il est vrai, toutefois, que son poste la cantonne à des tâches d'exécutant et lui interdit d'accéder légitimement à ces fonds, à la différence de chercheurs, comme Ju. Samodurov (en poste à l'Institut de géologie) ou I. Rojzman (historien du Département d'histoire du livre de la Bibliothèque Lénine), qui arrivent à se procurer des documents classés secrets grâce à leur statut.

Lorsque les membres de la seconde cohorte ont une expérience politique hors des cadres officiels, celle-ci présente elle aussi des aspects d'autolimitation: l'expérience est restreinte dans sa durée, dans l'espace social et dans les formes mêmes de mobilisation. Au moment de ses études d'histoire au MGU, I. Boganceva participe à une mobilisation politique spontanée, tolérée par les autorités, qui reproduit un répertoire officiel d'action collective sans intention de le détourner:

"En 1973, au moment du coup d'Etat au Chili, tout le monde a été terriblement accablé. Il y a eu beaucoup de remous à l'Université. Nous avons organisé des *subbotniki*<sup>22</sup>. Non pas le comité du Komsomol (il était contre et s'opposait à nous, ainsi que le comité du Parti), mais des leaders tout à fait 'informels'. On ne pouvait pas vraiment parler de leaders, disons des amis et moi. Et pas seulement dans notre faculté: il y avait beaucoup de monde venant de biologie. Nous avons organisé nous-mêmes des *subbotniki*. Nous avons trouvé du travail, notamment dans le métro parce que le travail souterrain était mieux rémunéré. Nous avons récolté de l'argent et l'avons donné aux Chiliens qui étaient là, pour qu'ils puissent retourner chez eux acheter des armes. [...] Il y avait au moins une quarantaine de personnes à ces *subbotniki*, pas toujours les mêmes. Ensuite, on organisait toujours un petit meeting" (I. Boganceva, entretien du 26/7/1994).

Cette initiative n'est pas sans rappeler le Laboratoire de propagande expérimentale, apparu deux ans plus tôt au MGU, auquel avaient participé de futurs informels de la première cohorte (A. Fadin, P. Kudjukin et A. Danilov)<sup>23</sup>. Mais à la différence de ces derniers, qui ont poursuivi leur activité dans le groupe clandestin des "Jeunes socialistes", I. Boganceva ne transforme pas une expérience légèrement déviante en engagement politique hors des voies officielles.

Les nouveaux venus dans le mouvement informel/démocratique font donc des carrières plus conformes à un modèle officiellement établi. Les écarts de conduite, lorsqu'ils ont lieu, sont très limités. Les causes peuvent provenir de l'histoire familiale (lorsqu'un ascendant direct a vécu la période des purges), d'origines géographiques (une arrivée tardive à Moscou ne pousse pas à s'affranchir tôt de certaines normes sociales), d'origines politiques (faible engagement politique au sein de l'unité familiale ou faible transformation de la position politique parentale).

Ce conformisme a des effets sur la conduite des trajectoires professionnelles: faiblesse des déplacements transversaux intergénérationnels, fort investissement dans des signes d'intégration sociale, choix de carrières qui réduisent les probabilités d'être en contact avec des lieux de pensée critique (quand il n'y a pas sous-utilisation de ces opportunités) et de

---

<sup>22</sup> Apparus en 1919, les *subbotniki* (littéralement "samedis") consistent à mobiliser les travailleurs d'une entreprise ou d'une branche pour un travail supplémentaire bénévole "pour l'intérêt général" (*Bol'shaja sovetskaja ènciklopedija* [Grande encyclopédie soviétique], 3<sup>ème</sup> édition. Moscou, 1969-1978). Les premiers *subbotniki* ont été organisés pour accélérer la construction et la remise en état des locomotives pendant la Guerre civile.

<sup>23</sup> cf. chapitre 1 de cette partie, p. 59.



connaître un déclassement social (la proportion de personnes dépourvues d'un emploi stable est deux fois moins élevée dans la seconde cohorte, cf. le tableau 33 en annexe p. 495).

Avec l'arrivée de la seconde cohorte dans le mouvement informel, ce sont des acteurs d'un nouveau type qui font leur apparition: ils n'appartiennent ni à la catégorie des soixantards (qui sont en quelque sorte les "pères spirituels" de la première cohorte), ni à cette *unité générationnelle* plus ou moins contestataire qui alimente les premiers clubs informels.

L'une des thèses défendues ici est que le mouvement informel change de nature avec l'arrivée de la seconde vague, qui introduit de nouveaux modes de perception de la situation politique (opposition frontale au régime) et remodèle les formes d'organisation et de mobilisation du mouvement. Il est donc important d'esquisser les caractéristiques de la socialisation politique et professionnelle de ces acteurs avant leur entrée dans le mouvement. L'un des traits de ce groupe hétérogène semble être un meilleur sens du placement conduisant à une intégration sociale plus respectueuse des normes établies.

### III. L'engagement dans le mouvement informel

#### 1/ Une arrivée tardive

Les membres de la seconde cohorte ne sont pas en quête d'opportunités dès 1987, contrairement aux premiers informels qui sentent vite les changements en haut. Ils n'arrivent dans le mouvement qu'à partir du printemps 1988, voire en 1989 ou 1990.

Les uns ne perçoivent pas les transformations ou en tout cas celles-ci ne leur semblent pas suffisantes pour qu'ils mènent une activité publique.

"En 1987, explique V. Bokser, j'étais encore passif. Je m'intéressais bien entendu à ce qui se passait [...], mais mon activité ne dépassait pas le seuil de mon appartement" (V. Bokser, entretien du 3/7/1992).

Dans de nombreux cas, leur recrutement se fait sans l'entremise d'un réseau préexistant politiquement actif, mais un peu "par hasard" soit sur la place Pouchkine, soit dans les clubs d'électeurs de quartier, donc dans des clubs ayant pignon sur rue<sup>24</sup>. I. Boganceva n'est entrée dans le mouvement qu'en 1989. Le passage cité ci-dessous montre que les membres de la seconde cohorte, et non des moindres<sup>25</sup>, mettent du temps à comprendre que la situation a changé. Ils croient encore en des interdits qui n'existent plus depuis longtemps dans la pratique ("activité anti-parti"). I. Boganceva, par exemple, ne le comprend qu'au moment des élections de 1989 – encore n'en est-elle pas entièrement sûre –, alors que les informels de la première cohorte en sont conscients depuis 1987 et l'ont vérifié.

"C'était en mars 1989. Mes deux enfants étaient seuls à la maison [...] quand un milicien a sonné à la porte pour leur demander pour qui leurs parents allaient voter. C'était deux semaines avant les élections au Congrès des députés du peuple de l'URSS. Mon fils a répondu: "*pour El'cin, bien sûr*". [...]. Lorsque la campagne a commencé, je n'avais pas eu l'intention d'y prendre une part active. Tous les gens avec qui je parlais, que je côtoyais, votaient pour El'cin.

Il faut dire qu'en 1987, j'ai très mal vécu son limogeage. Je l'ai appris par la télévision, lorsque le présentateur [...] a dit: "*El'cin a fait ci et ça, il est démis de ses fonctions*".

---

<sup>24</sup> La seule exception est le Club d'électeurs de l'Académie des sciences (KIAN), qui recrute sur une base institutionnelle (instituts académiques) et s'est peut-être appuyé sur des réseaux ou parties de réseau préexistants (dans le domaine de la physique, par exemple).

<sup>25</sup> I. Boganceva sera comme V. Bokser l'un des leaders de l'Union moscovite des électeurs (MOI), l'une des organisations politiques les plus importantes en 1989.

Or, c'est très caractéristique (et en tant qu'historienne, je le sais) quand on commence à ne plus dire "*Boris Nikolaevič El'cin*" ou "*le premier secrétaire*". Il n'y a que Trotsky qu'on a traité comme cela. [...] Bref, en 1987, j'ai envoyé un télégramme à El'cin où je m'excusais de ne pouvoir l'aider mais lui disais que je le soutenais. Je pense qu'il a dû recevoir trois sacs de télégrammes dans ce genre, mais j'ai tout de même accompli cet acte [...].

Au moment des élections [de 1989], je n'avais pas l'intention de faire quoi que ce soit. Mais cet épisode avec le milicien qui est venu chez moi m'a vivement inquiétée. [...] J'ai fait circuler une pétition auprès de mes voisins dans laquelle je disais que nous, habitants de tel quartier, étions inquiets de l'immixtion de la milice dans la lutte politique. Je l'ai envoyée aux *Izvestija*, aux *Nouvelles de Moscou*. Puis je suis allée trouver le groupe d'initiative de soutien à El'cin, au Comité à la Construction<sup>26</sup>. Je leur ai raconté mon histoire, pensant qu'elle pourrait être utilisée dans leur propagande. Ils m'ont écoutée, puis m'ont montré trois sacs en me disant qu'ils étaient remplis d'histoires comme la mienne. [...] Je leur ai alors dit: "*Si la milice aide le côté adverse, je suis prête à vous aider. Dites-moi ce qu'il faut faire. Je peux coller des affiches*". "*Nous n'avons pas d'affiches*", m'ont-ils répondu. [Irina Boganceva décide alors d'en fabriquer elle-même et de les coller]. J'ai fait ça pendant trois jours. Puis tout d'un coup, se tient un Plénum du Parti [le 16 mars 1989] où El'cin est condamné pour "*comportement contraire à l'éthique du Parti*" [...]. Une commission d'enquête avait été constituée. Et là, j'ai eu très peur. Jusqu'alors je ne faisais qu'exercer mon droit d'électeur, je faisais campagne pour un candidat. Mais là, j'étais membre du Parti et je faisais campagne pour quelqu'un dont le comportement avait été condamné par le Parti. Autrement dit, je menais une "*activité anti-Parti*"... [...] Je suis sortie de chez moi avec mes affiches, et je me suis dit que si je n'arrivais pas à surmonter ma peur, elle serait toujours en moi, et que je me souviendrais toute ma vie de ce moment où je n'ai pas pu la surmonter. Je ne le voulais pas. [...] Ce fut le tout début de mon activité politique. On m'y a poussée. Je n'avais pas l'intention de m'y lancer. J'avais participé à des initiatives sociales de façon sporadique auparavant. Mais je n'avais jamais lutté contre le système, nous vivions dans une coexistence pacifique. Mais est arrivé un moment où ils m'ont poussée" (I. Boganceva, entretien du 26/7/1994).

D'autres membres de la seconde cohorte, appartenant à l'aile réformatrice de l'appareil du Parti, s'intéressent de près au mouvement informel mais restent très prudents: ils l'observent<sup>27</sup> et l'aident parfois, mais ne s'engagent pas dans les clubs. Ils n'entrent dans le mouvement qu'en 1990, lorsqu'il leur semble que le jeu devient vraiment "sérieux". Ils utilisent alors leurs fonctions dans l'appareil du Parti ou de l'Etat pour s'insérer dans le mouvement informel/démocratique, signe que les rôles dans ces institutions sont de moins en moins enserrés dans leur définition d'usage, que les consignes sont de moins en moins suivies à la lettre et que les institutions elles-mêmes changent de nature.

Le rapprochement d'Igor' Jakovenko, chef du département idéologique du comité de l'arrondissement (*rajkom*) Dzerjinski du PCUS de Moscou, avec le mouvement informel se fait par paliers et infléchit sa carrière dans l'appareil du Parti. Fin 1986, il autorise une manifestation d'informels. Son *rajkom* ne faisant pas partie de la "zone expérimentale" où les clubs sont autorisés à se réunir, Jakovenko doit quitter son poste pour avoir pris une telle liberté<sup>28</sup>. Cet acte, qui fait grand bruit dans la presse, lui

---

<sup>26</sup> Dirigé par El'cin.

<sup>27</sup> V. Šostakovskij, recteur de l'Ecole supérieure du Parti de Moscou, assiste dans l'ombre à la première conférence nationale des clubs informels en août 1987 (cf. infra p. 134).

<sup>28</sup> Nous reviendrons dans la partie II (p. 122 et suiv.) sur la "zone expérimentale".

permet de se déclarer publiquement réformateur. Jusqu'alors il avait suivi une carrière des plus classiques au Komsomol et au PCUS: entré au Parti à 20 ans (1971) alors qu'il est électricien-tourneur dans le métro de Moscou, il fait des études de philosophie au MGU (1971-1976). De 1972 à 1979, il est fonctionnaire du Komsomol dans le métropolitain. En 1979, il passe dans l'appareil du Parti, au *rajkom* Dzerjinski: d'abord instructeur, il gravit les échelons jusqu'au poste de chef du Département idéologique et suit en parallèle une formation à l'Ecole supérieure du Parti de Moscou (MVPŠ) près le Comité Central du PCUS (1982-1986).

La prise de position de Jakovenko en faveur des informels intervient tôt dans l'histoire du mouvement (le premier congrès national des clubs d'août 1987 n'a pas encore eu lieu) et de façon relativement peu sécurisée. Cette prise de risque, qui a lieu après un parcours "sans faute", n'est peut-être pas étrangère à l'histoire familiale de I. Jakovenko durement éprouvée par les répressions staliniennes (son grand-père maternel, architecte de profession, a passé dix-sept ans dans un camp. Il appartenait à une famille d'origine noble dont certains ascendants étaient proches des anarchistes populistes).

Après son renvoi du *rajkom* début 1987, il trouve refuge auprès de cette même Ecole du Parti. Si le tout nouveau recteur, V. Šostakovskij, fait un "acte de courage"<sup>29</sup> en prenant sous son aile un fonctionnaire rebelle du Parti et en en faisant l'un de ses principaux collaborateurs, il tient là aussi un moyen de montrer que son Ecole entend devenir un acteur dans la lutte politique qui se joue dans le Parti.

Une fois entré à la MVPŠ et devenu plus libre de ses mouvements à l'égard des informels, Jakovenko se rapproche des clubs par mues successives: il les étudie tout d'abord, puis devient un sympathisant du Front populaire de Moscou<sup>30</sup> où il assiste à des réunions et donne des cours aux militants. Enfin, il devient membre à part entière du mouvement démocratique début 1990 en entrant dans la Plateforme démocratique du PCUS créée par les clubs du Parti:

"J'étudiais les processus à l'œuvre dans le mouvement informel en tant que sociologue. [...] Et mes contacts avec les informels, notamment avec les représentants du Front populaire de Moscou, m'ont convaincu qu'il fallait que je change mon statut d'observateur indépendant et à l'écart, que je m'engage plus activement dans les processus qui avaient lieu dans le domaine politique, bref j'ai compris que je ne devais plus demeurer à l'écart (I. Jakovenko, entretien du 1/6/1993).

Ce type de recrutement ne concerne, il est vrai, qu'une poignée d'individus: les "professionnels" de l'appareil restent très minoritaires, y compris dans les clubs du Parti (cf. le tableau 12 ci-dessous), mais ils ont du poids dans l'histoire des clubs et de la Plateforme démocratique puisqu'ils sont en mesure, comme nous le verrons plus loin, d'apporter des ressources du Parti. Ce qui nous intéresse pour l'heure est que leur passage dans le mouvement informel/démocratique ne se fait pas par une rupture avec les organes du Parti, mais par une redéfinition de leur rôle officiel. La frontière entre le mouvement et le Parti devient totalement poreuse.

---

<sup>29</sup> I. Jakovenko, entretien du 1/6/1993.

<sup>30</sup> Dont l'un des dirigeants, M. Maljutin, travaille lui aussi à l'Ecole supérieure du Parti de Moscou.

**Tableau 12 : Position des délégués de la Conférence constitutive de la Plateforme démocratique du PCUS dans les organisations du Parti (janvier 1990) <sup>31</sup>**

<b><i>Organisations territoriales du Parti (permanents)</i></b>		
Secrétaire de comité de ville ( <i>gorkom</i> )	2	0,4 %
Membre d'un bureau de <i>gorkom</i>	2	0,4 %
Membre de <i>gorkom</i>	10	2,2 %
Secrétaire de comité d'arrondissement ( <i>rajkom</i> )	3	0,7 %
Membre d'un bureau de <i>rajkom</i>	3	0,7 %
Membre de <i>rajkom</i>	9	1,9 %
<i>Sous-total</i>	<b>29</b>	<b>6,3 %</b>
<b><i>Organisations du Parti sur les lieux de travail</i></b>		
Secrétaire de cellule de base	70	15,4 %
Secrétaire de cellule de base d'atelier	26	5,7 %
Membre de bureau du parti	76	16,7 %
Membre de comité du parti	53	11,7 %
<i>Sous-total</i>	<b>225</b>	<b>49,5 %</b>
s.d.	201	44,2 %
<b>Total</b>	<b>455</b>	<b>100 %</b>

Sources: Rezul'taty analiza registracionnyh anket učastnikov konferencii partklubov i partorganizacij strany, 20-21 janvarja 1990 g. [Résultats de l'analyse des formulaires d'enregistrement des participants à la conférence des clubs et organisations du Parti du pays, 20-21 janvier 1990] In *Vsesojuznaja konferencija partklubov i partorganizacij 20-21/1/1990. Itogovyje dokumenty*. Moscou, 1990, p. 17-18

NB:

Le bureau des comités de ville et d'arrondissement du Parti, composé de secrétaires, est chargé de la gestion courante.

Les petites cellules de base (moins de 15 membres) sont dirigées par un secrétaire; les plus grandes, par un bureau; enfin, les plus importantes (plus de 300 membres) peuvent créer en leur sein un comité, lui-même dirigé par un bureau (art. 55 et 56 des statuts du PCUS de 1986).

Les secrétaires des cellules de base de plus de 150 membres peuvent être des permanents.

Plus généralement, les membres de la seconde cohorte attendent, pour faire leur entrée dans le mouvement, que soient prises des décisions légales au plus haut niveau rendant les transformations politiques irréversibles. Leur recrutement s'effectue à trois moments clés de la vie politique nationale qui correspondent à des événements ou des décisions du pouvoir modifiant en profondeur la structure de l'espace politique (cf. tableau 13 ci-dessous). Il s'agit de:

- la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti en été 1988, où sont discutées la réforme du PCUS et les nouvelles règles électorales. Les clubs informels recrutent principalement au cours des meetings de la place Pouchkine ("Hyde park"), quotidiens pendant la Conférence, hebdomadaires pendant l'été. L'arrivée des nouveaux membres ne bouleverse pas immédiatement la structure et les modes d'action du mouvement;
- la première campagne électorale de 1989 pour le Congrès des députés de l'URSS (janvier-mai 1989). Les clubs d'électeurs d'arrondissement, apparus pour l'occasion, deviennent les principaux points d'accès au mouvement. Comme nous le verrons, la mobilisation électorale transforme en profondeur les modes d'action et d'organisation du mouvement;
- la modification en mars 1990 de l'article 6 de la Constitution de l'URSS qui supprime le monopole du PCUS sur le pouvoir et légalise les partis politiques. L'apparition des partis ne marque pas une rupture dans le mouvement démocratique dans la mesure où la plupart sont issus des clubs informels de la première période ou des clubs du Parti. Ils constituent une nouvelle forme d'organisation et de nouveaux lieux de recrutement du mouvement.

<sup>31</sup> Les délégués viennent de 102 villes de 13 républiques, et représentent 61 clubs de parti.

**Tableau 13 : Points initiaux d'entrée des membres de l'échantillon de la seconde cohorte dans le mouvement informel/démocratique**

	Clubs informels existants	Espace du PCUS	Espace électoral	Nouveaux partis	Total %
Printemps 1988-début 1989	<i>MNF, Perestrojka démocratique, Mémorial</i> 7	<i>Clubs du Parti</i> 1		<i>Union démocratique*</i> 3	11 30,5
Campagne de 1989		<i>Clubs du Parti</i> 1	<i>Clubs d'électeurs d'arrondissement, KIAN, MOI**</i> 12 <i>Candidats démocrates</i> 3		16 44,5
1990		<i>Plateforme démocratique</i> 3		<i>DPR, SDPR, PKD, RHDD, PST ***</i> 6	9 25
<b>Total</b>	7	5	15	9	36 100
<b>%</b>	19,4	13,9	<b>41,7</b>	25	100

\* L'Union démocratique, qui peut être assimilée à un club informel, est la première organisation à se dénommer "parti" et attire de nouveaux membres en raison même de cette appellation (d'où son classement dans la catégorie "nouveaux partis").

\*\* KIAN: Club d'électeurs de l'Académie des sciences, MOI: Union moscovite d'électeurs.

\*\*\* DPR: Parti démocratique de Russie, SDPR: Parti social-démocrate de Russie, PKD: Parti des constitutionnels démocrates, RHDD: Mouvement chrétien démocrate de Russie, PST: Parti du travail libre.

## 2/ Un investissement intensif

Une fois entrés dans le mouvement, les nouveaux venus s'engagent sous des formes radicales (radicalisme politique, investissement total dans cette nouvelle activité).

"Vers la fin 1987, ou plutôt la mi-1988, explique V. Bokser, des gens ont commencé à se réunir près des *Nouvelles de Moscou*, sur le boulevard [qui traverse la place Pouchkine], puis en face de la place Pouchkine. Comme j'habite tout près, rue Gorki en face du Mossovet, je m'arrêtais en sortant du travail. J'étais censé être à la maison à 6 heures et j'arrivais à 10 heures. [...]. Je retrouvais les mêmes orateurs, j'ai moi-même pris la parole plusieurs fois [...]. On a fait connaissance. Il y avait une vingtaine ou une trentaine d'orateurs permanents, et j'en suis devenu un. [...] C'est par ces cercles que j'ai appris l'existence de piquets de soutien à l'enregistrement de Mémorial, et j'y suis allé [...]. Puis, toujours par leur intermédiaire, j'ai appris qu'il y avait des piquets pour protester contre le blocage de la candidature d'Afanas'ev, Korotič et Karjakin aux élections à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti (juin-juillet 1988). Le blocage se faisait au niveau des arrondissements. Nous avons donc organisé des piquets pour soutenir leur élection. Dès le début, j'ai participé activement à ces piquets, et j'en suis même devenu l'un des organisateurs. Et là, j'ai rencontré un cercle plus large de personnes qui appartenaient depuis un certain temps déjà à des clubs politiques" (V. Bokser, entretien du 3/7/1992).

"Je suis allée voir le Groupe de soutien à El'cin, indique I. Boganceva, pour leur montrer ce que je faisais [...] et leur demander si je ne les discréditais pas avec mes affiches. Ils m'ont dit: "*non, c'est très bien, continue*". [...] J'ai alors fait connaissance avec certaines personnes de ce groupe. Elles m'ont donné des tâches à accomplir. [...]

On m'a poussée dans cette activité, et je ne pouvais plus rien faire d'autre. Je n'ai même pas réussi à terminer ma thèse, je l'avais d'ailleurs oubliée. Pendant un an, je n'ai fait que cela" (I. Boganceva, entretien du 26/7/1994).

### 3/ Les relations problématiques avec les membres de la première cohorte

Les nouveaux venus, parce qu'ils n'ont pas le même passé politique que les premiers informels et n'entrent pas dans le mouvement dans le même contexte, ont une vision très différente de ce qu'est et doit être le mouvement, du rapport qui doit s'instaurer avec le "pouvoir" et les "réformateurs". Leur poids dans le mouvement est d'autant plus important que leurs effectifs sont aussi nombreux que ceux de la première cohorte. On peut évaluer le nombre de nouveaux adhérents à Moscou à plus d'un millier, soit au moins 700 personnes entrant dans les clubs d'électeurs<sup>32</sup>, et 200 ou 300 dans les clubs du Parti (le plus important d'entre eux, le Club du Parti de Moscou, compte 100-150 membres)

Les deux groupes n'ont pas les mêmes formes de compétences, différence qui sera l'un des moteurs de la compétition entre eux<sup>33</sup>. Les tout premiers informels créent des clubs de discussion, accordent une importance aux débats (menés parfois sur un modèle académique). Ils cherchent à influencer les réformateurs du Parti. Les nouvelles recrues recherchent avant tout des lieux où se mobilise un grand nombre: meetings, manifestations... La plupart n'ont pas non plus les connaissances historiques ou politiques des leaders des premiers clubs informels. Elles ne rechignent pas à exécuter des besognes peu gratifiantes (collage d'affiches, distribution de tracts, organisation du service d'ordre des meetings, surveillance des bureaux de vote) mais ont aussi des fonctions plus prestigieuses d'encadrement (entraînement des députés démocrates de l'URSS à la prise de parole avant la première session du parlement, organisation de la première fraction parlementaire démocratique). Elles occupent surtout des positions d'organisateur de meetings, de propagandistes, pour lesquelles les compétences acquises dans le Parti ou le Komsomol (habitude de parler en public, mais pas devant un public académique; animation d'organisations du Parti ou du Komsomol; travail dans les soviets)<sup>34</sup> se révèlent bien plus adaptées que les compétences "intellectuelles" du noyau dur de la première cohorte.

Pendant plusieurs années alors qu'il était gastro-entérologue dans un hôpital, V. Bokser était chargé d'animer l'"heure d'information politique" avant chaque conférence hebdomadaire par un exposé sur l'actualité à l'étranger devant ses collègues médecins. V. Kriger, bibliothécaire de formation, a dirigé quelque temps l'organisation du Komsomol d'une équipe d'ouvriers sur le chantier du BAM dans les années 1970 tout en étant charpentier et raboteur.

Le noyau dur de la première cohorte tente de s'introduire dans des jeux d'influence en maintenant des relations parfois ambiguës avec les réformateurs du Parti. Tout en menant un double jeu avec les réformateurs du Parti, comme on le verra, il tend à adopter des positions modérées. Les membres de la seconde cohorte, dans l'ensemble peu habitués à se faufiler dans les interstices du système, manient mal l'ambiguïté, le double jeu, le travail de réinterprétation du sens des institutions qu'utilisent largement les premiers informels. Ceux-ci entrent dans le

---

<sup>32</sup> M. URBAN et alii. *The rebirth of politics in Russia*. Cambridge: Cambridge University Press, 1997, p. 125.

<sup>33</sup> Les luttes pour s'assurer une position dominante dans un espace social s'accompagnent souvent de luttes pour imposer des formes de compétences (J. LAGROYE et alii. *Sociologie politique*. 4<sup>e</sup> édition. Paris: Presses de sciences po & Dalloz, 2002, p. 133).

<sup>34</sup> Les membres du Komsomol et du Parti étaient invités à réaliser un travail de propagande à titre bénévole, appelé "travail pour la société" (*obščestvennaja rabota*).

mouvement lorsque le système commence seulement à se desserrer. Quand la seconde vague fait son entrée, le système a déjà cédé sur de nombreux points et devient de plus en plus friable. La forme même des actions de masse qui obtient les faveurs des membres de la seconde cohorte et qui remporte un succès les pousse à adopter des positions plus tranchées à l'égard des représentants du "Parti": ils s'engagent dans une opposition frontale au pouvoir soviétique, sont plus enclins au "radicalisme" (anticommunisme, puis libéralisme). Mais ce radicalisme-là n'a pas le même sens que celui qui avait cours dans le mouvement informel en 1987-1988 où les groupes "radicaux", qui se réclamaient de la dissidence, tendaient à être marginalisés. Le radicalisme des nouvelles recrues, s'il tient en partie du zèle de néophyte et d'une volonté de se démarquer des "anciens" clubs informels, sert surtout à se rapprocher des "réformateurs radicaux de l'appareil" comme El'cin par exemple. C'est un radicalisme inspiré, lui aussi, par le sens du placement, qui a le vent en poupe et dont le succès est vérifié par les élections au Parlement soviétique (1989).

On se trouve ainsi en apparence devant un paradoxe où des individus socialement bien intégrés, restés éloignés des lieux de pensée critique ou dissidente, sont les moteurs d'une radicalisation politique, d'un affrontement avec le régime, alors que des acteurs ayant commencé leur activité d'opposants bien avant la perestrojka ont préféré jouer la carte d'une coopération avec le pouvoir et d'une modération dans leur opposition.





## **DEUXIEME PARTIE**

---

### **LE MOMENT INFORMEL. LA CONFIGURATION HISTORIQUE DE LA CRISTALLISATION D'UNE IDENTITE POLITIQUE (1987-SECONDE MOITIE DE 1988)**

Le mouvement informel est un objet mouvant qui évolue dans un univers politique lui-même en formation. La construction du mouvement et de son identité collective prend toutefois appui sur des éléments de stabilité. La configuration des relations que les clubs établissent avec les autres acteurs politiques, qui leur préexistent ou qui émergent en même temps qu'eux, connaît une certaine constance pendant la période initiale de la perestrojka (1987-seconde moitié de 1988). En revanche, le contenu de ces relations, les règles qui les régissent, peuvent, elles, subir de fortes modifications sous l'effet de la conjoncture. La structure du jeu est donc stable, mais ce qui se passe à l'intérieur l'est beaucoup moins.

Le mouvement politique informel recouvre un ensemble hétérogène de types d'organisations et de formes de mobilisation, mais il arrive malgré tout à constituer une identité collective. La forme "club" et le terme "informel", préexistants à la perestrojka, sont l'un et l'autre investis par de nouveaux acteurs qui les redéfinissent, en font de nouveaux usages. Assez tôt, les leaders des principaux clubs politiques s'efforcent de tirer de cette hétérogénéité une identité commune capable de faire un lien entre eux, de les distinguer des autres acteurs politiques et de produire un "mouvement". Le label "informel" est au cœur de cette construction identitaire. Il renferme entre autres deux éléments de définition. "Informel" signifie avant tout "non officiel", "indépendant" des organes de l'Etat. C'est aussi un positionnement politique: les informels se situent dans l'ensemble à "gauche". Mais (nous aurons l'occasion d'y revenir) le terme de "gauche" est ambivalent. Il renvoie d'une part à une typologie occidentale classique: la plupart des clubs se définissent comme "socialistes" (avec différentes nuances), ce qui, dans le contexte de 1987-1988, signifie une proximité avec les réformateurs du Parti. Il revêt d'autre part un sens spécifique dans la typologie russe traditionnelle qui resurgit alors et désigne les forces favorables à une libéralisation politique et économique<sup>1</sup>. Les deux sens ne se recoupent donc pas nécessairement, et l'ambiguïté de la notion de "gauche" marquera l'identité "informelle" tout au long de son existence.

La structure du jeu dans laquelle se trouvent engagés les clubs moscovites est, comme on l'a dit, relativement stable. Leurs interlocuteurs officiels – Parti, Komsomol, institutions intermédiaires appartenant aux milieux intellectuels (recherche en sciences sociales, professions artistiques, journalisme), KGB... – ont une place bien définie dans un système politique qui conserve lui-même une solidité, même s'il commence à se desserrer un peu au début de la perestrojka. L'un des signes de ce relatif relâchement est que, pour la première fois depuis l'élimination de la dissidence, on laisse se former des associations indépendantes. La rivalité entre "conservateurs" et "réformateurs", qui est une constante de la vie politique depuis le milieu des années 1950 et qui traverse la plupart des institutions, pousse les "réformateurs" à faire le pari que ces organisations et clubs dits "informels" les soutiennent et sont susceptibles de leur apporter une légitimité populaire face à leurs adversaires, de jouer le rôle de "soutien d'en bas aux réformes". Ainsi, sans autoriser la création d'organisations politiques proprement dites, ils font entrer ces nouveaux acteurs, encore flous et informels, dans le jeu politique. L'alliance qui se noue entre les clubs et les réformateurs est un élément central de l'identité du mouvement informel parce qu'elle permet à ce dernier d'exister sur la scène politique.

La structure de jeu dans laquelle évoluent les clubs informels n'est pas composée des seuls "réformateurs" et "conservateurs" situés dans les organes du Parti ou de l'Etat, elle comprend également de nouveaux acteurs qui apparaissent hors de la sphère politique officielle: on voit

---

<sup>1</sup> "Dans la tradition politique russe, à partir du 19<sup>ème</sup> siècle, on a coutume d'appeler 'droite' ce qui est réactionnaire et conservateur, et 'gauche' ce qui lui est opposé" (V. BEREZOVSKIJ, N. KROTOV. "Neformaly" – Kto oni? [Les "informels": qui sont-ils?] In V. BEREZOVSKIJ, N. KROTOV dir. *Neformal'naja Rossija. O "neformal'nyh" politizirovannyh dviženijah i gruppah v RSFSR: opyt spravočnika* [La Russie informelle. Mouvements et groupes politisés "informels" de la RSFSR: essai de répertoire]. Moscou: Molodaja Gvardija, 1990, p. 44).

émerger des groupes "nationalistes" (Pamjat' étant le plus connu), des "staliniens" ou "néobolcheviks", des groupes qui se disent héritiers de la dissidence, etc. Ces acteurs prennent des étiquettes qui ont une résonance, une réalité dans l'imaginaire politique du pays, même si elles ne sont pas toutes incarnées dans des organisations ou des formes organisationnelles précises. Le caractère familier des labels revendiqués par ces acteurs permet aux informels de se positionner sans trop d'ambiguïté: ils s'opposent aux "nationalistes" et aux "staliniens", et voient en ceux qui veulent faire revivre ou recréer une "dissidence" des concurrents. Par leurs interactions multiples, ces nouveaux acteurs font exister un nouveau champ politique.

Le positionnement des clubs informels par rapport aux différents protagonistes exerce une contrainte sur la construction de leur identité collective. Cette identité n'est en effet pas seulement le fruit d'un travail de production du discours des informels sur eux-mêmes, ou d'un travail de tissage de réseaux relationnels; elle dépend aussi de la façon dont leurs adversaires et concurrents les perçoivent et les définissent. Les leaders informels savent pertinemment que ce qui fait leur force et leur atout, à savoir leur alliance avec les réformateurs du Parti, les rend aussi très vulnérables. Une coopération pure avec une fraction du pouvoir fait courir aux clubs le risque d'être discrédités s'ils apparaissent trop "manipulables" ou s'ils ne parviennent pas à marquer clairement leur autonomie. Eux-mêmes aspirent d'ailleurs à être bien autre chose qu'un simple alibi démocratique des réformateurs. Ils prétendent à un rôle politique propre, tandis que leurs interlocuteurs du Parti, par un effet de routine, s'efforcent de contenir et "quadriller" leur mouvement. Leurs relations sont donc faites de coopération et de conflit<sup>2</sup>. Les informels, parce qu'ils ont une image à préserver aux yeux des autres acteurs, sont acculés à jouer double jeu avec les réformateurs. La nécessité de jouer un jeu complexe et subtil découle donc en partie de leur position sur des espaces de jeu différenciés (avec leurs alliés, leurs adversaires et leurs concurrents) mais interdépendants.

Le mélange de coopération et de conflit est un élément constant de la relation entre les informels et les réformateurs du Parti pendant la première période de la perestroïka. En revanche, les règles du jeu et les modalités pratiques de coexistence de ces deux "ingrédients" peuvent varier fortement. Les informels essaient par divers moyens d'élargir leur espace d'action aux dépens des réformateurs, se saisissent de la moindre occasion qui leur semble favorable, et s'aperçoivent que le système cède par endroits. Le succès même de leurs mobilisations et la dynamique interne qu'elles produisent dans leur mouvement les incitent à ne pas respecter les règles du jeu définies antérieurement.

La construction de l'identité "informel" est donc fortement tributaire du système de relations que les clubs établissent avec les autres acteurs, ces relations étant génératrices de fortes contraintes. Elle dépend aussi des opportunités de mobilisation liées à l'état de l'espace politique qui peuvent déstabiliser certaines règles du jeu, certains types de relations et constituer des points de rupture dans l'évolution du mouvement.

On retracera tout d'abord la genèse du mouvement politique informel de Moscou en essayant de préciser dans quel contexte politique il émerge et quels éléments antérieurs se coagulent en lui, comment cet univers de clubs se configure et se hiérarchise. Nous verrons comment se construit la collusion entre les clubs et les réformateurs du Parti, cette collusion étant à l'origine largement idéalisée par les uns et les autres (chapitre 1).

---

<sup>2</sup> Les parties entrent dans ce que T. SCHELLING (*The Strategy of Conflict*, 3<sup>e</sup> édition, Cambridge: Harvard University Press, 1966, p. 83) appelle un *jeu de coordination*, où s'entremêlent dépendance mutuelle et conflit, partenariat et compétition: malgré des positions divergentes, les joueurs doivent coordonner leurs actions en vue d'obtenir un bénéfice mutuel.

Ce que les informels tentent de réaliser à travers une relation de transactions avec les réformateurs du pouvoir se fait sous contrainte: leurs rapports à d'autres acteurs sur d'autres espaces ont des effets importants sur le jeu de la collusion (chapitre 2).

La collusion elle-même évolue très vite dès lors qu'elle est mise en scène pour la première fois à la conférence nationale des clubs informels en août 1987. Cette réunion, appelée "Rencontre-dialogue d'information 'Initiatives de la société dans la perestrojka'", est un moment essentiel d'objectivation du mouvement informel. Dès la mise en œuvre de la collusion, certains de ses paramètres se modifient sous l'effet de luttes et concurrences au sein même du mouvement et sous l'effet de la dynamique particulière produite par cette Rencontre-dialogue qui change la vision que les différents protagonistes peuvent avoir du devenir du mouvement informel (chapitre 3).

Cette nouvelle vision du probable a une incidence sur la façon de jouer des informels face aux réformateurs et sur les relations internes au mouvement où les compétitions et contestations ont tendance à s'exacerber. La Rencontre-dialogue, du fait de son succès, entraîne une dynamique inattendue au sein du mouvement qui se traduit par un élargissement de son répertoire d'actions collectives (chapitre 4).

## CHAPITRE 1

### INFORMELS ET REFORMATEURS DU PARTI: LE JEU DE LA COLLUSION

La relation de coopération et de transaction qu'instaurent certains clubs informels et les réformateurs du Parti est une démarche qui peut paraître audacieuse, si peu de temps après l'élimination de la dissidence. Les uns et les autres s'accordent pour ne pas reproduire un jeu d'opposition. Les clubs s'engagent à soutenir les réformes. Ils comprennent que la négociation est possible avec le pouvoir pour conquérir un espace d'action. Dans la lutte qui met aux prises conservateurs et réformateurs au sein du Parti, ces derniers voient dans les clubs informels un moyen de prouver que leur politique bénéficie d'un soutien populaire. Ils reconnaissent donc les clubs comme des interlocuteurs et leur octroient des ressources qui leur donnent une visibilité politique. Les uns et les autres sentent qu'il est "rentable" de jouer le jeu de la négociation, de reconnaître la légitimité de l'autre. Le pari alors tenté par les deux parties est de donner à ces clubs l'image d'un mouvement homogène, et de montrer que ce mouvement, en même temps qu'il résulte des réformes, les rend irréversibles.

Chaque partie a pensé sa stratégie, parfois depuis longtemps. Il y a un imaginaire de la collusion qui préexiste à la perestrojka. On se souvient par exemple que l'idée d'un "dialogue avec le pouvoir" avait été formulée dans les années 1970 par certains dissidents désireux de rompre avec la tradition des "défenseurs des droits de l'homme". C'est cet imaginaire qui va amener les acteurs des deux bords à collaborer aux préparatifs du premier congrès des clubs informels en août 1987, la "Rencontre-dialogue d'information 'Initiatives de la société dans la perestrojka'", qui est un point nodal dans l'histoire du mouvement.

Les clubs informels émergent parce qu'une fraction du pouvoir politique offre de nouvelles opportunités, que s'empressent de saisir des acteurs politiquement engagés par le passé. Certains clubs doivent leur montée en puissance au fait qu'ils bénéficient de ressources institutionnelles. L'accès à ces ressources joue un rôle essentiel dans la consolidation, la structuration et la hiérarchisation du mouvement que ces organisations constituent peu à peu (section A).

L'apparition de cet ensemble de clubs politiques est un phénomène nouveau qui nécessite de la part des réformateurs du Parti la mise en place d'un système de communication spécifique et une entente entre les deux parties pour stabiliser des règles du jeu en vue de la conférence d'août 1987 (section B).

#### **Section A. Naissance d'une nouvelle forme de mobilisation politique: les clubs informels**

La naissance du mouvement politique informel en 1986-1987 s'explique par l'existence d'une lutte de factions dans le Parti depuis le début des années 1980. La consolidation du camp des "réformateurs", à laquelle Gorbačëv prend une part active, commence sous Andropov (novembre 1982 – février 1984). Elle marque un temps d'arrêt sous Tchernenko, puis reprend avec la nomination de Gorbačëv au poste de Secrétaire général du Comité Central en mars 1985. Des "purgés" ont lieu lors du XXVII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS en février-mars 1986, où 55 % des membres des organes dirigeants sont évincés<sup>3</sup>. Ces luttes sont des signaux pour les personnes qui gravitent dans les milieux académiques réformateurs, les anciens dissidents qui ont tenté de "dialoguer" avec les réformateurs du PCUS et une partie de l'"élite montante" du Parti qui s'est rangée dans le camp réformiste.

---

<sup>3</sup> A. FADIN, I. BUNIN, Ju. MARKOV, A. SALMIN. Bor'ba èlit v perehodnom obščestve: nomenklatura i demokratija [La lutte des élites dans la société de transition: nomenklatura et démocratie]. *Vek XX i mir*, 1991, 5, p. 31-37.

Lorsque commence la perestrojka, l'équipe de Gorbačëv cherche à s'assurer un soutien à l'extérieur du Parti contre les conservateurs. Elle tente notamment de resserrer les liens avec certains milieux intellectuels (journalisme, Académie des sciences, professions artistiques) et de construire dans une population plus large des appuis sociaux et politiques qui constitueraient un "soutien d'en bas" aux réformes "d'en haut".

L'émergence des clubs informels dans ce contexte s'explique par la conjonction de deux facteurs: d'une part, une intention des réformateurs du Parti, qui laissent se développer de nouvelles formes de mobilisation dans différentes sphères sociales sous l'aile d'institutions officielles devant leur servir de relais, et d'autre part, la présence d'agents en quête d'opportunités, qui s'empareront de ces lieux encore informels pour mener leur propre action politique.

### **I/ Une forme favorisée par le pouvoir...**

Face aux conservateurs du Parti, les réformateurs arrivés au pouvoir cherchent à mobiliser en leur faveur tout particulièrement deux catégories de la population: les intellectuels et les "jeunes". Leur stratégie consiste à susciter de nouvelles formes d'expression et d'action collective tout en s'efforçant de les encadrer de peur qu'elles ne s'emballent. Aussi sollicitent-ils le concours de certaines institutions étatiques et "organisations sociales", qui constituent des ramifications du Parti. L'une des spécificités du système soviétique est en effet que le Parti agit non seulement par voie directe, en tant qu'institution de pouvoir, mais aussi sous des formes diverses, telles que les organes de l'Etat ou les "organisations sociales" (syndicats, Komsomol, unions des écrivains, des architectes, etc.): c'est ce que T. Lowitt nomme le "*parti polymorphe*"<sup>4</sup>. Ces organisations sociales jouissent d'une "autonomie organisationnelle" (elles disposent d'une hiérarchie propre), mais sont soumises au contrôle du Parti par trois mécanismes: (i) le Parti définit leurs lignes d'action (contrôle par le haut), (ii) il sélectionne les cadres, (iii) les cellules du Parti internes à ces institutions exercent un contrôle permanent sur leur activités. Cette subordination est consacrée par la Constitution soviétique de 1977, dont l'article 6 précise que le PCUS est le noyau du système politique et de toutes les organisations sociales. Cependant, comme le remarque M. Ferro, certaines de ces ramifications ont eu tendance à grignoter une "micro-autonomie" à l'égard du Parti et, en s'appuyant sur leur autonomie organisationnelle, ont pu s'approprier certaines compétences nouvelles<sup>5</sup>. Le système que décrit T. Lowitt en 1979 a donc subi un certain relâchement au début de la perestrojka, et les réformateurs arrivés à la tête du Parti sont loin d'être assurés de l'entière collaboration ou de l'obéissance de toutes ces branches. Ils ne s'appuient d'ailleurs que sur les secteurs qui leur paraissent les plus fiables.

Les intellectuels sont mobilisés profession par profession. Tous les symboles associés à la période du dégel khrouchtchévien sont réanimés dans cette stratégie de mobilisation. Dès 1985, des "soixantards" réputés sont nommés rédacteurs en chef d'organes de presse tels que *Novyj mir*, *Ogonëk* et les *Nouvelles de Moscou*<sup>6</sup>. Dans le secteur de la recherche, d'autres soixantards sont promus à des positions de pouvoir.

En 1986, les figures de proue du "groupe de Novossibirsk", A. Aganbegjan, directeur de l'Institut d'économie et d'organisation de la production industrielle (IEOPP), et T.

---

<sup>4</sup> T. LOWITT. Le parti polymorphe en Europe de l'Est. *Revue française de science politique*, août-octobre 1979, 29 (4-5), p. 812-846.

<sup>5</sup> cf. supra p. 46.

<sup>6</sup> Sur la politique du Parti à l'égard de la presse au début de la perestrojka, voir par exemple A. BERELOWITCH. Glasnost, presse et quotidiens In M. FERRO dir. *L'état de toutes les Russies. Les Etats et les nations de l'ex-URSS*. Paris: La Découverte, 1993, p. 118.

Zaslavskaja, directrice du laboratoire de sociologie du travail du même institut, sont appelés à Moscou: le premier pour occuper le poste de secrétaire du département d'économie de l'Académie des sciences, la seconde pour présider l'Association soviétique de sociologie (*Sovetskaja sociologičeskaja asociacija* ou SSA). Ces postes donnent à leurs détenteurs assez de visibilité pour imprimer une direction stratégique aux recherches en économie et en sociologie. Enfin, les deux chercheurs de Novossibirsk deviennent également conseillers de M. Gorbačëv<sup>7</sup>.

Avec l'arrivée de soixantards à des postes clés, les réformateurs du Parti s'efforcent aussi de ranimer des formes de soutien mutuel entre le Parti et la sphère académique qui avaient été inaugurées sous Khrouchtchev et reprises sous Andropov. Pendant son court règne, ce dernier avait en effet souhaité "*passer un accord avec l'intelligentsia pour qu'elle l'aide à réformer le système*"<sup>8</sup>. Le gouvernement commande alors des études sur la situation sociale et économique du pays à des instituts de recherche, en reçoit d'autres spontanément, notamment du CEMI<sup>9</sup>.

C'est à cette époque que T. Zaslavskaja rédige un rapport, qui fera sensation. Elle y développe trois idées: (i) la société soviétique n'est pas homogène, et les classes et groupes qui la composent ont des intérêts potentiels en contradiction, (ii) la haute administration est réticente à mettre en œuvre des réformes économiques, (iii) le système économique en place n'est plus adapté aux classes modernes, qui sont plus éduquées que par le passé et dotées d'intérêts propres<sup>10</sup>.

Cependant M. Gorbačëv ne se contente pas de marcher sur les traces de ses prédécesseurs: il encourage l'émergence de nouveaux lieux de discussion, de nouvelles formes de mobilisation au sein des institutions officielles. C'est ici que se situe l'origine des clubs informels. Dans des instituts de l'Académie des sciences, apparaissent des groupes de réflexion, des séminaires sur les réformes. Au printemps 1986, une instruction ratifiée par une douzaine d'organismes (dont le ministère de la Culture et le Conseil central pansoviétique des syndicats) autorise les organisations sociales qui leur sont subordonnées à accueillir en leur sein des "clubs d'amateurs" ou des "clubs d'intérêts"<sup>11</sup>. Le texte, qui vise principalement à ramener les jeunes au bercail des institutions officielles, réhabilite donc le label "club".

---

<sup>7</sup> Par la suite, des chercheurs de l'Institut central d'économie mathématique (CEMI) seront eux aussi nommés conseillers de M. Gorbačëv (Petraikov, Jasin) ou occuperont des postes officiels dans l'exécutif soviétique en 1990-1991 (Danilov-Daniljan sera ministre de l'environnement de l'URSS).

<sup>8</sup> M. LEWIN. *Le siècle soviétique*. Paris: Fayard/Le Monde diplomatique, 2003, p. 332, citant un proche d'Andropov.

<sup>9</sup> *ibid.*, p. 412.

<sup>10</sup> voir P. SUTELA. *Economic Thought and Economic Reform in the Soviet Union*. Cambridge: Cambridge University Press, 1991, p. 115-116. Le rapport n'a pas été diffusé en URSS par voie officielle mais, reproduit à l'étranger (Novossibirsk report. *Survey*, 1, 1984, p. 88-108), a circulé sous forme de samizdat. La Bibliothèque nationale Lénine disposait d'exemplaires dans ses "fonds spéciaux" (à accès restreint).

<sup>11</sup> "Položenie o ljubitel'skom ob'edinenii, klube po interesam" [Instruction sur les unions d'amateurs et les clubs d'intérêts], 13/5/1986 (voir A. ŠCIGLIK. *Kakie u nas est' obščestvennye organizacii?* [Quelles organisations sociales avons-nous?]. *Političeskoe obrazovanie*, 1987, 11, p. 77-80; A. GROMOV, O. KUZIN. *Neformaly. Kto est' kto* [Les informels. Who's who]. Moscou: Mys', 1990, p. 51).

### Encadré 1 : Les usages de la forme "club"

Le terme "club" a toujours existé sous le régime soviétique. Dans les années 1920, il désigne les maisons de la culture, et devient peu à peu un terme générique pour désigner les associations, communes, etc. qui se multiplient. La seule condition à remplir pour enregistrer un club est la conformité de son objet à la Constitution et à la loi<sup>12</sup>. Bien que placés sous la juridiction du Comité général à l'éducation politique (*Glavpolitprosvet*), responsable de l'éducation hors système scolaire (lui-même rattaché au Commissariat à l'instruction ou *Narkompros*), ils semblent jouir d'une certaine liberté d'action.

Un coup d'arrêt est porté à leur développement dans la décennie suivante (1926-1935). A partir de 1932, la législation place les associations sous l'autorité directe d'une institution officielle ayant tout pouvoir sur elles<sup>13</sup>. Ce n'est qu'après la mort de Staline qu'on observe une certaine renaissance de la vie associative, jamais cependant affranchie de la tutelle administrative. On voit alors apparaître des "clubs d'amateurs" (*samodejatel'nye kluby*) (clubs de théâtres, poésie chantée...). Dans les années 1970, l'URSS compte quelques 133 000 clubs officiels dépendant, pour la plupart, des ministères de la Culture de l'URSS et des républiques fédérées, mais aussi de kolkhozes, syndicats et autres institutions publiques.

En 1969, le ministère de la Culture de la RSFSR se dote d'un Institut de recherche chargé d'étudier les clubs et d'"élaborer des méthodes de travail culturel et éducatif"<sup>14</sup>. Cet Institut de recherche sur la Culture est l'un des premiers à constater que des changements structurels non prévus par le pouvoir s'opèrent dès 1986-1987 dans le domaine des loisirs. Il s'aperçoit en effet de la baisse notable de fréquentation des infrastructures publiques, en piteux état, et du "boom" des "initiatives" privées (discothèques, clubs d'aérobic, etc.). Un programme officiel est lancé en 1986 pour tenter de s'adapter à l'évolution: il prévoit la création de "*centres expérimentaux de loisirs*" (plus de 900 sont envisagés d'ici à l'an 2000) qui proposeraient des services *payants*. L'objectif est d'inclure les "initiatives" (privées) dans les organismes officiels non seulement pour mieux les contrôler, mais aussi pour diriger vers le budget de l'Etat et des organismes officiels les recettes que pourrait générer ce qui est explicitement qualifié de "*secteur commercial*"<sup>15</sup>. J. Riordan note à cet égard que, dès 1987, le Parti met une pression financière sur le Komsomol, qui n'a plus les moyens d'entretenir "350 000 salariés à plein temps, 49 collèges, 33 musées, 7 trains de propagande, 30 camps de vacances, 3 maisons d'édition, 15 palais de la jeunesse et 5 camps de pionniers". Ses dépenses ayant augmenté plus vite que ses recettes au cours des dernières années, le Komsomol est endetté: il se voit contraint de réduire son personnel et/ou de transformer toutes ses "entreprises et filiales" en organismes autofinancés<sup>16</sup>.

On aurait donc tort de voir dans la réglementation de 1986 sur les clubs un pur souci de contrôle politique; s'y mêlent également des considérations budgétaires. L'Instruction sur les unions d'amateurs et les clubs d'intérêts du 13/5/1986 offre aux organisations indépendantes la possibilité de se légaliser en s'enregistrant auprès d'un organisme officiel. Mais elle donne aussi à cet organisme "fondateur" un droit de vie et de mort sur les clubs, et tout pouvoir sur les biens qu'ils pourraient acquérir. Contre cette logique, certains spécialistes de l'Institut de recherche sur la Culture suggèrent d'octroyer aux clubs la personnalité morale, qui les rendrait indépendants des organismes officiels et leur permettrait de tenir une comptabilité propre<sup>17</sup>. Cette proposition ne sera pas suivie d'effets.

C'est précisément la forme "club" qu'investiront les premières organisations politiques car elle est la seule disponible: elles ne peuvent prétendre ni au statut d'"organisation sociale", réservé aux organismes officiels, ni évidemment à celui de "parti".

<sup>12</sup> O. JANICKIJ. *Social'nye dviženija. 100 interv'ju s liderami* [Les mouvements sociaux. 100 interviews de leaders]. Moscou: Moskovskij rabočij, 1991, p. 17 et suiv.

<sup>13</sup> VCIK i SNK RSFSR (Comité exécutif central et Conseil des commissaires du peuple de la RSFSR). Postanovlenie ot 10/06/1932 g. "Ob utverždenii položenija o dobrovol'nyh obščestvah i sojuzah" [Décision du 10/06/1932 de ratifier le "Règlement sur les sociétés et unions volontaires"], *SU RSFSR*, n° 74, p. 331. Nous développerons plus loin (p. 205 et suiv.) la question de la législation concernant les clubs.

<sup>14</sup> *Bol'saja sovsetskaja ènciklopedija* [Grande encyclopédie soviétique], 3<sup>e</sup> édition. Moscou, 1969-1978.

<sup>15</sup> I. ŽEŽKO, A. FADIN. Centry dosuga – novoe javlenie sociokul'turnoj sfery [Les centres de loisirs: un phénomène nouveau de la sphère socioculturelle] In *Social'noe proektirovanie v sfere kul'tury. Centry dosuga* [Les projets sociaux dans la sphère de la culture: les centres de loisirs]. Moscou: Centre de recherche sur la Culture, Ministère de la Culture de la RSFSR, 1987, p. 6-28.

<sup>16</sup> J. RIORDAN. Soviet Youth: Pioneers of Change. *Soviet Studies*, 40 (4), oct. 1988, p. 556-572.

<sup>17</sup> Il est intéressant de noter que l'un des auteurs de ce rapport, A. Fadin, deviendra sous peu un dirigeant du club politique informel Perestrojka.



L'univers des clubs est donc censé se couler dans l'univers institutionnel, en calquer les subdivisions sectorielles et territoriales. Ainsi, selon l'instruction du 13/5/1986, les clubs créés auprès d'organismes locaux ne peuvent avoir de structure fédérale; ils ne peuvent donc dépasser les compétences territoriales de leurs institutions de rattachement.

La mise en œuvre de cette politique s'accompagne du recrutement ou de la promotion d'un nouveau type de personnel au sein du Parti, plus proche des institutions relais. Au sommet, Aleksandr Jakovlev dirige le service de Propagande du Comité central du PCUS d'août 1985 à août 1986. Tout en menant sa carrière au Parti, A. Jakovlev avait acquis des "titres de noblesse" dans la sphère académique: il était devenu directeur de l'IMEMO de 1983 à 1985, puis membre correspondant de l'Académie des Sciences de l'URSS en 1984. Au niveau local, les comités du Parti (*rajkom*) de deux arrondissements de Moscou (Brejnev et Sevastopol'), où se trouve concentré un nombre important d'instituts académiques, recrutent des fonctionnaires bien intégrés dans les structures scientifiques.

Le chef du service idéologique du *rajkom* Sevastopol' de Moscou, Ju. Čabanov, avait travaillé plusieurs années à l'IMEMO après des études de journalisme à l'Université d'Etat de Moscou (MGU). Il devient instructeur puis chef du Département idéologique du *rajkom* en 1986<sup>18</sup>. N. Krotov, recruté en avril 1987 au poste d'*instructeur\** en charge du dossier des clubs informels au *rajkom* Brejnev, insiste sur sa proximité avec le milieu académique:

"Je dirigeais un service de l'association [de propagande et de vulgarisation] "Znanie" [de la RSFSR] où je m'occupais de sciences dures. Je n'avais jamais fait de politique. [...] Je suis chimiste, je m'occupais donc de chimie et de physique. C'était un travail assez tranquille. [...] Je suis allé au *rajkom* parce que je m'ennuyais, et j'avais l'impression qu'au *rajkom* il y avait des choses à faire, qu'il y avait là des leviers avec lesquels on pouvait agir. [...] Si je suis allé dans ce *rajkom*-là, c'est parce que presque tous les instituts de sciences dures avec lesquels j'avais travaillé étaient situés dans ce quartier. L'Institut de recherches spatiales... bref, les instituts les plus importants étaient là. Quand je suis allé au *rajkom*, je connaissais déjà beaucoup de monde dans les instituts. J'ai commencé à travailler avec eux. J'avais de bonnes relations avec l'intelligentsia scientifique: on ne me prenait pas pour un instructeur parachuté là par hasard, qui venait exiger telle et telle chose. Je connaissais bien les chercheurs qui donnaient des cours pour "Znanie" en chimie, en médecine, dans ces matières-là. Je ne connaissais pas ceux qui s'occupaient de propagande politique" (N. Krotov, entretien du 17/2/1994).

A l'échelon intermédiaire entre le Comité central et le *rajkom*, à savoir le Comité de la ville de Moscou (*gorkom*), la nomination de Boris El'cin au poste de premier secrétaire en décembre 1985 (en remplacement du conservateur V. Grišin) entraîne un turnover très élevé au sein de l'appareil<sup>19</sup>, et certains fonctionnaires se spécialisent dans les questions relatives aux clubs informels.

Les réformateurs ont donc construit une perspective stratégique de chaîne entre le Parti, certaines institutions et les futurs clubs (tels qu'ils les pensent). Le maillon intermédiaire que sont les institutions relais est appelé à occuper une position essentielle. Parce qu'elles sont en

---

<sup>18</sup> Ju. Čabanov, entretien du 22/6/1996.

<sup>19</sup> Les têtes tombent dès janvier 1986, soit un mois après l'arrivée d'El'cin au Comité du Parti de la ville de Moscou. Au cours de cette "purge", 23 des 33 premiers secrétaires de *rajkom* sont remplacés (A. ŠUBIN. *Paradoksy perestrojki. Upuščennyj šans* [Les paradoxes de la perestrojka. Une chance ratée]. Moscou: Veče, 2005, p. 158-159).

mesure d'établir des relations de confiance avec les clubs et parce qu'elles sont dotées de moyens de pression sur eux, elles sont censées garantir la bonne conduite des clubs. Leur médiation permet aussi d'éviter une relation trop directe entre le PCUS et les clubs, qui aurait porté atteinte à la crédibilité de la politique du Parti: celui-ci a besoin d'un soutien "spontané" d'en bas.

## II/ ... investie par des acteurs en quête d'opportunités

Les premiers clubs politiques de la perestrojka ne se créent pas *ex nihilo*. Ils se forment à partir de réseaux de relations (ou lambeaux de réseaux) qui se sont plus ou moins maintenus jusqu'au milieu des années 1980 et dont les membres sont à l'affût d'opportunités pour reprendre une activité politique, de préférence hors de la clandestinité (1). Selon leur capacité à trouver des institutions officielles susceptibles de les accueillir et de les soutenir, les clubs auront ou non accès à des ressources administratives. A son tour, l'accès à ces ressources sera un facteur déterminant dans la structuration de l'univers naissant des clubs politiques informels (2).

### 1/ Les deux clubs centraux de Moscou

Les années 1983-1986 correspondent à une période de suspension des activités politiques clandestines. La dissidence est décimée et n'existe plus qu'à l'état résiduel. Mais lorsque les premiers clubs apparaissent, d'anciens réseaux se reconstituent en partie pour former l'ossature du mouvement informel. Comme l'explique A. Fadin,

"des initiatives sociales existaient et se développaient [dans les années 1970], avant tout bien entendu au niveau le plus bas, au niveau local. N'ayant pas trouvé à s'insérer dans le système rigide de prescriptions de la culture officielle, elles se trouvaient à l'extérieur, dans les appartements, les sous-sols, les camps de vacances. Leurs initiateurs étaient en contact les uns avec les autres, cherchaient une issue 'en haut', dans la presse, dans l'opinion publique. On y écrivait des textes programmatiques, on y avait 'ses' classiques, on publiait les samizdats les plus divers; les groupes avaient 'leurs' programmes, 'leurs' personnages qui faisaient autorité, 'leurs' héros. Cette période d'existence latente dans une semi-obscurité' avait posé les fondements de nombreuses traditions organisationnelles, d'un style particulier de relations intra- et inter-groupes, de modes d'autorégulation et d'organisation.

Lorsqu'au milieu des années 1980 le pays a connu des changements politiques, des centaines de groupes déjà formés sont soudain apparus sur la scène publique, avec un système complexe de relations, des canaux d'information et une culture politique spécifique"<sup>20</sup>.

Les premiers acteurs à investir les clubs politiques que nous étudions sont (i) des chercheurs en sciences sociales, politisés, et en léger décalage par rapport aux normes de la carrière scientifique (type A<sup>21</sup>), (ii) d'anciens dissidents contestataires (type B), (iii) de jeunes membres du Parti de tendance réformiste, proches de la sphère académique (type D). Les membres du groupe C arrivent un peu plus tard par l'intermédiaire des pionniers du

---

<sup>20</sup> A. FADIN. Dviženie obščestvennyh iniciativ: trudnyj opyt social'nogo samoproektirovanija [Le mouvement d'initiatives sociales: une expérience difficile de projet social indépendant] In D.B. DONDUREJ, I.V. ŽEŽKO dir. *Proryv v real'nosti (Social'noe proektirovanie v sfere kul'tury)* [Une brèche dans la réalité (projets sociaux dans la sphère culturelle)]. Moscou: Ministère de la Culture de la RSFSR, Académie des Sciences de l'URSS, Institut de recherche sur la Culture, 1990, p. 144.

<sup>21</sup> Cf. supra p. 64 et suiv. sur les quatre types de trajectoires professionnelles au sein de la première cohorte.

mouvement ou par des groupes de transit les plus divers (*Doverie*<sup>22</sup>, club de discussion du Musée polytechnique, etc.).

Ces relations préexistantes aux clubs, ce préstructuré, ont rendu inopérant le cloisonnement que le Parti a tenté d'instaurer par l'affiliation des clubs à des organisations sociales sectorielles. Ainsi par exemple, les clubs créés dans des institutions académiques se sont ouverts à des participants non chercheurs; des clubs informels situés hors du périmètre de l'Académie des sciences ont utilisé des ressources d'institutions académiques.

L'apparition du club Perestrojka et du Club d'initiatives sociales (KSI), qui jouent un rôle central dans la période initiale du mouvement politique informel de Moscou, illustre les différentes modalités de naissance des clubs, le mode de recrutement des premiers informels et la façon dont les différents éléments se sont coagulés dans le milieu scientifique ou dans l'espace consacré aux "jeunes". Malgré des lieux de naissance éloignés, les deux clubs finissent par se rejoindre dans un même univers.

## Club Perestrojka

Le club Perestrojka est né au sein de l'Institut central d'économie mathématique (CEMI) en mars 1987, à la suite d'une table ronde organisée un mois plus tôt par le Club des amis de la revue *Eko*<sup>23</sup>. Cette table ronde est consacrée aux aspects juridiques de la future loi sur l'entreprise d'Etat<sup>24</sup>, dont le projet a été publié dans la *Pravda* début février 1987 en vue de stimuler une "discussion générale", notamment au sein de l'intelligentsia académique<sup>25</sup>. C'est dans ce contexte que se tient la table ronde du CEMI.

L'intention initiale des organisateurs est double: il s'agit (i) de créer une sorte de *think tank* d'économistes et de juristes à l'usage des réformateurs du pouvoir<sup>26</sup>, (ii) de sortir des débats scientifiques en vase clos pour créer un club à l'échelle de la ville<sup>27</sup>. Lors de la table ronde, E. Gajdar, alors chef du service économique de la revue théorique *Kommunist* du Comité central, suggère de créer des "*comités de défense de la perestrojka*" (le pluriel est important) pour contrecarrer les conservateurs qui, dit-il, sont "*en train de se regrouper de nouveau*"<sup>28</sup>. Etant donné la position institutionnelle de Gajdar, les participants à la table ronde ont toutes les raisons de penser que sa proposition est approuvée au niveau supérieur du Parti.

Pour préparer la table ronde qui, par son sujet et ses intentions, sort de l'ordinaire, P. Filippov, à l'origine de cette idée et rédacteur de la revue *Eko* de Novossibirsk, recherche des appuis institutionnels auprès du milieu académique. Il commence son travail de prospection à Leningrad, sa ville d'origine, où se trouve le Club des amis de la revue *Eko*. Il y rencontre A. Čubajs, qui est lié à E. Gajdar. A Moscou, il entre en contact avec plusieurs noyaux

---

<sup>22</sup> Le groupe "*Doverie*" (Confiance), groupe pacifiste "Pour l'établissement de relations de confiance entre l'Est et l'Ouest", était apparu en 1982, après la dernière vague d'arrestations de dissidents. C'est pratiquement le seul groupement politique à avoir subsisté sous une forme relativement intacte jusqu'à la perestrojka (G. WARNER. *The Invisible Threads. Independent Soviets Working for Global Awareness and Social Transformation*. Moscou, 1994). Ceux qui, vers 1987, cherchent à prendre part à l'effervescence politique naissante mais sont dépourvus de relations directes avec les lieux de gestation des principaux clubs informels se dirigent "tout naturellement" vers *Doverie*, d'où ils transitent vers les "nouveaux" clubs.

<sup>23</sup> Revue d'économie publiée par la branche sibérienne de l'Académie des sciences (Novossibirsk) (cf. supra partie I, chapitre 1).

<sup>24</sup> La loi, qui sera adoptée le 30 juin 1987, accorde aux entreprises une certaine autonomie de gestion par rapport à leurs autorités de tutelle, et au "collectif de travailleurs" certains pouvoirs de contrôle sur la direction.

<sup>25</sup> A. ŠUBIN. *Paradoksy perestrojki...*, op. cit., 2005, p. 95.

<sup>26</sup> Cf. entretien du 7/7/1992 avec P. Filippov, qui est l'un des initiateurs de la table ronde.

<sup>27</sup> C'est l'idée de Pëtr Filippov, telle qu'elle est décrite par Anatolij ČUBAJS (Avant-propos. *Privatizacija porusski* [Privatisation à la russe]. Moscou: Vagrius, 1999).

<sup>28</sup> P. Filippov, entretien du 7/7/1992.

d'économistes. G. Rakitskaja, économiste à l'Institut d'économie, mariée à Boris Rakitskij, chef de laboratoire au CEMI, explique:

"J'ai fait la connaissance de Filippov avant que ne soit créé le club [Perestrojka]. Il voulait avoir mes conseils pour organiser la [table ronde], la réunion des amis de la revue *Eko*. Nous nous étions rencontrés aux "gavriliades": pendant une vingtaine d'années, Gavriil Haritonovič Popov, qui dirigeait le Centre de gestion de l'Université d'Etat de Moscou, a organisé des séminaires annuels dans les environs de Moscou. Il y invitait des scientifiques, des praticiens, bref, tous ceux qui s'occupaient de gestion. C'est à ces séminaires que j'ai rencontré Filippov, [Anatolij] Čubajs, vers 1985-1986, ou peut-être même avant. C'est là que Filippov m'a parlé de son idée de ranimer les amis d'*Eko*, et m'a demandé conseil sur les personnes à inviter. Je l'ai conseillé et ai vivement soutenu son idée. Elle me plaisait" (G. Rakitskaja, entretien du 24/2/1994).

Il est également plus que probable que les organisateurs aient reçu des soutiens à un niveau assez élevé de la hiérarchie du Parti pour que la réunion puisse se dérouler dans un institut aussi central que le CEMI. L'accès aux salles de réunion dans tous les bâtiments publics était alors strictement contrôlé par le KGB.

On assiste après la tenue de la table ronde à un moment de flottement car les participants ne s'impliquent pas dans l'organisation du club censé prolonger les travaux de la table ronde. Cette dernière avait réuni deux groupes générationnels distincts: les soixantards ayant des postes de responsabilité dans des instituts de recherche, et de jeunes économistes (dont E. Gajdar et A. Čubajs) bien introduits dans certains réseaux de pouvoir. Les chercheurs les plus gradés (soixantards) préfèrent garder leurs distances: ils observent ce qui se passe et, lorsque le club Perestrojka émerge, s'en tiennent à un rôle de protecteurs, d'intervenants extérieurs ou de simples invités. G. Rakitskaja explique sa position:

"– L'idée de créer le club Perestrojka est apparue pendant la table ronde. Je m'y suis tout de suite impliquée. Mais je ne suis pas entrée dans le club.

– *Pourquoi?*

– J'observais ce qui se passait. J'allais aux réunions du club, je prenais une part active aux discussions. A l'époque, je dirigeais et travaillais activement à la section de sociologie du travail de l'Association soviétique de sociologie [SSA]. C'est d'abord au sein de cette section, puis en automne 1987 directement auprès de la SSA, que nous avons créé la Commission pour les relations avec les associations, groupes d'initiatives et organisations autonomes<sup>29</sup>" (entretien du 24/2/1994).

Les jeunes économistes (Gajdar compris) retournent, quant à eux, à leurs propres affaires sans s'investir dans la création d'un club. Ce sont des économistes de Leningrad, réunis autour de Filippov, qui doivent faire le déplacement et organiser les premières discussions du club Perestrojka de Moscou. Ils font le pari qu'en créant un précédent à Moscou, ils réussiront plus facilement à imposer un club similaire à Leningrad, où les autorités du Parti sont réputées plus conservatrices qu'à Moscou<sup>30</sup>.

Au bout de deux ou trois mois, des moscovites prennent enfin le relais. Mais il se produit une sorte de glissement dans le recrutement du noyau organisateur. Les nouvelles recrues se distinguent des participants à la table ronde par:

- leur formation: ce sont plutôt des historiens, sociologues et philosophes,

---

<sup>29</sup> La Commission était officiellement chargée d'étudier les clubs informels et constituait officieusement un écran de protection entre les informels et le Parti (nous y reviendrons p. 139). G. Rakitskaja finira par entrer dans le club en 1988 (elle fait à ce titre partie de l'échantillon de la première cohorte).

<sup>30</sup> P. Filippov, entretien du 7/7/1992.

- une position inférieure dans la hiérarchie académique, même s'ils se considèrent intellectuellement tout aussi légitimes,
- une moindre intégration dans les structures du Parti, certains ayant même eu une expérience dans la dissidence.

C'est le cas notamment des deux anciens leaders du groupe des "Jeunes socialistes", A. Fadin et P. Kudjukin, qui entrent dans le club Perestrojka en avril 1987:

"Andrej [Fadin] m'a appelé fin avril, explique P. Kudjukin. Nous avions à l'époque cessé toute activité depuis notre libération, si ce n'est dans un cercle étroit, et nous cherchions une issue vers un champ d'action plus large... Andrej m'a dit qu'il fallait aller voir ce qui se passait [au club Perestrojka]. Nous nous sommes aussitôt impliqués dans ce travail" (P. Kudjukin, entretien du 12/1/1994).

Ces nouveaux acteurs ont ainsi investi une organisation encore informelle qui, en entrant en relation avec d'autres clubs situés hors du milieu académique (notamment le KSI), est devenue un "club informel".

### **Club d'initiatives sociales (KSI)**

Le Club d'initiatives sociales (*Klub social'nyh iniciativ*) est apparu un peu plus tôt que le club Perestrojka, en septembre 1986, au sein du club Notre Arbat créé par les autorités en 1985 afin de réanimer le quartier central de l'Arbat qui allait devenir une zone piétonne<sup>31</sup>. Le noyau du KSI est constitué d'une poignée de personnes disposant de réseaux de relations très diversifiés dans:

- le milieu académique: G. Pel'man est un ancien étudiant de T. Zaslavskaja à l'Université de Novossibirsk,
- le Parti et le Komsomol: M. Maljutin et S. Skvorcov sont liés à l'association "Znanie" et à la *Komsomol'skaja Pravda*, organe du Comité central du Komsomol,
- la dissidence: G. Pavlovskij était rédacteur de la revue dissidente *Poiski*, et B. Kagarlickij était membre du groupe dissident des "Jeunes socialistes",
- la gauche occidentale: trois membres du KSI étaient en relation avec des trotskystes occidentaux, et c'est par leur intermédiaire qu'ils se sont rencontrés.

Le groupe se cristallise autour d'un projet d'analyse de 6 000 lettres de lecteurs reçues au titre de la rubrique "*Brevets d'inventions sociales*" de la *Komsomol'skaja pravda*. Le KSI entreprend de classer les propositions de réformes contenues dans ces lettres et de mettre leurs auteurs en relation. A cette fin, il obtient certaines ressources matérielles (local, ordinateurs) du champion d'échecs Garri Kasparov, à l'époque membre du Comité central du Komsomol et dirigeant d'un club (Computer) dans l'orbite de Notre Arbat. Le KSI présente ses premiers résultats à deux conférences organisées fin 1986 avec l'Association soviétique de sociologie, présidée par T. Zaslavskaja.

Le KSI sort de la nébuleuse de Notre Arbat en juillet 1987 et, ce faisant, quitte la sphère "pour jeunes" pour entrer dans la sphère d'influence de l'Association soviétique de sociologie, qui lui offre un local et une protection<sup>32</sup>.

<sup>31</sup> Voir sur les débuts du KSI M. MALJUTIN. *Rasskaz M.V. Maljutina o Klube social'nyh iniciativ* [Récit de M.V. Maljutin sur le Club d'initiatives sociales], 2001.

<sup>32</sup> Le club s'était fait expulser de son local du centre-ville en juillet 1987 pour avoir transmis à la *Komsomol'skaja pravda* des matériaux permettant de dénoncer des exactions commises par les forces de l'ordre lors d'une manifestation de hippies à Moscou en mai 1987 (B. KAGARLITSKY. *Les clubs et la politique* In *L'homme et la*

## 2/ Un ensemble de clubs concentrique

Tel qu'il se dessine en 1987, le mouvement politique informel de Moscou s'apparente à ce que Norbert Elias nomme un jeu à deux étages de type oligarchique, où "*tous les joueurs restent interdépendants, mais ils ne jouent plus directement ensemble*"<sup>33</sup>. Au premier étage se trouve l'ensemble des clubs; au deuxième, les "fonctionnaires de la coordination" du mouvement, qui monopolisent l'accès au jeu avec les réformateurs du Parti. La légitimité des acteurs de l'étage supérieur repose sur leur capacité à être reconnus comme des intermédiaires valables par certains représentants du pouvoir et comme des organisateurs et porte-parole légitimes par les autres clubs.

Ceux qui forment le noyau dirigeant des clubs moscovites (une vingtaine de personnes) ont acquis des compétences spécifiques et se trouvent, par leur proximité avec des institutions qui servent de relais aux réformateurs du Parti, à des positions qui leur permettent de saisir mieux que d'autres informels les enjeux du champ politique en train de se former.

Leurs ressources tiennent d'abord à leur passé politique. "*Avoir une biographie*", explique G. Pavlovskij (entretien du 10/8/1994), confère d'emblée une notoriété lors de l'entrée dans le mouvement informel et une place dans le groupe dirigeant. En fréquentant certains lieux de pensée hétérodoxe de la sphère académique ou de la dissidence<sup>34</sup>, ils ont assimilé une culture politique et acquis des connaissances qui, au moment de la perestrojka, leur donnent un avantage dans tous les lieux de débats intellectuels. Ils sont également capables d'utiliser ce savoir dans les formes requises par le milieu scientifique, qui est l'un des principaux foyers des clubs politiques. Savoir animer des discussions dans un institut de recherche selon les canons universitaires face aux sommités de l'Académie des sciences est un élément fondamental de la légitimité de certains leaders du club Perestrojka, parce qu'ils peuvent faire de leur club un lieu prisé de joutes oratoires et constituent un auditoire plus difficile que certains autres<sup>35</sup>. "*Les leaders du club*, explique A. Fadin (entretien du 7/9/1994), *étaient ceux qui pouvaient tenir tête à des gens comme Kljamkin: tous ne le pouvaient pas ou ne se le permettaient pas*". Les leaders ont non seulement les *compétences*, mais l'*appétence*<sup>36</sup> de se mesurer à ces sommités, et le club Perestrojka leur en offre la possibilité. On comprend d'autant mieux la valeur que prend cette rétribution à leurs yeux que l'on connaît leur passé professionnel et politique<sup>37</sup>: ils appartiennent au milieu académique sans détenir des positions aussi élevées que celles de leurs invités, mais n'éprouvent aucun complexe d'infériorité intellectuelle à leur égard et refusent toute relation de maîtres à disciples.

V.B. Čurbanov, président de la Commission d'étude du mouvement informel de l'Association soviétique de sociologie (SSA), rapporte que le sociologue L. Gordon

---

société. Staline est mort hier. L'émergence du social en URSS. *Revue internationale de recherche et de synthèse en sciences sociales*, 1988, 2-3 (88-89), Paris: L'Harmattan, p. 77-86.

<sup>33</sup> N. ELIAS. *Qu'est-ce que la sociologie ?* Paris: Aube, 1991, p. 99.

<sup>34</sup> Cas des chercheurs d'instituts réformateurs et des dissidents contestataires (trajectoires de types A et B détaillées dans la partie I, chapitre 1).

<sup>35</sup> I. Kljamkin, invité au club Perestrojka pour discuter de l'un de ses articles, reconnaît que l'auditoire y est plus informé que celui de la Maison centrale des gens de lettres (*Otkrytaja zona*, 3, janvier 1988, p. 51). Kljamkin, philosophe, diplômé de la faculté de journalisme du MGU et chercheur à l'Institut de recherches économiques et politiques de l'Académie des sciences de l'URSS en 1987, est l'un des leaders d'opinion les plus en vue au moment de la perestrojka.

<sup>36</sup> Pour reprendre les termes de B. LAHIRE. *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*. Paris: Nathan, 1998.

<sup>37</sup> F. SAWICKI et J. SIMEANT (La sociologie de l'engagement militant: un champ de recherches à décloisonner. *Comment penser les continuités et discontinuités du militantisme? Trajectoires, pratiques et organisations militantes*: colloque international IFRESI-CERAPS-CLERSE, Lille, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, 8-10 juin 2006, p. 7) soulignent la nécessité de prendre en compte la position sociale, la socialisation des bénéficiaires des rétributions tirées de certaines pratiques militantes pour comprendre la valeur qu'elles peuvent avoir à leurs yeux.

avait voulu organiser un séminaire destiné à parfaire la culture politique des leaders des clubs informels, où auraient été invités des chercheurs connus. L. Gordon avait ouvert le séminaire par une conférence sur la genèse du stalinisme, pour s'apercevoir que ses auditeurs non seulement connaissaient bien l'histoire soviétique mais le reprenaient parfois sur certains points.

"Nous avons néanmoins poursuivi ces rencontres, avec Šatalin, Zaslavskaja. [Les informels] y venaient, mais je voyais bien que ce qui les intéressait, ce n'était pas les conférences; aucun des chercheurs ne faisait autorité pour eux. Ce qui les intéressait, c'était de discuter entre eux sur des thèmes généraux" (V. Čurbanov, entretien du 19/7/1994).

Enfin, le savoir pratique que certains ont acquis dans la dissidence (création de samizdats et interaction avec le pouvoir) leur offre un avantage supplémentaire dans la concurrence avec les autres informels, moins expérimentés.

L'accès au noyau dirigeant ne tient pas seulement aux ressources acquises par le passé. Il tient aussi au fait de s'être trouvé au bon endroit au bon moment, c'est-à-dire dès 1986-1987 au confluent de l'Académie des sciences et du Parti, ou du Komsomol et des clubs officiels pour les "jeunes". C'est le cas des informels aux trajectoires de type D ("intermédiaires avec le Parti"), par exemple. Une telle position permet à certains leaders du club Perestrojka et du Club d'initiatives sociales (KSI) de contrôler l'accès aux ressources institutionnelles: accès à des locaux de réunion situés dans des bâtiments officiels (instituts de recherche, palais de la culture, Palais de la jeunesse, etc.), relations directes avec certaines instances du Parti, accès aux canaux de communication officiels (publications scientifiques, presse écrite, conférences de presse).

Du fait de la concentration des ressources administratives<sup>38</sup>, le réseau de clubs politiques qui s'organise autour de Perestrojka et du KSI (une dizaine dans la phase initiale) prend une forme concentrique. Les deux clubs centraux peuvent ainsi assumer un rôle de coordination et de représentation. Ce sont eux qui organisent les deux grandes réunions nationales de clubs informels à Moscou en août 1987 et en juin 1988 qui comptent à chaque fois une cinquantaine de clubs et ont un fort retentissement. Ce sont eux encore qui représentent le mouvement informel auprès de la "Commission du Présidium de la direction de l'Association soviétique de sociologie sur les problèmes du mouvement des associations, clubs et groupes d'initiatives autonomes".

Les militants de l'étage "inférieur" entrent dans les clubs un peu plus tard. Les uns arrivent par les mêmes réseaux de sociabilité préexistants que le noyau dirigeant mais, se trouvant déjà à la périphérie de ces réseaux<sup>39</sup>, ils ne peuvent prétendre aux positions dominantes dans le mouvement informel. D'autres, après avoir navigué dans divers lieux de discussion apparus au début de la perestrojka, ne se dirigent vers les clubs du réseau étudié qu'à la suite de la première grande réunion nationale des clubs d'août 1987 ("Rencontre-dialogue d'information 'Initiatives de la société dans la perestrojka'"). Ces informels "retardataires" détiennent peu de ressources pertinentes, si ce n'est leur nombre. Ils occupent des positions d'"auxiliaires" dans les clubs centraux (secrétaires de club, membres de la

---

<sup>38</sup> Elles émanent principalement d'institutions situées dans le quartier académique de Moscou, c'est-à-dire dans deux arrondissements, Sevastopol' et Brejnev, qui constituent une "zone expérimentale" pour le travail avec les informels (la constitution de cette zone sera analysée plus loin).

<sup>39</sup> Ils poursuivent plutôt des trajectoires de type C caractérisées par une faible implication dans la dissidence ou dans des réseaux de pensée hétérodoxe du milieu académique dans les années 1970-1980 (cf. partie I, chapitre 1, p. 75 et suiv.).

rédaction du journal, "protégés" de leaders), de leaders de clubs périphériques dans le sillage des clubs centraux ou de simples militants.

Parmi les clubs politiques moscovites moins centraux que le KSI et le club Perestrojka apparus en 1987, on peut citer par exemple Obščina, le Club épistolaire socio-politique (ZSPK), le séminaire Démocratie et humanisme, Dignité des citoyens, Mémorial et la Fédération des clubs sociaux socialistes<sup>40</sup>.

Le club Obščina (Commune) est créé au printemps 1987 par des étudiants d'histoire de l'Institut pédagogique Lénine de Moscou (MGPI). A l'origine, le groupe se constitue pour faire des propositions au Komsomol qui, à son XX<sup>ème</sup> Congrès en avril 1987, envisage de modifier ses statuts. Les leaders de ce club (dont A. Isaev, A. Šubin et V. Gubarev) avaient créés des groupes marxistes clandestins dans les années 1983-1985 et évoluent alors vers l'anarchisme, d'où le nom Obščina, faisant référence à la commune anarchiste. Au cours de l'année 1987, il se rapproche de l'aile gauche du KSI (Initiative socialiste). Lors de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka", les deux groupes seront les principaux initiateurs d'une Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK). Les leaders d'Obščina organisent des cours sur l'histoire de l'URSS pour des clubs politiques de lycéens, dans des établissements d'enseignement supérieur, à l'Ecole supérieure du Komsomol et par l'intermédiaire de l'Association "Znanie". Ils publient également un bulletin (*Obščina*) où ils exposent les différents courants et l'histoire du mouvement anarchiste.

Le Club épistolaire socio-politique (*Zaočnyj social'no-političeskij klub*, ZSPK) apparaît fin 1986 à la suite d'une lettre de A. Suharev parue dans la *Komsomol'skaja Pravda* en août 1986 sur l'économie soviétique. Les centaines de réponses pousse A. Suharev et un groupe d'amis à former un club épistolaire dont les membres sont dispersés sur tout le territoire de l'URSS. Une première conférence est organisée en mai 1987 à Moscou, une seconde en août 1987 (au même moment que la Rencontre-dialogue d'information) à Taganrog près de la mer d'Azov. Le club, rebaptisé "Club socio-politique d'URSS" (VSPK), est composé de trois fractions: social-démocrate, "centriste" (socialiste) et marxiste-léniniste. Il adhère à la FSOK.

Le séminaire Démocratie et humanisme, animé par une ancienne dissidente, V. Novodvorskaja, est le seul de cet ensemble à se déclarer hostile au "socialisme" et à toute compromission avec le pouvoir soviétique. Il est apparu en avril 1987 au sein du groupe Doverie. Le séminaire participe à la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" d'août 1987, mais se trouve marginalisé en raison de ses positions jugées trop proches de la dissidence (cf. infra). Il tente d'entrer dans le VSPK pour y former une fraction libérale.

Le groupe Dignité des citoyens (*Graždanskoe dostoinstvo*) est créé lors de la Rencontre-dialogue d'août 1987 où il présente un projet de réforme du système judiciaire et carcéral. Il adhère au KSI et ses membres, dont V. Zolotarëv et sa sœur A. Zolotarëva, participent activement au club Perestrojka. A partir de janvier 1988, le groupe publie un bulletin, *Graždanskoe dostoinstvo*.

Mémorial (qui existe toujours) est lui aussi apparu au moment de la Rencontre-dialogue. L'un de ses initiateurs, Ju. Samodurov, y présente un projet de construction à Moscou d'un ensemble architectural à la mémoire des victimes du stalinisme. Ce mémorial doit être composé d'un monument, d'un centre d'archives sur les personnes réhabilitées, d'un

---

<sup>40</sup> Pour une vue d'ensemble des clubs informels et autres organisations démocratiques étudiés ici, on pourra se reporter à l'annexe p. 541 et suiv.



centre d'étude sur les mécanismes de la répression, d'un musée et d'une bibliothèque où doivent être organisées des conférences. Ce projet, ébauché au sein du KSI, donne naissance à un "groupe d'initiative de Mémorial" qui représente une section de travail du club Perestrojka avant de devenir indépendant en 1988.

Avec la perestrojka, on passe de façon manifeste à un nouveau jeu entre une fraction des "appareils" et des acteurs politiques extérieurs aux organes de pouvoir. Les réformateurs du Parti permettent l'émergence de nouvelles formes d'actions collectives (clubs informels) pour susciter un mouvement populaire en leur faveur. Les premiers agents à investir ces clubs sont plutôt issus de milieux oppositionnels, mais sont prêts à "jouer le jeu", i.e. à se couler dans ces formes d'action officiellement autorisées et à ne pas reproduire une nouvelle dissidence.

Il est fort probable que les premiers clubs politiques informels réussissent à prendre racine parce qu'ils sont des objets flous et qu'ils focalisent sur eux des attentes d'acteurs disparates. Ces conditions d'émergence laissent présager deux conséquences: (i) l'importance de l'activité de négociation (explicite et tacite) entre les parties prenantes: réformateurs du Parti, leaders de clubs et institutions intermédiaires dont le rôle n'est pas bien défini (elles exerceront à l'égard des clubs à la fois un contrôle et une protection), (ii) la faible prévisibilité de l'objet "clubs politiques informels".

## **Section B/ Construction de la collusion**

### **I/ La délimitation d'un espace de jeu**

Lorsque les premiers clubs *politiques* font leur apparition en 1986-1987, les observateurs du camp réformateur au sein du Parti comprennent qu'il s'agit d'un phénomène nouveau, d'un effet non intentionnel de la politique de démocratisation, et qu'il convient de mettre en place des canaux spécifiques de relation avec eux pour tenter de maîtriser ce processus.

La question est jugée suffisamment importante pour qu'à un niveau élevé de la hiérarchie du Parti on prenne la décision de principe de laisser les clubs se développer en les encadrant. Mais le *pilotage* de l'opération est laissé à la discrétion d'institutions (du Parti, du Komsomol, de la sphère académique...) de niveau inférieur. Les acteurs de terrain, qu'ils soient issus des organes de pouvoir, des institutions intermédiaires du milieu académique ou des clubs informels, s'aperçoivent vite qu'il règne un flou dans les relations hiérarchiques au sein du Parti sur le contenu de la politique envers les clubs. Ce flou leur procure une certaine autonomie d'action, mais il s'accompagne aussi d'une incertitude quant au partage des responsabilités sur un terrain qui pourrait devenir glissant.

On voit donc que le système soviétique se desserre de façon intentionnelle, puisqu'on autorise de nouvelles formes d'action, mais celles-ci ne sont pas totalement contrôlées par le Parti. Il se desserre aussi en partie de façon non intentionnelle. La mise en œuvre de la politique envers les informels montre que le Parti est loin d'être une machine bien huilée: il y a des flottements à certains niveaux décisionnels de l'appareil, visibles de l'extérieur, qui révèlent ou creusent l'hétérogénéité du pouvoir, et plus particulièrement du camp des réformateurs<sup>41</sup>.

---

<sup>41</sup> Comme on le verra plus loin, le flou dans la prise de décision et l'hétérogénéité des réformateurs permettront aux informels de jouer sur une multiplicité de canaux d'accès au Parti.

## 1/ Création d'une "zone expérimentale"<sup>42</sup>

Jusqu'en 1987, les réformateurs au pouvoir traitent les clubs informels comme s'il s'agissait d'un objet relativement familier. Leur contrôle et surveillance sont attribués au Komsomol et au ministère de l'Intérieur<sup>43</sup>, comme l'avaient été les groupes de "contre-culture" des jeunes dans les années 1970-1980. D'autres institutions spécialisées dans le "travail" avec la jeunesse s'impliquent à leur tour, notamment des institutions de propagande politique comme l'Ecole supérieure du Komsomol près le Comité Central du VLKSM\* et la Commission pour la diffusion du savoir dans la jeunesse de la société "Znanie". Parallèlement, on l'a vu, le pouvoir tente d'incorporer ces associations spontanées aux organismes chargés d'encadrer la jeunesse (palais et maisons de la Culture dépendant du ministère de la Culture de l'URSS ou des syndicats, Komsomol, institutions extrascolaires, établissements d'enseignement, unions de créateurs, etc.) en les incitant à s'y enregistrer<sup>44</sup>.

Mais un basculement se produit dans le mode de traitement des clubs informels lorsque le Parti s'aperçoit que le secteur académique – et notamment des unités politiquement significatives telles que l'Institut central d'économie mathématique (CEMI), l'Institut d'économie du système socialiste mondial (IEMSS) et l'Association soviétique de sociologie (SSA) – est impliqué dans la création et le soutien de certains clubs et que ces derniers sont selon toute vraisemblance animés d'intentions politiques<sup>45</sup>. Ces clubs passent dès lors dans la sphère de compétence du Parti.

Les réformateurs décident d'observer ce qui se passe et, dans la mesure du possible, d'encadrer les clubs, bref de mener une "expérience" soigneusement délimitée:

- dans l'espace géographique et social: le quartier académique de Moscou et les instituts de recherche qui accueillent les informels sont considérés comme des lieux où les risques de dérapage sont faibles,
- dans l'espace du Parti: les clubs informels ont des contacts réguliers avec les organes du Parti, mais seulement au niveau le plus bas de la hiérarchie (comités d'arrondissement et cellules de base du Parti dans des instituts de recherche). Les contacts directs avec les niveaux supérieurs (Comité de la ville de Moscou et Comité central) sont pratiquement inexistantes (à notre connaissance).

---

<sup>42</sup> Les sources du Parti consultées pour retracer la naissance de cette "zone expérimentale" émanent de deux niveaux de pouvoir: (i) des cellules de base de l'Institut central d'économie mathématique (CEMI) et de l'Institut d'économie du système socialiste mondial (IEMSS), (ii) de deux comités d'arrondissement de la ville de Moscou (*rajkom* Sevastopol' et Brejnev/Čerëmuški). Les sources écrites sont constituées de comptes-rendus de réunion conservés aux Archives de la ville de Moscou et dans les archives personnelles du chef du département de l'idéologie du *rajkom* Sevastopol' (documents internes au département). A ces documents, s'ajoutent des entretiens avec un instructeur du *rajkom* Brejnev/Čerëmuški (N. Krotov), le premier secrétaire (A. Brjačihin) et le chef du département idéologique du *rajkom* Sevastopol' (Ju. Čabanov). Voir la liste des sources du Parti p. 4831-487. Nous ne disposons pas de sources relatives au Comité de la ville de Moscou ou au Comité central du PCUS. Certaines hypothèses sur la position de ces niveaux supérieurs restent donc à valider.

<sup>43</sup> Cette attribution décidée par le Comité central du PCUS est confirmée par deux anciens instructeurs des comités d'arrondissement Sevastopol' et Brejnev/Čerëmuški du PCUS. Voir V. BEREZOVSKIJ, N. KROTOV, V. ČERVJAKOV. *Rossija: Partii, Associacii, Sojuzy, Kluby. Spravočnik* [Russie: partis, associations, unions, clubs. Annuaire]. Moscou: Institut des mouvements politiques de masse, 1991, vol. 1, p. 16.

<sup>44</sup> C'est cette mise sous tutelle que poursuit le "Règlement sur les associations d'amateurs et les clubs d'intérêts" du 13 mai 1986 (cf. supra p. 111).

<sup>45</sup> La présence d'anciens membres du groupe des "Jeunes socialistes" dans le noyau dirigeant du club Perestrojka ou du KSI, par exemple, ne laisse aucun doute au KGB ou à des fonctionnaires du Parti tel que Jurij Čabanov, chef de Département idéologique du *rajkom* Sevastopol' (qui, rappelons-le, avait travaillé à l'IMEMO au moment de l'arrestation des "Jeunes socialistes"), quant à la nature politique de ces clubs.

Une "zone expérimentale" est créée dans le quartier académique de Moscou pour "*mettre au point un nouveau modèle de relations entre organismes officiels et associations*"<sup>46</sup>. Les informels bénéficient de locaux et d'une relative liberté de parole dans certains instituts de l'Académie des sciences.

"[Les deux arrondissements Sevastopol' et Brejnev/Čerëmuški<sup>47</sup>] étaient un polygone dans lequel le pouvoir avait décidé de réunir tout le monde, où on autorisait des discussions, et qu'on pouvait observer. [...] La décision a été prise quelque part en haut, parce que nulle part ailleurs il n'y avait une telle liberté. Et, comme on nous l'avait expliqué, il était plus pratique que tout le monde soit rassemblé au même endroit" (G. Rakitskaja, membre de Perestrojka et de l'Association soviétique de sociologie, entretien du 24/2/1994).

Hors de ce "polygone", les clubs informels et les institutions qui voudraient les soutenir bénéficient d'une moindre protection. Le KSI, installé dans le centre de Moscou depuis fin 1986, est expulsé en juillet 1987 à la suite d'une publication dans la *Komsomol'skaja pravda* contre la police. Le club trouve refuge auprès de l'Association soviétique de sociologie dont le siège est situé à l'Institut de Sociologie dans l'arrondissement Sevastopol'. Dans un autre quartier, le comité d'arrondissement (*rajkom*) du Parti est sanctionné pour avoir autorisé une manifestation d'informels:

"J'ai été obligé de quitter l'appareil du PCUS [fin] 1986 après avoir autorisé le premier meeting des informels à Moscou. Je dirigeais le Département idéologique du *rajkom* Dzerjinski, et la direction du comité exécutif [du soviet d'arrondissement] est venue me demander d'examiner la requête des informels. J'ai donné mon accord. Le meeting a eu lieu. On m'a proposé d'y participer et j'y ai prononcé un discours. Cela a fait grand scandale, il y a eu une série d'articles dans les *Nouvelles de Moscou*, les *Izvestija*. Mais bien que cet acte ait été hautement estimé par la communauté démocratique d'alors, j'ai été contraint de quitter les organes du Parti" (I. Jakovenko, entretien du 1/7/1993).

La brutalité de la sanction s'explique non seulement par la "mauvaise" localisation de l'arrondissement Dzerjinski, mais aussi par la forme prise par cette action collective: les autorités centrales essaient par tous les moyens de bannir les manifestations et n'autorisent les informels à se réunir que dans des endroits clos.

## 2/ Un flou dans la prise de décision au sein du Parti

La politique à l'égard des informels est mise en œuvre par les *rajkom*s du Parti des arrondissements Sevastopol' et Brejnev/Čerëmuški. Bien que situés au niveau décisionnel le plus bas de l'appareil, ces deux comités semblent cependant avoir joui d'une marge de manœuvre importante dans la conduite de cette politique. A la faveur d'un certain flou dans le processus de prise de décision, ils auraient pris eux-mêmes l'initiative de créer ce terrain d'observation et d'interaction avec les informels. C'est tout au moins la version du chef du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol':

"– *Comment la décision de créer une zone expérimentale pour les informels dans l'arrondissement Sevastopol' a-t-elle été prise?*

– Lorsque le mouvement informel est apparu, qu'il a commencé à émerger, il était à mon sens naturel et raisonnable non seulement de lui tâter le pouls, de savoir ce qui se

<sup>46</sup> P. Kudjukin, membre du club Perestrojka, entretien du 12/1/1994.

<sup>47</sup> L'arrondissement Brejnev sera rebaptisé Čerëmuški le 6 janvier 1988. Les deux arrondissements se trouvent de part et d'autre du métro "Profsojuznaja", situé à environ 8 km du Kremlin (voir en annexe la carte N°2 de Moscou p. 569 et la carte du quartier académique N°4 p. 571).

passait, mais aussi d'essayer de ne pas laisser ce mouvement prendre des formes... stupides. [...] Je ne me rappelle pas avoir vu un document formel où aurait figuré cette décision.

– *Mais à quel niveau a-t-elle été prise?*

– Au début, c'est votre serviteur qui a fait un rapport à Aleksej Miheevič Brjačihin [premier secrétaire du *rajkom* Sevastopol'] à propos du club Perestrojka qui était en train de se former (c'était le pionnier de tous les mouvements informels<sup>48</sup>). Nous nous sommes mis d'accord sur le fait que mes subordonnés et moi devions prendre une part assez active au travail de ce club, en essayant d'aider tout ce qui était positif et de neutraliser les tendances qui ne nous paraissaient pas raisonnables. [...] Par la suite, nous avons discuté de cette question à de nombreuses reprises dans différentes instances: au Comité de la ville de Moscou et au Comité central du PCUS, où nous avons dans l'ensemble reçu un soutien" (Ju. Čabanov, entretien du 22/6/1996).

Il ressort de ces différents témoignages (de responsables du Parti, de membres de l'Association soviétique de sociologie et d'informels) qu'on ne sait pas très bien à qui appartient l'initiative de cette zone expérimentale. Le flou est un élément constitutif du jeu entre les informels et les réformateurs du Parti. Le fait que les informels, confortés par des chercheurs appartenant à des institutions relais, pensent que la décision a été prise "en haut" est une donnée essentielle de leur analyse et de leur stratégie.

Pour les dirigeants des *rajkoms* des deux arrondissements expérimentaux, ce flou constitue l'un des fondements de leur propre crédibilité. Comme l'explique un informel qui a servi d'intermédiaire avec le Parti<sup>49</sup>, le premier secrétaire du *rajkom* Sevastopol' essayait d'accroître sa marge de manœuvre en faisant passer certaines de ses décisions et actions pour une intention de Gorbačëv. Cette proximité alléguée avec le pouvoir central, ces "bluffs", ont d'autant plus de crédibilité que les deux *rajkoms* ont un statut d'exception dans l'économie politique de Moscou. Ils desservent en effet une population dense d'instituts de recherche: l'arrondissement Sevastopol' compte trente-six instituts<sup>50</sup>; d'importants instituts de sciences dures (dont l'Institut de recherches spatiales) se trouvent dans l'arrondissement Brejnev. L'arrondissement Sevastopol' est perçu comme un territoire suffisamment sensible pour inciter le chef du Comité du Parti de la ville de Moscou (MGK), Boris El'cin, à nommer, au mépris des procédures d'usage, un nouveau premier secrétaire début 1987 afin de régler au plus vite un problème d'infrastructure municipale<sup>51</sup>.

Les dirigeants des deux *rajkoms* voient dans la présence de clubs informels politiques sur leur territoire une opportunité d'acquérir du poids dans les jeux de pouvoir internes au Parti. A. Brjačihin se sert visiblement des clubs pour monter en grade, et en 1988, il est l'unique premier secrétaire de *rajkom* (sur 33) à siéger au bureau du Comité du Parti de Moscou<sup>52</sup>. Les

---

<sup>48</sup> Le club Perestrojka n'est pas, contrairement à ce qu'affirme Ju. Čabanov, le "pionnier" des clubs politiques puisque le Club d'initiatives sociales (KSI) existe depuis septembre 1986 et le Club socio-politique épistolaire (ZSPK) depuis l'automne 1986, mais c'est son apparition *au CEMI* qui déclenche l'intervention du PCUS dans la conduite de la politique à l'égard des informels.

<sup>49</sup> M. Maljutin, entretien du 16/2/1994.

<sup>50</sup> Il s'agit d'instituts de l'Académie des sciences (12 instituts) et de ministères sectoriels, ainsi que de bureaux de recherche du complexe militaro-industriel. Ces deux derniers segments (ministères de branche et industrie militaire) emploient 63 % des chercheurs de l'arrondissement (selon un rapport du *rajkom*: *Spravočnyj material k otčëtnomu dokladu Sevastopol'skogo rajkoma KPSS za period s dekabnja 1985g. po dekabr' 1988g. (dlja služebnogo pol'zovanija)* [Matériaux d'information pour le rapport du *rajkom* Sevastopol' du PCUS de décembre 1985 à décembre 1988 (document interne)], Moscou, 1988, p. 29).

<sup>51</sup> N'étant pas membre de l'organisation du Parti de l'arrondissement Sevastopol', A. Brjačihin explique qu'il n'aurait jamais dû être nommé à ce poste (A. Brjačihin, entretien du 10/6/1996).

<sup>52</sup> Brjačihin poursuivra son ascension en s'appuyant sur les institutions du pouvoir municipal. En 1989, il se présente à la présidence du Soviet de Moscou, en 1990 au poste de deuxième secrétaire du Comité du Parti de

moyens humains affectés au suivi des clubs informels sont loin d'être négligeables: sur les onze agents du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol', cinq (dont le chef et son adjoint) sont mobilisés. Avec le temps, les spécialistes des deux *rajkoms* élargissent leur champ d'observation au-delà de leurs strictes compétences territoriales: ils suivent "leurs" clubs informels lorsque ceux-ci vont manifester dans d'autres arrondissements; deux responsables du *rajkom* Sevastopol' font un déplacement dans les républiques baltes et en Bulgarie pour se documenter sur le traitement réservé aux clubs informels<sup>53</sup>.

Au niveau médian de la hiérarchie, le Comité du Parti de Moscou (*gorkom* ou MGK) envoie des signaux contradictoires tant aux informels qu'aux *rajkoms*, effet des divergences de vues sur le sujet qui traversent alors les comités du Parti à tous les échelons.

El'cin lui-même, premier secrétaire du *gorkom*, ne s'est pas fait de religion. Tantôt il reçoit les leaders du mouvement nationaliste Pamjat' en avril 1987, s'attirant la méfiance des informels<sup>54</sup>, et restreint le droit de manifester dans le centre-ville<sup>55</sup>, tantôt il autorise le premier congrès national des clubs informels ("Rencontre-dialogue d'information 'Initiatives de la société dans la perestrojka'") à se tenir en août 1987 dans un lieu prestigieux de la capitale.

Les deux *rajkoms* de la "zone expérimentale" trouvent un appui auprès du Département idéologique du *gorkom*, au sein duquel est constitué en 1987 un "secteur spécial" sur les informels, mais ils se heurtent dans le même temps à l'hostilité d'El'cin à veille de la Rencontre-dialogue: "*La perestrojka*, aurait-il dit à une réunion du MGK, *a fait monté l'écume; il est temps de la retirer*"<sup>56</sup>.

Lorsque El'cin est remplacé en novembre 1987 par L. Zajkov, on constate une relative stabilité dans les rapports avec les informels. Bien que le nouveau premier secrétaire du MGK soit un conservateur et se trouve en position de force au Politburo en tant que responsable du complexe militaro-industriel, il ne remet pas en cause le travail du secteur spécial du MGK et des deux *rajkoms*<sup>57</sup>.

Au Comité central du PCUS, la lutte de pouvoir entre "conservateurs" et "réformateurs" constitue un terreau favorable à une instrumentalisation des clubs informels. Les principaux

---

Moscou, et en 1991 aux élections du maire de Moscou. Il ne sera élu à aucun de ces postes, mais en 1990, il est nommé président du Comité exécutif du soviet de l'arrondissement Sevastopol', et en 1991 il devient membre du gouvernement de Moscou et préfet du district administratif de l'Ouest (qui couvre un territoire beaucoup plus vaste que l'arrondissement Sevastopol'). De 2000 à 2004, il quitte le pouvoir municipal et devient vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie de la Fédération de Russie présidée par l'ancien Premier ministre E. Primakov.

<sup>53</sup> Ju. Čabanov, entretien du 22/6/1996.

<sup>54</sup> "*L'attitude d'El'cin dans l'épisode du meeting des membres de l'union patriotique 'Pamjat'* du 6 avril 1987 est pour le moins atypique de la part d'un représentant de la nomenklatura du Parti, expliquent deux informels. C'était le premier meeting de masse non autorisé qui se tenait à Moscou (d'autres meetings avaient eu lieu auparavant, mais ils étaient de taille plus réduite). Il n'a pas été dispersé par la force, et la demande des manifestants de rencontrer le premier secrétaire a été satisfaite. El'cin a reçu une délégation de manifestants, dirigée par Dmitrij Vasil'ev [leader de Pamjat'], dans les locaux du Soviet de Moscou, les a écoutés et a même prononcé un discours devant eux. Les petits meetings du séminaire Démocratie et humanisme continuaient, eux, d'être dispersés comme par le passé" (A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ. *Kto est' kto v rossijskoj politike (300 biografij)* [Le who's who de la politique en Russie (300 biographies)]. Moscou: Panorama, 1993, vol. 1, p. 194).

<sup>55</sup> Cf. infra encadré 7 sur la législation relative aux manifestations, p. 198.

<sup>56</sup> N. Krotov, instructeur du *rajkom* Brejnev/Čerëmuški, entretien du 17/2/1994.

<sup>57</sup> L. Zajkov était premier secrétaire de Leningrad. Il est nommé secrétaire du Comité Central en 1985, puis membre titulaire du Politburo en 1986. Au moment de sa nomination au poste de premier secrétaire du Comité de la ville de Moscou, il fait figure, selon les observateurs, de "numéro trois" du Parti (A. de TINGUY. 1987-1988. Gorbatchev va de l'avant In M.-A. CROSNIER, J. GUEIT, A. de TINGUY. *Les années Gorbatchev. L'URSS de 1985 à 1991*. Paris: La Documentation française, 1993, p. 47).

appuis des clubs sont le Département de la Propagande et de la Culture, dirigé par A. Jakovlev de 1985 à octobre 1988, et le Département de la Science. Leurs principaux adversaires, i.e. les "conservateurs", sont représentés par E. Ligačëv, responsable du Secrétariat où il est notamment en charge de l'idéologie, et deuxième personnage du Politburo<sup>58</sup>. Jakovlev et Ligačëv se trouvent donc en concurrence directe dans le domaine de l'idéologie, et la guerre de positions se poursuit jusqu'en octobre 1988 où cette sphère de compétence leur échappe à tous deux.

Dans un premier temps, le rapport de forces est favorable à Ligačëv puisque, en tant que responsable du Secrétariat, il occupe une position supérieure à celle d'un chef de département du Comité central, instance inférieure. Puis Jakovlev monte en grade en juin 1987 en devenant responsable de la Propagande et de la Culture au Politburo (situé au-dessus du Secrétariat) et est alors, selon les observateurs, en passe de remplacer Ligačëv<sup>59</sup>. Cette promotion est néanmoins neutralisée en juillet par une diminution de ses compétences au seul domaine de la propagande à destination de l'étranger et sur l'étranger<sup>60</sup>. Le balancier se déplace à nouveau en faveur de Jakovlev après la parution en mars 1988 de la "lettre de Nina Andreeva" (cf. infra p. 141-142), qualifiée de "*manifeste anti-perestrojka*" par Gorbačëv qui soupçonne Ligačëv d'en être l'instigateur et charge Jakovlev de rédiger une réponse officielle. Ligačëv voit alors son pouvoir de contrôle sur la presse diminuer<sup>61</sup>.

Les interventions directes du niveau supérieur de pouvoir dans la politique envers les informels sont peu fréquentes mais bien réelles. A certains moments critiques, le département de la Propagande du Comité Central passe au-dessus des comités intermédiaires du Parti en charge du dossier pour fournir des repères aux clubs informels (en leur donnant par exemple l'assurance qu'ils ne subiront pas de persécutions mais que leur activité sera encadrée par une loi). Au moment de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti en été 1988 (28/6/1988-1/7/1988), les réformateurs accordent au mouvement des signes publics de reconnaissance: dans le document final, il est fait référence aux clubs dans un sens plutôt positif; le président d'honneur du club Perestrojka démocratique (qui n'est pas un informel) est invité à la Conférence à la demande du *rajkom* Sevastopol<sup>62</sup>. Enfin les organes de presse qui sont les chevilles ouvrières de la glasnost' (Agence de presse Novosti, *Ogonëk*, *Nouvelles de Moscou*, *Literaturnaja gazeta*), pilotée par le même A. Jakovlev, offrent leur tribune aux clubs informels ou s'appuient sur des informations provenant des publications de clubs<sup>63</sup>.

Ainsi, dans l'interaction qui se déroule entre les clubs et les *rajkoms*, toutes les décisions ne sont pas obligatoirement visées par le haut de la hiérarchie. En fait, le silence ou la

---

<sup>58</sup> Selon une règle tacite, il semble que la position de "numéro deux" du Politburo revienne au perdant de la compétition pour le poste de Secrétaire général, et que le secteur de l'idéologie lui soit traditionnellement attribué (J. GUEIT. 1984-1985. L'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev: respect du dogme et méthodes de vérité In M.-A. CROSNIER, J. GUEIT, A. de TINGUY. *Les années Gorbatchev...*, op. cit., 1993, p. 13). Rappelons que E. Ligačëv n'a été identifié au camp conservateur que vers 1987. Au tout début de la perestrojka, il faisait partie de l'équipe de M. Gorbačëv.

<sup>59</sup> J. GUEIT. 1986-1987. La restructuration en marche In M.-A. CROSNIER, J. GUEIT, A. de TINGUY. *Les années Gorbatchev...*, op. cit., 1993, p. 38.

<sup>60</sup> M. TATU. L'"affaire Eltsine". *Le Monde*, 16 novembre 1987.

<sup>61</sup> A. BROWN. *The Gorbachev Factor*. Oxford: Oxford University Press, 1996, p. 175.

<sup>62</sup> *Otčëtnyj doklad Sevastopol'skogo RK KPSS VI konferencii Sevastopol'skoj rajonnoj organizacii KPSS (3ij variant)* [Rapport du *rajkom* Sevastopol' du PCUS à la VI<sup>ème</sup> conférence de l'organisation du Parti de l'arrondissement Sevastopol' (3<sup>ème</sup> version)], 3/12/1988, 59 p.

<sup>63</sup> M. URBAN, V. IGRUNOV, S. MITROKHIN. *The Rebirth of Politics in Russia*. Cambridge: Cambridge University Press, 1997, p. 88.

confusion des niveaux supérieurs sont des éléments essentiels de cet espace de jeu. Le flou permet aux *rajkoms* de jouir d'une relative autonomie. Et il est possible que la mission spécifique qui leur est confiée et l'autonomie de fait qui l'accompagne leur donnent plus de poids dans les rapports de pouvoir au sein du Parti. Mais le flottement des instances supérieures fait courir un risque majeur aux maillons intermédiaires (*rajkoms* et institutions relais): celui d'être tenus responsables des éventuels dérapages. Or le risque est élevé car les clubs informels, comme on le verra, jouent un double jeu avec les réformateurs du Parti et ces maillons intermédiaires sont en première ligne pour en répondre.

## II/ De nouvelles règles du jeu

### 1/ Un contre-modèle: la dissidence

Les leaders informels partent du constat que la conjoncture politique a changé et qu'une rupture avec le mode de perception et d'action de la dissidence s'impose. G. Pavlovskij, l'un des dirigeants du Club d'initiatives sociales (KSI), ouvre la première réunion nationale des clubs informels d'août 1987, la "Rencontre-dialogue d'information 'initiatives de la société dans la perestrojka'", par un engagement explicite:

"Je crois que nous ne serions pas réunis ici aujourd'hui s'il n'y avait pas, parmi nous et autour de nous, des gens qui ont compris avant nous que la situation antérieure a changé, qu'elle n'existe plus, qu'il y a à présent une nouvelle conception, plus conforme à la Constitution, de ce qui est légal (*legal'nost'*)<sup>64</sup>. Cette nouvelle conception signifie qu'on joue franc jeu à une collaboration avec l'Etat, sans jouer à être une opposition. Ceux qui aujourd'hui jouent à être une opposition reprennent les idées émises par le gouvernement pour les tourner contre lui. Et ça, à mon avis, ce n'est pas très régulier. Il s'agit tout simplement de sortir ce mouvement d'une situation où il a très peu de marge de manœuvre (et ce, de notre propre faute et non de la faute d'autrui) vers un large espace d'information et d'action dans la société" (G. Pavlovskij, 20 août 1987<sup>65</sup>).

L'avènement de la perestrojka donne l'occasion de tester grandeur nature l'idée d'un "dialogue" avec le pouvoir, qui avait été défendue dans les années 1970 par des dissidents minoritaires (G. Pavlovskij et V. Igrunov entre autres) opposés au courant dominant des "défenseurs des droits de l'homme". Ce "dialogue" vient rompre ce que ses promoteurs considèrent être une configuration traditionnelle du jeu politique en Russie où il n'existe qu'un "pouvoir" et un "anti-pouvoir"<sup>66</sup>. Lorsqu'ils décident en 1987 d'entrer dans une relation de transaction avec le pouvoir, les informels sont bien conscients qu'il n'y a pas d'égalité entre les parties, qu'ils ne peuvent rien imposer à leurs interlocuteurs au nom de normes juridiques supérieures (comme avait tenté de le faire la dissidence), mais qu'au contraire, pour être reconnus, il leur faut d'abord reconnaître la légitimité du régime.

On entre donc dans une nouvelle définition du jeu politique, où les anciennes règles sont écartées, et les nouvelles à définir par des négociations, mais aussi par une coordination tacite<sup>67</sup>. Ainsi les informels et le pouvoir s'abstiennent-ils tacitement d'utiliser certains

---

<sup>64</sup> L'opposition entre ce qui est constitutionnel et ce qui est légal tient au fait que la Constitution soviétique consacre des droits et libertés publics (liberté de parole, de la presse, de réunion, de meeting, de défilé et de manifestation de rue, cf. article 50), interprétés de façon restrictive par la loi.

<sup>65</sup> Archives sonores de G. Pel'man.

<sup>66</sup> A. FADIN. *Neformaly i vlast'* (Razmyšlenie o sud'bah graždanskogo občestva v SSSR) [Les informels et le pouvoir (Réflexions sur le sort de la société civile en URSS)]. *Problemy Vostočnoj Evropy*, 1989, 25, p. 49.

<sup>67</sup> Pour reprendre la définition de T. SCHELLING (*The Strategy of Conflict*, op. cit., 1966, p. 53), une coordination est tacite lorsque la communication entre les parties est incomplète ou impossible.

répertoires d'action appartenant au passé: les clubs pourraient manifester, comme hier les dissidents, mais ne le font pas; le pouvoir n'abolit aucun dispositif de répression utilisé contre les dissidents mais n'en fait pas usage<sup>68</sup>.

"Nous essayions, explique G. Pel'man (membre du KSI), d'avancer toujours un peu plus loin à chaque fois et de prendre des positions. Nous sentions que c'était un moment propice, qu'on pouvait faire un peu plus que ce qu'on avait, mais pour cela, il fallait adopter la bonne tactique. Laquelle? Si nous étions allés [...] sur la place Rouge crier que rien n'allait, nous aurions atterri en prison au bout d'une demi-heure. [...] Comment aller un peu plus loin, renforcer nos positions? Nous nous sommes trouvés dans une situation historique où nous avons créé des précédents. A cette époque, on n'arrêtait plus les gens aussi facilement qu'avant, mais il y avait toujours des hôpitaux psychiatriques, des prisons<sup>69</sup>... Tout le monde regardait comment les autres agissaient: on regardait ce qui était apparu, quel était le nouveau précédent et ce qu'on pouvait faire pour aller plus loin. Notre but intime (qui n'est peut-être décrit nulle part) était de créer un système de précédents, d'ouvrir des portes. Elles étaient fermées sans qu'on sache pourquoi. On savait qu'il y avait, de l'autre côté, quelqu'un qui tenait la porte, mais finalement il suffisait de frapper, et les portes s'entrouvraient" (G. Pel'man, entretien du 6/7/1994).

Toutefois, si les clubs informels cherchent à se distinguer de la dissidence, de son discours, de son positionnement par rapport au régime, celle-ci n'agit pas seulement comme un contre-modèle. Les informels importent certaines de ses pratiques dans leur mouvement, font du nouveau à partir d'une matrice existante. Ils ne peuvent pas faire table rase de ce passé oppositionnel qui fait partie intégrante de leur culture politique. Lorsqu'ils organisent des meetings dans la rue pendant le printemps 1988, ils choisissent la place Pouchkine, qui est un lieu de manifestations marqué du sceau de la dissidence. Ils investissent un espace rempli de signification politique et, pour se l'approprier, lui donnent un nouveau nom: ils baptisent la place Pouchkine "Hyde park". Tout comme les dissidents, ils publient des "samizdats" et organisent des campagnes de pétitions pour protester contre certaines décisions officielles. Ils importent aussi, peut-être plus inconsciemment, une vision de la politique centrée sur le droit, même si l'usage qu'ils font du droit dans leurs luttes n'est pas exactement dans la lignée des "défenseurs des droits de l'homme". Cette focalisation sur les aspects juridiques des réformes a pu les amener, comme on le verra, à négliger les questions économiques.

## **2/ Un système de prestations et contre-prestations**

La collusion entre les informels et les réformateurs du pouvoir se présente sous la forme d'échanges concomitants de prestations et contre-prestations qui font à chaque fois l'objet de négociations. L'instabilité de ces relations, où rien n'est jamais acquis aux clubs, est un moyen pour le pouvoir de les maintenir sous contrôle.

L'un des moments décisifs dans l'émergence des règles du jeu est la "Rencontre-dialogue d'information 'Initiatives de la société dans la perestrojka'" d'août 1987, qui est considérée comme le congrès constitutif du mouvement informel. Si auparavant certains clubs étaient en contact avec des représentants du pouvoir, il s'agissait de relations sporadiques. Au cours de cette réunion, on assiste à l'affirmation du mouvement informel en tant que tel, à sa

---

<sup>68</sup> Ce n'est qu'en mars 1988 que les internements psychiatriques abusifs, par exemple, sont explicitement interdits par la loi (P. LOROT. *Histoire de la perestroïka. L'URSS sous Gorbatchev. 1985-1991*. Paris: PUF (Que sais-je?), 1993, p. 14).

<sup>69</sup> La crainte d'un revirement du pouvoir n'est pas complètement écartée en 1986-1987.



cristallisation, et à la première représentation publique de ses relations de transaction avec les réformateurs du Parti.

L'enjeu pour les clubs organisateurs est d'être reconnus par le pouvoir et par leurs pairs comme des porte-parole de ce mouvement naissant, des acteurs centraux de la coordination des relations avec le pouvoir central.

Les réformateurs du Parti cherchent, quant à eux, à donner à cet ensemble disparate de clubs qui se sont constitués en marge des institutions officielles une représentation plus ou moins homogène, et, comme le dit un responsable du comité du Parti de l'arrondissement Sevastopol', à éviter "*que le mouvement ne prenne des formes excessives*"<sup>70</sup>.

Les règles du jeu alors définies sont d'autant plus significatives que l'un des enjeux, partagé par les deux parties, est de promouvoir la réunion en modèle de relations entre informels et pouvoir, susceptible d'être dupliqué à travers le pays.

Mais cette première réunion est avant tout un lieu où chacun des acteurs essaie de tester la position des autres, sans pour autant savoir exactement ce qu'il joue lui-même. Le Parti ne sait pas bien ce qui va se passer et à tout hasard interdit l'accès des débats aux journalistes étrangers; les organisateurs ne connaissent pas les clubs qu'ils ont invités (ceux-ci ont été sélectionnés après avoir répondu à un appel paru dans la presse), d'où d'ailleurs le nom de "rencontre-dialogue d'information". Les participants ignorent si le comité organisateur de la conférence est noyauté par le Parti et, au cours des séances plénières, certains s'interrogent sur ce point (notamment sur le mode de sélection des clubs invités). Malgré ces nombreuses incertitudes, les clubs politiques ont pour la première fois l'occasion d'identifier leurs pairs, de marquer leurs positions et de voir comment ce positionnement est perçu par les autres.

Les clubs informels et les réformateurs du Parti se reconnaissent une légitimité réciproque. Le Parti admet certains clubs comme des interlocuteurs et leur accorde des ressources matérielles qui leur donnent une visibilité. La conférence d'août 1987 est ainsi annoncée dans la presse officielle, même s'il ne s'agit que d'un entrefilet dans un supplément de la *Komsomol'skaja Pravda (Sobesednik)*<sup>71</sup>. Elle se déroule dans l'ancien Palais de la culture du Komintern (rebaptisé "Novator"), lieu prestigieux qui leur est octroyé sur décision du Comité du Parti de la ville de Moscou, et dans une salle suffisamment grande pour recevoir les trois cents délégués représentant une cinquantaine de clubs<sup>72</sup>. Il convient ici de souligner que tous les participants à la Rencontre-dialogue acceptent au moins *implicitement* la politique de négociation avec les réformateurs du Parti<sup>73</sup>: ils savent en effet pertinemment que l'accès au Palais de la culture "Novator" n'a pu être obtenu sans l'accord du pouvoir.

Dans cet échange de légitimité qui a lieu entre les clubs politiques et les réformateurs du Parti, les informels se présentent comme la seule forme tangible de la perestrojka, le seul signe que l'idée de réformes a "pris" dans la société (du moins tant que les réformes structurelles n'ont pas commencé). Ils s'identifient à la perestrojka, s'approprient des slogans officiels, établissent une communauté d'intérêts avec les réformateurs et, en tant que représentants d'un mouvement spontané issu des réformes, attestent le caractère irréversible de ces réformes:

"Il y a un an, la perestrojka, c'était une politique – poursuit G. Pavlovskij dans son discours d'ouverture. Aujourd'hui, la perestrojka, c'est un mouvement qui a gagné toute la société. Et nous sommes une partie de ce mouvement. En fait, *nous sommes ce mouvement* [souligné par CS]. Il est possible que nous n'en soyons pas les uniques

<sup>70</sup> Ju. Čabanov, chef du département idéologique, entretien du 22/6/1996.

<sup>71</sup> V. Igrunov, entretien du 6/2/1994.

<sup>72</sup> V. IGRUNOV. O neformal'nyh političeskikh klubah Moskvy [Les clubs politiques informels de Moscou]. *Problemy Vostočnoj Evropy*, 1989, 26, p. 60-83.

<sup>73</sup> Sauf V. Novodvorskaja, leader du séminaire "Démocratie et humanisme", qui utilise cette tribune pour faire de la provocation.

représentants, mais nous en sommes des représentants souverains, comme tout autre groupe de la société soviétique. Et c'est ce qui nous a amenés à préparer cette conférence. Le Parti ouvre le jeu, les citoyens suivent; le Parti ouvre la porte, les citoyens donnent à la perestrojka le contenu qu'ils veulent lui donner, qui est en fait son contenu social" (G. Pavlovskij, 20/8/1987).

Les informels soutiennent les premières grandes décisions des réformateurs: contrôle juridictionnel des actes administratifs<sup>74</sup>; loi sur les entreprises d'Etat du 30/6/1987 qui introduit des principes d'autogestion au sein des entreprises et dans leurs relations avec les ministères de tutelle. Ils soutiennent également les décisions du plénum du Comité central (CC) de janvier 1987 sur la "démocratisation du système électoral"<sup>75</sup>.

Gorbačëv propose un système de candidatures multiples et de vote à bulletin secret pour désigner les premiers secrétaires des comités du Parti de niveaux moyen et inférieur. La proposition est rejetée par le Comité central, mais cette nouvelle procédure est autorisée à titre expérimental et partiel pour l'élection des députés des soviets d'arrondissement et de ville qui doit avoir lieu en 1987<sup>76</sup>.

Les informels s'approprient certains slogans officiels (de préférence ceux qui prêtent à des interprétations multiples). Lorsque Gorbačëv affirme que "*nul ne peut prétendre détenir la vérité en dernière instance*", slogan qui sonne comme une remise en cause de l'infaillibilité du Parti, les informels s'en emparent dans les documents finaux de la conférence<sup>77</sup>.

Enfin ils considèrent qu'ils ont les mêmes adversaires que les réformateurs:

"La perestrojka rencontre une opposition acharnée de la part de forces qui craignent pour leurs privilèges, qui conservent un monopole sur l'information et la prise de décisions. [...] Le Parti n'est pas homogène. Il se trouve dans ses rangs des personnes qui sont directement responsables des abus et des erreurs de calcul des années passées, qui ont rempli les rangs de la bureaucratie, cette masse de fonctionnaires qui s'est autonomisée et coupée des besoins et des espoirs de son peuple"<sup>78</sup>.

Leur critique des privilèges est en phase avec le discours officiel<sup>79</sup>.

Cette communauté de position contre les conservateurs permet surtout aux informels de justifier publiquement leur alliance avec les réformateurs. C'est un moyen de parer au risque de voir leur transaction être dénoncée par d'autres acteurs de la vie politique.

Ce risque pousse d'ailleurs les deux parties à se donner des garanties mutuelles pour se protéger vis-à-vis de l'extérieur. C'est ce qu'on observe au moment de la préparation de la

---

<sup>74</sup> Loi du 30/6/1987 sur les "modalités de recours contentieux contre les actes illégaux des fonctionnaires portant atteinte aux droits des citoyens" (J. GUEIT. 1986-1987. La restructuration en marche, *op. cit.*, 1993, p. 33). Ce droit, reconnu par la Constitution de 1977 (art. 58-2), n'était pas appliqué.

<sup>75</sup> Voir FSOK. Deklaracija Federacii socialističeskikh obščestvennyh klubov [Déclaration de la Fédération des clubs sociaux socialistes]. *Otkrytaja zona*, 1, octobre 1987, p. 9-12. Texte adopté à la Rencontre-dialogue d'information "initiatives de la société dans la perestrojka" d'août 1987.

<sup>76</sup> Cf. R. MITCHELL, R. ARRINGTON. Gorbachev, ideology and the fate of Soviet communism. *Communist and Post-Communist Studies*, N° 4, vol. 33, décembre 2000, p. 457-474. A. ŠUBIN (*Paradoksy perestrojki...*, *op. cit.*, 2005, p. 89) note que le fait d'avoir évoqué la possibilité d'élections compétitives pour désigner les premiers secrétaires aurait dès cette époque aiguisé l'appétit des deuxièmes secrétaires et autres prétendants au pouvoir dans le Parti.

<sup>77</sup> AKOI (Associacija "Kol'co obščestvennyh iniciativ" [Association "Cercle des initiatives sociales"]). Principy organizacii AKOI [Principes d'organisation d'AKOI]. *Otkrytaja zona*, 1, octobre 1987, p. 6-9.

<sup>78</sup> FSOK. Deklaracija Federacii socialističeskikh obščestvennyh klubov, *op. cit.*, 1987.

<sup>79</sup> Une campagne est lancée contre les "bureaucrates" et les privilèges de la nomenklatura avant et pendant le XXVII<sup>ème</sup> congrès du PCUS début 1986 (Jean GUEIT. 1985-1986. La critique de l'inertie et de la stagnation In M.-A. CROSNIER, J. GUEIT, A. de TINGUY. *Les années Gorbatchev...*, *op. cit.*, 1993, p. 21).

conférence d'août 1987. Du côté officiel, les négociateurs sont les deux comités du Parti des arrondissements Brejnev et Sevastopol' (*rajkom*s), patronnés par le secteur spécialisé du Comité du Parti de la ville de Moscou (MGK ou *gorkom*) responsable des informels. Les tractations débutent au printemps 1987 entre le KSI et le *rajkom* Brejnev<sup>80</sup>. Puis le second *rajkom* entre dans le processus à la demande du MGK, officiellement parce que le Palais de la Culture "Novator" se trouve sur son territoire, en réalité pour mieux répartir les responsabilités<sup>81</sup>. Cette co-responsabilisation est d'autant plus nécessaire que la direction du *gorkom* (et son premier secrétaire El'cin en particulier) n'a pas de position établie sur les clubs informels et que celle du Comité central reste floue. Aussi le responsable du secteur spécial du MGK a-t-il des difficultés à couvrir les risques:

"Lantratov [chef du secteur spécial du département idéologique du MGK responsable des informels] faisait très attention. Il nous [i.e. les instructeurs des deux *rajkom*s] soutenait, mais nous étions néanmoins très souvent contraints, il faut bien l'avouer, de le circonvenir pour arriver à faire quelque chose. Parce qu'il comprenait beaucoup mieux que nous que, si quelque chose se passait, c'était sa tête qui tomberait. Et il tomberait de beaucoup plus haut que nous" (N. Krotov, instructeur du département idéologique du *rajkom* Brejnev, entretien du 17/2/1994).

Il y a non seulement partage des responsabilités entre les négociateurs du côté officiel (les deux *rajkom*s du Parti, auxquels se joint le Komsomol), mais symétrie des négociateurs officiels et informels. Le KSI est en pourparlers avec le *rajkom* Brejnev; le club Perestrojka, par sa localisation au CEMI, a pour interlocuteur le *rajkom* Sevastopol', et le club Obščina le Komsomol (cf. encadré ci-dessous).

Du côté des informels, le KSI domine le comité d'organisation de la Rencontre. Les membres du club Perestrojka se plaignent d'avoir été victimes d'un "blocus" de sa part<sup>82</sup>. Il y a donc tout lieu de croire que la présence de Perestrojka dans le comité organisateur a été imposée par les autorités officielles, si bien que chaque partie à la négociation dispose d'une contrepartie et d'un "garant" dans l'autre camp.

**Encadré 2 : Composition du comité d'organisation de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" (août 1987)**

<b>Le Comité organisateur, du côté informel, est composé de neuf membres<sup>83</sup>.</b>	<b>Interlocuteurs du côté officiel</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 4 appartiennent au KSI: G. Pavlovskij, G. Pel'man, M. Maljutin et B. Kagarlickij,</li> <li>▪ un au Fonds d'initiatives sociales (FSI): S. Skvorcov<sup>84</sup>.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Comité du Parti de l'arrondissement Brejnev</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 3 au club Perestrojka: O. Rumjancev, A. Fadin, P. Kudjukin</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Comité du Parti de l'arrondissement Sevastopol'</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 1 au club Obščina: A. Isaev.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Komsomol</li> </ul>

<sup>80</sup> Les versions sur l'origine de l'initiative des négociations divergent: elle appartiendrait au KSI selon un informateur du Parti (N. Krotov), et au Parti selon un négociateur du KSI (M. Maljutin).

<sup>81</sup> M. Maljutin, entretien du 16/2/1994. Voir la carte N°4 de Moscou (quartier académique) en annexe p. 571 pour situer le Palais de la culture "Novator".

<sup>82</sup> A. FADIN. Dviženie obščestvennyh iniciativ: trudnyj opyt..., *op. cit.*, 1990, p. 142-156.

<sup>83</sup> Source: N. Krotov, entretien du 17/2/1994.

<sup>84</sup> Initialement membre du KSI, Skvorcov quitte ce club à la veille de la conférence pour fonder le FSI, mais il reste un intermédiaire important entre le comité organisateur et les *rajkom*s pendant la réunion. Le FSI sera vite marginalisé par les autres clubs car jugé trop inféodé au pouvoir.

Les clubs informels qui négocient avec le Parti reçoivent des ressources qui leur procurent des positions centrales dans le mouvement. En contrepartie, ils doivent se soumettre à des formes de contrôle. Le club Perestrojka doit largement sa centralité dans le mouvement et sa longévité sans pareille (de mars 1987 à 1990) au fait d'avoir l'usage de salles de réunion dans des lieux socialement prestigieux et politiquement significatifs (Institut central d'économie mathématique ou CEMI, et Institut d'économie du système socialiste mondial ou IEMSS). Disposer d'un lieu de réunion dans de tels bâtiments officiels donne un formidable pouvoir symbolique car tout ce qui y est dit est consacré comme officiellement dicible. Un membre du club Perestrojka, chercheur au CEMI, décrit ce pouvoir de "transfiguration":

"Au début<sup>85</sup>, nous avons besoin d'un local une fois par semaine. Ensuite, comme beaucoup d'informels ont commencé à venir, d'une part le Conseil du club devait se réunir séparément, et d'autre part des sections de travail se sont formées. Et comme [le CEMI] était le seul endroit où nous pouvions nous rencontrer, il nous arrivait d'organiser des réunions dans mon bureau. Je faisais faire des laissez-passer pour cinq ou dix personnes. C'était très important pour nous tous, parce que des réunions similaires avaient lieu dans des cercles dissidents ou proches de la dissidence; autrement dit, elles auraient très bien pu se passer dans des appartements. Mais ce qui était important, c'était justement qu'elles avaient lieu au club Perestrojka, plus exactement au CEMI, dans ce bâtiment officiel. Cela donnait un statut officiel à ce qui était dit aux réunions du club. Nous disions, et considérions, que nous faisons monter la barre de ce qui pouvait être dit" (I. Mintusov, entretien du 15/8/1994).

Parce que l'utilisation des locaux officiels par les clubs engage en quelque sorte les réformateurs du Parti qui "laissent dire", elle leur offre aussi de puissants moyens de contrôle. La sélection des clubs invités à la Rencontre-dialogue d'août 1987 s'effectue par exemple avec l'agrément des *rajkoms*. C'est du moins ce qu'indique un article de la revue *Glasnost*<sup>86</sup>:

"Au cours de son travail, la conférence a soulevé la question de confiance au présidium et au comité organisateur que personne n'avait élus. La réponse du comité organisateur a été on ne peut plus claire: c'est à ce comité organisateur, muni de ce programme de travail, que le *rajkom* Brejnev a donné la possibilité d'inviter ces participants".

Et si d'aventure les informels viennent à se montrer peu coopératifs, le pouvoir sait qu'il peut toujours bloquer physiquement l'accès aux lieux de réunion grâce au système de laissez-passer en vigueur dans tous les bâtiments publics. Les "indésirables" aux grandes réunions des informels sont généralement de deux ordres: (i) les membres du séminaire Démocratie et humanisme (dont le leader est V. Novodvorskaja), qui se présentent comme des héritiers directs de la dissidence, (ii) les journalistes occidentaux, observateurs inutiles d'éventuels dérapages, qui ne sont admis ni à la Rencontre-dialogue d'août 1987<sup>87</sup>, ni à l'une des

---

<sup>85</sup> Le club Perestrojka a commencé ses réunions en mars 1987.

<sup>86</sup> "Obščestvennye iniciativy v perestrojke" [Les clubs socio-politiques en URSS. Première rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka"]. *Glasnost'*, 7, 1987, reproduit dans *Russkaja mysl'*, 11 décembre 1987. La revue est publiée par un ancien dissident, S. Grigorjanc, qui s'érige en adversaire du mouvement informel (cf. infra chapitre 2 de cette partie).

<sup>87</sup> Non seulement les journalistes occidentaux ne sont pas admis (*ibid.*), mais il est demandé aux informels de ne rien leur divulguer de la conférence tant que celle-ci ne s'est pas achevée (G. HOSKING. The Beginnings of Independent Political Activity In G. HOSKING, J. AVES, P. DUNCAN dir. *The Road to Post-Communism. Independent Political Movements in the Soviet Union. 1985-1991*. Londres: Pinter Publishers, New York, 1992, p. 15).

discussions du club Perestrojka démocratique sur le premier programme politique des informels en mai 1988 au CEMI<sup>88</sup>.

Le pouvoir se donne les moyens de canaliser les thèmes de discussion. Le choix des sections de travail de la Rencontre-dialogue est décidé avec le Parti (cf. infra encadré 3 p. 156). L'une d'elle, consacrée aux "*problèmes de l'extrémisme dans le mouvement informel de la jeunesse*", suscite d'ailleurs un rejet de la part des informels (nous y reviendrons). En ce qui concerne le club Perestrojka, la tenue de chacun de ses débats publics fait l'objet d'une négociation avec le "Premier département" du CEMI, subdivision du KGB responsable de la sécurité du bâtiment et dépositaire des clefs des salles de réunion:

"Le Premier département était dirigé par un fonctionnaire du KGB qui avait pour mission d'assurer la sécurité. Et toutes les semaines, je devais aller le voir [...] pour réserver une salle et déposer une demande. Il fallait passer du temps avec le chef du Premier département à justifier le choix du sujet de discussion, expliquer de quoi nous allions parler. Il me posait toutes sortes de questions auxquelles je devais répondre. Je ne pouvais pas me contenter de lui dire: "*tenez, il y a un papier à signer*". Il me posait des questions, je lui répondais. Je prenais un air approprié pour lui dire que tout ceci était très utile, en me parant de l'idéologie et de la terminologie que Gorbačëv utilisait alors" (I. Mintusov, entretien du 15/8/1994).

Même si un refus d'accorder la clé est peu probable (la présence du club est positive pour l'image de l'institut), il est toujours possible, et le club fait un usage tactique de la terminologie de la perestrojka pour rendre le refus politiquement difficile. Les membres du club intériorisent aussi la contrainte lorsqu'ils décident par exemple de ne pas aborder un sujet d'actualité brûlant (i.e. la destitution de Boris El'cin de son poste de premier secrétaire du MGK en novembre 1987), à la demande de la direction du CEMI<sup>89</sup>, ou lorsqu'ils choisissent comme sujets de discussions publiques des thèmes largement débattus par ailleurs (passé stalinien, création d'un mémorial aux victimes de la répression stalinienne, millénaire de la christianisation de la Russie...). Lors de ces grandes discussions, il arrive aux présidents de séance de couper la parole à ceux qui s'écartent trop des règles du jeu (mais ils ont peu de moyens de pression sur les sympathisants qui ne font pas "officiellement" partie de leur club). Les informels acceptent aussi la présence d'observateurs du Parti à leurs réunions. Loin de la subir, ils l'utilisent pour communiquer avec les instances supérieures du Parti. Ils n'entrent pas dans des polémiques avec les envoyés du Parti, du moins sur la scène publique. Les remarques ont lieu en coulisses. Devant une présence déjà massive de représentants officiels du pouvoir à la Rencontre-dialogue d'août 1987 (instructeurs du Comité du Parti de la ville de Moscou, des deux *rajkoms* du Parti, de divers *rajkoms* du Komsomol, fonctionnaires de l'Ecole supérieure du Komsomol, correspondants de journaux du Komsomol), les informels organisateurs de la Rencontre s'étonnent de ce que les cellules de base du Komsomol (VLKSM) d'instituts académiques aient envoyé chacune trois ou quatre délégués à la réunion. Un responsable du VLKSM se justifie auprès des organisateurs dans les couloirs de la Rencontre-dialogue:

"L'objectif principal, qui est en fait assez libéral, était de constituer un groupe capable de bloquer les extrémistes et de créer un certain fond intellectuel parce que le *rajkom* du Komsomol ne peut confier une telle mission à des personnes qui ne viennent pas d'instituts académiques. Il n'y a rien de criminel à cela".

---

<sup>88</sup> Spravka o zasedanii kluba "Demokratičeskaja Perestrojka" 10/5/1988 [Note sur la réunion du club Perestrojka démocratique du 10/5/1988], 11/5/1988, 3 p. (manuscrit d'un instructeur du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol').

<sup>89</sup> D. Leonov, membre de Perestrojka, entretien du 25/7/1994. Cf. encadré 8 p. 203 sur ce qui va s'appeler l'"affaire El'cin".

Et O. Rumjancev, l'un des leaders du club Perestrojka, chercheur à l'IEMSS et membre du Komsomol, de rétorquer: "Résultat: on m'a demandé si je voulais faire partie de la liste des personnes qui conduiraient la *bonne* ligne politique à la réunion des clubs indépendants"<sup>90</sup>.

De hauts responsables du Parti s'intéressent également aux travaux de la conférence, mais à couvert. Présence discrète ou dissimulée, mais en tout cas soupçonnée, sinon escomptée par les informels. Le premier secrétaire du *gorkom*, B. El'cin, aurait suivi les débats à distance; le recteur de l'École supérieure du Parti de Moscou, V.N. Šostakovskij, réputé proche de A. Jakovlev, aurait assisté à la conférence en tant qu'invité<sup>91</sup>.

Les documents finaux de la conférence d'août 1987 font eux aussi l'objet d'un examen préalable de la part des responsables des *rajkom*s et probablement de tractations:

"J'ai consulté certains documents que [les informels] avaient préparés, indique le chef du département idéologique du *rajkom* Sevastopol'. Ils me les ont montrés en toute confiance avant de les adopter" (Ju. Čabanov, entretien du 22/6/1996).

Enfin, dernière règle de la collusion: les deux parties, officielle et informelle, s'arrangent pour éliminer un joueur gênant. Leur collusion se fait au détriment du Club épistolaire socio-politique (ZSPK)<sup>92</sup>, perçu par le KSI comme un concurrent, et par le Komsomol comme un fauteur de troubles potentiel. Lorsque le ZSPK, qui compte plusieurs centaines de membres dispersés à travers le pays, annonce en mai 1987 son intention de réunir un congrès fédérateur en août de la même année, la nouvelle alarme le Komsomol. Par son éclatement géographique et l'absence de toute attache institutionnelle (les membres communiquent par courrier sans se réunir dans un local officiel), ce club donne peu de prise au pouvoir. Le Comité central du Komsomol redoute qu'il ne constitue le ferment d'un "milieu dissident". Selon V. Igrunov:

"La frayeur du Komsomol a été telle que ses dirigeants, ainsi que leurs aînés du Parti, ont décidé d'entreprendre quelque chose pour faire échec au congrès [du ZSPK]. Et c'est avec ce 'quelque chose' que Miša Maljutin est allé voir le Club d'initiatives sociales [KSI]. Miša Maljutin est la personne qui a été envoyée pour détruire le mouvement social de jeunes en train de se former. Il y avait des gens comme Skvorcov avec lui [...]. Mais au KSI, il y avait aussi Pel'man et Pavlovskij qui ont vu de leur côté une bonne occasion de réunir leur propre congrès et de construire leur propre mouvement. Ils avaient des contacts à des niveaux assez élevés" (V. Igrunov, membre du KSI, entretien du 6/2/1994).

Si ce n'est la collusion entre le KSI d'une part et le Komsomol et le Parti d'autre part, du moins l'existence d'une concurrence entre le ZSPK et le KSI est confirmée dans le discours introductif de G. Pavlovskij en août 1987, qui appelle les clubs informels à se pencher sur certains problèmes de société, car "*personne d'autre ne le fera à notre place. Et si ce n'est pas le Club d'initiatives sociales qui le fera, ce sera par exemple le Club épistolaire sociopolitique [ZSPK]; si ce n'est pas le mouvement écologiste, ce sera Pamjat*".

La réunion du ZSPK a lieu elle aussi en août 1987, mais dans le parc d'une petite ville du littoral de la mer d'Azov (Taganrog), avec nettement moins de participants que celle du KSI<sup>93</sup>

---

<sup>90</sup> Archives sonores de G. Pel'man. Le différend ne sera pas porté à la connaissance des délégués de la conférence.

<sup>91</sup> selon N. Krotov, instructeur du *rajkom* Brejnev, entretien du 17/2/1994.

<sup>92</sup> Cf. supra p. 120.

<sup>93</sup> Les sources divergent fortement sur le nombre de participants: il y en aurait eu 28 venus de 20 villes selon le Comité central du Komsomol (OTDEL AGITACII I PROPAGANDY CK VLKSM [Département de l'agitation et de la propagande du Comité central du VLKSM]. O dežatel'nosti tak nazyvaemyh neformal'nyh obščestvenno-

et, détail révélateur sur le rapport de forces entre le KSI et le ZSPK, ce dernier envoie des délégués à la réunion concurrente de Moscou.

Dans la collusion initiale entre les clubs informels qui prennent la tête du mouvement et les réformateurs du Parti, chacun reconnaît la légitimité de l'autre. Les réformateurs ont *a priori* une position de supériorité: en accordant des ressources aux informels (accès à la presse, à des locaux), ils peuvent exercer un contrôle sur l'activité et le discours des clubs. Ceux-ci soutiennent en effet publiquement les décisions des réformateurs. Mais cette position dominante ne donne en fait qu'une garantie de contrôle limitée aux réformateurs sur le déroulement de la Rencontre-dialogue.

Les clubs informels parviennent à se constituer en acteurs politiques grâce à l'existence d'un clivage entre les réformateurs et les conservateurs du Parti qui devient un élément public du jeu pendant la perestrojka. Les principaux leaders informels cherchent à établir une relation de coopération avec les réformateurs, à écarter l'affrontement direct tel qu'il était pratiqué dans les années 1970 entre le pouvoir et la dissidence, et à lui substituer un soutien mutuel. Une telle posture s'explique en grande partie par leurs trajectoires politiques.

Les deux parties prenantes à cette collusion, réformateurs et informels, doivent inventer de nouveaux modes d'interaction parce que le type de relation qu'ils nouent n'a pas de précédent. Une certaine liberté est accordée aux clubs dans des limites étroites. En échange, ils déclarent publiquement leur soutien à la politique des réformateurs.

La relation de collusion avec les réformateurs du Parti exerce une influence majeure sur la structuration du mouvement: les groupes chargés des négociations avec cette fraction du pouvoir deviennent centraux car ils détiennent des ressources auxquels les autres clubs n'ont pas accès.

Enfin, la collusion marque fortement l'identité collective du mouvement informel car elle est source de discrédit et, comme on le verra, a des effets contraignants sur les rapports des clubs aux autres acteurs politiques.

---

političeskikh klubov moloděži [L'activité des clubs politiques et sociaux de jeunes dits "informels"], ca 1988, reproduit dans le bulletin du club Perestrojka *Otkrytaja zona*, 3, janvier 1988, p. 53-59), et 100 représentant 50 villes et organisations selon deux instructeurs des *rajkoms* Sevastopol' et Brejnev (V. BEREZOVSIIJ, N. KROTOV dir. *Neformal'naja Rossija...*, op. cit., 1990, p. 239).

## CHAPITRE 2

### UNE COLLUSION SOUS CONTRAINTES: JOUER DANS DES ESPACES MULTIPLES

Les clubs informels, pour être reconnus en tant qu'acteurs politiques, doivent se faire une place dans un espace politique complexe lui-même en formation. Ils se trouvent pris dans des relations avec d'autres acteurs, dont certains émergent au même moment qu'eux. Ils se présentent d'emblée comme des *alliés* des "réformateurs" du Parti, et comme des *adversaires* des "conservateurs de l'appareil", des groupuscules "nationalistes" et des "staliniens". En entrant dans des interactions avec ces différents acteurs, en se situant par rapport à eux, les clubs informels participent à la construction de ce qu'on pourrait appeler, à la suite de P. Berger et Th. Luckmann, une *structure de plausibilité*, i.e. un ensemble de relations avec des "autres significatifs" susceptibles, par un système de reconnaissance mutuelle, de donner une "réalité" au statut d'acteur politique revendiqué par chacun<sup>1</sup>.

Les clubs informels agissent sur des espaces de jeu distincts. Ils sont en interaction avec:

- les "réformateurs" des différents organes de pouvoir, outre ceux du PCUS,
- les "conservateurs" du Parti, en qui les informels voient des adversaires,
- les groupes "nationalistes" et les "néobolcheviks" (ou "staliniens") situés hors de l'espace du Parti,
- des concurrents situés aux frontières de leur mouvement: il s'agit avant tout d'anciens "dissidents" ou d'informels se considérant comme des héritiers de la dissidence, par rapport auxquels les leaders informels tiennent à marquer leurs différences.

Ces espaces de jeu ne préexistent pas tous aux clubs, certains sont même la résultante de leur entrée dans l'espace politique.

Les espaces sont différenciés, hiérarchisés et interdépendants. Différenciés par les règles du jeu qui y sont définies, les rapports de force entre les acteurs, les modes de distinction et de protection que les informels y développent. Ce sont aussi des espaces hiérarchisés. La relation la plus importante pour la construction de leur identité est celle que les informels entretiennent avec les réformateurs du Parti. Il suffit en effet aux réformateurs de reconnaître les clubs comme des interlocuteurs pour que ceux-ci acquièrent comme par enchantement une consistance dans l'espace politique.

Enfin, les espaces de jeu sont interdépendants et produisent chacun des contraintes sur la définition même du mouvement, sur sa façon de jouer, de garder ses frontières. A l'évidence, l'alliance nouée avec les réformateurs du Parti pèse lourdement sur l'identité collective des informels et sur leurs relations avec les autres acteurs. Si elle leur permet d'acquérir une consistance politique, cette transaction avec une fraction du pouvoir les rend très vulnérables face aux conservateurs du Parti mais aussi face aux autres composantes oppositionnelles. Elle comporte un risque pour leur réputation.

---

<sup>1</sup> "Saul de Tarse adhéra à la communauté chrétienne après son 'expérience de Damas'. Mais ce n'est pas très important. Vivre la conversion n'est pas grand-chose. Ce qui compte vraiment, c'est être capable de continuer à la prendre au sérieux: de conserver le sens de la plausibilité. C'est là que la communauté religieuse entre en jeu. Elle fournit la structure de plausibilité indispensable à la nouvelle réalité. En d'autres termes, Saul est peut-être devenu Paul dans la solitude de l'extase religieuse, mais il ne pouvait demeurer Paul que dans le contexte de la communauté chrétienne qui l'a reconnu en tant que tel et qui a confirmé le 'nouvel être' dans lequel il situe maintenant son identité" (P. BERGER, T. LUCKMANN. *La construction sociale de la réalité*. 4<sup>e</sup> édition. Paris: Méridiens Klincksieck, 1994, p. 215-216).



Les informels se trouvent ainsi placés devant la nécessité de montrer publiquement que leur mouvement a une autonomie par rapport aux réformateurs. Ceux-ci cherchent à utiliser les organisations informelles (qui sont effectivement à l'époque les seules à être indépendantes de l'Etat et du Parti) comme preuves d'une démocratisation de la société "sous contrôle". Ils veulent montrer qu'elles jouissent d'une certaine liberté d'action et d'expression, et que, fortes de cette liberté, elles soutiennent les réformes et sont "fonctionnelles" pour le système social et politique. Pour les clubs qui prennent la direction du mouvement, se laisser enfermer dans ce rôle "prêt-à-porter" annihile toute prétention à l'autonomie, fondamentale dans la construction de leur identité (le mouvement est appelé "informel", mais aussi "autonome" – *samodejatel'nyj*). Les informels ont une image à soigner auprès de leurs différents publics: auprès de leurs concurrents tout d'abord, i.e. d'anciens dissidents qui reviennent à l'activité politique et "ne jouent pas ce jeu-là"; auprès de la presse occidentale ensuite, qui est créditée du pouvoir d'attester la définition que les informels donnent à leur mouvement. Leur position sur plusieurs espaces de relations les oblige ainsi à jouer un double jeu avec les réformateurs. De son côté le Parti, par l'usage qu'il fait du mouvement informel, contribue à amplifier l'interdépendance des espaces de jeu, car les deux camps en présence se battent par groupes autonomes interposés. Les réformateurs s'appuient sur les informels, les conservateurs sur les "nationalistes" ou les "staliniens". Le danger pour les clubs informels est de voir leur label "informel" s'étendre à tous les groupes autonomes en raison de leur homologie de positions et d'être ainsi assimilés à leurs adversaires. Ce que ne manquent d'ailleurs pas de faire les conservateurs du Parti. Pour empêcher tout glissement de sens, ils s'efforcent d'éviter les contacts directs, "salissants", avec leurs adversaires idéologiques par une fermeture des frontières de leur mouvement, des tactiques d'évitement ou tout au moins une délimitation stricte de la zone d'interaction.

Nous analyserons ici la façon dont l'existence d'un soutien mutuel entre les réformateurs et les clubs exerce des effets sur la position des informels vis-à-vis des autres acteurs politiques: (I) des institutions impliquées dans la relation de collusion et des "conservateurs" du Parti dans les arènes officielles; (II) des "nationalistes", des "staliniens" et des ex-dissidents dans un espace concurrentiel en gestation.

## **I/ Les arènes officielles**

### **1/ Les institutions impliquées dans le jeu de la collusion**

Le Parti est un interlocuteur majeur des clubs informels politiques, mais d'autres institutions officielles entrent dans le jeu, soit par la nature de leurs fonctions (le Komsomol est "responsable" de la population des jeunes, le KGB a toujours un rôle de police politique), soit parce qu'elles servent de relais au Parti en mettant leurs ressources à la disposition des clubs informels (il s'agit ici essentiellement des institutions académiques). Mais on voit qu'elles commencent presque toutes à mener plus ou moins leur propre politique, qu'elles ne sont pas totalement subordonnées au Parti car le système se desserre. La relative autonomie des intermédiaires est une contrainte pour les deux parties à la collusion.

Début 1987, le Komsomol (ou VLKSM) décide de réviser ses statuts et engage un débat à la veille de son XX<sup>ème</sup> Congrès (avril 1987). Des groupes de réflexion "sauvages" se forment alors dans les universités, dont certains donnent naissance à des clubs informels<sup>2</sup>. En encourageant involontairement la création de clubs informels, le Komsomol traverse ce que

---

<sup>2</sup> C'est le cas du club Obščina (cf. supra p. 120).

certaines observateurs n'ont pas hésité à appeler une phase d'"informellisation"<sup>3</sup>. Mais le Comité central du VLKSM voit surtout dans la multiplication des clubs une source de fractionnisme et fait appel au Parti pour tenter d'enrayer le processus. Dès lors, il reste dans le sillage du Parti. Cette attitude de retrait dans les affaires politiques tranche avec le dynamisme dont le VLKSM fait preuve dès 1986 dans les affaires économiques, comme s'il se dessinait une division du travail entre le Parti et le Komsomol<sup>4</sup>. Néanmoins, le VLKSM n'est pas déchargé de son rôle de négociateur avec les informels<sup>5</sup> et, contrairement au Parti où les relations directes se situent essentiellement au niveau des *rajkoms*, ce sont des niveaux supérieurs de la hiérarchie qui s'engagent publiquement dans l'interaction (Comité de la ville de Moscou et Comité central).

L'intervention du KGB (Comité de la Sécurité d'Etat) dans les relations entre le pouvoir et les informels ne peut être décrite qu'en pointillés en raison de l'absence quasi-totale de sources. Le Comité, présidé par un conservateur hostile à la politique de "démocratisation", V. Čebrikov (de 1982 à octobre 1988), aurait, selon les dires de A. Jakovlev, infiltré le mouvement informel à partir de 1988<sup>6</sup>. Le club Obščina fait lui aussi état de tentatives de recrutement d'informateurs parmi ses membres<sup>7</sup>. Mais ces infiltrations dénotent-elles une volonté de détruire le mouvement de l'intérieur ou sont-elles à mettre sur le compte du travail routinier du KGB?

Dans la zone expérimentale, le Comité de la Sécurité d'Etat apparaît sous la forme du "premier département" (*pervyj otdel*) des instituts de recherche (au CEMI et à l'IEMSS), qui est seul habilité à donner accès aux salles de réunion. A aucun moment le "premier département" ne s'oppose à la tenue des réunions du club Perestrojka, comme si le KGB avait ordre de ne pas y faire entrave.

En juin 1988 toutefois, une subdivision locale du Comité intervient pour mettre fin à une réunion de clubs informels qui se déroule hors de la zone expérimentale sous l'égide de l'Association soviétique de sociologie (SSA). Mais s'agit-il d'une action dirigée contre les informels, contre certains informels "indésirables" (les "radicaux") qui seraient tentés d'utiliser une tribune quasi-officielle, contre la SSA, contre A. Jakovlev qui "couvre" la SSA? Ou s'agit-il encore d'une mise en garde contre toute sortie de la zone expérimentale?

Certaines institutions académiques, principalement l'Institut central d'économie mathématique (CEMI), l'Institut d'économie du système socialiste mondial (IEMSS) et l'Association

---

<sup>3</sup> Voir V. BEREZOVSKIJ, N. KROTOV, V. ČERVJAKOV. *Rossija: Partii, Associacii, Sojuzy, Kluby. Spravočnik...*, op. cit., 1991, vol. 1, p. 16.

<sup>4</sup> Dès juillet 1986, le Komsomol autorise la formation de Centres de création scientifique et technique de la jeunesse (NTTM), qui sont les premières organisations commerciales. Ces centres sont dotés d'une autonomie comptable, peuvent conclure des contrats avec des entreprises et, à partir de 1988, avoir des relations économiques avec l'étranger. Ils peuvent fixer eux-mêmes les prix des produits importés et sont exonérés de taxes de douane. En 1988, ils peuvent se transformer en coopératives. "The Komsomol and its youth centres played a number of important functions in the establishment of an early Russian capitalism, including the conversion of paper assets into liquid cash. Not a single state enterprise, in the late 1980s, had the right to conduct a relatively simple operation of this kind. Armed with this concession, the new centres of scientific and technical creativity were able to charge a rate of up to 30 % on the profits that arose from such transactions: of these profits, 5 % were remitted to the CPSU Central Committee" (O. KRYSHANOVSKAYA. From Soviet nomenklatura to Russian elite. *Europe-Asia Studies*, juillet 1996).

<sup>5</sup> A cet égard, A. ŠUBIN (*Paradoksy perestrojki...*, op. cit., 2005, p. 149), membre du club Obščina, explique qu'une association de clubs informels (la Fédération des clubs sociaux socialistes ou FSOK, créée en 1987) cherche à établir des contacts avec le Parti, mais ce dernier désigne l'appareil du Komsomol pour le remplacer.

<sup>6</sup> A. JAKOVLEV. *Sumerki* [Le crépuscule]. Moscou: Materik, 2003, p. 579. Sur les prises de position publiques de Čebrikov contre les "excès" de la perestrojka dès avril 1988, cf. A. KNIGHT. The KGB, Perestrojka, and the Collapse of the Soviet Union. *Journal of Cold War Studies*, 5 (1), 2003, p. 67-93.

<sup>7</sup> Obščina i KGB. *Hronograf*, 8, 14/7/1988, p. 4.

soviétique de sociologie (SSA), sont des intermédiaires entre le Parti et les clubs informels et mettent certaines ressources (locaux, photocopieurs, etc.) à la disposition des informels. Le Parti n'a donc pas le contrôle direct de ces ressources, mais exerce un contrôle hiérarchique sur les institutions qui les fournissent via ses cellules de base et les *rajkom*s<sup>8</sup>.

Or ce contrôle hiérarchique est largement neutralisé par le CEMI et l'IEMSS qui, en tant que conseillers du pouvoir central, ont accès à des lieux de décision supérieurs aux *rajkom*s. Quant à la SSA, non seulement sa présidente, T. Zaslavskaja, est conseillère de Gorbačëv, mais l'Association dispose d'une autonomie *de jure*: même si son siège se trouve dans l'arrondissement Sevastopol', elle ne figure pas dans le registre des institutions chapeautées par le *rajkom*<sup>9</sup>. La SSA se garde d'ailleurs d'entrer en relation directe avec le comité du Parti sur la question des informels:

A la SSA, "ils avaient leur propre position [...]. Et s'ils avaient la possibilité de contourner le *rajkom*, ils le faisaient volontiers" (entretien de Ju. Čabanov, 22/6/1996).

La SSA institutionnalise sa présence sur le terrain des clubs informels en créant en novembre 1987 une "Commission d'étude sur le mouvement des associations, clubs et groupes d'initiatives autonomes". Les fonctions de cette commission, telles qu'elles sont définies officiellement, sont triples: étude du mouvement informel, recommandations au pouvoir, mais aussi soutien au mouvement<sup>10</sup>. Par cette dernière fonction, l'association des sociologues sort de son rôle purement scientifique; c'est peut-être à de tels signes, encore discrets, qu'on peut percevoir le début du dérapage du système soviétique.

La composition de la Commission d'étude de la SSA est tripartite et réunit des chercheurs en sociologie, économie et droit, des "politiques" proches du Comité central du PCUS et du Komsomol, et des informels<sup>11</sup>.

Le noyau dur de la Commission est constitué de chercheurs renommés, qui sont pour la plupart d'anciens soixantards: L. Gordon, sociologue du travail à l'Institut du mouvement ouvrier mondial (IMRD), G. Rakitskaja de l'Institut d'économie, N. Beljaeva de l'Institut du droit et de l'Etat. Y participent, sans être membres, deux vice-présidents de la SSA: B. Rakitskij, chef de laboratoire au CEMI, et l'historien et sociologue O. Škaratan.

La SSA essaie de renforcer ses liens avec le Comité central (CC) du PCUS en désignant au poste de président de la Commission un proche de l'appareil du Parti et du Komsomol: V. Čurbanov, directeur de l'Institut de recherche sur la Culture du ministère de la Culture de la RSFSR, ancien fonctionnaire du CC du Komsomol sous Khrouchtchev (où il s'occupait des clubs de jeunes). Lorsqu'il prend la direction de la

---

<sup>8</sup> art. 42 et 58 des statuts PCUS de 1986. Cf. la traduction dans P. GELARD. *Les institutions de l'URSS*, Coll. Documents d'études. Droit constitutionnel et institutions politiques, 1.02, novembre 1989, La Documentation Française, 51 p.

<sup>9</sup> Ju. Čabanov, entretien du 22/6/1996.

<sup>10</sup> Le texte portant création de la Commission énumère ses principales fonctions: étude du mouvement autonome; rédaction de recommandations aux organes du Parti, du Komsomol, aux syndicats, et aide à la préparation de textes législatifs et réglementaires sur les associations autonomes; conseil aux clubs informels; aide au processus d'élargissement du mouvement; établissement de contacts entre les projets des groupes autonomes et les sections de recherche de la SSA; préparation d'une banque de données sur les clubs; organisation de tables rondes (SOVIETSKAJA SOCIOLOGIČESKAJA ASSOCIACIJA. Osnovnye položenija Prezidiuma pravlenija SSA AN SSSR o sostave i dejatel'nosti kommissii Prezidiuma pravlenija SSA po problemam dviženija samodejatel'nyh ob"edinenij, klubov i iniciativnyh grupp [Principales dispositions du Présidium de la direction de la SSA de l'Académie des sciences de l'URSS sur la composition et l'activité de la commission du Présidium de la direction de la SSA sur les problèmes du mouvement des associations, clubs et groupes d'initiatives autonomes], 27 novembre 1987) (dossier du KSI, archives du Bureau d'échange d'information de Moscou ou M-BIO).

<sup>11</sup> Dossier du KSI, archives du M-BIO.

Commission, il s'assure à plusieurs reprises que A. Jakovlev couvre personnellement les activités de la SSA en faveur des informels. Siège également à la Commission une représentante de l'Ecole supérieure du Komsomol, V. Levičëva, à l'origine de nombreuses publications sur les clubs.

Enfin, le troisième groupe est composé d'informels, essentiellement membres du Club d'initiatives sociales (KSI): G. Pel'man, M. Maljutin et G. Pavlovskij. V. Monahov représente le club Perestrojka de Leningrad et la délégation léningradoise de la SSA. Il est également membre du Club des amis de la revue *Eko*.

Les institutions académiques précitées (CEMI, IEMSS, SSA) sont les premières à jouer un rôle d'intermédiaires entre les clubs politiques et le Parti. Elles sont à la fois des alliés des clubs et des sources potentielles de contrôle. Plus tard, surtout après l'été 1988, d'autres institutions (rédaction de la *Komsomol'skaja Pravda*, Comité soviétique pour la Paix, association "Znanie" et son Musée polytechnique, unions professionnelles artistiques...) s'engouffrent à leur tour dans ce type de rapports. La "zone expérimentale" de Moscou, si elle demeure un terrain privilégié d'activité des informels, n'est plus un lieu exclusif. Il est probable que, dans d'autres villes, d'autres institutions officielles aient joué un rôle similaire. Ce qui est étudié ici est la façon dont ce type de rapports se met en place à Moscou et crée une dynamique qui s'étend dans l'espace social et géographique.

## 2/ Se protéger des "conservateurs" du Parti

Les interactions *directes* entre les clubs informels et les conservateurs du Parti sont rares. L'échange se déroule sur deux arènes interdépendantes: (i) dans l'enceinte du Parti, entre réformateurs et conservateurs, où la question des clubs informels est un terrain d'affrontement parmi d'autres; (ii) hors du Parti, entre groupes autonomes pro-réformateurs (i.e. les informels) et groupes pro-conservateurs ("nationalistes" et "staliniens"). Ces couples d'acteurs s'affrontent sur leur terrain respectif (dans le Parti / hors du Parti): le jeu est donc sectorisé.

La principale difficulté des informels face aux conservateurs du Parti est qu'ils ne sont pas en mesure de résister seuls à leurs attaques directes, mais ils ne sont pas non plus assurés du soutien sans faille des réformateurs. Il n'y a pas ici de règles du jeu définies. Aussi développent-ils diverses tactiques pour se préserver d'un affrontement direct avec les conservateurs, et, lorsque leurs propres ressources s'avèrent insuffisantes, entraîner leurs alliés réformateurs dans l'échange de coups.

Lors de leurs manifestations, les clubs informels prennent soin d'éviter tout risque d'affrontement avec les forces de l'ordre. Ils ne manifestent jamais sans obtenir une autorisation préalable des autorités<sup>12</sup>, recourent à des formes édulcorées d'occupation de la rue (recueil de signatures dans des lieux publics fermés: bureaux de vote, théâtres, etc.), ou encore rusent pour que leurs réunions ne puissent être qualifiées de "meetings" et qu'ainsi ils n'aient pas à demander d'autorisations préalables dont ils savent qu'elles seront refusées<sup>13</sup>.

Mais lorsque leurs manifestations sont expressément interdites par les autorités et qu'ils ne peuvent se soumettre sans "perdre la face" (en partie pour des raisons de concurrence interne avec les "radicaux" du séminaire Démocratie et humanisme), il leur arrive de se placer sciemment dans des situations d'affrontement. C'est le cas d'une manifestation de

---

<sup>12</sup> à l'exception d'un groupe marginal dans le mouvement, le séminaire Démocratie et humanisme, dont la marque distinctive est de refuser toute soumission à l'ordre juridique soviétique.

<sup>13</sup> On le verra plus loin (p. 198), c'est la tactique adoptée par les informels lorsqu'ils manifestent sur la place Pouchkine ("Hyde park") pendant le printemps 1988.

l'organisation Mémorial en mars 1988, date anniversaire de la mort de Staline, à la mémoire des victimes des répressions. Pour éviter un face-à-face avec les forces de l'ordre, les manifestants organisent non pas un meeting, mais une "cérémonie funèbre", totalement repliée sur elle-même:

"Une colonne de soixante-dix personnes environ a formé un cercle en silence dans l'allée centrale du parc [de Krasnaja Presnja]. Nombreuses étaient celles qui tenaient des bougies ou des dessins symbolisant la souffrance humaine. [...] A la fin de la procession, un monument symbolique a été édifié sous la forme d'une pyramide noire autour de laquelle les manifestants ont allumé des bougies et observé une minute de silence"<sup>14</sup>.

Le changement de registre permet donc aux informels de transformer une situation qui aurait pu d'emblée tourner au conflit en une représentation à laquelle assiste la police, un peu interloquée. Ce n'est qu'à la fin de la cérémonie que celle-ci se ressaisit et disperse la manifestation.

La seconde tactique consiste à faire appel à une force d'interposition, i.e. à transférer le conflit vers un appareil institutionnel capable de retraduire, voire rendre, les coups dont les informels sont victimes<sup>15</sup>. Lorsqu'ils s'adressent à la justice par exemple, ils essaient de faire entrer dans la lutte politique une logique juridique incluant les notions de responsabilité et de sanction qui n'existaient pas jusqu'alors (tout au moins contre l'Etat). Mais c'est aussi un moyen d'éprouver l'influence des réformateurs sur ces appareils institutionnels et leur disposition à défendre les informels. Après une campagne de presse dirigée contre les clubs en janvier-février 1988<sup>16</sup>, un leader informel, attaqué nommément par la *Komsomol'skaja Pravda*, réplique non pas sur le terrain de la presse officielle (auquel il n'a pas vraiment accès), mais sur le terrain judiciaire: B. Kagarlickij porte plainte pour diffamation et gagne son procès (le journal est condamné à publier un démenti<sup>17</sup>). Autre agence d'interposition, la presse réformatrice prend parfois fait et cause pour les clubs informels à certains moments critiques de leur existence (après la Rencontre-dialogue d'août 1987, par exemple).

Les réformateurs du Parti et du Komsomol ne sont pas prompts à s'interposer directement pour venir en aide aux clubs. De même que les informels veulent montrer leur indépendance vis-à-vis des réformateurs, ceux-ci tiennent à maintenir leurs distances. Quand ils interviennent dans un conflit, parce qu'ils savent qu'à travers les informels ce sont eux qui sont visés, ils le font en gommant ou en minimisant l'existence des clubs. Sur la scène publique, les réformateurs du Parti évitent d'afficher une trop grande proximité avec les informels.

Dans l'épisode de la "lettre de Nina Andreeva", les informels sont expulsés du conflit entre réformateurs et conservateurs, alors qu'ils sont l'une des cibles de la lettre. N. Andreeva,

---

<sup>14</sup> M. STEPENIN. K jubileju [A l'occasion de l'anniversaire]. *Obščina*, 13 mars 1988, 6, p. 12.

<sup>15</sup> Ils essaient de passer à ce que M. DOBRY (*Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Paris: Presses de la FNSP, 1986, p. 176), à la suite d'Erving Goffman, décrit comme un *jeu relâché*, i.e. lorsque, "entre le coup et son résultat, s'interpose l'écran d'une 'agence d'exécution' qui retraduit et réévalue – en fonction [...] de sa logique propre – le coup par lequel un acteur a tenté de modifier la situation à son avantage".

<sup>16</sup> Les informels sont qualifiés d'"imposteurs" et d'"amateurs" par la *Komsomol'skaja Pravda* (V. GUBENKO, N. PISAREV. Samozvancy i samodel'sčiki [Imposteurs et amateurs]. *Komsomol'skaja Pravda*, 31 janvier 1988), et de marionnettes de l'Occident par la *Pravda* (Pamjat' i drugie [Pamjat' et les autres], 1/2/1988) qui, en outre, les assimile aux nationalistes de Pamjat'.

<sup>17</sup> B. KAGARLICKIJ. Neuzeli ne stydno? [Comment ne pas avoir honte?]. *Otkrytaja zona*, juin-août 1988, 7, p. 110 bis.

enseignante de chimie à Leningrad, publie en mars 1988 une attaque contre la perestrojka<sup>18</sup>. Elle reprend les revendications du mouvement informel ("*séparation des pouvoirs*" dans un "*régime parlementaire*", "*syndicats libres*", "*maisons d'édition autonomes*", remise en cause du "*rôle dirigeant du PCUS et de la classe ouvrière dans la construction du socialisme*"), qui à ses yeux constituent la version "*extrémiste*" de la perestrojka, pour invalider (mais sans le dire explicitement) l'ensemble de la démarche des réformateurs. L'article, dont la lecture est chaudement recommandée par Ligačëv aux cellules de base du Parti, a un énorme retentissement dans la vie politique<sup>19</sup>. On apprendra plus tard qu'il est paru sur ordre de Ligačëv, qui avait profité de l'absence de Gorbačëv et de Jakovlev de Moscou. Il faut attendre trois semaines pour que ces derniers réagissent, mais ils mobilisent l'artillerie lourde: Gorbačëv obtient du Politburo une condamnation de ce "*manifeste des forces anti-perestrojka*" et l'autorisation de publier un éditorial dans la *Pravda* en ce sens, dont la rédaction est confiée à A. Jakovlev<sup>20</sup>. Les réformateurs indiquent également qu'ils réaffirmeront leur politique à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti. Mais aucune allusion n'est faite aux informels.

### III/ "Séparer le bon grain de l'ivraie": les informels dans un nouvel espace concurrentiel

#### 1/ La mise à distance des "nationalistes" et des "staliniens"

Les clubs informels soupçonnent leurs adversaires situés à l'extérieur du PCUS d'agir pour le compte des "conservateurs" du pouvoir, opinion partagée par leurs alliés "réformateurs" (cf. note 6, p. 138). Mais la présence des "nationalistes" et des "staliniens" sur le terrain politique ne saurait se résumer à une simple affaire de manipulation. Quand bien même ils ne seraient, à l'origine, que des émanations de l'appareil du Parti, une fois entrés dans un jeu politique aussi mouvant, ils acquièrent nécessairement une autonomie.

Le problème majeur des informels est d'arriver à *se distinguer* de groupes idéologiquement opposés mais situés dans la même catégorie qu'eux, i.e. celle des groupes politiques autonomes. Le danger est en effet de voir leur "marque" collective – le "mouvement informel" – devenir générique et être utilisée pour désigner aussi leurs adversaires. Pour éviter tout risque de confusion, les clubs utilisent différentes tactiques de distinction: (1) fermeture de principe du mouvement informel aux "nationalistes" et "staliniens", (2) exploitation d'"avantages comparatifs" tels que la possession de labels distinctifs ("Perestrojka", "Mémorial", "Dignité des citoyens", "Démocratie et humanisme"... ) qui donnent à chaque club sa singularité et au mouvement une image de marque, face au "magma" des groupes nationalistes et au vide structurel du côté des "staliniens", (3) marquage d'une distinction sociale entre eux et leurs adversaires: les informels ne se battent pas sur tous les fronts, mais seulement sur le front intellectuel.

#### Le "mouvement informel": une catégorie fermée

Les clubs informels définissent des critères d'admission à leur mouvement qui excluent, sans les nommer, les "nationalistes" et les "staliniens":

---

<sup>18</sup> N. ANDREEVA. Ne mogu postupit'sja principami [Je ne peux pas renoncer à mes principes]. *Sovetskaja Rossija*, 13 mars 1988.

<sup>19</sup> A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ. *Kto est' kto v rossijskoj politike (300 biografij)* [Le who's who de la politique en Russie (300 biographies)]. Moscou: Panorama, 3 vol., 1993, p. 669.

<sup>20</sup> Principy perestrojki: revoljucionnost' myšlenija i dejstvija [Les principes de la perestrojka: une pensée et des actes révolutionnaires]. *Pravda*, 5 avril 1988. Voir A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ. *Kto est' kto v rossijskoj politike...*, op. cit., 1993, p. 159) pour le récit de ces événements.

"[Nous disons] non à la violence et à la propagande de la violence, non aux idées d'exclusion nationale et raciale et d'hostilité envers les autres peuples, non aux prétentions à détenir le monopole sur la vérité au détriment du droit des autres à la recherche en toute liberté"<sup>21</sup>.

Les "staliniens", tout autant que Pamjat', professent en effet ouvertement des positions nationalistes et antisémites, qui prennent la forme d'un discours se voulant "antisioniste" chez les uns, "anticosmopolite" chez les autres<sup>22</sup>.

Lorsqu'ils définissent leur mouvement dans le cadre de publications scientifiques, les informels prennent soin d'en exclure explicitement le mouvement patriotique russe pour ses tendances autoritaires et antisémites<sup>23</sup>. La mouvance "bolchevique" ou "stalinienne" n'est, elle, parfois même pas mentionnée comme étant exclue du mouvement, tant il va de soi qu'elle l'est.

Ce que les informels anticipent – et qui arrive effectivement – est que leurs adversaires conservateurs (tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du Parti) cherchent à les amalgamer aux nationalistes de Pamjat', les plus proches des informels par le statut et la forme. De fait, la *Pravda* ne se gêne pas pour qualifier Pamjat' de "groupe informel" (cf. note 16, p. 141). Dans sa lettre, Nina Andreeva classe dans la même catégorie les "néolibéraux de gauche" (i.e. les informels) et les "néoslavophiles" (i.e. les "nationalistes"). Il y a donc, dans les efforts des clubs informels pour imposer des principes de sélection à l'entrée de leur mouvement et fermer leurs frontières, un refus de se laisser dissoudre dans une classification attentatoire à leur identité.

### **L'usage de la forme "club informel" comme mode de distinction**

Les informels tentent de se démarquer de leurs adversaires nationalistes et staliniens non seulement par le discours, mais aussi par les formes d'organisation qu'ils utilisent.

Les clubs informels choisissent souvent des labels qui symbolisent une cause – "Mémorial" (aux victimes des répressions staliniennes), "Dignité des citoyens", "Perestrojka", etc. – dont l'ensemble contribue à définir le contenu, les grandes lignes de leur mouvement. La mobilité des individus entre les groupes (déplacements d'un groupe à l'autre, appartenances multiples) et la fluidité des structures (scissions, fusions) n'empêchent pas ces labels de cristalliser, et le mouvement informel d'avoir une certaine lisibilité. Les nationalistes, eux, ne se distinguent les uns des autres que par le nom de leurs leaders, la plupart des groupes s'appelant "Pamjat'":

Le terme "Pamjat'" (mémoire) fait son apparition au début des années 1980 pour désigner une association historico-littéraire œuvrant à la défense du patrimoine architectural et littéraire *russe*. Comme l'explique V. Pribylovskij, ses tendances "antisionistes" et "antimaçoniques" se renforcent en 1984-1985 avec l'arrivée de D.

---

<sup>21</sup> AKOI (Associaciija "Kol'co občestvennyh iniciativ") [Association "Cercle des initiatives sociales"]. Principy organizacii AKOI [Principes d'organisation d'AKOI]. *Otkrytaja zona*, 1, octobre 1987, p. 6-9. Texte adopté à la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" (août 1987).

<sup>22</sup> "L'autre spécificité des 'libéraux de gauche', écrit par exemple Nina ANDREEVA (Ne mogu postupit'sja..., *op. cit.*), est leur tendance manifeste ou masquée au cosmopolitisme, à un certain 'internationalisme' oublieux des nationalités (beznacional'nyj internacionalizm). J'ai lu quelque part qu'après la révolution une délégation de marchands et de fabricants était allée voir Trotsky, en tant que juif, au Soviet de Petrograd pour se plaindre des persécutions dont ils étaient victimes de la part des Gardes rouges. Trotsky leur a déclaré qu'il n'était 'pas juif mais internationaliste', ce qui a rendu les solliciteurs très perplexes".

<sup>23</sup> V. IGRUNOV. O neformal'nyh političeskikh klubah Moskvy [Les clubs politiques informels de Moscou]. *Problemy Vostočnoj Evropy*, 1989, 26, p. 60-83.

Vasil'ev<sup>24</sup>. Ce personnage médiatique rendra le groupe, rebaptisé "Union nationale patriotique 'Pamjat'", très populaire dès le début de la perestrojka. Alors qu'il bénéficie de la protection de certains *rajkoms* moscovites du Parti<sup>25</sup>, Vasil'ev décide fin 1987 de passer à une politique d'affrontement avec le pouvoir, provoquant une scission de son Union. Divers scissionnistes forment alors leur propre organisation en exploitant la marque "Pamjat": I. Syčëv crée l'"Union patriotique 'Russie'", membre du "Mouvement Pamjat"; V. Emel'janov, le "Front Pamjat' antisioniste et antimaçonnique mondial"; en 1989 apparaît l'"Union Pamjat' pour une représentation proportionnelle des nationalités", dirigée par K. Smirnov-Ostašvili. En 1990, V. Pribylovskij dénombre à Moscou sept organisations prétendant à la "*propriété exclusive de l'enseigne 'Pamjat'*"<sup>26</sup>.

Les positions idéologiques ("national-bolchevisme", "monarchisme orthodoxe", marxisme-léninisme tendance stalinienne, etc.), autres que strictement nationalistes, ne jouent qu'un rôle secondaire dans la différenciation des groupes, ces positions étant de surcroît très instables: entre 1987 et 1988, le groupe de Vasil'ev passe du "national-bolchevisme" au "monarchisme orthodoxe"<sup>27</sup>.

Quant aux conservateurs situés hors du Parti ("staliniens" ou "néobolcheviks"), ils n'ont pas encore créé d'organisations et ne se manifestent guère que sous la forme de "Nina Andreeva".

Le culte du chef, cultivé dans le camp nationaliste, est tourné en dérision par les informels et utilisé comme une arme dans la lutte politique:

"Après la réunion [du club Perestrojka démocratique au CEMI où des nationalistes ont fait une incursion], une discussion animée s'est engagée dans le vestibule de l'Institut entre les partisans de l'Union patriotique "Pamjat" (une quinzaine de personnes) d'une part, et les membres de Perestrojka démocratique, de l'Union démocratique et de la Fédération de l'Union sociale d'autre part. Le correspondant de *Hronograf* a interrogé le plus loquace des patriotes sur les fractions au sein de "Pamjat" et leurs leaders Igor' Syčëv, Dmitrij Vasil'ev et Valerij Emel'janov. "*Syčëv est nul. Vasil'ev, on le respecte. Mais Valerij Emel'janov, c'est un héros national!*", s'est enflammé le patriote"<sup>28</sup>.

La critique est d'autant plus aisée de la part des informels que le culte du chef est improbable dans leur mouvement pour deux raisons. D'une part, le noyau dur du mouvement est composé d'acteurs ayant apporté divers types de ressources (relations avec des réseaux de l'Académie des sciences, réputation d'anciens dissidents contestataires au sein de la dissidence, relations avec l'aile réformatrice du Parti, etc.<sup>29</sup>). Aucun type de ressource ne s'est imposé comme dominant, et pratiquement personne ne combine toutes ces formes de patrimoine. Aussi la collégialité s'est-elle installée d'elle-même, tout au moins dans les clubs les plus importants. Le mode de formation du noyau dirigeant rend peu probables l'émergence d'un chef unique et la reconnaissance d'une prétention à la domination charismatique. D'autre part, les informels n'appartenant pas au noyau dirigeant ont veillé à ce que les leaders ne s'accaparent pas individuellement ou collectivement les bénéfices du mouvement informel. Le journal

---

<sup>24</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. Pamjat'. Opyt predvaritel'nogo opisaniya [Pamjat'. Essai de description préliminaire]. *Panorama*, juillet 1990, 8, p. 7.

<sup>25</sup> Ce qui tendrait à prouver qu'il y a eu, entre les "nationalistes" et les "conservateurs" du Parti, le même type de rapprochement qu'entre les informels et les "réformateurs".

<sup>26</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. Pamjat'. Opyt predvaritel'nogo opisaniya..., *op. cit.*, 1990.

<sup>27</sup> A. VERHOVSKIJ, A. PAPP, V. PRIBYLOVSKIJ. *Političeskij ekstremizm v Rossii* [L'extrémisme politique en Russie]. Moscou: Institut de sociologie expérimentale, 1996, p. 132.

<sup>28</sup> V. P[RIBYLOVSKIJ]. V CEMI [Au CEMI]. *Hronograf*, 28 mai 1988, 3, p. 1-2.

<sup>29</sup> Cf. chapitre 1 de cette partie sur la formation du noyau dirigeant du mouvement (p. 118 et suiv.).



*Hronograf*, par exemple, qui publie des reportages sur le mouvement politique de Moscou, a certainement contribué à empêcher certains détournements en se mettant à l'affût du moindre faux pas des leaders. Sa diffusion auprès d'un large public de clubs à Moscou et en province en a fait un instrument de contrôle interne.

### La mémoire historique comme enjeu de luttes

Enfin les informels se gardent de tout contact direct avec les "nationalistes" et les "staliniens" pour éviter la *contamination*. Le groupe de Vasil'ev, probablement alléché par le principe de "*solidarité antibureaucratique*" proclamé par les informels lors de leur premier congrès national en août 1987, essaie d'entamer des pourparlers avec le club Perestrojka en vue d'une union contre la bureaucratie qualifiée de "*loge maçonnique*". Perestrojka ne donne pas suite<sup>30</sup>. Et lorsqu'il s'agit de lutter à mains nues contre les partisans de Pamjat', les clubs informels étudiés cèdent volontiers la place aux organisations écologistes, de protection des monuments historiques ou autres groupes informels périphériques.

Leur ligne de conduite est de ramener l'affrontement sur le terrain "intellectuel". La proximité des clubs centraux avec le milieu scientifique et leur recrutement les autorisent à tenir cette position. Ils se construisent une identité hybride, à la fois politique et scientifique, qui leur permet de mélanger les registres. Le club Perestrojka se définit comme un "*club de la communauté scientifique*"<sup>31</sup>.

La lutte entre les clubs informels et leurs adversaires s'articule principalement autour du discours sur le passé soviétique. Le thème du passé, notamment stalinien, est central dans les débats intellectuels à l'époque de la perestrojka<sup>32</sup>. Il est aussi bien sûr l'un des principaux lieux de lutte politique. Lors d'une discussion du club Perestrojka sur cette période, les informels ont recours à des arguments d'historiens pour dénoncer la position des staliniens, par ailleurs absents de la salle de réunion. Contre une vision téléologique de l'histoire qui conduit à justifier le choix de l'industrialisation et de la collectivisation forcées en raison des conditions historiques spécifiques de l'URSS des années 1930 (retard économique, imminence de la guerre, etc.), les leaders du club Perestrojka s'appuient sur l'école historique de Mihail Gefter, où l'histoire est conçue en terme d'"alternatives" (*razvilki*) et de ruptures de continuité à certaines périodes où rien n'est complètement joué d'avance. Dans leurs discussions "académiques", les informels font donc un usage politique du discours savant pour se placer au-dessus de leurs adversaires dans une interaction indirecte.

Si Mémorial devient un emblème aussi important du mouvement informel, c'est parce que, par sa désignation, il concurrence directement Pamjat'<sup>33</sup> et, par son objet, s'oppose de façon frontale aux "staliniens". L'enjeu de la lutte est l'appropriation de la mémoire, c'est-à-dire non seulement du mot "mémoire" mais aussi d'un mode de commémoration de l'histoire. Les nationalistes défendent les églises et les monuments aux grandes victoires de la nation; Mémorial veut construire un monument aux victimes des purges. Les "nationalistes" et les informels défendent des modes différents de réappropriation de l'histoire. Ils s'opposent aussi par la "clientèle" intellectuelle qu'ils desservent. Les nationalistes trouvent des appuis dans le milieu littéraire (dans des revues officielles telles que *Naš sovremennik*, *Moskva* ou *Molodaja Gvardija*<sup>34</sup>), tandis que les informels collaborent

<sup>30</sup> Cf. <http://www.nasledie.ru/hronica/1987/index.shtml#1>

<sup>31</sup> Ugolok logokrata [Le coin du logocrate]. *Otkrytaja zona*, 4, février 1988, p. 7.

<sup>32</sup> V. GARROS. Dans l'ex-URSS: de la difficulté d'écrire l'histoire. *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, juillet-octobre 1992, 4-5, p. 989-1002.

<sup>33</sup> Le noyau initial (formé en août 1987) de ce qui deviendra Mémorial s'appelle "groupe d'initiative pour perpétuer la mémoire [*pamjat'*] des victimes des répressions (mémorial)".

<sup>34</sup> Revues qui s'efforcent néanmoins de garder leurs distances avec Pamjat' par peur du scandale (S. MITROHIN. *Novye partii v političeskom spektre Rossii* [Les nouveaux partis du spectre politique russe]. Moscou, 1991, p. 18).

plutôt avec des représentants des sciences sociales. L'ancrage des clubs informels dans le milieu des sciences humaines oriente leurs revendications: Mémorial propose de créer un centre de documentation et de recherche sur le stalinisme, de constituer des archives populaires en collaboration avec l'Institut d'Etat d'archives et d'histoire, proteste contre la destruction des archives sur les répressions (envoi en septembre 1987 d'une lettre au président du KGB et au chef des Archives<sup>35</sup>).

Cette stratégie d'évitement de l'affrontement direct consistant à se retrancher sur le terrain intellectuel, "scientifique", pour être au-dessus de la mêlée, réussit dans l'ensemble assez bien au cours de cette période. On observe très peu de contacts directs entre les adversaires. Mais cette stratégie a deux limites: (i) elle n'est crédible et tenable que tant que le principal lieu de réunion des informels se trouve dans l'enceinte de l'Académie des sciences; ce qui ne sera plus le cas avec l'extension de leur espace d'action en 1989, (ii) la logique scientifique ne peut raisonnablement être poussée à son terme dans une compétition politique: les informels ne s'autorisent par exemple pas à publier dans leurs bulletins les matériaux de leurs adversaires (ce qui les handicape d'ailleurs dans leur concurrence avec les ex-dissidents, nous le verrons).

## 2/ Préserver les frontières des ex-dissidents

Les frontières du mouvement informel sont floues et vulnérables en raison de la présence d'un type particulier de concurrents: les anciens dissidents ou héritiers de la dissidence, qui continuent de dénoncer les compromis avec le pouvoir et mettent en question la valeur morale et politique de l'alliance des clubs informels avec les réformateurs du Parti. Ils se situent à la périphérie du mouvement et permettent d'étudier l'activité déployée par les informels pour garder leurs frontières.

En 1987-1988, la catégorie "dissidents" est ambivalente: elle désigne à la fois les participants au mouvement des années 1960-1970, et les quelques anciens "défenseurs des droits de l'homme" qui reprennent leur activité politique pendant la perestrojka et se posent en légataires du mouvement dissident, d'un discours politique, d'un "code moral" et d'un certain rapport au pouvoir. Les anciens dissidents de retour sur la scène publique au tout début de la perestrojka sont peu nombreux. Les libérations ont lieu en 1987. Mais certains sont actifs dès la naissance des premiers clubs informels (fin 1986-début 1987). Ils revendiquent leur identité de "dissident" avec d'autant plus de véhémence que leur mouvement a été décimé depuis le milieu des années 1980 et qu'ils doivent, pour marquer leur présence dans ce nouvel espace politique concurrentiel, se distinguer du mouvement informel qui, lui, existe bel et bien et se définit de surcroît par opposition à la dissidence.

Les clubs informels veulent se démarquer des "dissidents" (dans la double acception du terme) pour éviter toute forme de *contamination*: ils adoptent dès leur naissance une autre logique de positionnement par rapport au Parti (ils se présentent comme des alliés des réformateurs) et doivent donc fermer autant que possible l'accès de leurs clubs à des acteurs qui, parce qu'ils n'ont pas opéré de rupture, demeurent trop "marqués" par leur appartenance au mouvement de défense des droits de l'homme.

Le mouvement informel élabore des stratégies différenciées de protection de ses frontières à l'égard des anciens dissidents. Rappelons tout d'abord que les seuls dissidents légitimement admis sont ceux qui, dès les années 1970, ont contesté l'autorité et les positions

---

<sup>35</sup> V. KARDAIL'SKIJ. *Klub "Perestrojka". Opyt pervyh mesjacev raboty* [Le club "Perestrojka". Expérience des premiers mois de travail]. Moscou, novembre 1987, 6 p.

des "défenseurs des droits de l'homme"<sup>36</sup>. Il ressort de l'analyse des rapports entre dissidents "traditionnels" et informels trois degrés de perméabilité des frontières: (i) les informels laissent certains dissidents jugés peu dangereux dans la concurrence politique franchir leurs frontières, mais seulement par intermittence, (ii) d'autres "dissidents" font de l'"entrisme" dans le mouvement informel, conscients qu'il s'agit de la seule plate-forme d'action possible: la perméabilité des frontières est non voulue par les informels et permanente, (iii) les frontières sont étanches vis-à-vis de dissidents ouvertement hostiles aux informels et œuvrant sur le seul terrain du samizdat.

### **Une ouverture sporadique aux dissidents "acceptables"**

Les anciens dissidents et les informels évoluent en 1987-1988 dans des mondes séparés, comme s'il y avait entre eux un accord tacite pour garder la distance<sup>37</sup>. Mais ce sont les exceptions à cette règle qui nous intéressent ici. Il arrive en effet aux informels d'inviter des dissidents à participer à leurs réunions, donnant d'eux l'image d'un mouvement non sectaire. Il s'agit pour la plupart de dissidents soit peu concurrentiels, soit explicitement "amis".

On invite ces derniers tantôt pour leurs compétences spécifiques introuvables dans le mouvement informel (des dissidents chrétiens, comme A. Men', G. Jakunin, V. Aksjučic, interviennent à la discussion du club Perestrojka sur le millénaire de la christianisation de la Russie en juin 1988), tantôt parce qu'ils occupent des segments du "marché" des samizdats qui n'empiètent pas sur celui des informels. Aucun des dissidents participant à la première réunion des rédacteurs de samizdats organisée par les informels en octobre 1987 ne prétend en effet donner une analyse compréhensive du mouvement informel ou parler en son nom: A. Podrabinek, rédacteur d'*Ekspress-Hronika*, recueille des informations brutes sur les groupes politiques indépendants à travers le pays et conçoit modestement son journal comme une chronique (sur le modèle de la *Chronique des événements en cours* du temps de la dissidence); A. Ogorodnikov vise un lectorat bien particulier avec son *Bulletin de la communauté chrétienne* (*Bjulleten' hristianskoj obščestvennosti*).

Les informels soignent aussi leurs relations avec d'anciens dissidents qui prennent ouvertement leur parti – celui de ne pas être une opposition – contre leurs adversaires de la dissidence. C'est le cas de L. Volohonskij qui oppose le réalisme du mouvement informel au passéisme de S. Grigorjanc (rédacteur en chef du journal *Glasnost'*), en accusant ce dernier de ne pas avoir compris que "*la situation a[vait] changé*"<sup>38</sup>. Ce sont là d'anciennes luttes entre dissidents qui rejaillissent à l'époque de la perestrojka et prennent comme prétexte la défense ou l'attaque du mouvement informel.

Enfin les informels, lorsqu'ils comprennent que le rapport de forces a clairement tourné à leur avantage, cherchent à sortir du manichéisme dans lequel les deux groupes d'acteurs se sont enfermés, et se sentent presque investis de la mission d'intégrer politiquement les dissidents "amis":

---

<sup>36</sup> Il s'agit des dissidents qui ont défendu l'idée d'un "dialogue" avec le pouvoir (cf. partie I, chapitre 1).

<sup>37</sup> Parallèlement aux réunions des informels, les ex-dissidents créent le Club de la presse "Glasnost'" (animé entre autres par S. Grigorjanc et L. Timofeev) en juillet 1987, organisent un séminaire sur les droits de l'homme en décembre 1987 et constituent un Comité international pour la défense des prisonniers politiques en janvier 1988 (G. HOSKING. *The Beginnings of Independent Political Activity* In G. HOSKING, J. AVES, P. DUNCAN dir. *The Road to Post-Communism. Independent Political Movements in the Soviet Union. 1985-1991*. Londres: Pinter Publishers, New York, 1992, p. 4-5). M. URBAN et alii (*The Rebirth of Politics in Russia*. Cambridge: Cambridge University Press, 1997, p. 100) soulignent le refus des informels d'avoir des contacts avec les dissidents.

<sup>38</sup> L. VOLOHONSKIJ. Otkrytoe pis'mo interesujuščimsja žurnalom "Glasnost'" [Lettre ouverte à ceux qui s'intéressent à la revue "Glasnost'"]. *Glasnost'*, septembre 1987, 7.

"L'une des tâches du club [Perestrojka] était [...] d'être en contact avec les dissidents, de les inviter au club, de leur donner la parole. [...] J'ai eu l'occasion de faire la connaissance de Lev Timofeev, et nous avons été très souvent en relation en 1988-1989. Je le rencontrais au nom du club. [...] Nous l'avons régulièrement invité. Nous le faisons pour légaliser les personnes qui avaient été dissidentes, leur donner un statut officiel. La tribune du club Perestrojka leur permettait justement d'acquérir ce statut" (I. Mintusov, membre du club Perestrojka, entretien du 15/8/1994).

## Dissidents "indésirables" et porosité des frontières

Il y a en revanche des dissidents "indésirables", mais présents *dans* le mouvement informel. Le séminaire Démocratie et humanisme, dirigé par une ancienne dissidente (V. Novodvorskaja), fait de l'"entrisme" et utilise les formes d'action inventées par les informels<sup>39</sup>. Le groupe s'invite par exemple aux réunions des clubs informels, et est particulièrement friand de celles qui sont organisées avec l'aide du Parti et du Komsomol et ont un statut quasi-officiel. Il entre en tant que fraction dans le Club épistolaire socio-politique (ZSPK), qui en 1987 fait figure de rassembleur potentiel du mouvement informel. Lorsque deux clubs informels (Dignité des citoyens et Obščina) organisent des meetings de discussion hebdomadaires sur la place Pouchkine au printemps 1988 et inventent le "Hyde park" moscovite, les membres du séminaire Démocratie et humanisme viennent eux aussi sur la place, mais y occupent un autre coin, considérant probablement cet endroit comme un lieu attiré de la dissidence<sup>40</sup>.

Pour un certain nombre de raisons, les informels ne sont pas vraiment en mesure d'exclure ces "intrus". Tout d'abord, certains informels sont loin d'être hostiles aux dissidents: le séminaire Démocratie et humanisme compte des sympathisants parmi eux. Ensuite, en frappant les "dissidents" d'ostracisme, les informels courent le risque de paraître soumis aux exigences des réformateurs du Parti (qui pour leur part n'entendent pas offrir une tribune aux dissidents et à leurs affiliés). Enfin, ceux-là mêmes qui en 1987 se définissaient comme des "dissidents" changent de label en 1988 et se rendent plus acceptables aux yeux des autres informels en devenant des "radicaux"<sup>41</sup>. Ils insistent désormais davantage sur leur radicalité que sur leur filiation avec la dissidence.

La ligne de défense adoptée par les informels à leur égard est la marginalisation et la critique systématique. V. Igrunov, membre du KSI, décrit le séminaire Démocratie et humanisme comme une "*curiosité dans le mouvement social*"<sup>42</sup>. Lorsque la revue du club Perestrojka, *Otkrytaja zona*, publie un article de V. Novodvorskaja, c'est aussitôt pour le démolir dans les deux articles suivants<sup>43</sup>.

---

<sup>39</sup> C'est V. Novodvorskaja, par son passé et son discours, qui donne au séminaire Démocratie et humanisme son identité "dissidente". La plupart des membres n'ont probablement pas été des dissidents, mais ils se sont sciemment orientés vers une organisation qui se présente comme héritière de la dissidence.

<sup>40</sup> C'est sur la place Pouchkine qu'ont manifesté les dissidents en 1965 lors du procès des écrivains Siniavsky et Daniel. Les deux clubs informels Dignité des citoyens et Obščina se réunissent devant l'immeuble des *Izvestija*, tandis que le séminaire Démocratie et humanisme manifeste devant la statue de Pouchkine.

<sup>41</sup> Nous verrons dans le chapitre suivant la genèse de la catégorie des "radicaux" dans le mouvement informel et la façon dont elle se transforme en une ressource.

<sup>42</sup> V. IGRUNOV. O neformal'nyh političeskikh klubah Moskvy..., *op. cit.*, 1989.

<sup>43</sup> Dans le premier numéro de la revue paru en octobre 1987, l'article de V. NOVODVORSKAJA (Zemskoj sobor ili Gosudarstvennaja Duma? [Assemblée des états ou Douma d'Etat?]). *Otkrytaja Zona*, octobre 1987, 1, p. 26-30) est immédiatement suivi de deux critiques: l'une de leaders du club Perestrojka (P. KUDJUKIN, A. DANILOV. O "tvërdoj zemle" i "tumannoj dymke" (Zametki na poljah stat'i V. Novodvorskaj "Zemskoj sobor ili Gosudarstvennaja Duma?") [Les pieds sur terre et la tête dans les nuages (Notes en marge de l'article de V. Novodvorskaja "Assemblée des états ou Douma d'Etat?"). *Otkrytaja zona*, octobre 1987, 1, p. 31-35), l'autre d'un

Mais, en dépit de cette marginalisation, les membres du séminaire Démocratie et humanisme arrivent à se faire une place légitime dans le mouvement grâce à des coups qui ont un retentissement au-delà du mouvement informel. Les "radicaux" sont alors placés sous le feu des projecteurs médiatiques, soviétiques mais aussi occidentaux, et désignés par certains acteurs (i.e. les conservateurs du Parti et la presse qui les soutient) comme le symbole même du mouvement informel. Ils deviennent partie intégrante du mouvement parce que ces coups ont un effet contraignant sur le reste du mouvement.

Ils occupent rapidement le devant de la scène sur la place Pouchkine en 1988, reléguant au second plan les clubs plus modérés (notamment les inventeurs du Hyde park). Les membres de Démocratie et humanisme marquent en effet les esprits par le spectacle animé qu'ils offrent: ils utilisent des slogans antisoviétiques tournés contre les symboles du passé répressif (invasion de la Tchécoslovaquie, décret de Lénine sur la "Terreur rouge"), lacèrent le drapeau soviétique et des portraits de Lénine et Gorbačëv, affrontent les forces spéciales de la milice, les "specnaz", équipées de façon inaccoutumée pour l'URSS de l'époque (uniformes gris et gilets pare-balle). Il semble bien que les dissidents-informels et les conservateurs du Parti se soient emparés de la rue pour affermir leurs positions sur leur champ respectif en donnant à leur affrontement une allure d'escalade alors que leurs relations sont relativement stabilisées et ritualisées. L'ensemble du mouvement informel n'a d'autre solution que prendre leur défense contre les forces de l'ordre.

Les membres du séminaire Démocratie et humanisme ne s'arrêtent pas aux manifestations. Ils créent en mai 1988, avec d'autres informels, le "*premier parti d'opposition*": Union démocratique (*Demokratičeskij sojuz* ou DS). L'Union démocratique prend le titre de "parti" par provocation (l'URSS a encore un système de parti unique) et par dérision (le "nain" DS, en se plaçant dans la même catégorie que le "tentaculaire" PCUS, suggère que la notion de parti a été vidée de son sens). Mais sa simple apparition produit un choc non seulement dans le mouvement informel mais sur l'ensemble des acteurs politiques au niveau national. Elle fait tomber le tabou du multipartisme, que les clubs peuvent désormais difficilement éviter<sup>44</sup>. En utilisant le terme "démocratique", qui appartient symboliquement à la dissidence (celle-ci s'est en effet appelée "mouvement démocratique"), le nouveau parti contraint le noyau dirigeant des informels à redéfinir une nouvelle fois ses rapports à la dissidence, alors qu'au printemps 1988 le sujet semble un peu éculé.

Enfin, d'anciens membres du club Perestrojka (exclus en janvier 1988 pour leur "radicalisme", nous le verrons) rallient les "marginiaux" du séminaire Démocratie et humanisme, ce qui permet à ces derniers d'être encore un peu plus intégrés au mouvement informel. Ces "radicaux" ont peut-être été éliminés du club Perestrojka, mais ils détiennent une place légitime dans le mouvement que nul n'oserait remettre en cause. Lorsqu'ils s'associent à V. Novodvorskaja pour fonder l'Union démocratique en mai 1988, les autres informels sont bien forcés d'admettre que ce groupe fait pleinement partie de leur mouvement: le noyau dirigeant n'en contrôle plus les frontières. Si l'apparition de DS déclenche une levée de boucliers parmi

---

leader du club Obščina (A. ISAEV. Otkrytoe pis'mo koordinatoru seminaru DiG gospože Valerii Novodvorskaj [Lettre ouverte à madame Valerija Novodvorskaja, coordinateur du séminaire Démocratie et humanisme]. *Otkrytaja zona*, octobre 1987, 1, p. 35-41).

<sup>44</sup> A. GRIŠIN. Obižennaja psihologija, ili iz puški... vorob'jami [Frustrés ou vieux routiers?]. *Levyj Povорот*, 1988, 10, p. 41-43.

les informels<sup>45</sup>, certains ne rejettent pas la possibilité de collaborer avec l'une ou l'autre de ses fractions<sup>46</sup>.

Les frontières du mouvement sont peut-être vulnérables à ces concurrents qui se définissent comme des héritiers de la dissidence, mais ceux-ci sont condamnés à la marginalité. Ce n'est finalement qu'en abandonnant le label "dissident" au profit de celui de "radical" et en s'adjoignant de "vrais" informels qu'ils peuvent espérer occuper une place plus légitime dans le mouvement. S'ils n'ont pas réussi à protéger leurs frontières, notons que les leaders des principaux clubs informels sont tout de même parvenus à disqualifier le label "dissident" et, avec lui, ceux qui voulaient faire de leur mouvement une simple continuation de la dissidence.

### **Le contrôle de l'espace des nouveaux samizdats**

Certains anciens dissidents, qui reviennent sur la scène politique pendant la perestrojka, prennent très tôt position contre les clubs informels qu'ils accusent de collaborer avec le régime. Pour eux, se déclarer ouvertement hostiles au mouvement informel est un moyen de se construire une nouvelle identité.

Ils ne forment pas de clubs concurrents. Le principal lieu de lutte entre eux et les informels est le "marché" des samizdats, terrain traditionnel des dissidents que les clubs informels envahissent. L'enjeu de la lutte, pour les leaders informels qui veulent prendre la tête du mouvement, est de contrôler les informations sur leur mouvement. Pour les anciens dissidents, il s'agit d'arriver à s'imposer dans la définition de ce mouvement en voie de formation. Ainsi S. Grigorjanc, ancien dissident et rédacteur en chef de *Glasnost'* (publication non officielle probablement la plus connue au début de la perestrojka), se plaît à présenter les informels comme des "marionnettes" du Parti et n'hésite pas à ressortir l'histoire des "Jeunes socialistes" pour porter atteinte au crédit de leaders du mouvement informel et insinuer qu'ils se sont compromis avec le pouvoir depuis longtemps<sup>47</sup>. De leur côté, les informels attaqués accusent Grigorjanc de travailler "pour l'exportation" et de déformer la réalité pour complaire à ses sponsors étrangers<sup>48</sup>.

Les informels se sont placés eux-mêmes en position délicate vis-à-vis des anciens dissidents en empruntant le terme de "samizdats" pour désigner leurs bulletins. Ils doivent se mesurer à des "professionnels" dont la réputation et l'expérience sont plus anciennes que les leurs et qui savent relativement bien tirer partie de leur position d'observateurs de l'univers des informels. Les informels considèrent en effet avoir deux handicaps. Tout d'abord, ils se sentent victimes de l'hystérésis des habitus d'acteurs significatifs (en URSS et à l'étranger) qui

---

<sup>45</sup> De nombreux informels critiquent DS pour son discours démagogique qui reproduit la "culture des cultes" propre à la propagande soviétique (L. VOLKOV. Demokratičeskij dialog ili monolog "demokratičeskoj" partii? [Dialogue démocratique ou monologue d'un parti "démocratique"?]. *Otkrytaja zona*, 7, juin-août 1988, p. 119-121) et son programme "simpliste et primitif" tout droit hérité de la dissidence (A. GRIŠIN. Obižennaja psihologija..., *op. cit.*, 1988).

<sup>46</sup> L'Union démocratique est composée de trois fractions: libérale (Novodvorskaja), social-démocrate (Kuzin, Skubko) et marxiste (Grjaznov). G. Rakitskaja, du club Perestrojka, par exemple, envisage une collaboration avec les deux dernières (G. RAKITSKAJA. Po povodu proekta rezoljucii "Ob otnošenii k partii "Demokratičeskij sojuz"" [A propos du projet de résolution sur le rapport au parti "Union démocratique"], ca août 1988, 4 p.).

<sup>47</sup> S. Grigorjanc publie le témoignage d'anciens membres du groupe des "Jeunes socialistes" qui ont été inculpés (M. RIVKIN, A. ŠILKOV. Delo moskovskih socialistov [L'affaire des socialistes moscovites]. *Glasnost'*, 1989, 29) (cf. supra p. 68 et suiv. sur l'histoire de ce groupe).

<sup>48</sup> Intervention de B. Kagarlickij (ancien "Jeune socialiste") au "séminaire stratégique de la FSOK" (23-24/4/1988) (Strategičeskij seminar FSOK. *Hronograf*, 1, 28/4/ 1988).

donnent une importance disproportionnée aux journaux des dissidents<sup>49</sup>. Les publications de l'émigration soviétique et de nombreux journaux occidentaux ont en effet tendance, au début de la perestrojka, à se focaliser sur les informations provenant des samizdats des anciens dissidents sans voir ce qui se passe ailleurs<sup>50</sup>. La conséquence est que ces informations, lorsqu'elles sont reprises par les médias occidentaux, reviennent en URSS avec une légitimité accrue<sup>51</sup>. Le second avantage est assez paradoxal: parce qu'ils sont tout de même à la périphérie du jeu politique, les ex-dissidents peuvent se permettre de publier à titre d'information un large spectre de documents venant de *tous* bords (aussi bien, comme l'indique A. Fadin, de "*Pamjat' que des groupes sionistes ou des nationalistes arméniens*"<sup>52</sup>), de donner du mouvement informel un tableau bien plus complet que les bulletins des informels eux-mêmes et de prétendre, comme le fait *Glasnost'*, au titre d'"*organe du mouvement informel*"<sup>53</sup>.

Ce à quoi semblent aspirer les informels est la création d'une nouvelle génération de samizdats qui serait libérée de l'emprise de la dissidence. L'avantage des informels est la quantité de bulletins qu'ils produisent et probablement leur inventivité dans l'exercice du métier. Le nombre de bulletins informels en langue russe, de quelques dizaines en 1986-1987, passe à 250 en 1988<sup>54</sup>. Les anciens dissidents peuvent donc difficilement rivaliser sur le plan quantitatif. Des bulletins comme *Hronograf*<sup>55</sup>, par exemple, qui peignent sur le vif l'actualité du mouvement informel, inventent un ton original, souvent humoristique, et un type nouveau de journalisme.

En 1987-1988, on voit se développer une concurrence entre les clubs informels qui publient de grosses revues et S. Grigorjanc pour organiser l'ensemble disparate des rédacteurs des nouveaux samizdats en une sorte de syndicat<sup>56</sup>. Mais ni les uns ni l'autre n'arriveront à s'imposer dans ce rôle fédérateur, et chacun reste campé sur son territoire.

Le fait que les clubs informels refusent de jouer la carte de l'opposition et tentent d'établir des relations de coopération avec les réformateurs du Parti exerce des effets contraignants sur leurs rapports aux autres acteurs politiques. Ils s'opposent aux "conservateurs" du Parti, aux "nationalistes" et aux "staliniens" situés hors du Parti, et cherchent à se distinguer des dissidents ou affiliés. Ces positionnements exercent à leur tour des effets sur la façon dont ces autres significatifs les perçoivent et les définissent. Les conservateurs du Parti les utilisent parfois comme des substituts des réformateurs, plus faciles à attaquer, ou tentent de les discréditer en étendant le label "informel" à leurs adversaires (les

---

<sup>49</sup> A. FADIN. Holodnyj avgust 1988 goda ili Beglye zametki o nesbyvšyhsja nadeždah [Un mois d'août 1988 glacial ou Notes furtives sur des espoirs déçus]. *Otkrytaja zona*, juin-août 1988, 7, p. 4-9.

<sup>50</sup> Le *Monde*, par exemple, garde l'œil rivé sur les dissidents et ne commence à parler des informels que lorsqu'ils manifestent (été 1988). Toutefois, des journaux comme le *New York Times* ont été sensibles beaucoup plus tôt à l'importance des clubs informels dans la vie politique.

<sup>51</sup> Intervention de B. Kagarlickij au "séminaire stratégique de la FSOK" (23-24/4/1988) (Strategičeskij seminar FSOK. *Hronograf*, op. cit.).

<sup>52</sup> Intervention de A. Fadin au "séminaire stratégique de la FSOK" (23-24/4/1988) (*ibid.*).

<sup>53</sup> *ibid.*

<sup>54</sup> A. SUETNOV. *Spravočnik periodičeskogo samizdata* [Guide des périodiques parus en samizdat]. Moscou: Bibliothèque indépendante de Moscou, 1990.

<sup>55</sup> Bulletin créé par des membres du KSI.

<sup>56</sup> S. Grigorjanc crée le Club de la presse "Glasnost'" en juillet 1987. Les informels répliquent en octobre 1987 en organisant une réunion de rédacteurs de la presse informelle à Leningrad, à laquelle Grigorjanc n'est pas invité. Quelques mois plus tard (mai 1988), c'est au tour de Grigorjanc d'organiser la seconde conférence de rédacteurs, et les bulletins informels "de gauche" ne sont pas conviés (cf. sur ce dernier épisode "Strategičeskij seminar FSOK", *Hronograf*, 1, 28/4/1988).

nationalistes de Pamjat' notamment). Certains ex-dissidents présentent les informels comme des "marionnettes" du pouvoir.

La proximité avec les réformateurs est donc source de discrédit potentiel pour les clubs. Pour se protéger des attaques, ils recourent à différentes techniques de mise à distance. Conscients de ne pas jouer dans la même catégorie que les conservateurs du Parti, ils évitent tout contact direct et cherchent, le cas échéant, des médiations institutionnelles ou politiques (système judiciaire, réformateurs du PCUS ou du Komsomol). Ils évitent aussi les relations directes avec leurs adversaires idéologiques hors du PCUS (nationalistes et staliniens), non par peur d'une relation asymétrique mais pour empêcher tout risque de souillure. Enfin, le noyau dur des informels se montre très vigilant envers les anciens dissidents ou ceux qui revendiquent une filiation directe avec la dissidence. Il redoute avant tout une contamination, même partielle, de leur mouvement, contre laquelle différentes tactiques de protection de leurs frontières sont inventées. Ces frontières révèlent néanmoins une grande porosité.



## CHAPITRE 3

### LA "RENCONTRE-DIALOGUE" D'AOUT 1987: L'OBJECTIVATION PUBLIQUE DU MOUVEMENT INFORMEL

Les termes de la collusion telle que se l'étaient idéalement imaginée les parties organisatrices de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" d'août 1987 sont bouleversés par le déroulement même de la réunion et ses effets immédiats sur les clubs. C'est en effet à ce moment précis que les parties comprennent comment va se dérouler le jeu de la collusion, et qu'on passe d'une collusion idéalisée à une collusion réelle.

La Rencontre est un lieu de luttes entre le Parti et les clubs, et entre informels, pour la définition du mouvement informel et ses relations avec le pouvoir. Les informels sont condamnés à tenir tête aux représentants du pouvoir pour sauvegarder leur image, mais également pour des raisons de concurrence interne. Il n'y a pas d'unanimité sur la "bonne" distance à garder entre le mouvement et les réformateurs du pouvoir, sur les formes de collusion avec le Parti et le degré d'ingérence acceptables. C'est l'enjeu principal des luttes lors de la Rencontre-dialogue. Ils se présentent comme un nouvel acteur du jeu politique, et c'est essentiellement par rapport à la réforme des institutions politiques qu'ils prennent position, qu'ils se définissent. Les débats autour de la réforme économique jouent par contre-coup un rôle très secondaire dans la définition du mouvement. La question économique restera le ventre mou du mouvement informel tout au long de son existence (I).

La Rencontre-dialogue d'août 1987 est perçue par les différents protagonistes comme une réussite des informels, et cette perception change radicalement la donne. La réunion génère une dynamique d'action collective: de nouveaux projets ou clubs apparaissent, les groupes organisateurs jouissent désormais d'une large notoriété et certains voient leurs effectifs augmenter. La presse en parle, le Comité central approuve la tenue de la conférence. Cette réussite a une incidence majeure sur la vision que les informels et les réformateurs du Parti ont du devenir possible du mouvement<sup>1</sup>. Les clubs s'aperçoivent qu'ils sont plus forts qu'ils ne l'avaient prévu et qu'ils sont pris au sérieux au plus haut niveau de la hiérarchie du pouvoir. Ils n'hésitent plus à se définir explicitement comme politiques. Leurs interlocuteurs du Parti, face à une dynamique qu'ils n'ont pas anticipée, essaient d'inventer des moyens d'encadrer au mieux un mouvement dont ils sentent qu'il leur a déjà échappé (II).

La période qui suit la Rencontre-dialogue est un moment crucial où les identités sont redéfinies et façonnées par le processus même de développement du mouvement. La politique de collusion avec les réformateurs alimente une contestation constante, même si elle est implicitement acceptée par la plupart des clubs: c'est un élément de l'identité collective qui pose problème et qui est loin d'être résolu à la conférence d'août 1987. Cette politique de négociation, combinée à l'arrivée de nouveaux membres après la Rencontre-dialogue, va entraîner l'émergence et la consolidation d'une aile "radicale", publiquement opposée à la collusion, qu'il sera de moins en moins possible de tenir dans les marges, comme l'avaient été les "extrémistes" du séminaire Démocratie et humanisme en août 1987. La catégorie des

---

<sup>1</sup> Comme l'indiquent J. LAGROYE et alii (*Sociologie politique*. 4<sup>e</sup> édition. Paris: Presses de sciences po & Dalloz, 2002, p. 329-330), "la dynamique de l'action collective modifie constamment les perceptions du mouvement qu'ont les protagonistes, leurs préférences et leur degré d'engagement effectif, la vision qu'ils ont de l'adversaire et de ses ressources, les alliances et les compromis qu'ils sont disposés à conclure. Les coalitions qui se font et se défont ne résultent pas nécessairement des propriétés initiales des groupes (même si ces propriétés favorisent certains rapprochements et en rendent d'autres improbables), mais des définitions successives de la situation, des "raisons" et des objectifs du conflit".

"radicaux" acquiert une place de plus en plus légitime dans le mouvement, et c'est un effet pervers du succès de la Rencontre-dialogue (III).

## **I/ Luites pour la définition du mouvement**

Les luites autour de la définition du mouvement informel commencent dès la Rencontre-dialogue d'août 1987, dont l'enjeu est de poser l'existence du mouvement en tant que tel et de fixer certaines règles du jeu avec le pouvoir, ainsi que certaines règles internes. Les clubs organisateurs de la réunion sont en position de force pour imposer aux participants leur définition du mouvement, i.e. celle d'un mouvement non oppositionnel qui négocie avec le pouvoir tout en gardant une autonomie relative. Ils arrivent à évacuer une définition concurrente qui veut faire du mouvement une opposition au système politique actuel, une opposition hors système.

Le mouvement, s'il ne se qualifie pas d'oppositionnel, n'en est pas moins traversé par des conflits sur la distance à établir avec les réformateurs du Parti. Une trop grande ingérence du Parti dans les affaires internes est rejetée comme délétère pour la crédibilité du mouvement. C'est par l'adoption d'étiquettes idéologiques différenciées (i.e. différentes tonalités de socialisme) que les clubs vont indiquer à quel point de proximité ou d'éloignement ils se trouvent de leurs "alliés" du pouvoir.

### **1/ Un mouvement non oppositionnel...**

Le mouvement informel, tel qu'il est défini par les organisateurs de la Rencontre-dialogue d'août 1987, entend coopérer avec les institutions et jouer à *l'intérieur* du système. Comme on l'a vu, cette position est exprimée par l'un des organisateurs dès l'ouverture de la réunion (Pavlovskij p. 127). Mais une définition radicalement différente est formulée par le leader du séminaire "Démocratie et humanisme", V. Novodvorskaja, pour qui le régime soviétique n'a aucune légitimité, et "*les soixante-dix dernières années [ne sont qu']une série de crimes et erreurs*"<sup>2</sup>. Cette position, directement héritée de la dissidence, est aussitôt disqualifiée par les organisateurs de la Rencontre et mise en minorité. La polémique se poursuit dans le bulletin du club Perestrojka (*Otkrytaja zona*) au lendemain de la Rencontre où s'engage une lutte sur l'interprétation de la conférence et du mouvement qui s'y est mis en scène. V. Novodvorskaja prétend être le "vrai" porte-parole des clubs qui, "*dans leur majorité, [ont] adopté et ouvertement approuvé l'idéal de société exprimé dans le programme du séminaire, qui n'est autre que l'idéal de tout le mouvement démocratique des années 1960-1980*" [i.e. le mouvement dissident]. Les clubs, poursuit Novodvorskaja, ne se seraient dits "socialistes" que par pure formalité, habitude ou tactique, et non par conviction. Elle invite le mouvement à devenir un embryon de parlement, de Douma d'Etat, balayant ainsi d'un revers de main l'ensemble des institutions politiques existantes<sup>3</sup>.

Pour contrer cette tentative d'appropriation du mouvement informel, les leaders du club Perestrojka invoque le manque total de réalisme de leur concurrente. Novodvorskaja est, selon eux, en décalage non seulement avec la réalité "macropolitique" (les temps ont changé) mais aussi avec la réalité "micro" de la Rencontre-dialogue. Il est, disent-ils en substance, tout à fait saugrenu de voir une future Douma d'Etat dans la réunion d'une cinquantaine de clubs

---

<sup>2</sup> V. NOVODVORSKAJA. Zemskoj sobor ili Gosudarstvennaja Duma? [Assemblée des états ou Douma d'Etat?]. *Otkrytaja Zona*, octobre 1987, 1, p. 26-30.

<sup>3</sup> *ibid.*

comptant tout au plus un ou deux milliers de militants<sup>4</sup>. Dans cette lutte, les leaders de Perestrojka sont donc amenés involontairement à déprécier – localement<sup>5</sup> – la portée, le sens et les enjeux de la Rencontre-dialogue. Mais l'intervention de Novodvorskaja permet surtout à ceux qui prétendent au leadership du mouvement informel de régler de façon explicite la question du rapport de leur mouvement à la dissidence. Si V. Novodvorskaja manque autant de discernement, c'est parce que son mode de pensée est imprégné de l'esprit de la dissidence. Son programme politique, qui pose comme modèle idéal la démocratie occidentale et préconise un retour aux institutions prérévolutionnaires (comme s'il s'agissait simplement de refermer la parenthèse soviétique), n'est qu'une suite de slogans qui ne peuvent avoir aucune prise sur la réalité sociale et politique:

"L'idéal social du séminaire, tel qu'il est présenté dans l'article [de V. Novodvorskaja], est un idéal exclusivement juridico-politique, tout à fait caractéristique de la pensée de la 'dissidence' traditionnelle. [...] Des programmes sociaux et économiques inexistantes, d'une extrême abstraction ou réduits au strict minimum (V. Novodvorskaja se contente du slogan "Enrichissez-vous" adressé au petit paysan<sup>6</sup>), des modèles occidentaux idéalisés à l'extrême (dont la représentation est le plus souvent assez incomplète et idéologiquement tendancieuse): tels sont les traits typiques du mouvement de défense des droits de l'homme des quinze dernières années"<sup>7</sup>.

Cette stratégie de discrédit par assimilation à la dissidence a tout lieu d'avoir un écho dans le mouvement. Un sentiment diffus de rejet de la dissidence semble en effet avoir été partagé par un nombre important de membres de la première cohorte, qu'ils aient participé de près au mouvement dissident (au groupe des Jeunes socialistes, à la revue *Poiski*, etc.) et aient volontairement construit le mouvement informel en rupture avec la dissidence, ou qu'ils n'aient eu que des liens épisodiques avec les défenseurs des droits de l'homme. Les uns et les autres recherchent "autre chose" dans le mouvement informel.

"En 1987, explique par exemple A. Verhovskij, j'ai compris [...] qu'une structure politique ouverte se créait, qui ne devait pas être selon moi l'héritière du mouvement dissident, mais être nouvelle. Le mouvement dissident était trop opposé à tout. [...] Pour ma part, je cherchais un groupe non socialiste et non héritier du mouvement dissident" (A. Verhovskij, membre de Dignité des citoyens, entretien du 22/8/1994).

A la catégorie des "dissidents" figés dans un discours dépassé, les leaders informels opposent la catégorie des "réalistes" ou "constructivistes", pour définir leur propre stratégie qui consiste à prendre les institutions politiques existantes au sérieux, à ne pas faire table rase du passé soviétique pour revenir à un système prérévolutionnaire mythique. Comme on le verra plus loin, prendre les institutions politiques au sérieux alors qu'elles ont été vidées de leur sens (considérer par exemple les soviets comme les organes de pouvoir qu'ils sont censés être) sera une stratégie subversive puissante.

---

<sup>4</sup> P. KUDJUKIN, A. DANILOV. O "tvërdoj zemle" i "tumannoj dymke" (Zametki na poljah stat'i V. Novodvorskaj "Zemskoj sobor ili Gosudarstvennaja Duma?") [Les pieds sur terre et la tête dans les nuages (Notes en marge de l'article de V. Novodvorskaja "Assemblée des états ou Douma d'Etat?"] *Otkrytaja zona*, octobre 1987, 1, p. 31-35.

<sup>5</sup> Il est évident que le club Perestrojka ne définit pas, sur tous les terrains de lutte et de compétition, la conférence d'août 1987 comme la réunion d'une poignée de clubs ne représentant qu'eux-mêmes.

<sup>6</sup> V. Novodvorskaja lance ce slogan à la réunion d'août 1987 en référence à Boukharine qui avait utilisé ce mot d'ordre au XIV<sup>ème</sup> Congrès du Parti en 1925 pendant la NEP, et c'est bien ainsi que le club Perestrojka comprend la référence. Mais Novodvorskaja fait aussi et surtout référence au libéralisme occidental.

<sup>7</sup> P. KUDJUKIN, A. DANILOV. O "tvërdoj zemle" i "tumannoj dymke"..., *op. cit.*, 1987.

## 2/ ... mais autonome face aux réformateurs

Le mouvement informel refuse de se présenter comme une opposition, mais il tient néanmoins à défendre une certaine autonomie vis-à-vis de ses alliés du Parti.

La défense de cette autonomie a plusieurs ressorts. Elle permet tout d'abord aux informels de sauvegarder leur réputation face aux autres oppositionnels. Elle s'explique ensuite par leur désir de s'imposer comme des acteurs politiques à part entière. La Rencontre-dialogue d'août 1987 leur apparaît être un moment décisif pour oser certains tests en ce sens. Enfin, l'objectif commun de préserver un degré d'autonomie par rapport aux représentants du pouvoir est un facteur de cohésion pour ce mouvement naissant où il n'y a pas nécessairement unanimité (y compris dans un même club) sur les termes de la transaction engagée avec les réformateurs. Certains ne sont pas au courant des marchandages, n'en acceptent pas de gaieté de cœur les contreparties, ou ne partagent pas pleinement la volonté de rupture avec la dissidence initiée par les clubs centraux.

Les moyens utilisés par les informels pour défendre leur autonomie reposent le plus souvent sur les ressources mêmes que les réformateurs ont mises à leur disposition. Les informels débordent toujours un peu des cadres prévus.

C'est probablement pour soigner leur réputation d'indépendance que les informels tiennent tête aux représentants du Parti sur certains points. Ainsi, lorsqu'un instructeur d'un *rajkom* du PCUS veut interdire à V. Novodvorskaja de prendre la parole lors de la Rencontre-dialogue<sup>8</sup>, un tollé (presque) général s'élève du côté des informels pour protester, officiellement au nom de la liberté d'expression. Une soumission flagrante aux exigences du Parti aurait en fait eu un effet des plus dommageables sur l'image de leur mouvement.

Les informels n'hésitent pas non plus à s'emparer de la moindre occasion pour s'affirmer en tant qu'acteurs *politiques*. La collusion n'empêche pas les organisateurs officiels et informels de la Rencontre-dialogue d'août 1987 de diverger sur ce point de définition essentiel. Les réformateurs du Parti tiennent à représenter le mouvement comme social et apolitique, comme une "courroie de transmission" d'un nouveau type. Si les clubs organisateurs consentent à cette définition de départ, ils en viennent vite au cours de la conférence à ne plus vouloir ni pouvoir sauver les apparences et revendiquent clairement une place dans le jeu politique.

En amont de la conférence, les informels se conforment aux attentes du Parti en qualifiant les associations invitées d'"initiatives de la société" (*obščestvennye iniciativy*). Sur les huit sections de travail de la Rencontre-dialogue, une seule est consacrée aux clubs proprement politiques.

### Encadré 3 : Sections de travail de la Rencontre-dialogue "Initiatives de la société dans la perestrojka"

Les sections de travail sont de deux ordres. Les unes portent sur les formes de coordination du mouvement:

- "Information et coordination du travail des organisations autonomes" (coordinateur: G. Pavlovskij),
- "Aspects juridiques et garanties sociales de l'activité des collectifs autonomes" (coordinateur: G. Pel'man),
- "Problèmes de l'extrémisme dans le mouvement informel de la jeunesse" (coordinateur: M. Maljutin).

Les autres réunissent les participants par domaines d'activité:

- "Initiatives dans le domaine de la production",
- "Problèmes de fonctionnement des clubs politiques",
- "Initiatives dans le domaine artistique",

<sup>8</sup> Obščestvenno-političeskie kluby v SSSR. Pervaja informacionnaja vstreča-dialog "Obščestvennye iniciativy v perestrojke" [Les clubs socio-politiques en URSS. Première rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka"]. *Glasnost'*, 7, 1987, reproduit dans *Russkaja mysl'*, 11 décembre 1987.

- "Ecologie. Ecologie de la culture",
- "Activités de loisir".

Est créé un Centre de presse de la Rencontre sous la direction de G. Pavlovskij.

Source: Obščestvenno-političeskie kluby v SSSR. Pervaja informacionnaja vstreča-dialog..., *op. cit.*, *Glasnost'*, 7, 1987.

Pourtant, dès leur apparition, les clubs qui s'efforcent de fédérer le mouvement informel se perçoivent eux-mêmes comme des acteurs politiques, même s'ils ne se désignent pas expressément comme tels. Le club moscovite Perestrojka se définit comme un "club d'échanges et d'activités interprofessionnels", le KSI est un "Club d'initiatives *sociales*". Les quelques clubs qui se dénomment politiques le font à mi-voix et ne portent aucune étiquette idéologique: Obščina est un club "*historico-politique*", le VSPK un club "*socio-politique*". Ce qui fait d'eux des clubs politiques, c'est la position de coordinateurs et de porte-parole du mouvement auprès du pouvoir qu'ils revendiquent. On comprend mieux dès lors le poids stratégique des sections de travail sur les aspects de *coordination*, toutes placées sous la coupe du KSI (qui est, rappelons-le, le club dominant dans le comité organisateur).

Pendant la conférence, même les informels qui se présentent comme les plus "loyaux" envers les réformateurs (i.e. les "socialistes", cf. infra) se mettent à revendiquer des droits politiques pour les clubs, embardée à laquelle les représentants du Parti ne s'attendent probablement pas. Tout en reconnaissant le rôle constitutionnel du Parti<sup>9</sup>, ils réclament en effet le droit de présenter des candidats aux élections et un droit d'initiative législative<sup>10</sup>.

Enfin l'un des membres du comité d'organisation de la conférence d'août, considéré par les deux *rajkoms* du Parti comme assez fiable pour être admis à participer à la toute première conférence de presse des informels après la Rencontre-dialogue, fait un pas supplémentaire et se risque à présenter les clubs comme les germes d'un multipartisme:

"La première conférence de presse des leaders informels à l'APN [Agence de presse Novosti], après la rencontre d'août [1987], a été véritablement surprenante. On avait fait pour la première fois une petite analyse sociologique de ce que deviendraient ces mouvements politiques et sociaux. Et bien qu'un KGBiste important nous ait donné des consignes sur ce qu'il fallait dire et ne pas dire, nous avons tout de même dit qu'il était tout à fait probable que de ces petits mouvements politiques et sociaux naîtraient de grands partis. Mais à l'époque, c'était terrible de le dire. C'est moi qui l'ai dit et j'ai été saisi d'effroi après coup" (G. Pel'man, membre du KSI, entretien du 6/7/1994).

Il est doublement intéressant de voir que les informels les plus proches des instances du pouvoir, i.e. ceux qui négocient, ont eu une telle perception du probable dès août 1987, et qu'ils ont pris le risque de braver publiquement un tabou.

Enfin, les informels utilisent activement certains intermédiaires entre eux et le Parti pour faire passer des messages parfois rugueux à leurs interlocuteurs officiels, et notamment leur signifier qu'ils ne doivent pas tenter d'ingérence trop flagrante sur leur territoire. Ces intermédiaires font partie intégrante de la structure de transaction et occupent une place capitale dans le processus de communication, tantôt explicite, tantôt tacite, qui se déploie entre les deux parties dans la phase de constitution du mouvement. Ils peuvent être assimilés à des ressources du Parti utilisées non seulement par les leaders des clubs centraux chargés des négociations, mais aussi par l'ensemble des informels.

<sup>9</sup> L'article 6 de la Constitution de l'URSS dispose que "*le Parti communiste de l'Union soviétique est la force qui dirige et oriente la société soviétique; il est le noyau de son système politique, des organisations d'Etat et des organisations sociales [...]*".

<sup>10</sup> FSOK. Deklaracija Federacii socialističeskih obščestvennyh klubov [Déclaration de la Fédération des clubs sociaux socialistes]. *Otkrytaja zona*, 1, octobre 1987, p. 9-12.

L'usage que les uns et les autres font des "intermédiaires avec le Parti" est double: ils permettent de rendre concrètement possibles et acceptables les transactions; ils servent aussi de cibles à des critiques en réalité dirigées contre les réformateurs du Parti. Dans le jeu de la collusion, les attaques contre le pouvoir ne sont jamais frontales.

La façon dont M. Maljutin, membre du KSI et coordinateur de la Rencontre d'août 1987, est perçu pendant la conférence illustre ce double usage. Lui-même se présente ouvertement comme un intermédiaire avec le Parti: c'est lui qui est chargé, avec un autre membre du KSI (S. Skvorcov), de mener les pourparlers avec le *rajkom* Brejnev pour l'obtention du Palais de la culture, "*étant donné [ses] relations avec l'aile réformatrice du Parti*"<sup>11</sup>. Et lorsqu'un participant à la réunion s'interroge sur le mode de sélection des clubs admis, il lui répond que la sélection s'est faite avec l'accord du *rajkom* Brejnev<sup>12</sup>.

Selon différentes sources, Maljutin apparaît comme une pièce charnière sans laquelle la Rencontre-dialogue n'aurait pas été possible.

"Il existe, explique G. Pel'man (membre dirigeant du KSI), un type très rare de personnes tout à fait talentueuses qui peuvent introduire dans leurs discours un élément non seulement de suspens, mais d'intrigue. Je considère que [Maljutin] est à cet égard tout simplement un génie, un génie de l'intrigue. Grâce à cette faculté de créer de façon peut-être artificielle des conflits qui n'existaient qu'à l'état de conjectures, il a aidé le mouvement social à se développer. [...] Le forum [d'août 1987], c'était mon idée, mais elle n'a pu se réaliser que grâce aux personnes réunies au sein du KSI, y compris grâce aux menées de Miša Maljutin qui, en tant que membre du PCUS et professeur de philosophie, avait des contacts avec le Comité du Parti de la ville de Moscou (MGK) et avait présenté sur le mouvement social l'analyse suivante: "*mieux vaut observer et contrôler ce mouvement que le laisser prendre un tour spontané et incontrôlable*". C'est l'analyse qu'il a faite devant le MGK [avant la réunion]. Il y croyait peut-être sincèrement, mais il croyait aussi à la nécessité d'organiser ce forum" (G. Pel'man, entretien du 6/7/1994).

Dans un entretien de 1994, un instructeur du *rajkom* Brejnev chargé de préparer la Rencontre-dialogue explique de son côté que la médiation de M. Maljutin a permis aux parties prenantes de rendre leur collaboration plus acceptable aux yeux des tiers et de sauver ainsi les apparences:

"– Miša Maljutin était l'un des tout premiers avec lesquels nous ayons travaillé. C'était l'un des rares membres du PCUS qui était prêt à travailler avec les informels. Quand je l'ai contacté, il travaillait à l'Ecole supérieure du Parti de Moscou. Miša Maljutin, parce qu'il venait de la société, nous a servi de couverture (*on byl nekoj vozmožnost'ju nam prikrýt'sja obščestvennost'ju*). Si la proposition de tenir ce congrès était venue d'un instructeur du *rajkom*, on nous aurait repoussés [...].

– *Mais Maljutin travaillait à l'Ecole supérieure du Parti.*

Et alors?

– *Il était donc employé par le Parti.*

Cela ne posait pas de problèmes. [Maljutin] n'était pas un apparatchik [...]. Il ne faisait qu'enseigner la philosophie. Il n'inspirait pas la même répulsion que moi" (N. Krotov, entretien du 17/2/1994).

Les intermédiaires facilitent les rapports entre les parties à la transaction. Ils constituent des canaux de communication avec le Parti également accessibles aux membres du mouvement qui ne sont pas directement impliqués dans les négociations. Au moment de la

<sup>11</sup> M. Maljutin, entretien du 16/2/1994.

<sup>12</sup> Intervention de M. Maljutin à la Rencontre-dialogue d'août 1987, archives sonores de G. Pel'man.

Rencontre, certains d'entre eux utilisent ces intermédiaires, qu'ils perçoivent comme des "agents du Parti" chargés de contrôler le mouvement<sup>13</sup> – catégorie directement héritée de la période de la dissidence – pour indiquer au Parti les limites qu'il ne doit pas franchir. Que le Parti ait voulu contrôler, voire manipuler, le mouvement informel naissant ne fait pratiquement aucun doute. Mais ce qui importe ici est que le problème de l'ingérence du pouvoir se pose très tôt dans le mouvement et que des informels estiment nécessaire d'en fixer explicitement les limites.

La question est abordée lors de la Rencontre-dialogue à propos de la "section de travail contre l'extrémisme dans le mouvement informel", créée à l'initiative de Maljutin (cf. encadré 3, p. 156). Certains informels voient dans cette entreprise une tentative voilée d'exclure du mouvement le séminaire Démocratie et humanisme, comme semblent vivement le souhaiter les représentants du Parti. Si la plupart des informels s'accordent pour rejeter la prétention des membres de Démocratie et humanisme – et avec eux, des héritiers de la dissidence – à se considérer comme représentatifs de leur mouvement, ils ne sont pas prêts pour autant à prononcer une exclusion à leur encontre. Dans son document de travail, Maljutin définit l'"extrémisme" comme "*des agissements à la fois immoraux et illégaux, à caractère pratique et théorique, commis par des personnes, groupes ou institutions sociales ou publiques afin d'accroître leur influence sociale et politique*"<sup>14</sup>. Il propose de créer une sorte de tribunal interne, un "*Centre qui pourrait donner à toute personne, organisation ou groupe accusés sous une forme ou une autre d'extrémisme, d'incitation à la haine et à la peur, de diffamation ou d'intrigues la possibilité de réfuter publiquement ces accusations*"<sup>15</sup>. Ce mécanisme d'exclusion du mouvement et de protection des frontières vise implicitement la mouvance nationaliste (Pamjat') qui n'est pas représentée à la Rencontre-dialogue (ce dont personne ne s'offusque). Maljutin s'appuie légitimement sur le consensus anti-nationaliste pour imposer l'"extrémisme" comme catégorie pertinente de stigmatisation. Mais ce que redoutent certains informels est que cet instrument serve également à exclure des courants jugés, eux, acceptables dans le mouvement.

Une opposition à M. Maljutin s'organise au sein de la section de travail sur l'extrémisme. Les chefs de file de cette opposition sont des informels extérieurs au noyau dirigeant. Ils ne rejettent pas la catégorie d'"extrémistes" en tant que telle: ils acceptent la définition proposée, dont le caractère imprécis devait rendre l'usage inopérant<sup>16</sup>, mais la jugent sans objet, "*l'extrémisme [n'étant] pas à l'heure actuelle une force sérieuse dans le mouvement autonome*"<sup>17</sup>. Mais elle pourrait devenir incontrôlable et nuire à l'intégrité du mouvement: il est à leurs yeux "*inutile et dangereux de créer un centre permanent sur les problèmes d'extrémisme, car l'apparition d'un tel centre peut provoquer des accusations d'extrémisme infondées*"<sup>18</sup>.

---

<sup>13</sup> Voir par exemple la description que fait V. Igrunov de M. Maljutin: "*Comme le Parti et le Komsomol avaient pensé que leurs fidèles assistants Maljutin et Skvorcov accompliraient correctement leur tâche [contrôler le club], ils avaient donné un local au KSI pour organiser cette rencontre. Ils étaient absolument convaincus que ce mouvement pouvait être contrôlé grâce à Maljutin et Skvorcov. De leur côté, ni Maljutin ni Skvorcov ne disaient qu'ils agissaient sur ordre du Parti. Ils disaient qu'ils avaient des relations et qu'ils pouvaient bénéficier d'un certain soutien*" (V. Igrunov, entretien du 6/2/1994).

<sup>14</sup> Rabočij dokument N°1, Proekt obraščeniya I informacionnoj vstreči-dialoga [Document de travail N°1, Projet de déclaration de la 1<sup>ère</sup> rencontre-dialogue d'information]. *Otkrytaja zona*, 1, octobre 1987, p. 56-57.

<sup>15</sup> *ibid.*

<sup>16</sup> Une plaisanterie courait d'ailleurs parmi les informels selon laquelle cette définition s'appliquait au PCUS (P. Kudjukin, entretien du 12/1/1994).

<sup>17</sup> Rabočij dokument N°2 sekcii po ekstremizmu. Proekt zjavleniya I informacionnoj vstreči [Document de travail N° 2 de la section sur l'extrémisme, Projet de déclaration de la 1<sup>ère</sup> rencontre d'information]. *Otkrytaja zona*, 1, octobre 1987, p. 57-59. Document préparé par D. Leonov, I. Čubajs (Perestrojka) et A. Vajsberg (KSI).

<sup>18</sup> *ibid.*

Deux documents concurrents sont soumis par la section de travail de la Rencontre-dialogue au vote des clubs réunis en séance plénière. La motion de Maljutin ne remporte pas le soutien des principaux organisateurs de la Rencontre (leaders du club Perestrojka et du KSI), mais seulement du club Obščina et de petits clubs inconnus ou réputés proches du Parti.

Après la Rencontre-dialogue (mais sur une scène un peu moins publique<sup>19</sup>), Maljutin est accusé plus ou moins directement d'avoir voulu créer un dispositif permettant de "manipuler" le mouvement de l'extérieur:

"L'un des dangers majeurs qui menacent aujourd'hui le mouvement autonome dans son ensemble et chaque groupe en particulier est de se transformer en objet de manipulation. Si on réduit de façon excessive le nombre de personnes habilitées à prendre des décisions de principe, qu'on établit une liste nominative de ces personnes et qu'on renforce les principes centralisateurs, l'indépendance des groupes autonomes se trouvera menacée et leur contrôle de l'extérieur facilité"<sup>20</sup>.

Les informels utilisent donc les intermédiaires comme points de mire où se focalisent des critiques visant à donner aux représentants du Parti des indications sur les sujets susceptibles de dégénérer en conflits<sup>21</sup>.

Les intermédiaires, on le voit, sont loin d'être isolés, mais intégrés dans les jeux internes au mouvement. Ce qui permettra à la plupart d'entre eux de se convertir en "vrais" informels. A. Danilov témoigne de ce revirement:

"– Je suis désolé de le dire (parce que j'ai pour Miša [Maljutin] beaucoup de sympathie, beaucoup plus que l'écrasante majorité des autres [informels]), mais à cette étape initiale, Maljutin était l'homme de paille des organes du Parti et du Komsomol. C'est la vérité. Mais, en participant au mouvement, il en est devenu un militant actif [...].

– *Il l'est devenu assez rapidement.*

– Oui, à peu près en un an. A l'été 1988, lors de la création du Front populaire de Moscou, Maljutin, voyant qu'il y avait des perspectives, s'était déjà engagé dans le mouvement. Ainsi, la rencontre d'août a été le premier grand moment de basculement de tout le mouvement informel" (A. Danilov, entretien du 4/8/1994).

Maljutin est l'une des figures centrales de la Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK) créée à la Rencontre d'août 1987 et sera de toutes les alliances et événements importants du mouvement. Comme on le voit dans cet exemple, le Parti a du mal à maintenir son emprise sur ses intermédiaires. La position ambiguë qu'ils détiennent devient difficilement tenable du fait de la dynamique d'action collective engendrée par la conférence d'août.

---

<sup>19</sup> Il s'agit de la revue du club Perestrojka, *Otkrytaja zona*, à usage (presque) interne au mouvement. Il ne fait cependant aucun doute que la revue était lue par les responsables du Parti en charge de la politique envers les informels.

<sup>20</sup> Commentaire de D. Leonov au document de travail N° 2 (Rabočij dokument N°2 sekcii po èkstremizmu..., *op. cit.*, 1987).

<sup>21</sup> Les intermédiaires agissent comme des "points focaux" tels que les définit T. SCHELLING (*The Strategy of Conflict*, 3<sup>e</sup> édition. Cambridge: Harvard University Press, 1966, p. 112): "[The focal point] is a small piece of the game that comes to symbolize the game itself, setting a pattern of expectations that extends beyond the substance of the point involved".



### 3/ La "bonne" distance avec le Parti: quels labels idéologiques adopter?

S'il y a accord implicite entre les informels sur l'existence d'une transaction avec les réformateurs du Parti et si la défense d'une autonomie relative assure une certaine cohésion à leur mouvement, il n'y a en revanche pas d'unanimité sur l'adoption d'une étiquette idéologique commune qui pourrait les définir parce qu'il n'y a pas d'unanimité sur la "bonne" distance à observer à l'égard du "pouvoir" (compris tantôt comme le régime soviétique en général, tantôt comme l'aile réformatrice du Parti).

Le choix d'étiquettes est cependant limité: l'unique label autorisé pour être reconnu comme un interlocuteur potentiel par le Parti est celui de "socialisme". Les seuls à sortir explicitement de ce cadre sont les membres du séminaire Démocratie et humanisme (cf. le Graphique 1, p. 162). Encore ne se revendiquent-ils pas "libéraux" ou de "droite": ces termes relèvent alors de l'indicible sur la scène publique, et même les plus "extrémistes" en sont conscients.

C'est donc par des nuances entre différentes gradations de socialisme qu'ils vont exprimer leurs écarts de positions et leurs distances avec les réformateurs du Parti. L'aile "gauche" du mouvement se définit comme "socialiste". Elle réunit des marxistes convaincus (dont certains ont commencé leur engagement politique dans la dissidence, comme Kagarlickij) en même temps que les informels les plus loyaux envers les réformateurs du Parti. Ce groupe reconnaît le rôle de noyau central du système politique dévolu au Parti par l'article 6 de la Constitution de l'URSS, se réfère aux sources de la Révolution ("*Socialistes convaincus, nous partageons la politique de construction en URSS d'une société sans classes et le dépérissement complet de l'Etat, proclamés en octobre 1917*"<sup>22</sup>) et veut fermer le mouvement aux clubs qui ne se disent pas explicitement socialistes. La gauche est représentée par un groupe du KSI ("Initiative socialiste", dirigée par Kagarlickij et Maljutin), le club Obščina et des clubs de moindre importance.

D'autres informels (dont les leaders du club Perestrojka) se disent partisans du "socialisme démocratique": ceux-là mettent l'accent davantage sur les valeurs démocratiques que sur un socialisme militant et refusent de faire du label "socialiste" un critère central de définition du mouvement.

Enfin, une troisième catégorie apparaît, qu'on pourrait définir comme "sans étiquette". Elle ne se nomme pas en tant que telle mais existe bien aux yeux de tous. Et en dépit de ce que disent ses représentants, l'absence d'étiquette a une signification politique: elle leur permet de s'exempter de la nécessité de reprendre à leur compte le discours officiel, et marque un degré supplémentaire dans l'éloignement par rapport à la "norme" socialiste.

"[Le mouvement informel] était en quelque sorte, explique G. Pavlovskij, une renaissance des accents fondamentalement apolitiques de la dissidence à ses débuts, qui ont été essentiels jusqu'à la fin des années 1970. Et cette utopie fondamentalement antipolitique du début de la dissidence s'unissait ici avec la réalité sociale des associations d'amateurs, des clubs de la fin de l'époque brejnévienne, que je ne connaissais absolument pas. Cette réalité n'existait pas pour moi. Et tout d'un coup, j'ai vu en elle un certain soutien non-politique. Il n'y avait pas à l'époque l'idée d'une opposition au pouvoir. Il s'agissait plutôt d'écarter le problème éthique du pouvoir et le problème de pression sur le pouvoir. De l'écarter en créant, en reconstituant des liens sociaux au plus bas niveau, comme on dit, au ras du sol. [...] Il y avait de plus en plus de nouvelles personnes, cela faisait boule de neige, c'était tout simplement des liens vers d'autres groupes, les groupes les plus étranges, il y avait même des clubs

---

<sup>22</sup> FSOK. Deklaracija Federaciji socialističeskih obščestvenih klubov..., *op. cit.*, 1987.

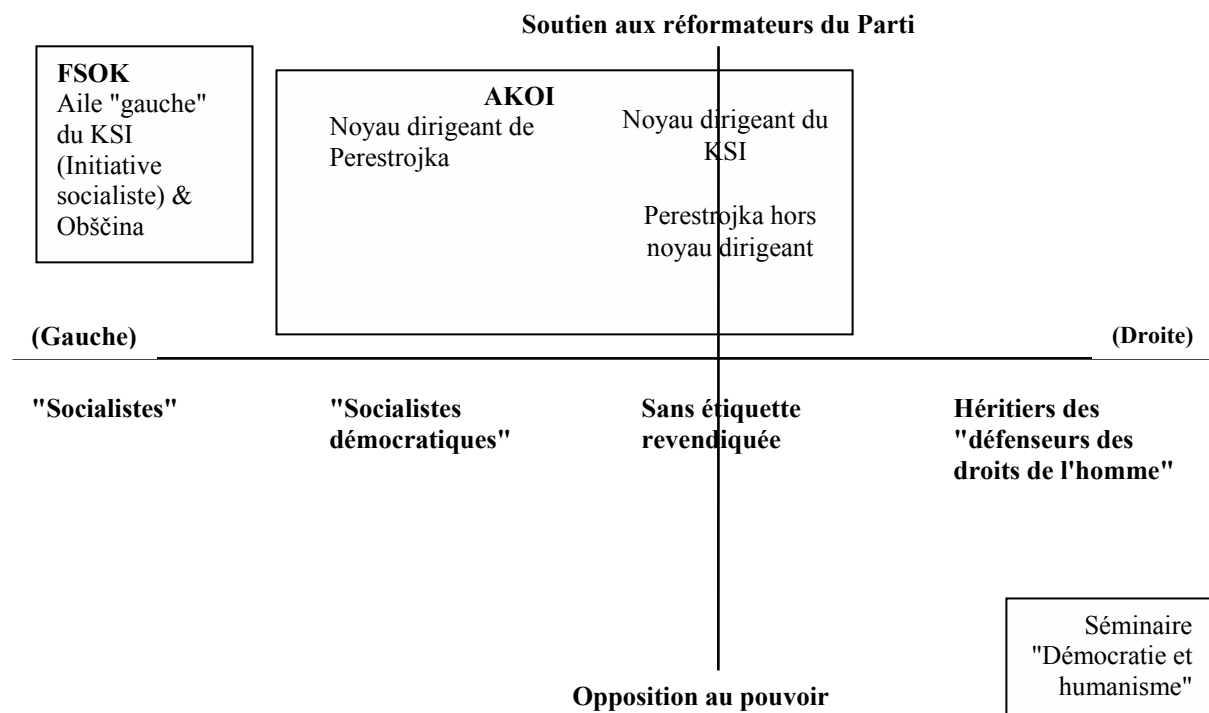
pédagogiques, des clubs d'amateurs de chorale. [...] Ce qui était important, c'est que tout ceci était perçu comme un milieu alternatif.

Bien sûr, il y avait des tendances politiques [dans le Club d'initiatives sociales]. Les vecteurs ont été en premier lieu, je pense, Borja Kagarlickij qui réfléchissait à tout cela dans un cadre idéologique, et peut-être aussi Mihail Maljutin [...]. Mais ces motivations jouaient au début un rôle plutôt secondaire" (G. Pavlovskij, entretien du 10/8/1994).

Cette tendance non-politique, majoritaire au sein du KSI, est pourtant représentée par des informels qui ont un passé politique: Pel'man est en relation avec des trotskystes occidentaux, Pavlovskij et Igrunov viennent de la dissidence. Leur refus d'afficher une position par rapport au pouvoir est perçu comme politique par leurs opposants de la "gauche":

"Le KSI était d'orientation socialiste-libérale [i.e. non communiste], explique B. Kagarlickij. Par la suite (mais c'est une tendance générale qu'on a pu observer), à partir de 1986, des personnes qui avaient été socialistes, de gauche [dans les années 1970], ont fait un virage très brutal à droite" (B. Kagarlickij, entretien du 6/2/1991).

**Graphique 1: Positions politiques des groupes informels au moment de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" (août 1987)**



FSOK: Fédération des clubs sociaux socialistes  
 AKOI: Association "Cercle d'initiatives sociales"  
 KSI: Club d'initiatives sociales

Les divergences idéologiques de fond entre les différents camps en présence à la Rencontre-dialogue, si elles existent, sont une dimension sur laquelle les informels préfèrent ne pas s'appesantir dans les documents finaux des sections de travail. La compétition se traduit sur un autre plan: par la création de deux organisations concurrentes de coordination. Les clubs socialistes forment la Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK), tandis que

les tenants du "socialisme démocratique" et les "sans étiquette" fondent l'Association "Cercle des initiatives sociales" (AKOI), ouverte à tous les groupes informels sans barrière idéologique d'entrée<sup>23</sup>:

"Nous [i.e. le club Perestrojka] considérons, écrit l'un des fondateurs de l'AKOI, que notre société se développe dans une perspective socialiste, dans la continuité de la voie empruntée en 1917. [...] En tant que club socialiste, nous avons exprimé notre accord pour entrer dans la Fédération des clubs sociaux socialistes [FSOK]. Mais nous considérons en même temps qu'il ne faut pas limiter notre travail au seul cercle des socialistes. Le mouvement social autonome est beaucoup plus large, il s'occupe d'un cercle plus étendu de problèmes, il poursuit des objectifs divers et réunit des personnes mues par différentes valeurs. C'est la raison pour laquelle nous soutenons également la création d'une association large: le 'Cercle des initiatives sociales'<sup>24</sup>.

La logique de compétition interne conduit donc les informels à constituer deux structures de coordination à l'échelle nationale, alors que le Parti avait instamment demandé aux organisateurs de n'en créer aucune<sup>25</sup>.

La compétition se déroule également sur une autre scène, non directement observée par le Parti. L'une des difficultés des informels est qu'ils doivent se présenter sur plusieurs scènes où ont cours différents systèmes de classement. Ainsi, devant la presse étrangère, ils se définissent selon une taxinomie occidentale. Là, les "socialistes convaincus" se désignent comme la "nouvelle gauche", et le club Perestrojka se voit contraint de prendre ses distances avec ce label:

"Dans un article du *New York Times* [...], notre club est rangé dans le mouvement de la 'nouvelle gauche'. Aucun membre de notre club n'a jamais utilisé cette expression. Notre club réunit un large spectre d'opinions sur l'idéal de société et les moyens de l'atteindre. Il est évident que le journaliste tire l'expression 'nouvelle gauche' de ses relations avec des personnes qu'il a prises pour les représentants de tout le mouvement"<sup>26</sup>.

La classification "gauche / droite" sera intronisée fin 1987 dans l'espace politique légitime, celui de la "grande politique", comme un contrecoup de l'"affaire El'cin" (cf. infra). Mais elle obligera les informels à faire des exercices de contorsion puisque la "droite" désignera officiellement les conservateurs, i.e. les communistes, et la "gauche", les réformateurs plutôt partisans d'une politique de libéralisation économique. Les informels doivent donc jongler avec les deux taxinomies: l'une interne à leur mouvement et empruntée à la tradition politique européenne, l'autre, inversée et propre au système soviétique de la perestrojka. Ils manient dans l'ensemble bien le passage d'une logique à l'autre<sup>27</sup>. En revanche, ils se trouvent piégés quand, par exemple, la "gauche" du mouvement (les socialistes) veut critiquer les conseillers économiques de Gorbačëv qui, à partir de la fin 1987, préconisent une augmentation des prix des produits alimentaires, et qui sont qualifiés de "gauche" dans le

<sup>23</sup> Plus tard, P. Kudjukin la qualifiera même d'association "désidéologisée" (entretien du 12/1/1994).

<sup>24</sup> P. KUDJUKIN. Vystuplenie P. Kudjukina ot delegacii kluba "Perestrojka" na plenarnom zasedanii 23 avgusta 1987 [Discours de P. Kudjukin au nom de la délégation du club "Perestrojka" à la séance plénière du 23 août 1987]. *Otkrytaja zona*, octobre 1987, 1, p. 24-26.

<sup>25</sup> Selon D. Leonov, entretien du 25/7/1994.

<sup>26</sup> Pišut o nas [Ce qu'on écrit sur nous]. *Otkrytaja zona*, 3, janvier 1988, p. 59. Les leaders du club Perestrojka font ici allusion à B. Kagarlickij, leader de l'"aile gauche" du KSI.

<sup>27</sup> Lorsqu'une participante à une réunion de la FSOK en avril 1988 situe S. Grigorjanc, ancien dissident et rédacteur en chef de *Glasnost'*, à l'"extrême gauche" (parce qu'il est un opposant farouche au régime), on la reprend aussitôt en lui indiquant qu'il est au contraire à l'"extrême droite" (pour ses idées politiquement à droite et son opposition au communisme, et non parce qu'il professe des idées xénophobes). Cf. Strategičeskij seminar FSOK [Séminaire stratégique de la FSOK]. *Hronograf*, 1, 28/4/1988, p. 2.

langage officiel. Les informels socialistes refusent d'utiliser le terme de "gauche", lui préférant les expressions "*partisans de l'augmentation des prix*", "*économistes [...] favorables à la suppression des dotations d'Etat à l'alimentation*" ou encore "*partisans du marché*"<sup>28</sup>. Si les informels résistent à la classification officielle, c'est d'abord parce que leurs représentations politiques ne datent pas de la perestrojka. C'est probablement aussi parce que le sens inversé de "droite" et "gauche" provient, comme l'indique A. Brown, de la dissidence. La terminologie dissidente passe dans le langage officiel pendant la perestrojka<sup>29</sup>; mais elle ne "passe" pas aussi facilement dans le mouvement informel.

#### 4/ La question économique: ventre mou du mouvement informel

Il y a, dans l'étude du mouvement informel, un point particulièrement difficile à élucider: les clubs informels occupent peu le terrain de la réforme économique, alors qu'il s'agit d'un enjeu politique. La question économique n'est en tout cas pas une composante majeure de leur identité collective.

En août 1987, il y a bien un débat dans la section de travail sur les "initiatives dans le secteur productif" sur les formes de propriété des moyens de production à développer dans le système soviétique: les uns défendent la prédominance de la propriété publique, les autres l'"égalité des formes de propriété" (publique, collective et privée)<sup>30</sup>. Mais ces divergences n'apparaissent pas dans les textes finaux de la Rencontre-dialogue.

Plus tard, en novembre 1987, l'aile gauche du mouvement, représentée par la Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK), s'élève contre la réforme des prix alimentaires telle qu'elle est prévue par le pouvoir. L'augmentation des prix, explique-t-elle, aura pour conséquence d'éliminer les plus pauvres de la concurrence pour les produits alimentaires en période de pénurie et constitue une forme de redistribution qui accentuera les inégalités sociales. Les solutions monétaristes préconisées par les conseillers économiques de Gorbačev ne sont qu'un calque des recommandations du FMI<sup>31</sup>. Or cette prise de position n'entraîne pas de débat au sein du mouvement informel (du moins n'en avons-nous pas trouvé traces).

En juin 1988, lorsque les clubs informels de Moscou adoptent leur premier programme politique commun<sup>32</sup>, ils relèguent leurs propositions économiques en fin de texte, après un gros bloc sur le droit (droits et libertés publics, contrôle constitutionnel des textes, contrôle juridictionnel de l'administration, révision des fonctions de la Procuration, révision du droit pénal). Leurs positions tiennent essentiellement en deux points:

- autogestion des travailleurs dans les entreprises: les salariés ("collectifs de travailleurs") doivent nommer leurs directeurs d'entreprise et recevoir l'usufruit des actifs immobilisés

---

<sup>28</sup> Perestrojka i ceny [La perestrojka et les prix]. *Levyj povorot*, ca 1988, p.3-16; "Rynočniki" protiv rynka [Les partisans du marché contre le marché]. *Levyj povorot*, ca janvier 1988, p. 17-23.

<sup>29</sup> A. BROWN. *The Gorbachev Factor*. Oxford: Oxford University Press, 1996, p. 186.

<sup>30</sup> P. Kudjukin, entretien du 12/1/1994.

<sup>31</sup> "'Rétablir l'équilibre entre les revenus et les biens', 'juguler l'inflation latente' (quand la population détient 'trop d'argent' et qu'il n'y a rien à acheter), 'assainir le système financier', former des 'prix stables réalistes' [sont en substance] les recommandations du FMI dans les années 1970, [lesquelles ont] généralement produit l'effet inverse" (Perestrojka i ceny, *op. cit.*, ca 1988).

<sup>32</sup> Ce programme ("Mandat de la société"), adopté par une quarantaine de clubs informels en juin 1988 et adressé aux délégués de la XIX<sup>ème</sup> Conférence nationale du Parti, s'inspire largement de celui du club Perestrojka, plus détaillé, que nous prenons ici comme texte de référence (KLUB DEMOKRATIČESKAJA PERESTROJKA. Demokratičeskij nakaz. Programmnye tezisy po perestrojke političeskoj sistemy (puti k demokratičeskomu socializmu) [Mandat démocratique. Thèses programmatiques pour une restructuration du système politique (voies du socialisme démocratique)]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 17-33). Nous aurons l'occasion de revenir sur le Mandat de la société dans le chapitre 4 de cette partie.

(qui appartiennent aux ministères de tutelle); les équipes de travail doivent devenir plus autonomes, voire réaliser des travaux à forfait (*podrjad*) pour l'entreprise,

- décentralisation du système de planification avec octroi aux entreprises d'une plus grande autonomie vis-à-vis de leurs ministères de tutelle: les collectifs de travailleurs de chaque branche doivent élire leurs ministres et vice-ministres, et peuvent décider de la suppression du ministère sectoriel<sup>33</sup>.

En dehors de ces thèmes très consensuels au sein du mouvement (et même au-delà), les informels, pris collectivement, ont un discours économique très évasif et papillonnant. Ils réclament la suppression des organes économiques du Parti faisant double emploi avec les administrations de l'Etat<sup>34</sup>, souhaitent la fin progressive des commandes d'Etat, le transfert aux paysans (sous forme de bail) des terres des kolkhozes et sovkhozes chroniquement déficitaires, ou encore une meilleure protection des consommateurs. Le mouvement en tant qu'acteur collectif reste silencieux sur des enjeux économiques majeurs tel que la réforme des prix, mais certains de ses porte-parole – point essentiel pour notre propos – suggèrent de "*soumettre à un référendum des projets alternatifs de réforme économique*" rédigés par des économistes de renom, sans avoir formulé le leur, ni l'intention de le faire<sup>35</sup>.

Les informels négligent ce terrain alors qu'ils se réunissent dans des instituts d'économie et qu'il y a parmi eux bon nombre d'économistes. Préfèrent-ils éviter les sujets supplémentaires de discorde dans la phase de cristallisation de leur mouvement, alors que se produisent par ailleurs des affrontements violents, d'ordre politique, au sein des clubs? Cherchent-ils à éviter de désapprouver publiquement leurs protecteurs du milieu académique (T. Zaslavskaja notamment), que la FSOK désigne comme les avocats des solutions du FMI? N'ont-ils pas saisi l'importance que prendrait cette question dans la lutte politique et l'ont-ils tacitement laissée aux économistes soixantards qui les protègent ou à ceux de leur génération (E. Gajdar par exemple) qui fréquentent les mêmes milieux académiques qu'eux et font des apparitions furtives dans leurs clubs? Ils ont probablement perçu ces derniers comme des alter ego. Même les informels de gauche (FSOK) ne les attaquent pas: leurs principales cibles sont les économistes soixantards de l'establishment académique, devenus conseillers de Gorbačëv. Or, les "jeunes" naviguent pourtant eux aussi dans les allées du pouvoir depuis le milieu des années 1980<sup>36</sup>. Et, on le sait, ce sont eux, et non les informels, qui seront appelés à occuper les premières places dans le gouvernement russe d'El'cin fin 1991.

Le fait de ne pas avoir considéré la question économique comme un objet de lutte a peut-être contribué à renforcer la cohésion du mouvement informel et de son identité

---

<sup>33</sup> Sur ce point, notons que le Comité central du PCUS envisage dans ses "thèses" à la XIX<sup>ème</sup> Conférence nationale du Parti (1988) la *suppression* des ministères techniques et leur remplacement par des organisations intersectorielles d'entreprises.

<sup>34</sup> VNEUSTAVNAJA PARTIJNAJA GRUPPA KLUBA "DEMOKRATIČESKAJA PERESTROJKA" [Groupe extrastatutaire du Parti du club Perestrojka démocratique]. Kompartija vo glave processa ozdorovlenija obščestva (Obraščenie vneustavnoj partgruppy kluba 'Demokratičeskaja perestrojka' k XIX partkonferencii) [Le Parti communiste à la tête d'un processus d'assainissement de la société (Appel du Groupe extrastatutaire du Parti du club Perestrojka démocratique à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti)]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 35-41.

<sup>35</sup> Obščestvennyj nakaz partijnoj konferencii [Mandat de la société à la Conférence du Parti], *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 66-72. L. Volkov, l'un des leaders du club Perestrojka démocratique, précise: "*Les projets alternatifs qui ont déjà en partie été mis au point par des chercheurs comme Šmelëv, Popov, Bunič, doivent être soumis au débat public. Une fois recueillis les résultats de la discussion, il faut organiser un référendum*" (L. VOLKOV. O Partkonferencii i eë dokumentah (vystuplenie na seminare predstavitelej obščestvenno-političeskikh organizacij, 5/6/1988, Dvorec molodëži, Moscou) [A propos de la Conférence du Parti et de ses documents (discours prononcé au séminaire des représentants des organisations socio-politiques, 5/6/1988, Palais de la jeunesse, Moscou)]. *Otkrytaja zona*, juillet-août 1988, 7, p. 42-44).

<sup>36</sup> E. Gajdar et A. Čubajs avaient participé à la Commission de perfectionnement du Politburo sur les réformes économiques (cf. supra p. 66 et suiv.).

collective dans la phase initiale. Mais l'absence d'un discours économique propre aux clubs informels deviendra un facteur de vulnérabilité de l'identité du mouvement, comme on le verra plus tard.

La collusion, telle qu'elle se réalise à la Rencontre-dialogue d'août 1987, sort des cadres imaginés par les réformateurs du Parti et probablement aussi par les informels eux-mêmes. Ces organisations qui ne sont censées être que des "initiatives de la société" revendiquent des droits politiques. Les informels font une critique plus ou moins directe de l'ingérence du Parti dans leurs affaires internes, s'appêtent à organiser leur mouvement à l'échelle nationale contre l'avis de leurs interlocuteurs officiels, voient leurs clubs comme le ferment de partis politiques. Mais l'un des traits les plus intéressants de ces "dérapages" est qu'ils sont dus non pas à des informels radicaux qui seraient devenus incontrôlables, mais à ceux qui négocient avec le pouvoir et sont considérés comme les plus fiables.

### **II/ La transaction à l'épreuve de la réussite de la "Rencontre-dialogue"**

La conférence d'août 1987 marque un tournant dans les perceptions des acteurs et leur vision du devenir possible du mouvement informel. Aussi bien les fonctionnaires du Parti que les informels cherchent de nouveau leurs marques (1). Le Parti pressent que les informels ont compris comment échapper partiellement à son contrôle; aussi s'efforce-t-il d'enserrer davantage leur champ d'action, de leur barrer l'accès aux institutions politiques tout en les maintenant dans le jeu politique (2).

Pour les clubs informels, la Rencontre-dialogue change la donne et crée un dynamique politique. De nouveaux clubs font leur apparition, les clubs organisateurs en retirent une forte notoriété et attirent de nouveaux membres. La perception qu'ils ont d'un mouvement en plein essor infléchit la manière de jouer des informels, qui osent certaines tactiques. Mais à mesure qu'ils remportent des succès, les identités qui sont en train de se former au sein de leur mouvement et les relations internes se trouvent ballottées. Les nouveaux venus se mettent à contester la légitimité de la collusion avec les réformateurs du Parti et installent cette contestation au cœur du mouvement. La crise du club Perestrojka (septembre 1987-janvier 1988), devenu la pièce maîtresse du mouvement politique à Moscou, est révélatrice du travail de cristallisation des identités qui émergent dans cette nouvelle conjoncture (3).

#### **1/ Une nouvelle vision du devenir du mouvement**

##### **Le Parti, entre stupéfaction et reconnaissance publique du mouvement**

Au lendemain de la Rencontre-dialogue, le Parti fait l'amère constatation que le mouvement ne s'est pas laissé contrôler comme il l'espérait:

"C'est le premier jaillissement d'activité informelle, où, me semble-t-il, nous n'avons pas réussi à soutenir le point de vue qui nous paraissait correct. C'est la première fois que cette activité a pris des formes qui nous ont paru déraisonnables. Vous avez étudié leurs documents, et vous vous souvenez certainement des points qui n'étaient pas tellement en harmonie avec ceux du Comité central et du MGK [Comité du Parti de Moscou]. Nous n'avons pas pu mener à bien un certain nombre de choses. Et pour la première fois, *les informels ont compris qu'ils pouvaient se passer de nous*<sup>37</sup>" (Ju.

---

<sup>37</sup> Souligné par CS. C'est également, nous le verrons plus loin, la vision des informels.

Čabanov, chef du département idéologique du *rajkom* Sevastopol', entretien du 22/6/1996).

Les deux *rajkoms* de la "zone expérimentale", que la hiérarchie du Parti tient volontiers responsables des "débordements" des informels<sup>38</sup>, subissent des sanctions de la part du Comité de la ville de Moscou (MGK) et du Comité central (CC). Une Commission d'inspection du CC y est dépêchée; l'un des instructeurs du *rajkom* Sevastopol', V. Berezovskij, est renvoyé<sup>39</sup>. L'équipe dirigeante du MGK entre en fureur:

"Pendant les six premiers mois où j'ai travaillé au *rajkom* [Brejnev], explique N. Krotov, le MGK était dirigé par Boris Nikolaevič El'cin. Cela a été la période la plus dure de mon travail. J'ai reçu deux avertissements de Boris Nikolaevič El'cin: [...] le premier, pour avoir organisé le congrès des informels en août 1987, le deuxième, une exposition de peinture. [...] Pendant un mois, beaucoup de collègues, les plus prudents, ne m'ont pas salué parce qu'on considérait que j'étais un homme perdu après août 1987. [...] Les adjoints d'El'cin nous avaient réprimandés, mon premier secrétaire (qui m'avait donné son accord pour la conférence d'août) et moi; l'un d'eux, un certain Karabasov [secrétaire du MGK pour l'idéologie], avait trépigné et hurlé qu'il nous mettrait tous en prison après cette rencontre d'août, et que nous le paierions de notre carte du Parti" (N. Krotov, entretien du 17/2/1994).

Or on observe un revirement de situation en automne. Le Comité central du PCUS approuve l'action des deux *rajkoms*:

"A la mi-octobre, après la destitution d'El'cin<sup>40</sup>, le secrétariat du CC s'est réuni spécialement pour discuter de notre question. C'est Razumovskij<sup>41</sup> qui menait les débats, et notre expérience a alors été approuvée" (N. Krotov, entretien du 17/2/1994).

Ce qui importe ici est la succession des événements: l'approbation du congrès d'août 1987 par le Comité central intervient juste après l'"affaire El'cin". Les informels sont donc utilisés pour la première fois dans les jeux de pouvoir au plus haut niveau, dans un contexte particulièrement tendu (El'cin est destitué de son poste de premier secrétaire du Comité du Parti de la ville de Moscou sans que Gorbačëv ne s'y oppose). Bien sûr, les deux événements n'ont pas le même retentissement sur la scène politique. Mais le contexte a probablement incité les réformateurs au niveau le plus élevé du pouvoir à accorder au mouvement informel des signes de reconnaissance pour tenter d'adoucir, au sein de l'appareil du Parti, l'effet produit par la destitution d'El'cin. Les organisateurs de la Rencontre-dialogue sont autorisés à donner deux conférences de presse à l'APN<sup>42</sup>, les *Nouvelles de Moscou* et *Ogonëk* publient des articles favorables à la rencontre<sup>43</sup>.

---

<sup>38</sup> "Ces messieurs les informels n'étaient pas blancs comme neige, ils ont fait beaucoup de bêtises (des meetings non autorisés, des piquets ridicules). Et nous devons nous expliquer sur ces bêtises au gorkom [Comité du Parti de Moscou] et à d'autres endroits, ce qui n'était pas très agréable" (Ju. Čabanov, entretien du 22/6/1996).

<sup>39</sup> Selon N. Krotov, entretien du 17/2/1994.

<sup>40</sup> El'cin est destitué de son poste de membre suppléant du Politburo fin octobre 1987 et de son poste de premier secrétaire du MGK le 11 novembre 1987. Sur cette affaire, cf. encadré 8 p. 203.

<sup>41</sup> Georgij P. Razumovskij est chef adjoint du Département du travail organisationnel du Parti au Comité central. On peut donc en conclure que c'est l'activité des *rajkoms* qui est jugée ici et non la politique à l'égard des informels, qui relève d'autres départements du CC.

<sup>42</sup> V. KARDAIL'SKIJ. *Klub "Perestrojka". Opyt pervyh mesjacev raboty* [Le club "Perestrojka". Expérience des premiers mois de travail]. Moscou, novembre 1987, 6 p. et B. KELLER. Soviet clubs step on official stage: Government-sponsored news session held by avowedly independent groups. *New York Times*, 9/10/1987 (article repris dans *Otkrytaja zona*, janvier 1988, 3, p. 63-65).

<sup>43</sup> P. TAMAS. Uhod za kul'turnymi kornjami. *Otkrytaja zona*, janvier 1988, 3, p. 61-62.

Au même moment, le CC tient peut-être aussi à rassurer les clubs sur leur sort en les informant de la préparation d'une loi les concernant. Lors de la première réunion des rédacteurs de journaux indépendants à Leningrad en octobre 1987, P. Filippov, membre du club Perestrojka de Leningrad, le confirme:

"Selon mes informations, le président du club moscovite Perestrojka, Perlamutrov, a récemment été invité à une réunion du CC du Parti où un responsable du Département de l'Agitation et de la Propagande a fait un exposé. Le rapporteur, tout en critiquant ceux qui ne savaient pas mener un travail politique, a dit que le Parti n'avait pas l'intention de succomber à la tentation de l'interdiction. Un projet de loi se prépare, devant accorder à tout groupe de personnes le droit de s'enregistrer auprès du Soviet des députés du peuple et de proposer un candidat aux élections"<sup>44</sup>.

Les clubs déchanteront quelque peu, on le verra, en découvrant le contenu du projet de loi en janvier 1988.

### **Les dividendes de la réussite**

La conférence d'août 1987 crée une dynamique dans le mouvement. Les clubs organisateurs deviennent des points de repère pour les personnes en quête de lieux de discussion. Cet effet profite surtout au club Perestrojka qui attire un nombre croissant de membres et multiplie ses contacts avec les journalistes étrangers.

On assiste également à un foisonnement de réunions entre clubs informels et représentants du pouvoir, organisées sur le même modèle. Le label "rencontre-dialogue" est repris par une conférence à Moscou entre le Comité de la ville de Moscou du Komsomol et des clubs informels (FSOK, VSPK et plusieurs clubs de province) en janvier 1988 ou encore par une réunion à Sverdlovsk en mai 1988. Bien qu'aucune de ces conférences n'ait le retentissement de celle d'août 1987, elles finissent par donner une impression de mouvement dans l'ensemble du pays.

La rencontre d'août 1987 permet le lancement de nouveaux projets qui avaient été présentés en séance plénière. C'est le cas de Dignité des citoyens<sup>45</sup> et de Mémorial, qui deviendra l'un des emblèmes du mouvement informel. Un embryon de réseau indépendant d'information prend également forme<sup>46</sup>.

Mais surtout, la conférence d'août 1987 sert de catalyseur à la transformation *explicite* des clubs en acteurs politiques:

"Le fait d'avoir participé à la rencontre a constitué un tournant décisif pour le club Perestrojka à bien des égards. La majorité des militants a alors compris que la salle de discussion ne pouvait plus demeurer l'unique et principale forme d'existence du club. Il y a eu une volonté générale de transformer le club en un acteur social indépendant,

---

<sup>44</sup> Vstreča redaktorov i predstavitelej nezavisimyh izdanij v Leningrade 24-25 oktjabrja 1987 g. [Rencontre des rédacteurs et représentants des publications indépendantes à Leningrad, les 24-25 octobre 1987]. *Točka zrenija*, 4, septembre-décembre 1987, p. 59.

<sup>45</sup> Le groupe propose une réforme du système judiciaire: contrôle du respect des procédures judiciaires, introduction de la présomption d'innocence, assistance juridique et réhabilitation des victimes d'erreurs judiciaires, limitation de la détention préventive à des cas exceptionnels, amélioration des conditions de travail et de vie des détenus en vue d'une meilleure réinsertion (V. ZOLOTARËV. *Predvaritel'noe zjavlenie o sozdanii obščestvennoj organizacii "Proekt Graždanskoe dostoinstvo"* [Déclaration préliminaire sur la création de l'organisation sociale "Projet Dignité des citoyens"]. Moscou, 20 août 1987).

<sup>46</sup> V. IGRUNOV. O neformal'nyh političeskikh klubah Moskvy [Les clubs politiques informels de Moscou]. *Problemy Vostočnoj Evropy*, 1989, 26, p. 60-83.



ayant son propre visage et son programme politique. (Comme l'a montré la rencontre, d'autres clubs d'initiatives sociales ont connu un processus similaire)"<sup>47</sup>.

Les discussions les plus importantes du club Perestrojka, celles qui lui donnent son "vrai visage", portent sur des thèmes politiques. Même si le club organise des débats sur des sujets économiques (cf. encadré ci-dessous), conformément aux attentes du Parti, le bulletin du club, *Otkrytaja zona*, ne relate le contenu que des discussions politiques. Le débat autour d'un article de I. Kljamkin sur le passé stalinien y est intégralement retranscrit; un numéro spécial est consacré au débat sur le projet de loi sur les associations; un autre concerne l'ensemble de textes sur la réforme politique rédigés par les membres du club en vue de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti.

**Encadré 4 : Liste des discussions organisées par le club Perestrojka/Perestrojka démocratique (mars 1987 - juin 1988)**

**Discussions portant sur des thèmes économiques:**

- Projet de loi sur l'entreprise d'Etat, 26/3/1987
- Discussion sur l'article de G. POPOV. S točki zrenija ekonomista [Du point de vue d'un économiste]. *Nauka i žizn'*, 5, 1987, 19/5/1987
- Mécanismes du marché aux Etats-Unis, 10/6/1987
- Problèmes de création des conseils des collectifs de travailleurs, 7/7/1987

*Discussions postérieures à la Rencontre-dialogue:*

- Propositions d'amendements à la Loi sur les collectifs de travailleurs, 22/9/1987
- Problèmes économiques et sociaux de la perestrojka, 20/10/1987
- Gestion de l'économie: démocratisation, 2/11/1987
- Réforme économique radicale et formation des prix, 17/11/1987
- Aspect économique de la lutte contre la bureaucratie, 1/12/1987
- Voies de la réforme économique, 23/2/1988
- Contradictions économiques de la perestrojka, 29/3/1988
- Discussion sur le projet de loi sur les coopératives, 12/4/1988
- Economie et écologie, 24/5/1988

**Discussions portant sur des thèmes politiques:**

- Bureaucratisme et perestrojka, 7/4/1987
- Soviets et parlementarisme, 21/4/1987
- Expérience de développement de la démocratie dans les pays socialistes d'Europe, 5/5/1987
- Etude sur la bureaucratie ou aspects de politique intérieure du bureaucratisme, 2/6/1987

*Discussions postérieures à la Rencontre-dialogue:*

- Discussion autour de l'article de I. Kljamkin, chercheur à l'IEMSS (Kakaja ulica vedët k hramu? [Quelle rue mène au temple ?]. *Novyj mir*, 11, 1987), 28/12/1987
- Projet de loi sur les unions et associations volontaires, 26/1/1988
- Komsomol et perestrojka, 9/2/1988
- De la démocratisation socialiste et de la responsabilité historique de notre génération [les conférenciers invités sont des soixantards], 15/3/1988
- Problèmes de perfectionnement du système politique et garanties juridiques de la démocratisation, 26/4/1988
- Discussion sur les thèses programmatiques du club Perestrojka démocratique et de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti, 10/5/1988
- Aspects éthiques et historiques de la création d'un mémorial aux victimes de la répression stalinienne, 7/6/1988
- A l'occasion du millénaire du baptême de la Russie, 21/6/1988

<sup>47</sup> A. FADIN. Dviženie obščestvennyh iniciativ: trudnyj opyt social'nogo samoproektirovanija [Le mouvement d'initiatives sociales: une expérience difficile de projet social indépendant] In D. DONDUREJ, I. ŽEŽKO dir. *Proryv v real'nosti (Social'noe projektirovanie v sfere kul'tury)* [Une brèche dans la réalité (projets sociaux dans la sphère culturelle)]. Moscou: Ministère de la Culture de la RSFSR, Académie de Sciences de l'URSS, Institut de recherche sur la Culture, 1990, p. 142-156.

Le caractère politique des clubs est attesté encore davantage lorsque les informels reçoivent les preuves tangibles qu'ils sont instrumentalisés par les conservateurs et les réformateurs dans le Parti et le Komsomol. Ils font l'objet d'une offensive dans la presse conservatrice au début de l'année 1988 (cf. supra p. 141). Ils bénéficient de fuites: on leur transmet un document confidentiel du CC du Komsomol qui leur est hostile et qu'ils s'empressent de publier, ou encore le discours d'El'cin au Plénum du Comité central du PCUS d'octobre 1987 qui n'est pas paru dans la presse officielle<sup>48</sup>. Les informels voient dans cette double instrumentalisation de la part des conservateurs et des réformateurs des opportunités d'action et déchiffrent à travers elle leur importance dans le jeu: ils sont pris très au sérieux et servent de plus en plus d'arguments dans les luttes intestines du Parti et du Komsomol.

## 2/ Un effet pervers: les tentatives d'enclavement des clubs par le Parti

Après la Rencontre d'août 1987, les réformateurs du Parti peuvent difficilement mettre fin à leur "expérimentation" avec les clubs informels. Ils s'efforceront d'enserrer ces mouvements dans des limites et de mettre en place de nouveaux dispositifs pour circonscrire leur champ d'activité.

Les *rajkom*s tentent tout d'abord d'éloigner les clubs informels de la sphère politique. Des mois durant, le *rajkom* Sevastopol' lance des appels au bureau du Parti de l'Institut central d'économie mathématique (CEMI), où se réunit le club Perestrojka, pour que celui-ci ramène le club sur le terrain économique. La méthode envisagée est classique: elle consiste à recourir aux membres du PCUS et propagandistes de l'institut et à leur assigner un rôle de surveillance et d'influence. Un mois après la conférence d'août 1987, un membre du bureau du Parti du CEMI constate en effet que le club Perestrojka, qui "*fonctionnait auparavant comme un séminaire de l'institut et s'occupait de questions économiques*", s'est transformé: depuis l'été 1987, sa "*thématique a changé, elle s'est éloignée des problèmes économiques*". Bref, le mot est lâché: "*le club est devenu une organisation informelle. Il n'a ni statuts, ni programme. Il a des leaders informels. Pour l'instant, le club n'est pas enregistré au Soviet de Moscou en tant qu'organisation informelle*". Le bureau confie à deux de ses membres ("*kurator*") le soin de "*se renseigner sur le travail du club Perestrojka et de faire un rapport au rajkom du PCUS*"<sup>49</sup>. En juin 1988, le même bureau du Parti décide de faire de la propagande auprès des chercheurs du CEMI et d'organiser à leur intention des conférences et réunions "*sur les tendances négatives qui ont cours dans les organisations informelles*"<sup>50</sup>, probablement pour éviter une contagion au sein des instituts académiques. En octobre 1988, le secrétaire du bureau, se désolant de la passivité des membres du Parti de l'institut devant les "*idées et déclarations douteuses*" proférées lors des discussions du club Perestrojka démocratique, rappelle "*aux communistes, et en particulier aux propagandistes, conférenciers de l'Association Znanie et membres de la commission de contre-propagande, leur devoir de membres du Parti qui consiste non seulement à être présents, mais aussi à défendre leurs convictions partout où ils se trouvent. Le bureau du Parti considère nécessaire premièrement de renforcer le club par la présence de chercheurs membres du PCUS et du Komsomol, et*

---

<sup>48</sup> Le texte du discours leur est transmis par l'Agence de presse Novosti (APN) (A. ŠUBIN. *Paradoksy perestrojki...*, op. cit, 2005, p. 167).

<sup>49</sup> *Protokol n°51 zasedanja partijnogo bjuro pervičnoj partijnoj organizacii CEMI* [Procès verbal n°51 de la réunion du bureau de la cellule de base du Parti du CEMI], Moscou, 23 septembre 1987.

<sup>50</sup> *Protokol n°71 zasedanja partijnogo bjuro pervičnoj partijnoj organizacii CEMI* [Procès verbal n°71 de la réunion du bureau de la cellule de base du Parti du CEMI], Moscou, 29 juin 1988.

deuxièmement d'arriver à ce que le club se réoriente principalement vers une problématique économique"<sup>51</sup>.

Peine perdue, puisque le club Perestrojka démocratique a déjà rédigé son premier programme politique depuis cinq mois ("Mandat démocratique"<sup>52</sup>).

La deuxième tactique du Parti vise à orienter l'activité des clubs vers des tâches *administratives* à l'échelon micro. Ainsi les informels ne sont-ils sollicités que pour concevoir des modèles de réforme au niveau de l'arrondissement ou d'une entreprise. Pendant l'été 1988, le *rajkom* Sevastopol' propose au club Perestrojka de l'aider à introduire l'autogestion économique dans une usine de produits pharmaceutiques de l'arrondissement et de constituer un groupe de conférenciers spécialisés sur ces questions; d'élaborer un modèle de séparation des pouvoirs au niveau de l'arrondissement, d'organiser des tables rondes et discussions sur le sujet. Ces propositions sont acceptées par le club en échange d'une aide pour acquérir des photocopieurs, un local et une ligne téléphonique avec répondeur<sup>53</sup>.

Le Parti met également au point une stratégie plus complexe d'*ingestion* des informels par les *rajkoms*. Les comités d'arrondissement créent deux types de structures de médiation entre la sphère officielle et les clubs informels: (i) des "*groupes idéologiques spécialisés de militants de base*" (*gruppy specializirovannogo ideologičeskogo aktiva*, anciennement nommés "commissions de contre-propagande"), qui affichent clairement leur rattachement aux *rajkoms*, et (ii) de faux clubs informels.

Les "*groupes idéologiques spécialisés de militants de base*" sont chargés d'assurer le lien entre le *rajkom* d'une part et les clubs de discussion d'instituts de recherche ou les organisations informelles d'autre part.

#### **Encadré 5 : Le "groupe idéologique spécialisé de militants de base" de l'arrondissement Brejnev/Čerëmuški**

Le groupe de l'arrondissement Brejnev/Čerëmuški, baptisé "Groupe d'étude et de coordination des initiatives sociales", comporte quatre départements: "information et méthode", "ressources humaines", "département opérationnel", "perspective".

Son objet est de collecter les matériaux des clubs et d'"élaborer des recommandations pratiques et des modèles d'action dans des situations types" (manifestations, meetings, discussions publiques...). Au sein des clubs informels, "*les communistes doivent directement influencer (non seulement de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur) la promotion de certains leaders, élaborer des programmes, des formes d'organisation, influencer sur le type d'actions menées par les clubs sociaux socialistes*".

Les militants doivent suivre une préparation d'un an, s'aguerrir à la méthode des jeux de rôle et s'imprégner des travaux méthodiques et autres documents de la Maison d'éducation politique du Comité du Parti de la ville de Moscou<sup>54</sup> (qui se penche sur le sujet à partir de 1988). Les cours abordent par exemple les thèmes suivants: "principes fondamentaux de comportement lors d'une discussion, d'un débat idéologique, d'une

<sup>51</sup> *Otčet sekretarja partbjuro Presnjakova V.F. na otčetno-vybornoj sobranii CEMI: o rabote partbjuro za period s nojabrja 1986g. po oktjabr' 1988g.* [Compte-rendu du secrétaire du bureau du Parti Presnjakov V.F. à la réunion du CEMI sur les résultats des élections: activité du bureau du Parti de novembre 1986 à octobre 1988], 27 octobre 1988, p. 78-83.

<sup>52</sup> KLUB DEMOKRATIČESKAJA PERESTROJKA. *Demokratičeskij nakaz...*, op. cit., 1988.

<sup>53</sup> V. KARDAIL'SKIJ. Klub "Demokratičeskaja Perestrojka": mesjac za mesjacom [Le club Perestrojka démocratique mois par mois]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 10-16.

<sup>54</sup> Les Maisons d'éducation politique (*dom politprosvěščeniya*) ont été créées en 1956 auprès des comités du Parti pour apporter une aide méthodique aux propagandistes du PCUS sous forme de cours, séminaires, publications, consultations. Elles assurent la formation permanente de ce personnel (*Bol'saja sovetskaja ènciklopedija* [Grande encyclopédie soviétique], 3<sup>ème</sup> édition. Moscou, 1969-1978).

<sup>55</sup> Source: S. STANKEVIČ. Dialog s "neformalami" [Dialogue avec les "informels"]. *Družba*, 7, décembre 1988. S. Stankevič, membre de ce "groupe de militants de base" ainsi que de clubs informels, reniera la paternité de cet article, mais non l'exactitude de son contenu.

polémique"; "points épineux de l'histoire de l'URSS et du PCUS"; "relations interethniques en URSS"; "démocratisation du système politique en URSS, droits de l'homme"; "rôle de la religion dans l'histoire et la vie contemporaine en URSS"<sup>55</sup>.

Pour être agréés par les clubs informels, les membres de ces groupes de propagande ne doivent pas être assimilés à des fonctionnaires du *rajkom*:

"Ce n'était pas des fonctionnaires du *rajkom*, mais des militants de base. Stankevič non plus n'était pas membre du *rajkom*, c'était un militant. Le groupe de travail avec les mouvements sociaux près le *rajkom* du Parti était en fait une organisation sociale. Il ne percevait pas de salaire. De tous ceux que j'ai nommés – Rumjancev [l'un des leaders du club Perestrojka], Stankevič –, aucun n'était formellement au *rajkom*. Ce n'était pas un recrutement, on leur donnait simplement la possibilité d'agir. Rumjancev travaillait avec le *rajkom* Sevastopol'" (N. Krotov, entretien du 17/2/1994).

Ceux qui sont ciblés par le *rajkom* Brejnev/Čerėmuški sont de jeunes chercheurs, assistants ou enseignants du supérieur, qu'ils soient membres du PCUS ou candidats à l'adhésion. Après une phase de formation par le *rajkom*, ils devaient selon toute vraisemblance entrer dans les clubs informels. C'est du moins ce que suggère le parcours de S. Stankevič: enseignant d'histoire à l'Institut pédagogique Lénine (où se constitue le club Obščina), il est contacté au lendemain de la conférence d'août 1987 par le *rajkom* Brejnev<sup>56</sup> et devient quasiment le bras droit de Krotov<sup>57</sup>, instructeur chargé des informels. Tout en poursuivant ses activités dans le "Groupe d'étude et de coordination des initiatives sociales" du *rajkom*, il devient en 1988 membre de deux clubs informels: un club du Parti et le Front populaire de Moscou (MNF). Les "groupes idéologiques spécialisés de militants de base" recrutent également des informels, de préférence membres de la direction d'un club (cas de O. Rumjancev, selon le témoignage de N. Krotov). Le Komsomol semble, quant à lui, avoir envisagé de rémunérer officiellement ses recrues: le Comité central suggère aux comités de niveaux inférieurs d'"étudier attentivement les idées politiques des leaders des associations politiques; dans la mesure du possible, de proposer à ceux dont les opinions et le niveau de formation politiques ne soulèvent aucun doute de travailler dans les organisations du Komsomol, principalement dans les organisations de base, en les mettant éventuellement en disponibilité"<sup>58</sup>. Il n'est d'ailleurs pas exclu que le Parti ait lui aussi envisagé le recrutement de certains informels en tant que permanents:

"Nous avons toujours eu des difficultés à trouver des personnes politiquement actives parce qu'il n'était pas possible de se mettre en valeur par la parole. Et en ce sens, les discussions [des clubs informels] étaient importantes pour moi parce qu'elles me permettaient d'identifier les personnes susceptibles de m'assister. Je le dis franchement: je cherchais des personnes qui auraient pu d'une certaine façon m'aider directement dans mon travail" (N. Krotov, entretien du 17/2/1994).

Pour établir un pont avec les clubs informels, les comités du Parti et du Komsomol ont également l'idée de créer une forme originale d'organisation intermédiaire, qu'on pourrait qualifier de "faux clubs" informels. Un document provenant des archives du département idéologique du *rajkom* Sevastopol' défend cette option qui semble adaptée dans la mesure où

<sup>56</sup> S. Stankevič, entretien du 1/9/1994.

<sup>57</sup> N. Krotov, entretien du 17/2/1994.

<sup>58</sup> OTDEL AGITACII I PROPAGANDY CK VLKSM. O dejatel'nosti tak nazyvaemyh neformal'nyh obščestvenno-političeskikh klubov moloděži..., *op. cit.*, 1988.

les spécialistes du Comité anticipent une impossibilité de contrôler les clubs par des moyens traditionnels<sup>59</sup>:

"Tenter de neutraliser leur activité par des moyens administratifs ne fera que rapprocher davantage les 'informels' des 'dissidents', orientera encore plus leur activité vers des 'actions' conçues pour avoir une 'résonance internationale'. [...] Il serait pertinent de laisser les 'informels' mener leurs 'activités' politiques sous un certain contrôle, tout en invitant des propagandistes membres du Parti, du Komsomol et des sans-parti ayant une bonne préparation théorique à participer à leurs meetings, rencontres et discussions sur les documents qu'ils soumettent. Etant donné que les 'informels' sont extrêmement sensibles aux tentatives de placer l'activité de leurs organisations sous 'contrôle officiel', mais entrent volontiers en contact et collaborent avec d'autres organisations, il conviendrait, selon toute vraisemblance, d'activer au maximum le travail de création de clubs politiques par le VLKSM [Komsomol] au sein de la jeunesse étudiante et ouvrière [...]. Les contacts entre ces clubs et les 'informels', la préparation et la participation à des actions communes seront d'une part une véritable école de formation à la lutte politique et idéologique pour les komsomols, et d'autre part élimineront l'auréole de 'rébellion' et d'"héroïsme' qui entoure les 'informels' et est pour beaucoup dans l'intérêt mais aussi la sympathie qu'ils suscitent auprès d'une partie de la population".

En 1988, les comités du Parti et du Komsomol en relation directe avec les informels sont parfaitement conscients des enjeux: (i) de la facilité avec laquelle les clubs pourraient se transformer en une opposition s'ils venaient à être traités par le pouvoir comme les dissidents, (ii) de la concurrence "déloyale" qu'ils pourraient représenter pour les institutions officielles de socialisation politique telles que le Komsomol et le Parti, s'ils étaient trop "choyés" par le pouvoir.

En créant des "clubs informels", les *rajkom*s cherchent à agglomérer, voire à absorber, les vrais clubs politiques dans un univers sécurisé où ils ont le sentiment de pouvoir compter sur le sens du devoir des membres du Parti et du Komsomol pour exercer un contrôle. Le montage utilisé pour camoufler la nature de ces faux clubs est parfois complexe, faisant intervenir des groupes eux-mêmes à mi-chemin entre le Komsomol et le mouvement informel. Mais, par un étrange souci de formalisme, ces faux clubs s'enregistrent auprès des *rajkom*s Sevastopol' ou Brejnev/Čerëmuški du VLKSM, les rendant ainsi facilement distinguables. C'est le cas du club "Fakel" (Flambeau), qui se réunit sous les auspices du *rajkom* Brejnev/Čerëmuški du Parti. Y participent entre autres des membres dirigeants du club Obščina.

Le risque de voir les informels se transformer en concurrents sérieux du Komsomol paraît d'autant plus crédible aux spécialistes du Parti et du VLKSM qu'ils observent ce qui se passe dans les autres pays de l'Est. Ils constatent par exemple qu'en Hongrie les choses sont allées beaucoup loin qu'en URSS: l'"universalité du Komsomol" y a été remise en cause dès le début des années 1980, et en 1988 les dirigeants dudit Komsomol ont officiellement accepté l'idée que leur mouvement ne détenait plus de monopole parmi la jeunesse. La direction du Komsomol hongrois a même renoncé à sa politique d'ingestion des informels et de brouillage des frontières, considérant que "*renforcer son influence en absorbant les associations de*

---

<sup>59</sup> Le texte, intitulé "'Perestrojka-88': nekotorye vyvody i predloženiya" [Perestrojka-88: quelques conclusions et propositions], 3 p., provient des archives personnelles de Ju. Čabanov, chef du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol'. Datant probablement de la première moitié de 1988, il n'est ni signé ni adressé à un destinataire précis. Il est possible qu'il s'agisse d'un document de travail interne au Département.

*jeunes en tous genres n'avait fait qu'éroder [l']identité [du Komsomol] et l'aliéner de façon de plus en plus manifeste des masses des jeunes*<sup>60</sup>.

Les leaders informels moscovites ne dissimulent pas vraiment leur participation aux diverses instances de médiation créées à l'initiative des *rajkoms* du Parti. En revanche, les entretiens *informels* réguliers (trimestriels, voire mensuels) du chef du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol' avec les principaux leaders de clubs ne sont mentionnés nulle part. Les clubs préfèrent insister sur des formes plus classiques d'interaction avec le pouvoir (pour parler bi- ou multilatéraux avec les comités du Parti pour obtenir satisfaction à l'une ou l'autre de leurs requêtes, etc.).

Les réformateurs du Parti cherchent à maintenir les informels hors des questions politiques et tiennent à les cantonner à des débats sur les questions économiques, en sollicitant leur aide pour la mise en œuvre de l'autogestion dans les entreprises. Ils cherchent à resserrer les liens avec les clubs par la mise en place d'organisations intermédiaires de contrôle, voire d'ingestion des clubs (allant jusqu'à envisager le recrutement d'informels).

Cette stratégie d'enclavement s'explique parce que les réformateurs anticipent deux dangers: ils redoutent de transformer les informels en "dissidents" en étant trop répressifs, mais ils courent aussi le risque de les voir devenir des concurrents du Komsomol en étant trop peu vigilants<sup>61</sup>.

### **III/ La rançon du succès: la consolidation de l'aile "radicale"**

A la suite de la Rencontre-dialogue d'août 1987, les clubs informels attirent de nouveaux adhérents qui vont remettre en cause la légitimité de la collusion avec le pouvoir. L'arrivée de ces membres est un effet du succès des clubs, mais elle modifie les relations internes au mouvement. Le rapport au pouvoir est une source permanente de conflits entre informels. Dans la période qui suit la Rencontre-dialogue, on assiste ainsi à l'émergence et à la consolidation de la catégorie des "radicaux", conçue pour désigner les opposants à la politique de négociation avec le pouvoir.

Cette étiquette est d'abord utilisée comme un stigmat, mais deviendra une ressource et aura sa place dans le mouvement. C'est probablement parce qu'elle prend naissance au cœur du mouvement moscovite (le club Perestrojka) et non dans ses marges, qu'elle acquerra une légitimité que n'avaient pas pu avoir les "extrémistes" du séminaire Démocratie et humanisme, marginalisés en août 1987. Autrement dit, ce sont les luttes au sein du club Perestrojka, dont le noyau dirigeant se veut "modéré" et cherche à éliminer les "radicaux", qui légitimeront l'existence de ces "radicaux" dans le mouvement.

Les conflits sur la politique de négociation avec le Parti n'ont pas pour seul effet d'objectiver des catégories d'informels ("radicaux", "modérés" ou "réalistes"), ils modifient également en profondeur l'identité même du mouvement, sa définition de soi, parce qu'ils touchent à des enjeux de pouvoir internes. Dans le conflit qui divise le club Perestrojka, la

---

<sup>60</sup> V. LEVIČEVA. Opyt raboty moloděžnyh sojuzov socialističeskih stran s samodejatel'nymi neformal'nymi ob'edinenijami [L'expérience de travail des unions de la jeunesse des pays socialistes avec les associations autonomes informelles] In V. SEMÉNOVA dir. *Neformal'nye ob'edinenija moloděži včera, segodnja... a zavtra?* [Les associations informelles de la jeunesse hier, aujourd'hui... et demain?]. Moscou: Ecole supérieure du Komsomol près le Comité central du VLKSM, Département scientifique, 1988, p. 55-61 (imprimé en décembre 1988). V. Levičeva travaille dans l'appareil du Komsomol et est également membre de la Commission d'étude sur le mouvement des associations, clubs et groupes d'initiatives autonomes de l'Association soviétique de sociologie (cf. supra chapitre 2).

<sup>61</sup> On notera qu'ils ne sont pas perçus comme suffisamment sérieux pour être considérés comme des concurrents potentiels du Parti.

contestation de la collusion avec le pouvoir vient à se confondre avec la contestation du mode de domination interne. De surcroît, la portée de ce conflit va bien au-delà du club Perestrojka puisque celui-ci est devenu, à la suite de la Rencontre-dialogue d'août 1987, le lieu principal de réunion des informels moscovites. Le difficile établissement des règles du jeu internes, les redéfinitions d'identités au cours de cette crise ont donc toutes les chances d'avoir un effet systémique sur le mouvement.

## 1/ Le club Perestrojka au centre de la tourmente

Après la conférence d'août 1987, le club Perestrojka se trouve être le seul à disposer d'une grande salle de réunion (d'une capacité de 300-400 places) dans des instituts de recherche prestigieux (CEMI et IEMSS). La détention de ces locaux lui donne un avantage non négligeable dans la concurrence avec le KSI, qui est alors son rival le plus sérieux<sup>62</sup>. Comptant une trentaine d'adhérents avant le mois d'août 1987<sup>63</sup>, le club Perestrojka double ses effectifs à l'automne suivant, puis réunit 90 militants actifs en janvier 1988. Il attire à la fois de nouvelles recrues et les membres de clubs dépourvus de locaux (Dignité des citoyens, KSI, etc.)<sup>64</sup>.

La crise éclate à un moment charnière de l'évolution du club, peu après la réunion d'août 1987, lorsque les nouveaux venus commencent à dépasser en nombre les membres fondateurs. Le noyau dirigeant anticipe en effet un renversement des rapports de force, une dévalorisation de l'image de marque du club et une modification des relations instaurées avec la direction du CEMI, i.e. une remise en cause de la politique de "coopération" avec l'aile réformatrice du Parti<sup>65</sup>. Les nouveaux venus modifient donc le sens de la mobilisation initiale (que ce soit par leurs propres actions ou par l'anticipation des "pères fondateurs"). Une ligne de clivage se dessine alors entre le "noyau des anciens" (*staryj aktiv*) et les autres. L'idée d'une homogénéité des militants de la première heure se propage rapidement dans le club, fondée sur des raisons à la fois structurelles (appartenance aux mêmes réseaux de sociabilité politique, similarité des trajectoires professionnelles) et conjoncturelle (les liens interpersonnels au sein du noyau dirigeant se sont resserrés au moment de la préparation de la Rencontre d'août 1987, lorsque, par un effet de concurrence, ses membres se sont vus isolés par le KSI, cf. supra p. 131). Or cette homogénéité est rompue après août 1987 par un changement "à vue d'œil" de la composition du club avec l'arrivée de membres de plus en plus nombreux et de moins en moins "triés sur le volet" (les voies de recrutement initiales sont taries)<sup>66</sup>. Mais surtout, les nouveaux venus se démarquent par un comportement politique qui n'est pas jugé conforme à celui qu'on attendrait d'intellectuels "académiques". Instinctivement, les membres du club sentent que les formes de mobilisation, plus agressives et radicales, que les nouveaux importent s'écartent des modes et de l'esprit de résistance cultivés dans le milieu académique qui servent de référence aux fondateurs de Perestrojka pour asseoir l'identité de leur club:

---

<sup>62</sup> Le KSI, qui entend coordonner l'activité des clubs informels, est abrité par l'Association soviétique de sociologie, mais il ne dispose pas d'un local suffisamment vaste pour servir de point de convergence aux militants de ces clubs (V. IGRUNOV. O neformal'nyh političeskikh klubah Moskvy..., *op. cit.*, 1989).

<sup>63</sup> KLUB DEMOKRATIČESKAJA PERESTROJKA. Zajavlenie kluba "Demokratičeskaja Perestrojka" (18/1/1988) [Déclaration du club "Perestrojka démocratique" (18/1/1988)]. *Levyj Povorot*, ca janvier 1988, p. 29.

<sup>64</sup> L'un de ses membres, Jurij Skubko, rapporte que le club était appelé le "bureau des mariages" des informels car il permettait toutes sortes de rencontres (Y. SKOUBKO. "Le plus important, c'est de commencer". Notes sur la préhistoire de l'Union démocratique. *Revue des études slaves*, LXVII/2, 1995, p. 447-456).

<sup>65</sup> P. KUDJUKIN. Uroki odnogo krizisa [Les leçons d'une crise]. *Otkrytaja zona*, janvier 1988, 3, p. 77-84.

<sup>66</sup> Le changement est souligné par tous les membres qui ont écrit sur le mouvement (voir par exemple A. FADIN. Dviženie obščestvennyh iniciativ: trudnyj opyt social'nogo samoproektirovanija..., *op. cit.*, 1990; V. IGRUNOV. O neformal'nyh političeskikh klubah Moskvy..., *op. cit.*, 1989 et P. Kudjukin dans un entretien du 12/1/1994).

"Après le congrès des informels en été [1987], des personnes encore plus éloignées de l'intelligentsia académique sont arrivées dans le club Perestrojka. [...] Prenons par exemple Skubko et Kuzin: ils étaient tous deux candidats ès sciences et travaillaient dans des instituts de recherche. Ils étaient plus intégrés dans le milieu académique que Fadin et Kudjukin par exemple<sup>67</sup>. Mais, il n'empêche, ils représentaient un autre type d'individus, orientés vers l'action sociale. Après la conférence d'août des informels, est apparue une vague de personnes orientées vers l'action sociale" (V. Igrunov, entretien du 22/6/1994).

Avec l'arrivée de cette nouvelle vague, ce qui est en jeu est la nature même du club. Le noyau dirigeant construit une grande partie de sa légitimité sur son ancienneté dans le mouvement. La conférence d'août 1987 devient une ligne tangible de partage: y avoir participé a valeur de "lettre de noblesse".

## 2/ "Radicaux", "démocrates éthiques" et "réalistes"

L'antagonisme entre "nouveaux" et "anciens" devient rapidement explicite et porte sur deux points, qui vont se confondre au cours du conflit: (i) l'attitude du club face au pouvoir, (ii) la légitimité de la position dominante des "anciens" dans le club et les règles de fonctionnement interne.

Parmi les nouveaux venus, certains jugent le noyau dirigeant trop complaisant à l'égard du CEMI et redoutent que le club ne devienne un "*appendice de l'administration du CEMI*"<sup>68</sup>. D'autres, désireux de passer à une opposition immédiate, veulent donner au club une orientation encore plus critique envers le pouvoir. Ils seront appelés "radicaux" par le noyau dirigeant.

Face aux "radicaux", les membres fondateurs préconisent le "réalisme", i.e. la faculté d'adapter sa stratégie aux lieux et au rythme de la vie politique. Ils acceptent de s'autocensurer dans certains lieux (par exemple au CEMI) pour la sauvegarde du club, et d'internaliser cette contrainte de façon à ne pas faire passer la relation avec le pouvoir comme essentiellement contraignante. Ils s'efforcent aussi de s'adapter au tempo de la vie politique:

"La scission a commencé dès le début, dès le mois de septembre [1987]. Certains participants du club [...] ont alors essayé de créer *ex nihilo* une organisation ultraradicale. Nous étions opposés à une radicalisation *d'une telle rapidité* [souligné par CS]. Ils ont pratiquement aussitôt essayé de faire du club une organisation, au fond, dissidente. Nous nous y sommes opposés. Je parlais en tout cas du principe que le mouvement devait être progressif, se développer par étapes, et que les gens qui venaient aux réunions du club n'étaient pas préparés à entrer dans une lutte politique ouverte" (A. Danilov, entretien du 4/8/1994).

Le noyau dirigeant n'est donc pas opposé par principe à un affrontement avec les détenteurs du pouvoir – ce sont des oppositionnels qui n'optent pas pour une stratégie d'opposition frontale<sup>69</sup> –, il l'est dans un contexte politique précis et eu égard à la "frilosité" qu'il prête aux

---

<sup>67</sup> A la suite de leur arrestation en 1981 dans l'affaire des "Jeunes socialistes", A. Fadin et P. Kudjukin avaient perdu leurs postes à l'IMEMO et n'avaient pu retrouver d'emploi à l'Académie des sciences (cf. partie I, chapitre 1).

<sup>68</sup> S. Mitrohin, entretien du 9/8/1994.

<sup>69</sup> Ce positionnement n'est pas formulé ouvertement à l'époque. L'entretien de A. Danilov date de 1994, après que le mouvement informel, transformé en "mouvement démocratique", est effectivement devenu une opposition. Mais selon un autre "ancien", le noyau dirigeant envisageait clairement dès cette époque que le club, une fois admis dans le système politique, deviendrait une opposition (S. Mitrofanov, entretien du 20/8/2004).



segments sociaux (notamment l'"intelligentsia statutaire") que le club entend mobiliser et représenter dans l'espace politique.

Autre sujet de discorde, les "nouveaux" accusent les "anciens" de monopoliser l'accès aux positions de pouvoir dans le club. Ce sont les "anciens" qui préparent les débats bihebdomadaires de type académique: ils se chargent de l'obtention de la salle de réunion, choisissent les thèmes, invitent les conférenciers qui sont souvent des membres de l'establishment académique, mènent les débats, font les contre-exposés. Ce sont également eux qui animent les différents organes du club: bulletin *Otkrytaja zona*, sections de travail<sup>70</sup>. Selon les contestataires, ils forment une "caste" qui "coopte" les uns, marginalise les autres. Leur pouvoir dans le club tient avant tout aux bonnes relations qu'ils entretiennent avec les deux instituts hôtes: le CEMI et l'IEMSS. Autrement dit, leur autorité ne viendrait que de l'extérieur. Ce système de légitimité, dont la source est externe, aurait ainsi bloqué toute promotion interne:

– Le noyau dirigeant, explique S. Mitrohin, "se sentait en droit de dicter les règles. [Ses membres], parce qu'ils étaient loyaux envers les autorités du CEMI (une partie d'entre eux y travaillaient), se sentaient à leur place et nous considéraient comme d'insolents prétendants qui n'avaient pas à siéger au bureau [lors des débats de type académique]. [...]

– *Y avait-il des moyens de faire une ascension dans le club, en participant par exemple aux groupes de travail ou à la rédaction de la revue?*

– Je ne crois pas que cela aurait servi à faire une ascension. Je dirais plutôt que l'autorité qu'une personne pouvait avoir initialement dans le club découlait de sa position au sein de la structure où le club était organisé, en l'occurrence au CEMI. Puisque [certains dirigeants du club] travaillaient au CEMI, ils connaissaient les personnes influentes de l'institut et celles-ci les connaissaient. Les principales ressources étaient naturellement entre leurs mains. [...] Ils ont d'emblée été considérés comme des personnages importants, ainsi que ceux qui s'étaient alliés à eux dès le début, ceux qui avaient droit à *leur* respect. Une personne venue de nulle part n'aurait pu atteindre de tels sommets (rire)" (S. Mitrohin, entretien du 9/8/1994).

Dans un premier temps, les dominés manifestent leur opposition en réinterprétant certaines règles du jeu. Tantôt ils font de l'obstruction et réclament systématiquement le respect des procédures, qui sont des règles certes explicites mais qui ne sont pas censées être suivies à la lettre:

"[Les dirigeants du club] voyaient en nous une force destructive qui empêchait le club de fonctionner, ce qui était vrai en partie parce que nous faisons des scandales à la moindre occasion. Nous voyions en eux des usurpateurs, nous faisons constamment remarquer leurs entorses à la procédure. Ces entorses avaient bel et bien lieu parce que personne ne savait ni n'avait jamais appris à respecter une procédure, c'était perçu comme une pure formalité dans notre pays. Mais nous, nous en faisons notre miel. A présent, je dois dire que nous y accordions beaucoup trop d'importance" (S. Mitrohin, entretien du 9/8/1994).

Tantôt les contestataires enfreignent des règles tacites qui, elles, doivent être respectées. Ainsi le même Mitrohin s'installe-t-il un jour au bureau, violant l'"*ordre des rangs qui s'était naturellement instauré*"<sup>71</sup> et qui réservait *de facto* les places du bureau aux membres du noyau

<sup>70</sup> P. KUDJUKIN. *Uroki odnogo krizisa...*, *op. cit.*, 1988.

<sup>71</sup> S. Mitrohin, entretien du 9/8/1994.

dirigeant (la seule règle explicite de formation du bureau concerne le mode de nomination du président de séance, élu par l'assemblée).

Deux types de griefs s'accroissent contre le noyau dirigeant: sa subordination au CEMI et son pouvoir sans partage sur le club. Le groupe dominant est donc opposé à plusieurs groupes de moindre force – les opposants "radicaux" d'une part et les tenants d'une "démocratie interne", également appelés "démocrates éthiques" d'autre part – qui ne forment pas (encore) un ensemble uni et qui dépendent entièrement de ses ressources.

### 3/ Les ressorts de l'exclusion des "radicaux"

Dans la phase initiale de la crise, le noyau mène le jeu mais, pour dominant qu'il soit, il perd rapidement cette maîtrise au moment où les deux types de contestations vont se coaliser.

Après la réunion d'août 1987, le club cherche à se transformer formellement en une organisation politique et le noyau dirigeant en profite pour "resserrer les boulons":

"Il était devenu clair, indique A. Fadin, qu'il fallait établir un certain degré de formalisation (des statuts, un conseil, des procédures de délégation des pouvoirs, de prise de décision, etc.)", et, ajoute P. Kudjukin, une sélection à l'entrée<sup>72</sup>.

Les "démocrates éthiques" penchent, quant à eux, vers la formation d'une organisation de masse où la prise de décision ne serait pas monopolisée par un Conseil mais discutée par un collège plus large. Des statuts sont adoptés par voie de compromis, mais le texte, jugé "non opérationnel", est soumis à une révision<sup>73</sup>.

Pendant cette période de négociation, les camps en présence s'accordent à observer une règle de conduite selon laquelle les différends ne doivent pas être étalés devant leur public lors des débats bihebdomadaires<sup>74</sup> (mais ils se savent observés par leurs interlocuteurs du Parti, nous y reviendrons). Les conflits, récurrents depuis l'automne 1987, n'éclatent qu'*après* les débats et qu'en petit comité<sup>75</sup>. Lors d'une discussion survenue en plein cœur de la crise en décembre 1987<sup>76</sup>, des précautions sont prises pour que personne ne déroge à ce principe:

"Des deux côtés, on a été très chicaniers sur le déroulement de cette réunion pour que les intérêts d'aucune partie ne soient lésés par l'autre. L'ordre des interventions a été minutieusement réglé" (S. Mitrohin, entretien du 9/8/1994).

Mais assez rapidement, le conflit prend une tournure imprévue: un processus d'escalade s'enclenche, qui se traduit par la coagulation de divers groupes contre le noyau dirigeant. Cette escalade est justifiée de part et d'autre par un discours sur le franchissement intolérable de seuils, l'incompatibilité des positions et l'irréversibilité de la scission. Le caractère imprévisible de la scission du club amène d'ailleurs le noyau dirigeant à contrevenir à la règle de la discrétion sur les luttes internes:

---

<sup>72</sup> A. FADIN. Dviženie obščestvennyh iniciativ: trudnyj opyt social'nogo samoproektirovanija..., *op. cit.*, 1990. P. KUDJUKIN. Uroki odnogo krizisa..., *op. cit.*, 1988.

<sup>73</sup> A. FADIN. Dviženie obščestvennyh iniciativ..., *op. cit.*, 1990.

<sup>74</sup> Il découle d'ailleurs de cette règle un problème de sources et une difficulté à rétablir non seulement la chronologie de la crise, mais la construction de la catégorie "radicaux". Les premières sources écrites ne sont produites qu'au lendemain de la scission du club en janvier 1988 (*Otkrytaja zona*, N°3), d'autres sont produites à usage externe un peu plus tard: A. FADIN (Dviženie obščestvennyh iniciativ..., *op. cit.*, 1990) analyse le conflit dans une publication scientifique officielle en tant que sociologue. Enfin les sources orales dont nous disposons ont été recueillies auprès des différents protagonistes bien des années après les faits.

<sup>75</sup> V. IGRUNOV. O neformal'nyh političeskih klubah Moskvy..., *op. cit.*, 1989.

<sup>76</sup> Discussion du 28/12/1987 sur l'article de I. Kljamkin (cf. encadré 4, p. 169) dont le sténogramme est reproduit dans *Otkrytaja zona*, 3, janvier 1988, p. 26-52.

"Comme les divergences n'étaient pas politiques ou idéologiques, nous n'avions pas voulu 'faire étalage de nos disputes à l'extérieur' et avons retiré du numéro [précédent] du bulletin les matériaux concernant le conflit [...]. Cependant, les rumeurs sur nos divergences vont tellement bon train parmi les membres du mouvement autonome que nous considérons aujourd'hui nécessaire de faire toute la transparence [*glasnost*] sur la situation"<sup>77</sup>.

Il est probable que l'imprévisibilité du déroulement du jeu soit due en partie à une mauvaise perception par les contestataires des contraintes qui pèsent sur les dirigeants du club. Dans ce conflit interne, le noyau dirigeant est tenu d'agir avec fermeté parce qu'il est observé par la direction du CEMI et les deux comités d'arrondissement du Parti (*rajkoms*) avec lesquels il est en négociation (sur un autre terrain): pour sauvegarder sa réputation de partie tenace dans les négociations avec le Parti, il ne peut pas se permettre de fléchir sur son propre terrain<sup>78</sup>. Les réfractaires ont peut-être mal évalué la détermination du noyau à ne pas risquer de perdre la face aux yeux du pouvoir.

Dans la stratégie suivie par les dirigeants du club, l'usage de la catégorie des "radicaux" tient une place centrale. Construite à l'origine pour circonscrire *un* groupe précis de réfractaires (les "radicaux" à l'égard du pouvoir), elle devient en cours de route un moyen de stigmatiser *tous* les opposants.

Les dirigeants du club utilisent d'abord la menace pour lutter contre la montée des "radicaux" en insinuant que tout changement de tactique à l'égard des réformateurs du pouvoir et toute remise en cause de leur position dominante dans le club entraîneraient la disparition pure et simple du club:

"La moindre manifestation de soi en tant que dissidents n'aurait mené qu'à la perte du local et à la disparition du club" (A. Danilov, entretien du 4/8/1994).

La menace est signifiée de façon indirecte, par le départ du noyau dirigeant d'une réunion importante consacrée à l'élection du Conseil: le 10 novembre 1987, le noyau dirigeant ne recueille pas la majorité des voix et, après une dispute, quitte la salle, empêchant le quorum d'être atteint.

Que le risque de retrait du local par le CEMI soit réel, possible ou improbable, il a des conséquences réelles sur les interactions au sein du club<sup>79</sup>. Les "actes de provocation", les manquements à l'autocensure ou le ton désinvolte de certains radicaux<sup>80</sup> ont très bien pu faire peser un réel danger sur l'obtention du local, qui faisait chaque semaine, on s'en souvient, l'objet d'une négociation avec le Premier service du CEMI. En ce sens, les contestataires exercent un pouvoir sur les dirigeants car ils peuvent infléchir leurs relations avec l'administration du CEMI. Néanmoins, il était improbable que le CEMI se décide à chasser le club sous peine de ternir son image d'institut "libéral" à l'avant-garde de la perestrojka et de

---

<sup>77</sup> Dela klubnye [Les affaires du club]. *Otkrytaja zona*, 3, janvier 1988, p. 7. La revue consacre 14 pages (sur 86) à la scission, dont 2,5 accordées aux contestataires (qui au moment de la parution du numéro ne font plus partie du club).

<sup>78</sup> Cette situation constitue un cas d'*intersecting negotiation*, relevé par T. SCHELLING (*The Strategy of Conflict...*, *op. cit.*, 1966, p. 30), où une partie, engagée dans plusieurs négociations, comprend qu'elle ne peut céder sur un terrain sans mettre en jeu sa réputation de négociateur en général.

<sup>79</sup> selon W. Thomas, dont le "théorème" – "*If men define situations as real, they are real in their consequences*" – a été formulé par R. MERTON (*Eléments de théorie et méthode sociologique*. Paris: Plon, 1965, p. 140 et suiv.).

<sup>80</sup> Selon V. Igrunov (entretien du 6/2/1994), qui appartient lui-même au camp des contestataires, l'un des "radicaux" "*disait des choses qu'on ne pouvait pas se permettre de dire dans l'enceinte d'un institut scientifique*". La même personne avait enfreint la consigne du CEMI de ne pas aborder l'"affaire El'cin" dans ses murs (D. Leonov, entretien du 25/7/1994).

faire le jeu des conservateurs. On peut considérer que les informels ont été conscients du pouvoir qu'ils exerçaient à leur tour sur le CEMI, et que, de ce fait, la menace du noyau dirigeant n'ait pas eu sur les réfractaires l'effet dissuasif escompté.

Les dirigeants transforment en stigmaté le label "radical", qui désigne initialement une position face au pouvoir. Les dirigeants décrivent leurs opposants, aussi bien les "radicaux" que les défenseurs d'une démocratie interne, comme des "*marginiaux*"<sup>81</sup>, voire des "*lumpen-intellectuels*"<sup>82</sup>. La différence de *comportement* jadis ressentie entre "anciens" et "nouveaux" s'explique désormais par une différence de *statut social*. Et Fadin de citer l'exemple de "*candidats ès philosophie devenus concierges, de candidats ès économie devenus fleuristes, d'un ancien militaire, d'un intellectuel ouvrier qui a passé dix ans à étudier les classiques du marxisme, d'enseignants de philosophie, d'économie politique, de comptabilité*", et de conclure:

"Ce qui unissait ces personnes très différentes par leur position, leur biographie, leur vision de l'avenir et leurs opinions politiques, c'était de ne s'être pas réalisées socialement"<sup>83</sup>.

On ne sait pas s'il s'agit ici de militants ou de simples sympathisants. Si l'on s'en tient au groupe des militants, l'examen des trajectoires biographiques recueillies auprès de 24 personnes ayant appartenu au club ne permet pas d'inférer de cette différence de comportement une différence aussi nette de positions sociales entre les anciens et les nouveaux. Tous sont plus ou moins proches du milieu académique<sup>84</sup>. Néanmoins, il existe peut-être une certaine infériorité chez les contestataires: quand bien même leur statut social serait plus élevé que celui de certains dirigeants du club, il n'en va pas de même de leur statut symbolique. Ju. Skubko et V. Kuzin sont *kandidats* ès sciences et chercheurs dans des instituts académiques, et en ce sens mieux intégrés socialement que A. Fadin et P. Kudjukin (comme le rappelle plus haut V. Igrunov). Mais ces derniers ont été privés de cette position du fait de leur passé politique d'opposants, et non d'un échec personnel ou d'une appartenance à un groupe en déclin. Par ailleurs, on se souvient que A. Fadin provient d'un milieu social élevé (son père était fonctionnaire du Comité central du PCUS).

Les contestataires, outre qu'ils sont décrits comme des "marginiaux", sont également présentés comme dépourvus du sens des réalités. Or, le sens des réalités est ce par quoi les leaders informels se définissent depuis la Rencontre-dialogue d'août 1987 (cf. supra p. 155). Enfermés dans une logique inextinguible de lutte, les réfractaires seraient incapables de trouver des repères dans l'action politique:

"Ce sont des personnes pour qui la critique existe pour la critique, dont le but est de manifester leur présence, de procéder à une escalade permanente de revendications radicales et de critiquer le pouvoir sans espoir d'obtenir des résultats réels. Et s'il y a tout de même un résultat, elles ne savent pas quoi en faire et se mettent alors à critiquer ce résultat" (A. Fadin, entretien du 7/9/1994).

La posture "éthique" revendiquée par les contestataires relève également, aux yeux des dirigeants, d'une absence de vision réaliste des choses, qui conduit à nier l'existence de *règles pragmatiques* à côté des *règles normatives*<sup>85</sup>:

---

<sup>81</sup> P. KUDJUKIN. Uroki odnogo krizisa..., *op. cit.*, 1988.

<sup>82</sup> A. FADIN. Dviženie obščestvennyh iniciativ..., *op. cit.*, 1990.

<sup>83</sup> *ibid.*

<sup>84</sup> Même s'il n'y a pas de sélection spécifique à l'entrée, elle se fait indirectement par l'implantation du club dans un institut de recherche, lieu fermé au tout-venant par un système de laissez-passer et situé dans un quartier excentré.

<sup>85</sup> Selon F.G. BAILEY (*Stratagems and spoils. A social anthropology of politics*. Oxford: Basil Blackwell, 1969, p. 4-6), les règles *normatives* énoncent des "*valeurs publiquement acceptables*", ce qui est bien ou mal, et

"A un moment ou à un autre, tout establishment transgresse les postulats moraux. Si on essaie d'atteindre ou de professer le maximalisme moral, on est amené à critiquer toute la société humaine, toutes les institutions, parce qu'aucune n'est parfaite, elles sont toutes fondées sur le compromis, la conciliation, la conjoncture et finalement le conformisme" (A. Fadin, entretien du 7/9/1994).

Les dirigeants terminent le conflit en coupant les liens de manière formelle. Ils se réunissent à l'IEMSS (le 12/1/1988) en catimini, sans convier les opposants et, trois jours plus tard, proclament la création d'un nouveau club: "Perestrojka démocratique". Cette manœuvre signifie de fait l'exclusion des réfractaires.

C'est probablement la coagulation des opposants ("radicaux" et "démocrates éthiques") en un bloc uni qui fait basculer les dirigeants vers la solution de l'exclusion, et non vers la simple marginalisation au sein du club. Or cette coagulation est elle-même un effet de la stratégie des dirigeants, mais elle affaiblit leur capacité à maîtriser le jeu<sup>86</sup>. Ils reconnaissent en tout cas ne pas avoir maîtrisé son issue.

La coagulation se fait d'abord *par défaut*, provoquée involontairement par le départ du noyau dirigeant de la réunion de novembre 1987 consacrée à l'élection du Conseil (cf. supra p. 179). Cet épisode est important parce qu'il objective le conflit, il divise le club pour la première fois de façon visible en deux groupes sans que ceux-ci soient encore formellement nommés: on parle simplement des "sortants" et des "restants"<sup>87</sup>. Ceux qui restent dans la salle sont classés parmi les opposants au noyau dirigeant alors qu'ils ne sont pas nécessairement homogènes ni opposés au noyau. Les deux groupes se rapprochent de plus en plus. La réunion secrète du noyau dirigeant du 12/1/1988 à l'IEMSS a pour but de se débarrasser de cette coalition devenue gênante. L'argument à l'appui de l'exclusion des "radicaux" (le terme désigne alors *tous* les types de contestataires) est qu'ils auraient franchi un seuil de tolérance au-delà duquel leur présence constitue une menace pour le club:

"C'est un phénomène tout à fait inévitable dans toute organisation, mais lorsqu'il y a hyperconcentration de telles personnes, on peut considérer que l'organisation est morte, parce que leur critique n'est pas seulement dirigée contre le pouvoir, contre l'establishment, mais contre toute l'organisation en général. Qu'apparaisse une personne ayant une certaine autorité, ils la critiquent aussitôt; que se dégage une majorité, ils la scindent aussitôt. Bref, ces personnes sont tout à fait indispensables dans une grande coalition en tant qu'élément critique, mais dès que leur nombre dépasse un minimum, c'est la fin de l'organisation" (A. Fadin, entretien du 7/9/1994).

Le ralliement des "démocrates éthiques" aux oppositionnels "radicaux" est décisif car il rend ces derniers plus "respectables". En effet, les "démocrates éthiques" ne se réclament pas de la dissidence (même si quelques uns y ont appartenu), certains sont entrés dans le mouvement

---

permettent de juger les actions spécifiques d'un point de vue éthique. En revanche, les règles *pragmatiques* sont des "*instructions pratiques*", des "*tactiques et manœuvres considérées comme étant les plus efficaces*" pour l'emporter sur son adversaire dans une structure politique donnée. Ce n'est pas en ces termes que s'exprime A. Fadin mais le sens est bien le même.

<sup>86</sup> Il s'agit alors d'un "jeu où A [le joueur le plus puissant] doit affronter en même temps plusieurs joueurs moins forts que lui, mais cette fois-ci en bloc et non séparément. [...] Les joueurs de force très inférieure s'étant constitués en groupe, cela entraîne indiscutablement un affaiblissement de la supériorité du joueur A" et de sa capacité à prévoir le déroulement du jeu (Norbert ELIAS. *Qu'est-ce que la sociologie ?* Paris: Aube, 1991, p. 96).

<sup>87</sup> V. FADEEV. Dlja čego ostalis' ostavšiesja i dlja čego ušli ušedšie? [Pour quelle raison les restants sont-ils restés et les partants sont-ils partis?]. *Otkrytaja zona*, janvier 1988, 3, p. 75-77.

avant la Rencontre-dialogue d'août 1987 ou encore se sont essayés à rivaliser avec les leaders de Perestrojka sur le terrain intellectuel<sup>88</sup>.

Le procédé rhétorique de défense des contestataires consiste à inverser les arguments utilisés par les "anciens" dans la construction de la catégorie "radicaux". Ils admettent volontiers le discours sur leur marginalité sociale parce qu'à l'époque la marginalité est connotée positivement, elle est considérée comme un signe d'intégrité morale. Lorsque les dirigeants du club leur reprochent de manquer de repères dans leur stratégie politique, les opposants reprochent aux leaders leur double jeu avec le pouvoir, qui les conduit à transgresser des règles du jeu internes, qui sont des repères précis:

"Certaines règles du jeu ont été transgressées lorsque, par un jeu d'intrigues, les autorités [du CEMI] se sont trouvées impliquées, lorsqu'une partie a intrigué pour monter le CEMI contre l'autre partie. Il s'agit d'un petit groupe de membres fondateurs" (S. Mitrohin, entretien du 9/8/1994).

Les réfractaires s'insurgent non pas tant contre les "intrigues" au sein du club, qui sont monnaie courante<sup>89</sup>, que contre le recours des dirigeants aux autorités pour régler un conflit interne (le noyau dirigeant a empêché deux ou trois contestataires d'assister à la réunion secrète du 12/1/1988 en ne leur délivrant pas de laissez-passer et en utilisant le service de sécurité de l'IESS). Ce type de coup, selon les "démocrates éthiques", n'est pas permis, et ils invoquent le principe de "solidarité antibureaucratique" proclamé à la Conférence d'août 1987 pour prouver qu'une règle explicite vient d'être bafouée<sup>90</sup>. Or ce principe avait été énoncé dans un tout autre sens: les clubs informels devaient se montrer solidaires dans leur lutte contre les conservateurs, symbolisés par la "bureaucratie". Aux yeux des dirigeants de Perestrojka, cette règle de préférence ne s'applique donc pas face aux réformateurs, et nulle règle explicite n'a été violée.

Les contestataires utilisent à leur tour l'argument d'un seuil de tolérance franchi par les adversaires: le noyau dirigeant est allé "trop loin" en faisant appel à un symbole lourd du régime répressif: le KGB (ou plus exactement le Premier service de l'IESS). Le noyau n'a pas seulement transgressé une règle interne au mouvement, mais une règle morale d'essence supérieure, facteur aggravant qui amplifie la crise:

"Pour protéger Perestrojka de la pression du KGB [dans son rôle de "police politique" - CS], ils ont fait appel au KGB afin d'empêcher certaines personnes de se rendre à la réunion du club Perestrojka. Il y a eu une sélection: laisser passer celui-ci et non celui-là. Moi, par exemple, je n'aurais jamais pu franchir le pas. Mais pour Fadin, c'était naturel. Rumjancev, par exemple, ne se sentait pas le moins du monde mal à l'aise dans ce rôle<sup>91</sup>. Kirill Jankov donnait tout bonnement l'impression de s'en délecter, ainsi que Mintusov. Tous deux considéraient qu'il fallait conserver le club et qu'on devait pour cela exclure les marginaux. Ils ont recouru au Premier service de l'institut, c'est-à-dire à la structure du KGB interne à l'institut, ils ont mobilisé le service de sécurité" (V. Igrunov, entretien du 22/6/1994).

---

<sup>88</sup> Lors de la discussion sur l'article de I. Kljamkin en décembre 1987, S. Mitrohin, qui représente le camp des opposants, critique la méthode d'analyse historique de l'auteur et sa vision téléologique de l'histoire, en utilisant le même type d'arguments que les ténors du noyau dirigeant. Voir son intervention dans *Otkrytaja zona*, 3, janvier 1988, p. 38-43.

<sup>89</sup> S. Mitrohin, entretien du 9/8/1994.

<sup>90</sup> A. FADIN. Dviženie obščestvennyh initsiativ..., *op. cit.*, 1990.

<sup>91</sup> Il aurait d'ailleurs barré physiquement le passage à l'un des opposants lors de la réunion secrète tenue dans son institut, l'IESS. Cet incident a été considéré comme suffisamment notable pour avoir été rapporté par plusieurs informels lors des entretiens, et grave pour avoir, aux yeux de certains, définitivement entaché la réputation de Rumjancev.

De nouveau, les attaques sont dirigées contre des intermédiaires avec le pouvoir: toutes les personnes citées ici, qui se distinguent dans la politique d'élimination des "marginaux" au mépris de considérations "éthiques", sont, à l'exception de Fadin, des chercheurs du CEMI ou de l'IEMSS chargés des relations entre les instituts et le club (ils sont notamment chargés d'obtenir les salles de réunion). Igrunov discrédite ici tout autant des personnes que l'un de leurs rôles au sein du mouvement informel<sup>92</sup>. S'il y a une sorte d'accord général tacite pour faire du mouvement informel autre chose qu'une dissidence, qu'une opposition franche et directe au pouvoir, il n'y a en revanche pas de règles claires, même implicites, sur la façon dont le mouvement doit mener le double jeu qui s'impose à lui. Les conflits internes finissent donc toujours par se fixer sur les intermédiaires avec le pouvoir, suspectés de faire le jeu du pouvoir, si ce n'est en plus leur propre jeu.

En qualifiant d'"inacceptable" l'attitude du noyau dirigeant lors de la réunion du 12/1/1988 où ils se font exclure *de facto*, les contestataires essaient de sauver la face: il ne leur est plus possible, d'un point de vue moral, de rester dans la même organisation que les autres (alors qu'ils en sont *déjà* exclus). La tactique a les effets escomptés car, dans un camp comme dans l'autre, on ne parle (jusqu'à présent) jamais d'"exclusion" mais de "scission". Et cette "version officielle" est reprise dans presque toutes les études publiées sur le mouvement informel.

#### **4/ Partage des ressources et autonomisation de l'étiquette "radicale"**

A l'issue de la crise, les rapports de force sont en faveur du noyau dirigeant: 63 "modérés" restent dans le club Perestrojka démocratique, 27 "radicaux" en sortent<sup>93</sup>. Perestrojka démocratique, qui s'attribue la salle de réunion du CEMI, est l'héritier direct du club Perestrojka et poursuit les mêmes activités jusqu'en 1990.

Les opposants, dont la contestation (*voïce*) a échoué, doivent supporter un coût de sortie élevé. Non seulement ils n'obtiennent pas de partage du local du CEMI, mais ils n'ont pendant longtemps pas accès aux réunions du club Perestrojka démocratique<sup>94</sup>. En revanche, la marque "Perestrojka" est partagée par les deux parties. Les réfractaires y ajoutent une référence à la dissidence, puisqu'ils baptisent leur club "Perestrojka-88" (créé le 18/1/1988), en référence à la "Charte-77" tchécoslovaque. Et si Perestrojka-88 arrive à se maintenir un certain temps parmi les clubs importants, c'est sans aucun doute grâce à ce nom, qui constitue l'une de ses rares ressources. Le club trouve un local, mais celui-ci, situé dans le sous-sol d'un immeuble, n'est pas comparable à une salle du CEMI. Perestrojka-88 n'a pas non plus de projet emblématique du type de Mémorial, capable de rassembler les informels d'autres clubs ou d'attirer de nouveaux adhérents. En revanche, une partie du club, les oppositionnels "radicaux", essaient de tirer partie de l'étiquette radicale dont ils ont été affublés par leurs détracteurs. Ils vont se rapprocher de plus en plus du séminaire Démocratie et humanisme, participer à des manifestations communes et créer ensemble un "parti" politique (Union démocratique, mai 1988).

Cette stratégie, qui consiste à accoler au club Perestrojka-88 l'étiquette "radicale" et à en faire une ressource dans la compétition politique au sein du mouvement, se heurte à l'hostilité des anciens "démocrates éthiques", qui sont désormais les "modérés" de Perestrojka-88. Ils

---

<sup>92</sup> "La violence de la polémique politique, et le recours constant à la mise en question éthique, qui s'arme le plus souvent d'arguments ad hominem, s'explique aussi par le fait que les idées-forces doivent une part de leur crédit au crédit de la personne qui les professe et qu'il ne s'agit pas seulement de les réfuter, par une argumentation purement logique et scientifique, mais de les discréditer en discréditant leur auteur" (P. BOURDIEU. La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, février-mars 1981, 36-37, p. 14).

<sup>93</sup> V. Igrunov, entretien du 6/2/1994.

<sup>94</sup> V. IGRUNOV. O neformal'nyh političeskikh klubah Moskvy..., *op. cit.*, 1989.

interdisent aux "radicaux" de manifester avec Démocratie et humanisme *au nom* du club. V. Igrunov ("modéré") expose les motifs du conflit:

"La manifestation du 5 mars [1988 à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Staline] a été préparée bizarrement. Le club Perestrojka-88 dans son ensemble n'a pas participé à cette préparation. [...] [Les "radicaux"] ont visiblement décidé de s'emparer du pouvoir dans Perestrojka-88, de se créer une image de marque en Occident, de montrer l'aspect le plus radical du club Perestrojka-88, d'aboutir à un affrontement. Ils ont atteint tous ces buts (sauf celui de s'emparer du pouvoir)"<sup>95</sup>.

Les "modérés" de Perestrojka-88 ne se définissent pas par rapport à l'Occident: cette tactique, qui était utilisée par la dissidence, n'est visiblement pas une carte légitime pour rester dans le jeu de la collusion avec les réformateurs du Parti (leur départ du club Perestrojka ne signifie pas qu'ils refusent la collusion, ils la refusent lorsqu'ils jugent que certains informels sont allés "trop loin").

La scission entre "radicaux" et "modérés" du club Perestrojka-88 illustre l'un des problèmes récurrents des groupes informels, i.e. l'absence de règles explicites de représentation extérieure et d'utilisation d'un label commun. Après la manifestation antistalinienne du 5 mars 1988, Perestrojka-88 perd son local et disparaît au bout de trois ou quatre mois d'existence. Ses membres se disperseront dans de nouvelles organisations informelles (Mémorial, clubs du Parti et Union démocratique).

Les relations de soutien mutuel entre les informels et les réformateurs du Parti sont une source permanente de conflits au sein du mouvement, bien que la contestation ne les mette pas fondamentalement en danger. Mais c'est probablement l'un des principaux points qui fait clivage. Dès l'origine, des informels extérieurs au noyau dirigeant contestent ouvertement le degré et les formes pris par la collusion, essaient de poser certaines limites. Ils seront l'une des composantes des "radicaux". Mais – et cela fait aussi partie de la collusion – ils se gardent d'attaquer de front les réformateurs et prennent pour cibles d'autres informels identifiés comme des intermédiaires avec le Parti.

Le double jeu de soutien et de distanciation que jouent les informels avec les réformateurs oblige les représentants du pouvoir à inventer des moyens originaux pour tenter de maintenir sous contrôle ces organisations politiques qui, pour être alliées, n'en apparaissent pas moins glissantes. Les moyens traditionnels de contrôle (recours aux membres ou aux propagandistes du PCUS et du Komsomol comme agents d'influence) se révèlent peu efficaces pour ramener les informels dans un périmètre d'activité jugé préférable. D'autres dispositifs sont donc imaginés pour garder un contact permanent avec les informels: apparition de lieux de rencontre sous la forme de "faux" clubs informels créés à l'initiative de comités du Parti ou du Komsomol, constitution de groupes *ad hoc* de comités du Parti auxquels participent des informels, enfin rencontres régulières entre les leaders des principaux clubs et les responsables des départements idéologiques de comités locaux du Parti.

Les réformateurs utilisent aussi des modes indirects de contrôle, qui sont peut-être plus efficaces que les formes directes: l'octroi de ressources – rares – et l'observation constante des clubs qui reçoivent ces ressources exercent de fortes contraintes. On a vu que les leaders du club Perestrojka, en partie parce qu'ils se savent observés par leurs interlocuteurs du pouvoir, ont été incités à terminer un conflit interne de façon radicale (exclusion des contestataires). La surveillance à distance des réformateurs du Parti n'a donc pas un effet neutre sur le déroulement des affaires "purement" internes au mouvement.

---

<sup>95</sup> Deuxième réunion de l'Initiative civique interclubs (MGI) du 10/3/1988 à laquelle participent huit leaders informels (du KSI, de Perestrojka-88 et de Dignité des citoyens) (Archives populaires, fonds V. Zolotarëv N°148, inventaire 3, liasse 1, 1988).



## CHAPITRE 4

### LE GLISSEMENT VERS LA "GRANDE POLITIQUE"

Le succès de la Rencontre-dialogue d'août 1987 incite les informels à pousser un peu plus loin leurs tests, à sortir des cadres dans lesquels ils sont enserrés: leur répertoire d'actions collectives s'élargit<sup>1</sup>. Leurs tests changent d'échelle: les clubs interviennent sur la scène politique nationale et cherchent à entrer en négociation avec le niveau le plus élevé du pouvoir. Ils glissent vers la "cours des grands". Les succès qu'ils remportent déstabilisent la collusion initiale qui, sans s'effondrer, connaît d'importantes mutations.

La diversification des formes de mobilisation et de coordination des clubs est due à deux processus: à l'évolution de leurs rapports avec les réformateurs du Parti et à l'intensification des compétitions internes au mouvement.

Les clubs tentent de casser la politique d'enclavement mise en œuvre par les réformateurs à leur égard, car c'est le seul moyen pour eux de "marquer des points", d'élargir leur espace d'action. Ils sont condamnés à s'écarter des règles du jeu qui ont été établies sous une forme souvent tacite avec leurs interlocuteurs<sup>2</sup>. Ils investissent de nouveaux terrains d'action qui leur étaient jusqu'alors implicitement fermés, s'attaquent à certaines frontières, à certains symboles, et contribuent ainsi à décroquer le jeu politique. L'enjeu pour les informels est de forcer leurs partenaires à accepter de définir toute nouvelle interaction dans ces lieux incertains comme faisant partie du jeu de la collusion. On observe une lutte sur la définition du cadre d'interprétation<sup>3</sup>, dont doivent découler les règles à appliquer (règles de la négociation ou règles ordinaires). Cet enjeu est d'autant plus crucial que les informels égratignent le système par petites touches en retournant contre lui certains de ses éléments et en utilisant des pratiques qui ne subsistent dans le système officiel que de façon formelle. Ils revivifient par exemple d'anciennes institutions dotées d'une forte légitimité historique puisqu'elles datent de périodes considérées comme des références par les réformateurs (Révolution et années 1920), mais ils en changent le sens. Cette technique de sape se révèle en fait bien plus subversive qu'une tactique d'opposition frontale.

L'instabilité des règles du jeu vient aussi des réformateurs du Parti. Comme on l'a vu, lorsqu'ils accordent des ressources institutionnelles à certains clubs, ils le font au coup par coup, comme si les informels ne devaient rien tenir pour acquis. L'incertitude que les réformateurs introduisent dans leurs rapports avec les informels est probablement perçue comme un moyen de tenir en bride des acteurs à qui ils ne font pas entièrement confiance (de fait, les informels ne sont pas prévisibles), et qu'ils ne sont pas en mesure de contenir ou de stopper brutalement sans mettre en danger leur propre identité de réformateurs. L'alliance avec les informels fait donc aussi peser des contraintes sur eux<sup>4</sup>. Du fait de l'instabilité et de

---

<sup>1</sup> Sur la notion de répertoire de l'action collective, cf. Ch. TILLY. *La France conteste de 1600 à nos jours*. Paris: Fayard, 1986, p. 541 et suiv. L'auteur précise que le terme de "répertoire" est utilisé parce que "*les gens tendent à agir dans le cadre limité de ce qu'ils connaissent, à innover sur la base de formes existantes*" (p. 542).

<sup>2</sup> F. BAILEY (*Stratagems and spoils. A social anthropology of politics*. Oxford: Basil Blackwell, 1969, p. 113) distingue plusieurs types de déviation par rapport aux règles normatives du fair-play: (i) déviation calculée parce qu'elle est efficace dans un échange de coups et que l'adversaire n'a pas de parade (c'est le cas présent), (ii) absence de règle appropriée à la situation, (iii) ignorance des règles par un joueur (nouvel arrivant), (iv) déviation non intentionnelle provenant d'un acte d'un joueur individuel.

<sup>3</sup> Au sens où E. GOFFMAN (*Les cadres de l'expérience*. Paris: Minuit, 1991, 570 p.) entend les "cadres de l'expérience", i.e. la façon dont nous donnons sens à un événement, une scène, une relation.

<sup>4</sup> Comme le fait remarquer N. ELIAS (*La société de cour*. 2<sup>e</sup> édition française. Paris: Flammarion, 1985, p. 304), dans chaque réseau d'interdépendance, on observe une "*circulation des contraintes*" que les groupes exercent sur les groupes, les individus sur les individus": ces contraintes ne s'exercent pas toujours dans le même sens.

l'ambiguïté des règles du jeu, les relations entre les informels et les réformateurs peuvent difficilement être qualifiées de relations de clientèle: celles-ci supposent une certaine stabilité des termes de l'échange. Ici, les échanges de services sont concomitants et soumis à une constante évolution. Les acteurs ne peuvent pas compter sur le renouvellement automatique de l'échange dans des termes similaires. Les informels ne sont pas les obligés des réformateurs. Il est probable qu'ils doivent d'ailleurs leur relative autonomie au caractère fluctuant des règles d'interaction.

Les relations entre les informels et les réformateurs sont très sensibles à l'état conjoncturel du jeu politique global. La propension des clubs à s'engouffrer dans la moindre brèche et leur capacité à faire céder les points vulnérables de l'édifice politique donnent du reste toute sa valeur heuristique à notre objet d'étude. Leurs déplacements et les coups qu'ils jouent peuvent en effet informer sur l'état de l'espace politique car ils sentent assez bien où se situent les faiblesses. Mais les clubs ne sont pas simplement des révélateurs, ils ont aussi un rôle actif dans l'évolution de cet espace politique. Par leur grande mobilité et leurs efforts pour mobiliser des secteurs politiquement influents qui les soutiennent et qui ont des prétentions à jouer un rôle politique, ils ont pu contribuer à décloisonner le jeu politique à certains moments critiques de la vie politique<sup>5</sup>. Le processus de diversification des modes d'intervention du mouvement dans l'espace politique s'accélère tout particulièrement lors de deux événements charnières de la vie politique nationale. Il s'agit de l'"affaire El'cin" en octobre-novembre 1987, qui marque le début de la fissuration du camp des réformateurs, et de la XIX<sup>ème</sup> Conférence nationale du Parti (juin-juillet 1988), perçue par l'ensemble des acteurs comme une échéance majeure où il doit être mis fin à une escalade entre conservateurs et réformateurs, et où doivent être prises des décisions fondamentales sur la réforme du système politique (rôle du pouvoir législatif, du Parti, réforme du système électoral). Ces deux événements déclenchent des dynamiques dans l'ensemble de l'espace politique, et dans le mouvement informel en particulier, qui se reconfigure et réussit à marquer sa présence dans la "grande politique".

L'élargissement du répertoire d'actions collectives des clubs informels est aussi un effet de la compétition interne au mouvement. Celle-ci a deux moteurs principaux: (i) les tentatives d'informels et de clubs "périphériques", qui n'appartiennent pas au noyau dirigeant ou qui y occupent une place marginale, d'intervenir plus directement dans l'espace politique sans passer par ce noyau, (ii) le sentiment diffus que le mouvement est en passe de franchir un cap et de devenir un mouvement de masse.

Pour sortir de la domination des clubs centraux et exister sur le terrain politique, les informels issus de clubs périphériques sont en effet amenés à conquérir de nouveaux espaces et inventer des modes d'intervention. Leur présence, devenue plus visible, modifie l'image publique et les modalités de représentation du mouvement.

La réussite de certaines de ces innovations pousse les informels du noyau dirigeant, pris dans une logique de compétition, à modifier eux aussi leurs modes d'action et de coordination. L'apparition de nouvelles ressources (la rue, le samizdat...) tend à diminuer le poids relatif de celles qui sont octroyées par les réformateurs du Parti ou leurs institutions relais de façon relativement localisée et maîtrisée (dans l'enceinte de la "zone expérimentale"). Le mouvement informel se trouve de moins en moins dépendant de ces ressources institutionnelles qui permettent aux réformateurs d'exercer une pression sur le noyau central du mouvement, et à ce noyau d'exercer un certain pouvoir sur les autres groupes. Le processus

---

<sup>5</sup> Le décloisonnement de l'espace social, la réduction de l'autonomie des secteurs sociaux, sont des éléments des conjonctures de crise qui peuvent déboucher sur des phénomènes de *fluidité* de l'espace politique (cf. M. DOBRY. *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, p. 141 et suiv.). Nous reviendrons plus amplement sur le processus de fluidité dans la troisième partie de cette thèse.

de diversification des ressources et d'extension du champ d'action des informels est loin d'être contrôlé par le noyau dirigeant, mais il n'entraîne pas pour autant un renversement des rapports de force internes.

La diversification des formes d'intervention sur le terrain politique, les succès remportés et l'augmentation des effectifs donnent aux informels le sentiment qu'ils sont sur le point de passer à un niveau supérieur de mobilisation. Cette perception exacerbe la compétition interne et, pour la première fois, de plus en plus d'informels s'interrogent sur la pertinence de conserver la forme "club" comme forme principale d'organisation.

L'élargissement du répertoire d'actions, on l'aura compris, n'est pas une stratégie pensée, mais l'effet d'interactions complexes entre les clubs et les réformateurs du Parti (I), et au sein du mouvement (II).

## **I/ Innovations tactiques face au pouvoir**

Tandis que le Parti accentue sa politique d'enclavement du mouvement et tente de le maintenir hors des institutions politiques importantes, les clubs cherchent à étendre leur champ d'activité pour mieux marquer leur présence dans l'espace politique légitime. Après la Rencontre d'août 1987, les clubs informels de Moscou aspirent non seulement à être reconnus comme des acteurs politiques à part entière, mais à négocier avec le *niveau le plus élevé* du pouvoir (i.e. le Comité central).

Leur stratégie de désenclavement, mise en œuvre au coup par coup, comporte plusieurs facettes: (1) les clubs cherchent à entraîner dans leurs mobilisations des acteurs provenant d'autres secteurs sociaux (essentiellement des milieux intellectuels) et les utilisent comme protecteurs, témoins et faire-valoir, (2) ils s'abritent sous des slogans officiels de la perestrojka ou des pratiques anciennes tombées en désuétude pour occuper des terrains d'action ouverts par les réformateurs, (3) ils investissent la rue, lieu interdit, (4) ils font intrusion dans l'espace du Parti par un usage spécifique du droit. L'effervescence qui caractérise la première moitié de 1988, avant la tenue de la XIX<sup>ème</sup> Conférence nationale du Parti, favorise amplement le décloisonnement du jeu.

## **1/ Mobilisation de l'establishment intellectuel**

Les clubs politiques cherchent à déborder les limites où ils sont contenus en associant à leurs mobilisations des sphères sociales, institutions ou personnalités politiquement significatives. Ils ciblent les secteurs que courtisent aussi les réformateurs du Parti: le milieu académique, la presse, les professions artistiques (unions créatrices des cinéastes, des architectes, des gens de théâtre, etc.). Il s'agit de mobiliser des agents qui détiennent sur les réformateurs un pouvoir de contrainte supérieur au leur<sup>6</sup>. En revanche, aucune tentative n'est faite par exemple pour se rapprocher du milieu ouvrier. Les informels ne perçoivent pas les syndicats officiels comme des interlocuteurs ou appuis potentiels (tout au moins en 1988).

En recherchant le soutien des professions intellectuelles, les clubs politiques visent trois objectifs: (i) ils veulent accéder au Comité central du PCUS, (ii) ils cherchent aussi à se doter d'une protection contre les échelons intermédiaires du Parti (*rajkoms* et *gorkom*), (iii) enfin, la proximité de l'establishment intellectuel leur donne un moyen de se valoriser sur les différents espaces de jeu investis.

En 1988, les informels perçoivent le jeu politique comme étant organisé autour du Comité central. Mais ils n'ont pas d'accès *direct* à ce niveau de pouvoir. Leur tentative

---

<sup>6</sup> Cf. J. LAGROYE et alii. *Sociologie politique*. 4<sup>e</sup> édition. Paris: Presses de sciences po & Dalloz, 2002, p. 125.

d'utiliser le Comité du Parti de la ville de Moscou (*gorkom*) comme intermédiaire se solde par un échec. Celui-ci refuse explicitement le rôle de médiateur entre le groupe d'initiative de Mémorial et la Commission du Politburo chargée de l'étude des répressions des années 1930, 1940 et 1950 (dont A.N. Jakovlev est membre depuis novembre 1987, puis président à partir d'octobre 1988)<sup>7</sup>. Les clubs se tournent alors vers l'Association soviétique de sociologie (SSA), qu'ils voient comme un substitut fonctionnel du *gorkom*:

"Nous avons du mal à comprendre, expliquent-ils dans une lettre collective à la SSA, ce qui suscite la volonté de faire pression sur les associations sociales et politiques autonomes<sup>8</sup>. Nous aspirons à un dialogue ouvert et à une coopération avec toutes les organisations sociales et politiques, et en particulier avec le Comité du Parti de la ville de Moscou. Nous voulons que soient largement discutées les questions relatives au mouvement autonome, à son rôle, sa place dans notre société, ses relations avec les organisations sociales et le Parti. Pourtant, nous sommes repoussés avec une étonnante obstination (par le chef adjoint de secteur [du *gorkom*] Lantratov V.A.) et ne sommes invités que pour entendre les réponses aux lettres et déclarations que nous adressons aux organes du Parti. [...]

Nous considérons absolument indispensable d'organiser une série de rencontres avec des représentants du Comité central du PCUS pour discuter des questions relatives au développement du mouvement des initiatives sociales [...].

Lors de ces rencontres, il convient d'aborder les points suivants: octroi d'un local, d'une 'maison du peuple', en vue d'organiser un centre social et politique des initiatives sociales, d'éditer des journaux et revues des groupes autonomes, désignation d'un lieu spécifique où pourraient se tenir des meetings, discussions, manifestations. [...]

Nous vous prions de transmettre cet appel au Département de la Propagande du Comité central du PCUS"<sup>9</sup>.

Les informels mettent donc le système de communication du Parti en concurrence avec celui de l'Association soviétique de sociologie. En juin 1988, ils manœuvrent pour placer leur seconde grande réunion nationale sous l'autorité de cette dernière plutôt que sous celle des *rajkoms*. Ce calcul est des plus pertinents puisque la SSA, par ses relations directes avec le Comité central, arrive à obtenir l'aval de A. Jakovlev en personne<sup>10</sup>.

Leur ancrage dans des lieux politiquement significatifs du monde académique conforte d'ailleurs les clubs centraux dans l'idée qu'ils peuvent influencer le pouvoir au plus haut niveau et faire du lobbying en faveur du mouvement informel. A la réunion des rédacteurs de samizdats d'octobre 1987, A. Fadin déclare:

"Il faut profiter des débats autour de la loi sur la presse [pour] rédiger un document qui constituerait notre position commune. [...] Comme nous avons déjà acquis un certain poids et que la presse dit du bien de certains des revues et clubs ici présents, il faut utiliser ce poids pour faire pression sur le projet de loi. Notre club Perestrojka a, par

---

<sup>7</sup> Hronika Memoriala. *Točka zrenija*, 4, septembre-décembre 1987, p. 108. La rencontre entre Mémorial et le Comité du Parti de Moscou a lieu en décembre 1987.

<sup>8</sup> Les informels font allusion au licenciement de six leaders informels (la législation sur le parasitisme est toujours en vigueur en 1988), à la menace de licenciement qui pèse sur trois autres, à la campagne de presse contre les clubs début 1988, aux gardes à vue et écoutes téléphoniques dont ils sont l'objet.

<sup>9</sup> Lettre du groupe interclubs d'initiative (constitué au moment de l'affaire El'cin) adressée en mars 1988 à la Commission sur les questions des associations, clubs et groupes d'initiative autonomes de la SSA, signée par G. Pel'man (KSI), V. Zolotarëv (Dignité des citoyens), D. Leonov (Perestrojka-88) (dossier du KSI, Archives du Bureau d'échange d'information de Moscou, M-BIO).

<sup>10</sup> V. Čurbanov, entretien du 19/7/1994.

exemple, la possibilité de faire du lobbying, et nous espérons obtenir des résultats concrets"<sup>11</sup>.

Les informels utilisent le milieu académique non seulement dans l'espoir de se faire entendre du Comité central, mais aussi de se protéger des échelons intermédiaires du Parti qu'ils essaient de court-circuiter.

"Pour ouvrir plus facilement les portes, nous avons cherché sciemment des structures, des organisations qui nous serviraient de parapluie ou de bouclier. [...] Et le système de soutien le plus puissant, la personne la plus puissante qui faisait autorité aux yeux du Parti, des leaders du Parti, de Gorbačëv, était Tatjana Zaslavskaja [présidente de la SSA]" (G. Pel'man, entretien du 6/7/1994).

Le montage imaginé par les informels pour assurer leur protection ressemble à un système de poupées gigognes: les principaux clubs politiques de Moscou sont des membres collectifs du KSI, lui-même étant depuis mai 1987 membre de l'Association soviétique de sociologie qui bénéficie de l'appui de A. Jakovlev au Politburo<sup>12</sup>.

L'Association de sociologie est un pivot dans cette chaîne de protection. Bien que T. Zaslavskaja n'apparaisse jamais en première ligne dans les négociations entre les informels et les réformateurs, mais qu'elle ait fait quelques apparitions remarquées à des conférences de clubs informels, elle semble agir comme un garant essentiel du système de protection. Sa position de conseiller de Gorbačëv est probablement suffisante pour rendre ce système crédible, mais il est possible aussi que les informels aient investi T. Zaslavskaja d'un pouvoir supérieur à son pouvoir réel. N'oublions pas qu'elle est à Moscou et au cœur du pouvoir depuis peu de temps (décembre 1986), et ne sait pas nécessairement avec certitude jusqu'à quel point sa protection est efficace.

Au CEMI, la protection du club Perestrojka se fait par une inversion du système de contrôle mis en place par le *rajkom* Sevastopol'. La cellule de base du Parti du CEMI désigne, on l'a vu (p. 170), des "tuteurs-contrôleurs" (*kurator*) chargés de s'assurer de la "bonne conduite" du club. Il s'agit de deux chefs de laboratoire, V. Perlamutrov et B. Rakitskij, qui assument en réalité plutôt un rôle de protecteurs:

"Au bureau du Parti du CEMI, il y avait des gens (dont le président Presnjakov, Perlamutrov, etc.) qui voulaient que le club Perestrojka fonctionne parce qu'il y avait toujours eu une certaine liberté de parole au CEMI. Ils ont donc eu l'idée de faire de Perlamutrov le président d'honneur du club. [...] Et pour mettre un peu plus de distance entre le club et le *rajkom*, ils ont attribué à Rakitskij la fonction de '*kurator*' du club. Ils ont essayé de protéger le club du *rajkom*, etc. comme ils le pouvaient. [...] Le *rajkom* aurait pu faire ce qu'il voulait: il aurait pu disperser le club, l'interdire. Mais s'il avait voulu respecter les convenances, il aurait dû entrer en négociation, voire en conflit, avec Perlamutrov et Rakitskij. Et le bureau du Parti aurait dit: '*non, Boris Vasil'evič [Rakitskij] dit que tout va bien, Perlamutrov dit que tout va bien*'" (G. Rakitskaja, entretien du 24/2/1994).

Le pouvoir de protection de ces deux intermédiaires tient à leur réputation et à leur multipositionnalité. B. Rakitskij est un soixantard connu. Chef de laboratoire au CEMI depuis 1981, il est également vice-président de l'Association soviétique de sociologie depuis 1987, aux côtés de T. Zaslavskaja. Quant à Perlamutrov, outre ses fonctions de chef de laboratoire

---

<sup>11</sup> Vstreča redaktorov i predstavitelej nezavisimyh izdanij v Leningrade 24-25 oktjabrja 1987 g. [Rencontre des rédacteurs et représentants des publications indépendantes à Leningrad, les 24-25 octobre 1987]. *Točka zrenija*, 4, septembre-décembre 1987, p. 57-58.

<sup>12</sup> Voir A. ŠUBIN. *Paradoksy perestrojki. Upuščennyj šans* [Les paradoxes de la perestrojka. Une chance ratée]. Moscou: Veče, 2005, p. 128-129.

au CEMI, il assume celles de président de la cellule de l'Association "Znanie" à l'institut: il dirige à ce titre le groupe de propagandistes sur lequel compte le *rajkom* pour remettre le club Perestrojka sur la "bonne voie". C'est cet interlocuteur incontournable du *rajkom* Sevastopol' qui est chargé de rédiger des rapports sur le club<sup>13</sup>.

Le *rajkom* Sevastopol' trouve aussi son compte dans la présence de ces intermédiaires:

"[Rakitskij], explique Ju. Čabanov, savait trouver un équilibre entre les sottises que faisaient les informels et celles que faisait le comité d'arrondissement du Parti en ma personne. A quoi bon le cacher? Nous avons fait des sottises". Toujours selon le chef du Département idéologique, Rakitskij et Perlamutrov étaient des "stabilisateurs". "Tant qu'ils étaient là, la machine n'a pas déraillé. [...] Ils étaient les représentants du mouvement informel auprès du monde extérieur de l'Etat et du Parti et servaient de tampon" (Ju. Čabanov, entretien du 22/6/1996).

Le *rajkom* tient à cette médiation peut-être aussi parce que, conscient que les informels essaient de le court-circuiter en utilisant l'Association soviétique de sociologie qui refuse tout contact direct avec lui, Rakitskij demeure le seul lien avec cette institution.

Pour une partie de l'establishment académique, protéger les clubs informels est un moyen d'assurer sa présence dans l'espace politique à moindres frais<sup>14</sup>. Comme le fait remarquer G. Hosking:

"leading scholars were reluctant to jeopardize their establishment status by becoming involved in unauthorised political activities. The most they were prepared to do was to extend discreet protection to younger colleagues who were ready to take more risks"<sup>15</sup>.

Pour être admis dans les jeux politiques à un niveau élevé, les informels essaient d'accumuler du crédit, de se valoriser grâce à leurs relations avec le milieu académique.

Certains utilisent leur double position de dirigeants de clubs et de chercheurs pour se poser en exécutés du mouvement informel. Ils occupent une place stratégique dans le nouveau champ d'investigation scientifique qui recouvre non seulement les mouvements sociaux, mais aussi les nouvelles formes de mobilisation politique du "bas", les nouvelles formes de sociabilité de la jeunesse et l'autogestion dans les entreprises. Comme le remarque G. Vohmenceva, trois groupes d'auteurs s'emparent de ce terrain: (i) les scientifiques "purs" (sociologues, historiens, philosophes), (ii) les "idéologues praticiens", fonctionnaires du Parti et du Komsomol, (iii) les participants aux mouvements sociaux qui sont eux-mêmes sociologues, historiens ou philosophes de formation<sup>16</sup>. Ce troisième groupe est essentiel car il détient des sources d'informations qu'il "monnaie" auprès des deux autres. Le président de la Commission d'étude de la SSA, V. Čurbanov, obtient des informels une copie de leurs archives en échange d'un local de réunion, et leur propose d'établir contre paiement une banque de données sur les clubs politiques en URSS. Les scientifiques "purs" soignent leurs relations avec les informels pour mener à bien leurs travaux de recherche, mais aussi parce

---

<sup>13</sup> *Protokol n°51 zasedanija partijnogo bjuro pervičnoj partijnoj organizacii CEMI* [Procès verbal n°51 de la réunion du bureau de la cellule de base du Parti du CEMI], Moscou, 23/9/1987.

<sup>14</sup> Certains membres de cette catégorie, comme B. Rakitskij, prennent néanmoins des risques.

<sup>15</sup> G. HOSKING. *The Beginnings of Independent Political Activity* In G. HOSKING, J. AVES, P. DUNCAN dir. *The Road to Post-Communism. Independent Political Movements in the Soviet Union. 1985-1991*. Londres: Pinter Publishers, New York, 1992, p. 13.

<sup>16</sup> G. VOHMENCEVA. *Sociologija obščestvennyh dviženij: podhody k koncepcijam (obzor sovetskoj literatury)* [Sociologie des mouvements sociaux: les approches propres à chaque conception (revue des publications soviétiques)] In *Sociologija obščestvennyh dviženij: èmpiričeskie nabljudenija i issledovanija* [Sociologie des mouvements sociaux: observations et recherches empiriques]. Saint-Pétersbourg: Académie des Sciences de Russie, Institut de sociologie-antenne de Saint-Pétersbourg, 1993, vol. 2, p. 133.

que certains d'entre eux conseillent le Parti sur la politique à mener envers les informels (la SSA, par exemple, rédige des recommandations).

Les informels ne se contentent pas d'être des objets d'étude ou des détenteurs de sources, ils interviennent également en tant que spécialistes des mouvements sociaux, s'imposant ainsi dans un lieu stratégique de définition du mouvement informel. Ils organisent des séminaires de réflexion avec l'Association soviétique de sociologie<sup>17</sup> et sont parmi les premiers à publier sur ces questions des articles dans des revues scientifiques: à l'Institut d'économie du système socialiste mondial (IEMSS), à l'Institut d'information scientifique sur les sciences sociales (INION), au ministère de la Culture de la RSFSR, dans des revues de l'émigration russe, dans des ouvrages collectifs à caractère politique dont les contributeurs sont des scientifiques connus<sup>18</sup>.

Maljutin publie un article dans l'ouvrage collectif *La seule issue*<sup>19</sup>, publié sous la direction de Ju. Afanas'ev, où il popularise l'idée d'une "complémentarité" des sphères officielle et informelle:

"L'informel, écrit-il, ne peut exister sans collaboration avec le 'système', et ce dernier sans partenariat avec l'informel".

Le mouvement informel est donc un mouvement qui s'auto-analyse et se place sur un pied d'égalité avec le milieu scientifique.

Les informels cherchent à entraîner dans leurs mobilisations des personnalités et institutions représentatives de secteurs professionnels alliés sous des formes allant de la simple signature de pétitions à l'intégration d'institutions à leurs propres organisations. Ils veulent ainsi agir sur des acteurs qu'ils jugent influents sur le pouvoir politique.

Le groupe d'initiative Mémorial fait un travail important de prospection auprès des professions intellectuelles et artistiques. Une pétition adressée à Gorbačëv pour obtenir la construction d'un monument aux victimes du stalinisme, la possibilité de recueillir

---

<sup>17</sup> Une conférence intitulée "Autogestion économique: expérience, théorie et pratique" est organisée par deux secteurs de la SSA (le Secteur central de recherche en sociologie du travail, présidé par B. Rakitskij, et le Secteur central de recherche en sociologie des organisations et de gestion, présidé par A.I. Prigožin) et le groupe de travail "Autogestion" du KSI en février 1988 (KLUB SOCIAL'NYH INICIATIV (KSI). *Orgkomitet naučno-praktičeskoj konferencii "Proizvodstvennoe samoupravlenie – opyt, teorija, praktika.* 4-6 février 1988. Dossier du KSI, archives du M-BIO).

<sup>18</sup> Voir par exemple O. RUMJANCEV. *O samodejatel'nom dviženii občestvennyh iniciativ (Neformal'nye ob'edinenija i ih rol' v perestrojke občestvennoj žizni v SSSR)* [Le mouvement autonome d'initiatives sociales (les unions informelles et leur rôle dans la reconstruction de la vie sociale en URSS)]. Moscou: IEMSS, 1988; A. FADIN. *Gruppy občestvennyh iniciativ: nekotorye problemy socializacii (Obzor literatury i pressy)* [Les groupes d'initiatives sociales: quelques problèmes de socialisation (revue des publications et de la presse)] In *Neformal'nye ob'edinenija moloděži i ideologičeskaja bor'ba. Sbornik obzorov* [Associations informelles de jeunes et lutte idéologique]. Moscou: INION, 1988; A. FADIN. *Dviženie občestvennyh iniciativ: trudnyj opyt social'nogo samoproektirovanija* [Le mouvement d'initiatives sociales: une expérience difficile de projet social indépendant] In DONDUREJ D.B., ŽEŽKO I.V. dir. *Proryv v real'nosti (Social'noe proektirovanie v sfere kul'tury)* [Une brèche dans la réalité (projets sociaux dans la sphère culturelle)]. Moscou: Ministère de la Culture de la RSFSR, Académie de Sciences de l'URSS, Institut de recherche sur la Culture, 1990, p. 142-156; A. FADIN. *Neformaly i vlast' (Razmyšlenie o sud'bah graždanskogo občestva v SSSR)* [Les informels et le pouvoir (Réflexions sur le sort de la société civile en URSS)]. *Problemy Vostočnoj Evropy*, 1989, 25, p. 48-73; V. IGRUNOV. *O neformal'nyh političeskikh klubah Moskvy* [Les clubs politiques informels de Moscou]. *Problemy Vostočnoj Evropy*, 1989, 26, p. 60-83; M. MALJUTIN. *Obščestvenno-političeskoe dviženie v SSSR perioda perestrojki: itogi formirovanija i razvitija* [Le mouvement socio-politique de la période de la perestrojka en URSS: bilan de sa formation et de son développement] In *Politika: Problemy teorii i praktiki*, Moscou: Institut de la jeunesse, INION, vol. 2, 1990.

<sup>19</sup> M. MALJUTIN. *Neformaly v perestrojke: opyt i perspektivy* [Les informels dans la perestrojka: expérience et perspectives] In Ju. AFANAS'EV dir. *Inogo ne dano*. Moscou, 1988, p. 210-227. L'article de Maljutin ne figure pas dans l'édition française de l'ouvrage (I. AFANASSIEV. dir. *La seule issue*. Paris: Flammarion, 1989), le sujet ayant probablement été jugé marginal.

directement des dons<sup>20</sup> et le versement d'une allocation aux victimes réhabilitées, recueille le soutien de 120 personnalités parmi lesquels 40 écrivains, 20 cinéastes, 14 metteurs en scène, scénaristes, artistes de théâtre, 11 journalistes, 5 professeurs d'université et 15 chercheurs de l'Académie des sciences<sup>21</sup>. La pétition est également signée par plusieurs dizaines de milliers de citoyens<sup>22</sup>. De même, le club Perestrojka démocratique recherche la caution d'intellectuels lorsqu'il adopte en mai 1988 son premier programme politique, le "Mandat démocratique": le texte est approuvé par 14 économistes et juristes<sup>23</sup>, et reçoit le soutien implicite du CEMI (pour désigner ses propres propositions à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti, l'institut reprend avec une légère variante le terme de "mandat" utilisé par les informels<sup>24</sup>). La pétition de Mémorial et le "Mandat de la société" rédigés par les informels sont transmis à la XIX<sup>ème</sup> Conférence par l'intermédiaire de personnalités phares de la perestrojka, représentant des institutions stratégiques dans leurs secteurs respectifs: Ju. Afanas'ev, recteur de l'Institut d'archives et d'histoire, I. Kljamkin, E. Klimov, président de l'Union des cinéastes, et V. Korotič, rédacteur en chef d'*Ogonëk*. Leur alliance avec le milieu académique permet aux informels de faire passer des documents aux responsables politiques en évitant la voie officielle et de court-circuiter de nouveau les échelons intermédiaires du Parti (*rajkom*s et *gorkom*). Il s'agit là d'un échange de bons procédés puisque les informels avaient organisé des manifestations de soutien à l'élection de ces délégués réformateurs dont la candidature avait initialement été rejetée par l'appareil du Parti<sup>25</sup>. Les frontières entre les chercheurs et les informels s'estompent de plus en plus, ainsi que celles entre le milieu académique et le pouvoir politique, contribuant à une déssectorisation du jeu<sup>26</sup>. Les différents secteurs sociaux commencent en effet à perdre de leur autonomie au moment de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti. En contestant publiquement le mode d'élection des délégués, certains chercheurs deviennent des acteurs politiques de premier plan (et non les chaînons passifs que les représentants des diverses sphères sociales sont censés être dans les grands-messes du Parti).

<sup>20</sup> Les informels réclament pour Mémorial le nouveau statut de "fondation de bienfaisance", i.e. d'"organisation sociale autogérée", analogue à celui de la Fondation pour la Culture ou de la Fondation soviétique pour l'enfance, créées respectivement en 1986 et 1987 (*Bol'shoj ènciklopedičeskij slovar'* [Grand dictionnaire encyclopédique]. Moscou: Sovetskaja Enciklopedija, 1991).

<sup>21</sup> Parmi les signataires, on trouve par exemple les écrivains B. Okudžava, A. Pristavkin, E. Evtušenko, E. Rybakov, V. Kaverin, M. F. Šatrov, A. M. Adamovič, Ju. Karjakin, I. Grekova, le cinéaste E. Klimov, les dramaturges O. Efremov (directeur du MKhAT), G. Volček (théâtre "Sovremennik"), V. Fokin (théâtre M. N. Ermolova) et M. Zaharov (théâtre du "Leninskij Komsomol"), les journalistes I. Pantin (rédacteur en chef de la revue *Rabočij klass i sovremennyj mir*), A. Vaksberg, V. Korotič (rédacteur en chef d'*Ogonëk*), Ju. Černičenko, S. Zalygin (rédacteur en chef de *Novyj mir*) et G. Baklanov (rédacteur en chef de *Znamja*), les professeurs Ju. Afanas'ev (recteur de l'Institut d'archives et d'histoire) et Ju. Kagarlickij (ancien professeur à l'Institut d'Etat d'Art Dramatique de Moscou, membre de l'Union des gens de théâtre, et père d'un informel, Boris Kagarlickij), les sociologues O. Škaratan (vice-président de la SSA), A. Prigožin et L. A. Gordon (tous deux membres de la SSA).

<sup>22</sup> Les données sur le nombre de signatures sont divergentes: il y en a 45 000 selon Ju. Samodurov (annonce faite lors du premier meeting de Mémorial à Moscou le 25/6/1988), et seulement 25 000 selon *Ogonëk* (Naša pozicija [Notre position]. *Ogonëk*, 23, juin 1988).

<sup>23</sup> Spravka o zasedanii kluba "Demokratičeskaja Perestrojka" 10/5/1988 [Note sur la réunion du club Perestrojka démocratique du 10/5/1988], 11/5/1988, 3 p. (manuscrit d'un instructeur du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol', archives de Ju. Čabanov); V. P[RIBYLOVSKIJ]. V CEMI [Au CEMI]. *Hronograf*, 28/5/1988, 3, p. 1-2).

<sup>24</sup> Protokol n°68 zasedanija partiynogo bjuro pervičnoj partiynoj organizacii CEMI [Procès verbal n°68 de la réunion du bureau de la cellule de base du Parti du CEMI]. Moscou, 18/5/1988.

<sup>25</sup> Zaslavskaja, Šmelëv, Šatrov sont battus. Gorbačëv intervient en faveur de l'élection d'Afanas'ev. El'cin est élu grâce à un parachutage en Carélie (A. de TINGUY. 1987-1988. Gorbatchev va de l'avant In M.-A. CROSNIER, J. GUEIT, A. de TINGUY. *Les années Gorbatchev. L'URSS de 1985 à 1991*. Paris: La Documentation française, 1993, p. 49).

<sup>26</sup> cf. M. DOBRY. *Sociologie des crises politiques...*, op. cit., p. 141 et suiv. sur le phénomène de déssectorisation de l'espace social.



Les informels essaient d'intégrer des institutions officielles au sein de Mémorial. Les organismes qu'ils arrivent à attirer ainsi hors de leurs sphères de compétences sont ceux qui se sont déjà transformés en acteurs politiques, telle l'Union des cinéastes, première organisation à répondre favorablement à l'appel de Mémorial en juin 1988<sup>27</sup>. Mais leur volonté d'entraîner certains acteurs dans le jeu politique se heurte parfois à des résistances. L'IEMSS, par exemple, refuse d'aligner ses propositions à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti sur le modèle du "mandat démocratique" des informels, c'est-à-dire sur un projet de réforme *globale* du système politique qui le placerait hors de son domaine de compétence, malgré l'insistance de Rumjancev, chercheur à l'institut et représentant du club Perestrojka:

"Le projet de propositions de l'IEMSS, explique-t-il à l'organisation du Parti de l'institut, ressemble à une compromission. Il faut, à mon sens, le radicaliser. Il faut mettre en œuvre un mécanisme capable d'opposer une résistance à la déformation du rôle dirigeant du Parti. Il convient donc à cette fin de transformer le Parti de corporation fermée en mouvement politique et social ouvert [...]. Le Parti ne doit pas exercer de fonctions de pouvoir au-delà du Parti [...]. A mon avis, le document [de l'IEMSS] ne caractérise pas assez précisément la situation politique. [...] La réforme politique doit être progressive et globale: transformation de la nature et du rôle des syndicats, réforme du système judiciaire et juridique, des forces de l'ordre, garantie des droits de l'homme, etc."

Rumjancev essuie le refus de trois de ses collègues: "Qui trop embrasse mal étreint. Notre document ne doit traiter que de questions dont nous sommes des professionnels". "Nous ne pouvons produire un projet de réforme universelle; il n'est pas non plus utile de le détailler à l'excès". "Nous avons outrepassé nos fonctions: au lieu de préparer notre mandat à la Conférence du Parti, nous sommes en train de discuter de questions d'ordre constitutionnel"<sup>28</sup>.

## 2/ Réappropriation du discours et des pratiques officiels

Dans la première moitié de 1988, le mouvement "*continue d'utiliser la terminologie de la perestrojka, mais donne aux concepts utilisés son propre sens*"<sup>29</sup>. Les informels réinterprètent certains slogans officiels ou revivifient certaines pratiques officielles pour en élargir le champ d'application, et se lancent dans une guerre des mots tout en restant dans un espace d'action autorisé.

### Glasnost' et réhabilitation des victimes du stalinisme

Les thèmes de la *glasnost'* et de la réhabilitation des victimes du stalinisme permettent d'illustrer le travail de réinterprétation des slogans officiels auquel se livrent les clubs.

En vertu d'un principe général formulé par Gorbačëv – "*il ne doit pas y avoir, dans la société soviétique, de zones fermées à la critique*"<sup>30</sup> –, la presse révèle peu à peu des

---

<sup>27</sup> L'Union des cinéastes s'était clairement prononcée en faveur des réformateurs et avait changé son équipe dirigeante en mai 1986. D'autres unions de créateurs suivront ce mouvement, comme l'Union des architectes ou l'Union des gens de théâtre, créée par des réformateurs en décembre 1986 contre la Société panrusse de théâtre (A. BROWN. *The Gorbachev Factor*. Oxford: Oxford University Press, 1996, p. 164).

<sup>28</sup> Protokol N°20 partijnogho sobranija Partijnoj organizacii IEMSS [Procès verbal N°20 de la réunion de l'organisation du Parti de l'IEMSS], 25 mai 1988.

<sup>29</sup> V. PASTUHOV. Rossijskoe demokratičeskoe dviženie: put' k vlasti [Le mouvement démocratique russe: le chemin vers le pouvoir]. *Polis*, 1992, 1-2, p. 8-16.

<sup>30</sup> Ce slogan a directement inspiré le nom du bulletin du club Perestrojka: "Zone ouverte" (*Otkrytaja zona*).

informations sur le passé, abordent certains problèmes d'actualité, non sans avoir reçu l'accord explicite ou tacite des réformateurs du Parti. Comme l'explique Aleksandr Jakovlev:

"J'avais des relations de confiance avec certains leaders de la presse<sup>31</sup>, des règles s'étaient tacitement instaurées. Ils m'informaient à l'avance de la parution imminente d'un article critique qui susciterait certainement le mécontentement. Ils publiaient l'article mais ne faisaient aucune référence à moi. J'avais pour fonction de les 'couvrir' en cas de scandale"<sup>32</sup>.

C'est aussi au nom du principe de transparence qu'au sommet de l'Etat les réformateurs entendent soumettre leurs adversaires conservateurs à une nouvelle règle du jeu, i.e. à la diffusion à tous les membres du Politburo d'informations confidentielles, auparavant classées "secrets d'Etat"<sup>33</sup>.

En 1988, il y aura des divergences entre ce que les rédacteurs en chef des journaux réformateurs se permettent de publier et ce que Gorbačëv est prêt à autoriser officiellement. D'où certains rappels à l'ordre du Secrétaire général contre le discours sur la "*prééminence du marché*", la nécessité du chômage, ou contre la remise en cause du "choix socialiste". Mais, comme le fait remarquer A. Šubin, le flou quant aux limites de la *glasnost*' et l'hétérogénéité du camp réformateur ont pu être utilisés par Gorbačëv pour tenir en bride les conservateurs:

"Lorsqu'ils subissaient des critiques de la part de Gorbačëv, les rédacteurs faisaient plus attention, mais continuaient toutefois de sonder les limites du possible. Ce travail prudent arrangeait Gorbačëv car il permettait de mobiliser le soutien de l'intelligentsia et d'opposer cette dernière à la bureaucratie conservatrice"<sup>34</sup>.

L'usage de la "glasnost" par les réformateurs du Parti est donc multiple, et lorsque les informels s'emparent à leur tour de ce slogan, ils y mettent leur propre sens. En mai 1987, ils fournissent à la *Komsomol'skaja pravda* les résultats d'une enquête sur la répression policière d'une manifestation, mais se font aussitôt sanctionner (le KSI à l'origine de ces informations perd son local, cf. p. 117). Par la suite, ils se retirent presque complètement dans la sphère de la presse informelle et, même dans ce retranchement, sont très prudents, ne publiant par exemple de documents officiels confidentiels (documents "à usage interne") que lorsqu'ils en sont l'objet.

Ils réclament aussi un accès direct et libre à des sources d'information jusqu'alors fermées (statistiques, archives, ouvrages retirés de la circulation et conservés dans les "fonds spéciaux" des bibliothèques<sup>35</sup>), dont les principaux utilisateurs sont leur "clientèle" (communauté scientifique et artistique). Le Comité du Parti de la ville de Moscou répond

---

<sup>31</sup> notamment avec le rédacteur en chef d'*Ogonëk*, Vitalij Korotič, et celui des *Nouvelles de Moscou*, Egor Jakovlev.

<sup>32</sup> A. JAKOVLEV. *Sumerki* [Le crépuscule]. Moscou: Materik, 2003, p. 395-396.

<sup>33</sup> "*Sans parler du peuple*, explique M. Gorbačëv, [sous Brejnev] les membres du Politburo eux-mêmes ne disposaient pas de tous les éléments du tableau et étaient en fait des 'otages' qui signaient des décisions sur des questions ultrasecrètes sans avoir le droit de poser des questions et de discuter les décisions. Lorsque Ustinov s'occupait de la Défense, il détenait en fait un monopole sur ce domaine. A part Brejnev, aucun membre du Politburo n'osait s'intéresser à la question, et encore moins exiger une quelconque information". Les informations classées "secrets d'Etat" sous Brejnev concernaient notamment: les dépenses militaires, la situation de l'Armée, l'état des recherches dans le complexe militaro-industriel, le commerce international (des armes, mais aussi des céréales, des hydrocarbures et du métal), toute la sphère d'activité du KGB, la plupart des statistiques et le budget de l'Etat (M. GORBAČËV. *Žizn' i reformy* [Vie et réformes]. Moscou: Novosti, 1995, vol. 1, p. 318-319).

<sup>34</sup> A. ŠUBIN. *Paradoksy perestrojki...*, op. cit., 2005, p. 109.

<sup>35</sup> FSOK. Deklaracija Federacii socialističeskikh obščestvennyh klubov [Déclaration de la Fédération des clubs sociaux socialistes]. *Otkrytaja zona*, 1, octobre 1987, p. 9-12.

aimablement à cette demande en suggérant aux informels d'exploiter les fonds des bibliothèques grand public<sup>36</sup>.

Les clubs demandent enfin une transparence dans la prise de décisions politiques: publication des actes réglementaires en matière de droits et libertés publics<sup>37</sup> et des projets de loi<sup>38</sup>, ouverture de la presse aux débats pendant les périodes électorales et avant l'adoption de lois<sup>39</sup>, possibilité de publier des projets de loi alternatifs<sup>40</sup>. Enfin, dans le "Mandat de la société" (juin 1988), ils exposent les deux principes majeurs que doit à leurs yeux contenir une loi sur la presse: (i) droit de toute personne ou groupe de publier un organe périodique, (ii) suppression de la censure, mais possibilité de poursuivre les auteurs en responsabilité en cas de divulgation de secrets d'Etat ou de propagande de la violence, de la haine raciale ou nationale<sup>41</sup>.

Si les informels ne parviennent pas vraiment à imposer *leur* sens du terme "glasnost", il en va tout autrement de la réhabilitation des victimes du stalinisme, pour laquelle ils conçoivent très tôt un projet vaste et cohérent qui prend le pouvoir au dépourvu.

Le projet "Mémorial", décrit pour la première fois à la Rencontre-dialogue d'août 1987, prend pour point d'appui la décision du XXII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS (1961) de construire un monument à la mémoire des membres du Parti victimes des purges staliniennes. La réhabilitation est remise à l'ordre du jour pendant la perestrojka: en octobre 1987 est créée une Commission *ad hoc* du Politburo. Mais le groupe informel d'initiative de Mémorial a de la réhabilitation une vision bien plus extensive que celle du pouvoir. Il entend commémorer la mémoire des victimes des répressions, qu'elles aient ou non été membres du Parti, élargissant ainsi la catégorie des "victimes". Le groupe informel ne souhaite pas non plus s'en tenir à l'érection d'un simple monument, contrairement au pouvoir; il veut créer un centre d'archives, de documentation et de recherche sur le modèle du mémorial aux victimes de la Shoah fondé en Israël (Yad Vashem). Le groupe d'initiative n'entend pas non plus limiter la période des répressions aux années 1930 et 1950: le monument sera certes dédié aux victimes de la période stalinienne, mais le centre de recherche et la bibliothèque ont vocation à se pencher sur "*l'histoire et les mécanismes des répressions [...] dans notre Etat et dans d'autres pays dans un passé proche*"<sup>42</sup>. Les informels laissent ouverte la possibilité d'étendre le champ d'action de Mémorial à la période brejnévienne, mais aussi léninienne. Si le groupe d'initiative

---

<sup>36</sup> Hronika Memoriala, *Točka zrenija*, sept-déc. 1987, p. 108.

<sup>37</sup> Cette revendication fait implicitement référence aux "Règles provisoires" du Soviet de Moscou sur les manifestations, acte *réglementaire* non publié restreignant un droit *constitutionnel* (cf. infra encadré 7, p. 198).

<sup>38</sup> V. ZOLOTARËV. Predvaritel'noe zjavlenie o sozdanii obščestvennoj organizacii "Proekt Graždanskoe dostoinstvo" [Déclaration préliminaire sur la création de l'organisation sociale "Projet Dignité des citoyens"]. Moscou, 20 août 1987.

<sup>39</sup> Vstreča redaktorov i predstavitelej nezavisimyh izdanij v Leningrade 24-25 oktjabrja 1987 g. [Rencontre des rédacteurs et représentants des publications indépendantes à Leningrad, les 24-25 octobre 1987]. *Točka zrenija*, 4, septembre-décembre 1987, p. 50-71; Zaključenie juridičeskoj komissii političeskogo diskussionnogo kluba "Perestrojka-88", proekta "Graždanskoe dostoinstvo", redakcii obščestvenno-političeskogo žurnala *Točka zrenija* po proektu Zakona SSSR "O dobrovol'nyh obščestvah, organah obščestvennoj samodejatel'nosti i samodejatel'nyh obščestvennyh ob'edinenijah" [Conclusion de la commission juridique du club de discussion politique Perestrojka-88, du projet Dignité des citoyens, de la rédaction de la revue socio-politique *Točka zrenija* sur le projet de loi sur "Les associations volontaires, les organes d'autonomie sociale et les unions sociales autonomes"]. *Otkrytaja zona*, 4, février 1988, p. 37-40. La revendication est reprise dans le "Mandat de la société", programme commun des clubs informels adopté en juin 1988.

<sup>40</sup> Zjavlenie grupy "Graždanskoe dostoinstvo" (2/6/1988) [Déclaration du groupe "Dignité des citoyens"]. *Otkrytaja zona* 7, juillet-août 1988, p. 57-58.

<sup>41</sup> Obščestvennyj nakaz partijnoj konferencii [Mandat de la société à la Conférence du Parti]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 66-72.

<sup>42</sup> Ju. SAMODUROV. Proekt programmy i zadač raboty iniciativnoj grupy "Za uvekovečivanie pamjati o žertvah bezzakonij i repressij v prošlom našej strany" [Projet de programme et de travail du groupe d'initiative "pour perpétuer la mémoire des victimes des illégalités et des répressions dans le passé de notre pays"]. Moscou, 6 septembre 1987.

Mémorial adopte une formulation très vague sur le cadre temporel de référence, notamment pour ne pas effaroucher les institutions officielles (unions de créateurs, journaux) pressenties pour devenir ses fondateurs, d'autres clubs informels (dont certains membres participent par ailleurs à Mémorial) abordent les répressions de la période brejnévienne de façon très explicite. Dernière divergence majeure avec le pouvoir: le groupe d'initiative estime que le Mémorial doit "appartenir" à la société, et non à l'Etat, et donc être financé par des dons de la population. L'idée d'un financement non public est émise dès le mois d'août 1987<sup>43</sup>. L'Etat se voit ainsi expulsé d'un projet susceptible de prendre d'importantes dimensions.

### Revivification du "mandat": la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti

Dans les périodes où les institutions commencent à ne plus fonctionner exactement comme avant et où les acteurs cherchent des repères, certains événements peuvent constituer des "*points de convergence des anticipations*", de "*fixation des interprétations et perceptions*" des acteurs<sup>44</sup>. La XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti constitue un événement saillant de la vie politique en 1988 (voir encadré ci-dessous).

"La vie politique et sociale de ces six derniers mois, note A. Fadin, a tourné autour de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du PCUS. D'une façon ou d'une autre, tout a été lié à elle: les pires intrigues dans les luttes au sein de l'appareil comme les coups joués par les 'politiciens' informels (de 'Pamjat' à l'Union démocratique'). Toutes les attentes, les appréhensions, les calculs..."<sup>45</sup>.

#### Encadré 6 : La XIX<sup>ème</sup> Conférence nationale du PCUS (juin-juillet 1988)

La convocation de la XIX<sup>ème</sup> Conférence nationale du Parti est annoncée en janvier 1987 lors d'un plénum du Comité central. Cette Conférence est en quelque sorte appelée à "remplacer" le XXVII<sup>ème</sup> Congrès du Parti (tenu début 1986) dont Gorbačëv est insatisfait car la question de la "démocratisation" n'y avait pas été abordée<sup>46</sup>. La Conférence ne devient un événement majeur de la vie politique qu'à partir de mars-avril 1988, après la parution de la "lettre de Nina Andreeva" qualifiée, on s'en souvient, de "*manifeste anti-perestrojka*" par Gorbačëv. Les réformateurs décident alors d'utiliser cette tribune pour réaffirmer avec vigueur le maintien de leur cap politique.

Des aspects essentiels de la réforme politique doivent y être examinés<sup>47</sup>:

##### *Réforme interne du Parti*

- éventuelle restriction à deux ou trois du nombre de mandats consécutifs aux postes électifs du Parti, avec extension possible de ce principe au poste de Secrétaire général<sup>48</sup>,
- réduction des effectifs de l'appareil,
- cumul des postes de premier secrétaire de comité du Parti et de président de soviet.

##### *Revalorisation du statut et du rôle des soviets*

- transfert des fonctions de gestion administrative et économique du Parti aux soviets,
- réforme électorale (notamment introduction des candidatures multiples).

<sup>43</sup> *ibid.*

<sup>44</sup> Cf. M. DOBRY. *Sociologie des crises politiques...*, *op. cit.*, p. 198 et suiv.

<sup>45</sup> A. FADIN. *Holodnyj avgust 1988 goda ili Beglye zametki o nesbyvšyh sja nadeždah* [Un mois d'août 1988 glacial ou Notes furtives sur des espoirs déçus]. *Otkrytaja zona*, juin-août 1988, 7, p. 4-9.

<sup>46</sup> A. BROWN. *The Gorbachev Factor*, *op. cit.*, 1996, p. 167.

<sup>47</sup> Voir les Thèses du Comité central du PCUS pour la XIX<sup>ème</sup> Conférence nationale du Parti communiste de l'Union soviétique approuvées à la session plénière du CC du PCUS du 23 mai 1988, Moscou, 26 mai 1988, 20 p. (traduction française: TASS-APN), et A. GAZIER. Le bouleversement des institutions et de la vie politique In D. COLAS dir. *L'Europe post-communiste*. Paris: PUF, 2002, p. 137-138.

<sup>48</sup> Enjeu souligné par B. El'cin à une interview du 6/6/1988 à la BBC, reproduite dans *Levyj povorot*, 10, p. 56-62.

La "conférence du Parti" est une institution floue. Les statuts du PCUS de 1966 donnent au Comité central la possibilité de convoquer des conférences entre les congrès "*pour discuter des problèmes de la politique du Parti*" (art. 40). Mais depuis l'adoption de ces statuts, aucune conférence ne s'est tenue. La plupart ont eu lieu dans les années 1920, à un rythme annuel, et alternaient avec les congrès du Parti également annuels. Au moment de la perestrojka, l'institution est donc associée à Lénine et à la NEP<sup>49</sup>. Les informels ne sont certainement pas les seuls à puiser dans le passé des formes institutionnelles pour soutenir leur action. Lorsque s'ouvre la XIX<sup>ème</sup> Conférence, personne ne connaît exactement le statut de cette forme de réunion ni la portée de ses décisions. Mais son caractère exceptionnel ne fait pas de doute en raison de la conjoncture politique qui l'amène. Il est amplifié par la date symbolique de la précédente conférence: février 1941, veille de l'entrée en guerre de l'URSS, sur laquelle insistent les commentateurs (la XVIII<sup>ème</sup> Conférence n'avait cependant pas porté sur les préparatifs militaires mais sur l'"*accélération de la croissance industrielle*").

Le club Perestrojka démocratique saisit cette occasion pour rédiger son premier programme politique, en réponse aux thèses du Comité central. Ce document, appelé "Mandat de la société", sera adopté par une quarantaine de clubs, puis adressé à la XIX<sup>ème</sup> Conférence, tout comme le seront les propositions des cellules de base du Parti.

Or les clubs informels, qui ne sont pas des cellules de base, n'ont aucune légitimité à s'adresser à une assemblée du Parti. Ils vont néanmoins réussir, par un certain nombre d'artifices, à donner un écho à leur texte. L'une des tactiques qui a le plus contribué au succès de cette entreprise est sans aucun doute le mode de désignation de leur document, à savoir "mandat" (*nakaz*). Le mandat, pratique prévue par la Constitution soviétique (art. 102), permet aux électeurs d'assigner des missions à leurs députés. En désignant leur texte de la sorte, les informels s'attribuent une légitimité populaire en même temps qu'ils confèrent implicitement à la Conférence du Parti le statut d'assemblée législative. On observe de nouveau un échange de légitimité entre les informels et les réformateurs au pouvoir: le "mandat démocratique" du club Perestrojka est en partie publié par la *Komsomol'skaja Pravda*<sup>50</sup>, et les clubs ont accès au Palais de la jeunesse pour discuter de la version finale de leur document (rebaptisé "Mandat de la société"). Toutefois l'usage que les informels font du terme "mandat" comporte une certaine ambiguïté: en utilisant une pratique qui a pour modèle sous-jacent le mandat impératif<sup>51</sup>, ils font entendre aux réformateurs que leurs propositions ne sont pas de simples conseils, mais doivent être interprétées comme ayant une force un peu plus contraignante. Sur le fond, ils ne sont guère éloignés des positions de l'aile réformatrice du PCUS qui veut elle aussi limiter le pouvoir du Parti en l'empêchant d'empiéter sur le pouvoir législatif. Mais c'est par la *forme* que prend leur programme qu'ils franchissent un pas en essayant d'instaurer implicitement un nouveau type de rapport avec le pouvoir.

<sup>49</sup> A. ŠUBIN. *Paradoksy perestrojki...*, op. cit., 2005, p. 204.

<sup>50</sup> K. JANKOV (O "Demokratičeskom nakaze" pišut... [Ce qu'on écrit sur le "Mandat démocratique"]. *Otkrytaja zona*, juin-août 1988, 7, p. 131) cite certaines réactions des lecteurs de la *Komsomol'skaja Pravda* du 7/6/1988.

<sup>51</sup> C'est l'institution du mandat impératif qui a donné son nom au "mandat" des électeurs en URSS, même si la législation soviétique laisse aux députés une grande latitude pour échapper à la contrainte: "*La pratique des mandats d'électeurs a été instituée dès les premiers jours du pouvoir soviétique (le Décret sur la terre de 1917, par exemple, s'est appuyé sur 242 mandats de paysans). Ont le droit de déposer des mandats d'électeurs les assemblées d'électeurs aptes à désigner des candidats à la députation. En vertu de la Loi sur le statut des députés des Soviets de députés des travailleurs du 20/9/1972, le Soviet compétent examine le mandat, adopte un plan de réalisation et contrôle sa bonne exécution. Certaines propositions d'assemblées d'électeurs peuvent être rejetées par le Soviet pour des raisons économiques ou pour des motifs d'inopportunité. Dans ce cas, le Soviet motive son rejet à l'assemblée d'électeurs concernée, qui doit recevoir l'approbation des électeurs. Les mandats que le Soviet s'engage à réaliser sont impératifs. Le Soviet et les députés, lorsqu'ils rendent compte de leur travail aux électeurs, doivent aussi rendre compte de l'exécution des mandats*" (*Bol'shaja sovetskaja ènciklopedija* [Grande encyclopédie soviétique], 3<sup>e</sup> édition. Moscou, 1969-1978).

Avec l'exemple du "mandat", on voit que les informels se servent d'institutions purement formelles du système politique pour leur donner un autre sens et porter leurs mobilisations<sup>52</sup>. Et dans un contexte de réforme des institutions, de réflexion sur le passé, redonner vie à des pratiques ou des institutions qui ont été vidées de leur sens mais qui tirent leur légitimité de la période idéalisée de la Révolution et des années 1920 est un calcul plutôt pertinent.

### 3/ Le jeu avec l'interdit: la rue

Les informels franchissent une frontière en pénétrant dans un espace d'action expressément interdit par le pouvoir: la rue. Cette intrusion entraîne une lutte sur la définition du jeu et des règles applicables aux interactions qui en découlent. En effet, lorsque l'interaction se situe hors du champ d'action autorisé, le pouvoir a le choix entre deux options: soit accepter de définir la situation comme une poursuite de la transaction sur un autre terrain et lui appliquer les règles de la négociation, soit définir la situation comme un affrontement et lui appliquer les règles "ordinaires" (i.e. répressives). L'enjeu pour les clubs est de sortir des cadres en multipliant les précautions afin de contraindre le pouvoir à garder les règles de la négociation.

Dans la première phase du mouvement informel, un accord tacite semble s'être établi entre les clubs politiques et le pouvoir pour que soient évitées les manifestations. Ce rejet partagé entraîne une autolimitation des deux côtés: les clubs acceptent de ne pas recourir à un type d'action collective fortement marqué du sceau de la dissidence, et privilégient les campagnes de pétitions (pratique également importée de la dissidence, mais moins visible et donc plus acceptable par le pouvoir) et les réunions de clubs; le pouvoir, pour ne pas pousser les informels dans la rue, leur octroie des lieux de réunion et leur fournit des interlocuteurs. Pourtant, d'une grande nervosité sur le sujet, le pouvoir adopte des mesures de dissuasion nettement plus explicites: les premières restrictions légales aux manifestations sont prises par le Soviet de Moscou en août 1987, étendues un an plus tard à l'ensemble du territoire par un texte du Soviet suprême de l'URSS.

#### Encadré 7 : La réglementation sur les manifestations, 1987-1988

Les manifestations font l'objet de deux réglementations:

- les "Règles provisoires d'organisation et de déroulement des réunions, meetings, défilés, manifestations et autres actions dans les rues, places, avenues, parcs, jardins, squares et autres lieux publics de la ville de Moscou", adoptées par le comité exécutif du Soviet de Moscou (11/8/1987),
- l'"*Ukaz* N°504 sur les procédures d'organisation et de déroulement des réunions, meetings, défilés et manifestations en URSS", adopté par le Présidium du Soviet suprême de l'URSS (28/7/1988).

Les "Règles provisoires" du Soviet de Moscou (*Mossovot*) ont pour objectif explicite d'empêcher les manifestations dans le centre-ville. Les motifs invoqués sont la protection du patrimoine architectural, la densité du trafic automobile et "*le souhait de nombreux citoyens d'interdire [dans le centre-ville] les réunions, défilés, manifestations et autres actions de masse*" (art. 2.1).

Les demandes d'autorisation doivent être déposées auprès du Comité exécutif du soviet d'arrondissement. En cas

<sup>52</sup> L'envoi de mandats semble avoir été une pratique fréquente à l'époque soviétique. Les soviets locaux en ont ainsi reçu 750 000 en 1984 (selon V. KOZIN. *Reforma izbiratel'noj sistemy v SSSR (1987-1990)* [La réforme du système électoral en URSS (1987-1990)] In *Istorija obščestvennyh dviženij i političeskijh partij (sbornik)* [Histoire des mouvements sociaux et des partis politiques (recueil)]. Moscou: Université d'Etat de Moscou Lomonossov, Chaire d'histoire politique de la faculté d'histoire, vol. 2, 1992, p. 353-379). Mais il est fort à parier qu'aucun de ces mandats n'ait été utilisé, avant celui des informels, comme support d'un programme politique général.

de refus, seul un recours hiérarchique est possible devant le Comité exécutif du soviét de niveau supérieur, dont la décision est définitive. Le recours contentieux n'est donc pas prévu.

Lorsqu'une organisation officiellement enregistrée décide de manifester, ses représentants doivent indiquer leurs nom et adresse. Mais dans le cas des groupes informels (qui n'ont pas d'existence légale), les organisateurs agissent en tant que personnes physiques et doivent indiquer en plus leur lieu de travail, ce qui constitue une forme de pression non négligeable.

Enfin, en cas de troubles à l'ordre public pendant la manifestation, la responsabilité des organisateurs peut être engagée (art. 4-2).

Le texte n'est pas publié officiellement, mais les clubs informels le reproduisent dans leurs bulletins.

L'Ukaz N°504 du Présidium du Soviet suprême de l'URSS reprend les principales dispositions des "Règles provisoires" du Soviet de Moscou et permet d'interdire un meeting s'il est jugé "*contraire à la Constitution ou s'il constitue une menace à l'ordre public et à la sécurité des citoyens*". Les soviets ont le loisir d'aménager l'ukaz en fonction des "*conditions locales*".

On notera que les deux textes sont adoptés par des collègues restreints: les "Règles provisoires" le sont par le seul *comité exécutif* du Soviet de Moscou, et la réglementation nationale l'est sous la forme d'un *ukaz*, i.e., en droit soviétique, d'un acte émanant du *Présidium* du Soviet suprême.

Au printemps 1988, principalement pour des raisons de concurrence interne au mouvement informel, certains clubs, qu'ils soient "radicaux" ou "modérés", se mettent à occuper régulièrement la rue parce qu'ils n'ont pas d'autres lieux de réunion. Les clubs modérés s'entourent néanmoins de précautions pour éviter tout affrontement avec les forces de l'ordre. Ils se plient aux procédures administratives auxquelles le pouvoir les renvoie et demandent scrupuleusement les autorisations de rigueur. Lorsque celles-ci leur sont refusées, ils renoncent à leur action; et lorsqu'ils obtiennent l'accord des autorités, ils choisissent des slogans à double sens, qui reprennent les mots d'ordre officiels (auxquels ils peuvent par ailleurs adhérer) tout en leur permettant d'exprimer leurs critiques. Ainsi, à la veille de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti, ils manifestent contre le mode non démocratique de désignation des délégués en utilisant des slogans tout à fait "loyaux": "*oui au socialisme! non au stalinisme!*", "*tout le pouvoir aux soviets démocratiquement élus*", "*vive le pluralisme socialiste*"<sup>53</sup>.

Pour sortir du champ d'application de la réglementation sur les manifestations, ils inventent un nouveau type de meeting de rue qui n'entre pas dans les catégories prévues par les "Règles provisoires" du Soviet de Moscou. Pendant un mois, de la fin mai à la fin juin 1988, plusieurs clubs (Dignité des citoyens, Obščina, Front populaire de Moscou, Démocratie et humanisme) se réunissent toutes les semaines sur la place Pouchkine<sup>54</sup>. Ces réunions hebdomadaires ont ceci de particulier qu'elles ne sont convoquées par aucun "organisateur"; elles apparaissent comme le fruit d'une simple convention passée entre individus. D'où le nom de "Hyde park" qui sera donné à la place Pouchkine. L'absence d'organisateur identifiable ou d'intention d'une organisation rend difficile la qualification juridique de ce type de réunion et, partant, l'application des "Règles provisoires" du Soviet de Moscou. Cette feinte permet aux informels de s'affranchir de la demande d'autorisation préalable.

<sup>53</sup> Cet usage tactique des slogans peut d'ailleurs sembler difficile à expliquer à des spectateurs extérieurs au champ politique, voire à justifier avec le recul du temps: "*Nous avons des slogans bizarres*, explique un informel, *comme par exemple: "Vive le pluralisme socialiste". Un jour à une manifestation, quelqu'un s'est approché de moi et m'a demandé: "qu'est-ce que c'est, le 'pluralisme socialiste'?"*. J'ai répondu: "*Comment ça, c'est pourtant compréhensible: c'est le pluralisme dans les conditions du socialisme*". Par la suite, j'ai compris pourquoi on m'avait embêté avec cette question. Mais à l'époque j'allais aux manifestations la conscience en paix" (V. Kardail'skij, membre du club Perestrojka, entretien du 27/7/1994).

<sup>54</sup> La place Pouchkine, outre qu'elle fait référence à la dissidence, est un emplacement stratégique dans l'espace urbain: au croisement de la rue Gorki qui mène à l'hypercentre (place Rouge) et du Cercle des boulevards, lieu de promenade, la place est aussi un nœud du réseau métropolitain (lieu de jonction de trois lignes de métro, équivalant par leur taille à des lignes de RER) (cf. cartes N°2 et 3 en annexe p. 569-570).

Le "Hyde park" moscovite est né le 28 mai 1988 à la suite d'un meeting d'Obščina et de Dignité des citoyens contre les "Règles provisoires" et le mode de désignation des délégués à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti. La manifestation, partie du Bolchoï, se déplace sur la place Pouchkine, près de l'immeuble des *Izvestija*. Les initiateurs proposent alors aux manifestants de se retrouver sur la place Pouchkine tous les samedis après-midi pour discuter<sup>55</sup>.

Pendant les trois premières semaines, la police ne disperse pas les meetings des clubs "modérés" (principalement Dignité des citoyens et Obščina, ralliés ultérieurement par le Front populaire de Moscou), alors qu'à quelques mètres de là, devant la statue de Pouchkine, les meetings du groupe "radical" Union démocratique (créé entre autres par le séminaire Démocratie et humanisme) sont réprimés pour violation de la réglementation<sup>56</sup>. Par la suite, les forces de l'ordre auront de plus en plus de mal à différencier les deux types de meetings qui ont lieu sur la même place et au même moment, et les informels "modérés" subiront par contagion les mêmes sanctions que les manifestants de l'Union démocratique (arrestations, amendes). L'intervention des forces de l'ordre est l'un des éléments majeurs qui contribuent à mettre fin au Hyde park. Si la forme "Hyde park" (i.e. discussions hebdomadaires sur la place Pouchkine) ne dure qu'un mois, les clubs informels multiplient leurs meetings à différents endroits de Moscou jusqu'à l'automne 1988.

Les informels, systématiquement renvoyés à une logique administrative dès lors qu'ils veulent organiser des manifestations, essaient de replacer l'interaction dans un cadre politique. Face au refus de différents soviets d'arrondissement d'autoriser les meetings antistaliniens de mars 1988, ils ne jugent pas utile de former un recours hiérarchique, comme le prévoit la réglementation en vigueur, mais adressent leurs protestations directement au Politburo et au Comité du Parti de la ville de Moscou<sup>57</sup>, réelles instances de décision.

La ligne de conduite adoptée ici par les différentes composantes du pouvoir (Parti, Komsomol, soviets, etc.), y compris lorsqu'elles sont dirigées par des réformateurs, consiste à *afficher* un refus ostensible de négocier. Mais le principe de négociation est accepté de force à certains moments critiques: par exemple, lorsque le Parti perçoit, à tort, une menace des clubs centraux de se mettre eux aussi à manifester (mobilisation contre le projet de loi sur les associations autonomes) ou qu'il s'attend à des manifestations d'autres acteurs collectifs et veut désengorger le centre de Moscou en neutralisant les informels (à la veille de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti).

Lorsque les informels découvrent en janvier 1988 le contenu d'un projet de loi sur les associations autonomes qui met leur autonomie en danger, ils engagent une épreuve de force et mobilisent tous les instruments à leur disposition pour obtenir le retrait de ce projet. Cette mobilisation est importante parce qu'elle aboutit à la victoire des informels et leur montre qu'il leur est possible de forcer les réformateurs à les soutenir même lorsque ces derniers cherchent au contraire à éviter de s'impliquer dans leur défense. L'un des moyens de pression utilisés, dont ils n'avaient probablement pas mesuré l'importance avant cette mobilisation, est la *menace* d'occuper la rue.

---

<sup>55</sup> Voir S. MITROHIN. Roždenie Gajd-parka [Naissance du Hyde park]. *Hronograf*, 4/6/1988, 7 et A. ŠUBIN. *Paradoksy perestrojki...*, op. cit., 2005, p. 213 et suiv. sur la préparation de ce premier meeting et le déroulement des débats dans le Hyde park.

<sup>56</sup> S. MITROHIN. Hronika Gajd-parka [Chronique du Hyde park], 18/6. *Hronograf*, 8, 14/7/1988.

<sup>57</sup> *Molva*, 3, 4/3/1988, p. 3 et 4.



Les informels organisent tout d'abord des débats<sup>58</sup>, constituent un groupe de travail interclubs qui rédige une déclaration et un projet de loi alternatif. Ils envoient ce contre-projet à la Commission des lois du Soviet Suprême de l'URSS et au Comité central du PCUS, puis demandent au Présidium du Soviet Suprême de publier le projet officiel dans la presse centrale pour le soumettre à un débat public<sup>59</sup>. Mais le Comité central, refusant de négocier sur ce point, ne fait aucun cas du projet alternatif des informels et l'adresse au ministère de la Justice, où il suit le parcours ordinaire du courrier des simples administrés (le ministère accusera réception cinq mois plus tard<sup>60</sup>).

S'engage alors une bataille pour forcer les réformateurs à obtenir l'abandon du projet de loi. Les clubs présentent ce texte comme un enjeu pour les réformateurs dans leur lutte contre les conservateurs:

"Le combat qui oppose certaines forces aux échelons supérieurs du pouvoir ressemble à une guerre de positions dont le caractère dramatique est accru par le fait que ses péripéties sont dissimulées au peuple. Les partisans de la perestrojka acceptent dans de nombreux cas des compromis humiliants et de sérieuses concessions, ils sont contraints de prendre mille précautions et bien souvent de porter des coups à ceux qui sont de leur côté. Pour l'instant, il règne sur l'"olympes" du pouvoir un équilibre fragile et précaire. Mais jusqu'à présent, rien ni personne ne peut garantir qu'il n'y aura pas de retour en arrière"<sup>61</sup>.

La situation est ensuite définie par les informels comme un moment crucial où ils sont acculés à défendre leur réputation. Certains groupes font pression pour accélérer le passage à un mode d'action plus radical (la manifestation):

"Le problème du mouvement aujourd'hui est de défendre sa réputation, et il serait bon de ne pas se limiter aux méthodes déjà bien rodées des appels aux diverses 'instances', aussi nombreux qu'inefficaces, mais de passer aux méthodes des piquets et manifestations, traditionnelles pour tout mouvement social à travers le monde" (intervention de A. Zolotarëva du groupe Dignité des citoyens à la discussion du club Perestrojka<sup>62</sup>).

Des clubs demandent l'autorisation de manifester. Celle-ci leur est refusée, mais il leur est proposé de rencontrer les auteurs du projet de loi. La réunion a lieu le 20/2/1988 en présence du Comité du Komsomol de la ville de Moscou. Le pouvoir préfère donc entamer une discussion plutôt que laisser les informels occuper la rue.

Les raisons de la concession des réformateurs sont nombreuses, mais la menace de *certaines* clubs de recourir aux manifestations est probablement l'une de celles qui ont le plus pesé. Ils croient en effet – mais à tort – que le club Perestrojka démocratique est cosignataire de la demande d'autorisation de manifester<sup>63</sup>. Or si même ce club, qui s'est explicitement défini

---

<sup>58</sup> L'un est organisé par la FSOK le 21/1/1988, l'autre par le club Perestrojka démocratique au CEMI le 26/1/1988 en présence des représentants des principaux clubs, de chercheurs de l'Académie des sciences et de la presse, dont l'agence TASS.

<sup>59</sup> Voir *Otkrytaja zona*, 4, février 1988, p. 35.

<sup>60</sup> Le ministère de la Justice informe le club Perestrojka en juin 1988 que les propositions qu'il avait envoyées au Comité central du PCUS en janvier ont été transmises au Centre de recherche du ministère de la Justice de l'URSS "*chargé d'étudier les propositions des citoyens et de préparer les amendements à la législation*" (Otvětaet Ministerstvo justicii SSSR (14/6/1988) [Réponse du ministère de la Justice de l'URSS]. *Otkrytaja zona*, 7, juin-août 1988, p. 133).

<sup>61</sup> Zaključenie juridičeskoj komissii političeskogo diskussionnogo kluba "Perestrojka-88"..., *op. cit.*, 1988.

<sup>62</sup> *Otkrytaja zona*, 4, février 1988, p. 30.

<sup>63</sup> E. SAMOHVALOV. Vzgljad na sobytija 13 fevralja [Point de vue sur les événements du 13 février]. *Levyj povorot*, [mars] 1988, 5-6, p. 48-50.

comme "modéré"<sup>64</sup> et occupe une position clé dans le mouvement informel politique de Moscou, s'engage dans la voie de la manifestation, la menace d'un affrontement et le passage de l'ensemble du mouvement à l'offensive dans la rue deviennent hautement crédibles.

Outre la crainte des manifestations, les réformateurs du Parti ont pu être déstabilisés par une éventuelle propagation de l'effervescence des informels à d'autres acteurs sociaux, par la peur d'une dégradation de leur image, ou encore par une fragilité trop manifeste du soubassement juridique du projet de loi (cf. infra).

Dans un autre cas, c'est le pouvoir (réformateurs et forces de l'ordre), redoutant un débordement d'activisme social à la veille de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du PCUS, qui prend l'initiative de négocier avec les informels pour obtenir d'eux qu'ils déplacent leur manifestation de la place Pouchkine aux abords du Palais de la jeunesse, dans un quartier excentré<sup>65</sup>. L'enjeu est de taille pour les deux parties: le Parti veut désengorger le centre car il s'attend à l'arrivée de manifestants d'autres régions et républiques (Tatars de Crimée, Arméniens, Baltes); les informels ne peuvent raisonnablement pas désertier la place Pouchkine, leur Hyde park, où ils se réunissent depuis un mois et qui, ce samedi-là tout particulièrement, ne peut être laissé en pâture à leur rival radical, l'Union démocratique. Et de fait, la manifestation du 25/6/1988 est décrite par les observateurs comme la première grande manifestation des informels<sup>66</sup>. Le pouvoir tente de segmenter le jeu politique non seulement en isolant physiquement les informels des autres acteurs, mais en menant des négociations séparées avec les deux groupes inventeurs du Hyde park. Dignité des citoyens et Obščina sont conviés à des pourparlers avec un représentant du Comité du Parti de la ville de Moscou (*gorkom*), flanqué du procureur adjoint de Moscou, de représentants du KGB et du ministère de l'Intérieur. La proposition des autorités entend éloigner les informels du théâtre de l'action (le Palais de la jeunesse est un lieu politiquement non significatif). Elle vise aussi à les réduire à l'image de "jeunes" qui manifestent devant leur palais attitré. Les autres clubs, apprenant *a posteriori* l'existence de négociations "secrètes", refusent de leur accorder la moindre légitimité: le lieu de la manifestation n'est pas négociable. Obščina est finalement le seul club à se rendre devant le Palais de la jeunesse, pour s'apercevoir que les autorités n'ont fait que donner les apparences d'une négociation: son meeting tourne au fiasco à cause du passage d'un orchestre militaire devant le Palais<sup>67</sup>, et ses participants se replient sur la place Pouchkine.

Dans cet échange qui précède la manifestation du 25 juin, ce sont les informels qui pour la première fois excluent une question du champ de la négociation parce que les règles de la transaction n'ont pas été respectées (les deux clubs n'ont pas été mandatés par les autres) et les conditions proposées ont été jugées inacceptables.

#### 4/ Intrusions dans les espaces du Parti

L'intrusion des informels dans l'espace du Parti prend des formes multiples. Leur première incursion est un coup – comme on parle d'un coup dans un jeu – auquel personne ne s'attend, à commencer par les informels eux-mêmes. Elle a lieu au moment de l'"affaire El'cin" (novembre 1987), lorsque les clubs se trouvent contraints par les événements de prendre position dans une affaire interne au Parti (a). Les intrusions suivantes sont, elles, plus intentionnelles et prennent appui sur le droit (b). Sans être ouvert aux informels, ce domaine ne leur est pas explicitement interdit (contrairement à la rue). Lorsqu'un projet de loi sur les

---

<sup>64</sup> La scission du club Perestrojka entre "modérés" et "radicaux" a eu lieu un mois avant, et le club Perestrojka démocratique, rappelons-le, réunit les "modérés".

<sup>65</sup> Cf. la carte N°2 en annexe p. 569.

<sup>66</sup> G. HOSKING. The Beginnings of Independent Political Activity, *op. cit.*, p. 21-22.

<sup>67</sup> V. IGRUNOV. Neofity i raskol'niki [Néophytes et schismatiques]. *Hronograf*, 20 juillet 1988, 9, p. 1-10.

associations met en danger leur statut, ceux-ci s'emparent sans hésiter du discours juridique pour s'attaquer indirectement à la définition juridique du Parti. Dans leur premier programme politique ("mandat de la société"), ils proposent des réformes constitutionnelles visant à rogner sur les compétences du Parti, et dessinent les grandes lignes d'un nouveau système politique où ils essaient de se ménager une place quasi-institutionnelle. Enfin, ils utilisent les statuts du Parti pour créer une organisation à l'intérieur du PCUS. Le droit est un domaine largement investi par le mouvement parce qu'il est perçu comme une ressource majeure dans sa lutte pour sa légitimation dans l'espace politique.

### a/ Les informels et l'"affaire El'cin"

L'"affaire El'cin" ébranle le jeu politique au sommet en scindant le camp des "réformateurs" en deux. L'effritement de cette catégorie politique qui sert de repère et la perte de solidité de certaines règles du jeu internes au Parti, qu'un acteur important (El'cin) transgresse publiquement, perturbent les informels.

#### Encadré 8 : L'"affaire El'cin" (octobre-novembre 1987)

L'"affaire El'cin" débute par une double offensive de B. El'cin, alors premier secrétaire du Comité du Parti de la ville de Moscou (MGK ou *gorkom*), d'une part contre E. Ligačëv, responsable du Secrétariat du Comité Central et considéré comme le chef de file des conservateurs<sup>68</sup>, et d'autre part contre M. Gorbačëv.

La crise éclate à un moment bien particulier de la vie politique, i.e. lors du plénum du Comité central d'octobre 1987, qui est un moment solennel de commémoration du soixante-dixième anniversaire de la Révolution et l'une des dernières grandes réunions au sommet avant la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti prévue pour juin 1988.

El'cin anticipe probablement des difficultés à conserver la direction du *gorkom*. Ligačëv, inquiet du turnover au Comité de la ville et aux comités d'arrondissement (*rajkoms*)<sup>69</sup>, avait tenté de constituer une commission spéciale au Politburo et au Comité central sur les affaires de la capitale, sans toutefois y parvenir<sup>70</sup>. Dans une lettre de septembre 1987, El'cin se plaint à Gorbačëv des méthodes de travail de son adversaire<sup>71</sup>. Placé devant la nécessité d'arbitrer, Gorbačëv propose à El'cin de remettre la discussion au lendemain des fêtes de la Révolution. Mais sans en référer à Gorbačëv, El'cin porte son différend avec Ligačëv devant le Plénum du Comité central du 21/10/1987: il critique les méthodes de son adversaire et, en raison de cette incompatibilité, présente sa démission du Politburo (dont il est membre suppléant), sachant que celle-ci entraînera sa destitution du poste de premier secrétaire du MGK. Il profite de cette tribune pour critiquer non seulement les conservateurs, mais les privilèges dont bénéficie un appareil bureaucratique qualifié de pléthorique<sup>72</sup>.

Gorbačëv y voit une offensive dirigée contre lui. Il qualifie la sortie d'El'cin d'"*irrespect envers le Secrétaire général et envers l'accord*" qu'ils avaient conclu<sup>73</sup>. Mais surtout, cette affaire porte atteinte à l'image de Gorbačëv: en se définissant comme un réformateur de tendance dure, El'cin le fait implicitement passer pour un "mou". Cette définition paraît d'autant plus crédible que, prise de court, l'équipe de Gorbačëv est contrainte de prendre la défense des conservateurs (ce qui explique probablement la non parution du sténogramme du plénum dans la presse officielle).

Après un moment de "dérapage", l'équipe de Gorbačëv reprend la maîtrise de cette crise et "normalise" la situation. Pendant le plénum, El'cin est critiqué pour ses ambitions personnelles surdimensionnées. Il est démis de ses fonctions du Politburo, puis destitué de son poste au *gorkom* de Moscou le 11 novembre (lors d'un plénum dudit comité). Il disparaît quelque temps de la scène politique après avoir été nommé premier vice-président du Comité d'Etat de l'URSS à la construction avec rang de ministre de l'URSS. Il demandera sa réhabilitation politique à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti.

Gorbačëv s'efforce, dans un discours publié dans la *Pravda* (13/1/1988), de formaliser sa position politique en la qualifiant de "centriste": il "*se présente comme le juste milieu entre la 'gauche' qui préconise des réformes trop radicales et rapides, et la 'droite', qui craint à tort que le pouvoir 'mine les fondements du socialisme'*"<sup>74</sup>.

<sup>68</sup> E. Ligačëv, "numéro deux" du Parti, détient des compétences étendues: il préside les réunions du Secrétariat du Comité Central et en organise le travail; en l'absence de M. Gorbačëv, il préside les réunions du Politburo. Toutefois, la position des conservateurs est en perte de vitesse après le plénum de juin 1987 au cours duquel M. Gorbačëv fait nommer trois de ses proches à des secteurs clés du Politburo (économie, propagande et culture,

Alors que d'ordinaire les clubs n'hésitent pas à s'engouffrer dans la moindre brèche du système politique, ils réagissent ici contraints et forcés par la dynamique générale de mobilisation déclenchée par le scandale. Les étudiants se mobilisent presque aussitôt (manifestations d'étudiants de l'Université d'Etat de Moscou), de même que certains clubs informels (comme le club Obščina). Les principaux leaders du mouvement politique informel doivent donc à leur tour signaler leur présence, mais ils hésitent sur la définition à donner à la situation et sur la position commune à adopter. S'agit-il d'une réelle division dans le camp des réformateurs ou d'une manœuvre politique du pouvoir? Le personnage d'El'cin, dont les informels avaient déjà éprouvé le peu de fiabilité, ajoute à la confusion car nul ne comprend vraiment à quel jeu il joue:

"Nous avons été confrontés – un peu avant la communauté internationale (rire) – à la question de savoir si nous devons ou non soutenir El'cin, explique A. Šubin, membre d'Obščina. [...] El'cin était un personnage obscur. C'était une figure de la nomenklatura, et on ne comprenait pas s'il s'agissait d'un jeu ou d'une crise réelle au sommet. A présent, aussi étrange que cela paraisse, nous sommes arrivés à la conclusion que c'était plutôt un jeu, à présent que nous avons plus d'informations sur le sujet. C'était, bien sûr, un conflit, mais un conflit contrôlé par Gorbačëv" (A. Šubin, entretien du 14/12/1993).

Devant la difficulté à prévoir les retombées d'une quelconque prise de position, et face à des messages clairs d'institutions relais des réformateurs du Parti qui leur interdisent d'aborder la question (cas du CEMI), les informels optent pour la prudence: ils ne prennent position ni pour l'un ni pour l'autre camps, mais déplacent le problème en protestant contre le manque d'information dans la presse et en demandant la publication *in extenso* des comptes-rendus des plénums du Comité Central et du MGK<sup>75</sup>. Cette prise de position, au nom de la *glasnost'*, est un soutien distancié à El'cin. Soutien, parce qu'ils peuvent difficilement prendre parti pour Gorbačëv étant donné la configuration des événements, et qu'il est dans leur logique d'action, devenue comme une seconde nature, de saisir la moindre opportunité pour "ouvrir de nouvelles portes" et "créer des précédents". El'cin doit être traité avec égards car, même

---

agriculture) et les dote d'un statut de "super-secrétaires" (membres à la fois du Secrétariat et du Politburo). (A. de TINGUY. 1987-1988. Gorbatchev va de l'avant..., *op. cit.*, 1993, p. 45-48).

<sup>69</sup> Le chef du Service des cadres du *gorkom* de Moscou doit "rendre compte presque clandestinement au département du Comité central de la réserve des cadres" (Quels griefs? *Le Monde*, 3-4 juillet 1988). Selon A. ŠUBIN (*Paradoksy perestrojki...*, *op. cit.*, 2005, p. 158 et 160), les premiers secrétaires de *rajkom* nommés par El'cin auraient eux-mêmes fait appel aux instances centrales du PCUS, inquiets du système de sanctions instauré par El'cin qui mettait en danger leur position. El'cin s'est donc rapidement mis à dos ceux qu'ils venaient de promouvoir.

<sup>70</sup> A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ. *Kto est' kto v rossijskoj politike (300 biografij)* [Le who's who de la politique en Russie (300 biographies)]. Moscou: Panorama, 1993, p. 194.

<sup>71</sup> La lettre est parue dans l'autobiographie de B. El'cin. *Ispoved' na zadannuju temu* [Confession sur un thème imposé]. Leningrad, 1990, p. 7-9.

<sup>72</sup> Selon les versions du discours parues en samizdat.

<sup>73</sup> M. GORBAČËV. Iz vystuplenija M.S. Gorbačëva na oktjabr'skom (1987 g.) plenum CK KPSS [Extraits du discours de M.S. Gorbačëv au Plénum d'octobre (1987) du Comité central du PCUS] In B. KOVAL'. *Rossija segodnja. Političeskij portret v dokumentah. 1985-1991* [La Russie aujourd'hui. Portrait politique par les documents. 1985-1991]. Moscou: Meždunarodnye otnošenija, 1991, p. 416.

<sup>74</sup> A. de TINGUY. 1987-1988. Gorbatchev va de l'avant..., *op. cit.*, 1993, p. 48.

<sup>75</sup> Face au mutisme de la presse officielle, les revues informelles font circuler des versions apocryphes du discours d'El'cin, publiées dans la presse étrangère et supposées proches de l'original. Voir l'introduction au discours d'El'cin par la rédaction de *Levyj povorot* (B. EL'GIN. Stenogramma vystuplenija t. El'cina B.N. na Plenum CK KPSS 21.10.1987 g. [Sténogramme de l'allocution du camarade El'cin B.N. au Plénum du Comité central du PCUS du 21.10.1987]. *Levyj povorot*, juin 1988, 10, p. 49-51).

dégradé, il demeure une figure importante du Parti. Soutien distancié, et donc non contraignant, parce qu'ils tiennent à garder leurs distances avec un personnage qui s'est compromis avec Pamjat<sup>76</sup>, a joué un rôle manifeste dans l'adoption des "Règles provisoires" du *Mossovet* limitant le droit de manifester à Moscou (cf. encadré 7, p. 198) et se révèle imprévisible. Ils n'attaquent pas non plus Gorbačëv de front, mais le mettent à l'épreuve en demandant la publication du sténogramme du plénum dont ils connaissent la teneur. Il y a dans cette distanciation des informels avec les protagonistes de cette "affaire", et El'cin en particulier, à la fois la conscience qu'ils ne jouent pas sur le même terrain et une volonté de ne pas se souiller<sup>77</sup>.

Cette crise leur offre une occasion d'entrer sur-le-champ dans la "grande politique". D'où probablement l'énergie déployée par le club *Perestrojka*, qui envoie une lettre collective au Comité central, cosignée par les principaux clubs, des lettres de protestation à diverses instances et à la presse<sup>78</sup>, et une demande adressée au Soviet de Moscou par ces mêmes clubs pour obtenir l'autorisation de manifester<sup>79</sup>. A moyen terme, la segmentation des réformateurs représente un atout pour les clubs car elle entraîne une multiplication de fiefs entrant en concurrence, et donc d'opportunités de capter des ressources.

## **b/ Usages du droit**

### **Lutte autour de la définition juridique des clubs et du Parti**

Lorsque les clubs apparaissent, leur statut juridique n'est pas défini. Il y a bien une base légale mobilisable, mais le texte juridiquement supérieur, datant de la période stalinienne, est peu légitime. Quant au plus récent (mai 1986), il émane d'organisations sociales (et non d'autorités exécutives): il n'a donc pas le statut d'un acte réglementaire<sup>80</sup>.

Le pouvoir trouve un avantage à l'existence de ce flou: les organisations autonomes n'ayant pas de statut légal, elles ne peuvent réclamer aucun droit. Elles n'ont pas le droit de créer de journaux, d'avoir une activité économique leur permettant de dégager des recettes ou de devenir leurs propres employeurs. Elles restent dépendantes des ressources administratives, sont soumises aux contraintes imposées par les organisations sociales qui les abritent, leurs leaders sont à la moindre incartade exposés à une menace de licenciement (cf. note 8, p. 186). Mais le flou juridique joue aussi en faveur des informels, car en l'absence de statut légal, ils jouissent d'une sorte d'immunité: le pouvoir ne peut légalement pas interdire à ce qui n'a pas d'existence légale d'exercer des activités... surtout si les activités en question ne sont elles-mêmes pas réglementées. Le vide juridique est donc une ressource pour les informels:

"Au nombre des ressources extérieures du mouvement, le droit a exercé des influences contradictoires sur le développement du mouvement. Certaines normes juridiques (le

---

<sup>76</sup> cf. supra p. 125.

<sup>77</sup> E. GOFFMAN (*Les rites d'interaction*. Paris: Minuit, 1974, p. 62-63) souligne la dualité de la distance sociale: "de même qu'un individu peut éviter un objet afin de ne pas le souiller, il peut s'en écarter afin de ne pas en être souillé". Il poursuit: "Si un individu garde ses distances, ce peut être aussi bien parce que les autres sont trop sacrés pour lui que parce qu'ils ne le sont pas assez". Les leaders informels éprouvent simultanément les deux sentiments à l'égard d'El'cin.

<sup>78</sup> V. KARDAIL'SKIJ. Klub "Perestrojka". Opyt pervyh mesjacev raboty [Le club "Perestrojka". Expérience des premiers mois de travail]. Moscou, novembre 1987, 6 p.

<sup>79</sup> Lettre du KSI du 8/11/1987 (Dossier du KSI, archives du M-BIO).

<sup>80</sup> Les deux textes sont: (i) VCIK i SNK RSFSR [Comité exécutif central et Conseil des commissaires du peuple de la RSFSR]. Postanovlenie ot 10/06/1932 g. "Ob utverzdenii položenija o dobrovol'nyh obščestvah i sojuzah" [Décision du 10/06/1932 de ratifier le "Règlement sur les sociétés et unions volontaires"], *Sbornik zakonienij RSFSR* [Recueil de lois de la RSFSR], 1932, 74, art. 331, (ii) *Položenie o ljubitel'skom ob'edinenii, klube po interesam* [Règlement sur les associations d'amateurs et les clubs d'intérêts], 13/5/1986.

Règlement sur les unions d'amateurs, la Loi électorale, et dans une certaine mesure la Loi sur les grèves<sup>81</sup>) ont légitimé le mouvement. D'autres textes législatifs (l'*Ukaz* du Présidium du Soviet suprême sur les meetings, l'article 6 de la Constitution) ont clairement empêché le mouvement d'attirer de nouvelles personnes. Mais l'absence de forme juridique des partis, de la presse autonome, a, elle, permis leur apparition et leur diffusion"<sup>82</sup>.

A. Fadin, membre du club Perestrojka démocratique, explique dans une interview le fonctionnement de ce mécanisme appliqué aux samizdats:

"– Notre almanach [*Otkrytaja zona*] est un recueil de textes du mouvement informel, de différents clubs, surtout de notre club, d'articles analytiques que nous avons récupérés, de documents officiels qui ne sont pas publiés dans la presse. L'année dernière, par exemple, nous avons publié une instruction confidentielle du Comité central du Komsomol sur le travail avec les informels [voir note 84].

– *Cela ne vous a pas causé d'ennuis?*

– Non. Au contraire, nous avons invité des instructeurs du CC du Komsomol à une discussion et leur avons demandé pourquoi cette instruction était confidentielle. En fait, pour ce qui est des ennuis, jusqu'à une période récente il était difficile d'avoir affaire avec nous parce qu'*il est impossible d'interdire ce qui n'existe pas* [souligné par CS]. Premièrement nous n'avions pas de statut légal. Deuxièmement, la situation du samizdat en Union soviétique à ce jour n'est pas clarifiée. D'une part, il n'y a aucun texte juridique qui régleme cette activité. De l'autre, la réglementation sur l'utilisation des moyens de reproduction est demeurée inchangée. Il y a donc en fait un compromis tacite. Le pouvoir sait pertinemment où se trouve cette littérature et quelles sont les méthodes de reproduction utilisées. Certains clubs transmettent d'ailleurs aux autorités des exemplaires de leurs publications à titre d'information. Et le pouvoir ferme les yeux là-dessus.

– *En fait, il adopte une approche informelle avec les informels.*

– Oui, on peut dire ça. Il ne peut d'ailleurs en être autrement en l'absence de loi sur la presse"<sup>83</sup>.

Très peu d'organisations politiques informelles procèdent à leur enregistrement officiel, qui a pour effet de les subordonner *de jure* à une organisation sociale ("fondateur"). Les informels ne subissent d'ailleurs aucune pression particulière pour s'enregistrer. Les relations des clubs avec les organismes officiels qui acceptent de les accueillir ou de les aider sont à géométrie variable, et dans l'ensemble les clubs s'accommodent d'une subordination *de facto*.

La question de l'enregistrement avait été abordée lors de la Rencontre-dialogue d'août 1987 où les participants avaient tâté le terrain en proposant que l'enregistrement, comme dans les années 1920, devienne effectif après une simple déclaration au soviet local. Mais de peur d'aller à l'affrontement avec le pouvoir, ils n'avaient pas jugé opportun de faire de cette proposition une revendication officielle<sup>84</sup>. Confortés par le succès de la Rencontre-dialogue,

---

<sup>81</sup> Ces deux dernières sont postérieures à la période considérée ici.

<sup>82</sup> E. ZDRAVOMYSLOVA. Mobilizacija resursov demokratičeskogo dviženija v Leningrade (1987-1990 gody) [La mobilisation des ressources du mouvement démocratique de Leningrad (1987-1990)] In *Perspektivy perestrojki èkonomičeskijh otnošenij*. Leningrad, 1990, p. 71.

<sup>83</sup> A. Fadin, interview à *Radio Liberté*, début avril 1989.

<sup>84</sup> La revendication a néanmoins vivement inquiété le Comité Central du Komsomol qui l'a répercutée dans un document interne (OTDEL AGITACII I PROPAGANDY CK VLKSM [Département de l'agitation et de la propagande du Comité central du VLKSM]. O dejatel'nosti tak nazyvaemyh neformal'nyh obščestvenno-političeskijh klubov moloděži [L'activité des clubs politiques et sociaux de jeunes dits "informels"], ca 1988), reproduit dans la revue du club Perestrojka *Otkrytaja zona*, 3, janvier 1988, p. 53-59. C'est d'ailleurs la seule

les clubs informels publiant des samizdats se réunissent en octobre 1987 pour demander pour la première fois un droit, celui de créer des journaux ayant la personnalité morale<sup>85</sup>.

Le pouvoir, quant à lui, cherche à "mettre de l'ordre" et, à l'initiative du Département de la Propagande du Comité central du PCUS, prépare une "*loi sur les associations volontaires, les organes d'autonomie sociale et les unions sociales autonomes*". Le projet de loi, achevé en janvier 1988 dans le secret<sup>86</sup>, reprend la plupart des dispositions du texte de 1932. Ce dernier obligeait les associations à avoir pour "fondateur" une "institution d'Etat, un organisme économique ou une organisation sociale". L'enregistrement devait s'effectuer auprès du comité exécutif du soviet local, qui pouvait exclure des membres ou des fondateurs, dissoudre les organes élus de direction ou l'association elle-même, et exercer un contrôle sur l'association (notamment sur la légalité de ses activités). Seul un recours hiérarchique était possible contre une décision du comité exécutif (le recours contentieux n'était pas prévu). Le projet de loi de 1988 étend à l'organisation sociale fondatrice les mêmes droits de contrôle et de dissolution que ceux de l'organisme d'enregistrement.

Ce projet a la maladresse de vouloir clarifier une situation qui gagnait à rester floue. Mais surtout, il crée une distinction incertaine aux yeux des acteurs entre trois sous-catégories d'organisations autonomes: les "associations volontaires", les "organes d'autonomie sociale" et les "unions sociales autonomes". Les informels, comprenant qu'ils relèvent de la troisième catégorie, la plus démunie, ont beau jeu de crier à la discrimination.

Cette tentative d'*officialiser* des relations de subordination en les figeant pousse les clubs à contre-attaquer sur le terrain juridique. Ils s'interrogent notamment sur la légitimité de la hiérarchie entre "organisations sociales" (qui ont été créées par le pouvoir soviétique) et "organisations autonomes", que le projet de loi entend consacrer. La Constitution de l'URSS ne connaissant que la catégorie d'"organisations sociales", il ne peut y avoir, selon eux, ni différence ni *a fortiori* rapport de hiérarchie entre ces deux types d'organisations:

"Le projet de loi [...] lèse considérablement les droits des organisations sociales qui entrent dans son champ de compétence, par rapport à celles dont la situation juridique n'est pas réglementée par ce texte (PCUS, Syndicats, VLKSM), bien qu'une telle discrimination ne découle pas de l'article 51 de la Constitution"<sup>87</sup>.

Forts de cette conclusion, ils réclament la personnalité morale, qui leur donnerait *entière* autonomie, et les mêmes droits politiques que les "organisations sociales", i.e. le droit de présenter des candidats aux élections<sup>88</sup> et le droit d'initiative législative.

En qualifiant *incidemment* le PCUS d'organisation sociale, comme le montre la citation ci-dessus, les informels effleurent ici le statut du Parti, sujet tabou qui commence à susciter quelques commentaires dans la société soviétique. L'intention est de montrer qu'un débat de fond sur le statut juridique des organisations autonomes et sociales est un terrain glissant qui pourrait dévier sur le Parti. La catégorie à laquelle celui-ci appartient n'est en effet définie nulle part, ni dans la Constitution, ni dans les Statuts du PCUS. Et s'il venait à être qualifié d'organisation sociale, comment justifier alors l'article 6 de la Constitution soviétique, selon

---

trace écrite qu'on en ait. En reproduisant le document du Komsomol, le club Perestrojka réussit finalement à faire circuler cette revendication.

<sup>85</sup> Zaključitel'noe kommjunike vstreči redaktorov i predstavitelej nezavisimyh izdanij [Communiqué final de la rencontre des rédacteurs et représentants de publications indépendantes]. *Otkrytaja zona*, 3, janvier 1988, p. 14-15.

<sup>86</sup> Les informels arrivent toutefois à se procurer le document et le publient (*Otkrytaja Zona*, 4, février 1988, p. 41-52).

<sup>87</sup> Zaključenie juridičeskoj komissii političeskogo diskussionnogo kluba "Perestrojka-88"..., *op. cit.*, 1988.

<sup>88</sup> Seules trois catégories d'organismes ont le droit de présenter des candidats aux soviets: les organisations sociales, les collectifs de travailleurs et les assemblées de militaires dans les unités (M. LESAGE. *Le système politique de l'URSS*. Paris: PUF, 1987, p. 354).

lequel il est le *noyau* de toutes les autres organisations sociales<sup>89</sup>? Pour égratigner cet article 6 "sans y toucher", les informels pénètrent dans la moindre brèche. Ils tombent ainsi sur un accident étonnant de construction du droit soviétique, à savoir un décalage entre la Constitution de l'URSS de 1977 et la Constitution de la RSFSR de 1978, censées se correspondre mot pour mot. Or il manque, dans l'article de la Constitution de la RSFSR sur les associations<sup>90</sup>, la formule introductive: "*conformément aux objectifs de l'édification du communisme*", qui figure bien dans l'article équivalent de la Constitution soviétique (art. 51). Les informels se réfèrent donc de préférence à l'article 49 de la Constitution de la RSFSR, bien que ce choix n'ait aucun poids d'un point de vue juridique en raison de la prééminence du droit soviétique sur le droit russe; mais il a tout son sens dans une bataille politique.

L'issue de cette lutte, nous l'avons vu, est le retrait du projet de loi. Le pouvoir accepte de ne pas toucher au flou du statut des organisations informelles. Celles-ci, ne pouvant toujours pas réclamer de droits spécifiques, vont transformer leurs revendications particulières en revendications d'ordre général et aborder des questions de droit constitutionnel.

### **Le "Mandat de la société": un programme de réforme constitutionnelle**

C'est précisément ce pas qui est franchi avec le "Mandat de la société" (*obščestvennyj nakaz*) adressé à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti. Les clubs y abordent de front la place du Parti et des soviets dans le système politique, tout en essayant de se ménager une voie d'entrée dans ce système. Ce document est un jalon essentiel dans la construction de l'identité du mouvement. Il s'agit, nous l'avons dit, du premier programme politique des informels qui, selon G. Hosking, constitue le texte le plus "radical" reçu par la Conférence du Parti<sup>91</sup>.

La production de ce "Mandat de la société" appelle une remarque préliminaire. Il est discuté et adopté en juin 1988 par une quarantaine de clubs. Relativement court (6 pages), il fait la synthèse de trois autres textes: (i) le "mandat démocratique" (16 pages), rédigé par le club Perestrojka démocratique, qui sert de texte de base, (ii) un "appel" du Groupe extrastatutaire du Parti du club Perestrojka démocratique (7 pages), signé par les membres de Perestrojka démocratique également membres du Parti, (iii) la critique des thèses du CC du PCUS faite par le Groupe interclubs du Parti (4 pages), première organisation qui rassemble des adhérents du Parti provenant de plusieurs clubs informels<sup>92</sup>. Le "mandat de la société" n'est finalement qu'un texte d'appel; le véritable programme est à rechercher dans cet ensemble de documents, parmi lesquels le "mandat démocratique" du club Perestrojka, le plus détaillé, a un poids particulier.

---

<sup>89</sup> L'article 6 fait aussi du Parti le noyau de l'ensemble du système politique, mais ce n'est pour l'instant pas cet aspect-là que les informels mettent en question pour défendre leur statut.

<sup>90</sup> art. 49: "Les citoyens de la RSFSR ont, conformément à la loi, le droit de créer des unions sociales, des mouvements de masse et de prendre part à leur activité".

<sup>91</sup> G. HOSKING. *The Beginnings of Independent Political Activity...*, *op. cit.*, 1992, p. 22.

<sup>92</sup> KLUB DEMOKRATIČESKAJA PERESTROJKA [Club Perestrojka démocratique]. *Demokratičeskij nakaz. Programmnye tezisj po perestrojke političeskoj sistemy (puti k demokratičeskomu socializmu)* [Mandat démocratique. Thèses programmatiques pour une restructuration du système politique (vers le socialisme démocratique)]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 17-33. VNEUSTAVNAJA PARTIJNAJA GRUPPA KLUBA "DEMOKRATIČESKAJA PERESTROJKA" [Groupe extrastatutaire du Parti du club Perestrojka démocratique]. *Kompartija vo glave processa ozdorovenija obščestva (Obraščenie vneustavnoj partgruppy kluba 'Demokratičeskaja perestrojka' k XIX partkonferencii)* [Le Parti communiste à la tête d'un processus d'assainissement de la société (Appel du Groupe extrastatutaire du Parti du club Perestrojka démocratique à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti)]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 35-41. MEŽKLUBNAJA PARTIJNAJA GRUPPA [Groupe interclubs du Parti]. *O tezisah CK KPSS k XIX vsesojuznoj partijnoj konferencii* [A propos des thèses du Comité central du PCUS à la XIX<sup>ème</sup> Conférence nationale du Parti]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 61-64.



La préoccupation majeure des informels est de réduire la "surface" du Parti. S'ils n'osent pas exiger la suppression de l'article 6 de la Constitution<sup>93</sup>, ils n'en demandent pas moins une modification substantielle qui revient en fait à dépouiller le Parti de son rôle de noyau du système politique. Le PCUS ne doit plus détenir de fonctions de pouvoir, lesquelles doivent être transférées aux Soviets et à l'Administration. Désormais proclamée objectif officiel, la construction d'un "Etat socialiste de droit" suppose le respect d'une hiérarchie des normes juridiques où "*ni le Parti, ni les organes du pouvoir, ni aucune personne ne peuvent être placés au-dessus de la loi*" ("mandat de la société"), principe dont convient également le Comité central dans ses thèses<sup>94</sup>. Le programme des informels est probablement le seul à évoquer la possibilité d'organiser une "*discussion nationale sur le système de parti unique en URSS*". Pour réduire l'emprise du Parti sur le pouvoir, une réforme purement institutionnelle ne suffit pas; il faut encore mettre fin à la reproduction de la "*caste des 'partocrates'*", en "*supprimant le recrutement des cadres par le système de la nomenklatura*" ("mandat de la société"). Les textes annexes du mandat précisent que les hauts fonctionnaires doivent être recrutés sur concours indépendamment de leur appartenance au Parti<sup>95</sup>, et les organes du PCUS qui doublent ceux de l'Etat en matière économique supprimés<sup>96</sup>. Mais le Parti reste pour l'heure le principal lieu de décision politique, et les informels veulent le soumettre au contrôle public: ils réclament le droit des non-membres de participer aux organes de contrôle interne ("mandat démocratique"), d'assister aux réunions où sont discutés les projets de réforme (en l'occurrence à la XIX<sup>ème</sup> Conférence), demandent la retransmission en direct des congrès, conférences du Parti, plénums du Comité central et sessions du Soviet suprême de l'URSS ("mandat de la société").

Les Soviets doivent recouvrer leur fonction de pouvoir souverain. Le Comité central convient lui-même de la nécessité de "*rétablir [...] le rôle et les responsabilités des Soviets des députés du peuple en tant qu'organes représentant le peuple et disposant des pleins pouvoirs*" et de leur donner la "prééminence" sur le pouvoir exécutif. Leur budget doit être accru, la durée de leurs sessions prolongée. En tant qu'organes de gestion locale, ils doivent jouir d'une "pleine autonomie" pour régler les problèmes de développement des territoires. Si le Comité central veut réinvestir les soviets d'un pouvoir de contrôle (figurant d'ailleurs dans l'article 2 de la Constitution soviétique: "*tous les autres organes d'Etat sont soumis au contrôle des Soviets des députés du peuple et dépendent d'eux*"), il ne précise pas outre mesure l'étendue de leurs compétences. Or, il s'agit là d'un point essentiel du débat politique. Il n'y a pas plus d'unanimité sur le contenu de l'institution "soviet", sur ses fonctions, ses liens avec les autres organes de pouvoir en 1988 qu'en 1905 ou en 1917, lorsqu'on essayait d'inventer un nouveau mode de représentation et d'organisation politique<sup>97</sup>. Les clubs informels s'engouffrent dans ce terrain, peu balisé par les réformateurs. De même qu'ils cherchent à étendre leur champ d'action, ils veulent étendre celui des soviets. Le pouvoir de contrôle des soviets sur l'exécutif doit être accru, y compris sur les administrations assurant la

<sup>93</sup> Des groupes informels périphériques, comme Dignité des citoyens (GRAŽDANSKOE DOSTOINSTVO. Zajavlenie gruppy "Graždanskoe dostoinstvo" (2/6/1988) [Déclaration du groupe "Dignité des citoyens"]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 57-58), revendiquent isolément la suppression de l'article 6, mais cette idée ne figurera dans les déclarations collectives des clubs informels qu'après les élections de 1989.

<sup>94</sup> Thèses du Comité central du PCUS pour la XIX<sup>ème</sup> Conférence nationale du Parti communiste de l'Union soviétique approuvées à la session plénière du CC du PCUS du 23 mai 1988, Moscou, 26/5/1988, 20 p. (traduction française: TASS-APN).

<sup>95</sup> VNEUSTAVNAJA PARTIJNAJA GRUPPA KLUBA "DEMOKRATIČESKAJA PERESTROJKA". Kompartija vo glave processa ozdorovlenija obščestva..., *op. cit.*, 1988; MEŽKLUBNAJA PARTIJNAJA GRUPPA. O tezisah CK KPSS..., *op. cit.*, 1988.

<sup>96</sup> VNEUSTAVNAJA PARTIJNAJA GRUPPA KLUBA "DEMOKRATIČESKAJA PERESTROJKA". Kompartija vo glave processa ozdorovlenija obščestva..., *op. cit.*, 1988.

<sup>97</sup> Voir O. ANWEILER. *Les Soviets en Russie. 1905-1921*. Paris: Gallimard, 1972 sur les différentes conceptions des soviets de 1905 à 1921.

défense de l'Etat (ministères de l'Intérieur, de la Défense et KGB), qui devront présenter des rapports d'activité réguliers aux soviets et aux réunions de citoyens, et être contrôlées par des commissions permanentes des soviets. Dans le domaine militaire, toute intervention à l'étranger doit être approuvée par le Soviet suprême de l'URSS, et la décision publiée. Le Gouvernement doit être responsable devant le Soviet suprême (son entrée en fonction doit être confirmée par un vote de confiance). Comme le Comité central, les informels soutiennent l'idée d'une augmentation des budgets et de la durée des sessions des soviets, mais ils ajoutent que les soviets suprêmes de l'URSS et des républiques doivent siéger en permanence, introduisant ainsi l'idée d'une professionnalisation des députés.

Les clubs voient dans les soviets un moyen d'entrer dans le système politique: la professionnalisation des députés, leur demande ininterrompue depuis 1987 de pouvoir présenter des candidats aux élections et d'avoir un droit d'initiative législative vont toutes dans ce sens. Néanmoins, à cette époque (été 1988), ils n'estiment pas possible d'investir directement les soviets, du moins par des élections au scrutin uninominal. Aussi défendent-ils une sorte de scrutin de liste où seraient représentés non pas des partis mais des groupes d'une autre nature, que Rumjancev, l'un des principaux rédacteurs du "mandat démocratique", énumère:

"Je ne suis pas d'accord avec le principe de désignation des candidats aux élections aux Soviets par circonscriptions territoriales. Les Soviets doivent devenir un organe professionnel de représentation multifonctionnelle (de collectifs de travailleurs, d'organisations sociales, de groupes de citoyens, de districts territoriaux, d'organisations de représentation des coopératives)<sup>98</sup>.

Cette représentation catégorielle serait un principe majeur du mode de désignation des députés, et serait conservée également après les élections dans un système de soviets bicaméraux:

"Une chambre sociale, composée de différentes sections parlementaires, [serait] compétente pour adopter et discuter les propositions de loi relatives aux questions pratiques d'emploi, de redistribution, de conditions de vie quotidienne et d'organisation de la vie locale. Elle [serait] formée d'une part par les collectifs de travailleurs et les conseils des collectifs des travailleurs (section du travail), et d'autre part par les organisations sociales et les *groupes de citoyens* [souligné par CS] des circonscriptions territoriales (section territoriale). Une seconde chambre, la chambre politique, [serait] compétente pour examiner les propositions de loi [...] en fonction d'une ligne politique générale et [pourrait] renvoyer les projets à la première chambre pour modification" ("mandat démocratique").

Il semble évident que les clubs informels relèvent, dans l'esprit de Rumjancev, des "groupes de citoyens" de la section territoriale. Ni la proposition de soviets bicaméraux, ni l'idée d'une représentation catégorielle avancées par le club Perestrojka démocratique ne sont reprises expressément dans le "mandat de la société" (ce qui ne signifie pas non plus leur rejet par les autres clubs).

---

<sup>98</sup> Présentation du "mandat démocratique" par O. Rumjancev à la cellule du Parti de l'IEMSS (cf. Protokol N°20 partijnogo sobranija Partijnoj organizacii IEMSS, *op. cit.*, 25 mai 1988). Selon certains auteurs (A. ŠUBIN. *Paradoksy perestrojki...*, *op. cit.*, 2005 par exemple), cette proposition aurait directement inspiré Gorbačëv qui institue dans la réforme électorale de décembre 1988 le principe d'une désignation du tiers des députés de l'URSS par des "organisations sociales" (cf. infra le nouveau système électoral, graphique 2, p. 236). Les clubs informels n'ont évidemment pas bénéficié de ce mode de désignation.

## Une réinterprétation des statuts du Parti: la création d'un "groupe interclubs du Parti"

A la veille de la XIX<sup>ème</sup> Conférence, certains informels membres du PCUS constituent un groupe spécifique pour faire entendre leur voix *au sein même* du Parti. Après la parution de la lettre de Nina Andreeva en mars 1988, le sentiment que les conservateurs gagnent du terrain dans l'appareil du Parti est de plus en plus prégnant. En avril 1988, les membres de Perestrojka démocratique également membres du Parti (soit le tiers du club environ<sup>99</sup>) se réunissent pour rédiger un texte spécifique adressé à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du PCUS<sup>100</sup>. Très rapidement, ils sont rejoints par des membres du PCUS appartenant à d'autres clubs. Les informels cherchent ainsi à avoir une existence propre dans le Parti non seulement face aux conservateurs<sup>101</sup>, mais aussi au camp des réformateurs qui commence à se diviser.

Pour que leur existence dans le Parti ait des chances d'être reconnue, ils choisissent une forme de regroupement prévue par les statuts du PCUS: les "groupes du Parti". Ils créent d'abord un "Groupe extrastatutaire du Parti du club Perestrojka", puis un "Groupe interclubs du Parti"<sup>102</sup>.

"Les statuts du PCUS autorisaient les gens qui travaillaient au pôle Nord ou dieu sait où à créer des 'groupes extrastatutaires provisoires du Parti'. Nous avons utilisé cette disposition pour créer un groupe informel du Parti" (V. Kardail'skij, membre du club Perestrojka, entretien du 27/7/1994).

Ainsi, pour pénétrer dans l'espace du Parti, les informels retournent une disposition des statuts qui permet au PCUS de proliférer dans les moindres formes d'organisation, même provisoires<sup>103</sup>. Tant que la place centrale du Parti dans le système politique n'est pas remise en cause, la porosité des frontières du PCUS joue en sa faveur: il peut étendre sa présence à l'infini. Avec la perestrojka, cette porosité devient un facteur de fragilité: le Parti peut se laisser infiltrer.

En se ménageant une existence dans le Parti, les informels espéraient peut-être être reconnus à un niveau plus élevé de la hiérarchie. Or le Comité central ne réagit pas à la création des deux groupes; ils ne sont ni reconnus, ni désavoués.

Il faudra attendre l'effervescence de la campagne pour les élections au parlement soviétique en 1989 pour qu'une nouvelle forme de clubs informels, les "clubs du Parti" (*partijnye kluby* ou *partkluby*), prenne son essor et recrute de nouveaux adhérents. On remarquera qu'ils prennent le nom de "clubs" et abandonnent celui de "groupes" pour indiquer leur appartenance au mouvement informel. La plupart des nouvelles recrues sont des membres du Parti n'ayant pas appartenu aux clubs informels. Cette nouvelle forme de clubs essaimera vite à travers le pays. Nous analyserons plus en détail son décollage et son développement dans la troisième partie.

---

<sup>99</sup> Selon V. Kardail'skij, secrétaire du club Perestrojka démocratique et l'un des fondateurs du Groupe extrastatutaire du Parti (entretien du 27/7/1994).

<sup>100</sup> VNEUSTAVNAJA PARTIJNAJA GRUPPA KLUBA "DEMOKRATIČESKAJA PERESTROJKA". Kompartija vo glave processa ozdorovljenija obščestva..., *op. cit.*, 1988.

<sup>101</sup> V. Kardail'skij, entretien du 27/7/1994.

<sup>102</sup> V. KARDAIL'SKIJ. Klub "Demokratičeskaja Perestrojka": mesjac za mesjacom [Le club Perestrojka démocratique mois par mois]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 10-16.

<sup>103</sup> Les statuts autorisent en effet la création d'un "groupe du Parti" dans toute organisation dès lors que s'y trouve un petit nombre de membres du Parti: "*Des groupes du Parti [peuvent être] constitués aux congrès, conférences et réunions convoqués par les organisations d'Etat et sociales, ainsi que dans les organes électifs de ces organisations, comptant au moins trois membres du Parti [...]*" (art. 61 des statuts du PCUS). Les statuts prévoient aussi la création de "groupes du Parti" dans des équipes de travail à l'intérieur d'ateliers ou même de cellules de base du Parti comptant moins de 50 membres ou stagiaires du Parti (art. 53). (cf. Les statuts du PCUS In P. GELARD (documents réunis et commentés par). *Les institutions de l'URSS, Documents d'études. Droit constitutionnel et institutions politiques*, 1.02, La Documentation Française, novembre 1989, p. 3-11).

La plupart des tentatives des informels pour forcer les barrières que les différentes instances du pouvoir mettent à leur développement réussissent, notamment lorsqu'ils s'appuient sur des institutions existantes pour en inverser ou modifier le sens. Le système inventé par les *rajkoms* pour contrôler les clubs en utilisant l'establishment académique est transformé par les informels en un système de protection contre les *rajkoms*. Les clubs investissent des formes d'expression historiquement légitimes comme le "mandat" aux députés pour y couler des revendications qui sont radicales surtout par leur forme. Ils retournent enfin la logique tentaculaire du Parti pour pénétrer dans l'espace du Parti et s'y ménager une place. Le système cède donc sur de nombreux points.

## **II/ L'intensification de la concurrence interne**

Le mouvement informel politique de Moscou diversifie son répertoire d'actions collectives sous l'effet de ses interactions avec le pouvoir. Mais cette diversification s'explique aussi par des processus internes au mouvement. Les succès de la Rencontre-dialogue de 1987 et de ce qui s'ensuit donnent aux informels l'impression que leur mouvement est en mesure de passer à un niveau de mobilisation supérieur. Entre l'été 1987 et l'été 1988, le mouvement entre dans la "cour des grands", étend sa présence dans l'espace politique (il occupe régulièrement la rue, devient le principal producteur de samizdats) et voit ses effectifs grossir. Il acquiert de nouvelles dimensions.

L'un des moteurs du changement continu qui le caractérise est la concurrence interne. Les conflits, loin de le détruire, sont au contraire constitutifs de ce mouvement; ils lui donnent son existence. Ce sont précisément des conflits qui lui permettent de monter, de s'étendre et de grossir dans l'espace politique. Les contestataires au sein du mouvement inventent de nouvelles ressources, essaient d'investir de nouveaux terrains d'action pour se dégager de l'emprise des clubs centraux. Les leaders du mouvement voient leurs modes de coordination et de représentation contestés, représentation étant prise au double sens du terme, i.e. qui parle au nom du mouvement et comment le mouvement se met en scène, se forge une image publique. Les membres du noyau dirigeant tentent à leur tour, sous l'effet de la compétition, de diversifier leurs ressources et leurs formes d'action.

Au moment de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti (juillet 1988), les informels sont presque tous convaincus que leur mouvement est en voie de devenir un "mouvement de masse". Cette vision du probable va entraîner une remise en cause, encore hésitante, de la forme "club" comme forme principale d'organisation. Or cette forme constitue jusqu'à présent l'un des piliers de l'identité des informels. En d'autres termes, les conflits produisent des effets sur le mouvement propres à le renforcer, mais ce renforcement produit des anticipations qui tendent à dissoudre ce qui fait l'identité, la spécificité du mouvement.

On analysera le processus de diversification des formes d'action au moment de l'entrée des informels dans la "grande politique", entrée qui pose le problème du contrôle de la représentation du mouvement et désorganise ses modes de coordination (1). On verra également comment la recherche de nouvelles ressources par des clubs ou des informels situés hors du noyau central permet au mouvement de s'étendre dans l'espace politique (2). Enfin, l'anticipation d'une croissance des effectifs pousse certains acteurs du mouvement à explorer de nouvelles formes d'organisation et à remettre en cause la forme "club" (3).

## 1/ La question du contrôle de la représentation du mouvement

Comme nous l'avons vu, au moment de la Rencontre-dialogue d'août 1987 et pendant le conflit du club Perestrojka qui aboutit à sa scission en janvier 1988, certains informels critiquent les "intermédiaires" ou négociateurs avec le Parti pour leur trop grande complaisance envers les représentants du pouvoir et pour les libertés qu'ils prennent dans l'exercice de leurs fonctions. La définition du rôle d'intermédiaire est nécessairement une source de conflits, car il ne peut y avoir de délimitation préalable précise de ce rôle. Dans les deux cas évoqués ci-dessus, il y a des affrontements sur ce sujet, mais le fait que le noyau dirigeant du mouvement détient le monopole de l'accès au pouvoir n'est pas remis en cause.

Or cette règle tacite est ébréchée à l'occasion d'une crise politique d'envergure nationale: l'"affaire El'cin" (novembre 1987), déjà évoquée. Celle-ci est un moment décisif dans l'histoire du mouvement informel car elle fournit aux clubs l'occasion d'entrer *publiquement* dans la "grande politique". Mais cette entrée ne se fait pas en rangs serrés: l'"affaire El'cin" brouille l'image des réformateurs du Parti avec lesquels les informels sont en négociation et rompt leur relative unité; par là même, elle facilite au sein du mouvement l'apparition de compétiteurs qui cherchent à établir d'autres voies d'accès au pouvoir que celles détenues par le noyau dirigeant. Cette crise politique a des retombées majeures sur la perception qu'ont les informels dominants du devenir de leur mouvement et de leur propre rôle de coordination.

### Le tournant politique d'Obščina

L'"affaire El'cin" est un point de fixation de l'activité des acteurs de la vie politique au niveau national. Comme on l'a vu plus haut (encadré 8, p. 203), elle marque le début d'une division des "réformateurs" du Parti en deux camps: B. El'cin se démarque publiquement de l'équipe Gorbačëv en adoptant une position réformatrice plus "radicale" et fait passer Gorbačëv pour un "centriste". Elle constitue aussi un moment de crise pour les clubs informels qui se voient contraints de prendre position, mais surtout de montrer leur capacité à coordonner leurs prises de position, alors même que l'"affaire El'cin" vient brouiller l'un de leurs repères, c'est-à-dire l'idée plus ou moins claire qu'ils se font du "pouvoir réformateur".

On se souvient que les dirigeants des clubs politiques centraux de Moscou étaient au début très indécis sur l'attitude à adopter envers El'cin dont ils ne saisissent pas bien le jeu envers Gorbačëv et qui reste marqué par un stigmate pour avoir reçu les représentants de Pamjat'. En même temps, ils sentent qu'il leur faut se placer de son côté tout en ménageant leurs relations avec Gorbačëv. Pour essayer de dégager une position commune, les leaders du mouvement (principalement membres du KSI) constituent un "Groupe d'initiative interclubs" chargé de "*coordonner les efforts des informels dans leurs rapports avec le pouvoir*"<sup>104</sup>. On le sait, les informels décident de protester non pas en faveur d'El'cin, mais contre la façon dont il a été destitué et contre le manque d'information dans la presse (cf. supra p. 204).

Pour ambiguë, cette position ne sert pas moins de point de convergence à une majorité de clubs informels, à l'exception d'un groupe fermement décidé à soutenir El'cin. Il s'agit d'une partie du club Obščina réunie autour de A. Isaev<sup>105</sup>. Or cette "dissidence" soulève un problème crucial dans la construction du mouvement informel: elle montre au noyau dirigeant

---

<sup>104</sup> V. Igrunov, entretien du 6/2/1994.

<sup>105</sup> Il est probable que ce club se soit trouvé entraîné dans une logique de soutien à El'cin par son appartenance au milieu étudiant (Obščina a été créé par des étudiants de la faculté d'histoire de l'Institut pédagogique d'Etat Lénine de Moscou), dont l'"élite" – les étudiants de l'Université d'Etat de Moscou – se mobilise très vite et fait circuler une pétition de soutien au premier secrétaire déchu. Il convient toutefois de souligner que le club Obščina est divisé sur cette question et se trouve au bord de la scission, une minorité s'opposant à Isaev (cf. entretien du 14/12/1993 de A. Šubin, représentant de cette fraction opposée).

les limites de son mode de domination. Aussi puissant soit-il dans le règlement des conflits *internes*, il ne peut maîtriser ni l'image du mouvement ni réellement ses relations avec les institutions politiques officielles s'il ne parvient pas à s'imposer dans la coordination des actions collectives sur l'espace *externe* à l'univers du mouvement informel. L'épisode de l'"affaire El'cin" montre que la moindre divergence de position dans cet espace externe de la part d'un club comme Obščina, qui n'est somme toute pas marginal<sup>106</sup>, est susceptible d'engager le mouvement tout entier et de modifier la perception que les autres protagonistes peuvent en avoir; elle peut par conséquent ébranler la politique de négociation avec les réformateurs du Parti, sur laquelle repose la définition dominante du mouvement informel. L'attitude d'Obščina est condamnée par la plupart des leaders informels parce qu'elle fragilise l'identité du mouvement qui s'est construite sur l'évitement de contacts, même indirects, avec Pamjat', pour écarter tout risque de contamination. Or voilà un club que la proximité d'El'cin avec Pamjat' ne semble pas gêner:

"Nous savions pertinemment qu'El'cin était en relation avec Pamjat' lorsqu'il était le chef de Moscou – explique un membre du KSI –, qu'il les rencontrait et faisait des choses avec eux. Pour nous, c'était mal. Il n'était tout de même pas question pour nous de sympathiser avec Pamjat'. Mais pour Obščina par exemple, le fait qu'El'cin soit en relation avec Pamjat' n'avait rien de criminel. Pour nous, ça l'était. Le fait qu'El'cin puisse être en relation avec n'importe quels informels était un trait significatif à nos yeux<sup>107</sup>" (M. Mejer, entretien du 6/8/1994).

La seconde cause de stigmatisation d'Obščina est que le club est soupçonné de faire un calcul *individuel* en vue de se rapprocher des détenteurs de positions de pouvoir, calcul qui aurait pour effet de déstabiliser les relations existantes entre le mouvement et les réformateurs du Parti et de bouleverser les tentatives entreprises par les leaders informels pour entrer en contact avec le Comité central du PCUS:

"[Pavlovskij et Pel'man] réfléchissaient apparemment à la façon dont ce mouvement pouvait entrer dans le jeu politique. Peut-être par l'intermédiaire de Zaslavskaja, peut-être leur avait-elle dit quelque chose, ou donné une garantie, fait une promesse, je ne sais pas exactement. Il est probable qu'elle se soit mise d'accord avec Jakovlev et que celui-ci lui ait donné son feu vert. Bref, ils avaient certaines visées politiques. [...] Et [Gleb Pavlovskij] et Griša [Pel'man] ont été traumatisés par cette situation où, à cause d'un seul groupe [Obščina] entrant dans l'organisation [i.e. le KSI], c'est toute l'organisation qui a failli être fermée et dissoute par les autorités" (M. Mejer, entretien du 6/8/1994).

La position d'Obščina altère donc les calculs des leaders du KSI en accélérant le moment d'entrée du mouvement dans un espace politique davantage visible, en imposant comme lieu d'entrée la scène *publique*, et non les coulisses du pouvoir. Obščina mise sur une tout autre voie d'accès au pouvoir et aux ressources institutionnelles que les membres du KSI et se pose ainsi en concurrent potentiel dans la définition de la "politique extérieure":

"Il est possible que [le club Obščina] ait compté sur le fait qu'on rappelle El'cin aux affaires et qu'il en tirerait un dividende. Ce n'est pas exclu. En fait, c'est exactement ce qui s'est passé. Isaev a aujourd'hui obtenu ce dividende. En tout cas, je le vois

---

<sup>106</sup> Le club appartient au noyau central. Rappelons qu'il avait participé au comité organisateur de la Rencontre-dialogue d'août 1987. Mais il est l'un des clubs les moins puissants parmi les dominants.

<sup>107</sup> Contrairement à ce que laisse entendre M. Mejer, les informels à l'époque ne qualifiaient pas Pamjat' de groupe "informel".

régulièrement à la Douma<sup>108</sup>. C'est tout de même le premier eltsinien!" (M. Mejer, entretien du 6/8/1994).

### **A la recherche de nouveaux modes de coordination**

L'"affaire El'cin" marque un tournant dans la perception que les clubs dominants ont du mouvement informel. Ils constatent qu'ils ne sont plus capables de maîtriser certains mécanismes, et que la construction oligarchique à deux étages qui s'était mise en place à la naissance du mouvement ne tient plus<sup>109</sup>. Aussi sont-ils amenés à reconsidérer leur rôle et à chercher de nouveaux modes de coordination.

"Cette crise a été un moment important car elle a mis certains éléments en lumière. Tout d'abord, que le mouvement était peu contrôlable. Certes, Griša [Pel'man] et Gleb [Pavlovskij] voulaient maintenir cette équipe non pas sous leurs ordres, mais tout au moins dans un état de prévisibilité. Et cette manifestation de radicalisme de la part de certains participants a sans aucun doute très fortement sapé la foi de Gleb, par exemple, dans le fait qu'on pouvait réussir à faire quelque chose avec ces gens-là. C'est un moment décisif. Il a compris qu'on ne pouvait pas avoir affaire avec eux" (M. Mejer, entretien du 6/8/1994).

Même si certains leaders ne rompent pas aussi définitivement que le passage précité le laisse entendre, ils éprouvent une déception vis-à-vis du mouvement, qui ne répond plus à leurs attentes, et commencent à s'y investir différemment<sup>110</sup>. Ils ne se voient plus comme les coordinateurs polyvalents d'un mouvement social diffus, mais restreignent le domaine de leur coordination: les uns s'orientent vers une aide technique aux organisations informelles, les seconds vers une coordination politique, les derniers essaient de construire des liens avec le monde économique.

Certains leaders du KSI, dépassés par les événements, envisagent de se limiter à des tâches purement techniques et de fermer l'accès de leur club pour éviter toute prise de position politique interne imprévisible, susceptible de mettre le club en porte-à-faux vis-à-vis de ses protecteurs officiels. Dans une lettre à T. Zaslavskaja, G. Pel'man décrit les nouvelles fonctions du KSI:

"Ces derniers mois, nous avons à plusieurs reprises essayé de revoir la conception du club. Nous devons garder non seulement notre autorité dans le mouvement des initiatives sociales, mais remplir notre devoir de responsabilité envers l'Association [soviétique de sociologie], envers vous. Deux conditions relativement difficiles à concilier et, dans un certain sens, exclusives l'une de l'autre. Mais le KSI est un club unique par son rôle spécifique dans le mouvement et ses chances uniques de coopérer avec une organisation sociale officielle et de grands spécialistes de sciences sociales. Il semble que nous ayons trouvé un modèle acceptable pour le 'nouveau' KSI, modèle qui a fait l'objet de discussions avec les membres du Conseil des fondateurs-

---

<sup>108</sup> Parlement russe créé en décembre 1993.

<sup>109</sup> cf. chapitre 1 de la deuxième partie, p. 118.

<sup>110</sup> J. LAGROYE et J. SIMEANT (Gouvernement des humains et légitimation des institutions In P. FAVRE, J. HAYWARD, Y. SCHEMEIL dir. *Etre gouverné. Etudes en l'honneur de Jean Leca*. Paris: Presses de sciences po, p. 67-69) ont analysé des itinéraires de déception, de prise de distance de l'individu à l'égard de l'institution dans laquelle il s'est investi, lorsque ses attentes ou prétentions ne correspondent plus à ce qu'est devenu le groupe. Il peut réagir par un moindre investissement dans ses activités (c'est le cas ici pour certains) ou par une rupture.

consultants<sup>111</sup>. *Le KSI renonce aux actions, déclarations et programmes politiques* [souligné par CS]. La structure du KSI se modifie. Ce n'est plus une association ouverte dotée d'une structure fédérale, mais un club réunissant des projets sociaux qui ont pour objectif de soutenir et développer le mouvement d'initiatives sociales (civiques). Le KSI n'admet désormais comme membres que les leaders des clubs sociaux et politiques, et les coordinateurs des projets sociaux. Mais les clubs et projets eux-mêmes ne font plus partie du KSI, et le KSI décline toute responsabilité quant à leur activité<sup>112</sup>.

Les membres du club mettent sur pied un centre d'archives et d'information sur le mouvement informel, qui deviendra en août 1988 le "Bureau d'échange d'informations de Moscou" (*Moskovskoe bjuro informacionnogo obmena* ou M-BIO). Pour constituer ses archives, le centre troque des exemplaires de *Hronograf*, journal d'information publié par des membres du KSI, contre les bulletins des clubs de Moscou et d'autres régions<sup>113</sup>. Ce rôle de centralisation de l'information permet aussi au KSI de capter de nouvelles ressources institutionnelles, y compris financières: l'Association soviétique de sociologie, désireuse d'obtenir une base de données sur le mouvement informel politique à l'échelle nationale (probablement pour le compte du Comité central du PCUS), attribue le "marché" à l'équipe réunie autour du KSI et de *Hronograf*.

"Il est venu à Čurbanov<sup>114</sup> l'idée de constituer une base de données sur les clubs informels d'URSS. Le premier à avoir saisi l'idée au vol a été Griša Pel'man. Pel'man a montré *Hronograf* à Čurbanov et lui a proposé de constituer cet annuaire. 'Personne d'autre que nous ne peut le faire'. Ce qui était vrai. Et Čurbanov nous a passé commande: 10 000 roubles. A l'époque, c'était une fortune. Grâce à cet argent, nous avons pu construire [le M-BIO]"<sup>115</sup>.

Les informels hésiteront tout de même à "se ficher" eux-mêmes de peur que le KGB ne puisse utiliser ces renseignements, et en définitive ne fourniront pas cette base de données.

Le club Perestrojka démocratique s'engage, lui, dans la voie d'une coordination politique: comme nous l'avons vu, il rédige le "Mandat démocratique", programme adressé à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du PCUS qui fédère une quarantaine de clubs et qui sera discuté lors de la seconde grande réunion des clubs en juin 1988 (après celle d'août 1987). Perestrojka démocratique jouit alors d'une notoriété que le KSI, en se définissant comme non politique, n'est plus en mesure de concurrencer. Les clubs qui n'affichent pas clairement leur identité politique en 1988 perdent définitivement du terrain<sup>116</sup>.

---

<sup>111</sup> Les "fondateurs-consultants" du KSI sont des chercheurs de renom: les sociologues L. Gordon et A. Nazimova, les économistes B. Rakitskij (vice-président de la SSA) et G. Rakitskaja, et le juriste B. Kurašvili (leur liste se trouve dans Zasedanie "Obsuždenie koncepcii dejatel'nosti KSI" [Réunion "Discussion sur la conception de l'activité du KSI"], 26/2/1987. Dossier du KSI, archives du M-BIO).

<sup>112</sup> La lettre est écrite entre janvier et mars 1988 (dossier du KSI, archives du M-BIO).

<sup>113</sup> V. IGRUNOV. *Istorija IGPI. Čast' 1: Načalo. Molva, Hronograf, kooperativa "Perspektiva" i obrazovanie M-BIO* [Histoire de l'IGPI. Première partie: Les débuts. Molva, Hronograf, la coopérative Perspektiva et la formation du M-BIO], 2001.

<sup>114</sup> Vadim Čurbanov est directeur de l'Institut de recherche du ministère de la Culture de la RSFSR et président de la Commission d'étude du mouvement informel de l'Association soviétique de sociologie.

<sup>115</sup> V. IGRUNOV. *Istorija IGPI...., op. cit.*, 2001. Le salaire moyen d'un chercheur confirmé (*starsij naučnyj sotrudnik*) de l'Académie des Sciences en 1988-1989 est de 300 roubles (500 pour l'échelon hiérarchique le plus élevé) (cf. A. MONGILI. *Sociologues et sociologie des sciences en URSS. Le cas de l'Institut d'histoire des sciences naturelles et de la technologie de Moscou*. Th: Sociologie: Paris: 1993).

<sup>116</sup> V. IGRUNOV. *O neformal'nyh političeskikh klubah Moskvj...., op. cit.*, 1989.



Enfin, certains membres du KSI cherchent à utiliser les compétences qu'ils ont acquises dans le mouvement informel pour se rapprocher d'un autre secteur naissant, celui des premières entreprises privées (appelées "coopératives"). Le mouvement des coopératives est l'équivalent du mouvement informel dans le secteur économique.

"En automne [1987], [Gleb Pavlovskij et Griša Pel'man] ont décidé qu'il fallait aller du côté du business, qu'il fallait cesser ces jeux avec la jeunesse, avec les clubs inorganisés. [...] Cela a coïncidé avec le début du mouvement des coopératives. Ça tombait bien. Ils ont cru à ce mouvement. [...] Gleb avait parfaitement compris que, si quelqu'un organisait ce mouvement, il serait financé [par les coopératives]. Aussi, après la crise [El'cin], ils ont commencé à s'éloigner du mouvement des clubs pour s'orienter vers la création d'une structure de business. Ce qui s'est réalisé en 1988 avec la création de la coopérative 'Perspektiva' et des structures qui ont suivi, notamment le journal *Kommersant*" (M. Mejer, entretien du 6/8/1994).

Avec la création par le KSI de deux coopératives d'information ("Perspektiva" et "Fakt" [Fait]), on voit se consolider un pôle d'activité à l'intersection du mouvement informel, du mouvement des coopératives et de la presse. Initialement conçu pour s'occuper de la reconversion des futurs chômeurs et de l'aide à la création de coopératives<sup>117</sup>, Fakt se spécialise en fait dans la fourniture d'informations aux coopératives: l'organisation publie des ouvrages de référence, des actes administratifs, et propose une aide juridique aux entrepreneurs<sup>118</sup>. En novembre 1987, elle crée une agence d'information, "PostFactum", puis le journal *Kommersant*" (en 1989)<sup>119</sup>.

Les conflits au sein du camp réformateur du Parti ont des effets de déstabilisation sur le mouvement informel. En revanche, les attaques que les clubs subissent de la part des conservateurs ont tendance à renforcer la cohésion de leur mouvement. La campagne de presse lancée par les conservateurs du Parti contre les informels en janvier 1988<sup>120</sup> permet un retour à un jeu interne plus clair, à une "normalisation" des rapports entre les clubs, à une meilleure coordination. Les informels constituent un front uni pour défendre leurs pairs attaqués par la presse<sup>121</sup>. Le mois suivant, ils mettent leurs ressources en commun pour lutter contre le projet de loi sur les associations (cf. supra p. 200). De même, ils se mobilisent "comme un seul homme" pour protester contre la nouvelle réglementation soviétique sur les manifestations (juillet 1988).

La cohésion du mouvement dépend donc fortement de ce qui se joue au sommet du Parti: elle est facile à mettre en place dans une configuration classique qui oppose les réformateurs aux conservateurs. Mais lorsque la configuration de l'espace politique se modifie (avec la division du camp des réformateurs), les leaders du mouvement sont incapables de mettre en place des mécanismes *permanents* de coordination.

---

<sup>117</sup> V. IGRUNOV. *Istorija IGPI...., op. cit.*, 2001.

<sup>118</sup> Ob ID "Kommersant" " [Présentation de la maison d'édition "Kommersant" "] [<http://www.kommersant.ru/about.html>].

<sup>119</sup> Nous aurons l'occasion de revenir sur le journal *Kommersant*" dans le chapitre sur les reconversions des informels après 1990 (épilogue).

<sup>120</sup> Voir supra p. 141.

<sup>121</sup> réponse commune aux rédactions de la *Komsomol'skaja Pravda* et de la *Pravda* (Temy obščih sobranij i zasedanij soveta kluba. Osnovnye predloženiya i rešenija [Thèmes des assemblées générales et des réunions du conseil du club. Principales propositions et décisions]. *Otkrytaja zona*, 7, juin-août 1988, p. 13).

## 2/ Informels "périphériques" et image publique du mouvement

En 1988, les informels se mettent à occuper de façon intensive des terrains d'action comme la rue et le samizdat. Cette diversification du répertoire d'actions collectives est plutôt le fait d'acteurs qui cherchent à s'affranchir de l'emprise du noyau dirigeant du mouvement qui détient un monopole sur les ressources institutionnelles. Elle est donc un effet non intentionnel du succès des clubs centraux. En investissant de nouveaux espaces et formes d'action, les acteurs plus périphériques du mouvement arrivent à marquer leur présence aussi bien dans le mouvement que dans l'espace politique. La catégorie "radicaux" devient une ressource essentiellement grâce aux manifestations. Certains informels, qui n'ont pas assez de ressources pour constituer un club important, réussissent à acquérir une influence en publiant des samizdats.

### "Hyde park" et la mise en scène du mouvement

A partir du printemps 1988, peu avant la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti, la rue, et plus précisément la place Pouchkine, devient un lieu de mise en scène du mouvement informel et de compétition où se retrouvent des "radicaux" (séminaire Démocratie et humanisme, "radicaux" du club Perestrojka-88, Union démocratique) et des "modérés" (Obščina et Dignité des citoyens, les deux inventeurs du "Hyde park", puis le Front populaire de Moscou).

Les raisons de l'occupation de la rue sont multiples. Les "radicaux" du séminaire Démocratie et humanisme y mettent en scène leur opposition au système. Leurs manifestations aboutissent d'ailleurs presque invariablement à un affrontement avec la police. On trouve aux côtés du séminaire Démocratie et humanisme d'anciens "radicaux" du club Perestrojka (qui ont fondé le club Perestrojka-88).

Certains clubs "modérés" investissent la rue parce qu'ils n'ont pas d'autres lieux de réunion: la place Pouchkine sert de lieu de discussion, comme le Hyde park à Londres. Les meetings, même s'ils ne sont pas très bien perçus par les autorités, ne sont donc pas nécessairement une marque de radicalité. L'activité intense qui se développe sur la place Pouchkine au printemps 1988 est en grande partie un effet pervers du succès des clubs centraux et du noyau dirigeant du mouvement qui monopolisent les ressources administratives (locaux, accès aux médias, etc.) et poussent les autres dans la rue.

Parmi les modérés, les clubs de gauche font encore un autre usage de la place Pouchkine. Le Front populaire de Moscou, créé en juin 1988 (nous y reviendrons), entend avant tout s'opposer aux "radicaux" du séminaire Démocratie et humanisme et empêcher "*la droite prodissidente et procapitaliste*" de "*monopoliser*" la rue, qu'ils considèrent appartenir traditionnellement au répertoire de la gauche<sup>122</sup>. Le club Obščina veut "*habituer la population à la symbolique de gauche non traditionnelle*" (drapeau noir et étoile rouge des anarchistes)<sup>123</sup>.

La place Pouchkine est donc un lieu de compétition où le principal clivage (entre "modérés" et "radicaux") est très visible: les "modérés", on l'a vu, se réunissent devant le bâtiment des *Izvestija*, tandis que les "radicaux" se retrouvent au centre de la place devant la statue de Pouchkine. Les informels "modérés" prennent bien soin de ne pas être confondus avec l'Union démocratique aux yeux du public et des forces de l'ordre.

Les manifestations, par leur visibilité dans l'espace politique qui dépasse de beaucoup les frontières du mouvement informel, et par leur capacité de mobilisation interne, prennent les clubs dominants au dépourvu.

<sup>122</sup> M. MALJUTIN. Narodnyj Front ?! [Un Front populaire?!]. *Levyj povorot*, juillet 1988, p. 37-43.

<sup>123</sup> A. ŠUBIN. Politika i pedagogika: ot "Obščiny" - k Konfederacii anarho-sindikalistov [Politique et pédagogie: d'Obščina à la Confédération des anarcho-syndicalistes] In S. JUŠENKOV dir. *Neformaly. Social'nye Inicijaty*. Moscou: Moskovskij Rabočij, 1990, p. 118.

Pendant la période initiale du mouvement, ceux-ci n'investissent pas la rue (sauf cas exceptionnels), parce que les manifestations ne correspondent pas à leur image de clubs liés à l'élite intellectuelle et politique. Ce mode d'action collective leur paraît en effet inapproprié:

"Nous étions tellement loyaux envers les autorités qu'au début nous nous moquions d'organisations telles que l'Union démocratique qui étaient trop conflictuelles. Nous considérons qu'elles enfonçaient des portes ouvertes, qu'il n'était pas nécessaire de manifester" (V. Kardail'skij, entretien du 27/7/1994).

Les clubs centraux ne prennent donc pas la responsabilité de mener les négociations avec les autorités pour organiser les manifestations: ils en laissent le soin à des clubs de moindre envergure et évitent ainsi de s'exposer à des risques élevés. Il faut en effet de l'adresse face aux comités exécutifs des soviets, habilités à délivrer les autorisations, qui sont légalement forcés d'entrer en interaction avec les informels. Il ne s'agit pas du monde policé des institutions académiques qui a quelque chose à gagner à la présence de clubs politiques en son sein. Les tractations avec les comités exécutifs de soviet sont d'autant plus délicates que certaines manifestations visent expressément à protester contre des décisions du pouvoir et que les autorités font peu de concessions de peur de perdre la face sur un terrain aussi public<sup>124</sup>. Les clubs responsables de la coordination des manifestations subissent régulièrement les critiques du reste du mouvement pour les impairs qu'ils commettent dans les négociations. Ainsi, le leader de Dignité des citoyens, V. Zolotarëv, est décrié pour avoir, par son intransigeance dans les pourparlers avec un comité exécutif de soviet, manqué de faire échouer les manifestations du mouvement contre le projet de loi sur les associations volontaires en février 1988<sup>125</sup>. Quelques mois plus tard, les deux clubs fondateurs du Hyde park, Obščina et Dignité des citoyens, sont vilipendés par le reste du mouvement pour s'être fait bernés par le pouvoir en acceptant de manifester ailleurs que sur la place Pouchkine à la veille de la XIX<sup>ème</sup> conférence du Parti alors qu'il est évident pour tout le monde que le théâtre de l'action se situera sur cette place et qu'il est impératif de ne pas laisser le terrain aux "radicaux" (cf. supra sur la manifestation du 25/6/1988 p. 202).

En laissant la rue aux "radicaux" et aux "modérés" sans ressources, les clubs centraux ont peut-être l'impression de se débarrasser à moindre coût de la contestation interne. Mais, plus qu'ils n'"abandonnent" la rue, les clubs dominants sont dans l'incapacité de contrôler ce qui s'y passe et les interprétations qu'on peut en faire (même quand ce sont des "modérés" qui manifestent):

"La première manifestation à Moscou a été organisée par le groupe Obščina, par Isaev et les autres. Ils ont créé par la suite un parti anarcho-syndicaliste. On s'est d'abord moqués de cette manifestation, mais on a ri jaune. C'était quelque chose, de les voir passer rue Gorki avec des drapeaux. Mais nous considérons qu'ils nous discréditaient, nous les démocrates, parce qu'ils ne portaient pas le bon drapeau. Ils avaient un drapeau noir, et certaines personnes ont cru qu'il s'agissait de Pamjat'. Nous avons donc désapprouvé cette première manifestation" (V. Kardail'skij, entretien du 27/7/1994).

---

<sup>124</sup> "N'importe quel fonctionnaire du Parti à Moscou – explique un responsable du Comité du Parti de Moscou (V. Lantratov) – sent peser sur lui une responsabilité accrue, car ce qui se passe place Pouchkine ou au stade Lužniki, par exemple, qui sont des lieux traditionnels de réunion des informels, se répercute comme un écho dans l'ensemble du pays" (Umet' slušat' i slyšat' drug druga (Beseda Sergeja Jušenkova s inspektorom MGK KPSS Vladimirom Lantratovym) [Savoir s'écouter et s'entendre (Conversation de Sergej Jušenkov avec Vladimir Lantratov, inspecteur du Comité du PCUS de la ville de Moscou)] In S. JUŠENKOV dir. *Neformaly. Social'nye Inicijaty, op. cit.*, 1990, p. 220-225).

<sup>125</sup> E. SAMOHVALOV E. Vzgljad na sobytija 13 fevralja, *op. cit.*, 1988.

Comme les "modérés" du Hyde park viennent à subir les mêmes sanctions que les "radicaux" de l'Union démocratique et que la législation sur les manifestations se durcit en 1988 (cf. encadré 7, p. 198), les clubs dominants se voient contraints de défendre *tous* les manifestants. Après la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti (été 1988), lorsque les relations entre les informels et les réformateurs deviennent plus tendues, l'un des leaders du club Perestrojka démocratique, A. Fadin, interpelle directement un fonctionnaire du *rajkom* Sevastopol' du PCUS présent à une discussion sur le droit de manifestation et l'Etat de droit pour lui demander des comptes sur la politique répressive du pouvoir à l'égard de l'Union démocratique<sup>126</sup>. Les animateurs du club Perestrojka démocratique se voient acculés à s'associer à une définition de la situation où pouvoir et opposition s'affrontent, alors que les leaders du mouvement, dont ils font partie, avaient jusqu'alors réussi à éviter de véhiculer une vision aussi réductrice de la réalité. Ils le font par solidarité avec les autres informels qui manifestent, subissent des sanctions, et parmi lesquels se trouvent d'anciens membres de leur club<sup>127</sup>.

La rue est donc un lieu d'action à haut risque. Même si les clubs centraux évitent soigneusement d'y intervenir, ce qui s'y passe finit par affecter leurs positions. La rue, qui est pour l'instant investie par des clubs périphériques ou naissants (Front populaire de Moscou), deviendra un lieu stratégique de recrutement et d'action pendant la campagne électorale de 1989. Les clubs qui s'y trouvent sont donc en position d'occuper une place importante sur la scène électorale (le Front populaire de Moscou utilisera son expérience dans le Hyde park pour organiser des meetings électoraux).

### **L'affaiblissement du contrôle de la "présentation de soi": le samizdat *Hronograf***

En 1986-1987, on ne compte que quelques dizaines de samizdats publiés en URSS par les informels. En 1988, leur nombre passe à 250 et double presque chaque année jusqu'en 1991<sup>128</sup>. Les bulletins informels, par leur quantité, occupent le terrain du samizdat.

Ce qu'on cherche à montrer ici, c'est la façon dont la création d'un samizdat (*Hronograf*) permet à un groupe d'informels à l'écart du groupe dirigeant mais proche de lui de marquer sa présence dans le mouvement autrement que sous la forme d'un club. Jusqu'à présent, les bulletins informels étaient pour la plupart rattachés à des clubs. *Hronograf* se conçoit au contraire comme un journal *sur* les clubs. Il invente une nouvelle forme de journalisme au sein du samizdat informel.

La version primitive de ce bulletin est créée par des contestataires du club Perestrojka peu avant la scission de janvier 1988: D. Leonov et A. Vajsberg publient une feuille, baptisée *Molva* (Rumeur) et sous-titrée "*Nouvelles du mouvement autonome*", où ils décrivent les conflits au sein du club du point de vue des opposants au noyau dirigeant. Le format est très léger (deux pages in-folio), contrairement à celui de la revue du club Perestrojka, *Otkrytaja zona*, qui compte en moyenne 70 pages. Après la scission de Perestrojka puis celle de Perestrojka-88, d'autres "modérés", "démocrates éthiques" et/ou membres du KSI (V. Igrunov, S. Mitrohin, V. Pribylovskij) investissent la rédaction du bulletin *Molva* en avril 1988, qui dès lors change de nom et de ton. Le journal prend le titre de *Hronograf*, en

---

<sup>126</sup> Diskussija "Problemy pravovogo gosudarstva v SSSR (o prave na sobranija i mitingi)". Stenografičeskij otčet [Discussion "Problèmes de l'Etat de droit en URSS (droit de réunion et de meeting). Sténogramme], 13/9/1988, 34 p.

<sup>127</sup> Il s'agit d'anciens membres de l'aile "radicale" de Perestrojka, V. Kuzin et Ju. Skubko, qui avaient créé le club Perestrojka-88 avant de s'associer à V. Novodvorskaja pour fonder l'Union démocratique (DS) en mai 1988.

<sup>128</sup> A. SUETNOV. *Spravočnik periodičeskogo samizdata* [Guide des périodiques parus en samizdat]. Moscou: Bibliothèque indépendante de Moscou, 1990.

référence à la tradition des chroniques de la Russie médiévale et probablement au journal dissident *Hronika tekuščih sobytij* (Chronique des événements en cours). Son tirage, qui passe de 120 à 300 exemplaires en avril 1988, le place parmi les samizdats informels les plus diffusés<sup>129</sup>.

"[*Hronograf*] a produit une sensation [dans le mouvement informel] où il a rencontré un très grand écho. C'était un ton totalement nouveau dans le samizdat, une page nouvelle du samizdat. Il existait des samizdats d'analyse (*publicističeskij*), de réflexion, d'information. [...] Mais [*Hronograf*] était autre chose. Il n'y avait pas d'informations, ni d'essais, ni d'analyses scientifiques ou philosophiques, c'était un journal de reportages (je ne sais pas moi-même comment le qualifier), où les événements étaient dépeints avec toutes leurs couleurs, tous leurs chatolements" (S. Mitrohin, entretien du 9/8/1994).

Ce journal offre une tribune à des informels dépourvus de locaux, voire de clubs, et constitue pour eux un moyen original de marquer leur présence. Ils tiennent aussi avec ce journal, dont le succès est largement dû au ton sarcastique employé, un moyen de revanche – et peut-être de contrôle – sur certains dirigeants informels. O. Rumjancev, l'un des leaders du club Perestrojka puis de Perestrojka démocratique, fait particulièrement les frais de cette ironie. Ainsi, lorsqu'il présente le programme politique du club Perestrojka démocratique (le "Mandat démocratique"), dont il est l'un des auteurs et qu'il utilise pour promouvoir sa carrière aussi bien dans le club que dans le mouvement informel et dans l'espace politique légitime, les auteurs de *Hronograf* se plaisent à relever par petites touches le côté pompeux du personnage:

"Le 10 mai s'est tenu au CEMI une réunion du club Perestrojka démocratique consacrée au programme du club. Environ 350 personnes étaient présentes. Oleg Rumjancev, principal rapporteur, a déclaré: "*Nous avons travaillé sur ce programme jour et nuit avec ardeur*". L'essentiel de ce programme est que le socialisme doit être démocratique"<sup>130</sup>.

### **3/ Vers une transformation du mouvement: remise en cause de la forme "club" et apparition du "front populaire"**

Vers le milieu de l'année 1988, de nouvelles ressources et de nouveaux modes de coordination sont inventés au sein du mouvement, mais la forme "club" commence aussi à être remise en cause. Deux nouveaux labels viennent la concurrencer: le "parti" et le "front populaire". En mai 1988, des "radicaux" de différentes tendances (le séminaire Démocratie et humanisme, plutôt libéral, les "radicaux" du club Perestrojka-88, d'orientation social-démocrate, et un groupe de "jeunes-marxistes") s'unissent pour former l'Union démocratique (DS) qui se définit comme le "*premier parti d'opposition*". Les autres clubs informels refusent de leur emboîter le pas en créant des partis et de concurrencer ainsi directement le PCUS sur son propre terrain.

L'idée de "front populaire" est, elle, beaucoup plus "convenable". Elle provient des milieux réformateurs du pouvoir qui, peu avant la XIX<sup>ème</sup> Conférence du PCUS, suggèrent de créer un grand mouvement de soutien à la perestrojka. Le terme "front populaire" apparaît pour la

---

<sup>129</sup> V. IGRUNOV. *Istorija IGPI...*, op. cit., 2001.

<sup>130</sup> V. P[RIBYLOVSKIJ]. V CEMI [Au CEMI]. *Hronograf*, 3, 25 mai 1988.

première fois sous la plume de représentants de l'establishment académique (B. Kurašvili<sup>131</sup> et T. Zaslavskaja<sup>132</sup>). L'Institut d'économie du système socialiste mondial (IEMSS), dans ses propositions à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti, en précise l'architecture, telle qu'il la conçoit:

"Le front populaire (qu'on peut également appeler socialiste ou démocratique) d'URSS aurait pour objectif de donner un cadre à l'activité sociale de couches de la population qui se sont trouvées hors du champ de vision des organisations et mouvements sociaux, d'unir sous la direction générale du Parti divers organisations et mouvements, y compris ceux qui sont appelés 'informels'"<sup>133</sup>.

Les informels ne seraient qu'une composante parmi d'autres de ce large mouvement, mais ils sont explicitement mentionnés et, selon un instructeur du *rajkom* Sevastopol' chargé des relations avec les clubs politiques, A. Jakovlev leur aurait porté un intérêt accru précisément à cette période<sup>134</sup>. Les clubs auraient accès au processus électoral par le biais du front populaire. Les réformateurs du Parti envisagent en effet d'accorder à ce front le droit de présenter des candidats aux élections aux soviets<sup>135</sup>. On autorise ainsi la création de quelque chose qui ressemblerait à un parti sans l'autoriser à en prendre le titre ni à se déclarer "d'opposition": les réformateurs indiquent ces deux limites en réaffirmant le principe du parti unique pendant la XIX<sup>ème</sup> Conférence<sup>136</sup>.

Dès lors, la forme "front populaire" est investie par différents acteurs et produit une réalité très hétérogène<sup>137</sup>. Dans les républiques baltes par exemple, les fronts réunissent des

---

<sup>131</sup> B. KURAŠVILI. Po opytu bratskih stran. Ne sozrelo li sozdanie Demokratičeskogo Sojuza? [En suivant l'expérience des pays frères: n'est-il pas temps de créer une Union démocratique?] *Moskovskie novosti*, 10, 6/3/1988.

<sup>132</sup> Cf. *Radio Liberty Research Bulletin*, n° 223-88, 1/6/1988.

<sup>133</sup> Proekt predloženiĭ k XIX vsesojuznoj partijnoj konferencii. Protokol partijnogo sobranija partijnoj organizacii IEMSS N° 20, 25/5/1988 [Projet de propositions pour la XIX<sup>ème</sup> conférence nationale du Parti. Procès verbal de la réunion de parti de l'organisation du Parti de l'IEMSS N° 20, 20/5/1988].

<sup>134</sup> V. BEREZOVSKIĬ. *Rossijskaja mnogopartijnost' v konce XX veka: process voznikovenija (1987-1991 gg.)* [Le multipartisme en Russie à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle: processus d'émergence (1987-1991)]. Moscou: Institut d'histoire de la Russie de l'Académie des sciences, 1993, p. 14.

<sup>135</sup> A. de TINGUY. 1987-1988. Gorbachev va de l'avant..., *op. cit.*, 1993, p. 53.

<sup>136</sup> L'attachement affiché au principe du parti unique a également pour objectif de rassurer les conservateurs.

<sup>137</sup> Sur les fronts populaires de Russie, cf. par exemple: A. GORBUNOV. *Al'ternativy obščestvennogo razvitiĭa v dejatel'nosti "narodnyh frontov" Rossijskoj Federacii (1988-1990gg.)* [Des alternatives de développement social dans l'activité des "fronts populaires" de la Fédération de Russie (1988-1990)]. Moscou: Université d'Etat de Moscou M.V. Lomonossov, 1994, 19 p.; I. ŽURAVLEV. "Narodnye fronty" kak faktor proto-partijnyh obrazovanij v Rossijskoj Federacii na načal'nom etape formirovanija mnogopartijnoj sistemy (1987-1990h gg.) [Les "fronts populaires" comme facteur de création de proto-partis dans la Fédération de Russie à l'étape initiale de la formation d'un système de multipartisme (1987-années 1990)] In *Istorija obščestvennyh dviženij i političeskij partij (sbornik)*. Moscou: Université d'Etat de Moscou Lomonossov (chaire d'histoire politique de la faculté d'histoire), 1992, vol. 2, p. 326-352.

Sur les fronts populaires des autres républiques, parmi de nombreuses publications, on pourra consulter par exemple N. MUIZNIĖKS. The influence of the Baltic popular movements on the process of Soviet disintegration. *Europe-Asia Studies*, 47 (1), janvier 1995; A. GOJON. *Nationalisme et démocratie à la fin de l'URSS. Les fronts populaires d'Ukraine et de Biélorussie (1988-1991)*. Th: Science politique: Paris: 2001 (thèse soutenue à l'Institut d'études politiques de Paris).

Sur le Front populaire de Leningrad, voir par exemple N. KORNEV. Leningradskij narodnyj front: logika post-faktum [Le Front populaire de Leningrad: logique post-factum] In *Sociologija obščestvennyh dviženij: ėmpiričeskie nabljudenija i issledovanija* [Sociologie des mouvements sociaux: observations et recherches empiriques]. Saint-Pétersbourg: Académie des Sciences de Russie, Institut de sociologie-antenne de Saint-Pétersbourg, 1993, vol. 2, p. 154-182; V. PRIBYLOVSKIĬ. Pervyj narodnyj front v Rossii [Le premier front populaire de Russie]. *Panorama*, 6, juin 1989; Ju. KORĖUNJUK. Sankt-Peterburg - vtoraja rodina rossijskoj mnogopartijnosti: političeskie partii i dviženija v Peterburge, 1987-2002 [Saint-Pétersbourg, la seconde patrie du multipartisme russe: partis et mouvements politiques de Saint-Pétersbourg, 1987-2002]. *Politija*, 3 (26), automne 2002, p. 174-209.

réformateurs du Parti et des informels, et se transforment vite en mouvements autonomistes. En Russie, les fronts ont tendance à s'organiser ville par ville, et à ne rassembler que des clubs informels. Dans certaines villes, à Leningrad par exemple, l'unification des informels sous cette bannière est une réussite. A Moscou et au niveau de la RSFSR, c'est un échec. Le Front populaire de Moscou (MNF) n'est qu'un groupe informel parmi d'autres, peut-être plus visible grâce à son nom et à la notoriété de ses homonymes, mais il n'est en aucun cas l'instrument de fédération ou d'unification qu'il est à Leningrad ou dans certaines républiques soviétiques<sup>138</sup>.

L'échec du Front populaire de Moscou est dû à la concurrence qui se joue au sein du noyau dirigeant du mouvement pour le contrôle de cette nouvelle organisation dans laquelle les clubs semblent appelés à se dissoudre. Le conflit tourne autour de quatre points: (i) la définition idéologique du front, (ii) la répartition du pouvoir interne, (iii) la nature, le contenu de cette nouvelle forme d'organisation, et enfin (iv) le devenir de la collusion avec les réformateurs du Parti.

En juin 1988, les clubs informels moscovites, réunis pour rédiger le "Mandat de la société" à l'attention de la Conférence du Parti, s'emparent de l'idée de créer un "Front populaire de Moscou". A l'origine, les clubs les plus connus prennent part au comité organisateur: Perestrojka démocratique, le KSI, Initiative socialiste, Obščina, la FSOK, Dignité des citoyens, Perestrojka-88, Mémorial, ainsi qu'une dizaine d'autres groupes de moindre importance.

Dès sa première réunion, le comité organisateur se trouve divisé sur les questions des critères d'adhésion au Front et du processus de décision interne. Les uns (Maljutin et Kagarlickij, leaders du groupe Initiative socialiste, ancienne "aile gauche" du KSI) veulent créer une organisation qui ne serait ouverte qu'aux clubs se disant explicitement "socialistes". Comme en août 1987, une majorité refuse un tel "filtre" à l'entrée. Par ailleurs, le groupe Initiative socialiste défend un système de prise de décision centralisé, tandis que les autres clubs sont désireux de conserver une plus grande autonomie.

Les membres d'Initiative socialiste voient dans la forme "front populaire" une alternative aussi bien à l'idée de "parti", introduite par l'Union démocratique, qu'à la forme "club". Au multipartisme traditionnel des démocraties libérales, ils veulent substituer un "mouvement de masse" allié au mouvement ouvrier<sup>139</sup>. Ils proposent donc un nouveau mode de représentation politique. Il n'est pas du tout certain que ce rejet du multipartisme ait été partagé par les autres groupes informels. La quarantaine de clubs signataires du "Mandat de la société" souscrit en effet à l'idée de lancer une discussion nationale sur la notion de parti unique. La création du front populaire apparaît également aux "socialistes" du comité organisateur comme un moyen de se désengluier de la forme "club" qu'ils jugent étriquée et de passer à un niveau supérieur de mobilisation. Il est grand temps, estiment-ils, de "*cesser de jouer aux informels et de s'atteler à la création d'une organisation politique sérieuse*"<sup>140</sup>, de "*passer d'un bavardage entre intellectuels à la création d'un vrai mouvement de masse*"<sup>141</sup>. C'est une attaque à peine voilée

<sup>138</sup> Sur la constitution du Front populaire de Moscou, voir par exemple V. PRIBYLOVSKIJ. Poučitel'naja istorija Moskovskogo Narodnogo Fronta [Histoire édifiante du Front populaire de Moscou]. *Panorama*, juillet 1991, p. 6-7 et A. ŠUBIN. *Paradoksy perestrojki...*, op. cit., 2005, p. 219 et suiv.

<sup>139</sup> Mnenie MOK NF [Avis du Comité d'organisation moscovite du Front populaire]. *Levyj povorot*, 11, 1988, p. 34. L'idée d'un rapprochement avec le mouvement ouvrier est également présente chez G. Rakitskaja, membre du club Perestrojka démocratique, qui conçoit le front populaire comme une "*organisation de masse des travailleurs d'un nouveau type, qui viendrait remplacer les syndicats et le VLKSM défunts*" (intervention de G. Rakitskaja à la réunion du club Perestrojka démocratique sur le Mandat démocratique. *Spravka o zasedanii kluba "Demokratičeskaja Perestrojka"* 10/5/1988, op. cit.).

<sup>140</sup> Intervention de Korsetov. Sobranie rasširenoj orggruppy voskresnoj (5 maja) konferencii o sozdanii NF, 7-6-1988 [Réunion du groupe organisateur élargi de la Conférence du dimanche 5/5/1988 sur la création d'un Front populaire] (Archives populaires, fonds Zolotarëv 148, dossier 86, inventaire 3, liasse 1).

<sup>141</sup> B. KAGARLICKIJ. Kto boitsja Narodnogo Fronta? [Qui a peur du Front populaire?]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 109-110.

contre Perestrojka démocratique, grandi par son rôle de premier plan dans la production du "Mandat de la société", ainsi que contre le KSI et Obščina.

Après une série d'affrontements au cours de l'été, c'est la conception d'un front socialiste et centralisé, défendue par le groupe Initiative socialiste, qui l'emporte, entraînant le départ des sept autres clubs susmentionnés. Les reproches des opposants portent sur le dessein "dictatorial" de ceux qui ont pris le pouvoir dans le comité organisateur, mais aussi sur le devenir de la collusion avec les réformateurs du Parti. La violence des échanges au moment de cette scission tient probablement au fait que certains leaders informels sentent l'identité et la stratégie du mouvement leur échapper à un moment aussi décisif où tout le monde anticipe une augmentation des effectifs. Pavlovskij voit dans cette volonté centralisatrice une "fascisation" du mouvement:

Le Front populaire de Moscou, écrit-il, est un "groupe informel politiquement dégradé de style totalitaire". [...] "Tout fascisme a commencé comme une force progressive, comme un 'mouvement informel'"<sup>142</sup>.

Cette accusation porte d'autant plus que le label "front" est également utilisé par des courants idéologiques liés à l'imaginaire totalitaire. Chez les nationalistes, D. Vasil'ev rebaptise son organisation "front national Pamjat" en mai 1988<sup>143</sup>. Au même moment se crée dans le camp "bolchevik" un "Front populaire léniniste d'URSS". Et, comble de malchance, on découvre que le chef du service d'ordre du Front populaire de Moscou (MNF) est un membre du front national Pamjat<sup>144</sup>. La similitude des labels rend le Front populaire de Moscou vulnérable.

En 1989, on assiste à une lutte entre différents types de "fronts". Aux "fronts populaires" *indépendantistes* des républiques baltes s'opposent des "interfronts" (*interfronty*) ou "intermouvements" (*interdviženija*) favorables au maintien de l'Union soviétique. Et aux "fronts populaires", qu'ils se disent socialistes ou démocratiques, s'oppose un "Front uni des travailleurs" (*Ob'edinennyj front trudjaščihsja*, OFT), proche des "conservateurs" du Parti, qui "prétend au rôle d'organisation politique de la classe ouvrière"<sup>145</sup>.

Le second reproche est sans doute encore plus sérieux. Certains leaders informels redoutent en effet que le Front populaire de Moscou ne cesse de jouer double jeu avec le pouvoir, qu'il se contente d'une collusion simple, ce qui dénaturerait le mouvement informel.

"Ce Front populaire, écrit A. Fadin, peut devenir un parfait interlocuteur du pouvoir pour une imitation de dialogue social"<sup>146</sup>.

Il est possible que les reproches de "fascisation" ou de trahison de l'esprit du mouvement (abandon du double jeu) ne soient que des armes utilisées pour discréditer des concurrents. Mais on a l'impression qu'il se joue là néanmoins quelque chose de plus profond quant à la nature du mouvement informel. C'est la première fois que certains membres du

<sup>142</sup> G. PAVLOVSKIJ. Sumgaitčiki [Les tueurs de Sumgaït]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 102-108.

<sup>143</sup> Voir V. PRIBYLOVSKIJ. Iz zala suda: Vasil'ev protiv Zadornova [Au tribunal: Vasil'ev contre Zadornov]. *Hronograf*, 14, octobre 1988, p. 3-5 sur les différents noms du Pamjat' de Vasil'ev.

<sup>144</sup> V. IGRUNOV. Neofity i raskol'niki [Néophytes et schismatiques]. *Hronograf*, 20 juillet 1988, 9, p. 3.

<sup>145</sup> V. BEREZOVSKIJ, N. KROTOV. "Neformaly" – Kto oni? [Les "informels": qui sont-ils?] In BEREZOVSKIJ V., KROTOV N. dir. *Neformal'naja Rossija. O "neformal'nyh" politizirovannyh dviženijah i gruppah v RSFSR: opyt spravočnika* [La Russie informelle. Mouvements et groupes politisés "informels" de la RSFSR: essai de répertoire]. Moscou: Molodaja Gvardija, 1990, p. 38. Sur l'opposition entre "fronts populaires" et "Front uni des travailleurs", voir également L. SEMINA. Po zakonom graždanskogo vremeni [Conformément aux lois de l'époque de la société civile] In V. PEČENEV, V. V'JUNICKIJ dir. *Neformaly: kto oni? Kuda zovut?* [Les informels: qui sont-ils? Où nous mènent-ils?]. Moscou: Politizdat, 1990, p. 163-186.

<sup>146</sup> A. FADIN. Holodnyj avgust 1988 goda..., *op. cit.*, *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988.



noyau dirigeant rompent avec la forme "club" et tentent de façon aussi ostensible de faire "peau neuve". Tous les leaders informels jugent hautement probable le passage de leur mouvement à un "mouvement de masse", mais cette anticipation ébranle l'un des éléments de stabilité sur lesquels ils s'étaient jusqu'alors appuyés, i.e. une même façon de concevoir le jeu avec les réformateurs du Parti.

Le mouvement informel est un objet mouvant qui se maintient autour de constantes qui lui donnent son identité:

- un noyau dirigeant, composé majoritairement d'anciens oppositionnels qui perçoivent très vite l'existence de changements au niveau le plus élevé du pouvoir et partagent l'idée d'une ouverture vers les réformateurs du Parti,
- des espaces de jeu où les acteurs (adversaires, alliés, concurrents) conservent une certaine solidité, même si le camp des réformateurs du Parti commence à se fissurer,
- des relations de transaction avec les réformateurs du Parti et l'existence d'un double jeu avec eux. Le double jeu mené par les informels s'explique par leur propre passé d'oppositionnel et par les contraintes qui proviennent de leurs autres espaces de jeu.

Mais l'instabilité est également un élément constitutif du mouvement. Les succès que remportent les clubs dans l'espace politique (Rencontre-dialogue d'août 1987, "Mandat de la société" au moment de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti...) modifient les termes de la transaction avec les réformateurs du Parti. La collusion subit des mutations. Les règles du jeu qui la gouvernent changent aussi. Lorsque les informels multiplient les tests, espérant pénétrer dans les brèches du système, et s'aperçoivent que ce système cède en de nombreux endroits, ils se mettent à ne plus respecter les règles qui viennent d'être établies avec leurs interlocuteurs du pouvoir.

Puisque les formes de la collusion et du double jeu sont en constante évolution, les informels ne peuvent jamais définitivement trancher, dans l'espace interne du mouvement, les principes qui doivent régir leurs relations avec le pouvoir. Cette impossibilité est source de conflits permanents. Mais ces conflits et contestations font également évoluer la géométrie du mouvement puisqu'ils permettent la création de nouvelles formes d'action et de coordination, l'acquisition de nouvelles ressources. Initialement concentré dans l'espace géographique (quartier académique) et autour de ressources rares (salles de réunion dans des bâtiments officiels), le réseau de clubs politiques étudiés s'étend peu à peu pour prendre place sur trois terrains d'action. L'espace institutionnel, où se trouvent les locaux de réunion, est monopolisé par les clubs centraux. Toute tentative de partage des ressources y est violemment écartée. Le deuxième espace est celui des samizdats, pacifiquement partagé par les clubs. Les droits d'entrée y sont peu élevés, et le foisonnement des publications bienvenu puisqu'il permet au mouvement informel de marquer collectivement sa présence dans l'espace politique aux yeux du pouvoir, de l'Occident et des concurrents héritiers de la dissidence. Enfin, la rue est investie principalement par les clubs non dominants, situés à l'"étage inférieur". Bien que ce troisième terrain d'action soit d'une dimension incomparable avec l'espace institutionnel restreint octroyé aux clubs, les manifestations se concentrent rapidement en un seul lieu (place Pouchkine), cette concentration étant un moyen de transformer la rue en une ressource rare. La multiplicité des lieux d'action et des ressources nouvelles a pour effet de diminuer le poids des ressources institutionnelles et la centralité des clubs dominants. Ceux-ci – et particulièrement les groupes dépourvus de locaux de réunion comme le KSI – sont les premiers à mettre en œuvre des stratégies de captation des ressources financières et de rapprochement avec d'autres secteurs (nouveaux acteurs économiques, presse officielle),

contribuant à leur tour à une extension de l'espace d'action du mouvement informel. La fin de la centralisation géographique des activités du mouvement et, avec elle, de la concentration du réseau aboutit à déstabiliser le système initial de coordination. On assiste au sein du noyau dirigeant à une nouvelle division du travail de coordination par sphère d'activité (politique, journalisme, support technique des clubs, manifestations).

Vers la fin de la période étudiée ici (1987-mi-1988), les frontières du mouvement informel sont de moins en moins contrôlables. Les "radicaux" de l'Union démocratique deviennent des membres à part entière du mouvement, alors que le séminaire Démocratie et humanisme, estampillé "héritier de la dissidence", n'avait jamais vraiment été considéré comme membre de droit. Les frontières deviennent vulnérables aussi lorsque les leaders informels commencent à anticiper la transformation de leur mouvement en "mouvement de masse" sans pour autant avoir une idée claire de ce que sera ce mouvement de masse.

Avec l'arrivée de la seconde cohorte et le changement de conjoncture politique consécutif à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti, certaines questions qui divisent la première cohorte seront désamorçées, ou plus exactement repoussées dans le temps. Autrement dit, elles seront réglées au sein d'un mouvement qui sera très différent du mouvement informel de 1988. Mais les informels de la première cohorte n'anticipent pas la tournure des événements. Les nouveaux venus acceptent, tout au moins au début, l'étiquette "socialiste" de façon formelle: la redéfinition idéologique du mouvement aura lieu après les élections de 1989. La rupture avec la forme "club" n'est pas non plus imminente après la Conférence du Parti, mais ce label servira à désigner de nouveaux types d'organisations (clubs d'électeurs, clubs du Parti), très différents des premiers clubs informels. Le mouvement sera éclaté (et non centralisé) par la force des choses puisqu'il agira sur différents terrains de compétition (principalement sur le terrain électoral et le terrain du Parti) et que les nouveaux clubs se spécialiseront sur l'un ou l'autre espace. Enfin, contrairement à ce que craignait une partie des leaders informels, il n'y aura pas de collusion simple avec les réformateurs de l'équipe Gorbačëv, mais au contraire opposition frontale aux conservateurs et à Gorbačëv. La collusion simple (sans double jeu) interviendra plus tard, entre le mouvement démocratique et l'aile "radicale" des réformateurs de l'appareil qui prendra le pouvoir en Russie.

## **TROISIEME PARTIE**

---

### **UNE IDENTITE A LA DERIVE DU MOUVEMENT INFORMEL AU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE (1989-1990)**

A partir de 1989-1990, on parle de moins en moins du "mouvement informel" et de plus en plus du "mouvement démocratique"<sup>1</sup>. Ce changement n'est pas purement terminologique: à partir de 1989, un changement de nature s'opère dans le mouvement informel, dû à l'arrivée de nouveaux membres, très différents des pionniers, à une transformation radicale de la conjoncture politique, à la place prépondérante qu'occupe désormais B. El'cin dans l'espace politique, et à la montée en puissance de la Russie en tant qu'arène de pouvoir qui entre dans une relation d'affrontement avec l'URSS.

Ce sont les élections de 1989 et de 1990, où la totalité des soviets est renouvelée (d'abord au niveau de l'Union, puis des républiques, villes et arrondissements), qui déclenchent cet ensemble de processus. Dès lors que sont introduites de nouvelles règles électorales laissant une plus grande part à la compétition, le jeu devient *ouvertement* et *partout* compétitif. L'espace politique se trouve alors dans une situation de *fluidité* où tout se met à fluctuer<sup>2</sup>. Les institutions, le système politiques se délitent dans cette dynamique de compétition effrénée et généralisée. Le PCUS se fragmente. On voit apparaître une multiplicité d'arènes de compétition. Il n'y a plus de repères stables: les règles du jeu, les enjeux de la compétition ne sont plus les mêmes, les acteurs eux-mêmes se transforment. Le mouvement informel n'est donc pas le seul à être affecté.

A l'issue de cette période, tout ce qui faisait l'originalité du mouvement informel – son type de rapport avec les réformateurs du Parti (collusion et double jeu), ses échanges avec le milieu académique, sa stratégie de retournement du sens des institutions (existantes ou mythifiées) – disparaît. L'objet de cette partie est d'étudier le processus de transformation du mouvement informel en mouvement démocratique jusqu'à la complète dissolution de ce qui constituait l'identité des informels.

Le mouvement informel se diversifie et son recrutement s'élargit. A côté des clubs informels de la première génération, de nouvelles "entreprises politiques" investissent la forme "club" et se déploient principalement sur deux terrains: la scène électorale et celle du PCUS. Sur la scène électorale, on voit apparaître en 1989 des "clubs d'électeurs" (*kluby izbiratelej*) d'arrondissement qui se chargent de proposer des candidats au Congrès des députés du peuple de l'URSS contre ceux du Parti et d'organiser leurs campagnes. Au sein de l'Académie des sciences, qui dispose d'une vingtaine de sièges au Congrès des députés de l'URSS, se constitue un Club d'électeurs (KIAN) qui s'oppose au choix initial établi par le Présidium de l'Académie et soutient la candidature de réformateurs (dont A. Sakharov). Les députés démocrates de l'URSS forment une fraction parlementaire (Groupe interrégional des députés ou MDG) qui, sans être un club informel, s'insère au cœur du mouvement. Après les élections, les clubs d'électeurs d'arrondissement fusionnent en une Union moscovite des électeurs (MOI), qui formera le socle du bloc "Russie démocratique" créé en vue des élections de mars 1990 au Congrès des députés de la Russie. Sur le terrain du PCUS se constituent des "clubs du Parti" (*partijnye kluby* ou *partkluby*) à Moscou et dans toutes les grandes villes de l'URSS, qui s'uniront en janvier 1990 pour former la Plateforme démocratique du PCUS, première fraction de fait du PCUS. Apparaît également en 1989 un club informel de l'establishment intellectuel (Tribune de Moscou), qui est constitué principalement de soixantards et se voit comme la tête pensante du mouvement. Enfin en 1990, un certain

---

<sup>1</sup> Dans un répertoire sur les clubs informels achevé fin 1989, des instructeurs des deux *rajkoms* de la zone expérimentale notent que le terme "informel" appartient déjà au passé (V. BEREZOVSKIJ, N. KROTOV. "Neformaly" – Kto oni? [Les "informels": qui sont-ils?] In V. BEREZOVSKIJ, N. KROTOV dir. *Neformal'naja Rossija. O "neformal'nyh" politizirovannyh dviženijah i gruppah v RSFSR: opyt spravočnika* [La Russie informelle. Mouvements et groupes politisés "informels" de la RSFSR: essai de répertoire]. Moscou: Molodaja Gvardija, 1990, p. 35).

<sup>2</sup> Sur la notion de "fluidité politique", cf. M. DOBRY. *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.

nombre de clubs informels se transforment en "partis", dont la plupart entreront dans le mouvement Russie démocratique, créé en octobre 1990.

L'arrivée de nouveaux adhérents (un bon millier à Moscou, presque autant que les informels de la première génération), l'émergence de nouvelles formes organisationnelles et de nouvelles formes de mobilisation (notamment les "meetings de masse") modifient la nature du mouvement informel. Les clubs de la première génération ne sont plus tout à fait les mêmes. Ils perdent le contrôle de leur mouvement au moment des élections de 1989: le monopole du label "club" ne leur appartient plus, ils ne savent plus trop quelle place occuper sur l'arène électorale où ils ne sont ni candidats ni organisateurs de campagne. Ils doivent affronter la concurrence à la fois des nouveaux entrants dont les compétences sont abondamment utilisées sur l'arène électorale et d'une partie de l'establishment académique et politique qui revendique le leadership du mouvement.

Il n'est plus vraiment possible de parler de "mouvement informel" et pas encore de "mouvement démocratique". Aussi utiliserons-nous pour cette période particulière le néologisme "informel/démocratique" qui, faute de mieux, permet de rendre le caractère hybride du mouvement et des acteurs qui le composent.

L'espace politique se modifie lui aussi en profondeur. On voit se multiplier les arènes de compétition nées de la fragmentation du Parti et de la montée en puissance de nouvelles institutions de pouvoir. Le morcellement du Parti touche sa structure fédérale, administrative et idéologique. Les partis communistes baltes revendiquent leur autonomie par rapport au PCUS; les différents échelons (comités) de la hiérarchie administrative entrent en compétition les uns avec les autres; quant aux camps "réformateur" et "conservateur", qui constituaient des éléments de stabilité du jeu politique depuis le début de la perestrojka, ils se scindent eux-mêmes en sous-groupes. Les "réformateurs" se divisent en "modérés" (Gorbačëv) et en "radicaux" (El'cin, Afanas'ev, etc.). L'une des conséquences majeures de cette triple fragmentation est que les rapports d'autorité au sein du Parti se "désobjectivent", ne vont plus "de soi"<sup>3</sup>. Le processus peut d'autant moins être freiné que les détenteurs des postes au sommet de la hiérarchie ont une très faible ancienneté à ce niveau de responsabilité<sup>4</sup>. Des institutions viennent également concurrencer le Parti: les soviets sont dotés de nouvelles compétences et sont désormais perçus comme de "vrais" lieux de pouvoir. Très rapidement, on passe de l'idée de donner "tout le pouvoir aux soviets" à celle d'une séparation des pouvoirs: au sein de chaque soviet prend place une dissociation croissante entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.

Des compétitions se déroulent à l'intérieur de ces arènes (entre les niveaux de pouvoir, les camps idéologiques), mais également entre elles (entre les soviets et le Parti, entre le législatif et l'exécutif à chaque niveau). Les acteurs ne savent plus très bien s'il vaut mieux contrôler les soviets, le Parti, quel niveau (central, républicain ou local) et quelle branche (législative ou exécutive) du pouvoir: les enjeux deviennent donc très mobiles.

Des mobilisations ont lieu simultanément sur ces différentes arènes, et, parce que les frontières s'estompent, ce qui se passe sur l'une affecte directement les autres. Sur la scène électorale, le mouvement informel/démocratique joue dès 1989 la carte de l'affrontement

---

<sup>3</sup> Sur le processus inverse d'objectivation, cf. P. BERGER, T. LUCKMANN. *La construction sociale de la réalité*. 4<sup>e</sup> édition. Paris: Méridiens Klincksieck, 1994.

<sup>4</sup> A. FADIN et alii (Bor'ba èlit v perehodnom obščestve: nomenklatura i demokratija [La lutte des élites dans la société de transition: nomenklatura et démocratie]. *Vek XX i mir*, 1991, 5, p. 31-37), citant *Le Monde*, indiquent qu'entre 1985 et 1990, 86 % des membres du Comité central ont été remplacés, contre 77 % pendant les "grandes purges" de 1935-1939. L. ONIKOV (*Anatomija raspada. Vzgljad iznutri apparata CK* [Anatomie d'une chute. Vue de l'appareil du Comité central]. Moscou: Respublika, 1996, p. 79), fonctionnaire du Comité central, montre bien que les chefs de départements et services du CC, récemment nommés, maîtrisent mal les mécanismes internes de fonctionnement de l'appareil central du Parti.

ouvert avec l'"appareil", posture qui se révèle gagnante. Cette logique d'opposition frontale se propage à l'ensemble du mouvement démocratique, y compris sur l'arène du Parti, où les clubs du Parti tentent de conserver une relation de collusion avec les "réformateurs modérés". Les exemples de "contamination" abondent et l'entrecroisement des chronologies des deux arènes le montre. Gorbačëv n'hésite pas à utiliser les résultats électoraux de mars 1989 pour régler des comptes dans l'appareil du Parti dès avril et éliminer ses concurrents conservateurs qui ont essuyé un échec. Parce que les résultats de 1989 provoquent des tensions au sommet du Parti, la date des élections suivantes aux soviets républicains et aux soviets de ville est repoussée de six mois (de l'automne 1989 à mars 1990). La victoire impressionnante de B. El'cin à Moscou sur le terrain électoral en mars 1989 (il remporte près de 90 % des voix) place ce dernier en position de rival potentiel du Secrétaire général du Parti, situation auparavant inconcevable. Ces mêmes élections de 1989, interprétées unanimement comme une défaite de l'appareil, incitent les clubs du Parti à braver un tabou et à prononcer le terme de "fraction" au sein du Parti. Le succès d'El'cin vient crédibiliser leur prétention à créer une telle fraction (qui prendra la forme de la Plateforme démocratique du PCUS à laquelle El'cin appartient). En novembre 1989, le Soviet suprême de l'URSS manque de mettre à l'ordre du jour la question de l'article 6 de la Constitution sur le rôle dirigeant du Parti. Deux mois plus tard (février 1990), le Comité central du Parti exerce "volontairement" son droit d'initiative législative pour proposer un amendement de l'article 6 à la session parlementaire suivante (mars 1990). L'affaiblissement institutionnel du Parti (par cet amendement) et la montée en puissance des républiques comme lieux de pouvoir (avec les élections aux parlements républicains) sont concomitants au renforcement du pouvoir exécutif central (création du poste de Président de l'URSS et élection de Gorbačëv à cette fonction) en mars 1990. Ce qui se passe en mars 1990 modifie brutalement la place du Parti dans le jeu: les enjeux importants se situent de plus en plus en dehors de ses frontières. Il n'est plus suicidaire pour les acteurs politiques de le quitter: c'est ce que font El'cin et une large partie des clubs du Parti en juillet 1990, au moment du XXVIII<sup>ème</sup> congrès du PCUS. Notons également que le calendrier électoral influe sur celui du Parti puisque ce XXVIII<sup>ème</sup> congrès est convoqué un an avant son terme "normal" (si le rythme quinquennal avait été maintenu).

Au sein du mouvement informel/démocratique, le processus de fédération des organisations électorales en vue des élections de 1990 d'une part et des clubs du Parti d'autre part a lieu simultanément, entre l'été à l'hiver 1989, et aboutit en janvier 1990 à la création du bloc électoral Russie démocratique et de la Plateforme démocratique du PCUS. Tout se passe un peu comme s'il s'agissait pour l'ensemble du mouvement de frapper fort à deux points stratégiques de l'espace politique et, pour les informels de chacune de ces deux arènes, de renforcer leur présence dans la compétition interne au mouvement.

L'une des conséquences de la fluidité de l'espace politique est que les identités des acteurs se recomposent constamment au gré des coups échangés. Comme l'ont montré L. Boltanski et A. Collovald, les identités des acteurs politiques sont multiples dans le temps et l'espace social<sup>5</sup>. Les individus sont faits de l'ensemble des positions sociales qu'ils occupent. Ils sélectionnent les titres à mettre en avant et, partant, construisent leur identité selon le lieu où ils se présentent. Le contrôle de l'information sur soi suppose (i) l'existence d'"espaces cloisonnés", qui permet de dissimuler certaines propriétés individuelles, (ii) une connaissance des "attentes de l'institution" où l'on se trouve, puisque ce sont elles qui déterminent le choix des positions sociales à dévoiler<sup>6</sup>. Dans les contextes stables, le travail de construction des

---

<sup>5</sup> L. BOLTANSKI. L'espace positionnel: multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe. *Revue française de sociologie*, 14 (1), janv.-mars 1973, p. 3-26; A. COLLOVALD. Identités stratégiques. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 73, 1988, p. 30-40.

<sup>6</sup> L. BOLTANSKI. L'espace positionnel..., *op. cit.*

identités se fait aussi sous des contraintes multiples, mais les acteurs en connaissent les principaux ressorts et sont plus ou moins en mesure de prévoir les effets de leurs stratégies<sup>7</sup>. Dans le cas qui nous intéresse, l'espace d'action n'offre presque aucun point d'appui suffisamment solide pour que les identités puissent être maîtrisées par ceux qui les portent ou les revendiquent. Ce, même si ces derniers sont des professionnels de la politique, car la principale difficulté ne réside pas dans un manque de savoir-faire, mais dans une absence de visibilité minimale. Avec la scission du camp réformateur, Gorbačëv se voit ballotté de gauche à droite, alors qu'il constituait un repère stable à la période antérieure. On ne sait pas très bien quelles étiquettes sont dévalorisantes ou susceptibles de le devenir. Les informels sentent confusément que leur étiquette d'"informel" commence à être disqualifiante. Les identités sont d'autant plus instables que les frontières entre les acteurs deviennent floues. Il devient par exemple de plus en plus difficile de déterminer où se situe la limite entre les clubs du Parti et le Parti lui-même. Ces clubs sont en effet investis par des "notables" de l'appareil et des députés de l'URSS qui les utilisent dans les luttes de pouvoir et mettent à leur disposition des ressources appartenant au Parti.

Il se produit aussi un basculement dans le rapport du mouvement aux gouvernants. Le mouvement informel de la première période, comme on l'a vu, est un mouvement oppositionnel mais non une opposition déclarée (contrairement à la dissidence qui lui sert d'antimodèle). Il soutient les réformes et les utilise pour miner certains fondements du système. Il ne s'aligne pas sur les positions des réformateurs du Parti, cultive le double jeu, le décalage, pour construire sa propre identité. Ce choix de stratégie s'appuie sur des compétences spécifiques: une bonne connaissance du système politique et juridique (y compris de son histoire), une capacité à prendre des risques en se ménageant une protection et une relative autonomie par rapport aux représentants du Parti grâce à l'appui des milieux intellectuels (surtout académique). Les informels développent en 1987-1988 un jeu relativement subtil et complexe.

En 1989-1990, le mouvement démocratique, sous la poussée des nouveaux venus, se définit clairement comme une opposition au "PCUS" et au "pouvoir central"<sup>8</sup>. Il refuse toute entente avec les "réformateurs modérés" (Gorbačëv), qui ne sont plus vraiment distingués des "conservateurs". Le mouvement démocratique ne cherche pas à prendre ses distances avec la dissidence, avec laquelle il n'a aucun compte à régler; par sa dénomination, il semble même revendiquer une certaine filiation<sup>9</sup>. Son opposition au pouvoir se manifeste par l'adoption de formes d'organisation et d'étiquettes idéologiques qui transgressent des interdits (apparition d'une fraction dans le Parti, d'une fraction parlementaire, de partis; positionnement anticommuniste, puis libéral, défense de la souveraineté de la Russie contre l'Union). Au moment des élections de 1989 et de 1990, les nouveaux venus se mettent au service des grandes figures oppositionnelles qui se présentent contre l'"appareil".

Le maintien des relations de transaction avec les réformateurs du Parti paraît de moins en moins tenable, y compris aux informels de la première cohorte. Dès la XIX<sup>ème</sup> Conférence

---

<sup>7</sup> A. COLLOVALD (*Identités stratégiques...*, *op. cit.*) montre l'ensemble des contraintes qui pèsent sur le travail de construction de l'identité de J. Chirac à un moment particulier de sa carrière où il doit mettre en avant toutes les caractéristiques susceptibles de lui donner une identité "gaulliste" dans un parti gaulliste qui le soupçonne de trahison: il doit donc se conformer à une certaine image. Mais il doit aussi se distinguer des autres hiérarques du parti pour se donner une carrure de présidentiable dans l'espace politique national. Le travail d'homogénéisation de ces identités est complexe, mais il repose ici néanmoins sur certains repères stables: le label "gaulliste" reste connoté positivement dans le parti auquel appartient Chirac; on sait plus ou moins ce que doit comporter la carrière d'un présidentiable, etc.

<sup>8</sup> Ni le PCUS ni le pouvoir de l'Union ne sont homogènes, mais ils sont considérés comme tels par le mouvement démocratique pour la construction de son identité et de son discours.

<sup>9</sup> La dissidence des années 1970 était appelée "mouvement démocratique".

du Parti (juin-juillet 1988), ceux-ci avaient cru déceler dans certaines décisions des réformateurs l'existence d'une collusion avec les conservateurs<sup>10</sup>. Les démonstrations de loyauté envers le camp de Gorbačëv deviennent de plus en plus illégitimes, surtout après l'émergence et la consolidation d'un groupe de "réformateurs radicaux" qui se lancent dans la construction d'une opposition au "PCUS" et à Gorbačëv à partir des élections de 1989. Entrés tardivement dans le mouvement, mais, peut-être parce qu'ils sentent mieux les enjeux, les "réformateurs radicaux" sont plus audacieux que les membres de la première cohorte, qui avaient pourtant été les plus prompts à se mobiliser. Ceux qui contrôlent les ressources du Parti vont tendanciellement diriger le mouvement, et être dominants dans la transition en général. Que les informels le veuillent ou non, les "réformateurs radicaux" sont leurs alliés objectifs: ils sont condamnés à compter avec eux pour exister.

Par ailleurs, l'un des éléments centraux dans la relation de collusion entre les réformateurs et les informels en 1987-1988 perd de sa valeur. Les ressources administratives (locaux, accès à la presse, etc.), précieuses par leur rareté à la période précédente, deviennent soudainement abondantes en raison du morcellement du Parti: de nombreux fragments de l'appareil se mettent à offrir des ressources aux clubs parce qu'ils sont eux-mêmes perçus comme des ressources dans les luttes de pouvoir. Les rapports entre les informels et leurs interlocuteurs du Parti ne sont certes pas inversés, mais profondément modifiés.

Le mouvement est grandement affecté par le poids que prend El'cin dans l'espace politique. Celui-ci s'impose en effet de plus en plus comme son leader. Pendant la campagne de 1989, il est perçu par les informels comme un allié stratégique, au même titre que les autres "réformateurs radicaux" issus de l'appareil, mais son succès électoral éclatant lui donne une tout autre dimension dans et hors du mouvement.

El'cin est présent sur plusieurs sites de compétition: scène électorale, Congrès des députés de l'URSS, arène du Parti, mouvement démocratique. Cette multipositionnalité lui procure une position très particulière et un avantage dans le jeu. C'est même un élément majeur de sa stratégie charismatique. Il est de plus en plus perçu par les informels/démocrates comme une solution pour dépasser les conflits locaux et porter des messages simultanément sur plusieurs arènes. Le pouvoir qu'il tire de son ubiquité fait de lui l'un des principaux leaders du mouvement démocratique, même s'il a des rivaux qui comptent et même si la plupart des dirigeants de ce mouvement sont méfiants à son égard.

Ses déplacements dans l'espace politique sont suivis par d'autres. En 1990, il se place sur l'arène russe en se présentant aux élections du Congrès des députés de la RSFSR, alors que ce niveau de pouvoir n'a pas beaucoup de poids. Le fait qu'El'cin investit telle institution ou tel niveau de pouvoir en accroît automatiquement l'importance. En 1990, il quitte le PCUS: c'est aussi le signe qu'on peut abandonner le Parti sans trop mettre en danger son avenir politique.

Après les élections de 1990 au Congrès des députés de la Russie, les "informels/démocrates" établissent une relation de collusion avec El'cin, qui n'a plus de rival sérieux et acquiert des positions institutionnelles fortes (présidence du Soviet suprême de la RSFSR en mai 1990 puis présidence de la Russie en juin 1991). El'cin représente le "nouveau pouvoir russe" et les démocrates se rangent de son côté, à la différence des informels qui étaient restés des oppositionnels. On retrouve une relation de collusion (avec l'exécutif russe), mais la configuration du jeu *condamne* les démocrates à soutenir El'cin pratiquement sans avoir de marge de manœuvre, sans pouvoir (en admettant qu'ils le veuillent) jouer de double jeu. Ce phénomène se renforcera après l'échec du putsch d'août 1991. Il ne s'agit donc plus du tout du même type de collusion qu'à la première période.

---

<sup>10</sup> A. FADIN. Holodnyj avgust 1988 goda ili Beglye zametki o nesbyvšyhsja nadeždah [Un mois d'août 1988 glacial ou Notes furtives sur des espoirs déçus]. *Otkrytaja zona*, juin-août 1988, 7, p. 4-9.



Enfin, les relations entre l'URSS et la Russie affectent à leur tour l'identité du mouvement. Le thème national apparaît en 1989 lorsque les républiques baltes se mettent à revendiquer leur autonomie puis leur indépendance. Les tensions iront croissantes entre le Centre (l'Union) et la plupart des républiques soviétiques qui emboîtent le pas aux pays baltes. En Russie, deux types d'acteurs s'emparent de ce thème pour promouvoir leurs positions: (i) le courant nationaliste des conservateurs du PCUS, qui créent en juin 1990 un PC de Russie à l'intérieur du PCUS, (ii) les "réformateurs radicaux" (El'cin) et le mouvement démocratique, qui cherchent à conquérir le pouvoir sur l'arène parlementaire russe. Il n'est pas anodin que la grande organisation fédératrice du mouvement démocratique en 1990-1991 s'appelle "*Russie démocratique*". Dans la compétition entre l'URSS et la Russie, le mouvement informel/démocratique dans son ensemble est amené à se porter sur l'arène russe (où il parvient à conquérir des positions institutionnelles) et à délaisser celle de l'Union. Il se définit comme russe, alors que cette dimension n'était pas un élément de la stratégie identitaire du mouvement informel de Moscou.

Le soutien à El'cin et au "nouveau pouvoir russe" conduit également le mouvement démocratique à se définir comme "libéral" car le conflit entre les deux niveaux de pouvoir (URSS et Russie) se joue entre autres autour du choix d'un programme de réformes économiques, et l'option soutenue par El'cin est libérale. Le mouvement informel, lui, s'était toujours plutôt défini à "gauche".

Tout ce qui constituait la spécificité des informels commence à disparaître pendant la période électorale de 1989-1990 pour se dissoudre entièrement dans le mouvement démocratique après les élections de 1990. L'identité informelle s'est construite dans une configuration historique donnée. Il a suffi à cette configuration de se modifier, de se fluidifier (processus auquel les informels ont d'ailleurs contribué), pour que disparaisse avec elle cet être collectif qu'est le mouvement informel.

Pour la clarté de l'exposé, nous avons choisi d'examiner séparément les processus qui ont lieu en 1989-1990 sur les deux principales arènes de compétition que sont d'une part l'arène électorale et celle des soviets (chapitre 1), et d'autre part l'arène du PCUS (chapitre 2). Cet avantage de clarté a une contrepartie: on risque parfois de perdre de vue que ces processus se déroulent simultanément sur ces deux espaces, que tout se joue aussi dans les interactions entre eux, car ce qui se passe sur l'un affecte l'autre. La réalité politique est bien moins cloisonnée. Enfin, le chapitre 3, relatif à la période postérieure aux élections de 1990, montre comment les principaux traits de l'objet "mouvement informel" se dissolvent totalement dans le mouvement démocratique.

## CHAPITRE 1

### LES INFORMELS DANS LES COMPETITIONS ELECTORALES

Les élections de mars 1989 au Congrès des députés du peuple de l'URSS sont les premières élections à candidatures multiples. *De jure*, elle ne sont que partiellement compétitives puisque la désignation d'une partie des députés, du ressort d'"organisations sociales" (dont le Parti, le Komsomol, etc.), échappe au suffrage universel. C'est la raison pour laquelle des transitologues ne les ont pas considérées comme les "*premières élections libres*". Or des compétitions ont eu lieu, même là où elles n'étaient pas censées se dérouler, i.e. dans les "organisations sociales", y compris au Parti.

L'enjeu de ces élections est double. Il s'agit d'abord de contrôler le Soviet suprême, promis à devenir une réelle instance de pouvoir. A la suite de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti (été 1988), un mécanisme juridique se met en branle pour transférer certaines compétences du PCUS vers les soviets. Les différents acteurs sentent donc qu'ils doivent investir les soviets pour être en position de peser dans l'élaboration des règles et de négocier dans la redistribution des compétences. Le second enjeu est spécifique aux responsables de l'appareil du Parti: les secrétaires de comité du Parti sont menacés par Gorbačëv d'être destitués de leurs postes du Parti s'ils échouent aux élections de 1989. L'enjeu est donc de garder son poste au Parti. Gorbačëv anticipe une défaite des conservateurs et cherche à utiliser la compétition électorale pour éliminer ses adversaires au sommet.

Les cadres du Parti sont poussés non seulement à participer aux élections mais à bloquer les candidatures concurrentes, à mettre des barrières à l'entrée de la compétition. Les "outsiders" que sont les informels/démocrates vont subir de plein fouet cet effet d'éviction. Ils n'ont pas d'accès direct à la compétition électorale, mais ils y participent néanmoins en soutenant les "réformateurs radicaux" issus de l'appareil, concurrents de Gorbačëv. Ils n'ont en fait pas d'autre choix que de s'allier à ces candidats réels s'ils veulent être présents sur l'arène électorale qui devient centrale en 1989-1990.

Contrairement aux informels de la première période, les informels/démocrates de 1989 ne se définissent pas comme des soutiens aux "réformateurs" du Parti contre les "conservateurs", mais comme des opposants à l'"appareil du PCUS", toutes tendances confondues. La concurrence électorale conduit une large partie des protagonistes du côté des réformateurs radicaux à privilégier une vision bipolaire de la situation ("peuple" vs "pouvoir") et un répertoire de stigmatisation, qui rappellent ceux de la dissidence. Cette représentation bipolaire découle du contexte électoral de 1989, bien que le jeu lui-même soit en réalité plus complexe. Les informels/démocrates font un usage tactique de cette vision dichotomique pour inventer de nouvelles formes de mobilisation (meetings électoraux de masse). La logique d'affrontement est donc à la fois un effet et un élément moteur du jeu électoral.

La première campagne électorale entraîne trois conséquences pour le mouvement informel qui ont trait à ses modes d'action, ses stratégies d'alliance et ses relations internes: (i) la logique d'opposition frontale devient un élément constitutif de l'identité du mouvement: après avoir prouvé son efficacité sur le terrain électoral, elle s'imposera à l'ensemble des protagonistes, y compris aux membres de la première cohorte qui n'ont plus les moyens d'écarter une telle définition du mouvement, (ii) l'alliance avec les "réformateurs radicaux" de l'appareil devient elle aussi une contrainte, (iii) lorsqu'il devient clair que les informels/démocrates peuvent à leur tour concourir aux élections de mars 1990 (aux soviets de Russie, de villes et d'arrondissements), les membres des deux cohortes entrent en concurrence pour le leadership du bloc électoral.

Pour comprendre pourquoi les élections deviennent un terrain de compétition déterminant dans l'espace politique, il est nécessaire de voir comment les soviets acquièrent le statut d'institutions de pouvoir (section A). Les informels, anciens et nouveaux venus, sont amenés à inventer de nouveaux modes d'actions et de nouvelles stratégies d'alliance pour se faire une place dans cette nouvelle sphère de compétition (section B). Au lendemain des élections de 1989, l'ensemble du mouvement passe d'une logique de transaction avec les réformateurs du Parti à une logique d'opposition frontale. Ce passage a des effets sur la structure du mouvement, sur les rapports de force internes (section C). La préparation des élections de 1990 achève de bouleverser les identités des acteurs au sein du mouvement et leurs façons de jouer (section D).

## **Section A/ La construction des soviets comme lieux de pouvoir**

Le principe d'un transfert du pouvoir du Parti vers l'Etat est proclamé à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du PCUS. On entre alors dans une phase de marchandages pour redéfinir le rôle et la place des institutions. Les soviets, et en particulier le Congrès des députés du peuple de l'URSS, ont dans ce processus un rôle ambivalent: ils sont à la fois les principaux bénéficiaires du transfert – et à ce titre leur légitimité s'appuie sur de nouvelles règles de fonctionnement et de désignation –, et ses instruments car ils sont les principaux lieux de négociation sur les transferts et de production des normes de droit.

### **I/ Une revalorisation de l'institution**

La réforme constitutionnelle adoptée en décembre 1988 ne modifie pas la sphère de compétences des soviets, déjà étendue à "*tous les secteurs de l'édifice étatique, économique, social et culturel*" (art. 93 de la Constitution de l'URSS de 1977). Elle leur donne davantage de crédit dans l'exercice de ces pouvoirs grâce à l'allongement de la durée des sessions, l'introduction d'un mode de désignation des députés concurrentiel et l'accroissement de leur pouvoir de contrôle sur les autres institutions politiques.

Avant 1989, les deux sessions annuelles du Soviet suprême de l'URSS ne duraient chacune que deux ou trois jours. Dans le nouveau système, la durée totale des sessions est comprise entre six et huit mois (art. 112 de la Constitution amendée en 1988). Le Soviet suprême devient un organe *permanent* (art. 111), et ses membres, choisis au sein du Congrès des députés de l'URSS, peuvent être libérés de leurs obligations professionnelles pendant toute la durée de leur mandat (art. 124), ce que ne prévoyait pas la précédente version de la Constitution. La révision constitutionnelle jette donc ainsi les bases d'une professionnalisation politique hors des organes du PCUS.

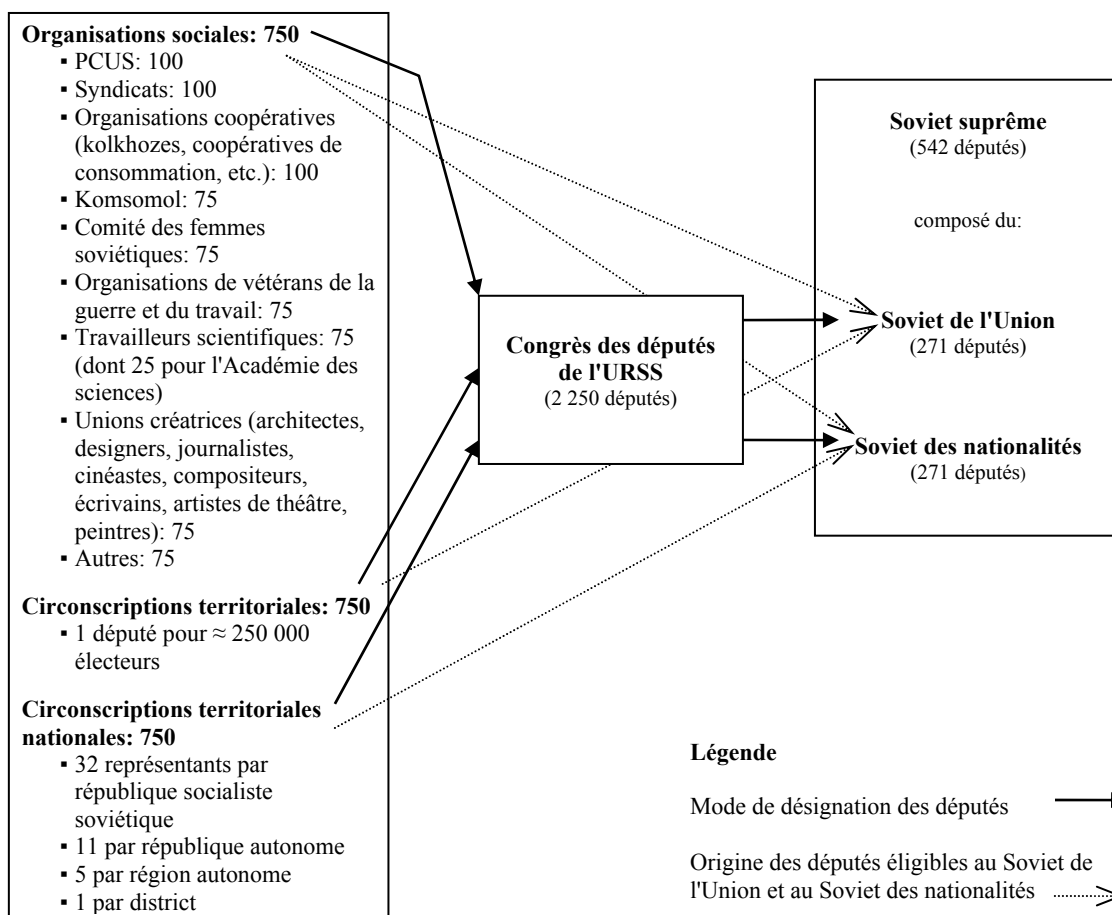
Le Congrès des députés du peuple de l'URSS (2 250 députés), au sein duquel le Soviet suprême (542 députés) est élu, est probablement censé n'être qu'un grand rassemblement annuel, comme l'était le Soviet suprême ancien modèle. La Constitution ne prévoit en effet qu'une session par an, sans en préciser la durée. Toutefois elle laisse la possibilité d'en faire un instrument plus actif de la vie politique en autorisant la tenue de sessions extraordinaires (art. 110). De fait, le Congrès sera une institution beaucoup plus visible que le Soviet suprême.

La légitimité des nouveaux députés de l'URSS s'accroît grâce à l'introduction d'un mode de désignation concurrentiel, donc plus démocratique, pour les deux tiers des sièges du Congrès. La réforme électorale permet à des *assemblées d'électeurs* de quartier de proposer des candidatures, privilège qui n'était jusqu'alors accordé qu'au "*Parti communiste de l'Union*

soviétique, aux syndicats, à l'Union des jeunes communistes léninistes de l'URSS, aux organisations coopératives et autres organisations sociales, aux collectifs de travailleurs<sup>1</sup>, ainsi qu'aux assemblées du personnel des unités militaires" (art. 100 de la Constitution de 1977). Par ailleurs, la nouvelle version de la Constitution autorise explicitement le principe des candidatures multiples (art. 100).

L'élection du tiers restant des députés est laissée à l'appréciation d'organisations sociales qui disposent de quotas et conservent un système de candidature unique<sup>2</sup> (cf. graphique ci-dessous). L'existence de cette zone sécurisée a pour fonction, selon A. Brown, de tranquilliser les conservateurs<sup>3</sup>. Le PCUS attribue ses cent sièges à des membres du Comité central, qui n'ont ainsi pas à affronter le suffrage universel<sup>4</sup>.

**Graphique 2 : Mode de formation du Congrès des députés et du Soviet suprême de l'URSS (1989)**



<sup>1</sup> Personnels d'une entreprise ou d'un organisme.

<sup>2</sup> Ce qui fait dire à A. Šubin que la nouvelle loi électorale est en fait moins démocratique que le système antérieur où la totalité du corps législatif était élue au suffrage universel: Gorbačëv aurait pu se contenter de lever la règle tacite de contrôle du processus électoral par le Parti (A. ŠUBIN. *Paradoksy perestrojki. Upuščennyj šans* [Les paradoxes de la perestrojka. Une chance ratée]. Moscou: Veče, 2005, p. 205).

<sup>3</sup> A. BROWN. The Russian transition in comparative and Russian perspective – Central and Eastern Europe: Gains and Losses in the Transition to Democracy. *Social Research*, 63 (2), été 1996.

<sup>4</sup> Ce qui n'empêche pas les réformateurs de faire subir un affront public à E. Ligačëv, chef de file des conservateurs, en dévoilant les résultats du scrutin au Comité central où il est le candidat à obtenir le plus de votes négatifs (mais il est vrai que A. Jakovlev, l'un des réformateurs les plus résolus, arrive en seconde position pour le nombre de votes négatifs) (A. BROWN. *The Gorbachev Factor*. Oxford: Oxford University Press, 1996, p. 189).

Sources: Sur le principe de sièges réservés aux organisations sociales, cf. art. 95 de la Constitution de l'URSS amendée en décembre 1988 ; sur les quotas accordés auxdites organisations aux élections de 1989, cf. art. 18 de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1988 sur les élections des députés du peuple de l'URSS (publiée dans *Vedomosti Verhovnogo Soveta SSSR*, 49, 1988; traduite par P. GELARD (documents réunis et commentés par). Les institutions de l'URSS. *Documents d'études. Droit constitutionnel et institutions politiques*, N° 1.02, Paris: La Documentation française, novembre 1989, p. 39-42)).

En pratique, la moitié des sièges seulement donne lieu à une compétition ouverte (cf. tableau 14 ci-dessous): c'est moins que ce que prévoit la Constitution (deux tiers des sièges), mais c'est tout de même une part non négligeable du corps législatif. Dans la zone théoriquement soumise à concurrence, les candidatures indésirables sont bloquées ou éliminées à deux niveaux:

- lors des assemblées d'électeurs de *quartier*, si le quorum de 500 participants n'est pas atteint, ou si le candidat n'obtient pas la majorité absolue des suffrages (art. 37 de la loi du 1/12/1988 sur les élections des députés de l'URSS),
- lors des assemblées préélectorales de *circonscription*, formées par les délégués des assemblées de quartier, des assemblées de collectifs de travailleurs et des assemblées d'unités militaires, qui procèdent à un deuxième vote sur l'admissibilité des candidats<sup>5</sup>.

Si les informels/démocrates peuvent réussir à mobiliser assez de monde pour participer aux assemblées de quartier et présenter des candidats, il leur est beaucoup plus difficile d'agir sur les assemblées de circonscription étant donné leur composition. Le résultat de ce filtrage est double:

- les candidatures uniques persistent dans plus du quart des 1 500 circonscriptions censées être ouvertes à la concurrence,
- près de la moitié (44 %) des candidatures sont éliminées au terme de la sélection préélectorale: sur 9 205 candidats proposés pour les 2 250 sièges à pourvoir, seuls 5 134 sont retenus.

Dans le segment censé être non concurrentiel, la désignation des députés par les organisations sociales n'est pas totalement "sécurisée" car le PCUS et les organisations sociales sont devenues des arènes de compétition qui font appel dans certains cas à des ressources externes. On verra plus loin le déroulement des élections des députés de l'Académie des sciences de l'URSS, où les chercheurs de la "base" se sont mobilisés avec succès contre les choix initiaux du Présidium de l'Académie. Par ailleurs, toutes ces organisations ne désignent pas nécessairement des conservateurs, certaines d'entre elles étant passées dans le camp réformateur<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Cf. le chapitre VI de la loi électorale du 1/12/1988: "Propositions et enregistrement des candidatures à la députation" (A. GAZIER. Le bouleversement des institutions et de la vie politique In D. COLAS dir. *L'Europe post-communiste*. Paris: PUF, 2002, p. 138).

<sup>6</sup> Egor Jakovlev, rédacteur en chef des *Nouvelles de Moscou*, est élu député de l'URSS par l'Union des cinéastes de l'URSS, Gavriil Popov l'est par l'Union des sociétés savantes (A. ŠUBIN. *Paradoksy perestrojki...*, op. cit., 2005).

**Tableau 14 : Espaces de concurrence lors de la désignation des députés de l'URSS**

	Zone de concurrence (selon la loi électorale)	Zone de non concurrence (selon la loi électorale)	Total
Concurrence réelle	1 101 circonscriptions ayant plus de deux candidats <sup>7</sup>	25 sièges de l'Académie des sciences	<b>1 126 sièges</b>
Absence de concurrence au moment de la désignation des candidats <sup>8</sup>	399 circonscriptions ayant un candidat unique	725 sièges des autres organisations sociales	<b>1 124 sièges</b>
<b>Total de sièges à pourvoir</b>	<b>1 500 circonscriptions territoriales &amp; territoriales-nationales</b>	<b>750 sièges réservés aux organisations sociales</b>	<b>2 250 sièges</b>
Candidats à l'investiture	8 282	923	<b>9 205</b>
Candidats retenus	4 162	972 ( <i>sic</i> )	<b>5 134</b>

Sources: P. GELARD (documents réunis et commentés par). Les institutions de l'URSS..., *op. cit.*, 1989, p. 42 (citant les chiffres de la *Pravda*, 26/5/1989); et A. GAZIER. Le bouleversement des institutions..., *op. cit.*, 2002.

Les soviets voient leur place dans le système politique redéfinie grâce au rôle accru de contrôle qui leur est octroyé à l'égard des autres instances dirigeantes de l'Etat. Le Congrès peut à tout moment révoquer le Président du Soviet suprême, qui est "*la plus haute personnalité de l'Etat soviétique*" (art. 120 de la Constitution révisée). Dans la version antérieure de la Constitution, aucune procédure de révocation du Président du Présidium du Soviet suprême n'était prévue. Par ailleurs, "*le député du peuple de l'URSS [...] a le droit d'interpeller le Président du Soviet suprême de l'URSS, le Conseil des ministres de l'URSS et les dirigeants d'autres organes, constitués ou élus par le Congrès des députés du peuple ou par le Soviet suprême de l'URSS*"<sup>9</sup>, qui sont tenus de lui "*donner une réponse écrite ou orale dans un délai maximum de trois jours à la séance en cours du Congrès ou à la session en cours du Soviet suprême de l'URSS*" (art. 124). En décembre 1989, une nouvelle révision constitutionnelle donne au Soviet suprême la faculté de voter une motion de censure contre le Conseil des ministres, à la majorité des deux tiers, donc sans trop de risque pour le Parti<sup>10</sup> (du moins en apparence car le Parti n'est plus homogène).

## II/ Une redistribution des ressources

Le cadre normatif donné par la Constitution est lâche et laisse place à des négociations et conflits sur la nature et le mécanisme de redistribution des pouvoirs entre les différentes institutions. Ce facteur va lourdement peser sur les élections car les protagonistes anticipent clairement que les soviets ne seront plus une simple chambre d'enregistrement: le transfert d'une partie du pouvoir du PCUS aux soviets est annoncé depuis la XIX<sup>ème</sup> Conférence et validé par un processus institutionnel. Mais deux autres types de transfert – des soviets à leurs présidents, et du pouvoir central aux soviets républicains – s'opèrent dans cette brève période de 1989-1990. Ils ne sont pas anticipés au moment des élections de 1989, mais sont le résultat des jeux tactiques des acteurs. Il nous apparaît toutefois nécessaire de présenter dès maintenant les mécanismes de ces trois transferts de pouvoir pour comprendre le processus de

<sup>7</sup> 953 circonscriptions ont 2 candidats, et 148 ont 3 candidats et plus (A. GAZIER. Le bouleversement des institutions..., *op. cit.*, 2002, p. 138).

<sup>8</sup> Il est toutefois fort possible que dans les circonscriptions à candidat unique, ainsi que dans plusieurs organisations sociales, la compétition ait eu lieu *avant* la phase officielle de désignation des candidats.

<sup>9</sup> Il s'agit du président de la Cour suprême, du Procureur général, de l'Arbitre principal d'Etat (président du tribunal économique suprême), des présidents du Comité de contrôle constitutionnel et du Conseil de défense (art. 108 et 113 de la Constitution).

<sup>10</sup> A. GAZIER. Le bouleversement des institutions..., *op. cit.*, 2002, p. 146.

remodelage des soviets, la redéfinition permanente de leurs rôle et place dans la vie politique et la complexité des luttes qui se cache derrière l'unanimité de façade des acteurs réclamant "tout le pouvoir aux soviets".

Le premier transfert – des instances dirigeantes du Parti au Congrès des députés de l'URSS – renferme le risque majeur de voir s'affronter ces deux institutions<sup>11</sup>. C'est probablement pour permettre un transfert en douceur que Gorbačëv impose la règle de la double appartenance: pour garder leurs postes, les secrétaires de comités du Parti doivent remporter les élections au Congrès de l'URSS en 1989. Il s'agit en fait du revers de la médaille de la règle du cumul, énoncée pour la première fois à la XIX<sup>ème</sup> Conférence: si un premier secrétaire de comité du Parti remporte les élections, le poste de président du soviet local lui revient automatiquement. Ce cumul avait alors scandalisé les informels, qui y avaient vu un moyen pour le Parti de légaliser son pouvoir de fait en monopolisant la direction des soviets<sup>12</sup>. Mais cette règle comporte une contrainte puisque, en cas de défaite électorale, les premiers secrétaires doivent également quitter leurs fonctions au Parti. Il est possible que Gorbačëv n'ait pas insisté sur cette conséquence au moment de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti (les informels ne l'avaient d'ailleurs pas perçue), mais son objectif d'éliminer les conservateurs par voie démocratique s'affirme à la veille des élections. Au vu des résultats de l'expérience électorale à candidatures multiples de 1987, il a toutes les raisons de s'attendre à une défaite cuisante de ses adversaires<sup>13</sup>. La menace de destitution est d'ailleurs mise à exécution au lendemain des élections: lors du plénum du Comité central du 25 avril 1989, baptisé par certains "*plénum des longs couteaux*", Gorbačëv oblige 110 membres (titulaires et suppléants) du Comité central vaincus aux élections à démissionner ou à partir à la retraite. Les élections de 1989 lui permettent aussi de se débarrasser de L. Zajkov, premier secrétaire du MGK, qui, selon J. Hough, est son seul rival plausible au Politburo<sup>14</sup>. L'obligation de résultat électoral imposée aux secrétaires de comités sert ainsi à justifier une "purge" au sein de l'appareil du Parti<sup>15</sup>, menée avec d'autant plus de résolution que Gorbačëv perçoit dans ce corps d'administrateurs un foyer d'opposition à sa politique.

---

<sup>11</sup> J. GUEIT (1988-1989. Vers une modification du système In M.-A. CROSNIER, J. GUEIT, A. de TINGUY. *Les années Gorbatchev. L'URSS de 1985 à 1991*. Paris: La Documentation française, 1993, p. 59) note que le choix du terme "congrès" n'est pas innocent et a pour fonction de signifier la substitution du Congrès des députés au Congrès du Parti.

<sup>12</sup> A. FADIN. *Holodnyj avgust 1988 goda ili Beglye zametki o nesbyvšyhsja nadeždah* [Un mois d'août 1988 glacial ou Notes furtives sur des espoirs déçus]. *Otkrytaja zona*, juin-août 1988, 7, p. 4-9.

<sup>13</sup> Le Plénum du Comité central du PCUS de janvier 1987 avait autorisé une expérience d'élection à candidatures multiples pour le renouvellement des soviets locaux la même année (cf. supra p. 130). Dans 162 circonscriptions (soit 4 %), il y a eu deux fois plus de candidats que de sièges à pourvoir. Ceux arrivés en tête des suffrages ont été élus députés, tandis que les autres ont reçu le statut de "députés de réserve" avec voix consultative. Il semble qu'un nombre important de notables locaux n'aient obtenu que des postes de "députés de réserve": ainsi du président d'un comité exécutif de soviet de ville dans la région de Rostov, de son adjoint, du vice-président d'un comité exécutif d'arrondissement, du chef militaire d'arrondissement et de nombreux candidats proposés par les comités locaux du Parti (cf. D. KRASIL'NIKOV. *Vlast' i političeskie partii v perehodnye periody otečestvennoj istorii (1917-1918; 1985-1993)*. *Opyt sravnitel'nogo analiza* [Le pouvoir et les partis politiques dans les périodes de transition de l'histoire nationale (1917-1918; 1985-1993). Essai d'analyse comparative]. Perm: Université de Perm, 1998, p. 93). Par ailleurs, les électeurs des circonscriptions expérimentales ont voté 9 fois plus souvent "contre tous" les candidats que dans les autres circonscriptions (A. ŠUBIN. *Paradoksy perestrojki.., op. cit.*, 2005, p. 91).

<sup>14</sup> Bien qu'il ait été élu, L. Zajkov, humilié par son score, quitte son poste au MGK peu de temps après les élections (J. HOUGH. *Democratization and Revolution in the USSR. 1985-1991*. Washington: Brookings Institution Press, 1997, p. 167). Il est remplacé par Ju. Prokofev, second secrétaire du *gorkom*, bien qu'il ait lui aussi essuyé une défaite aux élections. Gorbačëv n'a donc pas éliminé indistinctement tous les vaincus (A. ŠUBIN. *Paradoksy perestrojki.., op. cit.*, 2005).

<sup>15</sup> A. FADIN, I. BUNIN, Ju. MARKOV, A. SALMIN. *Bor'ba elit v perehodnom obščestve: nomenklatura i demokratija* [La lutte des élites dans la société de transition: nomenklatura et démocratie]. *Vek XX i mir*, 1991, 5,

Il est fort possible que le calcul de Gorbačëv visant à assurer une présence massive de cadres réformateurs du Parti au Congrès des députés de l'URSS ait empêché des conflits qu'auraient pu entraîner des décisions *a priori* inacceptables par le Parti telles que la suppression de l'article 6 de la Constitution sur le rôle dirigeant du PCUS<sup>16</sup>.

Le deuxième type de transfert – concentration des pouvoirs du Congrès des députés de l'URSS aux mains du président du Soviet suprême – se fait par une revalorisation du poste de président de soviets, au nom du renforcement institutionnel des soviets. Aux termes de la Constitution révisée en décembre 1988, chaque soviet – le Soviet suprême comme les autres – désigne désormais directement son président dont l'autorité ne dépend plus du soviet de niveau supérieur (art. 91)<sup>17</sup>. Le poste de *Président du Soviet suprême* de l'URSS est créé à cette occasion, et Gorbačëv est élu à ce poste à la première session du Congrès (mai-juin 1989). En quelques mois, ce qui était censé devenir un régime parlementaire se présidentialise. Gorbačëv en URSS, puis El'cin en RSFSR, grignotent les pouvoirs de leurs assemblées respectives.

L'institution d'un poste de *Président de l'URSS*, distinct du Soviet suprême, constitue une étape supplémentaire dans l'affirmation d'une troisième source de pouvoir (à côté du Parti et du Congrès). Cette fonction apparaît comme un moyen de compenser une perte de pouvoir du Parti. Le 14 mars 1990, le Congrès des députés de l'URSS prend en effet deux décisions simultanément: celle de modifier de façon substantielle l'article 6 de la Constitution et celle de créer une présidence de l'URSS. Or il ne fait pas de doute que Gorbačëv, lequel demeure Secrétaire général du Parti, sera investi de cette charge. Le Président de l'URSS est doté d'importantes compétences par rapport au Congrès: il dispose d'un droit de veto sur les lois de l'URSS, choisit le président du Conseil des ministres<sup>18</sup>. Pour autant, Gorbačëv n'a pas de légitimité propre immédiate et reste en ce sens dépendant du Congrès car c'est cette assemblée – et non le suffrage universel – qui le désigne à la tête de l'Etat en mars 1990 (mais les élections suivantes sont prévues au suffrage universel).

Le transfert du pouvoir du Congrès au Président se poursuit en septembre 1990, avec le vote des *pleins pouvoirs* à Gorbačëv pour un an et demi pour que celui-ci mette en place l'économie de marché<sup>19</sup>. Enfin en décembre 1990, le Président place directement sous ses ordres le Cabinet des ministres, qui est désormais responsable devant lui et le Soviet suprême, et non plus devant le Congrès<sup>20</sup>. El'cin, en Russie, marche sur les pas de Gorbačëv: il est élu président du Soviet suprême de la RSFSR (mai 1990), puis crée le poste de Président de la Russie auquel il est élu au suffrage universel en juin 1991. Le Congrès des députés de la république lui accorde les pleins pouvoirs.

Enfin, le troisième transfert de pouvoir – du Centre aux républiques – a lieu en 1990-début 1991 et se légitime aussi par un renforcement des soviets. Il ne s'agit plus pour les

---

p. 31-37. Selon J. HOUGH (*Democratization and Revolution in the USSR...*, *op. cit.*, 1997, p. 274), 59 % des secrétaires de comités de région (*obkom*) sont remplacés entre janvier 1989 et juillet 1990, la plupart après les élections de 1989. Par rapport à ceux qui avaient été nommés entre 1985 et 1989, les nouveaux promus ont dix ans de moins au moment de leur recrutement et proviennent plutôt de la direction des entreprises.

<sup>16</sup> L'article 6 sera profondément remanié en mars 1990 (cf. infra chapitre 2).

<sup>17</sup> Auparavant le président du comité exécutif d'un soviet était nommé par et dépendait du comité exécutif du soviet de niveau supérieur.

<sup>18</sup> Il propose des candidats aux postes de président du Conseil des ministres, de président de la Cour suprême, de Procureur général de l'URSS, qui doivent être approuvés par le Congrès (A. GAZIER. *Le bouleversement des institutions...*, *op. cit.*, 2002, p. 147).

<sup>19</sup> Les pouvoirs exceptionnels lui sont accordés du 24/9/1990 au mois de mars 1992. Ils lui seront retirés au lendemain du putsch d'août 1991.

<sup>20</sup> Chronologie In M.-A. CROSNIER, J. GUEIT, A. de TINGUY. *Les années Gorbatchev. L'URSS de 1985 à 1991*. Paris: La Documentation Française, 1993.



oppositionnels d'assurer leur présence dans un nouveau bastion du pouvoir d'Etat contre le Parti, mais de prendre *le* pouvoir au niveau républicain pour obtenir du Centre une redistribution des compétences. La montée en puissance des soviets républicains n'est anticipée que très tardivement par les acteurs<sup>21</sup>. Dès le lendemain des élections de 1990, la Russie, dans le sillage des républiques baltes, déclare sa souveraineté (12 juin 1990) et entre en concurrence avec le pouvoir fédéral en générant sciemment des conflits de lois<sup>22</sup>.

## **Section B/ Les élections de 1989**

En instituant le principe des candidatures multiples et en permettant aux citoyens de proposer leurs candidats, les réformateurs au pouvoir veulent non seulement mettre les électeurs et les opposants de leur côté contre les conservateurs, mais montrer que le Parti s'engage à jouer le jeu des élections libres. Cependant, en obligeant les cadres du PCUS à se faire élire au Congrès des députés de l'URSS, ils contribuent à produire un effet pervers puisque les responsables de comités du Parti vont s'efforcer d'ériger des barrières à l'entrée de la compétition électorale.

Cette conjoncture détermine la façon dont les informels/démocrates s'organisent pour entrer dans la campagne électorale de 1989 et tentent de forcer ces barrières. Ils inventent de nouveaux modes d'action et d'organisation (clubs d'électeurs) (I).

Les mutations des formes d'action du mouvement (notamment les "meetings électoraux de masse") et les stratégies d'alliance avec telle ou telle fraction de réformateurs en raison de la configuration du jeu électoral modifient la perception que les informels/démocrates ont de la réalité politique. La structure du jeu électoral les pousse à basculer dans une logique d'opposition. Le renouvellement du répertoire d'actions collectives et la nouvelle définition du mouvement ont des effets sur les rapports de force internes. Les informels de la première cohorte n'arrivent pas bien à se situer: ils n'ont pas les moyens d'être candidats mais ne sont pas non plus prêts à se mettre au service des grandes figures de l'"opposition" issues de l'appareil. Les nouveaux venus, qui tendent à percevoir la situation comme un affrontement irréductible entre "démocrates" et "appareil", se couleront plus facilement dans ce rôle (II).

### **I/ Les nouvelles formes d'action du mouvement**

Les informels/démocrates s'organisent pour être présents sur les deux terrains d'accès à la compétition prévus par la législation. Dans les circonscriptions électorales, ils forment des groupes par arrondissement pour pouvoir réunir des assemblées d'électeurs de quartier et proposer leurs candidats (1). Ils participent aussi à certaines mobilisations dans les "organisations sociales" qui disposent de quotas de sièges (2). Les cadres normatifs influencent donc directement les formes que prend la mobilisation électorale. Ils seront également utilisés comme une ressource par les informels/démocrates dont le cheval de bataille contre l'"appareil" sera le respect des règles légales.

#### **1/ Naissance des clubs d'électeurs**

La campagne électorale de 1989 a ceci de particulier que l'un des principaux lieux d'affrontement se situe *en amont* de la lutte entre candidats déclarés, i.e. au moment de la désignation des candidats par les assemblées d'électeurs et de leur enregistrement par les

---

<sup>21</sup> Même dans l'entourage d'El'cin en 1990, on ne croit pas en ce niveau de pouvoir: certains de ses conseillers lui suggèrent de ne pas s'investir au Congrès de la Russie mais de briguer plutôt la présidence du Soviet de Moscou (J. HOUGH. *Democratization and Revolution in the USSR...*, *op. cit.*, 1997, p. 328).

<sup>22</sup> La "guerre des lois" qui oppose les deux niveaux de pouvoir sera traitée dans le chapitre 3 de cette partie.

assemblées électorales. C'est en effet à ce stade que les comités locaux du Parti cherchent à bloquer les prétendants.

Dès l'ouverture de la phase de proposition des candidats (*vydvizhenie kandidatov*) en janvier 1989, un nouveau type de clubs et un nouveau type de militants font leur apparition (cf. encadré ci-dessous sur le calendrier électoral). Des "groupes d'initiative" ou "clubs d'électeurs" surgissent çà et là dans les différents arrondissements de Moscou<sup>23</sup>. Leur objectif est d'organiser des assemblées d'électeurs et d'y proposer des candidats indépendants du Parti, l'une des difficultés étant de réunir le quorum (500 personnes). Si un candidat "progressiste" arrive à faire enregistrer sa candidature sur leur territoire, ils se transforment en QG de campagne. Quinze clubs de ce type se constituent à Moscou en début de campagne, sur les 27 circonscriptions de la capitale<sup>24</sup>. Ils comptent généralement une trentaine de militants, les plus importants rassemblant entre 100 et 200 membres. A Moscou, c'est environ un millier de nouvelles recrues qui entrent ainsi dans le mouvement, auxquels s'ajoutent quelques 300 sympathisants mobilisés pour être observateurs dans les bureaux de vote<sup>25</sup>. Cette entrée, on le verra, modifie radicalement la nature du mouvement. Des groupes se forment également pour soutenir les candidats qui proposent leur candidature dans plusieurs circonscriptions (El'cin, Gdljan, Afanas'ev ou Sakharov<sup>26</sup>). Apparaît également un club d'électeurs au sein de l'Académie des sciences (KIAN) à l'occasion de la mobilisation des chercheurs contre le Présidium de l'Académie (cf. infra p. 245 et suiv.).

#### **Encadré 9 : Calendrier des élections au Congrès des députés de l'URSS (1989)**

La phase de proposition des candidats débute en janvier 1989.

Les organisations sociales désignent leurs 750 députés entre le 11 et le 23 mars.

Le premier tour des élections au suffrage universel a lieu le 26 mars, le second le 9 avril.

Dans certaines circonscriptions, des élections partielles se tiennent en mai: elles sont convoquées lorsque le taux de 50 % de participation n'a pas été atteint au premier tour en mars ou que, dans le cas d'une lutte entre deux candidats, aucun n'a obtenu la majorité absolue, les électeurs pouvant voter "contre tous".

La campagne s'étire donc de janvier à mai, mais tout est joué dès le premier tour où 1 225 des 1 500 députés élus au suffrage universel (soit environ 80 %) sont désignés. Un second tour a lieu dans 76 circonscriptions, et des élections partielles sont convoquées dans 199 circonscriptions (les 14 et 21 mai)<sup>27</sup>.

Parmi les clubs informels de la première période, seuls le Front populaire de Moscou (MNF) et Mémorial se montrent vraiment actifs dans la campagne. Le MNF propose des candidats dans plusieurs circonscriptions<sup>28</sup> et coordonne l'activité de différents "groupes d'initiative" d'arrondissement. Depuis l'été 1988, comme on l'a vu, le Front populaire cherchait à se dégager de la forme "club" pour passer à un "mouvement de masse". Les

<sup>23</sup> Le même processus a lieu dans toutes les grandes villes du pays.

<sup>24</sup> Moscou compte 26 circonscriptions territoriales et une circonscription territoriale-nationale (qui couvre tout le territoire de la ville). Sur ces clubs d'électeurs, voir *Vybory-1989* [Elections-89]. Moscou: M-BIO, Panorama, 1993, 100 p.

<sup>25</sup> voir *Ne tol'ko za El'cina* [Il n'y en n'a pas que pour El'cin]. *Panorama*, 3, mai 1989; et *Moskovskie iniciativnye gruppy* [Les groupes d'initiative moscovites] In *Vybory-1989, op. cit.*, 1993, p. 56-58.

<sup>26</sup> La candidature d'Afanas'ev est proposée dans 4 circonscriptions territoriales, celle d'El'cin dans 10 circonscriptions territoriales et dans la circonscription territoriale-nationale de Moscou, celle de Sakharov dans 3 circonscriptions territoriales et dans la circonscription territoriale-nationale (Skol'ko kandidatov u moskvičej [Combien les moscovites ont-ils de candidats?]. *Moskovskie Novosti*, 6, 5/2/1989).

<sup>27</sup> Elections to new Congress of People's Deputies. *Keesing's Record of World Events*, mars 1989.

<sup>28</sup> Il soutient par exemple la candidature du rédacteur en chef d'*Ogonëk*, V. Korotič (V. PRIBYLOVSKIJ. Nacional'nyj konflikt rajonnogo masštaba [Un conflit national à l'échelle d'un quartier]. *Obščina*, 5 février 1989, 27, p. 11-13).

leaders du Front populaire de Moscou voient dans la campagne de 1989 l'occasion d'opérer ce basculement. De nombreux adhérents entrent pour soutenir la candidature du seul informel, membre du MNF, qui arrivera à obtenir l'investiture officielle (S. Stankevič). Les effectifs du Front passent à cette période de 150 à 1 200<sup>29</sup>. Cette poussée modifie en profondeur la nature du MNF, qui ne se consacre plus qu'à l'activité électorale.

Mémorial intervient aussi dans la phase de proposition des candidats et dans l'organisation des meetings électoraux (avec le MNF). L'association est toutefois divisée sur l'opportunité de participer ou non aux élections et de se transformer en organisation politique<sup>30</sup>. Mais l'implication de Mémorial dans la campagne tient moins à une stratégie mûrement réfléchie qu'à un effet de sa politique antérieure de rapprochement avec l'establishment intellectuel. On se souvient que Mémorial s'était appuyé sur des institutions officielles (unions des cinéastes, des peintres, des architectes, des gens de théâtre, des designers, *Ogonëk* et la *Literaturnaja Gazeta*) et des personnalités représentant le milieu intellectuel<sup>31</sup>. Les premières étaient devenues membres fondateurs de l'Association, les secondes membres de son Conseil social, tandis que les informels acceptaient de jouer les seconds couteaux. En raison d'un conflit entre certains fondateurs institutionnels et les informels<sup>32</sup>, ces derniers s'étaient rapprochés des membres du Conseil social. Aussi lorsque ces derniers se présentent aux élections de 1989, l'association Mémorial se sent probablement tenue de les assister dans leur campagne. Dix des dix-sept membres du Conseil social sont élus<sup>33</sup>. Leur appartenance à Mémorial n'est évidemment pas le seul élément explicatif de leur victoire, mais elle est pas négligeable dans leur transformation d'intellectuels politisés en hommes politiques professionnels. D'une part, leur participation à un projet dont l'envergure dépasse la "vulgaire" lutte politique est bénéfique à leur image de marque. D'autre part, Mémorial agit comme un filet de sécurité: si leur candidature venait à être rejetée par une commission électorale, ils savent qu'ils peuvent compter sur une organisation assez importante pour se permettre d'engager une nouvelle procédure de proposition dans une autre circonscription. Lorsque le Présidium de l'Académie des sciences a refusé d'investir A. Sakharov<sup>34</sup>, Mémorial l'a présenté comme candidat dans la circonscription territoriale-nationale de Moscou à une assemblée d'électeurs, ce qui a donné plus de poids au chantage au scandale que fait Sakharov en déclarant: "*je serai candidat à l'Académie ou je ne serai pas candidat du tout*"<sup>35</sup>. Sakharov sera finalement élu par l'Académie.

---

<sup>29</sup> V. BEREZOVSKIJ, N. KROTOV, V. ČERVJAKOV. *Rossija: Partii, Associacii, Sojuzy, Kluby. Spravočnik* [Russie: partis, associations, unions, clubs. Annuaire]. Moscou: Institut des mouvements politiques de masse, 1991, vol. 1, p. 28.

<sup>30</sup> "Lev Ponomarëv soutenait l'idée qu'il fallait transformer Mémorial en une organisation politique de masse. Pour moi, Mémorial était une organisation qui devait être capable d'endosser une responsabilité et de mener à bien des activités strictement définies: archives, musée, bibliothèque, monument" (Ju. Samodurov, entretien du 15/7/1994).

<sup>31</sup> cf. supra p. 190 et suiv.

<sup>32</sup> L'un des principaux points de divergence concerne la période historique traitée par Mémorial: les informels cherchent à l'élargir à la période léninienne et aux années 1970-1980 tandis que les fondateurs institutionnels veulent s'en tenir à la seule période stalinienne. La question est restée ouverte jusqu'à la conférence constitutive en janvier 1989 (A. VASILEVSKIJ. Hroniki Memoriala [Chroniques de Mémorial]. *Panorama*, 10, octobre 1989, p. 6-7).

<sup>33</sup> Il s'agit de Adamovič A.M., Afanas'ev Ju. N., Evtušenko E.A., El'cin B.N., Karjakin Ju.F., Korotič V.A., Lihačëv D.S., Medvedev R.A., Sakharov A.D., Uljanov M.A.

<sup>34</sup> A. SULEJMANJAN. Lëd tronulsja [La fonte des glaces]. *Obščina*, 5 février 1989, 27, p. 13-15.

<sup>35</sup> V Akademii ili nidge...[A l'Académie ou nulle part...]. *Moskovskie Novosti*, 8, 19/2/1989. En refusant de se présenter dans la circonscription territoriale-nationale de Moscou, il est fort probable que Sakharov ait voulu éviter de se mettre en concurrence directe avec El'cin, lui-même candidat déclaré dans cette circonscription. Par la rapidité avec laquelle il se positionne pendant la campagne de 1989, El'cin coupe l'herbe sous les pieds de ses rivaux potentiels (cf. également encadré 10, p. 258).

Les autres clubs informels de la première période ne font que des incursions limitées dans la campagne. Le club Perestrojka démocratique, par exemple, ne présente pas de candidats et n'intervient qu'à l'intersection entre l'arène électorale et le milieu académique: il prend part à la mobilisation des chercheurs contre le Présidium de l'Académie des sciences et soutient la candidature du directeur de l'Institut d'économie mondiale du système socialiste (IEMSS) (où le club dispose d'un local), O. Bogomolov, qui se présente dans l'arrondissement Sevastopol'.

Les groupes d'électeurs et certains clubs de la première période s'engagent donc activement dans la campagne, mais les contraintes du jeu électoral sont telles que les clubs centraux de la première période s'auto-disqualifient, se déclarent impuissants. Ils se perçoivent comme trop "grands" pour accepter un rôle aussi mineur que celui des clubs d'électeurs, mais ils sont aussi trop "petits" pour se mesurer à des candidats plus connus qu'eux. De fait, les candidats soutenus par les informels sont presque tous extérieurs à leur mouvement. Les leaders des clubs de la première cohorte sont éliminés de la course à la candidature par un triple processus. Un processus d'auto-élimination, tout d'abord. Peu d'entre eux se risquent à concourir, jugeant leurs chances de réussite hautement improbables, étant donné le nombre limité de sièges à pourvoir (27 à Moscou) et les ressources autrement plus importantes mobilisées par leurs concurrents, qu'ils soient "conservateurs" ou "réformateurs radicaux" (ressources de l'appareil du Parti, position élevée dans la hiérarchie du pouvoir assurant une notoriété à l'échelle nationale, etc.). Un processus d'élimination interne au mouvement, ensuite. Les candidats issus des informels et soutenus par le Front populaire de Moscou sont choisis parmi les plus "acceptables" par le pouvoir, c'est-à-dire parmi les plus proches des organisations politiques officielles: M. Maljutin est enseignant à l'École supérieure du Parti de Moscou (MVPSŠ), S. Stankevič collabore avec le *rajkom* Čerėmuski du PCUS, V. Uražcev est un ancien officier de la Direction politique de l'armée. Un processus d'élimination par voie officielle, enfin. Les commissions électorales d'arrondissement et de circonscription finissent de décimer le groupe de prétendants issus des clubs informels en faisant obstacle à leur présélection: des demandes d'autorisation de convocation d'assemblées d'électeurs sont rejetées sans motif; lorsque les assemblées sont autorisées, elles le sont dans des locaux inatteignables en transport en commun et à des heures qui n'autorisent la présence que de retraités et de représentants de collectifs de travailleurs choisis par leurs entreprises<sup>36</sup>; les comités locaux du Parti exercent des pressions sur les collectifs de travailleurs pour qu'ils désignent ou au contraire s'abstiennent de proposer tel candidat; les recours contre des décisions de commissions électorales ne sont pas enregistrés par la commission de niveau supérieur; les clubs d'électeurs dénoncent des falsifications dans le décompte des voix lors des assemblées d'électeurs. Autant de vices de procédure qui ne sont pas sanctionnés par les autorités chargées de veiller au bon déroulement des élections (commissions électorales de circonscription et Commission électorale centrale)<sup>37</sup>.

Un seul informel, S. Stankevič, franchit toutes les étapes jusqu'à la candidature officielle. Aucune infraction à la loi électorale n'est commise dans sa circonscription (arrondissement de Čerėmuški). Et bien que 14 candidats s'y présentent<sup>38</sup>, Stankevič n'a à affronter aucun rival sérieux soutenu par le Parti. Tout se passe comme si les "réformateurs de l'appareil" s'étaient arrangés pour qu'un informel soit élu député.

Les clubs sont donc amenés à soutenir des "réformateurs radicaux" du Parti ou de milieux intellectuels qui, par leurs fonctions ou leurs récentes prises de position, jouissent

---

<sup>36</sup> Ce qui n'empêche pas certains d'entre eux d'être partisans des démocrates (A. ŠUBIN. *Paradoksy perestrojki...*, op. cit., 2005).

<sup>37</sup> M. ŠNEJDER. Pervyj etap: vydviženie kandidatov [Première étape: proposition des candidats] In *Vybory-1989*, op. cit., 1993, p. 5-9.

<sup>38</sup> Skol'ko kandidatov u moskvičej. *Moskovskie novosti*, 6, 5/2/1989.

d'une certaine popularité: B. El'cin, T. Gdljan (procureur "anti-corruption"), O. Bogomolov (directeur de l'IEMSS), Ju. Černičenko (ancien journaliste de télévision spécialisé dans les questions agraires, secrétaire de l'Union des écrivains de l'URSS, journaliste à *Ogonëk* et coprésident de l'association indépendante d'écrivains "Aprel"), Šatrov (dramaturge), V. Korotič (rédacteur en chef d'*Ogonëk*), Ju. Afanas'ev (recteur de l'Institut d'archives et d'histoire de Moscou), A. Nujkin (écrivain). Leur taux de maintien dans la course électorale est élevé puisque seuls deux d'entre eux ne sont pas enregistrés par les assemblées électorales de circonscription à Moscou<sup>39</sup>.

## 2/ Les usages des scandales

En raison de leur position dans le jeu électoral et de leurs faibles ressources, les informels/démocrates rencontrent des difficultés à réunir valablement les assemblées d'électeurs et proposer leurs candidats. Ils comprennent que, pour eux, le principal enjeu de ces élections est de faire respecter les nouvelles règles électorales. Aussi leur campagne se concentre-t-elle sur la dénonciation des manœuvres des "appareils" visant à contourner la loi électorale et évincer les prétendants. Deux scandales politiques leur donnent l'occasion d'exploiter ce thème, tout en leur assurant une audience nationale puisque ces événements impliquent des acteurs très médiatisés (Sakharov, El'cin...) et des institutions de pouvoir situées au plus haut niveau (Comité central du PCUS, Présidium de l'Académie des sciences): il s'agit de l'élection des députés par l'Académie des sciences et de l'attaque frontale du Comité central contre El'cin (la seconde "crise El'cin"). En devenant des acteurs de ces mobilisations, les informels/démocrates s'engagent un peu plus, et peut-être de façon irréversible, dans la voie de l'affrontement avec le pouvoir.

Si les informels/démocrates sont confrontés quotidiennement aux manœuvres des comités locaux du Parti pour empêcher les candidatures multiples sur le segment électoral censé être concurrentiel (cf. tableau 14, p. 238), ce sont paradoxalement des élections dans la zone non concurrentielle, en l'occurrence à l'Académie des sciences, qui leur permettent de lancer une campagne d'envergure nationale sur le thème du détournement des règles par la "nomenklatura"<sup>40</sup>.

En tant qu'organisation sociale, l'Académie des sciences dispose de 25 sièges au Congrès de l'URSS. En janvier 1989, son Présidium établit une liste de 23 candidats et cède 5 sièges à une autre institution scientifique, l'Union des sociétés savantes. La liste ne tient pas compte des 130 candidatures (dont celles des physiciens Sakharov et Sagdeev, des économistes Popov et Šmelëv, ou du philologue Lihačëv) soumises au Présidium quelques jours plus tôt par de nombreux instituts de recherche<sup>41</sup>, ce qui met le feu aux poudres parmi les chercheurs. L'un des premiers foyers de mobilisation se situe dans la fraction la plus prestigieuse du secteur académique: à l'Institut de physique de l'Académie des sciences (FIAN), où des membres de la cellule de base du Parti (dont A. Šabad, chef de campagne de A. Sakharov) proposent

<sup>39</sup> Il s'agit de V. Korotič et de A. Nujkin (voir A. NUJKIN. Stat' deputatom [Devenir député]. *Moskovskie novosti*, 10, 5/3/1989, p. 13). Korotič sera finalement enregistré à Kharkov en Ukraine, où il est élu lors d'élections partielles en mai 1989, après que les résultats du premier tour en sa faveur ont été invalidés par la Commission électorale (Le troisième tour des élections. Victoire à Leningrad du juge qui avait dénoncé publiquement M. Ligatchev. *Le Monde*, 17/5/1989).

<sup>40</sup> Les étapes de cette mobilisation sont retracées en détail dans *Vybory ot Akademii nauk* [Elections à l'Académie des sciences] In *Vybory-1989, op. cit.*, 1993, p. 24-32. Nous nous appuyons également sur un entretien du 6/7/1994 avec L. Vahnina, membre du Club d'électeurs de l'Académie des sciences (KIAN).

<sup>41</sup> La candidature de Sakharov est proposée par une soixantaine d'instituts, celle des autres chercheurs cités par une trentaine ou une vingtaine d'instituts (A. BORODENKOV. Našim mneniem prenebegli [Notre opinion a été méprisée]. *Moskovskie novosti*, 12 février 1989, 7).

d'organiser un meeting de protestation. Un "groupe d'initiative" de quinze instituts se forme pour organiser une "*union des travailleurs scientifiques*", qui donnera naissance au Club d'électeurs de l'Académie des sciences (*Klub izbiratelej Akademii Nauk*, KIAN). Le meeting annoncé se tient le 2 février devant le bâtiment du Présidium, rassemblant, selon les organisateurs, plus de 3 000 chercheurs d'une cinquantaine d'instituts<sup>42</sup>. Y prennent part des membres du club Perestrojka démocratique, du groupe Dignité des citoyens, du MNF, qui mettent ainsi leur compétence en matière d'organisation de meetings au service du noyau du futur Club d'électeurs de l'Académie des sciences<sup>43</sup>.

Les chercheurs et les informels qui les soutiennent (notamment le club Perestrojka démocratique) cherchent à disqualifier le Présidium en recourant à des procédures internes au secteur académique. Il est fait appel à deux instances de décision supérieures: la Commission électorale de l'Académie des sciences auprès de laquelle ils tentent un recours hiérarchique, et l'assemblée (conférence) générale de l'Académie des sciences, à laquelle il est demandé d'annuler la décision du Présidium<sup>44</sup>, de réélire ce dernier<sup>45</sup> ou encore de refuser lors de sa réunion de mars de donner l'investiture à des candidats indûment sélectionnés<sup>46</sup>. Sans attendre la décision de la Commission électorale de l'Académie, les chercheurs et informels essaient de saisir la Commission électorale centrale<sup>47</sup>, qui, impassible, avait validé la liste de candidats du Présidium le 31 janvier 1989 alors que le mécontentement grondait.

Le conflit prend des proportions inattendues pour le Présidium. Des piliers de la *glasnost'* tels que les *Nouvelles de Moscou* couvrent l'événement, rendu saillant par le secteur professionnel touché et la notoriété des candidats alternatifs soutenus. Le Présidium accepte finalement de revoir sa procédure de désignation des candidats et d'inclure dans le collège électoral un tiers de représentants d'instituts<sup>48</sup>. La liste finale, arrêtée en avril 1989, est un compromis nettement en faveur des contestataires puisque les candidats du Présidium n'occupent plus que 8 places sur les 20 imparties à l'Académie des sciences<sup>49</sup>.

---

<sup>42</sup> Sur les pancartes des manifestants, on peut lire: "Académiciens – usurpateurs du pouvoir", "Annulez cette décision honteuse", "De nouveaux statuts pour l'Académie", "23 candidats pour 25 mandats, c'est une honte!", "Sakharov est la conscience du peuple", "Présidium démission", "Nous ne sommes pas des esclaves, les esclaves se taisent" (*my ne raby, raby nemy*). (cf. Miting pered zdaniem AN SSSR v znak protesta protiv procedur vydvizhenija kandidatov v narodnye deputaty ot AN [Meeting devant le bâtiment de l'Académie des sciences de l'URSS en signe de protestation contre les procédures de proposition des candidats à la députation par l'Académie des sciences] (Archives populaires, fonds Zolotarëv N° 148, inventaire 3, liasse 1); A. BORODENKOV. Našim mneniem prenebegli, *op. cit.*, 1989).

<sup>43</sup> Notons que, même si le KIAN se forme dans un tout autre espace que les clubs d'électeurs de quartier et a un recrutement bien différent, il revendique le label "club d'électeurs" qui devient dominant en cette période.

<sup>44</sup> KLUB DEMOKRATIČESKAJA PERESTROJKA. Po povodu rešenija plenuma rukovodjaščih organov AN SSSR ot 18 janvarja 1989 (otkrytoe obraščenie) [A propos de la décision du plénum des organes dirigeants de l'Académie des sciences de l'URSS du 18 janvier 1989 (déclaration publique)], 24 janvier 1989 (le texte est rédigé par O. Rumjancev).

<sup>45</sup> Déclaration adoptée lors de la manifestation du 2 février: Obraščenie učastnikov mitinga naučnyh rabotnikov k členam Akademii Nauk SSSR [Déclaration des participants au meeting des travailleurs scientifiques aux membres de l'Académie des sciences de l'URSS], 1989.

<sup>46</sup> Déclaration adoptée lors de la manifestation du 2 février: K učastnikam konferencii po vyboram narodnyh deputatov SSSR ot Akademii nauk SSSR [Aux participants à la conférence de l'Académie des sciences de l'URSS pour les élections des députés du peuple de l'URSS], 1989, 1 p.

<sup>47</sup> A. BORODENKOV. Našim mneniem prenebegli, *op. cit.*

<sup>48</sup> Le collège est composé de 907 académiciens et de 440 délégués d'instituts (Kak golosovat' Akademii [Comment l'Académie va-t-elle voter?]. *Moskovskie Novosti*, 11, 12/3/1989, p. 9).

<sup>49</sup> Rappelons que le Présidium de l'Académie avait cédé 5 sièges à une autre association scientifique, l'Union des sociétés savantes, où certains de ses candidats ont pu être élus plus facilement (quoique G. Popov, candidat "démocrate", ait aussi été élu sur le quota de cette Union).

Sur les 28 propositions faites par les instituts contestataires (voir Predlagajut učenyje [Les scientifiques proposent]. *Moskovskie Novosti*, 15, 9/4/1989, p. 10), 12 sont retenues dans la liste finale. Il s'agit de D. Sakharov, R. Sagdeev, Lihačëv, N. Šmelev, Ju. Karjakin, G. Lisičkin, S. Averincev, V. Ivanov, A. Jakovlev, V.

Une dizaine de jours avant le premier tour (26 mars 1989), les informels/démocrates, notamment le Front populaire de Moscou (MNF), trouvent une autre occasion de dénoncer les manœuvres de l'"appareil". Ils accusent le Comité Central du PCUS et le Comité du Parti de la ville de Moscou (MGK) d'empêcher El'cin de s'exprimer dans la presse:

Pendant longtemps, explique le bulletin du MNF, El'cin n'a pas eu accès aux médias, et lorsqu'il peut enfin passer à la télévision pendant la campagne électorale, on lui pose "les questions les plus défavorables". "Les journaux publient les uns après les autres des invectives contre le candidat à qui on ne donne que rarement la possibilité de répondre. De hauts responsables du Parti se mettent à attaquer El'cin dans leurs discours. Depuis l'élimination sommaire de l'opposition de gauche du VKP(b)<sup>50</sup> au milieu des années 1920, notre pays n'avait connu aucun précédent de campagne aussi violente contre un membre en activité du CC du Parti"<sup>51</sup>.

La pression du Comité central s'exerce directement sur les journaux, ce dont témoigne le rédacteur en chef adjoint de la *Moskovskaja Pravda*, V.A. Logunov, à un meeting de soutien à El'cin organisé la veille du premier tour ou dans des interviews accordées à des agences de presse occidentales<sup>52</sup>. Responsable du numéro devant paraître le 25 mars, il avait pris la décision de publier une lettre d'El'cin en réponse à une attaque parue quelques jours plus tôt dans le journal, mais se voit subitement relevé de ses fonctions de responsable de numéro à l'instigation du MGK<sup>53</sup>. Deux jours plus tard, il est renvoyé du journal<sup>54</sup>.

La pression sur la presse du Parti s'exerce aussi indirectement car El'cin fait l'objet d'une procédure d'examen du Comité central du PCUS (une "commission d'étude" *ad hoc* est constituée à l'issue du plénum du 16 mars) afin de déterminer si, comme le pensent certains membres du CC, ses prises de position sont "contraires aux positions politiques du CC, à l'éthique du Parti et aux normes statutaires du PCUS". Cet épisode s'est appelé la "nouvelle crise El'cin" (après celle d'octobre-novembre 1987)<sup>55</sup>.

Ces deux scandales (Académie des sciences et "crise El'cin") permettent aux informels/démocrates de donner de la situation politique une vision bipolaire – efficace en période électorale – où la "nomenklatura", personnifiée par le Présidium de l'Académie des sciences et le Comité central du PCUS, s'oppose aux "démocrates", qui représentent "tous ceux qui n'ont pas le pouvoir". L'affrontement prend même l'allure d'une lutte des classes. Les chercheurs opposés au Présidium de l'Académie des sciences se définissent non pas comme

---

Ginzburg, P. Bunič et N. Petrakov. Parmi les candidats non retenus, se trouvent: S. Šatalin, M. Salje, S. Šnol', L. Gordon, A. Kulikov, E. Tropp, A. Aganbegjan et B. Kurašvili.

<sup>50</sup> Parti communiste (des bolcheviks) de l'URSS. Nom du Parti de 1925 à 1952, date à laquelle il est rebaptisé Parti communiste de l'Union soviétique.

<sup>51</sup> Za što oni nenavidjat El'cina? [Pourquoi haïssent-ils El'cin?]. *Novosti Narodnogo Fronta*, 2, mars 1989, p. 2-4.

<sup>52</sup> Logunov accorde une interview à l'AFP où il accuse directement L. Zajkov, premier secrétaire du Comité du Parti de Moscou (MGK), d'être responsable de la "campagne de discrédit" menée par son journal contre El'cin (Les élections au Congrès des députés du peuple. M. Boris Eltsine paraît assuré de la victoire dans la capitale. *Le Monde*, 27/3/1989).

<sup>53</sup> Vystuplenie V.A. Logunova na mitinge v Lužnikah 25 marta 1989 g. [Discours de V.A. Logunov au meeting du 25 mars 1989 au stade Lužniki]. *Novosti Narodnogo fronta*, 2, mars 1989, p. 11-12.

<sup>54</sup> Le sort ne lui sera pas totalement défavorable. Logunov se présente dans l'une des trois circonscriptions de Moscou (circonscription de Ljublino) où le premier tour avait été annulé, faute pour les candidats (dont le président du comité exécutif du Mossovet, V.T. Sajkin) d'avoir réuni assez de voix pour être présents au second tour (A. FADIN. Interview. *Radio Liberté*, ca mars-avril 1989). Il est élu contre A. Ruckoj, soutenu par des groupes nationalistes (Lëtčik vysoko letaet [Et vole le pilote]. *Kto est' kto v sovremennom mire*, 4, juillet 1993, p. 1).

<sup>55</sup> Novyj 'el'cinskij' krizis v Moskve (kratkaia hronika) [La nouvelle "crise El'cin" à Moscou (brève chronique)]. *Novosti Narodnogo fronta*, 2, mars 1989, p. 6-9.

des "chercheurs" (*naučnye sotrudniki*) mais comme des "travailleurs scientifiques" (*naučnye rabotniki*) et dénoncent une rupture entre "les collectifs de travailleurs" et la "nomenklatura académique"<sup>56</sup>. Ils font ici un usage tactique du vocabulaire légitime: il ne s'agit pas vraiment d'une lutte du "bas" de la hiérarchie contre le "haut" puisque des mandarins se trouvent du côté des "travailleurs". De même, El'cin doit être défendu parce qu'il s'est "désolidarisé de sa classe" en dénonçant les privilèges de la nomenklatura, raison pour laquelle, explique le bulletin de Front populaire de Moscou, il est tant haï:

"Les discours d'El'cin au cours de la campagne électorale se sont distingués par une grande circonspection et modération. Le candidat a fait tout son possible pour éviter d'être taxé d'extrémisme. En fait, son discours sur la nécessité de mener des réformes, sur la lutte contre la bureaucratie et le transfert du pouvoir au peuple correspond tout à fait aux formulations générales des documents officiels. Alors, pourquoi une telle haine? Il est évident que les membres de l'appareil (qu'ils soient conservateurs ou, souvent d'ailleurs, 'progressistes') voient en El'cin avant tout un 'traître à sa classe' qui, au lieu de prendre la voie des compromis bureaucratiques, pousse objectivement les masses à s'engager dans la politique. C'est précisément la raison pour laquelle il est haï, et c'est précisément la raison pour laquelle nous le défendrons"<sup>57</sup>.

Les informels/démocrates les plus engagés dans la lutte électorale tendent ainsi à gommer toute distinction réelle entre "réformateurs" et "conservateurs" du Parti dès lors qu'ils appartiennent à la nomenklatura. Ils stigmatisent la "solidarité de classe" entre Gorbačëv et les conservateurs, qui, selon eux, l'emporte sur les divergences politiques.

En s'emparant de ces deux scandales, les informels/démocrates opèrent une double rupture avec le mouvement informel de la période antérieure. La distinction entre "réformateurs" et "conservateurs" au sein de la nomenklatura était cruciale pour la définition du mouvement informel<sup>58</sup>. En outre, la voie de l'affrontement avec les structures de pouvoir n'avait guère été privilégiée. Dans la campagne de 1989, les informels/démocrates les plus engagés dans la lutte électorale se placent explicitement en situation d'opposition frontale en essayant de devenir une partie intégrante de la "crise El'cin". S. Stankevič, l'unique candidat informel, comprend très vite qu'il faut adopter cette tactique et envoie un télégramme de protestation au Comité central du PCUS contre la campagne anti-El'cin:

"Lors du dernier plénum du CC du PCUS, un groupe a accusé B.N. El'cin de 'transgresser les principes politiques du CC, l'éthique du Parti et ses normes statutaires'. Aucune preuve n'a été publiée, ni aucune réponse de B.N. El'cin. Ces accusations sans fondement à la veille des élections peuvent être considérées comme une infraction à la loi. Nous protestons contre cette récidive de pratiques antidémocratiques"<sup>59</sup>.

A la veille du premier tour, El'cin envoie un télégramme de remerciement et de vœu de réussite<sup>60</sup> aux quinze candidats signataires du télégramme de Stankevič, parmi lesquels

---

<sup>56</sup> cf. la pétition des groupes d'initiative de plusieurs instituts adressée à la communauté scientifique de l'URSS (K naučnoj obščestvennosti SSSR [A la communauté scientifique d'URSS], ca janvier 1989, 1 p.) soumise aux manifestants devant le Présidium de l'Académie des sciences le 2/2/1989.

<sup>57</sup> Za čto oni nenavidjat El'cina? *Novosti Narodnogo Fronta*, 2, mars 1989, p. 2-4.

<sup>58</sup> On verra plus loin que d'autres informels, moins engagés sur le terrain électoral, continuent de représenter la nomenklatura comme un ensemble hétérogène où il est encore possible de compter des alliés (cf. par exemple A. FADIN. Interview. *Radio Liberté*, ca mars-avril 1989, citée infra p. 283).

<sup>59</sup> Telegramma. *Novosti Narodnogo fronta*, 2, mars 1989, p. 10.

<sup>60</sup> Otvetnaja telegramma B.N. El'cina [Télégramme de réponse de B.N. El'cin]. *Novosti Narodnogo fronta*, 2, mars 1989, p. 10.



certains sont déjà connus (Gdljan T.H., Popov G.H., Afanas'ev Ju.N., Bogomolov O.T., Černičenko Ju.D., Poltoranin M.N.), d'autres beaucoup moins (comme Murašev A.N. et Zaslavskij I.I.).

Le télégramme de S. Stankevič est le fruit d'un travail collectif et non une entreprise individuelle. L'idée en appartient à A. Muzykantskij, membre du groupe de soutien à El'cin; le texte est rédigé par S. Stankevič; A. Murašev, également candidat à la députation, se charge de collecter les signatures d'autres candidats; la diffusion des télégrammes à grand renfort de tracts est orchestrée par M. Šnejder, membre du conseil de coordination du Front populaire de Moscou et directeur de campagne de Stankevič<sup>61</sup>.

"Nous avons photocopié ce télégramme, explique M. Šnejder, et l'avons collé dans toutes les stations de métro, dans tous les magasins. On nous demandait: '*qui est ce Stankevič?*' – '*Il est pour El'cin*'. Ca suffisait, c'était le mot de passe: '*il est pour El'cin*'" (entretien du 24/2/1994).

Stankevič, dont le nom figure en tête des destinataires, en retire un "*énorme capital politique*"<sup>62</sup> et doit probablement sa victoire au second tour à son association avec El'cin. Douze signataires sur les quinze sont élus.

Cet échange de bons procédés entre El'cin et Stankevič, unique représentant du mouvement informel dans la lice électorale, engage explicitement le mouvement informel aux côtés de B. El'cin, peut-être plus que ne l'avaient fait le Front populaire de Moscou et les autres clubs d'électeurs. Ce qui ne va pas sans poser de problèmes d'identité et de contrôle de cette identité aux informels de la première cohorte, nous le verrons.

## II/ Meetings électoraux et radicalisation

Pendant la phase électorale de 1989-1990, la rue comme espace de compétition politique change de statut et devient un lieu quasi-institutionnel de lutte car elle est investie par des hommes de l'appareil qui deviennent députés de l'URSS. Les informels sont quasiment relégués au rôle de personnel technique. Les grands meetings de cette période bouleversent donc non seulement l'image publique du mouvement informel/démocratique, qui s'affiche désormais comme l'allié de l'aile "radicale" des réformateurs, mais aussi les rapports de force internes au mouvement. Ils ont un effet structurant sur le mouvement.

Les meetings électoraux sont l'une des formes les plus spectaculaires de mobilisation en 1989-1990: à certains moments, l'occupation de la rue est quasi-permanente, l'affluence de plus en plus massive (1). Leur succès tient au statut des principaux orateurs et au travail de mise en scène des conflits. Les informels/démocrates utilisent en effet la rue comme lieu de dénonciation des manœuvres de l'"appareil": la rue est construite comme une scène où la politique se fait au vu et au su du "peuple", où les députés radicaux rendent publique leur ligne d'action, à l'opposé d'une politique d'"appareil" qui se fait en coulisse (2). Cette forme de mobilisation acquiert rapidement une dynamique propre parce qu'elle est investie par divers segments du mouvement informel/démocratique qui en font des usages différenciés, et parce que l'organisation des meetings devient un enjeu de pouvoir au sein du mouvement (3).

---

<sup>61</sup> Entretiens avec A. Murašev (20/5/1993) et M. Šnejder (24/2/1994).

<sup>62</sup> Graždanskaja vojna v Čeremuškah [Une guerre civile à Čeremuški] In *Vybory-1989, op. cit.*, 1993, p. 15-20.

## 1/ La montée en puissance des informels dans la rue

Au cours de l'été 1988, on a vu que les informels organisaient de petits meetings réguliers sur la place Pouchkine ("Hyde park"). Au cours de la longue période électorale de 1989-1990, les manifestations changent de taille, de rythme et de mise en scène. Les animateurs du Hyde park prennent part à l'organisation des meetings électoraux, mais ils n'ont plus du tout la même place.

La cadence des manifestations s'intensifie pour devenir quotidienne à certains moments: juste avant le premier tour des élections de 1989 (qui a lieu le 26 mars), et pendant la première session du Congrès des députés de l'URSS (du 25 mai au 9 juin 1989). Par la suite, le rythme se ralentit, avec en moyenne un meeting par mois, pour reprendre en intensité en février-mars 1990 à l'occasion de la nouvelle campagne électorale.

Dans les meetings du Hyde park, les informels se mettaient eux-mêmes en scène: ils menaient les débats et étaient les principaux orateurs. A partir de 1989, ce sont toujours eux qui organisent les grands rassemblements électoraux, mais les "héros" sont désormais extérieurs au mouvement. Les manifestations à la veille du premier tour des élections sont réunies pour soutenir El'cin contre le Comité central; celles qui sont concomitantes à la première session du Congrès de l'URSS pour soutenir les députés démocrates nouvellement élus. Les informels n'ont donc d'existence propre ni sur la scène électorale ni dans la rue, et doivent s'accrocher aux candidats réels.

L'occupation de la rue en 1989-1990 est sans précédent par son caractère non seulement permanent mais massif. En l'espace de deux mois, entre mars et mai 1989, on assiste à la naissance des "meetings de masse", marquée par deux franchissements spectaculaires du seuil de participation<sup>63</sup>. Avec les meetings pro-el'tsiniens de mars 1989, les manifestants se comptent non plus par *centaines* mais par *dizaines de milliers*. Les meetings du Hyde park, qui servent de référence implicite, ne réunissaient au mieux que quelques centaines de personnes, tout comme le premier meeting du 18 mars en faveur d'El'cin (500 personnes). Mais les 22 et 25 mars, on voit affluer entre 20 et 30 000 personnes<sup>64</sup>. Les organisations démocratiques comprennent qu'elles sont désormais en mesure de mobiliser une population dépassant de beaucoup le cercle restreint de leurs militants:

"The Luzhniki<sup>65</sup> demonstration [of March 25<sup>th</sup>, 1989], the third pro-El'tsin meeting in the Soviet capital within a week, was attended by thousands of people. It was a landmark in the history of our movement because we ourselves felt for the first time that a 'civil society' was emerging in the USSR"<sup>66</sup>.

Le deuxième franchissement de seuil a lieu le 21 mai 1989, veille de l'ouverture de la première session du Congrès des députés de l'URSS, au grand étonnement des organisateurs. Dans la demande d'autorisation que ces derniers avaient adressée aux autorités, ils avaient

---

<sup>63</sup> Sur la problématique des seuils dans les manifestations, cf. M. DOBRY. Calcul, concurrence et gestion de sens. Quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986 In P. FAVRE dir. *La manifestation*. Paris: Presses de la FNSP, 1990, p. 369.

<sup>64</sup> Selon A. FADIN. Interview. *Radio Liberté*, ca mars-avril 1989. I. Čubajs (entretien du 18/1/1994) parle de 100 000 participants, mais il est le seul à avancer un tel chiffre.

<sup>65</sup> Nom d'un stade de Moscou où se tiennent la plupart des meetings électoraux et post-électoraux de cette période. A partir de février 1990, les rassemblements ont lieu au parc Gorki, point plus central qui permet d'entreprendre des défilés vers le centre (exemple du meeting du 4/2/1990 qui aboutit sur la place du Manège) (voir la carte N°3 en annexe p. 570 pour situer le stade Lužniki et la carte N°2 p. 569 pour le parc Gorki et la place du Manège).

<sup>66</sup> I. CHUBAJS. The Democratic Opposition: An Insider's View. *Report on the USSR* (RFE/RL Research Institute), 3 mai 1991, vol. 3, n° 18, p. 8.

estimé le nombre de manifestants à 50 000<sup>67</sup>, soit tout de même deux fois plus qu'au meeting du 25 mars où un record d'affluence venait d'être battu. Or, les participants se comptent par *centaines de milliers*. Tous les acteurs s'accordent sur cette base de numération, même si les chiffres avancés varient du simple au triple, entre 100 000 et 300 000 manifestants<sup>68</sup>. "*On n'a pas encore appris à compter de telles masses à Moscou*", explique un journaliste de la presse informelle<sup>69</sup>. L'exploit est renouvelé à plusieurs reprises: au moment de la clôture de la première session du Congrès de l'URSS (meeting du 12 juin 1989 rassemblant 100 000 participants<sup>70</sup>) et pendant la campagne électorale de 1990 marquée par deux grands meetings: le 4 février (plus de 200 000 manifestants selon le *rajkom* Sevastopol'<sup>71</sup>, 300 000 selon les informels<sup>72</sup>) et le 25 février 1990. Pendant le creux entre les deux campagnes, on retombe au seuil précédant (20-25 000 personnes par exemple assistent au meeting du 15/10/1989 malgré la présence d'El'cin<sup>73</sup>).

Ce double franchissement de seuils a deux effets majeurs. D'une part, la forme "meetings de masse" occupe désormais l'arène de la rue jusqu'en mars 1990, occultant les autres types de manifestations (celles de l'Union démocratique sur la place Pouchkine, par exemple), rares au demeurant. D'autre part, le succès inattendu des meetings a pu pousser le mouvement informel/démocratique à des bravades pour tester sa force et la résistance des autorités. Le 19 mars 1989 (lors du premier passage de seuil), par exemple, plusieurs petits meetings dispersés à travers Moscou se rejoignent devant le bâtiment du Soviet de Moscou (*Mossovet*). Les 15 000 manifestants massés sur la place sont sommés de se disperser car leur réunion n'est pas autorisée. L'effet de nombre joue probablement car, bien que cernés par les forces spéciales de la police, les manifestants répliquent par un ultimatum: soit le meeting est autorisé et un microphone mis à leur disposition, soit ils marchent vers la place Rouge (située à quelques centaines de mètres)<sup>74</sup>.

"Le moment était critique. Soudain, on entend d'un mégaphone: '*Attention. Cessez cette cohue. Un micro va être installé. Le Comité central du Parti autorise la tenue du meeting*'"<sup>75</sup>.

Autre forme de bravade: emportés par le succès, certains animateurs des meetings proposent de sortir des cadres légaux. Après le premier meeting qualifié "de masse" (25 mars 1989), les informels/démocrates envisagent de rassembler une nouvelle manifestation deux semaines plus tard *sans* demander d'autorisation officielle<sup>76</sup>. Pendant la campagne de 1990 où l'opposition frontale au pouvoir s'exprime de façon beaucoup plus véhémement, les orateurs les

<sup>67</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. Miting v Lužnikah... Načal'nye daty revoljucij otčityvajutsja ot takih mitingov [Le meeting au stade Lužniki... On fait partir les révolutions de meetings de cette envergure]. *Panorama*, mai 1989, 4.

<sup>68</sup> 100 000 selon les *Nouvelles de Moscou* (Mnogotysjačnyj miting [Un meeting de plusieurs milliers de personnes]. *Moskovskie Novosti*, 22, 28/5/1989, p. 2), 200-300 000 selon I. ČUBAJS (Miting v Lužnikah kak političeskij faktor [Le meeting au stade Lužniki comme facteur politique], 2002).

<sup>69</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. Miting v Lužnikah... Načal'nye daty revoljucij..., *op. cit.*, 1989.

<sup>70</sup> Informacija o mitinge v Lužnikah 12/06/89g. [Information sur le meeting du 12/6/1989 au stade Lužniki] (notes manuscrites d'un instructeur du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol' du PCUS). Le *rajkom* semble plutôt s'appuyer sur les chiffres des informels que sur ceux de la police.

<sup>71</sup> IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 30/01 po 5/02/1990 g. [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 30/1 et le 5/2/1990], 1990, 1 p. (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol' du PCUS).

<sup>72</sup> I. MALOV. Ni sglazit' by "rebënka" [Ne pas porter malheur au "bébé"]. *Obščina*, mars 1990, 41, p. 19-20.

<sup>73</sup> IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 9 po 14 oktjabrja 1989 g. [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 9 et le 14 octobre 1989], 1989, 1 p. (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol' du PCUS).

<sup>74</sup> Cf. carte N°3 en annexe p. 570.

<sup>75</sup> Novyj 'el'cinskij' krizis v Moskve..., *op. cit.*, 1989.

<sup>76</sup> I. CHUBAJS. The Democratic Opposition..., *op. cit.*, 1991, p. 8. L'auteur ne précise pas si les démocrates ont effectivement convoqué un meeting sans autorisation.

plus "radicaux" se permettent des propos un brin provocateurs, traçant un parallèle avec 1917 et faisant mine d'inciter à la désobéissance civile, comme Lénine l'aurait fait. Ces propos sont un clin d'œil, mais ils retranscrivent aussi l'impression que ces manifestations ont pu être vécues comme révolutionnaires. C'est cette ambiguïté que d'autres informels/démocrates (ici, les anarcho-syndicalistes) cherchent à dissiper parce qu'elle dénature, à leurs yeux, le sens à donner au meeting préélectoral:

"I. Čubajs (Plateforme démocratique du PCUS) [...] s'est exprimé de façon si brutale que ses propos ont pu être utilisés pour accuser tous les orateurs d'avoir proféré des 'provocations'. Ils ont été ainsi rapportés par TASS le lendemain dans une version musclée: '*Nous sommes aujourd'hui* [4/2/1990] *si nombreux que nous pouvons prendre le Palais d'hiver et la Lubjanka* [siège du KGB à Moscou]"<sup>77</sup>.

Il est possible que les passages de seuil, accompagnés de bravades, aient poussé les autorités de Moscou à lâcher du lest en mettant le territoire du stade Lužniki à la disposition des manifestants pendant la première session du Congrès de l'URSS sans qu'il leur soit nécessaire de demander une autorisation. Le *Mossoviet* renonce ainsi à l'application de ses propres règles<sup>78</sup> et légalise ce qu'il n'avait que difficilement toléré dans la période initiale, i.e. l'occupation *de facto* de la rue.

## 2/ Une représentation bipolaire de l'affrontement politique

L'un des objectifs des organisateurs des meetings électoraux et post-électoraux est de mettre en scène une relation de conflit avec "le pouvoir", "l'appareil". En faisant défiler à la tribune différents types d'opposants (dissidents, hiérarques du Parti, procureurs, informels), ils tentent d'établir un rapport de continuité entre les différentes formes de contestation qui ont marqué l'histoire soviétique depuis les années 1960 et qui sont ici homogénéisées dans le mouvement démocratique.

Par ailleurs, ces meetings sont conçus comme des instruments pour porter des coups sur d'autres lieux de l'espace politique, afin d'infléchir le déroulement d'affrontements en cours (usage de la "crise El'cin" dans la campagne électorale) ou à venir (les orateurs annoncent ce qu'ils considèrent être les prochaines batailles). Il y a dans cette mise en scène une volonté affichée de donner aux meetings électoraux et post-électoraux, qui sont des formes de mobilisation extra-institutionnelle, une place majeure dans le processus *institutionnel*. D'où l'importance accordée aux candidats à la députation puis aux députés de l'URSS, qui sont les principaux orateurs.

La participation de ces "stars" de la politique explique pour beaucoup le succès et l'impact des manifestations de masse. Les candidats mis en avant (qui seront tous élus députés) sont pour la plupart des hommes de pouvoir ayant été en conflit avec l'"appareil".

B. El'cin, le plus populaire, est entré en conflit en octobre 1987 avec les "conservateurs" et les "réformateurs centristes" sur les "méthodes de travail" au sein des instances supérieures du Parti<sup>79</sup>. L'"affaire El'cin" est un tournant majeur dans sa carrière politique qu'il "rentabilise" pleinement en 1989.

Le procureur T. Gdljan est chargé d'enquêter sur des affaires de corruption ("affaire du coton ouzbek") à partir de 1983 sous Andropov. Son enquête aboutit en décembre 1988 à la condamnation de plusieurs hauts responsables du Parti (dont le gendre de

---

<sup>77</sup> I. MALOV. Ni sglazit' by "rebenka"..., *op. cit.*, 1990.

<sup>78</sup> cf. encadré 7, p. 198.

<sup>79</sup> cf. encadré 8, p. 203.

Brejnev, Jurij Čurbanov). Mais, courant 1988, il est écarté de l'instruction après que des plaintes sont déposées contre lui pour recours à des pratiques illégales. T. Gdljan soupçonne la Procuration générale de vouloir étouffer ces affaires et accuse de hauts responsables du Parti de corruption (pour la plupart des "conservateurs"). En 1989, une commission du Soviet suprême de l'URSS établit le bien-fondé des griefs contre lui<sup>80</sup>. Selon A. Šubin, Gorbačëv, comprenant que les accusations portées contre de hauts fonctionnaires risquaient de mettre en danger l'ensemble du système, a cessé de soutenir la campagne anti-corruption, "*bannière dont se sont immédiatement emparés les 'démocrates'*"<sup>81</sup>.

Ju. Afanas'ev et G. Popov appartiennent, eux, à l'establishment universitaire. Respectivement recteur de l'Institut d'archives et d'histoire de Moscou et doyen de la faculté d'économie de l'Université d'Etat de Moscou<sup>82</sup>, ils ont publié l'un et l'autre des articles critiques sur le système soviétique pendant la perestrojka. L'expression "*système administratif de commandement*", inventée par Popov, fait florès à cette époque. Tous deux entrent en conflit direct avec l'appareil du Parti à la veille de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du PCUS (été 1988), leur candidature ayant été rejetée<sup>83</sup>.

A. Sakharov, enfin, est une figure symbolique de la dissidence. Mais avant d'être un dissident, Sakharov avait appartenu à la nomenklatura scientifique: il était devenu membre de l'Académie des sciences en 1953 alors qu'il travaillait sur la bombe atomique (depuis 1948). Lorsqu'il émet ses premiers doutes sur l'utilité de ses recherches, il se trouve directement en opposition avec le plus haut niveau politique (Khrouchtchev et l'un des ministres responsables du complexe militaro-industriel)<sup>84</sup>. Si le mouvement démocratique le choisit comme emblème (plutôt que d'autres dissidents également présents dans son orbite), c'est probablement pour la valeur qu'il représente aux yeux du pouvoir gorbatchévien. Le retour d'exil de Sakharov à Moscou en décembre 1986 est l'un des signaux considérés comme le point de départ de la perestrojka. En la personne de Sakharov, le mouvement démocratique ne s'approprie pas un symbole de la dissidence, mais un symbole de la dissidence utilisé par Gorbačëv. L'absence du physicien de la liste des candidats du Présidium de l'Académie des sciences à la députation de l'URSS est l'un des détonateurs de la campagne de protestation des chercheurs et des "démocrates".

L'"opposition" est peut-être homogénéisée par ce lissage, il n'en demeure pas moins qu'il se forme des distinctions et une hiérarchie. Les "stars" du mouvement démocratique ont la préséance dans les meetings. Les leaders des clubs informels de la première cohorte, qui ont été les premiers à se mobiliser pendant la perestrojka et jouent un rôle important dans la préparation des meetings, passent après eux. Quant aux nouveaux venus de la deuxième cohorte, ils ne prennent pas la parole dans les meetings mais en assurent la logistique (cf. encadré 10, p. 258).

Certains meetings sont utilisés comme des catapultes pour modifier les données d'un conflit en cours. C'est notamment le cas lorsque des initiés viennent y révéler au grand jour les "manœuvres" de l'appareil. Le fait qu'un membre de la nomenklatura aussi important que

---

<sup>80</sup> cf. sa biographie dans A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ. *Kto est' kto v rossijskoj politike (300 biografij)* [Le who's who de la politique en Russie (300 biographies)]. Moscou: Panorama, 1993, vol. 1, p. 138-139.

<sup>81</sup> A. ŠUBIN. *Paradoksy perestrojki...*, op. cit., 2005, p. 46.

<sup>82</sup> G. Popov occupe cette fonction jusqu'en 1988, puis devient rédacteur en chef de la revue *Voprosy ekonomiki*.

<sup>83</sup> Voir par exemple *Čto proizošlo v MGU?* [Que s'est-il passé au MGU?]. *Levyj povorot*, 10, 1988, p. 63-64 (sur l'élection de G. Popov), et *Delo Afanas'eva* [L'affaire Afanas'ev]. *Levyj povorot*, 10, 1988, p. 76-77.

<sup>84</sup> Voir l'autobiographie de Sakharov publiée sur le site: [http://www.yabloko.ru/Themes/History/sakharov\\_biography.html](http://www.yabloko.ru/Themes/History/sakharov_biography.html) [page consultée le 20/6/2005].

le rédacteur en chef adjoint de la *Moskovskaja Pravda*, V. Logunov, prenne la défense d'El'cin au meeting du 25 mars 1989 en accusant le Comité du Parti de la ville de Moscou d'exercer une pression sur sa hiérarchie (cf. supra) a autrement plus de poids sur le cours du conflit qu'une dénonciation faite par une personne extérieure au sérail. Deux jours après le meeting, le Politburo (voire Gorbačëv lui-même) intervient pour que la lettre d'El'cin soit finalement publiée dans la *Moskovskaja Pravda*<sup>85</sup>. Les coups lancés lors de ces grandes manifestations portent.

Une fois élus, les députés démocrates utilisent les meetings pour rendre public leur plan d'action et définir les prochains sujets de mobilisation. Les batailles à mener y sont définies de façon unilatérale: en prenant à témoin un public aussi large (le "peuple", la presse, etc.), les démocrates s'interdisent toute négociation sur ce choix avec leurs adversaires<sup>86</sup>. C'est aussi une scène où le pouvoir gorbatchévien ne peut intervenir directement, ou choisit de ne pas le faire (absence de contre-manifestations, d'intervention des forces de l'ordre), le nombre de manifestants réunis par les démocrates ayant peut-être un effet dissuasif sur la possibilité d'une compétition.

Mais surtout la rue, scène extra-institutionnelle, est constamment tirée dans le jeu institutionnel par les démocrates qui veulent obtenir une redéfinition du rôle et de la place des institutions. Le supplément de légitimité démocratique dont ils pourraient se prévaloir grâce aux meetings par rapport aux députés des camps adverses leur donne un avantage symbolique dans la conduite de leur stratégie sur la scène institutionnelle. D'où l'importance des rituels de consécration populaire des mots d'ordre définis par les leaders démocrates. Lors du meeting du 21 mai 1989 à la veille de la première session du Congrès de l'URSS, les élus font mine de recueillir les "mandats" (*nakaz*) de leurs électeurs: c'est du moins le motif officiel invoqué par les organisateurs pour obtenir l'autorisation officielle de tenir le meeting:

"Nous avons décidé d'organiser un grand meeting [...] dont l'objet était: 'rencontre des nouveaux élus avec leurs électeurs et recueil des mandats des électeurs pour la première session du Congrès'. Nous avons réuni la signature de plusieurs députés sympathisants (Popov, Stankevič, Zaslavskij, Sakharov, si je ne m'abuse) et déposé une demande en ces termes pour qu'on nous attribue un lieu"<sup>87</sup>.

Bien entendu, il ne s'agit pas pour les députés de s'enquérir des souhaits des électeurs mais de définir devant eux les cibles à atteindre et de recueillir leur soutien<sup>88</sup>.

La distance entre la scène institutionnelle (Congrès des députés) et la scène extra-institutionnelle (rue) est d'autant plus réduite que la première session du Congrès est retransmise en direct à la télévision nationale<sup>89</sup> et que des milliers de personnes se réunissent quotidiennement près du stade Lužniki pour en débattre. Ce lieu permanent de meetings constitue probablement un instrument de pression sur les acteurs engagés sur la scène institutionnelle.

Les députés démocrates cherchent à inverser la hiérarchie entre le Congrès et le Soviet suprême dans le processus de prise de décision. Parce qu'ils anticipent des difficultés à se faire

---

<sup>85</sup> Les élections au Congrès des députés du peuple. M. Boris Eltsine paraît assuré de la victoire dans la capitale. *Le Monde*, 27/3/1989.

<sup>86</sup> Voir T. SCHELLING (*The Strategy of Conflict*, 3<sup>e</sup> édition. Cambridge: Harvard University Press, 1966, p. 27) sur l'utilité de se lier les mains (*to bind oneself*) dans une interaction stratégique pour pouvoir refuser de céder sur certains points en invoquant une raison extérieure dont on ne peut s'affranchir. Un appareil peut par exemple faire croire à des interlocuteurs que son propre champ d'autorité est réduit en raison d'une base qu'il ne pourrait plus entièrement contrôler si les parties venaient à s'entendre sur telle décision.

<sup>87</sup> E. SAVOST'JANOV. Tehnologija mitingov [Technologie des meetings]. Moscou, 2002.

<sup>88</sup> S'il ne s'était pas agi d'un simulacre de démocratie représentative, les mandats des électeurs auraient été définis avant les élections.

<sup>89</sup> Lužniki, èho s"ezda [Lužniki, écho du Congrès]. *Moskovskie Novosti*, 24, 11/6/1989, p. 14.

élire au Soviet suprême, ils tentent par tous les moyens de transformer la première session du Congrès en un lieu et un moment cruciaux de la vie politique. Lors du meeting du 21 mai, Sakharov insiste sur le fait que le Soviet suprême ne doit être qu'un organe de travail, et qu'il incombe au Congrès d'adopter les lois<sup>90</sup>. L'affrontement entre les nouveaux élus "démocrates" et les détenteurs du pouvoir au Congrès, i.e. Gorbačëv et son entourage, prend à ce moment précis la forme d'une compétition pour imposer le scénario de la première session du Congrès, c'est-à-dire son ordre du jour et sa durée:

"Le Congrès des députés du peuple – est-il dit dans une résolution du meeting du 21 mai – doit exécuter le mandat du peuple et, puisqu'il assume la totalité du pouvoir, mettre en œuvre de vrais changements: affranchir l'économie et la sphère sociale en les désétatisant; instituer un droit de vote direct et égalitaire; transformer une URSS centralisée en une communauté de républiques vraiment libres et souveraines; mettre un terme à la domination de la nomenklatura. *La première session du Congrès ne doit pas être levée* tant que n'auront pas été posées les bases législatives permettant de régler ces questions, et elle ne doit procéder que dans un second temps à l'élection du Soviet suprême de l'URSS"<sup>91</sup>.

Le Soviet suprême sera finalement élu dès le début de la session (le quatrième jour), et les démocrates auront de fait des difficultés à y entrer (El'cin devra son élection à un désistement). Le scénario suivi ici n'est donc pas celui des démocrates. Mais le Congrès ne sera pas non plus réduit au rôle un peu formel auquel le destine la Constitution: au lieu d'une seule session ordinaire par an prévue par la Constitution (art. 110), il sera convoqué trois fois en dix mois, entre mai 1989 et mars 1990, pour voter les décisions les plus importantes.

Les députés démocrates prennent ensuite pour cible le Parti. Au meeting du 12 juin 1989 qui suit la clôture de la première session du Congrès, El'cin, mécontent des résultats obtenus, annonce les nouveaux thèmes de mobilisation (reprenant alors à son compte des revendications ayant cours dans le mouvement démocratique depuis plusieurs mois): il réclame la convocation anticipée du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du Parti et l'adoption d'une loi sur le PCUS qui soumettrait ce dernier aux décisions du Congrès des députés du peuple<sup>92</sup>. En pleine période électorale pour la désignation du Congrès de la RSFSR (meeting du 4 février 1990), les manifestants exigeront la suppression de l'article 6 de la Constitution sur le rôle dirigeant du Parti (après que la question a failli être inscrite à l'ordre du jour de la session du Congrès de l'URSS en novembre 1989)<sup>93</sup>.

Enfin les informels/démocrates moscovites utilisent la vague de meetings qui a lieu le 25 février 1990 à travers le pays (dans plus de 300 villes, selon A. Morozova<sup>94</sup>) pour tenter d'imposer au pouvoir la tenue d'une "table ronde" sur le modèle des pays d'Europe de l'Est (cf. infra p. 276).

L'image du mouvement démocratique qui est mise en avant dans ces grands meetings est celle d'un mouvement pugnace, en conflit avec l'appareil par la nature même de ses leaders. Dans une situation où les députés sont appelés à définir la place d'un certain nombre d'institutions (la révision constitutionnelle laisse certaines questions ouvertes, notamment le fonctionnement du parlement soviétique à deux étages, composé du Congrès et du Soviet

<sup>90</sup> Mnogotysjačnyj miting. *Moskovskie Novosti*, 22, 28/5/1989, p. 2.

<sup>91</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. Miting v Lužnikah... Načal'nye daty revoljucij..., *op. cit.*, 1989.

<sup>92</sup> Informacija o mitinge v Lužnikah 12/06/89g. (note manuscrite du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol').

<sup>93</sup> Voir infra le chapitre 2 de la troisième partie sur la période qui précède la modification de l'article 6 de la Constitution en mars 1990.

<sup>94</sup> A. MORZOVA. *Novye političeskie partii v SSSR* [Les nouveaux partis politiques en URSS]. Moscou: La pensée russe, 1990.

suprême), les meetings de masse sont utilisés pour marquer des points sur le terrain institutionnel.

### 3/ Les effets de hiérarchisation

La forme "meetings de masse" n'est pas utilisée par les seuls députés. Elle attire divers acteurs du mouvement informel/démocratique qui en font des usages différenciés, et se met à acquérir une dynamique propre. La paternité, l'organisation et le déroulement des meetings électoraux deviennent des enjeux de compétition entre les clubs. Ce qui se passe autour de leur déroulement est révélateur de la transformation de l'univers des informels avec les élections et de la nouvelle hiérarchisation qui cristallise alors.

Presque tous les informels/démocrates, même s'ils sont peu impliqués sur la scène électorale, participent aux grands meetings électoraux. Les clubs du Parti les utilisent comme tribunes dans leur combat dans le Parti. A la manifestation du 21 mai 1989, I. Čubajs (Club du Parti de Moscou) invoque le score électoral d'El'cin en mars 1989 (89,4 % de voix à Moscou) pour prouver l'existence d'une scission de fait dans le Parti, puisqu'en votant pour El'cin, la majorité des communistes a, estime-t-il, voté contre le Comité central (lequel avait constitué une commission *ad hoc* contre El'cin)<sup>95</sup>. Où trouver meilleure tribune pour appeler les membres du PCUS à créer une fraction? Au meeting du 4 février 1990, un autre leader du Club du Parti de Moscou, V. Lysenko, lit des extraits de la Plateforme démocratique pour le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS<sup>96</sup>, document adopté quelques jours plus tôt par les clubs informels du Parti et devant servir de point de ralliement aux "démocrates" du PCUS. Les porte-parole de la Plateforme démocratique énoncent leurs revendications: retransmission en direct des plénums du Comité central, publication *in extenso* des matériaux du plénum, démission de l'ensemble du Comité central, et de Gorbačëv et Luk'janov (vice-président du Soviet suprême de l'URSS) en particulier<sup>97</sup>.

De même, les informels qui sont en train de se reconverter dans le journalisme utilisent les meetings pour s'affirmer dans ce nouveau secteur. C'est en tant que journaliste que G. Pavlovskij, rédacteur de la revue *Vek XX i mir*, prend la parole à la manifestation du 21 mai 1989 (mais c'est son statut de leader informel qui lui permet d'accéder à la tribune):

"Je suis journaliste. J'appartiens à une communauté professionnelle à laquelle on interdit de faire son travail correctement. Je travaille dans une revue qu'on est en train d'éliminer. [...] On cherche à nous éliminer parce que nous avons publié un projet de loi sur la presse. Son sens est très simple: la censure doit être abolie à jamais en URSS. Nous ne devons plus être muselés. Nous appelons les députés à voter une loi sur la presse qui permettrait de ne plus jamais nous museler"<sup>98</sup>.

L'importance prise par ces meetings dans le processus électoral et au sein même du mouvement en fait des lieux de compétitions multiples où se consolident les rapports de hiérarchie.

Au sommet, la prééminence des "stars" est hors d'atteinte. Les informels apparaissent subordonnés. Les compétitions se situent aux niveaux inférieurs pour savoir qui aura la

<sup>95</sup> I. ČUBAJS. Miting v Lužnikah kak političeskij faktor, *op. cit.*, 2002.

<sup>96</sup> IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 30/01 po 5/02/1990 g. [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 30/1 et le 5/2/1990], 1990, 1 p (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol').

<sup>97</sup> Un an avant, on ne demandait la démission que de personnages représentant les organes de répression de l'Etat (Procureur général de l'URSS) ou le courant conservateur (Ligačëv).

<sup>98</sup> Nakanune... [La veille]. *Graždanskoe dostoinstvo*, 12, 24/5/1989, p. 3.



paternité de tel meeting (qui en sera l'initiateur, en définira le contenu, déposera la demande officielle de manifester) et qui en contrôlera le déroulement (qui mènera le jeu, contrôlera l'accès au micro, se chargera du service d'ordre). Ces compétitions entraînent des clivages et un travail de catégorisation. Il existe une division du travail hiérarchisée qui n'est globalement pas contestée: les clubs "intellectuels" (clubs informels centraux de la première période et un club de l'establishment intellectuel apparu fin 1988: Tribune de Moscou) s'occupent de la préparation politique et stratégique des meetings; les clubs "organiseurs" actifs pendant la campagne électorale sont, eux, responsables de l'organisation logistique. Les compétitions ont lieu à l'intérieur de chaque groupe.

La phase préparatoire de la manifestation du 21 mai 1989 par exemple voit s'affronter des leaders informels de la première période (membres de Dignité des citoyens, Mémorial, Perestrojka démocratique, MNF, M-BIO, KSI), qui formulent les premiers l'idée de réunir un meeting à l'occasion de l'ouverture de la première session parlementaire, avec le club de l'establishment intellectuel "Tribune de Moscou", qui s'approprie l'initiative de cette action en qualité de signataire de la demande d'autorisation de manifester<sup>99</sup>.

Il existe également des rivalités entre les "logisticiens" des manifestations de masse, qui sont pour la plupart également des organisateurs de campagne: le Front populaire de Moscou (MNF), Mémorial, les clubs d'électeurs regroupés au sein de l'Union électorale de Moscou (MOI), le Club d'électeurs de l'Académie des sciences (KIAN), mais aussi les clubs du Parti (MPK, MPG). Il semble que deux structures, le MNF et Mémorial, se soient attribué le soin d'organiser les meetings quotidiens qui se sont tenus au moment de la première session du Congrès de l'URSS au stade Lužniki, et en aient écarté les autres prétendants. Mais, ne pouvant s'entendre, elles se sont partagé la fonction de meneur de jeu:

"Une demande commune du Front populaire de Moscou et de Mémorial a été déposée pour le premier meeting [après la grande manifestation du 21/5/1989], explique V. Igrunov (de Mémorial). Mais j'ai eu un différend avec Uražcev [du MNF] à ce meeting, et j'ai déclaré que nous ne ferions plus de meetings ensemble: c'est soit eux, soit nous. Aussi nous nous sommes mis d'accord pour organiser ces meetings en alternance: un jour Mémorial, un jour le Front populaire"<sup>100</sup>.

Dans le groupe des organisateurs de meetings électoraux, on observe une division entre différents types de clubs d'électeurs apparus pendant les élections de 1989. Les clubs se définissant comme "*libéraux*", i.e. proches du courant réformateur de l'establishment académique, comme le Club d'électeurs de l'Académie des sciences (KIAN), tiennent tout particulièrement à ne pas être confondus avec les groupes de soutien à T. Gdžjan ou à B. El'cin, qu'ils qualifient de "*populistes*":

"Les représentants de ces [deux] tendances ["libérale" et "populiste"] ne s'appréciaient guère, explique E. Savost'janov, coprésident du KIAN. Nous, bien sûr, nous considérons El'cin vaguement comme un ennemi (*vražina*), comme un transfuge et étions sur nos gardes. Tandis que les autres disaient que nous étions une superstructure intellectuelle sans grande chance de survie. Mais comme c'était Tribune de Moscou qui organisait le meeting [du 21 mai 1989], elle avait mis [les groupes de soutien à Gdžjan et El'cin] un peu au second plan"<sup>101</sup>.

---

<sup>99</sup> Cf. encadré 10, p. 258 sur le meeting et infra p. 269 sur Tribune de Moscou.

<sup>100</sup> V. IGRUNOV. Miting v Lužnikah i načalo Mežregional'noj deputatskoj gruppy [Le meeting au stade Lužniki et les débuts du Groupe interrégional des députés], 2002.

<sup>101</sup> E. SAVOST'JANOV. Tehnologija mitingov..., *op. cit.*, 2002.

## Encadré 10 : Le meeting du 21 mai 1989 au stade Lužniki (Moscou)

L'idée d'organiser un meeting à la veille de l'ouverture du Congrès des députés de l'URSS appartient à un groupe d'informels de la première cohorte:

"A l'une des réunions des leaders des clubs politiques informels au M-BIO, Viktor Zolotarëv [leader du groupe Dignité des citoyens] a proposé d'organiser, juste avant l'ouverture de la première session du Congrès, un grand meeting de toutes les organisations démocratiques de Moscou auquel participeraient des députés du Congrès. Cette initiative a été approuvée et proposée avant tout à Tribune de Moscou parce que la plupart des députés moscovites ainsi que les leaders des clubs politiques en étaient membres<sup>102</sup>. La réunion [du comité] d'organisation a eu lieu à la rédaction du bulletin *Vek XX i mir*: on s'est accordés sur les tracts d'invitation, les principaux slogans, le déroulement et tout le reste. Leonid Mihajlovič Batkin, qui [...] présidait alors Tribune de Moscou, a régenté la séance. C'est avec la plus grande difficulté que nous avons tenté de modifier les formulations qu'il tenait déjà toutes prêtes, pour y faire figurer le point de vue des autres participants. Mais rien n'y a fait, c'est lui qui a eu le dernier mot"<sup>103</sup>.

Le comité d'organisation, chargé de concevoir le contenu du meeting, est composé de dix personnes, dont cinq informels de la première cohorte (V. Zolotarëv, L. Volkov du club Perestrojka démocratique et trois membres du KSI: G. Pel'man, G. Pavlovskij et V. Igrunov), deux informels de la seconde cohorte (Ja. Etinger de Mémorial, A. Medvedev du Front populaire de Moscou) et trois représentants de l'establishment intellectuel (L. Batkin de Tribune de Moscou, A. Beljaev, rédacteur en chef de la revue *Vek XX i mir*, V. Oskockij du Comité des écrivains "Aprel")<sup>104</sup>.

Un noyau de députés de Moscou, qui allait par la suite être à l'origine du Groupe interrégional des députés de l'URSS (MDG), s'occupe de contacter d'autres députés susceptibles d'intervenir lors du meeting, tandis que le Front populaire de Moscou se charge de distribuer et d'afficher les tracts. L'objectif que se fixent les organisateurs est d'inviter 50 députés et de réunir 50 000 personnes<sup>105</sup>. S'il a été très facile de mobiliser les députés (*ibid.*), le comité organisateur redoute une faible participation populaire<sup>106</sup>.

Les négociations pour obtenir un lieu de manifestation sont menées par des députés de l'URSS avec le Premier secrétaire du Comité du Parti de la ville de Moscou (L. Zajkov) et le Premier vice-président du Soviet Suprême de l'URSS (A. Luk'janov). Le stade Lužniki, situé dans un quartier excentré et difficile d'accès, est proposé par les deux représentants du "vieux" pouvoir aux "nouveaux" députés<sup>107</sup>.

Le jour J, la mise en scène du meeting consacre une nouvelle répartition des rôles et une nouvelle hiérarchisation. L'establishment intellectuel apparaît comme le maître de cérémonie: le président de Tribune de Moscou, L. Batkin, ouvre officiellement le meeting au nom du comité d'organisation. Les nouveaux députés de l'URSS sont les premiers à prendre la parole: G. Popov (député et universitaire) mène le jeu. Le premier orateur est B. El'cin, suivi de dix-sept députés (dont A. Adamovič du Comité des écrivains Aprel', le procureur T. Gdljan, qui jouit d'une plus grande popularité qu'El'cin selon certains témoins, A. Sakharov, I. Zaslavskij et S. Stankevič<sup>108</sup>) sur les cinquante présents<sup>109</sup>.

Viennent ensuite des membres du comité d'organisation et autres leaders informels de la première cohorte. Les uns sont des habitués du "Hyde park" de la place Pouchkine (M. Maljutin du Front populaire de Moscou, V. Zolotarëv de Dignité civique, A. Šubin du club Obščina, Ju. Skubko de Mémorial et de l'Union démocratique), d'autres représentent des clubs qui n'avaient jusqu'à la période électorale pas jugé nécessaire d'investir la rue (I. Čubajs du Club du Parti de Moscou, G. Pavlovskij et V. Igrunov de l'ancien KSI, G. Rakitskaja et P. Kudjukin du club Perestrojka démocratique).

Quant aux responsables de la logistique (dirigeants des clubs d'électeurs), ils ne prennent pas la parole. Ils s'occupent du service d'ordre, de l'accès au micro, ou sont chargés de "chauffer" le public avant le démarrage du

<sup>102</sup> Probablement aussi parce que, Tribune de Moscou recrutant exclusivement dans l'establishment intellectuel, sa respectabilité sociale permettait de s'assurer plus facilement l'accord des autorités.

<sup>103</sup> V. IGRUNOV. Preambula, 2002.

<sup>104</sup> Iz spravki informacionnogo agentstva "Panorama" o Moskovskom bjuro informacionnogo obmena (M-BIO) [Note de l'agence d'information "Panorama" sur le Bureau d'échange d'informations de Moscou (M-BIO)] (s.d.).

<sup>105</sup> A. MURAŠEV. Miting v Lužnikah glazami narodnogo deputata [Le meeting au stade Lužniki du point de vue d'un député du peuple], 2004.

<sup>106</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. Miting v Lužnikah: vzgljad iz tolpy [Le meeting au stade Lužniki: vu de la foule], 2004.

<sup>107</sup> A. MURAŠEV. Miting v Lužnikah glazami narodnogo deputata..., *op. cit.*, 2004.

<sup>108</sup> Voir Nakanune..., *op. cit.*, 24/5/1989.

<sup>109</sup> Mnogotysjačnyj miting. *Moskovskie Novosti*, 22, 28/5/1989, p. 2.

meeting, comme l'explique A. Šabad, coprésident du Club d'électeurs de l'Académie des sciences (KIAN):

"– Pourquoi vous a-t-on confié la mission de "chauffer" le public avant l'ouverture officielle du meeting?"

– J'avais déjà une certaine expérience en ce domaine. Au meeting devant le Présidium de l'Académie des sciences [le 4/2/1989], j'avais fait ce numéro de lire les slogans sur les écriteaux que les personnes tenaient, et ça avait plu au public. [...] On m'a invité [au meeting du 21 mai] spécialement pour que je refasse ce numéro. [...] Les gens qui viennent aux manifestations avec des pancartes aiment bien qu'on les lise de la tribune"<sup>110</sup>.

L'acceptation par les différents protagonistes de la répartition des rôles n'empêche pas le télescopage de logiques (et d'habitus) de se révéler publiquement:

"J'ai dû aussi lire [...] un discours adressé aux manifestants par Burtin, qui était souffrant, poursuit A. Šabad. Bien que ce soit un homme de lettres talentueux, son texte détonait complètement dans un meeting (c'est un autre genre). Pour le rendre plus vivant, j'essayais de le lire d'une façon, puis d'une autre, mais il était trop long et les gens commençaient à en avoir assez de m'écouter et me huaient. J'ai demandé l'autorisation d'arrêter la lecture, mais [Batkin, président de Tribune de Moscou] m'a dit qu'il fallait que je poursuive. Il était très mécontent et m'a dit, fort agacé: "*Lisez le papier*". Apparemment, le cirque avec la lecture des slogans l'avait énervé. Peut-être m'avait-on invité au meeting sans qu'il ait été d'accord ou même prévenu" (*ibid.*).

Par ailleurs, si les différents groupes d'acteurs impliqués dans la préparation de ce meeting semblent avoir accepté la nouvelle hiérarchisation du mouvement démocratique et placé sans conteste les députés au sommet, il n'est pas sûr qu'ils aient pleinement réalisé que se jouait dans ce meeting une hiérarchisation à l'intérieur du groupe des députés. Ils ont négligé (ou n'ont pas pu maîtriser) leur ordre de passage. El'cin a profité de ce flottement organisationnel pour réussir un coup de force et passer devant ses deux principaux rivaux en popularité: Gdljan et Sakharov.

"Batkin avait une liste d'orateurs toute prête, explique A. Sakharov. A ma demande, j'étais inscrit troisième. Le premier devait être un ouvrier d'une usine moscovite, ensuite quelqu'un du comité d'organisation. Mais l'ouvrier en question ne s'est pas présenté. Et à ce moment-là, El'cin est monté à la tribune. Batkin et les autres organisateurs du meeting ont tenu un conciliabule près du micro et lui ont donné la parole en premier. El'cin a parlé de l'ordre du jour du Congrès [des députés de l'URSS] préparé par le Groupe des députés de Moscou. En plus, tout ceci donnait l'impression qu'il parlait en tant que représentant du Groupe de Moscou. (Par la suite, nombreux sont ceux à avoir dit qu'il s'agissait d'un meeting de soutien à El'cin). Moi aussi, j'avais l'intention de parler de cet ordre du jour, mais un certain nombre de points de mon discours avaient déjà été évoqués par El'cin. Je n'ai pas pu revoir mon discours au pied levé, et il a été 'escamoté'<sup>111</sup>.

Il est important de noter que, dans le scénario prévu par les initiateurs "intellectuels" du meeting, El'cin devait parler *après* Sakharov, mais que finalement ni les initiateurs ni Sakharov n'ont eu la présence d'esprit de rétablir l'ordre d'apparition initial.

Ce que fait El'cin à la tribune en "jouant des coudes", son groupe de soutien le fait parmi les organisateurs de la logistique (on se souvient que les groupes de soutien à Gdljan et à El'cin avaient été écartés de la préparation du meeting). Comme l'explique V. Zolotarëv, présent à la tribune:

"[L. Šemaev] représentait le groupe qui formait alors l'entourage rapproché d'El'cin [...]. Cet étrange entourage informel<sup>112</sup> d'El'cin a joué un rôle important dans l'organisation du meeting. Je me souviens qu'il n'était pas si facile de se trouver dans le centre organisationnel du meeting [i.e. sur la tribune], même quand on en était l'un des organisateurs. Je me rappelle avoir d'ailleurs éprouvé un sentiment de malaise, de déception, une certaine injustice quant aux aspects organisationnels et l'impression si ce

<sup>110</sup> A. ŠABAD. Bez ètih mitingov s"ezd prosto ne pošël by tak, kak èto v itoge polučilos' [Sans ces meetings, le Congrès ne se serait pas déroulé comme il l'a été], 2004.

<sup>111</sup> A. SAKHAROV. *Gor'kij, Moskva, dalee vezde...* [Gorki, Moscou, et puis partout...]. New York, 1990 (l'extrait cité est repris dans le cycle de publications sur le meeting du 21 mai 1989 du site [http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n\\_histor/remen/anniversary/saharov.html](http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n_histor/remen/anniversary/saharov.html)).

<sup>112</sup> au sens propre.

<sup>113</sup> V. ZOLOTAREV. Miting v Lužnikah kak prodolženie mitingov neformalov 1988 goda [Le meeting au stade Lužniki comme prolongement des meetings des informels de 1988], 2004.

<sup>114</sup> Nakanune..., *op. cit.*, 24/5/1989; V. PRIBYLOVSKIJ. Miting v Lužnikah... Načal'nye daty ..., *op. cit.*, 1989.

<sup>115</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. Miting v Lužnikah... Načal'nye daty..., *op. cit.*, 1989.

n'est d'une distance insurmontable, du moins d'une limitation pour accéder au micro. [...] J'ai pu en revanche admirer la force de pénétration de Šemaev, étant donné le nombre de personnes présentes à ce meeting, la masse de personnages comme El'cin ou Popov qui étaient déjà actifs en politique, et l'attention qui était portée à cette manifestation (il y avait un nombre impressionnant de caméras qui provenaient de toutes les chaînes de télé accréditées à Moscou)<sup>113</sup>.

Tous les témoignages des acteurs de ces grands meetings de 1989-1990, et particulièrement de celui du 21 mai 1989, concordent sur un point: ces moments ont été vécus comme quelque chose d'inédit, qui participe un peu d'une révolution. Le nombre de manifestants joue un rôle crucial dans cette perception: on s'attendait à voir au mieux 50 000 manifestants, ces derniers sont peut-être cinq ou six fois plus nombreux que les estimations les plus optimistes.

La mise en scène est elle aussi liée à l'imagerie révolutionnaire: il est question de recueillir des "mandats" d'électeurs. Le second orateur (Adamovič, député et membre du Comité des écrivains Aprel') et l'un des leaders informels (V. Zolotarëv) proposent de transformer la première session du Congrès de l'URSS en Assemblée constituante à l'instar des Etats généraux en France<sup>114</sup>. On refait un peu le monde en nommant les députés présents à de hautes fonctions de l'Etat:

"C'est le juge d'instruction Gdljan qui a reçu les applaudissements les plus enthousiastes. Un ouvrier [...] a proposé de le nommer au poste de Procureur général de l'URSS [...]. Le second par ordre de popularité était, apparemment, El'cin, à qui la foule a décerné à l'unanimité le titre de Président du Soviet Suprême. Mais l'académicien Sakharov et Jurij Karjakin ont eux aussi reçu la bienveillance évidente du peuple: le président du Front populaire tatar [...] a proposé de nommer le premier Président du Comité de contrôle constitutionnel, et le second Président du Comité de contrôle du KGB, les deux propositions remportant le soutien unanime du meeting"<sup>115</sup>.

Dans cette distribution symbolique des rôles, on remarque qu'El'cin, même s'il n'est pas le plus "populaire", remporte la position la plus élevée.

Au cours des deux campagnes de 1989 et 1990, l'arène électorale assure sa prééminence dans le mouvement informel/démocratique grâce à l'importance des meetings de masse. Presque tous les segments du mouvement prennent part à ces actions qui se prêtent à des usages multiples. Elles servent de lieu de définition et de redéfinition des identités dans cette période de mutation du mouvement informel. Par leur mise en scène, les "meetings de masse" viennent soutenir une représentation de la vie politique sous la forme d'un affrontement entre les "démocrates" et un "PCUS" transformé pour la cause en monolithe.

Cette vision de la situation politique se diffuse à l'ensemble du mouvement informel/démocratique et contamine les autres sites de compétition où il se trouve: la presse, l'arène du Parti, etc.

Les élections transforment non seulement les rapports de hiérarchie internes au mouvement informel/démocratique mais aussi la structure du jeu dans laquelle il se trouve engagé: de nouvelles organisations s'imposent grâce à leur savoir-faire dans la conduite des campagnes; certaines personnes proches du mouvement acquièrent des positions institutionnelles fortes (elles deviennent députés de l'URSS). Ces processus diminuent l'importance des relations de transactions que les clubs informels entretenaient jusqu'alors avec les comités locaux du Parti. Leur structure du jeu se trouve donc totalement modifiée par les élections.

## Section C/ Vers une reconfiguration du mouvement

Ce qui se passe sur l'arène électorale en 1989-1990 bouleverse les identités et les positions des acteurs au sein du mouvement informel/démocratique. Ces transformations sont dues à deux facteurs.

D'une part, les élections (qui viennent d'avoir lieu pour désigner le parlement soviétique et qui se préparent pour les soviets de république et de ville) ouvrent de nouvelles opportunités. Les informels/démocrates ont désormais des alliés au parlement soviétique par l'intermédiaire desquels ils peuvent espérer plus facilement influencer les décisions politiques. Au lendemain des élections de 1989, le mouvement se concentre autour des nouveaux députés de l'URSS, les clubs essaient de définir leurs nouvelles positions par rapport à eux. Mais assez rapidement, ils se consacrent à la préparation de la nouvelle campagne pour les élections républicaines, délaissant presque entièrement l'arène soviétique. Ce déplacement est en fait très révélateur de la mobilité des enjeux dans l'espace politique entre les deux élections. Le niveau central (Congrès des députés de l'URSS et PCUS) détient encore les principales compétences, mais des acteurs importants sentent confusément que le niveau républicain est susceptible de monter en puissance. Certains (parmi les "réformateurs radicaux" de l'appareil) prennent le pari d'investir ce niveau de pouvoir qui est encore peu élevé dans la hiérarchie. D'autres (comme les informels/démocrates) y voient le niveau le plus élevé de pouvoir qui leur soit accessible: leur propre élection ne leur apparaît plus comme une chimère.

D'autre part, la politique d'opposition frontale adoptée par le mouvement pendant la campagne de 1989 gagne peu à peu l'ensemble du mouvement. Cette logique tend à délégitimer les rapports de transaction avec les réformateurs du Parti sur lesquels s'était appuyé le mouvement informel dans la période initiale.

La logique d'affrontement s'installe dans le mouvement par plusieurs mécanismes. Les résultats électoraux de 1989 semblent montrer d'eux-mêmes que la position d'opposant à l'appareil est payante. L'étirement du calendrier électoral, décidé après les élections de 1989, loin de calmer le jeu, maintient la logique d'opposition frontale comme le nerf du mouvement. Cette logique progresse aussi à mesure que les leaders et clubs de la première cohorte perdent du terrain dans le mouvement. La transformation de la structure du jeu a en effet radicalement modifié leur position: ils ont été condamnés à n'être que des acteurs de second plan pendant la campagne de 1989, et leurs anciennes relations de collusion avec les réformateurs du PCUS proches de Gorbačëv deviennent de moins en moins viables. La concurrence entre les membres des deux cohortes pendant cette période charnière tourne à l'avantage des nouveaux venus (organisateur de campagne).

Le mouvement informel ne se transforme pas d'un bloc en un mouvement d'opposition. Introduit en 1989 par les nouveaux venus sur la scène électorale, le schème d'action fondé sur l'affrontement n'est adopté par les informels de la première cohorte qu'en 1990, et seulement par ceux qui décideront de se lancer dans la compétition électorale. Ils seront suivis de peu par les membres des clubs du Parti (nous le verrons dans le chapitre suivant). La période intermédiaire entre les deux élections est ainsi une phase étrange où les acteurs changent d'identité, mais ne perçoivent pas nécessairement toutes les implications de ce changement: ils conservent parfois des modes de perception liés à la politique de transaction avec les réformateurs du Parti. De leur côté, leurs interlocuteurs du Parti ne perçoivent pas non plus immédiatement ces mutations d'identité et de stratégie. Ce phénomène ambiant d'hystérésis est une source de tension dans les relations de transaction qui subsistent partiellement entre les informels de la première cohorte et certains comités du Parti.

La reconfiguration du mouvement qui se fait autour des nouveaux élus au parlement soviétique (II) a pour origine une nouvelle perception du possible grâce aux résultats de 1989 et à un changement des règles du jeu électoral (I).

## I/ Une redéfinition du jeu électoral

Les résultats des élections de 1989 sont unanimement analysés comme une défaite du Parti. Mais au-delà de cette constatation, ils donnent lieu à des interprétations un peu divergentes et à des modifications des règles du jeu qui favorisent l'entrée à part entière des informels/démocrates dans la compétition électorale.

### 1/ Défaites symboliques et victoires "infamantes" du Parti

Les membres du Parti remportent la majorité des sièges<sup>116</sup>, mais les analystes du camp démocratique et la presse occidentale s'accordent pour interpréter ces résultats comme une défaite de l'"appareil" tout entier. Gorbačëv, lui, y voit avant tout une défaite des conservateurs (d'où sa décision de limoger 110 membres du Comité central au lendemain des élections lors du plénum du CC des "longs couteaux" d'avril 1989, cf. supra p. 239). Il y a une lutte sur l'interprétation des résultats, et Gorbačëv n'est pas maître de la signification des élections.

Les informels/démocrates insistent surtout sur les défaites symboliques et les victoires infamantes du Parti, sans trop s'appesantir sur leurs propres performances. Pour eux, l'appareil est désavoué et sa victoire n'est qu'apparente.

Au bas de la pyramide, les secrétaires et premiers secrétaires des comités de ville et d'arrondissement essuient de nombreux échecs. Le Club du Parti de Moscou (MPK), qui publie une analyse détaillée des résultats<sup>117</sup>, ne dénombre que 36 victoires dans cette catégorie et note 2 défaites importantes à Moscou: celles des premiers secrétaires du *rajkom* Sevastopol' (Brjačihin) et du *rajkom* Timirjazev. Au niveau supérieur, la défaite de 59 secrétaires de comités de région (*obkom*) et de territoire (*krajkom*) (sur 163 présentés), dont le premier secrétaire de la région de Leningrad (I.F. Solov'ëv) et le deuxième secrétaire du MGK (équivalent à un *obkom*), Ju. Prokof'ev<sup>118</sup>, est un symbole lourd. Certains secrétaires de région, anticipant des difficultés sur leur propre territoire, s'étaient présentés dans des circonscriptions jugées plus faciles, en milieu rural notamment. Encore plus révélateur de l'érosion de l'image du Parti, certains candidats de l'appareil n'ont pas été élus, ce *en l'absence* de concurrents démocrates<sup>119</sup>. Un journaliste de la presse informelle pousse la plaisanterie en soulignant que, pour gagner, il suffisait somme toute d'avoir un rival de la nomenklatura<sup>120</sup>.

<sup>116</sup> Ils sont même proportionnellement plus nombreux au Congrès de 1989 que dans la précédente législature élue en 1984 (leur pourcentage passe de 71,4 à 87,6) car il existait alors un quota réservé aux non-membres du Parti, qui est supprimé avec l'ouverture à la concurrence (M. TATU. Composition du Congrès. Plus d'intellectuels, moins d'ouvriers. *Le Monde*, 26 mai 1989).

<sup>117</sup> V. LYSENKO. Naši komentarii k itogam vyborov v narodnye deputaty SSSR [Nos commentaires des résultats des élections des députés du peuple de l'URSS]. *Vestnik Moskovskogo partkluba*, 0, 10/5/1989, p. 47-49. Sauf indication contraire, les données sur les résultats proviennent de cette source.

<sup>118</sup> Ju. PROKOF'EV (Ne vybrali [Je n'ai pas été élu]. *Moskovskie Novosti*, 9 avril 1989, 15, p. 10) n'a recueilli que 13,5 % des voix à Moscou. A Leningrad, 5 hauts dirigeants de l'*obkom* du Parti ont été battus. Au total, ce sont 32 premiers secrétaires régionaux du Parti qui auraient échoué, chiffre tenu secret par la Commission électorale (1 958 députés (sur 2 250) ont été élus le 26 mars. *Le Monde*, 8/4/1989).

<sup>119</sup> Leur échec peut être dû à un taux de participation insuffisant ou à l'absence de majorité absolue si deux candidats seulement étaient en lice (cf. encadré 9, p. 242 sur la convocation d'élections partielles). C'est le cas de la circonscription de Ljublino où s'est présenté le président du comité exécutif du Soviet de Moscou, V. Sajkin (auteur des Règles provisoires du Mossovet sur les manifestations).

<sup>120</sup> A. PAPP. V tiskah liberalizma [Dans l'étau du libéralisme], *Panorama*, 6, juin 1989.

Mais le camp démocratique tient surtout à consigner les victoires indignes d'un parti détenteur du pouvoir. Les commentateurs remarquent que les 14 premiers secrétaires des comités centraux des PC de république ont certes remporté les élections, mais seuls 2 d'entre eux se sont risqués à se présenter dans leur capitale, les autres ayant préféré se présenter dans des villes périphériques. A. Fadin note que le premier secrétaire du Comité du Parti de Moscou (MGK), L. Zajkov, n'a été élu qu'avec 300 000 voix alors que le MGK compte 1,2 million de membres<sup>121</sup>.

Les analystes du Club du Parti de Moscou (MPK) estiment les conservateurs ou apparentés à 90 % des députés du Congrès de l'URSS, soit:

- un noyau dur de 25 % de députés directement rattachés à l'appareil (fonctionnaires des échelons central, républicain et local; militaires; retraités de l'appareil) et d'emblée définis comme des "conservateurs",
- une "majorité silencieuse" ou "marais", évaluée à 65 % du corps législatif.

Les observations du MPK montrent que les démocrates anticipent une majorité instable: s'ils n'escomptent pas gagner les indécis à leur cause, ils ne semblent pas considérer non plus que l'appareil puisse *pleinement* compter sur le "marais".

Les démocrates se montrent relativement discrets sur leurs propres résultats, car il leur est difficile de compter le nombre de députés "progressistes". Néanmoins, ils comprennent que, là où l'espace est compétitif, ils font largement le poids. La performance hors du commun d'El'cin, qui, rappelons-le, obtient 89,4 % des voix dans la circonscription territoriale-nationale de Moscou, la plus peuplée du pays, vient conforter cette perception. La difficulté de compter les députés démocrates vient de ce que la campagne n'a pas été menée de façon centralisée sous un label commun. Comme on l'a vu, les candidatures d'*outsiders* ont été enregistrées au hasard des rapports de force locaux (on n'a trouvé nulle part de décompte du nombre de ces candidats). Le MPK évalue ainsi à chaud à 200 environ le nombre de députés dont la candidature n'a pas été présentée par l'"appareil", soit 9 % du corps législatif. Le plus gros contingent (130 députés) provient des républiques baltes, d'Arménie et de Géorgie, une cinquantaine de la RSFSR, les neuf autres républiques se partagent la vingtaine de députés restante.

Les résultats ne peuvent être estimés que localement. Le Front populaire de Moscou (MNF) par exemple se félicite de sa réussite puisque, sur 15 candidats élus dans la capitale dès le premier tour, 11 ont bénéficié de son soutien<sup>122</sup>.

Les députés démocrates ne commencent à se compter à l'échelle nationale qu'en juillet 1989, donc après la première session du Congrès, au moment de la formation du Groupe interrégional des députés (MDG). 268 députés se déclarent alors membres de cette fraction, auxquels s'ajoutent 120 députés sympathisants<sup>123</sup>. L'ensemble (388) représente 34,5 % de ce que nous avons appelé plus haut la zone de concurrence réelle (1126 sièges, cf. tableau 14, p. 238). Les démocrates ne sont peut-être pas majoritaires sur ce segment, mais ils existent au

<sup>121</sup> A. FADIN. Interview. *Radio Liberté*, ca mars-avril 1989.

<sup>122</sup> Novyj 'el'cinskij' krizis v Moskve..., *op. cit.*, 1989. Dans 26 circonscriptions territoriales de Moscou, 15 candidats sont élus au premier tour, 8 au second tour, 3 lors des élections partielles de mai.

<sup>123</sup> A sa création en juillet 1989, le MDG déclare compter 316 députés du Congrès de l'URSS, dont 90 membres du Soviet suprême (U radikal'noj perestrojki net al'ternativy. Otčet s sobranija Mežregional'noj deputatskoj gruppy [Il n'y a pas d'alternative à une perestrojka radicale. Compte-rendu de réunion du Groupe interrégional des députés]. *Informacionnyj bjulleten'*. Izdanie Mežregional'noj gruppy narodnyh deputatov SSSR, 15/9/1989, p. 1). En réalité, 316 est le nombre de députés qui assistent au congrès constitutif du MDG mais seulement 268 s'en déclarent membres (V. PRIBYLOVSKIJ. Slovar' oppozicii. Novye političeskie partii i organizacii Rossii [Dictionnaire de l'opposition. Les nouveaux partis et organisations politiques en Russie]. *Analitičeskie sborniki informacionnogo agentsvta Postfactum*, série "Etat du pays", avril 1991, 4-5, p. 19).

parlement soviétique. Leur présence est limitée à une scène locale, mais importante dans le nouveau dispositif institutionnel et extrêmement visible<sup>124</sup>.

## 2/ Changement des règles électorales: un jeu plus ouvert

L'idée que l'essentiel du pouvoir se situe au Centre (Union), et que la bataille se joue à présent dans le transfert de pouvoir du Parti vers le nouveau parlement soviétique, semble généralement admise en 1989<sup>125</sup>. Les élections à venir aux soviets républicains et locaux apparaissent donc dans un premier temps comme ayant un enjeu relativement moins élevé par rapport à celles qui viennent de se dérouler. Par ailleurs, Gorbačëv a atteint l'un de ses objectifs avec les élections au Congrès de l'URSS en ébranlant les conservateurs. Il est possible qu'il ait eu alors l'impression d'avoir une marge de manœuvre plus large et qu'il ait voulu en profiter pour ouvrir le jeu. C'est certainement pour ces deux raisons que l'étau se desserre. Le principe du cumul des postes de premier secrétaire de comité du PCUS et de président de soviet est abandonné en juillet 1989<sup>126</sup>, laissant les responsables du Parti libres de participer ou non aux élections. Les règles d'entrée dans la compétition électorale sont assouplies: les quotas de sièges réservés aux organisations sociales sont supprimés à la demande du Groupe interrégional des députés (MDG)<sup>127</sup>; le quorum permettant aux assemblées d'électeurs de se tenir est abaissé de 500 à 300 électeurs; enfin les candidatures ne seront enregistrées que par un seul niveau de commissions électorales au lieu de deux<sup>128</sup>.

Mais les luttes au sein de l'appareil au lendemain des élections de 1989 font que les élections aux soviets républicains sont différées. Elles devaient avoir lieu dans la foulée des élections au Congrès de l'URSS à l'automne 1989: elles sont repoussées au printemps 1990<sup>129</sup>. Le premier tour en Russie aura lieu le 4 mars 1990, le second le 18 mars. Si ce report visait à éviter une deuxième défaite d'affilée de l'appareil, il n'est pas sans entraîner des conséquences lourdes sur la structure du jeu électoral. Une année sépare les deux scrutins: c'est un laps de temps assez long pour permettre au mouvement démocratique d'organiser ses troupes de façon plus centralisée, et assez court pour maintenir un état de mobilisation quasi permanente. Parallèlement au cours de cette période, le poids politique des républiques est réévalué sous l'effet des revendications d'indépendance des pays baltes auxquelles le Centre cède partiellement en leur accordant l'autonomie financière en juillet 1989. Etant donné l'importance croissante que prend l'échéance de 1990, la logique d'affrontement va devenir dominante et se diffuser à l'ensemble du mouvement démocratique.

---

<sup>124</sup> Les mobilisations commencent souvent par une série de basculements locaux situés dans des lieux sociaux jugés significatifs. Le décollage du mouvement étudiant de novembre-décembre 1986 en France contre la loi Devaquet, par exemple, tient au fait que les salles de cours, les UFR, les universités, les lycées rejoignent les uns après les autres la contestation (M. DOBRY. Calcul, concurrence et gestion de sens..., *op. cit.*).

<sup>125</sup> Les républiques baltes sont alors les seules à contester leur subordination à l'Union et à réclamer leur souveraineté (à partir de novembre 1988).

<sup>126</sup> A. GAZIER. Le bouleversement des institutions..., *op. cit.*, 2002, p. 137.

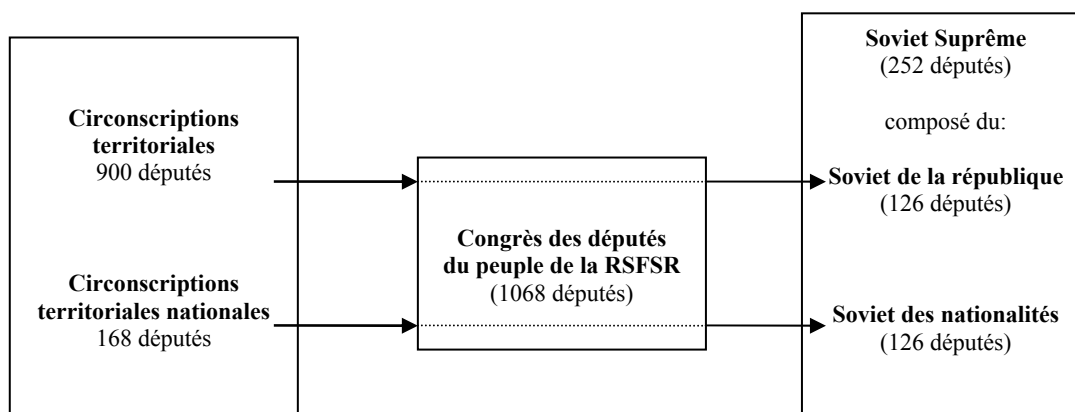
<sup>127</sup> A. MURAŠEV. Mežregional'naja deputatskaja gruppа. Hronika minuvšego godа [Le Groupe interrégional des députés. Chronique de l'année écoulée]. *Ogonëk*, août 1990, 32, p. 6-8.

<sup>128</sup> M. SPECKHARD. *The Awakening Bear: the Development of a Competitive Party System in Russia*. Th: Science politique: Houston: 1991, p. 15; P. DUNCAN. The Rebirth of Politics in Russia In G. HOSKING, J. AVES, P. DUNCAN. *The Road to Post-Communism. Independent Political Movements in the Soviet Union, 1985-1991*. London, New York: Pinter Publishers, 1992, p. 86.

<sup>129</sup> J. GUEIT. 1988-1989. Vers une modification du système..., *op. cit.*, 1993.



**Graphique 3 : Mode de formation du Congrès des députés et du Soviet suprême de la RSFSR (1990)**



Sources: Zakon RSFSR "O vyborah narodnyh deputatov mestnyh sovetov narodnyh deputatov RSFSR". 20/12/1989 [Loi de la RSFSR sur les élections des députés du peuple des soviets locaux des députés du peuple de la RSFSR]; G. BELONUČKIN. S"ezd narodnyh deputatov i Verhovnyj Sovet RSFSR/Rossijskoj Federacii (16/05/1990-4/10/1993) [Le Congrès des députés du peuple et le Soviet suprême de la RSFSR/Fédération de Russie], 2002 [<http://www.cityline.ru/politika/gos/ndrs.html>].

## II/ Rôles et positions

Les élections de 1989 entraînent une redéfinition des positions au sein du mouvement informel/démocratique. Les informels de la première cohorte sont à la recherche de rôles. Ils ont perdu la place qu'ils avaient dans le paysage politique avant les élections et n'ont pas vraiment trouvé de rôles à jouer dans la campagne de 1989. Ceux qu'ils tentent de se donner au lendemain des élections sont instables et dépendent en grande partie de leurs interactions quotidiennes avec les autres groupes d'acteurs. Les identités sont ballottées au gré de ces interactions et de la concurrence que se livrent les membres des deux cohortes. Les informels muent mais ne peuvent maîtriser entièrement ce en quoi ils se transforment.

Les clubs centraux de la première cohorte, évincés de la compétition électorale en 1989, ont peu de ressources dans le jeu électoral. Mais de surcroît, les lieux où ils se trouvent, et de façon générale l'ensemble des sites de l'espace politique investis par le mouvement, deviennent peu ou prou des lieux de *réparation* des dommages causés sur l'arène électorale. Qu'ils le veuillent ou non, les membres de la première cohorte doivent se soumettre à cette contrainte: ils font les frais du succès des organisateurs de campagne avec lesquels ils doivent se montrer solidaires. Ils n'en cherchent pas moins à se démarquer publiquement des groupes de la seconde cohorte actifs sur la scène électorale (1).

Au lendemain des élections de 1989, les informels de la première cohorte cherchent à se mettre au service des nouveaux députés démocrates, à devenir leurs conseillers et stratèges. Or, s'ils sont un temps sollicités dans ce rôle, les nouveaux députés démocrates semblent leur préférer les nouveaux venus de la seconde cohorte, plus aisément mobilisables pour des tâches d'organisation (2).

### 1/ La dévaluation relative de la première cohorte

L'éviction des leaders de la première cohorte de la lutte électorale de 1989 a pour effet de réduire considérablement leur autonomie. Dans un jeu politique qui se présente, à Moscou

et dans sa région tout au moins, comme un antagonisme entre l'"appareil" et "El'cin", ils n'ont pratiquement pas d'autre choix que de soutenir les "radicaux" contre les "candidats de l'appareil", même si ces derniers sont des réformateurs avec lesquels ils ont pu entretenir des relations étroites. Ils se trouvent coincés dans une situation qui se présente comme bipolaire, mais qui est bien plus complexe sur le terrain. C'est précisément ce qui se passe dans l'arrondissement Sevastopol', où le club Perestrojka démocratique est contraint de soutenir O. Bogomolov, directeur de l'IEMSS, qui se présente contre A. Brjačihin, premier secrétaire du *rajkom* Sevastopol':

"Pour nous, explique A. Fadin, cette coalition est loin d'avoir été simple parce que, d'un côté le programme de Bogomolov était pratiquement le nôtre, mais de l'autre, nous étions largement redevables au comité local du Parti de nous avoir permis d'avoir un local, etc."<sup>130</sup>.

Tous les espaces de jeu investis par les informels deviennent des lieux de *réparation* pour les dommages causés dans la bataille électorale. Le club Perestrojka démocratique se voit contraint d'exécuter certains rituels devant le *rajkom*. L'interview précitée de A. Fadin à *Radio Liberté* en est un exemple. Après les élections en mai 1989, des dirigeants du club (Rumjancev, Volkov et Fadin) rencontrent des fonctionnaires du *rajkom*, se disent peïnés des "*déclarations injustement négatives [du premier secrétaire] à l'adresse de Perestrojka démocratique sur la question des élections*", et insistent pour garder de bonnes relations avec le comité du Parti<sup>131</sup>. L'arène du Parti est elle aussi mise à contribution pour atténuer les effets de la lutte électorale. Les clubs du Parti n'avaient pas non plus soutenu Brjačihin en 1989<sup>132</sup>. Mais lorsque l'occasion se présente de *se racheter*, le Club du Parti de Moscou (MPK), installé depuis mai 1989 dans les locaux du *rajkom* Sevastopol', ne ménage pas ses efforts pour soutenir Brjačihin qui brigue le poste de deuxième secrétaire du *gorkom* du Parti en décembre 1989. Le club envoie une lettre audit Comité recommandant son hôte et critiquant l'absence de démocratie qui caractérise cette élection<sup>133</sup>. Comme en novembre 1987 lorsqu'ils avaient pris la défense d'un membre éminent du Parti contre l'appareil<sup>134</sup>, les informels ont encore l'impression que rien ne se fera sans la complicité d'une partie de l'appareil. Les choses évolueront autrement, y compris leur propre action, mais leurs perceptions restent encore les mêmes qu'avant les élections.

Les formes de réparation sont multiples: excuses publiques et privées, soutien dans une compétition interne au Parti, mais aussi punitions. Le MPK est ainsi sommé de s'expliquer sur les propos tenus par un orateur du meeting du 4 février 1990 dont le club a été l'un des organisateurs:

---

<sup>130</sup> A. FADIN. Interview. *Radio Liberté*, ca mars-avril 1989.

<sup>131</sup> Informacija o vstreče rabotnikov apparata RK KPSS [mots illisibles] s klubom DP [Information sur la rencontre des membres de l'appareil du *rajkom* du PCUS avec le club Perestrojka démocratique], 26/5/1989 (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol').

<sup>132</sup> Toutefois, contrairement au club Perestrojka démocratique situé dans l'arrondissement Sevastopol', le Groupe du Parti de Moscou (MPG) disposait alors de locaux du Comité du Parti de la ville de Moscou (MGK) dans un autre quartier, ce qui lui a permis de ne pas avoir à prendre ouvertement position dans cette situation cornélienne.

<sup>133</sup> IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dežatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 11 po 17 dekabrja 1989 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 11 et le 17 décembre 1989 aux Secrétaires du *rajkom* du PCUS, chefs de départements du *rajkom* du PCUS], 1989, 1 p (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol'); Moskovskij partijnyj klub "Kommunisty za perestrojku" v MGK KPSS, v Sevastopol'skij RK KPSS, v redakciju gazety "Moskovskaja pravda" [Le Club du Parti de Moscou "Communistes pour la perestrojka" au Comité du Parti de la ville de Moscou, au Comité du Parti de l'arrondissement Sevastopol', à la rédaction de la *Moskovskaja Pravda*] (13/12/1989) (Archives privées de Ju. Čabanov).

<sup>134</sup> Il s'agit d'Elcin pendant l'"affaire El'cin".

"Le député de l'URSS Lapšin [...] s'est permis de faire [à ce meeting] des déclarations dénuées de tact à l'égard du premier secrétaire du *rajkom* du Parti. Il a été convenu que le conseil de coordination du [MPK] s'expliquerait sur ce point le 14/2"<sup>135</sup>.

Quelques jours plus tard, les relations entre le MPK et le *rajkom* s'interrompent brutalement<sup>136</sup>. Un compte-rendu de réunion du MPK rédigé par le département idéologique du *rajkom* indique que le club aurait de lui-même décidé de quitter les locaux du comité du Parti, se sentant "*trop à l'étroit*"<sup>137</sup>. Mais c'est évidemment minorer le contexte électoral dans lequel cette décision est prise (d'autant que les locaux, nous le verrons, n'ont plus la même importance).

Les informels de la première cohorte et des clubs du Parti subissent les conséquences de la lutte électorale sans avoir aucune prise sur les "professionnels des campagnes" de leur mouvement qui poussent résolument au rapprochement avec les "réformateurs radicaux". S. Stankevič, seul informel à être candidat et, à ce titre, doté du pouvoir d'engager l'ensemble du mouvement sur l'arène électorale, et les stratèges électoraux de la seconde cohorte, entrent dans des jeux d'alliance sans en référer aux autres leaders informels. L'épisode de l'échange de télégrammes avec El'cin (cf. supra p. 248) montre que les clubs de la première cohorte ne contrôlent pas "leur" candidat (pas plus que les "réformateurs de l'appareil", qui avaient vraisemblablement facilité l'investiture de Stankevič).

Les leaders de la première cohorte, marginalisés et coincés sur le terrain électoral, tentent de se dégager de la logique dualiste de la campagne ("appareil" vs "El'cin") et de faire apparaître leurs différences sur d'autres terrains. Les uns remettent en cause la légitimité de Stankevič à représenter le mouvement et dénoncent à la veille du second tour son activité passée en tant qu'intermédiaire du Parti<sup>138</sup>. C'est bien l'attitude de Stankevič pendant la campagne qui rend répréhensible son ancien statut d'intermédiaire avec le *rajkom* Čerėmuški (que les informels connaissent depuis le début).

D'autres (Perestrojka démocratique) se démarquent du discours des radicaux qui cherchent à présenter la nomenklatura comme un ensemble homogène à abattre (discours qui débouche entre autres sur le slogan de la lutte contre les privilèges, largement exploité par El'cin et Gdljan en 1989):

"Nous pensons, indique A. Fadin, [...] que la société soviétique n'est pas divisée horizontalement mais transversalement, que les groupes qui ont une même conscience politique (*gruppy soznanija*) traversent toute la société de haut en bas. C'est-à-dire que nous pouvons trouver des partisans aussi bien dans les plus hauts échelons du pouvoir que parmi les personnes ayant le statut social le plus bas. Ce qui se passe aujourd'hui

---

<sup>135</sup> Informacija o dejatel'nosti občestvennyh organizacij v period s 5 po 11 fevralja 1990 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 5 et le 11 février 1990 aux Secrétaires du *rajkom* du PCUS, chefs de départements du *rajkom* du PCUS], 1990, 1 p. (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol').

<sup>136</sup> A. ARHIPOV. O nekotoryh aspektah dejatel'nosti Sevastopol'skogo RK KPSS g. Moskvy sredi občestvenno-političeskijh formirovanij [Quelques aspects de l'activité du *rajkom* Sevastopol' du PCUS de la ville de Moscou parmi les formations socio-politiques], 1990, 6 p. (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol'). L'auteur y est chef de secteur.

<sup>137</sup> IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti občestvennyh organizacij v period s 19 po 25 fevralja 1990 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 19 et le 25 février 1990 aux Secrétaires du *rajkom* du PCUS, chefs de départements du *rajkom* du PCUS], 1990, 1 p. (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol').

<sup>138</sup> Les reporters de *Hronograf* (N°26, 24/5/1989, p. 7-9) font référence à l'article de Sergej STANKEVIČ (Dialog s "neformalami" [Dialogue avec les "informels"]. *Družba*, décembre 1988, 7) sur la stratégie d'infiltration du mouvement informel (voir l'encadré 5 p. 171).

ici, ce n'est pas un conflit social au sens classique du terme, ce n'est pas une classe contre une autre, ou un groupe social contre un autre, c'est un conflit de positions idéologiques sur les perspectives de développement de la société soviétique"<sup>139</sup>.

D'autres membres de la première cohorte enfin s'attaquent aux signes extérieurs de succès du mouvement démocratique (i.e. de la seconde cohorte). Les nouveaux venus sont accusés de faire d'El'cin un "chef charismatique" en constituant l'armature (ou la *direction administrative*) de ce qu'on peut appeler, à la suite de Max Weber, sa *communauté émotionnelle d'adeptes*<sup>140</sup>:

"A Moscou, par exemple, l'opposition de masse s'est exprimée sous la forme d'une véritable adoration de la personnalité d'un nouveau 'dieu', peut-être d'un 'tsar', mais certainement d'un 'héros' (qui 'nous apportera la délivrance'): B.N. El'cin. Pour la première fois dans la capitale, les meetings se sont peu à peu transformés en une foule de plusieurs milliers de personnes scandant son nom. On a beau admettre le caractère exceptionnel de la figure d'El'cin et de son programme, on ne peut pas ne pas se méfier de l'extase proprement hystérique qui est cultivée dans ces foules de partisans. Notre conclusion pourra paraître un peu rude, mais il faut bien reconnaître qu'une conscience à la Gapon (c'est-à-dire un mélange d'opposition et de 'monarchisme naïf')<sup>141</sup> est encore loin d'être une conscience civique. [...] Les traits de l'ancienne société – appareil bureaucratique, intolérance et même culte de la personnalité – deviennent de plus en plus inhérents au mouvement d'opposition. C'est pour beaucoup le résultat d'une intégration progressive du mouvement démocratique à l'Etat de droit autoritaire qui se met en place. Les élections qui viennent d'avoir lieu en sont un exemple. Lorsqu'il y a autant de barrières et d'obstacles, que les circonscriptions électorales sont aussi énormes et que les mensonges de la presse officielle sont aussi monstrueux, la victoire aux élections n'est à la portée que de structures de type 'parti' ayant à leur tête un nom célèbre, plus bas une équipe de fonctionnaires dévoués, et tout en bas une foule de partisans qui tombent en extase sur commande"<sup>142</sup>.

Les informels de la première cohorte donnent également une vision désenchantée des meetings de masse, qui font la gloire de la seconde cohorte:

"*Des centaines de milliers de personnes venues manifester nous soutiennent*", disent les organisateurs du meeting [du 4 février 1990]. [...] En fait de masse, sur la place [du Manège], il y avait surtout des flâneurs venus là par hasard, en grande partie d'ailleurs grâce à la publicité faite dans la presse. Ils levaient la main pendant les votes non pas en connaissance de cause, mais simplement pour faire comme les autres. Sont également venus au meeting des dizaines (et non des centaines) de milliers de partisans... des partisans de quoi, d'ailleurs? de la démocratie? ou d'un des leaders nés

---

<sup>139</sup> A. FADIN. Interview. *Radio Liberté*, ca mars-avril 1989.

<sup>140</sup> M. WEBER. *Economie et société*. 2<sup>e</sup> édition. Paris: Plon, 1995, vol. 1, 411 p.

<sup>141</sup> Le prêtre Gapon (1870-1906) avait créé en 1903-1904 une organisation ouvrière, l'Union des ouvriers d'usine et de fabrique de St. Pétersbourg, qui, tout en soutenant certaines revendications du mouvement social-démocrate, jurait fidélité au tsar et à l'Eglise orthodoxe. Ce type d'organisations syndicales *légal*es, privilégiant des formes loyales, i.e. surtout *non politiques*, de mobilisation s'est multiplié dans les premières années du XX<sup>ème</sup> siècle sous l'impulsion de S. Zubatov, d'abord chef de l'Okhrana (police politique) de Moscou, puis chef du Département spécial de la Police à St. Pétersbourg à partir de 1902, avec lequel Gapon entretenait des relations (pour les biographies de Gapon et Zubatov, voir par exemple *Bol'shaja sovetskaja ènciklopedija* [Grande encyclopédie soviétique], 3<sup>e</sup> édition. Moscou, 1969-1978).

<sup>142</sup> Uroki "pervyh svobodnyh" [Les leçons à tirer des "premières élections libres"]. *Obščina*, 31, 10/4/1989, p. 2-3.

de la perestrojka? Enfin, il y avait une rangée sempiternellement grise de soldats de l'Intérieur et de la milice qui cernaient la place en silence"<sup>143</sup>.

Les informels sont donc bien conscients qu'il y a une concurrence avec les membres de la seconde cohorte et que les nouvelles formes de mobilisation qui ont le vent en poupe leur font perdre du terrain dans leur propre mouvement.

## 2/ Une nouvelle division du travail ?

Après les élections de 1989, les leaders de la première cohorte n'ont pas trouvé de rôle stabilisé, leur position dans le mouvement a changé et leur identité est devenue flottante. L'une des contraintes de la réussite électorale du mouvement est qu'ils doivent désormais modifier leur mode d'engagement. Ils essaient de définir leur place par rapport aux nouveaux députés démocrates de l'URSS, dont certains avaient été leurs protecteurs ou leurs intermédiaires avec les réformateurs du Parti. Les leaders informels se voient comme des conseillers du nouveau pouvoir législatif, rôle qu'ils sont d'autant plus fondés à s'approprier que des députés eux-mêmes les sollicitent. A plusieurs reprises, Ju. Afanas'ev demande à un petit groupe (Igrunov, Permjakov, Fadin, Mitrohin, Havkin) de rédiger des notes d'analyse<sup>144</sup>. O. Bogomolov, directeur de l'IEMSS, s'adresse au club Perestrojka démocratique afin qu'il prépare des "thèses" pour une commission constitutionnelle créée par Gorbačëv<sup>145</sup>. Les leaders informels croient donc avoir enfin accès au niveau central de décision qu'ils espèrent atteindre depuis 1987-1988. Mais ils ont aussi l'impression que leurs services ne sont pas utilisés, que ni Afanas'ev ni la commission constitutionnelle de Gorbačëv ne lisent leurs rapports.

D'autres prétendants au rôle de conseillers apparaissent sur le "marché". Dans leur mutation en acteurs politiques, certains membres de l'establishment académique et littéraire constituent en octobre 1988 le groupe "Tribune de Moscou" (*Moskovskaja tribuna*, MT), que son président, L. Batkin, définit comme un "*club informel fermé*" de l'"*élite intellectuelle moscovite*"<sup>146</sup>. Il s'agit là en fait d'un *autre* type de club, formé par des membres de l'establishment intellectuel appartenant pour la plupart à la génération des soixantards<sup>147</sup>. Ce club se conçoit explicitement comme la tête pensante du mouvement démocratique:

"Aucune perestrojka, explique L. Batkin, ne sera possible si elle n'inclut pas les masses. Il faut 'aller au peuple', utiliser tous les moyens pour diffuser nos idées.

---

<sup>143</sup> A. VASILIVECKIJ. Fevral', Fevral', ne stanovis' oktjabrëm! [Février, Février, ne te transforme pas en Octobre!]. *Panorama*, février 1990, 3 (15).

<sup>144</sup> V. IGRUNOV. Miting v Lužnikah i načalo Mežregional'noj deputatskoj gruppy..., *op. cit.*, 2002. Havkin n'était pas un informel mais avait appartenu au groupe des "Jeunes socialistes" avec Fadin dans les années 1970.

<sup>145</sup> A. BRATERSKIJ, G. STEPANOV. V proekte byl princip avtoritarnoj vlasti [Le projet contenait le principe d'un pouvoir autoritaire]. *Izvestija.ru*, 2003.

<sup>146</sup> Moskovskaja Tribuna: zasedanie 16 ijunja 1989 g. [Tribune de Moscou: réunion du 16 juin 1989]. *Glasnost'*, 30, août 1989, p. 197-202.

<sup>147</sup> Parmi les 10 membres fondateurs, on trouve essentiellement d'anciens soixantards et dissidents: A. Sakharov, Ju. Afanas'ev, L. Batkin (ancien soixantard, chercheur à l'Institut d'histoire universelle), M. Gefter (historien, ancien soixantard), L. Karpinskij (journaliste, ancien soixantard), R. Sagdeev (physicien, directeur de l'Institut de recherches spatiales). D'autres personnes les rejoignent début 1989: l'historien I. Kljamkin, les juristes B. Kurašvili (membre de l'Association soviétique de sociologie) et N. Beljaeva, les sociologues Ju. Levada, L. Gordon et I. Kon, V. Šejnis, la dissidente E. Bonner, les écrivains E. Evtušenko, F. Iskander et A. Pristavkin, le dramaturge M. Šatrov, les journalistes Ju. Černičenko, V. Korotič (rédacteur en chef d'*Ogonëk*), A. Beljaev (rédacteur en chef de *Vek XX i mir*) et L. Timofeev (dissident), le politiste B. Koval', l'économiste G. Popov, le joueur d'échecs G. Kasparov, les écrivains A. Nujkin, A. Adamovič (directeur d'un Centre de recherche sur le cinéma), etc.

Tribune de Moscou doit jouer un rôle de pont intellectuel entre la minorité démocratique du Congrès de l'URSS et la société du pays. Elle doit aussi constituer des groupes d'experts qui conseilleront les députés sur diverses questions"<sup>148</sup>.

Comme les membres de Tribune de Moscou sont situés plus haut dans la hiérarchie sociale que les informels, ils peuvent plus facilement faire appel à des personnalités extérieures reconnues ("*fonctionnaires du parti, membres des mouvements et organisations sociales [...], journalistes*"<sup>149</sup>). Tribune de Moscou entend également agir sur la scène électorale, soit en participant à la sélection des candidats, soit en proposant ses propres candidats (*ibid.*). Les informels sont vus comme des forces supplétives affectées à deux fonctions: assistance aux intellectuels "statutaires" dans leur travail d'expertise politique et relais de propagande auprès du "peuple". Certains informels sont cooptés dans Tribune de Moscou courant 1989 parce qu'ils sont devenus des "notables": les uns, membres de la première cohorte, sont à la tête de journaux (*Kommersant*", *Vek XX i mir*, *Panorama*) ou de comités d'organisation de partis (Association social-démocrate, Union des constitutionnels-démocrates...) susceptibles de servir de relais à la propagande de Tribune de Moscou; les autres, appartenant à la seconde cohorte, ont fait leurs preuves dans l'organisation des campagnes électorales (au MOI, au Club d'électeurs de l'Académie des sciences, dans la fraction démocratique du Front populaire de Moscou)<sup>150</sup>.

Les informels de la première cohorte se trouvent dans une situation inconfortable. Tout comme eux, leurs protecteurs d'hier, réunis au sein de Tribune de Moscou, revendiquent le rôle de conseillers des députés du Groupe interrégional (MDG) et le leadership intellectuel du mouvement. Peu importe que les conseils de Tribune de Moscou ne soient pas beaucoup plus demandés par les nouveaux députés que ceux des informels, ces derniers peuvent avoir le sentiment d'être marginalisés. D'autant qu'il ne peut y avoir de concurrence directe entre les deux groupes étant donné les différences de rangs.

Les informels de la première cohorte arrivent à redéfinir leur position en inventant de nouvelles formes organisationnelles. Mais ce qui les caractérise à ce moment-là est qu'ils n'ont pas les moyens de les mettre en œuvre. Ils influencent avec un certain succès le mode d'organisation des députés démocrates de l'URSS. Voyant les élus radicaux de Moscou s'enfermer dans des stratégies individuelles (constitution de petits fiefs autour d'eux, dont des groupes d'experts) et entamer en marge du Congrès des négociations séparées avec de hauts responsables politiques pour définir l'ordre du jour de la première session<sup>151</sup>, ils les incitent à créer une fraction parlementaire:

"Les députés ne manifestaient pas alors une grande volonté de coopérer les uns avec les autres"<sup>152</sup>. "Popov, même Sakharov, etc. essayaient chacun de son côté d'arriver à

<sup>148</sup> Moskovskaja Tribuna: zasedanie 16 ijunja 1989 g...., *op. cit.*, 1989.

<sup>149</sup> Proekt zajavlenija o sozdanii politiko-kul'turnogo občestvennogo kluba MT [Projet de déclaration sur la création du club social politique et culturel MT]. Moscou, avril 1989.

<sup>150</sup> Les informels de la première cohorte admis à Tribune de Moscou sont membres de Perestrojka démocratique (Fadin, chef du service politique du journal *Kommersant*", Jankov, Kudjukin, Rumjancev, Volkov, tous étant membres dirigeants de l'Association social-démocrate), du journal *Panorama* (Verhovskij), du groupe Dignité des citoyens (Zolotarëv, fondateur de l'Union des cadets), de l'ancien KSI (Igrunov, Mejer, Pavlovskij, rédacteur de la revue *Vek XX i mir*), de Mémorial (Leonov, Ponomarëv, Samodurov), de l'ancien club Perestrojka-88 (Fadeev, devenu leader d'un club d'électeurs), d'Obščina (Šubin), du syndicat Socprof (Hramov).

Les représentants de la seconde cohorte appartiennent principalement au MOI (Bokser), au Club d'électeurs de l'Académie des sciences (Šabad, Savost'janov) et à la fraction démocratique du Front populaire de Moscou (Surikov, Astafëv).

<sup>151</sup> V. IGRUNOV. O stanovlenii politiki na rubeže vos'midesjatyh i devjanostyh [L'émergence de la politique au tournant des années 1980 et 1990], 1992.

<sup>152</sup> V. IGRUNOV. Preambula..., *op. cit.*, 2002

des accords avec Gorbačëv, mais pas de s'unir pour agir de concert ... [...] J'ai eu énormément de mal à réunir [...] Sakharov, Bonner, Afanas'ev, Zaslavskaja..."<sup>153</sup>.

Déjà pendant la campagne, l'idée d'une alliance entre candidats n'était apparue que chemin faisant, presque incidemment (sous la forme de télégrammes entre El'cin et quinze candidats). L'idée d'une fraction parlementaire n'est pas plus évidente. Elle ne va pas de soi surtout parce qu'elle suppose que les députés radicaux se définissent, implicitement du moins, comme des opposants<sup>154</sup>. Or V. Igrunov soupçonne certains députés d'avoir cru à une entente possible avec Gorbačëv (certains espèrent que la première session du Congrès débouchera sur la constitution d'un nouveau gouvernement dont la direction sera confiée à G. Popov)<sup>155</sup>.

En avril 1989, 22 députés de Moscou, à l'instigation de clubs informels<sup>156</sup>, décident de se réunir régulièrement et de soumettre les fruits de leurs réflexions au Congrès. Ils forment le "club moscovite des députés de l'URSS"<sup>157</sup>. Puis ce club parlementaire étend sa sphère d'influence aux députés d'autres régions:

"De fil en aiguille, poursuit V. Igrunov, nous nous sommes mis d'accord sur une tactique susceptible de rallier les démocrates de province aux [députés] moscovites [...], pour que ce soit eux, les députés des régions, qui deviennent les porte-voix des idées. Les députés de Moscou ont agi comme nous le leur conseillions, et un groupe s'est finalement consolidé, qui s'est transformé au cours de l'été [1989] en Groupe interrégional des députés [MDG]"<sup>158</sup>.

Cette dynamique d'action collective, insufflée par les informels aux députés, est saisie au vol par le Club d'électeurs de l'Académie des sciences (KIAN). Le KIAN, qui est le plus *intellectuel* des clubs d'électeurs de la seconde cohorte, prend en charge le travail organisationnel du Groupe interrégional des députés et occupe rapidement une position dominante dans le secrétariat du Groupe<sup>159</sup>. Il soumet les députés à un "entraînement" avant leur première prestation au Congrès (prestation, rappelons-le, filmée par une chaîne nationale):

"J'ai proposé à mes collègues du Club d'électeurs de l'Académie des sciences – explique E. Savost'janov, coprésident du club – de réunir les députés progressistes et de les entraîner avant la première session du Congrès. Tolja Šabad [coprésident du KIAN] a préparé une lettre, qu'on a qualifiée de 'sélective' parce que son contenu était assez incisif. Nous supposons que seuls les progressistes y répondraient. C'est ce qui s'est passé. Ceux qui ont répondu ont par la suite constitué le noyau du Groupe interrégional des députés.

Après avoir obtenu le droit d'utiliser plusieurs salles [à la Maison des scientifiques] (nous savions qu'on nous enlèverait les salles au fur et à mesure des répétitions), nous avons réuni les députés [...] quelques jours avant le début de la session du Congrès pour une séance de trois jours. Le premier jour, nous n'avons eu que des bavardages, le deuxième jour aussi, mais le troisième a été réussi; nous avons pris les choses en mains et mis au point une tactique: [nous avons décidé] qui parmi les députés et dans quel ordre se lèverait, sur quelle question qui interviendrait, ce qu'il dirait ("*Gorbačëv arrive. Tu lèves la main en montrant ton mandat, tu vas au micro, tu demandes la*

<sup>153</sup> V. IGRUNOV. Miting v Lužnikah i načalo Mežregional'noj deputatskoj gruppy..., *op. cit.*, 2002.

<sup>154</sup> La définition explicite du Groupe interrégional des députés (MDG) comme opposition ne survient qu'en décembre 1989.

<sup>155</sup> V. IGRUNOV. O stanovlenii politiki na rubeže vos'midesjatyh i devjanostyh..., *op. cit.*, 1992.

<sup>156</sup> V. IGRUNOV. Preambula..., *op. cit.*, 2002

<sup>157</sup> A. MURAŠEV. Mežregional'naja deputatskaja gruppy..., *op. cit.*, 1990.

<sup>158</sup> V. IGRUNOV. Miting v Lužnikah i načalo Mežregional'noj deputatskoj gruppy..., *op. cit.*, 2002.

<sup>159</sup> V. IGRUNOV. O stanovlenii politiki na rubeže vos'midesjatyh i devjanostyh..., *op. cit.*, 1992.

*parole et tu parles*"). [...] Voilà comment nous avons organisé ce que nous avons appelé le 'pré-congrès' de trois jours, grâce auquel les députés sont arrivés au vrai congrès tout à fait au point pour contrer les jeux de l'appareil"<sup>160</sup>.

Les leaders de la première cohorte ne peuvent ni ne veulent concurrencer les organisations électorales de la deuxième cohorte sur ce terrain:

"[Les députés du MDG] ne voulaient pas utiliser nos expertises et, sur le plan organisationnel, nous n'étions pas en mesure de rivaliser avec ce que pouvait proposer l'Académie des sciences [i.e. le KIAN]. Nous nous sommes marginalisés de façon contrainte et forcée"<sup>161</sup>.

Ainsi, dans le domaine de l'expertise politique aux députés, les informels de la première vague ont à faire face à une rivalité venant des soixantards et de l'establishment académique (Tribune de Moscou). Dans le domaine organisationnel, ils sont concurrencés par les clubs d'électeurs de la seconde cohorte, qui n'ont aucune prétention à intervenir sur les orientations politiques des députés démocrates. Ils se font déposséder de leurs initiatives. Depuis la campagne de 1989, certains, y compris ceux qui étaient les plus engagés sur la scène électorale, ont de plus en plus l'impression de "*jouer une pièce qui n'est pas la leur*"<sup>162</sup>. Il n'est pas étonnant qu'à cette période des informels de la première cohorte commencent à s'éloigner de l'activité politique *stricto sensu* pour s'orienter vers des sphères d'activité connexes comme par exemple le journalisme politique<sup>163</sup>. Avec la phase électorale de 1989-1990, le mouvement commence à ne plus "retenir" certains profils sociaux qui constituaient pourtant son cœur en 1987-1988<sup>164</sup>.

#### **Section D/ Les effets d'un scrutin à venir: les élections de 1990**

Les résultats inattendus de 1989, engageants pour le mouvement démocratique, et le processus de dislocation qui frappe le PCUS<sup>165</sup> (dont les démocrates ont parfaitement conscience), donnent toutes ses chances au camp démocratique pour les élections de 1990<sup>166</sup>. Ces nouvelles élections nécessitent une réorganisation du mouvement informel/démocratique. Elles concernent en effet trois niveaux de représentation (république, ville et arrondissement): leur ampleur dépasse donc de beaucoup celle des élections de 1989 et donne aux aspects logistiques une importance cruciale. Pour la seule ville de Moscou, alors qu'il n'y avait que 27 sièges à pourvoir en 1989, on compte en 1990:

- 65 sièges de députés au Congrès de la RSFSR (sur 1 068),
- 468 sièges de députés au Soviet de Moscou (*Mossoviet*),

---

<sup>160</sup> E. SAVOST'JANOV. Tehnologija mitingov..., *op. cit.*, 2002.

<sup>161</sup> V IGRUNOV. Miting v Lužnikah i načalo Mežregional'noj deputatskoj grupy..., *op. cit.*, 2002.

<sup>162</sup> C'est le sentiment de B. Kagarlickij tel qu'il l'exprime en 2004 à propos de la période 1989-1990 (B. KAGARLICKIJ. Miting v Lužnikah glazami socialista [Le meeting au stade Lužniki vu par un socialiste], 2004.

<sup>163</sup> cf. l'épilogue sur les reconversions professionnelles.

<sup>164</sup> F. SAWICKI et J. SIMEANT (La sociologie de l'engagement militant: un champ de recherches à décloisonner. *Comment penser les continuités et discontinuités du militantisme? Trajectoires, pratiques et organisations militantes*: colloque international IFRESI-CERAPS-CLERSE, Lille, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, 8-10 juin 2006, p. 21) invitent à s'intéresser aux "*modalités par lesquelles les organisations militantes retiennent (volontairement ou non) certains profils sociaux et à l'inverse en découragent d'autres*", aux "*stratégies de[s] organisation[s] pour entretenir et orienter les motivations [de leurs membres]*".

<sup>165</sup> que nous analyserons dans le chapitre suivant.

<sup>166</sup> Pourtant, selon J. HOUGH (*Democratization and Revolution in the USSR...*, *op. cit.*, 1997, p. 280), certains conseillers d'El'cin ne croient pas en la victoire des "radicaux" au Congrès de la RSFSR.



- et plusieurs milliers de sièges de députés aux soviets d'arrondissement (*rajsovet*)<sup>167</sup>.

Il y a donc pour les informels/démocrates une nécessité "objective" de coordonner leurs actions pour répondre à un besoin élevé en candidats, assurer un bon maillage du territoire et aboutir à des règles de bon voisinage. Au total, le bloc électoral démocratique soutient en Russie plus de 5 000 candidatures aux trois niveaux de soviets<sup>168</sup>.

Mais les raisons objectives d'alliance n'empêchent pas une concurrence au sein du mouvement démocratique pour prendre la tête de cette coordination. A partir de l'été 1989, on voit proliférer les initiatives de différents types d'acteurs: informels issus de la première cohorte, députés de l'URSS, organisateurs de la campagne de 1989. Le bloc électoral du camp démocratique se stabilise en janvier 1990 avec la création de "Russie démocratique", qui résulte de la rencontre de ces différentes initiatives mais aussi des luttes qui les ont opposées.

La concurrence se joue principalement entre les clubs informels de la première période qui entendent rester – ou reconquérir leur position – dans le mouvement démocratique, et les clubs d'électeurs apparus en 1989. En 1990, la logique d'opposition frontale se durcit sur une arène électorale nettement dominée par la seconde cohorte et les "radicaux" de l'appareil. Les informels de la première cohorte qui décident de se présenter aux élections n'ont aucune latitude et doivent eux aussi adopter ce mode d'interaction avec le pouvoir s'ils veulent conserver une chance d'être élus. Leurs anciennes formes d'interaction avec les réformateurs du PCUS (et notamment avec les *rajkoms* de la zone expérimentale) se trouvent ainsi définitivement balayées.

## I/ La création d'un bloc électoral démocratique

Les organisations démocratiques prétendant à un rôle de leadership dans la campagne de 1990 émanent de trois sources possibles: (i) du "mouvement des électeurs" (clubs d'électeurs de quartier), (ii) des clubs informels de la première période, (iii) des députés de l'URSS (Groupe interrégional des députés). Dans les deux premières catégories, on observe tout d'abord un phénomène de regroupement (par absorption ou par association). Ces deux types de regroupement entreront ensuite en compétition pour devenir le maître d'œuvre du bloc électoral. Le Groupe interrégional des députés sert de point de référence commun: il apparaît comme le symbole de la réussite de la mobilisation du mouvement et chacun cherche à se prévaloir de sa proximité.

Les clubs d'électeurs de quartier de Moscou se fédèrent au sein de diverses associations, dont les plus importantes sont l'Union moscovite des électeurs (*Moskovskoe ob"edinenie izbiratelej*, MOI), l'Association pansoviétique d'électeurs (*Vsesojuznaja asociacija izbiratelej*, VAI) et le Front populaire de Moscou (MNF) dont on se souvient qu'il coordonnait un certain nombre de clubs d'électeurs ou "groupes d'initiative" de quartier. Le MOI arrive à s'imposer face à ses concurrents directs par sa rapidité de réaction. Par ailleurs, afin d'éliminer ses concurrents de la première période (dirigeants du MNF), ses leaders vont s'efforcer de transformer le label "informel" en stigmat. Enfin, troisième élément de sa stratégie, le MOI réussit à se rapprocher du Groupe interrégional des députés de l'URSS pour se mettre à son service, et tente de faire corps avec lui pour pouvoir "monter en grade" dans le mouvement.

<sup>167</sup> Pour le Congrès des députés de la RSFSR, la ville de Moscou est divisée en 59 circonscriptions territoriales et 6 circonscriptions territoriales-nationales. Le soviet de l'arrondissement Sevastopol', par exemple, compte 120 sièges (cf. note 203, p. 283). A raison d'une centaine d'élus dans chacun des 33 *rajsovets* de Moscou, on atteindrait le nombre de 3 300 élus environ.

<sup>168</sup> Selon le journal *Argumenty i Fakty*, 8, 24/2-2/3/1990, p. 8 (cité par J. HOUGH. *Democratization and Revolution in the USSR...*, op. cit., 1997, p. 293).

En juillet 1989, le MOI rassemble une trentaine de clubs d'électeurs. Son noyau est constitué de dirigeants du Front populaire de Moscou (MNF) appartenant à la seconde cohorte, du Club d'électeurs de l'Académie des sciences (KIAN) et des groupes de soutien à El'cin et à Gdljan. L'Union moscovite d'électeurs s'efforce très vite d'étendre son réseau aux clubs d'électeurs d'autres villes de Russie, et en décembre 1989, devient Union interrégionale d'électeurs (*Mežregional'noe ob"edinenie izbiratelej*), en réussissant à conserver son sigle initial (MOI). Le MOI parvient à s'imposer dans le segment du "mouvement des électeurs" face à trois principaux concurrents. Il élimine l'Association pansoviétique d'électeurs (VAI), fortement soupçonnée d'avoir été créée "par le PCUS"<sup>169</sup>, absorbe une partie du Front populaire de Moscou (MNF) et isole le Club d'électeurs de l'Académie des sciences (KIAN). En septembre 1989, l'un des fondateurs du MNF (Maljutin, membre de la première cohorte) voyait le Front populaire comme l'un des piliers du mouvement informel/démocratique (qu'il appelle alors "*bloc de soutien au Groupe interrégional des députés*"<sup>170</sup>), et le MOI comme un élément mineur de cette architecture, probablement appelé à s'y dissoudre. Or, c'est le MNF qui est absorbé par un MOI ayant réussi à drainer un nombre important de recrues pendant la campagne électorale de 1990. Dans sa concurrence avec le MNF, le MOI cherche à se démarquer très nettement des clubs informels de la première période: il se présente comme un groupe "anticommuniste" à vocation purement technique (proposition des candidats et organisation des campagnes), au service d'une cause politique définie à un autre niveau (le MOI n'a pas de programme propre). Il s'agit d'une mobilisation débarrassée de tous stigmates politiques, mais qui se met au service des "radicaux" parce que ceux-ci ont percé sur le terrain électoral. M. Šnejder, membre du conseil de coordination du MOI (et du MNF), considère que:

"de nombreuses personnes sont allées au MOI et non, par exemple, au MNF parce qu'elles avaient peur d'être considérées comme des 'informels'"<sup>171</sup>. "Le nom était bien choisi: 'union d'électeurs', ça n'avait pas l'air d'une organisation politisée. Et les gens sont arrivés en masse. Le MOI a eu beaucoup de recrues à l'époque des grands meetings de 20-30 000 personnes" (M. Šnejder, entretien du 24/2/1994).

Comme le précise V. Kriger (entretien du 14/1/1994), autre dirigeante du MOI, "une grand-mère n'aurait pas adhéré à un 'front', tandis qu'aux 'clubs d'électeurs', nous avons des grand-mères, des grand-pères, des pionniers. C'était bien sûr une trouvaille ingénieuse".

Mais il faut peut-être ici inverser le lien de causalité: il est possible que l'identité d'"informel" ait agi comme repoussoir *parce que* les leaders de la seconde cohorte l'ont transformée en stigmaté. Le processus lui-même leur a permis d'effectuer cette transformation, car ces "entrepreneurs", contrairement aux informels de la première génération, ont remporté une victoire en jouant la carte radicale. Les premiers informels ne maîtrisent plus le contenu du label qui les définissait jusqu'alors. Celui-ci dépend presque totalement de leurs relations aux autres, et à leurs concurrents.

Le troisième grand rival du MOI au sein du "mouvement des électeurs" est le Club d'électeurs de l'Académie des sciences (KIAN), qui a un statut important du fait du succès de sa mobilisation, de son ancrage dans un milieu professionnel prestigieux et de son réseau étendu à quelques 300 instituts de recherche à travers le pays<sup>172</sup>. C'est justement parce qu'il détient ce

<sup>169</sup> V. Kriger, entretien du 14/1/1994. Nous ne disposons pas d'informations sur la lutte entre le MOI et le VAI. Mais l'Association pansoviétique d'électeurs disparaît relativement vite de la scène politique.

<sup>170</sup> Učreditel'noe sobranie Sevastopol'skoj gruppy MNF [Réunion constitutive du groupe du MNF de l'arrondissement Sevastopol'], 1/09/1989g., REU-8 (note manuscrite, document du Département idéologique du rajkom Sevastopol').

<sup>171</sup> MOI. Kratkaja spravka [Le MOI. Courte note d'information]. *Panorama*, 4 (16), mars 1990.

<sup>172</sup> V. BEREZOVSKIJ et alii. *Rossija: Partii, Associacii...*, op. cit., 1991, p. 93.

statut que le KIAN est considéré par les clubs d'électeurs de base comme un contre-pouvoir potentiel au noyau dirigeant du MOI et qu'il endosse effectivement ce rôle avant d'être mis à l'écart:

"Les leaders du MOI ont assez tôt eu tendance à vouloir tout régenter. Si quelqu'un ne leur plaisait pas, ils ne l'invitaient pas aux réunions. Ils ont formé leur organisation par des jeux d'appareil. [...] Un certain nombre d'organisations de base ou d'arrondissement trouvaient cela fort déplaisant. Et nous sommes entrés en conflit avec le MOI. L'un des leaders d'un club d'arrondissement nous avait contactés pour nous expliquer que le MOI avait cessé d'être une organisation démocratique, que la direction faisait pression pour imposer son avis, et que la seule solution pour contrer ce processus était de prendre appui sur une organisation plus ramifiée comme l'était le KIAN. Nous avons réuni les représentants de plusieurs clubs d'arrondissement [...] et constitué une opposition interne. Ce qui ne nous convenait pas, c'était la méthode d'action du MOI. Concrètement, cette méthode a consisté, de la part de la direction, à transformer la conférence qui devait avoir lieu juste avant les élections en conférence panrusse [décembre 1989]. D'un côté, c'était probablement une bonne chose d'unir toutes les associations d'électeurs de Russie. Mais de l'autre, les questions purement moscovites restaient pendantes, et le malaise inexprimé. Nous pensions avoir la possibilité de critiquer et de modifier quelque peu la composition de la direction du MOI à cette conférence. Mais visiblement, la direction a décidé d'éviter cette situation et a forcé la constitution d'une organisation panrusse. Sans rien demander à personne, de façon unilatérale, elle a modifié le statut de cette conférence" (L. Vahnina, entretien du 6/7/1994).

Après cette résistance, les représentants du KIAN ne sont plus invités aux réunions du MOI, bien que certains rejoignent individuellement le noyau dirigeant du MOI.

Enfin, le MOI se présente comme un satellite du Groupe interrégional des députés de l'URSS (MDG). Comme le font remarquer certains observateurs, ce n'est pas un mouvement d'électeurs qui surveille les élus pour vérifier qu'ils remplissent correctement leurs mandats, mais bien un mouvement qui cherche à se mettre au service des députés<sup>173</sup>. Tandis que les informels de la première cohorte briguent la fonction de conseillers des députés, ont des prétentions politiques et intellectuelles, le MOI semble se contenter d'une position d'auxiliaire purement technique, faisant valoir son expérience sur le tas. Fait rare parmi les organisations démocratiques, il n'adopte aucun programme politique propre et se réfère entièrement à la plateforme du MDG<sup>174</sup>. A une conférence de presse en novembre 1989 où l'on reproche au MOI de ne pas avoir de "visage politique", l'un de ses leaders, Lev Ponomarëv, répond: "Notre visage, ce sont les députés du MDG"<sup>175</sup>. Le MOI prend aussi soin d'informer les clubs informels "intellectuels" qu'il n'a pas l'intention d'empiéter sur leur territoire. A une réunion de la direction de Mémorial, le même Ponomarëv, membre du MOI et de Mémorial, définit le mouvement démocratique comme étant compartimenté en catégories hiérarchisées:

"Le niveau le plus bas de notre mouvement [...] est constitué par le mouvement des électeurs. Le niveau suivant, par des organisations qui ont déjà une certaine structure

---

<sup>173</sup> V. BEREZOVSKIJ et alii. *Rossija: Partii, Associacii...*, op. cit., 1991.

<sup>174</sup> La décision de ne pas adopter de programme politique n'a pas été prise à l'unanimité des membres du MOI, mais ce trait distinctif aurait constitué, selon un journaliste de *Panorama*, un facteur majeur de stabilité pour l'organisation (A. SAŠIN. MOI: Redkij primer stabil'nosti [Le MOI: un rare exemple de stabilité]. *Panorama*, juillet 1990, 7). Sur le soutien au programme du MDG, cf. Zajavlenie. Vsesojuznaja konferencija klubov i dviženij izbiratelej [Déclaration. Conférence nationale des clubs et mouvements d'électeurs], 2-3/12/1989 (Archives de l'Union interrégionale d'électeurs: MOI).

<sup>175</sup> Conférence de presse du MOI, 11/11/1989 (archives du MOI).

et une problématique, qui ont des documents sur leurs objectifs et leurs intentions (Mémorial, MNF et d'autres). Le troisième étage de cette construction est constitué par le MDG"<sup>176</sup>.

Du côté de la première cohorte, les principaux clubs informels, après avoir été écartés des élections de 1989, profitent de la campagne de 1990 pour revenir dans le jeu. Ils envisagent pour ce faire de créer de nouvelles formes de coordination ou de se transformer eux-mêmes en de nouvelles organisations. Tout d'abord, ils prennent l'initiative, dès l'été 1989, de constituer un "bloc" de candidats au sein duquel ils s'accorderaient sur les modalités de coopération pendant la campagne. Ils organisent une série de rencontres, appelées "table ronde", de juin à août 1989<sup>177</sup>. Parallèlement, certains clubs commencent à se transformer en "partis politiques" et forment des "comités organisateurs"<sup>178</sup>: les identités bougent à nouveau. Même si les "partis" ne voient le jour qu'après mars 1990, c'est-à-dire *après* les élections, afficher dès l'été 1989 son intention de créer un parti est un moyen de s'assurer une place dans la compétition électorale car le multipartisme est de plus en plus perçu comme une condition nécessaire au déroulement de "vraies" élections démocratiques. La plupart des dirigeants des comités organisateurs de partis obtiendront de fait l'investiture du bloc électoral du mouvement démocratique (Russie démocratique) pour les élections de 1990. Enfin, les informels de la première cohorte essaient de s'associer avec la couche "supérieure" du mouvement démocratique (Tribune de Moscou et le Groupe interrégional des députés de l'URSS) non seulement pour ne pas être marginalisés dans l'espace politique, mais aussi pour pousser la direction de l'Etat à s'engager plus loin dans les réformes. Ils souscrivent en janvier 1990 à l'appel de Tribune de Moscou et du Groupe interrégional à convoquer une "table ronde" entre les organisations politiques et le gouvernement sur le modèle de certains pays d'Europe de l'Est, et soutiennent la création d'une structure de coordination orientée vers cet objectif:

"Le comité 'Action civique' (*Graždanskoe dejstvie*) – explique O. Rumjancev, coprésident du club Perestrojka démocratique – est en fait un embryon d'état-major de crise, c'est la base d'un 'shadow cabinet'. C'est le centre d'une opposition constructive que nous attendons depuis longtemps et qui est enfin apparu. Sa principale mission est d'une part de coordonner nos actions, d'autre part de préparer et mener une 'table ronde' avec la direction politique du pays. La première action du Comité sera de définir [...] ce qu'il entend être, son orientation politique, les thèmes et la technique de la 'table ronde'. Le second événement, encore plus important, sera l'organisation d'une manifestation dans toute l'URSS le 25 février. L'idée est que cette vague d'action civique démocratique qui va déferler dans tout le pays doit confirmer notre mandat pour mener des pourparlers avec le gouvernement"<sup>179</sup>.

Le mouvement démocratique veut donc profiter de la mobilisation électorale pour imposer la solution de la "table ronde" en s'associant à l'establishment intellectuel. Si Action civique est

---

<sup>176</sup> Stenogramma Plenuma Pravlenija VDIPO "Memoriala" [Sténogramme du Plénum de la direction de l'Association "Mémorial"], 14-15/10/1989 (archives de Mémorial).

<sup>177</sup> Y participent notamment: Dignité des citoyens, Perestrojka démocratique, l'Union démocratique (DS), la Confédération des anarcho-syndicalistes (KAS) issue du club Obščina, Mémorial, le Front populaire de Moscou (MNF), la fraction démocratique du MNF, le Club du Parti de Moscou (MPK), le Groupe interrégional des députés (MDG), le comité d'écrivains *Aprél'*, Tribune de Moscou, la Fédération écologiste de Moscou, la revue *Referendum* (dirigée par L. Timofeev). Cf. Kruglyj stol... v Moskve? [Une table ronde... à Moscou?]. *Graždanskoe dostoinstvo*, 17, 7/7/1989.

<sup>178</sup> C'est le cas de Perestrojka démocratique, de Dignité des citoyens, du Front populaire de Moscou, d'Obščina (sur les partis, cf. infra chapitre suivant).

<sup>179</sup> Partija uhodit – sledujuščij! [Le Parti s'en va. Au suivant!]. *Panorama*, 3 (15), février 1990.

soutenue par des organisations informelles, pour une raison non explicitée, les inclure dans la structure "n'a pas été possible"<sup>180</sup>. On notera que, lorsque les choses risquent de devenir sérieuses, ceux qui se trouvent en haut de la hiérarchie sociale ou politique hésitent à s'associer formellement aux informels. Comme on le sait, il n'y a pas eu de "table ronde" en URSS. Le gouvernement soviétique n'est pas prêt à l'envisager (Rumjancev admet qu'il n'y a pas encore de négociations avec le pouvoir sur le sujet). Par ailleurs, cette solution n'est pas défendue par d'autres acteurs majeurs du mouvement démocratique (El'cin, par exemple, n'y fait pas allusion). Le comité Action civique n'a eu qu'une existence éphémère.

Ainsi, lorsque le mouvement informel/démocratique commence ses préparatifs pour la campagne suivante, on trouve d'une part un groupe qui s'est imposé parmi les professionnels de l'organisation des campagnes (le MOI), de l'autre des clubs informels de la première cohorte qui se déclarent prêts à former un bloc de candidats pour les élections de 1990, les uns et les autres essayant d'établir des liens privilégiés avec ce qui est désormais considéré comme l'"élite" du mouvement démocratique (Groupe interrégional des députés et Tribune de Moscou). Ce qui se joue alors est la restructuration du mouvement autour de ce bloc électoral qui a des chances d'entrer aux soviets et dont il s'agit de savoir qui détiendra les leviers de commande. Comme on le verra, ce n'est pas autour d'une alliance entre le MOI et les clubs de la première cohorte que se constitue le bloc électoral démocratique, mais autour d'une alliance entre le MOI et les "radicaux" de l'appareil (les "stars" élues députés de l'URSS). Les leaders des clubs de la première cohorte ne sont pas éliminés de la course pour autant: ils assurent leur présence probablement parce qu'ils ont été les premiers à créer un bloc de candidats. C'est donc encore une fois à leur capacité à inventer une forme ("bloc électoral") qu'ils doivent leur survie.

Tout en jouant le modeste et en se plaçant "au niveau le plus bas" du mouvement (cf. supra p. 275), le MOI va devenir un acteur prééminent de la restructuration de l'arène électorale entre les deux campagnes. C'est lui qui pousse les clubs informels, réunis pour la quatrième fois autour d'une "table ronde" en septembre 1989, à proclamer la création d'un bloc électoral et leur propose d'utiliser sa "base organisationnelle". Le bloc "Elections-90" (*Vybory-90*) naît fin novembre (cf. encadré ci-dessous), mais le MOI est tenu à distance par les organisations signataires. Il est en effet décidé que les deux organisations, Elections-90 et le MOI, "*agir[ont] ensemble sans s'unir formellement*"<sup>181</sup>.

**Encadré 11 : Le bloc électoral "Elections-90" (21 novembre 1989)**

Les membres du bloc "Elections-90" s'accordent pour:

- "s'entraider et coordonner leurs actions pendant la campagne en évitant tout conflit",
- "faire campagne ensemble ou séparément, tout en s'efforçant de présenter des candidats communs",
- "unir leurs efforts pour éviter l'élection de candidats antidémocratiques",
- "établir une procédure d'examen et de résolution des différends entre les membres du bloc".

Principaux points de la Déclaration du bloc:

- suppression de l'article 6 de la Constitution,
- liberté de créer des associations, y compris des partis politiques et des syndicats,
- "droit de chacun de recevoir la terre en propriété et de disposer des résultats de son travail",
- "égalité juridique de toutes les formes de propriété",
- "démonopolisation de l'économie accompagnée d'une protection des droits sociaux des travailleurs et d'une aide publique aux personnes socialement défavorisées",
- souveraineté étatique et économique de la république de Russie,

<sup>180</sup> V. BEREZOVSKIJ et alii. *Rossija: Partii, Associacii...*, op. cit., 1991, p. 42.

<sup>181</sup> A. SAŠIN. *Vybory-90 [Elections-90]. Panorama*, décembre 1989, 12.

- fin de l'athéisme d'Etat, rétrocession des lieux de culte aux croyants.

Cette déclaration est signée par 22 organisations:

- des clubs ou organisations informels apparus en 1987-1988: Perestrojka démocratique, KSI (qui renaît pour l'occasion), Mémorial, Front populaire de Moscou (MNF),
- des organisations créées par des informels de la *première* cohorte à partir de la seconde moitié de 1988:
  - comités d'organisation de partis: Union des constitutionnels démocrates ou SKD (dont les initiateurs viennent du groupe Dignité des citoyens), Association sociale-démocrate ou SDA (constituée par Perestrojka démocratique), Confédération des anarcho-syndicalistes ou KAS (créée par Obščina)<sup>182</sup>, fraction sociale-démocrate de l'organisation moscovite de l'Union démocratique (créée par l'aile "radicale" de Perestrojka-88),
  - clubs du Parti: Club du Parti de Moscou ou MPK (dont certains leaders viennent de Perestrojka-88 et Mémorial),
  - journaux et agences d'information: Bureau d'échange d'informations de Moscou ou M-BIO (créé en août 1988 par des membres du KSI), journal *Panorama* (fondé par d'anciens membres de Perestrojka, du KSI et de Dignité des citoyens),
- la Fraction démocratique du MNF, constituée par des informels de la *seconde* cohorte,
- des associations représentant pour la plupart l'establishment intellectuel: Commission de l'Association soviétique de sociologie (SSA) sur les mouvements sociaux, Tribune de Moscou, Union des jeunes historiens, Mouvement des écrivains en soutien à la perestrojka "Aprel",
- un nouveau syndicat: Union des syndicats socialistes "Socprof",
- le Mouvement pour la liberté et la démocratie (de l'ancien dissident S. Grigorjanc).

On le voit, les informels de la première cohorte et les organisations qu'ils ont créées sont largement majoritaires.

Sources: A. SAŠIN. Vyборы-90, *op. cit.*, 1989; Deklaracija demokratičeskikh organizacij g. Moskvy ob obrazovanii izbiratel'nogo bloka "Vyборы-90" [Déclaration des organisations démocratiques de Moscou sur la constitution du bloc électoral "Elections-90"]. *Panorama*, décembre 1989, 12; Soglašenje o sovместnyh dejstvijah izbiratel'nogo bloka "Vyборы-90" [Accord sur les actions communes du bloc électoral "Elections-90"]. *Panorama*, décembre 1989, 12.

Après sa mise à l'écart, le MOI revient à la charge dans le bloc électoral début janvier 1990<sup>183</sup>. On a vu qu'il s'était entre-temps transformé en Union interrégionale des électeurs ayant vocation à couvrir le territoire de la Russie. C'est à son initiative que se tient, les 20 et 21 janvier 1990, la conférence constitutive d'un bloc électoral non plus seulement moscovite, mais russe: le bloc "Russie démocratique" (*Demokratičeskaja Rossija* ou DR). Le MOI et 150 candidats aux élections au Congrès de la RSFSR, dont un certain nombre de députés de l'URSS du Groupe interrégional (MDG), deviennent les éléments centraux de cette construction<sup>184</sup>. Russie démocratique apparaît comme une coalition de *candidats individuels* soutenus par une *base logistique* (MOI), contrairement au bloc Elections-90, désormais absorbé par DR, qui associait des *organisations*<sup>185</sup>. Les informels de la première cohorte souhaitant participer aux élections entrent dans ce bloc, mais n'en sont qu'une composante parmi d'autres. Il est toutefois important de noter qu'ils réussissent à y occuper des positions non négligeables, alors qu'ils tendaient à être marginalisés. Ils doivent probablement leur présence à leur sursaut de novembre 1989 lorsqu'ils se sont forgé une existence électorale sous la forme du bloc Elections-90.

<sup>182</sup> Pour être précis, la KAS refuse de porter le titre de "parti". Sa participation au bloc est de courte durée car elle décidera de boycotter les élections de 1990.

<sup>183</sup> V. BEREZOVSKIJ et alii. *Rossija: Partii, Associacii...*, *op. cit.*, 1991, p. 93.

<sup>184</sup> Sur le bloc Russie démocratique, cf. V. PRIBYLOVSKIJ. *Demokratičeskaja Rossija* [Russie démocratique]. *Panorama*, février 1990, 2, et V. PRIBYLOVSKIJ. *Slovar' novyh političeskikh partij i organizacij Rossii* [Dictionnaire des nouveaux partis et organisations politiques de Russie]. Moscou: Groupe d'information et d'expertise "Panorama", 1991.

<sup>185</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. Kandidaty v Parlament Rossii [Les candidats au Parlement de Russie]. *Panorama*, mars 1990, 4 (16), p. 16.

Le bloc Russie démocratique cumule de nombreuses ressources: la réputation des réformateurs radicaux qui le soutiennent, une large représentativité politique incarnée par des clubs informels en voie de transformation en partis, la capacité organisatrice du MOI et le réseau opérationnel des clubs d'électeurs de quartier.

Le MOI devient la cheville ouvrière du bloc. Il coordonne l'activité des différents clubs d'électeurs à Moscou<sup>186</sup>. La seconde cohorte affermit ses positions dans le mouvement démocratique grâce à ses fonctions d'organisation de la campagne électorale. Celles-ci lui permettent en partie de contrôler le mécanisme de sélection des candidats.

Les élections de 1990 font apparaître trois segments de compétition plus ou moins convoités selon les niveaux de pouvoir auxquels ils donnent accès. Le bloc démocratique arrive à couvrir en candidats la quasi-totalité des circonscriptions moscovites pour les élections au Congrès de la RSFSR; le taux de couverture des circonscriptions n'est plus que de 70 % pour le Soviet de Moscou et chute à 30 % pour les soviets d'arrondissement<sup>187</sup> (cf. tableau 15, p. 281).

Le camp démocratique souffre d'une pénurie de candidats pour certains niveaux de soviets, et non, contrairement à ce qu'on avait observé en 1989, du rejet des candidatures par les autorités officielles. Même pour les candidatures au Congrès de la Russie, la procédure de proposition (*vydvizhenie*) n'est plus utilisée par le Parti comme barrière à l'entrée de la compétition électorale. Au contraire, l'"appareil" aurait opté, selon V. Bokser (membre du Conseil de coordination du MOI), pour une tout autre stratégie consistant à ouvrir les vannes, à inonder le "marché" électoral de ses propres candidats pour noyer ses adversaires dans la masse et recueillir des voix en proportion du nombre de compétiteurs<sup>188</sup>. L'impression d'éparpillement des candidatures vient aussi du mode de scrutin, majoritaire, où se présentent des candidats et non des listes. Même le PCUS, seul parti existant et officiellement unique organisation à pouvoir participer aux élections en tant que telle, ne se présente pas sous la forme d'une liste (ou n'est pas en mesure de le faire étant donné sa fragmentation). Le nombre de tracts autorisés légalement pour faire la promotion de chaque candidat est réduit et proportionnel au nombre d'électeurs inscrits dans la circonscription: les candidats du bloc démocratique auraient donc dû passer inaperçus<sup>189</sup>. Ce ne sont plus les candidats autorisés à concourir qui sont une ressource rare, mais les moyens de propagande<sup>190</sup>. Cette règle du jeu pousse les démocrates à économiser ces moyens: ils axent tout d'abord leur campagne sur la promotion du bloc Russie démocratique, en l'associant à des noms prestigieux (El'cin, Popov, Afanas'ev et d'autres députés de l'URSS), en organisant des meetings de masse, puis ne font de propagande active pour les candidats que quelques jours avant le premier tour en indiquant simplement qu'ils sont soutenus par Russie démocratique<sup>191</sup>.

Il ressort de l'absence de barrière officielle à l'entrée que la sélection des candidats est avant tout une affaire interne au mouvement démocratique. L'investiture est automatique pour les cent cinquante personnalités à l'origine de la création du bloc Russie démocratique (DR). Hors de ces "produits d'appel", il est probable que la désignation des candidats moins connus ait fait l'objet de négociations au cas par cas entre groupes membres de la coalition, car on relève peu de circonscriptions où deux candidats de DR se seraient affrontés. Les quelques exemples

---

<sup>186</sup> A Leningrad, ce travail est effectué par le Front populaire de Leningrad (*Leningradskij narodnyj front*, LNF).

<sup>187</sup> selon M. Šnejder (*Kratkaja spravka. Panorama*, 4 (16), mars 1990).

<sup>188</sup> Il y a, en 1990, 8 254 candidats pour 1 068 circonscriptions (J. HOUGH. *Democratization and Revolution in the USSR...*, op. cit., 1997, p. 283), soit environ trois fois plus de candidats par sièges qu'en 1989 (cf. les chiffres de 1989 dans le tableau 14, p. 238).

<sup>189</sup> V. Bokser, entretien du 3/7/1992.

<sup>190</sup> La loi électorale de 1990 interdit à tout individu ou organisation d'accorder un soutien financier aux candidats au-delà des 350 roubles alloués par l'Etat. Les candidats peuvent être assistés de cinq bénévoles à plein temps (J. HOUGH. *Democratization and Revolution in the USSR...*, op. cit., 1997, p. 294).

<sup>191</sup> V. Bokser, entretien du 3/7/1992.

de compétition interne au bloc concernent surtout les élections au Congrès de la RSFSR pour lesquelles les organisations démocratiques n'ont adopté aucune règle de désistement<sup>192</sup>. Les leaders des organisations d'électeurs (MOI, clubs d'électeurs d'arrondissements importants) n'ont peut-être pas un rôle prépondérant dans ces négociations, ils ont en revanche la possibilité d'éliminer certains candidats indésirables en "omettant" au dernier moment de les mentionner comme étant soutenus par le bloc. C'est ainsi que L. Šemaev, membre de l'aile "populiste" du MOI (il vient du Groupe de soutien à Gdljan) et jugé peu contrôlable par le Conseil de coordination du MOI, disparaît de la liste des candidats soutenus par Russie démocratique. Selon V. Bokser, l'aile "*libérale démocratique intellectuelle*" du MOI a enfin réussi au moment de la campagne de 1990 à "*domestiquer*" la vague "*populiste*"<sup>193</sup>. Les leaders du MOI ne se contentent pas d'organiser les campagnes, un grand nombre d'entre eux s'autosélectionnent, plus particulièrement pour la députation au Soviet de Moscou. Le contrôle relatif que les organisateurs de campagne de la seconde cohorte exercent sur le processus de sélection des candidats peut aussi expliquer la sous-représentation de la première cohorte: celle-ci ne représente qu'un quart des candidats du mouvement informel/démocratique identifiés présentés par Russie démocratique au Congrès de la Russie ou au Mossovet. Mais, soulignons-le encore, ils sont tout de même présents, particulièrement dans le segment le plus convoité des candidats au Congrès de la RSFSR (cf. le tableau 15 ci-dessous).

Les informels de la première cohorte ayant reçu l'investiture de Russie démocratique pour les élections au Congrès républicain sont des personnages en vue en raison de leur multipositionnalité dans des organisations électorales de 1989 (MNF, MOI et Mémorial) et dans les nouveaux partis, perçus comme les structures électorales d'avenir: O. Rumjancev est le principal leader du club Perestrojka démocratique et l'un des initiateurs de l'Association social-démocrate (SDA); L. Volkov est membre du club Perestrojka démocratique, de Tribune de Moscou, de la Plateforme démocratique du PCUS et de l'Association social-démocrate; V. Lysenko est un dirigeant de la Plateforme démocratique et de Mémorial; L. Ponomarëv est membre dirigeant de Mémorial et du MOI. Enfin, les deux derniers candidats ont commencé leur activité en même temps que les informels de la première cohorte, même s'ils n'ont participé que marginalement aux clubs étudiés. Il s'agit de deux militants chrétiens, G. Jakunin et V. Aksjučic, connus l'un pour être un ancien dissident, l'autre pour avoir été l'un des premiers éditeurs en URSS de l'*Archipel du Goulag*. Le père Jakunin avait créé l'organisation "Eglise et Perestrojka" en 1987; il avait été invité à une discussion du club Perestrojka démocratique en 1988 à l'occasion du millénaire de la christianisation de la Russie. V. Aksjučic avait été membre de la coopérative Perspektiva créée par le KSI. Outre l'*Archipel du Goulag*, il éditait le samizdat chrétien *Vybor*.

Le processus d'éviction de l'arène électorale de la première cohorte se poursuit en 1990, même s'il n'est pas aussi important qu'en 1989. Les candidats membres de la deuxième cohorte sont trois fois plus nombreux que ceux de la première. Or, si le mouvement informel/démocratique recrute beaucoup plus de militants à partir du printemps 1988 et surtout de 1989, la seconde

<sup>192</sup> Trois cas de non désistement sont relevés au second tour à Moscou (V. PRIBYLOVSKIJ. Demokratičeskie organizacii na vyborah v Moskve [Les organisations démocratiques aux élections à Moscou]. *Panorama*, 5 (17), avril 1990).

<sup>193</sup> V. Bokser (entretien du 3/7/1992). Sur l'opposition entre les partisans de Gdljan et le reste du MOI, cf. A. SAŠIN. MOI: Redkij primer stabil'nosti..., *op. cit.*, 1990. Sur l'élimination de Šemaev de la liste des candidats de DR, cf. A. V. Izgnanie L'va Šemaeva [Le bannissement de Lev Šemaev]. *Panorama*, avril 1990, 5 (17). L'économiste Larisa Pijaševa, qui n'appartient pourtant pas au groupe des "populistes", connaît le même sort pour avoir critiqué I. Zaslavskij, l'un des leaders du Groupe interrégional des députés de l'URSS (V. TOLZ. *The USSR's Emerging Multiparty System*. The Washington Papers, 148. New York: Praeger Publishers, 1990, p. 86).



cohorte ne produit pas beaucoup plus de "dirigeants" que la première, i.e. d'individus pouvant prétendre à une certaine notoriété. Il y a donc bien surreprésentation de la seconde cohorte parmi les candidats de 1990. Les informels/démocrates arrivés le plus tardivement dans le mouvement bénéficient d'un rapide "retour sur investissement": moins d'un an après leur entrée en politique, ils ont plus de chances de devenir députés que leurs prédécesseurs qui ont deux ou trois ans d'ancienneté.

**Tableau 15 : Informels moscovites identifiés comme candidats du bloc Russie démocratique (DR) aux élections de 1990**

Informels moscovites identifiés	Candidats			Elus		
	Congrès de la RSFSR	Soviet de Moscou	Total	Congrès de la RSFSR	Soviet de Moscou	Total
<b>Membres de la cohorte I</b> Dont membres du MNF, MOI et autres clubs d'électeurs	6* 1	9 4	15 5	6	3	9
<b>Membres de la cohorte II</b> Dont membres du MNF, MOI et autres clubs d'électeurs	14 7	31 29	45 36	11	21	32
<b>Total</b> Dont membres du MNF, MOI et autres clubs d'électeurs	20 8	40 33	60 41	17	24	41
Nombre de circonscriptions couvertes par le bloc DR	62	≈ 320	≈ 382			
Nombre total de circonscriptions	65	468	533			
Nombre de sièges remportés par DR	57	281	338			

\* : dont un candidat de la région de Moscou (G. Jakunin)

NB: En raison de données insuffisantes sur les élections aux soviets d'arrondissement, nous n'avons pas inclus ce niveau de pouvoir.

La compétition au sein même du mouvement démocratique pour entrer dans les soviets en 1990 est d'autant plus aiguë qu'elle permet la professionnalisation: les démocrates élus peuvent désormais se consacrer à plein temps à leur activité politique<sup>194</sup>. Les sessions des Congrès sont beaucoup plus longues qu'avant la réforme de décembre 1988, certains députés travaillent à temps plein dans les Soviets suprêmes, les comités exécutifs de soviets locaux, et sont rémunérés. Comme on le verra dans le chapitre sur les reconversions postérieures à 1990 (partie IV), le fait de se professionnaliser et de pouvoir vivre de la politique change les rapports au sein du mouvement.

## II/ Effondrement de la collusion avec les réformateurs du Parti

Par son rôle de coordination des clubs d'électeurs d'arrondissement, le MOI détient des leviers lui permettant d'infléchir la campagne dans le sens d'une lutte frontale avec le Parti, y compris dans des zones traditionnellement protégées comme les deux arrondissements Čerëmuški et Sevastopol'. Les documents internes du *rajkom* Sevastopol' montrent que, d'une campagne à l'autre, le Comité passe d'une logique de patronage à l'égard des informels à une logique de concurrence dure.

Fin 1988, le *rajkom* envisageait de renforcer ses liens avec les groupes informels en créant un "groupe idéologique spécialisé de militants de base" (*gruppa specializirovannogo*

<sup>194</sup> V. Bokser, entretien du 3/7/1992.

*ideologičeskogo aktiva*), comme l'avait fait son voisin le *rajkom* Čerėmuški en 1987-1988<sup>195</sup>. Peu de temps avant, la direction de l'Institut d'économie du système socialiste mondial de l'Académie des sciences (IEMSS), agissant en qualité de conseiller du *rajkom*, suggérait de faire du Front populaire de Moscou (MNF) un allié, voire de l'infiltrer pendant la campagne pour faire élire des candidats du Parti:

"Etant donné que le front populaire [de Moscou] va très prochainement mener une lutte active pour l'élection de ses candidats aux Soviets, au Soviet suprême, il convient de réfléchir à la tactique du PCUS lors de la campagne électorale. Il serait judicieux d'une part de bien entraîner les candidats, de choisir les représentants les mieux préparés mais surtout les plus populaires, et d'autre part d'examiner l'éventualité d'une intégration de membres du Parti dans le travail du front populaire, lesquels pourraient, tout en étant des candidats du front populaire aux élections, représenter les positions du PCUS"<sup>196</sup>.

En 1989, la candidature de M. Maljutin, leader du MNF, avait été enregistrée par l'assemblée électorale d'arrondissement, sans entrave de la part du comité local du Parti (*idem* pour S. Stankevič dans l'arrondissement Čerėmuški). C'est au niveau de la commission électorale de circonscription que la candidature de Maljutin avait été rejetée.

Trois candidats étaient restés en lice dans cette circonscription: deux soutenus par le *rajkom* – le premier secrétaire Brjačihin et un ouvrier, Seredenin (dont il n'était précisé nulle part qu'il était membre du bureau du *rajkom*) – et Bogomolov, directeur de l'IEMSS<sup>197</sup>. La compétition électorale a opposé essentiellement Brjačihin à Bogomolov. On s'en souvient, les informels avaient soutenu ce dernier, mais s'étaient efforcés de ne pas faire campagne *contre* Brjačihin. Bogomolov avait remporté la victoire au premier tour.

Les informels n'ont donc pas été perçus pendant la campagne de 1989 comme des concurrents potentiels sérieux, peut-être tout au plus comme le ferment d'une éventuelle opposition:

"Les organisations informelles en contact avec les organes du Parti et des soviets ont participé au processus de proposition des candidats à la députation de l'URSS de façon constructive. Dans le cadre de la législation en vigueur et à leur demande, elles ont reçu le soutien requis. [...] La situation actuelle exige [toutefois] d'améliorer sérieusement les moyens d'information des organes du Parti pour qu'ils puissent réagir de façon opérationnelle aux processus à l'œuvre dans le milieu autonome [i.e. informel]"<sup>198</sup>.

De leur côté, les informels de la première cohorte esquissent un discours oppositionnel au système soviétique qui n'avait jamais été aussi explicite. Le club Perestrojka démocratique n'hésite plus, par exemple, à parler de "démontage" du système et c'est au nom de cet objectif qu'il justifie désormais son alliance avec les "réformateurs du Parti":

---

<sup>195</sup> Ju. ČABANOV. Zapiska po proektu položenija ob ideologičeskom otele Sevastopol'skogo RK KPSS [Note sur le projet de règlement du département idéologique du *rajkom* Sevastopol' du PCUS], décembre 1988, p. 2. Sur les "groupes idéologiques spécialisés de militants de base", cf. encadré 5 p. 171).

<sup>196</sup> K voprosu o sozdanii v SSSR narodnogo fronta [A propos de la formation en URSS d'un front populaire], 17/11/1988 (à usage interne), 24 p. (document adressé par le directeur adjoint de l'IEMSS, L.S. Jagodovskij, au chef du "Département de l'agitation et de la propagande du *rajkom* Sevastopol' du PCUS" Ju.A. Čabanov). On ignore si la ligne de conduite conseillée a été suivie par le *rajkom*.

<sup>197</sup> La direction de l'IEMSS joue donc un double jeu avec le *rajkom*: elle est son conseiller en même temps que son concurrent aux élections.

<sup>198</sup> Ju. ČABANOV. Zapiska o realizacii postanovlenija sekretariata MGK KPSS N°S-45/2 ot 04.07.1988 g. 'O hode vypolnenija postanovlenija bjuro MGK KPSS 'O faktah publičnyh vystuplenij otdel'nyh negativno nastroennyh lic'" (sekretno) [Note sur l'application de l'arrêt du secrétariat du MGK du PCUS N°S-45/2 du 4/7/1988 sur le suivi de l'exécution de l'arrêt du bureau du MGK du PCUS "sur des cas de prise de parole en public de certains individus orientés négativement" (confidentiel)], ca mars 1989, 1 p.

"Tous les mouvements réformateurs qui ont un réel avenir dans les sociétés post-totalitaires (dont la société soviétique fait indubitablement partie) proviennent de l'intérieur même du système et non de l'extérieur. Il ne faut pas oublier que le stalinisme a été démonté par des staliniens, le franquisme par des franquistes, le maoïsme par des maoïstes"<sup>199</sup>.

Les premiers informels sont condamnés à justifier leur alliance, même lorsqu'ils tiennent un discours "anti-système", parce qu'il y a dans le mouvement des acteurs beaucoup plus radicaux qu'eux.

L'issue du scrutin de 1989 change la donne entre le *rajkom* Sevastopol' et les clubs informels présents dans l'arrondissement. Dans un premier temps, le *rajkom* adopte un profil bas. Brjačihin, premier secrétaire du comité, indique que les fonctionnaires du Parti ne sont crédités que de 7 % d'intentions de vote aux prochaines élections<sup>200</sup>. Son comité tâte le terrain et consulte *certaines* groupes informels (dont Mémorial, le Club du Parti de Moscou, le Front populaire de Moscou) de septembre à novembre 1989 pour connaître leur stratégie électorale, évaluer les chances d'une "coopération", voire arrêter les listes de candidats à la députation<sup>201</sup>. Mais il se trompe d'interlocuteurs. En 1990, la campagne des démocrates est confiée par le MOI à un groupe spécialisé, le club d'électeurs "Golos" (Voix)<sup>202</sup>, en raison de l'ampleur du travail de coordination. Dans le seul arrondissement Sevastopol', 139 sièges sont à pourvoir: 3 au Congrès de la RSFSR, 16 au Soviet de Moscou et 120 au soviet d'arrondissement<sup>203</sup>. Or, ce club d'électeurs n'est pas consulté par le *rajkom*, peut-être à cause d'une *hystérésis* des perceptions qui pousse le comité du Parti à privilégier ses interlocuteurs habituels sans voir qu'ils n'ont plus le même poids ni la même position dans la lutte électorale face aux "professionnels des campagnes".

De son côté, le club *Golos* a un tout autre positionnement que les clubs informels de la première période par rapport au *rajkom*: il refuse tout contact avec lui<sup>204</sup>, exclut même un de ses représentants d'une réunion<sup>205</sup>, ce que n'avaient jamais fait les clubs informels de la première génération. Les spécialistes du Département idéologique du *rajkom* finissent par comprendre que l'affrontement avec le Parti est le principal ressort de la campagne du bloc démocratique. Ils rapportent notamment l'intention du MOI de "*dépouiller les communistes*", ou les "*propos*

---

<sup>199</sup> A. FADIN. Interview à *Radio Liberté*, ca mars-avril 1989 (entre les deux tours).

<sup>200</sup> A. BRJAČIHIN. Načat' s sebja [Commencer par soi]. *Vesti*, 2, août 1989, p. 1 (Feuille d'information de l'arrondissement Sevastopol' de la ville de Moscou) (extrait du discours de A. Brjačihin au plénum du Comité du Parti de la ville de Moscou).

<sup>201</sup> IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 11 po 17 sentjabrja 1989 g. [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 11 et le 17 septembre 1989], 18 septembre 1989, 1 p. (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol').

<sup>202</sup> Un document du *rajkom* précise que le club d'électeur Golos représente le bloc électoral "Elections-90" regroupant l'Union interrégionale des électeurs (MOI), Perestrojka démocratique, le Club du Parti de Moscou (MPK), l'Union démocratique, une partie de Mémorial et le Front populaire de Moscou (MNF), et qu'il est lié au Groupe interrégional des députés (MDG). Un bloc électoral de tendance nationaliste-bolchevique, formé par le Front uni des travailleurs (OFT), les groupes Otečestvo (Patrie) et Edinstvo (Unité), présente une liste adverse. Enfin une troisième liste est présentée par le *rajkom* (*Zakrytaja škola kandidata v deputaty. K vystupleniju t. Čabanova Ju.A. (sekretno)*, 24/01/1990 [Ecole du candidat à la députation, séance du 24/1/1990 à huis clos. En vue du discours du camarade Čabanov Ju.A. (confidentiel)], 1990, 9 p.) (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol').

<sup>203</sup> Predvaritel'nye itogi vyborov narodnyh deputatov po Sevastopol'skomu rajonu [Résultats préliminaires des élections des députés du peuple dans l'arrondissement Sevastopol']. *Slovo* (journal de l'arrondissement), 1, 1990, p. 4.

<sup>204</sup> *Zakrytaja škola kandidata v deputaty...*, *op. cit.*, 24/1/1990 (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol').

<sup>205</sup> IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 19 po 25 marta 1990 g. [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 19 et le 25 mars 1990], 1990, 1 p. (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol').

*diffamatoires*" du club *Golos* qui accusent le *rajkom* de fomenter des pogroms<sup>206</sup>. Dans un mémorandum du Front populaire de Moscou (MNF), S. Stankevič et M. Šnejder, eux-mêmes candidats au Soviet de Moscou, confirment que la présente campagne se déroulera "sous la forme d'un affrontement bien plus dur" qu'en 1989, parce que "les structures conservatrices de l'appareil bureaucratique essaient d'utiliser les procédés et méthodes d'organisation des campagnes mis au point par les forces démocratiques [en 1989]" et créent des "structures 'sociales' artificielles". Ainsi les principaux adversaires sont-ils décrits comme des faux-nez de l'appareil: faux clubs d'électeurs, "ouvriers du Front uni des travailleurs (*Ob'edinënyj front trudjaščihsja, OFT*) et représentants de l'intelligentsia qui ont conclu une sorte de 'pacte' avec l'appareil"<sup>207</sup>.

C'est effectivement la tactique employée par le *rajkom* Sevastopol', qui réplique en créant son propre club d'électeurs. L'emprunt de cette forme d'organisation semble d'ailleurs s'imposer pour gagner une légitimité dans la lutte électorale en 1990. Le combat entre un comité du PCUS et un club d'électeurs désavantage nettement celui qui fait office de Goliath. Le club d'électeurs "*Obnovlenie*" (Renouveau), protégé par le *rajkom*, apparaît donc dans la course, désigne ses candidats au soviet d'arrondissement le même jour que son concurrent *Golos*. Les emprunts ne s'arrêtent pas aux clubs d'électeurs, le *rajkom* suggère au Comité du Parti de la ville de Moscou (MGK) de s'approprier un meeting des démocrates. En état d'alerte après le meeting du 4 février 1990, les responsables du Département idéologique adressent un rapport à leur premier secrétaire:

"Le département idéologique du RK [*rajkom*] du PCUS est forcé de constater combien la situation politique s'est aggravée à Moscou en raison de l'activation du mouvement politique autonome, de l'éventualité de voir surgir des conflits interethniques, de l'activité insatisfaisante des organes du Parti et de l'Etat". Ils proposent d'organiser des *meetings* dans l'arrondissement et des journées "portes ouvertes au *rajkom*". "Etant donné, poursuivent-ils, que ce qu'il est convenu d'appeler le 'Mouvement démocratique' envisage d'organiser une manifestation de masse le 25/02/1990, nous croyons opportun de proposer au bureau du MGK du PCUS de prendre l'initiative de mener cette action"<sup>208</sup>.

Etonnante proposition que celle de s'emparer d'un meeting de masse du mouvement démocratique. On pourrait y voir un appel lancé au *gorkom* (MGK) pour qu'il se charge – enfin – de coordonner la campagne du Parti à l'échelle de la ville ou tout au moins qu'il entre dans la lutte sur le sens à donner aux manifestations.

Le *rajkom* s'investit aussi dans la campagne en professionnalisant les candidats au soviet d'arrondissement et leurs états-majors. Il crée une "école" en décembre 1989 où se tiennent des séances de formation sur des questions de gestion municipale ou sur le statut des députés<sup>209</sup>. Le club d'électeurs *Obnovlenie* organise des jeux de rôle sur la procédure de

---

<sup>206</sup> Zakrytaja škola kandidata v deputaty 01/02/1990. K vystupleniju t. Čabanova Ju.A. (sekretno) [Ecole du candidat à la députation, séance du 1/2/1990 à huis clos. En vue du discours du camarade Čabanov Ju.A. (confidentiel)], 1990, 5 p. (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol').

<sup>207</sup> S. STANKEVIČ, M. ŠNEJDER. *Rekomendacii po taktike kandidatov demokratičeskogo bloka i ih komand v izbiratel'noj kampanii 1989-1990 gg.* [Recommandations de tactique aux candidats du bloc démocratique et à leurs équipes pour la campagne électorale de 1989-1990]. Moscou: Centre d'information du Front populaire de Moscou, 1990, 13 p. (cf. encadré 12, p. 286).

<sup>208</sup> Ju. ČABANOV, O. KASATKIN. Zapiska pervomu sekretarju Sevastopol'skogo RK KPSS t. Brjačihinu A.M. [Note au Premier secrétaire du *rajkom* Sevastopol' du PCUS le camarade Brjačihin A.M.] (confidentielle), 5/2/1990, 2 p.

<sup>209</sup> Programma otkrytoj školy kandidatov v deputaty [Programme de l'école ouverte des candidats à la députation], 18/12/1989, 1 p. (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol').

proposition et l'enregistrement des candidats<sup>210</sup>. D'abord "ouverte", l'école est vite dénommée "fermée" à mesure que s'intensifie la lutte avec le club *Golos*. Le chef du Département idéologique du *rajkom* y fait des comptes-rendus sur la situation politique dans la ville et l'arrondissement, sur la stratégie du camp adverse (MOI), fait des recommandations opérationnelles sur la conduite des campagnes<sup>211</sup>.

La campagne de 1990 affecte bien entendu les relations entre le *rajkom* Sevastopol' et les informels de la première cohorte. Le comité du Parti découvre ainsi avec stupeur que le candidat de *Golos* à la députation de la RSFSR n'est autre que O. Rumjancev, coprésident du club Perestrojka démocratique et autrefois l'un de ses interlocuteurs privilégiés<sup>212</sup>. De surcroît, non seulement Rumjancev ne se conduit pas "*correctement*" envers le *rajkom* dans les meetings<sup>213</sup>, mais il participe à une campagne directement dirigée contre les fonctionnaires du comité:

"Le 5/04 s'est tenue une réunion de l'association 'Golos'. [...] Il a été déclaré qu'il fallait à tout prix empêcher l'élection au soviet d'arrondissement des apparatchiks Ivanov, Kozyrev, Eršov et Martemjanov [ce dernier est fonctionnaire du *rajkom*]. Rumjancev a promis d'aller personnellement dans les immeubles et de faire de la propagande pour les membres de l'association"<sup>214</sup>.

Le *rajkom* soutient la candidature d'un adversaire de Rumjancev. Or cette prise de position, somme toute logique dans le contexte, est présentée par d'autres informels de la première cohorte comme une triple trahison de la part du *rajkom*: trahison des informels, trahison de l'image que le *rajkom* s'est forgée en menant une politique de soutien aux clubs, trahison d'un idéal démocratique soutenu par le mouvement informel:

"Le *rajkom* Sevastopol' [...], *soi-disant libéral*, soutient dans la circonscription [N°19 Kahov] L. Geroimenkova, une écologiste ayant des sympathies pour l'association patriotique *Otečestvo* [Patrie]"<sup>215</sup>.

Rumjancev remporte le siège de député de la RSFSR.

Les clubs d'électeurs rattachés au MOI, devenus les chevilles ouvrières du bloc électoral Russie démocratique, conduisent une campagne électorale offensive qui devient le schème d'action dominant du mouvement démocratique.

---

<sup>210</sup> IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 20 po 26 nojabrja 1989 g. [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 20 et le 26 novembre 1989], 1989, 1 p. (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol').

<sup>211</sup> Zakrytaja škola kandidata v deputaty..., *op. cit.*, 24/1/1990 (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol'); Zakrytaja škola kandidata v deputaty 01/02/1990. K vystupleniju t. Čabanova Ju.A. (sekretno) [Ecole du candidat à la députation, séance du 1/2/1990 à huis clos. En vue du discours du camarade Čabanov Ju.A. (confidentiel)], 1990, 5 p. (documents du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol').

<sup>212</sup> cf. l'entretien de N. Krotov cité p. 172. Notons que le club Perestrojka démocratique est peu impliqué dans la campagne du candidat Rumjancev.

<sup>213</sup> Selon Ju. Čabanov (entretien du 22/6/1996).

<sup>214</sup> Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 1 po 8 aprelja 1990 g. [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 1<sup>er</sup> et le 8 avril 1990], 1990, 1 p. (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol').

<sup>215</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. Kandidaty v Parlament Rossii, *op. cit.*, 1990.

## Encadré 12 : Recommandations du Front populaire de Moscou pour la campagne de 1990

En 1990, le Front populaire de Moscou édite une brochure destinée aux candidats et à leurs états-majors pour les aider à organiser leur campagne contre leurs adversaires, mais aussi à lutter contre l'"apathie" et "une certaine déception [des électeurs de 1990] face à la démocratie"<sup>216</sup>.

Les QG doivent se composer: (i) d'un "groupe de dispatching", auquel les membres de l'équipe doivent pouvoir transmettre et dont ils doivent recevoir des informations, (ii) d'"auteurs" de tracts et pancartes, (iii) de "dessinateurs" de pancartes, (iv) d'un "groupe de propagande active" chargé de discuter avec la population dans les meetings, (v) de colleurs d'affiches, (vi) d'un groupe d'analyse sociologique.

Les états-majors doivent préparer des tracts de dix lignes maximum, adressés à des catégories précises de la population (étudiants, femmes, anciens combattants, retraités, anciens d'Afghanistan, etc.) ou relatifs aux problèmes d'un lieu particulier (magasins, hôpitaux, écoles, jardins d'enfants).

Ces tracts doivent utiliser des symboles positifs et négatifs. Un des symboles positifs est l'expression "un nouveau départ pour la Russie", que l'on peut ensuite appliquer à toutes les sphères (culture, éducation...). Pour les symboles négatifs, on parlera des "dangers qui menacent la perestrojka", comme par exemple le "nationalisme qui devient du chauvinisme". Un bon exemple de symbole négatif est le personnage de Šarikov (personnage du chien dans *Cœur de chien* de Boulgakov), qui "caractérise une forme caricaturale et dégénérée de pseudo-révolutionnaire confinant à la canaille. Après avoir créé cette image négative, on peut y associer certains candidats".

Les propagandistes doivent se tenir à quelques règles impératives: "ne rien promettre au nom des candidats", "être prêts à quitter à tout moment l'équipe si un acte susceptible de porter préjudice aux candidats du bloc a été commis", "se comporter dignement en toutes circonstances, respecter à la lettre le code de l'honneur et les règles de droit".

"Au cours de la campagne, le candidat du bloc démocratique ne doit pas afficher son 'appartenance à un parti'. Votre principale qualité n'est pas d'être membre du Front populaire ou de Mémorial, mais d'être Ivan Ivanovič Ivanov, candidat doté de qualités propres, et d'avoir un programme 'Aider l'individu' qui permettra d'atteindre tel ou tel objectif".

Comme on le verra, l'effacement des organisations partisans ici préconisé aura des conséquences sur la capacité de ces organisations à tenir leurs élus.

Source: S. STANKEVIČ, M. ŠNEJDER. *Rekomendacii po taktike kandidatov...*, op. cit., 1990.

### III/ La montée de l'arène russe

L'instabilité des identités et des positions n'affecte pas seulement les clubs informels de la première période. Le Groupe interrégional des députés (MDG), qui apparaissait au lendemain des élections de 1989 comme la tête de pont du mouvement démocratique, est supplanté par le bloc Russie démocratique pendant la campagne de 1990. Ce processus, qui s'accroît après les élections, est dû à trois causes.

Tout d'abord, le MDG, bien qu'il ait été l'un des initiateurs du bloc Russie démocratique (DR), ne s'implique pas dans le travail de désignation des candidats au Congrès russe<sup>217</sup> et joue un rôle mineur dans la campagne électorale de 1990, i.e. sur l'une des arènes stratégiques de l'espace politique où se conquièrent des positions qui s'avèreront importantes. A croire qu'il ne voit pas que ces élections représentent un enjeu élevé.

Ensuite, le Groupe interrégional est de plus en plus critiqué au sein du mouvement démocratique pour sa "mollesse", son "attentisme"<sup>218</sup> face à un bloc électoral en 1990 qui se forge une image beaucoup plus agressive. Le programme économique de Russie démocratique est le premier à prendre clairement une orientation libérale (nous y reviendrons au chapitre 3 de cette partie). Par contraste, celui du MDG, qui servait jusqu'alors de référence au mouvement démocratique, paraît désuet. Sous le terme de "désétatisation", il défendait

<sup>216</sup> On observe en effet un tassement du taux de participation qui passe dans la Fédération de Russie de 87 % en 1989 à 77 % en 1990 (chiffres cités par A. BROWN. *The Gorbachev Factor*, op. cit., 1996, p. 189).

<sup>217</sup> J. HOUGH. *Democratization and Revolution in the USSR...*, op. cit., 1997, p. 293.

<sup>218</sup> La critique vient notamment du club Tribune de Moscou fin 1989 (A. VERHOVSKIJ. Na "Moskovskoj tribune" [A la "Tribune de Moscou"]. *Panorama*, décembre 1989, 12, p. 2).

l'autogestion des entreprises par les collectifs de travailleurs, ou le transfert de la propriété publique à ces mêmes collectifs de travailleurs ou aux pouvoirs locaux, tandis que Russie démocratique, sans employer le terme de "privatisation", semble tout de même y faire allusion (il est question de "*transformer une large partie de la propriété de l'Etat en d'autres formes*"<sup>219</sup>). En décembre 1989, le MDG se décide à son tour à passer à l'offensive en se déclarant en "*opposition*" à la majorité du Congrès de l'URSS "*sur des questions fondamentales*" (déclaration faite par Afanas'ev); et en mai 1990, il réclame la démission du gouvernement de l'URSS<sup>220</sup>. Mais après les élections de 1990, le MDG semble avoir définitivement perdu son statut de référence ou de repère pour le mouvement démocratique: on lui reproche de ne pas produire de nouveau programme, son organisation est jugée amorphe par le reste du mouvement démocratique, on le décrit en mai 1990 comme enlisé dans une situation de crise<sup>221</sup>. Ses effectifs, qui avaient atteint un pic en décembre 1989 avec 360 députés inscrits<sup>222</sup>, fondent pour ne compter que 229 membres un an plus tard<sup>223</sup>.

Enfin, la troisième cause du recul du MDG est liée à la nouvelle structuration du jeu politique. Le Groupe interrégional est situé à un niveau de pouvoir lui-même en perte de vitesse. En 1990, les "démocrates" (mais ils ne sont pas les seuls) ont misé sur les niveaux inférieurs (soviets de république et de ville), et les bons scores électoraux qu'ils ont obtenus (cf. encadré 13 ci-dessous) les incitent à considérer ces soviets comme des points d'appui dans leur stratégie de conquête du pouvoir. Les députés de l'URSS qui ont remporté un siège en 1990 (au Congrès de Russie ou au Mossovet) ont donc tendance à se détourner de l'arène du pouvoir central pour s'investir dans les niveaux inférieurs. El'cin se présente à la présidence du Soviet Suprême de Russie, Stankevič envisage de briguer celle du *Mossovet* (avant de retirer sa candidature au profit de G. Popov, mais il obtiendra le poste de premier vice-président). Le centre fédéral devient un lieu avec lequel il vaut mieux ne pas avoir affaire pour éviter d'être disqualifié. Stankevič refusera même plusieurs postes qui lui sont proposés par Gorbačëv<sup>224</sup>. Soit Gorbačëv ne perçoit pas que l'enjeu s'est déplacé pour les démocrates, soit il veut enrayer le processus en essayant de mettre de son côté certains de leurs représentants. Le discrédit qui affecte les acteurs du niveau central du pouvoir peut expliquer la difficulté du Groupe interrégional des députés (MDG) à mobiliser ses troupes. Même l'Union interrégionale des électeurs (MOI), autrefois dévouée corps et âme aux députés de l'URSS, se consacre désormais entièrement à Russie démocratique à partir de la campagne de 1990.

Cette période de fluidité politique est marquée par une instabilité des identités, mais également par une difficulté à localiser le centre de gravité du pouvoir. La carte du pouvoir se redessine avant même que les enjeux ne soient plus ou moins clarifiés. On ne sait pas encore à quelles compétences peuvent prétendre les soviets républicains et municipaux dans lesquels

---

<sup>219</sup> Sozdan blok demokratičeskikh kandidatov Rossii [Un bloc de candidats démocrates de Russie est créé], janvier 1990. Si le bloc Russie démocratique amorce ici un basculement dans le discours libéral, qui se généralisera à la plupart des organisations démocratiques, il serait néanmoins anachronique d'y voir préfigurée la "thérapie de choc", qui n'apparaîtra que fin 1991 sous l'impulsion de E. Gajdar et A. Čubajs.

<sup>220</sup> A. MURASEV. *Mežregional'naja deputatskaja gruppā...*, *op. cit.*, 1990.

<sup>221</sup> Archives populaires. Fonds N°127 "Groupe interrégional des députés" (11/5/89-15/12/90).

<sup>222</sup> J. AVES. *The Evolution of the Independent Political Movements after 1988* In G. HOSKING et alii dir. *The Road to Post-Communism...*, *op. cit.*, 1992, p. 45.

<sup>223</sup> Contre 730 députés pour le groupe communiste et 561 pour le groupe patriotique "Sojuz" (Union) (Les partis politiques d'URSS en chiffres. *Actualités soviétiques*, 25/1/1991).

<sup>224</sup> Gorbačëv lui aurait proposé un poste dans la diplomatie, puis, en été 1991, la direction du Comité anti-monopole au sein du Gouvernement de l'URSS (cf. la biographie de S. Stankevič dans la base de données "Labyrinthe" de Panorama). Il n'est pas certain, contrairement à ce qu'écrit J. HOUGH (*Democratization and Revolution in the USSR. 1985-1991*, *op. cit.*, 1997, p. 253), que "*les 'démocrates' auraient soutenu une semi-dictature si Gorbačëv leur avait offert des postes, car c'est ce qu'ils ont fait sous El'cin*". Ils n'auraient probablement pas suivi Gorbačëv, non pas pour des raisons morales mais tactiques.

s'investissent les démocrates, mais on anticipe d'ores et déjà qu'ils seront plus stratégiques que le Congrès ou le Soviet suprême de l'URSS, bien que ces derniers restent au regard des règles normatives les principaux lieux de décision. La rétrogradation du MDG dans le mouvement démocratique est donc un effet du glissement du centre de gravité du pouvoir du Centre vers les républiques.

On observe un phénomène similaire sur l'arène du Parti où un certain nombre d'acteurs désertent le niveau central (PCUS) pour investir le niveau républicain (PC de Russie). Le Congrès de l'URSS, tout comme le Comité central du PCUS, se trouvent peu à peu décentrés non par des décisions politiques (juridiques, constitutionnelles), mais par l'activité tactique des acteurs.

### Encadré 13 : Résultats des élections de 1990 et rapports de force au Congrès des députés de la RSFSR

Le bloc électoral Russie démocratique remporte une victoire écrasante dans la ville de Moscou où il recueille:

- 57 des 65 sièges au Congrès de la RSFSR (soit 88 % des députés moscovites),
- 281 des 468 sièges au Soviet de la ville (*Mossovet*) (60 %).

A Leningrad, les démocrates remportent également la majorité des sièges:

- 25 des 33 sièges au Congrès des députés de la RSFSR (75 %) <sup>225</sup>,
- 355 des 400 sièges au Soviet de la ville (*Lensovet*) (88 %) <sup>226</sup>.

Au Congrès de la RSFSR, le *groupe parlementaire* Russie démocratique compte 250 inscrits sur 1 068 députés (23,5 %). 200 autres députés se rallient à eux pour former le *bloc* Russie démocratique (les 450 députés du bloc représentent 42 % des sièges) <sup>227</sup>. Mais ce bloc est très instable et perd 150 députés dès la première session du Congrès de la RSFSR (16 mai-22 juin 1990).

Aucun des deux camps opposés, "démocrates" et "communistes", ne détient la majorité absolue (soit 530 voix, le nombre de députés effectivement élus au moment de la première session étant de 1 060). Le bloc Russie démocratique compte environ 300 députés; le bloc "Communistes de Russie" entre 355 et 367 députés <sup>228</sup>. Le "marais" est le plus nombreux, avec 400 députés.

Lors de l'élection du Président du Soviet Suprême en mai 1990, El'cin arrive à grand-peine à se concilier le soutien d'une partie de ce marais: ce n'est qu'au *troisième* tour de scrutin qu'il arrive à être élu en rassemblant tout juste assez de voix (535) <sup>229</sup>.

Les conservateurs obtiennent, quant à eux, la nomination d'Ivan Silaev au poste de Président du Conseil des ministres de la RSFSR le 15 juin 1990, élu contre le candidat d'El'cin (M. Bočarov) <sup>230</sup>.

On observe la même instabilité au Soviet de Moscou où la fraction Russie démocratique, composée pêle-mêle de socialistes, libéraux, anarchistes et démocrates chrétiens, vole en éclats au bout de six mois, en octobre 1990 <sup>231</sup>. Les candidats du Parti n'ayant remporté que 20 % de sièges <sup>232</sup>, les luttes au sein du *Mossovet* se joueront plutôt entre fractions issues de Russie démocratique.

<sup>225</sup> P. DUNCAN. The Rebirth of Politics in Russia In G. HOSKING et alii dir. *The Road to Post-Communism...*, *op. cit.*, 1992, p. 88.

<sup>226</sup> Non-communist administrations in Moscow and Leningrad. *Keesing's record of world events*, mai 1990.

<sup>227</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. *Slovar' novyh političeskij partij i organizacij Rossii...*, *op. cit.*, 1991, p. 15.

<sup>228</sup> G. BELONUČKIN. S"ezd narodnyh deputatov i Verhovnyj Sovet RSFSR/Rossijskoj Federacii..., *op. cit.*, 2002.

<sup>229</sup> Iz stenogrammy s"ezda narodnyh deputatov RSFSR. 29/5/1990 [Extrait du sténogramme du Congrès des députés du peuple de la RSFSR, 29/5/1990]. *Sovestkaja Rossija*, 31/5/1990 (cité dans B. KOVAL'. *Rossija segodnja. Političeskij portret v dokumentah, 1985-1991* [La Russie aujourd'hui. Portrait politique par les documents, 1985-1991]. Moscou, 1991, p. 454).

<sup>230</sup> J. HOUGH. *Democratization and Revolution in the USSR...*, *op. cit.*, 1997, p. 314.

<sup>231</sup> P. DUNCAN. The Rebirth of Politics in Russia..., *op. cit.*, 1992, p. 89.

<sup>232</sup> Non-communist administrations in Moscow and Leningrad..., *op. cit.*, mai 1990.



Ce qui se passe sur l'arène électorale en 1989-1990 a des effets systémiques sur l'ensemble de l'espace politique, sur le mouvement informel/démocratique et ses rapports avec les autres acteurs. Les sites de compétition se multiplient: entre le PCUS et les soviets, entre les niveaux de soviets, au sein du Parti pour la désignation des candidats...

C'est grâce à la première campagne électorale (1989) que le mouvement informel moscovite passe à une autre dimension: il organise des meetings rassemblant plusieurs centaines de milliers de participants, s'allie publiquement à des personnalités connues à l'échelle nationale en organisant leur campagne et, avec l'apparition des clubs d'électeurs d'arrondissement, dispose désormais d'un maillage territorial.

Cette transformation structurelle du mouvement s'accompagne d'une redéfinition de ses rapports avec les réformateurs du Parti. Les organisateurs de campagne soutiennent les réformateurs "radicaux" de l'appareil, en concurrence avec les réformateurs "modérés" (gorbatchéviens). Les "radicaux" entrent dans le mouvement par le haut, sans vraiment y appartenir, mais apparaissent comme les grandes figures oppositionnelles. Cette alliance est l'un des éléments moteurs qui imprime au mouvement une logique d'opposition frontale au "pouvoir soviétique", construction où les réformateurs "modérés" se trouvent de plus en plus assimilés aux "conservateurs".

Les membres du mouvement informel/démocratique, y compris ceux de la première cohorte qui avaient noué des relations de transaction avec les réformateurs "modérés", sont amenés à s'aligner sur la logique d'affrontement. Ils n'ont pas d'existence propre sur la scène électorale en 1989 en raison des barrières à l'entrée de la compétition et sont obligés de s'accoler aux candidats réels. Tout ce qu'ils font sur d'autres sites d'interaction est interprété par leurs interlocuteurs du Parti en fonction de la lutte électorale. Même si les premiers informels cherchent à se démarquer des nouveaux venus, plus "radicaux", ils ne peuvent plus raisonnablement maintenir la logique de transaction avec les réformateurs "modérés". Les contraintes provenant du jeu électoral les obligent à changer d'identité, à redéfinir leur rôle et leur place.

Mais l'arène électorale ouvre aussi de nouvelles opportunités. Elle donne l'occasion aux uns et aux autres de se rapprocher du Prince, le Prince lui-même ayant changé d'identité: ce n'est plus le Comité central du PCUS mais les députés du peuple de l'URSS. Elle donne enfin aux informels/démocrates la possibilité d'accéder eux-mêmes à des positions institutionnelles. L'enjeu élevé que représentent les élections de 1990 explique l'acuité de la concurrence interne au mouvement qui se déploie en vue de cette échéance. Mais la concurrence n'empêche pas la politique d'affrontement de se diffuser à l'ensemble du mouvement et d'en devenir une caractéristique majeure: c'est même l'un de ses principaux atouts.

## CHAPITRE 2

### LES CLUBS INFORMELS DANS LES LUTTES DU PARTI

A partir de 1989, le Parti cesse d'être ce qu'il était; il entre dans un processus de délitement. Les relations d'autorité se désobjectivent: des comités liés par des relations hiérarchiques se font concurrence et s'attaquent publiquement. La fragmentation des camps "réformateur" et "conservateur" produit une multiplicité d'organisations qui prolifèrent au sein du Parti. Le fédéralisme est de moins en moins contrôlé. Enfin, dès 1988, des adhérents commencent à ne plus payer leurs cotisations; ce phénomène de départs individuels, qui s'amplifie en 1989, est connu des acteurs, bien qu'ils ne puissent en évaluer l'ampleur exacte.

Le Parti voit également ses relations avec les autres arènes affectées par sa déliquescence, et ses frontières s'affaïsser. Les protagonistes au sein du Parti utilisent les résultats électoraux pour porter des coups à leurs adversaires et concurrents internes. La porosité des frontières tend à affaiblir l'autonomie du Parti.

La hiérarchie des ressources est elle aussi touchée. Une position élevée dans l'appareil central du Parti n'est plus nécessairement supérieure à celle d'un député de l'URSS ou de la RSFSR, voire du Soviet de Moscou. Le Parti ne contrôle plus ses anciennes ramifications (les "organisations sociales"), qui se mettent à offrir des ressources aux clubs informels. Si ces ressources administratives permettaient au Parti d'exercer un contrôle indirect sur les clubs bénéficiaires, elles perdent désormais de la valeur en raison de leur soudaine abondance, ce qui diminue d'autant le pouvoir de coercition de leurs détenteurs (directs ou indirects).

La liquéfaction du Parti est extrêmement rapide. Les élections de mars 1990 au Congrès des députés de Russie modifient de façon brutale sa place dans le jeu politique: il n'est plus perçu comme un lieu où se situent les enjeux importants. On peut le quitter, ne plus se démener pour y conquérir des positions de pouvoir sans trop de dommage. Le départ d'acteurs significatifs en juillet 1990 (El'cin et les réformateurs "radicaux") accélère la débandade organisationnelle du Parti; on ne sait plus ce que sont les cellules du Parti, si elles sont des organes politiques ou économiques; certains tabous idéologiques tombent; les choses ne se jouent plus au niveau central mais dans les PC républicains.

Dans ce contexte d'*incertitude structurelle*, où les indices et repères habituels s'effacent, où les acteurs ne peuvent plus calculer, anticiper, définir clairement la situation dans laquelle ils se trouvent<sup>1</sup>, les clubs informels du Parti se transforment: ils deviennent des lieux de lutte. Ils contribuent donc à transformer l'arène du Parti. Et, en acquérant une importance dans cette arène de compétition perçue jusqu'à un certain moment comme centrale, ils transforment aussi le mouvement informel/démocratique.

Les clubs du Parti développent une stratégie de conquête du pouvoir au sein du PCUS qui s'inspire fortement de la politique de collusion de la période initiale. Mais ils semblent être en mesure d'exercer une pression plus forte sur les "réformateurs modérés" que les informels de 1987-1988, en raison de la fragilisation des réformateurs et du Parti dans son ensemble. Cette fragilisation est un effet de l'affaiblissement des frontières du PCUS. Elle tient à la facilité avec laquelle il est désormais possible de brouiller l'identité politique d'un adversaire ou concurrent interne, et à la politique d'opposition frontale poursuivie avec succès par le reste du mouvement informel/démocratique sur la scène électorale.

---

<sup>1</sup> M. DOBRY. *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multiseCTORIELLES*. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, p. 150-153.

Mais la stratégie hybride de collusion et de pression des clubs du Parti n'est plus tenable après les élections de 1990: les informels du Parti sont acculés, par la dynamique même du jeu, à basculer à leur tour dans l'affrontement.

Nous verrons tout d'abord comment les clubs du Parti réussissent à conquérir une importance croissante dans les jeux de pouvoir au sein du Parti, à la faveur de la fragmentation qui le caractérise, tout en poursuivant une relation de collusion avec les réformateurs (section A). Leur montée en puissance leur permet d'envisager une conquête du pouvoir dans le PCUS. Les réformateurs modérés deviennent désormais leurs concurrents directs: la dimension conflictuelle de la collusion s'accroît (section B). Enfin, nous analyserons comment les clubs du Parti et la Plateforme démocratique (union de ces clubs) sont amenés à basculer vers une politique d'affrontement avec les réformateurs modérés (section C).

## **Section A/ Les clubs du Parti face aux réformateurs**

Le premier club informel du Parti est apparu au printemps 1988. Mais cette nouvelle forme de club ne prend son essor que grâce au processus de morcellement qui frappe le PCUS à partir de 1989 (I). Les clubs du Parti vont être utilisés dans les jeux de pouvoir internes, recevoir des ressources, être investis et utilisés comme lieux d'affrontement. Mais, comme on le verra, ils acquièrent très vite leur autonomie dans le jeu et ne restent pas de simples instruments dans les luttes entre comités ou fiefs: ils modifient la structure du Parti lui-même (II).

### **I/ Les processus de fragmentation du Parti**

Trois processus de fragmentation – idéologique, géographique et administrative – sont concomitants et cumulatifs au sein du PCUS. Les deux principaux camps idéologiques, les "conservateurs" et les "réformateurs", se scindent en courants et en organisations distinctes au sein du PCUS ("plateformes", "PC de Russie"). La fragmentation géographique commence avec les déclarations d'indépendance des PC baltes. Quant à la machine administrative du Parti, elle se grippe à son tour lorsque certains de ses rouages prennent leur autonomie, mènent leur propre politique souvent contre les comités de niveau supérieur, cherchent à thésauriser des ressources (informations, etc.) pour éviter d'être court-circuités.

Le morcellement idéologique touche aussi bien les "réformateurs" que les "conservateurs", camps qui constituaient des ensembles relativement stables dans la période 1987-1988. Les réformateurs sont désormais divisés en "modérés" ou "centristes" (Gorbačëv) et "radicaux" (El'cin, membres du Groupe interrégional des députés de l'URSS). Chez les "conservateurs", on voit émerger une tendance "nationaliste" à côté des "staliniens" et des "néobolcheviks". Certains de ces fragments indiquent leur présence dans l'espace politique en se coulant dans de nouvelles formes organisationnelles. Ainsi, dans le camp réformateur, deux "plateformes" apparaissent en vue du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS (qui doit se tenir en juillet 1990): une "Plateforme démocratique" en janvier 1990 et une "Plateforme marxiste" en février. Ces plateformes (qui désignent à la fois des documents et des groupes) n'émanent pas du sommet de l'appareil mais de la base. Elles ne correspondent pas à la division entre "modérés" et "radicaux" qui divise le haut de la hiérarchie du Parti: c'est un autre clivage. A côté des "plateformes", le courant conservateur nationaliste crée en juin 1990 le "Parti communiste de la RSFSR" et s'empare d'une forme d'organisation laissée vacante par convention, la Russie étant la seule république à ne pas posséder son propre PC.

L'équipe de Gorbačëv tente de colmater ces brèches dans l'édifice du Parti au coup par coup. En réponse à la Plateforme démocratique, le Comité central adopte sa propre plateforme en février 1990. Pour empêcher les conservateurs nationalistes de s'appropriier le PC de la RSFSR de peur qu'il ne devienne l'"instrument des forces antiperestrojka, le rempart de la lutte contre le CC du PCUS"<sup>2</sup>, Gorbačëv tente d'imposer en décembre 1989 un Bureau russe au sein du CC du PCUS, mais sous la pression de secrétaires de comités du Parti, il est contraint d'accepter la constitution d'un PC russe distinct. Présent à la conférence constitutive de ce PC républicain (20-23 juin 1990), il est impuissant à y limiter l'influence des conservateurs nationalistes<sup>3</sup>.

La fragmentation géographique du Parti devient patente fin 1989, lorsque le PC lituanien proclame son indépendance du PCUS<sup>4</sup>. La bataille autour du fédéralisme au sein du Parti apparaît à l'ensemble des acteurs politiques comme un exercice d'échauffement et la préfiguration de la façon dont sera traitée la question de l'autonomie des républiques au sein de l'Union soviétique, voire de leur indépendance. Le Comité central du PCUS, réuni en plénum extraordinaire, condamne l'autonomie autoproclamée du PC républicain, mais, étant donné le rapport de forces en faveur des autonomistes dans le PC lituanien, ne semble pas en mesure d'imposer un retour à l'ordre. Cette scission fait partie d'un processus d'escalade des revendications des républiques baltes: quelques mois auparavant (entre novembre 1988 et juillet 1989), les trois républiques avaient déclaré leur *souveraineté*, i.e. la primauté de leurs lois sur celles de l'URSS<sup>5</sup>; l'absence de résistance sérieuse à l'autonomisation du PC lituanien, comme s'il s'agissait d'un test, permet au Soviet suprême de Lituanie de proclamer cette fois-ci l'*indépendance* de la république en février 1990.

Or donc, si la fédéralisation du Parti est admise *de facto*, il devient impossible de refuser la constitution d'un PC de la RSFSR, devenue, selon l'expression utilisée par Gorbačëv dans ses mémoires, "*objectivement inévitable*"<sup>6</sup>. Le thème de la souveraineté nationale favorise donc les desseins du camp conservateur du PCUS (il sera aussi largement exploité par les "démocrates radicaux" sur l'arène électorale en 1990).

La "verticale" administrative du Parti se décompose elle aussi, sous l'effet d'une absence de pilotage, du silence des instances supérieures sur certaines questions stratégiques. Il est très probable que ce qui est perçu comme une démission ait été l'un des principaux facteurs de la désobjectivation des relations hiérarchiques dans le Parti et ait stimulé une concurrence généralisée entre comités de différents niveaux<sup>7</sup>.

On a noté plus haut que le Comité du Parti de la ville de Moscou (MGK) et le Comité central avaient parfois eu tendance à se dérober dans le processus de prise de décision et la définition des stratégies à suivre envers les clubs politiques informels, laissant ainsi une relative autonomie aux deux *rajkom*s de la zone expérimentale (Čerëmuški et Sevastopol')<sup>8</sup>. A partir de la fin 1988, mais surtout lors des deux périodes électorales de 1989 et 1990, cette

---

<sup>2</sup> M. GORBAČEV. *Žizn' i reformy* [Vie et réformes]. Moscou: Novosti, 1995, vol. 1, p. 531.

<sup>3</sup> *ibid.*

<sup>4</sup> Le PC lituanien proclame son indépendance lors de son XX<sup>ème</sup> Congrès en décembre 1989 et adopte un programme et des statuts distincts. Cette décision provoque une scission, et c'est la fraction fidèle à Moscou, devenue minoritaire, qui doit former un Comité central provisoire (cf. La scission est consommée au sein du PC de Lituanie. *Le Monde*, 26/12/1989, p. 16).

<sup>5</sup> A. GAZIER. Le bouleversement des institutions et de la vie politique In D. COLAS dir. *L'Europe post-communiste*. Paris: PUF, 2002, p. 152.

<sup>6</sup> M. GORBAČEV. *Žizn' i reformy...*, *op. cit.*, 1995, vol. 1, p. 531.

<sup>7</sup> Nous nous appuyons ici sur des documents internes du *rajkom* Sevastopol' du PCUS provenant des archives personnelles de Jurij Čabanov, chef du Département idéologique.

<sup>8</sup> Cf. supra p. 123 et suiv.

absence de direction semble plutôt peser aux *rajkom*s, conscients de ne pas être le meilleur niveau de coordination et de décision.

"Les groupes, clubs, associations, partis – écrit le chef-adjoint du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol' – poussent comme des champignons, arborant parfois le même drapeau et le même programme. Il est des cas où il est impossible de comprendre leur couleur politique sans consultation et études préalables.

Le travail avec les formations antisocialistes et anticommunistes est ce qui nous pose le plus de difficultés. Nous attendons une aide théorique et pratique du CC du PCUS en ce domaine.

Il serait à nos yeux utile d'organiser une réunion nationale sur les relations avec les partis et mouvements politiques pour mettre au point une ligne d'action et définir ce sur quoi nous allons mettre l'accent"<sup>9</sup>.

Un peu plus tôt, le bureau du *rajkom* se plaint devant ses militants de ce mélange d'autoritarisme et de démission qui caractérise le mode de fonctionnement des comités de rang supérieur:

"Nous souhaiterions que le MGK [Comité de la ville de Moscou] du PCUS et le Comité exécutif du Soviet de Moscou (*Mosgorispolkom*) prêtent autant d'attention à nos demandes et propositions qu'ils en donnent aux missions et demandes qu'ils adressent au *rajkom* du PCUS en le sommant de fournir des réponses [...]. En 1987-1988, le *rajkom* du PCUS ne s'est vu adresser du MGK du PCUS, du *Mosgorispolkom* ou d'un quelconque organe, aucune décision, écrite ou orale, concernant ses demandes sur quinze questions cruciales et propositions"<sup>10</sup>.

Non seulement les liens entre niveaux hiérarchiques se trouvent partiellement rompus par le mutisme des instances supérieures, mais les luttes de pouvoir intestines et les rivalités entre comités sont de plus en plus portées sur le terrain public.

Dans la concurrence qui oppose le *rajkom* Sevastopol' et le Comité de la ville de Moscou (MGK), le *rajkom* repète ses critiques auprès de différents auditoires: au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS, à la conférence du PC de la RSFSR et à la XXVIII<sup>ème</sup> conférence du MGK<sup>11</sup>. Constatant que le MGK a fait preuve d'incompétence dans les deux campagnes électorales de 1989 et 1990, il conclut à l'"*inadéquation de la structure du MGK aux tâches actuelles*" et à la nécessité d'une "*réduction radicale de son appareil*"<sup>12</sup>.

La concurrence sur la place publique entre ces deux comités n'est pas un phénomène isolé. Peu avant le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du Parti (juillet 1990), le Comité de la ville de Moscou publie sa plateforme, que Gorbačëv considère être une tentative de "fraction" et perçoit

---

<sup>9</sup> A. ARHIPOV. O nekotoryh aspektah dejatel'nosti Sevastopol'skogo RK KPSS g. Moskvy sredi obščestvenno-političeskikh formirovanij [Quelques aspects de l'activité du *rajkom* Sevastopol' du PCUS de la ville de Moscou parmi les formations socio-politiques], 1990, 6 p. (document interne du *rajkom* Sevastopol' du PCUS).

<sup>10</sup> Otčëtnyj doklad Sevastopol'skogo RK KPSS VI konferencii Sevastopol'skoj rajonnoj organizacii KPSS (3ij variant) [Rapport du *rajkom* Sevastopol' du PCUS à la VI<sup>ème</sup> Conférence de l'organisation du Parti de l'arrondissement Sevastopol' (3<sup>ème</sup> version)], 3/12/1988, 59 p. (document interne du *rajkom*).

<sup>11</sup> L'un des ressorts de cette concurrence est probablement la lutte de pouvoir entre les deux premiers secrétaires. A. Brjačihin, premier secrétaire du *rajkom* Sevastopol', briguaît le poste de deuxième secrétaire du MGK en décembre 1989 avant d'être écarté de la compétition par Ju. Prokof'ev, ancien deuxième secrétaire devenu premier secrétaire du MGK en novembre 1989 (cf. A. Brjačihin, entretien du 10/6/1996).

<sup>12</sup> Obraščenie VII konferencii Sevastopol'skoj rajonnoj organizacii KPSS g. Moskvy k delegatam XXVIII s"ezda KPSS, Rossijskoj respublikanskoj konferencii KPSS i XXVIII konferencii Moskovskoj gorodskoj organizacii KPSS, kommunistam rajona [Déclaration de la VII<sup>ème</sup> Conférence de l'organisation du PCUS de l'arrondissement Sevastopol' de la ville de Moscou aux délégués du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS, de la Conférence républicaine de Russie du PCUS et de la XXVIII<sup>ème</sup> Conférence de l'organisation du PCUS de la ville de Moscou, aux communistes de l'arrondissement], ca avril-juin 1990, 7 p. (document du *rajkom* Sevastopol' du PCUS).

comme une attaque contre le Comité central. C'est d'ailleurs son apparition qui aurait incité le Secrétaire général à soutenir la parution dans la *Pravda* du 11/4/1990 d'une lettre du Comité central stigmatisant le fractionnisme<sup>13</sup>.

La dislocation des relations au sein du Parti ne fait qu'intensifier, à la veille du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès, le sentiment que la situation est en train d'échapper à tout contrôle. Alors que le CC du PCUS s'appête à adopter sa plateforme et à prendre de lui-même la décision de modifier l'article 6 de la Constitution (à son plénum de février 1990) pour montrer qu'il réagit et reste maître de la situation, les responsables du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol' doutent de ses capacités à "*reprendre l'initiative aux forces qui s'appuient sur le Groupe interrégional de députés (MDG) et qui aspirent à des changements radicaux dans la société*"<sup>14</sup>.

On observe un mouvement de repli des différentes unités du Parti sur leurs propres ressources pour tenter de freiner le délitement qui se caractérise par des départs massifs, réels et prévisibles, une fragmentation croissante et une absence presque totale de coordination. Le *rajkom* Sevastopol' cherche à préserver un semblant de stabilité sur son terrain immédiat de compétence en s'appuyant sur ses seules forces: il envisage de multiplier les actions de propagande (piquets aux sorties de métro, rencontres avec les cellules de base, "*briefing avec la population*", etc.) pour tenter de "*ralentir le rythme de sorties en masse du PCUS après le [XXVIII<sup>ème</sup>] Congrès [...] et maintenir le noyau de l'organisation du Parti de l'arrondissement*", "*créer des conditions empêchant de jure et de facto la constitution immédiate de fractions dans l'organisation du Parti de l'arrondissement*"<sup>15</sup>.

Les informations ne remontent plus d'un échelon à l'autre. Chaque niveau de pouvoir se dote de ses propres moyens d'information sur les clubs informels: en 1990, le Comité central, qui s'était jusqu'alors appuyé sur des sources qui lui étaient externes (*rajkoms*, MGK), crée un "Département pour le travail avec les organisations sociales" pour éviter d'être court-circuité dans certains jeux d'alliance. C'est l'hypothèse, vraisemblable, de M. Mejer, membre du KSI et de Perestrojka démocratique, qui a été recruté par ce département pendant l'été 1990:

"Les *rajkoms* [des arrondissements de la "zone expérimentale"] agissaient en accord avec le KGB par exemple, tout au moins dans le cas du *rajkom* Sevastopol'. Stankevič [lié au *rajkom* Čerëmuški], par exemple, se targuait toujours de ses relations avec le KGB. [...] Le KGB et l'appareil central du Parti entretenaient des relations compliquées: l'appareil central du Parti échappait au contrôle du KGB et au contraire essayait constamment de contrôler l'activité du KGB. Le KGB agissait dans son coin sur certaines questions. Ce que j'ai compris, c'est qu'au sein de l'appareil central on voulait contrôler l'activité du KGB, notamment sur la question des informels. [...] La question relevait de la sphère *politique*, c'était donc à la direction centrale politique de la résoudre" (M. Mejer, entretien du 6/8/1994).

---

<sup>13</sup> Voir M. GORBAČEV. *Žizn' i reformy...*, op. cit., 1995, vol. 1, p. 540. En fait, la lettre du Comité central, sur laquelle nous reviendrons (encadré 19, p. 326), ne prend pas du tout pour cible le MGK, mais la Plateforme démocratique rédigée par les clubs du Parti. Si le *gorkom* est visé, ce n'est que sur un mode implicite.

<sup>14</sup> Ju. ČABANOV, O. KASATKIN. Zapiska pervomu sekretarju Sevastopol'skogo RK KPSS t. Brjačihinu A.M. [Note au Premier secrétaire du *rajkom* Sevastopol' du PCUS le camarade Brjačihin A.M.] (confidentielle), 5/2/1990, 2 p. (document interne du *rajkom* Sevastopol' du PCUS).

<sup>15</sup> Proekt primernogo plana raboty (dejstvij) RK KPSS v period provedenija i pervye 1,5-2 mesjaca posle XXVIII s"ezda KPSS (pervyj variant) [Projet de plan indicatif de travail (actions) du *rajkom* du PCUS pendant le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS et les 1,5-2 mois suivants (première version)], 1990, 4 p. (document interne du *rajkom* Sevastopol' du PCUS antérieur à la tenue du Congrès en juillet 1990).

Enfin, autre élément qui contribue à l'affaiblissement de l'appareil du Parti, ses effectifs sont amputés de 30 % au lendemain de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du PCUS (juin-juillet 1988) puis de 40 % après le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès (juillet 1990)<sup>16</sup>.

L'incertitude qui caractérise la conjoncture en 1989-1990 a pour effet de malmener les rapports hiérarchiques au sein du Parti, d'empêcher les acteurs de prévoir les effets possibles de leurs actes. L'arène du Parti n'est plus structurée de la même façon. Mais la déliquescence du PCUS permet aussi à de nouveaux acteurs tels que les clubs du Parti de se créer à l'intérieur de cette arène et de constituer des lieux de cristallisation de certaines positions, donnant ainsi des points de repère à cet ensemble mouvant.

## II/ Les clubs du Parti dans les jeux de pouvoir

Les clubs du Parti acquièrent une visibilité au moment des élections de 1989: leurs effectifs connaissent un essor rapide, et ils sont utilisés dans les jeux de pouvoir qui se développent alors entre niveaux hiérarchiques, et entre segments de réformateurs. Leur instrumentalisation dans ces luttes permet aux clubs du Parti de capter des ressources et de modifier en leur faveur certains rapports de force. Lorsqu'ils se fédèrent en une Plateforme démocratique en janvier 1990, celle-ci, parce qu'elle est perçue comme susceptible de devenir un acteur politique majeur, est même investie par des "notables".

C'est la façon dont ce nouveau type de club informel *prend* sur le terrain du Parti que nous étudions ici: comment ces clubs essaient à travers le pays pour former un ensemble de plus en plus visible dans le Parti (1); comment, en étant utilisés dans les luttes internes (2), ils arrivent à capter des ressources leur donnant encore davantage de visibilité (3) et, grâce à une convergence tactique avec les réformateurs du Comité central, contribuent à transformer le Parti (4).

### 1/ Une visibilité par le nombre

Les informels franchissent les frontières du Parti, on s'en souvient, à l'occasion de la XIX<sup>ème</sup> Conférence, lorsque des membres du PCUS appartenant au club Perestrojka démocratique s'associent pour rédiger un projet de réforme du Parti en mai-juin 1988. Le Parti est alors perçu comme la "*clé de voûte des réformes*"<sup>17</sup>, et les informels décident de marquer leur présence face aux conservateurs (après la parution de la lettre de Nina Andreeva), mais aussi face aux réformateurs du pouvoir. Ils se trouvent donc déjà dans l'espace du Parti. Mais c'est le processus de délitement qui leur donne une autre place et une tout autre importance dans le jeu. Le premier club du Parti, le Groupe interclubs du Parti (*Mežklubnaja partijnaja grupa* ou MPG), sommeille en effet jusqu'au moment où les "réformateurs de l'appareil" éprouvent soudain un regain d'intérêt pour les informels (vers janvier-mars 1989, pendant la campagne électorale). Ils voient dans les clubs du Parti un nouveau canal de communication entre le pouvoir et les organisations informelles de plus en plus présentes dans la compétition politique<sup>18</sup>. La presse officielle publie des articles sur le Club du Parti de Moscou (*Moskovskij partijnyj klub*, MPK), qui fait des émules dans plusieurs villes: à Tomsk, Rostov-sur-le-Don,

<sup>16</sup> A. GAZIER. Quel avenir pour la "nomenklatura": la retraite, la reconversion... ou le pouvoir ? *Politique étrangère*, 1, 1992, p. 113-119.

<sup>17</sup> I. Čubajs, entretien du 18/1/1994; I. KUDRJAVCEV. Reformatory v KPSS: demokratizacija ili raskol? [Les réformateurs du PCUS: démocratisation ou scission?]. *Panorama*, février 1990, 3 (15).

<sup>18</sup> I. Čubajs indique que les coprésidents du Groupe interclubs du Parti (MPG) se sont mis à rencontrer toutes les semaines des représentants du Département idéologique du Comité du Parti de la ville de Moscou (MGK) (I. CHUBAJS. The Democratic Opposition: An Insider's View. *Report on the USSR* (RFE/RL Research Institute), 3 mai 1991, vol. 3, n° 18, p. 4-15).

Omsk, etc.<sup>19</sup>. Le MPK décolle grâce aux meetings électoraux d'avril-mai 1989<sup>20</sup>, et en automne 1989 il compte entre 100 et 150 membres réguliers<sup>21</sup> (contre une vingtaine à la naissance du MPG en mai 1988).

A partir d'août 1989, le MPK entreprend de fédérer les clubs du Parti apparus dans le pays. Lors d'une première réunion en octobre 1989, seize villes et régions sont représentées; en janvier 1990, c'est une centaine de villes de treize républiques qui prennent part à la création de la "Plateforme démocratique du PCUS" (*Demokratičeskaja platforma v KPSS* ou *DemPlatforma*). On se met à parler d'un "mouvement de clubs" (*klubnoe dviženie*) dans le Parti<sup>22</sup>.

Fin 1988-début 1989, l'idée que le modèle des clubs élitistes de la première période a fait son temps et qu'il doit laisser la place aux mouvements et aux actions collectives de masse (fronts populaires, manifestations) se répand dans le mouvement informel. Aussi les données quantitatives sur les clubs du Parti et leurs effectifs représentent-elles un enjeu particulier. Pour faire masse, les informels n'hésitent pas à mélanger membres de *vrais* clubs du Parti et sympathisants de cellules de base et autres organisations officielles du PCUS. "*Nous, communistes de 162 clubs et organisations du Parti de 102 villes et de 13 républiques soviétiques du pays...*", lit-on en ouverture du texte éponyme de la Plateforme démocratique de janvier 1990<sup>23</sup>. Les participants à la conférence constitutive de la Plateforme estiment représenter environ 60 000 personnes, soit 0,3 % des membres du PCUS<sup>24</sup>. Mais un autre document, à plus faible diffusion, nous apprend que seuls 61 clubs *stricto sensu* (54 selon les observateurs du *rajkom* Sevastopol'<sup>25</sup>) ont participé à la conférence. Les 455 délégués de ces clubs sont noyés dans une foule d'invités (300 personnes), qui ne sont pas tous de simples figurants (on compte parmi eux une vingtaine de députés de l'URSS). Si la distinction entre représentants des clubs et sympathisants est brouillée pour des raisons évidentes de représentativité, elle ne l'est bien entendu pas pour tous les usages, notamment lorsqu'il s'agit de distribuer des droits de vote aux uns et des voix simplement consultatives aux autres<sup>26</sup>.

---

<sup>19</sup> A. Mehanik, entretien du 18/7/1994. Le Club du Parti de Moscou est né d'une scission du Groupe interclubs du Parti (MPG).

<sup>20</sup> Predislovie (para stranic o moskovskom partklubu) [Avant-propos (quelques pages sur le club du Parti de Moscou)]. *Vestnik moskovskogo partkluba*, 0, 10/5/1989, p. 2-3.

<sup>21</sup> Selon les comptes-rendus hebdomadaires des instructeurs du *rajkom* Sevastopol' du Parti.

<sup>22</sup> L'expression est utilisée par A. Brjačihin et N. Travkin à la Conférence constitutive de la Plateforme démocratique.

<sup>23</sup> Demokratičeskaja platforma k XXVIII s'ezdu KPSS [Plateforme démocratique pour le XXVIII<sup>ème</sup> congrès du PCUS] In *Vsesojuznaja konferencija partklubov i partorganizacij 20-21/1/1990. Itogovye dokumenty* [Conférence nationale des clubs et organisations du Parti des 20-21/1/1990. Documents finaux]. Moscou, 1990, p. 1-8 (le texte de la Plateforme est publié dans la *Pravda*, 3/3/1990).

<sup>24</sup> Cf. Deklaracija Vsesojuznoj konferencii partijnyh klubov i partorganizacij [Déclaration de la conférence nationale des clubs et organisations du Parti] In *Vsesojuznaja konferencija partklubov...*, *op. cit.*, 1990, p. 10. La Plateforme semble juger cette estimation réaliste, si l'on en croit le tirage de 50 000 exemplaires du journal *Demokratičeskaja platforma* où est reproduit le texte de la Plateforme. L'audience de la Plateforme est particulièrement concentrée à Moscou et sa région, où les clubs disent détenir 31 000 sympathisants, soit 2 % des membres du Parti recensés sur ces deux territoires (cf. IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 12 po 18 fevralja 1990 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 12 et le 18 février 1990 aux Secrétaires du *rajkom* du PCUS, chefs de départements du *rajkom* du PCUS], 1990, 1 p. et KASATKIN O. Informacionnaja zapiska o provedenii Moskovskoj gorodskoj oblastnoj konferencii Demokratičeskoj platformy v KPSS (MVPŠ, 17/2/1990) [Note d'information sur la tenue de la conférence moscovite (municipale et régionale) de la Plateforme démocratique du PCUS (Ecole supérieure du Parti de Moscou, 17/2/1990)], 1990, 4 p. Ces deux textes émanent du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol' du PCUS).

<sup>25</sup> Ju. ČABANOV, O. KASATKIN. Zapiska pervomu sekretarju..., *op. cit.*, 5/2/1990, 2 p.

<sup>26</sup> Par exemple, sur les 200 clubs participant à la réunion des clubs du Parti de la ville et la région de Moscou du 17/2/1990, 12 seulement sont de "vrais" clubs, et seule la moitié des délégués dispose d'un droit de vote (O. KASATKIN. Informacionnaja zapiska o provedenii Moskovskoj gorodskoj oblastnoj konferencii



## 2/ Les clubs du Parti: enjeux de la compétition interne au PCUS

Les clubs du Parti, et plus tard la Plateforme démocratique, doivent leur visibilité et leur montée en puissance au fait d'être instrumentalisés dans les luttes de pouvoir entre des niveaux hiérarchiques du PCUS en phase d'autonomisation, et d'arriver néanmoins à jouer leur propre jeu. En patronnant tel club, les comités du Parti, simples maillons de la hiérarchie qui ne sont pas censés avoir leur *propre* position, trouvent un moyen de révéler leur présence en tant qu'acteurs politiques et de se situer politiquement. Les clubs et la Plateforme démocratique deviennent des lieux où certains discours peuvent être tenus plus facilement, où des responsables du Parti règlent leurs comptes avec leurs rivaux. De plus en plus d'acteurs pensent que les choses peuvent se jouer dans ces clubs ou dans la Plateforme démocratique, tandis que d'autres lieux du Parti plus institutionnalisés sont abandonnés. Les clubs arrivent ainsi à exercer une force d'attraction sur des acteurs situés à des échelons relativement élevés de la hiérarchie, qui leur permettent d'accéder eux-mêmes à un étage supérieur de jeu.

Les clubs servent de support à la concurrence que se livrent les comités du Parti. Les rivalités se jouent entre autres dans la "possession" d'un club. Lorsque le Groupe interclubs du Parti (MPG) se scinde en deux en mai 1989, le Comité du Parti de la ville de Moscou (*gorkom* ou MGK) et le *rajkom* Sevastopol' s'empressent chacun d'offrir un local à la fraction avec laquelle ils ont le plus d'affinités. Les "modérés" (groupe de G. Gusev), qui souhaitent conserver un rôle limité d'intermédiaire entre l'appareil du Parti et les informels, sont patronnés par le *gorkom* et se réunissent à la Maison d'éducation politique du Comité de la ville. Après la scission du Groupe interclubs du Parti, ils forment l'Organisation interclubs du Parti (*Mežklubnaja partijnaja organizacija*, MPO). Quant aux "radicaux" (groupe de I. Čubajs<sup>27</sup> et V. Lysenko), qui entendent jouer un rôle plus actif au sein du Parti et y constituer des structures "horizontales" (hors du système hiérarchique)<sup>28</sup>, ils créent le Club du Parti de Moscou (*Moskovskij partijnyj klub*, MPK) et sont accueillis dans les locaux du *rajkom* Sevastopol'<sup>29</sup>.

"Our club was able to survive thanks only to certain disagreements between the Moscow City Party Committee and the Sevastopol' Raion Party Committee, on whose territory we had first begun our activities. When we moved to the House of Political Education, the first secretary of the Sevastopol' Raion Party Committee, Aleksei Bryachikhin, felt that his nose had been put out of joint. Whenever he met me, Bryachikhin would complain that we had become so important that we had forgotten the raion organization. On one of those occasions, I promised him we would hold our next meeting on his committee's premises; it was this promise that saved us when the club split. [...] In May 1989, Prokof'ev<sup>30</sup> and Bryachikhin discussed the club's

---

Demokratičeskoj platformy v KPSS (MVPŠ, 17/2/1990), *op. cit.* (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol'). La forme "club du Parti" a donc du succès puisque les cellules de base du Parti se laissent désigner ainsi.

<sup>27</sup> I. Čubajs était membre du club Perestrojka, puis avait fondé le club Perestrojka-88 avec les "radicaux" et les "démocrates éthiques" après la scission du club Perestrojka en janvier 1988.

<sup>28</sup> Cf. Texte sans titre [probablement projet de discours pour Brjačihin], ca mars 1990, 6 p. (document du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol').

<sup>29</sup> Sur l'évolution ultérieure des deux clubs (Club du Parti de Moscou et Organisation du Parti de Moscou) et la formation de la Plateforme démocratique, voir le graphique 5 en annexe p. 497.

<sup>30</sup> Deuxième secrétaire du Comité du Parti de la ville de Moscou en mai 1989. Jurij Prokof'ev (né en 1939) est fonctionnaire de ce Comité depuis 1968. En septembre 1988, il est nommé au poste de deuxième secrétaire, puis succède à L. Zajkov à la tête du MGK en novembre 1989. En juillet 1990, il entre au Politburo (cf. Après le 28<sup>ème</sup> congrès du PCUS, la direction du parti. *Le Monde*, 17/7/1990, p. 4).

activities; the latter claimed later that he had spoken in the club's defense and that, thanks to him, its members had not been expelled from the CPSU<sup>31</sup>.

Les clubs informels sont des éléments actifs de la concurrence qui traverse les instances du PCUS: ils prennent position, ils sont l'objet de tractations. Ils entrent même en négociation directe avec des responsables presque inatteignables dans la période initiale du mouvement (il s'agit en l'occurrence du deuxième secrétaire du *gorkom*). La question des clubs du Parti constitue un tel enjeu dans le contexte de concurrence entre les deux comités (*gorkom* et *rajkom*) que la distance entre les informels et certains hauts responsables du Parti se trouve réduite par nécessité.

"Lorsque le MPG s'est scindé en deux – explique A. Mehanik, membre du Club du Parti de Moscou (MPK) – (une partie était favorable à une collaboration avec le MGK et l'autre, dirigée par Čubajs et Lysenko, était contre), Lysenko et Čubajs [...] ont mené des pourparlers avec Prokof'ev, qui était le deuxième secrétaire du MGK (le premier était Zajkov). Donc d'un côté, ils étaient contre une coopération avec le *gorkom*, de l'autre ils menaient des pourparlers avec lui. Et ces pourparlers, qui portaient sur la création du MPK, ont eu lieu au *rajkom* Sevastopol' du Parti, chez Brjačihin [...]. Prokof'ev a donné son accord" (A. Mehanik, entretien du 18/7/1994).

Les affinités entre un club et son protecteur officiel permettent d'établir une analogie entre les positions de l'un et de l'autre dans l'espace politique, et c'est cette analogie qui sert de repère pour les situer. L'une des tactiques utilisées dans la compétition interne au Parti consiste donc à attaquer (ou à défendre) un club patronné pour porter des coups à son rival. Ainsi le premier secrétaire du *rajkom* Sevastopol', A. Brjačihin, par exemple, rapporte être victime d'une attaque de la part du *gorkom* en raison de la protection qu'il accorde au Club du Parti de Moscou (MPK): "*qui réchauffez-vous donc en votre sein?*", lui demande-t-on<sup>32</sup>. Cette révélation de Brjačihin a pour but de faire passer le *gorkom* pour conservateur.

Dans d'autres cas, les concurrents utilisent les clubs pour se livrer à un jeu de masques: tel responsable d'une institution du Parti porte des coups à un organe rival *au nom de la Plateforme démocratique* et non de son institution d'appartenance. Dans le conflit qui oppose le MGK à l'Ecole supérieure du Parti de Moscou (MVPS)<sup>33</sup>, I. Jakovenko, proche collaborateur du recteur de l'Ecole, propose à la Plateforme d'adopter une résolution condamnant la politique du *gorkom*<sup>34</sup>. A l'évidence, la Plateforme démocratique est un lieu où on règle des comptes<sup>35</sup>.

En se laissant utiliser dans les jeux de pouvoir et en devenant des lieux de contestation au sein du Parti, les clubs finissent par acquérir une visibilité au-delà de ces luttes intestines. Et lorsqu'ils décident de créer la Plateforme démocratique en janvier 1990, celle-ci arrive à être perçue comme une organisation politique suffisamment sérieuse pour que certains

---

<sup>31</sup> I. CHUBAJIS. The Democratic Opposition: An Insider's View..., *op. cit.*, 1991.

<sup>32</sup> Klub v rajkome [Un club au *rajkom*]. *Moskovskaja pravda*, 27/7/1989.

<sup>33</sup> L'Ecole est hiérarchiquement subordonnée au MGK bien qu'elle soit rattachée au Comité central. C'est bien le MGK qui destitue le recteur V. Šostakovskij au lendemain du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS (cf. encadré 14, p. 300).

<sup>34</sup> Obščemoskovskaja konferencija DP KPSS 26/5/1990 [Conférence moscovite de la Plateforme démocratique du PCUS du 26/5/1990], 1990, 12 p. (document interne du *rajkom* Sevastopol' du PCUS).

<sup>35</sup> Elle sert également à régler des comptes au sein du KGB. Le général-major O. Kalugin, proche de A. Jakovlev, y prend la parole pour s'attaquer à V. Krjučkov, chef du KGB (cf. A. KNIGHT. The KGB, Perestroika, and the Collapse of the Soviet Union. *Journal of Cold War Studies*, 5 (1), 2003, p. 67-93).

"notables" décident de s'y investir<sup>36</sup>. Peu de temps avant la constitution de la Plateforme démocratique, les clubs du Parti avaient reçu le soutien de deux institutions de pouvoir importantes du milieu académique et politique (le célèbre Institut d'énergie atomique I.V. Kourtchatov et la faculté de chimie de l'Université d'Etat de Moscou<sup>37</sup>), dont l'engagement en faveur des clubs a pu renforcer l'impression de sérieux. Les premiers notables du Parti à rejoindre la Plateforme viennent de l'Ecole supérieure du Parti de Moscou (MVPŠ):

"Fin 1989, à la veille de la création de la Plateforme démocratique, – explique I. Jakovenko, enseignant à l'Ecole et proche du recteur –, j'ai compris qu'elle pouvait devenir quelque chose de réel, de plus ou moins sérieux, de plus sérieux en tout cas que ces petites réunions qui existaient, isolées, marginales, comme l'Union démocratique. Et il était clair qu'il fallait prendre une décision. J'ai eu une conversation seul à seul avec Vjačeslav Nikolaevič [Šostakovskij, recteur de l'Ecole supérieure du Parti de Moscou]. Je lui ai dit que je me rendrais à la conférence constitutive de la Plateforme démocratique. Vjačeslav Nikolaevič m'a dit que, lui aussi, inclinait à faire le même choix" (I. Jakovenko, entretien du 1/7/1993).

"A few days before our conference was due to begin, the rector of the Moscow Higher Party School, Vyacheslav Shostakovsky, along with several of the school's lecturers, informed us that they shared the position of the Moscow Party Club and wanted to join the Democratic Platform. This obviously raised the status of the conference. It was no longer being organized merely by rank-and-file Communists unknown to the country at large, but by members of the Party apparatus"<sup>38</sup>.

Les initiateurs de la Plateforme démocratique, membres des clubs du Parti, cherchent aussi à mettre dans leur camp des notables encore plus importants que Jakovenko et Šostakovskij: ils sondent des députés de l'URSS (membres du Groupe interrégional, MDG) et des proches de Gorbačëv:

"While preparing for [the first all-Union conference of the Democratic Platform], we talked to almost all the leaders of the democratic opposition in the Russian Federation – Boris El'tsin, Andrei Sakharov, Yurii Afanas'ev, Gavriil Popov, Tel'man Gdlyan, and Nikolai Travkin. They all took our plans seriously, seeing our project as of some potential political importance. [...]

Initially, I had high hopes of former Politburo member Aleksandr Yakovlev. In March 1990, I had a chance to talk with Yakovlev after he made a speech at Moscow State University. To my direct invitation to join the Democratic Platform, Yakovlev replied that he was 'not unhappy' with his position in the Politburo. This was my first and last contact with a liberal from the CPSU top leadership"<sup>39</sup>.

---

<sup>36</sup> P. BOURDIEU (La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, février-mars 1981, 36-37, p. 3-24) distingue le *notable*, qui a un "*capital personnel de 'notoriété'*" accumulé tout au long de sa vie ailleurs que dans son parti, du *permanent*, qui a un "*capital délégué d'autorité politique*" transmis par son parti de façon limitée et provisoire. Ceux que nous appelons ici "notables" ont acquis une large partie de leur capital en tant que permanents du Parti, mais ils se l'approprient pour le valoriser ailleurs, en l'occurrence dans la Plateforme démocratique. C'est donc en participant au mouvement démocratique que certains permanents se transforment en notables. Quant aux députés démocrates de l'URSS issus de l'appareil, ils ont commencé leur reconversion en notables grâce au Congrès de l'URSS.

<sup>37</sup> Ce sont plus exactement leurs cellules de base du Parti qui soutiennent les clubs du Parti. Voir *Vestnik moskovskogo partkluba*, 0, mai 1989 et *K social-demokratii ? [Vers la social-démocratie ?]*. *Obnovlenie*, 3, 1-15 janvier 1990.

<sup>38</sup> I. CHUBAJS. *The Democratic Opposition: An Insider's View...*, *op. cit.*, 1991.

<sup>39</sup> *Ibid.*

Deux types de notables entrent donc dans la Plateforme démocratique: des membres de la nomenklatura (d'un certain niveau seulement) et des députés de l'URSS. Or il s'agit là de deux types de notabilité et de deux segments de réformateurs qui se font concurrence. Parmi les premiers, Šostakovskij, recteur de l'Ecole supérieure du Parti de Moscou (MVPŠ), est un proche de A. Jakovlev<sup>40</sup>. Il est d'ailleurs aussitôt perçu par les informels comme un intermédiaire avec le Comité central:

"Il semble [...] que les 'rénovateurs' [Šostakovskij et ses collègues] aient été à la conférence le 'bras du Comité central' avec lequel les organisateurs [leaders du MPK] se plaignent de ne pas avoir de contacts"<sup>41</sup>.

Lorsqu'il entre dans la Plateforme démocratique, Šostakovskij est probablement la plus grosse prise des informels dans la nomenklatura:

"De tous ceux qui sont entrés dans la Plateforme démocratique et qui y ont travaillé, [V. Šostakovskij avait le statut le plus élevé]. Il y avait beaucoup de monde dans la Plateforme: Boris Nikolaevič El'cin en était formellement membre mais il n'a, je crois, participé qu'à une seule réunion, bien après [la conférence constitutive]; il y avait aussi Afanas'ev, Popov, Travkin. Bien d'autres encore ont pris part à la Plateforme démocratique, mais si on examine leur statut formel, c'était Šostakovskij qui avait le statut le plus élevé. Etre recteur de l'Ecole supérieure du Comité central du PCUS, c'est sérieux" (I. Jakovenko, entretien du 1/7/1993).

#### Encadré 14 : V.N. Šostakovskij

Šostakovskij mène une carrière classique de haut responsable du Parti: adhésion au PCUS à 24 ans, débuts dans l'appareil du Parti à 36 ans (après un passage dans le Komsomol), obtention de son premier poste élevé (recteur de l'Ecole supérieure du Parti de Moscou) à 49 ans<sup>42</sup>.

V.N. Šostakovskij est né en 1937 dans la république autonome de Tchouvachie (Ukraine) d'un père agronome. Il étudie la médecine à Lvov à la faculté de pharmacie. Pendant ses études, il travaille au Comité du Komsomol de la ville de Lvov, puis au Comité central d'Ukraine. Il entre au PCUS en 1961. En 1962, il s'installe à Moscou pour occuper un poste au Comité central du Komsomol (il y gravit les échelons d'instructeur à chef de secteur). Son passage dans le Parti se fait par l'intermédiaire de l'Académie des sciences sociales (AON) près le Comité central du PCUS où il écrit une thèse de philosophie sur les fonctions sociales de l'enseignement supérieur (1971-1973), puis occupe divers postes jusqu'à celui de secrétaire général de l'AON (1973-1978). Il entre par la suite au Comité central du PCUS en tant qu'instructeur du Secteur de la formation des cadres du Département du travail organisationnel du Parti. En 1986, il est nommé recteur de l'Ecole supérieure du Parti de Moscou près le CC du PCUS avec l'appui de A. Jakovlev.

D'emblée, il apparaît comme un "réformateur": il tente de transformer le cours de "construction et histoire du PCUS" en un cours sur l'histoire de l'URSS, mais se heurte à la résistance de la direction de l'Ecole.

En août 1987, on s'en souvient, il avait discrètement assisté à la "Rencontre-dialogue 'Initiatives de la société dans la perestrojka'" des clubs informels. Etant donné son statut, sa présence prouve aux informels que la Rencontre-dialogue est cautionnée à un haut niveau.

Il explique avoir commencé son activité publique d'"opposant" après la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti en été 1988. Lors de la campagne électorale de 1989, il entre en conflit ouvert avec le Comité du Parti de la ville de Moscou (MGK) en refusant de soutenir une proposition de l'équipe dirigeante visant à obliger les membres du PCUS à voter contre El'cin aux législatives.

Enfin, on le verra, c'est lui qui annonce le départ collectif de la Plateforme démocratique au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du Parti (juillet 1990). Il sera limogé le lendemain.

<sup>40</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. *Sto politikov Rossii. Kratkij biografičeskij slovar'* [Cent hommes politiques de Russie. Bref annuaire biographique]. Moscou: Panorama, juillet 1992, p. 35.

<sup>41</sup> I. KUDRJAVCEV. *Reformatory v KPSS...*, op. cit., 1990.

<sup>42</sup> D. LANE et C. ROSS (The CPSU Ruling Elite 1981-1991: Commonalities and Divisions. *Communist and Post-Communist Studies*, 1995, vol. 28, n° 9, p. 343) distinguent deux groupes de hauts fonctionnaires du Parti selon leur âge d'entrée dans l'appareil (leur étude porte sur les membres du Comité central). Les premiers, comme Šostakovskij, adhèrent au Parti à 24-25 ans et commencent à y travailler vers 32 ans (souvent après être

Sources: V. Šostakovskij, entretien du 13/2/1991; V. PRIBYLOVSKIJ. *Sto politikov Rossii....*, op. cit., 1992, p. 35, et Vjačeslav Nikolaevič Šostakovskij. sd [[http://www.ronl.ru/refs/9746/ref\\_part\\_0.shtml](http://www.ronl.ru/refs/9746/ref_part_0.shtml)].

Le second type de notables – les députés "radicaux" de l'URSS (El'cin, Afanas'ev, Popov, Travkin...) – sont les nouvelles *stars* de la politique. Représentant l'aile la plus radicale des réformateurs du Parti, ils ont acquis dans les premières années de la perestrojka des capitaux politiques personnels qu'ils ont transformés en succès électoraux en 1989. Ils tirent leur légitimité de la revalorisation institutionnelle des soviets et de la prééminence de l'arène électorale dans le champ politique.

La Plateforme démocratique devient ainsi une place stratégique parce qu'elle est investie par deux groupes de notables en concurrence. Si l'on admet l'hypothèse que les responsables de la MVPŠ sont entrés dans la Plateforme démocratique par calcul, leur objectif n'était pas nécessairement, comme le suppose I. Čubajs, de contrôler la Plateforme en tant que telle, mais peut-être d'empêcher les plus "radicaux" de s'en emparer.

Les informels marquent clairement leur préférence pour un type de notables. Ils laissent une place d'honneur à leurs nouveaux alliés "radicaux" du Groupe interrégional des députés (MDG), qui occupent le quart des 49 places du Conseil de coordination de la Plateforme démocratique. Celui-ci (élu en janvier 1990) est composé de:

- 13 députés de l'URSS: El'cin (1)<sup>43</sup>, Afanas'ev (2), Popov (3), Travkin (4), Borodin (6), Logunov (7), Podziruk (8), Sulakšin (9), Burbulis (10), Karpinskij (11), Menžulin (12), Gdljan (13), Ivanov (14),
- Šostakovskij (5),
- 35 représentants des sections régionales, i.e. des clubs du Parti. Ces délégués sont classés par secteur géographique (5 au total) et par ordre alphabétique. Moscou emporte presque le quart des sièges (13 dont Čubajs, Maljutin, Lysenko et Šahnovskij du MPK) et détient la direction de toutes les sections de travail.

Tel qu'il est structuré à l'origine, le Conseil de coordination révèle ce qui aux yeux des informels constitue les deux piliers de la Plateforme démocratique, ses sources majeures de légitimité et de pouvoir: les députés du MDG et les leaders des clubs moscovites.

Toutefois, les grandes figures du mouvement démocratique (El'cin, Popov, Afanas'ev, Travkin) n'assisteront à leur première réunion du Conseil de coordination qu'en avril 1990, lors d'une réunion de crise après une attaque des conservateurs contre le Plateforme<sup>44</sup> (lettre ouverte du Comité central, cf. encadré 19, p. 326). La Plateforme démocratique n'est prise au sérieux par ces acteurs qu'en raison de cette attaque, qui a une grande visibilité.

### 3/ Captation des ressources

La concurrence entre les unités qui composent le Parti d'une part, et l'arrivée de notables dans la Plateforme démocratique d'autre part, permettent aux informels/démocrates de capter

---

passés par l'appareil du Komsomol). Ils atteignent le CC après 50 ans (à la tête d'un département ou à un poste de secrétaire du CC). Les seconds ne commencent leur carrière dans le Parti que vers 35 ans (voire 50 ans) après une carrière dans l'industrie, l'agriculture, les soviets, l'Académie des sciences ou l'armée, et occupent des postes de direction au CC à partir de 65 ans.

<sup>43</sup> Les chiffres entre parenthèses correspondent à l'ordre d'apparition indiqué dans le document de la Plateforme démocratique. Le Conseil de coordination devait théoriquement compter 56 membres, mais au 21/1/1990, seuls 49 sont désignés. Sur les 13 députés de l'URSS, 8 sont des élus de Moscou (cf. Sostav koordinacionnogo soveta, izbrannogo na konferencii partijnyh klubov 21/1/1990 g. [Composition du conseil de coordination élu à la conférence des clubs du Parti du 21/1/1990]).

<sup>44</sup> I. CHUBAJS. *The Democratic Opposition: An Insider's View....*, op. cit., 1991.

davantage de ressources (locaux de réunion et accès à la presse notamment) et de modifier en leur faveur les rapports de force avec les détenteurs de locaux.

### **Inflation d'offres**

La multiplication des institutions du PCUS prêtes à soutenir les clubs du Parti et la Plateforme démocratique a pour effet d'augmenter l'offre de locaux de réunion. Les clubs informels les plus importants se retrouvent en quelque sorte en situation d'oligopsonie face aux fournisseurs. En perdant de sa rareté, ce type de ressource perd de son pouvoir de contrainte. Le changement dans les rapports de force autour de cette ressource est d'ailleurs perceptible dès le lendemain de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti, y compris en dehors de l'arène du Parti: les leaders du club Perestrojka démocratique, qui se réunissent toujours au CEMI, n'hésitent pas, lors d'une discussion en septembre 1988 sur l'Etat de droit, à dénoncer le filtrage instauré par l'administration de l'institut à l'entrée du bâtiment. Le compte-rendu du débat qui paraît dans le bulletin du club s'ouvre ironiquement par une citation de Lénine:

"La liberté de réunion, inscrite dans la constitution de toutes les républiques bourgeoises, n'est qu'un leurre, car pour se réunir dans un pays civilisé on doit disposer d'un local... mieux, d'un bâtiment dont on est propriétaire. Prenons d'abord les bâtiments avant de parler de liberté"<sup>45</sup>.

Les clubs du Parti vont essayer d'élargir l'offre de locaux. Pendant l'été 1989, le Club du Parti de Moscou (MPK) entame une prospection auprès d'une vingtaine de *rajkom*s de Moscou, où il se trouve en concurrence avec des organisations d'autres bords politiques<sup>46</sup>. De leur côté, certains *rajkom*s engagés dans la lutte politique tentent de diversifier leur clientèle pour éviter de se trouver sous une trop forte dépendance du(des) club(s) informel(s) protégé(s). C'est ainsi que le *rajkom* Sevastopol', tout en accueillant le MPK, ouvre ses locaux à partir d'octobre 1989 à un groupe patriotique, le Front national-patriotique de Moscou<sup>47</sup>. Il mobilise ce Front sur le thème de l'autogestion locale (après avoir échoué avec les informels "démocrates") car il voit dans les mouvements nationaux-patriotiques les "vrais" défenseurs de la population et des travailleurs, tandis qu'il qualifie les organisations "sociales-démocrates" (i.e. les clubs informels) de "*procapitalistes*"<sup>48</sup>. Dans ses rapports avec les informels, le *rajkom* se laisse ainsi entraîner à soutenir un mouvement patriotique, ce qui ne correspond pas à son positionnement dans l'arène du Parti. Le *rajkom* a donc des positions différenciées (et parfois peu aisément conciliables) selon l'espace de jeu où il intervient.

---

<sup>45</sup> KLUB DEMOKRATIČESKAJA PERESTROJKA. Diskussija "Problemy pravovogo gosudarstva v SSSR (o prave na sobranija i mitingi)". Stenografičeskij otčet [Discussion "Problèmes de l'Etat de droit en URSS (droit de réunion et de meeting)". Sténogramme], 13 septembre 1988, 34 p. La citation est tirée de V.I. LENIN. Reč' ob obmane naroda s lozungami svobody i ravenstva [Discours sur la façon dont on dupe le peuple avec les slogans de la liberté et de l'égalité] In *Œuvres complètes*. Moscou, vol. 38.

<sup>46</sup> On se souvient que l'organisation Pamjat' de D. Vasiljev avait été soutenue par le Comité de l'arrondissement Kiev de Moscou. Le MPK désigne des coordinateurs dans 20 des 33 arrondissements moscovites. Cf. Informacija o zasedanii MGPK, 5/7/1989 [Information sur la réunion du Club du Parti de la ville de Moscou, MGPK], 1 p. (document interne du *rajkom* Sevastopol') et Klub v rajkome, *op. cit.*, *Moskovskaja pravda*, 27/7/1989.

<sup>47</sup> IDEOLOGIČESKIJ OTDEL [Département idéologique]. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 23 po 28 oktjabrja 1989 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 23 et le 28 octobre 1989 aux Secrétaires du *rajkom* du PCUS, chefs de départements du *rajkom* du PCUS], 1989, 1 p.

<sup>48</sup> A. ARHIPOV. O nekotoryh aspektah dejatel'nosti Sevastopol'skogo RK KPSS g. Moskvy sredi obščestvenno-političeskikh formirovanij [Quelques aspects de l'activité du *rajkom* Sevastopol' du PCUS de la ville de Moscou parmi les formations socio-politiques], 1990, 6 p. (L'auteur est chef de secteur au Département idéologique du *rajkom*)

Avec la création de la Plateforme démocratique, les clubs moscovites du Parti reçoivent de nouvelles offres: de la MVPŠ où se tient la réunion des clubs de Moscou et de sa région en février 1990<sup>49</sup>; du Kinocentr, centre de cinématographie appartenant à l'Union des cinéastes qui offre un local permanent; de l'Institut d'aviation de Moscou (MAI), qui accueille dans son Palais de la Culture la Conférence constitutive de la Plateforme. La représentation de la république estonienne à Moscou avait, quant à elle, accueilli une réunion préparatoire à cette conférence que le MPK n'avait pas eu l'autorisation d'organiser au *rajkom* Sevastopol<sup>50</sup>. Aussi lorsque le MPK perd la jouissance de son local au *rajkom* Sevastopol' en février 1990<sup>51</sup>, son sort ne s'en trouve pas affecté outre mesure.

La valeur des ressources fluctue énormément. Auparavant, les locaux donnaient un avantage aux clubs qui y avaient accès. Les informels cherchaient des lieux de réunion. Aujourd'hui, ce sont les *rajkoms* qui cherchent des locataires. Ce type de ressource est dévalorisé et ne permet plus de contrôler les clubs.

### L'arrivée des "notables" dans la Plateforme démocratique

L'abondance soudaine de ressources dont jouit la Plateforme démocratique est en grande partie due à l'arrivée des notables. Ceux qui parmi les nouveaux venus ont un pouvoir de décision sur l'allocation de ressources institutionnelles du Parti se mettent en effet à détourner partiellement ces dernières au profit de la Plateforme. Il est fort possible que les individus prennent beaucoup plus de libertés avec les ressources dont ils disposent, et qu'ils les investissent dans telle ou telle organisation pour en accroître le crédit politique, la visibilité, et valoriser par la suite leur propre investissement dans ces organisations. Ce phénomène cumulatif donne aux notables un poids important dans le mouvement.

Outre les locaux, ce sont essentiellement les moyens de propagande qui sont dérivés vers la Plateforme démocratique. Šostakovskij offre les moyens de reprographie de l'Ecole supérieure du Parti de Moscou (MVPŠ). Son proche collaborateur, I. Jakovenko, se sert du mensuel du Comité central du PCUS *Dialog* (anciennement *Političeskoe obrazovanie*), dont il est rédacteur, pour diffuser les idées de la Plateforme. G. Vodolazov agit de même avec une revue théorique publiée à Prague par les partis communistes des pays de l'Est et traduite en vingt-huit langues:

"Je travaillais à la revue *Problemy mira i socializma* [Problèmes du monde et du socialisme], qui s'appelait *The Marxist Review*. [...] Et comme j'étais dans la Plateforme démocratique du PCUS, j'ai essayé de faire de cette revue une sorte d'organe de la Plateforme" (G. Vodolazov, entretien du 25/8/1993).

Par ailleurs, la MVPŠ donne une inestimable caution à la Plateforme démocratique au moment où celle-ci cherche à accréditer l'idée qu'elle est majoritaire dans le Parti. En avril 1990, l'Ecole diffuse en effet les résultats d'un sondage faisant apparaître que 40 % des membres du PCUS sont acquis à la Plateforme démocratique, contre 24 % seulement à celle

---

<sup>49</sup> Cf. l'interview de I. Čubajs (I. KUDRJAVCEV. *Reformatory v KPSS...*, *op. cit.*, 1990). Toujours selon I. Čubajs, Šostakovskij aurait même fait pression sur le MPK pour que cette réunion se tienne dans ses locaux.

<sup>50</sup> I. CHUBAJS. *The Democratic Opposition: An Insider's View...*, *op. cit.*, 1991. Il faut noter que les informels/démocrates baltes (qui ont l'appui de responsables des trois PC républicains) fourniront des ressources à plusieurs reprises à leurs homologues moscovites. Ici, il s'agit d'un local, un peu plus tard, ils se proposeront de financer un "grand" journal (devant tirer à 5 000 exemplaires, soit 10 à 15 fois plus que les samizdats informels habituels) (le journal ne verra finalement pas le jour).

<sup>51</sup> A. ARHIPOV. *O nekotoryh aspektah dejatel'nosti Sevastopol'skogo RK KPSS g...*, *op. cit.*, 1990, p. 6. Les raisons de cette rupture entre le *rajkom* et le MPK ne sont pas explicitées mais proviennent probablement des luttes qui ont lieu sur l'arène électorale (cf. supra p. 267).

du Comité central<sup>52</sup>. Cette caution est inattaquable dans l'enceinte du Parti étant donné le statut et la fonction de la MVPŠ, à moins de remettre en cause le système de formation des cadres de l'appareil du PCUS dont l'Ecole est un rouage central. L'Ecole donne en fait bien plus qu'une caution. Son chiffre de 40 % change la vision du probable: la Plateforme démocratique peut l'emporter. Cette définition du possible va exercer un effet de contrainte sur les stratégies des autres membres du Parti.

L'arrivée de Šostakovskij, qu'elle soit le fruit d'une décision individuelle ou qu'elle soit inspirée par Jakovlev, a aussi pour effet de faire monter la Plateforme démocratique d'un cran dans l'étagement politique (bien que cet étagement soit lui aussi en train de se transformer):

"La participation du recteur de l'Ecole supérieure du Parti du CC du PCUS a aussitôt donné à ce mouvement un tout autre statut. Je suis persuadé que, sans la participation de Šostakovskij, le texte de la Plateforme démocratique n'aurait pas été publié dans la *Pravda*. [...] Si l'on regarde l'histoire de la Plateforme démocratique, cela lui a aussitôt donné un tout autre retentissement" (I. Jakovenko, entretien du 1/7/1993).

Aucun document des informels n'avait en effet jusqu'alors été publié ni dans un journal aussi important que l'organe du Comité central du PCUS, ni dans son intégralité.

Si les notables font dévier des ressources vers la Plateforme, celle-ci leur procure en échange une identité d'acteurs politiques "démocrates" (pour ceux qui ne se sont pas encore engagés publiquement dans l'activité politique), et, pour les plus connus, l'occasion d'être au cœur d'un événement très médiatique. La présence de personnages importants à la conférence constitutive de la Plateforme n'est sans doute pas étrangère à l'impressionnante couverture médiatique dont elle bénéficie (95 journalistes présents, dont 54 de la presse officielle, 25 de la presse étrangère et 16 de journaux informels).

Commentant en aparté l'arrivée de V. Šostakovskij et I. Jakovenko dans la Plateforme démocratique, I. Čubajs, leader du MPK, déplore l'instrumentalisation dont elle fait l'objet:

- *"Quel rôle l'Ecole supérieure du Parti de Moscou joue-t-elle [à la Conférence constitutive de la Plateforme démocratique]?"*
- Elle se forge une image, il n'y a pas de doute... en s'alliant aux démocrates du Parti.
- *Une image auprès du Parti?*
- Non, auprès du peuple, des électeurs"<sup>53</sup>.

#### **4/ Une convergence tactique: l'appui à la transformation du Parti**

La Plateforme démocratique réussit aussi à s'imposer comme un acteur majeur au plus haut niveau du jeu politique grâce à ce qui pourrait s'apparenter à un échange de bons procédés avec les réformateurs du Comité central.

Les clubs et la Plateforme démocratique lancent deux sujets tabous dans l'arène du Parti: la liberté de fractions et la suppression de l'article 6 de la Constitution sur le rôle dirigeant du Parti<sup>54</sup>. Ces idées circulent dans l'ombre dans les plus hautes sphères du pouvoir. Mais leur émergence dans le débat *public* grâce aux clubs du Parti contribue à rendre plus manifestes

---

<sup>52</sup> V. LYSENKO. *Informacionnoe soobščenie o zasedanii Koordinacionnogo soveta "Demokratičeskoj platformy v KPSS" 21-22/4/1990 g. v g. Moskve* [Information sur la réunion du Conseil de coordination de la Plateforme démocratique du PCUS des 21-22/4/1990 à Moscou]. Moscou, 1990, 2 p.

<sup>53</sup> Passage "off" de l'entretien de I. Čubajs avec I. Kudrjavcev, journaliste de *Panorama* (dossier de la Plateforme démocratique, archives du M-BIO).

<sup>54</sup> Rappelons que l'article 6 de la Constitution de 1977 dispose que "*le Parti communiste de l'Union soviétique est la force qui dirige et oriente la société soviétique; il est le noyau de son système politique, des organisations d'Etat et des organisations sociales [...]*".



certaines clivages, le long desquels se structure le jeu politique interne au PCUS. Elle permet ainsi aux réformateurs du Comité central (i) de sonder les réactions des différents protagonistes du Parti sur ces questions et d'évaluer les rapports de force, sans prendre la responsabilité d'ouvrir eux-mêmes le débat<sup>55</sup>, (ii) de modifier le cas échéant des règles normatives du jeu tout en gardant la face puisque les revendications sont exprimées *de l'intérieur* du Parti et ne sont pas le seul fait d'une contrainte extérieure. En échange de ces "services", les réformateurs du Comité central accordent à la Plateforme démocratique des signes forts de reconnaissance.

Bien entendu, le fait que les clubs du Parti et la Plateforme démocratique, en tant qu'ils fournissent des repères, sont utilisés et se laissent utiliser par les réformateurs du Comité central ne veut pas dire que les seconds manipulent les premiers ou qu'il y a entre eux une identité d'intérêts. Il y a, plus exactement, des intérêts communs *tactiques* car certaines revendications de la Plateforme arrangent la majorité réformatrice et composite du Comité central.

### **Le débat sur la liberté de fractions**

Les informels sont les premiers à s'en prendre publiquement au tabou des fractions et s'entourent de précautions pour tenter de lever cet interdit. Ils s'abritent derrière des concepts, donnent à leurs revendications des formes qui ont été forgés dans les années 1920 par ceux qui s'étaient opposés au basculement du Parti vers une organisation monolithique et à la montée de Staline dans les structures de pouvoir du Parti. Ces concepts et formes d'action ont, par leur référence historique, une forte légitimité pendant la perestrojka. Le MPG suggère tout d'abord d'organiser une "*discussion interne*" au Parti sur le centralisme démocratique et le pluralisme politique. Le terme de "discussion" se réfère aux grands débats des années 1920, notamment sur le rôle des syndicats en 1920-1921<sup>56</sup>. Le Club du Parti de Moscou (MPK) formule pour la première fois l'idée d'une discussion interne au Parti en janvier 1989, lors d'un débat organisé conjointement avec le club Perestrojka démocratique au CEMI<sup>57</sup>, donc sur un terrain extérieur au Parti.

Le terme tabou de "fraction" n'apparaît dans le discours du MPK qu'au printemps 1989, *après* les élections au Congrès de l'URSS. La discussion interne devra, selon les leaders du club, faire émerger des courants, et ce mécanisme doit aboutir à une partition (*delenie*) du Parti<sup>58</sup>. Elle devra porter sur la question de "[l'*abrogation*] de la décision du X<sup>ème</sup> Congrès du Parti interdisant les fractions et les groupements"<sup>59</sup>. A ce stade, le club fait de la propagande à l'intérieur du Parti (qui est affaibli par les résultats électoraux de 1989). Il aurait même presque convaincu le Comité du Parti de la ville de Moscou d'organiser une discussion préalable au prochain congrès du PCUS<sup>60</sup>, mais celle-ci n'aura finalement pas lieu.

---

<sup>55</sup> Ils font à couvert des *tests de position* pour situer les autres acteurs. Sur les tests de position, cf. M. DOBRY. *Sociologie des crises politiques...*, *op. cit.*, p. 102 et 144.

<sup>56</sup> Cette discussion avait opposé la "plateforme" de Trotski, le "groupe de l'opposition ouvrière" (dont A. Šljapnikov, A. Kollontaj) et la "plateforme des dix" (Lénine, Kalinine, Staline...).

<sup>57</sup> P. RJABOV. KPSS: Avangard perestrojki ili oplot reakcii? [Le PCUS: avant-garde de la perestrojka ou rempart de la réaction?]. *Obščina*, 5/2/1989, 27, p. 16-18.

<sup>58</sup> I. ČUBAJS. Budet li u nas mnogopartijnost'? [Aurons-nous un multipartisme?]. *Vestnik moskovskogo partkluba*, mai 1989, 0, p. 16-19.

<sup>59</sup> Zajavlenie Moskovskogo partijnogo kluba (Kommunisty za perestrojku), 28/6/1989 [Déclaration du Club du Parti de Moscou (Communistes pour la perestrojka), 28/6/1989] In *Sbornik dokumentov Moskovskogo partijnogo kluba (Kommunisty za perestrojku)*. Moscou, 1989.

<sup>60</sup> Voir K tovariščam v pervičnyh partijnyh organizacijah [Aux camarades des cellules de base du Parti], 24/6/89 (document du Club du Parti de Moscou) et I. CHUBAJS. *The Democratic Opposition: An Insider's View...*, *op. cit.*, 1991.

Les travaux préparatoires à la constitution d'une fraction commencent en août 1989. Mais pour l'heure, le terme choisi est celui de "*plateforme*" (d'où le nom de la Plateforme démocratique) tant pour sa légalité que pour sa charge symbolique. Contrairement aux fractions interdites par Lénine au X<sup>ème</sup> Congrès du PCUS en 1921, les plateformes sont autorisées à titre *provisoire* lorsque sont organisées des discussions, mais elles doivent se dissoudre aussitôt la décision adoptée par le Parti. Ainsi, même si la Plateforme démocratique laisse planer l'ambiguïté sur sa véritable "nature" (plateforme provisoire ou fraction permanente), elle se conforme aux règles statutaires en n'élisant son organe dirigeant (Conseil de coordination) que pour une durée de six mois, i.e. jusqu'au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS<sup>61</sup>. La Plateforme opte pour une stratégie de flou. Ce qui importe à ses fondateurs est de se couler dans des formes qui sont acceptables à un moment donné et de faire évoluer l'"acceptable". Il n'est d'ailleurs même pas sûr qu'il y ait une entente sur un objectif commun. Le flou permet de se protéger de l'extérieur et d'éviter des conflits internes.

**Encadré 15 : "Plateformes" et "fractions": le X<sup>ème</sup> Congrès du Parti (1921)**

La Résolution du X<sup>ème</sup> Congrès du Parti en 1921 sur "l'unité du Parti" interdit la permanence des plateformes:

"Il est nécessaire que chaque organisme du parti veille à ce que les critiques absolument nécessaires des faiblesses du parti, les analyses de sa direction générale, toutes les appréciations de son expérience pratique, tout examen de l'exécution de ses décisions et des moyens de corriger ses erreurs, etc., s'opèrent *non dans des groupes séparés ayant une "plateforme"* mais plutôt dans des réunions de tous les membres du parti. Dans cette intention, le Congrès décide de publier un Bulletin de discussion et des périodiques spéciaux... " [souligné par CS].

Les élections aux congrès du Parti par plateformes sont toutefois autorisées par Lénine en cas de crise grave:

"Si des désaccords fondamentaux existent sur une question, déclare-t-il au X<sup>ème</sup> Congrès, nous ne pouvons pas priver les membres du Comité central du droit de s'adresser au parti... Le présent Congrès ne peut en aucune manière et sous aucune forme décider des élections pour le prochain Congrès. Et si par exemple des questions comme celle de la paix de Brest-Litovsk étaient soulevées? Pouvons-nous garantir qu'il n'y en aura pas? On ne saurait l'affirmer. Il est possible qu'en pareil cas il soit nécessaire de procéder à des élections sur la base de plateformes"<sup>62</sup>.

Les plateformes sont devenues, après la mort de Lénine, les seules formes légales possibles d'opposition à Staline au sein du Parti<sup>63</sup>. La Plateforme démocratique ressuscite une forme de mobilisation, qui n'existe plus depuis longtemps, pour inventer quelque chose de nouveau qui serait néanmoins légitime par la référence à Lénine et à la période des années 1920.

Derrière cette légitimité revendiquée, la Plateforme cherche à réviser les règles fondamentales de fonctionnement du Parti, dont certaines ont été énoncées par Lénine. Ils veulent transformer les plateformes en structures permanentes et donner aux membres extérieurs au Comité central la possibilité d'en créer. Après avoir introduit début 1989 et banalisé le terme tabou de "fraction" dans le discours politique, ils s'attaquent directement en

<sup>61</sup> Položenie o Demokratičeskoj platforme v KPSS [Règlement de la Plateforme démocratique du PCUS] In *Vsesojuznaja konferencija partklubov...*, op. cit., 1990, p. 9.

<sup>62</sup> Cité par Léon TROTSKY. *Critique du programme de l'Internationale communiste*, 1928.

<sup>63</sup> Des plateformes s'étaient créées en vue des XIII<sup>ème</sup> (1924) et XV<sup>ème</sup> (1927) Congrès du Parti entre autres pour renverser l'appareil du Parti et y stopper l'influence de Staline. Voir par exemple le texte de la "plateforme des bolcheviks-léninistes pour le XV<sup>ème</sup> congrès du PCUS" (1927), rédigée par Trotsky et Zinoviev et signée par onze autres dirigeants du Parti ([http://www.marxists.org/francais/4int/ogi/1928/07/ogi192807\\_rtf.zip](http://www.marxists.org/francais/4int/ogi/1928/07/ogi192807_rtf.zip)).

janvier 1990 au mécanisme du "centralisme démocratique" par lequel se maintient l'unité du PCUS.

**Encadré 16 : La Plateforme démocratique, le "centralisme démocratique" et la liberté des fractions**

Après avoir énuméré les différents types de crise qui frappent le Parti (crise de l'idéologie communiste, crise du modèle du PCUS en tant qu'il n'est plus un parti mais le "noyau d'un système détenant le monopole de la propriété, du pouvoir, de l'idéologie"), la Plateforme s'en prend au "centralisme démocratique" à l'origine de la "crise organisationnelle" du PCUS.

Rappelons que le "centralisme démocratique" repose sur quatre principes (art. 19 des statuts du Parti du 1/3/1986):

- "élection de tous les organes dirigeants du Parti, de la base au sommet",
- "compte-rendus périodiques des organes du Parti devant leurs organisations et devant les organes supérieurs",
- "discipline rigoureuse au sein du Parti et subordination de la minorité à la majorité",
- "obligation inconditionnelle pour les organes inférieurs de se soumettre aux décisions des organes supérieurs".

Selon la Plateforme démocratique, "le principe du centralisme démocratique est le principal ciment du caractère non démocratique du Parti ainsi que du système politique. Le centralisme démocratique:

- a. ne garantit pas un réel pluralisme d'idées dans le Parti, ni la possibilité de défendre ses opinions ou de critiquer les décisions prises en l'absence de ressources organisationnelles sur lesquelles s'appuyer,
- b. ne garantit pas la défense des droits de la minorité, qui génère souvent des idées novatrices, ce qui condamne le Parti à une stagnation permanente,
- c. ne donne pas aux personnes directement concernées le droit de prendre des décisions, enjoignant aux organisations inférieures l'obligation de se soumettre pour toutes les questions aux organisations supérieures,
- d. interdit la constitution de relations horizontales, en conséquence de quoi l'appareil du Parti devient tout-puissant et incontrôlable, capable de manipuler les communistes et les organisations,
- e. dicte une discipline exécutive de fer excluant tout principe créatif et tout dynamisme venant d'en bas, ce qui tend à niveler les communistes de la base et à les transformer en appendices de l'appareil,
- f. ne permet pas aux membres du PCUS, aux députés du peuple, d'exprimer la volonté de leurs électeurs, mais seulement celle des organes supérieurs du Parti".

La réforme du Parti doit s'attacher à "remplacer le principe du centralisme démocratique par des principes démocratiques de base (éligibilité, transparence, rotation, soumission de la minorité à la majorité avec garantie statutaire des droits de la minorité)".

La Plateforme propose, entre autres, de "revenir à la liberté des fractions et groupements, des courants de pensée, en abrogeant la résolution du X<sup>ème</sup> congrès sur l'unité du parti", et d'"inscrire [dans les statuts] la possibilité de créer des structures horizontales dans le Parti (par exemple des unions en fonction d'intérêts ponctuels, fonctionnels, professionnels *ou autres*)" [souligné par CS].

Source: Demokratičeskaja platforma k XXVIII s'ezdu KPSS..., *op. cit.*, 1990, p. 1-8.

Les réformateurs du Comité central ne sont pas opposés à l'idée de faire apparaître les divisions internes. A. Jakovlev aurait d'ailleurs proposé à M. Gorbačëv dès 1985 de fractionner le Parti en deux, voire de le scinder pour donner naissance à un bipartisme:

"Dès décembre 1985, j'avais écrit une note à Gorbačëv sur la division du Parti. La structure du pouvoir que je proposais n'était pas tout à fait démocratique. Je considérais qu'à cette étape le président de l'URSS devait être présenté et élu par les deux partis, mais que le gouvernement devait être formé par le parti qui aurait remporté [les élections]. Mais Gorbačëv m'a dit: 'C'est trop tôt, Sacha, trop tôt'"<sup>64</sup>.

<sup>64</sup> A. JAKOVLEV. On hotel obvesti partiju vokrug pal'ca [Il a voulu rouler le Parti]. *Kommersant'-Vlast'*, 14 mars 2000. Le second volet de cette réforme, i.e. l'institution du poste de président de l'URSS, a, lui, été réalisé: sa création, proposée à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti (juin 1988), a été adoptée par le Congrès des députés de l'URSS en mars 1990.

Une partie du Comité central emboîte le pas à la Plateforme démocratique en adoptant à son tour une "plateforme" (5-7/2/90), alors que le Comité avait utilisé le terme de "thèses" pour la XIX<sup>ème</sup> Conférence du PCUS. C'est une forme de reconnaissance pour la Plateforme démocratique, d'autant que son texte, nous l'avons vu, est officialisé par une publication dans la *Pravda*. Mais surtout, l'adoption et la publication de trois plateformes – celle du Comité central et les deux plateformes, "démocratique" et "marxiste", issues du courant réformateur du PCUS – permettent aux réformateurs du CC de donner du jeu politique au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès une représentation ternaire d'où est exclue la "droite", i.e. les conservateurs nationalistes qui sont jugés les plus coriaces. Dans cette représentation, on trouve à "gauche" la Plateforme démocratique favorable à l'économie de marché; à gauche aussi (mais dans un autre sens), la Plateforme marxiste; et au centre, la plateforme du Comité central<sup>65</sup>.

**Encadré 17 : Les trois plateformes pour le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS (juillet 1990)**

La Plateforme du Comité central et la Plateforme marxiste sont adoptées en février 1990, après la Plateforme démocratique (janvier 1990). La *Pravda* donne bien sûr la préséance à la Plateforme du CC (13/2/1990), puis publie selon leur ordre d'apparition la Plateforme démocratique (3/3/1990) et la Plateforme marxiste (16/4/1990).

- La Plateforme démocratique présente un projet de démocratisation du Parti qui repose en grande partie sur l'apparition des fractions. Dans son programme économique, qui n'est publié qu'en avril 1990, elle défend une économie fondée avant tout sur le marché (cf. infra p. 319).
- La Plateforme marxiste est, elle, opposée au fractionnisme. Elle souhaite infléchir la position idéologique du PCUS et le définit comme le parti "du choix socialiste dans une perspective communiste". Elle veut enfin que soient abandonnées toutes "formules ambiguës permettant de restaurer la prédominance de la propriété privée (*časnosobstvenničeskie porjadki*)"<sup>66</sup>.
- Enfin la Plateforme du Comité central entend combiner des méthodes de planification et de marché pour réguler l'économie. Elle reconnaît les différentes formes de propriété, vise l'instauration d'un Etat de droit et le renoncement à la dictature d'une classe. Le CC réaffirme son intention de transférer les pouvoirs aux soviets, de modifier l'article 6 de la Constitution. La Plateforme reconnaît le multipartisme, défend l'institutionnalisation d'une présidence de l'URSS et une transformation radicale de la fédération. Elle propose aussi de repenser le principe du centralisme démocratique<sup>67</sup>.

L'adoption du terme de "plateforme" par le Comité central est certes une victoire symbolique pour les clubs du Parti, mais on peut également voir dans cette appropriation une volonté du CC de délimiter le sens du mot, tout au moins d'empêcher que le sens de "plateforme" ne glisse vers celui de "fraction". Car Gorbačëv se déclare fermement opposé à la liberté des fractions qui signifierait, selon lui, "*la mort du Parti*"<sup>68</sup>:

"Dans la discussion qui a précédé le Congrès, la question des fractions a été vivement débattue. Tout en désapprouvant toute tentative d'écraser l'hétérodoxie (*inakomyslie*), j'ai également souligné l'existence d'un seuil qui, s'il était franchi, briserait le Parti"<sup>69</sup>.

De fait, la position de principe de Gorbačëv sur ce point est un signe envoyé à ses adversaires de tous bords (députés "démocrates" de l'URSS et conservateurs du PCUS) sur son intention

<sup>65</sup> Il s'agit de la représentation de l'espace politique de l'époque, avec un sens particulier de la "droite" et de la "gauche" (cf. supra p. 163).

<sup>66</sup> A. ZEVELEV, Ju. SVIRIDENKO, V. ŠELOHAJEV. dir. *Političeskie partii Rossii: istorija i sovremennost'* [Les partis politiques de Russie: histoire et actualité]. Moscou: Encyclopédie politique russe, 2000, p. 533.

<sup>67</sup> Les principaux points du projet de "Plate-forme". *Le Monde*, 14/2/1990.

<sup>68</sup> M. GORBACEV. *Idti dal'se putëm perestrojki* [Avançons dans la voie de la perestrojka], Rapport politique du secrétaire général du PCUS devant le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès, Moscou, 2/7/1990. *Izvestija*, 3 juillet 1990 (publié dans *Problèmes Politiques et Sociaux*, 640, série Russie, 104, 1990, p. 13).

<sup>69</sup> M. GORBAČEV. *Žizn' i reformy...*, op. cit., 1995, vol. 1, p. 547.

de maintenir son emprise sur le Parti, surtout après son élection à la présidence de l'URSS (mars 1990) lorsque des députés "démocrates" le poussent à abandonner son poste de Secrétaire général du Parti pour ne garder que celui de Président.

Mais ce refus des fractions est avant tout symbolique: Gorbačëv n'empêche ni la suppression de l'article 6 de la Constitution en mars 1990, ni la formation de fait d'une fraction conservatrice (le PC de Russie) en juin 1990, ni le dépeçage du centralisme démocratique au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès sous d'autres formes que celle du fractionnisme. Les nouveaux statuts du PCUS consacrent en effet une autonomie sans précédent aux diverses composantes du Parti.

**Encadré 18 : Les formes d'autonomie accordées aux organisations du Parti après le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS (2-13 juillet 1990)**

*Autonomie des formes d'organisation*

Comme l'indique le Comité du Parti de la ville de Moscou (MGK), "les statuts du Parti adoptés par le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS élargissent considérablement les pouvoirs des cellules de base du Parti. Elles ont le droit de décider seules des questions d'adhésion et de rupture d'adhésion au Parti, de définir leur propre structure, leurs activités et méthodes de travail, la périodicité et les procédures de leurs réunions et de leurs actions politiques, leur activité financière et économique, l'établissement de relations avec les soviets et les organisations sociales"<sup>70</sup>. La création de "plateformes" et d'organisation "horizontales" telles que les clubs et séminaires politiques est autorisée (art. 16)<sup>71</sup>.

*Autonomie budgétaire*

Pour compenser la réduction prévisible des cotisations (en raison de départs massifs du PCUS), on octroie aux cellules du Parti une autonomie financière. Elles sont autorisées à se transformer quasiment en petites entreprises: elles peuvent avoir une activité commerciale, créer des entreprises mixtes avec des étrangers, fonder elles-mêmes des entreprises, des coopératives, des "centres financiers et commerciaux", acheter des actions ou exercer toute activité lucrative autorisée par la loi<sup>72</sup>. Ces formes d'autonomie sont un constat de l'état de déliquescence du Parti et de la société. On ne sait plus ce qui est politique, ce qui est économique. Les frontières se sont évaporées. En transformant les cellules de base du Parti en petites entreprises, on essaie de créer des incitations sélectives pour permettre aux membres de rester dans le Parti. Il est d'ailleurs fort possible qu'on autorise les démembrements du Parti à entrer en concurrence avec ceux du Komsomol pour l'appropriation des biens publics.

L'autonomie budgétaire a un revers: les cotisations recueillies par les niveaux inférieurs ne remontent plus le long de la hiérarchie<sup>73</sup>. Si les nouveaux statuts accordent désormais aux cellules de base et comités le droit de conserver 50 % des cotisations et des recettes de leur activité commerciale (le reste devant être versé au comité supérieur<sup>74</sup>), les secrétaires des cellules de base de l'IMEMO, par exemple, se demandent s'ils ne vont pas se contenter de verser un kopeck symbolique par an au MGK<sup>75</sup>. Ils s'apprêtent à désobéir, mais par attachement ou habitude, hésitent à rompre le lien symbolique avec le Parti.

De même, le *rajkom* Sevastopol', anticipant une baisse de 30 % de ses recettes en 1991 par rapport à 1990, décide de faire une coupe nette dans sa contribution au budget du PCUS (de 57,5% des recettes en 1990, celle-ci devra chuter à 5,5 % en 1991). En revanche, il triple la part de son budget destiné aux cellules de base (leur sont versés 50 % des recettes contre 16,7 % en 1990). Le *rajkom* essaie de constituer localement un fief, et cette logique le contraint à couper presque totalement ses relations budgétaires avec les comités supérieurs. Il est

<sup>70</sup> MGK KPSS. *Metodičeskaja razrabotka. Nekotorye aspekty raboty pervičnoj partijnoj organizacii v trudovom kollektive v sovremennyh usloviah* [Manuel. Quelques aspects du travail des cellules de base du Parti dans les collectifs de travailleurs dans la conjoncture actuelle], 11/9/1990, p. 3-4.

<sup>71</sup> Cf. S. WHITE. *Rethinking the CPSU*, *op. cit.*, 1991.

<sup>72</sup> MGK KPSS. *Metodičeskaja razrabotka...*, *op. cit.*, p. 16.

<sup>73</sup> Les cotisations constituent la totalité des recettes du *rajkom*, soit 1,3 millions de roubles en 1990 et 900 000 prévus pour 1991 (cf. Partijnyj bjužet Sevastopol'skoj rajonnoj organizacii KPSS [Budget du Parti de l'organisation du PCUS de l'arrondissement Sevastopol'], ca 1990 (document interne du *rajkom* Sevastopol')).

<sup>74</sup> MGK KPSS. *Metodičeskaja razrabotka...*, *op. cit.*, p. 14-15.

<sup>75</sup> A. GORJACEV. Zapiska ob itogah poseščeniya rassirenogo zasedaniya partijnogo komiteta IMEMO 21/9/1990 g. Pervomu sekretarju RK KPSS t. Brjačihinu A.M. [Note sur les résultats de la visite de la réunion élargie du comité du Parti de l'IMEMO du 21/9/1990 au Premier secrétaire du *rajkom* du PCUS le camarade Brjačihin A.M.], 1990, 5 p. (Document interne du *rajkom* Sevastopol'. L'auteur est chef par interim du Département organisationnel).

intéressant de noter que la baisse de 30 % des cotisations que prévoit le *rajkom* correspond à la proportion de sympathisants dont se crédite la Plateforme démocratique au sein du Parti. La vision du probable exprimée par le sondage de l'Ecole supérieure du Parti de Moscou a donc ici un effet tangible sur les projections budgétaires<sup>76</sup>.

Le Komsomol, dont la reconversion économique avait été fort précoce<sup>77</sup>, atteint début 1990 le stade suivant de l'autonomisation budgétaire. L'Organisation de la ville de Moscou (MGO) du VLKSM tente de capter les ressources financières des organisations inférieures et autres centres du Komsomol en créant une banque maison (les fonds étaient jusqu'alors déposés à la Banque centrale ou à la Caisse d'épargne):

"La concentration de toutes les recettes au niveau organisationnel où elles ont été formées conduit à la constitution de fonds de réserve importants qui se trouvent aujourd'hui dans les établissements bancaires et de crédit de l'Etat, lesquels ne tiennent pas compte des spécificités de l'activité du VLKSM. Aussi, pour créer une structure souple de gestion de l'activité économique du MGO du VLKSM, est-il indispensable de créer une banque de crédit autonome (*hozraščětnyj*), qui permettra d'accumuler les fonds temporairement disponibles des cellules de base du komsomol des *rajkoms* et de l'Organisation de la ville de Moscou du VLKSM, ce qui garantira une étroite corrélation entre les méthodes financières de répartition des fonds des organisations du komsomol et les principaux axes d'activité de l'organisation municipale du komsomol. Les axes prioritaires seront financés en premier. Le règlement de cette question annule dans une certaine mesure les problèmes de constitution du budget du Komsomol et de sa répartition"<sup>78</sup>.

Sous le prétexte de mettre fin au "centralisme démocratique", non seulement on entérine, mais on renforce le processus d'autonomisation des unités composant le Parti. Dans ce contexte, l'interdiction formelle des fractions n'est évidemment pas de nature à cimenter ce château de cartes.

## La suppression de l'article 6

Tout aussi symbolique que l'interdiction des fractions est le maintien de l'article 6 de la Constitution. A la différence de la question des fractions, le statut du Parti doit être réglé juridiquement hors du Parti, i.e. au Congrès des députés du peuple de l'URSS.

Au sein du Parti, le débat autour de l'article 6 provoque le clivage probablement le plus profond, que viennent renforcer les divisions idéologiques. Si on s'appuie sur la classification des courants internes au Parti faite par le Club du Parti de Moscou (MPK) fin 1989, on voit se dégager trois positions dans cette querelle<sup>79</sup>:

- la révision constitutionnelle a le soutien d'une part des "*sociaux-démocrates*" (i.e. du MPK), favorables à une "*transformation radicale du PCUS en un parti démocratique de type parlementaire et au passage progressif au multipartisme*", et d'autre part des "*eurocommunistes*", qui souhaitent transformer le PCUS "*en un parti communiste civilisé de type occidental*",
- le maintien de l'article 6 recueille le soutien de tous les "conservateurs": de l'"appareil", qui ne consentirait qu'à un "*ravalement de façade*" des structures du Parti; des

<sup>76</sup> Partijnyj bjudžet Sevastopol'skoj rajonnoj organizacii KPSS, *op. cit.*, 1990.

<sup>77</sup> cf. supra note 4, p. 138.

<sup>78</sup> Postanovlenie konferencii Moskovskoj gorodskoj organizacii VLKSM "Ob osnovnyh principah formirovanija bjudžeta i napravlenijah èkonomičeskoj dejatel'nosti MGO VLKSM na 1990 god" [Résolution de la conférence de l'organisation du VLKSM de la ville de Moscou (MGO) sur "les principes majeurs de formation du budget et les axes de l'activité économique de la MGO du VLKSM pour 1990] In *Dokumenty XXVIII konferencii Moskovskoj gorodskoj organizacii VLKSM (proekt)* [Documents de la XXVIII<sup>ème</sup> conférence de l'Organisation du VLKSM de la ville de Moscou (projet)], ca janvier-février 1990, p. 29-32.

<sup>79</sup> Platforma Moskovskogo partijnogo kluba ("Kommunisty za perestrojku") k XXVIII vnočerednomu s'ezdu Kommunističeskoj partii Sovetskogo Sojuza (proekt) [Plateforme du Club du Parti de Moscou ("Communistes pour la perestrojka") pour le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès extraordinaire du Parti communiste de l'Union soviétique (projet)], ca automne-hiver 1989, 5 p.

"staliniens réactionnaires", opposés à tout changement sérieux du PCUS; et des "leniniens orthodoxes" œuvrant pour un "retour du PCUS au modèle de parti d'un type nouveau du début du XX<sup>ème</sup> siècle",

- enfin, les "centristes" ou "réformateurs modérés" (Gorbačëv), "*comprenant que le rôle dirigeant du PCUS ne peut être maintenu dans son ancienne forme, se prononcent pour le passage du pouvoir direct (de la partocratie) à une domination indirecte en conservant le système de parti unique*". L'acceptation de la suppression de l'article 6 ne serait donc de leur part que le produit d'un calcul pragmatique pour se maintenir au pouvoir.

Le MPK indique ainsi qu'une majorité composite, comprenant Gorbačëv, se dégage en faveur d'une révision de l'article 6. Mais la décision est délicate à prendre. La pression venue du Soviet suprême de l'URSS va obliger les réformateurs du Comité central à déclencher le processus, et c'est grâce aux clubs du Parti qu'ils pourront sauver la face.

Lors d'une réunion du Soviet suprême de l'URSS en novembre 1989, la question de l'article 6 manque, à deux voix près, d'être inscrite à l'ordre du jour de la deuxième session du Congrès de l'URSS qui doit avoir lieu en mars 1990<sup>80</sup>. Et les démocrates du Groupe interrégional des députés (MDG) ne sont pas les seuls à vouloir aborder ce point puisque le nombre de députés du Soviet suprême ayant voté pour son inscription à l'ordre du jour (198) dépasse de loin le nombre de membres du MDG siégeant au Soviet suprême (90<sup>81</sup>). Il ne fait donc pas de doute que la question sera débattue tôt ou tard au Congrès (et avec une forte probabilité à la session de mars 1990). Tout l'enjeu pour Gorbačëv est de faire admettre la révision constitutionnelle par le Parti *avant* que les députés n'infligent à ce dernier un camouflet en prenant une décision unilatérale. Le calendrier parlementaire prime désormais sur celui du Parti. Il est impossible d'attendre le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du Parti en juillet 1990, instance suprême du Parti à qui il revient normalement de prendre une décision d'une telle importance. Elle est prise dans l'urgence lors d'un plénum du Comité central en février 1990<sup>82</sup>.

On a du mal ici à ne pas voir les services rendus aux réformateurs du Comité central par la Plateforme démocratique et les clubs du Parti, qui popularisent l'idée d'une abrogation de l'article 6 dans les rangs du PCUS depuis un an. Le Club du Parti de Moscou (MPK) avait abordé la question dès janvier 1989 lors d'une discussion au club Perestrojka démocratique. Quelques mois plus tard, les clubs du Parti se demandent si l'article 6 de la Constitution est compatible avec le principe "tout le pouvoir aux soviets"<sup>83</sup>. Enfin, le texte de la Plateforme démocratique, adopté en janvier 1990, défend l'idée d'une "*révision de la Constitution (article*

---

<sup>80</sup> Le vote du Soviet Suprême sur l'ordre du jour date du 13/11/1989. 198 députés du Soviet suprême (sur 542) ont voté "pour", 173 "contre", 28 se sont abstenus (Résultats du vote indiqués dans Otmenit' stat'ju 6 Konstitucii SSSR. Obraščenie Moskovskogo partijnogo kluba "Kommunisty-reformatory za demokratičeskiju platformu v KPSS" k tovariščam kommunistam i bespartijnym [Abrogation de l'article 6 de la Constitution de l'URSS. Déclaration du Club du Parti de Moscou "Communistes pour la perestrojka" aux camarades du Parti et aux non-membres du Parti], 15/11/1989).

<sup>81</sup> Sur le nombre de députés du MDG siégeant au Soviet suprême: cf. U radikal'noj perestrojki net al'ternativy. Otčët s sobranija Mežregional'noj deputatskoj gruppy" [Il n'y a pas d'alternative à une perestrojka radicale. Compte-rendu de réunion du Groupe interrégional des députés], *Informacionnyj bjulleten'* (publication du Groupe interrégional des députés du peuple de l'URSS), 15/9/1989, p. 1.

<sup>82</sup> J. HOUGH (*Democratization and Revolution in the USSR. 1985-1991*. Washington: Brookings Institution Press, 1997, p. 268) fait mention de fuites en janvier 1990 de la part de conseillers de Gorbačëv à la presse étrangère indiquant une résistance des conservateurs du Politburo sur la question de l'abrogation de l'article 6. Gorbačëv utilise donc tous les moyens possibles pour faire adopter ce point en urgence.

<sup>83</sup> Zajavlenie Moskovskogo partijnogo kluba (Kommunisty za perestrojku), 28/6/1989 [Déclaration du Club du Parti de Moscou (Communistes pour la perestrojka)] In *Sbornik dokumentov Moskovskogo partijnogo kluba (Kommunisty za perestrojku)*, Moscou, 1989.

6) et l'adoption d'une loi sur les organisations sociales (ou d'une loi sur les partis politiques)<sup>84</sup>.

La présence dans le Parti d'une telle revendication permet aux réformateurs du CC de sauver la face: la révision constitutionnelle intervient à l'issue d'un débat à l'intérieur du Parti, et non d'une imposition de l'extérieur. Dans sa Plateforme de février 1990, le Comité central reprend à son compte la revendication dans l'intention de la soumettre à l'Assemblée législative:

"Le PCUS, comme d'autres organisations sociopolitiques et mouvements de masse, participe à la gestion des affaires de l'Etat et de la société, présente ses représentants aux Soviets des députés du peuple et autres organes de l'Etat. Le Parti n'assume pas de fonctions de pouvoir. Son rôle est d'être un leader politique démocratiquement reconnu agissant par l'intermédiaire des communistes et ne prétendant pas à un avantage ni à l'institutionnalisation de sa situation spécifique dans la Constitution de l'URSS. Aussi le Parti considère-t-il indispensable, au titre de son initiative législative, de soumettre au Congrès des députés du peuple de l'URSS une proposition sur l'article 6 de la Loi fondamentale du pays allant en ce sens"<sup>85</sup>.

La nouvelle rédaction de l'article 6 sera adoptée par le Congrès de l'URSS le 14 mars 1990<sup>86</sup>.

Comme on le voit, la Plateforme démocratique rend des "services" aux réformateurs du Comité central, qui lui permettent d'exister (publication de la Plateforme dans la *Pravda*, utilisation par le Comité central du terme "plateforme"). Mais il ne s'agit pas d'une entente, car la Plateforme poursuit parallèlement une stratégie de conquête du pouvoir dans le Parti et cherche à obtenir une redistribution des compétences au détriment du Comité central.

## **Section B/ La tentation de la conquête du pouvoir au sein du Parti**

Tout en conservant des relations de transactions avec les "réformateurs centristes", les clubs du Parti et la Plateforme démocratique essaient de s'emparer d'une parcelle de pouvoir au sein du Parti. A travers les choix tactiques lourds qui sont faits – pression pour introduire de nouvelles règles du jeu, prise de distance idéologique avec le communisme, menace d'un départ collectif –, la Plateforme démocratique se place en position de *devenir* une opposition si ses revendications ne sont pas entendues. En adoptant une stratégie de menace, elle se démarque aussi bien du mouvement informel de la première période, qui avait offert la garantie de ne pas être une opposition, que des organisations démocratiques de l'arène électorale, qui se définissent explicitement comme une opposition. Néanmoins, les décisions sur les tactiques ne se prennent pas à l'unanimité, engendrant des conflits et scissions au terme desquels les positions qui sortent victorieuses tendent toujours plus vers une logique oppositionnelle dont le modèle se situe sur l'arène électorale.

---

<sup>84</sup> Demokratičeskaja platforma k XXVIII s'ezdu KPSS [Plateforme démocratique pour le XXVIII<sup>ème</sup> congrès du PCUS]..., *op. cit.*, 20-21/1/1990.

<sup>85</sup> K gumannomu, demokratičeskomu socializmu (Platforma CK KPSS k XXVIII s'ezdu partii) (proekt, odobrennyj fevral'skim (1990 g.) Plenumom CK KPSS) [Vers un socialisme humain et démocratique (Plateforme du CC du PCUS pour le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du Parti) (projet approuvé par le Plénum de février du CC du PCUS)]. *Pravda*, 13/2/1990, p. 1-2.

<sup>86</sup> "Le PCUS, les autres partis politiques ainsi que les organisations syndicales, les organisations sociales et les mouvements de masse, par l'intermédiaire de leurs représentants élus dans les soviets des députés du peuple et sous d'autres formes, participent à l'élaboration de la politique de l'Etat soviétique, à la direction des affaires de l'Etat et des affaires de la société". Cette révision constitutionnelle est adoptée par le Congrès des députés de l'URSS par 1817 voix pour, 133 contre et 61 abstentions (A. GAZIER. Le bouleversement des institutions..., *op. cit.*, 2002, p. 144).



## I/ Une stratégie de subversion

La Plateforme démocratique essaie d'introduire de nouvelles formes de légitimation et de compétences dans le Parti. La majorité de ses membres ne sont pas des permanents et n'ont aucune chance de conquérir des positions dans l'appareil en l'état actuel des règles du jeu. D'où la nécessité d'en imposer de nouvelles, qu'ils vont emprunter au jeu électoral. Ainsi, les clubs du Parti et la Plateforme démocratique sont des vecteurs importants (mais non exclusifs) par lesquels la logique de l'arène électorale pénètre dans celle du Parti. Ils voient dans l'introduction de ces règles externes un moyen de l'emporter dans leur propre arène. Ils sont dans une dynamique sociale qui contribue à effacer les frontières entre les différents sites de compétition, à augmenter la fluidité politique. Ce faisant, ils contribuent à affaiblir leur propre arène<sup>87</sup>.

### 1/ Casser les rythmes institutionnels

Dès le lendemain des élections de 1989, les clubs du Parti engagent une bataille pour convoquer un congrès *extraordinaire* du Parti avant celui qui doit normalement se tenir en février 1991. Ils voient dans ces premières élections, qui ont affaibli l'appareil du Parti, l'occasion d'agir. Les clubs vont essayer de caler la temporalité du Parti sur celle des soviets comme si leurs propres chances de réussite dépendaient de cet autre espace. Les rythmes institutionnalisés propres à une sphère sociale constituent un élément important de son autonomie: ils lui permettent de se protéger contre des incursions d'événements et de logiques extérieurs<sup>88</sup>. Aussi, casser le rythme quinquennal des congrès du PCUS en le subordonnant au rythme des soviets contribuerait à fragiliser le Parti, à introduire de l'incertitude.

Les informels des clubs du Parti veulent utiliser les événements qui ponctuent la scène électorale et le Congrès des députés de l'URSS pour déclencher certains mécanismes dans le Parti. Ils pensent donc toujours que la sphère du Parti est importante, qu'elle compte dans le système politique et qu'une large partie du jeu s'y jouera. S'ils veulent convoquer un congrès extraordinaire, c'est pour discuter des résultats des élections législatives de mars 1989 et de la défaite d'une trentaine de hauts fonctionnaires du Parti<sup>89</sup>. Par la suite, ils utilisent le calendrier des sessions du Congrès des députés de l'URSS pour tenter de déclencher la tenue d'un congrès du Parti: toutes les dates qu'ils proposent suivent de deux ou trois mois la tenue d'une session parlementaire<sup>90</sup>, or c'est précisément le délai prévu par les statuts du Parti (article 31) pour convoquer un congrès extraordinaire à compter de la prise de décision. Ils essaient aussi de faire fléchir la direction du Parti et de la pousser à négocier avec eux, en prenant pour argument la probabilité non négligeable d'une victoire des démocrates aux élections de mars 1990. Un leader du Club du Parti de Moscou (MPK) présente à la conférence constitutive de

---

<sup>87</sup> Le recours de la Plateforme démocratique à des ressources et des règles d'une arène où se trouvent ses concurrents (partis et mouvement Russie démocratique) aura aussi un effet préjudiciable sur sa position dans le mouvement démocratique lorsqu'elle sortira de l'arène du Parti (cf. chapitre suivant). Les effets de ces emprunts ne sont donc pas totalement maîtrisés.

<sup>88</sup> Voir sur ce point M. DOBRY. *Sociologie des crises politiques...*, *op. cit.*, 1986, p. 163 et suiv.

<sup>89</sup> I. ČUBAJS. My vse pereboleli KPSSom... [Nous sommes tous atteints de la maladie du PCUS...]. *Obščestvennye nauki i sovremennost'*, 4, 1991, p. 68-76.

<sup>90</sup> La première session du Congrès de l'URSS se tient en mai-juin 1989, les clubs du Parti proposent que le congrès extraordinaire du PCUS se réunisse en juillet-août; la deuxième session se tient en décembre 1989, les informels envisagent la tenue d'un congrès du PCUS au premier semestre 1990, enfin la troisième session du parlement soviétique se réunit en mars 1990, les clubs proposent le mois de mai 1990 pour un congrès du Parti (voir G. GUSEV. Uroki plenuma [Les leçons du plénum]. *Vestnik moskovskogo partkluba*, mai 1989, 0, p. 14-15; Klub v rajkome, *op. cit.*, *Moskovskaja pravda*, 27/7/1989 et Rezoljucija mitinga v Moskve 4/2/1990 "Ob otnošenii k KPSS" [Résolution du meeting du 4/2/1990 à Moscou sur les relations avec le PCUS]).

la Plateforme démocratique (janvier 1990) trois scénarii possibles d'évolution (où le Parti est toujours perçu comme central dans le jeu politique):

"Premier scénario, le moins probable mais le plus souhaitable: le plénum du CC de janvier, *primo*, décide de convoquer un congrès extraordinaire du PCUS juste après les élections aux soviets républicains et locaux; *secundo*, annule l'ancienne instruction sur les élections et entérine le principe d'élections au suffrage direct pour les secrétaires des comités du Parti, des comités d'arrondissement, de ville, de région, pour les délégués de toutes les conférences et avant tout du XXVIII<sup>ème</sup> congrès du PCUS; *tertio*, fait ce qu'a récemment proposé le député du peuple de l'URSS Poltoranin. A savoir: démission de M.S. Gorbačëv de son poste de Secrétaire général du CC du PCUS, son maintien au poste de président du pays, formation d'un comité d'organisation pour le XXVIII<sup>ème</sup> congrès du PCUS, tenue d'une 'table ronde' interne au Parti reposant sur une base démocratique large et présidée par A.N. Jakovlev. Il s'agit là, je crois, d'un scénario acceptable de coordination entre le haut et le bas pour sortir, de façon la moins douloureuse possible et par des moyens parlementaires démocratiques, de la crise que traversent le Parti et le pays.

L'autre scénario est lié à l'éventualité d'une victoire à Moscou, Leningrad, dans les républiques baltes et dans d'autres régions des candidats démocrates, indépendants, aux élections des organes de pouvoir républicain et locaux. En prenant appui sur le mouvement démocratique dans le pays et le Parti, sur le mouvement ouvrier représenté par les comités de grève, sur le mouvement démocratique national [i.e. des républiques], les nouveaux organes de pouvoir pourraient faire une brèche dans l'ancienne structure totalitaire à des endroits cruciaux du pays. Cela obligerait la direction du Parti à négocier avec les forces démocratiques.

Troisième scénario: si les dirigeants ne font aucune concession sérieuse et que les forces démocratiques perdent les élections aux Soviets, on peut s'attendre à un développement révolutionnaire des événements jusqu'à une prochaine catastrophe ou un séisme social avec un épilogue à la chinoise"<sup>91</sup>.

La justification d'une telle rupture dans la temporalité institutionnalisée du Parti est double. D'une part, le rythme quinquennal est assimilé à la période brejnévienne, que Gorbačëv lui-même avait qualifiée de période de "stagnation". Les informels du Parti se réfèrent ici à un passé discrédité pour appuyer leur argument.

"Un temps politique qui s'accélère, explique le MPK, rend absurde l'intervalle de cinq ans entre les congrès, qui existait à l'époque de la stagnation"<sup>92</sup>.

Ils veulent rompre ce rythme jugé trop lent parce qu'ils ont un sentiment d'urgence, comme si la lenteur jouait en faveur d'un retour en arrière et ne pouvait que renforcer les conservateurs:

"Le PCUS a donné l'impulsion à la réforme économique et politique – lit-on dans le texte de la Plateforme démocratique –, mais lui-même n'est pas passé à une révision radicale de son rôle dans la société, à sa propre réforme démocratique; il se trouve ainsi de plus en plus en retard sur les processus sociaux positifs et devient le principal frein de la perestrojka. [...] Le sérieux retard de la démocratisation du Parti sur celle de la société s'est clairement manifesté lors des élections des députés du peuple de

---

<sup>91</sup> V. LYSENKO. Korennaja reforma KPSS [Une réforme de fond du PCUS]. *Demokratičeskaja platforma*, 16-31 janvier 1990, 1, p. 4.

<sup>92</sup> K kommunistam v pervičnyh partijnyh organizacijah, rajkomah, MGK KPSS [Aux communistes des cellules de base du Parti, des rajkoms, du Comité de la ville de Moscou du PCUS], 7/6/1989 In *Sbornik dokumentov Moskovskogo partijnogo kluba (Kommunisty za perestrojku)* [Recueil de documents du Club du Parti de Moscou (Communistes pour la perestrojka)]. Moscou, 1989.

l'URSS, le travail de la première session du Congrès des soviets, la session du Soviet Suprême du pays. [...] Si mener la réforme dans la précipitation peut entraîner le chaos, l'anarchie et une perte de contrôle sur la société, une lenteur et une précaution extrême risquent de tourner à l'avantage de la restauration du totalitarisme et à l'échec de la perestrojka"<sup>93</sup>.

D'autre part, la rupture du rythme institutionnel est perçue par les informels du Parti comme le seul moyen de s'emparer de positions de pouvoir. Le MPK rappelle dans un document interne que le mécanisme du congrès extraordinaire a été inventé par Lénine en 1905 pour reprendre le contrôle des organes de direction du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, dont les mencheviks s'étaient emparés au précédent congrès<sup>94</sup>. Les clubs du Parti veulent se servir du congrès extraordinaire pour être représentés dans les organes de pouvoir, d'où leurs revendications d'organiser les élections des délégués par plateformes et de réélire le Comité central et le Politburo<sup>95</sup>. Si les informels arrivaient à obtenir une représentation dans ces organes et à utiliser le congrès comme tribune officielle, ils accompliraient le même exploit que les clubs d'électeurs au Congrès des députés de l'URSS.

La mobilisation en faveur du congrès extraordinaire (de mars 1989 à février 1990) est aussi l'occasion pour les clubs de tester et de démontrer le soutien dont ils bénéficient dans les rangs du Parti: le MPK commence une campagne de pétition dans le Parti en juin-juillet 1989 en vue de rassembler 6,5 millions de signatures, soit le tiers des membres, quota nécessaire pour convoquer un congrès extraordinaire en l'absence d'une décision du Comité central<sup>96</sup>. La tentative d'intimidation par le nombre se révélant peu probante (le MPK ne recueille pas les signatures nécessaires), il n'est rapidement plus question de cette pétition.

Sous la pression conjuguée des clubs du Parti et des "conservateurs" (qui en viennent eux aussi à défendre l'idée d'un congrès extraordinaire pour "*casser la ligne d'indécision et de louvoisement constant de Gorbačëv*"<sup>97</sup>), le pouvoir cède sur deux points: (i) Gorbačëv annonce *dès juillet 1989* la tenue d'un prochain congrès devant les secrétaires du CC et les premiers secrétaires des comités territoriaux les plus élevés dans la hiérarchie (*krajkom*s et *obkom*s), considérés comme favorables aux conservateurs (*ibid.*), (ii) la date du congrès, fixée pour le mois de juillet 1990, est avancée de six mois sur le calendrier régulier. Le congrès, s'il n'est pas "extraordinaire", n'est pas non plus tout à fait ordinaire.

## 2/ Transformer la "nature" du Parti

Les clubs du Parti veulent obtenir une refonte des statuts du PCUS et un changement du mode d'accès aux positions de pouvoir: les secrétaires des comités de tous niveaux et les délégués aux congrès doivent être élus au suffrage direct (et non plus nommés), dans des élections à bulletin secret, par scrutin de plateforme et avec des candidatures multiples<sup>98</sup>. De

<sup>93</sup> Demokratičeskaja platforma k XXVIII s"ezdu KPSS..., *op. cit.*, 20-21/1/1990.

<sup>94</sup> Ustav KPSS o sozyve vnočerednogo s"ezda partii [Les statuts du PCUS sur la convocation des congrès extraordinaires du Parti]. Moscou, mai 1989 (document du Club du Parti de Moscou). Il est visiblement plaisant aux informels de retourner les armes de Lénine contre le Parti ou le pouvoir (cf. supra la citation du club Perestrojka démocratique sur les locaux de réunion p. 302).

<sup>95</sup> Ces revendications, qui apparaissent en 1989 (voir par exemple Klub v rajkome, *Moskovskaja pravda*, 27/7/1989), sont reprises dans le texte de la Plateforme démocratique de janvier 1990 (Demokratičeskaja platforma k XXVIII s"ezdu KPSS..., *op. cit.*, 20-21/1/1990).

<sup>96</sup> La signature d'au moins un tiers des membres représentés au précédant congrès est requise si le congrès n'est pas convoqué par le Comité central (art. 31 des statuts du PCUS).

<sup>97</sup> A. ZEVELEV et alii. *Političeskie partii Rossii...*, *op. cit.*, 2000, p. 531.

<sup>98</sup> Sozdadim demokratičeskiju platformu v KPSS. Obraščenie moskovskogo partkluba "Kommunisty za perestrojku" ko vsem tovariščam po partii (proekt) [Créons une plateforme démocratique dans le PCUS. Déclaration du Club du Parti de Moscou "Communistes pour la perestrojka" à tous les camarades du Parti

nouveau, ils essaient d'imposer des mécanismes institutionnels provenant de l'arène électorale. Se développe un fétichisme de l'élection, considérée comme une panacée capable de démocratiser toute institution. Pour maintenir les institutions de représentation sous bonne garde démocratique, la Plateforme prévoit même des élections triennales<sup>99</sup>. Le mécanisme électoral proposé est directement importé du système utilisé en 1989 pour les élections des députés de l'URSS (qui n'avait pourtant pas été très favorable aux informels): désignation des candidats par des conférences ouvertes des cellules de base, premier enregistrement des candidatures par des commissions électorales locales, second enregistrement par des commissions électorales de circonscription, également chargées de décompter les voix et de proclamer les résultats<sup>100</sup>. Les élections, la nomination par "*concours ou tout autre mécanisme démocratique*" signifient donc la fin de la nomenklatura en tant que système de recrutement.

Le mode d'accès au pouvoir n'est pas le seul à devoir être révisé, les positions de pouvoir elles aussi doivent être redéfinies. C'est la nomenklatura en tant que groupe social et force politique que les clubs veulent neutraliser en réclamant la "*liquidation totale des privilèges spéciaux pour les militants élus et l'appareil*"<sup>101</sup>, ce dernier devant être réduit de façon radicale et "*subordonné au parti*"<sup>102</sup> (i.e. à la base).

Dans ce projet de transformation du PCUS en "*parti parlementaire*", la Plateforme démocratique cherche à transférer le pouvoir de l'appareil aux députés. On voit se profiler l'image d'un parti-machine électorale où l'appareil doit (i) devenir un corps de techniciens rémunérés sur contrats:

"A l'avenir, explique V. Lysenko, je crois que les besoins en *gorkoms* et *rajkoms* seront pour beaucoup symboliques, car les conseils de secrétaires des organisations du Parti, les groupes interrégionaux de communistes pourront assumer une bonne partie de leurs fonctions. L'appareil sera alors salarié et travaillera sur contrat avec des organes du Parti élus"<sup>103</sup>.

et (ii) s'effacer derrière le pouvoir des élus:

"Les nouveaux statuts [proposés par la Plateforme] accordent une grande importance à l'activité parlementaire du Parti, essentielle à nos yeux, et à l'autonomie de la fonction parlementaire au sein du PCUS. Ils font en sorte que les députés soient avant tout des élus du peuple et non des représentants des organes et autres structures du Parti auxquels ils appartiennent"<sup>104</sup>.

---

(projet)], 8/8/1989 ; Rezolucija "Za prjamye vybory na partijnyj s"ezd" [Résolution "Pour des élections directes au congrès du Parti"] In *Vsesojuznaja konferencija partklubov...*, *op. cit.*, 1990, p. 12-14 (document de la Plateforme démocratique).

<sup>99</sup> Programmnoe zjavlenie "Demokratičeskoj platformy v KPSS" (proekt) 21-22/4/1990 [Déclaration programmatique de la "Plateforme démocratique du PCUS" (projet), 21-22/4/1990] In B. SLAVIN, V. DAVYDOV. dir. *Novye obščestvenno-političeskie dviženija i organizacii v SSSR (dokumenty i materialy)*, Moscou: Institut du marxisme-Léninisme (IML) près le CC du PCUS, 1990, vol. 3, p. 165.

<sup>100</sup> Rezolucija "Za prjamye vybory na partijnyj s"ezd"..., *op. cit.*, 20-21/1/1990 (document de la Plateforme démocratique).

<sup>101</sup> Obrašćenie kommunistov partijnyh klubov i organizacij. Kommunisty-reformatory za demokratičeskiju platformu v KPSS. Obrašćenie ko vsem tovariščam po partii [Déclaration des communistes des clubs et organisations du Parti. Communistes-réformateurs pour une plateforme démocratique du PCUS. Déclaration à tous les camarades du Parti], 28/10/1989 In B. SLAVIN, V. DAVYDOV. dir. *Novye obščestvenno-političeskie dviženija...*, *op. cit.*, 1990, vol. 1, p. 22-24.

<sup>102</sup> Sozdadim demokratičeskiju platformu v KPSS..., *op. cit.*, 8/8/1989.

<sup>103</sup> V. LYSENKO. Korennaja reforma KPSS..., *op. cit.*, janvier 1990.

<sup>104</sup> *Ibid.*

Le texte de la Plateforme démocratique précise que "la fraction parlementaire du PCUS [doit jouir] d'une large autonomie dans son activité et n'[être] soumise qu'au congrès du Parti"<sup>105</sup>.

Il semble bien que les leaders de la Plateforme démocratique aient plus ou moins en tête le modèle des partis américains. Les principales positions de pouvoir dans ce PCUS révisité se gagneraient sur l'arène électorale. La Plateforme démocratique a même un peu redistribué les rôles dans cette optique: en tant que noyau du futur parti parlementaire, elle semble d'ores et déjà considérer le Groupe interrégional des députés de l'URSS (MDG) comme sa fraction parlementaire en lui accordant une place prépondérante dans son Conseil de coordination (le quart des sièges) et en lui déléguant la confection de son programme économique<sup>106</sup>.

L'un des contrecoups des élections de 1989 et de la fragmentation du Parti est que les clubs du Parti se mettent à envisager sérieusement de conquérir des positions de pouvoir dans le PCUS. Mais ils ne pensent y arriver avec les règles du jeu existantes. C'est donc sur le changement de règles que se concentre leur stratégie. Ils cherchent à casser le rythme quinquennal des congrès, à modifier le mode d'accès aux postes de direction dans l'appareil en éliminant le système de la nomenklatura et à inverser la hiérarchie interne des fonctions en subordonnant l'appareil aux élus. Il s'appuie sur l'arène électorale, où les démocrates semblent remporter des victoires, pour tenter d'imposer ces changements. Les clubs contribuent ainsi à déstabiliser le fonctionnement institutionnel du Parti et à fragiliser ses frontières.

## II/ La lutte par les labels

On a vu que les clubs du Parti avaient atteint une certaine visibilité grâce à leur instrumentalisation dans les jeux de pouvoir internes au Parti. Lorsque la Plateforme démocratique se crée, elle s'efforce d'apparaître comme le principal joueur du camp réformateur face aux conservateurs. Elle doit donc avant tout se définir par rapport aux autres groupes de réformateurs et trouver des moyens de minimiser leur poids dans la compétition. Le travail de définition de soi et d'élimination des concurrents, où le positionnement idéologique tient un rôle majeur, se fait sur deux terrains:

1. à l'intérieur même de la Plateforme démocratique, chaque affrontement entre décembre 1989 (veille de la création de la Plateforme) et juillet 1990 (départ de la Plateforme du PCUS) débouche sur la victoire du groupe qui arrive à se démarquer le plus visiblement et toujours davantage du "communisme" et sur la mise à l'écart des perdants. On se trouve ici dans des luttes de labellisation, dans un jeu de distinction. Initialement, la Plateforme revendique l'étiquette "social-démocrate". Une fois sortis du Parti, la plupart de ses leaders évolueront vite vers des positions plus explicitement "libérales" (du fait de la compétition dans le mouvement démocratique). Mais tant qu'ils restent dans le Parti, ils se sentent contraints de se définir comme "sociaux-démocrates": c'est le label le plus "libéral" possible dans l'enceinte du Parti,
2. dans l'espace plus large du Parti, les principaux concurrents sont les "réformateurs centristes" (Gorbačëv), que la Plateforme démocratique cherche à gommer de la

---

<sup>105</sup> Demokratičeskaja platforma k XXVIII s"ezdu KPSS..., *op. cit.*, 20-21/1/1990.

<sup>106</sup> La Plateforme démocratique envisage l'adoption d'un programme économique commun avec le Groupe interrégional des députés et Tribune de Moscou (Programmnaja sekcija "Demokratičeskoj platformy v KPSS". Sravnitel'nyj analiz Demokratičeskoj platformy v KPSS i proekta Platformy CK KPSS k XXVIII s"ezdu partii [Analyse comparative de la Plateforme démocratique du PCUS et du projet de Plateforme du Comité central du PCUS au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du parti], 14/2/1990, 4 p.).

compétition en leur niant toute individualité, comme s'ils avaient été absorbés par les conservateurs.

## 1/ Identités, labels et "idéologies" au sein de la Plateforme démocratique

Si la Plateforme démocratique donne d'elle-même une définition idéologique assez floue, elle se distingue par la netteté de son éloignement, puis par sa rupture, avec l'étiquette "communiste". Ce processus de distanciation est rapide et s'affirme de façon toujours plus tranchée au fil des luttes internes, ce qui n'empêche pas les initiateurs de la Plateforme de se définir pendant toute cette période comme des partisans de la "social-démocratie" ou du "socialisme démocratique". Les deux termes n'ont donc pas de contenu stabilisé dans le temps. Les divergences internes à la Plateforme s'expriment entre autres par des luttes de labellisation.

La position "social-démocrate" au sein de la Plateforme démocratique consiste tout d'abord en une prise de distance avec *certain*s principes cardinaux des régimes communistes. Cette distanciation est présente dans le document fondateur de la Plateforme:

"Il faut réviser de façon radicale les représentations dogmatiques de la mission historique de la classe ouvrière, de la dictature du prolétariat, du caractère inévitable et nécessaire des révolutions socialistes, du socialisme sans marché, de la possibilité d'une démocratie sans pluralisme politique, de l'évidence du renforcement du rôle dirigeant des partis communistes au pouvoir, de la suprématie des intérêts collectifs sur les intérêts individuels, des intérêts internationaux sur les intérêts nationaux"<sup>107</sup>.

A la veille de la conférence constitutive de la Plateforme démocratique, la question économique divise le Club du Parti de Moscou (MPK), à l'origine de la Plateforme. Une "section communiste" (créée en octobre 1989<sup>108</sup>) s'oppose à la majorité "social-démocrate" favorable à une réhabilitation du "*marché comme levier d'un développement normal de l'économie*"<sup>109</sup>. La section communiste insiste sur la nécessité de contrôler certains indicateurs (prix, écarts de revenus) et d'encadrer les transformations de la propriété d'Etat. En raison de sources lacunaires, on ne peut saisir les positions "social-démocrates" qu'en creux, c'est-à-dire à partir des contre-arguments de la section "communiste":

"On ne pourra atteindre la justice sociale, explique la section communiste, si les principaux moyens de production sont dénationalisés et si l'on admet que la propriété privée exploite le travail d'autrui.

D'un autre côté, cet objectif ne sera pas non plus atteint si la propriété publique, telle qu'elle existe aujourd'hui, ne se transforme pas en propriété véritablement populaire, qui suppose que la gestion de la production et la répartition à tous les niveaux de l'économie soient réalisées par tous les travailleurs directement ou par l'intermédiaire de leurs représentants. [...]

Nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui affirment qu'on ne peut accroître l'efficacité économique qu'en augmentant les inégalités de revenus et en liquidant les

---

<sup>107</sup> Demokratičeskaja platforma k XXVIII s"ezdu KPSS..., *op. cit.*, 20-21/1/1990.

<sup>108</sup> IDEOLOGIČESKIJ OTDEL [Département idéologique]. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 2-7 oktjabrja 1989 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 2 et le 7 octobre 1989 aux Secrétaires du *rajkom* du PCUS, chefs de départements du *rajkom* du PCUS], 1989, 1 p. (document interne du *rajkom* Sevastopol').

<sup>109</sup> I. ČUBAJS. Prjamye vybory v partii: illuzija ili real'nost'? [Elections directes au Parti: illusion ou réalité?]. *Obnovlenie*, 1-15 janvier 1990, 3.

garanties sociales, y compris la gratuité de l'enseignement et de la médecine; ou qui, sous prétexte de lutter contre le 'nivellement', repoussent toute idée d'égalité sociale". La "section communiste" du MPK juge nécessaire (i) de contrôler les écarts de revenus entre les groupes sociaux (mais non à l'intérieur d'un groupe social), (ii) de créer un système de garanties sociales pour les actifs et les inactifs, (iii) de contrôler la hausse des prix en même temps que celle des salaires en période de pénurie de produits. Enfin elle définit le courant social-démocrate du PCUS comme favorable à une "désidéologisation du PCUS" et comme poursuivant l'idéal d'une "société de capitalisme modernisé"<sup>110</sup>.

De ce conflit, rien ne transparaît dans le texte de la Plateforme démocratique adopté en janvier 1990. Celui-ci est exclusivement axé sur la réforme du fonctionnement interne et de la place du Parti dans le système politique. Le document ne fait pas non plus de référence explicite à la "social-démocratie". Le terme n'apparaît que dans des publications annexes (interviews de leaders de clubs du Parti, discours de dirigeants de la Plateforme à la conférence constitutive<sup>111</sup>).

Ce n'est qu'en avril 1990 que la Plateforme énonce ses positions en matière économique<sup>112</sup>: le marché doit être le "*principal régulateur de l'économie*", et les mesures de politique sociale doivent servir à "adoucir" les effets du marché sur les catégories défavorisées de la population. "*L'Etat, est-il indiqué, ne doit conserver que les moyens de production qui nécessitent un contrôle direct et indirect de la part de la société*". Le reste doit être "désétatisé". Or les leaders de la Plateforme n'affichent pas d'emblée ce qu'ils mettent derrière le terme de "désétatisation" et considèrent utile de garder le flou. Outre la propriété étatique, ils distinguent quatre autres formes de propriété (sans qu'elles soient définies): "*l'actionnariat, la propriété coopérative, la propriété collective et la propriété privée*". Certains éléments permettent néanmoins de saisir que la majorité de la Plateforme démocratique s'oriente vers des positions libérales sans le dire explicitement. Elle ne fait plus aucune référence au programme du Groupe interrégional des députés de l'URSS où il n'était question que de "décentralisation" de la propriété publique<sup>113</sup>. Son programme économique est l'exacte réplique de celui du bloc électoral Russie démocratique de janvier 1990 qui a fait sa campagne sur le thème de l'anti-communisme<sup>114</sup>. La Plateforme démocratique n'utilise le terme d'"autogestion" que dans un sens politique (où il est synonyme d'autonomie des organes de pouvoir locaux) et non économique. On se souvient que l'autogestion des salariés était un mot d'ordre fédérateur pour les clubs informels de la première période<sup>115</sup>: il n'en va pas de même pour la Plateforme démocratique. Dans le flou qui entoure le terme de "désétatisation", les adversaires de la majorité "social-démocrate" peuvent facilement déchiffrer le sens de "privatisation" (bien que le terme n'apparaisse pas encore).

---

<sup>110</sup> Platforma Kommunističeskoj sekcii Moskovskogo partijnogo kluba k XXVIII s'ezdu KPSS (1/11/1989) [Plateforme de la Section communiste du Club du Parti de Moscou pour le XXVIII<sup>ème</sup> congrès du PCUS] In B. SLAVIN, V. DAVYDOV. dir. *Novye obščestvenno-političeskie dviženija...*, op. cit., 1990, vol. 1, p. 50-57.

<sup>111</sup> cf. par exemple Za demokratičeskiju platformu KPSS! Deklaracija Leningradskogo partijnogo kluba [Pour une plateforme démocratique du PCUS! Déclaration du Club du Parti de Leningrad]. *Obnovlenie*, 1, décembre, ainsi que les discours de Ju. Afanas'ev et de G. Popov à la conférence constitutive de la Plateforme démocratique (Ju. AFANAS'EV. K novoj partii [Vers un nouveau parti]. *Demokratičeskaja platforma*, 16-31 janvier 1990, 1, p. 2; G. POPOV. Osobyj tip vlasti [Un type particulier de pouvoir]. *Demokratičeskaja platforma*, 16-31 janvier 1990, 1, p. 2-3).

<sup>112</sup> Le programme est adopté par le seul Conseil de coordination de la Plateforme (Programmnoe zjavlenie "Demokratičeskoj platformy v KPSS" (proekt) 21-22/4/1990..., op. cit.).

<sup>113</sup> Programme du Groupe interrégional des députés: cf. B. SLAVIN, V. DAVYDOV. dir. *Novye obščestvenno-političeskie dviženija...*, op. cit., 1990, vol. 1, p. 123-138, paru dans les *Izvestija* du 23/12/1989.

<sup>114</sup> Cf. infra encadré 22, p. 386.

<sup>115</sup> Cf. supra p. 164 et suiv.

Enfin, lorsque la Plateforme prend en juin 1990 la décision ferme de quitter le Parti, le label "social-démocrate", aussi peu contraignant soit-il, est rejeté comme mode consensuel de définition du groupe. Cette redéfinition d'identité se fait avec une extrême rapidité:

"La prise de distance avec la social-démocratie a commencé dans la dernière étape de la Plateforme démocratique. Après le premier congrès [janvier 1990], une partie de nos membres a commencé à s'éloigner de la social-démocratie. Travkin a en partie donné le ton: il est parti [en mai 1990] avec des slogans libéraux. [...] Au second congrès de la Plateforme [juin 1990], il y a eu un vote symptomatique sur la question de savoir si nous soutenions l'idée du social-démocratisme. Au début du congrès, on a voté 'pour', et à la fin 'contre'" (A. Mehanik, entretien du 18/7/1994).

Pourtant, ceux qui continuent de s'appeler "sociaux-démocrates" contre la majorité sont loin d'être opposés au marché, dont ils jugent les "*leviers et stimulants*" nécessaires à la bonne marche de l'économie<sup>116</sup>. Leur principal sujet de discordance avec leurs adversaires est la question du contrôle des prix (et peut-être moins celle de la propriété):

"Avec la fluctuation non contrôlée des prix, la loi de l'offre et de la demande, on arrive non pas à une économie socialiste, ou même à une économie capitaliste civilisée, 'organisée', mais au développement d'un capitalisme archaïque antédiluvien"<sup>117</sup>.

Cette évolution vers des positions qu'on peut caractériser de libérales s'explique en grande partie par la situation de la Plateforme qui doit à la fois rompre ostensiblement avec le Parti dans l'arène du Parti, et marquer sa présence dans le jeu politique dans le mouvement démocratique hors du PCUS. La priorité dans l'arène du Parti, tout au moins telle que les dirigeants de la Plateforme la perçoivent, est de marquer leurs distances avec le "communisme" *par tous les moyens*. Le discours libéral, avec la victoire électorale de Russie Démocratique, s'impose comme une solution possible parce qu'elle apparaît comme rentable<sup>118</sup>. La Plateforme démocratique emprunte donc au bloc Russie démocratique son programme économique, au risque de donner l'impression de suivre son principal concurrent. Ce "suivisme" pose d'autant moins de difficultés que les clubs du Parti et la Plateforme, à l'instar des clubs informels de la première période, négligent d'élaborer un programme économique propre, comme s'il s'agissait d'un aspect secondaire de la lutte et de la construction d'une identité politique.

Le mode radical de règlement des conflits au sein de la Plateforme (exclusions, scissions) peut lui aussi expliquer le phénomène de fuite en avant, de radicalisation du (des) groupe(s) dominant(s). La "section communiste" se fait exclure du MPK en décembre 1989 à la veille de la première conférence de la Plateforme en raison de "*positions idéologiques et politiques incompatibles*"<sup>119</sup>; lors de la seconde conférence en juin 1990, les "sociaux-démocrates" quittent d'eux-mêmes la Plateforme. Toute nouvelle rupture renforce la dynamique enclenchée et rend difficile un retour en arrière:

"La fracture a eu lieu sous nos yeux [à la seconde conférence de la Plateforme]. [...] C'est peut-être dû au fait que les partisans de Lipickij [les "sociaux-démocrates"] ont

---

<sup>116</sup> Programmnoe z'javlenie II Vsesojuznoj konferencii Demokratičeskoj platformy v KPSS. Proekt Mežklubnoj partijnoj organizacii, 16-17/6/1990 [Déclaration programmatique de la II<sup>ème</sup> conférence de la Plateforme démocratique du PCUS. Projet de l'Organisation interclubs du Parti (MPO)] In B. SLAVIN, V. DAVYDOV. dir. *Novye obščestvenno-političeskie dviženija...*, op. cit., 1990, vol. 3, p. 189-207.

<sup>117</sup> *Ibid.*

<sup>118</sup> Il se produit une convergence vers l'étiquette libérale par un phénomène de coordination tacite étudié par T. SCHELLING (*The Strategy of Conflict*. 3<sup>e</sup> édition. Cambridge: Harvard University Press, 1966, p. 54 et suiv.).

<sup>119</sup> O sud'be Moskovskogo partijnogo kluba "Kommunisty za perestrojku" [Le sort du Club du Parti de Moscou "Communistes pour la perestrojka"], 17/1/1990.



commencé à partir, sentant qu'ils n'étaient pas dans leur élément, ils sont partis en plein congrès. [...] La fraction communiste était partie [en décembre 1989], Lipickij et son équipe, qui étaient partisans du social-démocratie, sont partis à leur tour. A mesure que ces personnes partaient, d'autres orientations ont prévalu" (A. Mehanik, entretien du 18/7/1994).

Certains des concurrents éliminés, comme la section communiste du MPK, rejoignent la Plateforme marxiste<sup>120</sup>.

Cette évolution semble cependant mettre une partie de la Plateforme démocratique en porte-à-faux: les leaders qui s'étaient initialement définis comme sociaux-démocrates font parfois un usage très ambivalent du terme de "gauche", lui donnant à la fois son sens occidental et son sens indigène (i.e. non conservateur, donc libéral). Ils projettent ainsi de créer un "*bloc démocratique de gauche*" avec d'autres organisations *socialistes* extérieures au Parti (le syndicat Socprof, le comité organisateur du Parti Socialiste, l'Association social-démocrate, le Parti social-démocrate de Russie), mais aussi – et là est toute l'ambiguïté – avec les clubs d'électeurs et autres "mouvements de masse", qui sont pour la plupart entrés dans le bloc électoral Russie démocratique et ne se situent pas idéologiquement à gauche<sup>121</sup>. Ils ont une stratégie de flou et jouent sur les typologies.

La dynamique de distinction a des effets énormes sur les identités des acteurs: qu'ils le veuillent ou non, ils sont contraints de les redéfinir. Tant que la Plateforme démocratique se trouve dans le Parti, ses différentes composantes considèrent à tort ou à raison qu'il est trop tôt ou trop coûteux d'utiliser certains labels ("libéral") ou certains termes ("privatisation"). Les identités se fixent autour de quelques étiquettes dont le contenu est instable et flou. Mais la stratégie de flou permet également à la Plateforme démocratique ou à certains de ses courants de se positionner dans le mouvement démocratique en dehors de l'arène du Parti où d'autres labels, d'autres typologies, peuvent avoir cours.

## 2/ L'élimination symbolique des "réformateurs centristes"

La lutte politique au sein du Parti est perçue comme organisée autour de trois pôles: les "conservateurs", les "centristes" ou "réformateurs modérés" (Gorbačëv), et les "réformateurs radicaux" ou "démocrates"<sup>122</sup>. Les "modérés" et les "radicaux" (auxquels se rattache la Plateforme) sont donc en situation de concurrence pour prendre la tête de la lutte contre les "conservateurs". La Plateforme démocratique va tenter d'*effacer* au plan rhétorique les "centristes" en les dissolvant dans un Comité central présenté comme homogène, alors qu'une rivalité oppose pourtant bien "centristes" et "conservateurs".

Les informels avaient déjà pointé du doigt une collusion entre Gorbačëv et les "conservateurs" grâce à laquelle les secrétaires de comité du Parti devenaient

---

<sup>120</sup> IDEOLOGIČESKIJ OTDEL [Département idéologique]. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 9 po 16 fevralja 1990 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 9 et le 16 février 1990 aux Secrétaires du *rajkom* du PCUS, chefs de départements du *rajkom* du PCUS], 1990, 1 p. (document interne du *rajkom* Sevastopol'). Cf. le graphique 5 "Evolution des clubs du Parti" en annexe p. 497.

<sup>121</sup> Rezoljucija Moskovskoj gorodskoj i oblastnoj konferencii Demokratičeskoj platformy v KPSS "O demokratičeskom bloke levnyh sil" (proekt) [Résolution de la Conférence moscovite (ville et région) de la Plateforme démocratique du PCUS sur "le bloc démocratique des forces de gauche" (projet)]. Moscou, février 1990.

<sup>122</sup> C'est, pour ce qui nous intéresse, la perception qu'en a la Plateforme démocratique (cf. Demokratičeskaja platforma k XXVIII s'ezdu KPSS..., *op. cit.*, 20-21/1/1990). On se souvient que la position "modérée" ou "centriste" avait fait son apparition au moment de l'"affaire El'cin" en novembre 1987.

automatiquement présidents du soviet local<sup>123</sup>. En 1990, la Plateforme démocratique cherche à faire accroire que les "centristes" ont perdu toute autonomie par rapport aux "conservateurs" et se sont presque volatilisés. Deux éléments viennent corroborer la plausibilité de cette position:

- Dans la compétition entre les trois plateformes (plateforme du Comité central, plateforme démocratique et plateforme marxiste), celle du Comité central est la seule à représenter les "conservateurs", les deux autres étant issues du camp réformateur. L'effet de cette configuration triangulaire est qu'il devient impossible de distinguer les "centristes" des "conservateurs".  
L'apparition des deux autres plateformes donne l'occasion aux leaders de la Plateforme démocratique de dissoudre les "centristes" dans les chiffres. En janvier 1990, ils créditaient les "conservateurs" du soutien de 10 à 20 % des membres du PCUS, les "centristes" de 30 à 60 %, et les "radicaux" (i.e. la Plateforme démocratique) de 20 à 40 %<sup>124</sup>. En avril 1990, ils estiment que la Plateforme du Comité central ne dispose plus que de 24 % de soutien<sup>125</sup>. Or la force de ce chiffre est qu'il ne dit rien des "conservateurs": soit ils se trouvent parmi les 33 % d'opinions non exprimées, et dans ce cas les "centristes" voient leur cote de popularité baisser presque de moitié en l'espace de quatre mois (ils avaient au plus 60 %, mais n'ont plus aujourd'hui que 24 %); soit une partie des "conservateurs" se reconnaît dans la Plateforme du CC, et dans ce cas les "centristes" pèsent encore moins lourd.
- La publication en avril 1990 d'une lettre du Comité central contre le fractionnisme (cf. infra encadré 19 p. 326), rédigée par les conservateurs contre la Plateforme démocratique, n'est pas désavouée par Gorbačëv.

En dépit de cette représentation du jeu politique qui cherche à minimiser l'importance des "centristes", ce qui émerge au cours du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS est avant tout une opposition entre Gorbačëv et les conservateurs. Il est d'ailleurs possible que la représentation véhiculée par la Plateforme démocratique ait poussé Gorbačëv à se repositionner dans le Parti, à reléguer au second plan les autres clivages politiques (concurrence entre les trois plateformes), mais elle ne l'a pas emporté. Tout ne s'est pas joué dans les stratégies de labellisation.

### III/ Menace d'*exit* comme *voice*

D'entrée de jeu, la Plateforme démocratique utilise la menace d'une scission dans sa stratégie pour obtenir un partage du pouvoir au sein du Parti. Cette stratégie de *voice* vise à obtenir le droit de créer des fractions qui jouiraient d'une représentation dans les organes de direction du Parti. La tactique a d'autant plus de chances d'avoir un retentissement qu'elle est inattendue. La sortie volontaire se heurte en effet à une barrière institutionnelle théoriquement insurmontable (la seule modalité de sortie prévue par les statuts du PCUS est l'exclusion), et le départ collectif n'a jamais été envisagé dans les luttes internes au Parti depuis la Révolution. Mais s'il y a des obstacles d'ordre légal ou étrangers à une certaine tradition de la lutte politique dans le Parti, la solution d'une sortie collective début 1990 n'a rien d'improbable: à

---

<sup>123</sup> principe du cumul des mandats décidé à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du PCUS (cf. le chapitre précédent).

<sup>124</sup> IDEOLOGIČESKIJ OTDEL [Département idéologique]. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 20 po 28 janvarja 1990 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 20 et le 28 janvier 1990 aux Secrétaires du *rajkom* du PCUS, chefs de départements du *rajkom* du PCUS], 1990, 3 p. (document interne du *rajkom* Sevastopol').

<sup>125</sup> contre 40 % pour la Plateforme démocratique et 3 % pour la Plateforme marxiste (cf. note52, p. 304).

cette époque, le fait que des dizaines, voire des centaines de milliers de membres quittent le Parti est connu, même si on en ignore l'importance<sup>126</sup>. Bien que les départs représentent moins d'1 % des effectifs totaux, le chiffre n'est pas négligeable en valeur absolue.

Il s'agit bien d'une stratégie de *voice* et non d'*exit*, car la sortie se présente avant tout comme une menace<sup>127</sup>, que la Plateforme s'emploie à rendre crédible tout en laissant entendre qu'elle n'est pas l'option privilégiée en cas d'échec. On se trouve dans le cas de figure où la partie qui menace n'a pas l'intention de mettre son acte à exécution mais s'obligerait à exécuter la menace en dernier ressort si aucune satisfaction n'est obtenue. Tout le problème, comme le souligne T. Schelling, est de rendre crédible son engagement pour forcer l'autre partie à agir dans le sens voulu<sup>128</sup>.

La crédibilité de la menace est assurée par des députés "radicaux" de l'URSS, dotés d'une grande notoriété et d'un statut élevé dans le champ politique, qui énoncent lors de la conférence constitutive de la Plateforme démocratique l'éventualité d'une sortie:

"Nous devons aujourd'hui discuter et adopter la Plateforme démocratique, explique Afanas'ev. Cette plateforme devra être comparée avec celle du PCUS, qui sera prochainement publiée. Nous devons donc nous rendre au Plénum du CC du PCUS [de février 1990] et juger à ce moment-là l'attitude du CC du PCUS à l'égard de la Plateforme démocratique. La tactique que nous choisirons à la veille du XXVIII<sup>ème</sup> congrès en dépendra. [Devrons-nous] former une fraction au sein du PCUS? Ou les circonstances nous contraindront-elles à envisager la création d'un nouveau parti avant le congrès du PCUS?"<sup>129</sup>.

L'initiative est donc laissée au CC, mais sa marge de manœuvre est étroite car les radicaux, en la personne d'Afanas'ev, réduisent à une seule la réaction possible de la Plateforme selon que le CC autorise ou interdit les fractions.

Mais la Plateforme démocratique parle de plusieurs voix. Les députés radicaux (Afanas'ev, Popov) lancent des ultimatums; des députés encore plus radicaux veulent verrouiller toute possibilité de négociation avec le Parti en proposant une rupture immédiate:

"Sommes-nous tout à fait sincères et honnêtes envers nous-mêmes, se demande A. Murašev, lorsque nous voulons rester dans le PCUS, nous appeler 'communistes' et, ce faisant, ne pas nous séparer de l'idéologie communiste qui a mené les pays d'Europe de l'Est à la crise et à l'échec? Il y a un an, j'ai demandé mon admission au Parti, et tout au long de l'année, alors que j'étais député [de l'URSS], j'ai bien réfléchi. J'ai renoncé à entrer au PCUS (applaudissements). J'ai compris que les électeurs allaient me poser une question à laquelle, si je suis honnête envers moi-même jusqu'au bout, je ne pourrai jamais répondre. Il me semble que le parti communiste a commis tant de crimes, qu'il a sur la conscience tant de vies humaines, tant de sang, qu'aux yeux du peuple rien ne pourra plus le laver"<sup>130</sup>.

---

<sup>126</sup> Le MPK parle de 300 000 départs en 1988 (K kommunistam v pervičnyh partijnyh organizacijah, rajkomah, MGK KPSS [Aux communistes des cellules de base du Parti, des *rajkoms*, du Comité de la ville de Moscou du PCUS], 7/6/1989 In *Sbornik dokumentov Moskovskogo partijnogo kluba (Kommunisty za perestrojku)*, Moscou, 1989). En fait, environ 154 000 personnes seulement auraient quitté le Parti en 1988-1989, soit 18 000 candidats et membres en 1988 et 136 000 en 1989 (A. ZEVELEV et alii. *Političeskie partii Rossii...*, *op. cit.*, 2000, p. 529-530).

<sup>127</sup> A. HIRSCHMAN. *Exit, Voice, and Loyalty. Responses to Decline in Firms, Organizations and States*. Harvard: Harvard University Press, Cambridge, 1970, p. 82.

<sup>128</sup> T. SCHELLING. *The Strategy of Conflict...*, *op. cit.*, 1966, p. 36.

<sup>129</sup> Ju. AFANAS'EV. K novoj partii [Vers un nouveau parti]. *Demokratičeskaja platforma*, 16-31/1/1990, 1, p. 2.

<sup>130</sup> Cf. I. KUDRJAVCEV. *Reformatory v KPSS...*, *op. cit.*, 1990.

Il y a aussi et surtout les leaders des clubs du Parti à l'origine de la Plateforme, dont le ton est nettement plus mesuré<sup>131</sup>, et dont l'objectif est alors d'obtenir l'élection de délégués par plateformes au XXVIII<sup>ème</sup> congrès. Mais des notables qu'ils n'ont pas choisis s'imposent à eux, et ces notables deviennent les leaders de leur mouvement parce qu'ils ont pris des positions radicales presque irréversibles. Les dirigeants des clubs semblent avoir un temps de retard sur eux.

Après la conférence constitutive de janvier 1990, les membres de la *DemPlatforma* envoient un émissaire au Comité central présenter les grandes lignes de leur programme (il s'agit d'El'cin – pourtant absent de la conférence constitutive –, seul membre de la Plateforme et du Comité central). La liberté de créer une fraction ne leur ayant pas été accordée, ils menacent non pas de rompre définitivement avec le PCUS, mais de convoquer un congrès *alternatif*<sup>132</sup>, autrement dit de créer une situation de double pouvoir au sein du Parti. Ce congrès alternatif devra être préparé par un comité organisateur représentatif de tous les courants du Parti et non par le Comité central<sup>133</sup>. Début 1990, tout porte à croire que les clubs du Parti n'envisagent raisonnablement pas de désertir ce lieu de pouvoir et de ressources matérielles qu'est le PCUS:

"Je crois, explique V. Lysenko, que la division est inévitable. Elle est plus que souhaitable pour le Parti lui-même dans l'état où il se trouve. Un conglomerat gigantesque tel que le PCUS n'est tout simplement pas viable. Il est important que les démocrates y restent en conservant le pouvoir et que les staliniens quittent le Parti sans garder le pouvoir"<sup>134</sup>.

Pour le député de l'URSS S. Stankevič, le départ collectif de la Plateforme démocratique du Parti représenterait un "manque à gagner":

"Je considère indispensable de créer des organisations parallèles. [...] Il faut en fait créer un nouveau parti sur la base du PCUS. Avant tout, sur sa base matérielle... Si, après avoir prononcé les formules de repentir et porté les accusations qu'il convient, nous quittons le Parti, ce sera un beau geste qui produira de l'effet, il impressionnera le monde. Mais nous partirons, passez-moi l'expression, le derrière au vent et les mains vides. Et nous laisserons un énorme potentiel matériel, des bâtiments, des typographies, des médias et beaucoup d'autres choses entre les mains de l'aile conservatrice. Cela a-t-il un sens d'agir de la sorte?"<sup>135</sup>.

Enfin, à côté des députés radicaux de l'URSS et des leaders de clubs du Parti plus modérés, un troisième groupe se dégage, qui reste silencieux: il s'agit du groupe réuni autour de V. Šostakovskij, que les organisateurs de la Plateforme (leaders des clubs) supposent défavorable à toute scission et à la tenue d'un congrès alternatif.

Au début de 1990, la sortie du Parti n'est donc qu'une menace proférée par les membres les plus radicaux de la Plateforme et une solution à envisager parmi d'autres; elle ne figure dans aucune déclaration collective. Mais elle contribue à alimenter une guerre des nerfs

---

<sup>131</sup> Ce n'est donc pas un hasard si le discours de Murašev ne figure pas, contrairement à celui d'Afanas'ev, de Popov ou des leaders du Club du Parti de Moscou (MPK), dans le numéro spécial du journal *Demokratičeskaja platforma* (16-31/1/1990) consacré à l'adoption de la Plateforme démocratique.

<sup>132</sup> IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dežatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 20 po 28 janvarja 1990 g..., *op. cit.*, 1990 (document interne du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol') et V. LYSENKO. Korennaja reforma KPSS..., *op. cit.*, janvier 1990.

<sup>133</sup> Rezolucija mitinga v Moskve 4/2/1990 "Ob otnošenii k KPSS" [Résolution du meeting du 4/2/1990 à Moscou sur les relations avec le PCUS].

<sup>134</sup> Cf. I. KUDRJAVCEV. Reformatory v KPSS..., *op. cit.*, 1990.

<sup>135</sup> *Ibid.*

pendant plusieurs mois, qui pèse d'autant plus sur la direction du Parti que les départs individuels sont bien réels.

### **Section C/ La sortie de la Plateforme démocratique**

Alors que la Plateforme disposait d'une palette de réponses possibles en fonction du comportement que le Comité central adopterait à son égard, son champ des possibles se rétrécit comme une peau de chagrin entre janvier et juillet 1990. De simple menace dont l'exécution semblait peu probable, la sortie collective se transforme en issue certaine en raison de la configuration du jeu sur l'arène du Parti.

#### **I/ La rupture: la lettre du Comité central**

L'attaque des conservateurs du Parti sous la forme d'une lettre du Comité central publiée dans la *Pravda* le 11 avril 1990 (cf. encadré 19 ci-dessous) est un événement qui exerce un effet contraignant sur les perceptions de la Plateforme démocratique et qui oriente sa ligne d'action. L'apparition de cette lettre conduit en effet les "démocrates" à conclure à l'échec de leur stratégie de conquête du pouvoir dans le Parti (par l'introduction de nouvelles règles normatives), c'est encore cette lettre qui fait apparaître comme inévitable un départ collectif du PCUS (exécution de la menace).

En menaçant de quitter le Parti, les "démocrates" escomptaient probablement obtenir des réformateurs "modérés" la reconnaissance de la Plateforme démocratique en tant que fraction et une représentation dans les institutions de pouvoir. Une menace n'est efficace, explique T. Schelling, que si c'est à l'adversaire de jouer en premier ou si le joueur arrive à contraindre son adversaire à porter le premier coup; la menace n'est déclenchée que comme une réponse à ce coup<sup>136</sup>. Dans le cas présent, la Plateforme démocratique réussit certes à provoquer un coup initial, mais pas d'où elle l'attend: ce sont les "conservateurs" qui réagissent, et non les "modérés".

Les "conservateurs" s'opposent à la volonté des "radicaux" de changer les règles du jeu: ils réaffirment la règle normative de l'interdiction des fractions et entendent mettre fin à la règle pragmatique de tolérance envers les *déviants* au sein du Parti. Selon Gorbačëv, les "orthodoxes" considéraient que "*cela [suffisait] d'essayer de convaincre les démocrates et qu'il [fallait] à présent les prendre par la peau du cou et les faire sortir*"<sup>137</sup>. En menaçant de recourir à l'exclusion (mécanisme statutaire de règlement des conflits), ils tentent de prendre leurs adversaires de court pour éviter au Parti l'affront d'un départ collectif volontaire. Une centaine de membres de la Plateforme, dont I. Čubajs, sont d'ailleurs exclus au lendemain de la publication de la lettre<sup>138</sup>.

---

<sup>136</sup> T. SCHELLING. *The Strategy of Conflict...*, op. cit., 1966, p. 124.

<sup>137</sup> M. GORBAČEV. *Žizn' i reformy...*, op. cit., 1995, vol. 1, p. 541.

<sup>138</sup> Voir *Moskovskie novosti*, 22/4/1990.

### Encadré 19 : La lettre ouverte du Comité central du 11 avril 1990

Le Comité central publie dans la *Pravda* du 11 avril 1990 une lettre, intitulée "Pour une consolidation sur des positions de principe. Lettre ouverte du Comité central aux communistes du pays"<sup>139</sup>, condamnant le fractionnisme à l'œuvre dans le Parti, et explicitement la Plateforme démocratique:

"Dans le contexte de la *glasnost'*, de la démocratie et de la liberté d'opinions, l'existence d'un large spectre d'idées et de positions politiques est devenue un élément normal. En renonçant à établir légalement son rôle dirigeant, le PCUS a montré par ses actes qu'il soutenait une compétition d'idées ouverte et loyale.

Cependant, le Comité central considère impossible de passer outre les tentatives de certaines personnes d'éloigner le Parti de sa ligne stratégique et, en cas d'échec, de provoquer sa scission.

Ces tentatives viennent tant de la droite que de la gauche. Les uns rejettent la perestrojka, en y voyant une 'transformation libérale et bourgeoise' de la société et du Parti. Les autres, alliés à des forces antisocialistes, décrètent que la Révolution d'Octobre est une erreur tragique et appellent à la restauration du capitalisme. [...]

Il est [...] inquiétant de voir que, sous le couvert de la perestrojka, certains membres du PCUS mènent une lutte contre le Parti en prenant des positions pseudoradicales. Tout en se déclarant 'démocrates convaincus' et quasiment les seuls partisans de changements radicaux, ils ont attaqué les bases idéologiques et organisationnelles du PCUS, certains sont même partis en guerre contre Lénine et le léninisme. A cet égard, l'activité des personnes qui se sont regroupées autour de ce qui s'est appelé la 'Plateforme démocratique' retient l'attention. [...]

Les auteurs de la Plateforme démocratique dissimulent leur dessein de transformer notre Parti en une association informelle connaissant une totale liberté des fractions et des groupements, c'est-à-dire en fait de le détruire. [...]

[La Plateforme démocratique] procède à l'enregistrement de ses membres, forme des conseils de coordination au centre et dans certaines régions, envoie ses émissaires sur le terrain. Il est question de créer une base matérielle indépendante du Parti. C'est une politique qui vise à scinder le PCUS de l'intérieur, à l'éliminer de l'arène politique. [...]

Le moment est venu, sans renoncer à la liberté de discussion mais en renforçant son principe constructif, de décider de ce que nous devons faire de ces membres du Parti qui travaillent avec obstination et persévérance à la scission, créent des fractions organisées au sein du PCUS, rejettent le choix socialiste du peuple soviétique, se sont eux-mêmes mis par leurs idées et leur comportement hors du Parti. De telles personnes peuvent-elles vraiment rester dans le PCUS?

Cette question est posée par la logique du développement politique et doit être résolue par les communistes, les organisations du Parti et leurs comités.

Se séparer de ceux qui ont pris le chemin de la lutte contre le Parti n'est pas une purge (*čistka*) ni une tentative d'étouffer l'hétérodoxie. Cette mesure doit être dirigée contre les organisateurs de groupes fractionnistes".

Dans ses mémoires, M. Gorbačëv retrace la genèse de cette lettre:

"La version initiale, née dans les entrailles du Département pour l'organisation du Parti [du CC], tenait du broyeur, dans le style des années 1930: il était proposé aux comités du Parti d'exclure les communistes et de dissoudre tout entières les organisations qui ne voudraient pas suivre la ligne du CC. C'était en fait une directive de 'purgé' du Parti. Nos orthodoxes étaient obsédés par cette idée avant cela, mais ils ont trouvé le moment adéquat pour exclure les hétérodoxes.

J'ai alors demandé à [...] mes collaborateurs de revoir cette lettre. Elle a finalement pris un tour relativement modéré, elle ne menaçait personne de châtimeut ni d'excommunication mais appelait à la consolidation en ces moments difficiles. Toutefois, je me demandais vraiment s'il valait la peine d'envoyer une lettre. A la réunion du Politburo du 9 avril, j'ai même suggéré d'envoyer un télégramme<sup>140</sup> plutôt qu'une lettre. Mais la majorité s'est prononcée pour une lettre"<sup>141</sup>.

Il est fort probable que les conservateurs aient tenu à donner à ce document l'autorité la plus élevée possible pour qu'il soit publié en une de la *Pravda* et montrer ainsi sa supériorité sur le texte de la Plateforme démocratique publié un mois plus tôt, le 3 mars 1990, dans ce même journal, mais en page 3 (dans la "feuille de discussion" consacrée au XXVIII<sup>ème</sup> congrès).

<sup>139</sup> Za konsolidaciju na principia'noj osnove. Otkrytoe pis'mo Central'nogo komiteta KPSS kommunistam strany. *Pravda*, 11/4/1990.

<sup>140</sup> destiné seulement aux comités du Parti.

Le Conseil de coordination de la Plateforme démocratique interprète cette lettre comme une déclaration de guerre et un signe précurseur des intentions des conservateurs au niveau national:

La lettre est "le début d'une confrontation directe dans le Parti, une volonté de régler les questions internes au Parti par la force"<sup>142</sup>, une "tentative de provoquer le départ des partisans de la Plateforme démocratique du PCUS, déliant ainsi les mains des forces conservatrices pour effectuer un coup d'Etat antiperestrojka d'abord dans le Parti puis dans le pays"<sup>143</sup>.

Etonnamment, la Plateforme ne s'en prend pas à Gorbačëv, qui pourtant ne désavoue pas la lettre, contrairement à ce qu'il avait fait après la parution de la "lettre de Nina Andreeva" en mars 1988<sup>144</sup>. Mais certains analystes notent que la parution de la missive est interprétée par la Plateforme démocratique comme le signe d'un "virage à droite" de Gorbačëv, de son glissement vers les positions des conservateurs de l'appareil<sup>145</sup>.

Le document du Comité central se transforme en scandale politique lorsque d'autres acteurs s'en emparent. Elle soulève l'indignation de milliers de cellules de base du Parti, de comités de grève, d'unions créatrices professionnelles, de mouvements et organisations démocratiques. Même le Komsomol, lors de son XXI<sup>ème</sup> congrès le 14 avril 1990, qualifie la position du Comité central du Parti d'"*erreur de calcul*"<sup>146</sup>. C'est probablement la première fois que le VLKSM se permet une telle audace à l'égard du PCUS. Devant l'effet produit par leur lettre, les conservateurs se replient (toujours selon la Plateforme):

"Voyant que la campagne de répressions dans le Parti a échoué, les instances supérieures du PCUS ont tourné bride: on entend dire que les communistes n'ont pas bien compris le but de la lettre, qu'il ne s'agit pas d'une instruction pour agir mais d'un document à discuter dans les cellules de base, que le CC est contre tout excès dans les organisations locales, etc."<sup>147</sup>.

Le basculement de la Plateforme démocratique en faveur de la sortie du Parti après la parution de cette lettre n'est pas simplement dû à la nécessité de répondre à l'attaque des conservateurs par un geste symbolique fort. Il devient plus avantageux de sortir que de rester en raison du facteur temps. S'ils tardent trop à annoncer leur départ du Parti, les leaders de la Plateforme risquent de se faire exclure, ce qui désamorcerait leur menace de scission. Par ailleurs, les sorties du PCUS ont en tout état de cause commencé sans eux en 1988. Tous les acteurs anticipent une saignée pour le lendemain du XXVIII<sup>ème</sup> congrès, qui de fait se produit: le nombre total des départs fin 1990 s'élève au moins à 1,8 million de personnes<sup>148</sup>, soit dix

---

<sup>141</sup> M. GORBAČEV. *Žizn' i reformy...*, op. cit., 1995, vol. 1, p. 540.

<sup>142</sup> Zajavlenie rabočej gruppy Koordinacionnogo soveta "Demokratičeskoj platformy v KPSS" [Déclaration du groupe de travail du Conseil de coordination de la "Plateforme démocratique du PCUS"]. *Russkaja mysl'*, [début] avril 1990.

<sup>143</sup> Zajavlenie Koordinacionnogo soveta Demokratičeskoj platformy v KPSS po povodu otkrytogo pis'ma CK KPSS "Za konsolidaciju na principial'noj osnove" i posledujuščih sobytij [Déclaration du Conseil de coordination de la Plateforme démocratique du PCUS à propos de la lettre ouverte du CC du PCUS "Pour une consolidation sur des positions de principe" et ses retombées]. Moscou, 21-22/4/1990, 1 p.

<sup>144</sup> cf. supra p. 141 et suiv.

<sup>145</sup> A. ZEVELEV et alii. *Političeskie partii Rossii...*, op. cit., 2000, p. 532.

<sup>146</sup> Zajavlenie Koordinacionnogo soveta Demokratičeskoj platformy..., op. cit., 21-22/4/1990.

<sup>147</sup> *Ibid.*

<sup>148</sup> A. ZEVELEV et alii. *Političeskie partii Rossii...*, op. cit., 2000. A. GAZIER (Le bouleversement des institutions..., op. cit., 2002, p. 143) indique qu'en 1990 un total de 2,7 millions de personnes avaient quitté le

fois plus en 1990 qu'en 1989. En sifflant le coup d'envoi officiel des départs, la Plateforme démocratique pourrait utiliser ce mouvement spontané de sortie pour faire la démonstration de sa "force mobilisatrice"<sup>149</sup>, en prendre symboliquement la tête et s'attribuer le pouvoir de lui donner sens<sup>150</sup>. Car tout l'enjeu pour la Plateforme démocratique est d'être reconnue comme le plus grand mouvement démocratique en Russie:

"Il a été déclaré [à la réunion du 25/4/1990 du MPK] que le Conseil de coordination de la Plateforme démocratique avait pris la décision de créer un nouveau parti: 'Russie démocratique' (*sic*). L'objectif est d'unir toutes les forces démocratiques, de populariser ses idées, de montrer l'exemple pour les forces démocratiques des autres républiques, de créer une vraie opposition au PCUS"<sup>151</sup>.

Pendant les quelques mois qui précèdent le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS, la Plateforme évalue ses "parts de marché" dans le Parti à 40 %, soit 7,6 millions de personnes<sup>152</sup>. Ressource potentielle que le Conseil de coordination de la Plateforme démocratique veut objectiver par une démonstration de force: il lance en avril 1990 une pétition de soutien "*parmi les communistes et les sans-parti [...] pour montrer le chiffre réel de ses sympathisants*"<sup>153</sup>. La démarche est assimilée à une procédure d'enregistrement de ses membres, comme l'indique la Lettre du Comité central, donc à la création formelle d'une fraction<sup>154</sup>. Il est indéniable que le chiffre de 20-40 % de soutien dont se targue la *DemPlatforma* depuis janvier 1990 est cru par des acteurs importants, y compris par Gorbačëv qui cite l'estimation basse (3,8 millions de sympathisants, soit 20%)<sup>155</sup>.

## II/ Les dilemmes stratégiques des membres de la Plateforme

La décision de sortir du Parti est un tournant dans l'histoire de la Plateforme, un moment délicat dont les acteurs sont conscients qu'il peut briser la machine. Lysenko le souligne lors d'une conférence en mai 1990: "*le plus important est de ne pas scinder notre mouvement*"<sup>156</sup>. On observe une inhibition tactique: certains acteurs ont du mal à jouer des coups irréversibles dans les conjonctures fluides. D'autres, en revanche, sont plus mobiles parce qu'ils ont acquis des positions ailleurs que dans le Parti (notamment au Congrès des députés de Russie dont les élections ont eu lieu en mars 1990).

Les choix qui se présentent à la Plateforme après la parution de la lettre du Comité central sont restreints: partir ou rester. Ses deux principaux centres décisionnels – le Club du

---

Parti. S. WHITE (Rethinking the CPSU. *Soviet Studies*, 43 (3), 1991, p. 405-428) mentionne, quant à lui, que 3 millions de départs ont eu lieu dans la seule année 1990.

<sup>149</sup> P. BOURDIEU. La représentation politique..., *op. cit.*, 1981, p. 13.

<sup>150</sup> M. GORBAČEV (*Žizn' i reformy*, *op. cit.*, 1995, vol. 1, p. 538) donne une interprétation concurrente de la sortie du PCUS: le refus de nombreux membres, en Russie, d'entrer dans le PC de la RSFSR qui est l'un des fiefs des conservateurs.

<sup>151</sup> Informacija o zasedanii Moskovskogo gorodskogo partijnogo kluba 25/4/1990 g. [Information sur la réunion du Club du Parti de la ville de Moscou du 25/4/1990], 1990, 1 p. (document interne du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol').

<sup>152</sup> Le chiffre de 40 % émane, on s'en souvient, d'un sondage de l'École supérieure du Parti de Moscou, montrant que la Plateforme démocratique écrase désormais le Comité central (24 % de soutien) et la Plateforme marxiste (3 %). Le faible pourcentage dont est créditée cette dernière explique probablement pourquoi la Plateforme démocratique ne l'a jamais considérée comme un concurrent et ne s'est pas vraiment mobilisée contre elle.

<sup>153</sup> Zajavlenie rabočej gruppy Koordinacionnogo soveta "Demokratičeskoj platformy v KPSS", *op. cit.*, *Russkaja mysl'*, [début] avril 1990. On n'a cependant trouvé aucune trace des résultats de cette pétition.

<sup>154</sup> V. BEREZOVSKIJ, N. KROTOV, V. ČERVJAKOV. *Rossija: Partii, Associacii, Sojuzy, Kluby. Spravočnik* [Russie: partis, associations, unions, clubs. Annuaire]. Moscou: Institut des mouvements politiques de masse, 1991, vol. 1, p. 15.

<sup>155</sup> M. GORBAČEV. *Žizn' i reformy*..., *op. cit.*, 1995, vol. 1, p. 549.

<sup>156</sup> Obščemoskovskaja konferencija DP KPSS 26/5/1990, *op. cit.*



Parti de Moscou (MPK) et le Conseil de coordination national – se prononcent, l'un à l'unanimité, l'autre à 50 %, pour la sortie. Survient une première scission, puisqu'un tiers du Conseil de coordination décide de rester dans les rangs du Parti<sup>157</sup>.

Le second clivage concerne le *moment* de sortie. La question est loin d'être futile car elle est liée à la capacité de la Plateforme à frapper un grand coup et à attirer le plus grand nombre possible de membres du Parti pour devenir "le" grand parti d'opposition au PCUS. Les calculs des leaders de la Plateforme semblent reposer sur deux prémisses:

- le multipartisme, dont tout le monde admet l'imminence, naîtra pour l'essentiel de l'éclatement du PCUS:

"Les divers courants, plateformes, fractions idéologiques apparus à l'étape précédente [étape de "transfert des fonctions de pouvoir du Parti dirigeant monopoliste aux soviets" et de "démocratisation du Parti", commencée en mars 1989] pourront servir de base à la constitution de plusieurs partis politiques proposant différents modèles de socialisme et de voies pour l'atteindre"<sup>158</sup>.

- il s'agira en fait d'un bipartisme opposant le PCUS à un grand parti d'opposition auquel s'agrègeront les diverses formations démocratiques:

"Nous ne devons pas nous contenter de sortir – explique N. Travkin, député de l'URSS et membre de la Plateforme –, mais appeler nos partisans à quitter le PCUS et proclamer la création d'un nouveau parti, poser les bases d'un bipartisme. Il aurait pris corps, aucun doute là-dessus. Je voyageais à l'époque beaucoup à travers la Russie et même dans toute l'Union, et partout on me demandait: '*pourquoi est-ce que vous ne créez pas un parti?*'" (N. Travkin, entretien du 11/5/1993).

L'objectif de la Plateforme est de faire croire qu'elle est ce futur grand parti fédérateur<sup>159</sup>. Les débats internes sur la stratégie à poursuivre se ramènent au choix tactique du moment de sortie<sup>160</sup>, acte irréversible où la Plateforme joue son va-tout.

Les choix, de nouveau, sont réduits: les uns défendent l'idée d'une sortie immédiate pour profiter de la vague d'indignation soulevée par la lettre du Comité central, les autres préfèrent attendre le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès et utiliser cette tribune pour prouver publiquement que le Parti est irréformable. Il y a une corrélation entre ces choix et le positionnement idéologique: plus le départ se veut précoce, plus il est un signe d'opposition radicale au PCUS. Ceux qui préconisent une sortie immédiate se déclarent vite "anticommunistes", les seconds ont déjà pris leurs distances avec l'étiquette sociale-démocrate et flirtent de plus en plus avec le libéralisme, tandis que les troisièmes, qui décident de rester dans le PCUS, se disent résolument "sociaux-démocrates".

---

<sup>157</sup> IDEOLOGIČESKIJ OTDEL [Département idéologique]. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 9 po 16 fevralja 1990 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 9 et le 16 février 1990 aux Secrétaires du *rajkom* du PCUS, chefs de départements du *rajkom* du PCUS], 1990, 1 p. (document interne du *rajkom* Sevastopol') et V. LYSENKO. *Informacionnoe soobščenie...*, *op. cit.*, 1990.

<sup>158</sup> Demokratičeskaja platforma k XXVIII s"ezdu KPSS..., *op. cit.*, 20-21/1/1990.

<sup>159</sup> Elle doit aussi prendre possession d'un label idéologique attractif et doit faire face, nous y reviendrons, à une contrainte extérieure à l'arène du Parti: elle ne doit en effet pas tarder à se déclarer "parti" face aux nouveaux partis situés sur l'arène électorale, qui, forts de leur position de premier occupant (ils apparaissent à partir d'avril 1990), s'emparent de toutes les étiquettes politiques vacantes.

<sup>160</sup> Les discussions sur le moment de sortie commencent en avril-mai 1990 (cf. notamment la deuxième conférence régionale moscovite de la Plateforme démocratique: Obščepolitičeskaja rezolucija Moskovskoj konferencii Demokratičeskoj platformy v KPSS, 26-27/5/1990 [Résolution de politique générale de la Conférence moscovite de la Plateforme démocratique du PCUS des 26-27/5/90], 1990).

## 1/ La sortie immédiate

L'option d'une sortie immédiate du PCUS est représentée par N. Travkin, avant même la parution de la lettre du Comité central.

"En mars 1990, [le Conseil de coordination de la Plateforme] s'est réuni au Kinocentr. Il y avait peut-être une vingtaine de personnes, des députés du Groupe interrégional pour la plupart. [...] Je ne me rappelle plus quel événement couvait, mais la situation était assez tendue. L'anticommunisme avait atteint un pic dans l'opinion. Il y avait El'cin, Popov, Afanas'ev, Šostakovskij, Šahnovskij [...], Burbulis, Sobčak..., bref toute l'élite actuelle. Nous étions 22-23 députés, j'ai proposé que nous sortions tous ensemble du Parti" (N. Travkin, entretien du 11/5/1993).

Travkin quitte le Parti en mars 1990 au lendemain de son élection au Congrès des députés de la RSFSR. Sa motion n'est soutenue que par une infime minorité du Conseil de coordination de la Plateforme (3 %) <sup>161</sup>. Une trentaine de personnes, dont I. Čubajs qui avait été exclu du Parti en avril 1990, décide de soutenir Travkin dans le processus de création d'un nouveau parti (Parti démocratique de Russie ou DPR, mai 1990), mais certaines se trouvent en désaccord avec l'anticommunisme agressif arboré par Travkin.

## 2/ La sortie lors du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS

Parmi les 50 % de membres du Conseil de coordination favorables à la sortie, l'écrasante majorité préfère attendre le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès <sup>162</sup>. Dans ce groupe, tout le monde convient que le congrès doit être considéré comme un point de non-retour. C'est là que la Plateforme doit scinder le Parti en deux:

"L'argument d'El'cin [pour ne pas sortir en avril-mai 1990], indique Travkin, était le suivant: *'sors, commence, mais nous, nous devons aller jusqu'au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès, la Plateforme démocratique doit faire scission au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès. Et il y aura un bon parti et un mauvais parti'*. Je suis donc sorti tout seul du PCUS" (N. Travkin, entretien du 11/5/1993).

La sortie de Travkin avant le congrès est donc considérée par El'cin, l'un des leaders de la Plateforme, comme un acte préparatoire à l'acte principal, un moyen de rendre encore plus crédible la volonté de scission <sup>163</sup>.

Il y a dans le choix de ce moment qui promet d'être fort médiatisé la volonté non seulement d'utiliser le congrès comme tribune, mais aussi de soigner sa réputation. La Plateforme démocratique ne quittera le Parti qu'après avoir prouvé la fermeture de ce dernier à toute réforme réelle, et non parce que "les rats quittent le navire". La sortie pose en effet un problème majeur d'interprétation:

"Les arguments de Popov et Afanas'ev <sup>164</sup> étaient que nous ne pouvions pas sortir du PCUS aujourd'hui parce que nos partisans le prendraient pour une trahison, parce que nous affaiblirions l'aile réformatrice du PCUS" (N. Travkin, entretien du 11/5/1993).

"Le groupe alors majoritaire dans la Plateforme démocratique – explique I. Jakovenko, adversaire du départ immédiat – considérait qu'il fallait sortir après le XXVIII<sup>ème</sup>

---

<sup>161</sup> V. LYSENKO. *Informacionnoe soobščenie...*, op. cit., 1990.

<sup>162</sup> *Ibid.*

<sup>163</sup> Cette tactique qui consiste à décomposer la menace originelle en une série de menaces consécutives plus petites pour la rendre plus crédible est signalée par T. SCHELLING (*The Strategy of Conflict...*, op. cit., 1966, p. 41).

<sup>164</sup> Alors qu'il évoquait la solution de la sortie dès janvier 1990 (cf. supra), Afanas'ev ne quitte le PCUS qu'en juin 1990, mais tout de même avant la majorité de la Plateforme au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès.

Congrès du PCUS parce que, en tant que membres du PCUS, nous avons une part de responsabilité dans ce qui s'était produit, qu'il ne fallait pas s'ériger en juges du PCUS, que le PCUS était une partie de la population (qui plus est, une partie assez grande), et qu'il était en fait hétérogène. [...] Il y a eu une série de réunions du Conseil de coordination où on a discuté cette question tactique. Dans l'ensemble, la majorité du Conseil de coordination et des organisations régionales soutenaient Šostakovskij et Lysenko dans leur volonté de ne pas sortir avant le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès, et on a alors mis les points sur les 'i'" (I. Jakovenko, entretien du 1/7/1993).

D'où l'énonciation par la Plateforme démocratique de conditions auxquelles elle accepterait de rester dans le Parti, conditions qu'elle sait pertinemment inacceptables par les délégués du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès parmi lesquels elle ne compte qu'une poignée de partisans<sup>165</sup>, même si elle ne parle pas de fractions:

"La conférence [de la Plateforme démocratique] considère les points de principe suivants comme des limites acceptables pour un compromis au congrès:

1/ Abandon du communisme comme but du PCUS (et par conséquent changement de nom du parti), proclamation comme but du Parti du socialisme démocratique, fondé sur les principes de liberté, justice et solidarité,

2/ Abandon du monopole d'une seule idéologie dans le parti. Les travaux de Marx, Engels, Plekhanov, Lénine, Gramsci et d'autres marxistes doivent être considérés comme l'une des sources théoriques du Parti à côté de toute la richesse de la pensée socialiste, humaniste,

3/ Abandon du monopole sur le pouvoir et orientation vers l'union, le dialogue avec les nouveaux mouvements démocratiques constructifs (Groupe interrégional des députés [MDG], bloc 'Russie démocratique', Mossovet, Lensovet<sup>166</sup>, parti social-démocrate, Parti démocratique de Russie [de Travkin], Confédération du travail, etc.),

4/ Démontage des bases organisationnelles d'un parti de type totalitaire, qui doivent être remplacées par des principes d'organisation propres à un parti de type parlementaire:

a/ remplacement du centralisme démocratique par les principes démocratiques généraux,

b/ liquidation du monopole de la constitution des organisations du Parti selon un principe territorial ou sur le lieu de travail,

c/ passage d'un principe unitaire à un principe fédératif de structuration du Parti,

d/ remplacement du système de la nomenklatura par des mécanismes démocratiques, entre autres celui des élections.

5/ Renouveau complet de la direction du Parti au centre et dans les régions pendant le congrès et juste après,

[6/] Réenregistrement des membres du Parti par plateformes après le congrès et octroi du droit de sortir librement du Parti"<sup>167</sup>.

---

<sup>165</sup> La Plateforme estime le nombre de ses sympathisants à 200-250 sur les 4 683 délégués, soit 5 % (IDEOLOGIČESKIJ OTDEL [Département idéologique]. Informacija o provedenii vtoroj Obščemoskovskoj konferencii "Demokratičeskoj platformy v KPSS" 26-27/5/1990 [Information sur la deuxième conférence moscovite de la "Plateforme démocratique du PCUS" des 26-27/5/1990], 1990, 2 p. [document interne du *rajkom* Sevastopol]).

<sup>166</sup> Les soviets des villes de Moscou et Leningrad sont ici comptés au nombre des "nouveaux mouvements démocratiques"!

<sup>167</sup> Obščepolitičeskaja rezoljucija Moskovskoj konferencii Demokratičeskoj platformy v KPSS, 26-27/5/1990, *op. cit.*

Le départ annoncé de la Plateforme pourra alors être justifié comme une conséquence logique de l'obstination du Parti.

Etant donné ce degré de préparation, on peut s'étonner que la Plateforme démocratique trouve le moyen de rater sa sortie au moment du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS.

A sa décharge, il faut reconnaître que le déroulement de ce congrès est largement imprévisible. La Plateforme démocratique avait anticipé un affrontement avec les "conservateurs" et tenté d'éliminer les "centristes" du jeu. Or la lutte principale se déroule entre Gorbačëv et les "conservateurs", et la Plateforme se trouve marginalisée. Gorbačëv ironise d'ailleurs quelques années plus tard en décrivant la pusillanimité et la confusion de ses porte-parole au congrès. Mais il peut bien se gausser, il admet lui-même le caractère imprévisible des événements en indiquant notamment que la Plateforme du Comité central avait été revue en catastrophe à la veille du congrès et qu'*"il ne subsistait pas un seul paragraphe de la version initiale du texte"*<sup>168</sup>.

Le congrès a lieu du 2 au 13 juillet 1990. La Plateforme démocratique ne fait aucune annonce, jusqu'à ce que El'cin prenne la parole le 12 (veille de la clôture) pour annoncer sa sortie individuelle du PCUS:

"Ayant été élu Président du Soviet suprême de la RSFSR et portant une énorme responsabilité devant les peuples de Russie, étant donné que la société passe au multipartisme, je ne peux exécuter les seules décisions du PCUS. En tant que chef du pouvoir exécutif suprême de la république, je dois me soumettre à la volonté du peuple et de ses représentants légitimes. Aussi, conformément aux obligations que j'ai endossées pendant la période électorale, j'annonce mon départ du PCUS pour avoir une plus grande capacité d'influencer efficacement l'activité des Soviets. Je suis prêt à coopérer avec tous les partis et organisations politiques et sociales de la république"<sup>169</sup>.

Sans faire aucune référence à la Plateforme démocratique, ni à ses revendications, El'cin semble bien s'être approprié une stratégie décidée collectivement en agissant avant la Plateforme, celle-ci ayant laissé en suspens la question, devenue (on le voit) essentielle, d'un départ *pendant* ou *juste après* le congrès. Cette appropriation par El'cin est complète puisque le départ de la Plateforme, aussitôt annoncé par Šostakovskij<sup>170</sup>, est interprété comme si elle *suivait* El'cin. C'est l'interprétation, exacte d'un point de vue strictement chronologique, qu'en a donnée la presse.

Certains membres de la Plateforme estiment d'ailleurs que, si El'cin n'avait pas acculé les représentants de la Plateforme au congrès à annoncer leur départ, ils n'en auraient probablement rien fait<sup>171</sup>.

Enfin, l'annonce de la Plateforme démocratique est brouillée par une contre-déclaration des opposants au départ qui indiquent que la Plateforme restera dans le PCUS. Dès le lendemain du congrès du PCUS, des membres du Conseil de coordination de la Plateforme considèrent

<sup>168</sup> M. GORBAČEV. *Žizn' i reformy...*, op. cit., 1995, vol. 1, p. 541 et 549.

<sup>169</sup> Zajavlenie B.N. El'cina na XXVIII s"ezde KPSS 12/7/1990g. o vyhode iz KPSS [Déclaration de B.N. El'cin au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès sur sa sortie du PCUS, 12/7/1990]. *Izvestija*, 13/7/1990 (cité par B. KOVAL'. *Rossija segodnja...*, op. cit., 1991, p. 461). El'cin ne fait là que se soumettre à une règle adoptée le 20 juin 1990 par le Congrès des députés de la RSFSR interdisant le cumul des fonctions de direction d'un organe de pouvoir et de l'administration de l'Etat avec tout autre fonction, y compris dans des organisations politiques (pour la référence au texte, cf. A. GAZIER. *Le bouleversement des institutions...*, op. cit., 2002, p. 145).

<sup>170</sup> "J'ai pris la parole [au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès] à deux reprises: la première fois lors des débats, la seconde pour déclarer au nom d'un groupe de délégués du congrès [...] que nous appelions à la division du PCUS, que nous appelions ceux qui n'étaient pas satisfaits du bilan et des décisions du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès à quitter cette organisation. Cette déclaration a retenti à la tribune le 12 juillet, et le 13 la décision de me renvoyer [du poste de recteur de l'Ecole supérieure du Parti de Moscou] était déjà prise" (V. Šostakovskij, entretien du 13/2/1991).

<sup>171</sup> Entretien de A. Čubajs avec S. Mitrofanov, 30/5/2004.

l'intervention de G. Gusev en ce sens comme une "provocation organisée par le Comité du Parti de la ville de Moscou"<sup>172</sup>. D'autres y voient une manipulation venant de plus haut:

"Soit les micros du présidium du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès ne pouvaient pas s'éteindre, soit Gorbačëv a oublié d'éteindre le sien, mais pendant l'intervention de Šostakovskij, il s'est adressé à l'un de ses voisins et lui a demandé (et toute la salle l'a entendu): '*où est Gusev, où est Gusev, trouvez-moi Gusev*'. Il était évident que tout était préparé" (A. Mehanik, entretien du 18/7/1994).

La sortie est donc peu réussie en raison d'un jeu politique complexe et peu prévisible au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès, des divisions internes à la Plateforme et de l'acteur politique "El'cin" qui, par sa position dans l'espace politique, se trouvera de plus en plus être celui que l'on suit.

Après son retrait du Parti, la Plateforme démocratique tente de régler deux problèmes de succession: l'un avec le PCUS, l'autre avec la partie restante de la Plateforme.

On se souvient que l'une des raisons qui poussaient la Plateforme à ne pas envisager sérieusement son départ en janvier 1990 était la possibilité de s'emparer d'une partie des ressources matérielles du Parti. En mai 1990, elle en vient à parler de *partage* de la propriété du Parti<sup>173</sup>, et au moment du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS, Šostakovskij soulève explicitement la question<sup>174</sup>. La Plateforme, s'il est besoin de le préciser, part les mains vides. Mais ce qui nous intéresse ici est son angle d'attaque:

"La conférence [moscovite de la Plateforme démocratique de mai 1990] se prononce pour une collaboration étroite de la Plateforme démocratique avec le nouveau Soviet de Moscou et propose de créer une commission mixte (de députés du Soviet de Moscou et de délégués de la conférence du Parti de la ville de Moscou) pour examiner le problème de la propriété du Parti à Moscou"<sup>175</sup>. Au lendemain du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès, le Conseil de coordination définit un "programme-maximum", qui consiste à "transférer aux Soviets la totalité des biens dont le PCUS s'est emparé illégalement", et un "programme-minimum" qui prévoit de "ponctionner les biens du PCUS en proportion du nombre de membres inscrits à la Plateforme démocratique pour remettre cette partie au moins aux Soviets"<sup>176</sup>.

Tant qu'elle était dans le Parti, la Plateforme essayait d'y introduire des règles du jeu provenant de l'arène électorale. A présent qu'elle a quitté le Parti, elle cherche à faire sortir de la sphère de compétence du PCUS vers celle des soviets le règlement d'une question interne au Parti (partage de la propriété entre fractions), en la transformant en un problème de droit (transfert au pouvoir légitime de biens illégalement acquis).

Notons que la question des biens du Parti n'a pas préoccupé la seule Plateforme démocratique et sera réglée par un mécanisme qui lui échappera. Au cours du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS, El'cin avertit les conservateurs qu'ils se trompent s'ils pensent faire main basse sur le patrimoine du PCUS en cas de départ des contestataires démocrates, et prédit "*une lutte populaire pour la nationalisation de tous les biens du PCUS en tant que parti qui a fait*

---

<sup>172</sup> Zasedanie KS Demokratičeskoj Platformy, 14-15/7/1990 [Réunion du Conseil de coordination de la Plateforme démocratique, 14-15/7/1990] (Dossier Plateforme démocratique, archives du M-BIO).

<sup>173</sup> Obščemoskovskaja konferencija DP KPSS 26/5/1990, *op. cit.*

<sup>174</sup> A. NELJUBIN. Raskolovšajasja Demplatforma [Une Plateforme démocratique scindée]. *Partijnaja žizn'*, avril 1991, 8.

<sup>175</sup> Obščepolitičeskaja rezoljucija Moskovskoj konferencii Demokratičeskoj platformy v KPSS, 26-27/5/1990, *op. cit.*

<sup>176</sup> Zasedanie KS Demokratičeskoj platformy, 14-15/7/1990, *op. cit.*

*faillite et qui se doit de compenser ses dettes à l'égard du peuple par ses biens*"<sup>177</sup>. En novembre 1990, il obtient de Gorbačëv l'interdiction pour les comités et cellules du Parti de mener une activité commerciale (cf. supra encadré 18, p. 309), qu'il voit comme un moyen d'escamoter ledit patrimoine<sup>178</sup>. En juillet 1991, un mois après son élection à la présidence de la Russie, El'cin interdit la présence du PCUS dans les entreprises et les administrations de la RSFSR. Le putsch d'août 1991 offre l'occasion au pouvoir russe de nationaliser les biens du PCUS et du PC de la RSFSR sis sur le territoire de la république et à l'étranger (*ukaz* d'El'cin du 25/8/1991)<sup>179</sup>.

Le second problème de succession concerne le label "Plateforme démocratique". Lorsque la partie sortante de la Plateforme se transforme en parti (Parti républicain de la Fédération de Russie, RPRF) en novembre 1990, elle demande à la partie restante d'abandonner le nom de "Plateforme démocratique du PCUS"<sup>180</sup>. Nous y reviendrons dans le chapitre suivant.

### 3/ Rester pour réformer le Parti de l'intérieur

La dernière partie de la Plateforme démocratique reste dans le PCUS après le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès (le tiers du Conseil de coordination avait opté pour cette solution). Ce qui reste de la Plateforme démocratique après le Congrès et les groupes qui s'y agrègent forment un ensemble assez hétérogène. L'aile "social-démocrate" restante est rejointe par la "section communiste" qui avait été exclue du MPK en décembre 1989<sup>181</sup>, par des socialistes "*convaincus*" mais aussi des "*réformateurs pragmatiques désidéologisés*" proches du groupe de Šostakovskij<sup>182</sup>.

Bien que composite, le groupe connaît une relative unité. Il se définit comme "social-démocrate", et ce label lui permet de se placer entre la Plateforme marxiste et la partie sortante de la Plateforme démocratique qui se situe de plus en plus du côté libéral. Il arrive à maintenir une unité organisationnelle en créant le "Mouvement démocratique des communistes" (*Demokratičeskoe dviženie kommunistov*, DDK) en novembre 1990, qui se transforme en août 1991 en parti (Parti communiste démocratique de Russie: *Demokratičeskaja partija kommunistov Rossii*, DPKR), tout en restant dans le PCUS. Après sa sortie du Parti au moment du putsch d'août 1991, le DPKR se choisira un nouveau nom de baptême sans référence au communisme: Parti populaire "Russie Libre" (*Narodnaja partija "Svobodnaja Rossija"* ou NPSR).

En revanche, cet ensemble connaît de fortes dissensions quant à la stratégie à mettre en œuvre. Les uns veulent créer au sein du Parti un PC démocratique qui, allié à la Plateforme marxiste, constituerait un pôle d'opposition aux conservateurs du PC de la RSFSR. Comme l'explique G. Vodolazov, chef de file de cette tendance:

---

<sup>177</sup> Iz vystuplenija B.N. El'cina na XXVIII s'ezde KPSS, 6/7/1990 [Discours de B.N. El'cin au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS, 6/7/1990]. *Pravda*, 8/7/1990 (cité par B. KOVAL'. *Rossija segodnja...*, op. cit., 1991, p. 456).

<sup>178</sup> Vystuplenie B.N. El'cina na vtoroj sessii Verhovnogo soveta RSFSR, 13/11/1990 [Discours de B.N. El'cin à la deuxième session du Soviet suprême de la RSFSR, 13/11/1990]. *Rossijskaja gazeta*, 15/11/1990 (cité par B. KOVAL'. *Rossija segodnja...*, op. cit., 1991, p. 473).

<sup>179</sup> A. GAZIER. Le bouleversement des institutions..., op. cit., 2002, p. 145.

<sup>180</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. Slovar' oppozicii. Novye političeskie partii i organizacii Rossii [Dictionnaire de l'opposition. Les nouveaux partis et organisations politiques en Russie]. *Analitičeskie sborniki informacionnogo agentsvta Postfactum*, série "Sostojanie strany", avril 1991, 4-5, p. 11.

<sup>181</sup> DemPlatforma uhodit... kto vmesto neë ? *Dialog*, 14, septembre 1990, p. 37-39 (interview de V. Lipickij).

<sup>182</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. Slovar' oppozicii..., op. cit., 1991, p. 11. Cf. graphique 5 "Evolution des clubs du Parti" en annexe p. 497.

"Nous avons envoyé à huit (moi, Laci, Boris Kapustin, Vasilij Lipickij, Igor' Pankin...) une lettre, un appel aux *Izvestija* pour former un parti communiste démocratique. Un PC russe, le Parti communiste de Russie de Polozkov, s'était formé au sein du PCUS, et nous nous sommes donné pour tâche de rester encore dans le PCUS pour créer un second parti communiste parallèle en Russie. Nous l'avons appelé 'Parti communiste démocratique de Russie' (DPKR). [...] Nous avons écrit un programme, organisé un congrès. Au premier congrès (2-4 août 1991), j'ai fait un rapport politique, programmatique, et j'ai dit que nous irions au XXIX<sup>ème</sup> Congrès du PCUS, mais que ce devait être le dernier. Nous avons l'intention de nous séparer du PCUS, le PCUS devait se diviser en quatre partis au moins" (G. Vodolazov, entretien du 25/8/1993).

Les autres acceptent d'entrer dans les organes centraux du pouvoir du PC russe conservateur de I. Polozkov (dès septembre 1990). Cette stratégie suppose de reconnaître la légitimité du PC conservateur; en échange, la Plateforme démocratique restante y est représentée en tant que courant. Cette position provoque un conflit interne:

"Ruckoj et Lipickij sont entrés dans le Comité central du PC russe, et nous les avons critiqués pour cela. Nous avons publié une lettre dans la *Literaturnaja gazeta* où nous appelions les membres du Parti à ne pas entrer dans le Parti communiste de Russie, que nous qualifions de réactionnaire" (G. Vodolazov, entretien du 25/8/1993).

Le second courant est dominant dans ce qui devient le Mouvement démocratique des communistes (DDK) puis le Parti communiste démocratique de Russie (DPKR) avec l'arrivée début août 1991 d'Aleksandr Ruckoj, député de la RSFSR devenu vice-président de la Russie sur le ticket de Boris El'cin en juin 1991<sup>183</sup>. Si Ruckoj donne au mouvement une indéniable publicité, il contribue notablement à brouiller son image "démocratique" et "social-démocrate" par son passé d'officier supérieur dans l'armée<sup>184</sup> et sa proximité avec le courant nationaliste lors de la campagne de 1989 (il est resté jusqu'à l'automne 1990 vice-président de la direction de l'association national-patriotique *Otečestvo – Patrie*). Cette stratégie d'entrisme dans les organes dirigeants du PC russe se voit néanmoins stoppée le 6 août 1991, deux jours après le congrès constitutif du DPKR, lorsque Lipickij et Ruckoj se font exclure du PCUS et du PC de la RSFSR pour "*activités contraires aux statuts et incitation à la scission dans le Parti*"<sup>185</sup>. On a toutefois du mal à saisir la gravité d'une telle sanction en 1991, et le putsch des 19-21 août tombe à point pour en inverser le sens:

"Au plus fort du putsch, explique V. Lipickij, nous avons déclaré que notre parti se séparait du PCUS en tant que force qui non seulement a été incapable de contrecarrer le putsch mais l'a en fait soutenu" (V. Lipickij, entretien du 6/5/1992).

Quelle que soit la stratégie adoptée par la Plateforme démocratique demeurée dans le Parti et ses avatars, on voit que le PCUS ne compte pratiquement plus dans les calculs et que les enjeux de pouvoir sont situés au niveau républicain. La fédéralisation du PCUS est désormais admise comme une donnée. Les seules forces qui refusent cette fédéralisation sont

---

<sup>183</sup> Cf. le chapitre suivant.

<sup>184</sup> Il a combattu en Afghanistan au poste de commandant adjoint des forces aériennes de la 40<sup>ème</sup> armée. Son avion ayant été abattu, il est fait prisonnier au Pakistan par des moudjahiddin. Il est récupéré par les services secrets pakistanais et remis aux autorités soviétiques. A son retour en URSS en 1988, il est décoré du titre de Héros de l'Union soviétique et entre à l'Académie militaire de l'Etat-major (il en sort en 1990) (A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ. *Kto est' kto v rossijskoj politike (300 biografij)* [Le who's who de la politique en Russie (300 biographies)]. Moscou: Panorama, 3 vol., 1993, 678 p.).

<sup>185</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. *Sto politikov Rossii. Kratkij biografičeskij slovar'...*, op. cit., 1992, p. 26.

surtout celles des conservateurs, qui multiplient les organisations pansoviétiques internes au PCUS: "Mouvement d'initiative communiste" créé en janvier 1990 et proche des positions "orthodoxes" du Front uni des travailleurs (OFT); "Plateforme bolchevique" apparue en juillet 1991 sur la base du parti de Nina Andreeva "Unité pour le léninisme et les idéaux communistes"<sup>186</sup>.

Les institutions centrales du PCUS, elles, lâchent de plus en plus de lest. Elles abandonnent les principaux dogmes. Les nouveaux statuts votés par le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès mettent fin au centralisme démocratique<sup>187</sup>. Le programme "Socialisme, Démocratie et Progrès", adopté en plénum par le Comité central du PCUS en juillet 1991, admet "*l'abandon par le PCUS de la lutte des classes, de son rôle d'unique défenseur de la classe ouvrière*" et reconnaît l'existence d'autres théories politiques que le communisme<sup>188</sup>. Paradoxalement, on a l'impression que le départ de la Plateforme démocratique au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès fait sauter les verrous, les interdits, un peu comme si, avec la disparition de la Plateforme et de ses revendications, on ne pouvait plus interpréter ces fléchissements comme une capitulation. Ce qui accélère le processus de déliquescence du Parti.

A mesure que se développent les luttes de pouvoir au sein du PCUS, les clubs du Parti sont investis par différents types de notables, reçoivent des ressources et une certaine crédibilité. Ils deviennent des acteurs importants, surtout lorsqu'ils se présentent sous la forme unifiée de la "Plateforme démocratique". Les réformateurs du Comité central ("modérés" ou "centristes") n'entrent pas dans la Plateforme, mais la créditent de signes de reconnaissance. Ces clubs leur permettent d'aborder des sujets tabous (liberté des fractions et abrogation de l'article 6 de la Constitution) sans en prendre directement l'initiative. Comme dans la première période, la collusion comporte aussi des éléments de conflit: "démocrates" et "réformateurs modérés" visent à s'affaiblir mutuellement en tant que concurrents. Les clubs s'efforcent de rendre les "modérés" invisibles (en les confondant avec les "conservateurs" du Comité central), Gorbačëv ignore la Plateforme démocratique lors du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du Parti.

Jusqu'aux élections de 1990, le Parti est perçu comme un lieu de pouvoir. Les "démocrates" se battent pour y obtenir des positions (par l'introduction de nouvelles règles du jeu, par une lutte de labels, en menaçant de faire scission). Les réformateurs du Comité central ne l'abandonnent pas non plus: Gorbačëv ne scinde pas le Parti en deux (comme le lui conseille Jakovlev depuis 1985), ne prend pas la tête d'un parti social-démocrate qui serait né des cendres du PCUS. L'aile réformatrice du Comité central s'efforce au contraire de sauver la face du Parti (en entamant une course de vitesse avec le Congrès des députés de l'URSS sur la question de l'abrogation de l'article 6).

Mais paradoxalement, ce que font aussi bien les clubs du Parti que les réformateurs "centristes" du CC pour gagner ou conserver des positions dans le PCUS contribue à affaiblir cette arène. Le rythme institutionnel, les règles de recrutement de l'appareil, la hiérarchie des positions que veulent imposer les clubs proviennent de l'arène électorale; autrement dit, les clubs veulent soumettre le Parti à des processus qui se déroulent sur un *autre* site de compétition politique, qui plus est concurrent de l'arène du Parti. Quant aux réformateurs du CC, ce sont eux qui imposent au Parti la fin de son monopole *de jure* sur le pouvoir.

Les clubs du Parti évoluent rapidement vers une logique d'affrontement. Pour faire pression, ils *menacent* de sortir du Parti communiste et de passer dans l'opposition, mais finissent par basculer *réellement* dans l'opposition par des processus interdépendants et

---

<sup>186</sup> A. ZEVELEV et alii. *Političeskie partii Rossii...*, op. cit., 2000, p. 552.

<sup>187</sup> Ils sont publiés dans la *Pravda* du 18/7/1990.

<sup>188</sup> Sur ce programme, cf. M. SANDLE. The final word: the draft party programme of July/August 1991. *Europe-Asia Studies*, 48 (7), novembre 1996, p. 1131-1151.



cumulatifs: (i) une distanciation croissante avec l'étiquette "communiste" due au jeu de labellisation, aux scissions internes et à la nécessité de rester dans la compétition avec les partis et organisations démocratiques hors de l'arène du Parti, (ii) l'intervention des conservateurs visant à sortir la Plateforme démocratique de l'arène de compétition du Parti. Ce basculement dans l'opposition est largement le fruit d'un enchaînement de coups non maîtrisé par les dirigeants de la Plateforme démocratique.

## CHAPITRE 3

### LA DISSOLUTION DE L'IDENTITE "INFORMELLE"

Après une période de fluidité importante pendant la phase électorale de 1989-1990, le jeu se clarifie puisque: (i) l'arène électorale prend le dessus sur celle du Parti, (ii) la carte radicale et "anticommuniste" permet de remporter les élections, et (iii) le clivage entre l'URSS et la Russie devient déterminant. Ces points de repère agissent comme des contraintes sur la reconfiguration du mouvement informel/démocratique et sont autant d'éléments qui dissolvent l'identité des informels. Ceux-ci avaient déjà perdu une partie de leur identité lors de la phase électorale en s'immergeant dans le mouvement démocratique; à partir de mars 1990, ce qui faisait leur originalité au départ s'évapore complètement.

Les clubs sont dénaturés et deviennent des "partis". Les acteurs anticipent que tout se jouera désormais sur l'arène électorale; le "parti" apparaît comme la forme la plus appropriée à prendre pour rester dans le jeu. On assiste à une prolifération de partis, chacun voulant créer son "entreprise". Le jeu consiste à se distinguer les uns des autres, notamment par l'appropriation d'étiquettes, phénomène qui n'existait pas dans le mouvement informel. Simultanément à la multiplication des partis, les acteurs du mouvement semblent anticiper une bipolarisation de l'espace politique où le PCUS, qui deviendrait le refuge des conservateurs, s'opposerait à un grand parti démocratique ou à une coalition de partis. Le champ des partis démocratiques a donc une structure assez étrange où les acteurs s'efforcent de créer un mouvement fédérateur contre leurs adversaires, mais sont pris dans une dynamique de compétition effrénée qui les pousse à créer leurs petits partis pour avoir une existence dans cette grande union.

Les informels/démocrates sont désormais du côté des gouvernants sur l'arène russe. A partir des élections de 1989, El'cin est devenu un point focal dont le mouvement ne peut se débarrasser et dont il est de plus en plus dépendant. Sans que les informels/démocrates le veuillent vraiment, il devient le leader de leur mouvement. Quand il arrive au pouvoir en Russie (à la présidence du Soviet suprême de la RSFSR en 1990 puis à celle de la Russie en 1991), les informels/démocrates sont coincés dans une relation de collusion où leur autonomie d'action est extrêmement réduite. C'est une forme de collusion très différente de celle qui existait entre les informels et les réformateurs du Parti en 1987-1988. Les informels étaient alors du côté des opposants et étaient devenus des sortes de "révolutionnaires loyalistes". Ils sortaient de plus en plus des cadres, jouaient un double jeu, sans pour autant remettre en question la collusion elle-même. Dans les relations avec El'cin en 1990-1992, il n'y a pas de possibilité de jouer un double jeu.

Dans le double clivage "Russie / Union" et "démocrates / communistes", le mouvement démocratique est également amené à se définir comme "russe" (alors que la dimension "nationale" ne constituait pas pour les clubs informels moscovites un élément de définition) et comme "libéral". Les pouvoirs exécutifs russe et soviétique s'opposent notamment sur le choix d'un programme économique. Du fait de sa collusion avec El'cin, le mouvement démocratique soutient le programme d'orientation libérale du pouvoir exécutif russe. Le label "libéral", tel qu'il est utilisé dans le mouvement, est polysémique: il va de l'anticommunisme à la défense du modèle politique des démocraties occidentales (libéralisme politique), et de l'"économie sociale de marché" à l'ultralibéralisme (libéralisme économique). L'invocation de ce label est un moyen de maintenir la collusion avec El'cin. Ceux qui le refusent (certains informels de la première cohorte restent à gauche) se trouvent exclus du mouvement démocratique et deviennent des opposants à El'cin. Ceux, parmi les démocrates, qui cherchent à sortir de la relation de dépendance vis-à-vis d'El'cin doivent également sortir du

mouvement. Certains le font, à partir de 1992, en se rapprochant des "centristes" ou des "nationalistes". L'identification du mouvement démocratique au libéralisme est une rupture avec le mouvement informel, qui se définissait à "gauche" (terme lui aussi polysémique, comme on l'a vu plus haut).

Le mouvement qui ressort de cette reconfiguration n'a pratiquement plus rien en commun avec le mouvement informel de la période antérieure.

Nous analyserons d'abord la transformation des clubs en partis et la formation du champ des partis démocratique (section A), puis la relation particulière de dépendance progressive du mouvement démocratique vis-à-vis d'El'cin, relation qui contraint fortement la construction de l'identité et le positionnement des démocrates (section B).

### **Section A: Formation du champ des partis démocratiques**

Au lendemain des élections de mars 1990, les acteurs du mouvement démocratique semblent anticiper que l'espace politique se structurera autour de trois éléments, et cette anticipation a des effets immédiats sur la formation des partis. Tout d'abord, ils comprennent que le *jeu électoral* sera désormais déterminant et que, pour y occuper une place, l'une des solutions est de créer des partis. Ils perçoivent également que, dans l'opposition entre l'Union et la Russie, c'est sur l'arène *russe* qu'ils doivent se positionner. Les partis qui apparaissent en 1990 sont des partis russes. Enfin, ils anticipent que le jeu politique s'organisera autour de *deux pôles* – communistes conservateurs vs démocrates – et que, pour faire le poids face aux communistes et remporter les compétitions électorales futures, étant donné le mode de scrutin majoritaire, il leur faut procéder à des regroupements, constituer une grande coalition. Les acteurs du mouvement sont ainsi pris dans une dynamique de compétition entre eux qui les condamne à exister sous la forme de "partis" et à entrer dans un multipartisme effréné: ils sont amenés à prendre le contre-pied de ce qu'ils anticipent (création d'un seul grand parti ou mouvement démocratique puissant).

La compétition qui se déroule dans ce champ partisan en formation a un double enjeu: (i) les petits partis doivent réussir à se distinguer les uns des autres pour avoir une existence propre dans le mouvement démocratique, (ii) les "gros joueurs" sont en concurrence pour prendre la tête du grand mouvement démocratique qui chapeautera les autres partis.

L'univers des partis démocratiques qui apparaît en mars-avril 1990 se structure selon plusieurs lignes de clivage. La plus visible est la lutte de labels. Mais, de façon sous-jacente, les origines des acteurs contribuent elles aussi à structurer ce champ partisan: il y a un clivage entre les deux cohortes d'arrivée, mais également entre les arènes politiques d'origine (arène électorale et arène du Parti). Aussi les regroupements ne se font-ils pas nécessairement autour d'une même étiquette idéologique, comme la logique pourrait le laisser supposer.

Nous verrons dans un premier temps comment la forme "parti" s'impose au mouvement démocratique (I), puis comment se structure ce champ partisan (II).

## I/ Le "parti": l'attraction d'une forme institutionnelle

Les premières tentatives de rompre avec la forme "club", on s'en souvient, datent de la seconde moitié de 1988, lorsque apparaissent le "parti" Union démocratique et les "fronts populaires"<sup>1</sup>. Les dirigeants du Front populaire de Moscou (MNF) cherchaient alors à créer un "mouvement de masse" et voyaient dans la forme "club" un frein à une telle transformation.

A partir de la campagne électorale de 1989, le mouvement de distanciation avec la forme "club" et le label "informel" se généralise. Les informels de la première génération eux-mêmes abandonnent définitivement ces deux marqueurs qui constituaient jusqu'alors leur identité. La forme "club" leur semble de plus en plus dépassée. L'identité "informel" est plus souvent associée à l'Union démocratique (qui est marginalisée dans le mouvement mais occupe l'attention des médias) qu'à des clubs plus centraux comme Perestrojka démocratique. Les informels sont réduits à l'image de groupes ne sachant que manifester, or ce mode d'action est perçu après les élections de 1990 comme une marque d'immaturité politique. Cette double association à l'Union démocratique et aux manifestations fait comprendre aux informels que leur label est devenu disqualifiant. Ils n'ont pas su ou pu maîtriser les connotations qui lui sont désormais associées.

La forme "parti" est l'une des voies possibles de transformation dans laquelle s'engouffrent les clubs informels. Elle leur permet de montrer leur intention de participer au processus électoral, devenu depuis 1989 et 1990 un élément majeur du jeu politique. Les acteurs savent que, dans les pays dotés d'un système démocratique (perçu comme le modèle vers lequel se dirige l'URSS), la conquête du pouvoir se fait par l'intermédiaire des partis. Par ailleurs, le mode de scrutin jusqu'à présent utilisé (scrutin uninominal) favorise le regroupement de candidats autour d'un même label (en 1990, les candidats se sont groupés autour du bloc Russie démocratique). Enfin, depuis mars 1990, il est possible de créer des partis en toute légalité puisque la Constitution de l'URSS autorise le multipartisme<sup>2</sup>.

La dénomination "parti" a un effet d'objectivation, un *pouvoir d'auto-accomplissement*<sup>3</sup>. Elle exerce des effets de contrainte sur leurs fondateurs, qui ont des représentations vagues de la "bonne forme" d'un parti. Ils dotent leurs organisations d'attributs – étiquette idéologique, programme, statuts, organes de direction – susceptibles à leurs yeux d'attester leur nouvelle identité.

La dénomination "parti" a également un pouvoir d'auto-accomplissement auprès d'autres acteurs importants de la vie politique et procure un crédit qui produit de la réalité:

"Le protoparti en tant que phénomène politique existe grâce à une sorte de crédit qui lui est attribué par la société ou l'Etat en attendant la tenue d'élections dans un avenir indéterminé. Ce crédit s'exprime avant tout par le fait que les autres protopartis le reconnaissent en tant que partenaire plus ou moins égal, en conséquence de quoi il peut entrer dans des coalitions. L'attention (favorable ou hostile) que l'Etat, les médias,

---

<sup>1</sup> Cf. supra p. 221 et suiv.

<sup>2</sup> L'article 6 de la Constitution de l'URSS, dans sa version du 14/3/1990, dispose que "*le PCUS, les autres partis politiques ainsi que les organisations syndicales, les organisations sociales et les mouvements de masse, par l'intermédiaire de leurs représentants élus dans les soviets des députés du peuple et sous d'autres formes, participent à l'élaboration de la politique de l'Etat soviétique, à la direction des affaires de l'Etat et des affaires de la société*". L'article 51 précise que "*les citoyens de l'URSS ont le droit de s'associer en partis politiques, en organisations sociales, de participer aux mouvements de masse, qui contribuent au développement de l'activité politique, de l'initiative et à la satisfaction de leurs intérêts les plus divers*". La loi sur les unions sociales du 9/10/1990 viendra confirmer cette évolution (Zakon SSSR ob obščestvennyh ob'edinenijah. *Pravda*, 16/10/1990) et entrera en vigueur le 1/1/1991.

<sup>3</sup> P. BERGER, T. LUCKMANN. *La construction sociale de la réalité*. 4<sup>e</sup> édition. Paris: Méridiens Klincksieck, 1994, p. 173-175.

et par conséquent les futurs électeurs lui portent comme prétendant potentiel au pouvoir constitue une autre forme de crédit"<sup>4</sup>.

Que les nouveaux partis (ou, selon les termes de S. Mitrohin, les "protopartis") s'accordent une reconnaissance mutuelle pour marquer collectivement leur existence est facilement compréhensible. Mais ce qui pousse d'autres acteurs à leur accorder un tel crédit, à leur fournir ce que P. Berger et T. Luckmann nomment une *structure de plausibilité*<sup>5</sup>, apparaît peut-être avec moins d'évidence. Les partis rendent service à une multiplicité d'acteurs de l'espace politique en remplissant deux rôles: (i) leur seule existence permet de prouver la bonne marche de la démocratisation et la "normalisation" du système politique soviétique, (ii) leur profusion et leur relative opacité pour les non-initiés permettent l'émergence d'un "marché" de l'expertise politique.

La suppression en mars 1990 du rôle dirigeant du PCUS est un symbole lourd. La légalisation du multipartisme qui s'ensuit est promue, avec les élections libres, au rang de symbole de la démocratie. L'apparition presque immédiate des partis vient ainsi attester la réalité du processus de démocratisation et sert de gage pour l'avenir. Est appliqué à la Russie un modèle normatif, véhiculé par les experts politiques, aussi bien soviétiques qu'occidentaux, où la démocratie ne se conçoit pas sans élections libres, et les élections libres sans partis. Les partis jouent leur partition, puisqu'en adoptant un système de classification à l'occidentale (qui rétablit le sens "normal" de la droite et de la gauche, jusqu'alors inversé<sup>6</sup>), ils contribuent à ramener la Russie au bercail des nations "civilisées", à "normaliser" le champ politique soviétique. À côté de la classification occidentale, comme nous le verrons plus loin, certains partis reprennent des étiquettes issues de la classification prérévolutionnaire russe, mais ces étiquettes se rattachent plus ou moins à des familles politiques connues en Occident (les "cadets" sont des libéraux). Aussi serait-il excessif de voir une dualité des systèmes de référence, dans la mesure où le système occidental sert de matrice principale. La crédibilité du nouveau système politique repose donc en partie sur l'existence et la crédibilité des partis.

Les députés de l'URSS apportent eux aussi un crédit aux partis, voyant en eux des appuis potentiels pour les prochaines échéances électorales<sup>7</sup>. Certains membres du Groupe interrégional des députés (MDG) participent, dès 1989, à des congrès constitutifs (ou comités organisateurs) de partis, s'interrogent sur l'opportunité d'une alliance avec tel parti promis à un bel avenir. Ju. Afanas'ev, N. Tutov (député d'Orenbourg) et A. Obolenskij prennent part au congrès constitutif de l'Association social-démocrate (SDA); G. Burbulis, qui avait dirigé la campagne électorale d'El'cin en 1990, se demande s'il vaut mieux collaborer avec la SDA ou avec le Club du Parti de Moscou (à l'origine de la Plateforme démocratique du PCUS)<sup>8</sup>.

Autres agents de cette structure de plausibilité, de nouveaux experts politiques font leur apparition et utilisent l'étude des partis comme "fonds de commerce". Ils jouent leur part dans la crédibilisation des partis en plaquant sur les réalités russes un système normatif où les partis sont réputés être la clé de voûte d'un système représentatif. La plupart des publications qui paraissent en 1990 et 1991 se contentent souvent de recenser les partis et de les ranger de

---

<sup>4</sup> S. MITROHIN. *Novye partii v političeskom spektre Rossii* [Les nouveaux partis du spectre politique russe]. Moscou, 1991, 20 p.

<sup>5</sup> P. BERGER, T. LUCKMANN. *La construction sociale de la réalité...*, *op. cit.*, p. 215-216.

<sup>6</sup> Dorénavant, les socialistes, les communistes, etc. sont placés à gauche, les libéraux à droite. On se souvient qu'à la période antérieure, les libéraux étaient qualifiés de gauche tandis que les conservateurs communistes étaient à droite.

<sup>7</sup> d'autant que certains n'excluent pas l'éventualité d'une législature écourtée du Congrès de l'URSS, en principe élu pour cinq ans (cf. infra note 94, p. 367).

<sup>8</sup> V. IGRUNOV. *O stanovlenii politiki na rubeže vos'midesjatyh i devjanostyh* [L'émergence de la politique au tournant des années 1980 et 1990], 1992.

gauche à droite selon les étiquettes revendiquées, contribuant ainsi largement à légitimer la définition que ces nouvelles organisations politiques donnent d'elles-mêmes.

Le monde de l'expertise est segmenté mais interconnecté. Il recrute tout d'abord parmi les anciens spécialistes du mouvement informel. Il s'agit (i) d'informels eux-mêmes<sup>9</sup>, dont certains deviendront journalistes ou conseillers politiques, (ii) de chercheurs proches des clubs informels (c'est le cas de N. Beljaeva, juriste et membre de l'Association soviétique de sociologie de l'Académie des sciences<sup>10</sup>), (iii) de fonctionnaires du Parti chargés de suivre les clubs informels. Des instructeurs des deux *rajkom*s du Parti de la "zone expérimentale" à Moscou (arrondissements Sevastopol' et Čerėmuški) publient un répertoire d'organisations politiques, entamant ainsi une activité *indépendante* (i.e. privée) d'édition puis d'expertise<sup>11</sup>.

V. Berezovskij réussit particulièrement bien sa reconversion d'instructeur du Parti en expert politique. D'abord enseignant d'histoire puis directeur d'école, il devient en 1987, à l'âge de trente ans, instructeur du *rajkom* Sevastopol' puis, selon certains témoignages d'informels, travaille pour le Comité du PCUS de la ville de Moscou (MGK). En 1991, il publie avec N. Krotov, ancien instructeur du *rajkom* Čerėmuški, un catalogue d'organisations politiques, édité par l'Institut des mouvements politiques de masse de l'Université russo-américaine<sup>12</sup>. En 1993, il soutient une thèse de candidat en histoire sur "*le multipartisme en Russie à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle: processus d'émergence (1987-1991)*"<sup>13</sup>, qui lui confère une seconde forme de légitimité en tant qu'expert politique. En 1992, il crée un "Centre d'information analytique sur la conjoncture politique en Russie" qui aura plus tard pour client l'Administration du Président de la Russie.

Des institutions savantes et semi-savantes d'analyse politique recueillent elles aussi des données sur les partis, ce qui permet à certaines de basculer dans le domaine de l'expertise. Des centres de recherche en science politique, comme l'Association soviétique de sciences politiques (dont le vice-président Koval' publie un recueil de documents sur les partis<sup>14</sup>) ou le Centre d'étude des processus sociopolitiques et idéologiques<sup>15</sup>, se placent sur ce terrain. Des structures rattachées au Comité central du PCUS publient des répertoires et analyses

---

<sup>9</sup> Voir par exemple V. PRIBYLOVSKIJ. Slovar' oppozicii. Novye političeskie partii i organizacii Rossii [Dictionnaire de l'opposition. Les nouveaux partis et organisations politiques en Russie]. *Analitičeskie sborniki informacionnogo agentsvta PostFactum*, série "Sostojanie strany". Moscou, avril 1991, 4-5, 51 p.; S. MITROHIN. *Novye partii v političeskom spektre Rossii...*, op. cit., 1991; M. MALJUTIN. *Konceptual'nye modeli i real'noe političeskoe povedenie političeskikh partij i obščestvennyh dviženij v Rossii* [Modèles conceptuels et comportement politique réel des partis politiques et mouvements sociaux en Russie]. Moscou, 1991.

<sup>10</sup> N. BELJAEVA dir. *Mnogopartijnost' v Rossii, 1917-1990 gg.* [Le multipartisme en Russie, 1917-1990]. *Problemy Vostočnoj Evropy*, 31-32, 1991, p. 79-163.

<sup>11</sup> V. BEREZOVSIIJ, N. KROTOV, V. ČERVJAKOV. *Rossija: Partii, Associacii, Sojuzy, Kluby. Spravočnik* [Russie: partis, associations, unions, clubs. Annuaire]. Moscou: Institut des mouvements politiques de masse, 1991, 2 vol., 338 p.

<sup>12</sup> L'université, créée en 1990, a un statut d'ONG internationale. L'Institut des mouvements politiques de masse, dirigé par N. Krotov, a publié entre 1991 et 1993 un recueil de documents de partis en dix volumes, des annuaires biographiques sur les milieux politique, militaire et économique, ainsi que le périodique "Chronique du multipartisme" (cf. *Spravočnik po analitičeskim centram* [Guide des centres d'analyse]. Moscou: *Vek XX i mir*, 1994).

<sup>13</sup> V. BEREZOVSIIJ. *Rossijskaja mnogopartijnost' v konce XX veka: process vznikovenija (1987-1991 gg.)*, Résumé de thèse, Institut d'histoire de la Russie de l'Académie des sciences. Moscou, 1993, 29 p.

<sup>14</sup> B. KOVAL'. *Rossija segodnja. Političeskij portret v dokumentah, 1985-1991* [La Russie aujourd'hui. Portrait politique par les documents, 1985-1991]. Moscou, 1991, 511 p.

<sup>15</sup> V. SMOLJANSKIJ. dir. *Mnogopartijnost' i obščestvennye dviženija* [Multipartisme et mouvements sociaux]. Moscou: Centre d'étude des processus sociopolitiques et idéologiques, 1990, 3 vol.

(Académie des sciences sociales près le CC<sup>16</sup>, Institut du marxisme-léninisme<sup>17</sup>, presse du Parti<sup>18</sup>), révélant ainsi que le plus haut échelon du PCUS engrange des informations sur les partis. Le Comité central affecte deux de ses subdivisions au recueil de données (et le fait savoir publiquement par des publications): le Département pour la construction du Parti et la politique des cadres, et le Département pour les "relations avec les organisations sociales", créé en 1990, qui fait appel à des collaborateurs externes, y compris certains informels<sup>19</sup>. En publiant des recueils de matériaux de partis, l'association de propagande "Znanie" tente elle aussi probablement de se reconvertir dans l'expertise<sup>20</sup>. Enfin, les établissements supérieurs de formation des cadres de l'administration centrale<sup>21</sup> et du personnel politique de l'armée intègrent à leurs programmes des cours sur le multipartisme et éditent des manuels. Dans l'un de ces manuels, un colonel de l'Académie de sciences humaines des Forces armées souligne à quel point il est nécessaire de connaître les partis car "*les associations politisées [...] tentent de s'infiltrer dans le milieu de l'Armée et de la Flotte*"<sup>22</sup>.

<sup>16</sup> *Hhristianskie partii i samodejatel'nye ob"edinenija. Sbornik materialov i dokumentov* [Les partis et associations autonomes chrétiens. Recueil de matériaux et documents] Moscou: Académie des sciences sociales près le Comité central du PCUS, 1990.

<sup>17</sup> B. SLAVIN, V. DAVYDOV. *Novye obščestvenno-političeskie dviženija i organizacii v SSSR (Dokumenty i materialy)* [Les nouveaux mouvements et organisations sociopolitiques en URSS (documents et matériaux)]. Moscou: Institut du marxisme-léninisme près le CC du PCUS, 1990, 3 vol.

<sup>18</sup> *Partijnje organizacii i samodejatel'nye dviženija* [Organisations partisans et mouvements autonomes]. *Partijnaja žizn'*, 3, février 1990, p. 29-33.

<sup>19</sup> Ainsi Maksim Mejer, ancien membre du Club d'initiatives sociales (KSI), publie une étude sur la social-démocratie sous l'égide du Département pour les relations avec les organisations sociales (M. MEJER. *Socialističeskaja al'ternativa v SSSR: istoriko-sociologičeskij očerk* [L'alternative socialiste en URSS: essai historique et sociologique] In TORŠIN dir. *Social-demokratičeskie organizacii v SSSR: nekotorye problemy razvitija (1987-1990)* [Les organisations sociales-démocrates en URSS: quelques problèmes de développement (1987-1990)]. Moscou, 1990 p. 6-18).

Pour sa part, le Département pour la construction du Parti et la politique des cadres fait appel à des experts du Komsomol spécialisés dans l'étude du mouvement informel, comme V. Levičeva, chef du Département d'initiatives sociales et du mouvement autonome des jeunes du Centre de recherche de l'École supérieure du Komsomol près le Comité central du Komsomol, et membre de la Commission d'étude sur le mouvement informel de l'Association soviétique de sociologie. Elle est l'auteur de plusieurs répertoires de partis (par exemple V. LEVIČEVA. dir. *Katalog-spravočnik neformal'nyh samodejatel'nyh organizacij i nezavisimoj pressy SSSR* [Catalogue-répertoire des organisations autonomes informelles et de la presse indépendante en URSS]. Moscou: Ecole Supérieure du Komsomol près le CC du VLKSM, Département des initiatives sociales et du mouvement autonome des jeunes du Centre de recherche scientifique, 1990, 307 p.; V. LEVIČEVA, A. NELJUBIN. *Novye obščestvenno-političeskie organizacii, partii i dviženija* [Les nouveaux organisations, partis et mouvements sociopolitiques]. *Izvestija CK KPSS*, août 1990, 8, p. 145-161).

<sup>20</sup> A. DANILOV, S. ZASORIN. *Novye političeskie partii i dviženija Rossijskoj Federacii. Kratkij spravočnik lektora* [Les nouveaux partis et mouvements politiques de la Fédération de Russie. Petit guide du conférencier]. Moscou, 1991, 56 p.; A. DANILOV, S. ZASORIN. *Političeskie partii na sovremennom ètape. Kratkij slovar' lektora* [Les partis politiques à l'heure actuelle. Petit dictionnaire du conférencier]. Moscou, 1992.

<sup>21</sup> Le Centre de sciences politiques de l'Académie de Gestion de Russie publie un recueil sur les partis (A. ZOTOVA dir. *Monogopartijnost' v Rossii: bloki i koalicii* [Le multipartisme en Russie: blocs et coalitions]. Moscou, 1992). L'Académie de Gestion est l'ancienne Académie des sciences sociales près le Comité Central du PCUS; elle s'appelle aujourd'hui "Académie de la fonction publique de Russie". Zoja Zotova est adjointe du chef de la chaire de théorie des partis politiques de l'Académie et membre du centre "Interlignal" présidé par N. Beljaeva (cf. *Spravočnik po analitičeskim centram, op. cit.*, 1994).

<sup>22</sup> A. KOŽEMJAKIN. dir. *Političeskie partii i dviženija Rossii. Programmnye dokumenty* [Les partis et mouvements politiques de Russie. Documents programmatiques]. Moscou, 1992, vol. 1, p. 3.

## II/ La structuration du champ

Entre les deux élections de 1989 et 1990, les acteurs du mouvement informel/démocratique, convaincus de la nécessité de créer des partis, se regroupent en comités organisateurs de partis, investissent dans des luttes de labels, se font concurrence (1). Mais cette vision des partis en tant que forme d'organisation dans laquelle il faut s'investir connaît un basculement après les élections de 1990. On s'aperçoit que les partis ne contrôlent ni leurs membres élus députés, ni des positions dans les organes du pouvoir au niveau de la Russie, et qu'ils ne disposent que de très peu de ressources. Ils n'arrivent pas vraiment à s'imposer dans la vie politique institutionnelle (2). C'est plutôt la constitution d'un grand mouvement capable de réunir les organisations démocratiques face à un PCUS tenu par les conservateurs qu'anticipent les différents protagonistes. D'où une concurrence entre les deux plus grosses formations susceptibles de prétendre à ce rôle: Russie démocratique et la Plateforme démocratique (3). Ce qui n'empêche pas les partis de proliférer car les informels/démocrates comprennent que ces petites "entreprises" sont leur seul moyen d'occuper une place, d'avoir une existence dans cet hypothétique grand mouvement et, partant, dans le futur jeu électoral<sup>23</sup>.

### 1/ La multiplication des entreprises artisanes

L'univers des partis tel qu'il se forme en 1989-1990 se structure selon une double logique de concurrence. Les groupes entrent tout d'abord dans une lutte pour des labels idéologiques, des positionnements politiques, des ressources. La seconde logique tient à un clivage entre les deux cohortes d'entrée: tendanciellement, les membres des deux cohortes ne se mélangent pas. Bien qu'il y ait mutation d'identités et entrée de nouveaux acteurs, ce jeu concurrentiel porte l'empreinte de relations préexistant aux partis, établies à l'époque des clubs informels (1987-1988) et au début du mouvement démocratique (1989-1990).

Dès leur transformation en partis politiques, les clubs entrent dans une course aux étiquettes politiques<sup>24</sup>. La gamme des labels appropriables s'est élargie et ne se limite plus aux différentes tonalités de socialisme. Il existe plusieurs manières de jouer dans cette compétition: les uns puisent des étiquettes en Occident ("social-démocrate", "socialiste", "démocrate-chrétien", "républicain"), les autres dans le passé russe prérévolutionnaire ("constitutionnel-démocrate"), d'autres enfin luttent pour l'appropriation de "clientèles" (le mouvement ouvrier, les nouveaux entrepreneurs privés, les ingénieurs et techniciens...) dont ils se veulent les représentants dans l'espace politique.

Les labels eux-mêmes peuvent constituer des ressources importantes. Dès mai 1989, on observe par exemple une effervescence autour de l'étiquette "social-démocrate".

Le club Perestrojka est l'un des premiers à s'en saisir (après avoir éliminé un concurrent leningradien), mais l'étiquette est aussi convoitée par le Club du Parti de Moscou (MPK), qui sera à l'origine de la Plateforme démocratique du PCUS. La propriété de ce label est perçue comme stratégique car, à mesure que le PCUS se fragmente, on s'attend à ce que son aile démocratique, non conservatrice, se détache

---

<sup>23</sup> Les comités organisateurs de partis ne se transforment en partis qu'à partir de mars 1990, après l'autorisation formelle de créer des partis. Ces créations interviennent donc après les élections de mars 1990: les leaders du mouvement ne se sont pas présentés aux élections au nom de leurs partis.

<sup>24</sup> Parmi les nombreux partis qui font leur apparition en 1990, nous ne citerons ici que ceux issus des clubs informels moscovites étudiés dans la deuxième partie. Ce sont également les partis les plus visibles. Les principales sources utilisées sont: V. PRIBYLOVSKIJ. Slovar' oppozicii..., op. cit., 1991 et V. BEREZOVSKIJ et alii. *Rossija: Partii, Associacii, Sojuz...*, op. cit., 1991.



pour former un parti social-démocrate. Certains observateurs indiquent que ses conseillers (dont A. Jakovlev) suggéraient à Gorbačëv de provoquer une scission et de prendre la tête d'un parti SD<sup>25</sup>. Si une telle scission devait se produire, un parti détenteur du label "social-démocrate" aurait eu toutes les chances de pouvoir négocier une place dans un grand parti démocratique issu du PCUS (mais en 1990, les informels/démocrates n'avaient pas du tout en tête de participer à un parti dirigé par Gorbačëv). Un certain nombre de clubs informels se mettent sur les rangs. Le club Perestrojka crée d'abord l'Association social-démocrate (*Social-demokratičeskaja asociacija*, SDA) en janvier 1990 avec une cinquantaine de clubs, puis le Parti social-démocrate de Russie (*Social-demokratičeskaja partija Rossii*, SDPR) en mai 1990. Le Club du Parti de Moscou essaie de se rapprocher du SDPR et incite la Plateforme démocratique à fusionner avec lui<sup>26</sup>. La fusion ne verra pas le jour, notamment, on y reviendra, parce qu'une partie majoritaire de la Plateforme démocratique cessera de se définir comme social-démocrate après sa sortie du Parti en juillet 1990.

Le label "SD" est donc crédité (du moins jusqu'au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du Parti en juillet 1990) du pouvoir de procurer une position stratégique dans le jeu politique. Bien que ce ne soit pas le cas du label "démocrate-chrétien", il est lui aussi fort convoité, probablement parce qu'il permet d'établir des liens avec les partis occidentaux frères et avec les descendants de l'émigration blanche restés attachés à la religion orthodoxe. Le choix de cette étiquette est donc un marqueur identitaire fort.

Le premier parti de cette mouvance apparaît en août 1989, lorsque l'ancien dissident A. Ogorodnikov, rédacteur en chef du *Bulletin de la communauté chrétienne*, décide de créer l'Union démocrate-chrétienne de Russie (*Hristjansko-demokratičeskij sojuz*, HDS). A. Ogorodnikov avait participé à la première réunion de rédacteurs de journaux informels d'octobre 1987 à Leningrad<sup>27</sup>. Un deuxième parti démocrate-chrétien, réputé plus conservateur<sup>28</sup>, voit le jour en avril 1990: il s'agit du Mouvement démocrate-chrétien de Russie (*Rossijskoe hristjansko-demokratičeskoe dviženie*, RHDD), dirigé par V. Aksjučic, éditeur de la revue chrétienne *Vybor*, et assisté d'un ancien dissident, le père Jakunin. Tous deux avaient de loin participé au mouvement informel de la première période. Un troisième parti démocrate-chrétien naît d'une scission avec l'Union démocrate-chrétienne de Russie d'Ogorodnikov: A. Čuev, qui avait commencé sa carrière au sein de l'Union démocratique, crée le Parti démocrate-chrétien de Russie (*Hristjansko-demokratičeskaja partija Rossii*, HDPR) en mai 1990.

Certains informels choisissent le label "constitutionnel-démocrate" ou "cadet" puisé directement dans le passé prérévolutionnaire:

Le premier club à l'utiliser est le groupe Dignité des citoyens qui commence sa transformation en parti en mai 1989. En septembre, il crée l'Union des constitutionnels démocrates (*Sojuz konstitucionnyh demokratov*, SKD). Par cette référence au parti libéral prérévolutionnaire, l'Union des cadets cherche une respectabilité qui la distinguerait de l'autre parti libéral, l'Union démocratique, réputé trop radical et peu

---

<sup>25</sup> cf. S. COHEN. Was the Soviet System Reformable? *Slavic Review*, 63 (3), automne 2004, p. 459-488. Gorbačëv avait l'intention de mettre en œuvre ce plan au XXIX<sup>ème</sup> congrès du Parti censé se tenir fin 1991, donc avec un retard non négligeable par rapport aux autres partis.

<sup>26</sup> Voir par exemple la déclaration d'intention de la Plateforme démocratique au moment de la création du SDPR (*Obščepolitičeskaja rezolucija Moskovskoj konferencii Demokratičeskoi platformy v KPSS, 26-27/5/1990* [Résolution de politique générale de la Conférence moscovite de la Plateforme démocratique du PCUS, 26-27/5/1990]).

<sup>27</sup> cf. supra p. 147.

<sup>28</sup> Selon V. PRIBYLOVSKIJ. *Slovar' oppozicii...*, op. cit., p. 48.

fréquentable. Le groupe Dignité des citoyens attire une partie de la "fraction démocratique" du Front populaire de Moscou formée au lendemain de la campagne électorale de 1989 (par des membres de la seconde cohorte) et opposée aux fondateurs "socialistes". Mais cette alliance éclate en mai 1990, et deux partis constitutionnels-démocrates se font face: l'un (Parti des constitutionnels démocrates, *Partija konstitucionnyh demokratov*, PKD) dirigé par V. Zolotarëv, leader de Dignité des citoyens et initiateur du SKD; l'autre, qui reprend l'intitulé exact du parti prérévolutionnaire (Parti constitutionnel-démocrate – Parti de la liberté populaire, *Konstitucionno-demokratičeskaja partija – Partija narodnoj svobody*, KDP-PNS), ne tarde pas à passer sous la coupe d'un député de Russie, M. Astaf'ev, ancien membre de la "fraction démocratique" du Front populaire de Moscou.

A gauche, deux groupes entrent en compétition pour la représentation politique du mouvement syndical naissant qui, avec la grève des mineurs de l'été 1989, occupe le devant de la scène médiatique.

Un Comité moscovite des nouveaux socialistes (*Moskovskij komitet novyh socialistov*, MKNS) est créé en juillet 1989 par d'anciens leaders du Front populaire de Moscou (MNF) (dont B. Kagarlickij), des membres de la fraction sociale-démocrate de l'Union démocratique (DS) et de l'Union des syndicats sociaux Socprof<sup>29</sup>. A côté du Comité des nouveaux socialistes, la Confédération des anarcho-syndicalistes (*Konfederacija anarho-sindikalistov*, KAS), créée en mai 1989 à l'initiative du club anarchiste Obščina, du VSPK (Club socio-politique de l'URSS) et de sept clubs de province, cherche également à se rapprocher du mouvement syndical.

Le clivage par labels n'est pas le seul à rendre compte de la formation du champ des partis démocratiques. Celui-ci porte aussi la marque de relations anciennes datant de la phase initiale du mouvement informel: les clubs informels sont préexistants aux partis et structurent ce nouvel univers concurrentiel. D'anciennes frontières invisibles, d'anciennes logiques de cohésion perdurent. Ainsi les cohortes d'arrivée dans le mouvement informel/démocratique ne se mélangent pas entre elles, pas plus que les acteurs appartenant à des arènes de compétition différentes, même s'ils partagent une même position idéologique. A l'inverse, de fortes divergences idéologiques au sein d'un club n'entraînent pas nécessairement son éclatement en plusieurs partis s'il s'agit de préserver des ressources acquises en commun.

Certaines oppositions apparues dans la première phase du mouvement se reproduisent telles quelles dans l'univers des partis. La concurrence entre la Confédération des anarcho-syndicalistes (KAS) et le Comité moscovite des nouveaux socialistes (MKNS) pour attirer le mouvement ouvrier semble être le prolongement, sous une autre forme, de l'opposition entre le groupe Initiative socialiste (SI) et le club anarchiste Obščina qui s'étaient affrontés au sein de la Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK) en 1988. Les incompatibilités entre "démocrates-chrétiens" (Ogorodnikov, Aksjučic, Jakunin) semblent, elles, provenir de l'époque encore plus lointaine de la dissidence.

Les rassemblements autour d'étiquettes idéologiques n'arrivent bien souvent pas à surmonter les frontières, invisibles mais tangibles, entre les cohortes d'arrivée et les arènes de compétition où sont ancrés les groupes d'origine. L'Union des constitutionnels démocrates (SKD) rassemble à l'origine des informels de la première cohorte (Dignité des citoyens) et de la seconde (fraction démocratique du Front populaire de Moscou de tendance libérale). Mais

---

<sup>29</sup> Syndicat indépendant créé en avril 1989 à l'initiative d'anciens membres SD de l'Union démocratique, S. Hramov et L. Volovik. Fin 1989-début 1990, Socprof est rejoint par une dizaine d'organisations, dont le syndicat des militaires Ščit (Bouclier), le Syndicat des journalistes indépendants et certains comités de grève de mineurs.

lorsque le groupe éclate au bout de huit mois, la ligne de fracture semble bien suivre celle des deux cohortes. La fusion de la Plateforme démocratique et du Parti social-démocrate de Russie (SDPR) dont il est question pendant près d'un an (de mai 1990 à février 1991) échoue elle aussi, entre autres parce qu'elle suppose le regroupement d'acteurs ayant des trajectoires professionnelles, des positions sociales et des habitus très différents, qui, précisément pour ces raisons, se sont trouvés dans des cohortes et des arènes de compétition différentes. Aux yeux d'un membre de la Plateforme démocratique, le sentiment d'éloignement entre les deux groupes est bien l'obstacle majeur à la fusion:

"Je ne voyais pas ce qui pouvait nous unir avec les sociaux-démocrates. J'ai vu dès le début une différence de mentalité. Rumjancev [leader du Parti social-démocrate de Russie, issu du club Perestrojka] ne m'inspirait pas confiance. Je considérais cette union non pas d'un point de vue idéologique, mais j'essayais de voir comment les personnes de ces partis si différents pouvaient bien se rejoindre. Ici [Plateforme démocratique puis Parti républicain], il y avait des gens pragmatiques, qui étaient passés par une école de vie particulière puisque nous étions membres du PCUS: c'était des administrateurs (*upravlency*) des couches inférieure et moyenne, ou des membres de l'intelligentsia qualifiée<sup>30</sup>. Là-bas [SDPR], il y avait des romantiques, pour la plupart des politiques. Il me semblait impossible de se rejoindre" (A. Mehanik, membre de la seconde cohorte, entretien du 18/7/1994).

Si certaines fusions sont inconcevables à l'heure des partis en raison de la sédimentation du mouvement informel, certaines séparations le sont tout autant. Lorsque le club Perestrojka démocratique se transforme en Parti social-démocrate de Russie (SDPR), les fortes divergences idéologiques qui le traversent n'aboutissent pas à l'éclatement du groupe, mais à la coexistence d'une aile libérale (O. Rumjancev, P. Kudjukin) et d'une aile marxiste (G. Rakitskaja). Fortement opposée aux dirigeants du SDPR et convaincue qu'il ne s'agit nullement d'un parti de gauche, G. Rakitskaja, issue elle aussi du club Perestrojka, ne voit pourtant pas d'autre solution que de rallier leur parti:

"J'ai été au club Perestrojka et dans le Parti social-démocrate. Pourquoi est-ce que j'y suis entrée avec mes camarades [de l'aile gauche]? Il n'y a pas de mouvement socialiste en Russie, absolument aucun. Parce que ceux qui s'appellent 'socialistes' ou 'communistes', ce ne sont que des labels. Il n'y a pas de mouvement réellement socialiste, il n'y a même pas de mouvement social-démocrate normal, qui s'appuierait sur de larges cercles, qui serait lié au mouvement ouvrier, au mouvement syndical, tout ça n'existe pas. Et si ça n'existe pas, où un socialiste peut-il aller? A priori dans un parti social-démocrate, s'il est de gauche, c'est tout ce qu'il peut faire. Mais eux [les dirigeants du SDPR] n'étaient pas socialistes. Ce sont des sociaux-démocrates, et en plus pas de gauche" (G. Rakitskaja, entretien du 24/2/1994).

G. Rakitskaja aurait pu rejoindre d'autres groupes situés plus à gauche que le SDPR, comme le Comité moscovite des nouveaux socialistes par exemple, mais elle suit la trajectoire de tous les autres membres du club Perestrojka démocratique: Association sociale-démocrate (SDA) puis Parti social-démocrate. La non-dispersion du club permet d'éviter la dispersion des ressources communes – notoriété du club d'origine (dont les membres conservent un certain prestige, même si le club lui-même est en perte de vitesse dans le mouvement), relations sociales dans le milieu académique et politique – afin de ne pas amoindrir les chances de réussite du parti.

---

<sup>30</sup> Il est probablement fait ici référence au clivage entre "intelligentsia technique" (*tehničeskaja intelligencija*) et "intelligentsia littéraire" (*gumanitarnaja intelligencija*) spécialisée en sciences sociales et humaines.

Les couches géologiques qui ont constitué le mouvement informel sont donc significatives pour comprendre la structuration de l'univers des partis.

## 2/ Une faible institutionnalisation

Le *pouvoir d'auto-accomplissement* de la dénomination "parti" a néanmoins des limites qui deviennent manifestes après les élections de 1990: l'univers des partis fonctionne en vase clos, n'a pas accès à des positions dans les organes du pouvoir russe en formation. Les partis ne contrôlent pas leurs élus, ils n'ont même pas contrôlé les candidatures aux élections de 1990 (c'est le bloc Russie démocratique qui l'a fait).

Les partis contrôlent des ressources très faibles. L'autonomisation des élus, dès le lendemain des élections de 1990, devient un phénomène général. Après avoir exposé le fonctionnement de la discipline de parti telle qu'elle est censée être idéalement pratiquée en Occident, P. Filippov (nouvellement élu au Congrès des députés de la RSFSR avec le soutien de Russie démocratique) déplore qu'en Russie:

"chaque député, même s'il a été soutenu par le bloc 'Elections-90' [Russie démocratique], ait été élu *intuitu personae*. Et aujourd'hui, bien souvent au mépris de la cause, il essaie de démontrer que c'est lui, et lui seul, qui défend les intérêts des électeurs contre l'appareil"<sup>31</sup>.

Ce phénomène n'est d'ailleurs pas spécifique aux nouveaux partis et blocs électoraux puisque les comités locaux du PCUS éprouvent les mêmes difficultés à tenir leurs élus:

A la veille du scrutin de mars 1990, le chef adjoint du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol' rédige une note pour son Premier secrétaire sur l'opportunité de réunir les futurs députés communistes du soviet d'arrondissement (*rajsovet*) dès leur élection et arrêter avec eux les décisions à voter aux premières sessions de l'assemblée. Son supérieur hiérarchique direct, le chef du Département idéologique (Ju. Čabanov), lui retourne le document avec la mention: "A classer jusqu'à des jours meilleurs"<sup>32</sup>. La réunion a néanmoins lieu le 26 mars 1990 et le *rajkom* exhorte les 34 députés communistes (sur 120 sièges) à créer une fraction dont le comité du Parti serait le *brain trust* (*mozgovoj trest*)<sup>33</sup>. Mais un certain nombre d'élus déclinent l'offre: "A quoi bon poser la question d'une fraction et se mettre à dos les autres députés? Nous ne connaissons pas leur position"; "L'arrondissement n'est pas un niveau de pouvoir où l'on doit s'affronter, il faut travailler ensemble pour le bien de l'arrondissement"; "Créer une fraction, ça ne fait pas sérieux. Nous sommes responsables devant les électeurs"<sup>34</sup>.

Non seulement les élus ont tendance à ne pas se considérer comme les représentants de leurs partis (et comme redevables envers eux), mais l'exécutif russe en formation fonctionne des députés, qui se détachent un peu plus de leurs partis. La professionnalisation des informels/démocrates en hommes politiques a des effets de contrainte sur les partis qui ne peuvent pas offrir de positions professionnelles, n'ont pas les moyens, dans la plupart des cas,

<sup>31</sup> P. FILIPPOV. Nužna partija reform! [Nous avons besoin d'un parti des réformes!]. *Nevskij kurjer*, 9, 27/5/1990.

<sup>32</sup> O. KASATKIN. Dokladnaja zapiska o povestke dnja plenuma RK KPSS 23.03.90 g. Pervomu sekretarju RK KPSS t. Brjačihinu A.M. [Note sur l'ordre du jour du plénum du *rajkom* du PCUS du 23/3/1990 au Premier secrétaire du *rajkom* du PCUS Brjačihin A.M.], 1990, 2 p.

<sup>33</sup> O. KASATKIN. Nekotorye tezisyy k vystuplenju pervogo sekretarja RK KPSS na plenum 23.03.90 [Quelques thèses pour le discours du premier secrétaire du *rajkom* du PCUS au plénum du 23/3/1990], 21 mars 1990, 2 p.

<sup>34</sup> Soveščanie deputatov-kommunistov 26.03.90 g. [Réunion des députés communistes du 26/3/1990], 1990, 5 p. (document interne du Département idéologique du *rajkom*).

de rétribuer des permanents. Surtout, le système de pouvoir qui se met en place en Russie après les élections de 1990 rend difficile l'institutionnalisation de ce que M. Offerlé a appelé des *partis de patronage*, i.e. qui ont la capacité de contrôler des postes administratifs ou électifs et exercent de ce fait un pouvoir de contrainte sur leurs élus<sup>35</sup>.

L'asymétrie, de plus en plus visible, entre leur identité revendiquée (structures de conquête du pouvoir) et ce qu'ils sont en réalité mine la crédibilité des partis. Le fait de n'avoir ni rôle ni existence dans le fonctionnement du pouvoir les prive de toute assise rendant plausible leur prétention au pouvoir. Déjà en 1990, certains observateurs s'interrogeaient sur leur viabilité eu égard à leur taille minuscule et à leur nombre jugé excessif (par rapport à une norme empirique dérivée des systèmes occidentaux)<sup>36</sup>. Si, à partir de 1991, certains auteurs (russes et étrangers) considèrent qu'il ne s'agit décidément pas de "vrais" partis, d'autres, tel S. Mitrohin, les appellent "protopartis", comme s'ils leur promettaient un crédit pour l'avenir mais le leur retiraient pour l'heure. Des experts et même des dirigeants de partis font un constat encore moins encourageant et s'appuient sur une vision sociologique très classique pour expliquer non seulement que les partis n'ont pas décollé, mais qu'ils seront probablement absents du jeu politique sur le long terme: ils invoquent l'absence de classes sociales différenciées conscientes de leurs intérêts économiques que les partis pourraient représenter<sup>37</sup>, et surtout l'absence d'une "classe moyenne", perçue comme le socle de la démocratie. Enfin, l'argument selon lequel le "parti" est une forme discréditée en URSS (à cause du Parti communiste) sert également à expliquer l'échec des partis.

Les partis n'ont donc été pris au sérieux qu'à leur naissance en tant qu'ingrédient majeur d'un modèle normatif de démocratie et ont alors contribué à façonner un champ politique concurrentiel. Mais leur rapport étrange avec le "pouvoir réel" a rendu difficile leur institutionnalisation: ils n'ont presque pas de poids dans les jeux de pouvoir. Toutefois les organes du pouvoir russe les sollicitent, ponctionnent certains de leurs dirigeants. Ils procurent une partie du nouveau personnel politique et, ce faisant, perdent leurs rares ressources.

Les partis en tant que groupe n'ont pas été vraiment pris en considération par le pouvoir exécutif russe par exemple, contrairement aux clubs informels en 1987-1988. Cette différence de traitement n'a, à notre connaissance, pas été abordée dans la littérature spécialisée sur le sujet. Tout d'abord parce que les interactions entre les clubs et les institutions de pouvoir n'ont pas été étudiées de façon systématique. Ensuite parce que les clubs informels ont le plus souvent été vus comme des formes "primitives" (dans tous les sens du terme) de partis<sup>38</sup>, postulat qui empêche de se donner les moyens de constater que des "embryons de protopartis" ont pu avoir plus de poids dans les jeux de pouvoir que des partis censés être plus évolués.

---

<sup>35</sup> M. OFFERLE. *Les partis politiques*. 4<sup>e</sup> édition. Paris: PUF (Que sais-je?), 2002, p. 41.

<sup>36</sup> Les travaux qui recensent les partis soulignent particulièrement cet aspect. A. KOŽEMJAKIN (dir. *Političeskie partii i dviženija Rossii...*, op. cit., 1992, vol. 1, p. 3) dénombre ainsi plus de 500 organisations politiques début 1991 sur le territoire de l'URSS, dont plus de 150 dans la seule ville de Moscou (contre 60 en 1987). Lorsque ces organisations s'appelaient "clubs informels", leur profusion avait une connotation positive car elle était le signe du réveil de la "société civile". Elle devient un signe inquiétant d'"immaturité politique" à l'époque des "partis".

<sup>37</sup> Cf. par exemple V. GOLUBEV. *Mnogopartijnost' v sovetskom obščestve* [Le multipartisme dans la société soviétique]. *Social'no-političeskie nauki*, 8, 1991, p. 33-44. Sur une critique de la vision classique des partis comme représentants de tel ou tel groupe social, cf. F. SAWICKI. *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*. Paris: Belin, 1997.

<sup>38</sup> Voir par exemple J. BUTTERFIELD, J. SEDAITS. *The Emergence of Social Movements in the Soviet Union* In J. BUTTERFIELD, J. SEDAITS. dir. *Perestroika from Below. Social Movements in the Soviet Union*. San Francisco, Oxford: Westview Press, Boulder, 1991, p. 1-12, ainsi que les ouvrages cités dans la note 37, p. 7 de l'introduction générale.

### 3/ L'enjeu de leadership du mouvement démocratique

Les élections de mars 1990 modifient les perceptions des acteurs. Les démocrates ont remporté d'importantes victoires en Russie et dans plusieurs grandes villes<sup>39</sup> : il ne leur semble pas irréaliste d'arriver à faire le poids contre les communistes et conservateurs. Ils comprennent également que l'enjeu ne se situe pas dans les partis, mais peut-être dans une formation plus grande qui pourrait rassembler les multiples partis en vue de la compétition électorale. Les acteurs anticipent donc moins un multipartisme qu'un bipartisme, ou plus exactement l'émergence d'un champ politique bipolaire constitué d'un PCUS rassemblant les conservateurs et les nationalistes d'une part et d'une opposition démocratique d'autre part. Peu importe que le PCUS soit en décomposition, il est perçu par les démocrates comme un être en mutation susceptible de passer, avec toutes les ressources qui lui sont attachées, sous le contrôle des conservateurs.

Au sein du mouvement, de véritables fractions s'affrontent pour prendre le leadership du pôle démocratique. On tend de nouveau vers la formation d'une structure à deux niveaux constituée par de petits partis et *deux* grandes organisations prétendant au rôle de fédérateur: Russie démocratique née sur l'arène électorale et la Plateforme démocratique issue de l'arène du Parti. A cette époque, il semble désormais acquis que les principaux enjeux de pouvoir se joueront sur l'arène électorale et non plus au sein du Parti, ce qui avantage Russie démocratique. Mais un certain nombre d'acteurs et d'observateurs considèrent que les "vrais" (grands) partis naîtront du fractionnement du PCUS, dont ils pourraient se partager les ressources: dans cette optique, la Plateforme démocratique détient une position stratégique. L'hypothèse d'une rivalité entre Russie démocratique et la Plateforme, campés chacun dans son fief mais se voyant bientôt contraints de partager le même terrain d'action (avec le départ de la Plateforme démocratique du Parti), peut légitimement être posée, bien que cette concurrence n'ait à aucun moment été explicite et frontale, mais toujours sourde et émaillée d'éléments de coopération. C'est d'ailleurs surtout sur leur coopération que la plupart des analystes ont insisté pour expliquer la force du mouvement démocratique, sans trop s'interroger au demeurant sur la prompte disparition de la Plateforme démocratique de la scène politique après son départ du PCUS, alors qu'elle paraissait être la plus grande organisation démocratique, ni sur la montée en puissance du mouvement Russie démocratique qui n'avait pour capital de départ qu'un nom (celui du bloc électoral victorieux) et un noyau d'organiseurs<sup>40</sup>. Poser l'hypothèse d'une concurrence, c'est essayer de comprendre les rapports de pouvoir au sein du mouvement démocratique, les ressources et la stratégie qui permettent à Russie démocratique de l'emporter sur sa rivale, et donc de saisir indirectement l'état du jeu politique. L'enjeu de la compétition est à double détente: il s'agit d'abord de prendre la tête du mouvement démocratique, pour pouvoir ensuite apparaître comme un acteur suffisamment représentatif et crédible pour revendiquer le cas échéant une place dans un gouvernement de l'URSS remanié. A partir de l'automne 1990, les démocrates et les nouveaux députés de Russie (El'cin, président du Soviet suprême de la RSFSR, en tête) font en effet pression sur le pouvoir fédéral afin d'obtenir la démission du gouvernement Ryžkov et la constitution d'un "gouvernement de coalition"<sup>41</sup>.

---

<sup>39</sup> On se souvient qu'au lendemain des élections les démocrates représentent environ 42 % des députés de Russie, qu'ils ont remporté la plupart des sièges des circonscriptions de Moscou et Leningrad, et détiennent la majorité aux soviets de ces deux villes (cf. encadré 13, p. 288).

<sup>40</sup> Le label "Russie démocratique" désigne d'abord un *bloc électoral* (janvier 1990), puis des *fractions et blocs parlementaires* dans différents soviets. Ce n'est qu'en octobre 1990, comme nous le verrons, qu'il désigne un *mouvement de militants*.

<sup>41</sup> Entre février et octobre 1990, les démocrates passent de l'idée d'une simple "table ronde" avec le gouvernement de l'URSS à celle d'un "gouvernement de coalition" (cf. par exemple Rezoljucija s"ezda Dviženija

## a/ La rivalité Plateforme démocratique / Russie démocratique

Russie démocratique (sous la forme d'un bloc électoral, tout d'abord) et la Plateforme démocratique du PCUS se construisent dans des espaces séparés, mais en synchronie. Leurs congrès constitutifs ont lieu les mêmes jours (les 20 et 21 janvier 1990), comme si les militants étaient sommés de choisir leur camp. En définitive, seuls les leaders démocrates les plus connus, députés de l'URSS membres du Groupe interrégional (El'cin, Afanas'ev, Popov, Sobčak, Travkin...), se situent à l'intersection des deux organisations. A part ces grandes figures également présentes dans bien d'autres organisations démocratiques, relativement peu d'animateurs de la Plateforme deviendront candidats du bloc Russie démocratique aux élections de 1990<sup>42</sup>. Chacun reste donc sur son territoire, et les passages de frontières sont peu facilités.

Néanmoins la Plateforme démocratique (*DemPlatforma* ou DP), jusqu'aux élections du moins, s'estime être la seule organisation à pouvoir unir sous sa coupe *toutes* les forces démocratiques et à attirer, de surcroît, sept millions de sympathisants venant du Parti. Jurij Afanas'ev ne dit pas autre chose à la conférence constitutive de la Plateforme en janvier 1990<sup>43</sup>. Après les élections de mars 1990, le Conseil de coordination de la *DemPlatforma* réitère son intention d'unir les démocrates<sup>44</sup>. Mais ces déclarations répétées ressemblent plutôt désormais à une tactique visant à se maintenir dans le jeu face aux autres protagonistes du mouvement démocratique, notamment à ceux qui ont remporté les élections, en attendant la scission du PCUS annoncée pour le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès en juillet 1990.

Une alliance entre une partie de la Plateforme démocratique et les organisateurs de la campagne de 1990 avait été tentée au lendemain des élections, mais avait abouti à un affrontement:

Le rapprochement est entrepris en mai 1990 par les plus "radicaux" de la Plateforme démocratique et du "mouvement des électeurs". Il s'agit d'une part de la fraction de la *DemPlatforma*, menée par N. Travkin, qui est "radicale" au sens où elle quitte le PCUS *avant* le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du Parti et se définit comme *anticommuniste*. Il s'agit d'autre part des dirigeants du MOI (Union moscovite des électeurs) et du Front populaire de Leningrad (LNF), dont certains, avant même le succès électoral de la coalition démocratique, projetaient de créer un grand parti destiné à remplacer le PCUS<sup>45</sup>. Auréolés par la victoire du bloc Russie démocratique, les organisateurs de la campagne cherchent un moyen d'exploiter le gisement de ressources hérité des élections (maillage du territoire par des structures locales, effectifs nombreux, notoriété du label "Russie démocratique")<sup>46</sup>. En mai 1990, ces deux ensembles

---

"Demokratičeskaja Rossija" (21/10/1990). *Russkaja mysl'*, 26/10/1990). Ils collent à la stratégie de radicalisation d'El'cin.

<sup>42</sup> Sur les 12 membres de la Plateforme démocratique candidats de Russie démocratique aux élections au Congrès des députés de la RSFSR et au Soviet de Moscou en 1990 que nous avons pu identifier, 7 appartiennent également au Groupe interrégional des députés de l'URSS: c'est ce dernier statut qui est déterminant, et non leur appartenance à la Plateforme. Sur les 5 autres membres de la Plateforme, seuls 2 sont présentés par Russie démocratique au Congrès des députés de Russie, les autres sont candidats au Soviet de Moscou.

<sup>43</sup> Ju. AFANAS'EV. K novoj partii [Vers un nouveau parti]. *Demokratičeskaja platforma*, 16-31/1/1990, 1, p. 2.

<sup>44</sup> Informacija o zasedanii Moskovskogo gorodskogo partijnogogo kluba 25/4/1990 g. [Information sur la réunion du Club du Parti de la ville de Moscou du 25/4/1990], 1990, 1 p. En mai 1990, c'est au tour de I. Jakovenko, proche de V. Šostakovskij, de déclarer que la Plateforme, "*mouvement le plus influent*", doit "*former un bloc de forces démocratiques (avec Mémorial, les verts, le MOI...)*" (Obščemoskovskaja konferencija DP KPSS 26/5/1990 [Conférence moscovite de la Plateforme démocratique du PCUS du 26/5/1990], 1990, 12 p.).

<sup>45</sup> Ce projet est formé en décembre 1989 par l'aile "radicale" du Front populaire de Leningrad (M. Sal'e, I. Konstantinov) (V. PRIBYLOVSKIJ. Slovar' oppozicii..., *op. cit.*, 1991, p. 13).

<sup>46</sup> A. SAŠIN. MOI: Redkij primer stabil'nosti [Le MOI: un rare exemple de stabilité]. *Panorama*, juillet 1990, 7.

convoquent le congrès constitutif du "Parti démocratique de Russie" (*Demokratičeskaja partija Rossii*, DPR). L'entreprise jouit d'un certain crédit auprès d'acteurs de premier plan qui, sans s'engager eux-mêmes, envoient des émissaires: A. Murašëv représente le Groupe interrégional des députés (MDG) dont il est le secrétaire du Conseil de coordination; G. Burbulis, accessoirement membre de la Plateforme démocratique, est surtout le chef de campagne d'El'cin en mars 1990. C'est aussi le lieu que choisit le champion d'échecs Garri Kasparov pour faire son entrée en politique: il y apporte notoriété et ressources financières. Mais les travaux préparatoires au congrès constitutif du DPR achoppent à la question de la structure du pouvoir: Travkin défend l'idée d'un président unique, tandis que les leaders de l'Union moscovite des électeurs (MOI) (L. Ponomarëv, V. Kriger) et du Front populaire de Leningrad (LNF) (M. Sal'e, I. Konstantinov) souhaitent établir une direction collégiale. Les opposants à N. Travkin quittent le parti. A. Murašëv et G. Kasparov y créent une opposition interne sous la forme d'une "fraction démocratique libre" et sont élus vice-présidents, ainsi que Burbulis. Le DPR sera composé pour l'essentiel d'anciens membres de la Plateforme démocratique: il échoue donc à rassembler les deux piliers du mouvement démocratique.

Lorsque la majorité de la Plateforme démocratique sort du Parti en juillet 1990, elle se trouve propulsée dans le seul espace d'activité disponible, i.e. l'espace électoral comprenant le champ des partis. Elle est en concurrence plus directe avec Russie démocratique, que les organisations électorales (le MOI au premier chef) souhaitent pérenniser sous la forme d'un mouvement.

La concurrence entre la Plateforme démocratique et Russie démocratique n'est cependant jamais explicite, elle affleure sous des allures de coopération: les déclarations de soutien mutuel se multiplient à l'envi; le Parti républicain issu de la Plateforme deviendra même membre collectif du mouvement Russie démocratique. Mais elle se manifeste bel et bien à certains signes indirects: les organisateurs du bloc Russie démocratique prennent de vitesse la Plateforme démocratique en annonçant en juin 1990 leur intention de créer un grand mouvement à un moment où la Plateforme est neutralisée car elle n'a pas encore résolu la question de sa sortie du Parti et ne peut *a fortiori* prendre une initiative concurrente. De son côté, la Plateforme démocratique, une fois sortie du PCUS, n'hésite pas à se définir comme un acteur doté d'une visibilité nationale dépassant de loin le reste du mouvement démocratique:

"Le front de résistance réactionnaire aux changements démocratiques se renforce – explique V. Šostakovskij à une conférence de la Plateforme démocratique. Trois cibles sont particulièrement visées: les Soviëts et leurs fractions démocratiques, le programme de réformes économiques ("500 jours") [adopté par le Congrès de la RSFSR, cf. infra] et notre parti en formation. Aucun autre parti ne suscite une telle hostilité ni une telle peur"<sup>47</sup>.

## **b/ Des modes différenciés de définition de soi**

Pendant cette période charnière après les élections de 1990 où se recomposent non seulement le mouvement démocratique, mais l'ensemble de l'espace politique, l'ancienne Plateforme démocratique doit se déplacer. Elle était dans le Parti, elle doit désormais se définir contre lui. Elle doit se faire une place parmi les organisations démocratiques déjà

---

<sup>47</sup> Conférence constitutive de la Plateforme démocratique de la région de Moscou, 13/10/90 (la Plateforme démocratique de la région de Moscou est le cœur décisionnel de la Plateforme depuis janvier 1990). Cf. sur cette réunion le service d'information du M-BIO et de *Panorama: Novyj Hronograf*, 20, 22/10/1990.



présentes sur l'arène électorale. Enfin, elle est contrainte, comme les autres partis, de se forger une identité russe: dès la première session du Congrès des députés de Russie, on assiste en effet à un affrontement direct entre ceux qui tiennent l'espace du pouvoir central (l'Union) et ceux qui tiennent l'espace du pouvoir russe, et l'arène russe prend une importance croissante. Ces multiples déplacements affectent profondément l'identité de la Plateforme démocratique.

Dans cette compétition, Russie démocratique possède des avantages: son label est déjà lié à la scène électorale et à l'arène russe; elle a remporté des élections contre le PCUS; elle n'hésite pas à prendre El'cin pour leader, même si celui-ci ne l'est pas formellement. La Plateforme démocratique doit faire siens des éléments constitutifs de l'identité de sa rivale, tout en s'en démarquant. Dans la concurrence interne au mouvement démocratique, et dans son positionnement contre le Parti communiste dans l'espace externe, la Plateforme démocratique a pris du retard et hésite à faire certains choix. Or ceux qu'elle fait ont tendance à compromettre l'une après l'autre ses chances de devenir un acteur sinon dominant, du moins central, du jeu politique.

### *Le label*

Russie démocratique est probablement la première organisation du mouvement à s'être positionnée sur l'arène russe et à avoir inscrit cette distinction dans son nom. Russie démocratique saisit avant la Plateforme où il faut se placer. Ce label est à l'évidence une ressource. D'ailleurs, au lendemain des élections de mars 1990, la Plateforme démocratique envisage à deux reprises de se l'approprier pour désigner le grand parti démocratique qui doit émerger des décombres du PCUS<sup>48</sup>. Mais, pour une raison que nous ignorons, elle ne prend pas possession de ce nom. On peut supposer que son appropriation a été un enjeu de lutte entre les démocrates issus de l'arène du Parti et ceux de l'arène électorale. Le nom reste finalement la propriété de ceux qui agissent dans l'espace électoral et échoit au comité organisateur du mouvement Russie démocratique dominé par le MOI.

Après sa sortie du PCUS, la Plateforme démocratique hésite à garder son nom. Elle est confrontée à une incertitude sur l'effet de stigmatisation que pourraient avoir ce nom et son passé. Pour estomper un stigmate éventuel, elle se rebaptise "Plateforme démocratique hors PCUS", puis décide de rompre complètement avec son appellation d'origine:

"[La nouvelle dénomination "Parti républicain de la Fédération de Russie"] lève en grande partie le problème de notre passé communiste qui, si nous avons conservé notre ancien nom, serait resté suspendu au-dessus de nos têtes comme une malédiction"<sup>49</sup>.

Contrairement à certains journaux (tel *Moskovskij komsomolec*) passés dans le camp démocratique sans modifier leur titre, les membres de la *DemPlatforma* ne prennent pas le risque de retourner le stigmate<sup>50</sup>. Le rapport au nom "Plateforme démocratique" est ambigu: ses membres ont peur de le voir se transformer en stigmate, mais en même temps tiennent à protéger cette marque, qui est un bien précieux puisqu'elle constitue leur identité. C'est la raison pour laquelle ils interdisent à leurs anciens compagnons restés dans le PCUS après le

---

<sup>48</sup> la première fois à l'initiative du Conseil de coordination (cf. p. 328), la seconde à l'initiative de l'aile "radicale" qui quitte le PCUS avec Travkin en mai 1990 (V. BEREZOVSKIJ et alii. *Rossija: Partii, Associacii...*, op. cit., p. 15).

<sup>49</sup> Predloženie orgkomiteta "O nazvanii buduščej partii" [Proposition du comité organisateur sur le nom du futur parti]. Moscou, 9/9/1990 (dossier "Parti républicain", archives du M-BIO).

<sup>50</sup> Voir E. GOFFMAN (*Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*. Paris: Minuit (Le sens commun), 1975, p. 112-123) sur les techniques d'effacement de signes constituant un stigmate ou au contraire d'étalage de ces signes afin d'en transformer le sens.

XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du Parti d'en faire usage, comme s'ils voulaient éviter que leur image ne puisse être dénaturée.

Lorsque la Plateforme russe se transforme en parti avec quelques six mois de retard sur les clubs informels, la plupart des étiquettes idéologiques sont déjà occupées et elle se replie sur un label (Parti républicain) si polysémique qu'il brouille son image.

Le terme "républicain" est censé à la fois exprimer un pragmatisme "*désidéologisé*"<sup>51</sup> et sous-entendre l'appartenance à la famille *libérale* grâce à l'homonymie avec le parti américain<sup>52</sup>. A cette dualité de sens s'ajoute une connotation involontaire que I. Jakovenko, membre dirigeant du Parti républicain (RPRF) en 1990, juge des plus fâcheuses:

"Le fond politico-sémantique associé à cette dénomination n'est pas très plaisant. Sous le nom de 'républicains', de 'parti républicain', se cache en général une version chauvine, voire nationaliste ou extrémiste, de mouvement profasciste. [...] Nous avons essayé d'expliquer [aux membres du congrès constitutif] que ce ne serait pas au Parti républicain américain qu'on nous associerait" (I. Jakovenko, entretien du 1/6/1993).

Le seul message clair véhiculé par le terme "républicain" est que le parti défend la souveraineté de la *république* de Russie contre l'Union<sup>53</sup> et qu'il se place sur l'arène russe. Mais ce slogan, partagé alors par l'ensemble du mouvement démocratique, ne donne aucune spécificité au Parti républicain.

Le choix du terme "républicain", s'il n'est pas très heureux, a toutefois l'avantage de ne pas figer le RPRF dans une définition idéologique contraignante et de laisser toute liberté au groupe dirigeant de s'opposer à une fusion avec le Parti social-démocrate de Russie (cf. infra).

### ***Formes, nombres et dénombrements***

Abandonner la dénomination "Plateforme démocratique" implique aussi de redéfinir sa forme ("parti" ou "mouvement"). La Plateforme, on le sait, opte pour le titre de "parti", non sans hésiter puisqu'elle se voit aussi comme un "*parti-mouvement*"<sup>54</sup>. Son choix s'explique probablement par la volonté de s'opposer au Parti, de faire basculer dans une structure de même catégorie les millions de communistes dont elle estime avoir le soutien et de devenir ainsi la plus grosse formation du camp démocratique.

Dans la compétition interne au mouvement démocratique, les partis, mouvements, etc. sont condamnés à revendiquer des grands nombres. A ce jeu, certains sont plus crédibles que d'autres. Or la Plateforme démocratique ne gagne pas le pari d'emporter les millions de partisans potentiels qui lui donnaient tant de crédit lorsqu'elle était au Parti:

"L'idée de la Plateforme démocratique, explique M. Maljutin, était réellement soutenue d'une façon ou d'une autre par des millions de personnes. Il s'agissait en fait de toute l'intelligentsia qui se trouvait dans le Parti. Mais la séparation organisationnelle d'avec le PCUS en 1990 n'a, elle, été suivie que par quelques dizaines de milliers de personnes" (M. Maljutin, entretien du 16/2/1994).

---

<sup>51</sup> "*Cette dénomination exprime l'essence de notre programme désidéologisé, sans aucun '-isme'*" (Predloženie orgkomiteta "O nazvanii...", *op. cit.*, 9/9/1990).

<sup>52</sup> Selon I. Jakovenko, en proposant le nom de "parti républicain", V. Lysenko (coprésident du parti) faisait clairement référence au parti américain.

<sup>53</sup> Organizacionnyj komitet učreditel'nogo s'ezda Demplatformy RSFSR. Deklaracija novoj parlamentskoj partii Rossijskoj Federacii (proekt) [Comité d'organisation du congrès constitutif de la Plateforme démocratique de la RSFSR. Déclaration du nouveau parti parlementaire de la Fédération de Russie (projet)]. Moscou, 8-9/9/1990.

<sup>54</sup> *ibid.*

En octobre 1990, elle revendique 30 000 adhérents en Russie<sup>55</sup>; en novembre 1990, au moment du congrès constitutif du Parti républicain de la Fédération de Russie (RPRF), les estimations baissent à 20 000<sup>56</sup>. Même s'ils n'attirent qu'une infime minorité de membres du PCUS, les deux partis issus de la Plateforme démocratique (le RPRF et le Parti démocratique de Russie de Travkin) revendiquent tout de même de façon plausible des effectifs bien supérieurs à ceux des autres partis<sup>57</sup>.

Quant à Russie démocratique, sa forme "mouvement" lui permet de faire entrer dans son giron l'ensemble des organisations démocratiques (y compris les partis) et d'être nécessairement plus grande que chacun des éléments qui la compose. L'addition ne manque d'ailleurs pas d'être faite. Ainsi peut-on lire dans le bulletin d'information de Russie démocratique:

"Le Mouvement a des membres collectifs et individuels. Les membres collectifs les plus importants sont [suit l'énumération de neuf partis et Mémorial]. Selon différentes sources, leurs effectifs globaux varient de 70 000 à 100 000. D'après les informations des organisations régionales de 'Russie démocratique', les membres n'adhérant à aucun parti étant trois fois plus nombreux que les membres des partis politiques, on peut estimer à 300-400 000 le nombre total de militants du Mouvement"<sup>58</sup>.

Russie démocratique s'estime donc dix fois plus grosse que le Parti républicain, descendant de la Plateforme.

### ***Occuper le centre du mouvement***

Les deux pôles que sont l'ancienne Plateforme démocratique et les organisations électorales qui gravitent autour du MOI développent des stratégies distinctes pour arriver à se placer au centre du mouvement démocratique. La Plateforme noue une alliance avec quelques partis choisis et mise sur l'institution "parti" comme élément important du système politique futur. Le MOI cherche plutôt à construire une machine qui serait représentée dans l'espace politique par des personnalités connues et aurait pour véritable leader B. El'cin (devenu président du Soviet suprême de la Russie en mai 1990). Ces stratégies traduisent des visions très différentes du mouvement démocratique et de son rapport au "nouveau" pouvoir russe.

Le *mouvement* Russie démocratique (*DemRossija*) naît de la nécessité dans laquelle se trouvent les uns et les autres de s'allier face aux communistes et de l'affrontement de ces deux stratégies. S'engage non pas une compétition entre deux organisations distinctes, mais une lutte de pouvoir interne à Russie démocratique puisque les descendants de la Plateforme entrent dans le mouvement Russie démocratique. Lors du congrès constitutif de ce mouvement en octobre 1990, on distingue deux blocs concurrents:

- une coalition des trois plus importants partis démocratiques, formée un mois plus tôt dans l'optique d'occuper une position centrale dans cette grande fédération: le Parti républicain (RPRF), le Parti démocratique de Russie (DPR) – tous deux issus de la Plateforme démocratique –, et le Parti social-démocrate de Russie (SDPR),

---

<sup>55</sup> *Novyj Hronograf*, 20, 22/10/1990 (*op. cit.*) sur la conférence constitutive de la Plateforme démocratique de la région de Moscou.

<sup>56</sup> Selon V. Šostakovskij (entretien du 13/2/1991), qui de surcroît admet que ce chiffre a été surestimé.

<sup>57</sup> Le DPR de Travkin estime réunir 24-25 000 membres en décembre 1990. A titre de comparaison, le Parti social-démocrate de Russie, qui constitue le plus gros parti issu d'un club informel hors PCUS, n'affiche en avril 1991 que 4 100 membres ayant réglé leur cotisation (V. PRIBYLOVSKIJ. *Slovar' novyh političeskikh partij...*, *op. cit.*, 1991).

<sup>58</sup> Spravka. Dviženie "Demokratičeskaja Rossija" [Informations. Mouvement "Russie démocratique"]. *Dviženie "Demokratičeskaja Rossija"*, 4, février 1991.

- un ensemble constitué par des associations de clubs d'électeurs ("mouvement des électeurs") et les organisations régionales de Russie démocratique<sup>59</sup>.

Les organisations électorales contrôlent la machine naissante de Russie démocratique (réseau régional), mais la plupart des observateurs s'attendent à un renversement des rapports de force dans le cas, considéré comme probable, d'une alliance durable, voire d'une fusion, entre le Parti social-démocrate et le Parti républicain<sup>60</sup>.

Or la coalition tripartite (RPRF-DPR-SDPR) se dissout d'elle-même dans des luttes de distinction internes. Les alliés jouissaient pourtant d'atouts qui leur auraient permis de constituer un pôle important du mouvement démocratique: une respectabilité due à leurs origines (Plateforme démocratique pour les uns, club Perestrojka démocratique pour l'autre), des élus au parlement russe. Mais la logique de distinction l'emporte sur leur intérêt commun à former un bloc. Le DPR de Travkin sort du mouvement Russie démocratique dès son congrès constitutif, probablement pour éviter qu'on ne pille ses effectifs (les plus nombreux de tous les partis démocratiques) et son embryon d'appareil. Il se désolidarise de ses alliés, le SDPR et le RPRF, qui deviennent dès lors minoritaires face à leurs concurrents.

Le projet de fusion entre le SDPR et le RPRF, quant à lui, échoue pour plusieurs raisons<sup>61</sup>. Le clivage entre les deux cohortes d'arrivée n'en est pas l'une des moindres. On a déjà évoqué plus haut (p. 347) la différence de trajectoires entre les membres de la Plateforme démocratique et ceux du SDPR, qui se concrétise entre autres par des positions sociales différentes, un ancrage différencié aussi bien dans le mouvement démocratique que dans les arènes de compétition de l'espace politique. La fusion des deux groupes devient encore plus improbable après le départ de la Plateforme du Parti. Ceux qui sont les plus haut placés, les notables du Parti, entrés le plus tardivement dans le mouvement, vont aller beaucoup plus loin et plus vite dans la prise de distance à l'égard du PCUS et du label "communisme" que ceux qui appartiennent à la première cohorte et n'ont pas eu de position dans la hiérarchie du Parti. Les oppositionnels de la première heure issus du club Perestrojka adoptent l'étiquette "social-démocrate" en 1990 et s'y tiennent: ils se trouvent principalement dans le Parti social-démocrate de Russie, certains sont dans la Plateforme démocratique et militent pour une fusion avec le SPDR (I. Čubajs). Le courant social-démocrate, majoritaire lorsque la Plateforme démocratique était encore dans le Parti<sup>62</sup>, devient rapidement minoritaire après le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès. La majorité, dont V. Šostakovskij est l'un des leaders<sup>63</sup>, se révèle beaucoup plus mobile et va rapidement se définir comme libérale. Comme on l'a vu, le Parti républicain de la Fédération de Russie se veut d'abord un parti "désidéologisé" (septembre 1990)<sup>64</sup>, puis se "droitise". Il semble que cette rapidité ait quelque peu déconcerté le Parti social-démocrate de Russie. L'un de ses représentants, invité à une conférence de la Plateforme démocratique en octobre 1990, s'étonne:

"– La Plateforme démocratique, remarque-t-il, représentait le courant social-démocrate du PCUS. Aujourd'hui, rien n'est dit à ce propos".

<sup>59</sup> Les deux ensembles sont représentés à parts égales, chacun détenant 34 % des voix. Ainsi, sur les 1 181 délégués, 20 % appartiennent au mouvement des électeurs, 14 % représentent les organisations régionales de *DemRossija*; 16 % appartiennent au DPR, 10 % au RPRF, 8 % au SDPR (V. BEREZOVSKIJ et alii. *Rossija: Partii, Associacii...*, op. cit.).

<sup>60</sup> A. VASILEVSKIJ. *Demokraty: ob"edinenie i razmeževanija* [Démocrates: union et désunions]. *Panorama*, 13, décembre 1990.

<sup>61</sup> Il est définitivement abandonné en février 1991 (cf. A. NELJUBIN. *Raskolovšajasja Demplatforma* [Une Plateforme démocratique scindée]. *Partijnaja žizn'*, avril 1991, 8).

<sup>62</sup> Des proches de V. Šostakovskij, comme I. Jakovenko qui dirigeait les travaux d'élaboration du programme du nouveau parti, adhéraient comme les autres à cette définition (Obščemoskovskaja konferencija DP KPSS 26/5/1990 [Conférence moscovite de la Plateforme démocratique du PCUS du 26/5/1990], 1990, 12 p.).

<sup>63</sup> Rappelons qu'il était recteur de l'Ecole supérieure du Parti de Moscou.

<sup>64</sup> cf. note 51, p. 354.

– "La Plateforme, lui répond un représentant de Leningrad, était un courant social-démocrate, mais elle a décidé à présent d'occuper une position plus à droite, analogue à celle des travaillistes de droite"<sup>65</sup>.

Le mois suivant, les leaders du RPRF se définissent explicitement comme des libéraux:

"Šostakovskij a assez vite compris et évalué la situation; il a été le premier héraut du passage à la position libérale. Et lors du congrès constitutif du Parti républicain (novembre 1990), il était déjà partisan des valeurs libérales, quelques mois seulement après le deuxième congrès de la Plateforme démocratique" (A. Mehanik, entretien du 18/7/1994).

Il est possible que la différence de taille entre le SDPR et le RPRF ait pu constituer un obstacle supplémentaire, le SDPR ayant pu craindre une absorption et une dissolution de son identité propre.

Avec l'échec de leur fusion, le RPRF et le SDPR perdent une occasion de créer un pôle, qu'il soit "social-démocrate" ou non, capable de faire contrepoids à Russie démocratique. Ils s'allient néanmoins ponctuellement en conservant des identités distinctes: la création de la "Fraction unie des sociaux-démocrates et des républicains" au Congrès des députés de la RSFSR en est un exemple<sup>66</sup>. Le fait de ne pas être en concurrence directe pour l'appropriation d'un label a peut-être même facilité leur alliance.

Dans le jeu de la concurrence et de la distinction qui se déroule au sein du mouvement démocratique et face au PCUS, les acteurs croient en l'efficacité des labels, ce qui ne les empêche d'ailleurs pas d'en changer très rapidement.

A l'inverse, le comité organisateur du mouvement Russie démocratique dominé par le MOI cherche à rassembler le plus grand nombre d'organisations possible et, pour cette raison, ne revendique explicitement aucune étiquette idéologique. Un appel est publié dans la revue *Ogonëk* avant le congrès constitutif du mouvement des 20 et 21 octobre 1990<sup>67</sup>, auquel prendront part 28 organisations. D'autres seront présentes à titre d'observateurs.

**Encadré 20 : Organisations participant au congrès constitutif du mouvement Russie démocratique (20-21 octobre 1990)**

**Partis politiques:**

- le Parti démocratique de Russie (DPR), présidé par N. Travkin, n'entrera dans le mouvement qu'en janvier 1991 sous la pression de sa "fraction démocratique libre" (A. Murašëv, G. Kasparov),
- le Parti social-démocrate de Russie (SDPR), coprésidé par O. Rumjancev, P. Kudjukin et A. Obolenskij,
- la Plateforme démocratique, représentée par le comité organisateur du Parti républicain de la Fédération de Russie (coprésidents: V. Šostakovskij, V. Lysenko, S. Sulakšin),
- le Parti démocratique libre de Russie, créé par les opposants à N. Travkin lors de la constitution du DPR en mai 1990. Ses dirigeants appartiennent au mouvement des électeurs (Union moscovite d'électeurs MOI, et Front populaire de Leningrad LNF: L. Ponomarëv, V. Kriger, M. Sal'e, I. Konstantinov),
- le Mouvement démocrate-chrétien de Russie (RHDD), coprésidé par V. Aksjučic, G. Aniščenko, V. Polosin,
- le Parti des constitutionnels démocrates (PKD), coprésidé par V. Zolotarëv, I. Surikov et M. Globačëv,
- le Parti constitutionnel-démocrate – Parti de la liberté du peuple (KDP-PNS), présidé par M. Astaf'ev,
- le Parti du travail libre (PST, présidé par I. Korovikov), réunissant des coopérateurs,
- le Parti paysan, présidé par Ju. Černičenko.

<sup>65</sup> *Novyj Hronograf*, 20, 22/10/1990 (op. cit.).

<sup>66</sup> Cette fraction (forte d'une cinquantaine de députés) se crée lors de la deuxième session du Congrès de la RSFSR en novembre-décembre 1990.

<sup>67</sup> Obraščenie orgkomiteta po sozdaniju dviženija "Demokratičeskaja Rossija" [Déclaration du comité d'organisation du mouvement "Russie démocratique"]. *Ogonëk*, 38, 1990, septembre 1990, p. 3.

Parmi les dix-neuf **organisations n'ayant pas le titre de "parti"**, se trouvent notamment:

- le Club d'électeurs de l'Académie des sciences (KIAN),
- des associations de défense des droits de l'homme de création récente: Mémorial, le Centre antifasciste, le Groupe de défense des prisonniers politiques, l'Union des victimes de répressions,
- des associations de défense des soldats: le syndicat des militaires "Šcit", le Conseil pansoviétique des parents de soldats, la Fondation russe des invalides de la guerre d'Afghanistan, la fondation "Au souvenir éternel des soldats",
- des associations d'entrepreneurs: l'Union des coopérateurs de l'URSS, l'Union des fermiers,
- des associations de travailleurs: la Confédération du Travail, des comités ouvriers de grève, l'Union des collectifs de travailleurs,
- l'association d'écrivains "Aprel",
- des organisations écologistes: l'Union sociale et écologiste (SES), le Comité de la convention "Pour le désarmement nucléaire".

Ont envoyé des **observateurs**:

- la Confédération des anarcho-syndicalistes (KAS),
- le syndicat Socprof,
- la fraction des "réalistes" de l'Union démocratique (DS),
- le Parti socialiste (anciennement Comité moscovite des nouveaux socialistes, MKNS),
- le Parti des Verts.

Sources: V. PRIBYLOVSKIJ. Učreditel'nyj s'ezd dviženija "Demokratičeskaja Rossija", Moskva, 20-21 oktjabrja 1990 [Congrès constitutif du mouvement "Russie démocratique", Moscou, 20-21 octobre 1990]. *Russkaja mysl'*, 25/10/1990.

Ce qui se met ici peu à peu en place est une *machine électorale* reposant sur trois composantes:

- un appareil, tenu par les organisateurs de campagnes de 1989 et 1990 (seconde cohorte) et qui s'étend à toute la Russie,
- des partis, dont une bonne part est issue des clubs informels de la première cohorte, qui offrent un choix diversifié d'étiquettes idéologiques,
- de grandes figures ayant acquis une notoriété nationale (députés de l'URSS et de la Russie). Parmi ces personnalités, El'cin est la variable cachée du mouvement Russie démocratique: c'est son véritable leader mais son statut n'est pas formalisé.

Tous ceux qui adhèrent à Russie démocratique sont conscients que les trois composantes sont nécessaires à la construction d'une machine électorale efficace, mais leur association n'exclut pas une concurrence car ces catégories d'acteurs ont une histoire, des ressources et des positions très différentes dans l'espace politique.

Les partis dans leur ensemble disposent de peu de poids. Leurs leaders, qui siègent dans un Conseil des représentants, ont surtout pour fonction d'attester la large représentativité du mouvement. Ce sont des "représentants" au sens d'une représentation théâtrale. Si on leur confie le soin de préparer les documents programmatiques de DR au sein du Conseil de coordination (certains dirigeants de partis président des commissions de travail), cette fonction semble creuse dans la mesure où le mouvement affiche très tôt son intention de s'aligner sur les positions d'El'cin sans chercher à s'imposer dans le rôle de conseiller du pouvoir dans l'élaboration de politiques publiques. Les leaders de partis ont beau être le groupe le plus nombreux dans les instances dirigeantes de *DemRossija* (sur les 48 dirigeants que compte le mouvement en mars 1991, 20 représentent les 9 partis membres), ils ne font pas bloc en raison des compétitions auxquelles ils se livrent (pour l'appropriation d'étiquettes idéologiques, etc.).

Ce sont en fait les "organiseurs", issus du MOI (Union moscovite des électeurs), du MNF (Front populaire de Moscou) et d'autres groupes électoraux, qui détiennent les positions clés parce qu'ils ont joué un rôle majeur dans les précédentes victoires électorales du mouvement. Ils ne sont qu'une dizaine dans les organes dirigeants mais forment un groupe homogène. Ils occupent des postes stratégiques dans l'appareil: V. Bokser (MOI) chapeaute la direction de l'"Organisation et de l'Information" et l'activité des dix-huit commissions de travail; M. Šnejder (MNF et MOI) est secrétaire du Conseil de coordination, organe exécutif de DR; V. Kriger (MOI) coordonne le réseau des responsables régionaux; elle sera ultérieurement nommée secrétaire du Conseil des représentants (fin 1991); M. Šnejder et V. Kriger sont rédacteurs du bulletin d'information de Russie démocratique; enfin, L. Ponomarëv (Mémorial et MOI) est coprésident du mouvement. Sans eux, note S. Mitrohin, le mouvement est paralysé<sup>68</sup>. Ils coordonnent l'appareil central et constituent un réseau étendu de militants à travers la Russie, parfois aux dépens des organisations membres dont ils essaient de s'approprier les listes d'adhérents. Ces listes de militants et d'organisations sont une source de pouvoir. La première à tomber entre leurs mains est celle du Front populaire de Moscou (MNF) puisque l'un de ceux qui l'a constituée, M. Šnejder, est devenu membre du MOI et du comité organisateur du Russie démocratique.

"J'inscrivais les téléphones, les noms, les villes [lors des meetings sur la place Pouchkine pendant l'été 1988 et la campagne électorale de 1989]. Nous promettions [aux personnes intéressées] de leur envoyer nos documents. Et lorsque nous avons commencé à recenser toutes ces adresses, nous nous sommes aperçus que certaines personnes avaient créé des fronts populaires, à Jaroslav, Ivanovo, etc. [...]. Quoi qu'il en soit, ces adresses ont constitué par la suite la base des groupes de Russie démocratique. Des clubs d'électeurs sont apparus sur la base de ces adresses auxquelles nous faisons parvenir des informations. Il y avait une soixantaine d'adresses, dans 40-50 villes. [...] Lorsque Russie démocratique s'est formée pendant l'été 1990, nous avons diffusé une lettre d'information. C'est moi qui l'ai rédigée, avec Arkadij Murašëv. Il était président du comité organisateur, et moi secrétaire. Nous avons envoyé cette lettre aux adresses du MOI, aux adresses recueillies au cours de la campagne électorale par les députés de la Russie provenant de différentes régions" (M. Šnejder, entretien du 24/2/1994).

En délicatesse avec les organisateurs de Russie démocratique issus du MOI, le Club d'électeurs de l'Académie des sciences (KIAN) refuse de transmettre le nom de ses membres:

"Nous avons eu un sérieux conflit avec la direction de Russie démocratique lorsque celle-ci a conçu le projet de dresser la liste de tous les membres [des organisations participantes]. Or à l'époque, la situation était très instable, peu claire. Où pouvait bien atterrir cette liste, entre quelles mains? Au KIAN [...], nous avons instamment demandé à nos cellules de base de n'en rien faire. [...] J'ai eu à cette occasion un sérieux différend avec Šnejder, Bokser [anciens membres du MOI], Savostjanov [coprésident du KIAN], et même, il faut le dire, avec Jurij Nikolaevič Afanas'ev. Mais nous n'avons pas pu stopper le processus" (L. Vahnina, entretien du 6/7/1994).

Outre l'argument, fort crédible, de sécurité, le refus d'obtempérer peut également avoir été motivé par une volonté du KIAN de conserver un certain pouvoir (le pouvoir d'un intermédiaire) dans une structure complexe où les membres du MOI sont en train de s'emparer des principaux fils.

Le troisième groupe est constitué par des personnalités connues qui ne viennent pas de la "base" du mouvement démocratique. Ce sont soit des membres du Groupe interrégional des

---

<sup>68</sup> S. MITROHIN. *Novye partii v političeskom spektre Rossii...*, op. cit., 1991.

députés (MDG), dont la popularité doit beaucoup à la retransmission télévisée des sessions du Congrès de l'URSS en 1989, soit des députés de la RSFSR nouvellement élus. Leur place dans le mouvement Russie démocratique suscite de vifs débats lors du congrès constitutif en octobre 1990. Certains délégués veulent neutraliser ces "généraux" qui vont vouloir "s'approprier" Russie démocratique plutôt que s'en faire les porte-parole. Il est donc suggéré de créer à leur intention un Conseil politique consultatif "décoratif"<sup>69</sup>. D'autres, au sein du comité organisateur, sont conscients qu'il faut leur laisser une place plus importante dans l'organisation, mais craignent de voir la majorité des délégués plébisciter les personnes les plus connues: ils ne veulent pas mettre à la tête du mouvement celles qui seraient susceptibles de porter ombrage à El'cin. Les grandes figures qui se sont distinguées pendant les campagnes électorales seront finalement présentes dans les organes de pouvoir de *DemRossija*, mais leur nomination a été décidée par un collège restreint (et non par l'assemblée du congrès constitutif)<sup>70</sup>. Certaines sont devenues membres du Conseil de coordination (T. Gdljan, G. Kasparov, G. Starovojtova et N. Travkin), d'autres élues coprésidents (trois députés de l'URSS: G. Popov, Ju. Afanas'ev, A. Murašëv, et trois députés de la RSFSR: G. Jakunin, L. Ponomarëv, Dmitriev). Aucun des rivaux déclarés ou potentiels de B. El'cin n'est élu coprésident: N. Travkin, qui, selon certains observateurs, visait alors la présidence de la Russie<sup>71</sup>, et T. Gdljan, dont la popularité avait été très forte au moment des élections de 1989 (supérieure à celle d'El'cin, selon V. Igrunov<sup>72</sup>), sont relégués à des positions subalternes. Dans cette nouvelle structure, les positions dominantes sont détenues avant tout par les organisateurs, puis par les personnalités dans la mesure où elles sont "fiables" et ne cherchent pas à utiliser le mouvement Russie démocratique pour faire concurrence à El'cin.

Russie démocratique, elle-même dominée par El'cin, réussit à dominer le mouvement démocratique, à étouffer la concurrence et à se faire reconnaître par la majorité des partis démocratiques comme leur représentant face à leurs adversaires dans l'espace politique. Pas plus qu'elle ne réussit son départ du Parti, la Plateforme démocratique ne réussit son entrée dans l'univers des partis, ce qui la handicape fortement dans sa concurrence avec Russie démocratique. D'une part, elle éprouve de sérieuses difficultés à se situer par rapport aux autres partis et organisations, à définir sa forme et son positionnement idéologique. La Plateforme démocratique pénètre dans l'univers des partis sans le bouleverser. D'autre part, elle s'aligne sur la position prise par Russie démocratique dans le jeu politique à l'échelle nationale. DR a une ligne stratégique beaucoup moins ambivalente: elle soutient le pouvoir russe (i.e. El'cin, devenu président du Soviet suprême de la RSFSR puis Président de la Russie) contre le pouvoir de l'Union (gouvernement Ryžkov et président Gorbačëv). La Plateforme démocratique, ravalée au rang de simple parti (RPRF), n'a ni les moyens ni la velléité de prendre le contre-pied de ce positionnement et de passer à une concurrence explicite.

---

<sup>69</sup> A. VASILEVSKIJ. *Demokraty: ob"edinenie i razmeževanija*, *op. cit.*, 1990.

<sup>70</sup> C'est le Conseil des représentants qui procède à leur désignation début 1991.

<sup>71</sup> Les élections ont lieu en juin 1991.

<sup>72</sup> V. IGRUNOV. *O stanovlenii politiki na rubeže vos'midesjatyh i devjanostyh*, *op. cit.*, 1992.



## Section B/ El'cin: charisme et dépendances

A partir des élections de 1989, El'cin devient un point focal pour le mouvement démocratique. Par sa position dans la structure du jeu, sa multipositionnalité et ses succès électoraux, il s'impose peu à peu comme la figure emblématique du mouvement. La relation entre les deux parties est asymétrique: El'cin exerce une contrainte forte sur le mouvement et sur sa stratégie. Les informels/démocrates ne sont pas tous, loin s'en faut, ses adeptes. C'est un ensemble de processus – y compris les agissements des informels/démocrates – qui concourt à ce qu'El'cin se trouve à cette position de leader charismatique, ce dont ni lui ni les informels/démocrates ne sont complètement responsables (même si, par ailleurs, El'cin développe une stratégie charismatique délibérée). Un leader charismatique a certes besoin d'une "communauté émotionnelle d'adeptes" (pour reprendre l'expression de M. Weber) qui atteste de sa qualité d'homme "hors du commun", mais c'est avant tout sa position dans la structure du jeu politique et le fait qu'il apparaît à des acteurs significatifs comme un point saillant ou une solution possible à une crise, qui lui confèrent ce statut<sup>73</sup>. Le mouvement informel/démocratique se trouve donc avoir à sa tête un leader dont il ne peut se débarrasser, dont il renforce la position dans l'espace politique et dont il est de plus en plus dépendant. Cette dépendance progressive est d'ailleurs un élément auquel il se brisera.

El'cin a commencé à se démarquer – et à être démarqué – grâce aux tensions au sein du camp réformateur fin 1987<sup>74</sup>. Il devient alors le seul oppositionnel de cette dimension au sein de l'appareil (il a été membre suppléant du Politburo et, en 1989, est membre du Comité central du PCUS).

A partir de la campagne de 1989, il mène une stratégie charismatique délibérée: il sait se mettre en avant, passer devant ses rivaux, occuper avant les autres les positions stratégiques<sup>75</sup>. C'est un professionnel de la politique, contrairement à ses deux principaux rivaux au sein du mouvement démocratique en 1989 (Sakharov et Gdijan).

El'cin, qui appartient à la strate supérieure du Parti, est incorporé au mouvement démocratique: il devient membre des organes dirigeants de toutes les organisations qui comptent sur l'arène électorale et l'espace du Parti. Cette multipositionnalité lui procure des ressources car il a accès à différents lieux de l'espace politique, et la portée de ce qu'il dit se trouve démultipliée par son identité multiple.

---

<sup>73</sup> cf. M. DOBRY. *Sociologie des crises politiques...*, op. cit., p. 227 et suiv., ainsi que son analyse du "décollage" du parti nazi entre 1928 et 1930 grâce au ralliement de différents acteurs politiques, économiques, sociaux (segments du monde rural, du monde des affaires, partis conservateurs autoritaires...). Ces soutiens permettent au parti nazi de devenir un "partenaire acceptable" dans les jeux politiques, ce qui contribuera à renforcer l'image de leader charismatique d'Hitler, désormais reconnu au-delà du cercle restreint de ses premiers adeptes (M. DOBRY. Charisme et rationalité: le "phénomène nazi" dans l'histoire In J. LAGROYE dir. *La politisation*, Paris: Belin, 2003, p. 301-323). Brigitte GAÏTI (*De Gaulle: prophète de la Cinquième République (1946-1962)*). Paris: Presses de sciences po, 1998, 372 p.) montre pour sa part comment P. Mendès France et C. de Gaulle arrivent à occuper une position prééminente et à devenir des leaders "charismatiques" parce qu'ils sont perçus, l'un en 1954, l'autre en 1958, comme des solutions à des crises, à des blocages engendrés par le jeu politique de la Quatrième République. Ils sont distingués du reste des acteurs et sont amenés à se distinguer sur un mode "charismatique", en "jou[ant] sur leur personne et sur le registre de la rupture avec les formes routinières de l'activité politique". Mais ces stratégies découlent avant tout des contraintes de la position dans lesquels l'un et l'autre sont placés. Voir aussi, pour un point de vue partiellement convergent avec ces travaux, I. KERSHAW. *Hitler. Essai sur le charisme en politique*. Paris: Gallimard, 1995, 240 p.

<sup>74</sup> Il s'agit de l'"affaire El'cin" d'octobre-novembre 1987 (cf. encadré 8, p. 203). Après une période de retrait, El'cin redevient un opposant au sein de l'appareil lors de la campagne de 1989 (sur la tentative d'une partie du Comité central du PCUS de former une commission spéciale sur El'cin, cf. p. 247).

<sup>75</sup> On se souvient que Sakharov n'avait pas voulu se présenter dans la circonscription territoriale-nationale de Moscou en 1989 parce qu'El'cin s'était déjà déclaré candidat, et que ce dernier était sans trop d'états d'âme passé avant Sakharov à la tribune du grand meeting post-électoral du 21/5/1989 (cf. encadré 10, p. 258).

Enfin la compétition électorale renforce sa position. En 1989, il est le seul à remporter une victoire d'une telle ampleur: son score électoral dans l'une des circonscriptions les plus grosses et les plus symboliques du pays (ville de Moscou) est interprété comme un plébiscite. Il se détache nettement des autres et devient dès lors un point saillant du jeu politique. Après les élections de 1990, il occupe des positions institutionnelles qui prennent de la valeur (présidence du Soviet suprême de la RSFSR en 1990, présidence de la Russie en 1991) et font désormais de lui un leader "naturel".

La relation entre El'cin et les informels/démocrates est dès le début asymétrique. Mais cette asymétrie se creuse avec le temps: le mouvement devient de plus en plus dépendant d'El'cin tandis que ce dernier conserve des moyens de ne pas se lier au mouvement.

Avec la campagne de 1989, El'cin apparaît aux informels/démocrates comme un allié indispensable parce qu'il donne de la visibilité à leurs mobilisations. Ces mobilisations réussissent d'autant mieux qu'elles se font autour de lui. Même ceux qui se méfient d'El'cin sont amenés à le soutenir et à renforcer sa stratégie charismatique. Parce qu'il appartient au mouvement démocratique et à la nomenklatura du Parti, les informels/démocrates croient pouvoir l'utiliser comme porte-parole auprès du pouvoir central pour faire passer leurs revendications, comme les clubs avaient pu le faire à la période antérieure avec leurs intermédiaires. Mais El'cin ne se fait leur porte-voix que quand ce rôle convient à sa propre stratégie. Non seulement il détient une pluralité de positions dans le mouvement et le Parti, mais il occupe un *trou structural* entre ces deux ensembles car il est le seul à faire le lien entre eux à un niveau élevé de la hiérarchie<sup>76</sup>. Cette situation lui permet d'avoir une emprise considérable sur le mouvement<sup>77</sup>. Ce qu'il dit devant les institutions du Parti au nom du mouvement ne peut pas être contrôlé ni contredit par les dirigeants démocrates; au contraire, ils se trouvent liés par la ligne d'action choisie par El'cin. Sa multipositionnalité dans le mouvement lui donne de surcroît l'avantage de connaître d'avance les calculs et stratégies des uns et des autres; il peut en conséquence plus facilement définir sa propre tactique.

Lorsque El'cin sera en possession de positions de pouvoir sur l'arène russe (contrôle de l'exécutif), le mouvement démocratique entrera dans un rapport de collusion avec le "nouveau pouvoir". Mais cette collusion est bien différente de celle qui existait entre les informels et les réformateurs du Parti à la période antérieure. Les informels cherchaient alors (et parvenaient) à se démarquer de leurs alliés du pouvoir, à élargir leur espace d'action; les clubs (y compris les plus "loyaux") revendiquaient des droits politiques, essayaient de détourner le discours officiel et d'investir certaines institutions d'un nouveau sens. La distance qu'ils maintenaient avec leurs alliés était une condition pour préserver leur réputation (peur du stigmata) et un moyen de gagner un statut d'acteurs politiques autonomes.

---

<sup>76</sup> Un acteur est dans un "trou structural" lorsqu'il est un intermédiaire entre deux sous-ensembles non reliés entre eux. "*Les absences de relations (les trous structuraux) représentent des opportunités [...] de se poser en intermédiaire contrôlant les flux d'information et la coordination des actions entre les acteurs se trouvant de part et d'autre de ce trou*" (R. BURT. Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur. *Revue française de sociologie*, XXXVI, 1995, p. 599-627). L'idée de *trou structural* vient de celle de *tertius gaudens* (ou "troisième larron") développée par G. Simmel: un individu qui fait le lien entre deux acteurs mais n'est partisan ni de l'un ni de l'autre peut tirer un avantage personnel de sa position, surtout si les relations entre les deux parties sont conflictuelles (G. SIMMEL. The Number of Members as Determining the Sociological Form of the Group: II. *American Journal of Sociology*, 8, 1902, p. 158-196).

<sup>77</sup> La sociologie des réseaux insiste sur le fait que "*le pouvoir d'un acteur n'est pas [...] une propriété individuelle, mais une propriété du système relationnel dans lequel l'acteur occupe une position plus ou moins centrale ou périphérique, plus ou moins dépendante ou autonome. Le pouvoir est certes une relation d'autorité, et non pas un attribut des acteurs, mais il est aussi un effet de système, un avantage structural, un effet de la position des acteurs dans un ensemble où ressources et opportunités se distribuent inégalement*" (E. LAZEGA. Analyse de réseaux et sociologie des organisations. *Revue française de sociologie*, XXXV-2, avril-juin 1994, p. 304).

Le mouvement démocratique, lui, se laisse domestiquer par El'cin. Il défend El'cin contre les conservateurs, se "mouille" à ses côtés dans certaines décisions politiques qui rendent l'affrontement entre la Russie et l'Union hautement probable puis irréversible. Dans ce jeu, le mouvement est contraint de choisir son camp et de se définir comme russe et comme libéral. Pendant longtemps, il n'a pas la possibilité de se démarquer du pouvoir exécutif russe que construit El'cin<sup>78</sup>, pas plus qu'il n'est en mesure de peser sur ce pouvoir ou sur certaines décisions (il n'est pas sollicité pour élaborer le programme économique, qui devient un instrument politique décisif dans la lutte entre l'URSS et la Russie). Le mouvement démocratique n'a pas les moyens de jouer le double jeu qui faisait toute l'originalité du mouvement informel et lui donnait sa dynamique.

Après l'échec du putsch d'août 1991, qui transforme complètement le jeu puisqu'il entraîne l'effondrement des conservateurs, la disparition du PCUS et de l'URSS, les différents acteurs du mouvement démocratique peuvent se positionner différemment vis-à-vis d'El'cin, voire sortir du mouvement pour entrer dans l'opposition. La relation de collusion se relâche. Le mouvement démocratique commence alors à son tour à se dissoudre: si la relation avec El'cin était extrêmement contraignante, elle constituait néanmoins un pivot autour duquel s'articulait son identité.

La dépendance progressive du mouvement vis-à-vis d'El'cin est analysée en deux temps: (I) au moment de la montée d'El'cin au pouvoir, lorsque celui-ci devient un point focal de plus en plus contraignant pour le mouvement; (II) après son accession au pouvoir en Russie, lorsqu'il utilise le mouvement pour se doter d'instruments de captation des compétences et mener des offensives contre les institutions de l'Union. La relation avec le chef de l'exécutif russe pousse également le mouvement à altérer de façon significative son identité en se définissant comme "libéral", ce qui entraîne une cassure du mouvement (III).

## **I/ Un point focal pour le mouvement**

Dans sa montée au pouvoir, El'cin s'appuie sur le mouvement informel/démocratique qui va constituer une structure de plausibilité pour sa stratégie charismatique. Cette relation, asymétrique, sera de plus en plus contraignante pour le mouvement.

### **1/ Les mues d'El'cin**

Le mouvement informel/démocratique permet à El'cin de se reconvertir de membre de la nomenklatura en oppositionnel. Entre 1986 et 1989, El'cin change deux fois d'identité. Lorsqu'il est nommé premier secrétaire du Comité du Parti de la ville de Moscou (MGK) par Gorbačëv en décembre 1985, il est perçu comme un *représentant du pouvoir réformateur*. Avec l'"affaire El'cin" fin 1987, il devient un *contestataire au sein de la nomenklatura*. Il occupe dès lors une position très ambiguë dans le champ du Parti puisqu'il est officiellement rétrogradé et privé de tout poste politique, tout en étant considéré comme l'un des principaux acteurs politiques du Parti. Fin 1987-début 1988, il perd en effet son poste de membre suppléant du Politburo pour n'être plus que membre du Comité central du PCUS; il perd aussi son poste de premier secrétaire du MGK pour n'être plus que premier vice-président du Comité d'Etat à la Construction avec rang de ministre de l'URSS, portefeuille qui n'est pas

---

<sup>78</sup> Certains inconditionnels d'El'cin ne cherchent même pas à le faire, mais rien ne dit qu'ils sont majoritaires dans le mouvement, ni même dans la seconde cohorte.

perçu comme politique<sup>79</sup>. A la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti en été 1988, il tente un retour dans la sphère politique du Parti en demandant sa réhabilitation, faveur qu'il n'obtient pas. Il est donc maintenu dans cet état intermédiaire, démuné d'accès légitime au pouvoir sans être totalement éliminé de cette sphère. El'cin y voit avant tout l'effet d'une stratégie de Gorbačëv où il doit servir de faire-valoir au Secrétaire général du Parti<sup>80</sup>. Mais il est tout aussi probable que Gorbačëv n'ait pas été en mesure d'écarter le personnage de contestataire qu'El'cin était devenu après l'"affaire El'cin". Enfin, sa deuxième mue intervient au moment des élections de 1989, où il se transforme en *porte-parole du mouvement démocratique*, tout en gardant ses positions officielles dans le Parti et le gouvernement de l'URSS.

Lors de la première campagne électorale, le mouvement informel/démocratique a recours à El'cin, qui, par sa seule présence, donne une visibilité et un retentissement médiatique aux mobilisations. Il est nommé membre des instances dirigeantes de toutes les organisations démocratiques qui se veulent représentatives: il entre dans le Conseil social de Mémorial en janvier 1989, est élu coprésident du Groupe interrégional des députés de l'URSS (MDG) en juillet 1989, membre du Conseil de coordination de la Plateforme démocratique du PCUS en janvier 1990 et devient le candidat phare du bloc Russie démocratique en janvier 1990. Il est un trophée à arborer dans la compétition interne au mouvement, et un élément de crédibilité face aux autres acteurs de l'espace politique. Lorsque les clubs du Parti lancent une campagne de pétition en juin 1989 dans l'espoir de convoquer un congrès extraordinaire du PCUS, ils invoquent le soutien d'El'cin<sup>81</sup>, escomptant probablement un effet de mobilisation. Il est un personnage-clé dans la mise en scène des meetings de masse de 1989 où l'on utilise son image de martyr (attaqué par les conservateurs du Comité central) et de tribun (on lui attribue le pouvoir de mobiliser les masses). Etant donné sa multipositionnalité, il démultiplie la portée des revendications dont il se fait le porte-parole, défendant par exemple des propositions de la *Plateforme démocratique* en tant que *député* de l'URSS à un *meeting* post-électoral.

Pourtant rien ne prédisposait les informels/démocrates et El'cin à se rapprocher. On se souvient que les leaders de la première cohorte s'étaient tenus à distance de lui par peur d'une contamination en raison de sa grande tolérance envers Pamjat' et de sa position ambiguë à l'égard des informels lorsqu'il dirigeait le Comité du Parti de Moscou. C'est l'entrée de la seconde cohorte dans le mouvement et le contexte électoral qui rendent ce rapprochement possible. L'arrivée des nouvelles recrues, qui n'ont pas cette mémoire politique, lui donne une virginité, même si certaines se disent méfiantes à l'égard de ce "*transfuge*"<sup>82</sup>. La seconde vague est composée d'individus qui se mettent au service des candidats de 1989 (dont El'cin fait partie), qui sont plus souvent membres du Parti que les premiers informels et se sont engagés plus tardivement dans un mouvement oppositionnel: leur trajectoire est en ce sens plus proche de celle d'El'cin. Le rapprochement se fait à l'initiative des informels/démocrates qui, au début de la campagne de 1989, sont en position de faiblesse car ils ne peuvent pas

<sup>79</sup> Gorbačëv l'aurait d'ailleurs prévenu qu'il ne le "*laisserai[t] pas faire de politique*" (B. KOVAL'. *Političeskij dialog: Mihail Gorbačëv – Boris El'cin* [Le dialogue politique entre Mihail Gorbačëv et Boris El'cin] In B. KOVAL'. *Rossija segodnja...*, op. cit., 1991, p. 396, citant El'cin).

<sup>80</sup> "*On m'a souvent demandé, et moi-même je me suis demandé, pourquoi il a décidé de ne pas m'éliminer complètement... Il me semble que si Gorbačëv n'avait pas eu El'cin, il l'aurait inventé. [...] Dans ce spectacle vivant, tous les rôles étaient distribués comme dans une bonne pièce. Ligačëv est le conservateur, le personnage négatif; El'cin, le boute-feu qui fait des échappées sur la gauche; et Gorbačëv en personne, le héros principal, qui est sage et comprend tout. C'est apparemment ainsi qu'il voyait les choses*" (B. EL'GIN. *Ispoved' na zadannuju temu* [Confession sur un thème imposé]. Moscou, 1990, p. 79, cité par B. KOVAL'. *Političeskij dialog...*, op. cit., p. 396).

<sup>81</sup> K kommunistam v pervičnyh partijnyh organizacijah, rajkomah, MGK KPSS [Aux communistes des cellules de base du Parti, des *rajkoms*, du Comité de la ville de Moscou du PCUS], 7/6/1989 In *Sbornik dokumentov Moskovskogo partijnogo kluba (Kommunisty za perestrojku)*, Moscou, 1989.

<sup>82</sup> cf. E. Savostjanov supra p. 257.

participer directement aux élections et recherchent des alliés capables de faire le poids. Assuré de remporter son siège de député de l'URSS avec l'aide de son groupe de soutien<sup>83</sup>, El'cin avait d'abord refusé toute collaboration extérieure, mais la perspective d'entrer au parlement avec un groupe d'alliés le fait changer d'avis<sup>84</sup>. Les élections de 1989 ne feront qu'augmenter sa valeur car son succès électoral n'est égalé par aucun autre député démocrate de Moscou<sup>85</sup>. El'cin était déjà un leader charismatique, mais il se distingue désormais clairement de toutes les autres grandes figures du mouvement (Sakharov, Gdljan, Afanas'ev, Popov...).

## 2/ Une relation asymétrique

El'cin jouit d'une liberté quasi-totale en tant que représentant du mouvement démocratique. Il établit parfois sa ligne d'action en s'appropriant les stratégies des organisations démocratiques dont il est membre. Ainsi, lorsqu'il présente les principales revendications de la Plateforme démocratique devant le Comité central du PCUS en février 1990, il y adjoint des propositions personnelles sans faire le tri et sans même évoquer explicitement le nom de la Plateforme démocratique. Il attribue ainsi à ses propres positions la force et la représentativité d'un travail collectif:

"Je voudrais exposer, dit-il, quelques idées qui se fondent sur mes propres positions ainsi que sur la déclaration de la Conférence nationale des clubs et organisations du Parti qui s'est déroulée en janvier [1990]" (il s'agit de la conférence constitutive de la Plateforme démocratique).

Sur les dix points mentionnés, deux ne figurent pas dans le texte de la Plateforme démocratique, notamment la revendication d'une fédéralisation de l'Etat et du Parti ("passage d'un principe unitaire de construction de l'Etat et du PCUS à une union volontaire des peuples et des PC des républiques")<sup>86</sup>.

Les informels/démocrates s'étaient peut-être attendu ou imaginé qu'il leur serait possible de mandater El'cin et de lui demander des comptes. Mais El'cin est en position de ne pas se plier à ce type de relation. Ici, il radicalise le contenu de la Plateforme alors que ses initiateurs avaient peut-être jugé le sujet de la fédéralisation du Parti trop sensible pour être abordé de façon explicite dès cette période. Quoi que dise El'cin au nom de la Plateforme, il leur est impossible de se démarquer de lui. A une autre occasion, El'cin s'approprie un acte dont la Plateforme démocratique peut légitimement revendiquer la propriété: il s'agit du départ du Parti au moment du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès (juillet 1990). Au fait des débats et hésitations dans

<sup>83</sup> La campagne d'El'cin est organisée par le "Comité des 19", c'est-à-dire par les collectifs de travailleurs de 19 entreprises du complexe militaro-industriel de Moscou et Zelenograd (dans les environs de Moscou) qui ont proposé sa candidature, non sans bénéficier de l'appui de certains comités du Parti. Voir la biographie d'El'cin sur le site de Panorama: <http://www.panorama.ru/gov/gov20036.shtml>.

<sup>84</sup> V. IGRUNOV. O stanovlenii politiki na rubeže vos'midesjatyh..., *op. cit.*, 1992.

<sup>85</sup> Rappelons qu'il est élu avec 89,4 % des voix dans la circonscription territoriale-nationale qui couvre l'ensemble de la ville de Moscou, alors que les circonscriptions territoriales où sont élus les autres députés ne couvrent qu'un ou deux arrondissements.

<sup>86</sup> Les autres points sont: 1) abandon du centralisme démocratique, 2) abandon de l'appareil en tant qu'instrument de pouvoir, passage aux principes démocratiques d'autogestion dans le parti par des organes élus, 3) multipartisme, 4) abandon du principe d'unanimité formelle, reconnaissance de la pluralité des opinions, 5) suppression de l'article 6 de la Constitution que le PCUS doit lui-même proposer au titre de son droit d'initiative législative, 6) passage à une structure horizontale du Parti: association de communistes selon un principe fonctionnel ou territorial, 7) élections directes, égalitaires, à bulletin secret dans les organes du Parti, 8) subordination de la presse du Parti au seul congrès ou conférence, et non aux secrétaires de comités du Parti. Abandon de la nomenklatura, non intervention dans la nomination ou l'élection de chefs d'organes qui dépendent des soviets locaux ou du Congrès des députés. Abandon de tous les privilèges dans le parti (Vystuplenie B.N. El'cina na fevral'skom (1990g.) plenum CK KPSS [Discours de B.N. El'cin au plénum du Comité central du PCUS de février (1990)]. *Pravda*, 6/2/1990).

lesquels la *DemPlatforma* est plongée sur le moment le plus opportun de quitter le PCUS, El'cin prend la décision unilatérale de démissionner du Parti en plein Congrès, sans en référer ni faire référence à la Plateforme, sachant que son action aura toutes les chances d'entraîner le départ de celle-ci. Il se fait le porte-parole du mouvement informel/démocratique quand il y trouve son compte: ce n'est pas le cas au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du Parti.

El'cin a aussi la faculté d'orchestrer ses apparitions dans le mouvement comme il l'entend: sa multipositionnalité lui confère un don d'ubiquité. Contrairement aux autres porte-flambeaux du mouvement comme Ju. Afanas'ev ou G. Popov qui paient beaucoup de leur personne, il n'apparaît que quand sa place est bien marquée et qu'il n'a pas besoin de la négocier. Il apparaît là où et quand il peut en tirer avantage: s'il est assidu aux meetings pré- et post-électorales de 1989-1990, il ne daigne faire sa première apparition au Conseil de coordination de la Plateforme démocratique qu'en avril 1990 (alors que le Conseil existe depuis janvier), au plus fort de la crise déclenchée par la parution de la "lettre ouverte" du Comité central du 11/4/1990<sup>87</sup>. De même, au lendemain des élections de 1990, El'cin n'assiste à aucune des réunions du groupe parlementaire Russie démocratique du Congrès de la RSFSR auquel il appartient et qui se rassemble pourtant dans les locaux du Comité du Soviet suprême qu'il préside<sup>88</sup>. Ses déplacements, dûment choisis, changent le poids et le sens des réunions: ils sont un élément de dramatisation et d'escalade.

Cette participation à éclipses met les informels/démocrates dans une position délicate car ils sont amenés à dissimuler son absence. Lorsque le bloc Russie démocratique et la Plateforme démocratique du PCUS convoquent leurs congrès constitutifs les *mêmes* jours (20-21 janvier 1990), El'cin disparaît de Moscou, probablement pour ne pas avoir à montrer quelle arène de compétition (Soviets ou PCUS) il privilégie, sachant que l'ordre de ses apparitions a de fortes chances d'être interprété. Pourtant, nulle part il n'est précisé qu'El'cin est absent de ces réunions. Au contraire, tout se passe comme s'il était là: il est élu au Conseil de coordination de la Plateforme démocratique et reçoit pour mission de faire un compte-rendu au prochain plénum du Comité central<sup>89</sup>, il est arboré comme l'une des pièces maîtresses du bloc électoral Russie démocratique, alors que lui-même ne semble pas souscrire pleinement à l'idée d'une coalition unie et forte, préférant s'appuyer sur une kyrielle d'organisations<sup>90</sup>.

Le fait qu'il est élu sans être là, qu'il est le porte-parole du mouvement sans être son agent mandaté, qu'il rechigne à se lier publiquement aux informels/démocrates exerce sur ces derniers une contrainte; c'est une relation asymétrique dans laquelle ils sont coincés.

El'cin n'est pas seulement intégré dans des organisations démocratiques centrales à l'instar d'autres démocrates connus, il devient la figure emblématique du mouvement. Que les informels/démocrates le veuillent ou non (et nombreux sont ceux qui s'en méfient), El'cin s'est imposé à eux. On le considère comme une solution pour maintenir l'unité du mouvement à une période où celui-ci change de dimension, de nature et de place dans l'espace politique. Il est un point vers lesquels de plus en plus d'informels/démocrates convergent parce qu'il est l'un des acteurs politiques les plus proéminents, qu'il a pris ses distances avec le "système", qu'on le crédite d'un avenir politique et qu'il dépasse, par sa multipositionnalité, les différents clivages du mouvement. T. Schelling souligne que la solution vers laquelle convergent les

---

<sup>87</sup> cf. encadré 19, p. 326.

<sup>88</sup> J. HOUGH. *Democratization and Revolution in the USSR...*, op. cit., 1997, p. 300.

<sup>89</sup> A. ARHIPOV. O nekotoryh aspektah dejatel'nosti Sevastopol'skogo RK KPSS g. Moskvy sredi obščestvenno-političeskikh formirovanij [Quelques aspects de l'activité du *rajkom* Sevastopol' du PCUS de la ville de Moscou parmi les formations socio-politiques], 1990, 6 p. (document du Département idéologique du *rajkom*).

<sup>90</sup> Cf. sur ce point M. URBAN, V. IGRUNOV, S. MITROKHIN. *The Rebirth of Politics in Russia*. Cambridge: Cambridge University Press, 1997, p. 183.

acteurs n'est pas nécessairement la plus "logique" ou la plus "rationnelle" (en l'occurrence, ils ne promeuvent pas l'un des leurs ou un noyau dur issu de leurs rangs), mais celle qui saute le plus aux yeux. Elle provient généralement d'une perception intuitive de ce à quoi les autres s'attendent<sup>91</sup>.

Des tentatives sont faites fin 1989-début 1990 pour livrer à El'cin les organisations les plus représentatives du mouvement démocratique parce qu'on les croit en danger. Même si elles échouent, ces tentatives sont le signe qu'El'cin est perçu comme un homme providentiel. On lui offre ainsi la direction du Groupe interrégional des députés et de la Plateforme démocratique. I. Čubajs, considérant que la Plateforme démocratique est tombée aux mains de l'"appareil" en mars 1990, suggère à El'cin d'en prendre la tête<sup>92</sup>. Cette prise de pouvoir n'aura pas lieu, mais la proposition de Čubajs montre avec quelle rapidité El'cin est perçu comme l'ultime rempart possible par quelqu'un qui, trois mois plus tôt, se félicitait qu'on ne puisse définir la Plateforme comme "*le parti d'El'cin [ou] de Gdljan*", mais comme un "*bloc des forces de gauche*"<sup>93</sup>.

Pour faire d'El'cin le leader officiel du mouvement démocratique, certains n'hésitent pas à faire sauter le verrou de la collégialité qui avait été un trait caractéristique des principaux clubs informels depuis 1987 et qui semble perdurer dans les grandes organisations du mouvement démocratique:

"J'ai été indigné, explique V. Igrunov, à l'idée qu'on puisse placer El'cin à la tête [du Groupe interrégional des députés de l'URSS]. J'en ai parlé à Boldyrev [...], à Afanas'ev [députés de l'URSS], j'ai essayé de les convaincre qu'il ne fallait surtout pas faire ça. [...]. Un député m'a demandé: '*El'cin ne te plaît pas, soit, mais comment vois-tu l'organe dirigeant?*' – '*Comme à Mémorial*', ai-je répondu. *Nous avons élu des coprésidents égaux. On peut y inclure Sakharov, Popov, El'cin et Afanas'ev: ils feront quatre bons coprésidents*'. [Le député] a proposé cette idée, et cinq coprésidents ont été élus [...]. Mais voilà que Popov fait la proposition suivante: '*Nous serons coprésidents, mais chaque année l'un de nous sera coprésident principal. La première année, ce pourrait être El'cin, la seconde quelqu'un d'autre...*'. Quoi!? Mais alors cela veut dire que toute cette idée de coprésidence ne rime plus à rien!"<sup>94</sup>.

La collégialité de direction remplit en fait plusieurs fonctions et n'a pas le même sens à travers le temps: en 1987-1988, elle servait au noyau dur du mouvement informel à imposer sa domination; dans le cas présent, elle sert à écarter la possibilité d'une domination par un chef unique<sup>95</sup>.

Les résistances sont assez fortes dans le mouvement informel/démocratique pour empêcher El'cin d'en devenir le leader unique et incontesté. En 1989, la plupart des informels/démocrates ont tendance à préférer Sakharov à El'cin, même si certains peuvent

<sup>91</sup> "*intuitively perceived mutual expectations*" (T. SCHELLING. *The Strategy of Conflict...*, op. cit., p. 71).

<sup>92</sup> I. Čubajs, entretien accordé à S. Mitrofanov, 30/5/2004.

<sup>93</sup> IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 20 po 28 janvarja 1990 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 20 et le 28 janvier 1990 aux Secrétaires du *rajkom* du PCUS, chefs de départements du *rajkom* du PCUS], 1990, 3 p.

<sup>94</sup> V. IGRUNOV. Miting v Lužnikah i načalo Mežregional'noj deputatskoj grupy [Le meeting au stade Lužniki et les débuts du Groupe interrégional des députés], 2002. L'idée d'une présidence à tour de rôle est finalement rejetée car elle repose sur une hypothèse qui semble alors assez aléatoire aux délégués du Groupe interrégional: i.e. la survie pendant cinq ans de leur fraction parlementaire, voire du Congrès des députés de l'URSS lui-même.

<sup>95</sup> Parmi les fondements de la collégialité de direction, M. WEBER (*Economie et société*. 2<sup>e</sup> édition. Paris: Plon, 1995, vol. 1, p. 364-365) distingue notamment: "*le caractère d'un ordre qu'ont les 'notables' de la strate qui l'emporte pour la possession de la direction et qui monopolise cette possession, la collégialité de la direction étant alors le produit de la domination aristocratique d'un ordre [...]*" et "*l'absence d'un chef, par suite de la rivalité des concurrents ou des efforts des individus dominés pour réduire la domination d'hommes seuls*".

miser sur El'cin par calcul, parce qu'ils le pensent mieux placé. Le soutien à El'cin est beaucoup plus net au sein du Groupe interrégional des députés de l'URSS, qui compte peu d'anciens dissidents ou oppositionnels. Tant que Sakharov est dans le mouvement (il meurt en décembre 1989), El'cin a du mal à s'imposer. Il y a une concurrence. Mais le problème se pose vite en d'autres termes après les élections de 1990 lorsque El'cin s'empare de positions institutionnelles fortes. Il est placé en position de pouvoir tenter une domestication, une instrumentalisation du mouvement démocratique.

### III/ Les ressorts de la domestication du mouvement par El'cin

Les relations entre El'cin et le mouvement démocratique se transforment après les élections de 1990 en raison d'une part d'un changement de statuts des acteurs (El'cin devient président du Soviet suprême de la RSFSR, certains démocrates entrent au parlement russe où leur bloc détient le tiers des sièges) et d'autre part d'une concurrence croissante entre le pouvoir central et le pouvoir russe. La dynamique politique dans laquelle l'URSS est engagée fait qu'une majorité massive du Congrès des députés de la RSFSR, tout comme les parlements des autres républiques soviétiques, aspire à une redistribution des compétences. Mais, à la différence des républiques baltes qui essaient de se détacher de l'Union, le pouvoir exécutif russe naissant qui s'organise autour d'El'cin tente de s'immiscer dans le niveau central du pouvoir pour y exercer son influence. Il y a coexistence de deux pouvoirs<sup>96</sup>.

El'cin se dote d'instruments politiques de captation des compétences, parmi lesquels se trouvent la Déclaration de souveraineté de la Russie, un programme économique propre dit "plan des 500 jours" et la création d'une institution présidentielle en Russie. Ces instruments, qui contiennent en germe des conflits de lois avec le niveau de l'Union, donnent une grande marge de manœuvre au pouvoir russe: ils permettent de tester la résistance du pouvoir central, d'imposer des négociations dans certains domaines, d'aller, le cas échéant, jusqu'à l'affrontement direct.

Le mouvement démocratique est largement mis à contribution dans l'élaboration et l'usage de ces instruments. A partir des élections de 1990, il s'organise autour du nouveau pouvoir russe et se détourne de plus en plus du pouvoir fédéral. Il se met presque entièrement à "travailler pour El'cin" sous des modalités différentes: (i) des "experts", prélevés sur le mouvement, mettent au point ces instruments de captation de compétences, élaborent l'assise institutionnelle du nouveau pouvoir russe; (ii) les députés du Congrès de la RSFSR élus avec l'aide du bloc Russie démocratique sont le principal appui grâce auquel El'cin peut dégager des majorités pour faire adopter ces instruments; (iii) enfin, les organisateurs de manifestations du mouvement Russie démocratique mènent la campagne présidentielle d'El'cin en 1991 et sont mobilisés pour des démonstrations de force aux moments les plus critiques. Ils sont chargés de mettre en scène le soutien populaire dont est réputé jouir El'cin. Le mouvement démocratique entre dans une relation de collusion avec El'cin, se lie à lui parce qu'il ne peut faire autrement, et se trouve totalement dépourvu de moyens de contrôle ou de contrainte sur lui. Il se laisse instrumentaliser par le pouvoir (russe), contrairement au mouvement informel qui était entré en négociation avec le pouvoir (soviétique) sans pour autant se mettre à son service. Les informels/démocrates sont coincés dans quelque chose qui ressemble à de la domination charismatique (où le détenteur du pouvoir est libre de s'affranchir des règles)<sup>97</sup>. Le chef leur assigne des rôles auxquels ils se plient parce qu'ils sont

---

<sup>96</sup> La coexistence de deux pouvoirs (*dvoevlastie*) correspond à une situation révolutionnaire dans l'imaginaire léninien.

<sup>97</sup> Voir M. WEBER (*Economie et société, op. cit.*, p. 323) sur la domination charismatique.



dominés: ce sont donc des alliés prévisibles<sup>98</sup>. El'cin, lui, ne l'est pas et laisse planer une incertitude sur la place qu'il entend accorder au mouvement dans les nouvelles structures du pouvoir exécutif. Mais les clés de la domination ne sont pas seulement dans la relation entre eux; elle est due à la position d'El'cin dans l'espace politique, à l'opposition entre l'arène de l'URSS et celle de la Russie, et à la lutte contre les communistes sur les différents champs.

La nouvelle conjoncture qui apparaît au lendemain du putsch d'août 1991 (affaiblissement puis disparition de l'URSS et du PCUS) va avoir un effet majeur sur les relations entre le mouvement et El'cin. Ce dernier s'affranchit totalement du mouvement démocratique. Il ne l'associe pas à la prise de décision: les démocrates n'ont par exemple aucune prise sur le nouveau gouvernement russe ("gouvernement des réformes") nommé fin 1991. On observe alors dans le mouvement une diversification des positions à l'égard de ce pouvoir exécutif. Certains fragments deviennent de moins en moins prévisibles pour El'cin. Mais le mouvement va aussi s'effondrer en tant que mouvement.

## 1/ Une captation des compétences

El'cin utilise le mouvement informel/démocratique dans la mise en œuvre d'une stratégie de captation des compétences au profit de l'arène russe dont les principaux outils sont la Déclaration de souveraineté, la présidence russe et un projet de Constitution pour la Russie.

Des experts et députés issus du mouvement informel/démocratique sont sollicités pour préparer cet arsenal juridique. Certains membres de la première cohorte commencent à réémerger à cette occasion. Leur crédibilité tient probablement au fait qu'ils ont rédigé les tout premiers programmes de réforme (Mandat de la société, projet du Groupe interclubs du Parti sur la réforme du Parti), qu'ils sont apparus en 1989 comme des conseillers potentiels des députés de l'URSS (même si leurs services n'ont pas été utilisés), et qu'ils sont liés à des réseaux de sociabilité, comme le milieu académique ou les milieux réformateurs du Parti, dans lesquels les proches d'El'cin tendent à puiser leurs conseillers.

M. Maljutin et A. Danilov sont recrutés par l'entourage d'El'cin à l'automne 1990 pour travailler sur la réforme politique<sup>99</sup>. Membres de groupes centraux du mouvement informel/démocratique (Perestrojka démocratique, Front populaire de Moscou ou Plateforme démocratique), ils sont en relation avec certains députés de Russie, anciens membres du Front populaire de Moscou comme eux. Par ses fonctions d'enseignant à l'École supérieure du Parti de Moscou, M. Maljutin est vite repéré par G. Burbulis, proche conseiller d'El'cin, pour participer aux travaux de réflexion sur la consolidation d'un pouvoir exécutif en Russie. Maljutin suggère d'y associer A. Danilov, ancien membre du club Perestrojka, qui navigue dans des sphères du milieu académique sollicitées par le pouvoir (soviétique puis russe)<sup>100</sup>.

---

<sup>98</sup> T. SCHELLING (*The Strategy of Conflict...*, *op. cit.*, p. 92) définit ainsi le rôle: "*The concept of role in sociology [...] explicitly involves the expectations that others have about one's behavior, as well as one's expectations about how others will behave toward him [...]*".

<sup>99</sup> A. Danilov, entretien du 4/8/1994.

<sup>100</sup> Son ami et camarade de promotion de la faculté d'économie du MGU, A. Šohin, est chercheur au CEMI de 1982 à 1986 puis à l'Institut d'économie et de perspective du progrès scientifique et technique où travaille Gajdar. En 1987, il est nommé conseiller du ministre des Affaires étrangères de l'URSS pour les questions économiques. En 1990, il prend la tête de la Direction des relations économiques internationales du ministère. Il deviendra en 1991 directeur de l'Institut de l'emploi de l'Académie des sciences, participera à un groupe de travail chargé de rédiger le programme économique du candidat El'cin aux élections présidentielles. Au lendemain du putsch d'août 1991, Šohin sera nommé ministre du Travail de la RSFSR, fonction à laquelle

G. Burbulis (cf. encadré ci-dessous), principal conseiller d'El'cin à partir d'août 1990, est chargé de constituer un vivier d'experts, qui sera appelé "Haut Conseil de consultation et de coordination près le Président du Soviet suprême de la RSFSR". Il est assisté par A. Golovkov, économiste au CEMI entre 1981 et 1986 et membre de la seconde cohorte du mouvement (Club d'électeurs de l'Académie des sciences et secrétariat du Groupe interrégional des députés de l'URSS). Par leur fonction d'*organismes*, Burbulis et Golovkov exerceront une influence majeure sur le *contenu* des réformes. L'influence de Burbulis est notable dans trois domaines: la création du poste de Président de la Russie, la mise en œuvre de la "thérapie de choc" et, selon Gorbačëv, la liquidation de l'URSS<sup>101</sup>.

#### Encadré 21 : Gennadij Burbulis: un intermédiaire entre El'cin et les informels/démocrates

G. Burbulis est né en 1945 dans la région de Sverdlovsk (Ekaterinbourg) dans l'Oural. Il fait des études de philosophie à l'Université de Sverdlovsk et occupe un poste important au comité du Komsomol de l'université<sup>102</sup>. Il enseigne le marxisme-léninisme, dirige la chaire de sciences sociales puis devient vice-directeur d'un institut de formation continue du ministère des Métaux non-ferreux jusqu'à son élection au Congrès des députés de l'URSS en 1989.

En 1987, il anime un club informel, "Tribune de discussion", créé avec le soutien du Comité de la ville du Parti (*gorkom*) pour faire contrepoids à un groupe patriotique. Ce club devient un centre fédérateur des informels de Sverdlovsk. Burbulis appartient donc formellement à la première cohorte et joue un rôle d'intermédiaire entre le *gorkom* et les autres clubs informels.

En 1989, il s'installe à Moscou après son élection à la députation de l'URSS. Il devient membre du Conseil de coordination du Groupe interrégional des députés (MDG) dès la première session (mai 1989), et membre du Conseil de coordination de la Plateforme démocratique du PCUS à sa création en janvier 1990.

Sa rencontre avec El'cin date de cette période<sup>103</sup>. Il est l'un de ses plus ardents promoteurs (on le dit être son "éminence grise"): en mai 1989, il propose la candidature d'El'cin à la présidence du Soviet suprême de l'URSS contre Gorbačëv, dirige sa campagne lors des élections au Congrès de la RSFSR en mars 1990 (El'cin se présente à Sverdlovsk) et des élections présidentielles de Russie en juin 1991.

En août 1990, il est nommé représentant plénipotentiaire du Président du Soviet suprême de la RSFSR. Il prend part aux négociations sur le nouveau Traité entre l'Union et les Républiques et au processus de concertation entre l'URSS et la RSFSR sur le "programme de 500 jours" pendant l'été 1990. Après l'échec de cette concertation (octobre 1990), il constitue un groupe de travail chargé d'élaborer un programme de réformes économiques propre à la Russie. En 1991, il prend la tête du Haut Conseil de consultation et de coordination près le Président du Soviet suprême de la RSFSR.

Après la victoire d'El'cin à l'élection présidentielle de juin 1991, il est nommé Secrétaire d'Etat de la République et secrétaire du Conseil d'Etat près le Président de la Russie. Il est en charge des relations entre le Congrès de la RSFSR, le Conseil des ministres et le Président. A. Golovkov devient alors son conseiller.

En septembre 1991, Burbulis joue un rôle majeur, avec R. Hasbulatov (Président du Soviet suprême de la RSFSR par intérim), dans la destitution du premier Président du Conseil des ministres de Russie, I. Silaev.

s'ajoutera en novembre 1991 celle de vice-président du Gouvernement responsable des ministères des affaires sociales.

<sup>101</sup> A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ. *Kto est' kto v rossijskoj politike (300 biografij)* [Le who's who de la politique en Russie (300 biographies)]. Moscou: Panorama, 3 vol., 1993, p. 95-98.

<sup>102</sup> Aux dires de A. Ogorodnikov (première cohorte), Burbulis aurait été le principal artisan de son renvoi du Komsomol et de l'université en 1971 (cf. A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ. *Kto est' kto..., op. cit.*, 1993, p. 95 et le chapitre 1 de la première partie, supra p. 71 sur le parcours d'Ogorodnikov).

<sup>103</sup> V. IGRUNOV. *O stanovlenii politiki na rubeže vos'midesjatyh...*, *op. cit.*, 1992. Leur rencontre ne date pas de l'époque où l'un et l'autre se trouvaient à Sverdlovsk (El'cin y était premier secrétaire du Comité régional du Parti).

<sup>104</sup> Revolt in the RSFSR government, Yeltsin on long vacation. *RFE/RL Newslines*, 9/10/1991.

<sup>105</sup> Sources: 1) Sur G. Burbulis: A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ. *Kto est' kto..., op. cit.*, 1993, p. 95-98 ; P. GAZUKIN. *Sud'ba truboukladčika* [Le destin d'un emballeur de tuyaux]. *Panorama*, mai 1992, 2 (32) ; site du "Centre biographique international unifié" <http://www.biograph.comstar.ru/bank/burbulis.htm> [page consultée le 21/3/2005]; A. BARSEKOV, V. KORECKIJ, A. OSTAPENKO. *Političeskaja Rossija segodnja. Ispolnitel'naja vlast'. Konstitucionnyj sud. Lidery partij i dviženij* [La Russie politique aujourd'hui. Pouvoir exécutif. Cour constitutionnelle. Leaders de partis et mouvements], Moscou: Moskovskij rabočij, 1993. 2) Sur A. Golovkov: *Čelovek vseh* [L'homme de tout le monde]. *Moskovskie novosti*, 13, 9/4/2004; biographie sur le site <http://www.nns.ru/persons/golovkov.html> et dans la base de données "Labirint" du Centre "Panorama".

Celui-ci, dont la candidature avait été soutenue par les communistes, avait insisté pour rétrocéder à l'Union certains pouvoirs de contrôle, notamment dans le secteur énergétique<sup>104</sup>. Après la chute du gouvernement Silaev, Burbulis devient premier Vice-président du nouveau gouvernement de la Russie en novembre 1991. A. Golovkov devient, quant à lui, chef de l'appareil du gouvernement. Un mois plus tard, Burbulis fait entrer E. Gajdar et A. Čubajs au gouvernement pour diriger le bloc économique.

En avril 1992, à la suite d'un accord entre El'cin et Hasbulatov (devenu un opposant à El'cin), Burbulis est démis de ses fonctions, ce qui permet au gouvernement d'éviter une motion de censure. Mais il est nommé peu après Secrétaire d'Etat près le Président, poste qu'il perd en novembre 1992, toujours à la suite d'un accord entre El'cin et Hasbulatov (l'accord permet cette fois-ci à Gajdar de conserver son poste de Président du gouvernement). Burbulis poursuit néanmoins ses activités auprès d'El'cin, d'abord en dirigeant un groupe officiel de conseillers, puis en créant en février 1993 une organisation privée, le Centre International de sciences humaines et politiques "Stratégie"<sup>105</sup>.

Les informels ne sont mobilisés que sur la conception de la fonction présidentielle, qui se révèle un outil essentiel de la stratégie charismatique d'El'cin:

"Je comprenais très clairement, explique A. Danilov, que les forces motrices du processus politique n'étaient pas un mouvement organisé, mais une foule non structurée, pilotée par des médias, eux-mêmes sous le contrôle de groupes extrêmement restreints issus de l'élite intellectuelle moscovite. Aucune activité individuelle ne pouvait, dans la période de l'histoire russe qui s'annonçait, surmonter, corriger la direction qu'ils avaient imprimée au développement de la société. Par ailleurs, plus on avançait dans le temps, moins je me faisais d'illusions sur la capacité de Gorbačëv à réguler un tant soit peu ce processus. Autrement dit, ce qui en 1988 me semblait un cauchemar se présentait à moi en 1989-1990 comme une perspective réelle: la plongée du pays vers la catastrophe [...]. La seule chance que je voyais d'en sortir en 1990 était El'cin. C'était une grossière erreur. [...]. J'ai fait une erreur: en fait, le premier à avoir exposé l'idée d'une présidence eltsinienne, c'est moi<sup>106</sup>. C'est moi qui ai écrit le premier rapport pour Burbulis. A mon extrême regret, parce que j'ai fait là une profonde erreur. Je supposais qu'El'cin, avec son fond populo-communiste, son charisme d'alors, était la seule force capable d'enrayer cette dangereuse pente vers la catastrophe, une catastrophe imminente, que je percevais déjà clairement à cette époque. Aussi, je supposais que la seule chose qui pouvait empêcher la ruine du pays – c'est à peu près ce que dit Soljenitsyne aujourd'hui (alors que moi, je le disais déjà à l'époque): à savoir que la chute du communisme est trop lourde pour notre pays –, c'était El'cin. Grâce à son charisme personnel et à la puissance de son poste présidentiel, il devait être capable d'arrêter cette pente dangereuse. Mais je ne pouvais pas savoir alors, malheureusement, je ne pouvais pas supposer qu'il serait la principale force qui mènerait cette politique qui est en train de transformer la Russie en un Brésil. J'ai ainsi pris une part malheureusement très active à la conception de la présidence russe (A. Danilov, entretien du 4/8/1994).

La loi instituant le poste de président de la Russie est adoptée le 22 mai 1991 après son adoption par référendum le 17 mars 1991 (en même temps que le référendum de l'URSS sur l'avenir de l'Union). L'élection se tient quelques trois semaines après l'adoption de la loi (le 12 juin 1991). Comme le fait remarquer J. Hough, en un laps de temps aussi court, personne d'autre qu'El'cin n'a eu le temps de préparer sérieusement sa campagne<sup>107</sup>.

<sup>106</sup> La question avait été débattue plus tôt en mai 1990 au Congrès des députés de la RSFSR et soutenue par la plupart des députés jusqu'à l'élection de B. El'cin à la présidence du Soviet suprême, après quoi le soutien des communistes s'est "évanoué" (M. URBAN. Boris El'tsin, Democratic Russia and the Campaign for the Russia Presidency. *Soviet Studies*, 44 (2), 1992, p. 187-207).

<sup>107</sup> J. HOUGH. *Democratization and Revolution in the USSR...*, op. cit., 1997, p. 420.

El'cin fait également appel à des députés du camp démocratique pour préparer des textes qui servent d'appui à sa lutte contre l'arène centrale du pouvoir (URSS). Un projet de Déclaration de souveraineté de la Russie est rédigé en avril 1990 par le groupe parlementaire Russie démocratique<sup>108</sup>. Il sert de programme à El'cin au moment de son élection à la présidence du Soviet suprême de la RSFSR et sera adopté le 12 juin 1990 par une large majorité de députés<sup>109</sup>. Cette Déclaration proclame la primauté de la Constitution et des lois de la RSFSR sur celles de l'URSS, le droit de propriété du peuple russe sur la richesse nationale de la Russie, le droit de la république de sortir librement de l'URSS, une citoyenneté russe distincte et une représentation propre de la RSFSR dans les relations avec les autres républiques et les pays étrangers<sup>110</sup>. Le texte est adopté un an après que les trois républiques baltes ont déclaré leur souveraineté ; début 1990, elles en sont à proclamer leur indépendance. Ce n'est donc pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Mais à la grande différence des pays baltes, la Russie, si elle obtenait sa souveraineté, viderait largement l'URSS de son territoire et de ses richesses économiques<sup>111</sup>. La Déclaration russe est avant tout un instrument de menace qui permet de déclencher des conflits de lois, mais qu'El'cin et le Congrès des députés n'utilisent pas tout de suite.

Le second instrument de menace est un projet de Constitution, dont la rédaction est confiée à une Commission constitutionnelle, créée le 16 juin 1990 et placée sous l'autorité directe du Président du Soviet suprême (El'cin). La direction de cette Commission relève en fait de son Secrétaire, O. Rumjancev, informel de la première cohorte (club Perestrojka démocratique) devenu député de Russie démocratique et l'un des dirigeants du Parti social-démocrate de Russie. C'est aussi l'un des auteurs de la Déclaration de souveraineté. Le poste qu'il obtient à la Commission constitutionnelle est une récompense pour son travail sur la Déclaration<sup>112</sup>.

En octobre 1990, la Commission présente un projet de Constitution au parlement, qui prévoit de doter la Russie de certains attributs d'un Etat souverain (monnaie et système bancaire indépendants, armée, activité économique internationale autonome, tracé de ses frontières)<sup>113</sup>. Deux modèles de régime sont proposés: un régime présidentiel sur le modèle américain et un régime semi-présidentiel semi-parlementaire sur le modèle français<sup>114</sup>, mais dans l'un et l'autre

<sup>108</sup> *ibid.*, p. 301.

<sup>109</sup> La Déclaration est adoptée par 907 voix pour, 13 contre et 9 abstentions (139 députés n'ont pas participé au vote) (Sovereignty declarations by three republics. Republican leadership changes. *Keesing's Record of World Events*, juin 1990). Le groupe communiste compte alors 360 députés. On peut donc considérer que la majorité de ce groupe a voté pour la souveraineté, ainsi qu'une large part du "marais". Rappelons qu'El'cin n'avait été élu président du Soviet suprême en mai 1990 qu'avec 535 voix (cf. encadré 13, p. 288).

<sup>110</sup> Deklaracija o gosudarstvennom suverenitete Rossijskoj Sovetskoj Federativnoj Socialističeskoj Respubliki [Déclaration de souveraineté étatique de la République socialiste fédérative soviétique de Russie]. *Vedomosti S'ezda narodnyh deputatov RSFSR i Verhovnogo Soveta RSFSR*, 2, 1990, p. 22.

<sup>111</sup> La RSFSR représente 70 % du territoire de l'URSS, détient 90 % du pétrole et 70 % du gaz (Précisions sur le programme Chataline sur le passage à une économie de marché régulé. *Le Monde*, 3/9/1990).

<sup>112</sup> Plusieurs projets de Déclaration de souveraineté étaient en compétition. El'cin a choisi celui auquel avait participé Rumjancev (D. REMNICK. Meeting with Oleg Rumjantsyev, the James Madison of Russia. *The Washington Post*, 3/9/1990). "Après l'adoption de la Déclaration [...], explique Rumjancev, nous étions assis tous les deux, El'cin et moi, [...] et il me demande : 'Où est-ce que vous vous verriez à présent ?'. C'était peut-être une erreur, mais je n'ai pas demandé à contrôler un gisement, un territoire ou un bien, j'ai demandé à travailler. Et j'ai même dit quel travail je voulais faire : 'Je suis prêt à diriger les travaux de préparation du projet de la nouvelle constitution, le programme d'un nouveau régime constitutionnel'" (Variant Olega [La version d'Oleg]. *Ogonëk*, 30 (4809), août 2003).

<sup>113</sup> Le conflit entre Moscou et les Républiques. La "guerre des lois" est engagée. *Le Monde*, 26/10/1990.

<sup>114</sup> M. SPECKHARD. *The Awakening Bear: the Development of a Competitive Party System in Russia*. Th: Science politique: Houston: 1991, p. 63.

cas, le président détiendrait des pouvoirs importants<sup>115</sup>. Il n'est donc pas question d'un régime parlementaire, alors que les mêmes informels/démocrates, Rumjancev en tête, réclamaient un an auparavant "tout le pouvoir aux soviets". Ce nouveau régime constitutionnel n'a rien à voir non plus avec le *Mandat de la société*, dont Rumjancev avait dirigé deux ans plus tôt les travaux de rédaction.

## 2/ L'offensive contre les institutions de l'Union

Une fois ces instruments de souveraineté conçus et adoptés par le Parlement russe, El'cin s'appuie sur le mouvement démocratique pour les tester et tenter d'empiéter sur le niveau décisionnel central. Non seulement il s'appuie sur le mouvement, mais l'expose, le compromet. En 1990-1991, il est le seul à disposer d'une telle ressource qui lui permette de revendiquer une large popularité. Ni Gorbačëv, ni même les députés démocrates, individuellement ou en bloc, ne sont capables de rivaliser avec lui. Mais si les informels/démocrates soutiennent El'cin de façon aussi indéfectible, c'est qu'ils sont dans une large mesure contraints par leur position dans le jeu politique.

Après le vote en juin 1990 de la Déclaration de souveraineté de la Russie à une forte majorité, El'cin ne cesse de provoquer plus ou moins sérieusement les institutions de pouvoir de l'Union en faisant voter des lois au Congrès des députés de la RSFSR. Il sait qu'il peut compter sur le soutien des députés démocrates, qui contrôlent environ le tiers des sièges, mais ceux-ci ne sont certainement pas les seuls à lui apporter leurs voix. On l'a vu, une partie des communistes a voté pour la Déclaration de souveraineté. Pendant un certain temps, une majorité de députés colle à la stratégie d'El'cin à l'égard de l'arène de l'Union. En août 1990, par exemple, le Congrès de la RSFSR interdit toute exportation de matières premières stratégiques extraites de son sol sans l'autorisation de la Russie, décision qualifiée d'illégale par Gorbačëv<sup>116</sup>. En octobre 1990, les députés de Russie adoptent un programme économique autonome ("plan de 500 jours"<sup>117</sup>). Ce programme, d'inspiration libérale (privatisation massive, dérégulation), prévoit surtout une répartition des compétences en faveur des républiques, ce qui fait de lui un nouvel instrument de captation des compétences. C'est probablement la menace de sécession économique contenue dans le plan et les diverses déclarations d'El'cin indiquant que la Russie n'appliquerait pas le programme adopté par le parlement soviétique<sup>118</sup> qui pousse ce dernier à réagir vivement en proclamant la supériorité des lois fédérales sur les lois républicaines. Le Congrès de la RSFSR décide alors de suspendre les lois et décrets présidentiels fédéraux en cas d'infraction à la souveraineté de la

---

<sup>115</sup> S. SHIHAB. M. Eltsine reporte la bataille sur la Constitution de la Russie. *Le Monde*, 28/11/1990.

<sup>116</sup> On peut supposer que la Russie cherche non seulement à tester l'Union mais à connaître la position d'acteurs économiques stratégiques, comme les exportateurs de matières premières, afin d'évaluer la crédibilité de sa revendication de souveraineté.

<sup>117</sup> A la suite d'un accord entre Gorbačëv et El'cin, ce programme devait aussi être adopté par l'URSS, mais il se heurte, du côté soviétique, à l'opposition des "conservateurs": le Premier ministre Ryžkov (qui avait lui-même présenté un plan en mai 1990), le groupe Sojuz (Union) du Congrès de l'URSS, ainsi que le complexe militaro-industriel. Voir en annexe p. 498 le chapelet de programmes économiques envisagés en URSS et en Russie entre fin 1990 et fin 1991.

<sup>118</sup> "Quelle que soit la position du Soviet Suprême et du gouvernement de l'URSS, annonce El'cin, la Russie commencera une réforme économique radicale en 1990" (Iz vystuplenija Predsedatelja Verhovnogo Soveta RSFSR B.N. El'cina na sessii Verhovnogo Soveta RSFSR, 16/10/1990 [Extraits du discours du Président du Soviet Suprême de la RSFSR B.N. El'cin à la session du SS de la RSFSR, 16/10/1990]. *Moskovskaja Pravda*, 18/10/1990 (publié dans B. KOVAL'. *Rossija segodnja...*, op. cit., 1991, p. 467-470).

Russie. Cet épisode, nommé "guerre des lois"<sup>119</sup>, est suivi de peu par une "guerre des budgets" menée par la Russie<sup>120</sup>.

El'cin ne fait cependant pas durer ces épreuves de force trop longtemps: provoquer l'URSS n'est peut-être pas sans danger, et à ce jeu, il peut supposer que seuls les députés démocrates ne feront pas défection. Le "plan de 500 jours" sera abandonné deux mois après son adoption sous le prétexte que des réformes structurelles préalables sont nécessaires au niveau de l'Union, il retire son projet de Constitution fin novembre 1990<sup>121</sup>, la RSFSR règle ses dettes fiscales à l'égard de l'URSS en janvier 1991.

Pour attaquer de plus en plus directement la légitimité du Gouvernement et du Président de l'URSS, El'cin n'hésite pas à recourir au mouvement Russie démocratique, capable d'organiser de grandes manifestations de soutien "populaire", et moins aux députés dont il sait qu'une partie des conservateurs reste attachée à Gorbačëv<sup>122</sup>. El'cin réclame d'abord l'éviction du Premier ministre N. Ryžkov de la politique économique en août 1990, puis sa démission en septembre<sup>123</sup> (il obtient cependant ici le soutien du Congrès de la RSFSR le 16 octobre). El'cin tente ensuite d'empiéter sur le "territoire" de l'Union et d'imposer la Russie comme partie prenante dans la prise de décision au niveau de l'Union: il propose la formation d'un "gouvernement de coalition d'unité nationale" où la Russie aurait le contrôle des postes clés (Président du Conseil des ministres, ministres de la Défense et des Finances)<sup>124</sup>. Mais lorsqu'il se met à exiger la démission de Gorbačëv en février 1991 et appelle à voter "non" au référendum du 17 mars 1991 sur le maintien de l'Union<sup>125</sup>, les députés conservateurs du Congrès de la RSFSR ne le suivent plus. Ils essaient de destituer El'cin de son poste de président du Soviet suprême et réussissent à convoquer une session extraordinaire en mars 1991. On ne se trouve donc plus dans un simple clivage arène russe vs arène de l'URSS où El'cin était toujours en mesure de dégager une majorité parlementaire. Le mouvement démocratique devient le *principal* allié d'El'cin.

El'cin est le seul à occuper la position de leader du mouvement démocratique et le seul à disposer de cette ressource unique qu'est le mouvement démocratique susceptible de prétendre à une certaine "popularité". Non seulement le leadership du mouvement est monopolisé par El'cin, mais cette relation entre un leader et un mouvement jugé populaire n'a pas d'équivalent dans l'espace politique. El'cin s'attache le mouvement démocratique en le poussant à s'éloigner, voire à rompre, avec ses concurrents.

L'affrontement entre le Centre et la République de Russie, et entre El'cin et Gorbačëv, se joue sur de multiples terrains (programme économique, construction fédérale de l'Union). L'appropriation du mouvement démocratique en tant que ressource est l'un des enjeux de cette

---

<sup>119</sup> Terme forgé par l'agence TASS (cf. Le conflit entre Moscou et les Républiques. La "guerre des lois" est engagée. *Le Monde*, 26/10/1990).

<sup>120</sup> La Russie décide de ne verser que 20 % de sa contribution au budget fédéral, contribution qui en temps normal représente la moitié des recettes de l'Etat soviétique (M. Eltsine lance la "guerre des budgets". *Le Monde*, 29/12/1990).

<sup>121</sup> S. SHIHAB. M. Eltsine reporte la bataille sur la Constitution..., *op. cit.*, 28/11/1990.

<sup>122</sup> Les conservateurs du Congrès de Russie sont divisés en deux groupes, l'un fermement opposé à Gorbačëv, l'autre le soutenant (J. HOUGH. *Democratization and Revolution in the USSR...*, *op. cit.*, 1997, p. 304).

<sup>123</sup> "Na press-konferencii B.N. El'cina, 1/9/1990" [Conférence de presse de B.N. El'cin], *Demokratičeskaja Rossija*, 3, 1990, publié dans B. KOVAL'. *Rossija segodnja...*, *op. cit.*, 1991, p. 465-466.

<sup>124</sup> Vystuplenie B.N. El'cina na vtoroj sessii Verhovnogo Soveta RSFSR, 13/11/1990 [Discours de B.N. El'cin à la deuxième session du Soviet suprême de la RSFSR]. *Rossijskaja gazeta*, 15/11/1990 (publié dans B. KOVAL'. *Rossija segodnja...*, *op. cit.*, 1991, p. 471-474).

<sup>125</sup> Le maintien de l'Union sera accepté par 76,4 % des voix dans les neuf républiques où le référendum a lieu (n'ont pas participé les trois républiques baltes, l'Arménie, la Géorgie et la Moldavie) et 71,34 % des voix en RSFSR (soit 53,82 % des inscrits). C'est donc un échec pour El'cin et le mouvement Russie démocratique (cf. les résultats sur <http://www.cityline.ru/politika/vybory/ref.html>, page consultée le 2/6/2006).

lutte. Et El'cin n'hésite pas à impliquer le mouvement démocratique dans une offensive contre Gorbačëv et l'arène de l'Union. Il semble que Gorbačëv, conscient de la ressource que représente une "base populaire" et du handicap que constitue à cet égard le Parti communiste dont il reste le Secrétaire général, tente de constituer un mouvement "centriste", opposé aux "radicaux", en faisant des appels indirects au mouvement démocratique ou à certaines de ses composantes<sup>126</sup>. El'cin, lui, pousse les informels/démocrates à choisir leur camp: à choisir la Russie contre l'Union, à choisir les réformateurs radicaux dont l'arène russe est devenue le bastion contre ceux qui se maintiennent sur l'arène de l'Union. Gorbačëv, parce qu'il se trouve sur l'arène de l'Union et qu'il a été contraint par la pression des conservateurs au gouvernement et au parlement soviétiques de refuser le "plan de 500 jours" (octobre 1990), se trouve assimilé aux conservateurs. Il est déplacé du "centre" vers la "droite" (conservatrice):

"La ligne centriste de Gorbačëv, explique B. Koval', donne la priorité à des réformes progressives qui se situent dans la continuité de ce que l'on appelle le 'choix socialiste'. Il y a peu, cette ligne était appelée 'révolution d'en haut', mais à la fin 1990, on la définit de plus en plus souvent comme un 'recul' et une restauration"<sup>127</sup>.

Les informels, qui s'étaient auparavant définis par rapport à Gorbačëv, ne peuvent plus choisir son camp.

En février 1991, El'cin, président du Soviet suprême de la RSFSR, réclame lors d'une allocution télévisée la démission de Gorbačëv, président de l'URSS. Les députés communistes de la RSFSR convoquent alors une session extraordinaire du parlement russe pour obtenir la destitution d'El'cin. C'est ici qu'entre en jeu le mouvement Russie démocratique en annonçant son intention d'organiser une manifestation de soutien à El'cin le jour de l'ouverture de ladite session (28 mars 1991). Cette manifestation vise tout autant à stigmatiser l'existence d'une collusion entre les communistes et le Président de l'URSS qu'à défier les principales instances de pouvoir de l'Union puisque la manifestation a été interdite par le Soviet suprême de l'URSS et le Cabinet des ministres de l'URSS, soutenus par le Président de l'URSS<sup>128</sup>. La manifestation de Russie démocratique a tout de même lieu le 28 mars, avec, semble-t-il, 50 000 représentants des forces de l'ordre pour 100 000 manifestants. Au même moment, le

---

<sup>126</sup> "Etant donné la spécificité et le caractère extrêmement contradictoire de la situation politique actuelle, le PCUS n'a tout simplement pas le droit de laisser passer l'occasion de créer une coalition de forces centristes fondée sur une union avec les partis et mouvements démocratiques [...]" (Iz vystuplenija M.S. Gorbačëva na vstreče s rukovoditeljami gorodov i rajonov, predprijatij, hozjajstv i učreždenij, veteranami vojny i truda Mogilevskoj oblasti BSSR, 28/2/1991 [Extraits du discours de M.S. Gorbačëv à la rencontre avec les dirigeants des villes et arrondissements, entreprises, exploitations et établissements, anciens combattants et vétérans du travail de la région de Mogilev de la république de Biélorussie]. *Izvestija*, 2/3/1991, publié dans B. KOVAL'. *Rossija segodnja...*, op. cit., 1991, p. 500). Gorbačëv n'est pas le seul à faire ce type de tentative pour concurrencer l'alliance d'El'cin avec le mouvement démocratique. En septembre-octobre 1990, la tendance modérée des conservateurs, représentée par le président du Soviet suprême de l'URSS, A. Lukjanov, avait engagé des consultations avec le "Bloc centriste des partis et mouvements politiques", créé entre autres par V. Žirinovskij (qui n'avait pas encore la réputation de nationaliste qu'il va avoir en 1991), sur l'éventuelle constitution d'un "gouvernement d'unité nationale". Ce Bloc, plus ou moins fictif, était alors présenté par la presse officielle comme une "troisième force" entre les "démocrates" et les "communistes" (A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ. *Kto est' kto...*, op. cit., 1993, p. 208).

<sup>127</sup> B. KOVAL'. *Političeskij dialog: Mihail Gorbačëv – Boris El'cin*, op. cit., 1991.

<sup>128</sup> Le Soviet suprême de l'URSS demande l'interdiction de la manifestation de Russie démocratique alors que le Soviet de Moscou, désormais aux mains des réformateurs depuis les élections de mars 1990, l'autorise. Le Cabinet des ministres de l'URSS intervient pour régler ce conflit en interdisant toute manifestation à Moscou jusqu'au 15 avril 1991. Gorbačëv retire ses pouvoirs à la police de Moscou contrôlée par le Soviet de la ville en créant une direction spéciale de la police pour la ville et la région de Moscou, directement subordonnée au ministère de l'Intérieur, afin d'"assurer l'ordre public dans la capitale" (Holding pro-Yeltsin Moscow demonstration despite USSR government ban. Imposition of central government control over Moscow police. *Keesing's Record of World Events*, March 1991).

Congrès de la RSFSR condamne officiellement le gouvernement soviétique et invalide l'interdiction des manifestations à Moscou, tandis que le premier Vice-président du Soviet suprême de la RSFSR (R. Hasbulatov) est envoyé pour parlementer avec Gorbačëv et obtient le retrait des troupes pour le 29 mars<sup>129</sup>. Cette manifestation est à la fois une ressource extrainstitutionnelle qui pèse dans le jeu institutionnel (Russie démocratique apporte son soutien à El'cin menacé de destitution en assimilant ses adversaires à la répression policière) et un enjeu de pouvoir entre les institutions de différents niveaux (autorisation/interdiction de la manifestation).

### 3/ Un groupe parlementaire sacrifié aux alliances d'El'cin

Le groupe parlementaire Russie démocratique au Congrès des députés de la RSFSR se trouve, lui aussi, écarté du leadership du mouvement démocratique. Contre toute attente, en effet, le mouvement Russie démocratique ne se met pas au service de ses propres députés. L'isolement des élus serait le fait des "organiseurs" de *DemRossija*<sup>130</sup>. Les seuls députés ayant une autorité sur DR (L. Ponomarëv, G. Jakunin...) sont ceux qui appartiennent à ses instances dirigeantes. Les organisateurs du mouvement DR évitent ainsi de se placer dans une relation de soumission aux députés et préservent leur pouvoir de décision au sein du mouvement. Mais l'un des effets majeurs de ce cloisonnement est qu'El'cin, en tant que leader, n'a pas de concurrence sous la forme d'un groupe parlementaire.

Les députés démocrates du Congrès de Russie sont fortement dépendants d'El'cin. La plupart d'entre eux ne souhaitent pas cette position mais ils ne peuvent en sortir. Ne disposant que d'un tiers des sièges, ils ne peuvent pas assurer une majorité à El'cin ou faire pression sur lui en lui retirant leur appui parce qu'ils sont son seul soutien. Ils sont d'autant plus contraints de coller à la politique d'El'cin que leurs adversaires communistes, qui disposent eux aussi d'un tiers des sièges au début de la législature, voient leurs effectifs augmenter<sup>131</sup>. El'cin ne fait d'ailleurs pas grand cas de la fraction Russie démocratique, bien qu'il utilise le Haut Conseil de Burbulis pour calmer le mécontentement:

"De nombreux membres de Russie démocratique [...] ont été invités [au Conseil consultatif] tels des généraux d'opérette. D'où l'illusion qu'El'cin nous 'appartenait'. Mais il n'a pas écouté une seule des demandes des démocrates. [...] A l'automne [1990], il y a eu un conflit entre El'cin et [le mouvement] Russie démocratique qui se formait alors, justement parce qu'il n'écoutait rien... Mais, comme El'cin n'avait pas d'autre appui, il a été obligé de commencer à prêter l'oreille à ce groupe"<sup>132</sup>.

Etant donné la structure du jeu, les partisans les plus inconditionnels d'El'cin sont sacrifiés pour "acheter" les autres députés. Le Président du Soviet suprême de la RSFSR doit lui-même faire des marchandages avec d'autres groupes de députés pour dégager des majorités. On se trouve dans une situation où un apport marginal et instable offre plus de pouvoir qu'un soutien

---

<sup>129</sup> *ibid.*

<sup>130</sup> Selon A. Medvedev, élu démocrate au Congrès de la RSFSR, entretien du 12/8/1994.

<sup>131</sup> Cf. G. BELONUČKIN. *S"ezd narodnyh deputatov i Verhovnyj Sovet RSFSR/Rossijskoj Federacii* (16/05/1990-4/10/1993) [Le Congrès des députés du peuple et le Soviet suprême de la RSFSR/Fédération de Russie], 2002. Au cours des deux premières sessions (mai et décembre 1990), le groupe des communistes double ses effectifs, passant de 220 à 426. On observe une augmentation également chez leurs alliés: la fraction "Alimentation et Santé" (composée de présidents de kolkhozes, directeurs de sovkhoses et chefs du complexe agro-alimentaire) gagne une trentaine de députés (de 183 à 216); 70 députés rejoignent la fraction nationaliste "Rossija" (dirigée par A. Baburin), qui passe de 87 à 160 (Ju. KORGUNJUK, S. ZASLAVSKIJ. *Rossijskaja mnogopartijnost': stanovlenie, funkcionirovanie, razvitie* [Le multipartisme russe: émergence, fonctionnement, développement]. Moscou: Fondation INDEM, 1996).

<sup>132</sup> V. IGRUNOV. *O stanovlenii politiki na rubeže vos'midesjatyh...*, *op. cit.*, 1992.



certain et constant. En mai 1990, plus de 200 députés du "marais" votent pour El'cin à la présidence du Soviet suprême et obtiennent, selon toute vraisemblance, que les démocrates radicaux ne soient pas élus au Soviet suprême<sup>133</sup>. En mars 1991, El'cin évite la destitution en s'alliant à A. Ruckoj, à la tête d'un groupe de 179 députés qui font défection aux communistes<sup>134</sup>. Non seulement la destitution ne recueille pas la majorité qualifiée des deux tiers (soit 712 députés; elle n'obtient que 121 voix), mais El'cin se fait accorder les pouvoirs exceptionnels (par 583 voix contre 292)<sup>135</sup>. De plus, il obtient la création d'un poste de président de la Russie (qui aurait pour effet de doter son titulaire d'une autonomie *de jure* face aux députés) grâce à une collusion avec différents groupes de députés, y compris le Présidium du Soviet suprême<sup>136</sup>. En mai 1991, Ruckoj se voit proposer la place de vice-président sur le ticket d'El'cin pour les élections présidentielles de juin. R. Hasbulatov, autre allié conjoncturel d'El'cin, obtient le poste de président du Soviet suprême après l'élection présidentielle, contre l'avis de la fraction des "démocrates radicaux". A chacun de ces marchandages, les leaders du mouvement Russie démocratique s'offusquent qu'on ne les ait pas consultés, considérant qu'El'cin leur doit des comptes.

La seule possibilité qui reste aux députés démocrates d'exprimer leurs divergences éventuelles face à El'cin est d'appartenir à des fractions différentes. La liberté de créer des fractions leur donne un petit espace de jeu dont la plupart se saisit aussitôt. Ainsi, dès la première session (mai 1990), on trouve, à côté de la fraction Russie démocratique (66 députés):

- le groupe des "démocrates radicaux" (55 députés) qui se constitue en réaction à l'alliance d'El'cin avec une partie du "marais" pour son élection à la tête du Soviet suprême en mai 1990,
- la fraction "Changement-Nouvelle politique" (*Smena-Novaja politika*) (51 députés), dirigée par un ancien membre du Front populaire de Moscou (A. Golovin),
- la Plateforme démocratique,
- les "Députés sans parti" (61 ou 72 membres),
- l'"Union ouvrière et paysanne" (72 députés)<sup>137</sup>.

Mais toutes ces fractions font bloc au moment des votes. Et quand il y a danger, lors de la tentative des communistes de destituer El'cin en mars 1991 par exemple, la fraction Russie démocratique réunit exceptionnellement 205 députés.

<sup>133</sup> Ju. KORGUNJUK, S. ZASLAVSKIJ. *Rossijskaja mnogopartijnost'...*, *op. cit.*, 1996.

<sup>134</sup> Le groupe "Communistes pour la démocratie" de Ruckoj est créé le 2 avril 1991, mais seuls 103 députés confirment leur appartenance (*ibid*).

<sup>135</sup> P. DUNCAN. The Rebirth of Politics in Russia In G. HOSKING, J. AVES, P. DUNCAN. *The Road to Post-Communism. Independent Political Movements in the Soviet Union, 1985-1991*. London, New York: Pinter Publishers, 1992, p. 106.

<sup>136</sup> L'institution d'une présidence, qui devait normalement se traduire par le vote d'un amendement à la Constitution, devait être approuvée par les 2/3 des députés de la RSFSR. En février-mars 1991, l'opposition communiste à El'cin aurait eu les moyens de bloquer un tel amendement. Aussi El'cin et ses alliés ont-ils eu recours à un référendum (en ajoutant une question à celui du 17 mars 1991 sur l'Union). La présidence ayant été approuvée par 69,85 % des voix, le Présidium du Soviet suprême de la Russie a jugé – de façon somme toute arbitraire – que l'institution de la présidence ne nécessitait plus un amendement constitutionnel et qu'elle pouvait être éternisée par les députés à la majorité simple (cf. M. URBAN. Boris El'tsin, Democratic Russia..., *op. cit.*, 1992).

<sup>137</sup> Cf. G. BELONUČKIN. *S"ezd narodnyh deputatov...*, *op. cit.*, 2002 pour les effectifs des fractions rattachées au bloc Russie démocratique (le total excède 300 – nombre total des députés démocrates – car les appartenances multiples sont autorisées).

Pour prix de son soutien, le mouvement Russie démocratique obtient d'El'cin une vague promesse de soutien. Le Président encourage ses partisans à créer "*une large coalition démocratique de partis, mouvements ouvriers et autres associations*"<sup>138</sup>.

"Il est temps de créer un parti puissant, organisé, sur la base des forces démocratiques, du mouvement démocratique, *sur la base de 'Russie démocratique'* [souligné par CS]. Je me suis longtemps demandé s'il fallait le faire, mais lorsqu'on voit que le PCUS s'organise sous nos yeux, nous devons nous rendre à l'évidence: ils forment un front organisé"<sup>139</sup>.

A chaque crise (mars 1991, novembre 1992, été 1993), il réitère cet appel en laissant entendre qu'il pourrait bien diriger ce "parti du pouvoir", sans jamais donner corps à cette promesse<sup>140</sup>.

#### **4/ La marginalisation du mouvement après le putsch d'août 1991**

L'effet du putsch d'août 1991 modifie une nouvelle fois la configuration de l'espace politique, ainsi que les relations entre El'cin et le mouvement démocratique. L'échec du putsch entraîne l'élimination des conservateurs et de l'arène de l'Union. Le jeu politique se resserre alors autour de l'arène russe: c'est désormais clairement dans cet espace que les enjeux se concentrent. L'exécutif russe prend le contrôle des principales institutions de pouvoir de l'Union. Presque toutes les nominations y sont décidées avec l'accord d'El'cin; de nombreux ministères industriels relevant de l'URSS passent sous la juridiction de la Russie; le Président du Conseil des ministres de Russie (I. Silaev) prend parallèlement la tête du Comité de direction opérationnelle de l'économie de l'URSS, qui en fait constitue le nouveau gouvernement soviétique<sup>141</sup>. Le pouvoir exécutif russe est alors naissant: le président vient à peine d'être élu (juin 1991) et la fonction qu'il représente n'a pas encore de réalité. Mais les compétences qui lui sont transférées de l'arène de l'Union jouent probablement un rôle essentiel dans sa consolidation. L'exécutif russe bénéficie d'un transfert de légitimité de l'exécutif soviétique qui n'avait fait que croître aux dépens du parlement depuis l'instauration de la présidence de l'URSS (en mars 1990). L'exécutif russe bénéficie aussi d'une autre source de légitimité: au lendemain du putsch, il devient un interlocuteur prédominant aux yeux des acteurs internationaux (notamment des Etats-Unis) et récupère la reconnaissance internationale auparavant dévolue à l'Union.

Cette nouvelle conjoncture donne à El'cin une marge de manœuvre considérable pour empêcher ses adversaires ancrés dans l'arène de l'URSS de revenir dans le jeu et accroître son indépendance à l'égard d'acteurs liés à l'arène russe. Le putsch d'août 1991 lui délie complètement les mains. Par un *ukaz* du 22 août 1991, il suspend les activités du PCUS dans les forces armées, suspension étendue quelques jours plus tard par le Soviet suprême de l'URSS à l'ensemble des activités du Parti. Le PCUS est ainsi éliminé en tant que force politique. En novembre 1991, El'cin interdit les activités du PCUS et du PC de Russie, et nationalise leurs biens. Il élimine enfin Gorbaçev en faisant échouer sa nouvelle tentative de conserver l'Union des républiques soviétiques sur une base minimale (économique, et non

---

<sup>138</sup> Iz vystuplenija B.N. El'cina na III vneočerednom s'ezde narodnyh deputatov RSFSR, 30/3/1991 [Extrait du discours de B.N. El'cin à la III<sup>ème</sup> session extraordinaire du Congrès des députés du peuple de la RSFSR, 30/3/1991]. *Nezavisimaja gazeta*, 2/4/1991 (publié dans B. KOVAL'. *Rossija segodnja...*, op. cit., 1991, p. 507-508).

<sup>139</sup> Iz vystuplenija B.N. El'cina, 9/3/1991 [Extrait du discours de B.N. El'cin du 9/3/1991]. *Sovetskaja Rossija*, 12/3/1991 (publié dans B. KOVAL'. *Rossija segodnja...*, op. cit., 1991, p. 501-503).

<sup>140</sup> A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ. *Kto est' kto...*, op. cit., 1993, p. 198-199.

<sup>141</sup> *ibid.*, p. 197.

plus politique)<sup>142</sup>. Sur l'arène russe, El'cin occupe une position telle après le putsch qu'il est en mesure de s'appuyer sur différents groupes pour former le pouvoir exécutif, les mettre en concurrence, sans pour autant se lier à aucun d'eux.

L'une des conséquences de cette position de force et d'indépendance que détient El'cin affecte en profondeur la relation de collusion qu'il entretient avec le mouvement démocratique. Le mouvement se trouve de plus en plus éloigné du Président et n'a pas de positions institutionnelles qui en feraient un allié à traiter avec égards. La collusion se relâche. Ce relâchement s'amplifie en 1992-1993 au cours de la lutte entre une majorité croissante de députés et El'cin, parce qu'elle offre aux membres du mouvement démocratique la possibilité de prendre leurs distances par rapport à El'cin. Certains n'hésiteront pas à passer dans l'opposition. Le relâchement de la collusion aboutira à la dissolution du mouvement. Ainsi, le mouvement démocratique dans lequel les informels s'étaient investis se désagrège à son tour.

Dans la construction du pouvoir exécutif, El'cin fait attention à n'être lié ni au mouvement démocratique, ni à aucun autre groupe. Il s'entoure de deux cercles de conseillers qu'il met en concurrence. Les informels/démocrates appartiennent à un cercle dont ils ne sont qu'une composante mineure. Il s'agit du groupe dirigé par G. Burbulis, chargé de former le nouveau gouvernement de la Russie fin 1991. Burbulis, on s'en souvient, est issu du Groupe interrégional des députés. Il est donc lié au mouvement démocratique, mais se tourne plutôt vers des économistes (les "jeunes économistes" E. Gajdar, A. Čubajs, etc.) pour diriger le gouvernement. Malgré des demandes explicites, le mouvement démocratique n'est pas intégré au gouvernement<sup>143</sup>. Seuls des individus isolés y sont nommés. Il n'y a guère qu'un ancien informel au gouvernement, Pavel Kudjukin, nommé à un poste relativement secondaire (vice-ministre du Travail). L'autre groupe, dirigé par Jurij Petrov qui travaille depuis plus de quinze ans aux côtés d'El'cin, obtient la direction de l'Administration présidentielle<sup>144</sup>. Il est composé en partie d'anciens responsables de l'appareil du Parti de Sverdlovsk dont El'cin avait dirigé le Comité régional avant sa nomination à Moscou (d'où son nom de "groupe de Sverdlovsk")<sup>145</sup>. Les partisans les plus inconditionnels d'El'cin au sein du mouvement Russie démocratique sont obligés de faire comme si leur mouvement détenait une place importante dans le dispositif du pouvoir russe, et de camoufler l'absence de positions institutionnelles. L. Ponomarëv est pourtant bien conscient que *"d'un côté, [Russie démocratique] n'est pas un parti dirigeant, [mais] de l'autre, assure-t-il, elle est la force politique qui a mené le président au pouvoir et a largement influencé [...] la formation du gouvernement"*<sup>146</sup>. Non seulement El'cin n'associe pas le mouvement démocratique à la construction du pouvoir exécutif, mais il l'empêche de renforcer ses positions dans le législatif: il n'accède pas à sa demande d'organiser de nouvelles élections législatives dans la foulée du putsch manqué,

---

<sup>142</sup> Il s'agit de l'accord signé à Alma-Ata le 18 octobre 1991 par onze républiques dont la Russie, mais qui ne sera pas respecté par la Russie (Cf. <http://www.yavlinsky.ru/dossier/biography/index.phtml>, page consultée le 13/7/2005).

<sup>143</sup> Revolt in the RSFSR government, Yeltsin on long vacation. *RFE/RL Newsline*, 9/10/1991.

<sup>144</sup> Cette Administration, créée en juillet 1991, est le secrétariat du Président. Organe d'expertise doté d'un poids important dans la prise de décision, elle est également chargée des relations entre le Président et les organes législatifs et exécutifs. Elle exerce un contrôle sur l'exécutif au nom du Président. L'Administration présidentielle occupe les locaux de l'ancien Comité central du Parti. En 1999, ses effectifs s'élevaient à 2 000 personnes (cf. Administracija Prezidenta Rossijskoj Federacii, 1999 <http://www.cityline.ru:8080/politika/prez/adm.html>, page consultée le 14/10/2005).

<sup>145</sup> Les deux groupes s'affrontent sur des questions économiques et fédérales: le "groupe de Sverdlovsk" mise plutôt sur le maintien d'un "espace économique commun" avec les autres républiques de l'URSS, contrairement au groupe de Burbulis (J. HOUGH. *Democratization and Revolution in the USSR...*, op. cit., 1997, p. 457-465).

<sup>146</sup> Conférence de presse du 23/1/1992. *Dviženie "Demokratičeskaja Rossija" - Regional'naja Organizacija Moskovskoj Oblasti*, 13, février 1992, p. 4.

élections que les démocrates escomptaient remporter facilement face à un Parti communiste effondré<sup>147</sup>.

Le mouvement allège un peu sa dépendance envers El'cin, commence à prendre ses distances sur des questions de fond. Le programme ultralibéral du gouvernement Gajdar ne fait pas l'unanimité dans ses rangs. De même, les démocrates ne sont pas tous favorables à une dissolution de l'Union. Or, c'est précisément l'option privilégiée par le groupe de Burbulis. Enfin, l'emprise croissante de l'exécutif sur le législatif et, plus généralement, les modalités de définition des règles du jeu constitutionnelles suscitent des oppositions parmi les anciens alliés d'El'cin qui avaient été sollicités comme experts.

Le parcours de Rumjancev entre 1990 et 1993 illustre comment El'cin, en modifiant unilatéralement les modalités de préparation de la Constitution, arrive à transformer d'anciens alliés en opposants.

En 1990, El'cin avait soutenu le projet de Constitution élaboré par la Commission constitutionnelle du Congrès, dirigée par Rumjancev. Il avait agité devant Gorbačëv cet épouvantail donnant à la Russie les attributs d'un Etat souverain, avant de le retirer de l'ordre du jour en novembre 1990 (cf. supra). En avril 1992, S. Šahraj, alors directeur de la puissante Direction juridique d'Etat<sup>148</sup>, rédige un projet concurrent de constitution, qui a la faveur d'El'cin. La fraction Russie démocratique, s'alignant sur la position d'El'cin, cesse de soutenir le projet de Rumjancev<sup>149</sup>. C'est donc un désaveu public pour la Commission constitutionnelle et son Secrétaire (qui avait un temps été appelé le "*James Madison russe*"<sup>150</sup>). Un an plus tard, la question de la Constitution resurgit lorsque El'cin réunit en juillet 1993 une "Conférence constitutionnelle" chargée d'élaborer un projet de constitution afin d'écartier le Congrès des députés de ce processus. Sont invités à participer aux travaux de cette structure les représentants du Parlement et de la Commission constitutionnelle du Congrès (mais Rumjancev n'y participe que de loin), les chefs des pouvoirs exécutifs et législatifs régionaux (Šahraj dirige le groupe de travail des régions) et les représentants des partis politiques, associations et syndicats<sup>151</sup>. La Conférence non seulement mord sur les plates-bandes de la Commission constitutionnelle, mais El'cin charge ladite Commission d'examiner début septembre 1993 le projet préparé par la Conférence. Ce projet n'obtient l'aval ni de Rumjancev, ni du Congrès des députés<sup>152</sup>. Au cours du conflit entre le Président et le Parlement en septembre-octobre 1993, Rumjancev soutient l'idée d'une élection concomitante du Président et des députés. Puis il s'allie symboliquement à l'opposition en restant dans le bâtiment du Congrès (la Maison Blanche) jusqu'à l'assaut des troupes proeltsiniennes le 4 octobre (les députés démocrates fidèles à El'cin cessent de

---

<sup>147</sup> Plusieurs partis (DPR, RHDD, KDP-PNS) et le mouvement Russie démocratique se préparent à de nouvelles élections parlementaires à partir de septembre 1991, mais El'cin rejette leur demande et leur propose plutôt de voter les pouvoirs extraordinaires à un gouvernement de réforme censé être constitué après consultation avec Russie démocratique (M. URBAN et alii. *The Rebirth of Politics in Russia*, op. cit., 1997, p. 266).

<sup>148</sup> Sergej Šahraj ne vient pas du mouvement informel ni du mouvement démocratique. Elu député de la Russie en 1990, il prend la direction de la Commission des lois du Soviet suprême en juillet 1990, puis passe dans l'exécutif après les élections présidentielles de juin 1991. Voir sa biographie en annexe p. 539.

<sup>149</sup> A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ. *Kto est' kto...*, op. cit., 1993, p. 631-634.

<sup>150</sup> D. REMNICK. Meeting with Oleg Rummyantsyev..., op. cit., 1990.

<sup>151</sup> A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ. *Kto est' kto...*, op. cit., 1993, p. 200.

<sup>152</sup> *ibid.*, p. 469-471.

siéger à partir du 21 septembre, date de l'*ukaz* d'El'cin sur la dissolution du Congrès et du Soviet suprême<sup>153</sup>).

En dehors de ces divergences politiques, une cause plus mécanique a pu faciliter la prise de distance d'une partie des députés démocrates vis-à-vis d'El'cin. En mai 1991 (quatrième session du Congrès) est adoptée une nouvelle définition des fractions, qui introduit un seuil minimal de 50 députés et interdit la double appartenance. Cette règle vise certainement à morceler les communistes qui appartenaient simultanément à plusieurs fractions (la fraction communiste passe de fait de 380 membres en mai 1991 à une soixantaine<sup>154</sup>). La nouvelle règle les oblige à choisir leur camp. Mais elle a un effet similaire sur la fraction Russie démocratique. Certains députés démocrates constituent leurs propres fractions, estimant ainsi avoir plus de chances de peser qu'en renforçant une fraction dont ils n'ont pas les leviers de contrôle. Au Parlement, le mouvement démocratique se trouve donc morcelé.

Une partie des démocrates quitte le mouvement démocratique pour se définir comme "centristes", tandis que d'autres, plus rares, passent franchement dans l'opposition. Les centristes tentent de créer une "troisième force" qui se situerait entre les "*partisans inconditionnels*" d'El'cin et l'"*opposition inconditionnelle*" communiste et nationaliste<sup>155</sup>. Ils se définissent tantôt comme un "*soutien conditionnel*", tantôt comme une "*opposition constructive*". C'est une façon de se démarquer sans rompre les liens avec le mouvement démocratique et El'cin. Certains trouvent même le moyen de s'opposer à Gajdar tout en disant soutenir El'cin<sup>156</sup>. Les députés centristes s'alignent sur les démocrates pour les votes stratégiques (notamment pour l'adoption de la politique économique radicale et l'octroi des pleins pouvoirs à El'cin en octobre-novembre 1991). Ils ne se définissent donc pas d'emblée comme une opposition. Ce n'est qu'au printemps 1992 qu'ils sortent de façon visible de la sphère d'influence des démocrates.

Le "centre" est un magma qui se consolide peu à peu, mais sa réalité est assez confuse. Un certain nombre d'entreprises politiques vont essayer d'occuper cette position:

- Au Congrès des députés de Russie, il réunit une fraction issue du mouvement démocratique (*Smena-Novaja politika*: Changement, nouvelle politique, dirigée par A. Golovin, ancien membre du Front populaire de Moscou de la seconde cohorte) et une partie du "marais" qui était plus ou moins alliée aux communistes. Il compte environ 300 députés<sup>157</sup>.
- Hors du parlement, ce sont surtout des groupes ayant à leur tête des "notables" liés à l'arène de l'URSS et à la nomenklatura du Parti qui se définissent comme centristes. L'un se crée en juillet 1991 (le Mouvement pour les réformes démocratiques: *Dviženie demokratičeskikh reform* ou DDR)<sup>158</sup>. L'autre, l'Union civique (*Graždanskij sojuz*),

---

<sup>153</sup> Ukaz Prezidenta Rossijskoj Federacii o poëtapnoj konstitucionnoj reforme v Rossijskoj Federacii [Ukaz du Président de la Fédération de Russie sur la réforme constitutionnelle par étapes dans la Fédération de Russie], n° 1400, 21/9/1993.

<sup>154</sup> Ju. KORGUNJUK, S. ZASLAVSKIJ. *Rossijskaja mnogopartijnost'...*, *op. cit.*, 1996.

<sup>155</sup> D'où le nom de "rouge-brun" donné alors à l'opposition radicale à El'cin et au gouvernement.

<sup>156</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. Bloki i frakcii rossijskogo parlamenta. Vzgljad, konečno, očen' varvarskij, no vernyj [Les blocs et fractions au parlement russe. Une vision certes très frustrée mais fidèle]. *Panorama*, 2 (32), mai 1992.

<sup>157</sup> Les centristes constituent 6 fractions et réunissent entre 318 et 367 députés. Le bloc démocratique (désormais appelé "Coalition des réformes") compte entre 241 et 300 membres, et le bloc des opposants ("Unité russe") entre 303 et 355 (cf. <http://www.cityline.ru/politika/gos/ndrs.html>).

<sup>158</sup> Ses fondateurs sont: Vol'skij (président de l'Union scientifique et industrielle de l'URSS), Silaev (président du Conseil des ministres de la RSFSR), l'économiste Petrakov (directeur de l'Institut des problèmes du marché de l'Académie des sciences), l'académicien Šatalin (coauteur du "plan des 500 jours"), Chevarnadze (ancien ministre des Affaires étrangères de l'URSS, président de l'Association de politique extérieure), A. Jakovlev (Conseiller principal du Président de l'URSS), Ruckoj (Vice-président de la Russie), Popov (maire de Moscou) et Sobčak (maire de Saint-Petersbourg).

apparaît un an plus tard, en juin 1992, sous la houlette du principal lobby industriel (Union des industriels et des entrepreneurs de Russie présidée par A. Vol'skij<sup>159</sup>).

- Ces formations centristes sont rejointes – point important – par les principaux partis issus de la Plateforme démocratique: le Parti républicain de la Fédération de Russie (RPRF), le Parti populaire Russie libre de Lipickij et Ruckoj (NPSR)<sup>160</sup>, et le Parti démocratique de Russie (DPR) de Travkin.
- Enfin, le Vice-président Ruckoj, qui cherche à marquer ses distances avec El'cin, s'allie également aux centristes.

En 1992, les centristes sont perçus par le mouvement Russie démocratique comme ses adversaires "les plus sérieux" (ils le resteront probablement jusqu'à l'automne 1993), les conservateurs s'étant effondrés après le putsch.

La question du rapport au pouvoir exécutif divise aussi le mouvement Russie démocratique, à partir de janvier 1992, en adeptes d'un "soutien conditionnel" à El'cin et en "partisans inconditionnels", ou selon la terminologie indigène, en "*radicaux*" et "*pragmatiques*". Les "radicaux", représentés entre autres par Ju. Afanas'ev (coprésident du mouvement), critiquent leurs adversaires pour s'être inféodés au pouvoir exécutif:

"Russie Démocratique, déplore Afanas'ev, de porte-parole indépendant de larges couches de la société s'est transformée en instrument de jeux entre groupes de personnes au sein d'un appareil, prêts à collaborer avec le pouvoir exécutif quelles que soient les conditions, allant jusqu'à faire perdre son indépendance au mouvement"<sup>161</sup>.

Les "pragmatiques" (ou "partisans inconditionnels" d'El'cin) se recrutent essentiellement parmi les organisateurs du mouvement de la seconde cohorte, dont certains sont devenus députés de Russie ou du Soviet de Moscou (Bokser, Ponomarëv, Zaslavskij, Jakunin, Šnejder). En mars 1992, les "radicaux" quittent le mouvement DR<sup>162</sup>, mais ne passent pas pour autant dans l'opposition au gouvernement d'El'cin. En fait, ce qu'ils reprochent essentiellement à El'cin, c'est d'être entré en "*collusion avec la nomenklatura et d'être un renégat*"<sup>163</sup>.

Avec la montée des centristes, le nouveau rapport de forces est beaucoup moins clair pour le pouvoir exécutif. Une partie des députés démocrates cesse d'être aussi prévisible qu'avant. El'cin utilise ses partisans "inconditionnels" pour compter ses alliés, situer les différents protagonistes et calculer sa marge de manœuvre.

Les partisans d'El'cin s'exposent beaucoup pour défendre sa politique contre une majorité du Congrès de plus en plus hostile. L'emploi qu'ils tiennent, forts de la représentativité populaire que leurs succès dans la rue confèrent à leur mouvement (du moins tant que les "rouges-

---

<sup>159</sup> L'Union des industriels et des entrepreneurs de Russie (*Rossijskij sojuz promyšlennikov i predprinimatelej*, RSPP) est l'ancienne Union scientifique et industrielle de l'URSS.

<sup>160</sup> Ce parti est issu de la partie de la Plateforme démocratique qui était restée dans le PCUS après le XXVIII<sup>ème</sup> congrès du Parti (cf. chapitre 2 de cette partie, p. 334 et suiv.).

<sup>161</sup> Conférence de presse au Soviet de Moscou, 24/1/1992 (archives du MOI). Sur la crise qui frappe Russie démocratique en 1992, cf. par exemple C. SIGMAN. Russie démocratique: histoire d'une organisation. *Problèmes politiques et sociaux*, série Russie, 706 "Les partis politiques en Russie", 18/6/1993, p. 13-20.

<sup>162</sup> Ju. KORGUNJUK, S. ZASLAVSKIJ. *Rossijskaja mnogopartijnost'...*, op. cit., 1996.

<sup>163</sup> Selon M. MALJUTIN, A. JUSUPOVSKIJ. *Rasstanovka političeskij sil v Rossii i prognoz ih roli v bližajšej perspektive* [Configuration des forces politiques en Russie et perspective de leur rôle à court terme]. Moscou: Association d'experts et consultants politiques, Institut de recherche sur les processus extrêmes, "Institut russe", Institut de technologies politiques, Commission d'analyse politique de l'Union russe pour le Renouveau, Fondation "Institut de Développement", 1993. M. Maljutin, ancien informel de la première cohorte, est devenu en 1992-1993 expert de la fraction parlementaire *Smena-Novaja politika* et de l'Union civique.

bruns" ne les y ont pas détrônés), est celui d'aiguillon incitant le pouvoir exécutif à toujours plus de radicalisme<sup>164</sup>. El'cin les utilise pour tester les réactions des différents acteurs aux offensives qu'il projette. En fonction des résultats, il peut, le cas échéant, se démarquer de ses partisans les plus radicaux pour pouvoir plus facilement négocier. Ainsi, en octobre 1991, il charge deux dirigeants de *DemRossija* (L. Ponomarëv et V. Bokser) d'annoncer son intention de mettre en œuvre des réformes économiques radicales, d'accroître ses pouvoirs et d'annuler les élections des administrations régionales (pour leur substituer des nominations). Les chefs d'administration locale sont en effet perçus par certains démocrates comme des obstacles aux réformes:

"Il faut [...] créer des comités publics de soutien aux réformes [...] – propose G. Jakunin, député de Russie et coprésident du mouvement Russie démocratique – pour que nous puissions, si le chef ou le représentant de l'administration locale est incapable de mener les réformes, avoir accès aux leviers pour remplacer ces camarades"<sup>165</sup>.

Grâce à cette offensive indirecte, le chef de l'exécutif peut passer un compromis avec la direction du Soviet suprême: les élections régionales ne seront pas supprimées mais seulement retardées d'un an, en échange le Congrès accorde des pouvoirs élargis à El'cin pour une durée d'un an en vue de la mise en œuvre du programme radical de Gajdar et agréé le "gouvernement des réformes"<sup>166</sup>. Lorsque l'affrontement entre une partie du Congrès et El'cin ira croissant en 1992, les partisans d'El'cin au sein de Russie démocratique seront les premiers à évoquer dès avril l'éventualité d'une dissolution du Congrès, solution qu'El'cin s'empresse de rejeter publiquement<sup>167</sup>. Cependant, le simple fait d'être formulée rend cette solution de plus en plus plausible aux yeux de l'ensemble des acteurs politiques. Tout au long de la crise de 1992-1993, la menace d'une dissolution de la part d'El'cin ne cessera d'ailleurs de planer sur le parlement et sera mise en œuvre en septembre 1993.

Enfin en décembre 1992, le Congrès refuse de confirmer Gajdar au poste de Premier ministre et adopte des amendements à la Constitution limitant les pouvoirs du Président. El'cin propose à ses partisans de quitter la séance pour rompre le quorum. Mais les deux tiers des députés restent dans la salle<sup>168</sup>, et El'cin s'aperçoit qu'il n'est plus en mesure de rallier l'ancien marais contre ses adversaires (contrairement à ce qui s'était passé en mai 1990 pour son élection à la présidence du Soviet suprême et en mars 1991 lors du vote visant à le destituer). C'est un tournant dans l'histoire du Congrès et un échelon important dans l'escalade entre les deux pouvoirs.

La dissolution du mouvement démocratique est largement due aux défections en faveur d'entreprises concurrentes, essentiellement centristes. Certaines tentent de "piller" les ressources de Russie démocratique (réseau régional, appareil central, journaux...), parfois même avec l'appui d'organismes du mouvement. Lorsque G. Popov, maire de Moscou, s'attelle en février 1992 à la création d'un parti (la section russe du Mouvement pour les réformes démocratiques, DDR), il cherche à s'emparer de ressources organisationnelles de Russie démocratique avec le soutien de V. Bokser<sup>169</sup>, qui est son conseiller au Soviet de

---

<sup>164</sup> Ainsi, alors qu'El'cin s'apprête à présenter le programme économique de Gajdar devant le Congrès en octobre 1991, le Conseil de coordination de DR fait mine de menacer le Président de "*passer dans l'opposition si le gouvernement n'entreprend pas immédiatement de transformations radicales*" (Déclaration du 3 octobre 1991. *Materialy II s"ezda Dviženija "Demokratičeskaja Rossija"*, Moscou, DR-Press, novembre 1991.

<sup>165</sup> *Ibid.*

<sup>166</sup> G. FLIKKE. From External Success to Internal Collapse: The Case of Democratic Russia. *Europe-Asia Studies*, 56 (8), décembre 2004, p. 1207-1234.

<sup>167</sup> A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ. *Kto est' kto...*, op. cit., 1993, p. 198.

<sup>168</sup> *Ibid.*, p. 199.

<sup>169</sup> G. FLIKKE. From External Success to Internal Collapse..., op. cit., 2004.

Moscou. Or Bokser est l'un des principaux dirigeants de l'appareil de *DemRossija* et se définit en même temps comme un partisan "inconditionnel" d'El'cin. La désagrégation du mouvement démocratique rend les identités très flottantes.

Enfin, Russie démocratique a un répertoire d'actions collectives d'opposition (manifestations) qui ne correspond plus à son positionnement. Elle est désormais du côté des gouvernants, n'a plus le pouvoir soviétique comme cible et son soutien à la "thérapie de choc" mise en œuvre par le gouvernement russe n'est pas un sujet mobilisateur pour de grandes manifestations. Ce nouveau positionnement affaiblit sa popularité. En soutenant l'exécutif, le mouvement perd une partie importante de son identité. Il se trouve en perte de vitesse face à la montée d'une "vraie" opposition, celle des "rouges-bruns", qui lui fait concurrence dans la rue. Les opposants organisent coup sur coup des manifestations jugées réussies (deux manifestations en février 1992, une autre pour le 1<sup>er</sup> mai). Russie démocratique se voit alors contrainte de modifier son répertoire d'actions et se lance par exemple dans une campagne pour la privatisation "populaire"<sup>170</sup> ou pour la propriété de la terre (septembre 1992). Mais ses "comités publics de soutien aux réformes" essuient un échec et ne sont soutenus par aucun grand parti membre de DR. O. Rumjancev, leader du Parti social-démocrate de Russie, les compare même aux "comités révolutionnaires" de l'époque de la Guerre civile<sup>171</sup>, preuve qu'ils sont perçus comme une tentative d'inféoder le mouvement démocratique au gouvernement.

Le mouvement démocratique se caractérise donc par sa dépendance croissante à El'cin. D'abord perçu comme un repère, celui-ci devient le leader emblématique du mouvement, sans que les informels/démocrates ne l'aient voulu. Allié "nécessaire" pour réussir aux élections de 1989 et de 1990, El'cin devient un allié institutionnel "naturel" du mouvement lorsqu'il prend la tête de l'exécutif russe. Cette nouvelle relation de collusion exerce des contraintes sur le mouvement et sur son identité: le mouvement est amené à se définir comme russe, à rompre de façon nette avec Gorbačëv et les réformateurs modérés qu'il représente, à se désengager de l'arène de l'URSS. La relation avec El'cin devient un élément central de cette identité. Mais les informels/démocrates n'ont qu'une très faible marge de manœuvre à l'égard du pouvoir exécutif russe: ils ne sont pas dans un double jeu, contrairement aux informels, mais dans un soutien pur; pour autant, ils ne détiennent pas de moyens de peser sur les décisions de l'exécutif ou de marchander avec lui. Le bloc démocratique du Congrès des députés n'est pas en mesure de tenir tête à El'cin, au risque de basculer aussitôt dans l'opposition. Il hésite à franchir ce pas et soutient El'cin minimalement (sur les grands enjeux). Tout ce qui formait l'identité des informels s'est donc évaporé dans le mouvement démocratique. Les informels se sont dissous dans le mouvement démocratique en tant qu'être collectif ayant des frontières identifiables. Ils n'existent en fait que relationnellement: quand le jeu change, ils ne sont plus des informels. Ils perdent peu à peu une grande partie de leur identité en s'investissant dans le mouvement démocratique, qui se dissout à son tour.

La désagrégation du mouvement démocratique commence après le putsch de 1991, lorsque la collusion qui le lie à El'cin se relâche. On pourrait être tenté d'expliquer la désaffection des informels/démocrates sur un mode utilitariste: le mouvement n'a pas été rétribué à la hauteur des services qu'il a rendus et s'est vu supplanté par d'autres groupes qui

---

<sup>170</sup> Cf. *Dviženie "Demokratičeskaja Rossija" načinaet kampaniju v zaščitu narodnoj privatizacii. Zaščitim reformu! Zajavlenie Koordinacionnogo Soveta dviženija "Demokratičeskaja Rossija"* [Le mouvement "Russie Démocratique" lance une campagne de défense de la privatisation populaire. Défendons la réforme ! Déclaration du Conseil de coordination du mouvement "Russie démocratique"]. Moscou, 3/9/1992.

<sup>171</sup> P. DUNCAN. *The Rebirth of Politics in Russia*, op. cit., 1992, p. 112.



entrent plus facilement dans l'"équipe au pouvoir" (Ruckoj, "jeunes économistes", anciens apparatchiks de Sverdlovsk, groupes de députés obtenant des postes au Présidium du Soviet suprême). Mais plutôt que de déchiffrer le basculement d'individus auparavant dotés d'orientations éthiques vers des comportements principalement dictés par le "choix rationnel", on pourrait voir ici un changement dans les manières de jouer, qui serait dû à la transformation des contextes de jeu, des relations entre les différents protagonistes: les informels/démocrates jouent à la manière utilitariste, mais ils n'ont pas pour autant rompus avec ce qu'ils étaient. Leurs prises de distance avec El'cin peuvent par exemple s'expliquer par des mobiles "rationnels en valeur", selon la terminologie de Weber: des députés démocrates ont pu s'opposer au nom de valeurs démocratiques aux agissements d'El'cin contraires au droit ou à l'idée qu'ils pouvaient avoir d'un système démocratique. Lors de la crise de septembre-octobre 1993 entre le Président et le Congrès des députés du peuple, un nombre important d'informels/démocrates, surtout de la première cohorte, se sont opposés à la dissolution du Parlement par El'cin en septembre 1993 et plus encore à la méthode utilisée.

### III/ Le "libéralisme" comme nouveau marqueur identitaire

Le mouvement démocratique bascule vers le libéralisme pour faire clivage avec les communistes et se positionner clairement contre le Centre (l'Union). Pendant la campagne de 1990, il se définit avant tout comme "anticommuniste" et ne se dit pas explicitement libéral. Après ces élections, le gouvernement russe de B. El'cin défend un programme économique ("plan des 500 jours", septembre-octobre 1990) qui est libéral et décentralisateur (il entend transférer les leviers du pouvoir économique du Centre à la république). Pour les membres du mouvement démocratique, qui se situent désormais exclusivement sur l'arène russe, ce programme et sa composante libérale deviennent des éléments contraignants de définition de soi: ils doivent se prononcer pour ou contre.

L'adoption de l'étiquette "libérale" comme marqueur identitaire du mouvement s'amorce avant l'accession d'El'cin à la présidence de la Russie, mais ce changement devient irréversible lorsque le système de pouvoir eltsinien se met en place en s'appuyant sur un positionnement libéral. Cette étiquette idéologique joue un peu le même rôle que le "socialisme" dans la phase initiale de la perestrojka: elle agit comme une barrière à l'entrée du jeu d'appui mutuel avec le pouvoir exécutif russe, comme l'étiquette "socialiste" avait été l'un des éléments indispensables aux informels pour entrer dans une collusion avec le pouvoir soviétique. Il n'est pourtant pas nécessaire de se définir comme libéral pour être en collusion avec El'cin: d'autres groupes le sont sans arborer cette marque (groupe de Sverdlovsk, lobby industriel de Vol'skij...). Mais c'est un élément essentiel *pour le mouvement démocratique* en raison de sa position spécifique dans le jeu politique: l'un de ses principaux accès à El'cin se fait par l'intermédiaire de Burbulis, lequel s'appuie sur les "jeunes économistes" libéraux dans sa lutte contre ses concurrents. L'étiquette libérale est une ressource majeure pour *cet* ensemble d'acteurs-là. Si elle est pour le mouvement démocratique l'équivalent structural, dans une certaine mesure, de ce qu'était le "socialisme démocratique" pour le mouvement informel, elle est en même temps un élément supplémentaire qui contribue à dissoudre l'identité des informels. Eux ne se disaient pas libéraux.

Notion polysémique dans tous les pays, le libéralisme l'est particulièrement en Russie à cette époque. Il revêt un sens politique: défense de l'individu face au collectif, des valeurs démocratiques, du multipartisme, de l'Etat de droit, des droits de l'homme, retrait du Parti de toutes les sphères de la vie publique... Dans son sens économique, il recouvre des positions allant de l'"économie sociale de marché" à l'ultralibéralisme.

Le label "libéral" est pour cette raison un élément identitaire souple dont les membres du mouvement démocratique font différents usages. Il sert à s'imposer sur l'arène électorale en

1990 en rompant avec le "communisme". C'est un moyen de s'opposer au pouvoir exécutif central. Le libéralisme est aussi un marqueur social par lequel les informels/démocrates confirment leur rattachement à certains milieux intellectuels. L'adoption du label sert enfin à tracer les frontières du mouvement, à pousser certains membres dehors. La multiplicité de ces usages explique que le discours libéral a bénéficié d'une diffusion rapide dans le mouvement démocratique et rencontré fort peu de résistance. Peu à peu, le mouvement démocratique est monopolisé par ceux qui revendiquent ce label.

Au moment de la campagne électorale de 1990, le mouvement se borne à se définir comme anticommuniste. Son principal souci est de se démarquer tant des communistes que du pouvoir central de l'Union. Vera Kriger, membre dirigeante d'un club d'électeurs puis de l'Union moscovite des électeurs (MOI), confirme cette position:

"– Dans les autres organisations informelles, il y avait des débats autour de l'orientation idéologique à prendre: socialisme, social-démocratie, etc. Se passait-il la même chose dans les clubs d'électeurs et au MOI?

– Non, il n'y avait que de l'anticommunisme (*splšnoj antikommunizm*).

– Vous ne vous êtes même pas définis comme des libéraux?

– Non" (V. Kriger, entretien du 14/1/1994).

L'anticommunisme est d'ailleurs le seul critère utilisé en 1990 par les clubs d'électeurs rattachés au MOI pour sélectionner les candidats aux soviets d'arrondissement:

"Nous testions les [candidats potentiels], poursuit V. Kriger, et leur posions des questions telles que: '*que pensez-vous des communistes? ou du communisme?*'. Si la personne considérait qu'il s'agissait d'un système pervers, elle était adoptée. On ne lui demandait rien de plus... malheureusement, fort malheureusement" (entretien du 14/1/1994).

L'étiquette libérale n'est pas explicitement revendiquée, mais le programme économique du bloc Russie démocratique est sous-tendu par une logique libérale donnant la priorité au marché, agrémenté de quelques mesures sociales compensatrices pour les catégories défavorisées. Ce programme (cf. Encadré ci-dessous) permet à Russie démocratique de se situer dans l'opposition au gouvernement de l'URSS, dont les projets de réforme prévoient un encadrement beaucoup plus strict du marché<sup>172</sup>. A la différence du bloc Elections-90 (constitué antérieurement par des clubs informels<sup>173</sup>), qui évoquait de façon très elliptique certaines formes de désétatisation de l'économie ("*égalité juridique des formes de propriété*", "*démonopolisation de l'économie*"), le bloc Russie démocratique adopte un langage beaucoup plus radical, qui se prétend pragmatique et non "idéologique".

#### **Encadré 22 : Le programme économique et social du bloc "Russie démocratique" (janvier 1990)**

"Le débat qui se déchaîne aujourd'hui à propos de la politique économique est un débat entre ceux qui veulent avant tout une répartition et une redistribution du revenu national et ceux qui veulent parvenir à instaurer un mécanisme économique capable d'augmenter quantitativement ce revenu et de l'améliorer qualitativement. Ce débat prend souvent une teinte idéologique: socialisme vs capitalisme. Transférer la discussion sur ce terrain ne donne absolument pas de réponse à la question: quelle doit être notre économie.

Il est temps de tirer les conclusions pratiques de ce que nous montre l'expérience mondiale. Une économie moderne hautement développée, œuvrant pour le consommateur et non pour les indicateurs du plan, comprend, quelle que soit la variante:

- le marché comme régulateur principal de l'économie,

<sup>172</sup> cf. programmes de N. Ryžkov et de L. Abalkin de novembre-décembre 1989, tableau 34 en annexe p. 498.

<sup>173</sup> cf. encadré 11, p. 277.

- un système de leviers étatiques de régulation économique soumis à un contrôle démocratique,
- des entreprises économiquement indépendantes,
- une politique antimonopole efficace,
- une diversité des formes de propriété (publique, par actions, coopérative, collective, privée, etc...) et leur égalité juridique,
- de puissants mécanismes de protection de l'environnement et de protection sociale.

[...] Pour réaliser cette difficile transition, il faut élaborer et mener deux programmes interdépendants mais distincts:

- un programme *principal*<sup>174</sup>, prévoyant la création immédiate d'un secteur efficace de marché qui serait la locomotive du développement et de la transformation de l'économie, en premier lieu par la *transformation d'une large partie de la propriété de l'Etat en d'autres formes*,
- un programme *subsidaire*, comprenant un ensemble de mesures pour adoucir les coûts de la transition et compenser la baisse du niveau de vie de la population, en premier lieu des couches défavorisées.

Le programme socio-économique doit prévoir:

- [...] un revenu minimum garanti indexé,
- le gel des prix et le maintien des dotations publiques sur les principaux produits alimentaires et de consommation courante tant que les mécanismes du marché n'assurent pas un niveau acceptable de prix,
- l'indexation des retraites et pensions,
- un contrôle transparent de la distribution des logements publics,
- un programme de formation professionnelle, de compensation pour les employés touchés par la refonte structurelle de l'économie et les réductions de personnel.

Les fonds nécessaires pourront être dégagés grâce à une forte réduction des dépenses improductives, en particulier des dépenses militaires, et une importation des ressources dans des limites raisonnables, et non grâce à la planche à billets. Il faut également liquider immédiatement tous les privilèges des employés de la nomenklatura, non pas tant comme moyen de régler nos problèmes économiques que comme revendication morale élémentaire adressée aux dirigeants de l'Etat par des dizaines de millions de citoyens qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

- le droit de propriété sur la terre pour ceux qui veulent la cultiver".

Source: Sozdan blok demokratičeskikh kandidatov Rossii [Un bloc de candidats démocratiques de Russie est créé]. Moscou, janvier 1990 (archives du MOI).

En tant que prétendant sérieux au pouvoir au parlement russe, le mouvement introduit le discours libéral comme pensable dans l'espace politique mais hésite encore à se définir explicitement comme tel. L'appui du Groupe interrégional des députés de l'URSS (MDG) et la publication du programme dans *Ogonëk*<sup>175</sup> à plusieurs millions d'exemplaires donnent une "bienséance", une crédibilité, à cette orientation idéologique qui n'était jusqu'alors défendue que par des groupes marginaux.

La victoire aux élections fait sauter un verrou. En avril 1990, la Plateforme démocratique du PCUS reprend mot pour mot le programme économique du bloc Russie démocratique<sup>176</sup>. Certains groupes sont moins hésitants à se définir comme libéraux, mais utilisent dans un premier temps des précautions oratoires: l'aile "radicale" du Parti démocratique de Russie (DPR), issu de la Plateforme démocratique et présidé par N. Travkin, se baptise, on s'en souvient, "fraction *libre*" au moment du congrès constitutif du parti (mai 1990)<sup>177</sup>. Elle est représentée par A. Murašëv, personnage important puisqu'il est député de l'URSS et secrétaire du Groupe interrégional des députés, ainsi que par le champion d'échecs Garri Kasparov. Le DPR dans son ensemble, en se définissant comme "*le parti de l'égalité*

<sup>174</sup> Souligné ici et plus loin par CS.

<sup>175</sup> Sozdan izbiratel'nyj blok "Demokratičeskaja Rossija" [Un bloc électoral "Russie démocratique" est créé]. *Ogonëk*, 6, février 1990, p. 17-18. Selon P. DUNCAN (The Rebirth of Politics in Russia..., *op. cit.*, 1992, p. 81), c'est grâce au soutien du Groupe interrégional des députés de l'URSS que le texte connaît une telle diffusion.

<sup>176</sup> Cf. chapitre 2 de cette partie.

<sup>177</sup> Il n'y a pas en russe de jeu sur la sonorité qui prêterait à confusion entre "libéral" et "libre", les deux termes (*liberal'nyj* et *svobodnyj*) n'ayant pas du tout la même racine.

*des chances de départ*<sup>178</sup>, signale lui aussi qu'il fait un pas vers le libéralisme, même si ce basculement n'est pas aussi appuyé que celui de Murašëv et Kasparov. Ce positionnement d'un parti jugé important et prometteur contribue d'ailleurs à l'émergence du camp libéral.

Très rapidement, les derniers tabous sur l'utilisation du label "libéral" disparaissent au cours de la lutte entre l'URSS et la Russie autour des programmes économiques. Le mouvement Russie démocratique organise des manifestations de soutien au "plan [libéral] de 500 jours". Certains groupes au sein du mouvement démocratique non seulement se disent ouvertement libéraux, mais défendent des positions ultralibérales. Murašëv et Kasparov ne tardent pas à rebaptiser leur "fraction libre" "fraction *libérale*" et à se référer au modèle thatchérien-reaganien<sup>179</sup>. Après avoir quitté le DPR en avril-mai 1991, ils créent l'Union libérale conservatrice<sup>180</sup>. Des petits partis périphériques, tels le Parti des constitutionnels-démocrates de Zolotarëv, le Parti démocrate-chrétien de Čuev, l'Union démocratique de Novodvorskaja, affichent leurs sympathies pour un modèle d'Etat minimum. A. Čuev pose fièrement en une du journal de son parti aux côtés de Margaret Thatcher<sup>181</sup>. Le Parti des constitutionnels-démocrates (PKD), issu du club informel Dignité des citoyens, ne conçoit de protection sociale que pour les plus démunis (mères célibataires, retraités et handicapés). V. Zolotarëv précise ce point:

"– Tous ceux qui sont en bonne santé doivent subvenir à leurs besoins tous seuls. [...] Nous considérons que le chômage est un phénomène qui mérite qu'on s'en occupe. Mais ce n'est pas une chose terrible au point qu'il faille, pour l'éradiquer, instaurer des modes de gestion socialistes. Pour sortir de ce problème, ce n'est pas la voie des innovations ou solutions socialistes qu'il faut prendre, selon nous, mais celle d'une économie capable de réagir de façon la plus mobile possible par ses propres mécanismes.

– *L'économie se régule d'elle-même?*

– Oui, en ce sens, on peut nous appeler des darwiniens en économie. Nous pensons que le développement économique et le progrès général viennent de ceux qui savent le mieux s'adapter, des plus compétitifs. Ce sont eux qui tirent les marginaux vers le haut par un mécanisme de redistribution des impôts. C'est un citoyen riche qui fait un pays riche, et non l'inverse" (V. Zolotarëv, entretien du 3/8/1990).

Le mouvement démocratique a été l'un des vecteurs du courant ultralibéral dans les instances du pouvoir russe, même si ce courant n'a tenu qu'une place marginale dans le mouvement. Non que l'on cherche ici à exagérer l'influence du mouvement démocratique sur le choix politique opéré par El'cin: celui-ci s'explique avant tout par le poids de certains acteurs économiques et politiques (dont les Organisations internationales) et le jeu de surenchère dans lequel El'cin est entraîné par son conflit avec le pouvoir soviétique d'abord et le parlement russe ensuite. Mais le mouvement démocratique abrite des foyers par lesquels se diffuse le discours ultralibéral et des réseaux qui permettront aux économistes de ce courant d'entrer au gouvernement. L'Union libérale conservatrice de Murašëv a un poids insignifiant dans le mouvement, mais Murašëv réussit à y attirer son ancien acolyte du Groupe interrégional des députés (MDG), A. Golovkov, devenu conseiller du Secrétaire d'Etat Burbulis (cf. encadré 21, p. 370). Golovkov, on s'en souvient, joue un rôle clé dans le rapprochement entre Burbulis et Gajdar et dans la formation du "gouvernement des réformes" fin 1991. En 1990, Anatolij

---

<sup>178</sup> Informacija o dejatel'nosti orgkomiteta po sozdaniju "rossijskoj narodnoj partii" [Information sur l'activité du comité d'organisation du "parti populaire de Russie"], ca mai 1990 (document du Département idéologique du rajkom Sevastopol').

<sup>179</sup> P. DUNCAN. The Rebirth of Politics in Russia, *op. cit.*, 1992, p. 101.

<sup>180</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. *Slovar' novyh političeskikh partij...*, *op. cit.*, 1991, p. 13-14.

<sup>181</sup> *Hristianskaja politika*, 6/19, novembre 1991.

Čubajs (qui fera partie du gouvernement Gajdar) s'était illustré dans la défense du "modèle chilien" de transition à l'économie de marché et avait utilisé l'un des médias contrôlé par d'anciens informels pour diffuser ses propositions.

A. Čubajs publie en mars 1990 un document adressé aux dirigeants soviétiques (sous la signature de l'Association de sciences sociales et économiques de Leningrad). Il y expose un modèle de passage *rapide* au marché, qui entraînera un accroissement des inégalités sociales et, estime-t-il, la nécessité de mettre une sourdine à certains principes démocratiques. Ce discours tranche avec l'idée alors communément admise que la démocratie et le marché sont consubstantiels.

Au nombre des effets sociaux attendus de ce passage rapide à l'économie de marché, les auteurs indiquent: la baisse générale du niveau de vie, une différenciation croissante des prix et des revenus, un chômage de masse. Pour contenir les contestations prévisibles, il est suggéré de dissoudre les syndicats officiels s'ils s'opposent aux mesures gouvernementales, de créer des syndicats parallèles et éventuellement d'interdire les grèves pendant la durée des réformes. Ce traitement radical des grèves<sup>182</sup> s'explique par le fait que les comités de grève des mineurs sont définis comme étant "les organisations potentiellement les plus puissantes du pays, par leur mode d'organisation et leur rôle dans la vie économique". Pour éviter la généralisation des conflits sociaux, des "mesures différenciées à l'égard du mouvement ouvrier" doivent être envisagées: ne fermer qu'une mine sur trois, ne pas fermer complètement une entreprise mais réduire le personnel dans certaines d'entre elles.

Les "idéologues des réformes" et le mouvement démocratique qui les soutient doivent s'attendre à voir leur légitimité amoindrie. Aussi l'Association de sciences sociales et économiques de Leningrad préconise-t-elle un recours aux instruments de propagande de l'Etat: il faut, explique-t-elle, former l'opinion publique grâce à la presse tant que le gouvernement soviétique en garde le contrôle et qu'une presse d'opposition n'a pas encore vu le jour<sup>183</sup>.

Un tel discours, dissociant marché et démocratie, n'est pas répandu dans le mouvement démocratique, et ce n'est pas en son nom que A. Čubajs prend sa plume, bien qu'il soit membre du club Perestrojka de Leningrad, du Front populaire de Leningrad (LNF) et de la Plateforme démocratique du PCUS (dont son frère est l'un des dirigeants). Mais c'est le mouvement démocratique qui s'en fait ici le vecteur. Jusqu'alors, l'idée d'une "modernisation" par l'instauration d'un pouvoir autoritaire était restée extérieure au mouvement informel/démocratique<sup>184</sup>. A. Fadin s'était alors fermement opposé aux partisans d'un régime "libéral-autoritaire", d'un "autoritarisme à visage humain"<sup>185</sup>. Le texte de A. Čubajs paraît dans la revue *Vek XX i mir*, qui jouit d'une grande popularité auprès de l'"intelligentsia démocratique", et dont le comité de rédaction est contrôlé par des informels de la première

---

<sup>182</sup> qu'on retrouvera d'ailleurs un an plus tard dans le "plan anticrise" du Premier ministre soviétique V. Pavlov (cf. tableau 34 en annexe p. 498).

<sup>183</sup> Žestkim kursom... Analitičeskaja zapiska po koncepcii perehoda k rynočnoj èkonomike v SSSR [Traitement d'austérité... Note d'analyse sur la conception du passage à l'économie de marché en URSS]. *Vek XX i mir*, 6, [30 mars] 1990. On peut noter que la démarche (et non le discours) de A. Čubajs s'inscrit dans une certaine continuité avec les clubs informels de la première période, qui se voyaient comme des conseillers du pouvoir soviétique. Ce qui n'est pas le cas du mouvement démocratique, ni même des informels de la première cohorte en mars 1990.

<sup>184</sup> Elle avait été formulée dès 1989 par I. KLJAMKIN et A. MIGRANJAN (Nužna li nam železnaja ruka? [Avons-nous besoin d'une main de fer?]. *Literaturnaja gazeta*, 33, 1989).

<sup>185</sup> A. FADIN. Kvadratura kruga ili zametki ob antinomijah liberal-ètatizma [La quadrature du cercle ou notes sur les antinomies du libéral-étatisme] In *Socializm i demokratija. Diskussionnaja tribuna (sbornik statej)*. Moscou: Institut d'économie du système socialiste mondial (IEMSS), 1989, p. 112-124.

cohorte (dont A. Fadin), lesquels ne partagent pas, loin s'en faut, le point de vue exposé dans l'article<sup>186</sup>.

C'est au cours de la bataille entre la Russie et l'Union autour des programmes économiques que les tenants de l'ultralibéralisme vont se tourner vers l'arène de la Russie. Dans son article de mars 1990, A. Čubajs s'adressait encore au gouvernement de l'URSS. Mais c'est auprès de l'exécutif russe qu'il trouvera une oreille plus attentive un an et demi plus tard.

Dans ce contexte de lutte entre la Russie et l'URSS, le plan de privatisation et de "thérapie de choc" de Gajdar, présenté fin 1991 par El'cin devant le Congrès des députés de la RSFSR, ne soulève pas de critiques majeures au sein du mouvement démocratique (tout au moins les premiers temps). Et pourtant la distance est grande entre le programme du bloc électoral Russie démocratique et ce programme gouvernemental ultralibéral. Même si les "jeunes économistes" ne sont pas une émanation du mouvement démocratique, ils en sont très proches par leur ancrage dans le milieu académique et leur appartenance au groupe de Burbulis.

Le mouvement informel/démocratique offre peu de résistance à l'avancée en son sein du discours libéral. La première cohorte a toujours délaissé la question économique<sup>187</sup>. L'adhésion d'une partie importante des informels de la première cohorte au discours libéral s'explique aussi par la fonction de marqueur social que joue ce dernier: leur positionnement est dû à leurs relations interpersonnelles dans le milieu académique. Prendre la défense du "programme des 500 jours" contre le programme d'Abalkin, plus étatiste, c'est aussi se placer du côté de l'Institut central d'économie mathématique (CEMI), dont les concepteurs du "plan des 500 jours" sont issus, contre la tradition jugée plus conservatrice de l'Institut d'économie, dirigé par Abalkin<sup>188</sup>. C'est, pour les informels passés par le club Perestrojka par exemple, un moyen de ne pas se couper d'un milieu académique qui les a protégés et qui reste politiquement bien placé<sup>189</sup>. Il y a des frontières invisibles qu'il est coûteux de franchir pour son image de marque. Ainsi, au sein du Parti *social-démocrate* de Russie (SDPR), dirigé par d'anciens leaders de Perestrojka démocratique, le courant *libéral* est-il dominant.

"En Occident – explique P. Kudjukin (qui, rappelons-le, avait appartenu au groupe des "Jeunes socialistes" dans les années 1970) –, toutes les forces politiques sérieuses sont libérales, qu'elles soient social-démocrates ou conservatrices. Si nous regardons par exemple l'évolution de la social-démocratie ouest-européenne, nous observons un processus d'absorption progressive des valeurs libérales, avec néanmoins de sérieux aménagements. La social-démocratie a renoncé aux extrémités du marxisme orthodoxe, à une approche étroite de classes et au dogmatisme, et c'est ce qui lui a permis de sortir du ghetto politique où elle s'était trouvée jusqu'au début du XX<sup>ème</sup> siècle, pour devenir l'une des forces influentes du monde contemporain. Aujourd'hui plus de la moitié des membres du SDPR appartient à ce courant libéral de la social-démocratie.

---

<sup>186</sup> Avec le recul du temps, cette publication semble difficile à assumer par la revue (et peut-être même également par son principal auteur): le numéro de *Vek XX i mir* où figure cette "note analytique" est l'un des rares à ne pas avoir été mis en ligne par Pavlovskij, rédacteur en chef de la revue (aujourd'hui disparue). Voir l'anthologie sur le site: <http://www.russ.ru/antolog/vek/index.html>.

<sup>187</sup> Cf. partie II.

<sup>188</sup> N. ŠMATKO. "Toposy" rossijskoj èkonomičeskoj reformy: ot ortodoksal'nogo markizma k radikal'nomu liberalizmu [Les "topos" de la réforme économique russe: du marxisme orthodoxe au libéralisme radical], 2002, p. 15-18 sur la localisation académique des différents programmes de réforme économique.

<sup>189</sup> même si, individuellement, d'anciens protecteurs du club Perestrojka au CEMI, comme Boris Rakitskij par exemple, s'opposent aux réformes libérales.

Nous avons aussi besoin d'un libéralisme au sens culturel et psychologique [...], au sens d'une rupture avec l'idéologie de l'Etat, l'économie étatique et autres empreintes de l'étatisme"<sup>190</sup>.

Quant aux "organiseurs" appartenant à la seconde cohorte, ils ne discutent pas politique mais tactique (organisation de campagnes électorales et de meetings), et ne cherchent pas à se définir autrement qu'en opposition au Parti communiste, comme s'ils ne se considéraient pas qualifiés pour se doter d'une identité idéologique plus précise.

Pour la seconde cohorte, l'adhésion au discours libéral est probablement aussi un moyen de se situer dans la filiation à la dissidence. Les membres de la seconde cohorte, à la différence de ceux de la première, n'ont pas de comptes à régler avec la dissidence. Au contraire, ils y cherchent des figures tutélaires (A. Sakharov, G. Jakunin) et n'hésitent pas à lui emprunter ses références: les démocraties occidentales sont prises comme modèles<sup>191</sup>; ils généralisent l'usage du nom "mouvement démocratique" qui avait été utilisé par le mouvement dissident.

La référence aux valeurs libérales est une marque d'appartenance au mouvement démocratique et un moyen d'en tracer les frontières: les organisations qui y dérogent, i.e. qui se définissent à gauche, n'ont d'autre solution que s'autoexclure du mouvement démocratique pour exister. Certaines organisations de gauche (Parti socialiste, Confédération des anarcho-syndicalistes ou KAS, issus de clubs de la première cohorte) assistent au congrès constitutif du mouvement Russie démocratique sans y adhérer (cf. encadré 20, p. 357). Cette autoexclusion facilite du même coup la prétention de Russie démocratique à se substituer à l'ensemble du mouvement démocratique.

Ces organisations de gauche éparpillées tentent de se regrouper hors du mouvement démocratique. En septembre 1990, le Parti socialiste, le Parti des Verts, la Confédération des anarcho-syndicalistes (KAS) et une partie de la Plateforme marxiste du PCUS forment un bloc, "Démocratie de gauche" (*Levaja demokratija*), opposé à Russie démocratique et au "programme des 500 jours". Mais il n'a qu'une existence éphémère. Placé dans l'obligation de se distinguer à la fois des "démocrates" tout en défendant des valeurs démocratiques, de Gorbačëv qui se dit lui aussi attaché au socialisme, et de la gauche non démocratique, il n'arrive pas à mobiliser assez de ressources pour se constituer en un nouvel acteur reconnu.

Au sein du mouvement démocratique, aucun groupe ne joue une carte idéologique autre que le libéralisme pour faire concurrence à Russie démocratique: la fusion du Parti social-démocrate de Russie et du Parti républicain autour de la social-démocratie était l'occasion la plus prometteuse, mais elle échoue.

Son affrontement avec le Parti communiste et son rapport de collusion avec le "nouveau" pouvoir (exécutif) russe ont permis au mouvement démocratique de se consolider autour de certains éléments de définition. En anticipant l'émergence d'un bipartisme (mouvement démocratique vs PCUS conservateur), les démocrates ont constitué un mouvement – Russie démocratique – assurant une certaine homogénéité de représentation et d'action. El'cin, considéré comme un allié stratégique, est devenu le leader du mouvement démocratique auquel ce dernier a été amené à sacrifier sa marge d'autonomie. Parce qu'il avait

---

<sup>190</sup> P. KUDJUKIN. Nam ne hvataet liberalizma [Nous n'avons pas assez de libéralisme]. *Panorama*, 15, janvier 1991.

<sup>191</sup> E. ZDRAVOMYSLOVA. Rol' novyh obščestvennyh organizacij v formirovanii rossijskoj političeskoj simboliki [Le rôle des organisations sociales dans la formation d'une nouvelle symbolique russe] In *Mnogoobrazie interesov i instituty vlasti* [Pluralité d'intérêts et institutions de pouvoir]. Moscou: Luč, 1994, p. 131-142 sur la symbolique du mouvement démocratique.

conquis des positions institutionnelles sur l'arène russe et qu'il avait partie liée avec El'cin, le mouvement s'est défini comme russe et s'est détourné de l'arène de l'Union. Son basculement vers un discours libéral est un autre élément de rupture avec l'arène du pouvoir central.

Dans ce processus de transformation du mouvement informel/démocratique, l'identité des anciens informels, investis dans le mouvement, se dissout définitivement. Ceux qui restent dans le mouvement n'ont plus d'identité propre. Les autres, essentiellement membres de la première cohorte, s'autoexcluent du mouvement soit parce qu'ils sont à gauche, soit parce qu'ils ne veulent pas ou plus jouer le jeu de la collusion avec le pouvoir russe, soit parce que ce jeu que d'autres jouent ne leur laisse aucune place. Certains, comme on le verra plus loin, prennent leurs distances à l'égard de l'activité politique *stricto sensu*.

Après l'échec du putsch d'août 1991, des éléments de définition du mouvement s'effondrent ou se relâchent. Avec la disparition du PCUS dans la seconde moitié de 1991, la croyance dans l'établissement d'un bipartisme tombe d'elle-même. Avec la nomination du "gouvernement des réformes" fin 1991 sur lequel les démocrates n'ont aucune prise, El'cin montre qu'il s'est complètement affranchi du mouvement. Mais une partie des démocrates se dégagent eux aussi de la relation de collusion et sortent du mouvement. Le rapport au pouvoir, qui avait donné une cohésion au mouvement, devient un facteur de division.



---

## **EPILOGUE ET CONCLUSION**

## EPILOGUE

### RECONVERSIONS ET CAPITAUX MILITANTS

Les bouleversements que connaît l'URSS, puis la Russie, dans les années 1990 affectent de plein fouet la structure des positions professionnelles. Certains secteurs, comme le milieu académique, perdent une partie importante de leur personnel; d'autres, comme la politique, le journalisme ou le monde des affaires, voient leurs règles d'accès modifiées. Dans cette conjoncture historique où, pour reprendre les termes de F. de Coninck et F. Godard, "*les agents sont provoqués ou convoqués et où s'ouvrent des espaces de possibles qui désignent autant de nouveaux cours de l'existence ou de nouvelles trajectoires*"<sup>192</sup>, les leaders du mouvement informel/démocratique opèrent une reconversion. La plupart se sont trouvés à vivre non plus "pour" mais "de" la politique<sup>193</sup>. Leur participation à ce mouvement a infléchi le cours de leurs trajectoires.

Ce qui émerge à partir de 1990 est une politique "professionnelle": les leaders du mouvement doivent se professionnaliser pour continuer de faire de la politique, ceux qui restent des "amateurs" se font éliminer. Mais la professionnalisation est aussi l'un des facteurs de dissolution du mouvement démocratique parce qu'elle ne se fait pas en son sein. Il est d'ailleurs possible que l'une des conditions d'existence du mouvement ait été sa non professionnalisation<sup>194</sup>.

Le mouvement démocratique constitue en 1990 un bassin de recrutement du nouveau personnel politique en Russie: une grande partie de ses animateurs acquièrent des postes dans le législatif ou l'exécutif russe, dirigent des partis ou entrent dans des sphères connexes au politique (journalisme, conseil, etc.). Il est donc aspiré par le *champ du pouvoir* (qu'on peut définir comme l'ensemble des positions institutionnelles au sein de l'Etat).

Mais il s'y dissout assez rapidement sans que ses leaders réussissent à s'y maintenir de façon durable. Ils doivent faire face à deux groupes concurrents, dont l'ancrage dans la sphère du pouvoir est bien antérieure à la leur et ne joue pas en leur défaveur<sup>195</sup>: il s'agit de la nomenklatura du Parti et du Komsomol, et des administrateurs de l'Etat (dont les directeurs d'entreprise). La plupart des travaux sur les élites post-communistes en Russie montrent en effet que ces deux groupes se maintiennent dans une large mesure aux positions dominantes<sup>196</sup>, certaines fractions bénéficiant d'une plus grande promotion que d'autres (notamment la jeune génération issue de l'élite moscovite, ayant une formation en droit et en

---

<sup>192</sup> F. de CONINCK, F. GODARD. L'approche biographique à l'épreuve de l'interprétation. Les formes temporelles de la causalité. *Revue française de sociologie*, 31, 1989, p. 25-53.

<sup>193</sup> selon la distinction de M. WEBER (*Le savant et le politique*. 2<sup>e</sup> édition. Paris: Plon, 1990, p. 111-112).

<sup>194</sup> Sur des pistes de réflexion sur le rapport entre professionnalisation et militantisme, voir F. SAWICKI et J. SIMEANT. La sociologie de l'engagement militant: un champ de recherches à décloisonner. *Comment penser les continuités et discontinuités du militantisme? Trajectoires, pratiques et organisations militantes*: colloque international IFRESI-CERAPS-CLERSE, Lille, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, 8-10 juin 2006, p. 21-24.

<sup>195</sup> Il n'y a pas eu en Russie de "lustration" à l'égard des anciens responsables du Parti.

<sup>196</sup> Voir le travail de synthèse des travaux sur les élites politiques en Russie de V. GEL'MAN, I. TARUSINA. Studies of political elites in Russia: issues and alternatives. *Communist and Post-Communist Studies*, 3 (33), septembre 2000, p. 311-329. Parmi les travaux occidentaux, on pourra se référer à J. HIGHLEY, J. KULLBERG, J. PAKULSKI. The Persistence of Postcommunist Elites. *Journal of Democracy*, 7.2, 1996, p. 133-147; D. LANE. Transition under Eltsin: the Nomenklatura and Political Elite Circulation. *Political Studies*, XLV, 1997, p. 855-874; G. MINK, J.-C. SZUREK. L'ancienne élite communiste en Europe centrale. Stratégies, ressources et reconstructions identitaires. *Revue française de science politique*, 48 (1), février 1998, p. 3-41; G. MINK, J.-C. SZUREK. *La Grande Conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, Paris: Seuil, 1999, 320 p.

économie<sup>197</sup>; et le deuxième échelon de la nomenklatura du Parti, qui s'empare des premières places<sup>198</sup>). Une partie des fonctionnaires de l'appareil administratif de l'Etat a commencé sa reconversion dès 1987-1988, avec une certaine avance sur les autres, en raison des vagues successives de réduction de personnel<sup>199</sup>. Le mouvement informel/démocratique est finalement le seul bassin non professionnel de recrutement du personnel politique. Des trois groupes, le plus professionnel (les "managers") est celui qui a le mieux réussi sa reconversion. A l'opposé, le groupe des informels/démocrates, quinze ans après son entrée dans les nouvelles structures du pouvoir, a quasiment disparu du législatif ou de la haute fonction publique<sup>200</sup>. Dans l'ensemble, les leaders du mouvement ont vu leur position sociale s'améliorer depuis la chute de l'URSS, mais ils ne sont pas les plus grands gagnants de la transition.

Pendant toute cette période, les trajectoires professionnelles des anciens informels/démocrates ont été marquées par une forte instabilité, des changements importants de position dans la hiérarchie et d'orientation idéologique. Les membres du mouvement ont poursuivi leur travail de construction d'identités, non seulement politiques mais professionnelles. Il semble que la plupart aient en définitive trouvé à se placer dans le domaine de l'expertise, notamment en matière électorale, c'est-à-dire dans une zone située à la marge du champ du pouvoir (organes de l'Etat). Certains occupent des positions dominantes dans ce secteur et travaillent pour l'exécutif national, qui représente le plus gros client du "marché électoral". Les informels de la première cohorte voulaient changer le système, influencer les réformateurs au pouvoir, et la seule possibilité qu'ils entrevoyaient était de devenir conseillers du Prince dans la mesure où ils avaient décidé de ne pas jouer la carte de la dissidence. Certains ont fini par devenir des conseillers du pouvoir exécutif, mais ils occupent des positions de subalternes, position bien différente de celle à laquelle ils aspiraient lorsqu'ils étaient des informels.

L'étude de leurs reconversions donne un éclairage particulier sur la dynamique du recrutement du personnel politique et la formation du nouveau système depuis 1990. On peut la diviser en deux grandes périodes: (I) celle de la première reconversion, ou de la professionnalisation, entre 1990 et 1993, où les individus transforment les "capitaux" accumulés dans le mouvement et commencent à vivre *de* la politique, et (II) celle des reconversions ultérieures dans de nouveaux lieux, de nouvelles spécialisations de l'espace politique. Le mouvement n'est un bassin de recrutement dans la politique qu'en 1990-1993; il ne l'est plus par la suite.

Ce chapitre sur les reconversions peut éveiller la curiosité des lecteurs. Même si elle est légitime, cette curiosité est grosse d'un biais possible si on essaie d'interpréter ce que les

---

<sup>197</sup> O. KRYSHANOVSKAYA. From Soviet nomenklatura to Russian elite. *Europe-Asia Studies*, juillet 1996.

<sup>198</sup> A. BERELOWITCH. Les élites politiques en Russie: changement et continuité In *Ex-URSS: les Etats du divorce*, Notes et études documentaires, 4982, Paris: La documentation française, 1993, p. 77-89.

<sup>199</sup> La liquidation des ministères sectoriels à partir de 1987-1988 met environ 600 000 personnes dans la nécessité de trouver un autre emploi. On se rappelle par ailleurs que 30 % puis 40 % des effectifs de l'appareil du Parti avaient été supprimés après la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti (été 1988) et le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS (été 1990).

<sup>200</sup> Sur la difficulté de reconvertir son "capital militant", on pourra se reporter aux deux numéros des *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 2004 et 158, 2005, notamment à B. GOBILLE (Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 68. Capital politique, capital littéraire et conjoncture de crise. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 158, 2005, p. 30-61) qui étudie la montée de certains types de capitaux acquis par des acteurs non dominants (avant-garde littéraire en 68) à l'occasion de mobilisations en période de crise, puis leur relative faiblesse et volatilité après la crise, lors de la normalisation.

individus ont été ou ont fait dans le mouvement informel/démocratique en fonction de ce qu'ils sont devenus. Le piège est de surcharger de sens le devenir des individus pour tenter d'expliquer le mouvement antérieur.

## I/ Les professionnalisations des dirigeants informels/démocrates (1990-1993)

A partir de 1990, la plupart des leaders informels/démocrates se reconvertissent dans la politique ou le journalisme. L'espace politique, qui comprend les positions institutionnelles dans les organes de l'Etat (champ du pouvoir) mais également toutes les *entreprises* politiques (partis, cabinets de consultants, etc.), devient officiellement concurrentiel après la réforme électorale de décembre 1988 qui prive le PCUS du monopole de la désignation des candidats, et la modification de l'article 6 de la Constitution en mars 1990 qui autorise la création des partis. Le champ du pouvoir se modifie également avec la montée en puissance des soviets républicains. Par ailleurs, le processus de dissociation des pouvoirs législatif et exécutif, jusqu'alors renfermés dans les soviets, s'accélère rapidement en Russie pour donner naissance à un pouvoir exécutif fort qui s'autonomise et recrute un nouveau personnel à partir de novembre 1991. Le journalisme représente un autre secteur stratégique pour les reconversions au sortir du mouvement démocratique. La loi de l'URSS sur la presse du 12 juin 1990, outre qu'elle supprime la censure, permet de légaliser les publications informelles (les journaux tirant à moins d'un millier d'exemplaires acquièrent la personnalité morale sans enregistrement préalable). Disparaît ainsi la distinction juridique entre le samizdat et la presse officielle<sup>201</sup>.

On assiste ainsi en 1990 à une reconversion massive des leaders du mouvement, quelle que soit leur situation professionnelle de départ. Certains informels/démocrates qui avaient jusqu'alors exercé une activité en "amateurs" dans les domaines politique et journalistique (i.e. sans rémunération ni diplôme) vont se *professionnaliser*, se transformer en professionnels de la politique ou en journalistes. Pour d'autres, la reconversion signifie un *changement de profession*, une rupture. Le phénomène touche, sans grande surprise, les personnes en situation de "déclassement" depuis plusieurs années (qui n'ont ni postes fixes ni postes "à la hauteur" de leur formation) ou dans des positions menacées (le personnel politique de l'armée, par exemple), mais aussi celles dont les positions ne sont pas menacées (médecins spécialistes, physiciens chercheurs, ingénieurs informaticiens...). Pour ces dernières, souvent issus de la seconde cohorte, la rupture de trajectoire est double: (i) le contenu de leur activité change radicalement, leur ancienne sphère professionnelle étant éloignée de la politique (contrairement aux membres de la première cohorte qui se sont spécialisés dans les sciences sociales et ont parfois une quinzaine d'années d'expérience politique), (ii) elles passent à une activité professionnelle plus instable (même si elles ont toujours la possibilité de retourner à leur profession initiale). L'abandon de la profession antérieure, qui n'est pas nécessairement vécu comme irréversible, peut néanmoins être compensé par le cumul de plusieurs fonctions dans le champ du pouvoir ou dans d'autres champs (certains députés détiennent des postes dans l'exécutif russe ou moscovite, le cumul n'étant interdit que tardivement, en 1993). Dans de nombreux cas, les reconversions s'accompagnent aussi d'une compensation financière (en 1990, les journalistes du nouveau journal *Kommersant*" perçoivent un salaire cinq fois plus élevé que le salaire moyen<sup>202</sup>).

---

<sup>201</sup> C. PARDON, H. KAPLAN. La transformation de la presse soviétique à la fin de la perestroïka. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1997, vol. 46, n° 46, p. 12-17. La Loi de l'URSS sur la presse et les autres médias (Zakon Sojuza Sovetskikh Socialističeskikh Respublik O pečati i drugih sredstvah massovoj informacii) est parue dans les *Izvestija* le 20/6/1990.

<sup>202</sup> Le salaire de ces journalistes est de 1 000 roubles environ (S. Mitrofanov, entretien du 14/5/2005). A titre de comparaison, le salaire moyen des fonctionnaires du Parti, un peu plus élevé que la moyenne nationale, s'élève en

Seuls quelques chercheurs et professeurs d'université conservent leur position, tout en poursuivant leur engagement politique (cf. le tableau 16, p. 398). Il s'agit pour la plupart d'informels/démocrates déjà marginalisés dans le mouvement, qui ne se sont pas trouvés en position de participer aux élections de 1990 ou qui les ont perdues.

G. Rakitskaja et I. Čubajs, tous deux membres de la première cohorte, appartiennent en 1990-1991 à des courants minoritaires de leurs formations politiques respectives. G. Rakitskaja représente l'aile marxiste du Parti social-démocrate de Russie (SDPR), I. Čubajs, l'aile social-démocrate de la Plateforme démocratique puis du Parti républicain de la Fédération de Russie (RPRF). Ils conservent leur position de chercheur (Rakitskaja travaille à l'Institut d'économie de l'Académie des sciences) et d'enseignant dans le supérieur (Čubajs est professeur de philosophie à l'Institut d'Etat d'art dramatique, puis à l'Université de l'amitié entre les peuples, ancienne Université P. Lumumba). Dans les années 1990, Rakitskaja mène des recherches sur le salariat en Russie<sup>203</sup> tout en militant dans des partis de gauche qui essaient d'établir des liens avec le mouvement ouvrier (notamment le Parti du Travail). Quant à I. Čubajs, il tente au tout début des années 1990 de "*réanimer le mouvement social démocratique*" en faisant appel à son frère, jadis membre du mouvement démocratique et devenu ministre du gouvernement Gajdar, mais "*ni El'cin ni Anatolij Čubajs n'ont rien fait pour [l']aider*"<sup>204</sup>. Il abandonne définitivement l'activité politique en 1992, après une rapide incursion dans les affaires, et s'investit dans la carrière universitaire (il soutient une thèse de doctorat\* en philosophie en 2000).

Dans un contexte où les membres les plus importants du mouvement informel/démocratique se professionnalisent dans la politique ou dans des secteurs connexes, ceux qui ne font pas cette démarche s'excluent eux-mêmes des positions centrales dans les différentes entreprises politiques qui apparaissent (alors que l'occupation professionnelle des acteurs avant 1990 avait un effet relativement neutre sur la position qu'ils avaient dans le mouvement, même si les chercheurs ont au début été avantagés). La transformation en professionnels de la politique est donc une condition pour conserver une position centrale dans le mouvement; mais l'aspiration des leaders dans la sphère du pouvoir, consécutive à leur professionnalisation, est probablement aussi l'une des causes de la dissolution du mouvement.

Les premières reconversions, pour l'essentiel dans les soviets, le journalisme et les partis, sont fortement corrélées à la place occupée dans le mouvement (et peu ou pas à la position professionnelle d'origine). Des différences entre les deux cohortes sont observables non seulement dans les positions occupées (1) mais aussi dans les modes de reconversion suivis (2). Comme on le verra, cette position de départ est un élément déterminant des trajectoires pour les dix ou quinze années suivantes.

---

1989 à 216 roubles (information de E. Ligačëv parue dans la *Pravda* du 2/7/1989, citée par J. HOUGH. *Democratization and Revolution in the USSR. 1985-1991*. Washington: Brookings Institution Press, 1997, p. 503).

<sup>203</sup> Voir par exemple: G. RAKITSKAJA. *Sovremennye trebovanija trudjaščihsja k social'no-èkonomičeskoj politike* [Les revendications actuelles des salariés en matière de politique sociale et économique]. *Voprosy èkonomiki*, 4, 1993, p. 64-76; G. RAKITSKAJA. *Social'no-trudovye otnošenija (Obščestvennaja teorija i problemy stanovlenija ih demokratičeskogo regulirovanija v sovremennoj Rossii)* [Les rapports sociaux du travail (théorie sociale et problèmes de la mise en place d'une régulation démocratique dans la Russie actuelle)]. Moscou, 2003, 479 p.

<sup>204</sup> Entretien avec I. Čubajs, 13/6/1996.

## 1/ Positions occupées

Les membres des deux cohortes ne se répartissent pas uniformément dans les trois positions professionnelles d'arrivée en 1990: députation, journalisme et direction de parti (cf. le tableau 16, p. 398). Une grande partie des informels de la première cohorte se reconvertit dans le journalisme. Cette orientation est précoce: elle est consécutive aux élections au Congrès de l'URSS de 1989, lorsque les premiers informels se trouvent évincés de la compétition. Certains se transforment alors en *observateurs* de l'espace politique. Une autre partie demeure active dans le mouvement démocratique et se trouve relativement bien placée pour être élue en 1990 au Congrès de la Russie et au Soviet de Moscou (*Mossovet*). Parmi ceux qui échouent aux élections, certains sont nommés à des postes d'experts ou de consultants auprès de ces deux niveaux de pouvoir. On remarque en 1990 peu de sorties totales de l'activité politique (reconversion dans l'économie ou émigration).

Les membres de la seconde cohorte occupent tendanciellement deux positions: celles de députés et de chefs de partis. Certains sont propulsés dans la carrière parlementaire au terme d'une très courte période de militantisme politique (I. Boganceva, par exemple, commence son activité de militante de base dans un club d'électeurs en mars 1989, un an plus tard elle est élue au *Mossovet*). Les membres de la seconde cohorte qui ne se présentent pas aux élections en 1990 ou qui ne sont pas élus s'investissent généralement dans la construction de partis (ils sont beaucoup plus nombreux que ceux de la première cohorte à détenir exclusivement cette position). Il n'y a pas de sortie de l'activité politique et aucun ne devient journaliste.

**Tableau 16 : Positions occupées en 1990 par les membres de l'échantillon**

	Cohorte I	%	Cohorte II	%	Total	%
Députés	16	31,5	14	39	30	34,5
- Députés élus en 1990 (Congrès de la RSFSR, Soviets de Moscou, de la région de Moscou, de Leningrad)*	16	31,5	12	33,5	28	32,2
- Députés de l'URSS (élus en 1989, ni députés ni experts auprès des soviets élus en 1990)	0	0	2	5,5	2	2,3
Experts:	7	13,7	2	5,6	9	10,3
- auprès des soviets (comités et présidence du Congrès de la RSFSR, <i>Mossovet</i> , <i>Lensovet</i> )	6	11,7	1	2,8	7	8
- dans des organismes privés	1	2	1	2,8	2	2,3
Journalisme	11	21,5	0	0	11	12,7
Organisations issues du mouvement (direction, organisation de l'appareil)**	11	21,5	19	52,6	30	34,5
- Partis, journaux de parti	7	13,7	19	52,6	26	30
- Associations (non partisans)	4	7,8	0	0	4	4,5
Chercheurs, enseignants du supérieur (pas de reconversion)	4	7,8	1	2,8	5	5,6
Sortie de l'activité politique	2	4	0	0	2	2,4
- Entreprise privée (hors activité politique ou journalisme)	1	2	0	0	1	1,2
- Départ à l'étranger	1	2	0	0	1	1,2
<b>Total</b>	51	100	36	100	87	100

\* Ne sont pas comptabilisés les députés des soviets d'arrondissement (*rajsovet*), sauf lorsqu'ils sont présidents de soviets (cas de I. Zaslavskij).

\*\* Ne sont comptés ici que les individus qui ne détiennent pas d'autres positions (dans les soviets ou le journalisme). Lorsqu'un député est parallèlement membre de la direction d'un parti, il n'est classé que dans la catégorie "député".

## Députation

En 1990, le siège de député de Russie est l'une des positions de pouvoir potentiellement les plus importantes parce que les leviers de décision sont en train de passer aux mains des républiques et, plus spécifiquement, des Soviets suprêmes (tout au moins, en Russie, avant l'apparition de la fonction présidentielle en juin 1991). Les élus sont donc appelés à construire presque *ex nihilo* un nouveau système politique et administratif puisque les structures de la RSFSR antérieures à 1990 ne sont pas adaptées aux prétentions du nouveau pouvoir russe, et que la Russie n'héritera des structures soviétiques qu'après l'échec du putsch, à la fin de l'année 1991.

A l'occasion des luttes politiques, les députés se retrouvent à être spécialisés dans certains domaines de l'Etat à un moment où le mode de fonctionnement de l'Etat est en train d'être redéfini. Cette conjoncture est loin d'être défavorable aux "autodidactes" que sont les informels/démocrates. La position de député en 1990 se révélera stratégique dans leur carrière car ils pourront "rentabiliser" leur spécialisation sur d'autres terrains. Par ailleurs, les députés démocrates, qui ont moins de positions conquises à conserver que les autres députés et dont la plupart ont abandonné leurs précédentes fonctions, peuvent plus facilement se consacrer à plein temps au travail politique (au parlement et dans leurs partis)<sup>205</sup>.

En 1990, les soviets (de la RSFSR, des villes de Moscou et de Leningrad) emploient 35 personnes de l'échantillon sur 87 (soit 40,2 %, cf. tableau 16, p. 398), les deux tiers en tant que députés, le tiers en tant qu'experts (cf. tableau 17).

**Tableau 17 : Présence des leaders des clubs informels et des organisations du mouvement démocratique de Moscou et Leningrad dans le pouvoir législatif en 1990 (membres de l'échantillon)**

	Congrès des députés du peuple de Russie		Soviets de Moscou, de la région de Moscou et de Leningrad	Total
<b>Députés</b>	17		11	28
Dont cohorte I		9*	7	16
cohorte II		8	4	12
<b>Conseillers de l'appareil (non élus)</b>	4		3	7
Dont cohorte I		4	2	6
cohorte II		0	1	1
<b>Total</b>	21		14	35
Dont cohorte I		13	9	22
cohorte II		8	5	13

\* Les députés du Congrès de Russie issus de la première cohorte sont surreprésentés dans l'échantillon car, si on compare les résultats de ce tableau avec la population totale des élus au Congrès de Russie venant des clubs informels, des clubs du Parti et des clubs d'électeurs (23 personnes), on trouve 9 membres de la première cohorte (40 %) et 14 de la seconde (60 %). Dans le tableau ci-dessus, les députés de Russie de la première cohorte représentent 53 % de l'échantillon, ceux de la seconde cohorte 47 %.

Les experts auprès des soviets sont souvent des "notables" du mouvement qui se sont trouvés être des candidats malchanceux aux élections de 1990, la victoire ou l'échec des candidats de Russie démocratique ayant largement été aléatoires<sup>206</sup>. Trois types de notables sont ainsi

<sup>205</sup> J. HOUGH (*Democratization and Revolution in the USSR...*, op. cit., 1997, p. 337) constate ainsi que les démocrates élus au Soviet suprême ont tendance à y travailler à temps plein, contrairement aux députés modérés ou conservateurs qui conservent leurs postes dans l'administration, le Parti ou la sphère économique.

<sup>206</sup> Les blocs électoraux en 1990 n'ont pas la possibilité d'établir un classement des candidats car il n'y a pas de scrutin de liste. Ils ne servent que comme labels de référence communs à des candidats se présentant au scrutin uninominal.

"récupérés": les figures importantes du mouvement informel devenues chefs de parti (appartenant à la première cohorte); les organisateurs de la campagne (plutôt issus de la seconde cohorte); et quelques députés de l'URSS qui n'ont pas participé aux élections au Congrès de la RSFSR mais qui voient leur position devenir secondaire au lendemain des élections de 1990.

Pavel Kudjukin (première cohorte, membre dirigeant de Perestrojka démocratique, puis du Parti social-démocrate de Russie) se présente aux élections de 1990 aux trois échelons de pouvoir: parlement de Russie (dans la circonscription Sevastopol' de Moscou), *Mossovet* et soviet d'un arrondissement de Moscou. Dans le premier cas, sa candidature est annulée par la Commission électorale centrale, dans le second cas son élection est invalidée en raison d'un taux d'abstention trop élevé. Il n'est élu qu'au soviet d'arrondissement. Aussi sa nomination en 1990 à un poste de spécialiste du Comité du Soviet suprême de la RSFSR pour les médias et les relations avec les organisations sociales constitue-t-elle un moyen symbolique de rehausser son statut. Autre personnage important non seulement du mouvement informel mais des campagnes électorales, Mihail Maljutin (première cohorte, membre du KSI, puis du Front populaire de Moscou) se présente dans la même circonscription que Kudjukin après le rejet de la candidature de ce dernier. Lui non plus n'est pas admis à concourir par la Commission électorale<sup>207</sup>. Il n'a aucun poste électif. Après les élections, le nouveau Soviet de Moscou crée un centre d'études (Centre public) dont on lui confie la direction.

Certains députés de l'URSS avaient, par leur statut, contribué à protéger ou à promouvoir les clubs puis les partis créés par les informels. Lorsque ces derniers arrivent à leur tour à des positions de pouvoir, ils "renvoient l'ascenseur". La Commission constitutionnelle du Congrès de la RSFSR, dirigée par O. Rumjancev (première cohorte, membre de Perestrojka démocratique puis du Parti social-démocrate), fait ainsi appel aux députés de l'URSS A. Obolenskij, par ailleurs coprésident du Parti social-démocrate, et O. Bogomolov, ancien directeur de l'Institut du système économique socialiste mondial (IEMSS) (on se souvient que l'institut, où travaillait Rumjancev, était un protecteur du club Perestrojka démocratique). Rumjancev avait dirigé la campagne électorale de Bogomolov en 1989. Elu député de l'URSS, celui-ci avait associé le club Perestrojka démocratique au travail de rédaction d'un projet de constitution soviétique que lui avait confié Gorbačëv. Rumjancev a visiblement préféré utiliser sa position pour empêcher certaines personnalités haut placées de descendre trop bas, plutôt qu'aider ses camarades du club Perestrojka démocratique et du Parti social-démocrate à se hisser dans la sphère du pouvoir, ce qui a suscité de fortes critiques à son égard au moment de son ascension fulgurante<sup>208</sup>.

Après les élections présidentielles de juin 1991 et la démission du premier gouvernement russe dirigé par I. Silaev, le pouvoir exécutif recrute certains spécialistes venus du Congrès de la RSFSR. Que l'on soit député ou expert, les chances de recrutement semblent égales. C'est probablement la raison pour laquelle les conseillers du Congrès de Russie n'ont alors aucune velléité de se transformer (et de se figer) en "professionnels de l'expertise". Sur les 21 personnes de l'échantillon travaillant au parlement, 5 obtiennent des postes dans le gouvernement ou dans l'Administration présidentielle<sup>209</sup>.

<sup>207</sup> V. P[RIBYLOVSKIJ]. Skandal'nyj okrug [Une circonscription à scandale]. *Panorama*, 4, mars 1990, p. 4.

<sup>208</sup> Cf. l'entretien de V. Kardail'skij, secrétaire du club Perestrojka puis du Parti social-démocrate de Russie, 27/7/1994. Dans cette mobilité ascensionnelle générale à partir de 1990, il y a des laissés-pour-compte dans le mouvement.

<sup>209</sup> Sur l'Administration présidentielle, cf. supra note 144, p. 379.



Ainsi, P. Kudjukin, expert auprès d'un comité du Congrès, est nommé Vice-ministre du Travail dans le "gouvernement des réformes" en novembre 1991.

Le député V. Lysenko (première cohorte, membre de Mémorial, du Club du Parti de Moscou, de la Plateforme démocratique, du Parti républicain et de Russie démocratique) devient, parallèlement à ses fonctions parlementaires, Vice-président du Comité d'Etat de la Fédération de Russie à la politique nationale (avec rang de Vice-ministre) à partir d'avril 1992.

Lorsqu'ils n'entrent pas dans le champ du pouvoir (i.e. dans les soviets et les organes de l'exécutif), les informels/démocrates créent leurs propres postes de travail, dans les partis et le journalisme (cas de 43 % des membres de la première cohorte et de 52,6 % de la seconde, cf. le tableau 16, p. 398).

### **Direction de partis**

La direction d'un parti n'est pas une position qui permet de rebondir vers le champ du pouvoir, mais elle donne une légitimité pour rester dans l'espace politique. Toutefois, comme on l'a vu, les partis perdent vite leur crédibilité et font face à des difficultés financières. Peu de dirigeants de partis peuvent donc vivre de cette position.

En 1990, la plupart des anciens informels/démocrates se lancent dans la création de partis. Pour un certain nombre (notamment ceux qui ne sont devenus ni députés ni experts ni journalistes), la position de dirigeant de partis constitue leur unique identité dans l'espace politique. Plus de la moitié de la seconde cohorte est dans ce cas, contre seulement 13,7 % de la première cohorte.

Seuls quelques partis peuvent se permettre d'entretenir un appareil de permanents. C'est le cas du mouvement Russie démocratique, du Parti démocratique de Russie (DPR, présidé par N. Travkin) et probablement du Parti populaire "Russie libre" de A. Ruckoj et V. Lipickij. Le DPR a des relations avec les milieux d'affaires<sup>210</sup>. D'autres, comme Russie démocratique, reçoivent une aide de l'étranger.

Le mouvement Russie démocratique reçoit ainsi 956 000 dollars entre 1990 et 1992 pour la reproduction et la diffusion de ses documents dans le cadre de programmes d'"assistance au développement démocratique en Russie" conduits par le gouvernement américain<sup>211</sup>. Par ailleurs, le National Endowment for Democracy, bénéficiaire de fonds publics américains, dépense 3 millions de dollars en 1990 pour soutenir diverses organisations politiques et syndicales russes. Même si ces sommes paraissent modestes au regard de celles qui seront allouées par les Etats-Unis pour le même programme dans la période 1992-1997 (il est question de 17,4 millions de dollars<sup>212</sup>), elles sont considérables dans l'URSS de 1990 où la réforme des prix n'a pas encore eu lieu.

Les autres partis, qu'ils soient jugés prometteurs (Parti républicain de la Fédération de Russie, Parti social-démocrate de Russie) ou de peu d'avenir (Parti des constitutionnels-démocrates de V. Zolotarëv, partis démocrates chrétiens, Parti libertarien de E. Debrjanskaja...), se maintiennent car ils permettent à des groupes ou des individus de subsister dans l'espace

---

<sup>210</sup> Entretien avec I. Rojzman, vice-président du DPR, 15/5/1992.

<sup>211</sup> Cf. un rapport sur ces programmes dans les années 1990-1994: Promoting Democracy. Progress Report on U.S. Democratic Development Assistance to Russia (Letter Report, 02/29/96, GAO/NSIAD-96-40) [<http://www.fas.org/man/gao/ns96040.htm>, page consultée le 5/8/2005].

<sup>212</sup> *Ibid.*

politique. Mais leurs ressources financières sont réduites, et leurs leaders souvent condamnés à mener une activité parallèle ou à créer des entreprises pour alimenter les caisses de leurs partis. Le journal du Parti républicain *Gospodin Narod* est ainsi financé grâce au cabinet de sondages de son rédacteur en chef et membre dirigeant du parti, I. Jakovenko. Ce qui est en marche est un processus d'élimination des individus ou organisations qui n'arrivent pas à se professionnaliser, à vivre de la politique.

## Journalisme

Les informels qui choisissent de se reconverter dans le journalisme en 1990 sont tous issus de la première cohorte, et ils sont relativement nombreux à le faire (21,6 % des premiers informels membres de l'échantillon). Les représentants de la seconde vague se reconvertissent plus massivement dans la direction de partis et, pour certains, dans la rédaction de journaux de partis<sup>213</sup>.

La reconversion des informels de la première cohorte dans le journalisme commence, on l'a dit, en 1989. Il s'agit surtout d'anciens membres de Perestrojka démocratique et du Club d'initiatives sociales (KSI) qui ont participé au bulletin du club Perestrojka *Otkrytaja zona* ou à la revue *Vek XX i mir* publiée par le Comité soviétique pour la paix. Même si tous n'ont pas occupé les premières places dans les deux clubs, leur appartenance à ces organisations centrales a un effet de prestige.

Contrairement aux députés et aux leaders de partis, ils entrent dans une sphère professionnelle fortement institutionnalisée, peu ouverte aux autodidactes. Le secteur est très concentré, du moins sa partie centrale (la "presse centrale" représente seulement 3 % des titres mais 73 % des tirages<sup>214</sup>), et connaît un corporatisme fondé sur la détention d'un diplôme spécialisé. La jeune génération de sortants de la faculté de journalisme du MGU, qui ne s'est pas encore placée dans les journaux centraux, a tendance à voir d'un mauvais œil l'arrivée de concurrents qu'elle assimile souvent aux dissidents<sup>215</sup>. Les informels, du moins s'ils veulent quitter le milieu de la presse "non traditionnelle"<sup>216</sup>, sont condamnés pour s'imposer à créer de nouvelles formes de journaux ou un espace intermédiaire entre le segment marginalisé de la presse informelle et le cercle fermé de la presse centrale. Leur principal bagage est leur expérience dans le samizdat et leur connaissance pratique de l'espace politique, bagage qui détonne dans le milieu journalistique de l'époque<sup>217</sup>. Pour pénétrer ce champ professionnel, ils mettent en œuvre deux stratégies: (i) ils s'allient à des journalistes de la jeune génération disposant de ressources importantes dans le milieu professionnel (exemple de *Kommersant*", qui sera développé plus loin), (ii) ils colonisent et transforment une revue existante (cas de *Vek XX i mir*).

---

<sup>213</sup> Nous n'incluons pas les journaux de partis dans le champ journalistique professionnel.

<sup>214</sup> La "presse centrale" en 1990 comprend, selon un enseignant de l'École de journalisme du MGU, les "*Moscow-based, nationally distributed newspapers and magazines that presented the official policy of the Communist Party, the government, and different central bodies, both state and public*" (A. RICHTER. *The Russian Press after Perestroika. Canadian Journal of Communications*, 1, vol. 20, 1995).

<sup>215</sup> De fait, certains informels en voie de reconversion dans le journalisme ont publié des samizdats dans les années 1970 (Pavlovskij, Fadin).

<sup>216</sup> Terme employé dans la littérature officielle et la classification des bibliothèques pour désigner les samizdats des années 1980.

<sup>217</sup> On peut ici établir un parallèle avec l'une des stratégies de reclassement analysées par P. BOURDIEU (Classement, déclassement, reclassement. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 24, novembre 1978, p. 2-22), qui consiste à investir un poste professionnel avec des "capitaux" non conformes à ceux détenus par ses occupants habituels (exemple des artisans de luxe, d'origine sociale plus élevée ou dotés d'un capital culturel supérieur aux artisans "ordinaires") et qui permet aux individus de redéfinir le poste en question ("*redéfinition créatrice*").

Les informels investissent d'abord la rédaction de la revue du Comité soviétique pour la paix, *Vek XX i mir* (Le XX<sup>ème</sup> siècle et la paix), en transforment le contenu, puis se l'approprient juridiquement. Publiée depuis 1958, celle-ci tire à 100 000 exemplaires<sup>218</sup>. En janvier 1987, G. Pavlovskij (membre du KSI) en devient observateur puis rédacteur. En 1988, A. Fadin (membre de Perestrojka démocratique) y publie plusieurs articles et entre à son tour au comité de rédaction fin 1990 (après son passage à *Kommersant*). Les dirigeants des principaux clubs informels de la première période ont régulièrement accès au mensuel. Le KSI utilise la revue pour diffuser certains textes et tenter d'"unir en un tissu unique [...] la presse officielle et le samizdat"<sup>219</sup>. Selon l'expression de V. Igrunov, *Vek XX i mir* produit l'effet d'un choc dans les milieux intellectuels, précisément lorsque les informels s'en emparent:

"Ce n'était pas la première revue de sa catégorie. Il y avait au même moment les *Nouvelles de Moscou* et *Ogonëk*. Mais ces deux journaux étaient secondaires. Ils publiaient ce que chacun de nous savait déjà<sup>220</sup>. Tandis que dans *Vek XX*, on pouvait découvrir de nouvelles personnes, un nouvel angle de vue"<sup>221</sup>.

Après avoir pris possession de la rédaction, les informels exercent un pouvoir institutionnel sur la revue: au tout début des années 1990, l'agence d'information PostFactum qu'ils ont créée en devient cofondatrice aux côtés du Comité pour la paix, et Pavlovskij rédacteur en chef, rôle qu'il assumait officieusement depuis l'automne 1988<sup>222</sup>. La revue cesse de paraître en 1995.

L'institutionnalisation de ce segment intermédiaire entre la presse centrale "traditionnelle" et la presse "non traditionnelle", en effervescence depuis le début de la perestrojka<sup>223</sup>, est favorisée par deux facteurs. Tout d'abord, les journaux centraux voient leurs abonnements

<sup>218</sup> Tirage pendant la période 1987-1991 (Pavlovskij parle de 300 000 exemplaires en 1990: G. PAVLOVSKIJ. *Vek XX i mir: uranovyj mogil'sčik rossijskoj intelligencii* [*Vek XX i mir*, le fossoyeur de l'intelligentsia russe]. *Russkij žurnal*, 17/1/2001). Le tirage chute à 65 000 exemplaires fin 1991, puis à 25 000 en 1992.

<sup>219</sup> En 1988, cinq membres du KSI (Pel'man, Pavlovskij, Igrunov, Zolotarëv, Karsetov) proposent au rédacteur en chef de *Vek XX i mir* de créer une revue (*Černovik*, Brouillon) qui ferait le lien entre la presse officielle et le samizdat en publiant les matériaux non retenus dans *Vek* mais pouvant alimenter la réflexion (Pis'mo KSI Beljaevu A.A., glavnomu redaktoru *Vek XX i mir* [Lettre du KSI à Beljaev A.A., rédacteur en chef de *Vek XX i mir*], ca 1988. Dossier du KSI, archives du M-BIO).

<sup>220</sup> Ce que B. Kagarlickij exprime, quelques années plus tard, en termes plus crus à propos des *Nouvelles de Moscou*: "A l'époque [de la perestrojka], faire un journal libéral était un pur plaisir. Nul besoin de talent, d'idées originales ou de professionnalisme. Mais seulement de recevoir du Comité central du PCUS l'autorisation de publier des idées progressistes. [...] On n'attendait pas de nouvelles d'un tel journal, on n'attendait en fait absolument rien de nouveau. Les gens voulaient simplement voir imprimé ce dont ils discutaient depuis longtemps dans leurs cuisines ou avaient lu dans le samizdat. Contrairement aux auteurs du samizdat, la presse libérale officielle ne risquait rien puisqu'elle avait ordre des plus hautes sphères du pouvoir de faire preuve d'audace civique" (B. KAGARLICKIJ. MN kak zerkalo russkogo liberalizma [Les *Nouvelles de Moscou* comme miroir du libéralisme russe]. *Global'naja alternativa*, 29/3/2005). Si on suit Kagarlickij, le professionnalisme est du côté du samizdat et non de la presse officielle centrale.

<sup>221</sup> V. IGRUNOV. Eto byl šok [C'était un choc]. *Russkij žurnal*, 29/12/2000.

<sup>222</sup> Entretien avec G. Pavlovskij, 10/8/1994. Sur *Vek XX i mir*, voir également *La nouvelle presse russe indépendante et les sciences sociales. Exposition 4-25 juin 1993*. Paris: BDIC, Musée d'histoire contemporaine, Progress-Kompleks, 1993.

<sup>223</sup> Les bulletins informels connaissent un essor jusqu'en 1991: de quelques dizaines en 1986-1987, leur nombre passe à plus de 760 en 1990 (dont 150 samizdats politiques publiés à Moscou) et double en 1991. Les tirages progressent également, passant de quelques dizaines à plusieurs milliers d'exemplaires. Mais ces bulletins ont souvent une durée de vie très courte: en 1989, par exemple, 395 publications sont créées tandis que 115 disparaissent (cf. A. SUETNOV. *Spravočnik periodičeskogo samizdata* [Guide des périodiques parus en samizdat]. Moscou: Bibliothèque indépendante de Moscou, 1990, et C. PARDON, H. KAPLAN. La transformation de la presse soviétique..., *op. cit.*, 1997).

chuter sous l'effet d'une baisse du lectorat<sup>224</sup>. Les journaux conçus sur un modèle occidental, dont *Kommersant*" est le prototype et auquel participent des informels, montent en puissance. Selon sa rédaction en 2005, *Kommersant*" doit son succès au fait d'avoir introduit un nouveau mode d'exposition de l'information inspiré du journalisme occidental, qui est vite devenu la norme dans le secteur journalistique russe:

"A l'époque, tout praticien, même s'il faisait un reportage sur un incident dans une ferme avicole, essayait de montrer ses talents d'essayiste (*publicist*): les articles commençaient la plupart du temps par des envolées lyriques, des allusions historiques ou philosophiques. Les journalistes de *Kommersant*" ont quasiment proposé aux lecteurs un journal étranger. [...] [Vladimir] Jakovlev [premier rédacteur en chef] et ses collaborateurs ont été les premiers à introduire le principe occidental de la 'pyramide inversée' pour exposer l'information: celle-ci est formulée de façon très concise dans les trois premières phrases: quoi, où, quand. Est apparue la partie introductive (le *lead* dans la terminologie américaine). [...] Puis viennent les détails. Par ailleurs, il n'y a que des faits, aucun jugement de valeur, aucune morale et *a fortiori* aucune 'position personnelle ou civique de l'auteur'. [...] De plus, *Kommersant*" a introduit l'idée de référence à des sources d'information, sorte de règle de bon ton"<sup>225</sup>.

"Avant, explique S. Mitrofanov (première cohorte, membre de Perestrojka démocratique et journaliste à *Kommersant*" à partir de 1990), le journalisme en Russie ne décrivait pas les faits, mais donnait un point de vue unilatéral sur un fait. [...] Avec *Kommersant*", le texte est devenu polyphonique: on a vu apparaître des 'témoins', des 'observateurs', des 'experts'" (S. Mitrofanov, entretien du 13/4/2005).

Le tirage, de 40 000 exemplaires en décembre 1989, atteint 500 000 exemplaires un an plus tard<sup>226</sup>.

Le second facteur qui favorise l'implantation de certains nouveaux journaux est la flambée du prix du papier en 1991<sup>227</sup>. Les petits journaux non professionnels dépourvus d'assise financière se trouvent vite laminés. *Kommersant*" jouit, quant à lui, de relations avec les milieux d'affaires et d'appuis politiques suffisants pour résister. Comme son nom l'indique, il se définit comme le journal des hommes d'affaires et fidélise cette clientèle par deux

---

<sup>224</sup> Les principaux quotidiens et hebdomadaires, dont la diffusion avait régulièrement augmenté depuis 1985 (à l'exception de la *Pravda*, en repli depuis 1987), voient leurs tirages diminuer de 20 à 50 % en 1991 (A. RICHTER. *The Russian Press after Perestroika...*, *op. cit.*, 1995). La tendance ne fait que s'amplifier dans les années suivantes: de fin 1991 à début 1995, le tirage des *Izvestija* (passant de 4,7 millions à 811 000) et d'*Argumenty i Fakty* (de 24,5 à 4,2 millions) baisse de 83 %, celui de la *Pravda* (de 2,6 millions à 204 000) de 92 % (D. WEDGWOOD BENN. *The Russian Media in Post-Soviet Conditions. Europe-Asia Studies*, 3 (48), mai 1996, p. 471-479).

<sup>225</sup> Ob ID "Kommersant" [Présentation de la maison d'édition "Kommersant"] [<http://www.kommersant.ru/about.html>]. Sur la constitution d'une "nouvelle école journalistique russe" à partir de 1991, voir P. BONAMOUR. *Emergence d'une nouvelle catégorie de journalistes russes dans la transition. Rôle et enjeux de la presse écrite dans l'évolution historique de la Russie entre 1985 et 1998*. Th: études slaves: culture et société. Paris: 1998.

<sup>226</sup> Ob ID "Kommersant", *op. cit.*.

<sup>227</sup> La réforme des prix de gros commence en janvier 1991 et devait théoriquement se traduire par une majoration des prix de 60 % en moyenne (M.-A. CROSNIER. 1991: une économie en chute libre In R. BERTON-HOGGE dir. *La fin de l'URSS. Héritages d'un empire*. Paris: La Documentation Française, 1992, p. 25-36). Or le prix du papier, comme celui de tous les autres produits, dépasse vite cette norme. Le coût de la tonne sur le marché de gros triple en janvier 1991 (passant de 290 à 880 roubles), puis est de nouveau multiplié par 4,7 l'année suivante (4 200 roubles en janvier 1992), soit une augmentation en deux ans de 1 350 %. Les prix de gros sur le marché privé en 1991 sont 17 fois plus élevés que les prix d'Etat (entre 5 000 et 7 000 roubles la tonne), et passent à 12 000-20 000 roubles en janvier 1992 (A. RICHTER. *The Russian Press after Perestroika...*, *op. cit.*, 1995).

mécanismes. D'une part, il devient l'"organe de l'Union des coopérateurs de l'URSS", qui le finance probablement en partie. Cette association vise à représenter les petites entreprises privées (coopératives) qui se sont formées pendant la perestrojka, ainsi que les services, départements ou segments d'entreprises publiques qui commencent à s'autonomiser sous la forme de coopératives. Les coopératives se transforment alors en une force économique et politique. *Kommersant*" est un point de convergence entre un journalisme politique et certaines aspirations des coopérateurs. D'autre part, le journal obtient du Comité central du PCUS le droit exclusif de publier des actes réglementaires de l'administration des Douanes<sup>228</sup>, information particulièrement prisée par les entreprises. Il est probable que ce droit lui ait été accordé grâce aux relations du père du rédacteur en chef de *Kommersant*", Egor Jakovlev, lui-même rédacteur en chef des *Nouvelles de Moscou* et proche d'Aleksandr Jakovlev<sup>229</sup> et de M. Gorbačëv.

## 2/ Ressources militantes et stratégies de reconversion

Les ressources acquises par les informels/démocrates dans la courte période de militantisme à la fin des années 1980 sont inégales. Certaines sont plus solides et permettent des reconversions plus pérennes que d'autres. Les membres des deux cohortes tendent à se différencier par le type de ressources accumulées et les modes de reconversion suivis. Ceux de la première cohorte ont un "capital social" principalement ancré dans les milieux intellectuels<sup>230</sup>. Les clubs informels initiaux ont cherché des protections auprès de l'intelligentsia académique, artistique et journalistique et attiré des sympathisants qui n'étaient pas nécessairement membres de l'establishment dans les années 1980 mais qui commencent eux aussi, dans la décennie suivante, à faire carrière dans le journalisme ou les affaires. Les clubs de la seconde cohorte – en particulier les clubs d'électeurs – ont accueilli un public également hétérogène, mais peut-être moins "choisi". En revanche, leurs animateurs ont pu instaurer des relations plus étroites avec des leaders politiques issus de l'appareil qui ont pris la tête du mouvement démocratique et qui occupent en 1990 des positions dominantes dans l'espace politique (présidence de soviets...).

Les membres des deux cohortes diffèrent aussi par le type d'alliance qu'ils nouent avec leurs protecteurs dans leurs nouvelles sphères professionnelles d'arrivée. Ceux de la seconde cohorte ont tendance à poursuivre la stratégie qu'ils avaient développée avant les élections de 1990, i.e. à se mettre au service des dominants de l'espace politique pour occuper des positions dans le système de pouvoir. Cette stratégie les maintient dans une forte dépendance vis-à-vis de leurs alliés. Les informels de la première cohorte, en revanche, tendent à se reconvertir dans un plus grand souci d'indépendance. Ils se reconvertissent par petits groupes d'égaux. Lorsqu'ils font appel à des appuis extérieurs dont les ressources sont plus importantes que les leurs et qu'ils se trouvent de ce fait dans une relation asymétrique, ils semblent néanmoins plus à même que les membres de la seconde cohorte d'établir des relations de dépendance mutuelle avec leurs protecteurs.

On essaiera ici de saisir ces différences de ressources, de positions et de tactiques à travers des exemples de reconversion de membres de la première cohorte dans le journalisme

---

<sup>228</sup> S. Mitrofanov, entretien du 14/5/2005.

<sup>229</sup> Aleksandr Jakovlev et Egor Jakovlev n'ont pas de lien de parenté.

<sup>230</sup> P. BOURDIEU (Le capital social. Notes provisoires. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31, janvier 1980) définit le capital social comme "l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance ou d'interreconnaissance; ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe; comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes [...] mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles".

et de membres de la seconde cohorte dans les soviets. Il est bien entendu que ces exemples n'épuisent pas la réalité, mais ils nous semblent caractéristiques.

Les tentatives de reconversion d'informels de la première cohorte dans le journalisme professionnel sont nombreuses, et se cristallisent autour d'agences d'information créées par ou dans le sillage des informels. Mais peu d'entre elles sont concluantes. B. Kagarlickij, sollicité en 1988 par l'agence d'information indépendante IMA Press (apparue en 1987) pour créer un "vrai" journal, se rend compte que son expérience dans le samizdat n'est pas transposable telle quelle:

"Je suis devenu rédacteur en chef [du journal d'IMA Press], mais ça n'a rien donné. Pas pour des raisons de censure. Nous avons échoué. Jusqu'à présent, je ne sais pas comment on publie une revue. Il me semblait pourtant que c'était très simple. En fait, il est facile d'éditer un samizdat, mais une vraie revue, c'est une tout autre affaire. Deux numéros sont sortis, et on a plié bagages" (B. Kagarlickij, entretien du 21 juin 1996).

De ces diverses tentatives, un journal réussit à émerger en avril 1989: il s'agit du mensuel *Panorama*, qui se définit comme un journal non partisan sur et pour le mouvement démocratique<sup>231</sup>. Il privilégie, un peu dans la continuité de *Hronograf*, les reportages sur le vif sur les nouveaux partis, les syndicats indépendants, les meetings électoraux, la presse non officielle ou le mouvement coopératif<sup>232</sup>. Le tiers des personnes interviewées par le journal entre 1989 et 1992 proviennent du mouvement<sup>233</sup>.

*Panorama* s'appuie essentiellement sur des ressources internes au mouvement informel/démocratique dans un système d'échanges non marchands, ce qui lui permet de réduire ses coûts de production. Les journalistes, presque tous issus de la première cohorte des informels (dont V. Pribylovskij, membre du KSI, A. Papp et A. Verhovskij, membres de Dignité des citoyens), travaillent bénévolement. Ils sont cependant bel et bien en voie de professionnalisation car ils prévoient que ce bénévolat pourra déboucher sur un travail rémunéré. Le Bureau d'échanges d'information de Moscou (M-BIO), créé par des membres du KSI, met gratuitement à la disposition de *Panorama* un local, un ordinateur, ses archives sur la presse informelle (plus d'un millier de titres<sup>234</sup>) et un réseau d'information composé de plus de 200 groupes informels à travers le pays<sup>235</sup>. L'agence de presse PostFactum, également créée par des membres du KSI, lui donne accès à ses communiqués à titre gratuit à partir de juin 1990. Par ailleurs, le M-BIO s'occupe de l'impression et de la diffusion du mensuel jusqu'en mars 1990, ce qui lui permet de tirer un bénéfice des ventes. C'est en avril 1990 que le journal passe, selon les termes du rédacteur en chef, à l'état de "*post-samizdat*": il est désormais imprimé sur un format A3 par un imprimeur (situé en Estonie, où les coûts sont moins élevés) et s'enregistre auprès du ministère des Médias et de la Presse de la RSFSR<sup>236</sup>. Le journal atteint son pic de popularité entre les élections de 1990 et janvier 1991 à un moment où le mouvement démocratique (lectorat visé) est relativement important: *Panorama* tire à 25 000 exemplaires (contre 5 000 en 1989<sup>237</sup>), dégage des bénéfices et peut salarier (modestement) son personnel.

---

<sup>231</sup> Sauf indication contraire, les informations sur *Panorama* proviennent de A. VERHOVSKIJ. *Kratkie zametki o vzniknovenii i načal'noj istorii Panoramy* [Notes brèves sur l'apparition et les débuts de *Panorama*], 2002.

<sup>232</sup> Cf. la liste des thèmes traités dans: Avtobibliografija (1989-...). *Panorama*, 2004.

<sup>233</sup> Sur 70 personnes interviewées, 21 sont des informels/démocrates (13 appartiennent à la première cohorte, 8 à la seconde). Cf Avtobibliografija (1989-...)..., *op. cit.*

<sup>234</sup> A. SUETNOV. *Spravočnik periodičeskogo samizdata...*, *op. cit.*, 1990.

<sup>235</sup> Ot redakcii. *Panorama*, 1, avril 1989 (<http://www.panorama.ru/gazeta/1-30/p01red.html>)

<sup>236</sup> Avtobibliografija (1989-...)..., *op. cit.*

<sup>237</sup> A. PAPP. Tiráž samizdata [Les tirages du samizdat]. *Panorama*, 10, octobre 1989.

Mais avec l'augmentation du prix du papier à partir de janvier 1991 et la retombée de l'effervescence électorale, le journal s'effondre: il perd son imprimeur et n'en retrouvera un nouveau qu'un an plus tard, ne tient plus son rythme mensuel (huit numéros paraissent en quatorze mois), son tirage chute à 3 000 exemplaires en juillet 1991. Courant 1991, le groupe réuni autour de *Panorama* ne réussit à subsister qu'au prix d'une réorientation majeure de ses activités et de l'abandon de la forme "journal". Il se transforme en un "*centre d'information et de recherche*": il publie des ouvrages de référence sur la vie politique dans l'ex-URSS, les organisations nationalistes, un who's who de la politique en Russie, crée une base de données biographiques sur internet (Labirint). Avec ce changement de profil, le public visé change également: le centre s'adresse désormais à des institutions publiques, des universités, la presse, des ambassades<sup>238</sup>. Le journal ne représente plus qu'une activité marginale. Le groupe de *Panorama* n'a pas pu se reconverter dans le journalisme, mais il a néanmoins réussi à utiliser ses ressources pour s'adapter aux nouvelles règles du jeu et trouver une spécialisation. Le Centre existe toujours et, même s'il ne dégage peut-être pas de grands profits, est reconnu dans les milieux journalistique et scientifique pour les études documentées qu'il produit sur le personnel politique.

Le journal *Kommersant*" s'est formé en captant des ressources beaucoup plus importantes, internes et externes au mouvement, qui lui ont donné une plus grande capacité de résistance au moment de l'augmentation des prix. Le journal s'est développé malgré – ou peut-être grâce à – la crise qui frappait la plupart des journaux en 1991. Comme on l'a déjà dit, *Kommersant*" est né de la rencontre entre une partie du mouvement informel, une partie de la sphère journalistique officielle proche du pouvoir central (soviétique) et le monde naissant des affaires (coopératives).

Le journal prend forme en décembre 1989<sup>239</sup>, mais sa genèse remonte à octobre 1987, lorsque des membres du KSI (Pavlovskij, Zolotarëv, etc.) créent la coopérative "Fakt" qui publie des ouvrages destinés aux entrepreneurs, des actes administratifs et propose une assistance juridique aux coopératives<sup>240</sup>. En novembre 1987, est créée au sein de Fakt une agence d'information, baptisée PostFactum, qui devient juridiquement indépendante en mai 1989.

L'ensemble formé par Fakt, PostFactum et *Kommersant*" établit des relations avec le milieu journalistique officiel (contrairement à *Panorama*), par l'intermédiaire de Vladimir Jakovlev. Membre de la coopérative Fakt depuis 1987, V. Jakovlev devient rédacteur en chef de *Kommersant*". Journaliste de formation, il était jusqu'alors correspondant de *Sobesednik* (supplément de la *Komsomol'skaja Pravda* qui avait publié l'entrefilet annonçant la Rencontre-dialogue d'août 1987) et d'*Ogonëk*. Mais c'est surtout un enfant du sérail. Son père, Egor Jakovlev, est rédacteur en chef des *Nouvelles de Moscou* et de l'Agence de presse Novosti. Le lien avec Egor Jakovlev est évidemment crucial pour la crédibilité du journal, qui détient ainsi un capital rare.

Mais les informels ne sont pas totalement démunis face à leurs protecteurs extérieurs. Ils fournissent une part non négligeable de la ressource "travail". D'anciens membres de Perestrojka démocratique et du KSI forment l'épine dorsale du service politique, qui est l'un des points forts du journal. C'est le seul service à être dirigé par un informel (A. Fadin). Les autres ("nouvelles de la vie des affaires", "revue de presse de la semaine", "documents et décrets", "marché intérieur", "commerce extérieur", "société") le sont par de jeunes journalistes de formation. Les journalistes professionnels (environ cinq personnes sur une vingtaine au sein de la rédaction) appartiennent à la même génération que le noyau dur de la première cohorte (ils sont âgés de 30-35 ans en 1989). La contribution des informels au journal ne s'arrête pas là puisqu'ils détiennent l'agence d'information PostFactum issue de la

---

<sup>238</sup> Kratkaja istorija centra [Brève histoire du centre]. *Panorama* (<http://www.panorama.ru/info/we.html>).

<sup>239</sup> Le numéro pilote sort en août 1989, le N°1 en janvier 1990.

<sup>240</sup> Ob ID *Kommersant*"..., *op. cit.*

coopérative Fakt<sup>241</sup>. Eu égard à leur appartenance au mouvement démocratique, ils ont également accès à un réseau d'informateurs que des journalistes plus traditionnels n'ont pas. Les informels de la première cohorte, qui n'ont pas été formés au journalisme mais aux sciences sociales et qui ont une connaissance empirique de l'espace politique, ont probablement joué un rôle majeur dans l'invention d'un style journalistique nouveau qui a permis à *Kommersant*" de devenir un journal de référence.

Les informels sont restés assez peu de temps en place (deux ans environ): malgré une rémunération élevée, la plupart ne détenaient pas de positions de pouvoir. Leur expérience à *Kommersant*" a constitué une "excellente école de formation"<sup>242</sup>, qui leur a par la suite ouvert d'autres opportunités dans des journaux centraux où ils ont pu accéder à des positions plus prestigieuses. Les informels qui ont commencé leur carrière à *Kommersant*" ont tous réussi leur reconversion dans le journalisme.

Le journal existe toujours. V. Jakovlev, demeuré rédacteur en chef et principal actionnaire, a créé un groupe de presse florissant qu'il a cédé dans les années 1990 à l'homme d'affaires Boris Berezovskij proche de B. El'cin. Beaucoup plus récemment (août 2006), le journal a été racheté par un proche de Poutine.

Les membres de la seconde cohorte issus des clubs d'électeurs cherchent eux aussi à s'allier à des acteurs extérieurs au mouvement, mais ils se placent dans des relations de plus grande dépendance vis-à-vis de leurs protecteurs. Cette situation tient peut-être au fait que leur principal capital militant est un savoir-faire dans l'organisation de campagnes: ils se mettent au service de futurs élus dont ils attendent une rétribution (sous forme de positions officielles ou d'accès aux détenteurs du pouvoir<sup>243</sup>). Mais une fois l'élection passée, ils ne disposent plus de moyens de contrainte pour obtenir cette rétribution. Au Congrès des députés de la Russie, comme on l'a vu, El'cin n'hésite pas sacrifier ses anciens alliés du mouvement démocratique pour composer avec d'autres acteurs dont l'appui est nécessaire (puisque les députés démocrates ne sont pas majoritaires) et moins sûr. Mais les dirigeants du mouvement Russie démocratique continuent de croire en leur capacité à tenir la nouvelle élite démocratique en bride.

"A l'approche des élections, espère V. Bokser, les choses s'inverseront: toutes sortes de personnes accourront à *DemRossija* et solliciteront son aide..."<sup>244</sup>.

La stratégie de collusion avec le pouvoir exécutif tentée par les "organisateur" de Russie démocratique semble plus payante au *Mossovjet* où les députés qu'ils ont soutenus ont remporté la majorité des sièges<sup>245</sup>. Ils ont donc a priori plus de poids qu'au Congrès de la RSFSR. Pourtant, lorsque les fractions se constituent à la première session, il apparaît que seuls 43,1 % du corps législatif se rangent parmi les députés de la "gauche" (i.e. favorables aux réformes radicales libérales). Non seulement ils n'ont pas la majorité des voix, mais ils sont divisés en cinq fractions, et la plupart d'entre elles sont caractérisées par une très faible

---

<sup>241</sup> C'est probablement grâce à l'apport que représente PostFactum que G. Pavlovskij peut devenir actionnaire de *Kommersant*". Les autres informels, qui n'appartiennent pas à la coopérative Fakt, ne sont que des salariés du journal.

<sup>242</sup> S. Mitrofanov, entretien du 14/5/2005. M. Leont'ev, journaliste qui n'est pas venu du mouvement informel, parle de *Kommersant*" comme d'une "machine" inflexible et d'un système "dictatorial" (M. LEONT'EV. Gazeta "Segodnja" včera i segodnja [Le journal "Segodnja" hier et aujourd'hui]. *Russkij žurnal*, 1998).

<sup>243</sup> En 1989-1990, les organisateurs de campagnes ne sont pas encore rémunérés financièrement.

<sup>244</sup> Polčasa s velikimi magistrami [Une demi-heure avec de grands maîtres]. *Panorama*, 2 (32), mai 1992.

<sup>245</sup> Ils obtiennent 60 % des sièges (cf. encadré 13, p. 288).



discipline de vote<sup>246</sup>. C'est dans ce contexte que se forme une collusion entre G. Popov, président du *Mossovet* puis maire de Moscou (élu au suffrage universel en juin 1991), et le noyau du MOI/MNF (Union moscovite des électeurs et Front populaire de Moscou) qui avait organisé les campagnes de Russie démocratique au parlement russe et au Soviet de Moscou. Cette collusion se traduit notamment par l'entrée des membres de l'ancien MOI dans l'appareil exécutif du soviet, qu'ils soient ou non députés. Les membres de la seconde cohorte engagés sur l'arène électorale réussissent donc à coloniser des positions stratégiques à un niveau local de pouvoir, ce qu'ils n'ont pas les moyens de faire au niveau national (russe).

V. Bokser (député) est nommé à la tête d'un Département près le président du *Mossovet*, puis devient conseiller du maire de Moscou (1991-1992). M. Šnejder (non élu) est assistant de G. Popov, puis conseiller du maire (de juin 1991 jusqu'au début des années 2000). I. Boganceva (député) dirige le secrétariat du Présidium du *Mossovet*, puis préside le Comité du Gouvernement de Moscou pour les formes alternatives d'enseignement (1991-juillet 1992). S. Stankevič (député de l'URSS et du *Mossovet*) est élu premier Vice-président du Soviet de Moscou. K. Ignat'ev (non élu) devient "spécialiste" au sein du *Mossovet* et chef d'un Département de l'Assemblée municipale (organe consultatif créé par Popov). Enfin A. Murašëv (non élu au soviet) est nommé chef de la Direction des Affaires Intérieures de la ville de Moscou en septembre 1991, nomination qui suscite l'opposition d'une majorité des députés du Soviet<sup>247</sup>. Elle sera finalement acceptée à la suite d'un compromis obtenu grâce à l'intervention de l'exécutif russe.

A l'inverse des députés issus du MOI, les membres de l'aile socialiste du Front populaire de Moscou élus au *Mossovet* adoptent une stratégie nette de distanciation à l'égard de Popov (contre lequel ils avaient proposé à Stankevič de présenter sa candidature à la présidence du soviet): ils prennent la décision de refuser tout poste au présidium et de ne pas travailler à temps plein pour le soviet<sup>248</sup>, i.e. de ne pas consacrer tous leurs efforts à la seule arène parlementaire.

Outre ses alliés du mouvement démocratique, G. Popov s'appuie aussi sur une partie de la "nomenklatura économique" de Moscou et nomme l'un de ses représentants, Ju. Lužkov, à la tête du Comité exécutif de la ville de Moscou. L'exécutif, ainsi composé, s'efforce très tôt d'accroître ses compétences au détriment du pouvoir législatif (députés du *Mossovet*) d'une part et des soviets d'arrondissement (*rajsovets*)<sup>249</sup> d'autre part. La même tendance à la concentration des pouvoirs par l'exécutif s'observe au Soviet de Leningrad (*Lensovet*) et au niveau russe, et conduit les présidents de ces trois soviets (El'cin en Russie, Popov à Moscou, Sobčak à Leningrad) à se soutenir mutuellement<sup>250</sup>. La dissolution du Congrès de la Russie en

---

<sup>246</sup> Lors de la première session du *Mossovet* (avril-juillet 1990), le camp démocratique est représenté par les fractions Russie démocratique (22,2 %), MOI (6,8 %), *Sodružestvo* (Communauté) (5,5 %), la Plateforme démocratique (4,9 %) et les Verts (3,7 %), soit un total de 202 députés. Or la majorité absolue est de 236 voix. La "droite" (PCUS) est représentée par la fraction Moskva (17,2 %), le "centre" par la fraction des Indépendants (9,5 %). 30,5 % des députés sont hors fractions. Au terme d'une analyse de cette première session, T. CLARK (A House Divided: A Roll-Call Analysis of the First Session of the Moscow City Soviet. *Slavic Review*, 4 (51), hiver 1992, p. 674-690) arrive à la conclusion que c'est au sein de Russie démocratique que les votes des membres sont les moins homogènes (faible corrélation entre les votes et l'appartenance à la fraction).

<sup>247</sup> M. URBAN et alii. *The rebirth of politics in Russia*. Cambridge: Cambridge University Press, 1997, p. 260.

<sup>248</sup> B. Kagarlickij, entretien du 21/6/1996.

<sup>249</sup> Cette réforme suscite notamment la colère de A. Brjačihin, président du soviet de l'arrondissement Sevastopol' depuis les élections de 1990 (et toujours premier secrétaire du *rajkom* du Parti), qui déclare: "*Ce sont des méthodes propres à l'ancien régime*" (M. SOKOLOV, L. SIGAL. *Mossovet i rajsovety: bor'ba za vlast' v stolice* [Soviet de Moscou et soviets d'arrondissement: lutte de pouvoir dans la capitale]. *Kommersant'*, 35, 10/9/1990). Les rôles se sont inversés du jour au lendemain.

<sup>250</sup> M. URBAN et alii. *The rebirth of politics in Russia*, op. cit., 1997, p. 260.

octobre 1993 entraînera par la même occasion celle des autres soviets, façon expéditive de "régler" le conflit entre les deux pouvoirs au niveau infranational<sup>251</sup>.

Popov s'appuie sur ses conseillers issus de l'appareil de Russie démocratique également pour renforcer son image de leader politique d'envergure nationale en essayant de faire dériver vers son parti (le Mouvement pour les réformes démocratiques de Russie, RDDR) les ressources organisationnelles de Russie démocratique en même temps que celles du *Mossovet*<sup>252</sup>. On assiste ici à une tentative de captation des ressources d'un organe de l'Etat au profit d'un leader ou d'une entreprise politique, tentative qui est loin d'être isolée dans le processus de construction du nouvel Etat russe. Elle s'explique en partie par la façon dont se décompose le système soviétique. En ce sens, l'autonomisation des comités et autres unités du Parti et du Komsomol, dont certains se transforment en acteurs politiques ou économiques, joue probablement un rôle moteur dans ce phénomène d'appropriation des ressources administratives<sup>253</sup>. Mais ce phénomène s'étend aussi aux nouvelles institutions, conquises ou créées par les démocrates, qu'ils tendent à considérer comme leurs instruments politiques<sup>254</sup>.

La collusion entre Popov et les membres de l'ancien MOI, grâce à laquelle ces derniers montent dans l'appareil du *Mossovet* où ils constituent un point d'appui pour renforcer les pouvoirs de l'exécutif et promouvoir Popov sur la scène politique, s'effondre avec la démission du maire de Moscou en juin 1992<sup>255</sup>. Lužkov, qui le remplace, ne poursuit pas cette relation avec les organisateurs de Russie démocratique, et le départ de leur protecteur les prive presque tous de leurs postes dans l'exécutif moscovite.

I. Boganceva est démise de ses fonctions de Présidente du Comité du gouvernement de Moscou pour les formes alternatives (i.e. privées) d'éducation en juillet 1992. En 1993, elle quitte l'activité politique.

---

<sup>251</sup> Le *Mossovet* est dissous le 7 octobre 1993 par un *ukaz* du Président B. El'tsin. Le 9, le chef de l'Etat dissout les soviets de rangs inférieurs dans toute la Russie. Mais le Soviet de Leningrad, qui n'est apparemment pas concerné par la mesure, continue de fonctionner: il tient une session en novembre et décembre 1993. Il est finalement dissous par El'tsin le 22 décembre 1993, semble-t-il sur les instances du maire de Saint-Petersbourg A. Sobčak, d'après un ancien député du *Lensovet* (B. VIŠNĚVSKIJ. Smertel'naja ošibka Lensoveta [L'erreur fatale du *Lensovet*]. *Političeskij žurnal*, 23/5/2005).

<sup>252</sup> Cf. supra p. 383.

<sup>253</sup> L'usage de ressources (financières, immobilières, humaines...) appartenant à des autorités administratives à des fins de promotion d'entreprises politiques n'est évidemment pas spécifique à la Russie, ni même réservé aux dictatures ou aux démocraties "peu consolidées". Mais la différence avec les démocraties bien établies est qu'il existe là des normes de droit qui proscrivent les détournements de pouvoir et permettent, sauf protection exceptionnelle, de sanctionner leurs auteurs.

<sup>254</sup> A. Čubajs explique avoir *naturellement* perçu le Comité pour les biens d'Etat (qu'il a créé et qu'il préside) comme un instrument politique à mobiliser au moment le plus critique de l'affrontement entre le Président et le Congrès des députés en octobre 1993: "Tout d'abord, il faut comprendre ce que représente le Comité des biens d'Etat en tant que structure. C'est un large réseau régional de comités [...], qui étaient et demeurent des subdivisions tout à fait efficaces, en symbiose avec le Comité fédéral. Dans chaque région, chaque ville, chaque arrondissement sans exception, il y a un comité. De plus, ils avaient été créés à une période où les autres structures verticales étaient en train de s'effondrer. Et lorsqu'à Moscou, en octobre dernier, les événements que l'on sait [...] ont commencé, j'ai tout de suite compris que je devais utiliser mon réseau régional en tant que formidable ressource politique [souligné par CS]. Il fallait envoyer dans les régions un document politique [...] [qui] devait répondre à plusieurs objectifs. Premièrement: [...] caractériser les actes des 'défenseurs de la Maison blanche' [...]. 'Dictature militaire fasciste', 'Hasbulatov et Ruckoj: criminels sanguinaires': tels étaient les termes qu'il fallait employer. [...] Deuxièmement: [...] le document devait contenir des suggestions pragmatiques et pratiques, être une instruction pour agir" (interview de A. Čubajs de juillet 1994, publiée dans A. SURKOV dir. *Moskva osen'-93. Hronika protivostojanija* [Moscou automne-93. Chronique de l'affrontement]. 2<sup>e</sup> édition. Moscou: Respublika, 1995, p. 568-570).

<sup>255</sup> Popov démissionne en raison de dissensions avec le *Mossovet* sur le rythme et la stratégie des privatisations (T. CLARK. *A House Divided...*, op. cit., 1992).

A. Murašëv, chef de la police de Moscou, est limogé en novembre 1992<sup>256</sup>. Murašëv se lance peu après dans la création d'un Centre de politique libérale conservatrice avec son ancien camarade du Groupe interrégional des députés, A. Golovkov (lui aussi démis de ses fonctions de chef de l'appareil du Gouvernement russe en janvier 1993) et participera fin 1993 à la création du bloc électoral Choix de la Russie (dirigé par E. Gajdar).

V. Bokser est nommé Vice-président de la Direction antimonopole de Moscou un mois avant le départ de son protecteur. Cette direction est la représentation territoriale d'un organe fédéral: sa nomination et son maintien à ce poste ne dépendent donc pas du maire. Bokser a probablement été "sauvé" grâce à sa participation active à la campagne présidentielle d'El'cin en 1991, dont il dirigeait le "groupe d'agitation et de propagande".

M. Šnejder, enfin, est le seul de ce groupe à conserver ses fonctions de conseiller auprès du maire de Moscou (il le sera encore en 2000).

Les membres de la seconde cohorte qui entrent dans le champ du pouvoir y occupent des positions vulnérables et instables car ils concentrent leurs efforts sur quelques protecteurs seulement et leurs principales ressources n'ont de valeur que pendant les périodes électorales. Au niveau du pouvoir russe, ils n'arrivent pas à établir d'alliance avec des protecteurs fiables (du moins en tant que groupe). A Moscou, ils n'arrivent pas à se maintenir lorsque disparaît leur protecteur (ceux qui se maintiennent le doivent avant tout à leurs compétences électorales). La seconde cohorte éprouve donc des difficultés à convertir les ressources accumulées dans le mouvement démocratique.

## **II/ Les anciens informels/démocrates en marge du politique (1993-années 2000)**

Les positions occupées par les anciens informels/démocrates dans les différents secteurs professionnels investis évoluent radicalement à partir de la seconde moitié des années 1990. Deux moments de rupture dans la vie politique sont déterminants dans les trajectoires individuelles: (i) la dissolution en octobre 1993 du Congrès des députés de Russie par le Président, suivie de l'adoption de la Constitution qui instaure de nouvelles règles du jeu et de nouveaux rapports entre les pouvoirs, (ii) l'élection présidentielle de 1996, où le mode d'organisation de la campagne d'El'cin connaît une mutation radicale par rapport à celle de 1991 en raison de la situation spécifique du chef de l'Etat. Il n'est plus un opposant, mais un président en fonction: ses ressources sont d'un tout autre ordre. Mais il est aussi donné perdant à quelques mois de l'échéance électorale, ce qui n'était pas le cas en 1991.

Comme 1990, les années 1993 et 1996 sont des moments de bifurcation des trajectoires. Le mouvement informel/démocratique cesse définitivement d'exister à partir de 1993: il se dissout dans l'espace du pouvoir sans réussir à s'y maintenir. Toutefois, une part importante de ses leaders restent liés à la politique, bien qu'il soit difficile d'identifier ce qu'ils deviennent<sup>257</sup>. 1993 est un tournant car un certain nombre de postes institutionnels disparaissent (notamment après la dissolution du Congrès), et les informels/démocrates ne sont pas les mieux placés dans la compétition. L'espace du pouvoir devient pour eux de plus en plus étanche. Ils disparaissent quasiment du champ du pouvoir et des partis pour se retrouver dans l'expertise politique. De positions susceptibles de donner accès au cœur du pouvoir (positions officielles dans le législatif et l'exécutif), ils passent aux marges du système politique.

---

<sup>256</sup> L'hostilité de Lužkov à son égard date de décembre 1991, lorsqu'il était président du Comité exécutif de Moscou, et est due au refus de Murašëv de disperser des meetings non autorisés et les ventes sauvages dans les rues de Moscou (cf. la biographie de A. Murašëv dans la base de données "Labirint" de Panorama).

<sup>257</sup> Nous ne disposons pas de données récentes pour tous les membres de l'échantillon. Certaines s'arrêtent au milieu des années 1990.

En revanche, ils se maintiennent avec plus de succès dans le journalisme. D'autres connaissent une réussite dans le monde des affaires où ils font leur entrée lorsque commence la privatisation des grandes entreprises en 1993-1994.

## 1/ Reflux des fonctions politiques

A l'issue de la crise de septembre-octobre 1993, le pouvoir législatif est réduit dans ses diverses dimensions. Il est désormais dominé par l'exécutif d'un point de vue symbolique: la dissolution du parlement par El'cin est reconnue légitime par des acteurs politiques majeurs, même si elle n'est pas légale. Les forces de l'ordre se sont rangées du côté présidentiel. La Constitution, adoptée en décembre 1993, consacre un pouvoir présidentiel fort. Le corps législatif national se réduit de moitié (passant de 1 068 députés à 450<sup>258</sup>). Enfin le parlement perd sa fonction de source de recrutement pour l'exécutif.

L'une des conséquences de la rupture du jeu politique survenue en octobre 1993 est la recomposition du groupe des députés du camp démocratique. Si les listes qui se situent dans le sillage du mouvement informel/démocratique arrivent à conserver la même proportion de sièges qu'en 1990, soit environ 30 % (ce qui correspond tout de même à une division par deux du nombre de députés), c'est grâce à l'entrée d'anciens informels/démocrates qui ne s'étaient pas présentés en 1990 (cf. le tableau 18, p. 416). Ces "nouveaux" entrants sont des membres de la première cohorte ou de la Plateforme démocratique qui ont pris leurs distances avec El'cin après l'assaut du Parlement en octobre 1993 et se présentent sur la liste "Jabloko" de G. Javlinskij (parti libéral modéré d'opposition). Certains membres de la première cohorte, peu connus jusqu'alors dans la "grande politique", sont placés en position éligible sur cette liste grâce à leur travail de préparation de la campagne électorale (c'est notamment le cas de V. Igrunov et de S. Mitrohin, anciens membres du KSI et de Perestrojka-88).

Par une ironie du sort, les élus de 1990 qui avaient soutenu la dissolution du Congrès par le Président en 1993 voient leur nombre chuter au nouveau parlement, et très peu sont appelés à des fonctions dans l'exécutif. Ces partisans "inconditionnels" d'El'cin (députés membres de Russie démocratique) ont fait l'erreur de croire leur victoire assurée aux élections législatives de décembre 1993 et d'accepter de fondre leur mouvement dans le bloc électoral "Choix de la Russie" (*Vybor Rossii*) conduit par Gajdar<sup>259</sup>. Or cette liste, qui bénéficie du soutien implicite du pouvoir exécutif, n'obtient à la surprise générale que 15,51 % des voix au scrutin de liste<sup>260</sup>, à bonne distance derrière le Parti libéral-démocratique de Russie de Žirinovskij, parti nationaliste jusqu'alors jugé quantité négligeable.

Quant aux députés de 1990 devenus des opposants à El'cin (centristes ou opposants ayant rallié le courant nationaliste), ils n'arrivent pas à être élus à la Douma de 1993, et toutes leurs tentatives ultérieures se soldent elles aussi par des échecs. La position des "centristes", hésitant entre la critique et le soutien au gouvernement en 1992-1993, est profondément affectée par leur ancienne alliance avec le Vice-président Ruckoj, devenu l'un des leaders des députés "insurgés" en septembre 1993. Les listes centristes subissent un échec électoral en décembre 1993 et disparaissent de la scène politique. Les députés de Russie démocratique qui s'étaient peu à peu tournés en 1992-1993 vers le courant patriotique, lui-même très hétérogène (il comprend des chrétiens orthodoxes, des monarchistes, des nostalgiques de

<sup>258</sup> Au parlement de la ville de Moscou, la diminution du nombre de sièges est encore plus impressionnante: le *Mossovjet* de 1990 avait 468 députés, la Douma de la ville à partir de 1993 n'en compte plus que 35.

<sup>259</sup> La dissolution de Russie démocratique dans le parti Choix de la Russie de Gajdar ne fait cependant pas l'unanimité parmi le groupe des organisateurs de *DemRossija*. Ponomarëv, Kriger et Boganceva, par exemple, y sont fermement opposés, mais ils sont minoritaires.

<sup>260</sup> La moitié des députés à la Douma d'Etat est élue par un scrutin de liste proportionnel, l'autre moitié par un scrutin uninominal majoritaire à un tour (où les candidats peuvent se présenter au nom d'un bloc). Cf. les résultats de ces élections dans le tableau 35 en annexe p. 501.

l'URSS, des nationalistes), misent sur des listes électorales qui ne dépassent pas la barrière des 5 %. Ils n'entrent ni en 1993 ni aux élections suivantes dans les deux partis d'opposition qui remportent régulièrement des sièges aux élections (le Parti libéral-démocratique de Russie de Žirinovskij et le Parti communiste), et leur notoriété est insuffisante pour être élus sur leur seul nom (au scrutin uninominal).

A. Golovin (seconde cohorte, membre du courant socialiste du Front populaire de Moscou) est élu député de la RSFSR en 1990. Il dirige la fraction *Smena-Novaja politika* (Changement-Nouvelle politique) au Congrès. Cette fraction, issue du camp démocratique, rejoint les centristes (cf. chapitre 3 de la partie III). En septembre 1993, Golovin marque clairement son opposition à El'cin en participant à la X<sup>ème</sup> session du Congrès (l'ukaz présidentiel N° 1400 sur la dissolution du parlement avait déjà été promulgué). En 1993, il se présente à la Douma d'Etat en tant que candidat indépendant, mais échoue. Il prend par la suite une part active à la constitution de diverses organisations patriotiques, se présente aux élections législatives de 1995 sur une liste de ce courant (liste de S. Govoruhin), mais n'est pas élu. Lors des élections présidentielles de 1996, il soutient la candidature de Zjuganov (Parti communiste de la Fédération de Russie). En novembre 1997, Golovin essuie un nouvel échec aux élections de la Douma de la ville de Moscou. Les biographes du centre "Panorama" perdent sa trace à partir de cette période.

A partir de 1995, le pouvoir devient de plus en plus étanche pour les anciens informels/démocrates. Aux élections législatives de 1995, seuls les anciens députés sont reconduits, il n'y a aucun nouvel entrant issu du mouvement démocratique. A partir de 1999, les informels/démocrates sont pratiquement tous éliminés du corps législatif (alors que le nombre d'élus sur les listes se rattachant au camp démocratique augmente). En 2003, le laminage est total puisqu'on ne trouve que deux anciens informels/démocrates à la Douma, qui ne sont de surcroît élus sur aucune des deux listes qui, aux yeux des observateurs ou de la majorité des anciens informels/démocrates, peuvent revendiquer une certaine filiation avec le bloc démocratique (Union des forces de droite – SPS – et Jabloko). L'un (A. Isaev, première cohorte, ancien membre d'Obščina) est élu sur la liste "Russie unie" (*Edinaja Rossija*, parti de Poutine), l'autre (A. Čuev, seconde cohorte, ancien membre de l'Union démocratique puis de partis démocrates-chrétiens) sur la liste "Patrie" (*Rodina*) du courant nationaliste (cf. le tableau 18, p. 416).

Dans les organes du pouvoir exécutif, on observe le même reflux des informels/démocrates à partir de 1993. La plupart sont nommés sous le "gouvernement des réformes" de Burbulis-Gajdar, constitué en novembre 1991: ils sont donc très "marqués" politiquement. Pour autant, leurs positions dans le gouvernement ne sont pas stables, et leur longévité dans l'exécutif (un an en moyenne) est inférieure à celle de leurs protecteurs. Le gouvernement Gajdar, même si ce dernier n'a plus le titre de Premier ministre à partir de décembre 1992, reste pratiquement inchangé jusqu'en décembre 1993, soit pendant deux ans.

A. Golovkov (seconde cohorte, membre du KIAN, le Club d'électeurs de l'Académie des sciences, assistant de Murašev au secrétariat du Groupe interrégional des députés de l'URSS) garde un peu plus d'un an son poste de chef de l'appareil du gouvernement (novembre 1991-janvier 1993); P. Kudjukin (première cohorte) est nommé Vice-ministre du Travail en novembre 1991 et démissionne en mars 1993. Seuls S. Stankevič, Conseiller d'Etat puis Conseiller du Président pour les questions politiques de 1991 au début 1994, et G. Burbulis, qui occupe diverses fonctions auprès de B. El'cin et du gouvernement de 1990 à janvier 1993, ont une plus grande longévité. A.

Čubajs détient le record, puisqu'il demeure au gouvernement ou dans d'autres organes rattachés à B. El'cin (Administration présidentielle, état-major de campagne en 1996) de 1991 à 1998.

Après la destitution de Gajdar du poste de premier ministre (décembre 1992), lorsque les démocrates sont nommés à des postes dans l'exécutif, ils le sont dans des organes de *consultation* rattachés au Président et non à des fonctions de décision au Gouvernement. P. Filippov (première cohorte, membre de Perestrojka de Leningrad, de la Plateforme démocratique et de Russie démocratique) dirige le service d'analyse de l'Administration présidentielle pendant un an de février 1993 à mars 1994<sup>261</sup>. K. Ignat'ev est membre du Conseil présidentiel durant quelques mois (décembre 1993-1994).

Leurs destitutions interviennent soit après le limogeage de leurs protecteurs (le départ de Burbulis en janvier 1993 entraîne celui de Golovkov), soit en raison d'un désaccord avec la politique de l'exécutif (Kudjukin quitte ses fonctions après qu'El'cin annonce en mars 1993 son intention d'introduire un régime d'"administration présidentielle"), soit encore après des maladroites. Dans ce dernier cas, deux hypothèses sont possibles: soit ils ne maîtrisent pas bien les règles du jeu à ce niveau de pouvoir et agissent inconsidérément sans s'assurer qu'ils détiennent une protection suffisante, soit ils ne sont recrutés en haut de la hiérarchie qu'à titre de "têtes brûlées".

Deux mois après sa nomination, P. Filippov est destitué du poste de chef de la Direction de l'information de l'Administration du Président pour avoir proposé un projet de réforme de l'agriculture qui soulève la colère du lobby agricole.

Nommé en juillet 2000 au poste de chef du Département d'analyse de la Direction d'expertise, puis de chef adjoint de la Direction principale pour la politique intérieure au sein de l'Administration présidentielle, M. Mejer (première cohorte, membre du KSI) est démis de ses fonctions en novembre 2001 pour avoir annoncé à tort la destitution du nouveau directeur général de Gazprom, A. Miller. Il s'était aussi attaqué à l'Eglise orthodoxe russe au nom de l'Administration présidentielle<sup>262</sup>.

Peu d'anciens informels/démocrates sont restés jusqu'à présent dans les organes du pouvoir. Les rares personnes qui se sont maintenues sont celles qui ont effectué une montée *progressive*.

L'une est entrée dans la carrière professionnelle par le biais des soviets locaux.

K. Jankov (première cohorte, membre du club Perestrojka, de Perestrojka démocratique, puis du Parti social-démocrate de Russie) commence sa carrière en 1990 à un échelon modeste: il est élu député du Soviet de la région de Moscou, dont il préside à partir de 1991 le Comité pour la réforme économique. Par ailleurs, sa progression du niveau *local* au niveau *fédéral* se fait dans des administrations chargées des questions économiques, qui lui donnent accès à des leviers de décision réels. Après la dissolution des soviets fin 1993, il passe dans le pouvoir *exécutif* au niveau *local*: il devient premier Vice-président du Comité pour la gestion de la propriété d'Etat (KUI) de l'Administration de la région de Moscou, chargé entre autres des privatisations. En 1996, il entre à la Direction *fédérale* des faillites (FUDN), où il occupe deux fonctions: celle de directeur de l'agence territoriale pour la Région de

---

<sup>261</sup> Il est d'abord chef du Centre analytique de l'Administration présidentielle pour la politique sociale et économique, puis chef de la Direction de l'information de l'Administration présidentielle.

<sup>262</sup> Cf. par exemple Kreml' ne doverjaet Pravoslavnoj Cerkvi, utverždaet vysokopostavlennyj rossijskij činovnik [Selon un haut fonctionnaire russe, le Kremlin ne fait pas confiance à l'Eglise orthodoxe], 10/9/2001 [[http://old.grani.ru/church/facts/meyer\\_keston/](http://old.grani.ru/church/facts/meyer_keston/), page consultée le 15/3/2004].

Moscou et celle de chef du Département de la formation et des licences des administrateurs judiciaires. En décembre 1998, il est nommé vice-président de la Commission fédérale de l'énergie (FEK) avec le titre de Secrétaire d'Etat de 1999 à 2001. En juillet 2001, il devient Vice-ministre des Ressources naturelles chargé du Département des licences et de la Direction de la recherche et du système d'information. Depuis avril 2004, il est Vice-directeur de l'Agence fédérale du cadastre des biens immobiliers, organe qui dépend du ministère du Développement économique et du Commerce. Dans le contexte de la réforme administrative actuelle, le cadastre n'a pas pour fonction d'être une simple chambre d'enregistrement, c'est un instrument de centralisation de l'information que l'Etat fédéral met en place pour reprendre le contrôle de la propriété publique. Dans ces conditions, il n'est pas sûr que le passage du ministère des Ressources naturelles au Cadastre doive être analysé comme un déclin important.

La capacité de Jankov à faire une ascension réussie dans l'espace politique à une période où le turnover du personnel est élevé n'est probablement pas étrangère à ses origines familiales: il vient en effet d'un milieu appartenant à l'élite économique (son grand-père maternel était vice-directeur de la plus grande entreprise de production de machines agricoles de l'URSS, Rostsel'maš, située à Rostov-sur-le-Don). Mais il est aussi le fils d'un dissident dont il s'est promis de ne jamais suivre l'exemple (K. Jankov, entretien du 9/8/1994).

Un autre ancien informel arrive à la carrière politique au niveau national par la voie syndicale.

A. Isaev (première cohorte), on s'en souvient, est l'un des dirigeants du club anarchiste Obščina puis de la Confédération des anarcho-syndicalistes qui lui succède (1988). Dans les années 1990, il fait carrière dans le syndicalisme: d'abord rédacteur en chef de *Solidarnost'*, organe de la Fédération moscovite des syndicats (1991-2000), il est de 1995 à 2001 secrétaire de la Fédération des syndicats indépendants (FNPR), héritier du Conseil central des syndicats de l'époque soviétique. En 2001, il est élu vice-président du FNPR. Il poursuit parallèlement ses activités dans des organisations politiques (Parti du Travail, Union du Travail). En 1999, il se présente aux élections à la Douma d'Etat sur la liste "Notre patrie: toute la Russie" (*Otečestvo – vsja Rossija*) conduite par le maire de Moscou Ju. Lužkov et l'ancien Premier ministre E. Primakov, puis ralliée ultérieurement au président Poutine. Au cours de ce mandat, il devient vice-président du Comité de la Douma pour les questions d'emploi et de politique sociale. Lorsque le nouveau Code du travail est adopté en 2001, Isaev monte au créneau dans la presse pour défendre un texte dans l'ensemble assez peu protecteur des droits des salariés. Aux élections de 2003, il se présente sur la liste du parti de Poutine (*Edinaja Rossija*, Russie unie) et obtient pour ses bons offices la présidence du Comité pour les questions d'emploi et de politique sociale. Il dépose en 2006 une proposition de loi (en réalité préparée par le ministère du Développement économique et du Commerce) permettant de sortir de la sphère budgétaire une large partie des établissements publics responsables de l'éducation, la santé et la culture<sup>263</sup>.

Enfin, un troisième utilise son parti comme tremplin pour entrer dans le champ du pouvoir.

A. Čuev (seconde cohorte, membre de l'Union démocratique), à la tête du microscopique Parti démocrate chrétien de Russie depuis mai 1990, répond présent à toutes les demandes du pouvoir exécutif lorsque celui-ci a besoin de s'appuyer sur le

---

<sup>263</sup> Sources: entretien avec A. Isaev, 6/5/1993; V. PRIBYLOVSKIJ. Sto politikov Rossii [Cent hommes politiques russes]. *Partinform*, 14 (35), 1-7 avril 1993, p. 11, biographie de A. Isaev publiée sur le site de la fraction "Russie unie" (<http://www.er-duma.ru/deputats/342?detailed>).

soutien de la "société civile" et des "partis". Il participe à la Conférence constitutionnelle convoquée par El'cin en été 1993 pour faire concurrence au Congrès des députés de l'URSS dans son travail de rédaction de la Constitution<sup>264</sup>. En décembre de la même année, Čuev est nommé membre de la Chambre sociale près le Président de la Russie, supposée servir de lieu de rencontre entre le chef de l'Etat et les partis. En 1996, il soutient la candidature d'El'cin aux élections présidentielles en adhérant au Mouvement "Réformes-nouvelle politique" créé par un proche d'El'cin (V. Šumejko). En 1999, il entre dans le bloc électoral "Unité" (*Edinstvo*) dirigé par le ministre Šojgu et soutenant Poutine. Čuev est élu député. Il se distingue notamment en septembre 2002 en déposant une proposition de loi interdisant l'avortement. En 2003, il est de nouveau élu à la Douma, mais cette fois-ci sur la liste "Patrie" (*Rodina*).

Ces quelques exceptions mises à part, les anciens informels/démocrates sont de moins en moins présents dans le champ du pouvoir, et ceux qui y restent occupent des positions relativement subalternes.

**Tableau 18 : Evolution de la représentation des anciens informels/démocrates au Parlement<sup>265</sup>**

Parlement	Nbre de sièges	Nombre d'élus sur les listes du camp démocratique où se présentent les informels/démocrates <sup>266</sup>	Nombre de dirigeants informels /démocrates de Moscou et Leningrad identifiés
<b>Congrès des députés (1990-1993)</b>	1068	Environ 300 soit 28 % du corps législatif  (Bloc Russie démocratique)	23 (soit 2 % du corps législatif et 7,6 % des élus du mouvement démocratique)
<b>Première Douma (1993-1995)</b>	450	142 soit 32 % du corps législatif (Choix de la Russie, Jabloko, Parti de l'Unité et de la Concorde de Russie ou PRES, Parti démocratique de Russie ou DPR)	25 (soit 5,5 % du corps législatif et 17,6 % des élus démocrates) dont: ▪ 8 anciens députés du Congrès de Russie
<b>Deuxième Douma (1995-1999)</b>	450	109 soit 24 % du corps législatif  (Notre maison: la Russie, Jabloko, Choix démocratique de Russie)	12 (soit 2,7 % du corps législatif et 11 % des élus démocrates) dont: ▪ 11 députés de la première Douma ▪ 4 députés du Congrès de Russie
<b>Troisième Douma (1999-2003)</b>	450	122 soit 27 % du corps législatif  (Notre patrie: toute la Russie (OVR), Union des forces de droite (SPS), Jabloko)	7 (soit 1,6 % du corps législatif et 5,7 % des élus démocrates) dont: ▪ 5 députés de la deuxième Douma ▪ 3 députés du Congrès de Russie
<b>Quatrième Douma (2003-2007)</b>	450	7 soit 1,6 % du corps législatif  (élus au scrutin uninominal avec le soutien de Jabloko ou du SPS) <sup>267</sup>	2 (soit 0,5 % du corps législatif et 0 % des élus démocrates) dont: ▪ 2 députés de la troisième Douma ▪ 0 députés du Congrès de Russie

<sup>264</sup> cf. supra p. 380.

<sup>265</sup> <http://www.cityline.ru/politika/fs/gd1rezv.html>. Le site reprend les données du *Bulletin de la Commission électorale fédérale (Bjulleten' CIK RF)*.

<sup>266</sup> Ne sont indiquées que les listes ayant obtenu au moins 5 % des voix au scrutin de liste. Certains députés ont pu être élus au scrutin uninominal avec le soutien de listes n'ayant pas dépassé cette barre.



Les anciens informels/démocrates sont en situation de reflux également dans le champ partisan: ils n'arrivent pas à se faire les représentants du pouvoir exécutif au Parlement, leurs partis s'étiolent peu à peu, et ceux qui étaient passés dans l'opposition à El'cin disparaissent de la scène politique.

Le mouvement Russie démocratique avait tenté en vain de devenir le parti d'El'cin mais, on l'a vu, le Président a toujours gardé ses distances. Au cours des années 1990, cette place de parti du Président ou "*parti du pouvoir*", qui servirait de relais à l'exécutif, est perçue comme une position dominante dans l'espace politique. C'est une position construite par l'ensemble des acteurs, mais qui reste vacante pendant toute la durée de la présidence d'El'cin. Le concept de "parti du pouvoir" (*partija vlasti*) est un concept indigène très flou. Comme le note S. Henkin, il peut désigner trois ensembles différents d'acteurs: (i) les détenteurs des positions de pouvoir, (ii) les groupes qui soutiennent la politique du Président et du Gouvernement au sein des élites, ou encore (iii) "*l'ensemble de forces qui constituent l'axe du pouvoir exécutif*", i.e. le Président et l'appareil administratif dans son entier<sup>268</sup>.

Dans les années 1990, des partis se font concurrence pour représenter ce "parti du pouvoir" au sens large et devenir le "parti du pouvoir" au sens étroit au Parlement. Les prétendants doivent remplir deux conditions: être publiquement adoubés par le Président et remporter les élections législatives. Au début des années 1990, c'est plutôt le mouvement démocratique qui semble constituer le terreau de ce "parti d'un nouveau type". Russie démocratique ne recevra pas de soutien ferme et explicite d'El'cin. En 1993, le parti "Choix de la Russie" (*Vybor Rossii*), créé par E. Gajdar en vue des élections législatives, prend la suite de Russie démocratique, ou plus exactement l'*absorbe* en s'appropriant ses ressources (réseau régional étendu, capacités organisationnelles). La plupart des leaders de DR s'investissent dans le parti de Gajdar (cf. infra p. 412). El'cin soutient cette formation, ainsi qu'un parti concurrent, le Parti de l'Unité et de la Concorde de Russie (ou PRES) de S. Šahraj, qui provient d'un autre milieu que le mouvement démocratique. Tout comme Gajdar, ancien chef du gouvernement maintes fois défendu par El'cin devant le Congrès des députés, Šahraj, ancien directeur de la Direction juridique d'Etat et l'un des principaux rédacteurs de la Constitution, peut se targuer de relations privilégiées avec le chef de l'Etat. L'échec électoral en décembre 1993 de Choix de la Russie, que personne n'anticipe, et du PRES les disqualifie tous deux de la course au titre de "parti du pouvoir"<sup>269</sup>. Les moutures suivantes de "parti du pouvoir" qui apparaissent à partir de 1995 ne proviennent plus du terreau du mouvement démocratique de 1989-1990, mais du pouvoir exécutif lui-même: la première est dirigée par le premier ministre V. Černomyrdin pour les élections législatives de 1995 ("Notre maison la Russie", *Naš dom - Rossija*), la seconde par le ministre des Situations exceptionnelles de la Fédération de Russie S. Šojgu (*Medved'*, Ours) pour les élections de 1999, mais aucune ne remporte de victoire éclatante aux élections<sup>270</sup>. La troisième, Russie unie (*Edinaja Rossija*), apparaît également en 1999, mais sera beaucoup plus efficace électoralement (elle remporte 48,8 % des sièges en 2003: cf. le tableau 18, p. 416). Très peu d'anciens informels/démocrates participent à ces différents partis.

---

<sup>267</sup> Les principaux partis représentés à la quatrième Douma sont Russie unie (48,8 % des sièges), le Parti communiste (11,3 %), le bloc Patrie (8,2 %) et le Parti libéral-démocratique de Russie (7,9 %). Ce sont également les seules formations qui ont passé la barre des 5 % au scrutin de liste.

<sup>268</sup> S. HENKIN. "Partija vlasti": rossijskij variant [Le "parti du pouvoir": version russe]. *Pro et contra*, 1 (1), août 1996, p. 32-33, cité par G. GILL, R. MARKWICK. *Russia's Stillborn Democracy? From Gorbachev to Yeltsin*. Oxford: Oxford University Press, 2000, p. 176.

<sup>269</sup> J. SAPIR (*Le chaos russe...*, *op. cit.*, 1996) rappelle que les sondages créditaient Choix de la Russie de 40 % des suffrages. Il en obtient 15,5 %. Quant au PRES, il recueille 6,73 % au scrutin de liste (cf. annexe p. 501).

<sup>270</sup> En 1995, la liste "Notre maison: la Russie" (NDR) n'avait remporté que 55 sièges et obtenu 10,13 % des voix au scrutin de liste. En 1999, la liste NDR et celle Medved' ne recueillent que 80 sièges.

Depuis la seconde moitié des années 1990, il ne subsiste presque aucun des partis créés par les informels/démocrates: même si certains labels demeurent, comme le Parti social-démocrate de Russie ou le Parti républicain, leur direction est largement ou totalement recomposée. Certains anciens informels/démocrates entrent dans des partis nouvellement formés mais y occupent les secondes places. Il s'agit, sur le flanc droit (ultralibéral), de "Choix de la Russie" en 1993, qui après plusieurs avatars se transforme en "Union des forces de droite" (*Sojuz pravyyh sil* ou SPS) en 1999, et sur le flanc libéral plus modéré, du parti Jabloko, créé par G. Javlinskij en 1993 avec le soutien de dirigeants du Parti républicain (ancienne Plateforme démocratique) et du Parti social-démocrate de Russie (issu du club Perestrojka démocratique). Tous non seulement abandonnent l'idée de se constituer en "parti du pouvoir", mais passent dans l'opposition, soit mollement (Union des forces de droite), soit explicitement (Jabloko).

Ceux qui avaient rejoint l'opposition au Président en 1992-1993 et adhéré au camp "patriotique" (Aksjučic, Astaf'ev, Konstantinov, Golovin, Uražcev...) disparaissent de la scène politique. Certains, néanmoins, refont surface au début des années 2000 après être revenus dans le giron démocratique, retour qui les réhabilite:

Il'ja Konstantinov (première cohorte) est l'un des principaux leaders du Front populaire de Leningrad. En 1990, il devient député du bloc Russie démocratique au Congrès des députés de Russie et, à la première session (mai 1990), est élu au Soviet suprême. Il appartient à la fraction Russie démocratique jusqu'en novembre 1991, puis entre dans la fraction centriste "*Smena-Novaja politika*". En avril-mai 1992, il passe dans l'opposition au Président. Début 1992, il prend part à la création du mouvement Union populaire de Russie (*Rossijskoe narodnoe sobranie*), qui représente, selon les termes de A. Vasilevskij et V. Pribylovskij, une alliance instable de l'opposition patriotique "blanche", "rouge" et "brune" (Konstantinov se plaçant dans la catégorie des patriotes "blancs"). Son engagement dans le courant nationaliste se durcit lorsqu'il devient le président du comité exécutif du Front de salut national (*Front nacional'nogo spasenija*) créé en octobre 1992. Il s'agit de la principale coalition de l'opposition communiste et nationaliste, qui joue un rôle central dans la crise de l'automne 1993<sup>271</sup>. A la suite de la dissolution du Congrès des députés de Russie par El'cin en septembre 1993, Konstantinov organise un service d'ordre pour défendre le bâtiment du Parlement (Maison blanche). Il est arrêté et incarcéré en octobre 1993, puis amnistié en février 1994. Après avoir participé à diverses organisations du courant patriotique (notamment avec l'ancien Vice-président A. Ruckoj) et s'être présenté à plusieurs reprises, sans succès, aux élections législatives, I. Konstantinov disparaît puis revient sur la scène politique en novembre 2001 en tant que membre du Conseil politique du nouveau Parti social-démocrate de Russie, qui n'est pas lié au mouvement "patriotique"<sup>272</sup>.

## 2/ Reconversions dans l'expertise

En 1990, l'expertise n'existe pas en tant que secteur professionnel à part entière, en tout cas pas pour les informels/démocrates: les consultants du Congrès de la RSFSR conçoivent

<sup>271</sup> A. VERHOVSKIJ, A. PAPP, V. PRIBYLOVSKIJ. *Političeskij ekstremizm v Rossii* [L'extrémisme politique en Russie]. Moscou: Institut de sociologie expérimentale, 1996, p. 41.

<sup>272</sup> Voir la biographie de I. Konstantinov dans A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ. *Kto est' kto v rossijskoj politike (300 biografij)* [Le who's who de la politique en Russie (300 biographies)]. Moscou: Panorama, 1993, p. 289-291. Voir également la base de données Labirint du Centre Panorama et I. KONSTANTINOV. *Obščestvo ne ljubit, kogda ego napominajut o ego ošibkah* [La société n'aime pas qu'on lui rappelle ses erreurs]. *Portail du Parti social-démocrate de Russie*, 23/10/2003.

leur fonction comme transitoire, comme un tremplin vers des postes dans l'exécutif. En 1993, certains informels/démocrates sont recrutés en tant qu'experts de fractions ou de comités de la Douma d'Etat, mais la position n'offre plus les mêmes perspectives de carrière qu'en 1990. Elle équivaut même, dans le cas de députés de renom de 1990 qui n'ont pas été réélus, à une déchéance (A. Golovin, ancien président de la fraction centriste "*Smena-Novaja politika*" du Congrès de Russie, devient expert du Comité de la Douma pour les associations en 1993; O. Rumjancev, jadis secrétaire de la Commission constitutionnelle du Congrès, n'est plus qu'expert de la Commission des lois de la Douma en 1995).

Mais l'expertise en tant qu'activité prend de l'ampleur et s'autonomise de plus en plus grâce à la succession d'élections rapprochées à différents niveaux de pouvoir à partir de 1993, qui fait naître une demande accrue de la part des candidats. L'exécutif, qui dispose pourtant d'organes internes d'expertise, fait lui aussi de plus en plus appel à des consultants externes. Le domaine de l'expertise devient un débouché possible pour les anciens informels/démocrates, personnel politique devenu disponible en raison de l'étanchéité croissante du champ du pouvoir. Deux types d'experts sont alors requis: les spécialistes d'un domaine particulier et les conseillers en campagnes électorales.

Un certain nombre d'informels/démocrates réussissent à occuper un rang important dans l'expertise grâce à leurs positions antérieures ou concomitantes dans plusieurs secteurs, à leur "surface sociale" (i.e. leur "*capacité d'exister comme agent en différents champs*"<sup>273</sup>). On a en effet d'autant plus de chances d'être dominant dans l'expertise "sectorielle" qu'on détient une position académique ou des titres universitaires élevés, et dans l'expertise "électorale" qu'on occupe (ou qu'on a occupé) une position dans le journalisme. Les informels de la première cohorte, plus proches du milieu académique et souvent reconvertis dans le journalisme, ainsi que les membres de l'ancienne Plateforme démocratique du PCUS (seconde cohorte), dont certains étaient ingénieurs du complexe militaro-industriel, ont tendance à être mieux placés dans la reconversion en experts que les informels de la seconde cohorte qui ont fait leurs premières armes sur l'arène électorale en 1989-1990.

Certains députés ou titulaires de postes dans l'exécutif issus du mouvement informel/démocratique se sont professionnalisés dans la sphère qu'ils étaient chargés de réguler en 1990-1993. A cette première expérience, ils ont souvent ajouté des signes de légitimité tels qu'un diplôme universitaire, un poste dans la recherche académique ou l'enseignement supérieur, ou la direction d'un institut d'expertise privé. C'est désormais en tant que chercheurs ou enseignants que certains anciens informels/démocrates sont sollicités par le pouvoir exécutif pour des travaux d'expertise (le pouvoir russe continue de puiser ses conseillers dans le milieu scientifique).

P. Kudjukin, après avoir quitté son poste de Vice-ministre du Travail en mars 1993, devient directeur exécutif de la Fondation russo-américaine de recherches et d'études syndicales (créée par l'AFL-CIO), poste qu'il quitte début 1994. Il crée la Fondation d'expertise des problèmes du travail "El'f". Il entre à l'Institut de politologie comparée et des problèmes du mouvement ouvrier (ancien Institut du mouvement ouvrier international, IMRD) de l'Académie des sciences de Russie où il soutient en 1999 une thèse de *kandidat* sur "*l'Internationale socialiste et le développement des mouvements sociaux réformateurs dans les pays à structure sociale en transition*". En quelque sorte, Kudjukin reprend ici la carrière scientifique qu'il avait dû abandonner en 1982 alors qu'il travaillait à l'IMEMO (cf. partie II, chapitre 1). Il a entre-temps connu un

---

<sup>273</sup> P. BOURDIEU. L'illusion biographique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62-63, juin 1986, p. 69-72. Sur le phénomène de multiplicité des positions et de surface sociale, voir également L. BOLTANSKI. L'espace positionnel: multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe. *Revue française de sociologie*, 14 (1), janv.-mars 1973, p. 3-26.

période d'emprisonnement et une forte ascension politique (poste ministériel). Parallèlement à son travail de chercheur, il est expert du Comité pour l'emploi à la Douma et expert de Jabloko (1995). Après la première élection de V. Poutine à la présidence de la Russie en 2000, il est recruté comme expert auprès du "Centre d'élaborations stratégiques" de G. Gref, chargé de préparer le programme présidentiel. P. Kudjukin est depuis 2003 enseignant dans un établissement supérieur, le Haut collège d'économie, qui lui-même assume une triple fonction de formation, de recherche et de conseil au politique<sup>274</sup>.

V. Lysenko devient spécialiste de la question fédérale grâce à sa position de Vice-ministre de la politique régionale, puis de membre du Comité de la politique régionale de la Douma. En 1995, il passe un doctorat (diplôme académique le plus élevé) à l'Institut de l'Etat et du droit. Il est actuellement professeur à la chaire de politique régionale de l'Académie du service public de Russie (RAGS) et président d'un Institut (privé) de politique contemporaine.

Comme on le voit, un certain nombre d'anciens informels/démocrates ont créé leurs propres instituts d'expertise politique en s'appuyant sur des réseaux acquis dans le mouvement démocratique ainsi que dans leur carrière professionnelle antérieure à la perestrojka. Ces instituts jouent en quelque sorte le même rôle que les partis dans la première moitié des années 1990 en permettant à leurs dirigeants de rester visibles dans le champ politique sous une identité collective. Mais à la différence des partis, ils offrent plus souvent à leurs fondateurs des moyens de subsistance.

V. Homjakov (seconde cohorte, membre de la Plateforme démocratique) a été l'un des principaux organisateurs de l'appareil du Parti démocratique de Russie (DPR) présidé par N. Travkin au début des années 1990. En 1996, il est exclu du DPR pour avoir soutenu la candidature d'El'cin aux présidentielles (le parti soutient le général Lebed'). Il entame alors une carrière dans l'expertise parallèlement à sa carrière politique (en 1999, il rejoint l'Union des forces de droite et soutient la candidate de ce parti, I. Hakamada, aux élections présidentielles de 2004). En 1996, il crée l'Agence de politique régionale et appliquée. Il est aujourd'hui directeur général du Conseil de stratégie nationale (organisme privé) où siègent des experts du complexe militaro-industriel, des experts sur la réforme militaire et d'anciens membres de la Plateforme démocratique (dont V. Lipickij, lui-même directeur du Centre "Développement de la société d'information"). Homjakov a donc recouru, pour fonder sa structure, à ses anciennes relations avec le secteur militaire (domaine dans lequel il travaillait en tant qu'ingénieur avant 1990) et la Plateforme démocratique.

Ces reconversions ressemblent à celles d'anciens responsables du "gouvernement des réformes", tels E. Gajdar ou G. Burbulis, qui ont créé leurs instituts et continué de travailler pour le pouvoir à titre d'experts extérieurs. L'institut de Gajdar (Institut des problèmes économiques de la période de transition, créé en 1990) est toutefois une grosse organisation qui emploie 59 chercheurs permanents<sup>275</sup>.

Le second type d'experts – les spécialistes en campagnes électorales – sont appelés "technologues politiques" (*polittehnologi*). On y trouve un certain nombre d'informels de la première cohorte qui n'étaient entrés ni au Congrès de la Russie ni dans l'exécutif en 1990.

---

<sup>274</sup> Dans sa troisième fonction, le Haut collège d'économie est l'un des *think tanks* libéraux les plus actifs en Russie régulièrement sollicité par le pouvoir exécutif, et un acteur presque omniprésent des projets des organisations internationales (Banque mondiale, Union européenne...) sur la réforme de l'Etat.

<sup>275</sup> dont une ancienne informelle membre du groupe Dignité des citoyens, A. Zolotarëva, qui dirige le Département juridique de l'Institut.

Ces acteurs, qui n'ont cessé de changer d'identités politiques depuis 1987, sont devenus des professionnels de la construction d'identités politiques pour autrui.

La reconnaissance de la profession de *technologue politique* date de l'élection présidentielle de 1996. Auparavant, certains informels issus de la première cohorte avaient travaillé ça et là pour des candidats aux élections (Mintusov et Maljutin conseillent un adversaire d'El'cin à la présidentielle de 1991<sup>276</sup>). Mais la campagne de 1991 est encore dominée par le mode d'organisation hérité des précédentes élections: Russie démocratique est le maître d'œuvre de la campagne d'El'cin<sup>277</sup>, et ses dirigeants et militants font du bénévolat. La campagne de 1996 est radicalement différente puisque, à six mois de l'échéance, les communistes sont donnés vainqueurs et El'cin n'est crédité que de 5 % d'intentions de vote. Non sans avoir hésité à maintenir cette élection, l'entourage d'El'cin décide finalement de se lancer dans la campagne en mobilisant les milieux d'affaires, principalement les "oligarques" qui contrôlent les médias, et des conseillers en stratégie électorale. La victoire d'El'cin couronne ainsi l'avènement de cette nouvelle profession à laquelle on attribue en grande partie le "miracle" du renversement de situation.

Les organisateurs de campagnes et de mobilisation de masse issus de la seconde cohorte (membres de Russie démocratique) sont supplantés par les nouveaux conseillers en stratégie lors de la campagne présidentielle de 1996. Ils ne sont plus que les exécutants de leurs concurrents: M. Šnejder se plaint ainsi de ce que *"ceux qui ont dirigé la campagne d'El'cin ne sont pas des professionnels, ils n'ont jamais organisé de campagnes. Ce n'est pas nous [organisateur issu de Russie démocratique] qui prenions les décisions, nous n'étions qu'au second rang"*<sup>278</sup>. Leur identité de "professionnels des campagnes" n'est donc plus reconnue (en tout cas par le Kremlin). Cette évolution s'explique par une modification de la position d'El'cin en 1996: il ne s'agit plus de "mobiliser les masses" contre le "pouvoir", mais d'orchestrer une propagande médiatique en faveur d'un président en fonction, travail pour lequel les acteurs reconvertis dans le journalisme ou l'expertise ont acquis un avantage (cf. encadré 24, p. 424). La seconde cohorte s'est peut-être trouvée moins mobile pour saisir les transformations et les nouveaux enjeux de l'activité électorale.

Les "technologues politiques" font leur entrée dans l'espace politique en se mettant en scène et en offrant une définition d'eux-mêmes. Ils agissent un peu comme les informels de la première cohorte, qui, on s'en souvient, avaient d'emblée occupé une place majeure dans l'exégèse de leur propre mouvement. Ces conseillers d'un nouveau type insistent sur l'aspect technique, rationnel et calculateur de leur travail, à l'opposé des premiers organisateurs de campagne perçus comme des "enthousiastes" impulsifs. L'impression de technicité et de modernité passe par l'emprunt de termes anglais incorporés tels quels dans le discours et directement issus de la pratique américaine ("public relations" ou "PR", "image makers", l'expression même de "technologie politique" vient des Etats-Unis<sup>279</sup>). Les cabinets d'expertise adoptent des labels tout aussi suggestifs: Pavlovskij (ancien membre du KSI) baptise son organisation "Fondation pour une politique efficace" (*Fond effektivnoj politiki*, FEP, créée en 1995); l'un des anciens dirigeants du club Perestrojka démocratique, I. Mintusov, appelle son cabinet de consultants, créé en 1993, "Nikkolo M" (pour Machiavel). Même si, au bénéfice du doute, on peut y déceler une part de dérision, l'accumulation de ces labels donne l'image d'une profession pour qui "la fin justifie les moyens"<sup>280</sup>, et qui est dotée

<sup>276</sup> Il s'agit d'Aman Tuleev, président du Soviet de Kemerovo.

<sup>277</sup> M. URBAN. Boris El'tsin, Democratic Russia and the Campaign for the Russia Presidency. *Soviet Studies*, 44 (2), 1992, p. 187-207.

<sup>278</sup> Intervention de M. Šnejder au séminaire du Centre Carnegie à Moscou le 5/7/1996.

<sup>279</sup> Le terme existe mais ne recouvre pas exactement les mêmes activités. Il semble qu'aux Etats-Unis l'une des principales activités des firmes de "technologie politique" soit de récolter des fonds auprès de la population pour financer les campagnes électorales, ce qui n'est pas le cas en Russie.

<sup>280</sup> On parle de "PR noir", i.e. usage de procédés répréhensibles visant à compromettre l'adversaire politique.

d'un pouvoir d'influence occulte sur les décideurs politiques. L'arrivée de Poutine au nombre des prétendants au pouvoir suprême est d'ailleurs souvent présentée comme une manœuvre de ces conseillers de l'ombre:

"En 1999 – écrit un hebdomadaire politique –, le technologue politique à succès [G. Pavlovskij] a été invité à prendre part à la nouvelle campagne électorale sur les conseils de Djačenko [fille et conseillère d'El'cin] [...]. Et là, Pavlovskij a joué un coup qui en a étonné plus d'un: dès le début, il a essayé de convaincre la Famille<sup>281</sup> qu'El'cin devait se retirer de la course et laisser la place au Premier ministre Poutine. *"Le projet "Départ d'Elcin" existait depuis trois ans, a-t-il expliqué par la suite. Poutine a été perçu comme un héritier potentiel dès le début, mais son passé spécifique en rebutait plus d'un"*<sup>282</sup>.

En fait, loin d'être des manipulateurs puissants, ces entrepreneurs sont en situation de dépendance par rapport aux détenteurs du pouvoir, surtout lorsqu'ils sont arrivés en haut de la hiérarchie et qu'ils travaillent pour le Kremlin.

### Encadré 23 : Quelques repères sur le marché électoral russe

On peut évaluer la taille du marché électoral et la part qu'y détient le client du "Kremlin" à certains repères. Mintusov indique par exemple que le coût d'une campagne à la députation à la Douma d'Etat au début des années 2000 s'élevait à 200-300 000 dollars, soit environ un dollar pour une voix. Le budget de publicité et marketing représente 80 % de cette somme, les consultants reçoivent 20 %<sup>283</sup>.

Si l'on considère la campagne législative de 2003, en admettant que les communistes n'aient pas fait appel aux consultants, on peut estimer les dépenses des seuls candidats non communistes élus (400) à 100 millions de dollars, soit 20 millions de dollars d'honoraires pour les consultants. La liste du Kremlin en 2003 a remporté 220 sièges, elle aurait donc dépensé 55 millions de dollars et rapporté 11 millions de dollars d'honoraires aux consultants.

Si on applique le tarif 1 voix = 1 dollar aux élections présidentielles (ce qui n'a rien d'évident), les frais de campagne du candidat du Kremlin s'élèveraient à environ 40 millions de dollars: les consultants employés par le client du Kremlin se partageraient donc 7,5 millions de dollars à chaque campagne.

Enfin, le coût de la campagne d'un candidat à la Douma municipale de Moscou (35 places) en 2001 est estimé entre 0,5 et 1 million de dollars, soit l'équivalent de la campagne d'un candidat au poste de gouverneur d'une région relativement importante<sup>284</sup>.

Plus le Kremlin représente une part importante de leur clientèle, moins les experts ont la possibilité d'échapper aux contraintes imposées par ce client. Lorsqu'ils essaient de diversifier leurs sources de revenus, ils sont parfois acculés à abandonner leurs nouvelles activités.

A partir de 1997, la "Fondation pour une politique efficace" (FEP) de G. Pavlovskij se lance dans la création de sites internet, dont certains servent la politique de propagande du pouvoir exécutif (strana.ru, sites dirigés contre Lužkov et Primakov...) ou répondent à des demandes institutionnelles (conception des sites des sept grandes

<sup>281</sup> Entourage d'El'cin qui a organisé sa campagne de 1996: T. Djačenko, A. Čubajs (qui sera chef de l'Administration présidentielle en 1997) et V. Jumašev. Ils sont soutenus par l'homme d'affaires B. Berezovskij. V. Jumašev est un ancien journaliste d'*Ogonëk* et avait assisté pour les besoins de son journal à plusieurs réunions du KSI. En 1988, il entre au comité de rédaction de la revue. Par la suite, il sert de nègre à El'cin pour son autobiographie parue en 1990 (B. EL'GIN. *Ispoved' na zadannuju temu*. Moscou, 1990). En 1991, il devient rédacteur adjoint d'*Ogonëk*, puis en 1995 directeur-général de la société propriétaire de la revue. En 1997-1998, il est nommé chef de l'Administration présidentielle (cf. sa biographie sur le site *Panorama* [<http://www.panorama.ru/gov/gov20041.shtml>], page consultée le 23/10/2003)).

<sup>282</sup> Hleb Pavlovskogo, *op. cit.*, 26/3/2001.

<sup>283</sup> Igor' Mintusov v "Klube ženščin, vmešivajuščihsja v politiku", *op. cit.*, ca 2001.

<sup>284</sup> A. OSTAPČUK, E. KRASNIKOV. Kreml' iščet upravu na Lužkova [Le Kremlin cherche à avoir prise sur Lužkov]. *Moskovskie novosti*, 28, 2001.

régions fédérales créées sous Poutine), tandis que d'autres sont des journaux ou agences d'information plus indépendants (lenta.ru, smi.ru, *Russkij žurnal* sur russ.ru, gazeta.ru, vesti.ru)<sup>285</sup>. Pavlovskij devient ainsi une "figure centrale de l'internet politique"<sup>286</sup>. Mais en décembre 2002, il est contraint sous la pression d'investisseurs – et non du pouvoir, affirme-t-il<sup>287</sup> – de céder l'ensemble de ces sites à la société publique de télévision et de radio VGTRK (qui en ferme une partie).

D'autres optent pour une plus grande diversification, incluant une clientèle régionale, internationale, voire des candidats de l'opposition au pouvoir exécutif.

I. Mintusov et son cabinet "Nikkolo M" sont actifs dans toutes les élections depuis 1991 (son galop d'essai date de 1989, où il avait participé à la campagne de O. Bogomolov, directeur de l'IEMSS, dans l'arrondissement Sevastopol' et effectué des sondages pour les *Nouvelles de Moscou* avec P. Kudjukin). En 1991, il organise la campagne d'un adversaire d'El'cin, A. Tuleev, avec M. Maljutin. En 1996, il participe à la campagne d'El'cin. Par la suite, il est recruté pour des campagnes présidentielles dans des ex-républiques soviétiques ou des pays de l'ancien bloc communiste (Biélorussie, Mongolie, Lituanie, Pologne). Grâce à son adhésion à diverses associations internationales d'experts (European Association of Political Consultants, American Association of Political Consultants, etc.)<sup>288</sup>, sa clientèle s'internationalise: il participe à la campagne présidentielle au Nicaragua en 2001 et à la campagne de deux candidats du Parti démocrate au Congrès fédéral américain dans le Connecticut et en Floride. Plus récemment, Mintusov s'est mis à travailler pour des candidats communistes (bien qu'il souligne ne pas être de leur bord)<sup>289</sup>.

M. Maljutin (première cohorte, membre du KSI, puis du Front populaire de Moscou), après avoir dirigé le Centre public du Soviet de Moscou (septembre 1990-novembre 1991), devient expert de la fraction "*Smena-Novaja politika*" au Congrès de la RSFSR. Cette fraction est dirigée par un ancien membre du Front populaire de Moscou (A. Golovin). Comme on l'a déjà mentionné, Maljutin prend part à la campagne de Tuleev aux présidentielles de 1991. A partir de 1992, il travaille pour l'Union des entrepreneurs et industriels de Russie (RSPP), membre, avec *Smena-Novaja politika*, de l'Union civique (centriste). En 1993, il organise la campagne de l'Union civique à la Douma. En 1995, il travaille avec la Fondation pour une politique efficace (FEP) de Pavlovskij à la campagne du Congrès des communautés russes (opposition au pouvoir qualifiée de "loyale" par les observateurs politiques). Aux élections présidentielles de 1996, il participe à la campagne de Gorbačëv et de Lebed' (au premier tour seulement, avant que celui-ci ne soutienne El'cin). En 1998, il travaille pour l'adversaire de Lebed' aux élections du gouverneur de Krasnoïarsk. Depuis 1999, il a pour clients d'importantes entreprises locales ou nationales désirant placer leurs candidats aux élections (élections régionales de gouverneurs, élections nationales à la Douma d'Etat). On y trouve par exemple la compagnie de télécommunication d'Oudmourtie (Udmurt-telekom), le producteur de nickel de Noril'sk (Normikel'), la compagnie pétrolière Slavneft', le producteur de diamants Almazov Rossii-Saha<sup>290</sup>.

---

<sup>285</sup> Voir la liste de la cinquantaine de sites créés par la FEP sur le site: <http://www.fep.ru>.

<sup>286</sup> Hleb Pavlovskogo, *op. cit.*, 26/3/2001.

<sup>287</sup> Začem Pavlovskij otdal svoi SMI [Pourquoi Pavlovskij a-t-il cédé ses médias?]. *Gazeta.ru*, 11/12/2002.

<sup>288</sup> Cf. sa biographie sur le site de "Nikkolo M" (<http://www.nikkolom.ru/article/mintusov.htm>, consultée le 1/11/2005).

<sup>289</sup> Igor' Mintusov v "Klube ženščin, vmešivajuščihsja v politiku", *op. cit.*, ca 2001.

<sup>290</sup> E. ZAGORODNAJA. Specialisty v oblasti provedenija izbiratel'nyh kampanij v Rossii. Mihail Maljutin [Les spécialistes des campagnes électorales en Russie. Mihail Maljutin]. *Polit.ru*, ca 1999.

Les conseillers externes du pouvoir exécutif n'arrivent que très rarement à reconvertir leur position en postes officiels. L'externalisation de la fonction d'expert permet certes l'autonomisation d'un nouveau secteur professionnel, mais elle empêche les dominants de ce secteur de se prévaloir d'une parcelle du pouvoir. Autrement dit, le pouvoir exécutif se montre peu enclin à accorder à ces consultants un moyen d'affermir leur domination dans leur propre champ en leur accordant une position officielle.

Maksim Mejer, ancien membre du KSI et directeur général de la Fondation pour une politique efficace (FEP), fait exception, mais peu de temps. Au lendemain de l'élection de V. Poutine en 2000, il est nommé à un poste de responsabilité au sein de l'Administration présidentielle (il est d'abord chef du Département d'analyse de la Direction d'expertise, puis chef adjoint de la Direction principale pour la politique intérieure). On peut interpréter cette nomination comme une récompense à la FEP pour les services rendus pendant la campagne. Mais Mejer n'est pas seulement le bras droit de Pavlovskij, il est aussi un "habitué" de l'expertise pour les organes du pouvoir: il avait été sollicité en 1990-1991 par le Département du Comité central du PCUS pour le travail avec les organisations sociales, avait collaboré avec l'Académie des sciences sociales près le Comité central du Parti, et travaillé dans l'appareil du président Gorbačëv, puis dans l'appareil du président El'cin<sup>291</sup>. Que Mejer soit issu d'une famille appartenant à l'élite scientifique (son père est nommé en 1994 à la tête de l'Institut d'Asie et d'Afrique de l'Université d'Etat de Moscou et son grand-père maternel avait été directeur adjoint de l'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences) n'est probablement pas étranger à son importance dans le cabinet de Pavlovskij et à son acceptabilité dans les lieux les plus élevés du pouvoir. Mais, comme il a été dit plus haut (p. 414), il est démis de ses fonctions au bout d'un an et demi. Il dirige actuellement une Fondation (privée) pour le développement des technologies de l'information.

Les informels de la première cohorte, lorsqu'ils ont fondé leurs clubs au début de la perestrojka, voulaient influencer les choix politiques et avaient l'espoir de changer les structures de la société soviétique. Aujourd'hui, ceux qui sont devenus des conseillers du pouvoir en stratégie exercent bien une influence sur les gouvernants, mais ils n'interviennent pas sur les choix de politiques. Le champ du pouvoir leur reste fermé; ils demeurent des *entrepreneurs* au service du politique et leurs activités sont souvent discontinues (campagnes électorales).

**Encadré 24 : Gleb Pavlovskij: patron de presse et "technologue politique"**

C'est grâce à sa première reconversion dans le journalisme que G. Pavlovskij entre dans le champ de l'expertise. Une fois entré dans la carrière de conseiller du Kremlin, il ne cesse de puiser ses ressources dans le secteur de la presse.

Rédacteur en chef de la revue *Vek XX i mir* depuis 1988, il est également à l'origine de la création en 1989-1990 de l'agence d'information indépendante PostFactum et du journal *Kommersant*, dont il est rédacteur en chef adjoint.

En 1994, sous couvert d'anonymat, il publie dans le journal *Obščaja gazeta* (dirigé par Egor Jakovlev<sup>292</sup>) un document intitulé "Version N°1" sur la préparation d'un coup d'Etat que fomenteraient des collaborateurs d'El'cin

<sup>291</sup> M. Mejer, entretien du 6/8/1994.

<sup>292</sup> Après avoir dirigé les *Nouvelles de Moscou*, Egor Jakovlev est nommé par Gorbačëv à la tête de la Compagnie de télé et radio de l'URSS (VTRK, rebaptisée en janvier 1992 Compagnie de téléradiodiffusion de Russie "Ostankino") au lendemain du putsch d'août 1991. Il est démis de ses fonctions en novembre 1992, accusé par l'attaché de presse du Président El'cin d'avoir laissé sa chaîne "déformer des événements" sur le



liés aux ministères "de force" (Intérieur, service de Sécurité du Président, etc.)<sup>293</sup>. La parution fait grand bruit et, selon certains analystes, aurait eu pour objectif de promouvoir le lancement d'*Obščaja gazeta*<sup>294</sup>. Pavlovskij finit par révéler être l'auteur de ce document-fiction.

C'est grâce à cette *Version N°1* que la "Famille", en concurrence avec les proches d'El'cin issus des ministères de force, remarque Pavlovskij et fait appel à ses services pour rehausser l'image d'El'cin pendant la campagne présidentielle de 1996. Entre-temps Pavlovskij avait poursuivi sa mutation de journaliste en conseiller en stratégie politique et créé la "Fondation pour une politique efficace" (FEP) en juin 1995 (avec entre autres un ancien journaliste de l'agence de presse RIA Novosti<sup>295</sup>). Pendant la campagne électorale de 1996, la FEP est chargée du travail de propagande dans la presse régionale, et, selon certaines sources, fait circuler des "faux" visant à discréditer les communistes. La FEP sera sollicitée par le pouvoir exécutif pour toutes les campagnes ultérieures.

Pavlovskij s'est muté en conseiller politique tout en restant un acteur du champ journalistique. Si la revue *Vek XX i mir* disparaît en 1995, il crée un ensemble de sites internet politiques et de journaux d'information électroniques (cf. supra).

Il est probablement le "technologue politique" le plus médiatisé, participant régulièrement à des émissions politiques à la télévision et se laissant présenter comme l'un des principaux conseillers d'El'cin puis de Poutine. La présentatrice du journal télévisé du soir de la première chaîne (ORT) le définit en 2000 comme celui "*qui remplit implicitement le rôle d'idéologue en chef du Kremlin et à qui l'élite politique attribue le rôle de conseiller de l'ombre du Président*"<sup>296</sup>. Il a également sa marionnette dans le programme "Kukly", équivalent des "Guignols de l'info".

Enfin, apothéose, il obtient en octobre 2005 sa propre émission sur NTV, "*Real'naja politika*" (qu'on pourrait traduire par "realpolitik"), où il est chargé d'expliquer les prises de position de Poutine.

Pavlovskij s'est donc transformé d'oppositionnel en expert au service du pouvoir.

Toutefois, l'avenir (et les revenus) des spécialistes des campagnes pourrait bien être menacé par l'instauration depuis 2002 d'une barrière financière à l'entrée de la compétition électorale (caution électorale). Les élections doivent demeurer assez compétitives et l'issue assez incertaine pour que le recours à leurs services soit justifié. Or, l'existence d'une caution électorale élevée a tendance à réduire le nombre de compétiteurs et à rendre les résultats de moins en moins incertains. Ainsi, aux élections à la Douma de la ville de Moscou en décembre 2005, le parti Russie unie de Poutine avait la quasi-certitude de remporter la majorité des sièges.

#### **Encadré 25 : Les nouvelles barrières à l'entrée de la compétition électorale**

Pour présenter des candidats, un parti doit soit réunir un nombre conséquent de signatures, soit déposer une caution électorale qui représente 15 % des dépenses maximales autorisées par la loi. La caution s'élève donc, pour les élections législatives de Russie, à environ 1,7 million d'euros par parti (le plafond autorisé des dépenses par parti est de 400 millions de roubles ou 11,7 millions d'euros: cf. art. 64-3 et 66-3 de la Loi fédérale sur les élections des députés à la Douma d'Etat), et pour les élections à la Douma de Moscou, à environ 40 000 euros par candidat (le plafond des dépenses est de 9 millions de roubles ou 264 700 euros: art. 34 et 57 du "Code électoral de la ville de Moscou"). La somme est gelée pendant la durée de la campagne et remboursée au parti/candidat si la liste fédérale obtient au moins 4 % des suffrages exprimés pour les législatives de Russie et

conflit entre l'Ossétie du Nord et l'Ingouchie. En décembre 1992, il s'attelle à la création du journal *Obščaja gazeta* ("Journal commun", dont l'unique numéro paru jusqu'alors datait du putsch d'août 1991 et constituait une publication commune des journaux démocratiques) (cf. la biographie de E. Jakovlev dans A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ, *Kto est' kto v rossijskoj politike...*, op. cit., 1993, p. 671-672).

<sup>293</sup> Versija-1. *Obščaja gazeta*, 18-24/3/1994. Les conjurés seraient O. Soskovec, premier vice-Premier ministre, V. Šumejko, speaker du Conseil de la Fédération (chambre haute du Parlement), alliés à A. Koržakov (chef de la garde présidentielle), Ju. Lužkov (maire de Moscou) et M. Poltoranin (président du Comité de la Douma d'Etat pour la politique d'information et les communications).

<sup>294</sup> Hleb Pavlovskogo, op. cit., 2001.

<sup>295</sup> Ancienne Agence de presse Novosti (APN).

<sup>296</sup> *Vremja*, 9/7/2000. Cf site de FEP <http://www.fep.ru/publications/management/spor-o-g.html> [page consultée le 8/11/2005].

3 % pour les candidats se présentant au scrutin uninominal aux élections de la Douma de la ville de Moscou. La somme doit être restituée aux sponsors de la campagne.

A défaut de caution, le parti ou le candidat doivent présenter une liste de signatures: 200 000 dans au moins 20 sujets de la Fédération (régions) pour les élections législatives de Russie (art. 39-3 de la Loi fédérale sur les élections des députés de Russie), et l'équivalent de 1 % des inscrits dans chaque circonscription pour les élections à la Douma de Moscou (art. 34-1 du Code électoral de Moscou) (soit environ 42 600 signatures dans la plus petite circonscription, et 51 000 dans la plus grande). Pour entrer dans la compétition électorale, un nouveau parti doit donc disposer d'un appareil régional conséquent, ou être en mesure de payer la caution en plus de ses frais de campagne.

Aux élections de décembre 2005 à la Douma de la ville de Moscou, 35 sièges étaient à pourvoir, dont 15 au scrutin uninominal (15 circonscriptions) et 20 au scrutin de liste (1 seule circonscription pour Moscou). Dans les 15 circonscriptions, le parti Russie unie a présenté 15 candidats, le Parti communiste (KPRF) n'a pu en présenter que 13, et le parti Jabloko 4. Les 35 sièges se sont répartis comme suit: 28 pour Russie unie (qui a remporté les 15 sièges attribués au titre du scrutin uninominal, et 13 sièges au scrutin de liste), 4 pour le KPRF, 3 pour Jabloko. L'abstention s'est élevée à 65,25 %.

Sources:

- Federal'nyj zakon Rossijskoj Federacii ot 18/25/2005 N°51-FZ o vyborah deputatov Gosudarstvennoj Dumy Federal'nogo Sobranija Rossijskoj Federacii [Loi fédérale N° 51-FZ du 18/5/2005 sur les élections des députés à la Douma d'Etat de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie],
- Zakon g. Moskvy ot 6/5/2005 N°38 "Izbitatel'nyj kodeks goroda Moskvy" [Loi de la ville de Moscou du 6/5/2005 N°38 "Code électoral de la ville de Moscou"],
- Résultats des élections de décembre 2005 à la Douma de la ville de Moscou [consultés sur le site <http://www.cityline.ru/politika/vybory/mgd05.html>, le 15/3/2006].

### 3/ Carrières dans le champ économique

La plupart des reconversions dans le monde des affaires intervient après un passage dans la politique. La sphère économique offre un débouché dans deux cas: lorsqu'il y a impossibilité de rester ou d'entrer dans le champ du pouvoir, et en cas de récompense pour services rendus lors des campagnes électorales. Dans le premier cas, les individus créent leur propre entreprise (PME) ou font du lobbying pour de grandes entreprises. Dans le second, on observe un phénomène de "pantouflage" dans des entreprises publiques ou semi-publiques en voie de privatisation: les individus servent souvent d'agents de privatisation, puis prennent la tête d'entreprises privées issues du morcellement des anciennes entreprises publiques.

I. Boganceva (deuxième cohorte, membre du MOI, puis de Russie démocratique) est élue député du *Mossovet* en 1990, puis travaille dans l'appareil exécutif du soviétique. Elle devient Présidente du Comité du gouvernement de Moscou pour les formes alternatives d'éducation (i.e. enseignement privé), poste qu'elle doit quitter en juillet 1992 après la démission du maire de Moscou, G. Popov. Elle crée alors une école privée, dans la même sphère d'activité que ses fonctions à la Mairie de Moscou.

V. Kriger (deuxième cohorte, membre du MOI, puis de Russie démocratique) n'a pas été élue en 1990 mais a dirigé l'appareil régional du mouvement Russie démocratique. Elle quitte la politique en 1993, opposée à l'absorption de Russie démocratique par le bloc électoral Choix de la Russie (dirigé par Gajdar). Elle crée avec son mari une entreprise d'excavation, selon toute vraisemblance sans utiliser ses liens avec la sphère politique.

Certains informels/démocrates se replient sur la position de lobbyiste pour des entreprises lorsqu'ils n'ont plus la possibilité de se placer dans la sphère politique.

O. Rumjancev (première cohorte, membre du club Perestrojka, du club Perestrojka démocratique, du Parti social-démocrate de Russie) avait été secrétaire de la

Commission constitutionnelle du Congrès des députés de Russie à partir de 1990 et l'auteur malheureux d'un projet de constitution qui n'a pas été adopté. Il n'a jamais pu être réélu au parlement après 1993. En 1995, il soutient une thèse en droit constitutionnel (donc, après avoir rédigé un projet de Constitution) et devient expert de la Commission des lois de la Douma d'Etat. En 1997-1998, il est secrétaire adjoint de l'Assemblée parlementaire de l'Union de la Biélorussie et de la Russie (union qui ne voit pas le jour). Son passage dans la sphère économique date de 1998 où il est engagé par la société Mars en Russie au poste de directeur des relations avec les investisseurs. En 2002, il entre dans le secteur énergétique: il est nommé vice-président de Shell Russie, responsable des relations avec les organes de l'Etat. En 2005, il occupe une fonction similaire dans la compagnie russo-anglaise d'hydrocarbures TNK-BP (dont British Petroleum détient 50 % du capital). Pour lucrative qu'elle soit, la fonction de lobbyiste n'a pas le prestige qu'aurait procuré la position de "père de la Constitution" que Rumjancev a failli détenir.

Le pantouflage dans de grandes entreprises publiques fait souvent partie intégrante de la carrière politique. Le passage d'anciens membres du mouvement démocratique dans ces entreprises ne doit en effet pas seulement être compris comme une récompense pour services rendus dans la sphère politique (notamment lors des campagnes électorales), ils y exercent aussi une activité politique: ils sont souvent dépêchés pour mettre en œuvre le programme de privatisation<sup>297</sup>. Si les compétences électorales ont du mal à se transformer en postes politiques, la reconversion a l'air plus facile dans la sphère économique. Une fois les opérations de privatisation réalisées, certains ont pu retrouver des postes dans des institutions de l'Etat, dans le secteur d'activité de l'entreprise où ils avaient été affectés, puis sont retournés aux affaires économiques dans une perspective cette fois-ci plus lucrative.

K. Ignat'ev (deuxième cohorte, membre du MOI puis de Russie démocratique) s'est spécialisé dans le secteur télévisuel. Organisateur de campagnes en 1990 au MOI, il est l'un des dirigeants de l'appareil du mouvement Russie démocratique (il n'a pas été élu député au *Mossoviet*). En 1993, à l'âge de 27 ans, il devient premier Vice-président et Directeur général de la Société publique de télévision et de radiodiffusion "Ostankino", qu'il est chargé de transformer en société anonyme en vue de sa privatisation<sup>298</sup> (Ignat'ev n'a aucune formation en économie<sup>299</sup>). En octobre 1993, élu député à la Douma d'Etat sur la liste Choix de la Russie, il devient président du Sous-comité pour la télévision et la radio du Comité de la Douma pour la politique d'information et la communication. De 1995 à 2000, il retourne à la direction de la première chaîne, rebaptisée ORT: Ignat'ev est le premier adjoint du Directeur général pour les programmes et le développement d'ORTV, détentrice de la chaîne ORT. A partir de 1997, il contrôle le marché publicitaire d'ORT en devenant Directeur général de la filiale d'ORTV détenant un droit exclusif de vente de la publicité sur la première chaîne. En 1998, il participe à la création de chaînes régionales dont une filiale d'ORT est l'opérateur.

A. Golovkov (seconde cohorte, membre du Club d'électeurs de l'Académie des sciences ou KIAN, secrétaire adjoint du Groupe interrégional des députés de l'URSS)

---

<sup>297</sup> Ils sont généralement intervenus lors de la seconde phase des privatisations, i.e. celle des enchères publiques, qui a succédé à la distribution de chèques de privatisation (ou *vouchers*) à la population. Voir sur la "thérapie de choc" et le programme de privatisation J. SAPIR. *Le chaos russe. Désordres économiques, conflits politiques, décomposition militaire*. Paris: La Découverte, 1996, 328 p.

<sup>298</sup> Celle-ci aura lieu en novembre 1994. L'Etat gardera 51 % du capital.

<sup>299</sup> A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ. *Kto est' kto v rossijskoj politike...*, op. cit., 1993, p. 237.

s'occupe, lui, de la privatisation dans le secteur de l'assurance. On se souvient qu'il avait été un proche conseiller de G. Burbulis et qu'il avait organisé l'appareil du "gouvernement des réformes" de Gajdar en 1991-1992. Il est élu député de la Douma en 1993 et en 1995 sur des listes soutenues par le pouvoir exécutif (Choix de la Russie en 1993, Notre maison la Russie en 1995). Au cours de ces deux mandats, il siège au Comité de la Douma pour le budget, les impôts, les banques et les finances. De 1998 à 2002, il est Directeur général de la compagnie publique d'assurance Rosgosstrah dont il annonce un plan de privatisation en 2001 (vente de 49 % du capital)<sup>300</sup>. L'année suivante, il quitte Rossgostrah pour prendre la direction de différentes sociétés d'assurance et d'investissement appartenant à LUKoil<sup>301</sup>. Cette carrière économique est fortement corrélée à ses activités dans le champ politique: lors des élections présidentielles de 1996 et des élections législatives de 1999, Golovkov met ses talents d'organisateur de campagnes au service du pouvoir exécutif (il occupe des positions concomitantes dans la politique et l'économie, mais ne détient pas de poste politique officiel: il n'y a donc pas de cumul à proprement parler). En 1996, il intervient aux côtés de Lebed' qui se désiste au second tour au profit d'El'cin. En 1999, il dirige la campagne de la liste prprésidentielle Unité (*Edinstvo*). En mars 2004, Golovkov recouvre un poste dans l'exécutif puisqu'il est nommé chef adjoint de l'appareil du gouvernement, puis directeur du secrétariat d'un vice-Premier ministre.

Parmi les anciens informels/démocrates qui "pantoufflent" (relativement peu nombreux), on ne trouve que des membres de la seconde cohorte, bien intégrés socialement et, comme on l'avait noté<sup>302</sup>, déjà dotés avant la perestrojka d'un certain "sens du placement". Mais ils ne détiennent pas les positions les plus élevées dans la hiérarchie et sont très mobiles: il n'y a parmi eux aucun directeur général de grande entreprise<sup>303</sup>; ils ne restent souvent que quelques mois à un même poste, vont d'une société à l'autre, de la politique à l'économie. Pour ces deux raisons, ils ne sont probablement pas inclus dans les études sur les élites post-communistes, qui ont tendance à se focaliser sur les détenteurs des postes les plus élevés (directeurs généraux ou présidents de grandes entreprises, présidents de comités de la Douma, chefs de partis) et à négliger ces acteurs politico-économiques qui naviguent avec une grande mobilité d'un champ à l'autre, à un niveau légèrement inférieur. Ils ne sont pas en position de se lancer dans les affaires aussi rapidement et avec autant de ressources que ceux qui sont situés dans les "élites", mais ils savent s'adapter pour conquérir des positions politiques qui leur permettent d'entrer dans les affaires. C'est au cours des années 1990, au moment de leur première reconversion (et non pendant la perestrojka), qu'ils acquièrent des ressources "stratégiques".

V. Šahnovskij ne vient ni de la nomenklatura du Parti (jusqu'en 1989, il était ingénieur électronicien à l'Institut d'énergie atomique Kourtchatov et simple membre du Parti), ni de la fraction du Komsomol qui s'est reconvertie très vite dans les affaires (comme

---

<sup>300</sup> V 'Rosgosstrah' pridut častnye kompanii. Gosudarstvo ostavljaet v svoih rukah kontrol'nyj paket akcij [Des entreprises privées vont entrer dans le capital de Rosgosstrah. L'Etat conserve le paquet de contrôle]. *Nezavisimaja gazeta*, 100 (2410), 6/6/2001.

<sup>301</sup> La compagnie pétrolière LUKoil est une société privée depuis 1994. En 1993, l'Etat détenait 90,77 % du capital, part qui chute à 26,9 % en 1997, 14,58 % en 2000, 7,6 % en 2002 et 0 % en 2004 [[http://www.lukoil.ru/static\\_6\\_Sid\\_244\\_.html](http://www.lukoil.ru/static_6_Sid_244_.html), page consultée le 8/11/2005].

<sup>302</sup> Cf. partie I, chapitre 2.

<sup>303</sup> A l'exception de A. Čubajs, qui doit sa carrière politique en partie seulement au mouvement informel/démocratique. Il est nommé au Conseil d'administration de la compagnie publique d'électricité RAO EES en tant que représentant de l'Etat en 1998, puis est élu président du Directoire. Dès sa nomination, il poursuit un plan de "restructuration" du secteur énergétique. Il réalise donc, à un niveau de pouvoir beaucoup plus élevé et dans un secteur très stratégique pour l'économie russe, les mêmes activités que les autres démocrates reconvertis en "agents" de privatisation.

M. Khodorkovsky, ancien président de Yukos). Il est l'un des membres dirigeants du Club du Parti de Moscou (MPK). En 1990, sa candidature au *Mossovet* est soutenue par Russie démocratique. D'abord député, il prend la direction du Secrétariat du Maire de Moscou en juin 1991 (après la victoire de Popov aux élections). Il arrive à conserver ce poste clé jusqu'en septembre 1997 sous Ju. Lužkov, qui avait pourtant éliminé la plupart des anciens conseillers de G. Popov. Il est probable que Lužkov ait fait une différence entre les démocrates issus de l'arène électorale (MOI/MNF), dont il s'est vite débarrassé, et ceux venant des clubs du Parti, plus proches de lui par leur biographie.

L'organisation de campagnes électorales joue également un rôle déterminant dans la trajectoire de Šahnovskij. En 1996, il dirige la campagne de Lužkov à la mairie de Moscou et participe à celle d'El'cin à la présidence de la Russie (il appartient au "groupe d'analyse" constitué par A. Čubajs). En septembre 1997, il entre à la direction de la compagnie pétrolière Yukos, présidée par Khodorkovsky. L'Etat étant encore actionnaire majoritaire de Yukos<sup>304</sup>, sa nomination peut sans doute être interprétée comme une récompense pour son activité lors des deux campagnes électorales. Par la suite, Šahnovskij poursuit sa carrière dans différentes entreprises dans l'orbite de la banque Menatep dirigée par Khodorkovsky (Yuksi, Menatep, Rosprom, Yukos Moscou). En 2003, cet ancien informel est classé parmi les 500 plus grosses fortunes du monde par le journal *Forbes* qui estime son patrimoine à un milliard de dollars<sup>305</sup>. Après l'arrestation de son patron Khodorkovsky, Šahnovskij est accusé de fraude fiscale en 2003.

#### 4/ Ancrage dans la sphère journalistique

Les informels de la première cohorte entrés dès 1989-1990 dans le journalisme s'y sont en général bien maintenus. Les anciens informels recrutés par *Kommersant* ont utilisé ce journal comme marchepied pour entrer dans d'autres journaux centraux. Mais même si certains deviennent des journalistes de renom, aucun n'a été rédacteur en chef de journaux importants: ils ont des positions de dominés dans le champ journalistique.

Parmi ceux qui ont commencé leur carrière à *Kommersant* en 1990, certains trouvent à se placer dans des journaux ou revues importants: *Vek XX i mir* (A. Fadin, rédacteur en chef adjoint de 1991 à 1993), *Obščaja gazeta* de E. Jakovlev (A. Fadin à partir de 1993, L. Sigal), *Nezavisimaja gazeta, Nouvelles de Moscou* (E. Krasnikov).

Dans la seconde moitié des années 1990, des informels/démocrates de la seconde cohorte, qui s'étaient jusqu'alors impliqués dans des journaux de partis ou avaient été élus à la Douma, font leur entrée dans le secteur journalistique.

I. Jakovenko (membre de la Plateforme démocratique du PCUS) avait travaillé à la revue *Dialog* du Comité central du PCUS lorsqu'il enseignait à l'Ecole supérieure du

---

<sup>304</sup> Toutefois, le statut, public ou privé, de Yukos n'est absolument pas clair à l'époque. L'Etat est le plus gros actionnaire, avec 45 % du capital. Mais, dans le cadre d'un programme généralisé à l'ensemble du secteur pétrolier appelé "actions contre prêts" et mis en œuvre à la fin de 1995, l'Etat cède temporairement (pour trois ans) à des banques ses parts dans les holdings pétrolières contre une ouverture de crédits au gouvernement. Dans le cas de Yukos, la banque bénéficiaire de cette cession temporaire est Menatep, déjà détentrice de 40 % du capital de Yukos. Elle contrôle donc 85 % des parts sans être formellement actionnaire majoritaire. A l'issue de cette phase, Menatep acquiert les 45 % d'actions de l'Etat (cf. C. LOCATELLI. La mutation de l'industrie pétrolière russe: vers l'émergence d'entreprises à l'occidentale? *Cahiers de l'Institut d'économie et de Politique de l'Energie*, 16, 1999).

<sup>305</sup> Cf. la biographie de V. Šahnovskij dans la base de données "Labirint" de Panorama.

Parti de Moscou. Devenu l'un des dirigeants du Parti républicain, il est rédacteur en chef du journal du parti (*Gospodin Narod*). Elu député en 1993 sur la liste Jabloko, il est membre du Comité pour la politique d'information et la communication de la Douma et président du Sous-comité pour la presse. En 1995, il est rédacteur en chef d'une revue d'analyse politique (*Rubeži*, Frontières) et président du Conseil social pour la renaissance de la Compagnie d'Etat de téléradiodiffusion (VGTRK) "Ostankino". Depuis 1998, I. Jakovenko est secrétaire de l'Union des journalistes de Russie.

On a ici surtout évoqué les reconversions des anciens informels/démocrates restés dans la vie publique: il s'agit donc de relatives réussites. Mais beaucoup ont disparu, notamment ceux qui n'ont pas réussi leur première reconversion (par exemple les organisateurs de partis aujourd'hui défunts) ou qui ne se sont pas relevés de la dissolution du Congrès en 1993, sont passés dans l'opposition dans le camp patriotique et ont fini par disparaître de la vie politique (Astaf'ev, Artëmov...).

### III/ Les formes d'engagement oppositionnel

#### 1/ Recherche et journalisme: des niches écologiques

Les anciens informels/démocrates qui sont devenus des opposants à El'cin puis à Poutine se concentrent essentiellement dans deux sphères professionnelles: la recherche et le journalisme.

Parmi eux, certains militants de gauche, comme G. Rakitskaja (aile marxiste du Parti social-démocrate) ou V. Dam'e (écologiste anarchiste), n'ont pas quitté la sphère académique en 1990 alors que la plupart des chercheurs participant au mouvement devenaient des professionnels de la politique. D'autres sont entrés dans la sphère scientifique au cours des années 1990 pour y chercher une forme de légitimité utilisable dans leur carrière politique.

Ainsi B. Kagarlickij (première cohorte, membre du KSI, du Front populaire de Moscou, du Comité moscovite des nouveaux socialistes, du Parti socialiste) devient chercheur à l'Institut de politologie comparée de l'Académie des sciences (ISPRAN, ancien Institut du mouvement ouvrier international) après avoir été député au *Mossovet* (1990-1993) et expert auprès de la présidence de la Fédération des syndicats indépendants (FNPR, anciens syndicats soviétiques) (1993-1995). En 1995, il soutient une thèse de *kandidat* sur les syndicats. A l'Institut de politologie comparée, il étudie le mouvement ouvrier et ses relations avec les partis de gauche<sup>306</sup>. Parallèlement, il travaille dans le journalisme (il dirige le service "politique et médias" de *Novaja gazeta* depuis 2002) et participe au mouvement altermondialiste (il dirige l'Institut des problèmes de la globalisation depuis 2002), ce qui lui permet d'entretenir ses liens (déjà anciens) avec la gauche occidentale.

A. Šubin (première cohorte, membre du club Obščina, de la Confédération des anarcho-syndicalistes, puis du Parti des verts de Russie) est devenu chercheur à l'Institut d'histoire universelle de l'Académie des sciences tout en poursuivant ses activités politiques dans le mouvement écologiste.

La plupart des informels/démocrates reconvertis dans le journalisme ont adopté des positions critiques à l'égard du pouvoir exécutif. Si leur sphère professionnelle est particulièrement meurtrie depuis l'arrivée de Poutine, leur contestation est bien souvent antérieure.

---

<sup>306</sup> B. Kagarlickij, entretien du 21/6/1996.

En 1993, A. Fadin, S. Mitrofanov, et même G. Pavlovskij, par exemple, sont opposés à la dissolution du Congrès des députés de Russie. Par la suite, Fadin publie une série de reportages et un ouvrage sur la guerre en Tchétchénie, qu'il qualifie de "*guerre coloniale*"<sup>307</sup>.

V. Pribylovskij publie un article dans *Novye Izvestija* en février 2003 sur la naissance d'un "*culte de la personnalité*" autour de Poutine<sup>308</sup>, qui entraîne le jour même le limogeage du rédacteur en chef du journal. Pribylovskij mène actuellement une enquête sur la montée de l'entourage de Poutine (officiers du KGB et hommes d'affaires avec lesquels il est entré en relation lorsqu'il dirigeait le Comité des relations économiques extérieures de la Mairie de Saint-Petersbourg de 1991 à 1996) dans les organes du pouvoir central<sup>309</sup>.

I. Jakovenko (seconde cohorte, membre de la Plateforme démocratique puis du Parti républicain) dénonce publiquement, en tant que secrétaire de l'Union des journalistes, la mise au pas de la chaîne de télévision NTV en 2001 (par l'intermédiaire de l'un de ses principaux créditeurs Gazprom-media) et le rachat en 2002 d'*Obščaja gazeta* qui n'a, explique-t-il, d'autre objectif que de vider le journal de son contenu<sup>310</sup>. Le journal a d'ailleurs cessé d'exister.

Enfin, plus exceptionnellement, certains informels/démocrates combinent une carrière d'experts électoraux et une trajectoire d'opposants politiques.

M. Maljutin n'a jamais participé à des campagnes électorales commanditées par le Kremlin. Il a travaillé pour l'Institut d'expertise de l'Union des entrepreneurs et industriels de Russie (RSPP) lorsque celle-ci occupait une position d'opposant centriste à El'cin. En 1996, il a voté au second tour pour G. Zjuganov, candidat du Parti communiste, considérant que son régime "*serait moins pesant et offrirait plus d'espace de liberté que celui d'El'cin, où tout est bloqué*"<sup>311</sup>. Enfin, Maljutin a participé au parti *Novye levye* (Nouvelle gauche), créé par d'anciens membres du Front populaire de Moscou.

## 2/ Les traces du mouvement dans la contestation politique

En octobre 1993, un certain nombre d'anciens informels/démocrates ont refusé de soutenir El'cin lors de la dissolution du Parlement et de son bombardement. Tous n'ont évidemment pas adopté cette posture critique: les "partisans inconditionnels" d'El'cin ont eu tendance à considérer "*les événements d'octobre 1993 [...] comme le dernier soubresaut d'un régime communiste agonisant et [ont] continu[é] de voir en B. Eltsine l'incarnation [d'un] pouvoir fort, réformateur et démocratique*"<sup>312</sup>. Depuis 1993, on voit réapparaître, à certains moments critiques de la vie politique, des formes ponctuelles de contestation inspirées du

---

<sup>307</sup> A. FADIN. *Tretij Rim v tret'em mire* [La troisième Rome dans le tiers monde]. Moscou: Letnij sad, 1999, 382 p. L'ouvrage est publié à titre posthume.

<sup>308</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. Pljus putinizacija vsej strany [Plus la poutinisation de tout le pays]. *Novye Izvestija*, 20/2/2003. L'expression est calquée sur le slogan de Lénine de 1920: "*Le socialisme, c'est le pouvoir des soviets plus l'électrification de tout le pays*".

<sup>309</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. Proishozhdenie putinskoj oligarhii [L'origine de l'oligarchie poutinienne]. *Polit.ru*, octobre 2005.

<sup>310</sup> Interview d'Igor' Jakovenko au "Club des femmes qui s'intéressent à la politique" [<http://www.arbatova.ru/club/guest/35.html>], consulté le 11/1/2005].

<sup>311</sup> Intervention lors d'un séminaire au Centre Carnegie, Moscou, 26/6/1996.

<sup>312</sup> A. BERELOWITCH, M. WIEVIORKA. *Les Russes d'en bas. Enquête sur la Russie post-communiste*. Paris: Seuil, 1996, p. 54. Les auteurs ont mené des enquêtes auprès d'adhérents du mouvement Russie démocratique.

mouvement informel et des débuts du mouvement démocratique, auxquelles participent les anciens du mouvement.

Les organisations politiques de la nouvelle génération (apparues au cours des années 1990) font appel aux membres du mouvement informel pour certaines de leurs compétences. Au moment de la première guerre en Tchétchénie en 1995-1996, les deux partis Jabloko et Choix de la Russie s'allient à des organisations directement issues du mouvement informel/démocratique comme Mémorial, le Club d'électeur de l'Académie des sciences (KIAN) ou le mouvement Russie démocratique (ainsi qu'au Comité des mères de soldats, de création plus récente) pour organiser des meetings et des piquets hebdomadaires sur la Place Pouchkine au printemps 1996<sup>313</sup>. Les organisations provenant du mouvement démocratique n'ont plus les capacités de mobilisation qu'elles avaient cinq ou six ans auparavant, mais leur savoir-faire acquis dans le "Hyde park" de la place Pouchkine en 1988 ou dans les grands meetings électoraux de 1989-1990 est reconnu par les acteurs de la nouvelle génération qui n'ont pas eu à mettre sur pied de telles actions collectives. De même, les techniques de contrôle des bureaux de vote élaborées par l'Union moscovite des électeurs (MOI) et le mouvement Russie démocratique en 1989-1990 sont utilisées en 2004 lors des élections présidentielles par diverses associations nouvelles d'électeurs (dont l'une s'appelle le "nouveau MOI"). M. Šnejder, l'un des principaux organisateurs des campagnes du mouvement démocratique en 1989 et 1990, prend part au recensement des irrégularités électorales au nom de l'Union des forces de droite (SPS). Lorsqu'il était membre du Front populaire de Moscou, il avait réalisé un travail similaire pour les élections de 1989.

Après 1993, certains informels ont cru voir un moteur possible de mobilisation dans leur passé commun et l'existence de réseaux d'affinités politiques qui ont survécu à la disparition des clubs: ils ont essayé de reproduire ou d'inventer de nouvelles formes de contestation. En 1997, par exemple, d'anciens informels (G. Pel'man, A. Fadin...) ont organisé une réunion à Moscou à l'occasion du dixième anniversaire de la "Rencontre-dialogue d'information 'Initiatives de la société dans la perestrojka'" d'août 1987. Une centaine de membres du mouvement (des deux cohortes) ont été invités. La plupart des intervenants y ont dressé un bilan plutôt amer du résultat de leur activité passée:

"C'est nous qui avons construit de nos mains ce qui est au Kremlin", déplorent O. Rumjancev et A. Isaev. "Nous n'avons pas fait ce qu'il fallait, ou pas jusqu'au bout, poursuit I. Boganceva. Nous sommes allés là où tout le monde est allé et non là où nous voulions mener les autres"<sup>314</sup>.

Selon toute vraisemblance, l'un des objectifs de cette réunion était de tester la possibilité de reconstituer un nouveau club de réflexion et d'opposition qui se distinguerait de l'opposition communiste ou nationaliste. Plusieurs orateurs ont défendu cette proposition, mais le club n'a jamais vu le jour.

On le voit, la forme "rencontre-dialogue" a fortement marqué les esprits. Et il n'est pas exclu que Pavlovskij, devenu conseiller du Kremlin, s'en soit inspiré pour organiser un "Forum civique" en novembre 2001 auquel ont été conviées diverses associations. Mais cette nouvelle mouture, orchestrée et portée par le pouvoir exécutif, n'a, pas plus que la "Rencontre-dialogue 10 ans après", déclenché de dynamique sociale.

Le mouvement informel, s'il n'existe plus depuis longtemps, subsiste à l'état de réseau lâche et étendu de relations, qui peut servir de lieu de diffusion d'idées et d'information. Ce réseau est sans aucun doute l'un des moteurs de diffusion de la notion de "démocratie dirigée" (*upravljaemaja demokratija* ou "managed democracy"), utilisée ces dernières années par des journalistes et des analystes politiques, pour décrier le régime de Poutine. Les anciens

<sup>313</sup> I. Boganceva, entretien du 29/6/1996.

<sup>314</sup> Rencontre du 19/10/1997.



informels ne sont pas les seuls à faire usage de cette notion, mais ils sont peut-être parmi les premiers à l'avoir popularisée en Russie<sup>315</sup>.

Certains informels ont inventé de nouvelles formes de contestation, souvent ponctuelles. Des adhérents de l'Union démocratique (DS) ont créé le Mouvement "Non" contre les deux candidats du second tour des élections présidentielles de 1996 (El'cin et Zjuganov), auquel ont pris part quelques anciens informels<sup>316</sup>. V. Pribylovskij, outre ses activités au centre "Panorama", a fondé par dérision le parti Russie subtropicale en automne 1993, qui se donne pour objectif d'"améliorer le climat politique en Russie" en augmentant la température extérieure minimale jusqu'à 20°C<sup>317</sup>. Adhérent à Russie subtropicale d'anciens informels, comme S. Mitrohin, député de Jabloko à la Douma d'Etat puis à la Douma de Moscou, ou V. Lepëhin, consultant électoral, ancien analyste politique du Comité central du Komsomol (1988-1989) et ancien membre du Front populaire de Moscou.

Le mouvement démocratique a été aspiré par le champ du pouvoir et s'y est en grande partie dissous, avant que ses représentants n'en soient peu à peu éliminés. Il semble que ceux qui n'ont pas occupé de positions élevées dès 1990, mais qui ont fait une ascension progressive dans les structures du pouvoir (locales puis fédérales) ou qui ont opéré une première reconversion hors du champ politique (dans le journalisme par exemple), aient en définitive mieux réussi leur reconversion. C'est le cas d'une partie importante des membres de la première cohorte. Habités dès avant la perestrojka à avoir des carrières professionnelles instables, leur capacité d'adaptation a pu jouer en leur faveur dans la période post-soviétique.

Les relatives réussites concernent principalement deux types d'acteurs: (i) les plus jeunes, diplômés dans les secteurs les plus demandés par le pouvoir (droit, économie) et issus de la "bonne société", (ii) ceux, plus âgés, qui se sont fait un nom (dans la dissidence, dans le mouvement informel/démocratique, dans la politique après 1990) et ont été capables d'investir plusieurs champs professionnels, de constituer un groupe de fidèles qu'ils emploient, de conserver des parties de réseaux issus du mouvement et de transformer cette réputation pour conquérir une clientèle politique souvent haut placée.

Sauf exceptions, les informels/démocrates ont des positions marginales dans l'espace politique. Ils n'appartiennent pas à l'establishment: ils se sont reconvertis plutôt en petits entrepreneurs de la politique qu'en hauts fonctionnaires ou décideurs. Ils occupent donc des positions subalternes. Situés à l'extérieur du champ du pouvoir, ces entrepreneurs dépendent des commandes de ce champ. Ce système de dépendance, qu'on peut qualifier de clientéliste, a transformé certains oppositionnels en "serviteurs" du régime. Mais un mécanisme trop bien huilé de contrôle du processus électoral, tel qu'il se dessine actuellement avec l'instauration de barrières financières propres à réduire la compétition et l'incertitude, pourrait à terme rendre superflue la profession de consultants électoraux et faire rebasculer certains de ses ténors dans une activité politique d'opposition.

---

<sup>315</sup> L'expression a été forgée en 1957-1959 en Indonésie sous (et par) Soekarno pour définir son régime après une phase de "démocratie libérale parlementaire". Les spécialistes de l'Indonésie définissent la "démocratie dirigée" comme un système corporatiste. Le terme fait son apparition en Russie en 2003 non sous la plume d'opposants mais de conseillers de Poutine: d'abord de "technologues politiques" tels que Pavlovskij, puis du chef de l'Administration présidentielle. Il est presque aussitôt repris par des adversaires de Poutine qui lui insufflent un autre contenu. Mais ce qui nous intéresse ici est que l'expression a très vite circulé entre anciens informels, même s'ils sont aujourd'hui de bords politiques différents.

<sup>316</sup> V. Pribylovskij, entretien du 28/6/1996.

<sup>317</sup> Le ministère de la Justice a refusé d'enregistrer le parti au motif que son objectif était contraire à la loi sur la protection de l'environnement et à la Constitution. Voir le site de Russie subtropicale: <http://www.cityline.ru/politika/str/otkaz94.html>.

Quand ils ont des postes dans le champ du pouvoir, les anciens informels/démocrates ne contrôlent pas de ressources stratégiques (ils n'ont pas de région ou d'entreprise d'Etat sous leur contrôle). Et lorsqu'ils se trouvent dans des institutions dotées d'un pouvoir important, comme l'Administration présidentielle, il n'est pas sûr que leurs postes d'experts leur en procurent beaucoup.

Les opposants à El'cin puis Poutine restés dans le camp démocratique ont presque tous déserté le champ des partis (à l'exception de membres de Jabloko, dont la représentation dans les organes élus se réduit de plus en plus) et se concentrent surtout dans le milieu scientifique et le journalisme. Quant aux opposants qui ont rejoint le camp nationaliste, ils ont disparu de la scène publique.

Au-delà de formes de protestation assez ponctuelles, qui peuvent reproduire à une plus petite échelle les modes de mobilisation inventés par leur mouvement pendant la perestrojka, les anciens informels/démocrates ne semblent pas en mesure de constituer le ferment d'une nouvelle opposition. Les propositions en ce sens formulées lors de la rencontre des informels "dix ans après" sont restées lettre morte.

## CONCLUSION

Cette thèse éclaire l'un des aspects de la décomposition de l'URSS: celle de son système politique, dont les clubs informels ont été des acteurs.

L'apport méthodologique est d'avoir croisé trois dimensions, qui procèdent de durées différentes, pour analyser l'émergence et les transformations de ces clubs:

- le "matériau humain", i.e. les parcours biographiques vus sur le long terme (depuis la Révolution). Les trajectoires familiales, travaillées par l'histoire sociale et politique du pays, permettent de comprendre de quoi est faite la socialisation politique des animateurs des clubs. Les trajectoires individuelles antérieures à la perestrojka montrent comment deux générations politiques – les "soixantards" et les dissidents – influencent elles aussi le rapport des futurs informels au politique,
- les conjonctures ou états de l'espace politique pendant la perestrojka, qui contraignent les modes de perception des acteurs, leurs calculs,
- les formes organisationnelles et les stratégies du mouvement face au pouvoir.

C'est à travers l'analyse des interactions entre les clubs et les autres acteurs qu'on a pu saisir l'évolution de ces deux dernières dimensions. Dans cette optique, certains événements structurants ont été étudiés de façon détaillée parce qu'ils constituent des points de basculement au-delà desquels ce qui paraissait impensable devient jouable, ce qui paraissait possible devient impossible. Ce sont des moments de reconfiguration des relations, qui ouvrent (ou ferment) des possibilités dont les acteurs se saisissent (ou sont désaisis).

L'objet "mouvement informel" est en constante évolution, ce qui implique une contrainte majeure pour le chercheur qui ne doit jamais tenir une identité, une relation, des règles du jeu pour des réalités stables. L'un des objectifs de ce travail a été de mettre en lumière les moments de flottement des identités, non seulement dans le mouvement mais aussi dans le Parti, et les moments de cristallisation de ces identités.

Prise sous cet angle, l'étude du mouvement informel apporte un éclairage sur les processus qui ont lieu pendant la transition en Russie. Elle permet de suivre les états successifs de l'espace politique, les mécanismes par lesquels le système perd de sa solidité, devient fluide, et les effets de cette fluidité sur les acteurs et les institutions.

On a particulièrement insisté sur la différence entre deux configurations de l'espace politique: la première, entre 1987 et 1989, correspond à un relâchement du système; la seconde, entre 1989 et 1990, à son effritement. L'empire soviétique commence à se disloquer; les institutions changent de poids (montée en puissance des soviets; morcellement du parti unique, jusqu'alors noyau du système). La dynamique de compétition effrénée et généralisée qui se met en branle à l'occasion des élections aux Congrès des députés du peuple de l'URSS en 1989 et de la RSFSR en 1990 conduit au délitement du système.

Les transformations de l'espace politique entre 1987 et 1990 affectent directement le mouvement informel, son recrutement, le mode de construction de son identité, sa structuration et sa stratégie par rapport au pouvoir.

Le recrutement du mouvement se met à changer. L'analyse a montré l'existence de deux cohortes qui entrent à des moments différents et se distinguent par le passé politique de leurs membres avant la perestrojka. Contrairement aux pionniers, les nouveaux venus n'ont pas été des oppositionnels dans les années 1970. Ils n'ont pas non plus pris part au travail de sape des premiers informels en 1987-1988 et aux jeux complexes qu'ils ont joués avec les réformateurs du Parti pour gagner un espace d'action, ouvrir des brèches.

Les modes de construction de l'identité du mouvement sont différents d'une période à l'autre. Le principal repère qui sert aux informels de la première génération à se définir est le clivage entre "conservateurs" et "réformateurs" au sein du Parti: ceux qui prennent la tête du mouvement informel vont soutenir les réformateurs et entrer dans une relation de transaction avec eux. Anciens oppositionnels pour la plupart, ils inventent une nouvelle façon de jouer: ils prennent le risque d'être stigmatisés pour leurs contacts avec le Parti, mais ont une connaissance du système et de ses failles suffisamment fine pour se lancer dans un double jeu avec les réformateurs. Aucune des deux parties, informels et réformateurs, ne veut se lier trop ouvertement à l'autre et préfère laisser un degré d'incertitude dans les relations de transaction. L'ambiguïté est donc voulue, mais elle produit un effet non intentionnel pour les réformateurs puisqu'elle incite les informels à ne pas respecter les règles définies précédemment et à acquérir une autonomie dans le jeu. La collusion avec les réformateurs marque l'identité des informels et agit comme une contrainte forte sur leurs relations avec les autres acteurs. Néanmoins, ils arrivent plus ou moins à contrôler la construction de leur identité car les espaces de jeu dans lesquels ils sont impliqués, bien qu'interdépendants, sont distincts, cloisonnés. Les frontières du mouvement sont relativement protégées. Il y a de l'ambiguïté dans les relations avec les réformateurs (mélange de coopération et conflit), mais pas de mélange des genres. Gorbačëv n'essaie pas de prendre la tête du mouvement; les informels ne semblent d'ailleurs pas l'y appeler. Les personnalités du milieu académique issues de la génération du dégel (les "soixantards") n'ont pas autorité sur le mouvement: ce sont des intermédiaires avec le Parti et des protecteurs, non les leaders du mouvement.

Dans la seconde période (1989-1990), le Parti se morcelle selon plusieurs lignes de fracture – géographique, administrative et idéologique. L'opposition "réformateurs" vs "conservateurs" n'est plus le principal clivage par rapport auquel les informels/démocrates se définissent: c'est l'opposition entre "modérés" (Gorbačëv) et "radicaux" (El'cin, Afanas'ev, etc.) *au sein* du camp réformateur qui devient déterminante. Les informels/démocrates s'allient aux "radicaux" contre l'"appareil" du PCUS, censé représenter toutes les autres tendances. Le mouvement passe alors d'une logique de collusion avec une partie des réformateurs à une logique d'opposition frontale au régime. Le mouvement démocratique est un mouvement d'opposition plus classique que son prédécesseur et mène un jeu un peu moins subtil, à la fois parce que les nouveaux acteurs qui y entrent n'ont pas l'habitude de jouer avec les règles, et que le processus électoral enclenché en 1989 montre qu'il est "payant" de se présenter comme une opposition radicale au Parti. Dans cette seconde période, les arènes de compétition ont tendance à se multiplier. Les soviets sont en concurrence avec le Parti pour s'affirmer comme lieux de pouvoir, les arènes républicaines contestent la prééminence de l'arène centrale aussi bien dans les soviets que dans le Parti, le pouvoir exécutif naissant issu des soviets se met à grignoter les pouvoirs des soviets eux-mêmes. Les compétitions ont lieu non seulement à l'intérieur mais entre les institutions, et ce qui se passe sur une arène affecte directement les autres. Les frontières entre les espaces de jeu s'estompent. Dans ce contexte, les identités, tant des informels/démocrates que des autres acteurs (y compris des professionnels de la politique que sont les dignitaires du Parti), ne sont plus maîtrisées par ceux qui les portent: elles sont ballottées au gré des événements. Gorbačëv était à gauche, il est désormais perçu comme de plus en plus à droite (i.e. du côté des conservateurs). El'cin était un réformateur du Parti, il devient porte-parole du mouvement démocratique. L'"appareil" se met à désigner presque indistinctement les "réformateurs modérés" et les "conservateurs". Le label informel devient disqualifiant, les informels s'en distancient et deviennent des "démocrates". Les frontières entre les acteurs sont elles aussi poreuses. Il est de plus en plus difficile de tracer une ligne distincte entre le mouvement et le Parti. Les clubs du Parti se transforment en ressources dans les luttes de pouvoir au sein du PCUS et sont investis par des notables du Parti. L'un d'eux (El'cin) arrive même à devenir le leader

charismatique du mouvement, précisément parce qu'il se trouve sur plusieurs arènes. Sa montée en puissance dans le mouvement s'explique par la multiplicité des arènes de compétition, l'absence de cloisonnement entre elles et la collusion des informels/démocrates avec une partie des réformateurs. La collusion n'avait pas produit un tel phénomène dans la première période parce que le cloisonnement des espaces de jeu permettait aux informels de maintenir leurs distances vis-à-vis des acteurs extérieurs au mouvement.

La structuration du mouvement se modifie radicalement. Dans la période 1987-1988, les informels qui négocient avec les réformateurs du Parti occupent une place centrale dans la construction et la représentation du mouvement. Ils arrivent à imposer une définition du mouvement, celui d'un mouvement qui coopère avec le pouvoir réformateur dans l'espoir d'exercer une influence au niveau le plus élevé (Comité central du PCUS). Les clubs périphériques vont eux aussi adhérer à cette définition du mouvement et utiliser les ressources administratives dont bénéficient les clubs centraux. Néanmoins, la hiérarchisation interne est vite contestée, mais les conflits qu'elle génère, loin d'être destructeurs, sont un facteur d'expansion du mouvement dans l'espace politique: les clubs périphériques inventent de nouvelles formes de mobilisation, de nouvelles ressources, et entraînent les clubs centraux dans cette dynamique. La hiérarchie interne existe, mais elle ne crée pas d'inhibition.

En 1989, les informels de la première génération (qu'ils appartiennent ou non au noyau dirigeant) commencent à perdre le contrôle de leur mouvement. Ils sont supplantés par d'autres acteurs qui ont mis beaucoup plus de temps à réagir: il s'agit des nouvelles recrues qui s'engagent dans les clubs d'électeurs et les clubs du Parti, des notables qui se présentent aux élections de 1989 contre l'"appareil", et d'une partie de l'establishment académique qui revendique le leadership du mouvement. Une fois entrés dans le jeu politique d'opposition, ces "retardataires" vont aller beaucoup plus vite que les premiers informels pour construire un mouvement qui prend la forme d'une "vraie" opposition.

Les "hommes de l'appareil" deviennent centraux dans le mouvement. Ils sont plus prompts à saisir les enjeux, et leur multipositionnalité leur offre une grande latitude pour se déplacer dans un espace politique caractérisé par une certaine opacité. En 1990, El'tsin se lance à la conquête du pouvoir au niveau de la république de Russie, niveau jusqu'alors insignifiant comparé au niveau central ou même au niveau de la ville de Moscou. Il fait preuve de plus d'audace ou de "flair" que d'autres, et tente d'autant plus facilement ce pari qu'il détient par ailleurs un poste de député de l'URSS<sup>1</sup>. Ce sont les hiérarques du Parti qui deviennent dominants dans le mouvement et dans la transition en général. Ils se sont appuyés sur les informels/démocrates qui n'ont joué que les utilités. Dans les autres pays de l'Est, les oppositionnels – dissidents, soixantards et la génération équivalente aux informels – n'ont pas été aussi marginalisés qu'en Russie; certains ont même joué un rôle de premier plan dans les transformations politiques, même si les anciennes élites ont survécu.

En 1989-1990, deux organisations créées et contrôlées principalement par les membres de la seconde cohorte sont en concurrence pour le leadership du mouvement démocratique: la Plateforme démocratique du PCUS et Russie démocratique sur la scène électorale. Chacune a tendance à voir l'arène où elle est engagée comme centrale dans le jeu politique actuel et futur. Les membres de la Plateforme démocratique du PCUS considèrent l'arène du Parti comme le berceau du futur multipartisme, le gisement du grand parti démocratique unifié qui

---

<sup>1</sup> Il semble en effet que la mobilité de certains dans l'espace politique tienne plus du flair que du calcul. Nombreuses sont les études qui soulignent par exemple l'erreur de Gorbačëv d'avoir négligé de contrôler les élections au Congrès des députés de la RSFSR en mars 1990. Or, étant donné l'état de délitement des institutions et la difficulté à saisir où se situe le centre de gravité du pouvoir, il ne s'agit pas vraiment d'une "erreur de calcul" car il est impossible de calculer.

doit s'opposer aux conservateurs. Les clubs engagés sur l'arène électorale ont tendance à considérer que le multipartisme naîtra du processus électoral. Les deux fédérations sont en concurrence, sans que celle-ci soit ouvertement déclarée.

Les informels de la seconde cohorte n'hésitent pas à se laisser entraîner dans un mouvement d'opposition frontale au régime – et y sont encouragés par les résultats des élections de 1989 – peut-être parce qu'ils n'ont pas pleinement perçu les changements en cours depuis 1987 et gardent à l'esprit une grille d'analyse héritée de la période brejnévienne: certains continuent de croire en 1989 à l'existence de la catégorie "activités anti-parti" et au fait que leur action, susceptible selon eux d'être caractérisée de la sorte, peut entraîner de lourdes conséquences sur leur statut. La mobilité tactique des membres de la seconde cohorte, qui font basculer le mouvement informel dans l'affrontement avec le Parti, n'empêche donc pas certains de percevoir la réalité avec retard.

Les deux mouvements – informel et démocratique – se distinguent aussi par leur mode de disparition. Le mouvement informel est englouti par le mouvement démocratique; tout ce qui faisait son identité s'y dissout. La collusion avec les réformateurs du Parti s'effondre en 1989, la forme "club" est investie par d'autres et prend des sens différents, le label "informel" devient disqualifiant. Les clubs informels de Moscou de la première génération doivent se transformer pour rester dans le jeu: ils deviennent des partis, qui se définissent tous comme "russes" et la plupart comme "libéraux" alors qu'en 1987-1988 ils se voyaient comme soviétiques et se définissaient à "gauche" (avec toute l'ambiguïté de ce terme). Ils troquent la forme "club" contre celle de "parti" en pensant y gagner en respectabilité, mais les partis ne contrôlent pratiquement aucune ressource, n'ont presque pas de poids dans les jeux de pouvoir. Ils semblent en tout cas bien moins peser aux yeux des gouvernants que les clubs au début de la perestroïka. L'absorption du mouvement informel par le mouvement démocratique est finalement passée inaperçue: on a fini par confondre ces deux mouvements, pourtant très différents.

Quant au mouvement démocratique, c'est la collusion avec El'cin et le nouveau pouvoir russe qui sont les principaux facteurs de sa décomposition. La dépendance croissante du mouvement à l'égard d'El'cin ne lui laisse presque aucune marge de manœuvre. A partir de 1990, les informels/démocrates sont amenés à le soutenir, à faire bloc autour de lui contre les opposants communistes: le mouvement apparaît comme un vassal. Cette relation de dépendance se relâche après l'échec du putsch d'août 1991: l'effondrement de l'arène soviétique et des conservateurs du Parti délie complètement les mains d'El'cin. Le mouvement démocratique n'est plus un point d'appui nécessaire. Une partie importante des démocrates se distancie alors, voire rompent, avec l'exécutif russe sur la question fédérale (ils s'opposent à la dislocation de l'URSS), la question des réformes économiques (l'aile gauche du mouvement informel se tient à distance et passe dans l'opposition). Autre facteur de décomposition du mouvement démocratique: les institutions de pouvoir russes recrutent un certain nombre de ses représentants, laissant le mouvement presque exsangue et ses leaders très dépendants de l'exécutif pour leur professionnalisation. Enfin la défaite du successeur de Russie démocratique (le bloc Choix de la Russie) aux élections législatives de décembre 1993, d'autant plus cuisante qu'elle n'est absolument pas anticipée, achève la décomposition du mouvement démocratique.

Le mouvement informel disparaît en 1989-1990, mais il subsiste encore très partiellement sous certaines formes. L'engagement dans une activité politique génératrice d'émotions fortes, l'appartenance à une sorte de monde à part où les individus se sont entièrement engouffrés, même s'il ne s'est agi que d'une brève période, ont eu un puissant effet de socialisation et de redéfinition identitaire: toutes les trajectoires biographiques, les

individus eux-mêmes s'en sont trouvés modifiés<sup>2</sup>. Il demeure peut-être aujourd'hui une sensibilité politique, un esprit d'opposition chez certains, qui se manifeste contre le régime de V. Poutine. Le mouvement informel/démocratique a été un lieu d'invention de formes d'organisation et de mobilisation (plus que de réflexion ou de production d'idées) qui sert probablement aujourd'hui encore de source d'inspiration non seulement aux anciens informels mais à des acteurs politiques trop jeunes pour avoir connu l'effervescence de la perestrojka. Le mouvement informel subsiste aussi sous la forme de réseaux de relations, toujours actifs, qui permettent la circulation d'informations, d'idées. Ceux qui sont devenus journalistes portent probablement plus d'attention que leurs collègues à ce que font les anciens informels dans la vie publique et ont pu contribuer à en rendre certains plus visibles<sup>3</sup>.

La question de la comparabilité avec des mouvements similaires en Europe de l'Est peut se poser, mais le champ de la comparaison reste, semble-t-il, limité. Des clubs appelés "informels" se sont créés dans d'autres pays, en Bulgarie par exemple où les premiers clubs apparaissent en 1988-1989<sup>4</sup>. Dans le cas bulgare tout au moins, ils ont pris d'emblée la forme d'un mouvement d'opposition au régime communiste, à l'instar du mouvement *démocratique* en Russie, et ont été dirigés principalement par des soixantards et des dissidents. Il n'y a donc pas eu de phase de collusion avec les réformateurs du Parti comme on l'a observée en 1987-1988, et la nouvelle génération politique qui s'affirme avec la perestrojka (les "informels" en Russie) n'a pas eu dans ces clubs le poids qu'elle a eu en Russie. Enfin, nous l'avons indiqué, les oppositionnels ont occupé une place bien plus importante dans les transitions en Europe de l'Est qu'en Russie. Il n'est donc pas sûr qu'on puisse trouver l'équivalent du mouvement informel dans les autres pays du bloc communiste et que les clubs qui portent le même label y aient joué le même rôle.

Le travail mené ici a permis d'identifier des manques qui mériteraient d'être creusés dans des recherches ultérieures. Il serait intéressant d'étudier les processus relatifs au mouvement informel au niveau central du Parti: quelles analyses ont été faites de ce mouvement, quelles stratégies ont été imaginées, quelle a été l'organisation du travail à ce niveau, quelles ont été les relations avec les échelons inférieurs de la hiérarchie, avec les autres institutions officielles (Komsomol, KGB, etc.)?

Le processus d'effritement de l'appareil du Parti à partir de 1989 est un autre terrain d'étude passionnant. Certaines observations effectuées à l'occasion de cette recherche pourraient servir de point de départ. On a vu que les archives du niveau le plus bas de la hiérarchie (comités d'arrondissement et cellules de base du Parti dans les instituts académiques) recelaient des informations d'une grande richesse. Elles permettent d'étudier le processus de délitement à tous les échelons du Parti et de voir comment les différents comités passent, en l'espace d'un an, de l'idée qu'ils sont encore maîtres de la situation à la sensation qu'ils ne contrôlent plus rien, ce bien avant le putsch d'août 1991. A partir de quand les responsables des comités du Parti cessent-ils de vouloir "sauver les meubles" et défendre leur structure? Les stratégies électorales des comités du PCUS en 1989 et en 1990 pourraient constituer l'un des angles d'observation possibles.

---

<sup>2</sup> On peut ici tracer un parallèle avec un certain type de militants humanitaires décrits par J. SIMEANT (Entrer, rester en humanitaire. Des fondateurs de Médecins sans frontières aux membres actuels des ONG médicales françaises. *Revue française de science politique*, 2001, 51 (1), p. 47-72), dont l'engagement affecte toutes les autres identités (professionnelle, familiale, politique, etc.) qui les constituent.

<sup>3</sup> La popularité médiatique de G. Pavlovskij, devenu expert du Kremlin en 1994, est certainement due en partie à ce phénomène.

<sup>4</sup> Cf. M. TOUYKOVA. Le PCB et les mouvements d'opposition en Bulgarie. Journée d'étude: "*Pratiques sociales et normes officielles. De la complexité des sociétés socialistes*". Centre d'étude des mondes russe, centre européen et caucasien, Paris, 17/6/2005, 10 p.





## **REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET SOURCES**

---

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### 1/ REFERENCES GENERALES DE SOCIOLOGIE

- Actes de la recherche en sciences sociales*, "Le capital militant", 155 (1) 2004, et 158 (2), 2005.
- BAILEY F.G. *Stratagems and spoils. A social anthropology of politics*. Oxford: Basil Blackwell, 1969.
- BERGER Peter, LUCKMANN Thomas. *La construction sociale de la réalité*. 4<sup>e</sup> édition. Paris: Méridiens Klincksieck, 1994 (titre original: *The Social Construction of Reality*, 1966).
- BERTEAUX Daniel, BERTEAUX-WIAME Isabelle. Le patrimoine et sa lignée: transmissions et mobilité sociale sur cinq générations. *Life Stories/Récits de vie*, 4, 1988, p. 8-25.
- BOLTANSKI Luc. *Les cadres. La formation d'un groupe social*. Paris: Minuit, 1982, 523 p.
- L'espace positionnel: multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe. *Revue française de sociologie*, XIV (1), janv.-mars 1973, p. 3-26.
- BOURDIEU Pierre. Classement, déclassement, reclassement. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 24, novembre 1978, p. 2-22.
- *Esquisse d'une théorie de la pratique*. 2<sup>e</sup> édition. Paris: Seuil, 2000.
- *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris: Minuit (Le sens commun), 1979, 670 p.
- La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, février-mars 1981, 36-37, p. 3-24.
- Le capital social. Notes provisoires. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31, janvier 1980.
- L'illusion biographique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62-63, juin 1986, p. 69-72.
- Postface In PANOFISKY Erwin. *Architecture gothique et pensée scolastique*. Paris: Minuit (Le sens commun), 1970, p. 135-167.
- BRAUNGART Richard, BRAUNGART Margaret. Les générations politiques In CRETE Jean et FAVRE Pierre dir. *Génération et politique*. Paris: Economica, Les presses de l'Université de Laval, 1989, 370 p.
- BURT Ronald. Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur. *Revue française de sociologie*, XXXVI, 1995, p. 599-627.
- CHARLE Christophe. *Naissance des "intellectuels". 1880-1900*. Paris: Minuit (Le sens commun), 1990, 272 p.
- COLLOVALD Annie. Identités stratégiques. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 73, 1988, p. 30-40.
- CONINCK Frédéric de, GODARD Francis. L'approche biographique à l'épreuve de l'interprétation. Les formes temporelles de la causalité. *Revue française de sociologie*, XXXI, 1989, p. 25-53.
- DEGENNE Alain, FORSE Michel. *Les réseaux sociaux. Une analyse structurale en sociologie*. Paris: Armand Colin, 1994.
- DOBRY Michel. Calcul, concurrence et gestion de sens. Quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986 In FAVRE P. dir. *La manifestation*. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, p. 357-386.
- Charisme et rationalité: le "phénomène nazi" dans l'histoire In LAGROYE Jacques dir. *La politisation*, Paris: Belin, 2003, p. 301-323.

- *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, 319 p.
- ELIAS Norbert. *La société de cour*. 2<sup>e</sup> édition française. Paris: Flammarion, 1985, 330 p.
- *Qu'est-ce que la sociologie ?* Paris: Aube, 1991.
- GAÏTI Brigitte. *De Gaulle: prophète de la Cinquième République (1946-1962)*. Paris: Presses de sciences po, 1998, 372 p.
- GOBILLE Boris. Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 68. Capital politique, capital littéraire et conjoncture de crise. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 158, 2005, p. 30-61.
- GOFFMAN Erving. *Asiles. Etudes sur la condition des malades mentaux*. Paris: Minuit (Le sens commun), 1968, 447 p. (titre original: *Asylums*).
- *Les cadres de l'expérience*. Paris: Minuit (Le sens commun), 1991, 570 p. (titre original: *Frame Analysis, An Essay on the Organization of Experience*, 1974).
- *Les rites d'interaction*. Paris: Minuit (Le sens commun), 1974, 230 p. (titre original: *Interaction Ritual*).
- *Stigmaté. Les usages sociaux des handicaps*. Paris: Minuit (Le sens commun), 1975, 175 p. (titre original: *Stigma*).
- HIRSCHMAN Albert. *Exit, Voice, and Loyalty. Responses to Decline in Firms, Organizations and States*. Harvard: Harvard University Press, Cambridge, 1970, 162 p.
- KERSHAW Ian. *Hitler. Essai sur le charisme en politique*. Paris: Gallimard, 1995, 240 p. (traduction française; édition originale: 1991).
- LAGROYE Jacques, FRANÇOIS Bastien, SAWICKI Frédéric. *Sociologie politique*. 4<sup>e</sup> édition. Paris: Presses de sciences po et Dalloz, 2002, 599 p.
- LAGROYE Jacques, SIMEANT Johanna. Gouvernement des humains et légitimation des institutions In FAVRE Pierre, HAYWARD Jack, SCHEMEIL Yves dir. *Etre gouverné. Etudes en l'honneur de Jean Leca*. Paris: Presses de sciences po, p. 53-71.
- LAHIRE Bernard. *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*. Paris: Nathan, 1998.
- LAZEGA Emmanuel. Analyse de réseaux et sociologie des organisations. *Revue française de sociologie*, XXXV-2, avril-juin 1994, p. 293-320.
- MANNHEIM Karl. *Le problème des générations*. Paris: Nathan, 1990 (traduction française, édition originale: 1928).
- MEDARD Jean-François. Le rapport de clientèle: du phénomène social à l'analyse politique. *Revue française de science politique*, 26 (1), 1976, p. 103-131.
- OFFERLE Michel. *Les partis politiques*. 4<sup>e</sup> édition. Paris: PUF (Que sais-je?), 2002.
- PASSERON Jean-Claude. Biographies, flux, itinéraires, trajectoires. *Revue française de sociologie*, XXXI, 1989, p. 3-22.
- PUDAL Bernard. *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989, 329 p.
- SAWICKI Frédéric. *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*. Paris: Belin, 1997.
- SAWICKI Frédéric, SIMEANT Johanna. La sociologie de l'engagement militant: un champ de recherches à décloisonner. *Comment penser les continuités et discontinuités du militantisme? Trajectoires, pratiques et organisations militantes: colloque international IFRESI-CERAPS-CLERSE*, Lille, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, 8-10 juin 2006, 34 p.
- SHELLING Thomas. *The Strategy of Conflict*. 3<sup>e</sup> édition. Cambridge: Harvard University Press, 1966, 309 p.
- SIMEANT Johanna. Entrer, rester en humanitaire. Des fondateurs de Médecins sans frontières aux membres actuels des ONG médicales françaises. *Revue française de science politique*, 51 (1), 2001, p. 47-72.

- SIMMEL Georg. The Number of Members as Determining the Sociological Form of the Group: II. *American Journal of Sociology*, 8, 1902, p. 158-196.
- TACKETT Timothy. *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*. Paris: Albin Michel (trad. Alain Spiess), 1997, 360 p. (édition originale: *Becoming a Revolutionary. The Deputies of the French National Assembly and the Emergence of a Revolutionary Culture (1789-1790)*). Princeton, 1996).
- TILLY Charles. La France conteste de 1600 à nos jours. Paris: Fayard (L'espace du politique), 1986, 622 p. (traduction française).
- WEBER Max. *Economie et société*. 2<sup>e</sup> édition. Paris: Plon, 1995, vol. 1, 411 p.  
— *Le savant et le politique*. 2<sup>e</sup> édition. Paris: Plon, 1990, 185 p.
- WHITTIER Nancy. Political Generations, Micro-Cohorts and the Transformation of Social Movements. *American Sociological Review*, 62 (5), oct. 1997, p. 760-778.

## 2/ "TRANSITIONS"

- BUNCE Valerie. Should Transitologists Be Grounded? *Slavic Review*, 54, printemps 1995, p. 111-127.
- DiPALMA Guiseppe. *To Craft Democracies: An Essay on Democratic Transitions*. Berkeley: University of California Press, 1990.
- DOBRY Michel. Les voies incertaines de la transitologie: choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de *path dependence*. *Revue française de science politique*, 50 (4-5), août-octobre 2000, p. 585-614.
- GUILHOT Nicolas, SCHMITTER Philippe. De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies*. *Revue française de science politique*, 50 (4), 2000, p. 615-632.
- HIGHLEY John, KULLBERG Judith, PAKULSKI Jan. The Persistence of Postcommunist Elites. *Journal of Democracy*, 7.2, 1996, p. 133-147.
- HUNT Dharragh. Transitology and Political Change in Russia. *Russian and East European Politics*, mai 2001 [[http://www.helsinki.fi/aleksanteri/suomi/maisteri/opas\\_2001/political\\_system/transitology\\_and\\_political\\_chang.htm](http://www.helsinki.fi/aleksanteri/suomi/maisteri/opas_2001/political_system/transitology_and_political_chang.htm)].
- LINZ Juan, STEPAN Alfred. Political Identities and Electoral Sequences: Spain, the Soviet Union and Yugoslavia. *Daedalus*, printemps 1992, 121 (2), p. 123-139.
- MINK Georges, SZUREK Jean-Charles. L'ancienne élite communiste en Europe centrale. Stratégies, ressources et reconstructions identitaires. *Revue française de science politique*, 48 (1), février 1998, p. 3-41.  
— *La Grande Conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, Paris: Seuil, 1999, 320 p.
- O'DONNELL Guillermo, SCHMITTER Philippe. *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1986.
- POZNANSKI Kazimierz. An Interpretation of Communist Decay: The Role of Evolutionary Mechanisms. *Communist and Post-Communist Studies*, 26 (1), mars 1993, p. 3-24.
- REICH Gary. Coordinating Party Choice in Founding Elections. Why Timing matters. *Comparative Political Studies*, 34 (10), déc. 2001, p. 1237-1263.
- SCHMITTER Philippe, KARL Terry Lynn. The Conceptual Travels of Transitologists and Consolidologists: How Far to the East Should They Attempt to Go? *Slavic Review*, 53, printemps 1994, p. 173-185.
- SOLNICK Steven. Russia's "Transition": Is Democracy Delayed Democracy Denied? *Social Research*, automne 1999 [[http://www.findarticles.com/p/articles/mi\\_m2267/is\\_3\\_66/ai\\_58118480](http://www.findarticles.com/p/articles/mi_m2267/is_3_66/ai_58118480), consulté le 20/9/2004].

- STARK David. From System Identity to Organizational Diversity: Analysing Social Change in Eastern Europe. *Contemporary Sociology*, 21 (3), mai 1992, p. 299-304.
- WIARDA Howard. Southern Europe, Easter Europe, and Comparative Politics: "Transitology" and The Need for New Theory. *East European Politics and Societies*, 15 (3), 2002, p. 485-501.

### 3/ PERIODE ANTERIEURE A LA PERESTROJKA

- ABRAMKIN Vladimir. Netradicionnoe čelovečeskoe dejstvie [Une activité humaine hors du commun], *Vek XX i mir*, 1994, 1-2, p. 42-43.
- ALEKSEEVA Ljudmila. *Istorija inakomyslija v SSSR* [Histoire de la dissidence en URSS]. Vermont: Khronika Press, 1984 [Disponible sur <http://www.memo.ru/history/diss/books/ALEXEEWA/>, consulté le 29/11/2003].
- ANWEILER Oskar. *Les Soviets en Russie. 1905-1921*. Paris: Gallimard, 1972.
- ARTEMOV E. Sozdanie Sibirskogo otdelenija AN SSSR – istoričeskij rubež v razvitii sovetsoj nauki [Création de l'annexe sibérienne de l'Académie des sciences de l'URSS: une rupture historique dans le développement de la science soviétique]. *Izvestija SO AN. Serija Istorija, Filologija i Filosofija*, 1987, 3 (16), p. 30-36.
- BERELOWITCH Alexis. A la mémoire de Viktor Petrovič Danilov. *Recherches franco-russes en sciences sociales et humaines. Lettre du Centre franco-russe en sciences sociales et humaines de Moscou*, mai 2004, 30, p. 1-2.
- Préface In LEVADA Youri. *Entre le passé et l'avenir. L'homme soviétique ordinaire. Enquête*. Paris: Presses de la FNSP, 1993, p. 9-24.
- BERTON-HOGGE Roberte (dossier constitué par). La réforme de l'école en URSS. *Problèmes politiques et sociaux*, 502, 28/12/1984, La Documentation française.
- BLUM Alain. *Naître, vivre et mourir en URSS. 1917-1991*. Paris: Plon, 1994, 273 p.
- BLUM Alain, MESPOULET Martine. *L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*. Paris: La Découverte, 2003, 372 p.
- BOVIN Aleksandr. Kto ne pjët šampanskogo? [Qui ne risque rien n'a rien]. *Literaturnaja gazeta*, 26 juin-2 juillet 2002, 26.
- BROUE Pierre. Les trotskystes en Union Soviétique (1929-1938). *Cahiers Léon Trotsky*, 6, 1980 [[http://www.marxists.org/francais/broue/works/1980/00/broue\\_19800000f.htm](http://www.marxists.org/francais/broue/works/1980/00/broue_19800000f.htm), consulté le 9/9/2005].
- COHEN Stephen. The Friends and Foes of Change: Reformism and Conservatism in the Soviet Union. *Slavic Review*, 38 (2), juin 1979, p. 187-202.
- DUKA A., ZDRAVOMYSLOVA E. Fazy razvitija graždanskogo obščestva [Les phases de développement de la société civile] In ALEKSEEV A., ZDRAVOMYSLOVA E., KOSTJUŠEV V. dir. *Sociologija obščestvennyh dviženij: konceptual'nye modeli issledovanija 1989-1990* [Sociologie des mouvements sociaux: modèles conceptuels de recherche 1989-1990]. Moscou: Institut de sociologie de l'Académie des sciences (branche de Saint-Pétersbourg), 1992, p. 14-27.
- FEDORENKO N. *Vspominaja prošloe, vzgljadyvaju v buduščee* [En me rappelant le passé, je regarde l'avenir]. Moscou: Nauka, 1999.
- FERRO Marc. Y a-t-il "trop de démocratie" en URSS? *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, juillet-août 1985, 4, p. 811-827.
- FITZPATRICK Sheila. Stalin and the Making of a New Elite, 1928-1939. *Slavic Review*, 38 (3), sept. 1979, p. 377-402.
- GOHBERG L., MINDELI L. dir. *Kvalificirovannye kadry v Rossii* [Le personnel qualifié en Russie]. Moscou: Centre de recherche et de statistique de la science, 1999, 239 p.
- HOUGH Jerry. The Soviet System: Petrification or Pluralism? *Problems of Communism*, mars-avril 1972, p. 25-45.

- IBOS-HERVE Caroline. Les diplomates russes et la politique étrangère. *Les Etudes du CERI*, octobre 1997, 32, 36 p. [<http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude32.pdf>, consulté le 29/1/2004].
- IGRUNOV Vjačeslav [Ego]. K problematike obščestvennogo dviženija [Problématique du mouvement social], 1972 (article paru en samizdat, disponible sur le site: <http://igrunov.ru/cv/vchk-cv-chosenpubl/vchk-cv-chosenpubl-ego.html>).
- O 82-m gode i ob areste Gleba Pavlovskogo [L'année 1982 et l'arrestation de Gleb Pavlovskij], 2001 [<http://igrunov.ru/cv/vchk-cv-memotalks/talks/vchk-cv-memotalks-talks-82year.html>, consulté le 3/6/2003]
- KAGARLITSKY Boris. *Les intellectuels et l'Etat soviétique de 1917 à nos jours*. Paris: PUF, 1993, 341 p. (traduit de l'anglais par Dauzat P.-E.: *The Thinking Reed. Intellectuals and the Soviet State from 1917 to the Present*. London: Verso, 1988).
- KERBLAY Basile, LAVIGNE Marie. *Les Soviétiques des années 80*. Paris: Armand Colin, 1985, 214 p.
- KOWALEWSKI David. Human Rights Protest in the USSR: Statistical Trends for 1965-78. *Universal Human Rights*, 2 (1), janv-mars 1980, p. 5-29.
- LESAGE Michel. *Le système politique de l'URSS*. Paris: PUF, 1987, 504 p.
- LEWIN Moshe. *La formation du système soviétique*. Paris: Gallimard, 1987, 466 p.
- *Le siècle soviétique*. Paris: Fayard/Le Monde diplomatique, 2003, 526 p. (titre original: *Russia's Twentieth Century. The Collapse of the Soviet System*)
- LOWITT Thomas. Le parti polymorphe en Europe de l'Est. *Revue française de science politique*, août-octobre 1979, 29 (4-5), p. 812-846.
- MANDRILLON Marie-Hélène. Une revue vivante: *Eko. Annales. Economies Sociétés Civilisations*, juillet-août 1985, 4, p. 829-831.
- MARKWICK Roger. Catalyst of Historiography. Marxism and Dissidence: The Sector of Methodology of the Institute of History, Soviet Academy of Sciences, 1964-68. *Europe-Asia Studies*, 46 (4), Soviet and East European History, 1994, p. 579-596.
- MONGILI Alessandro. *Sociologues et sociologie des sciences en URSS. Le cas de l'Institut d'histoire des sciences naturelles et de la technologie de Moscou*. Th: Sociologie: Paris: 1993 (thèse dirigée par Marc Ferro, soutenue à l'EHESS).
- OSTROMOUKHOVA Bella. La réappropriation de l'espace par les activités artistiques amateurs des étudiants moscovites (fin des années 1950-années 1960). *ethnographiques.org*, 10, juin 2006 [<http://www.ethnographiques.org/2006/Ostromoukhova.html>, consulté le 30/9/2006].
- PUGAČEVA M. Institut konkretnyh social'nyh issledovanij Akademii nauk SSSR, 1968-1972 gody [L'Institut de recherches sociales concrètes de l'Académie des sciences de l'URSS, 1968-1972]. *Sociologičeskij žurnal*, 1994, 2, p. 167-168.
- REVENKO Tamara. *L'enseignement supérieur en Union soviétique. Analyse structurelle et statistique*. Paris: OCDE, 1973.
- RIVKIN M., ŠILKOV A. Delo moskovskih socialistov [L'affaire des socialistes moscovites]. *Glasnost'*, 1989, 29.
- SAPIR Jacques. *Le système militaire soviétique*. Paris: La Découverte, 1988, 344 p.
- SHLAPENTOKH Vladimir. *Soviet Intellectuals and Political Power. The Post-Stalin Era*. Princeton: Princeton University Press, New Jersey, 1990, 330 p.
- SUTELA Pekka. *Economic Thought and Economic Reform in the Soviet Union*. Cambridge: Cambridge University Press, 1991.
- TROTSKY Léon. *Critique du programme de l'Internationale communiste. II. La stratégie et la tactique de l'époque impérialiste. 11. Les questions du régime intérieur du Parti*, 1928 [<http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ical/ical2212.html#topp>].
- VODIČEV E., KUPERŠTOH N. *Pervoe desjatiletie istorii Novosibirskogo naučnogo centra: institucional'nye kollizii i sud'by naučnyh liderov* [La première décennie de l'histoire

du Centre scientifique de Novossibirsk: conflits institutionnels et destinées des leaders scientifiques], ca 2002, 12 p. [<http://www.nir.ru/sj/sj/sj2-02kup.html>].  
WERTH Nicolas. *Histoire de l'URSS. De l'Empire russe à la Communauté des Etats indépendants. 1900-1991*, 5<sup>e</sup> édition refondue, Paris: PUF, 2001.

#### 4/ PERESTROJKA

- BELONUČKIN G. S"ezd narodnyh deputatov i Verhovnyj Sovet RSFSR/Rossijskoj Federacii (16/05/1990-4/10/1993) [Le Congrès des députés du peuple et le Soviet suprême de la RSFSR/Fédération de Russie], 2002 (<http://www.cityline.ru/politika/gos/ndrs.html>).
- BERELOWITCH Alexis. Glasnost, presse et quotidiens In FERRO Marc dir. *L'état de toutes les Russies. Les Etats et les nations de l'ex-URSS*. Paris: La Découverte, 1993.
- BROWN Archie. *The Gorbachev Factor*. Oxford: Oxford University Press, 1996, 406 p.
- BUTTERFIELD James. State response to informal groups. *Nationalities papers* (special issue): A symposium on Social Movements in the USSR, XVIII, 2, automne 1990, p. 56-64.
- CLARK Terry. A House Divided: A Roll-Call Analysis of the First Session of the Moscow City Soviet. *Slavic Review*, 4 (51), hiver 1992, p. 674-690.
- COHEN Stephen. Was the Soviet System Reformable? *Slavic Review*, 63 (3), automne 2004, p. 459-488.
- CROSNIER Marie-Agnès, GUEIT Jean, de TINGUY Anne. *Les années Gorbatchev. L'URSS de 1985 à 1991*. Paris: La Documentation Française, 1993, 172 p.
- CROSNIER Marie-Agnès. 1991: une économie en chute libre In BERTON-HOGGE Roberte dir. *La fin de l'URSS. Héritages d'un empire*. Paris: La Documentation Française, 1992, p. 25-36.
- La politique économique de Mikhaïl Gorbatchev: de l'indécision à la banqueroute In CROSNIER Marie-Agnès, GUEIT Jean, de TINGUY Anne. *Les années Gorbatchev. L'URSS de 1985 à 1991*. Paris: La Documentation Française, 1993, p. 101-125.
- DI LEO R.. The Former USSR in Search of New Rules In WHITE S., DI LEO R., CAPPELLI O. dir. *The Soviet Transition: From Gorbachev to Yeltsin*. Londres: Frank Cass, 1993, p. 3-17.
- EL'CIN Boris. *Ispoved' na zadannuju temu* [Confession sur un thème imposé]. Moscou, 1990 (traduction française: *Sur le fil du rasoir*. Paris: Albin Michel, 1994).
- Stenogramma vystuplenija t. El'cina B.N. na Plenum CK KPSS 21.10.1987 g. [Sténogramme de l'allocution du camarade El'cin B.N. au Plénum du Comité central du PCUS du 21.10.1987]. *Levyj povorot*, juin 1988, 10, p. 49-51.
- GARROS Véronique. Dans l'ex-URSS: de la difficulté d'écrire l'histoire. *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, juillet-octobre 1992, 4-5, p. 989-1002.
- GAZIER Anne. Le bouleversement des institutions et de la vie politique In COLAS Dominique dir. *L'Europe post-communiste*. Paris: PUF, 2002, 693 p.
- GILL Graeme, MARKWICK Roger. *Russia's Stillborn Democracy? From Gorbachev to Yeltsin*. Oxford: Oxford University Press, 2000, 280 p.
- GORBAČEV Mihail. Idti dal'se putëm perestrojki [Avançons dans la voie de la perestrojka], Rapport politique du secrétaire général du PCUS devant le XXVIII<sup>ème</sup> congrès, Moscou, 2/7/1990. *Izvestija*, 3 juillet 1990 (publié dans *Problèmes Politiques et Sociaux*, 640, série Russie, 104, 1990, p. 13).
- Iz vystuplenija M.S. Gorbačëva na oktjabr'skom (1987 g.) plenum CK KPSS [Extraits du discours de M.S. Gorbačëv au Plénum d'octobre (1987) du Comité central du PCUS] In KOVAL' B. Dir. *Rossija segodnja. Političeskij portret v dokumentah. 1985-1991* [La Russie aujourd'hui. Portrait politique par les documents. 1985-1991]. Moscou:

- Meždunarodnye otnošenija, 1991, p. 416. Le discours est paru initialement dans *Izvestija CK KPSS*, 1989, 2, p. 282-286.
- *Žizn' i reformy* [Vie et réformes]. Moscou: Novosti, 1995, vol. 1, 600 p.
- GUEIT Jean. 1984-1985. L'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev: respect du dogme et méthodes de vérité" In CROSNIER Marie-Agnès, GUEIT Jean, de TINGUY Anne. *Les années Gorbatchev. L'URSS de 1985 à 1991*. Paris: La Documentation française, 1993, p. 11-18.
- 1985-1986. La critique de l'inertie et de la stagnation In CROSNIER Marie-Agnès, GUEIT Jean, de TINGUY Anne. *Les années Gorbatchev. L'URSS de 1985 à 1991*. Paris: La Documentation française, 1993, p. 19-27.
- 1986-1987. La restructuration en marche In CROSNIER Marie-Agnès, GUEIT Jean, de TINGUY Anne. *Les années Gorbatchev. L'URSS de 1985 à 1991*. Paris: La Documentation française, 1993, p. 29-39.
- 1988-1989. Vers une modification du système In CROSNIER Marie-Agnès, GUEIT Jean, de TINGUY Anne. *Les années Gorbatchev. L'URSS de 1985 à 1991*. Paris: La Documentation française, 1993, p. 59-70.
- HOUGH Jerry. *Democratization and Revolution in the USSR. 1985-1991*. Washington: Brookings Institution Press, 1997, 542 p.
- JAKOVLEV Aleksandr. On hotel obvesti partiju vokrug pal'ca [Il voulait rouler le Parti]. *Kommersant''-Vlast'*, 14 mars 2000.
- *Sumerki* [Le crépuscule]. Moscou: Materik, 2003, 687 p.
- KAZNAČEEV V.A. *Formirovanie vnutri KPSS različnyh tečenij i grupp v 1985-1995 gg (Razmyšlenija o nedavnem prošlom)* [La formation de divers courants et groupes au sein du PCUS dans les années 1985-1995 (réflexions sur un passé proche)]. Stavropol', 1996, 19 p.
- KLJAMKIN Igor', MIGRANJAN Aleksandr. Nužna li nam železnaia ruka? [Avons-nous besoin d'une main de fer?]. *Literaturnaja gazeta*, 33, 1989.
- Kakaja ulica vedët k hramu? [Quelle rue mène au temple?]. *Novyj mir*, 1987, 11.
- KNIGHT Amy. The KGB, Perestroika, and the Collapse of the Soviet Union. *Journal of Cold War Studies*, 5 (1), 2003, p. 67-93.
- KOVAL' Boris. Političeskij dialog: Mihail Gorbačëv – Boris El'cin [Le dialogue politique entre Mihail Gorbačëv et Boris El'cin] In KOVAL' B. *Rossija segodnja. Političeskij portret v dokumentah, 1985-1991*. Moscou, 1991, p. 393-403.
- *Rossija segodnja. Političeskij portret v dokumentah, 1985-1991* [La Russie aujourd'hui. Portrait politique par les documents, 1985-1991]. Moscou, 1991, 511 p.
- KOZIN V.I. Reforma izbiratel'noj sistemy v SSSR (1987-1990) [La réforme du système électoral en URSS (1987-1990)] In *Istorija obščestvennyh dviženij i političeskij partij (sbornik)* [Histoire des mouvements sociaux et des partis politiques (recueil)]. Moscou: Université d'Etat de Moscou Lomonossov, Chaire d'histoire politique de la faculté d'histoire, vol. 2., 1992, p. 353-379.
- KURAŠVILI B. Po opytu bratskih stran. Ne sozrelo li sozdanie Demokratičeskogo Sojuza? [En suivant l'expérience des pays frères: n'est-il pas temps de créer une Union démocratique?]. *Moskovskie novosti*, 10, 6/3/1988.
- LANE David [LEJN]. Pokolenčeskie izmenenija [Les changements de génération] In M. MALYŠEVA dir. *Moloděž' Rossii na rubeže 80-yx godov*. Moscou: Académie des sciences de Russie, Institut de sociologie, 1992, vol. 2, p. 140-151.
- LANE David, ROSS Cameron. The CPSU Ruling Elite 1981-1991: Commonalities and Divisions. *Communist and Post-Communist Studies*, 1995, 28 (9), p. 339-360.
- LEWIN Moshe. *The Gorbachev Phenomenon*. Berkeley, Los Angeles: University of California Press, 1988, 176 p.



- LOROT Pierre. *Histoire de la perestroïka. L'URSS sous Gorbatchev. 1985-1991*. Paris: PUF (Que sais-je?), 1993, 127 p.
- MITCHELL R., ARRINGTON R. Gorbachev, ideology and the fate of Soviet communism. *Communist and Post-Communist Studies*, 33 (4), décembre 2000, p. 457-474.
- MITROHIN Sergej. Moloděž' i politika v èpohu pereocenki cennostej (Rossijskij opyt) [La jeunesse et la politique à une époque de réévaluation des valeurs (expérience russe)] In M. MALYŠEVA dir. *Moloděž' Rossii na rubeže 80-yx godov*. Moscou: Académie des sciences de Russie, Institut de sociologie, 1992, vol. 1, p. 22-39.
- OLŠANSKIJ D.V., HARITONOVA O.G. Perestrojka kak neudavšjasja popytka političeskoj modernizacii [La perestrojka: une tentative ratée de modernisation politique]. *Vestnik Moskovskogo universiteta*, série 12: sciences politiques, 6, 1995, p. 28-36.
- ONIKOV Leon. *Anatomija raspada. Vzgljad iznutri apparata CK* [Anatomie d'une chute. Vue de l'appareil du Comité central]. Moscou: Respublika, 1996, 223 p.
- PFUFF Steven. Collective Identity and Informal Groups in Revolutionary Mobilization: East Germany in 1989. *Social Forces*, 75 (1), sept. 1996, p. 91-117.
- SAKHAROV Andreï. *Gor'kij, Moskva, dalee vezde...* [Gorki, Moscou et partout ailleurs...]. New York, 1990 ([http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n\\_histor/remen/anniversary/saharov.html](http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n_histor/remen/anniversary/saharov.html), page consultée le 23/9/2004).
- SANDLE Mark. The final word: the draft party programme of July/August 1991. *Europe-Asia Studies*, 48 (7), novembre 1996, p. 1131-1151.
- SOKOLOFF Georges. *Métamorphose de la Russie. 1984-2004*. Paris: Fayard, 2003.
- ŠUBIN Aleksandr. *Paradoksy perestrojki. Upuščennyj šans* [Les paradoxes de la perestrojka. Une chance ratée]. Moscou: Veče, 2005, 480 p.

## 5/ MOUVEMENT INFORMEL ET MOUVEMENT DEMOCRATIQUE

- AFANAS'EV Jurij. K novoj partii [Vers un nouveau parti]. *Demokratičeskaja platforma*, 16-31 janvier 1990, 1, p. 2.
- AKSJUČIC Viktor. My dolžny borot'sja za buduščee naših detej [Nous devons lutter pour l'avenir de nos enfants]. *Panorama*, mars 1990, 4 (16) (<http://www.panorama.ru/gazeta/1-30/p16aks.html>, consulté le 29/2/2004).
- APRESJAN R.G. Nemoloděznye problemy neformal'nogo dviženija [Les problèmes du mouvement informel qui ne sont pas des problèmes de jeunes] In SUSLOVA E.N. dir. *Obščestvennye samodejatel'nye dviženija: problemy i perspektivy*. Moscou: Ministère de la Culture de la RSFSR, Institut de recherche scientifique sur la Culture, 1990, p. 56-69.
- ARATO Andrew. Social movements and civil society in the Soviet Union In SEDAITS J., BUTTERFIELD J. dir. *Perestroïka from below. Social movements in the Soviet Union*. San Francisco, Oxford: Westview Press, Boulder, 1991, p. 197-214.
- AVES Jonathan. The Evolution of the Independent Political Movements after 1988 In HOSKING Geoffrey, AVES Jonathan, DUNCAN Peter dir. *The Road to Post-Communism. Independent Political Movements in the Soviet Union, 1985-1991*. London, New York: Pinter Publishers, 1992, p. 29-66.
- BAŠANKAEVA S. *Obščestvenno-političeskoe položenie sovremennoj Rossii: nekotorye aspekty istorii i problemy izučenija (1985-1993)* [Situation socio-politique de la Russie contemporaine: quelques aspects de l'histoire et problèmes d'analyse (1985-1991)]. Avtoreferat dissertacii na soiskanie učenoj stepeni kandidata istoričeskikh nauk [Résumé de thèse pour le titre de *kandidat* en histoire]. Elista: Université d'Etat de Kalmykie, 1995, 24 p.
- BELJAEVA Nina dir. Mnogopartijnost' v Rossii, 1917-1990 gg. [Le multipartisme en Russie, 1917-1990]. *Problemy Vostočnoj Evropy*, 31-32, 1991, p. 79-163 (Washington)

- BEREZOVSKIJ Vladimir. "Neformal'naja" prem'era v politike i peretrojka [Une première "informelle" dans la politique et la perestrojka] In LEVIČĚVA V.F. dir. *Neformal'naja volna*. Moscou: Ecole supérieure du Komsomol près le CC du VLKSM, 1990, p. 49-65.
- *Rossijskaja mnogopartijnost' v konce XX veka: process vznikovenija (1987-1991 gg.)* [Le multipartisme en Russie à la fin du XXème siècle: processus d'émergence (1987-1991)], Résumé de thèse, Institut d'histoire de la Russie de l'Académie des sciences. Moscou, 1993, 29 p.
- BEREZOVSKIJ Vladimir, KROTOV Nikolaj. Graždanskie dviženija [Les mouvements civiques]. *Sociologičeskie issledovanija*, 1989, 3, p. 22-26
- dir. *Neformal'naja Rossija. O "neformal'nyh" politizirovannyh dviženijah i gruppah v RSFSR: opyt spravočnika* [La Russie informelle. Mouvements et groupes politisés "informels" de la RSFSR: essai de répertoire]. Moscou: Molodaja Gvardija, 1990, 381 p.
- "Neformaly" – Kto oni? [Les "informels": qui sont-ils?] In BEREZOVSKIJ V., KROTOV N. dir. *Neformal'naja Rossija. O "neformal'nyh" politizirovannyh dviženijah i gruppah v RSFSR: opyt spravočnika* [La Russie informelle. Mouvements et groupes politisés "informels" de la RSFSR: essai de répertoire]. Moscou: Molodaja Gvardija, 1990, p. 7-76.
- BEREZOVSKIJ Vladimir, KROTOV Nikolaj, ČERVJAKOV V. *Rossija: Partii, Associacii, Sojuzy, Kluby. Spravočnik* [Russie: partis, associations, unions, clubs. Annuaire]. Moscou: Institut des mouvements politiques de masse, 1991, 2 vol., 338 p. [[http://www.nasledie.ru/oborg/2\\_16/t1/index.htm](http://www.nasledie.ru/oborg/2_16/t1/index.htm), consulté le 20/6/2005].
- BORODENKOV A. Našim mneniem prenebegli [Notre opinion a été méprisée]. *Moskovskie novosti*, 12 février 1989, 7.
- BRATERSKIJ A., STEPANOV G. V proekte byl princip avtoritarnoj vlasti [Le projet contenait le principe d'un pouvoir autoritaire]. *Izvestija.ru*, 2003 (interview de O. Rumjancev) [<http://www.izvestia.ru/politic/article42105>, consulté le 10/6/2005].
- BRJAČIHIN Aleksej, ŠAHNOVSKIJ. Klub v rajkome [Un club au rajkom]. *Moskovskaja pravda*, 27 juillet 1989.
- BRJAČIHIN Aleksej. Načat' s sebja [Commencer par soi]. *Vesti*, 2, août 1989, p. 1 (Feuille d'information de l'arrondissement Sevastopol' de la ville de Moscou).
- BUCKEY M. Political Groups and Crisis In WHITE S., DI LEO R., CAPPELLI O. *The Soviet Transition: From Gorbachev to Yeltsin*. Londres: Frank Cass, 1993, p. 173-191.
- BULANKIN V. Stanovlenie vnesistemnoj oppozicii 1987-1991 gg. [Emergence d'une opposition hors système 1987-1991]. Novossibirsk: Ministère de l'Education de la Fédération de Russie, Académie d'Etat de Géodésie de Sibérie, 2003, 40 p.
- BUTTERFIELD J., SEDAITS J. The Emergence of Social Movements in the Soviet Union In BUTTERFIELD J., SEDAITS J. dir. *Perestroika from Below. Social Movements in the Soviet Union*. San Francisco, Oxford: Westview Press, Boulder, 1991, p. 1-12.
- CHUBAJS Igor. The Democratic Opposition: An Insider's View. *Report on the USSR* (RFE/RL Research Institute), 3 mai 1991, vol. 3, n° 18, p. 4-15.
- ČUBAJS Anatolij. Avant-propos. *Privatizacija po-russki* [Privatisation à la russe]. Moscou: Vagrius, 1999 [<http://www.vagrius.com/authors/chubais.shtml>, consulté le 4/2/2004].
- ČUBAJS Igor'. "Put' k kruglomu stolu [Vers une table ronde]. *Demokratičeskaja platforma*, 16-31 janvier 1990, 1.
- Budet li u nas mnogopartijnost'? [Aurons-nous un multipartisme?]. *Vestnik moskovskogo partkluba*, mai 1989, 0, p. 16-19.
- Miting v Lužnikah kak političeskij faktor [Le meeting au stade Lužniki comme facteur politique], 2002 [[http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n\\_histor/remen/anniversary/chubais.html](http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n_histor/remen/anniversary/chubais.html), consulté le 23/9/2004].

- My vse pereboleli KPSSom... [Nous sommes tous atteints de la maladie du PCUS...]. *Obščestvennye nauki i sovremennost'*, 4, 1991, p. 68-76.
- Prjamye vybory v partii: illjuzija ili real'nost' ? [Elections directes au Parti: illusion ou réalité?]. *Obnovlenie*, 1-15 janvier 1990, 3.
- ČURBANOV V., NELJUBIN A. Neformal'nye ob"edinenija i perestrojka: nadeždy i trevogi. Zakonnoroždennye "deti perestrojki" [Les associations informelles et la perestrojka: espoirs et craintes. Les "enfants légitimes de la perestrojka"] In PEČENEV V., V'JUNICKIJ V. dir. *Neformaly: kto oni? Kuda zovut?* [Les informels: qui sont-ils? Où nous mènent-ils?]. Moscou: Politizdat, 1990, p. 9-47.
- DANILOV A.A., ZASORIN S.A. *Novye političeskie partii i dviženija Rossijskoj Federacii. Kratkij spravočnik lektora* [Les nouveaux partis et mouvements politiques de la Fédération de Russie. Petit guide du conférencier]. Moscou, 1991, 56 p.
- *Političeskie partii na sovremennom etape. Kratkij slovar' lektora* [Les partis politiques à l'heure actuelle. Petit dictionnaire du conférencier]. Moscou, 1992.
- DEJCEV S. Neformal'nye moloděžnye ob"edinenija i demokratizacija političeskoj sistemy socialističeskogo obščestva v period perestrojki [Les associations informelles de jeunes et la démocratisation du système politique de la société socialiste pendant la perestrojka] In *Moloděž' i moloděžnye organizacii v političeskoj sisteme socialističeskogo obščestva* [La jeunesse et les organisations de jeunes dans le système politique de la société socialiste]. Moscou, 1988, p. 96-101.
- DOBROHOTOV L.N. *Vlast' i obščestvo v Rossii v uslovijah sistemnoj transformacii (1985-1998)* [Le pouvoir et la société dans un contexte de transformation systémique (1985-1998)]. Avtoreferat dissertacii na soiskanie učenoj stepeni doktora istoričeskikh nauk [Résumé de thèse pour le titre de *docteur* en histoire]. Moscou: Institut indépendant des problèmes sociaux et nationaux de Russie, Dialog-MGU, 1999, 51 p.
- DUNCAN Peter. The Rebirth of Politics in Russia In HOSKING G., AVES J., DUNCAN P. *The Road to Post-Communism. Independent Political Movements in the Soviet Union, 1985-1991*. London, New York: Pinter Publishers, 1992, p. 67-120.
- EFREMOV Vladimir. *Idejno-političeskie orientacii samodejatel'nyh obščestvennyh dviženij* [Orientations idéologiques et politiques des mouvements sociaux autonomes]. Avtoreferat dissertacii na soiskanie učenoj stepeni kandidata sociologičeskikh nauk [Résumé de thèse pour le titre de *kandidat* en sociologie]. Moscou: Académie des sciences sociales près le Comité central du PCUS, Centre de recherches sociologiques, 1990, 22 p.
- FADEEV Valerij. Dlja čego ostalis' ostavšiesja i dlja čego ušli ušedšie? [Pour quelle raison les restants sont-ils restés et les partants sont-ils partis?]. *Otkrytaja zona*, janvier 1988, 3, p. 75-77.
- *Pohoždenie neformala. Očerok 88 goda* [Les aventures d'un informel. Essai sur l'année 1988]. Moscou: Russkoe slovo, 1992, 2 vol.
- FADIN Andrej. Dviženie obščestvennyh iniciativ: trudnyj opyt social'nogo samoproektirovanija [Le mouvement d'initiatives sociales: une expérience difficile de projet social indépendant] In DONDUREJ D.B., ŽEŽKO I.V. dir. *Proryv v real'nosti (Social'noe proektirovanie v sfere kul'tury)* [Une brèche dans la réalité (projets sociaux dans la sphère culturelle)]. Moscou: Ministère de la Culture de la RSFSR, Académie de Sciences de l'URSS, Institut de recherche sur la Culture, 1990, p. 142-156.
- Gruppy obščestvennyh iniciativ: nekotorye problemy socializacii (Obzor literatury i pressy) [Les groupes d'initiatives sociales: quelques problèmes de socialisation (revue des publications et de la presse)] In *Neformal'nye ob"edinenija moloděži i ideologičeskaja bor'ba. Sbornik obzorov* [Associations informelles de jeunes et lutte idéologique]. Moscou: INION, 1988.

- Holodnyj avgust 1988 goda ili Beglye zametki o nesbyvšyhsja nadeždah [Un mois d'août 1988 glacial ou Notes furtives sur des espoirs déçus]. *Otkrytaja zona*, juin-août 1988, 7, p. 4-9.
- Kvadratura kruga ili zametki ob antinomijah liberal-étatizma [La quadrature du cercle ou notes sur les antinomies du libéral-étatisme] In *Socializm i demokratija. Diskussionnaja tribuna (sbornik statej)*. Moscou: Institut d'économie du système socialiste mondial (IEMSS), 1989, p. 112-124.
- Neformaly i vlast' (Razmyšlenie o sud'bah graždanskogo občestva v SSSR) [Les informels et le pouvoir (Réflexions sur le sort de la société civile en URSS)]. *Problemy Vostočnoj Evropy*, 1989, 25, p. 48-73.
- FEL'DŠTEJN D., RADZIHOVSKIJ L. dir. *Psihologičeskie problemy izučenija neformal'nyh moloděžnyh ob'edinenij. Sbornik naučnyh trudov* [Problèmes psychologiques de l'étude des associations informelles de jeunes. Recueil de travaux scientifiques]. Moscou: Agence de Presse Novosti de l'URSS, Centre de recherche en psychologie sociale et pédagogique, 1988, 160 p.
- FILIPPOV Pëtr. Nužna partija reform! [Nous avons besoin d'un parti des réformes!]. *Nevskij kurjer*, 9, 27 mai 1990.
- FISH Steven. *Democracy from Scratch. Opposition and Regime in the New Russian Revolution*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 1995, 300 p.
- FLIKKE Geir. From External Success to Internal Collapse: The Case of Democratic Russia. *Europe-Asia Studies*, 56 (8), décembre 2004, p. 1207-1234.
- GASANOV G. *Formirovanie rossijskoj mnogopartijnosti: istoki, osobennosti, tendencii (konec 80-h – načalo 90-h godov)* [Formation du multipartisme russe: sources, particularités, tendances (fin des années 80-début des années 90)]. Avtoreferat dissertacii na soiskanie učenoj stepeni kandidata istoričeskikh nauk [résumé de thèse pour le titre de *kandidat* en histoire]. Moscou: Institut de la jeunesse, 1996, 23 p.
- GAZUKIN P. Sud'ba truboukladčika [Le destin d'un emballeur de tuyaux]. *Panorama*, mai 1992, 2 (32).
- GOLUBEV V. Mnogopartijnost' v sovetskom občestve [Le multipartisme dans la société soviétique]. *Social'no-političeskie nauki*, 8, 1991, p. 33-44.
- GOUJON Alexandra. *Nationalisme et démocratie à la fin de l'URSS. Les fronts populaires d'Ukraine et de Biélorussie (1988-1991)*. Th. Science politique: Paris: 2001 (thèse soutenue à l'Institut d'études politiques de Paris).
- GRAČĚV A.A. Stanovlenie mnogopartijnosti v Rossii (seredina 80h-načalo 90h godov XX v.) [L'émergence du multipartisme en Russie (milieu des années 80-début des années 90 du XX<sup>ème</sup> siècle)] In *Problemy istorii gosudarstva i prava*. Kursk, 1998, vol. 2, p. 171-186.
- GRIŠIN A. Obižennaja psihologija, ili iz puški... vorob'jami [Frustrés ou vieux routiers?]. *Levyj Povorot*, 1988, 10, p. 41-43.
- GROMOV A., KUZIN O. *Neformaly. Kto est' kto* [Les informels. Who's who]. Moscou: Mysl', 1990.
- GUBENKO V., PISAREV N. Samozvancy i samodel'sčiki [Imposteurs et amateurs]. *Komsomol'skaja Pravda*, 31 janvier 1988.
- GUSEV Georgij. Uroki plenuma [Les leçons du plénum]. *Vestnik moskovskogo partkluba*, mai 1989, 0, p. 14-15.
- HALMUHAMEDOV A. KPSS, neformaly i stanovlenie političeskogo pljuralizma [Le PCUS, les informels et l'émergence du pluralisme politique] In *Kompleksnyj harakter naučnyh issledovanij problem občestvennogo razvitija (sbornik statej)*, Moscou: Comité d'Etat de l'URSS pour l'instruction populaire, Université d'Etat de Moscou Lomonossov, 1990, p. 163-168.

- HOSKING Geoffrey. The Beginnings of Independent Political Activity In HOSKING Geoffrey, AVES Jonathan, DUNCAN Peter dir. *The Road to Post-Communism. Independent Political Movements in the Soviet Union. 1985-1991*. Londres: Pinter Publishers, New York, 1992, p. 1-28.
- IGRUNOV Vjačeslav. Eto byl šok [C'était un choc]. *Russkij žurnal*, 29 décembre 2000 [[www.russ.ru/politics/marginal/20001229\\_igr.html](http://www.russ.ru/politics/marginal/20001229_igr.html)], consulté le 26/2/2004].
- *Istorija IGPI. Čast' 1: Načalo. Molva, Hronograf, kooperativa "Perspektiva" i obrazovanie M-BIO* [Histoire de l'IGPI. Première partie: Les débuts. *Molva, Hronograf*, la coopérative Perspektiva et la formation du M-BIO], 2001 ([http://www.igpi.ru/history/history-igpi\\_1.html](http://www.igpi.ru/history/history-igpi_1.html)], consulté le 3/6/2003).
- Miting v Lužnikah i načalo Mežregional'noj deputatskoj gruppy [Le meeting au stade Lužniki et les débuts du Groupe interrégional des députés], 2002 [[http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n\\_histor/remen/anniversary/igrunov.html](http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n_histor/remen/anniversary/igrunov.html)], consulté le 23/9/2004].
- Neofity i raskol'niki [Néophytes et schismatiques]. *Hronograf*, 20 juillet 1988, 9, p. 1-10.
- O neformal'nyh političeskikh klubah Moskvy [Les clubs politiques informels de Moscou]. *Problemy Vostočnoj Evropy*, 1989, 26, p. 60-83.
- O stanovlenii politiki na rubeže vos'midesjatyh i devjanostyh [L'émergence de la politique au tournant des années 80 et 90], 1992 [[http://www.igrunov.ru/cat/vchk-cat-bibl/interv/all\\_interv/vchk-cat-bibl-interv-mdg\\_92.html](http://www.igrunov.ru/cat/vchk-cat-bibl/interv/all_interv/vchk-cat-bibl-interv-mdg_92.html)], consulté le 20/6/2005].
- Preambula, 2002 [[http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n\\_histor/remen/anniversary/preamb.html](http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n_histor/remen/anniversary/preamb.html)], consulté le 23/9/2004].
- ISAEV Andrej. Otkrytoe pis'mo koordinatoru seminara DiG gospože Valerii Novodvorskoj [Lettre ouverte à madame Valerija Novodvorskaja, coordinateur du séminaire Démocratie et humanisme]. *Otkrytaja zona*, octobre 1987, 1, p. 35-41.
- JANICKIJ Oleg. Novoe v obščestvennyh dviženijah: neformal'nye gruppy i dviženija v SSSR [Du nouveau dans les mouvements sociaux: les groupes et mouvements informels en URSS] In *Rabočij klass i social'nyj progress*. Moscou: Nauka, 1990, p. 18-39.
- Obščestvennye iniciativy i samodejatel'nost' mass [Initiatives sociales et groupes autonomes de masse]. *Kommunist*, 8, 1986, p. 61-71.
- *Social'nye dviženija. 100 interv'ju s liderami* [Les mouvements sociaux. 100 interviews de leaders]. Moscou: Moskovskij rabočij, 1991, 271 p.
- JANKOV Kirill. O "Demokratičeskom nakaze" pišut... [Ce qu'on écrit sur le "Mandat démocratique"]. *Otkrytaja zona*, juin-août 1988, 7, p. 131.
- JUSENKOV Sergej, LANTRATOV Vladimir. Umet' slušat' i slyšat' drug druga (Beseda Sergeja Jušenkova s inspektorom MGK KPSS Vladimirom Lantratovym) [Savoir s'écouter et s'entendre (Conversation de Sergej Jušenkov avec Vladimir Lantratov, inspecteur du Comité du PCUS de la ville de Moscou)] In JUŠENKOV Sergej dir. *Neformaly. Social'nye Iniciativy*. Moscou: Moskovskij Rabočij, 1990, p. 220-225.
- JUŠENKOV Sergej dir. *Neformaly. Social'nye Iniciativy*. Moscou: Moskovskij Rabočij, 1990, 239 p.
- KAGARLICKIJ Boris. Dejatel'nost' FSOK v 1987 godu [L'activité de la FSOK en 1987]. Moscou, 1987, 3 p.
- Kto boitsja Narodnogo Fronta? [Qui a peur du Front populaire?]. *Otkrytaja zona*, juillet-août 1988, 7, p. 109-110.
- Miting v Lužnikah glazami socialista [Le meeting au stade Lužniki vu par un socialiste], Moscou, 2004 [[http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n\\_histor/remen/anniversary/kagarl.html](http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n_histor/remen/anniversary/kagarl.html)], consulté le 23/9/2004].

- MN kak zerkalo ruskogo liberalizma [Les *Nouvelles de Moscou* comme miroir du libéralisme russe]. *Global'naja alternativa*, 29 mars 2005 (journal internet de l'Institut des problèmes de globalisation: <http://www.aglob.ru/events/?id=856>).
- Neželi ne stydno? [Comment ne pas avoir honte?]. *Otkrytaja zona*, juin-août 1988, 7, p. 110 bis.
- KAGARLITSKY Boris. Les clubs et la politique In L'homme et la société. Staline est mort hier. L'émergence du social en URSS. *Revue internationale de recherche et de synthèse en sciences sociales*, 1988, 2-3 (88-89), Paris: L'Harmattan, p. 77-86.
- The Intelligentsia and the Changes. *New Left Review*, juin-août 1987, 164 (paru In KAGARLITSKY Boris. *Les intellectuels et l'Etat soviétique de 1917 à nos jours*. Paris: PUF, 1993, 341 p.).
- KARDAIL'SKIJ Vladimir. Klub "Demokratičeskaja Perestrojka": mesjac za mesjacom [Le club Perestrojka démocratique mois par mois]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 10-16.
- Klub "Perestrojka". Opyt pervyh mesjacev raboty [Le club "Perestrojka". Expérience des premiers mois de travail]. Moscou, novembre 1987, 6 p.
- KAZ'MIN V.N. *Ot pravozaščitnogo dviženija k mnogopartijnosti v Rossii (1965-1996 gg.)* [Du mouvement de défense des droits de l'homme au multipartisme en Russie (1965-1996)]. Kemerovo: Ministère de l'éducation générale et professionnelle de la Fédération de Russie, Université d'Etat de Kemerovo, 1997, 110 p.
- KELLER Bill. Soviet clubs step on official stage: Government-sponsored news session held by avowedly independent groups. *New York Times*, 9/10/1987 (article repris dans *Otkrytaja zona*, janvier 1988, 3, p. 63-65 sous le titre: Sovetskie kluby vyhodjat na oficial'nyj uroven').
- KORGUNJUK Ju. Sankt-Peterburg - vtoraja rodina rossijskoj mnogopartijnosti: političeskie partii i dviženija v Peterburge, 1987-2002 [Saint-Petersbourg, la seconde patrie du multipartisme russe: partis et mouvements politiques de Saint-Petersbourg, 1987-2002]. *Politija*, 3 (26), automne 2002, p. 174-209.
- KORGUNJUK Ju., ZASLAVSKIJ S. *Rossijskaja mnogopartijnost': stanovlenie, funkcionirovanie, razvitie* [Le multipartisme russe: émergence, fonctionnement, développement]. Moscou: Fondation INDEM, 1996 [[http://www.partinform.ru/ros\\_mn.htm](http://www.partinform.ru/ros_mn.htm), consulté le 15/7/2005].
- KORNEV N. Leningradskij narodnyj front: logika post-faktum [Le Front populaire de Leningrad: logique post-factum] In *Sociologija obščestvennyh dviženij: èmpiričeskie nabljudenija i issledovanija* [Sociologie des mouvements sociaux: observations et recherches empiriques]. Saint-Petersbourg: Académie des Sciences de Russie, Institut de sociologie-annexe de Saint-Petersbourg, 1993, vol. 2, p. 154-182.
- Leningradskij narodnyj front: problema gosudarstvennogo kontrolja nad obščestvennymi dviženijami [Le Front populaire de Leningra: problème du contrôle étatique sur les mouvements sociaux] In KOSTJUŠEV V. dir. *Sovremennye obščestvennye dviženija: stanovlenie, razvitie, rol' v izmenenii obščestvennyh otnošenij i social'nyh institutov*. Leningrad: Institut de sociologie, 1990, p. 25-28.
- KOŽEMJAKIN A. dir. *Političeskie partii i dviženija Rossii. Programmnye dokumenty* [Les partis et mouvements politiques de Russie. Documents programmatiques]. Moscou, 1992, 2 vol.
- KRASIL'NIKOV D.V. *Vlast' i političeskie partii v perehodnye periody otečestvennoj istorii (1917-1918; 1985-1993)*. *Opyt sravnitel'nogo analiza* [Le pouvoir et les partis politiques dans les périodes de transition de l'histoire nationale (1917-1918; 1985-1993). Essai d'analyse comparative]. Perm: Université de Perm', 1998, 305 p.
- KUDJUKIN Pavel, DANILOV Andrej. O "tvërdoj zemle" i "tumannoj dymke" (Zametki na poljah stat'i V. Novodvorskoj "Zemskoj sobor ili Gosudarstvennaja Duma?") [Les pieds

- sur terre et la tête dans les nuages (Notes en marge de l'article de V. Novodvorskaja "Assemblée des états ou Douma d'Etat?"). *Otkrytaja zona*, octobre 1987, 1, p. 31-35.
- KUDJUKIN Pavel. Nam ne hvataet liberalizma [Nous n'avons pas assez de libéralisme]. *Panorama*, 15, janvier 1991.
- Uroki odnogo krizisa [Les leçons d'une crise]. *Otkrytaja zona*, janvier 1988, 3, p. 77-84.
- Vystuplenie P. Kudjukina ot delegacii kluba "Perestrojka" na plenarnom zasedanii 23 avgusta 1987 [Discours de P. Kudjukin au nom de la délégation du club 'Perestrojka' à la séance plénière du 23 août 1987]. *Otkrytaja zona*, octobre 1987, 1, p. 24-26.
- KUDRJAVCEV Il'ja. Reformatory v KPSS: demokratizacija ili raskol? [Les réformateurs du PCUS: démocratisation ou scission?]. *Panorama*, février 1990, 3 (15).
- LEONOV Dmitrij. Informacija o rabote sekcii po problemam èkstremizma v samodejatel'nom i neformal'nom dviženii [Information sur le travail de la section sur les problèmes d'extrémisme dans le mouvement autonome et informel]. *Otkrytaja zona*, octobre 1987, 1, p. 55-56.
- LEVANOV E. *Avtograf buduščego* [Un autographe du futur]. Moscou, 1989.
- LEVIČEVA V. dir. *Katalog-spravočnik neformal'nyh samodejatel'nyh organizacij i nezavisimoj pressy SSSR* [Catalogue-répertoire des organisations autonomes informelles et de la presse indépendante en URSS]. Moscou: Ecole Supérieure du Komsomol près le CC VLKSM, Département des initiatives sociales et du mouvement autonome des jeunes du Centre de recherche scientifique, 1990, 307 p.
- dir. *Neformal'naja volna* [La vague informelle]. Moscou: Ecole supérieure du Komsomol près le CC du VLKSM, 1990, 196 p.
- *Moloděžnyj Vavilon. Razmyšlenija o neformal'nom dviženii* [La Babylone des jeunes. Réflexions sur le mouvement informel]. Moscou, 1989.
- Opyt raboty moloděžnyh sojuzov socialističeskikh stran s samodejatel'nymi neformal'nymi ob'edinenijami [L'expérience de travail des unions de la jeunesse des pays socialistes avec les associations autonomes informelles] In SEMĚNOVA V. dir. *Neformal'nye ob'edinenija moloděži včera, segodnja... a zavtra?* [Les associations informelles de la jeunesse hier, aujourd'hui... et demain?]. Moscou: Ecole supérieure du Komsomol près le Comité central du VLKSM, Département scientifique, 1988, p. 55-61 (imprimé en décembre 1988).
- LEVIČEVA V., NELJUBIN A. Novye obščestvenno-političeskie organizacii, partii i dviženija [Les nouvelles organisations, partis et mouvements sociopolitiques]. *Izvestija CK KPSS*, août 1990, 8, p. 145-161.
- LIPICKIJ Vasilij. DemPlatforma uhodit... kto vmesto neë ? [La Plateforme démocratique s'en va... qui prendra sa place?]. *Dialog*, septembre 1990, 14, p. 37-39.
- LYSENKO Vladimir. *Informacionnoe soobščenie o zasedanii Koordinacionnogo soveta "Demokratičeskoj platformy v KPSS" 21-22/4/1990 g. v g. Moskve* [Information sur la réunion du Conseil de coordination de la Plateforme démocratique du PCUS des 21-22/4/1990 à Moscou], Moscou, 1990, 2 p.
- Korennaja reforma KPSS [Une réforme de fond du PCUS]. *Demokratičeskaja platforma*, 16-31 janvier 1990, 1, p. 4.
- Kto takie "druž'ja trudjaščihsj" i kak oni vojujut protiv demokratii? [Qui sont les "amis des travailleurs" et comment combattent-ils la démocratie?]. *Svobodnoe padenie*, octobre 1989, p. 6-8 (bulletin du club informel *Orbita* de l'Institut d'aviation de Moscou, MAI).
- Naši kommentarii k itogam vyborov v narodnye deputaty SSSR [Nos commentaires aux résultats des élections des députés du peuple de l'URSS]. *Vestnik Moskovskogo partkluba*, 0, 10/5/1989, p. 47-49.

- MALJUTIN Mihail, ČABANOV Jurij. Neformaly est'. A čto dal'she? [Aujourd'hui il y a des informels. Et après?]. *Političeskoe obrazovanie*, 1989, 13, p. 40-49.
- MALJUTIN Mihail. Eti bespokojnye "neformaly" [Ces agités d'"informels"]. *Gorizont*, 1989, 4.
- *Konceptual'nye modeli i real'noe političeskoe povedenie političeskikh partij i obščestvennyh dviženij v Rossii* [Modèles conceptuels et comportement politique réel des partis politiques et mouvements sociaux en Russie]. Moscou, 1991.
- Narodnyj Front ?! [Un Front populaire?!]. *Levyj povorot*, juillet 1988, p. 37-43.
- Neformaly v perestrojke: opyt i perspektivy [Les informels dans la perestrojka: expérience et perspectives] In AFANAS'EV Jurij dir. *Inogo ne dano*. Moscou, 1988, p. 210-227.
- Obščestvenno-političeskoe dviženie v SSSR perioda perestrojki: itogi formirovanija i razvitija [Le mouvement socio-politique de la période de la perestrojka en URSS: bilan de sa formation et de son développement] In *Politika: Problemy teorii i praktiki*, Moscou: Institut de la jeunesse, INION, vol. 2, 1990.
- Rasskaz M.V. Maljutina o Klube social'nyh iniciativ [Récit de M.V. Maljutin sur le Club d'initiatives sociales], 2001 (<http://www.igrunov.ru/cv/vchk-cv-side-stories-malutin.html>, consulté le 7/6/2004).
- MALOV Igor'. Ni sglazit' by "rebënka" [Ne pas porter malheur au "bébé"]. *Obščina*, mars 1990, 41, p. 19-20.
- MAMITOV A. *Formirovanie mnogopartijnosti v Rossii (1987-1993 gg.): Regional'nyj aspekt* [Formation du multipartisme en Russie (1987-1993): Aspect régional]. Avtoreferat dissertacii na soiskanie učenoj stepeni kandidata istoričeskikh nauk [Résumé de thèse pour le titre de *kandidat* en histoire]. Rostov-sur-le-Don: Université d'Etat de Rostov, 1995, 17 p.
- MEJER Maksim. Socialističeskaja al'ternativa v SSSR: istoriko-sociologičeskij očerk [L'alternative socialiste en URSS: essai historique et sociologique] In TORŠIN dir. *Social-demokratičeskije organizacii v SSSR: nekotorye problemy razvitija (1987-1990)* [Les organisations sociales-démocrates en URSS: quelques problèmes de développement (1987-1990)]. Moscou, 1990 p. 6-18.
- MITROHIN Sergej. Hronika Gajd-parka [Chronique du Hyde park], 18/6. *Hronograf*, 14 juillet 1988, 8.
- Hronika Gajd-parka. *Hronograf*, 22 juillet 1988, 10, p. 1-6.
- *Novye partii v političeskom spektre Rossii* [Les nouveaux partis du spectre politique russe]. Moscou, 1991, 20 p. publié dans *Panorama* en deux livraisons: 1) Dviženie 'Demokratičeskaja partija' kak partijnaja mašina [Le mouvement 'Russie démocratique' comme machine de parti]. *Panorama*, 1 (28), juillet 1991 [<http://www.panorama.ru/gazeta/1-30/p28mitr.html>], 2) Konservativnyj lager'. V uslovijah centrostremitel'noj dinamiki političeskogo spektra [Le camp conservateur. Dans une dynamique centripète du spectre politique]. *Panorama*, 2 (29), septembre 1991 [<http://www.panorama.ru/gazeta/1-30/p29kons.html>] consulté le 28/7/2005].
- Roždenie Gajd-parka [Naissance du Hyde park]. *Hronograf*, 4 juin 1988, 7.
- MOROZOVA A. *Novye političeskije partii v SSSR* [Les nouveaux partis politiques en URSS]. Moscou: La pensée russe, 1990.
- MUIZNIEKS Nils. The influence of the Baltic popular movements on the process of Soviet disintegration. *Europe-Asia Studies*, 47 (1), janvier 1995.
- MURAŠEV Arkadij. Mežregional'naja deputatskaja gruppa. Hronika minuvšego goda [Le Groupe interrégional des députés. Chronique de l'année écoulée]. *Ogonëk*, août 1990, 32, p. 6-8.
- Miting v Lužnikah glazami narodnogo deputata [Le meeting au stade Lužniki du point de vue d'un député du peuple], 2004 (<http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-histor/remen/anniversary/murashev.html>) [page consultée le 23/9/2004].



- NELJUBIN A. Raskolovšajasja Demplatforma [Une Plateforme démocratique scindée]. *Partijnaja žizn'*, avril 1991, 8.
- NOVODVORSKAJA Valerija. Zemskoj sobor ili Gosudarstvennaja Duma? [Assemblée des états ou Douma d'Etat?]. *Otkrytaja Zona*, octobre 1987, 1, p. 26-30.
- NUJKIN Andrej. Stat' deputatom [Devenir député]. *Moskovskie novosti*, 10, 5/3/1989, p. 13.
- OGORODNIKOV Aleksandr. Predanija starinny glubokoj [Des histoires du temps jadis]. *Panorama*, août 1992, 4 (34) [[http://www.panorama.ru/gazeta/p34\\_ogor.html](http://www.panorama.ru/gazeta/p34_ogor.html), consulté le 29/2/2004].
- OSTAPČUK Anna, KRASNIKOV Evgenij, MEJER Maksim. *Spravočnik. Političeskie partii, dviženija, bloki sovremennoj Rossii* [Guide. Les partis, mouvements et blocs politiques de la Russie actuelle]. Novgorod: Leta, 1993, 104 p.
- OVČINSKIJ V. O netradicionnyh gruppah moloděži [Les groupes non traditionnels de jeunes]. *Sovetskaja Justicija*, 1987, 17, p. 13-14.
- PANORAMA (Centre d'information et de recherche). Base de données biographiques "Labirint" (<http://www.panorama.ru/info/labir.html>).
- PAPP Anatolij. Tiraž samizdata [Le tirage du samizdat]. *Panorama*, 10, octobre 1989, 10 (<http://www.panorama.ru/gazeta/1-30/p10tir.html>).
- V tiskah liberalizma [Dans l'état du libéralisme], *Panorama*, 6, juin 1989, (<http://www.panorama.ru/gazeta/1-30/p06.html>, consulté le 29/2/2004].
- PASTUHOV V. Rossijskoe demokratičeskoe dviženie: put' k vlasti [Le mouvement démocratique russe: le chemin vers le pouvoir]. *Polis*, 1992, 1-2, p. 8-16.
- PAVLOVSKIJ Gleb. Sumgaitčiki [Les tueurs de Sumgaït]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 102-108.
- *Vek XX i mir: uranovyj mogil'sčik rossijskoj intelligencii* [*Vek XX i mir*, le fossoyeur de l'intelligentsia russe]. *Russkij žurnal*, 17/1/2001.
- PEČENEV V., V'JUNICKIJ V. dir. *Neformaly: kto oni? Kuda zovut?* [Les informels: qui sont-ils? Où nous mènent-ils?]. Moscou: Politizdat, 1990, 334 p.
- PLAKSIJ S. *Moloděžnye gruppy i ob'edinenija: prinčipy vozniknovenija i osobennosti dejatel'nosti: v pomošč' lektoru* [Les groupes et associations de jeunes: causes de leur émergence et spécificités de leur activité. Conseils au conférencier]. Moscou; Société "Znanie" de la RSFSR, Commission pour la diffusion du savoir dans la jeunesse, 1988, 40 p.
- POMAR Mark. The role of informal groups and independent associations in the evolution of civil society in the Soviet Union. *Nationalities papers* (special issue): A symposium on Social Movements in the USSR, XVIII (2), automne 1990, p. 50-55.
- POPOV Gavriil. Osobyj tip vlasti [Un type particulier de pouvoir]. *Demokratičeskaja platforma*, 16-31/10/1990, 1, p. 2-3.
- P[RIBYLOVSKIJ] V. Skandal'nyj okrug [Une circonscription à scandale]. *Panorama*, 4, mars 1990, p. 4.
- V CEMI [Au CEMI]. *Hronograf*, 28 mai 1988, 3, p. 1-2.
- PRIBYLOVSKIJ Vladimir. Demokratičeskaja Rossija [Russie démocratique]. *Panorama*, février 1990, 2.
- Demokratičeskie organizacii na vyborah v Moskve [Les organisations démocratiques aux élections à Moscou]. *Panorama*, 5 (17), avril 1990 (<http://www.panorama.ru/gazeta/1-30/p17dem.html>) [consulté le 27/6/2005].
- Hronika Gajd-parka [Chronique du Hyde park]. *Hronograf*, 15 septembre 1988, 13, p. 1-5.
- Iz zala suda: Vasil'ev protiv Zadornova [Au tribunal: Vasil'ev contre Zadornov]. *Hronograf*, 14, octobre 1988, p. 3-5.
- Kandidaty v Parlament Rossii [Les candidats au Parlement de Russie]. *Panorama*, mars 1990, 4 (16), p. 16 [<http://www.panorama.ru/gazeta/1-30/p16kand.html>, consulté le 20/6/2005].

- Miting v Lužnikah: vzgljad iz tolpy [Le meeting au stade Lužniki: vu de la foule], 2004 ([http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n\\_histor/remen/anniversary/pribyl-2004.html](http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n_histor/remen/anniversary/pribyl-2004.html)) [page consultée le 23/9/2004].
- Miting v Lužnikah... Načal'nye daty revoljucij otčityvajutsja ot takih mitingov [Le meeting au stade Lužniki... On fait partir les révolutions de meetings de cette envergure]. *Panorama*, mai 1989, 4 (<http://www.panorama.ru/gazeta/1-30/p04luzh.html>, consulté le 23/9/2004).
- Nacional'nyj konflikt rajonnogo masštaba [Un conflit national à l'échelle d'un quartier]. *Obščina*, 5 février 1989, 27, p. 11-13.
- Pamjat'. Opyt predvaritel'nogo opisanija [Pamjat'. Essai de description préliminaire]. *Panorama*, juillet 1990, 8, p. 7.
- Pervyj narodnyj front v Rossii [Le premier front populaire de Russie]. *Panorama*, 6, juin 1989.
- Poučitel'naja istorija Moskovskogo Narodnogo Fronta [Histoire édifiante du Front populaire de Moscou]. *Panorama*, juillet 1991, p. 6-7.
- *Slovar' novyh političeskij partij i organizacij Rossii* [Dictionnaire des nouveaux partis et organisations politiques de Russie]. Moscou: Groupe d'information et d'expertise "Panorama", 1991.
- *Slovar' oppozicii. Novye političeskie partii i organizacii Rossii* [Dictionnaire de l'opposition. Les nouveaux partis et organisations politiques en Russie]. *Analitičeskie sborniki informacionnogo agentsvta Postfactum*, série "Sostojanie strany". Moscou, avril 1991, 4-5, 51 p.
- Sto politikov Rossii [Cent hommes politiques russes]. *Partinform*, 4 (25), 21-27 janvier 1993, p. 11; 14 (35), 1-7 avril 1993, p. 11.
- *Sto politikov Rossii. Kratkij biografičeskij slovar'* [Cent hommes politiques de Russie. Bref répertoire biographique]. Moscou: Panorama, juillet 1992, p. 35.
- Učreditel'nyj s"ezd dviženija "Demokratičeskaja Rossija", Moskva, 20-21 oktjabrja 1990 [Congrès constitutif du mouvement "Russie démocratique", Moscou, 20-21 octobre 1990]. *Russkaja mysl'*, 25/10/1990.
- PROKOF'EV Jurij. Ne vybrali [Je n'ai pas été élu]. *Moskovskie Novosti*, 9 avril 1989, 15, p. 10.
- RAKITSKAJA Galina. Po povodu proekta rezoljucii "Ob otnošenii k partii "Demokratičeskij sojuz"" [A propos du projet de résolution sur le rapport au parti "Union démocratique"], ca août 1988, 4 p.
- REMnick D. Meeting with Oleg Rumjantsyev, the James Madison of Russia. *The Washington Post*, 3/9/1990 (reproduit sur le site personnel de Rumjancev: <http://rumiantsev.com/bio/?ch=3>, page consultée le 16/11/2005).
- RIORDAN Jim. Soviet Youth: Pioneers of Change. *Soviet Studies*, 40 (4), oct. 1988, p. 556-572.
- RJABOV Pëtr. KPSS: Avangard perestrojki ili oplot reakcii ? [Le PCUS: avant-garde de la perestrojka ou rempart de la réaction?]. *Obščina*, 5/2/1989, 27, p. 16-18.
- RUMJANCEV Oleg. *O samodejatel'nom dviženii obščestvennyh iniciativ (Neformal'nye ob"edinenija i ih rol' v perestrojke obščestvennoj žizni v SSSR)* [Le mouvement autonome d'initiatives sociales (les unions informelles et leur rôle dans la reconstruction de la vie sociale en URSS)]. Moscou: Institut d'économie du système socialiste mondial (IEMSS), 1988.
- Pereraspredelitel'naja model', ež protivorečija i problemy reformirovanija [Le modèle de répartition, ses contradictions et les problèmes posés par sa réforme] In *Političeskie reformy v stranah socializma: opyt, problemy, perspektivy*. Moscou, IEMSS, 1988, p. 108-125. Publié également dans JUŠENKOV Sergej dir. *Neformaly. Social'nye Iniciativy*. Moscou: Moskovskij Rabočij, 1990, p. 203-215.
- ŠABAD A. Bez ètih mitingov s"ezd prosto ne pošël by tak, kak èto v itoge polučilos' [Sans ces meetings, le Congrès ne se serait pas déroulé comme il l'a été], 2004

- [[http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n\\_histor/remen/anniversary/1085410691.html](http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n_histor/remen/anniversary/1085410691.html)] page consultée le 23/9/2004].
- SALMIN A.M., BUNIN I.M., KAPELJUŠINOV R.I., URNOV M.Ju. Partijnaja sistema v Rossii v 1989-1993 godah: opyt stanovlenija [Le système de partis en Russie entre 1989 et 1993: essai d'émergence]. Moscou: Načala-press, 1994, 85 p.
- SAMODUROV Jurij. Osuščestvimy li perestrojka sovesti i demokratizacija upravlenčeskikh otnošenij v našej strane, esli ne načat' issledovat' i govorit' vsju pravdu o 1928-1937 godah i 1949 gode? [Pouvons-nous reconstruire une conscience et démocratiser les relations hiérarchiques dans notre pays si nous ne recherchons ni ne disons toute la vérité sur les années 1928-1937 et 1949?]. Moscou, 12 novembre 1986.
- Proekt programmy i zadač raboty iniciativnoj gruppy "Za uvekovečivanie pamjati o žertvah bezzakonij i repressij v prošlom našej strany" [Projet de programme et de travail du groupe d'initiative "pour perpétuer la mémoire des victimes des illégalités et des répressions dans le passé de notre pays], Moscou, 6/9/1987 (disponible sur le site <http://www.igrunov.ru/>).
- SAMOHVALOV E. Vzgljad na sobytija 13 fevralja [Point de vue sur les événements du 13 février]. *Levyj povorot*, [mars] 1988, 5-6, p. 48-50.
- SAŠIN Andrej. MOI: Redkij primer stabil'nosti [Le MOI: un rare exemple de stabilité]. *Panorama*, juillet 1990, 7.
- Vybery-90 [Elections-90]. *Panorama*, décembre 1989, 12 [<http://www.panorama.ru/gazeta/1-30/p12v90.html>], consulté le 29/2/2004].
- SAVOSTJANOV E. Tehnologija mitingov [Technologie des meetings]. Moscou, 2002 [[http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n\\_histor/remen/anniversary/1086086302.html](http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n_histor/remen/anniversary/1086086302.html)], consulté le 23/9/2004].
- ŠČIGLIK A. Kakie u nas est' obščestvennye organizacii? [Quelles organisations sociales avons-nous?]. *Političeskoe obrazovanie*, 1987, 11, p. 77-80.
- SEMENOVA V. dir. *Neformal'nye ob'edinenija moloděži včera, segodnja...a zavtra? Sbornik statej* [Les associations informelles de jeunes hier, aujourd'hui... et demain? Recueil d'articles]. Moscou: Ecole Supérieure du Komsomol près le Comité central du VLKSM, 1988, 68 p.
- SEMINA L. Po zakonam graždanskogo vremeni [Conformément aux lois de l'époque de la société civile] In PEČENEV V., V'JUNICKIJ V dir. *Neformaly: kto oni? Kuda zovut?* [Les informels: qui sont-ils? Où nous mènent-ils?]. Moscou: Politizdat, 1990, p. 163-186.
- ŠENIN O. Za stekljannoju stenju [De l'autre côté du miroir]. *Pravda*, 5/2/1988.
- SIGMAN Carole. Russie démocratique: histoire d'une organisation. *Problèmes politiques et sociaux*, série Russie, 706: "Les partis politiques en Russie", 18/6/1993, p. 13-20.
- SKOUBKO Youri. "Le plus important, c'est de commencer". Notes sur la préhistoire de l'Union démocratique. *Revue des études slaves*, LXVII/2, 1995, p. 447-456.
- SLAVIN B., DAVYDOV V. *Novejšie političeskije partii i tečenija v SSSR (Dokumenty i materjaly)* [Les tout nouveaux partis et courants politiques en URSS (documents et matériaux)]. Moscou, 1991.
- *Novye obščestvenno-političeskije dviženija i organizacii v SSSR (Dokumenty i materialy)* [Les nouveaux mouvements et organisations sociopolitiques en URSS (documents et matériaux)]. Moscou: Institut du marxisme-léninisme près le CC du PCUS, 1990, 3 vol.
- SMOLJANSKIJ V. dir. *Mnogopartijnost' i obščestvennye dviženija* [Multipartisme et mouvements sociaux]. Moscou: Centre d'étude des processus sociopolitiques et idéologiques, 1990, 3 vol.
- ŠNEJDER Mihail. Pervyj etap: vydviženije kandidatov [Première étape: proposition des candidats] In *Vybory-1989*. Moscou: M-BIO, Panorama, 1993, p. 5-9.

- SOKOLOV Maksim, SIGAL Lev. Mossovet i rajsoveti: bor'ba za vlast' v stolice [Soviet de Moscou et soviets d'arrondissement: lutte de pouvoir dans la capitale]. *Kommersant*", 35, 10/9/1990 [<http://www.conservator.ru/lib/msokol/1990/039.shtml>, consulté le 19/10/2005].
- ŠOSTAKOVSKIJ Vjačeslav. V uslovijah krizisa reputacii [En période de crise de la réputation]. *Teatr*, 1990, 2, p. 2-11.
- SPECKHARD M. *The Awakening Bear: the Development of a Competitive Party System in Russia*. Th: Science politique: Houston: 1991.
- STANKEVIČ Sergej, ŠNEJDER Mihail. *Rekomendacii po taktike kandidatov demokratičeskogo bloka i ih komand v izbiratel'noj kampanii 1989-1990 gg.* [Recommandations de tactique aux candidats du bloc démocratique et à leurs équipes pour la campagne électorale de 1989-1990]. Moscou: Centre d'information du Front populaire de Moscou, 1990, 13 p.
- STANKEVIC Sergej. Dialog s "neformalami" [Le dialogue avec les "informels"]. *Družba*, décembre 1988, 7.
- STEPENIN M. K jubileju [A l'occasion de l'anniversaire]. *Obščina*, 13 mars 1988, 6, p. 12.
- ŠUBIN Aleksandr. Politika i pedagogika: ot "Obščiny" - k Konfederacii anarho-sindikalistov [Politique et pédagogie: d'Obščina à la Confédération des anarcho-syndicalistes] In JUŠENKOV Sergej dir. *Neformaly. Social'nye Inicijaty*. Moscou: Moskovskij Rabočij, 1990, p. 101-120.
- SUETNOV Aleksandr. Istorija odnogo arhiva. O popytke sozdanija bibliografičeskoj služby samizdata [L'histoire d'un fonds d'archives. Tentative de constituer un service bibliographique du samizdat]. *Russkij žurnal*, 16/4/1999 ([http://www.russ.ru:8080/ist\\_sovr/99-04-16/suetnov.htm](http://www.russ.ru:8080/ist_sovr/99-04-16/suetnov.htm)).
- *Spravočnik periodičeskogo samizdata* [Guide des périodiques parus en samizdat]. Moscou: Bibliothèque indépendante de Moscou, 1990.
- SULEJMANJAN A. Lėd tronulsja [La fonte des glaces]. *Obščina*, 5/2/1989, 27, p. 13-15.
- SUNDIEV Igor'. Našestvie marsian?... [Une invasion de martiens?...] In JUŠENKOV Sergej dir. *Neformaly. Social'nye Inicijaty*. Moscou: Moskovskij Rabočij, 1990, p. 4-43.
- O neformalah [A propos des informels]. *Sociologičeskie issledovanija*, 1987, 5, p. 56-62.
- TAMAS P. Uhod za kul'turnymi kornjami. *Otkrytaja zona*, janvier 1988, 3, p. 61-62 (texte original en hongrois paru le 20/11/1987).
- TINGUY Anne de. 1987-1988. Gorbatchev va de l'avant In CROSNIER Marie-Agnès, GUEIT Jean, de TINGUY Anne. *Les années Gorbatchev. L'URSS de 1985 à 1991*. Paris: La Documentation française, 1993, p. 41-58.
- TOČKIN G.. Instruktaž v.o.v. DOSAF ili čto takoe KPSS(S). *Panorama*, 4 (34), août 1992 [[http://www.panorama.ru/gazeta/p34\\_kpss.html](http://www.panorama.ru/gazeta/p34_kpss.html), page consultée le 7/6/2004].
- TOLZ Vera. *The USSR's Emerging Multiparty System*. The Washington Papers, 148. New York: Praeger Publishers, Westport, Londres, 1990.
- ULJANOVA Julija. *Sociologičeskij analiz massovyh neformal'nyh dviženij, iniciirovannyh perestrojkoj (SSSR-Rossija-SNG: 1987-2000 gg.)* [Analyse sociologique des mouvements informels de masse initiés par la perestrojka (URSS-Russie-CEI: 1987-2000)]. Moscou: Institut de sciences économiques et humaines de Moscou, 2002, 220 p.
- URBAN Michael, IGRUNOV Vyacheslav, MITROKHIN Sergej. *The Rebirth of Politics in Russia*. Cambridge: Cambridge University Press, 1997, 429 p.
- URBAN Michael. Boris El'tsin, Democratic Russia and the Campaign for the Russia Presidency. *Soviet Studies*, 44 (2), 1992, p. 187-207.
- V. A. Izgnanie L'va Šemaeva [Le bannissement de Lev Šemaev]. *Panorama*, 1990, 5 (17), avril [<http://www.panorama.ru/gazeta/1-30/p17shem.html>].
- VASILEVSKIJ Andrej. Demokratičeskij flang v moskovskom fronte [Un flanc démocratique dans le front moscovite]. *Panorama*, mai 1989, 4, p. 3.
- Demokraty: ob"edinenie i razmeževanija [Démocrates: union et désunions]. *Panorama*, 13, décembre 1990.

- Hroniki Memoriala [Chroniques de Mémorial]. *Panorama*, 10, octobre 1989, p. 6-7.
- Mossovjet: pervaja krov' [Mossovjet: le sang commence à couler]. *Panorama*, 8, juillet 1990.
- VASILEVSKIJ Andrej, PRIBYLOVSKIJ Vladimir. *Kto est' kto v rossijskoj politike (300 biografij)* [Le who's who de la politique en Russie (300 biographies)]. Moscou: Panorama, 3 vol., 1993, 678 p.
- VASILIVECKIJ A. Fevral', Fevral', ne stanovis' oktjabrëm! [Février, Février, ne te transforme pas en Octobre!]. *Panorama*, février 1990, 3 (15) [<http://www.panorama.ru/gazeta/1-30/p15.html>, consulté le 20/6/2005].
- VERHOVSKIJ Aleksandr. Kratkie zametki o vozniknovenii i načal'noj istorii *Panoramy* [Notes brèves sur l'apparition et les débuts de *Panorama*], 2002 (<http://www.igpi.ru/history/panorama.html>).
- Na "Moskovskoj tribune" [A la "Tribune de Moscou"]. *Panorama*, décembre 1989, 12, p. 2.
- Zametki ob istorii "Panoramy" [Quelques remarques sur l'histoire de *Panorama*]. *Panorama*, 2002 (<http://www.panorama.ru/info/paperhist.html>).
- VILKS A. K voprosu o mehanizme formirovanija netradicionnyh grupp molodëži s antiobščestvennoj napravlenost'ju [Mécanisme de formation des groupes non traditionnels de jeunes ayant une tendance antisociale] In *Soveršenstvovanie dejatel'nosti organov vnutrennih del po predupreždeniju pravonarušenij sredi nesoveršenoletnih* [Activité des organes de l'Intérieur en vue d'une meilleure prévention des infractions à la loi par les mineurs], Moscou, 1988.
- V'JUNICKIJ V. Ot sostavitelja [De l'éditeur] In PEČENEV V., V'JUNICKIJ V. dir. *Neformaly: kto oni? Kuda zovut?* [Les informels: qui sont-ils? Où nous mènent-ils?]. Moscou: Politizdat, 1990, p. 5-6.
- VOHMENCEVA Galina. Sociologija obščestvennyh dviženij: podhody k koncepcijam (obzor sovetskoj literatury) [Sociologie des mouvements sociaux: les approches propres à chaque conception (revue des publications soviétiques)] In *Sociologija obščestvennyh dviženij: èmpiričeskie nabljudenija i issledovanija* [Sociologie des mouvements sociaux: observations et recherches empiriques]. Saint-Petersbourg: Académie des Sciences de Russie, Institut de sociologie-annexe de Saint-Petersbourg, 1993, vol. 2, p. 131-148.
- VOLKOV Leonid. Demokratičeskij dialog ili monolog "demokratičeskoj" partii? [Dialogue démocratique ou monologue d'un parti "démocratique"?]. *Otkrytaja zona*, 7, juin-août 1988, p. 119-121.
- O Partkonferencii i eë dokumentah (vystuplenie na seminare predstavitelej obščestvenno-političeskijh organizacij, 5/6/1988, Dvorec molodëži, Moskva) [A propos de la Conférence du Parti et de ses documents (discours prononcé au séminaire des représentants des organisations socio-politiques, 5/6/1988, Palais de la jeunesse, Moscou)]. *Otkrytaja zona*, juillet-août 1988, 7, p. 42-44.
- VOLOHONSKIJ Lev. Otkrytoe pis'mo interesujuščimsja žurnalom "Glasnost'" [Lettre ouverte à ceux qui s'intéressent à la revue "Glasnost'"]. *Glasnost'*, septembre 1987, 7.
- WARNER Gail. *The Invisible Threads. Independent Soviets Working for Global Awareness and Social Transformation*. Moscou, 1994.
- WEIGLE Marcia, BUTTERFIELD Jim. Civil Societies in Reforming Communist Regimes: The Logic of Emergence. *Comparative Politics*, 25 (1), oct. 1992, p. 1-23.
- WEIGLE Marcia. Political Participation and Party Formation in Russia, 1985-1992: Institutionalizing Democracy? *Russian Review*, 53 (2), avril 1994, p. 240-270.
- WHITE Stephen. Rethinking the CPSU. *Soviet Studies*, 43 (3), 1991, p. 405-428.
- YVERT-JALU Hélène. L'image de la jeunesse soviétique des années 1980 à travers les groupes informels. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1991, 25 (25), p. 28-34 [cf. sur le site <http://www.persee.fr>]

- ZDRAVOMYSLOVA Elena. Mobilizacija resursov demokratičeskogo dviženija v Leningrade (1987-1990 gody) [La mobilisation des ressources du mouvement démocratique de Leningrad (1987-1990)] In *Perspektivy perestrojki èkonomičeskikh otnošenij*. Leningrad, 1990, p. 70-75.
- Rol' novyh obščestvennyh organizacij v formirovanii rossijskoj političeskoj simboliki [Le rôle des organisations sociales dans la formation d'une nouvelle symbolique russe] In *Mnogoobrazie interesov i instituty vlasti* [Pluralité d'intérêts et institutions de pouvoir]. Moscou: Luč, 1994, p. 131-142.
- ZEVELEV A., SVIRIDENKO Ju., ŠELOHAEV V. dir. *Političeskije partii Rossii: istorija i sovremennost'* [Les partis politiques de Russie: histoire et actualité]. Moscou: Encyclopédie politique russe, 2000, 631 p. ([http://grachev62.narod.ru/Mnpt/ch\\_26.htm](http://grachev62.narod.ru/Mnpt/ch_26.htm)).
- ŽEŽKO I., FADIN A.. Centry dosuga – novoe javlenie sociokul'turnoj sfery [Les centres de loisirs: un phénomène nouveau de la sphère socioculturelle] In *Social'noe proektirovanie v sfere kul'tury. Centry dosuga* [Les projets sociaux dans la sphère de la culture: les centres de loisirs]. Moscou: Centre de recherche sur la Culture, Ministère de la Culture de la RSFSR, 1987, p. 6-28.
- ZOLOTAREV Viktor. Miting v Lužnikah kak prodolženie mitingov neformalov 1988 goda [Le meeting au stade Lužniki comme prolongement des meetings des informels de 1988], 2004 [[http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n\\_histor/remen/anniversary/zolotar.html](http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n_histor/remen/anniversary/zolotar.html), page consultée le 23/9/2004].
- Predvaritel'noe zajavlenie o sozdanii obščestvennoj organizacii "Proekt Graždanskoe dostoinstvo" [Déclaration préliminaire sur la création de l'organisation sociale "Projet Dignité des citoyens"]. Moscou, 20 août 1987.
- ZOTOVA Zoja dir. *Monogopartijnost' v Rossii: bloki i koalicii* [Le multipartisme en Russie: blocs et coalitions]. Moscou, 1992.
- ŽURAVLEV I. "Narodnye fronty" kak faktor proto-partijnyh obrazovanij v Rossijskoj Federacii na načal'nom ètape formirovanija mnogopartijnoj sistemy (1987-1990h gg.) [Les "fronts populaires" comme facteur de création de proto-partis dans la Fédération de Russie à l'étape initiale de la formation d'un système de multipartisme (1987-1990)] In *Istorija obščestvennyh dviženij i političeskikh partij (sbornik)*. Moscou: Université d'Etat de Moscou Lomonossov (chaire d'histoire politique de la faculté d'histoire), 1992, vol. 2, p. 326-352.

## 6/ PERIODE POST-SOVIETIQUE

- BARSENKOV A., KORECKIJ V., OSTAPENKO A. *Političeskaja Rossija segodnja. Iсполnitel'naja vlast'. Konstitucionnyj sud. Lidery partij i dviženij* [La Russie politique aujourd'hui. Pouvoir exécutif. Cour constitutionnelle. Leaders de partis et mouvements], Moscou: Moskovskij rabočij, 1993.
- BERELOWITCH Alexis, WIEVIORKA Michel. *Les Russes d'en bas. Enquête sur la Russie post-communiste*. Paris: Seuil, 1996, 429 p.
- BERELOWITCH Alexis. Les élites politiques en Russie: changement et continuité In *Ex-URSS: les Etats du divorce*, Notes et études documentaires, 4982, Paris: La documentation française, 1993, p. 77-89.
- BONAMOUR Pascale. *Emergence d'une nouvelle catégorie de journalistes russes dans la transition. Rôle et enjeux de la presse écrite dans l'évolution historique de la Russie entre 1985 et 1998*. Th: études slaves: culture et société. Paris: 1998 (thèse dirigée par Claude Frioux, soutenue à Paris VIII).

- BROWN Archie. The Russian transition in comparative and Russian perspective – Central and Eastern Europe: Gains and Losses in the Transition to Democracy. *Social Research*, 63 (2), été 1996.
- DESERT Myriam. Le débat russe sur l'informel. *Questions de recherche/Research in question*, 17, mai 2006, 53 p. [<http://www.ceri-sciences-po.org/publica/qdr.htm>].
- FADIN Andrej, BUNIN Igor', MARKOV Jurij, SALMIN Aleksej. Bor'ba élit v perehodnom obščestve: nomenklatura i demokratija [La lutte des élites dans la société de transition: nomenklatura et démocratie]. *Vek XX i mir*, 1991, 5, p. 31-37.
- FADIN Andrej. Katastrofičeskaja cena obnovlenija [Le prix catastrophique du nouveau] In *Inoe. Hrestomatija novogo rossijskogo samosoznania*. Moscou, 1995 [[http://www.russ.ru/antolog/inoe/fadin\\_o.htm](http://www.russ.ru/antolog/inoe/fadin_o.htm), consulté le 26/2/2004].
- *Tretij Rim v tret'em mire* [La troisième Rome dans le tiers monde]. Moscou: Letnij sad, 1999, 382 p.
- GAZIER Anne. Quel avenir pour la "nomenklatura": la retraite, la reconversion... ou le pouvoir? *Politique étrangère*, 1, 1992, p. 113-119.
- GEL'MAN Vladimir, TARUSINA Inessa. Studies of political elites in Russia: issues and alternatives. *Communist and Post-Communist Studies*, 3 (33), septembre 2000, p. 311-329.
- GOLOSOV G. Who survives? Party origins, organizational development, and electoral performance in post-communist Russia. *Political Studies*, XLVI, 1998, p. 511-543.
- HENKIN Sergej. "Partija vlasti": rossijskij variant [Le "parti du pouvoir": version russe]. *Pro et contra*, 1 (1), août 1996.
- INED. Pyramide des âges en Russie au 1<sup>er</sup> janvier 1999 (page créée par A. Avdeev [[http://www-census.ined.fr/demogrus/Demographie/Population/Pyramides/pyr\\_tot.htm](http://www-census.ined.fr/demogrus/Demographie/Population/Pyramides/pyr_tot.htm), consultée le 6/9/2005]).
- KONSTANTINOV Il'ja. Obščestvo ne ljubit, kogda ego napominajut o ego ošibkah [La société n'aime pas quand on lui rappelle ses erreurs]. *Portail du Parti social-démocrate de Russie*, 23/10/2003 [<http://www.psdp.ru/topics/20/1221.html>, consulté le 6/7/2004].
- KRYŠTANOVSKAYA Ol'ga. From Soviet nomenklatura to Russian elite. *Europe-Asia Studies*, juillet 1996.
- KRYŠTANOVSKAJA Ol'ga. *Anatomija rossijskoj élit* [Anatomie de l'élite russe]. Moscou: Zaharov, 2005, 384 p.
- LANE David. Transition under Eltsin: the Nomenklatura and Political Elite Circulation. *Political Studies*, XLV, 1997, p. 855-874.
- LAVIGNE Marie. Ten years of transition: a review article. *Communist and Post-Communist Studies*, 33 (4), 2000, p. 475-483.
- LEONT'EV Mihail. Gazeta "Segodnja" včera i segodnja [Le journal "Segodnja" hier et aujourd'hui]. *Russkij žurnal*, 1998 [<http://www.russ.ru/journal/media/98-09-30/leont.htm>, consulté le 19/5/2005].
- LOCATELLI Catherine. La mutation de l'industrie pétrolière russe: vers l'émergence d'entreprises à l'occidentale?. *Cahiers de l'Institut d'économie et de Politique de l'Energie*, 16, 1999 [<http://web.upmf-grenoble.fr/iepe/textes/Cahier16.PDF>, page consultée le 8/11/2005].
- McFAUL Michael. Lessons from Russia's Protracted Transition from Communist Rule. *Political Science Quarterly*, 114 (1), 1999, p. 103-130.
- McFAUL Michael, MARKOV Sergej, *The Troubled Birth of Russian Democracy. Parties, Personalities, Programs*, Hoover Institution Press, Stanford University, California, 1993.
- OSTAPČUK Anna, KRASNIKOV Evgenij. Kreml' iščet upravu na Lužkova [Le Kremlin cherche à avoir prise sur Lužkov]. *Moskovskie novosti*, 28, 2001.

- PARDON Catherine, KAPLAN Hélène. La transformation de la presse soviétique à la fin de la perestroïka. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1997, vol. 46, n° 46, p. 12-17.
- PRIBYLOVSKIJ Vladimir. Bloki i frakcii rossijskogo parlamenta. Vzgljad, konečno, očen' varvarskij, no vernyj [Les blocs et fractions au parlement russe. Une vision certes très frustrée mais fidèle], *Panorama*, 2 (32), mai 1992 [<http://www.panorama.ru/gazeta/p32frac.html>, page consultée le 15/7/2005].
- Pljus putinizacija vsej strany. *Novye Izvestija*, 20/2/2003.
- Proishoždenie putinskoj oligarhii [L'origine de l'oligarchie poutinienne]. *Polit.ru*, octobre 2005 [<http://www.polit.ru/analytics/2005/10/19/oligarhi.html> et <http://www.polit.ru/analytics/2005/10/27/olig.html>].
- RICHTER A. The Russian Press after Perestroïka. *Canadian Journal of Communications*, 1995, 1, vol. 20 (<http://info.wlu.ca/~wwwpress/jrls/cjc/BackIssues/20.1/richter.html>).
- SAPIR Jacques. *Le chaos russe. Désordres économiques, conflits politiques, décomposition militaire*. Paris: La Découverte, 1996, 328 p.
- ŠMATKO Natalja. "Toposy" rossijskoj èkonomičeskoj reformy: ot ortodoksal'nogo markizma k radikal'nomu liberalizmu [Les "topos" de la réforme économique russe: du marxisme orthodoxe au libéralisme radical], 2002 (<http://rusref.nm.ru/indexpubshmatko.htm>).
- SURKOV A. dir. *Moskva osen'-93. Hronika protivostojanija* [Moscou automne-93. Chronique de l'affrontement]. 2<sup>e</sup> édition. Moscou: Respublika, 1995, 657 p.
- VERHOVSKIJ Aleksandr, PAPP Anatolij, PRIBYLOVSKIJ Vladimir. *Političeskij èkstremizm v Rossii* [L'extrémisme politique en Russie]. Moscou: Institut de sociologie expérimentale, 1996, 356 p.
- VIŠNĚVSKIJ B. Smertel'naja ošibka Lensoвета [L'erreur fatale du Lensovet]. *Političeskij žurnal*, 23/5/2005 [[http://www.yabloko.ru/Publ/2005/2005\\_05/050524\\_pj\\_vish\\_sobchiak.html](http://www.yabloko.ru/Publ/2005/2005_05/050524_pj_vish_sobchiak.html), consulté le 20/9/2005].
- WEDGWOOD BENN David. The Russian Media in Post-Soviet Conditions. *Europe-Asia Studies*, 3 (48), mai 1996, p. 471-479.
- ZAGORODNAJA E. Specialisty v oblasti provedenija izbiratel'nyh kampanij v Rossii. Mihail Maljutin [Les spécialistes des campagnes électorales en Russie. Mihail Maljutin], *Polit.ru*, ca 1999 [<http://old.polit.ru/documents/112486.html>, consulté le 21/5/2004].
- ZAJCEV D. Mozgovye centry v Rossii [Les think tanks en Russie], 16 septembre 2004 (site de Novaja politika: <http://www.novopol.ru/material449.html>).

## 7/ ARTICLES DE LA PRESSE OFFICIELLE SOVIETIQUE OU DE LA PRESSE ETRANGERE

### 1987

- GORBAČĚV Mihail. Iz vystuplenija M.S. Gorbačeva na oktjabr'skom (1987 g.) plenumе CK KPSS [Extraits du discours de M.S. Gorbačev au Plénum d'octobre (1987) du Comité central du PCUS] In KOVAL' B. dir. *Rossija segodnja. Političeskij portret v dokumentah. 1985-1991* [La Russie aujourd'hui. Portrait politique par les documents. 1985-1991]. Moscou, Meždunarodnye otnošenija, 1991, p. 416. Le discours est paru pour la première fois dans *Izvestija CK KPSS*, 2, 1989, p. 282-286.
- TATU Michel. L'"affaire Eltsine". *Le Monde*, 16/11/1987.

### 1988

- ANDREEVA Nina. Ne mogu postupit'sja principami [Je ne peux pas renoncer à mes principes]. *Sovetskaja Rossija*, 13/5/1988.
- Naša pozicija [Notre position]. *Ogoněk*, 23, juin 1988.
- Principy perestrojki: revoljucionnost' myšlenija i dejstvija [Les principes de la perestrojka: une pensée et des actes révolutionnaires], *Pravda*, 5/4/1988.



Thèses du Comité central du PCUS pour la XIX<sup>ème</sup> Conférence nationale du Parti communiste de l'Union soviétique approuvées à la session plénière du CC du PCUS du 23 mai 1988, Moscou, 26/5/1988, 20 p. (traduction française: TASS-APN).

## 1989

1 958 députés (sur 2 250) ont été élus le 26 mars. *Le Monde*, 8/4/1989.

Demokratija ne terpit demagogii [La démocratie ne supporte pas la démagogie]. *Pravda*, 10/2/1989.

Elections to new Congress of People's Deputies. *Keesing's Record of World Events*, mars 1989.

Kak golosovat' Akademii [Comment l'Académie va-t-elle voter?]. *Moskovskie Novosti*, 11, 12/3/1989, p. 9.

La scission est consommée au sein du PC de Lituanie. *Le Monde*, 26/12/1989, p. 16.

Le troisième tour des élections. Victoire à Leningrad du juge qui avait dénoncé publiquement M. Ligatchev. *Le Monde*, 17/5/1989.

Les élections au Congrès des députés du peuple. M. Boris Eltsine paraît assuré de la victoire dans la capitale. *Le Monde*, 27/3/1989.

Lužniki, èho s"ezda" [Lužniki, écho du Congrès]. *Moskovskie Novosti*, 24, 11/6/1989, p. 14.

Mnogotysjačnyj miting [Un meeting de plusieurs milliers de personnes]. *Moskovskie Novosti*, 22, 28/5/1989, p. 2.

Načat' s sebja [Commencer par soi], *Vesti*, 2, feuille d'information de l'arrondissement Sevastopol' de Moscou, août 1989, p. 1 (extrait du discours de A.M. Brjačihin au plénum du Comité du Parti de la ville de Moscou)

Neformal [Un informel]. *Moskovskie Novosti*, 22, 28/5/1989, p. 8.

Predlagajut učënye [Les scientifiques proposent]. *Moskovskie Novosti*, 15, 9/4/1989, p. 10.

Šansy na vybory [Les chances d'être élus]. *Moskovskie Novosti*, 14, 2/4/1989, p. 8.

Skol'ko kandidatov u moskvičej [Combien les moscovites ont-ils de candidats]. *Moskovskie Novosti*, 6, 5/2/1989.

TATU Michel. Composition du Congrès. Plus d'intellectuels, moins d'ouvriers. *Le Monde*, 26/5/1989.

U radikal'noj perestrojki net al'ternativy. Otčët s sobranija Mežregional'noj deputatskoj gruppy" [Il n'y a pas d'alternative à une perestrojka radicale. Compte-rendu de réunion du Groupe interrégional des députés], *Informacionnyj bjulleten'* (publication du Groupe interrégional des députés du peuple de l'URSS), 15/9/1989, p. 1.

V Akademii ili nigde... [A l'Académie ou nulle part...]. *Moskovskie Novosti*, 8, 19/2/1989, p. 9.

## 1990

Gorbachev-Yeltsin alliance on market economy. Russian economic sovereignty moves. *Keesing's Record of World Events*, août 1990.

*Hhristianskie partii i samodejatel'nye ob"edinenija*, *Sbornik materialov i dokumentov* [Les partis et associations autonomes chrétiens. Recueil de matériaux et documents], Moscou, Académie des sciences sociales près le Comité central du PCUS, 1990.

Iz stenogrammy s"ezda narodnyh deputatov RSFSR. 29/5/1990 [Extrait du sténogramme du Congrès des députés du peuple de la RSFSR, 29/5/1990]. *Sovestkaja Rossija*, 31/5/1990 (publié dans KOVAL' B. *Rossija segodnja...*, *op. cit.*, 1991, p. 454).

Iz vystuplenija B.N. El'cina na XXVIII s"ezde KPSS, 6/7/1990 [Discours de B.N. El'cin au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS, 6/7/1990]. *Pravda*, 8/7/1990 (cité par B. KOVAL'. *Rossija segodnja...*, *op. cit.*, 1991, p. 456).

Iz vystuplenija Predsedatelja Verhovnogo Soveta RSFSR B.N. El'cina na sessii Verhovnogo Soveta RSFSR, 16/10/1990 [Extraits du discours du Président du Soviet Suprême de la

- RSFSR B.N. El'cin à la session du SS de la RSFSR, 16/10/1990]. *Moskovskaja Pravda*, 18/10/1990 (publié In KOVAL' B. *Rossija segodnja...*, op. cit., 1991, p. 467-470).
- K gumannomu, demokratičeskomu socializmu (Platforma CK KPSS k XXVIII s'ezdu partii) (proekt, odobrennyj fevral'skim (1990 g.) Plenumom CK KPSS) [Vers un socialisme humain et démocratique (Plateforme du CC du PCUS pour le XXVIII<sup>ème</sup> congrès du Parti) (projet approuvé par le Plénum de février du CC du PCUS)]. *Pravda*, 13/2/1990, p. 1-2.
- Le conflit entre Moscou et les Républiques. La "guerre des lois" est engagée. *Le Monde*, 26/10/1990.
- M. Eltsine lance la "guerre des budgets". *Le Monde*, 29/12/1990.
- Non-communist administrations in Moscow and Leningrad. *Keesing's record of world events*, mai 1990.
- Obraščenie orgkomiteta po sozdaniju dviženija "Demokratičeskaja Rossija" [Déclaration du comité d'organisation du mouvement "Russie démocratique"]. *Ogoněk*, 38, 1990, septembre 1990, p. 3.
- Partijnye organizacii i samodejatel'nye dviženija [Organisations partisans et mouvements autonomes]. *Partijnaja žizn'*, 3, février 1990, p. 29-33.
- Političeskij atlas Rossii [Atlas politique de Russie]. *Sobesednik*, Moscou, 1/4/1990 (repris partiellement dans Une multitude de partis nouveaux. *Problèmes Politiques et Sociaux*, 640, série URSS, 104, Paris, La Documentation française, 1990).
- Précisions sur le programme Chataline sur le passage à une économie de marché régulé. *Le Monde*, 3/9/1990.
- Predvaritel'nye itogi vyborov narodnyh deputatov po Sevastopol'skomu rajonu [Résultats préliminaires des élections des députés du peuple dans l'arrondissement Sevastopol']. *Slovo* (journal de l'arrondissement Sevastopol'), 1, 1990, p. 4.
- SHIHAB S. M. Eltsine reporte la bataille sur la Constitution de la Russie. *Le Monde*, 28/11/1990.
- Sovereignty declarations by three republics. Republican leadership changes. *Keesing's Record of World Events*, juin 1990.
- Sozdan izbiratel'nyj blok "Demokratičeskaja Rossija" [Un bloc électoral "Russie démocratique" est créé]. *Ogoněk*, 6, février 1990, p. 17-18.
- Sozdanie partii očerednogo novogo tipa [Création d'un parti d'un nouveau type nouveau]. *Naš dom*, 10 (27), 10-16/3/1990.
- Switch to market economy. *Keesing's Record of World Events*, octobre 1990.
- Vystuplenie B.N. El'cina na fevral'skom (1990g.) plenumo CK KPSS [Discours de B.N. El'cin au plénum du Comité central du PCUS de février (1990)]. *Pravda*, 6/2/1990 (cité In KOVAL' B. *Rossija segodnja. Političeskij portret v dokumentah, 1985-1991*. Moscou, 1991, p. 446-447).
- Vystuplenie B.N. El'cina na vtoroj sessii Verhovnogo soveta RSFSR, 13/11/1990 [Discours de B.N. El'cin à la deuxième session du Soviet suprême de la RSFSR, 13/11/1990]. *Rossijskaja gazeta*, 15/11/1990 (cité par KOVAL' B. *Rossija segodnja...*, op. cit., 1991, p. 473).
- Za konsolidaciju na principial'noj osnove. Otkrytoe pis'mo Central'nogo komiteta KPSS kommunistam strany [Pour une consolidation pour des raisons de principe. Lettre ouverte du Comité central du PCUS aux communistes du pays]. *Pravda*, 11/4/1990.
- Zajavlenie B.N. El'cina na XXVIII s'ezde KPSS 12/7/1990g. o vyhode iz KPSS [Déclaration de B.N. El'cin au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès sur sa sortie du PCUS, 12/7/1990]. *Izvestija*, 13/7/1990 (cité par KOVAL' B. *Rossija segodnja...*, op. cit., 1991, p. 461).
- Žestkim kursom... Analitičeskaja zapiska po koncepcii perehoda k rynočnoj èkonomike v SSSR [Traitement d'austérité... Note d'analyse sur la conception du passage à l'économie de marché en URSS]. *Vek XX i mir*, 6, 1990.

## 1991

- End of miners' strike. Anti-strike decree. *Keesing's Record of World Events*, mai 1991.
- Government anti-crisis programme. *Keesing's Record of World Events*, avril 1991.
- Holding pro-Yeltsin Moscow demonstration despite USSR government ban. Imposition of central government control over Moscow police. *Keesing's Record of World Events*, mars 1991.
- Iz vystuplenija M.S. Gorbačëva na vstreče s rukovoditeljami gorodov i rajonov, predpriyatij, hozjajstv i učreždenij, veteranami vojny i truda Mogilevskoj oblasti BSSR, 28/2/1991 [Extraits du discours de M.S. Gorbačëv à la rencontre avec les dirigeants des villes et arrondissements, entreprises, exploitations et établissements, anciens combattants et vétérans du travail de la région de Mogilev de la république de Biélorussie]. *Izvestija*, 2/3/1991, publié dans B. KOVAL'. *Rossija segodnja...*, op. cit., 1991, p. 500.
- Les partis politiques d'URSS en chiffres. *Actualités soviétiques*, 25/1/1991.
- Narodnye deputaty RSFSR. Spravočnik serii "Kto est' kto?"* [Les députés du peuple de la RSFSR. Répertoire de la série "who's who?"] Moscou: Vneštorizdat, 1991.
- Programmy političeskikh partij v Rossii* [Les programmes des partis politiques en Russie]. Voronej, 1991.
- Revolt in the RSFSR government, Yeltsin on long vacation. RFE/RL Newline, 9/10/1991.

## 1992

- Novye političeskie i obščestvennyye organizacii (1987-1991)* [Les nouvelles organisations politiques et sociales (1987-1991)], Moscou, 1992, 2 vol.

## 1993

- Kto est' kto v Rossii i v bližnem zarubež'e* [Le Who's who de la Russie et de l'étranger proche]. Moscou : Vsë dlja vas, Russkaja press-služba, Novoe vremja, 1993.
- Kto est' kto. Političeskaja Moskva* [Le who's who du Moscou politique]. Moscou: Centre d'analyse socio-politique, Catallaxy, 1993
- La nouvelle presse russe indépendante et les sciences sociales. Exposition 4-25 juin 1993.* Paris: BDIC, Musée d'histoire contemporaine, Progress-Kompleks, 1993.
- Lëtčik vysoko letaet [Et vole le pilote]. *Kto est' kto v sovremennom mire*, 4, juillet 1993, p. 1.

## 1994

- Bjulleten' CIK RF* [Bulletin de la Commission électorale centrale de la Fédération de Russie], 1 (12), 1994.
- Spravočnik po analitičeskim centram.* Moscou, *Vek XX i mir*, 1994.
- Versija-1 [Version n°1]. *Obščaja gazeta*, 18-24/3/1994.

## 1996

- Promoting Democracy. Progress Report on U.S. Democratic Development Assistance to Russia (Letter Report, 02/29/96, GAO/NSIAD-96-40) [<http://www.fas.org/man/gao/ns96040.htm>, page consultée le 5/8/2005].

## 2001

- Hleb Pavlovskogo [Le gagne-pain de Pavlovskij]. *Profil'*, 11(233), 26/3/2001
- Igor' Mintusov v "Klube ženščin, vmešivajuščihsja v politiku" [Igor' Mintusov au "Club des femmes qui s'occupent de politique"], ca 2001 [<http://www.arbatova.ru/club/guest/8.html>, consulté le 11/1/2005].

Kreml' ne doverjaet Pravoslavnoj Cerkvi, utverždaet vysokopostavlennyj rossijskij činovnik [Selon un haut fonctionnaire russe, le Kremlin ne fait pas confiance à l'Eglise orthodoxe], 10/9/2001 [[http://old.grani.ru/church/facts/meyer\\_keston/](http://old.grani.ru/church/facts/meyer_keston/), page consultée le 15/3/2004].

V 'Rosgosstrah' pridut častnye kompanii. Gosudarstvo ostavljaet v svoih rukah kontrol'nyj paket akcij [Des entreprises privées vont entrer dans le capital de Rosgosstrah. L'Etat conserve le paquet de contrôle]. *Nezavisimaja gazeta*, 100 (2410), 6/6/2001 [[http://ng.ru/economics/2001-06-06/4\\_rosgosstrah.html](http://ng.ru/economics/2001-06-06/4_rosgosstrah.html), page consultée le 7/11/2005].

Začem Pavlovskij otdal svoi SMI [Pourquoi Pavlovskij a-t-il cédé ses médias?]. *Gazeta.ru*, 11/12/2002.

## 2002

JAKOVENKO Igor' au "Club des femmes qui s'intéressent à la politique", ca 2002 [<http://www.arbatova.ru/club/guest/35.html>, consulté le 11/1/2005].

Variante Olega [La version d'Oleg]. *Ogonëk*, 30 (4809), août 2003.

## 2004

Čelovek vseh [L'homme de tout le monde]. *Moskovskie novosti*, 13, 9/4/2004.

## **8/ TEXTES OFFICIELS**

### Antérieurs à la perestrojka

VCIK i SNK RSFSR [Comité exécutif central et Conseil des commissaires du peuple de la RSFSR]. Postanovlenie ot 10/06/1932 g. "Ob utverždenii položenija o dobrovol'nyh obščestvah i sojuzah" [Décision du 10/06/1932 de ratifier le "Règlement sur les sociétés et unions volontaires"]. *SU RSFSR*, n° 74, 1932, p. 331.

Constitution de l'URSS (7/10/1977) In GELARD Patrice (documents réunis et commentés par). *Les institutions de l'URSS, Documents d'études. Droit constitutionnel et institutions politiques*, 1.02, La Documentation Française, novembre 1984, p. 17-36.

### 1986

Les statuts du PCUS In GELARD Patrice (documents réunis et commentés par). *Les institutions de l'URSS, Documents d'études. Droit constitutionnel et institutions politiques*, 1.02, La Documentation Française, novembre 1989, p. 3-11.

### 1987

ISPOLNITEL'NYJ KOMITET SOVETA NARODNYH DEPUTATOV GORODA MOSKVY [Comité exécutif du Soviet des députés du peuple de la ville de Moscou]. Rešenje N°2075 [Décision N°2075], 11/8/1987. Annexe: Vremennye pravila organizacii i provedenija sobranij, mitingov, uličnyh šestvij, demonstracij i inyh meroprijatij na ulicah, ploščadjah, prospektah, v parkah, sadah, skverah i drugih obščestvennyh mestah g. Moskvy [Règles provisoires d'organisation et de déroulement des réunions, meetings, défilés, manifestations et autres actions dans les rues, places, avenues, parcs, jardins, squares et autres lieux publics de la ville de Moscou], publié dans *Točka zrenija*, 4, sept.-déc. 1987, p. 127-129.

### 1988

Constitution de l'URSS [amendée en décembre 1988] In GELARD Patrice (documents réunis et commentés par). *Les institutions de l'URSS. Documents d'études. Droit*

*constitutionnel et institutions politiques*, 1.02, La Documentation Française, novembre 1989, p. 18-35.

Loi sur les élections des députés du peuple de l'URSS (1/12/1988), *Vedomosti Verhovnogo Soveta SSSR*, 49, 1988; In GELARD Patrice (documents réunis et commentés par). *Les institutions de l'URSS. Documents d'études. Droit constitutionnel et institutions politiques*, 1.02, La Documentation Française, novembre 1989, p. 39-42.

PREZIDIUM VERHOVNOGO SOVETA SSSR [Présidium du Soviet Suprême de l'URSS]. Ukaz N° 504 o porjadke organizacii i provedenija sobranij, mitingov, uličnyh šetvij i demonstracij v SSSR [Ukaz N° 504 sur les procédures d'organisation et de déroulement des réunions, meetings, défilés et manifestations en URSS], 28/7/1988. *Vedomosti Verhovnogo Soveta SSSR*, 31 (2469), 3/8/1988, p. 564-565.

PREZIDIUM VERHOVNOGO SOVETA SSSR [Présidium du Soviet Suprême de l'URSS]. Ukaz N° 505 ob otvetstvennosti za narušeniem ustanovlennogo porjadka organizacii i provedenija mitingov, sobranij, uličnyh šetvij i demonstracij [Ukaz N° 505 sur la responsabilité en cas d'infraction aux procédures d'organisation et de déroulement des réunions, meetings, défilés et manifestations], 29/7/1988.

Proekt zakona SSSR "O dobrovol'nyh obščestvah, organah obščestvennoj samodejatel'nosti i samodejatel'nyh obščestvennyh objedinenijah" [Projet de loi de l'URSS sur les associations volontaires, les organes d'autonomie sociale et les unions sociales autonomes], 1988, publié dans *Otkrytaja zona*, 4, février 1988, p. 41-52

#### 1989

Zakon RSFSR "O vyborah narodnyh deputatov mestnyh sovetov narodnyh deputatov RSFSR". 20/12/1989 [Loi de la RSFSR sur les élections des députés du peuple des soviets locaux des députés du peuple de la RSFSR].

#### 1990

Deklaracija o gosudarstvennom suverenitete Rossijskoj Sovetskoj Federativnoj Socialističeskoj Respubliki [Déclaration de souveraineté étatique de la République socialiste fédérative soviétique de Russie]. *Vedomosti S'ezda narodnyh deputatov RSFSR i Verhovnogo Soveta RSFSR*, 2, 1990, p. 22.

Zakon Sojuza Sovetskih Socialističeskih Respublik O pečati i drugih sredstvah massovoj informacii, 12/6/1990, parue dans les *Izvestija*, 20/6/1990.

#### 2005

Loi fédérale N° 51-FZ du 18/5/2005 sur les élections des députés à la Douma d'Etat de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie (Federal'nyj zakon Rossijskoj Federacii ot 18/25/2005 N°51-FZ o vyborah deputatov Gosudarstvennoj Dumy Federal'nogo Sobranija Rossijskoj Federacii) [consultée sur le site [http://www.votas.ru/fz\\_gd\\_05.htm](http://www.votas.ru/fz_gd_05.htm) le 15/3/2006]

Loi de la ville de Moscou du 6/5/2005 N°38 "Code électoral de la ville de Moscou" (Zakon g. Moskvy ot 6/5/2005 N°38 "Izбирatel'nyj kodeks goroda Moskvy") [consultée sur le site <http://www.cityline.ru/politika/vybory/ikgm05.html> le 15/3/2006].

## SOURCES ORALES

(Personne interrogée, position dans le mouvement entre 1987 et 1991, date des entretiens)

Abramovič Aleksandr Borisovič, membre du Front populaire de Moscou (MNF), du Groupe interclubs du Parti (MPG), du Club du Parti de Moscou (MPK) et du Comité moscovite des nouveaux socialistes (MKNS), 13 août 1994.

Aksjučica Inna Viktorovna, assistante et fille de Viktor Aksjučic, coprésident du Mouvement démocrate-chrétien de Russie (RHDD) et député au Congrès des députés du peuple de Russie, 14 août 1991.

Artěmov Artěm Jur'evič, membre du Front populaire de Moscou (MNF), de l'Union des constitutionnels-démocrates (SKD), du Mouvement démocrate-chrétien de Russie (RHDD), du mouvement Russie démocratique, 27 janvier 1991.

Asta'ev Mihail Georg'evič, membre du Front populaire de Moscou (MNF), de l'Union des constitutionnels démocrates (SKD), du Parti constitutionnel-démocrate – Parti de la liberté du peuple (KPD-PNS), du mouvement Russie démocratique, député au Congrès des députés du peuple de Russie, 7 mai 1992.

Bogačev Vladimir Valentinovič, membre de l'Union démocratique (DS), coordinateur du Parti démocrate libéral de Russie (LDPR), 29 janvier 1991.

Boganceva Irina Vladimirovna, membre du Comité de défense de T. Gdljan et N. Ivanov, du Conseil de coordination de l'Union des électeurs de Moscou (MOI), du mouvement Russie démocratique, député au Soviet de Moscou, 26 juillet 1994 et 29 juin 1996.

Bokser Vladimir Oskarovič, membre du Front populaire de Moscou (MNF), du Conseil de coordination de l'Union des électeurs de Moscou (MOI), du Conseil de coordination du mouvement Russie démocratique, député du Soviet de Moscou, 3 juillet 1992.

Borovoj Konstantin Natanovič, dirigeant du Parti de la liberté économique (PES), président de la Bourse des marchandises et des matières premières de Russie, 12 mai 1993.

Brjačihin Aleksej Miheevič, Premier secrétaire du Comité du Parti de l'arrondissement Sevastopol' (Moscou), 10 juin 1996.

Čabanov Jurij Andreevič, chef du Département idéologique du Comité du Parti de l'arrondissement Sevastopol', 22 juin 1996.

Čubajs Igor' Borisovič, membre du club Perestrojka, de Perestrojka-88, du Club du Parti de Moscou (MPK), de la Plateforme démocratique du PCUS, du Parti démocratique de Russie (DPR), du Parti républicain de la Fédération de Russie (RPRF), 18 janvier 1994 et 13 juin 1996; entretien accordé à S. Mitrofanov, 30 mai 2004.

Čuev Aleksandr Viktorovič, membre de l'Union démocratique (DS), de l'Union démocrate-chrétienne de Russie (HDS), président du Parti démocrate-chrétien de Russie (RHDP), 17 janvier 1991, 5 août 1991 et 14 février 1992.

Čurbanov Vadim Borisovič, président de la Commission d'étude des mouvements sociaux de l'Association soviétique de sociologie de l'Académie des sciences de l'URSS, Directeur du Centre de recherche sur la Culture près le ministère de la Culture de la RSFSR, 19 juillet 1994.

Dam'e Vadim Valer'evič, coprésident de la Fédération écologiste, coprésident de l'organisation moscovite du Parti des verts, 22 janvier 1991, 14 mai 1992 et 6 août 1993.

Danilov Andrej Viktorovič, membre du club Perestrojka démocratique, du Front populaire de Moscou (MNF), 4 août 1994.

Debrjanskaja Evgenija, membre de l'Union démocratique, puis dirigeante du Parti libertaire, 6 janvier 1991.

Elie, Général, attaché militaire à l'Ambassade de France à Moscou, 14 décembre 1993.

Fadeev Valerij Valer'evič, membre du Club Perestrojka, de Perestrojka-88, de Mémorial, dirigeant d'un club d'électeurs de quartier à Moscou, 2 août 1994.

Fadin Andrej Vasil'evič, membre du club Perestrojka démocratique, de Perestrojka démocratique, du Parti social-démocrate de Russie (SDPR), 7 septembre 1994; interview à Radio Liberté, ca début avril 1989 (archives sonores de A. Fadin).

Fëdorovskij Vladimir, attaché de presse du Mouvement pour les réformes démocratiques (DDR), 14 août 1991.

Filippov Pëtr Sergeevič, membre dirigeant du club Perestrojka de Leningrad, du Front populaire de Leningrad, de la Plateforme démocratique du PCUS, du mouvement Russie démocratique, du Parti républicain de la Fédération de Russie (RPRF), député du Soviet de Leningrad et du Congrès de Russie, 17 juillet 1992.

Globačëv Mihail Ol'gerdovič, rédacteur en chef adjoint du journal *Graždanskoe dostoinstvo*, coprésident du Parti des Constitutionnels démocrates (PKD), 8 août 1991, 5 juillet 1992 et 18 juin 1993.

Gordon Leonid Abramovič, sociologue à l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales de l'Académie des sciences (IMEMO), membre de la Commission d'étude du mouvement autonome de l'Association soviétique de sociologie, 29 juin 1994.

Gusev Georgij Georg'evič, membre du groupe "Action populaire" et du Groupe interclubs du Parti (MPG), 18 juillet 1994.

Homjakov Valerij Alekseevič, membre d'un club d'électeurs de quartier de Moscou, du Club du Parti de Moscou (MPK), de la Plateforem démocratique du PCUS, du Parti démocratique de Russie (DPR), 31 janvier 1992.

Igrunov Vjačeslav Vadimovič, membre du KSI, de Perestrojka, de Perestrojka-88, de Mémorial, du M-BIO, 6 février 1994, 22 juin 1994, 2 août 1994 et 27 juin 1996.

Ihlov Evgenij Vital'evič, membre de l'Union des constitutionnels démocrates (SKD) puis du Parti des constitutionnels démocrates (PKD), 5 juillet 1992.

Isaev Andrej Konstantinovič, dirigeant du club Obščina, de la Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK), de la Fédération des anarcho-syndicalistes (KAS), 6 mai 1993.

Jakovenko Igor' Aleksandrovič, chef du Département idéologique du Comité du Parti de l'arrondissement Dzerjinskij (Moscou), enseignant à l'Ecole supérieure du Parti de Moscou près le CC du PCUS, rédacteur du service d'étude de l'opinion publique de la revue du Comité central du PCUS *Dialog*, membre de la Plateforme démocratique du PCUS, du Parti républicain de la Fédération de Russie (RPRF), 1<sup>er</sup> juillet 1993.

Jankov Kirill Vadimovič, membre du club Perestrojka, puis de Perestrojka démocratique, du Parti social-démocrate de Russie (SDPR), député du Soviet de l'*oblast'* de Moscou, 9 août 1994.

Kagarlickij Boris Jur'evič, membre du KSI, d'Initiative socialiste (SI), de la Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK), du Front populaire de Moscou et du Comité moscovite des nouveaux socialistes (MKNS), député du Soviet de Moscou, 6 février 1991, 25 juin 1993 et 21 juin 1996.

Kardail'skij Vladimir Aleksandrovič, membre du club Perestrojka, puis de Perestrojka démocratique, membre du Groupe extrastatutaire du Parti du club Perestrojka démocratique, du Parti social-démocrate de Russie (SDPR), 27 juillet 1994.

Kiselëv Aleksandr Aleksandrovič, membre dirigeant du Mouvement des réformes démocratiques de Russie (RDDR), 6 juillet 1992.

Konstantinov Ilja Vladislavovič, membre du Front populaire de Leningrad (LNF), du mouvement Russie démocratique, député au Congrès des députés du peuple de Russie, 28 juillet 1994.

Korovikov Igor' Valentinovič, président du Parti du travail libre (PST), 24 avril 1992.

Krasnikov Evgenij Nikolaevič, membre du club Perestrojka puis de Perestrojka démocratique, 15 juillet 1994.

Kruger Vera Francevna, membre d'un club d'électeurs de quartier de Moscou, du Conseil de coordination de l'Union des électeurs de Moscou (MOI), du comité d'organisation puis du Conseil de coordination du mouvement Russie démocratique, 16 juin 1993 et 14 janvier 1994.

Krotov Nikolaj Ivanovič, instructeur du Département idéologique du Comité du Parti de l'arrondissement Brejnev/ Čerëmuški (Moscou), 17 février 1994.

Kudjukin Pavel Mihajlovič, membre du club Perestrojka, puis de Perestrojka démocratique, membre de Mémorial, du Parti social-démocrate de Russie (SDPR), 4 février 1992, 16 juin 1993, 12 janvier 1994, 12 juin 1994 et 24 juin 1996.

Kurašvili Boris Pavlovič, chercheur à l'Institut de l'Etat et du Droit de l'Académie des sciences, 26 juillet 1994.

Leonov Dmitrij, membre du club Perestrojka, puis de Perestrojka-88, de Mémorial, 25 juillet 1994.

Lipickij Vasilij Semënovič, membre du Club du Parti de Moscou (MPK), de la Plateforme démocratique du PCUS, du Mouvement démocratique des communistes (DDK), du Parti populaire "Russie libre" (NPSR), 6 mai 1992 et 14 mai 1993.

Maljutin Mihail Valentinovič, membre du Club d'initiatives sociales (KSI), du groupe Initiative socialiste (SI), de la Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK), du club Perestrojka, puis de Perestrojka démocratique, du Groupe extrastatutaire du Parti du club Perestrojka démocratique, du Club du Parti de Moscou (MPK), du Front populaire de Moscou (MNF), du Parti républicain (RPRF), du Comité national pour le Parti socialiste, enseignant à l'Ecole supérieure du Parti de Moscou près le CC du PCUS, 13 février 1991, 21 janvier 1992, 21 juin 1992 et 16 février 1994.

Medvedev Anatolij Nikolaevič, membre du club Perestrojka démocratique, du Front populaire de Moscou (MNF), député du Congrès des députés du peuple de la RSFSR, 12 août 1994.

Mehanik Aleksandr Grigor'evič, membre du Club du Parti de Moscou (MPK), de la Plateforme démocratique du PCUS, du Parti républicain de la Fédération de Russie (RPRF), 18 juillet 1994 et 13 juin 1996.



Mejer Maksim Mihajlovič, membre du club Notre Arbat, du Club d'initiatives sociales (KSI), 6 août 1994.

Mintusov Igor' Evgen'evič, membre du club Perestrojka, puis de Perestrojka démocratique, 15 août 1994 et 18 juin 1996.

Mitrofanov Sergej Valentinovič, membre de Perestrojka puis de Perestrojka démocratique, du Parti social-démocrate de Russie (SDPR), 13 août 1994, 20 août 2004 et 13 avril 2005.

Mitrohin Sergej, membre de Perestrojka puis de Perestrojka-88, membre du M-BIO, 9 août 1994.

Molčanov Eduard Dmitrievič, membre de l'Union démocratique (DS), 5 août 1994.

Murašev Arkadij Nikolaevič, secrétaire du Groupe interrégional des députés (MDG), député de l'URSS, membre du comité d'organisation du mouvement Russie démocratique, 20 mai 1993.

Novodvorskaja Valerija Il'inična, dirigeante du séminaire Démocratie et humanisme, de l'Union démocratique (DS), 2 février 1991.

Ogorodnikov Aleksandr Jul'evič, président de l'Union démocrate-chrétienne de Russie (HDS), 12 janvier 1991, 26 juillet 1991 et 21 janvier 1992.

Orlov Boris Sergeevič, membre du Parti social-démocrate de Russie (SDPR), 26 mai 1992 et 18 mai 1993.

Papp Anatolij Aleksandrovič, membre du groupe Dignité des citoyens, membre de la rédaction de *Panorama*, 22 août 1994.

Pavlovskij Gleb Olegovič, membre du KSI, rédacteur de la revue *Vek XX i mir*, 10 août 1994; discours introductif de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka", 20 août 1987 (archives sonores de G. Pel'man).

Pel'man Grigorij Leopoldovič, membre du KSI, de la rédaction de *Hronograf*, de la coopérative Perspektiva, 6 juillet 1994 et 13 juillet 1996.

Ponomarëv Lev Aleksandrovič, membre dirigeant de Mémorial, du mouvement Russie démocratique, député au Congrès des députés du peuple de Russie, 16 février 1994.

Pribylovskij Vladimir Valerianovič, membre du KSI, de la rédaction de *Hronograf* puis de *Panorama*, 10 janvier 1994, 5 septembre 1994, 28 juin 1996.

Rakitskaja Galina Jakovlevna, membre de la Commission d'étude des mouvements sociaux de l'Association soviétique de sociologie (SSA) de l'Académie des sciences de l'URSS, membre du club Perestrojka démocratique, du Parti social-démocrate de Russie (PSDR), 24 février 1994.

Rojtman Il'ja Borisovič, membre du Parti démocratique de Russie (DPR), 15 mai 1992 et 20 mai 1993.

Rumjancev Oleg Germanovič, dirigeant du club Perestrojka, puis de Perestrojka démocratique, du Parti social-démocrate de Russie (SDPR), député au Congrès des députés du peuple de Russie, 25 juillet 1991.

Samodurov Jurij Vadimovič, membre du club Perestrojka, de Mémorial, 15 et 22 juillet 1994.

Sigal Lev Isaakovič, membre du club Perestrojka, puis de Perestrojka démocratique, 30 juin 1996.

Šnejder Mihail Jakovlevič, membre du Front populaire de Moscou (MNF), de l'Union des électeurs de Moscou (MOI), du mouvement Russie démocratique, 24 février 1994.

Šostakovskij Vjačeslav Nikolaevič, recteur de l'Ecole supérieure du Parti de Moscou près le CC du PCUS, membre de la Plateforme démocratique du PCUS, du Parti républicain de la Fédération de Russie (RPRF), 13 février 1991, 1<sup>er</sup> août 1991, 23 janvier 1992 et 24 août 1993.

Stankevič Sergej Borisovič, volontaire auprès de la commission pour la contre-propagande du Comité du Parti de l'arrondissement Brejnev/Čerěmuški, membre du Groupe interclubs du Parti (MPG), du Front populaire de Moscou (MNF), député de l'URSS, député du Soviet de Moscou, 1<sup>er</sup> septembre 1994.

Šubin Aleksandr Vladlenovič, membre du club Obsčina, de la Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK), de la Confédération des anarcho-syndicalistes (KAS), 14 décembre 1993.

Surikov Igor' Mihailovič, membre du Front populaire de Moscou (MNF), de l'Union des constitutionnels démocrates (SKD), du Parti des constitutionnels démocrates (PKD), du Parti constitutionnel-démocrate – Parti de la liberté du peuple (KPD-PNS), 29 août 1994.

Tolstoj Mihail Nikitič, membre du Parti démocratique de Russie (DPR), député du Congrès des députés de Russie, 16 février 1991, 31 juillet 1991 et 10 juin 1992.

Travkin Nikolaj Iljič, membre de la Plateforme démocratique du PCUS, du Groupe interrégional des députés de l'URSS (MDG), député du Soviet suprême de la RSFSR, président du Parti démocratique de Russie (DPR), 11 mai 1993.

Vahnina Ljudmila Vsevolodovna, membre du Conseil de coordination du Club d'électeurs de l'Académie des sciences (KIAN), 6 juillet 1994.

Verhovskij Aleksandr Markovič, membre du groupe Dignité des citoyens, membre de la rédaction de *Panorama*, 22 août 1994.

Vodolazov Grigorij Grigor'evič, rédacteur de la revue *Problemy mira i socializma*, membre de la Plateforme démocratique du PCUS, du Mouvement démocratique des communistes (DDK), du Parti populaire "Russie libre" (NPSR), 25 août 1993 et 20 juin 1996.

Volkov Leonid Borisovič, membre du club Perestrojka, puis de Perestrojka démocratique, du Parti social-démocrate de Russie (SDPR), député du Congrès des députés de Russie, 25 janvier 1994.

Vol'skij Arkadij Ivanovič, président de l'Union des entrepreneurs et des industriels de Russie (RSPP), 6 janvier 1993.

Žirinovskij Vladimir Vol'fovič, participant au congrès constitutif du parti Union démocratique (DS), président du Parti libéral démocratique d'Union soviétique (LDPSS), rebaptisé Parti libéral démocratique de Russie (LDPR), 12 janvier 1991 et 26 juillet 1991.

Zolotarëv Viktor Borisovič, membre du groupe Dignité des citoyens, du club Perestrojka, puis de Perestrojka démocratique, dirigeant de l'Union des constitutionnels-démocrates (SKD), coprésident du Parti des Constitutionnels démocrates (PKD), 3 août 1990.

Zolotarëva Anna Borisovna, membre du groupe Dignité des citoyens, du club Perestrojka, puis de Perestrojka démocratique, membre de l'Union des constitutionnels-démocrates puis du Parti des Constitutionnels démocrates (PKD), 27 juillet 1994.

## MATERIAUX DES CLUBS INFORMELS

### 1/ DECLARATIONS ET MATERIAUX INTERNES DES CLUBS

#### 1987

- AKOI (Associacija "Kol'co obščestvennyh iniciativ") [Association "Cercle des initiatives sociales"]. Principy organizacii AKOI [Principes d'organisation d'AKOI]. *Otkrytaja zona*, 1, octobre 1987, p. 6-9.
- FSOK. Deklaracija Federacii socialističeskikh obščestvennyh klubov [Déclaration de la Fédération des clubs sociaux socialistes]. *Otkrytaja zona*, 1, octobre 1987, p. 9-12.
- KSI (Klub social'nyh iniciativ) [Club des initiatives sociales]. Zasedanie "Obsuždenie koncepcii dejatel'nosti KSI" [Réunion "Discussion sur la conception de l'activité du KSI"], 26/2/1987 (Dossier du KSI, archives du M-BIO).

### DECLARATIONS COMMUNES

- Obščestvenno-političeskie kluby v SSSR. Pervaja informacionnaja vstreča-dialog "Obščestvennye iniciativy v perestrojke" [Les clubs socio-politiques en URSS. Première rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka"]. *Glasnost'*, 7, 1987 (reproduit dans *Russkaja mysl'*, 11 décembre 1987, p. V).
- Rabočij dokument N° 1, Proekt obraščeniya I informacionnoj vstreči-dialoga [Document de travail N° 1, Projet de déclaration de la 1<sup>ère</sup> rencontre-dialogue d'information]. *Otkrytaja zona*, 1, octobre 1987, p. 56-57.
- Rabočij dokument N° 2 sekcii po ekstremizmu. Proekt zajavleniya I informacionnoj vstreči [Document de travail N° 2 de la section sur l'extrémisme, Projet de déclaration de la 1<sup>ère</sup> rencontre d'information]. *Otkrytaja zona*, 1, octobre 1987, p. 57-58.
- Vstreča redaktorov i predstavitelej nezavisimyh izdanij v Leningrade 24-25 oktjabrja 1987 g. [Rencontre des rédacteurs et représentants des publications indépendantes à Leningrad, les 24-25 octobre 1987]. *Točka zrenija*, 4, septembre-décembre 1987, p. 50-71.

#### 1988

- GRAŽDANSKOE DOSTOINSTVO [Dignité des citoyens]. Zajavlenie gruppy "Graždanskoe dostoinstvo" (2/6/1988) [Déclaration du groupe "Dignité des citoyens"]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 57-58.
- KLUB DEMOKRATIČESKAJA PERESTROJKA [Club Perestrojka démocratique]. Demokratičeskij nakaz. Programmnye tezisy po perestrojke političeskoj sistemy (puti k demokratičeskomu socializmu) [Mandat démocratique. Thèses programmatiques pour une restructuration du système politique (voies du socialisme démocratique)]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 17-33.
- Zajavlenie kluba "Demokratičeskaja Perestrojka" (18/1/1988) [Déclaration du club "Perestrojka démocratique" (18/1/1988)]. *Levyj Povorot*, ca janvier 1988, p. 29.
- KSI. *Orgkomitet naučno-praktičeskoj konferencii "Proizvodstvennoe samoupravlenie – opyt, teorija, praktika*. 4-6 février 1988 [Comité organisateur de la conférence scientifique et pratique "Autogestion économique: expérience, théorie et pratique"] (Dossier du KSI, archives du M-BIO).
- MEŽKLUBNAJA PARTIJNAJA GRUPPA [Groupe interclubs du Parti]. O tezisah CK KPSS k XIX vsesojuznoj partijnoj konferencii [A propos des thèses du Comité central du PCUS à la 19<sup>ème</sup> Conférence nationale du Parti]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 61-64.
- MOSKOVSKIJ NARODNYJ FRONT (MNF) [Front populaire de Moscou]. Sobranie rasširenoj orggruppy vosresnoj (5 maja) konferencii o sozdanii NF, [Réunion du

groupe organisateur élargi de la Conférence du dimanche 5 mai sur la création d'un Front populaire], 7/6/1988 (Archives populaires, fonds Zolotarëv N° 148, dossier 86, inventaire 3, liasse 1).

— Mnenie MOK NF [Avis du Comité d'organisation moscovite du Front populaire]. *Levyj povorot*, 11, 1988, p. 34.

VNEUSTAVNAJA PARTIJNAJA GRUPPA KLUBA "DEMOKRATIČESKAJA PERESTROJKA" [Groupe extrastatutaire du Parti du club Perestrojka démocratique]. Kompartija vo glave processa ozdorovlenija obščestva (Obrašćenie vneustavnoj partgruppy kluba 'Demokratičeskaja perestrojka' k XIX partkonferencii) [Le Parti communiste à la tête d'un processus d'assainissement de la société (Appel du Groupe extrastatutaire du Parti du club Perestrojka démocratique à la 19<sup>ème</sup> Conférence du Parti)]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 35-41.

#### DECLARATIONS COMMUNES

Obščestvennyj nakaz partijnoj konferencii [Mandat de la société à la Conférence du Parti]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 66-72.

V redakcii gazet i žurnalov, v molodežnye redakcii APN i TASS [A l'intention des rédaction de journaux et revues, aux rédactions pour la jeunesse de l'APN et de TASS]. *Levyj povorot*, 5-6, mars 1988, p. 18-19.

Zaključenie juridičeskoj komissii političeskogo diskussionnogo kluba "Perestrojka-88", proekta "Graždanskoe dostoinstvo", redakcii obščestvenno-političeskogo žurnala *Točka zrenija* po proektu Zakona SSSR "O dobrovol'nyh obščestvah, organah obščestvennoj samodejatel'nosti i samodejatel'nyh obščestvennyh ob'edinenijah" [Conclusion de la commission juridique du club de discussion politique Perestrojka-88, du projet Dignité des citoyens, de la rédaction de la revue socio-politique *Točka zrenija* sur le projet de loi sur "Les associations volontaires, les organes d'autonomie sociale et les unions sociales autonomes"]. *Otkrytaja zona*, 4, février 1988, p. 37-40.

Zaključitel'noe kommjunike vstreči redaktorov i predstavitelej nezavisimyh izdanij [Communiqué final de la rencontre des rédacteurs et représentants de publications indépendantes]. *Otkrytaja zona*, 3, janvier 1988, p. 14-15.

#### **1989**

KLUB DEMOKRATIČESKAJA PERESTROJKA [Club Perestrojka démocratique]. Po povodu rešenija plenuma rukovodjaščih organov AN SSSR ot 18 janvarja 1989 (otkrytoe obraščenie) [A propos de la décision du plénum des organes dirigeants de l'Académie des sciences de l'URSS du 18 janvier 1989 (déclaration publique)], 24 janvier 1989 (Archives de Ju. Čabanov).

KSI. Pis'mo KSI Beljaevu A.A., glavnomu redaktoru *Vek XX i mir* [Lettre du KSI à Beljaev A.A., rédacteur en chef de *Vek XX i mir*], ca 1988 (dossier du KSI, archives du M-BIO).

LENINGRADSKIJ PARTIJNYJ KLUB (Club du Parti de Leningrad). Za demokratičeskiju platformu KPSS! Deklaracija Leningradskogo partijnogo kluba" [Pour une plateforme démocratique du PCUS!]. *Obnovlenie*, 1, décembre 1989.

MEMORIAL. Stenogramma Plenuma Pravlenija VDIPO "Memoriala" [Sténogramme du Plénum de la direction de l'Association "Mémorial"], 14-15/10/1989 (archives de Mémorial).

MEŽKLUBNAJA PARTIJNAJA GRUPPA [Groupe interclubs du Parti]. Central'nomu Komitetu Kommunističeskoj partijj Sovetskogo Sojuza. Pis'mo kommunistov mežklubnoj partgruppy [Au Comité central du Parti communiste de l'Union

- soviétique. Lettre des communistes du groupe interclubs]. *Vestnik moskovskogo partkluba*, 0, mai 1989, p. 51-52.
- MOI. Zajavlenie. Vsesojuznaja konferencija klubov i dviženij izbiratelej [Déclaration. Conférence nationale des clubs et mouvements d'électeurs], 2-3/12/1989 (Archives de l'Union interrégionale d'électeurs, MOI).
- Conférence de presse, 11/11/1989 (archives du MOI).
- MOSKOVSKIJ PARTIJNYJ KLUB (MPK) [Club du Parti de Moscou]. K kommunistam v pervičnyh partijnyh organizacijah, rajkomah, MGK KPSS [Aux communistes des cellules de base du Parti, des rajkoms, du Comité de la ville de Moscou du PCUS], 7/6/1989 In *Sbornik dokumentov Moskovskogo partijnogo kluba (Kommunisty za perestrojku)*, Moscou, 1989.
- K tovariščam v pervičnyh partijnyh organizacijah [Aux camarades des cellules de base du Parti], 24/6/89.
- Moskovskij partijnyj klub "Kommunisty za perestrojku" v MGK KPSS, v Sevastopol'skij RK KPSS, v redakciju gazety "Moskovskaja pravda" [Le Club du Parti de Moscou "Communistes pour la perestrojka" au Comité du Parti de la ville de Moscou, au Comité du Parti de l'arrondissement Sevastopol', à la rédaction de la Moskovskaja Pravda] (13/12/1989) (Archives de Ju. Čabanov).
- Obraščenie kommunistov partijnyh klubov i organizacij. Kommunisty-reformatory za demokratičeskiju platformu v KPSS. Obraščenie ko vsem tovariščam po partii [Déclaration des communistes des clubs et organisations du Parti. Communistes-réformateurs pour une plateforme démocratique du PCUS. Déclaration à tous les camarades du Parti], 28/10/1989 In SLAVIN B.F., DAVYDOV V.P. dir. *Novye obščestvenno-političeskie dviženija i organizacii v SSSR (dokumenty i materialy)*, Moscou: Institut du marxisme-Léninisme (IML) près le CC du PCUS, 1990, vol. 1, p. 22-24.
- Otmenit' stat'ju 6 Konstitucii SSSR. Obraščenie Moskovskogo partijnogo kluba "Kommunisty-reformatory za demokratičeskiju platformu v KPSS" k tovariščam kommunistam i bespartijnym [Abrogation de l'article 6 de la Constitution de l'URSS. Déclaration du Club du Parti de Moscou "Communistes pour la perestrojka" aux camarades du Parti et aux non-membres du Parti], 15/11/1989 (Archives de Ju. Čabanov).
- Platforma Moskovskogo partijnogo kluba ('Kommunisty za perestrojku') k XXVIII vneočerednomu s"ezdu Kommunističeskoj partii Sovetskogo Sojuza (proekt) [Plateforme du Club du Parti de Moscou 'Communistes pour la perestrojka' pour le XXVIII<sup>ème</sup> congrès extraordinaire du Parti communiste de l'Union soviétique (projet)], ca automne-hiver 1989, 5 p. (Archives de Ju. Čabanov).
- Sozdadim demokratičeskiju platformu v KPSS. Obraščenie moskovskogo partkluba "Kommunisty za perestrojku" ko vsem tovariščam po partii (proekt) [Créons une plateforme démocratique dans le PCUS. Déclaration du Club du Parti de Moscou "Communistes pour la perestrojka" à tous les camarades du Parti (projet)], 8/8/1989 (Archives de Ju. Čabanov).
- Statističeskaja spravka kluba (na 16.08.89) [Données statistiques sur le club (au 16/8/1988)], 1989, 1 p. (archives de Ju. Čabanov)
- Ustav KPSS o sozyve vneočerednogo s"ezda partii [Les statuts du PCUS sur la convocation des congrès extraordinaires du Parti]. Moscou, mai 1989 (Archives de Ju. Čabanov).
- Zajavlenie Moskovskogo partijnogo kluba (Kommunisty za perestrojku), 28/6/1989 [Déclaration du Club du Parti de Moscou, 28/6/1989] In *Sbornik dokumentov Moskovskogo partijnogo kluba (Kommunisty za perestrojku)*, Moscou, 1989.

## DECLARATIONS COMMUNES

- Deklaracija demokratičkih organizacij g. Moskvy ob obrazovanii izbiratel'nogo bloka "Vybory-90" [Déclaration des organisations démocratiques de Moscou sur la constitution du bloc électoral "Elections-90"]. *Panorama*, 12, décembre 1989, p. 3.
- K naučnoj obščestvennosti SSSR" [A la communauté scientifique de l'URSS], ca janvier 1989, 1 p.
- K učastnikam konferencii po vyboram narodnyh deputatov SSSR ot Akademii nauk SSSR [Aux membres de la conférence à propos des élections des députés du peuple de l'URSS par l'Académie des sciences de l'URSS], 1989, 1 p. (Archives de Ju. Čabanov).
- Miting pered zdaniem AN SSSR v znak protesta protiv procedur vydviženija kandidatov v narodnye deputaty ot AN [Meeting devant le bâtiment de l'Académie des sciences de l'URSS en signe de protestation contre les procédures de proposition des candidates à la députation au nom de l'Académie des sciences] (Archives populaires, fonds Zolotarëv n° 148, inventaire 3, liasse 1).
- Obraščenie učastnikov mitinga naučnyh rabotnikov k členam Akademii Nauk SSSR [Déclaration des travailleurs scientifiques ayant participé au meeting aux membres de l'Académie des sciences de l'URSS], 1989 (Archives de Ju. Čabanov).
- Telegramma. Moskva, Staraja ploščad' 6, CC KPSS [Télégramme au Comité central du PCUS, 6 Vieille place, Moscou]. *Novosti Narodnogo fronta*, 2, mars 1989, p. 10 (Archives de Ju. Čabanov).

## **1990**

- BLOK DEMOKRATIČESKAJA ROSSIJA [Bloc Russie démocratique]. Sozdan blok demokratičkih kandidatov Rossii [Un bloc de candidats démocrates est créé en Russie]. janvier 1990 (Archives du MOI).
- Zajavlenie [Déclaration]. Vsesojuznaja konferencija klubov i dviženij izbiratelej (Archives du MOI).
- DEMOKRATIČESKAJA PLATFORMA V KPSS [Plateforme démocratique du PCUS]. Deklaracija Vsesojuznoj konferencii partijnyh klubov i partorganizacij [Déclaration de la conférence nationale des clubs et organisations du Parti] In *Vsesojuznaja konferencija partklubov i partorganizacij 20-21/1/1990. Itogovye dokumenty* [Conférence nationale des clubs et organisations du Parti des 20-21/1/1990. Documents finaux]. Moscou, 1990, p. 10.
- Demokratičeskaja platforma k XXVIII s"ezdu KPSS [Plateforme démocratique pour le XXVIII<sup>ème</sup> congrès du PCUS] In *Vsesojuznaja konferencija partklubov i partorganizacij 20-21/1/1990. Itogovye dokumenty* [Conférence nationale des clubs et organisations du Parti des 20-21/1/1990. Documents finaux]. Moscou, 1990, p. 1-8 (publié dans la *Pravda*, 3/3/1990)
- Katehizis. Demokratičeskaja platforma v KPSS (kommunisty-reformatory) [Catéchisme de la Plateforme démocratique du PCUS (communistes-réformateurs)], 26/10/1990, 4 p.
- Obščepolitičeskaja rezoljucija Moskovskoj konferencii Demokratičeskoj platformy v KPSS, 26-27/5/1990 [Résolution de politique générale de la Conférence moscovite de la Plateforme démocratique du PCUS des 26-27/5/90], 1990 (archives de Ju. Čabanov).
- Organizacionnyj komitet učreditel'nogo s"ezda Demplatformy RSFSR. Deklaracija novoj parlamentskoj partii Rossijskoj Federacii (proekt) [Comité d'organisation du congrès constitutif de la Plateforme démocratique de la RSFSR. Déclaration du nouveau parti parlementaire de la Fédération de Russie (projet)]. Moscou, 8-9/9/1990.

- Položenie o Demokratičeskoj platforme v KPSS [Règlement de la Plateforme démocratique du PCUS] In *Vsesojuznaja konferencija partklubov i partorganizacij 20-21/1/1990. Itogovye dokumenty* [Conférence nationale des clubs et organisations du Parti des 20-21/1/1990. Documents finaux]. Moscou, 1990, p. 9.
- Programmnaia sekcija "Demokratičeskoj platformy v KPSS". Sravnitel'nyj analiz Demokratičeskoj platformy v KPSS i proekta Platformy CK KPSS k XXVIII s"ezdu partii [Analyse comparative de la Plateforme démocratique du PCUS et du projet de Plateforme du Comité central du PCUS au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du parti], 14/2/1990, 4 p. (archives de Ju. Čabanov)
- Programmnoe zajavlenie "Demokratičeskoj platformy v KPSS" (proekt) 21-22/4/1990 [Déclaration programmatique de la "Plateforme démocratique du PCUS" (projet), 21-22/4/1990] In SLAVIN B.F., DAVYDOV V.P. dir. *Novye obščestvenno-političeskie dviženija i organizacii v SSSR (dokumenty i materialy)*, Moscou: Institut du marxisme-Léninisme (IML) près le CC du PCUS, 1990, vol. 3, p. 161-177.
- Programmnoe zajavlenie II Vsesojuznoj konferencii Demokratičeskoj platformy v KPSS. Proekt Mežklubnoj partijnoj organizacii, 16-17/6/1990 [Déclaration programmatique de la II<sup>ème</sup> conférence de la Plateforme démocratique du PCUS. Projet de l'Organisation interclubs du Parti (MPO)] In SLAVIN B.F., DAVYDOV V.P. dir. *Novye obščestvenno-političeskie dviženija i organizacii v SSSR (dokumenty i materialy)*, Moscou: Institut du marxisme-Léninisme (IML) près le CC du PCUS, 1990, vol. 3, p. 189-207.
- Rezoljucija "Za prjamyje vybory na partijnyj s"ezd" [Résolution "Pour des élections directes au congrès du Parti] In *Vsesojuznaja konferencija partklubov i partorganizacij 20-21/1/1990. Itogovye dokumenty* [Conférence nationale des clubs et organisations du Parti des 20-21/1/1990. Documents finaux]. Moscou, 1990, p. 12-14; publié In SLAVIN B.F., DAVYDOV V.P. dir. *Novye obščestvenno-političeskie dviženija i organizacii v SSSR (dokumenty i materialy)*, Moscou: Institut du marxisme-Léninisme (IML) près le CC du PCUS, 1990, vol. 1, p. 32-36.
- Rezoljucija mitinga v Moskve 4/2/1990 "Ob otnošenii k KPSS" [Résolution du meeting du 4/2/1990 à Moscou sur les relations avec le PCUS] (archives de Ju. Čabanov).
- Rezoljucija Moskovskoj gorodskoj i oblastnoj konferencii Demokratičeskoj platformy v KPSS "O demokratičeskom bloke levyh sil" (proekt) [Résolution de la Conférence moscovite (ville et région) de la Plateforme démocratique du PCUS sur "le bloc démocratique des forces de gauche" (projet)]. Moscou, février 1990 (archives de Ju. Čabanov).
- Sostav koordinacionnogo soveta, izbrannogo na konferencii partijnyh klubov 21/1/1990 g. [Composition du conseil de coordination élu à la conférence des clubs du Parti du 21/1/1990].
- Zajavlenie Koordinacionnogo soveta Demokratičeskoj platformy v KPSS po povodu otkrytogo pis'ma CK KPSS "Za konsolidaciju na principial'noj osnove" i posledujuščih sobytij [Déclaration du Conseil de coordination de la Plateforme démocratique du PCUS à propos de la lettre ouverte du CC du PCUS "Pour une consolidation sur des positions de principe" et sur ses retombées]. Moscou, 21-22/4/1990, 1 p. (archives de Ju. Čabanov).
- Zajavlenie rabočej grupy Koordinacionnogo soveta "Demokratičeskoj platformy v KPSS" [Déclaration du groupe de travail du Conseil de coordination de la "Plateforme démocratique du PCUS"]. *Russkaja mysl'*, [début] avril 1990.
- Zasedanie KS Demokratičeskoj Platformy, 14-15/7/1990 [Réunion du Conseil de coordination de la Plateforme démocratique, 14-15/7/1990] (Dossier Plateforme démocratique, archives du M-BIO).

- MOSKOVSKAJA TRIBUNA [Tribune de Moscou]. Proekt zajavlenija o sozdanii politiko-kul'turnogo obščestvennogo kluba MT [Projet de déclaration sur la création du club politique et culturel Tribune de Moscou]. Moscou, avril 1989 (Archives du M-BIO).
- MPK (Club du Parti de Moscou). O sud'be Moskovskogo partijnogo kluba "Kommunisty za perestrojku" [Le sort du Club du Parti de Moscou "Communistes pour la perestrojka"], 17/1/1990 (archives de Ju. Čabanov).
- MPK. KOMMUNISTIČESKAJA SEKCIJA [Club du Parti de Moscou. Section communiste]. Platforma Kommunističeskoj sekcii Moskovskogo partijnogo kluba k XXVIII s"ezdu KPSS (1/11/1989) [Plateforme de la Section communiste du Club du Parti de Moscou pour le XXVIII<sup>ème</sup> congrès du PCUS] In SLAVIN B.F., DAVYDOV V.P. dir. *Novye obščestvenno-političeskie dviženija i organizacii v SSSR (dokumenty i materialy)*, Moscou: Institut du marxisme-Léninisme (IML) près le CC du PCUS, 1990, vol. 1, p. 50-57.
- Zajavlenie [Déclaration] (21/1/1990) In SLAVIN B.F., DAVYDOV V.P. *ibid.*, p. 58.
- RPRF (Parti républicain de la Fédération de Russie). Predloženie orgkomiteta "O nazvanii buduščej partii" [Proposition du comité organisateur sur le nom du futur parti]. Moscou, 9/9/1990.

## 1992

- DEMOKRATIČESKAJA ROSSIJA [Russie démocratique]. *Dviženie "Demokratičeskaja Rossija" načinaet kampaniju v zaščitu narodnoj privatizacii. Zaščitim reformu ! Zajavlenie Koordinacionnogo Soveta dviženija "Demokratičeskaja Rossija"* [Le mouvement "Russie Démocratique" lance une campagne de défense de la privatisation populaire. Défendons la réforme ! Déclaration du Conseil de coordination du mouvement "Russie démocratique"]. Moscou, 3/9/1992.

## 2/ ARTICLES DE LA PRESSE INFORMELLE (OU DE LA PRESSE ISSUE DU MOUVEMENT INFORMEL)

### 1987

- Hronika Memoriala. *Točka zrenija*, 4, septembre-décembre 1987.
- Vstreča redaktorov i predstavitelej nezavisimyh izdanij v Leningrade 24-25 oktjabrja 1987 g. [Rencontre des rédacteurs et représentants des publications indépendantes à Leningrad les 24-25 octobre 1987]. *Točka zrenija*, 4, septembre-décembre 1987, p. 50-71.

### 1988

- Čto proizošlo v MGU? [Que s'est-il passé au MGU?]. *Levyj povorot*, 10, 1988, p. 63-64
- Diskussija "Problemy pravovogo gosudarstva v SSSR (o prave na sobranija i mitingi)". Stenografičeskij otčet [Discussion "Problèmes de l'Etat de droit en URSS (droit de réunion et de meeting). Sténogramme], 13 septembre 1988, 34 p. (archives de Ju. Čabanov).
- Otvety predstavitelej FSOK i VLKSM na press-konferencii po povodu statji "Samozvancy i samodelščiki" v *Komsol'skoj Pravde* [Réponses des représentants de la FSOK et du VLKSM à la conférence de presse sur l'article "Imposteurs et amateurs" paru dans la *Komsomol'skaja Pravda*]. *Levyj povorot*, 5-6, mars 1988, p. 13-16.
- Perestrojka i ceny [La perestrojka et les prix]. *Levyj povorot*, [1988], p.3-16.
- Pozdravljaem! "L.P." – gruppe "Obščina" [Félicitations de la rédaction de L[evyj] P[ovorot] au groupe Obščina]. *Levyj povorot*, 16, octobre 1988, p. 43-44.



"Rynočniki" protiv rynka [Les "partisans du marché" contre le marché]. *Levyj povorot*, [janvier 1988], p. 17-23.

Strategičeskij seminar FSOK [Séminaire stratégique de la FSOK]. *Hronograf*, 1, 28/4/1988.

Temy obščih sobranij i zasedanij soveta kluba. Osnovnye predloženiya i rešenija [Thèmes des assemblées générales et des réunions du conseil du club. Principales propositions et décisions]. *Otkrytaja zona*, 7, juin-août 1988, p. 13.

Ugolok logokrata [Le coin du logocrate]. *Otkrytaja zona*, 4, février 1988, p. 7.

Otvečæet Ministerstvo justicii SSSR (14/6/1988) [Réponse du ministère de la Justice de l'URSS]. *Otkrytaja zona*, 7, juin-août 1988, p. 133.

Obščina i KGB [Obščina et le KGB]. *Hronograf*, 8, 14/7/1988, p. 4.

Delo Afanas'eva [L'affaire Afanasjev]. *Levyj povorot*, 10, 1988, p. 76-77.

Dela klubnye [Les affaires du club]. *Otkrytaja zona*, 3, janvier 1988, p. 7.

Pišut o nas [Ce qu'on écrit sur nous]. *Otkrytaja zona*, 3, janvier 1988, p. 59.

Stenogramma vystuplenija t. El'cina B.N. na Plenum CK KPSS 21.10.1987 g. [Sténogramme de l'allocution du camarade El'cin B.N. au Plénum du Comité central du PCUS du 21.10.1987]. *Levyj povorot*, 10, juin 1988, p. 49-51.

Hronika Memoriala [Chronique de Memorial]. *Točka zrenija*, 4, sept.-déc. 1987, p. 104-108.

## 1989

Deklaracija demokratičeskikh organizacij g. Moskvy ob obrazovanii izbiratel'nogo bloka "Vybory-90" [Déclaration des organisations démocratiques de Moscou sur la constitution du bloc électoral "Elections-90"]. *Panorama*, 12, décembre 1989, p. 3.

Kruglyj stol... v Moskve? [Une table ronde... à Moscou?]. *Graždanskoe dostoinstvo*, 17, 7/7/1989 (2 réunions: 30/6/89 et 4/7/89).

Moskovskaja Tribuna: zasedanie 16 ijunja 1989 g. [Tribune de Moscou: réunion du 16 juin 1989]. *Glasnost'*, 30, août 1989, p. 197-202].

Ne tol'ko za El'cina [Il n'y en avait pas que pour El'cin]. *Panorama*, 3, mai 1989.

Novyj "el'cinskij" krizis v Moskve (kratkaja hronika) [La nouvelle crise "El'cin" à Moscou (brève chronique)]. *Novosti Narodnogo fronta*, 2, mars 1989, p. 6-9.

Otvetnaja telegramma B.N.El'cina [Télégramme de réponse de B.N. El'cin]. *Novosti Narodnogo fronta*, 2, mars 1989, p. 10.

Predislovie (para stranic o moskovskom partklube) [Avant-propos (quelques pages sur le club du Parti de Moscou)]. *Vestnik moskovskogo partkluba*, 0, 10/5/1989, p. 2-3.

Telegramma. Moskva, Staraja ploščad' 6, CC KPSS [Télégramme au Comité central du PCUS, 6 Vieille place, Moscou]. *Novosti Narodnogo fronta*, 2, mars 1989, p. 10 (archives de Ju. Čabanov).

U radikal'noj perestrojki net al'ternativy. Otčet s sobranija Mežregional'noj deputatskoj grupy [Il n'y a pas d'alternative à une perestrojka radicale. Compte-rendu de la réunion du Groupe interrégional des députés]. *Informacionnyj bjulleten'*. Publication du Groupe interrégional des députés de l'URSS, 15/9/1989, p. 1.

Uroki "pervyh svobodnyh" [Les leçons à tirer des "premières élections libres"]. *Obščina*, 31, 10/4/1989, p. 2-3.

Vystuplenie V.A. Logunova na mitinge v Lužnikah 25 marta 1989 g. [Discours de V.A. Logunov au meeting du 25 mars 1989 au stade Lužniki]. *Novosti Narodnogo fronta*, 2, mars 1989, p. 11-12 (archives de Ju. Čabanov).

Za čto oni nenavidjat El'cina? [Pourquoi haïssent-ils El'cin?]. *Novosti Narodnogo Fronta*, 2, mars 1989, p. 2-4.

*Služba ežednevnyh novostej* [Service d'information quotidienne], 6 (14), 23/10/1989 (édité par le M-BIO).

Stenogramma Plenuma Pravlenija VDIPO "Memoriala" [Sténogramme du plenum de la direction de l'association Mémorial], 14-15/10/1989 (Archives de Mémorial).  
Informacija [Information]. *Golos*, 2, 1989.  
Ot redakcii [Editorial]. *Panorama*, 1, avril 1989 [<http://www.panorama.ru/gazeta/1-30/p01red.html>].  
Nakanune... [La veille...]. *Graždanskoe dostoinstvo*, 12, 24/5/1989.  
*Narodnyj deputat*, journal du MDG, N° spécial 28/7/1989.

## 1990

K social-demokratii ? [Vers la social-démocratie?]. *Obnovlenie*, 3, 1-15 janvier 1990.  
MOI. Kratkaja spravka [Le MOI. Courte note d'information]. *Panorama*, 4 (16), mars 1990 [<http://www.panorama.ru/gazeta/1-30/p16moi.html>].  
Partija uhodit – sledujuščij [Le Parti s'en va. Au suivant]. *Panorama*, 3 (15), février 1990 [<http://www.panorama.ru/gazeta/1-30/p15part.html>].  
Predvaritel'nye itogi vyborov narodnyh deputatov po Sevastopol'skomu rajonu. *Slovo* (journal de l'arrondissement Sevastopol'), 1, 1990, p. 4.  
Resul'taty analiza registracionnyh anket učastnikov konferencii partklubov i partorganizacij strany, 20-21 janvarja 1990 g. [Résultats de l'analyse des formulaires d'enregistrement des participants à la conférence des clubs et organisations du Parti des 20-21 janvier 1990] In *Vsesojuznaja konferencija partklubov i partorganizacij 20-21/1/1990. Itogovyje dokumenty*. Moscou, 1990, p. 17-18.

## 1991

Spravka. Dviženie "Demokratičeskaja Rossija" [Informations. Mouvement "Russie démocratique"]. *Dviženie "Demokratičeskaja Rossija"*, 4, février 1991.

## 1992

Polčasa s velikimi magistrami [Une demi-heure avec de grands maîtres]. *Panorama*, 2 (32), mai 1992 [<http://www.panorama.ru/gazeta/p32mag.html>, consulté le 29/2/2004].

## 1993

Graždanskaja vojna v Čeremuškah [Une guerre civile à Čeremuški] In *Vybory-1989*. Moscou: M-BIO, Panorama, 1993, p. 15-20.  
Moskovskie iniciativnye gruppy [Les groupes d'initiative de Moscou] In *Vybory-1989*. Moscou: M-BIO, Panorama, 1993, p. 56-58.  
Vybory ot Akademii nauk [Les élections à l'Académie des sciences] In *Vybory-1989*. Moscou: M-BIO, Panorama, 1993, p. 24-32.

## 2004

Avtobibliografija (1989-...). *Panorama*, 2004 [<http://www.panorama.ru/gazeta/bibl.html>].

## Sans date

Iz spravki informacionnogo agentstva "Panorama" o Moskovskom bjuro informacionnogo obmena (M-BIO) [Note de l'agence d'information "Panorama" sur le Bureau d'échange d'informations de Moscou (M-BIO)] (s.d.) [[http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n\\_histor/remen/anniversary/panorama.html](http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n_histor/remen/anniversary/panorama.html), page consultée le 23/9/2004].  
Kratkaja istorija centra [Courte histoire du centre]. *Panorama* [<http://www.panorama.ru/info/we.html>].  
Ob ID "Kommersant" [Présentation de la maison d'édition "Kommersant"]. site de *Kommersant*" [<http://www.kommersant.ru/about.html>].

## DOCUMENTS INTERNES D'ORGANISMES OFFICIELS

Les documents sont classés par ordre chronologique.

### 1/ PCUS

#### **Comité du Parti de la ville de Moscou (MGK)**

(Archives privées de Jurij Čabanov)

MGK KPSS. *Metodičeskaja razrabotka. Nekotorye aspekty raboty pervičnoj partijnoj organizacii v trudovom kollektive v sovremennyh usloviah* [Manuel. Quelques aspects du travail des cellules de base du Parti dans les collectifs de travailleurs dans la conjoncture actuelle], 11 septembre 1990, 39 p.

#### **Comité d'arrondissement Sevastopol' du PCUS (Département idéologique)**

(Archives privées de Jurij Čabanov, chef du Département idéologique du comité d'arrondissement (rajkom) Sevastopol' du Parti)

#### 1988

"Perestrojka-88": nekotorye vyvody i predloženiya ["Perestrojka-88": quelques conclusions et propositions], ca 1988, 3 p.

Spravočnyj material k otčetnomu dokladu Sevastopol'skogo rajkoma KPSS za period s dekabnja 1985g. po dekabr' 1988g. (dlja služebnogo pol'zovanija) [Matériaux d'information pour le rapport du rajkom Sevastopol' du PCUS de décembre 1985 à décembre 1988 (document interne)], Moscou, 1988. (Archives de la ville de Moscou).

Spravka o zasedanii kluba "Demokratičeskaja Perestrojka" 10/5/1988 [Note sur la réunion du club Perestrojka démocratique du 10/5/1988], 11/5/1988, 3 p. (manuscrit d'un instructeur du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol').

Otčetnyj doklad Sevastopol'skogo RK KPSS VI konferencii Sevastopol'skoj rajonnoj organizacii KPSS (3ij variant) [Rapport du rajkom Sevastopol' du PCUS à la 6<sup>ème</sup> conférence de l'organisation du Parti de l'arrondissement Sevastopol' (3<sup>ème</sup> version)], 3/12/1988, 59 p.

BRJAČIHIN A. Otčetnyj doklad Sevastopol'skogo RK KPSS VI konferencii Sevastopol'skoj rajonnoj organizacii KPSS [Compte-rendu du RK du PCUS de Sevastopol' à la VIème conférence de l'organisation du PCUS de l'arrondissement Sevastopol'], 3 décembre 1988, 59 p. (Archives de la ville de Moscou).

ČABANOV Ju. Zapiska po proektu položenija ob ideologičeskom otdel' Sevastopol'skogo RK KPSS [Note sur le projet de règlement du département idéologique du rajkom Sevastopol' du PCUS], décembre 1988, 9 p. (adressée au secrétaire du RK KPSS E. Strjakina).

#### 1989

ČABANOV Ju. Zapiska o realizacii postanovlenija sekretariata MGK KPSS N°S-45/2 ot 04.07.1988 g. 'O hode vypolnenija postanovlenija bjuro MGK KPSS 'O faktah publičnyh vystuplenij otdel'nyh negativno nastroennyh lic" (sekretno) [Note sur l'application de l'arrêté du secrétariat du MGK du PCUS N°S-45/2 du 4/7/1988 sur le suivi de l'exécution de l'arrêté du bureau du MGK du PCUS "sur des cas de prise de parole en public de certains individus orientés négativement" (confidentiel)], 1989, 1 p.

- Informacija o seminaru kluba "Demokratskaja perestrojka", prošedšem 20-21 maja 1989g. v IEMSS [Information sur le séminaire du club Perestrojka démocratique des 20-21 mai 1989 à l'IEMSS], 22/5/1989 (notes manuscrites).
- Informacija o vstreče rabotnikov apparata RK KPSS [mots illisibles] s klubom DP [Information sur la rencontre des membres de l'appareil du rajkom du PCUS avec le club Perestrojka démocratique], 26/5/1989.
- Informacija o mitinge v Lužnikah 12/06/89g. [Information sur le meeting du 12/6/1989] (notes manuscrites).
- Informacija o zasedanii MGPK, 5/7/1989 [Information sur la réunion du Club du Parti de la ville de Moscou, MGPK], 1 p. (notes manuscrites).
- IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 10 po 15 ijulja 1989 g. [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 10 et le 15 juillet 1989], 1989, 1 p.
- IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Učreditel'noe sobranie Sevastopol'skoj grupy MNF [La réunion constitutive du groupe du MNF de l'arrondissement Sevastopol'], 1/09/1989g., REU-8 (notes manuscrites).
- IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 11 po 17 sentjabrja 1989 g. [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 11 et le 17 septembre 1989], 18 septembre 1989, 1 p.
- IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 2-7 oktjabrja 1989 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 2 et le 7 octobre 1989 aux Secrétaires du rajkom du PCUS, chefs de départements du rajkom du PCUS], 1989, 1 p.
- IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 9 po 14 oktjabrja 1989 g. [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 9 et le 14 octobre 1989], 1989, 1 p.
- IDEOLOGIČESKIJ OTDEL [Département idéologique]. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 23 po 28 oktjabrja 1989 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 23 et le 28 octobre 1989 aux Secrétaires du rajkom du PCUS, chefs de départements du rajkom du PCUS], 1989, 1 p.
- IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 20 po 26 nojabrja 1989 g. [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 20 et le 26 novembre 1989], 1989, 1 p.
- IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 11 po 17 dekabrja 1989 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 11 et le 17 décembre 1989 aux Secrétaires du rajkom du PCUS, chefs de départements du rajkom du PCUS], 1989, 1 p.
- Programma otkrytoj školy kandidatov v deputaty [Programme de l'école ouverte des candidats à la députation], 18/12/1989, 1 p.

## 1990

- ARHIPOV A. O nekotoryh aspektah dejatel'nosti Sevastopol'skogo RK KPSS g. Moskvy sredi obščestvenno-političeskijh formirovanij [Quelques aspects de l'activité du rajkom Sevastopol' du PCUS de la ville de Moscou parmi les formations socio-politiques], 1990, 6 p. (L'auteur est chef de secteur du département idéologique du rajkom Sevastopol').
- ČABANOV Ju., KASATKIN O., ARHIPOV A. Zapiska po voprosam usilenija političeskoj napravlenosti dejstvij Moskovskogo gorodskogo i Sevastopol'skogo rajonnogo

- komitetov KPSS v sovremennyh uslovijah členu bjuro MGK KPSS, prvomu sekretarju Sevastopol'skogo RK KPSS t. Brjačihinu A.M. [Note sur la question du renforcement de la dimension politique des actions des comités de la ville de Moscou et de l'arrondissement Sevastopol' du PCUS, à l'attention du Premier secrétaire du rajkom Sevastopol' du PCUS le camarade Brjačihin A.M.], 1990, 4 p. (Čabanov est chef et Kasatkin chef-adjoint du département idéologique du RK).
- IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 20 po 28 janvarja 1990 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 20 et le 28 janvier 1990 aux Secrétaires du rajkom du PCUS, chefs de départements du rajkom du PCUS], 1990, 3 p.
- Spravka o sostojavšejsja t.n. Vsesojuznoj konferencii partklubov i partorganizacij strany [Information sur la récente "Conférence nationale des clubs et organisations du Parti"], ca janvier 1990, 6 p.
- Zakrytaja škola kandidata v deputaty. K vystupleniju t. Čabanova Ju.A. (sekretno), 24/01/1990 [Ecole du candidat à la députation, séance du 24/1/1990 à huis clos. En vue du discours du camarade Čabanov Ju.A. (confidentiel)], 1990, 9 p.
- Zakrytaja škola kandidata v deputaty 01/02/1990. K vystupleniju t. Čabanova Ju.A. (sekretno) [Ecole du candidat à la députation, séance du 1/2/1990 à huis clos. En vue du discours du camarade Cabanov Ju.A. (confidentiel)], 1990, 5 p.
- ČABANOV Ju., KASATKIN O. Zapiska prvomu sekretarju Sevastopol'skogo RK KPSS t. Brjačihinu A.M. [Note au Premier secrétaire du rajkom Sevastopol' du PCUS le camarade Brjačihin A.M.] (confidentielle), 5/2/1990, 2 p.
- IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 30/01 po 5/02 1990 g. [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 30/1 et le 5/2/1990], 1990, 1 p.
- ČABANOV Ju., KASATKIN O. Zapiska prvomu sekretarju Sevastopol'skogo RK KPSS t. Brjačihinu A.M. [Note au Premier secrétaire du rajkom Sevastopol' du PCUS le camarade Brjačihin A.M.] (confidentielle), 5/2/1990, 2 p.
- Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 5 po 11 fevralja 1990 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 5 et le 11 février 1990 aux Secrétaires du rajkom du PCUS, chefs de départements du rajkom du PCUS], 1990, 1 p.
- IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 9 po 16 fevralja 1990 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 9 et le 16 février 1990 aux Secrétaires du rajkom du PCUS, chefs de départements du rajkom du PCUS], 1990, 1 p.
- IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 12 po 18 fevralja 1990 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 12 et le 18 février 1990 aux Secrétaires du rajkom du PCUS, chefs de départements du rajkom du PCUS], 1990, 1 p.
- POLOŽENCEVA I. Kratkaja informacija o zasedanii Moskovskogo gorodskogo partiynogo kluba 14/2/1990 [Brève note d'information sur la réunion du Club du Parti de la ville de Moscou du 14/2/1990], 1990, 2 p. (l'auteur est instructeur du département idéologique du rajkom Sevastopol').
- KASATKIN O. Informacionnaja zapiska o provedenii Moskovskoj gorodskoj oblastnoj konferencii Demokratičeskoj platformy v KPSS (MVPŠ, 17/2/1990) [Note d'information sur la tenue de la conférence moscovite (municipale et régionale) de la Plateforme démocratique du PCUS (Ecole supérieure du Parti de Moscou, 17/2/1990)], 1990, 4 p.

- IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 19 po 25 fevralja 1990 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 19 et le 25 février 1990 aux Secrétaires du rajkom du PCUS, chefs de départements du rajkom du PCUS], 1990, 1 p.
- IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 23 po 27 fevralja 1990 g. Sekretarjam RK KPSS, zavedujuščim otdelami RK KPSS [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 23 et le 27 février 1990 aux Secrétaires du rajkom du PCUS, chefs de départements du rajkom du PCUS], 1990, 1 p.
- Zapiska o podgotovke plenuma RK KPSS [Note sur la préparation du plénum du rajkom du PCUS], 1 p. (sd [ca février 1990]).
- Texte sans titre [probablement projet de discours pour Brjačihin], ca mars 1990, 6 p.
- KASATKIN O. Dokladnaja zapiska o povestke dnja plenuma RK KPSS 23.03.90 g. Pervomu sekretarju RK KPSS t. Brjačihinu A.M. [Note sur l'ordre du jour du plénum du rajkom du PCUS du 23/3/1990 au Premier secrétaire du Rajkom du PCUS Brjačihin A.M.], 1990, 2 p.
- KASATKIN O. Nekotorye tezisy k vystuplenju pervogo sekretarja RK KPSS na plenumu 23.03.90 [Quelques thèses pour le discours du premier secrétaire du rajkom du PCUS au plénum du 23/3/1990], 21 mars 1990, 2 p.
- IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 19 po 25 marta 1990 g. [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 19 et le 25 mars 1990], 1990, 1 p.
- Soveščanie deputatov-kommunistov 26.03.90 g. [Réunion des députés communistes du 26/3/1990], 1990, 5 p.
- Informacija o dejatel'nosti obščestvennyh organizacij v period s 1 po 8 aprelja 1990 g. [Information sur l'activité des organisations sociales entre le 1<sup>er</sup> et le 8 avril 1990], 1990, 1 p.
- Proekt primernogo plana raboty (dejstvij) RK KPSS v period provedenija i pervye 1,5-2 mesjaca posle XXVIII s"ezda KPSS (pervyj variant) [Projet de plan indicatif de travail (actions) du rajkom du PCUS pendant le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS et les 1,5-2 mois suivants (première version)], (ca avant juillet 1990), 4 p.
- Informacija o zasedanii Moskovskogo gorodskogo partijnogo kluba 25/4/1990 g. [Information sur la réunion du Club du Parti de la ville de Moscou du 25/4/1990], 1990, 1 p.
- Obraščenie VII konferencii Sevastopol'skoj rajonnoj organizacii KPSS g. Moskvy k delegatam XXVIII s"ezda KPSS, Rossijskoj respublikanskoj konferencii KPSS i XXVIII konferencii Moskovskoj gorodskoj organizacii KPSS, kommunistam rajona [Déclaration de la 7<sup>ème</sup> conférence de l'organisation du PCUS de l'arrondissement Sevastopol' de la ville de Moscou aux délégués du 28<sup>ème</sup> congrès du PCUS, de la conférence républicaine de Russie du PCUS et de la 28<sup>ème</sup> conférence de l'organisation du PCUS de la ville de Moscou, aux communistes de l'arrondissement], ca avril-juin 1990, 7 p.
- Informacija o dejatel'nosti orgkomiteta po sozdaniju "rossijskoj narodnoj partii" [Information sur l'activité du comité d'organisation du "parti populaire de Russie"], ca mai 1990.
- Obščemoskovskaja konferencija DP KPSS 26/5/1990 [Conférence moscovite de la Plateforme démocratique du PCUS du 26/5/1990], 1990, 12 p.
- IDEOLOGIČESKIJ OTDEL. Informacija o provedenii vtoroj Obščemoskovskoj konferencii "Demokratičeskoj platformy v KPSS" 26-27/5/1990 [Information sur la deuxième conférence moscovite de la "Plateforme démocratique du PCUS" des 26-27/5/1990], 1990, 2 p.
- GORJAČEV A. Zapiska ob itogah poseščeniya rassirenogo zasedanija partijnogo komiteta IMEMO 21/9/1990 g. Pervomu sekretarju RK KPSS t. Brjačihinu A.M. [Note sur les résultats de la visite de la réunion élargie du comité du Parti de l'IMEMO du

21/9/1990 au Premier secrétaire du rajkom du PCUS le camarade Brjačihin A.M.], 1990, 5 p. (l'auteur est chef par interim du département organisationnel du rajkom).  
Partijnyj bjužet Sevastopol'skoj rajonnoj organizacii KPSS [Budget du Parti de l'organisation du PCUS de l'arrondissement Sevastopol'], ca 1990.

### **Cellule de base du PCUS de l'Institut central d'économie mathématique (CEMI)**

(Archives de la ville de Moscou)

Protokol n° 51 zasedanija partijnogo bjuro pervičnoj partijnoj organizacii CEMI [Procès verbal n° 51 de la réunion du bureau de la cellule de base du Parti du CEMI], Moscou, 23 septembre 1987 (dossier *Protokoly sobranij Partorganizacii CEMI*).

Protokol n° 68 zasedanija partijnogo bjuro pervičnoj partijnoj organizacii CEMI [Procès verbal n° 68 de la réunion du bureau de la cellule de base du Parti du CEMI], Moscou, 18 mai 1988.

Protokol n° 71 zasedanija partijnogo bjuro pervičnoj partijnoj organizacii CEMI [Procès verbal n° 71 de la réunion du bureau de la cellule de base du Parti du CEMI], Moscou, 29 juin 1988.

Otčet sekretarja partbjuro Presnjakova V.F. na otčetno-vybormom sobranii CEMI: o rabote partbjuro za period s nojabrja 1986g. po oktjabr' 1988g. [Compte-rendu du secrétaire du bureau du Parti Presnjakov V.F. à la réunion du CEMI consacrée au rapport d'activité et aux élections: travail du bureau du Parti de novembre 1986 à octobre 1988], 27 octobre 1988, p. 78-83.

### **Cellule de base du PCUS de l'Institut d'économie du système socialiste mondial (IEMSS)**

(Archives de la ville de Moscou)

Protokol N° 20 partijnogo sobranija Partijnoj organizacii IEMSS [Procès verbal N° 20 de la réunion de l'organisation du Parti de l'IEMSS], 25 mai 1988 (dossier *Protokoly partijnyh sobranij Partijnoj organizacii IEMSS*).

Protokol N° 22 partijnogo sobranija Partijnoj organizacii IEMSS: "otčetnyj doklad partijnogo bjuro IEMSS. Sevast'janov I.S." [Procès verbal N° 22 de la réunion de l'organisation du Parti de l'IEMSS: "Rapport du bureau du Parti de l'IEMSS. Sevast'janov I.S.], 26 octobre 1988.

K voprosu o sozdanii v SSSR narodnogo fronta [A propos de la formation en URSS d'un front populaire], 17/11/1988 (à usage interne), 24 p. (document adressé par le directeur adjoint de l'IEMSS, L.S. Jagodovskij, au chef du "Département de l'agitation et de la propagande du RK Sevastopol' du PCUS" Ju.A. Čabanov) (Archives de Ju. Čabanov).

## **2/ KOMSOMOL**

### **Comité central**

OTDEL AGITACII I PROPAGANDY CK VLKSM [Département de l'agitation et de la propagande du Comité central du VLKSM]. O dejatel'nosti tak nazyvaemyh neformal'nyh obščestvenno-političeskikh klubov moloděži [L'activité des clubs politiques et sociaux de jeunes dits "informels"], ca 1988, publié dans *Otkrytaja zona*, 3, janvier 1988, p. 53-59.

## **Organisation de la ville de Moscou**

Postanovlenie konferencii Moskovskoj gorodskoj organizacii VLKSM "Ob osnovnyh principah formirovanija bjudžeta i napravlenijah èkonomičeskoj dejatel'nosti MGO VLKSM na 1990 god" [Résolution de la conférence de l'organisation du VLKSM de la ville de Moscou (MGO) sur "les principes majeurs de formation du budget et les axes de l'activité économique de la MGO du VLKSM pour 1990"] In *Dokumenty XXVIII konferencii Moskovskoj gorodskoj organizacii VLKSM (proekt)* [Documents de la XXVIII<sup>ème</sup> conférence de l'Organisation du VLKSM de la ville de Moscou (projet)], ca janvier-février 1990, p. 29-32 (Archives de Ju. Čabanov).

### **3/ ASSOCIATION SOVIETIQUE DE SOCIOLOGIE**

(Archives du Bureau d'échange d'information de Moscou, M-BIO, dossier du KSI)

Osnovnye položenija Prezidiuma pravlenija SSA AN SSSR o sostave i dejatel'nosti kommissii Prezidiuma pravlenija SSA po problemam dviženija samodejatel'nyh objedinenij, klubov i iniciativnyh grupp [Principales dispositions du Présidium de la direction de la SSA de l'Académie des sciences de l'URSS sur la composition et l'activité de la commission du Présidium de la direction de la SSA sur les problèmes du mouvement des associations, clubs et groupes d'initiatives autonomes], 27 novembre 1987.

Proekt rešenija prezidiuma pravlenija SSA SSSR [Projet de décision du présidium de la direction de la SSA de l'URSS], 29/10/1987.

### **4/ PRESIDUM DE L'ACADEMIE DES SCIENCES DE L'URSS**

Postanovlenie N°155 "Ob organizacii Instituta mirovoj èkonimiki i meždunarodnyh otnošenij Akademii nauk SSSR" [Décision N°155 sur l'organisation de l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales de l'Académie des sciences de l'URSS], 13 avril 1956 (parue sur le site de l'IMEMO: <http://www.imemo.ru/history/postr.htm>)



## ANNEXES

---

**ANNEXES A LA PREMIERE PARTIE**  
**DE QUI EST FAIT LE MOUVEMENT INFORMEL ?**  
**LOGIQUES ET TEMPORALITES DE L'ENGAGEMENT**

**Tableau 19 : Répartition des sortants des classes terminales de l'enseignement secondaire général**  
(en % des sortants)

	Enseignement supérieur	Entrée dans la vie active	Enseignement secondaire technique
<b>1965</b>	41,4 %	16,2 %	42,4 %
<b>1975</b>	15,8 %	55,3 %	28,9 %
<b>1980</b>	16,3 %	41,2 %	42,5 %

Source: R. BERTON-HOGGE (dossier constitué par). La réforme de l'école en URSS. *Problèmes politiques et sociaux*, 502, 28/12/1984, La Documentation française, p. 10.

**Tableau 20 : Etablissements d'enseignement supérieur fréquentés par les membres de la première cohorte**

Etablissement d'enseignement	Génération centrale (1948-1964)	Hors génération centrale	Total
<b>I. Etablissements prestigieux</b>			
Université d'Etat de Moscou (MGU)	13	3	16
Université d'Etat de Leningrad (LGU)	1	2	3
Université de l'Amitié des peuples P. Lumumba (Moscou), Institut technique de physique de Moscou (MFTI)	1	1	2
Institut des langues étrangères M. Thorez (Moscou), Institut d'Etat d'art théâtral (GITIS, Moscou), Université d'Etat de Novossibirsk, Institut d'économie Plekhanov (Moscou)	4	0	4
<b>Total I</b>	<b>19</b>	<b>6</b>	<b>25</b>
<b>En % de la population de la première cohorte</b>	<b>37,2 %</b>	<b>11,8 %</b>	<b>49 %</b>
<b>Etablissements moins prestigieux dont:</b>			
<b>II. Etablissements de Moscou et Leningrad</b>			
<i>Instituts de sciences sociales:</i> Institut pédagogique d'Etat de Moscou Lénine (MGPI), Institut d'histoire et d'archives de Moscou, Institut d'ingénierie économique de Leningrad, Institut de statistiques économiques de Moscou	8	2	10
<i>Instituts de sciences dures et techniques:</i> Institut d'aviation de Moscou (MAI), Institut de radiotechnique et de construction de machine de Moscou, Institut de construction pour l'aviation de Leningrad, Institut de géologie de Moscou, Institut des mines de Leningrad, Institut technique du pétrole de Moscou	4	3	7
<b>Total II</b>	<b>12</b>	<b>5</b>	<b>17</b>
<b>En % de la population de la première cohorte</b>	<b>23,5 %</b>	<b>9,8 %</b>	<b>33,3 %</b>
<b>III. Etablissements d'autres villes</b>	2	1	3
- Universités d'Odessa, de Sverdlovsk - Institut d'agriculture d'Odessa, d'Irkoutsk, Institut de la culture de Krasnoïarsk, Institut polytechnique de Toula	2	2	4
<b>Total III</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>7</b>
<b>En % de la population de la première cohorte</b>	<b>7,8 %</b>	<b>5,9 %</b>	<b>13,7 %</b>
Etudes secondaires seulement	1	1	2
<b>Total I + II + III</b>	<b>36</b>	<b>15</b>	<b>51</b>

**Tableau 21: Répartition des chercheurs et enseignants du supérieur par types d'institution professionnelle**

Années de naissance	Cohorte I			Cohorte II		
	1948-1964	Avant 1948 ou après 1964	Total	1948-1964	Avant 1948 ou après 1964	Total
<b>Population totale</b>	<b>36</b>	<b>15</b>	<b>51</b>	<b>16</b>	<b>20</b>	<b>36</b>
<b>Chercheurs dans une institution de:</b>						
l'Académie des sciences	12	5	17	3	6	9
l'enseignement supérieur	3	0	3	0	1	1
un ministère central	1	0	1	2	0	2
Autres	0	0	0	1	0	1
<b>Enseignants du supérieur</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>7</b>	<b>25</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>14</b>

**Tableau 22 : Domaines d'étude des chercheurs et enseignants du supérieur**

Années de naissance	Cohorte I			Cohorte II		
	1948-1964	Avant 1948 ou après 1964	Total	1948-1964	Avant 1948 ou après 1964	Total
<b>Sciences sociales</b>	<b>16</b>	<b>3</b>	<b>19</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>6</b>
<b>Sciences dures</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>8</b>
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>7</b>	<b>25</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>14</b>

**Tableau 23 : Répartition des membres du PCUS par cohorte et années de naissance (au début de la perestrojka)**

Années de naissance	≤ 1947	1948-1958*	≥ 1959	Total
<b>Cohorte I</b>	7 (sur 12 individus, soit <b>58,3 %</b> )	6 (sur 26 individus, soit <b>23 %</b> )	0 (sur 13 individus, soit <b>0 %</b> )	13 (sur 51 individus, soit <b>25,5 %</b> )
<b>Cohorte II</b>	10 (sur 17 individus, soit <b>59 %</b> )	6 (sur 11 individus, soit <b>55 %</b> )	2 (sur 8 individus, soit <b>25 %</b> )	18 (sur 36 individus, soit <b>50 %</b> )
<b>Total</b>	17 (sur 29 individus, soit <b>58,6 %</b> )	12 (sur 37 individus, soit <b>32,5 %</b> )	2 (sur 21 individus, soit <b>9,5 %</b> )	31 (sur 87 individus, soit <b>35,6 %</b> )

\* La génération née en 1958 atteint l'âge habituel d'admission au PCUS (29 ans) en 1987. Toutefois, certaines catégories (responsables du Komsomol, militaires...) peuvent entrer avant 29 ans.

**Tableau 24 : Position du chef de famille dans la hiérarchie sociale**

	<i>Cohorte I</i>	<i>En % de la population de la cohorte I</i>	<i>Cohorte II</i>	<i>En % de la population de la cohorte II</i>
<b>Position élevée</b> (haut fonctionnaire du Parti, chercheur, enseignant du supérieur, officier supérieur, directeur d'usine, journaliste)	19	37,3 %	13	36,1 %
<b>Position moyenne</b> (fonctionnaire du Parti d'échelon moyen, enseignant du secondaire, officier subalterne, ingénieur ou technicien)	19	37,3 %	11	30,5 %
<b>Position inférieure</b> (ouvrier, kolkhozien)	3	<b>5,8 %</b>	6	<b>16,7 %</b>
s.d	10	19,6 %	6	16,7 %
<b>Total</b>	51	100 %	36	100 %

**Tableau 25 : Répartition des chefs de famille ayant une position sociale élevée par cohorte et années de naissance**

<b>Années de naissance</b>	<b>Avant 1947</b>	<b>1948-1964</b>	<b>Après 1965</b>	<b>Total</b>
<b>Cohorte I</b>	1 sur 12 soit <b>8,3 %</b>	15 sur 36 soit 41,6 %	3 sur 3 soit 100 %	19 sur 51 soit 37,2 %
<b>Cohorte II</b>	8 sur 18 soit <b>44,4 %</b>	5 sur 15 soit 33,3 %	0 sur 3 soit 0 %	13 sur 36 soit 36,1 %
<b>Total</b>	9 sur 30 soit 30 %	20 sur 51 soit 39,2 %	3 sur 6 soit 50 %	32 sur 87 soit 36,7 %

**Tableau 26 : Profession du chef de famille**

	<i>Cohorte I</i>	<i>En % de la population de la cohorte I</i>	<i>Cohorte II</i>	<i>En % de la population de la cohorte II</i>
Militaire	13	<b>25,5 %</b>	7	<b>19,5 %</b>
Fonctionnaire du PCUS ou du Komsomol	4	7,9 %	4	<b>11 %</b>
Directeur d'usine	1	2 %	1	2,7 %
Chercheur, enseignant du supérieur, journaliste, juriste	9	<b>17,6 %</b>	5	<b>14 %</b>
Décorateur	0	0 %	1	2,7 %
Médecin	0	0 %	1	2,7 %
Ingénieur ou technicien	12	<b>23,5 %</b>	5	<b>14 %</b>
Enseignant du secondaire	1	2 %	0	0 %
Ouvrier	3	5,9 %	5	<b>14 %</b>
Kolkhozien	0	0 %	1	2,7 %
Sans données	8	15,6 %	6	16,7 %
<b>Total</b>	51	100 %	36	100 %

**Tableau 27 : Profession des parents et types d'établissement d'enseignement supérieur fréquentés**

Type d'établissement  Profession du chef de famille	<i>Cohorte I</i>				<i>Cohorte II</i>			
	Etablissement prestigieux de Moscou ou Leningrad*	Etablissement moyennement ou peu prestigieux		Total	Etablissement prestigieux de Moscou ou Leningrad	Etablissement moyennement ou peu prestigieux		Total
		Moscou ou Leningrad	Province			Moscou ou Leningrad	Province	
<i>Secteurs dominants</i>								
Militaire	5	7	1	13	6	1	0	7
Fonctionnaire PCUS	3	0	1	4	2	1	1	4
Professions intellectuelles	4	4	2	10	3	2	0	5
Directeur d'usine	0	0	1	1	0	0	1	1
<i>Sous-total</i>	<i>12</i>	<i>11</i>	<i>5</i>	<i>28</i>	<i>11</i>	<i>4</i>	<i>2</i>	<i>17</i>
<i>Positions moyennes</i>								
Ingénieur, technicien	4	6	1	11	3	1	1	5
Autres **	1	0	0	1	1	0	1	2
<i>Sous-total</i>	<i>5</i>	<i>6</i>	<i>1</i>	<i>12</i>	<i>4</i>	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>7</i>
<i>Positions dominées</i>								
Ouvrier	3	0	0	3	2	2	1	5
Kolkhozien	0	0	0	0	0	0	1	1
<i>Sous-total</i>	<i>3</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>3</i>	<i>2</i>	<i>2</i>	<i>2</i>	<i>6</i>
<i>s.d.</i>	<i>5</i>	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>8</i>	<i>0</i>	<i>5</i>	<i>1</i>	<i>6</i>
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>18</b>	<b>8</b>	<b>51</b>	<b>17</b>	<b>12</b>	<b>7</b>	<b>36</b>
En % de de la cohorte	49	35,4	15,6	100	47,2	33,3	19,5	100

\* et Université d'Etat de Novossibirsk

\*\* Enseignant du secondaire, décorateur dans une usine, médecin généraliste.

**Tableau 28 : Structure par âge du Club du Parti de Moscou (août 1989)**

<u>Années de naissance</u>		
Avant 1929	14	21,3 %
1930-1939	21	31,8 %
1940-1949	22	33,3 %
1950-1959	7	10,6 %
1960-1969	2	3 %
Après 1969	0	0 %
<b>Total</b>	<b>66</b>	<b>100 %</b>

Source. MOSKOVSKIJ PARTIJNYJ KLUB. Statističeskaja spravka kluba (na 16.08.89) [Données statistiques sur le club (au 16/8/1998)], 1989, 1 p. (archives de Ju. Čabanov)

**Tableau 29 : Structure par âge du PCUS (janvier 1988)**

<b>Années de naissance</b>	
Avant 1927	17,7 %
1928-1937	19,1 %
1938-1947	21 %
1948-1957	24,8 %
1958-1962	11,1 %
Après 1963	5,8 %
<b>Total</b>	<b>99,5 %</b>

Source: P. GELARD (documents réunis et commentés par). *Les institutions de l'URSS, Documents d'études. Droit constitutionnel et institutions politiques*, 1.02, La Documentation Française, novembre 1989, p. 13.

**Tableau 30 : Disciplines étudiées**

	<b>Cohorte I</b>	<b>En % de la population de la cohorte I</b>	<b>Cohorte II</b>	<b>En % de la population de la cohorte II</b>
<b>Sciences humaines, lettres, arts</b>	37	72,5 %	15	41,7 %
Discipline artistique	1	2 %	0	0 %
Lettres, langues, bibliothécaire, journalisme	4	7,8 %	5	14 %
Economie	12	23,5 %	0	0 %
Histoire, relations internationales	11	21,5 %	5	14 %
Philosophie	5	9,8 %	4	11 %
Droit	3	5,9 %	0	0 %
Géographie	1	2 %	0	0 %
Politologie	0	0 %	1	2,7 %
<b>Sciences dures, domaines techniques et militaires</b>	12	23,5 %	21	58,3 %
Mathématiques, physique, chimie, ingénieur	8	15,6 %	17	47,3 %
Géologie	3	5,9 %	0	0 %
Biologie	1	2 %	1	2,7 %
Médecine	0	0 %	2	5,6 %
Formation militaire	0	0 %	1	2,7 %
<b>Enseignement secondaire</b>	2	4 %	0	0 %
<b>Total</b>	51	100 %	36	100 %

**Tableau 31 : Types de formation des étudiants en mathématiques, physique, chimie**

	<b>Cohorte I</b> (51 individus)	<b>En % de la population de la cohorte I</b>	<b>Cohorte II</b> (36 individus)	<b>En % de la population de la cohorte II</b>
<b>Formation généraliste</b> (université, institut polyvalent)	4	7,8 %	9	25,0 %
<b>Instituts sectoriels</b> (complexe militaro-industriel, aviation, transport, pétrochimie)	4	7,8 %	8	22,2 %
<b>Total</b>	8	15,6 %	17	47,2 %

**Tableau 32 Périodes et circonstances de l'installation à Moscou**

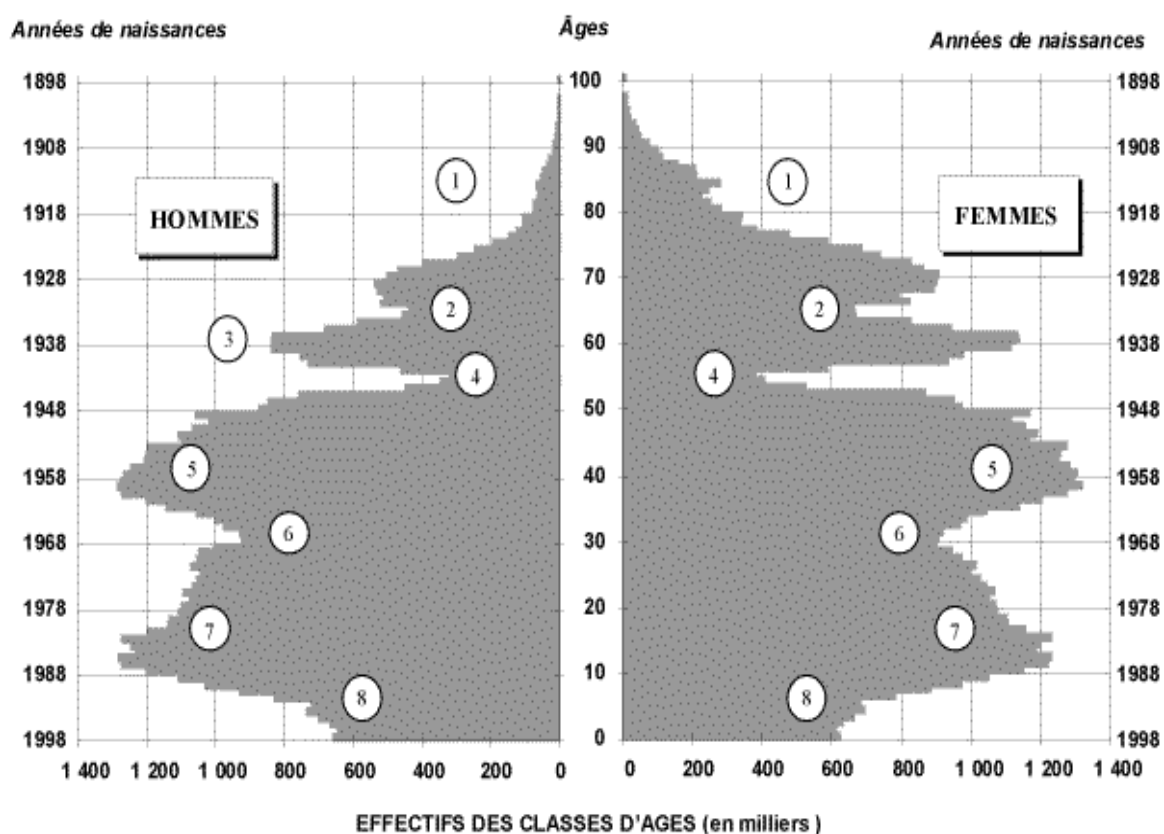
	<i>Cohorte I</i>	<i>En % de la population de la cohorte I</i>	<i>Cohorte II</i>	<i>En % de la population de la cohorte II</i>
Naissance (à Moscou ou région limitrophe)	26	51 %	21	58,3 %
Enfance	1	1,9 %	3	8,3 %
Départ de Moscou avant les études	- 4	- 7,8 %		
<b>Total avant les études</b>	<b>23</b>	<b>45,1 %</b>	<b>24</b>	<b>66,6 %</b>
Etudes supérieures	13	25,5 %	4	11,1 %
Thèse ( <i>aspirantura</i> )	3	5,9 %	0	0 %
Affectation initiale ( <i>raspredelenie</i> )	1	1,9 %	0	0 %
<b>Total pendant les études</b>	<b>17</b>	<b>33,3 %</b>	<b>4</b>	<b>11,1 %</b>
Parcours professionnel après l'affectation	0	0 %	5	14 %
Hors parcours professionnel (dissidence...)	3	5,9 %	0	0 %
<b>Total pendant la vie professionnelle (avant 1989)</b>	<b>3</b>	<b>5,9 %</b>	<b>5</b>	<b>14 %</b>
Carrière politique à partir de 1989 (députation, poste dans l'exécutif)	7	13,7 %	3	8,3 %
s.d.	1	2 %	0	0 %
<b>Total</b>	<b>51</b>	<b>100 %</b>	<b>36</b>	<b>100 %</b>

**Tableau 33 : Positions professionnelles avant l'entrée dans le mouvement informel/démocratique**

	<i>Cohorte I</i>	<i>En % de la population de la cohorte I</i>	<i>Cohorte II</i>	<i>En % de la population de la cohorte II</i>
Chercheurs et enseignants du supérieur	25	49 %	14	38,9 %
<i>    dont sciences sociales</i>	<i>19</i>	<i>37,2 %</i>	<i>5</i>	<i>13,9 %</i>
Ingénieurs	6	11,7 %	6	16,7 %
Enseignants du secondaire	6	11,7 %	0	0 %
Fonctionnaires du PCUS ou du Komsomol	0	0 %	3	8,3 %
Militaires	0	0 %	2	5,5 %
Membres de la direction d'une entreprise	0	0 %	1	2,8 %
Juristes (hors recherche)	0	0 %	1	2,8 %
Médecins	0	0 %	1	2,8 %
Artistes	1	2 %	0	0 %
Bibliothécaires	0	0 %	1	2,8 %
Chefs de brigade (agriculture)	1	2 %	0	0 %
Prêtres	1	2 %	1	2,8 %
Ouvrier	0	0 %	1	2,8 %
Absence de poste fixe ou déclassé par rapport au niveau de formation	9	17,6 %	3	8,3 %
Etudiants, lycéens	2	4 %	2	5,5 %
<b>Total</b>	<b>51</b>	<b>100 %</b>	<b>36</b>	<b>100 %</b>

NB: Sont pris en compte la profession la plus longuement exercée ou, en l'absence de domaine professionnel stable, le dernier poste occupé.

Graphique 4 : Pyramide des âges en Russie au 1<sup>er</sup> janvier 1999



1. Déficit des naissances dû à la guerre de 1914-1918 (classe creuse)
2. Passage des classes creuses à l'âge de fécondité, "dékoulakisation" de 1928-1935, famine de 1933
3. Interdiction de l'avortement en 1936 et lancement de la politique nataliste
4. Déficit des naissances dû à la guerre de 1942-1945

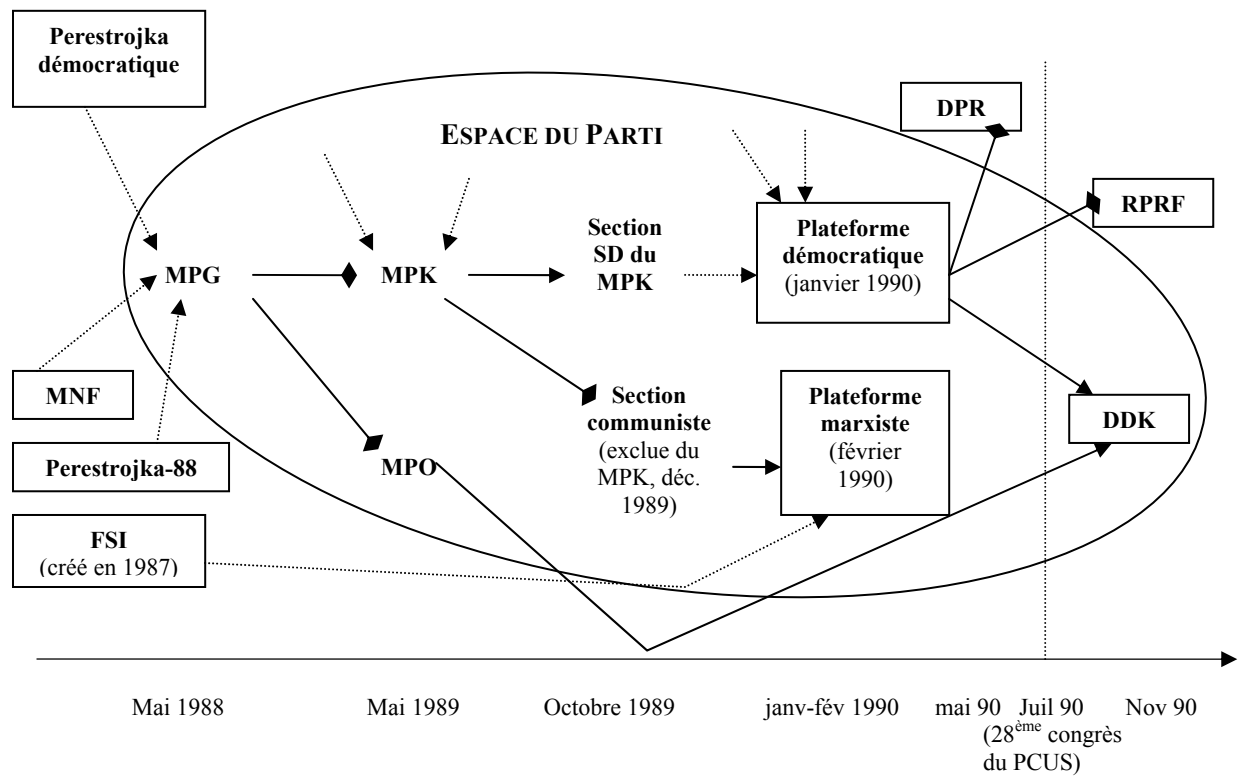
5. Effet du "rattrapage" des naissances après la deuxième Guerre mondiale
6. Passage de la fécondité des générations en dessous de deux enfants par femme
7. Effet de la nouvelle politique familiale (à partir de 1983) et de la campagne de lutte contre l'alcoolisme lancée par Gorbačëv
8. Chute de la natalité à partir de 1989.

Source: INED. Page créée le 14/10/1998 par A. Avdeev, mise à jour le 29/12/1999 [[http://www-census.ined.fr/demogrus/Demographie/Population/Pyramides/pyr\\_tot.htm](http://www-census.ined.fr/demogrus/Demographie/Population/Pyramides/pyr_tot.htm), consultée le 6/9/2005].



**ANNEXES A LA TROISIEME PARTIE  
UNE IDENTITE A LA DERIVE.  
DU MOUVEMENT INFORMEL AU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE (1989-1990)**

**Graphique 5 : Evolution des clubs du Parti**



Légende	
Scission	—◆
Transformation	—▶
Origine des membres (conservation du groupe d'origine)	⋯▶

Abréviations
DDK: Mouvement démocratique des communistes
DPR: Parti démocratique de Russie
FSI: Fonds d'initiatives sociales
MNF: Front populaire de Moscou
MPG: Groupe du Parti de Moscou
MPK: Club du Parti de Moscou
MPO: Organisation du Parti de Moscou
RPRF: Parti républicain de la Féd. de Russie

**Tableau 34 : Les programmes économiques de l'URSS et de la Russie, fin 1989-fin 1991**

	URSS		Russie
Novembre-décembre 1989	<p>Le "<b>Programme Ryžkov</b>" (premier ministre de l'URSS), élaboré en novembre-décembre 1989, comporte trois volets:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ augmentation de l'offre grâce à la réintroduction de méthodes de planification autoritaire,</li> <li>▪ offre de nouveaux placements pour éponger les liquidités,</li> <li>▪ compression des dépenses publiques.</li> </ul> <p>Il n'est donc pas question de désétatisation.</p> <p>Le "<b>Plan Abalkin</b>", proposé à la même période par L.I. Abalkin, vice-Premier ministre chargé de la réforme économique, prévoit la mise en place d'un "système d'économie mixte de marché planifié":</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ démantèlement des monopoles,</li> <li>▪ mise en place d'un commerce de gros des moyens de production,</li> <li>▪ régulation des prix pour certains produits (moyens de production),</li> <li>▪ commandes d'Etat pour la production industrielle,</li> <li>▪ passage progressif au marché,</li> <li>▪ ouverture totale aux investissements étrangers,</li> <li>▪ convertibilité partielle du rouble,</li> <li>▪ Le pouvoir central conserve un rôle prédominant. Les impôts sont répartis en sa faveur: l'Union en perçoit 75 %, les budgets locaux 25 %.</li> </ul>		
Printemps 1990	<p><b>"Plan gouvernemental" (Ryžkov)</b> (mai 1990) Synthèse du "plan Ryžkov" et du "plan Abalkin"</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ période initiale de recentralisation des décisions et de planification,</li> <li>▪ révision administrative des prix (coefficients de 3 pour le pain, de 1,5 pour les produits industriels, de 2 pour les produits alimentaires, de 1,7 pour les salaires).</li> </ul>	<p><b>Plan Šatalin-Petrakov</b> (conseillers du Président) (en préparation à partir de janvier 1990)</p>	<p><b>"Plan de 500 jours"</b> de Javlinskij (vice-Président du Conseil des ministres de la RSFSR) (septembre 1990)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ transformation de 70 % des entreprises en sociétés anonymes en vue de leur privatisation; privatisations,</li> <li>▪ libéralisation de 70-80 % des prix,</li> <li>▪ délégation de larges compétences aux républiques.</li> </ul>

<p style="text-align: center;"><b>Eté-automne 1990</b></p>	<p>Constitution d'un groupe de travail dirigé par Šatalin, sous la présidence conjointe de Gorbačëv et El'cin (juillet-août 1990), pour effectuer une synthèse du "plan Šatalin-Petrakov" et du "plan de 500 jours" (Javlinskij).</p> <p>Sous la pression du Congrès et du premier ministre de l'URSS N. Ryžkov, adoption en octobre 1990 d'un compromis moins libéral entre le "plan de 500 jours" et le "plan Ryžkov" (travaux de synthèse dirigés par Aganbegjan): <b>"Orientations pour la stabilisation de l'économie et la transition vers l'économie de marché"</b> ou "programme présidentiel":</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ pouvoir prépondérant du Centre sur les républiques,</li> <li>▪ compétition entre producteurs; fin des monopoles; égalité des formes de propriété,</li> <li>▪ liberté des prix, abandon de l'intervention directe de l'Etat dans l'économie (hormis certains secteurs),</li> <li>▪ "extension des relations de marché aux sphères où elles sont plus efficaces que les formes administratives de régulation", avec maintien de secteurs non marchands: défense, santé, éducation, science et culture,</li> <li>▪ système public de protection sociale.</li> </ul> <p>Le programme n'est pas mis en œuvre par les républiques.</p>	<p>Adoption du "plan de 500 jours" par le Soviet suprême de la RSFSR en septembre 1990 juste avant la présentation du "programme présidentiel" au Congrès de l'URSS.</p> <p>Le plan est abandonné en novembre.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Printemps-été 1991</b></p>	<p><b>"Plan anticrise"</b> du Premier ministre V. Pavlov (adopté en avril 1991 par le Soviet suprême) Voie vers le marché plus lente que les "500 jours":</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ privatisation du tiers des PME de commerce et de services avant fin 1991; privatisations contrôlées par le pouvoir central,</li> <li>▪ libéralisation totale des prix avant octobre 1991,</li> <li>▪ répartition des ressources décidée par le Centre,</li> <li>▪ interdiction des grèves et des meetings politiques pendant les heures de travail,</li> <li>▪ "régime spécial" dans certaines industries (mines, pétrole, gaz, pétrochimie, métallurgie): interdiction des grèves, incitations (augmentation de salaires en fonction du rendement).</li> </ul> <p><b>Programme présenté par Gorbačëv au G-7</b> (juillet 1991) Privatisation de 60-70 % des entreprises d'Etat sur 4 ans (production énergétique et secteur militaire exceptés). Synthèse du :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- "Plan anticrise" de V. Pavlov,</li> <li>- "Grand Bargain" de G. Javlinskij, G. Allison &amp; J. Sachs (Université de Harvard) (juin 1991)</li> </ul> <p>Privatisation à grande échelle, réduction du déficit budgétaire, libéralisation des prix.</p> <p>Le "Grand bargain" est une synthèse du "plan de 500 jours" et des recommandations du FMI. En échange, le FMI et la Banque mondiale promettent une aide de 20-35 milliards de dollars par an pour financer l'importation de produits de première nécessité.</p>	<p><b>"Programme de stabilisation économique et de passage aux mécanismes de marché"</b> du Premier ministre I. Silaev (mars 1991). Présenté comme le "plan pratique" du "programme de 500 jours" (élaboré sous la direction de E. Saburov, avec Jasin et Šohin, et proposé à Silaev).</p>

<b>Fin 1991</b>	<p><b>Programme de privatisation pour 1992</b> ("thérapie de choc") de <b>Gajdar</b> (octobre 1991) (nommé vice-Premier ministre chargé de l'économie en décembre):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ libéralisation des prix,</li> <li>▪ stabilisation financière (politique monétariste et rigueur budgétaire),</li> <li>▪ privatisations,</li> <li>▪ libéralisation des échanges économiques extérieurs; assistance du FMI, de la Banque mondiale et de la BERD.</li> </ul>
-----------------	---

Sources:

- M.-A. CROSNIER. La politique économique de Mikhaïl Gorbatchev: de l'indécision à la banqueroute In M.-A. CROSNIER, J. GUEIT, A. de TINGUY. *Les années Gorbatchev. L'URSS de 1985 à 1991*. Paris: La Documentation Française, 1993, p. 101-125.
- P. LOROT. *Histoire de la perestroïka. L'URSS sous Gorbatchev. 1985-1991*. Paris: PUF (Que sais-je?), 1993, p. 63-67.
- S. SHIHAB. Présenté au Soviet suprême par M. Pavlov, le plan anti-crise de M. Gorbatchev est rejeté par plusieurs Républiques. *Le Monde*, 24/4/1991.
- N. ŠMATKO. "Toposy" rossijskoj èkonomičeskoj reformy: ot ortodoksal'nogo markizma k radikal'nomu liberalizmu [Les "topos" de la réforme économique russe: du marxisme orthodoxe au libéralisme radical], 2002.
- Switch to market economy. *Keesing's Record of World Events*, octobre 1990.
- Gorbachev-Yeltsin alliance on market economy. Russian economic sovereignty moves. *Keesing's Record of World Events*, août 1990.
- Government anti-crisis programme. *Keesing's Record of World Events*, avril 1991.
- End of miners' strike. Anti-strike decree. *Keesing's Record of World Events*, mai 1991.

## ANNEXES A L'EPILOGUE

### RECONVERSIONS ET CAPITAUX MILITANTS

**Tableau 35 : Résultats des élections à la première Douma d'Etat (12 décembre 1993)**

Listes	Scrutin de liste*		Scrutin uninominal (nombre de sièges)	Total des sièges obtenus	% des sièges
	% de voix	Nombre de sièges			
Parti libéral-démocratique de Russie (LDPR) (Žirinovskij)	22,92 %	59	5	64	14,5 %
Choix de la Russie (VR) (Gajdar)	15,51 %	40	24	64	14,5 %
Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF)	12,40 %	32	10	42	9,5 %
Mouvement politique "Femmes de Russie"	8,13 %	21	2	23	5,2 %
Parti agraire de Russie (APR)	7,99 %	21	16	37	8,3 %
Bloc Javlinskij-Boldyrev-Lukin (Jabloko)	7,86 %	20	7	27	6 %
Parti de l'Unité et de la Concorde de Russie (PRES) (Šahraj)	6,73 %	18	4	22	5 %
Parti démocratique de Russie (DPR) (Travkin)	5,52 %	14	0	14	3,1 %
Union civique au nom de la stabilité, de la justice et du progrès	1,93 %	0	10	10	2,2 %
Mouvement pour les réformes démocratiques de Russie (RDDR)	4,08 %	0	5	5	1,1 %
Dignité et miséricorde	0,70 %	0	3	3	0,7 %
Avenir de la Russie – Nouveaux noms	1,25 %	0	2	2	0,4 %
Mouvement écologiste constructif de Russie "Cèdre"	0,76 %	0	1	1	0,2 %
Candidats présentés par les électeurs	-	-	130	130	29,3 %
Vote contre tous	4,22 %	-			
Total	100 %	225	219**	444	100 %

Source: *Bjulleten' CIK RF* [Bulletin de la Commission électorale centrale de la Fédération de Russie], 1 (12), 1994. Les résultats sont accessibles sur le site <http://www.cityline.ru/politika/fs/gd1rezv.html>.

\* Les listes doivent recueillir au moins 5 % des voix pour obtenir des sièges au scrutin de liste.

\*\* Les élections n'ont pas eu lieu en Tchétchénie ni dans quatre circonscriptions du Tatarstan. N'ont donc été élus que 219 députés au lieu de 225.

## GUIDE D'ENTRETIEN

Ce guide a été utilisé pour les entretiens avec les animateurs de clubs informels menés entre 1994 et 1996, après une phase d'investigation en 1993-1994.

### 1/ Trajectoire antérieure à l'entrée dans le mouvement informel ou démocratique

#### Trajectoire familiale

- Ascendants (grands-parents et parents): lieu et année de naissance, formation, profession, adhésion au Parti (poste éventuel dans l'appareil)
- Frères et sœurs: formation, profession, position d'ego dans l'ordre des naissances
- Epoux: formation et profession
- Descendants: âge, lieu d'études

#### Trajectoire individuelle

- Formation: période, établissement, filière (raison du choix), thèse (thème, choix du sujet, directeur de recherche, raisons de l'éventuel abandon)
- Service militaire: date, lieu
- Parcours professionnel depuis la sortie de l'enseignement supérieur jusqu'à l'entrée dans le mouvement informel
- "Travail social" (bénévole) dans le Parti ou le Komsomol
- Adhésion au PCUS: date d'entrée, de sortie

### 2/ Trajectoire dans le mouvement informel et le mouvement démocratique

#### Début de la participation au mouvement informel

- Premier club informel fréquenté, date d'arrivée
- Comment ego a-t-il appris l'existence de ce club? Par l'intermédiaire d'une personne de son entourage (lieu et circonstances de leur rencontre) ?
- A-t-il retrouvé dans les clubs des personnes qu'il connaissait auparavant ? (retour sur la trajectoire politique antérieure à la perestrojka).

#### Activités dans le mouvement

- Formes d'activités dans le(s) club(s) fréquenté(s)
- En cas de conflits internes au club: raisons, position occupée par ego (témoignage sur la scission du club Perestrojka).
- Autres clubs auxquels ego a participé: simultanément, successivement. Raisons de ces déplacements dans le mouvement.

#### Témoignage sur les relations du (des) club(s) fréquenté(s) avec:

- les autorités (Parti, Komsomol, comités exécutifs de soviets): sur quoi portaient les négociations (obtention de locaux, d'autorisations...), qui étaient leurs interlocuteurs. Rôle des réformateurs du Parti (soutien, contrôle?).

Les questions ont porté plus particulièrement sur (i) la préparation de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" d'août 1987, (ii) les relations du club Perestrojka (puis Perestrojka démocratique) avec le comité du Parti de l'arrondissement (*rajkom*) Sevastopol', (iii) les deux réunions des clubs informels pour la préparation du "Mandat de la société" en juin 1988, (iv) la genèse des clubs du Parti.

- les autres clubs informels: clubs de la même "génération", clubs d'une génération différente (l'énoncé des questions n'explicitait pas la distinction entre les deux cohortes). Accords, négociations pour mener des actions communes, conflits, absence de relations,
- les anciens dissidents restés politiquement actifs pendant la perestrojka.

### **3/ Reconversions après 1990**

#### **Trajectoire dans l'espace des nouveaux partis**

- Raison de l'adhésion à tel parti et des choix successifs effectués
- Raison de la non appartenance à un parti après l'engagement dans les clubs informels

#### **Parcours professionnel depuis la perestrojka**

- Mode d'entrée dans de nouvelles carrières, rôle du réseau développé grâce au mouvement informel/démocratique
- Raison d'un éventuel retour à l'ancienne profession

#### **Relations avec les anciens informels**

- Avec quels anciens informels ego garde-t-il des contacts (amicaux, professionnels) ?
- Utilisation de ces relations dans la nouvelle activité professionnelle d'ego (journalisme, conseil politique)
- Formes d'entraide entre anciens informels ?
- Information sur les positions professionnelles occupées par les autres anciens informels

### **4/ Prises de position lors de certains événements politiques**

- Dissolution du Congrès des députés de la Russie et assaut du parlement en octobre 1993
- Elections présidentielles de 1996.

#### **Autres informateurs interrogés**

Membres de l'Association soviétique de sociologie (SSA): G. Rakitskaja (également membre du club Perestrojka), V. Čurbanov, L. Gordon, B. Kurašvili.

- Comment la SSA et le Club d'initiatives sociales (KSI) sont-ils entrés en contact ?
- Activités de la Commission sur les problèmes du mouvement des associations autonomes
- Relations avec le Comité central du PCUS
- Rôle des bureaux du Parti des instituts de recherche ayant accueilli le club Perestrojka (Institut central d'économie mathématique ou CEMI, et Institut d'économie du système socialiste mondial ou IEMSS).

Responsables de la politique envers les clubs informels dans les deux comités d'arrondissement du Parti de la "zone expérimentale" (*rajkom* Brejnev/Čerëmuški et *rajkom* Sevastopol'): A. Brjačihin (premier secrétaire du *rajkom* Sevastopol'), Ju. Čabanov (chef du Département idéologique du *rajkom* Sevastopol'), N. Krotov (instructeur du Département idéologique du *rajkom* Brejnev/Čerëmuški).

- Organisation du travail avec les informels
- Préparation de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" d'août 1987
- Relations avec les institutions intermédiaires entre les clubs et le *rajkom* (CEMI, IEMSS, SSA)
- Relations avec leur hiérarchie.

## NOTICES BIOGRAPHIQUES

Les parcours présentés ici vont jusqu'en 1992-1993. Pour la période ultérieure, on se reportera au chapitre sur les reconversions (épilogue).

Sauf indication contraire, les sources utilisées sont:

- les entretiens que nous avons menés (cf. la liste p. 470-474),
- A. VASILEVSKIJ, V. PRIBYLOVSKIJ. *Kto est' kto v rossijskoj politike (300 biografij)* [Le who's who de la politique en Russie (300 biographies)]. Moscou: Panorama, 3 vol., 1993.
- A. BARSENKOV, V. KORECKIJ, A. OSTAPENKO. *Političeskaja Rossija segodnja. Vysšaja predstavitel'anaja vlast'* [La Russie politique aujourd'hui. Le pouvoir législatif suprême]. Moscou, 1993.

### 1/ Membres de l'échantillon

ABRAMOVIČ ALEKSANDR BORISOVIČ (seconde cohorte). Né en 1962 à Moscou. Son père, entré au Parti en 1932, est diplômé de l'Institut des mines de Moscou. Pendant la guerre, il est directeur adjoint du Service pour l'énergie du Comité du Parti de la ville de Moscou, poste stratégique en cette période de pénurie. Dans les années 1950, pendant la lutte au sein du Parti contre le "cosmopolitisme", il est évincé des fonctions dirigeantes du Comité du Parti de Moscou du fait de sa judéité et est relégué dans la sphère économique (il s'agit formellement d'une ascension sociale, mais d'un déclin dans la hiérarchie réelle du pouvoir). Il finit sa carrière ingénieur en chef de l'Institut de construction de machines de Moscou. La mère de A. Abramovič est diplômée d'un lycée technique de médecine de Riazan. Avant la seconde guerre mondiale, elle devient troisième secrétaire du Komsomol de Riazan. Après la guerre, elle devient responsable du service des cadres d'une institution à Moscou et travaille comme instructeur au Comité du Parti de l'arrondissement Dzerjinski. A. Abramovič fait des études de chimie à l'Université d'Etat de Moscou (MGU) (1979-1984). De 1984 à 1989, il travaille dans une usine expérimentale d'alliages à Moscou. Il adhère au PCUS en automne 1988. Il s'inscrit en *aspirantura* de chimie au MGU de 1988 à 1990 mais ne soutient pas sa thèse. En janvier 1989, pendant la campagne électorale pour le Congrès des députés de l'URSS, il entre en conflit avec le secrétaire de l'organisation du parti de son usine pour avoir refusé de soutenir le candidat recommandé par le *rajkom*. Entré au Front populaire de Moscou (MNF) pendant l'été 1988, il organise la campagne de V. Korotič (rédacteur en chef d'*Ogonëk*) en 1989. A. Abramovič sera également membre du Groupe interclubs du Parti (MPG) et du Club du Parti de Moscou (MPK). Il appartient au courant socialiste du Front populaire de Moscou, devenu minoritaire avec l'arrivée de la seconde cohorte (dont il fait pourtant partie). Il entre au Comité moscovite des nouveaux socialistes (MKNS), dirigé par B. Kagarlickij. En 1991, il devient l'un des dirigeants du parti de la Nouvelle Gauche (*Novye levye*) aux côtés de M. Maljutin. En 1994, il entre en *aspirantura* de politologie à l'Académie du service public de Russie près le Président de la Fédération de Russie (sujet: "*La société civile sociale comme voie optimale de développement de la Russie*").

AKSJUČIČ VIKTOR VLADIMIROVIČ (première cohorte). Né en 1949 en Biélorussie occidentale d'un père manutentionnaire et d'une mère gardienne d'immeuble. De 1965 à 1969, il fait des études dans une école navale secondaire à Riga. Il accomplit son service militaire dans la Marine (1969-1972), période au cours de laquelle il adhère au PCUS. En 1972, il entre à l'université ouvrière (*rabfak*) de philosophie de l'Université d'Etat de Moscou (MGU), puis à la faculté de philosophie du MGU (1973-1978). Il est parallèlement secrétaire de la cellule du PCUS de la faculté (1972-1979). En 1978, il entre en *aspirantura* de philosophie au MGU, mais en est exclu, ainsi que du Parti, pour avoir lu et diffusé des samizdats sur la religion orthodoxe. Pendant six ans, il est ouvrier du bâtiment puis dirige une équipe d'ouvriers agricoles qui travaille dans des kolkhozes et sovkhoses dans différents territoires de l'URSS. De retour à



Moscou, il édite en 1987 la revue chrétienne *Vybor*. En 1988-1989, il préside la coopérative Perspektiva, maison d'édition créée par des membres du Club d'initiatives sociales (KSI). Aksjučič est le premier éditeur de *l'Archipel du Goulag* en Russie. En 1990, il devient président d'une société d'édition mixte soviéto-panaméenne. En mars 1990, il est élu député au Congrès de la RSFSR, soutenu par le bloc Russie démocratique. Il devient membre du Comité du Soviet Suprême de la RSFSR pour la liberté de conscience, de culte, la bienfaisance et la charité. En avril, il fonde le Mouvement démocrate-chrétien de Russie (RHDD) dont il préside le Conseil politique. Il sera représentant du RHDD au Conseil de coordination du mouvement Russie démocratique. A partir de la fin 1991, il se rapproche du courant patriotique. Son parti quitte Russie démocratique, et en 1992 Aksjučič préside le Congrès des Forces Civiles et Patriotiques. Il participe à la création d'une coalition parlementaire d'opposition au gouvernement Gajdar-El'cin (*Rossijskoe Edinstvo*: Unité de la Russie). En 1992, il se déclare candidat à l'élection présidentielle de la Russie (qui devait avoir lieu si les deux branches, législative et exécutive, du pouvoir étaient dissoutes simultanément). Pourtant en octobre 1992, il refuse de prendre part au Front de Salut National qui est la plus grande coalition d'opposition des communistes et nationalistes.

ARTĚMOV ARTĚM JUR'EVICĀ (seconde cohorte). Né en 1971 à Moscou, d'un père enseignant dans un institut supérieur de construction de machines. A. ArtĚmov entre à l'Institut d'Etat d'archives et d'histoire de Moscou en 1988. En 1989, il joue un rôle actif dans l'organisation de la campagne électorale de S. Stankevič, membre du Front populaire de Moscou (MNF), dans la circonscription ČerĚmuški. A. ArtĚmov est lui-même membre du MNF, plus précisément de la fraction "démocratique" (i.e. non socialiste). Avec d'autres membres de cette fraction, il entre dans l'Union constitutionnelle-démocrate (SKD). En 1990, il se présente aux élections d'un soviet d'arrondissement, mais n'est pas élu. Il coordonne parallèlement la campagne de V. Aksjučič à la députation de la RSFSR dont il est devenu le bras droit au Mouvement démocrate-chrétien de Russie (RHDD) pour les questions organisationnelles. Début 1992, A. ArtĚmov est de plus en plus actif au sein du mouvement nationaliste-patriotique, vers lequel se dirige également, mais plus modérément, le RHDD.

ASTAF'EV MIHAIL GEORG'EVICĀ (seconde cohorte). Né en 1946 à Moscou de parents électroniciens, diplômés de l'enseignement secondaire technique. Son père est d'origine noble. M. Astaf'ev étudie la physique au MGU (1964-1969), puis fait son service militaire dans la défense anti-aérienne (1970-1972). Jusqu'en 1990, il est chercheur à l'Institut de chimie physique de l'Académie des sciences. En 1989, il participe à la campagne électorale du Congrès des députés de l'URSS au sein du Front populaire de Moscou (MNF). Sa candidature est proposée par le MNF mais n'est pas enregistrée. Il milite dans la fraction démocratique (non socialiste) du MNF, puis, comme la plupart des membres de cette fraction, rejoint l'Union des constitutionnels démocrates (SKD) de V. ZolotarĚv. En 1990, il est élu député de Russie avec l'appui de Russie démocratique (dont il est l'inventeur du nom), et devient membre du Comité du Soviet Suprême de la RSFSR pour la liberté de conscience, de culte, la bienfaisance et la charité. Lorsque l'Union des constitutionnels démocrates se scinde en deux à l'été 1990, il entre dans le Parti constitutionnel-démocrate – Parti de la liberté du peuple (KDP-PNS) (opposé à ZolotarĚv) dont il devient président et qu'il représente auprès du mouvement Russie démocratique. Son parti, uni avec le Mouvement démocrate-chrétien (RHDD) d'Aksjučič et le Parti démocratique de Russie (DPR) de Travkin, quitte Russie démocratique en novembre 1991. Début 1992, Astaf'ev passe dans l'opposition au gouvernement russe et participe au Congrès des Forces Civiles et Patriotiques aux côtés d'Aksjučič.

BOGAČĚV VLADIMIR VALENTINOVICĀ (première cohorte). Né en 1944 à Moscou d'un père militaire. Il étudie dans une école de musique, puis à l'Institut de la Culture de Krasnoġarsk. Il travaille à l'Orchestre philharmonique de Krasnoġarsk. Ses activités politiques d'opposant commencent en 1967. Il est arrêté à deux reprises et passe plus de six ans en camp. En 1988, il entre dans le parti Union Démocratique (dont une partie du congrès constitutif s'est déroulée chez lui). Il y forme, notamment avec Lev UboŹko, autre dissident, une fraction opposée à V. Novodvorskaja. Les dirigeants de cette fraction sont exclus de l'Union démocratique. Début

1990, il fonde le Parti Libéral-Démocratique (LDP) avec V. Žirinovskij. Mais les deux leaders s'excluent mutuellement du LDP.

BOGANCEVA IRINA VLADIMIROVNA (seconde cohorte). Née en 1954 à Moscou. Son père est officier, ingénieur des transports aériens. Il fait des études à l'Académie militaire Joukovski. Il est envoyé en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, en Afghanistan, en Egypte, en Angola. Sa mère est professeur de musique. I. Boganceva étudie l'histoire au MGU (1970-1975), puis enseigne pendant une dizaine d'années dans un établissement secondaire. En 1982, elle adhère au Parti pour pouvoir être admise dans un institut de l'Académie des sciences pédagogiques. Elle y commence une thèse de *kandidat* en 1985 sur "*l'application des tests pour le diagnostic des connaissances en civilisation*", mais ne la termine pas. Elle prend part à la campagne électorale au sein du groupe de soutien à Gdljan et Ivanov en 1989, puis en août devient membre du Conseil de coordination de l'Union moscovite des électeurs (MOI). En 1990, elle est membre du Conseil de la section moscovite du bloc électoral Russie démocratique. Elle est élue député du Soviet de Moscou. De 1991 à juillet 1992, elle préside le Comité pour les formes alternatives d'éducation du Gouvernement de Moscou. Contrainte de quitter l'exécutif moscovite après la démission du maire G. Popov, elle ouvre une école primaire privée en 1993. Elle ne participe plus que ponctuellement à certaines activités politiques (manifestations contre la guerre en Tchétchénie sur la place Pouchkine). I. Boganceva soutient Jabloko.

BOKSER VLADIMIR OSKAROVIČ (seconde cohorte). Né en 1953 à Moscou. Son père, médecin dans l'Armée de l'air, est spécialiste de psychiatrie et de physiologie, et est diplômé (*adjutant* ou thèse) de l'Académie militaire de l'Aviation. V. Bokser est issu d'une lignée de médecins: son grand-père paternel avait étudié en Suisse, où l'accès aux études supérieures était probablement plus facile qu'en Russie pour des juifs aisés. La mère de V. Bokser est professeur de musique. Ancienne élève du pianiste Goldenweiser, elle a commencé des études à l'Ecole Centrale de Musique, puis au Conservatoire, mais les a abandonnées pour suivre son mari. V. Bokser fait des études au Deuxième Institut de médecine de Moscou (1972-1977), dans le même institut que son père, où il se spécialise en pédiatrie. Il prépare une thèse mais ne la soutient pas. Il est gastroentérologue dans un hôpital pendant treize ans. En 1982, il entre au Parti. A partir de 1986-1987, il milite dans un groupe de protection des animaux. En 1988, il entre au Front Populaire de Moscou (MNF) et participe en 1989 à la campagne de S. Stankevič. En mai 1989, il est membre du Conseil de coordination du MNF. V. Bokser est l'un des organisateurs les plus actifs des meetings électoraux et post-électoraux de 1989. Il est également l'un des initiateurs de l'Union moscovite des électeurs (MOI), dont il devient membre du Conseil de coordination. En 1990, il est l'un des dirigeants de la campagne électorale du bloc Russie Démocratique. Lors des élections de 1990, il est élu député du Soviet de Moscou (*Mossovot*). Il prend une part active à la création du mouvement Russie démocratique (octobre 1990) et est élu membre du Conseil de coordination. Il défend une ligne de soutien inconditionnel de Russie démocratique à B. El'cin. En 1990-1991, il travaille dans l'appareil du président du *Mossovot* (G. Popov). En 1991, il participe activement à la campagne présidentielle d'El'cin. Peu avant le départ de G. Popov de la mairie de Moscou, il est nommé vice-président du Comité antimonopole près le gouvernement de la ville de Moscou (mai 1992). En 1993, il entre dans le parti Choix de la Russie de Gajdar.

BURBULIS GENNADIJ EDUARDOVIČ (première cohorte). Né en 1945 dans l'Oural. Cf. sa biographie p. 370.

ČUBAJS ANATOLIJ BORISOVIČ (première cohorte). Né en 1955 à Borisovo en Biélorussie où son père, officier supérieur de l'Armée dans la section politique, est en poste. Son père soutient une thèse à l'Académie politique militaire Lénine et, jusqu'en 1995, sera titulaire de la chaire de philosophie d'un institut militaire de Leningrad. La mère de A. Čubajs est diplômée de l'Institut d'économie de Moscou (futur Institut Plekhanov). A. Čubajs étudie (1972-1977), puis travaille (1977-1990) à l'Institut d'ingénierie économique de Leningrad Palmiro Togliatti (LIEI) de Leningrad. En 1983, il soutient une thèse de *kandidat* en économie ("*Recherche et élaboration de méthodes de planification pour améliorer la gestion dans les organisations*").

*scientifiques et techniques sectorielles*"). Il est membre du PCUS. Au début des années 1980, il crée un groupe semi-clandestin d'étude sur la politique économique de différentes périodes de l'histoire soviétique et sur les réformes économiques dans les pays d'Europe de l'Est. En 1985, il prend part, grâce à E. Gajdar, aux travaux de la Commission de perfectionnement du Politburo pour les réformes économiques. En 1987, il participe à l'activité du club Perestrojka de Leningrad. En 1990, il soutient la Plateforme démocratique du PCUS, dont son frère aîné Igor' est l'un des dirigeants. Après les élections de 1990, A. Čubajs devient adjoint, puis premier adjoint du président du Comité exécutif du Soviet de Leningrad (A. Sobčak). Après l'élection de Sobčak au poste de maire en 1991, il devient son conseiller économique. En novembre 1991, il est invité par Gajdar à participer au Gouvernement des réformes de la Russie. Il obtient le poste de président du Comité d'Etat de la RSFSR pour la gestion de la propriété d'Etat avec rang de ministre d'Etat. Il est à ce titre l'auteur de la politique de privatisation de la propriété d'Etat. En mai 1991, il devient adjoint du chef du gouvernement. En juin 1993, il est l'un des organisateurs du bloc électoral Choix de la Russie.

ČUBAJS IGOR' BORISOVIČ (première cohorte). Né en 1947 à Berlin. Frère d'Anatolij Čubajs. Etudiant à la faculté de philosophie de l'Université d'Etat de Leningrad (LGU) depuis 1964, il est exclu en 1968 pour avoir manifesté tout seul contre l'invasion de la Tchécoslovaquie alors qu'il se trouvait à Odessa. Réintégré au LGU, il termine ses études en 1972. Il enseigne la philosophie dans un établissement supérieur d'art. En 1975, il commence une thèse de *kandidat* à l'Université d'Etat de Moscou, qu'il soutient à l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences. I. Čubajs entre au Parti en 1975. A partir de 1980, il enseigne à l'Institut d'Etat d'art dramatique (GITIS) de Moscou. En 1987, il participe au club Perestrojka de Moscou. Il fera partie des contestataires et entrera au club Perestrojka-88. I. Čubajs est coprésident du Club du Parti de Moscou (MPK) en 1988 et l'un des fondateurs de la Plateforme démocratique du PCUS en janvier 1990. En avril-mai 1990, il est exclu du PCUS pour "*activités visant à la scission*". Il participe en mai 1990 au Congrès constitutif du Parti démocratique de Russie (DPR) de N. Travkin, première fraction de la Plateforme démocratique à quitter le PCUS. Pendant les élections de 1990, il est candidat de Russie démocratique au Soviet de Moscou, mais ne sera pas élu. Il prend part à la constitution du Parti républicain de la Fédération de Russie (RPRF) et appartient au courant social-démocrate minoritaire. Dans les années 1990, I. Čubajs reprend sa carrière dans l'enseignement: il entre à l'Université de l'amitié entre les peuples (ancienne Université P. Lumumba) et soutient en 2000 un doctorat (*doktor nauk*) de philosophie.

ČUEV ALEKSANDR VIKTOROVIČ (seconde cohorte). Né en 1965 à Moscou de parents physiciens. Il commence des études techniques à l'Institut d'énergie de Moscou (1982-1985), mais ne les achèvent pas. Il est exclu pour avoir écrit des poèmes politiques. Il devient facteur, concierge, manutentionnaire, travaille dans une école, une Maison de pionniers, joue de la guitare dans un orchestre. En juin 1988, il entre à l'Union démocratique, devient membre du Conseil de coordination et rédacteur du journal de ce parti *Svoboda i slovo*. En 1989, il passe à l'Union démocrate-chrétienne (HDS) de A. Ogorodnikov, dont il est vice-président. Il tente de renverser Ogorodnikov lors d'un déplacement de ce dernier à l'étranger mais échoue. Il quitte le HDS pour fonder son propre parti: le Parti démocrate-chrétien de Russie (RHDP) en mai 1990. Il est accusé par Ogorodnikov d'avoir volé ses archives personnelles et des ordinateurs. La base de données biographiques "Labirint" indique que Čuev crée une société de diffusion d'ouvrages religieux mais également pornographiques. Il reprend ses études en 1990, à la faculté d'histoire de la pensée philosophique de l'Université d'histoire de la culture, puis à la fin des années 1990, étudie à l'Académie de droit d'Etat de Moscou.

DAM'E VADIM VALER'EVIC (première cohorte). Né en 1959 à Moscou de parents juifs originaires d'Ukraine. Son père est ingénieur, membre du PCUS et combattant au front pendant la guerre. Sa mère est médecin, fille de médecin. Selon V. Dam'e, la trajectoire professionnelle et

---

<sup>1</sup> Le détail est d'autant plus croustillant que Čuev, élu député à la Douma d'Etat et devenu représentant du courant conservateur de l'Eglise orthodoxe, proposera en 2002 une loi interdisant l'avortement.

familiale de sa mère l'incite à nourrir un rapport critique envers le régime: elle commence sa carrière au début des années 1950 au moment de l'"affaire des blouses blanches" alors qu'elle est juive et médecin. Par ailleurs, son père ayant été haut responsable au Commissariat pour la Santé en Ukraine, elle avait entendu parler des arrestations dans les années 1930 par des collègues de son père. V. Dam'e étudie à l'Institut d'archives et d'histoire de 1976 à 1981. Il travaille à l'Institut d'histoire universelle de l'Académie des Sciences de l'URSS. Il soutient une thèse de *kandidat* en 1987 sur le mouvement vert ouest-allemand. A cette même époque, il se lie avec les mouvements anarchiste et écologiste qui apparaissent en URSS et participe à la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" en août 1987. En 1988-1989, il est coprésident de la Fédération écologiste de Moscou, puis coprésident de l'organisation moscovite du Parti des Verts. En 1989-1991, il est membre de la Confédération des anarcho-syndicalistes (KAS). En mars 1991, il fonde Initiative des Anarchistes Révolutionnaires (IREAN). Parallèlement à son activité politique, V. Dam'e poursuit une carrière scientifique à l'Institut d'histoire.

DANILOV ANDREJ VIKTOROVIČ (première cohorte). Né en 1952 à Moscou. Son père (Viktor Petrovič) est l'un des grands spécialistes de la collectivisation. Après avoir combattu au front pendant la guerre, V. P. Danilov fait des études à l'Institut pédagogique d'Orenbourg, puis entre à l'Institut d'histoire de l'URSS. C'est un "soixantard" qui contribue largement à élargir le champ de la recherche historique en essayant d'obtenir l'ouverture de certaines archives. La mère de A. Danilov est également historienne, diplômée de l'Université d'Etat de Moscou et spécialiste de la féodalité russe. Elle travaille à l'Institut d'histoire de l'URSS. A. Danilov entre à la faculté d'économie du MGU (1969-1974). Il rédige une thèse mais ne la soutient pas. Il acquiert sa première expérience politique en participant en 1971-1973 à un "Laboratoire de propagande expérimentale" à l'Université, indépendant du Komsomol. De 1974 à 1982, il travaille à l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales (IMEMO), où il étudie les questions de travail et de théorie générale du Tiers-monde. Il se trouve dans le même département que A. Fadin qui le met en contact avec un groupe de dissidents de gauche ("Jeunes socialistes"). Après l'arrestation en 1982 des principaux membres de ce groupe (Fadin, Kudjukin, Kagarlickij, etc.), Danilov quitte l'IMEMO pour entrer à l'Institut d'études orientales, mais n'est pas admis à cause de ses liens avec les Jeunes socialistes. Entre 1982 et 1986, il change régulièrement de lieux de travail (instituts de recherche, Comité d'Etat pour les brevets d'inventions, etc.). En 1987-1988, il travaille dans un centre d'ingénierie où il est un intermédiaire commercial indépendant, poste hautement lucratif. A partir d'avril-mai 1987, il entre au Club Perestrojka dont il entend parler par un ancien chercheur de l'IMEMO et ancien membre des Jeunes socialistes (Sobčenko). En 1988, il fait partie du groupe de rédaction du Mandat démocratique, premier programme politique du Club destiné à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti. En juin de la même année, il joue un rôle actif dans la création du Front populaire de Moscou (MNF), mais à l'automne, cesse ses activités dans le Front pour travailler dans des coopératives (entreprises privées). Fin 1990-1991, il est consultant pour G. Burbulis, lui-même principal Conseiller du président du Soviet suprême de Russie, B. El'cin. Après le putsch d'août 1991, il fait la connaissance du député Jušenkov, membre du Comité du Soviet suprême pour la Défense, et travaille pour lui. En 1992, Danilov est consultant au sein de l'appareil de A. Šohin, vice-Président du gouvernement de Russie responsable de la sphère sociale et du commerce extérieur, dont il est un ancien condisciple de la faculté d'économie du MGU.

DEBRJANSKAJA EVGENIJA (première cohorte). Née en 1954 à Sverdlovsk d'un père professeur d'économie et d'une mère physicienne, spécialiste des réacteurs atomiques. E. Debrjanskaja habite Moscou depuis 1979. Elle ne fait pas d'études supérieures. En 1988, elle rejoint le groupe pacifiste Doverie (Confiance), dont certaines réunions, ainsi que celles du séminaire "Démocratie et humanisme" animé par V. Novodvorskaja, se déroulent chez elle. E. Debrjanskaja est l'une des fondatrices du parti Union démocratique, mais cesse d'y participer après une campagne menée contre elle pour "*conduite amoral*e" (homosexualité). Elle fonde en 1990 le Parti libertarien, d'orientation ultralibérale.

FADEEV VALERIJ VALER'EVIC (première cohorte). Né en 1963 à Moscou d'un père militaire et d'une mère ingénieur chimiste dans un institut de recherche militaire. V. Fadeev étudie à la faculté des lettres de l'Institut pédagogique Lénine de Moscou de 1981 à 1987. A partir de 1982, il fait partie d'un petit groupe de 8-10 étudiants (dont Sergej Mitrohin) qui publie un bulletin clandestin. Après ses études, il enseigne pendant deux ans dans un lycée. En 1988, il entre au club Perestrojka. Il s'oppose au noyau dirigeant et, après la scission de Perestrojka, participe au club Perestrojka-88. Il est également membre du comité organisateur puis de l'organe dirigeant de Mémorial. En 1989-1990, il publie des articles dans la revue *Glasnost'* de S. Grigor'janc (ancien dissident et adversaire des informels) et y rédige une chronique sur les nouvelles organisations politiques. Il travaille à la coopérative "Perspektiva". En 1990, il est élu député du Soviet de Moscou et devient président de la Sous-commission pour les droits de l'homme. En 1992, il publie ses mémoires sur l'année 1988 au sein du mouvement informel de Moscou, qui lui valent l'inimitié de la plupart des informels. Il se fait exclure de la liste des candidats de Jabloko aux élections législatives de 1993, constituée entre autres par un ancien informel, V. Igrunov.

FADIN ANDREJ VASILEVIC (première cohorte). Né en 1953 à Moscou. Son père, spécialiste d'allemand, travaille dans une station d'écoute radio pendant la guerre et jusqu'en 1947. Après avoir enseigné l'allemand et s'être spécialisé en suédois au sein de l'Académie des sciences pédagogiques, il entre en 1956-1957 au Département des relations internationales du Comité central du PCUS où il se spécialise dans l'Europe du Nord. Il est responsable des relations entre le PCUS et le PC norvégien. La mère de A. Fadin est diplômée de l'Institut pédagogique Kroupskaïa de la région de Moscou et devient enseignante d'allemand. A. Fadin étudie l'histoire au MGU (1971-1976). Il est traducteur d'espagnol à l'Institut de littérature mondiale près le Comité central du PCUS, puis entre à l'IMEMO en 1978. Il y rédige une thèse sur les régimes autoritaires dans le Tiers-monde (Argentine, Brésil, Chili, Turquie, Corée du sud) sous la direction de K. Majdanik, mais ne la soutient pas. De 1978 à 1982, il est l'un des dirigeants d'un groupe dissident qui sera appelé ultérieurement "Jeunes socialistes" et l'un des rédacteurs de la revue *Varianty*, publiée par ce réseau. En 1982, il est arrêté et emprisonné pendant un an à Moscou. Gracié, il retrouve du travail dans une usine en tant que sociologue. Il sera aussi veilleur de nuit et gardien d'un immeuble coopératif. En avril 1985, il entre à l'Institut de recherche sur la Culture du ministère de la Culture de la RSFSR, qui s'intéresse très tôt au phénomène des clubs informels. En 1987, il devient vite un membre dirigeant du club Perestrojka, dont il avait appris l'existence par une petite annonce affichée à la bibliothèque de sciences sociales de l'Académie des sciences (INION). Après la scission du club en janvier 1988, il reste au club Perestrojka démocratique. En 1989, il devient journaliste à *Kommersant*", dont il dirige le service politique. De 1991 à 1993, il est rédacteur en chef adjoint de la revue *Vek XX i mir* (le rédacteur en chef est G. Pavlovskij).

FILIPPOV PËTR SERGEEVIC (première cohorte). Né en 1945 à Odessa d'un père colonel dans la Marine. De 1962 à 1967, il fait des études d'économie à l'Institut d'appareils de construction pour l'aviation de Leningrad. Militant komsomol actif, il risque de se faire exclure de l'institut pour avoir critiqué la politique du Komsomol. Il est affecté dans une usine électronique (1967-1969) où il est également secrétaire de l'organisation du Komsomol. Il est admis au Parti en 1969 et change de travail pour diriger un laboratoire à l'usine Kirov (1969-1971). Il entre en *aspirantura* à la faculté d'ingénierie économique de l'Institut de construction navale de Leningrad et soutient une thèse sur "*l'introduction des méthodes mathématiques et économiques dans l'industrie*" en 1974. Par la suite, Filippov devient entraîneur dans une école de ski alpin (près de Leningrad), puis prend la direction de l'école (1974-1976). En 1977-1978, il travaille de nouveau dans une usine dont il dirige le centre informatique. De 1978 à 1986, il est dans ce qu'il appelle l'"*émigration intérieure*": il devient mécanicien dans un parc automobile et travaille dans une coopérative clandestine de culture de tulipes qu'il fonde en 1975 avec quelques amis. Fin 1986, il est rédacteur à la revue *Eko* de Novossibirsk. C'est pour essayer de réanimer le club des amis de la revue *Eko* qu'il prend contact avec des économistes (dont Anatolij Čubajs) et juristes de Leningrad et organise une table ronde sur le projet de loi sur l'entreprise d'Etat à l'Institut central d'économie mathématique (CEMI) en février 1987,

table ronde qui donnera naissance au club Perestrojka de Moscou. En 1987, il crée le club Perestrojka de Leningrad. En 1989, il est l'un des dirigeants du Front populaire de Leningrad (LNF), et en 1990 de la Plateforme démocratique à Leningrad. Lors des élections des députés de l'URSS de 1989, sa candidature est proposée, mais sera rejetée par les autorités électorales. En 1990, en revanche, il est élu député au Congrès de la Russie (sur la plateforme du LNF) et du Soviet de Leningrad (*Lensovet*). Il fait partie de la fraction des "Démocrates radicaux". Au *Lensovet*, Filippov est candidat au poste de président, mais n'est pas élu à cause de l'opposition de l'aile radicale du LNF, dirigée par M. Sal'e. Il œuvrera alors pour l'élection de A. Sobčak à la présidence du *Lensovet*, mais à l'automne 1990 devient l'un de ses principaux opposants. Après avoir dirigé la Commission du *Lensoviet* pour l'industrie et en raison de son conflit avec Sobčak, Filippov se met à travailler à temps plein au Soviet suprême de la RSFSR dont il dirige le Sous-comité pour la privatisation du Comité pour les questions de réforme économique et de propriété. Il est l'un des principaux appuis de Gajdar au sein du Congrès des députés. En 1992, il entre au Parti républicain de la Fédération de Russie (RPRF), issu de la Plateforme démocratique, et en devient coprésident. Il prend la tête de l'aile proeltsinienne opposée au groupe Šostakovskij – Jakovenko. Filippov est également membre du Conseil de coordination du mouvement Russie démocratique. Début 1993, il est nommé chef du Centre analytique de l'Administration du Président pour la politique socio-économique.

GLOBAČEV MIHAIL OL'GERDOVIČ (seconde cohorte). Né en 1952 à Moscou d'un père informaticien, philologue de formation, et d'une mère géologue. Il fait des études de lettres à l'Université d'Etat de Moscou (MGU) et se spécialise dans la littérature polonaise. Il fait son service militaire pendant un an en Estonie. A partir de 1977, il est traducteur de polonais à la Bibliothèque nationale Lénine, bibliographe dans diverses autres bibliothèques et enfin rédacteur d'une revue à l'Institut d'information scientifique sur les sciences sociales (INION). De 1982 à 1984, il enseigne le polonais à l'Ecole supérieure Dzerjinski du KGB, puis retrouve son poste à l'INION. Il soutient en 1984 une thèse de *kandidat* sur les écrivains polonais en URSS pendant la seconde guerre mondiale. En 1990, il est rédacteur en chef adjoint du bulletin *Graždanskoe dostoinstvo* du groupe Dignité des citoyens (V. Zolotarëv) et coprésident du Parti des constitutionnels-démocrates (présidé par V. Zolotarëv).

GOLOV ANATOLIJ GRIGOR'EVIC (première cohorte). Né en 1946 à Perovo dans la région de Moscou. Il habite à Leningrad depuis 1953. Diplômé de la faculté de mathématique et de mécanique de l'Université d'Etat de Leningrad (LGU) (1963-1968), il est ingénieur en chef dans un laboratoire de la chaire d'hydro-aérodynamique de sa faculté d'origine de 1968 à 1978. Pendant cette période, il enseigne deux ans en Guinée. A partir de 1978, il travaille à l'Institut d'ingénierie économique Palmiro Togliatti (LIEI). En 1987, il entre au club Perestrojka de Leningrad. En 1988, il est l'un des fondateurs du Front populaire de Leningrad (LNF). Pendant les élections de 1989, il prend part à la campagne de Jurij Boldyrev qui sera élu député de l'URSS. En 1988, il est l'un des fondateurs du Club des consommateurs de Leningrad. En 1988-1989, Golov travaille dans une entreprise, et en 1989 à l'Agence d'information sociale. Depuis 1989, il est directeur général de l'Institut international des petites entreprises. En 1990, il est candidat de Russie démocratique à la députation de la Russie mais n'est pas élu. Il l'est en revanche au Soviet de Leningrad dont il sera membre de la Commission pour les questions d'autogestion, du travail des Soviets et de construction de l'Etat. Fin 1992, il est membre de la Commission du *Lensovet* pour la politique sociale. Dès 1990, Golov prend une part active à la création du Parti social-démocrate de Russie (SDPR) dont il devient membre de la Direction. Golov est également l'un des fondateurs du mouvement Russie démocratique à Leningrad fin 1990.

GOLOVIN ANDREJ LEONIDOVIČ (seconde cohorte). Né en 1956 à Moscou. Il est diplômé de l'Institut de physique et d'ingénierie de Moscou et *kandidat* en physique et mathématique. De 1979 à 1990, il travaille à l'Institut de cristallographie de l'Académie des sciences de l'URSS. En 1989, il entre au Front populaire de Moscou (MNF) et appartient à la majorité socialiste (contrairement à la plupart des nouveaux entrants qui adhèrent à la fraction démocratique, non socialiste). En 1990, il est élu député de la RSFSR avec le soutien d'un club d'électeurs de son

arrondissement et du bloc Russie démocratique. Il est membre de la Commission du Soviet des nationalités pour la construction nationale de l'Etat et les relations interethniques. Golovin n'entre pas dans le groupe Russie démocratique du Congrès des députés lors de la première session (mai 1990). Il fonde la fraction Changement-Nouvelle politique (*Smena-Novaja politika*) et en devient coordinateur puis président. La fraction s'oppose au renforcement du pouvoir exécutif et au démantèlement de l'URSS. Début 1992, il participe à l'organisation du Congrès des forces civiles et patriotiques et se rapproche de plus en plus du Centre et de l'opposition à Gajdar et El'cin.

GUSEV GEORGIJ GEORGIEVIČ (seconde cohorte). Né en 1939 à Moscou d'un père ajusteur et d'une mère contrôleur, tous deux travaillant à l'usine automobile ZIL de Moscou. Après des études secondaires, il fait son service militaire dans les parachutistes, puis sert pendant 4 ans dans la flotte (1957-1961). Il entre au PCUS en 1960. Il étudie dans une "école de la jeunesse ouvrière" tout en travaillant comme monteur dans une usine, puis suit des cours du soir à l'Institut énergétique. Il travaille tout d'abord dans une usine puis, à la fin des années 1960, à l'Institut de recherche sur la télévision. Il acquiert une formation politique supérieure à l'Institut du marxisme-léninisme. Pendant la campagne électorale de 1989, il dirige la campagne du Front populaire de Moscou (MNF) dans une circonscription de Moscou. Par la suite, il entre dans le Groupe interclubs du Parti (MPG). Lors de la scission de ce groupe en mai 1989, il prend la direction de l'aile modérée (Organisation du Parti de Moscou, MPO), opposée à Čubajev et Lysenko (qui forment le Club du Parti de Moscou). G. Gusev entre à la Plateforme démocratique du PCUS. Il prend la parole au XXVIII<sup>ème</sup> Congrès PCUS en juillet 1990 pour désavouer la déclaration de Šostakovskij sur le départ de la Plateforme.

HOMJAKOV VALERIJ ALEKSEVIČ (seconde cohorte). Né en 1949 dans la région de l'Altaï en Sibérie. Son père, médecin chef d'une commune, avait été fait prisonnier par les Allemands en 1942 et avait subi des répressions à son retour en URSS. Il entre au Parti en 1956, au moment du XX<sup>ème</sup> Congrès. Sa mère est pharmacienne. V. Homjakov fait des études à l'Institut de radiotechnique de Riazan (1968-1973). Il entre au Parti en 1972 et est secrétaire adjoint d'une cellule du Parti. Il est ingénieur au ministère de l'Armement à Moscou (1973-1983), à l'Institut de radiotechnique de l'Académie des sciences (1983-1988) et à l'Institut central de recherche scientifique sur la radiotechnique (1988-1990). De 1989 à 1991, il suit une formation d'économie à l'Institut d'aviation de Moscou (MAI). En 1989, il entre dans un club d'électeurs d'arrondissement, puis rejoint le Club du Parti de Moscou (MPK). En janvier 1990, il est membre de la Plateforme démocratique du PCUS. En mai 1990, il participe à la conférence constitutive du Parti démocratique de Russie (DPR) de N. Travkin, et dirige quelques mois plus tard l'appareil du parti. En 1991, il représente le DPR auprès du mouvement Russie démocratique. En 1992, il est l'un des initiateurs de l'Union civique (mouvement centriste).

IGNAT'EV KIRILL VLADIMIROVIČ (seconde cohorte). Né en 1971 à Moscou. Après ses études secondaires, il travaille aux Archives de la politique extérieure de la Russie. En 1988, il quitte le Komsomol. Il participe à la campagne électorale de 1989 en tant que membre d'un club d'électeur d'arrondissement. Il entre dans l'Union moscovite des électeurs (MOI) puis, fin 1990, devient un membre actif du mouvement Russie démocratique. Il se présente aux élections de 1990 au Soviet de Moscou mais n'est pas élu en raison d'un taux de participation insuffisant. En 1990-1991, Ignat'ev étudie à l'Académie du corps parlementaire de Russie, nouvellement créée, et est parallèlement assistant du recteur. Il s'intéresse en particulier à l'organisation des campagnes électorales et aux questions liées à la législation électorale<sup>2</sup>. Il obtient la spécialisation "politologue-spécialiste de l'Etat". En 1993, Ignat'ev termine ses études (en cours du soir) à la faculté des relations économiques internationales du prestigieux Institut d'Etat des relations internationales (MGIMO). En 1991-1992, il travaille dans l'appareil du Soviet de Moscou. Il est également actif au sein du Comité du Soviet suprême de la RSFSR pour les médias où il participe à l'élaboration d'une proposition de loi sur la

---

<sup>2</sup> Avtoportret lidera: Kirill Ignat'ev [Autoportrait d'un leader: Kirill Ignat'ev]. *Partinform*, 4 (25), 21-27/1/1993, p. 9.

télévision et la radio qui sera rejetée par le Soviet suprême. Son passage dans ce comité sera déterminant pour la suite de sa carrière car il entrera en 1993 à la direction de la Société publique de radiotélédiffusion Ostankino.

IGRUNOV VJAČESLAV VADIMOVIČ (première cohorte)<sup>3</sup>. Né en 1948 dans un village de la région de Jitomir (Ukraine). Son père est surveillant d'une prison du NKVD à Sverdlovsk pendant la guerre. Diplômé de l'Institut d'agriculture d'Odessa, celui-ci devient chef d'un service de planification dans deux régions des terres noires, puis dans des usines d'Odessa. Il entre dans l'appareil du Parti et devient président de l'organisme de contrôle de l'Etat et du Parti (*Gospartkontrol'*) d'un arrondissement d'Odessa. La mère de V. Igrunov est médecin, chef d'un service d'une polyclinique dans la région de Jitomir puis médecin chef au service des urgences dans un hôpital d'Odessa. V. Igrunov entre en 1969 à l'Institut d'agriculture d'Odessa où il étudie l'économie, mais en est exclu en 1973 pour activités politiques. V. Igrunov avait créé une "*organisation clandestine marxiste*" en 1965. En 1967, il avait "*renoncé à la révolution comme instrument politique*" et était devenu antisoviétique. Il constitue une bibliothèque de samizdats à partir de 1967-1968. Au début des années 1970, il dirige aussi un atelier clandestin d'artisanat. En 1971, il rencontre G. Pavlovskij, jeune étudiant d'histoire de l'Université d'Odessa. En 1972, il fait paraître en samizdat un article sur le mouvement dissident où il explique la nécessité de faire un compromis avec l'Etat, de s'inscrire dans les structures de l'Etat et de préparer les réformes sur une longue durée<sup>4</sup>. Igrunov est arrêté en 1975, incarcéré à la prison du KGB à Odessa en 1975-1976, hospitalisé dans des hôpitaux psychiatriques à Odessa et Moscou. Libéré en 1977, il devient décorateur et veilleur de nuit. De 1980 à 1985, il entretient une correspondance sur des questions politiques avec Pavlovskij et l'historien M. Gefter<sup>5</sup>. Igrunov s'installe à Moscou vers 1987-1988. Il entre au Club d'initiatives sociales (KSI) par l'intermédiaire de Pavlovskij, au club Perestrojka, puis à Perestrojka-88. Il est l'un des initiateurs de Mémorial. Il prend part au bulletin informel *Hronograf*, à la création de la coopérative Perspektiva et dirige le Bureau d'échange d'informations de Moscou (M-BIO) qui recueille les journaux des clubs informels du pays. Le M-BIO est l'une des principaux centres d'archives sur le mouvement. En 1993, il est élu député de la Douma d'Etat sur la liste Jabloko.

IHLOV EVGENIJ VITAL'EVICH (seconde cohorte). Né en 1959 à Moscou. En 1981, il participe à un mouvement sioniste. Il entre dans un institut hydraulique agricole en 1985, mais interrompt ses études en 1989. Il participe alors à l'Union des constitutionnels-démocrates (SKD, créée par V. Zolotarëv), puis au Parti des constitutionnels-démocrates (PKD) à partir de 1990. En 1992, il est membre du Conseil de coordination du mouvement Russie démocratique. La même année, il est exclu du PKD pour s'être opposé au rapprochement du parti avec le Parti de la liberté économique de K. Borovoj. Après cette période, il se consacre plutôt à la défense des droits de l'homme.

ISAEV ANDREJ KONSTANTINOVIČ (première cohorte). Né en 1964 à Moscou d'une mère ingénieur dans un institut de recherche. Il étudie l'histoire à l'Institut pédagogique Lénine de Moscou (MGPI) et se spécialise dans l'histoire de l'anarchisme russe. Au milieu de ses études, il est appelé sous les drapeaux (1983-1985). En relation avec des étudiants du MGPI restés à Moscou, il participe au Comité organisateur d'un Parti révolutionnaire marxiste fondé par deux condisciples du MGPI. Fin 1985, il crée sur la base de ce comité organisateur l'Union des communistes fédéralistes avec d'autres étudiants d'histoire (Šubin, Gurbolikov, etc.). Fin 1986-début 1987, le groupe participe activement à la réflexion sur la réforme du Komsomol qui précède son XX<sup>ème</sup> Congrès et se transforme en club Obščina (mai 1987). Isaev est membre du comité d'organisation de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives dans la perestrojka" d'août 1987. Il est également l'un des leaders de la Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK). Fin 1988, il propose de créer une "fraction démocratique du Komsomol". En 1989, le

<sup>3</sup> Source supplémentaire: autobiographie sur le site <http://igrunov.ru>.

<sup>4</sup> V. IGRUNOV [Ego]. K problematike obščestvennogo dviženija [Problématique du mouvement social], 1972.

<sup>5</sup> Ces lettres sont publiées sur le site: <http://igrunov.ru/cv/vchk-vin-lett/>.



club *Obščina* est à l'origine de la Confédération des anarcho-syndicalistes (KAS). Isaev commence une thèse sur Bakounine, mais ne l'achève pas. Entre 1989 et 1991, il enseigne l'histoire dans un établissement secondaire expérimental. Il est élu président du "parlement" du lycée. En 1989, sa candidature à la députation de l'URSS n'est pas enregistrée. En 1990, soutenu par le bloc Russie Démocratique, il se présente aux élections au *Mossovjet*, mais n'est pas élu. En 1991, il devient rédacteur en chef de *Solidarnost'*, organe de la Fédération Moscovite des Syndicats. Ce journal accueille la majeure partie des rédacteurs de la revue *Obščina* du club éponyme. Isaev participe aussi à la création du Parti du Travail, lancée à l'initiative de la Fédération Moscovite des Syndicats, du Parti Socialiste (B. Kagarlickij) et du groupe Marxisme-XXI (A. Buzgalin). En 1992, il quitte la KAS. En septembre 1993, il soutient l'idée de la Fédération des syndicats indépendants du Russie (FNPR)<sup>6</sup> d'organiser une grève politique générale pour protester contre la dissolution du Congrès des députés de la RSFSR par El'cin. Il devient secrétaire de la FNPR.

JAKOVENKO IGOR' ALEKSANDROVIČ (seconde cohorte). Né en 1951 à Moscou d'une mère diplômée d'une faculté de lettres et d'art et spécialiste d'art décoratif appliqué dans une entreprise. En 1968-1969, I. Jakovenko est mécanicien dans le cinéma. En 1969-1971, il participe à des expéditions de géologie. En 1971-1972, il est tourneur électricien dans le métro de Moscou. Il adhère au PCUS en 1971. Entre 1971 et 1976, il suit les cours du soir de la faculté de philosophie de l'Université d'Etat de Moscou. De 1972 à 1986, il travaille dans l'appareil du Komsomol et du Parti: il est d'abord secrétaire du comité du VLKSM du métro, instructeur puis chef du département idéologique du comité du PCUS de l'arrondissement Dzerjinski. De 1982 à 1986, il étudie à l'Ecole Supérieure du Parti de Moscou. Il écrit une thèse sur les "*aspects socio-philosophiques de l'aliénation de l'homme sous le socialisme*", qu'il ne peut soutenir (1987). Fin 1986, il est contraint de quitter l'appareil du comité d'arrondissement du Parti pour avoir autorisé une manifestation d'informels et entre en tant qu'enseignant de philosophie à l'Ecole Supérieure du Parti de Moscou (dont V. Šostakovskij est recteur). En 1988-1989, I. Jakovenko est en même temps rédacteur de la revue *Dialog* du Comité central du PCUS. En janvier 1990, il prend part à la Plateforme démocratique du PCUS, avec V. Šostakovskij. Après le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS (juillet 1990) lors duquel Šostakovskij annonce le départ de la Plateforme démocratique, il est invité à démissionner de la revue *Dialog* et de l'Ecole Supérieure du Parti de Moscou. Il devient directeur du centre d'études "Monitoring", rédacteur en chef du journal *Gospodin Narod* du Parti Républicain de la Fédération de Russie (issu de la Plateforme démocratique) et directeur de la maison d'édition "Gospodin Narod". En 1992, il devient coprésident du Parti Républicain. En 1993, il est élu à la Douma d'Etat sur la liste Jabloko.

JAKUNIN GLEB PAVLOVIČ (première cohorte). Né en 1934 à Moscou d'un père capitaine en second dans la Cavalerie rouge et clarinettiste dans un orchestre militaire. G. Jakunin fait des études de biologie à l'Institut de pelleterie de Moscou et à l'Institut d'agriculture d'Irkoutsk (1952-1957). A l'Institut d'Irkoutsk, il rencontre Aleksandr Men' qui le pousse dans la voie religieuse. Jakunin travaille tout d'abord dans une exploitation de chasse près de Moscou, puis devient prêtre en 1962 après être entré au séminaire. A partir de 1965, il participe activement à la défense des droits de l'homme et adresse une lettre au Président du Présidium du Soviet suprême (N. Podgorny) et au patriarche Alexis pour protester contre la politique menée à l'encontre de l'Eglise. Il est alors déchu de sa fonction de prêtre et devient sacristain, puis gardien. En 1976, il fonde le Comité chrétien de défense des droits des croyants en URSS (Moscou). Fin 1979, il est arrêté et condamné à 5 ans de camp à régime sévère et 5 ans d'exil pour propagande antisoviétique. Il passe 6 mois à la prison moscovite de Lefortovo, 3 ans et demi dans un camp dans l'Oural et 2 ans en exil en Iakoutie. Il est amnistié et libéré en mars 1987. Il devient prêtre d'une église dans la région de Moscou et crée le mouvement "Eglise et perestrojka". En 1989, il est membre de la direction de Mémorial, qui présente sa candidature aux élections du Congrès des députés de l'URSS<sup>7</sup>. Celle-ci n'est pas enregistrée. Lors des

<sup>6</sup> Fédération héritière des syndicats officiels soviétiques.

<sup>7</sup> *Zaščitnik svobody religii* [Le défenseur de la liberté de la religion]. *Novoe vremja*, 7, 1990, p. 44.

obsèques d'Andreï Sakharov en décembre 1989, c'est le père Jakunin qui célèbre l'office religieux<sup>8</sup>. En 1990, il se présente aux élections du Congrès des députés de Russie dans la région de Moscou, avec le soutien du bloc Russie démocratique mais contre l'avis du Patriarcat de Moscou. Il remporte les élections, puis est élu au Soviet suprême où il est vice-président du Comité pour la liberté de conscience, de culte, la bienfaisance et la charité. En 1991, il est membre du Comité du Soviet suprême pour les droits de l'homme. En 1990, Jakunin est coprésident du Mouvement démocrate chrétien de Russie (RHDD, créé par Aksjučic) et coprésident du Conseil de coordination du mouvement Russie démocratique. Il quitte le RHDD en 1991 et se consacre à Russie démocratique dont il deviendra coprésident en 1993. Il y soutient l'aile pro-eltsinienne (les "pragmatiques").

JANKOV KIRILL VADIMOVIC (première cohorte). Né en 1962 à Rostov-sur-le-Don, il habite dans la région de Moscou à partir de 1964. Son père est condamné en 1982 pour "*agitation et propagande antisoviétique*". K. Jankov fait des études à l'Institut de statistiques économiques de Moscou (1981-1986), puis travaille à l'Institut central d'économie mathématique (CEMI) pendant deux ans. Il est membre du noyau dirigeant du club Perestrojka, qui se réunit au CEMI. Après la scission du club début 1988, il rejoint Perestrojka démocratique. En 1988, il quitte la recherche pour faire des études de marché dans une société mixte soviéto-franco-italienne, jusqu'en 1991. De 1989 à 1994, il étudie le droit à l'Institut de droit de Moscou<sup>9</sup>. En 1990, comme la plupart des dirigeants de Perestrojka démocratique, il participe à la création de l'Association social-démocrate (SDA) puis au Parti social-démocrate de Russie (SDPR). En 1990-1992, il fait partie de la direction du parti et est coprésident de l'organisation du SDPR de la région de Moscou. Il soutient une politique de "*collaboration responsable*" avec le gouvernement de Gajdar. Aux élections de 1990, il se présente au nom du bloc Russie démocratique au Soviet de Moscou (où il n'est pas élu) et au Soviet de la région de Moscou. Il y remporte un siège. De 1991 à décembre 1993, il préside le Comité pour la réforme économique du Soviet de la région de Moscou, et est responsable de l'élaboration de la législation locale sur la privatisation et la réforme des budgets locaux. Il participe également en 1990-1991 aux travaux de la Commission constitutionnelle du Congrès des députés du peuple de la RSFSR dirigée par O. Rumjancev, l'un des dirigeants du club Perestrojka, de la SDA et du Parti social-démocrate.

JUŠENKOV SERGEJ NIKOLAEVIC (seconde cohorte). Né en 1950 dans la région de Kalinine, d'un père kolkhozien. Il fait des études dans un lycée technique agricole. De 1969 à 1974, il étudie à l'Ecole supérieure politique militaire de Novossibirsk. Il y organise en 1972 un groupe pour la création d'un "*parti marxiste-léniniste authentique*", qui s'auto-dissout. Il entre au Parti en 1974. De 1974 à 1980, il est en poste dans les républiques baltes. En 1980, il entre à l'Académie politique militaire Lénine à Moscou. A partir de 1983, il enseigne la philosophie dans une école militaire de Tbilissi. En 1987, il soutient une thèse de philosophie à l'Académie Lénine, puis y enseigne la philosophie jusqu'en 1990. Il a le grade de colonel lorsqu'il quitte l'armée. Pendant l'été 1988, il entre au Front populaire de Moscou et appartient à la majorité socialiste. Il fréquente les discussions du club Perestrojka démocratique et se rapproche de S. Stankevič. En 1990, il édite un ouvrage de référence sur les informels<sup>10</sup>. Il est élu député de la Russie en 1990 avec le soutien du bloc Russie démocratique et de l'Union pour la protection des militaires, des appelés et des membres de leurs familles Ščit (Bouclier). Il préside le Sous-comité pour l'étude de l'opinion publique du Comité du Soviet suprême pour les médias, les relations avec les associations et mouvements de masse et l'étude de l'opinion publique. Il est également coordinateur de la fraction des députés "Démocrates radicaux", opposés à l'élection de R. Hasbulatov à la présidence du Soviet suprême ainsi qu'à l'octroi de pouvoirs supplémentaires au Président El'cin. Après le putsch d'août 1991, il participe aux travaux de la Commission du ministère de l'Armement chargée de la suppression des organes du PCUS dans les forces armées. En 1992, il défend des positions libérales radicales et critique le

<sup>8</sup> *Ibid.*

<sup>9</sup> devenu Académie du droit de Moscou.

<sup>10</sup> S. JUŠENKOV dir. *Neformalny. Social'nye Inicijaty*. Moscou: Moskovskij Rabočij, 1990, 239 p.

gouvernement Gajdar pour la lenteur de ses réformes et des privatisations. Il est néanmoins l'un de ses principaux soutiens au parlement.

KAGARLICKIJ BORIS JUL'EVICĀ (première cohorte). Né en 1958 à Moscou d'un père professeur à l'Institut d'art dramatique d'Etat (GITIS), spécialiste de Wells, et d'une mère traductrice de littérature anglaise classique et diplômée de l'Université d'Etat de Moscou. B. Kagarlickij entre en 1976 à la faculté de mise en scène de l'Institut d'art dramatique d'Etat (GITIS) de Moscou. En 1978-1980, il publie la revue clandestine *Levyj Povorot* (Tournant à gauche), rebaptisée *Socializm i buduščee* (Socialisme et avenir) en 1981, et participe au groupe des Jeunes socialistes (Fadin, Kudjukin, etc.). En 1980, il est exclu de l'Institut pour ses activités de diffusion et de production de samizdats. Sa demande d'adhésion au PCUS est également rejetée. Il devient facteur en 1980-1982. En 1982, il est arrêté et emprisonné un an à la prison de Lefortovo de Moscou avec d'autres militants des Jeunes socialistes. En 1983, ils sont graciés. De 1983 à 1988, il est gardien d'immeuble. En 1984, il organise chez lui des séminaires clandestins lors desquels il rencontre M. Maljutin. En 1986, il fait la connaissance de G. Pel'man et G. Pavlovskij par l'intermédiaire de trotskystes occidentaux et prend part à la création du Club d'initiatives sociales (KSI) avec Pel'man, Pavlovskij et Maljutin. Il est l'un des organisateurs de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives sociales dans la perestrojka" d'août 1987. Il participe à la création, avec le club Obščina, de la Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK). En juin 1988, il est avec Maljutin l'un des principaux organisateurs du Front populaire de Moscou (MNF). Tous deux dirigent la majorité socialiste. En 1989, le MNF présente sa candidature aux élections du Congrès des députés de l'URSS, mais celle-ci n'est pas enregistrée. Fin 1989, il est membre du Comité pansoviétique pour le Parti socialiste. En juin 1990, il crée le Parti socialiste, qui se dissout en 1992 au profit du Parti du Travail, fondé avec des membres de la Confédération des anarcho-syndicalistes (KAS). En 1990, il est élu député du Soviet de Moscou avec le soutien du bloc Russie démocratique. Il constitue le groupe parlementaire *Moskovskie levye* (Gauche moscovite). De 1989 à 1991, il est observateur de l'agence de presse indépendante IMA-press, créée à partir d'un démembrement de l'Agence de presse Novosti (APN). A partir de 1992, il est observateur du journal syndical *Solidarnost'* (dont A. Isaev est rédacteur en chef). En 1993, il est expert auprès de la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR).

KARDAIL'SKIJ VLADIMIR ALEKSANDROVIĀ (première cohorte). Né en 1948 d'un père journaliste militaire (major) et d'une mère médecin. Il entre en 1966 à l'Institut d'aviation de Kouïbychev et termine ses études d'ingénieur à l'Institut d'aviation de Moscou (MAI) où il devient spécialiste des fusées et des réacteurs atomiques. Il est un militant actif du Komsomol, mais entre néanmoins en conflit avec l'administration du MAI pour avoir exprimé sa volonté de travailler dans la coopération internationale, projet difficilement compatible avec sa spécialité. Il présente son diplôme de fin d'études en candidat libre. De 1973 à 1978, il travaille dans le journal d'une usine de réparation d'avions près de Moscou. Il entre au Parti pendant cette période. En 1975, il rencontre Viktor Monahov (qui sera l'un des dirigeants du club Perestrojka de Leningrad) à une réunion du Komsomol. Celui-ci le présente à un écrivain qui avait été l'un des premiers sous Khrouchtchev à écrire sur les purges staliniennes. En 1978, V. Kardail'skij est renvoyé de son usine après avoir posté une lettre politiquement compromettante à V. Monahov d'une ville militaire fermée. Grâce à sa connaissance des langues (espagnol, allemand, français, grec et portugais), il trouve un poste au Centre national des traductions. Pendant cinq ans, il effectue des traductions pour le journal *Za rubežom*, qui publie des articles de la presse étrangère. En 1983-1986, il étudie à la faculté de journalisme de l'Université d'Etat de Moscou. Il ne trouve aucun débouché dans les grands journaux centraux à sa sortie. En 1987, il entre au club Perestrojka de Moscou, par l'intermédiaire de V. Monahov qui avait participé à la table ronde de février 1987 au CEMI sur la loi sur l'entreprise d'Etat en tant que juriste et membre des Amis de la revue *Eko*. V. Kardail'skij devient secrétaire du club et rédacteur de sa revue *Otkrytaja zona* (Zone ouverte). Il est membre de Perestrojka démocratique après la scission du club Perestrojka. En 1990, il est secrétaire de l'Association social-démocrate (SDA) puis du Parti social-démocrate de Russie (SDPR). Mais le SDPR ne pouvant salarier de permanents, sa situation professionnelle est très instable.

KISELËV ALEKSANDR ALEKSANDROVIČ (seconde cohorte). Né en 1959 dans la région de Volgograd d'un père ingénieur dans le pétrole et d'une mère également ingénieur. Après des études à l'Institut polytechnique de Volgograd, il travaille dans l'industrie chimique. En 1984, il entre au Parti et commence une carrière dans l'appareil du Komsomol. Il devient premier secrétaire du Comité régional de Volgograd. En 1989, il est élu député de l'URSS et devient membre du Groupe interrégional des députés (MDG). En 1989-1990, il est l'un des leaders de ce qui a été appelé l'"Initiative de Sourgout" (*Surgutskaja iniciativa*), i.e. la création d'une aile réformatrice de tendance libérale par les fonctionnaires du Komsomol<sup>11</sup>. En 1991, il entre dans le Mouvement des réformes démocratiques (DDR, parti centriste) et organise, aux côtés du maire de Moscou G. Popov, le Mouvement russe des réformes démocratiques (RDDR). A partir de 1991, il fait des études de politologie et rédige une thèse sur le développement du multipartisme et le système électoral en Russie.

KONSTANTINOV IL'JA VLADISLAVOVIČ (première cohorte). Né en 1956 à Leningrad d'un père géophysicien et d'une mère comptable. Il étudie l'économie à l'Université d'Etat de Leningrad (1975-1980), enseigne l'économie politique dans un établissement d'enseignement supérieur rattaché à une usine métallurgique (1980-1982), puis travaille dans un institut de recherche en économie rurale. Il est exclu de l'institut pour mauvaise conduite et "*activité contre le Parti*". Entre 1983 et 1990, il devient manutentionnaire, travaille dans une chaufferie à Leningrad. Fin 1987, il organise un club de discussion politique (Alternative). Il prend part à la campagne électorale de 1989 à Leningrad, participe à la création du Front Populaire de Leningrad (LNF) dont il est membre du Conseil de coordination. En 1990, il se présente aux élections à la députation de la Russie avec le soutien du LNF. Il est élu député du Congrès ainsi que du Soviet suprême. Il est membre du Comité pour la liberté de conscience, de culte, la bienfaisance et la charité. En 1990, il entre dans le mouvement Russie démocratique et, en 1991, dans le Mouvement démocrate-chrétien de Russie (RHDD) de V. Aksjučic, membre collectif de Russie démocratique. En 1992, il commence à se rapprocher d'abord de la mouvance centriste, puis du courant nationaliste aussi bien au parlement russe que dans le champ des partis (le RHDD suit la même évolution). En octobre 1992, il devient l'un des organisateurs de la principale force d'opposition au gouvernement et au Président: le Front de salut national (*Front nacional'nogo spasenija*, FNS) qui allie des communistes et des nationalistes. Il en devient coprésident et chef de l'appareil.

KOROVIKOV IGOR' VALENTINOVIČ (seconde cohorte). Né en 1946 à Moscou d'un père professeur de philosophie à l'Université d'Etat de Moscou (MGU), lui-même diplômé du MGU, et journaliste à la *Pravda* pendant une vingtaine d'années où il était spécialiste de l'Afrique puis de l'Asie du Sud-Est. Sa mère, également diplômée de la faculté de philosophie du MGU, enseigne l'histoire et la civilisation dans un lycée, ainsi que le marxisme-léninisme en tant qu'instructeur bénévole du département idéologique d'un comité d'arrondissement du Parti. Diplômé à son tour de la faculté de philosophie de l'Université d'Etat de Moscou (1966-1972), I. Korovikov travaille six ans à l'Institut national de recherche sur l'esthétique technique. Il reste une année sans exercer d'activité, devient serrurier dans une usine de réparation de matériel de bureau (1979-1986), puis plongeur dans un centre de sauvetage (1986-1988). A partir de la fin 1987, il prend une part active au mouvement des coopérateurs (entreprises privées). En février 1989, il crée une coopérative d'information (*Posrednik*, Intermédiaire). En 1990, l'Union des coopératives unies d'URSS crée le Parti du travail libre (PST), dont il prend la direction.

KRASNIKOV EVGENIJ NIKOLAEVIČ (première cohorte). Né en 1963 à Moscou de parents diplômés de l'Institut technique supérieur Bauman de Moscou (MVTI) et enseignants dans des instituts techniques. Il fait des études à la faculté de cybernétique économique de l'Institut de statistiques économiques (avec Kirill Jankov). De 1985 à 1988, il travaille à l'Institut national

---

<sup>11</sup> Parmi les membres de cette Initiative, on trouve notamment le futur premier ministre libéral Sergej Kirienko et le futur banquier (Menatep) et président de la compagnie de pétrole Youkos Mikhail Khodorkovsky.

de recherche en radiotechnique ("boîte aux lettres"<sup>12</sup>). A partir de 1986, il milite dans des organisations pacifistes issues de la dissidence. En 1987-1988, il participe au club Perestrojka, puis Perestrojka démocratique. En 1988-1989, il travaille pour l'Association soviétique de sociologie et effectue des sondages pour des journaux (*Nouvelles de Moscou*, *Komsomol'skaja Pravda*). Fin 1989, il entre au service politique du journal *Kommersant'* et travaille à la coopérative d'information Fakt. De 1991 à 1994, il est observateur politique à *Nezavisimaja gazeta*.

KRIGER VERA FRANCEVNA (seconde cohorte). Née en 1952 à Moscou d'un père ouvrier. Ses deux parents viennent de milieux modestes. Après des études de bibliothécaire-bibliographe à l'Institut d'Etat de la Culture de Moscou, elle est affectée à la Bibliothèque d'Etat Lénine, au service du prêt international. Elle y travaille trois ans, puis s'engage sur le chantier du BAM (Baïkal-Amour-Magistral) où elle est charpentier et raboteur. Elle revient à Moscou et travaille à l'Académie agricole Timiriazev de Moscou, puis repart une seconde fois au BAM. A son retour, elle est employée dans un centre de recherche scientifique sur les moyens d'automatisation. Au tout début de la perestrojka, elle fait une demande d'adhésion au Parti, qui est refusée en raison du dépassement du quota d'admission des femmes. En 1989, elle et son mari deviennent membres actifs d'un club d'électeur d'arrondissement de Moscou. Elle participe à la création de l'Union moscovite des électeurs (MOI) dont elle devient membre du Conseil de coordination. V. Kriger prend part à la création du Parti démocratique de Russie (DPR) mais le quitte aussitôt avec les autres membres du MOI et du Front populaire de Leningrad en raison de la mainmise de Travkin sur ce parti naissant. Elle est l'une des chevilles ouvrières du mouvement Russie démocratique, créé en octobre 1990. Elle s'occupe notamment de l'organisation du réseau régional. Elle appartient aux principaux organes de direction (Conseil de coordination, Conseil des représentants). En 1991, elle collabore activement à la campagne présidentielle d'El'cin. En 1992, elle occupe une place centrale parmi les organisateurs du mouvement *DemRossija* (avec d'autres anciens membres du MOI: V. Bokser, M. Šnejder, L. Ponomarëv). En 1993, elle s'oppose à l'absorption de Russie démocratique par le parti de Gajdar Choix de la Russie.

KUDJUKIN PAVEL MIHAILOVIČ (première cohorte). Né en 1953 à Zagorsk, dans la région de Moscou, de parents professeurs de peinture artisanale et diplômés de l'institut de peinture de Palekh. De 1971 à 1976, P. Kudjukin étudie à la faculté d'histoire de l'Université d'Etat de Moscou (MGU), puis travaille deux ans à la chaire de philosophie de l'Institut national d'Etat du cinéma (VGIK). En 1978, il entre à l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales (IMEMO) et commence une thèse sur le processus de démocratisation dans l'Espagne post-franquiste et le rôle du Parti ouvrier social-démocrate espagnol. En 1982, il est arrêté pour sa participation au groupe des Jeunes socialistes. Il en est l'un des fondateurs en 1978, avec son condisciple de la faculté d'histoire A. Fadin. Après sa libération, il est chercheur en sociologie du travail au Centre d'organisations scientifiques du Travail et de la Gestion de la production du Ministère du pétrole et de l'industrie chimique de la RSFSR (1983-1988). Début 1987, il participe au club Perestrojka, puis à Perestrojka démocratique et fait partie, avec A. Fadin, du noyau dirigeant. P. Kudjukin est également l'un des initiateurs de Mémorial. En 1988, il travaille dans un centre de recherche dépendant de l'Association soviétique de sociologie, puis au Centre de recherche des Problèmes du travail du Comité d'Etat à la construction de l'URSS. En 1990, il participe activement à la transformation du club Perestrojka démocratique en parti, et devient l'un des leaders du Parti social-démocrate de Russie (SDPR). Il est également membre du Conseil de coordination du mouvement Russie démocratique dont il préside la Commission sur l'emploi. Aux élections de 1990, il se présente au Congrès des députés de Russie, au Soviet de Moscou et à un soviet d'arrondissement. Sa candidature aux élections du parlement de Russie est annulée; il ne sera élu qu'au soviet d'arrondissement. Toutefois, il travaille au sein de l'appareil du Soviet suprême en tant que spécialiste des mouvements sociaux. De novembre 1991 à mars 1993, il est Vice-ministre du Travail de Russie.

---

<sup>12</sup> Les "boîtes aux lettres" sont des entreprises ou instituts relevant de la sphère militaire.

KUZIN VIKTOR (première cohorte)<sup>13</sup>. Né en 1959. Il fait des études de droit à l'Université d'Etat de Moscou (1976-1981). Il travaille à l'Institut d'Afrique, puis à l'Institut d'Etat et de droit de l'Académie des sciences, enfin au Centre de recherche en économie près le Gosplan de la RSFSR jusqu'en 1988, date à laquelle il perd son emploi à cause de ses activités politiques. A partir de 1979, il organise avec Jurij Skubko un cercle de discussion théorique, qui sera découvert par le KGB. En 1987, Skubko et lui reprennent leurs activités politiques en publiant la revue informelle *Točka zrenija* (Point de vue). Il participe au club Perestrojka, puis à Perestrojka-88. Kuzin entre à l'Union démocratique (DS) créée à l'initiative du séminaire Démocratie et Humanisme, et prend la direction de sa fraction social-démocrate. Il participe également aux travaux de Mémorial. En 1990, il est élu député du *Mossovet* en tant que représentant de DS, et préside la Commission sur la Justice, les droits de l'homme, la loi et l'ordre.

LEONOV DMITRIJ NIKOLAEVIČ (première cohorte). Né en 1948 à Moscou. Son père, colonel dans l'Armée, est chef d'un département au ministère de la Défense jusqu'en 1953 puis, à la suite d'une dénonciation, est envoyé comme enseignant à l'Institut supérieur de radiotechnique de la Flotte Popov à Leningrad. Sa mère, d'origine juive, est médecin, chef de service dans plusieurs sanatoriums du Parti. D. Leonov passe son enfance et son adolescence à Leningrad, mais étudie à Moscou, à la faculté de physique, mathématique et sciences naturelles de l'Université P. Lumumba (1967-1972). Il est également traducteur d'anglais. En 1973, il entre à l'Institut central d'économie mathématique (CEMI) pour faire une thèse, qu'il n'écrira pas. Il reste au CEMI jusqu'à la fin 1987. En 1988, il trouve un poste à la Chambre nationale du livre (*Vsesojuznaja knižnaja palata*), institut de recherche sur la demande prévisionnelle de livres. Il participe au club Perestrojka, puis à Perestrojka-88. D. Leonov est rédacteur de la feuille d'information informelle *Molva* (Rumeurs), puis de *Hronograf*. Dans les années 1990, il fait partie de l'équipe dirigeante de Mémorial (1991-1994). Il travaille ponctuellement pour l'Institut de recherches politiques et de sciences humaines fondé par V. Igrunov.

LIPICKIJ VASILIJ SEMËNOVIČ (seconde cohorte). Né en 1947 à Moscou d'un père pilote dans l'Armée pendant la guerre puis historien de l'aviation (thèse soutenue dans une académie militaire), et d'une mère musicienne ayant étudié au Conservatoire d'Odessa. Il fait des études d'histoire à la chaire d'histoire du PCUS de l'Université d'Etat de Moscou (MGU) (1965-1970). Il est instructeur au Département central des détachements d'étudiants pour la construction du Comité Central du Komsomol. En 1973, il soutient une thèse de *kandidat* en philosophie (communisme scientifique) à l'Institut pédagogique d'Etat de Moscou Lénine (MGPI). De 1973 à 1983, il entre au laboratoire du MGU sur l'éducation communiste de la jeunesse du MGU, dont il devient directeur adjoint. En 1976, il adhère au Parti. De 1983 à 1991, il travaille à l'Institut du marxisme-léninisme (IML) près le Comité central du PCUS. Il y dirigera le secteur d'histoire du PCUS. En 1989, il soutient une thèse de docteur en philosophie à l'IML. Il participe au Club du Parti de Moscou "Communistes pour la perestrojka" (MPK) à partir de 1989 et entre dans la Plateforme démocratique du PCUS en 1990. Au moment du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du Parti (juillet 1990), Lipickij, leader de l'aile "social-démocrate", décide de rester dans le Parti tandis que la majorité de la Plateforme le quitte. Il devient coordinateur du Mouvement démocratique des communistes (DDK) et représente ce Mouvement au Comité central du Parti communiste de Russie. Lorsque le DDK (devenu entre-temps Parti Démocratique des Communistes de Russie) se transforme en Parti Populaire "Russie Libre" début août 1991, Lipickij partage la direction du parti avec le Vice-président de la Russie A. Ruckoj. Il participe également à la création du Mouvement pour les réformes démocratiques (DDR), formation "centriste" réunissant de hauts responsables soviétiques. En 1991, il devient directeur adjoint du centre analytique de l'Institut de recherches socio-politiques de l'Académie des sciences de Russie (nouveau nom de l'Institut du marxisme-léninisme).

---

<sup>13</sup> M. McFAUL, S. MARKOV, *The Troubled Birth of Russian Democracy. Parties, Personalities, Programs*, Hoover Institution Press, Stanford University, California, 1993, p. 25-40

LYSENKO VLADIMIR NIKOLAEVIČ (première cohorte)<sup>14</sup>. Né en 1956 à Odessa, il étudie l'histoire à l'Université d'Etat de Moscou (MGU) (1973-1978). En 1982, il soutient une thèse de *kandidat* en philosophie au MGU. De 1982 à 1990, il enseigne l'économie politique à la chaire du communisme scientifique de l'Institut d'aviation de Moscou (MAI). Il entre au Parti en 1985. En 1987-1988, il dirige le club (informel) "Orbita" à l'Institut d'aviation. Il devient également membre du groupe d'initiative de Mémorial dès août 1987, et en 1988-1989 sera membre du Conseil de coordination. En 1988, il entre dans le Groupe interclubs du Parti (MPG). Lorsque ce groupe se scinde en mai 1989, il prend la tête, avec I. Čubajs, du Club du Parti de Moscou "Communistes pour la Démocratie" (MPK). En 1990, il est l'un des animateurs de la Plateforme Démocratique du PCUS. En mars 1990, il est élu député de la Russie et devient coordinateur de la Fraction parlementaire unifiée des partis social-démocrate et républicain. Il est membre du Comité du Soviet suprême pour les médias, les relations avec les associations, les mouvements de masse des citoyens et l'étude de l'opinion publique. Membre dirigeant du Parti républicain de la Fédération de Russie (RPRF), issu de la Plateforme démocratique, il est favorable à la création d'une coalition avec le Parti démocratique de Russie (Travkin) et le Parti social-démocrate de Russie (SDPR). Fin 1990, il est représentant du RPRF au Conseil de coordination du mouvement Russie démocratique. En 1991, il participe, avec d'autres leaders du Parti républicain (dont Šostakovskij), à la création du Mouvement pour les réformes démocratiques (DDR). En mai 1992, il est nommé au poste de Vice-président du Conseil d'Etat de Russie pour la politique nationale (avec rang de ministre).

MALJUTIN MIHAIL VALENTINOVIČ (première cohorte). Né en 1955 à Vladivostok de parents médecins (son père exerce dans l'Armée). Il fait des études de philosophie au MGU (1972-1977), puis enseigne la philosophie marxiste-léniniste à l'Institut d'agriculture Timiriachev de Moscou. En 1984, il rencontre B. Kagarlickij, ancien membre des Jeunes socialistes libéré de prison quelques mois plus tôt. En 1985, il soutient une thèse de *kandidat* à l'Institut de Sociologie de l'Académie des Sciences de l'URSS sur les "*problèmes et limites du développement des forces productives sous le capitalisme dans le marxisme*". Maljutin entre au Parti en 1986. Dès 1987, il est l'un des fondateurs du Club d'initiatives sociales (KSI) apparu au sein du club Notre Arbat. Il joue un rôle important dans l'organisation de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" d'août 1987. Il dirige l'aile gauche du KSI (appelée "Initiative socialiste") avec B. Kagarlickij. Au moment de la préparation de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du PCUS (juin-juillet 1988), il participe à la constitution du Groupe interclubs du Parti (MPG) qui réunit les informels membres du Parti, et rédige les thèses de ce Groupe en vue de la réforme interne du Parti. Il est également, avec Kagarlickij, l'un des fondateurs du Front populaire de Moscou (MNF). Leur ligne "socialiste" sera dominante jusqu'aux élections de 1989 au parlement soviétique et à l'arrivée des membres de la seconde cohorte. Pendant cette campagne électorale, sa candidature est présentée par le MNF mais n'est pas enregistrée. En 1989, il devient enseignant à l'Ecole Supérieure du Parti de Moscou (chaire de construction du Parti). Fin 1989, le MNF s'étant scindé en une minorité socialiste et une majorité "démocratique", il prend part à la création d'un parti socialiste avec Kagarlickij (ils créent le Comité pansoviétique pour le Parti socialiste). En 1990, il entre au Conseil de coordination de la Plateforme démocratique en tant que membre du Club du Parti de Moscou, mais ne prend pas une part active dans cette organisation. Aux élections de 1990, sa candidature à la députation de Russie est enregistrée par la commission électorale, puis invalidée. Après les élections et la victoire du bloc Russie démocratique, il dirigera le centre d'études du Soviet de Moscou (où un nombre relativement important de membres du Front populaire de Moscou a été élu). Il sera également conseiller de la fraction *Smena - Novaja politika* (Changement – Nouvelle politique) du Congrès des députés de Russie (1991-1993), ce qui lui permettra ultérieurement d'entrer en contact avec d'autres composantes du courant "centriste", notamment avec le "lobby" des grandes entreprises (Union des entrepreneurs et des industriels de Russie, présidée par A. Vol'skij) pour lequel il travaillera

---

<sup>14</sup> Source supplémentaire: Biografija kandidata v narodnye deputaty RSFSR po Leningradskomu territorial'nomu izbiratel'nomu okrugu N°28 g. Moskvyy Lysenko Vladimira Nikolaeviča [Biographie du candidat à la députation de la RSFSR dans la circonscription territoriale nationale Leningrad N°28 de la ville de Moscou Lysenko Vladimir Nikolaevič]. *Svobodnoe padenie* 2, février 1990, p. 9.

en tant qu'expert. En 1991, il collabore avec I. Mintusov à la campagne électorale de A. Tuleev, qui se présente aux élections présidentielles contre El'cin. Maljutin est membre du Parti républicain de la Fédération de Russie de façon formelle. Il est plus actif au sein du parti de la Nouvelle gauche (*Novye levye*) qui se constitue fin 1991 après une scission avec le Parti socialiste de Kagarlickij.

MEDVEDEV ANATOLIJ NIKOLAEVIČ (seconde cohorte). Né en 1943 à Moscou d'un père ouvrier puis contremaître dans une usine textile, et d'une mère ouvrière, fleuriste et portier. Il fait des études de physique à l'Université de Kharkov où il se spécialise dans la physique nucléaire (1962-1967). De 1968 à 1990, il travaille à l'Institut de physique de l'Académie des sciences. Il entre au Parti en 1975. De 1985 à 1989, il préside un club informel de loisirs ("Altruiste"), créé avec un psychothérapeute. En 1988, il assiste à des réunions du club Perestrojka démocratique et devient membre du comité organisateur du Front populaire de Moscou (été 1988). Il entre également dans le Groupe interclubs du Parti (MPG). A la veille des élections de 1989, il achève sa thèse de *kandidat* en physique, mais ne la soutient pas. Il est responsable de la campagne électorale de 1989 pour le Front populaire de Moscou dans l'arrondissement d'Octobre et dirige la campagne d'Ilja Zaslavskij. En tant que représentant du MNF, il est l'un des organisateurs du meeting du 21 juin 1989 à la veille de l'ouverture de la première session du Congrès des députés de l'URSS. Il est également membre du Conseil de coordination de l'Union moscovite des électeurs (MOI). En 1990, il se présente aux élections du Congrès des députés de Russie avec le soutien du bloc Russie démocratique. Il est élu au Congrès puis au Soviet Suprême. Il entre au Comité pour les media, les relations avec les organisations sociales et les mouvements de masse de citoyens, et l'étude de l'opinion publique. Il est membre du Conseil de coordination du mouvement Russie démocratique. Il se rapproche peu à peu de l'opposition. En 1992, il quitte le bloc parlementaire Russie démocratique pour entrer dans le bloc Patrie, participe au Parti démocratique de Russie de N. Travkin. Pendant les événements de septembre-octobre 1993, il reste au Parlement avec les députés opposés à El'cin.

MEHANIK ALEKSANDR GRIGOR'EVICĀ (seconde cohorte). Né en 1947 à Alma-Ata (Kazakhstan) de parents juifs. Son père, entré au Parti bolchevik en 1917 à 16 ans, combat pendant la guerre civile contre l'armée de Denikine. Il devient secrétaire d'un comité d'arrondissement du Parti en Crimée en 1920, part à Moscou se former à l'Institut des professeurs rouges. Trotskyste en 1923, il prend ses distances avec ce courant quelques années plus tard. Fin 1927, il organise la dispersion de la dernière manifestation publique des trotskystes et fait arrêter ses dirigeants (dont Trotsky). Il est un haut fonctionnaire du Parti jusqu'à son arrestation et son exil à Alma-Ata en 1937. Il combat au front pendant la guerre, puis retourne à Alma-Ata. En 1947, il est de nouveau arrêté et envoyé dans un camp. A son retour, il est chercheur en économie internationale. La mère de A. Mehanik est ingénieur. A. Mehanik fait ses études à l'Institut de constructions électroniques de Moscou (1965-1970) et soutient une thèse de *kandidat* en sciences techniques dans le domaine militaire. Jusqu'en 1990, il travaille dans un institut de recherche en électronique d'un ministère technique (au sein du complexe militaro-industriel). Entré au Parti en 1969, il est membre du Comité du Parti de son institut jusqu'en 1989. Sa participation au mouvement informel date des élections de 1989. Il entre au Club du Parti de Moscou (MPK), puis en janvier 1990 milite activement au sein de la Plateforme démocratique du PCUS. Après la sortie de la Plateforme du Parti (juillet 1990), il participe à la création du Parti républicain de Russie dont il devient l'un des responsables. A partir de 1990, il travaille dans deux sociétés de commerce où il est chargé des relations avec les autorités politiques.

MEJER MAKSIM MIHAILOVICĀ (première cohorte). Né en 1967 à Moscou. Il est fils d'historiens et petit fils d'un directeur adjoint de l'Institut des langues orientales de l'Académie des sciences. Il termine ses études secondaires en 1984, travaille un an dans un centre de tri postal, puis fin 1986 entre à la faculté ouvrière de l'Institut d'histoire et d'archives d'Etat de Moscou. Il étudie à l'institut de 1988 à 1992. En 1985-1986, il fait partie d'un groupe lié au mouvement "communard" (en référence aux communes de la période révolutionnaire). C'est par ce groupe qu'il entre en contact avec un journaliste de la *Komsomol'skaja pravda* qui le dirige vers le club Notre Arbat. Là, il rencontre G. Pel'man et G. Pavlovskij, qui sont en train de créer le



Club d'initiatives sociales (KSI). En 1988, Mejer rassemble de la documentation sur les clubs informels de Sibérie pour constituer un annuaire pour le compte du KSI. En 1988-1989, il travaille au Bureau d'échanges d'information de Moscou (M-BIO) avec V. Igrunov. En 1989, O. Rumjancev le charge des relations de l'Association social-démocrate (SDA) avec les régions. En 1989-1990, il est chef du service économique de l'agence d'information PostFactum de la coopérative Fakt, créée par des membres du KSI. En 1990-1991, il entre au service économique du journal *Kommersant'*, fondé entre autres par des membres de la coopérative Fakt. Il y dirige un groupe d'études sur les banques commerciales. Au même moment, il effectue des travaux d'expertise pour le Département du Comité central du PCUS pour le travail avec les organisations sociales (il rédige notamment un article sur le courant social-démocrate), l'Académie des sciences près le Comité central, puis pour l'appareil du président de l'URSS Gorbačëv. En 1992, il entre en *aspirantura* à l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences pour rédiger une thèse sur les styles de vie dans les années 1960. Ce n'est qu'en 2002 qu'il soutiendra une thèse sur la sociologie des médias. A partir de 1992, il répertorie pour PostFactum (dirigé par Pavlovskij) les principaux centres analytiques qui se forment en Russie. Il devient correspondant de la revue *Vek XX i mir*, dont le rédacteur en chef est G. Pavlovskij.

MINTUSOV IGOR' EVGEN'EVICĀ (première cohorte). Né en 1958 à Kirov (région de Kalouga) d'un père officier supérieur. Il étudie l'économie au MGU, à la chaire des méthodes mathématiques (1975-1980). De 1980 à 1982, il étudie en *aspirantura* à l'Institut central d'économétrie (CEMI) mais ne soutient pas sa thèse. Il travaille dans cet institut jusqu'en 1988. Il fait partie du noyau dirigeant du club Perestrojka, installé dans les locaux du CEMI. Il est l'un des intermédiaires entre l'institut et le club (il est notamment chargé d'obtenir la clé de la salle de réunion auprès de l'antenne du KGB du CEMI). Après la scission du club, il est membre du club Perestrojka démocratique. Pendant la campagne électorale de 1989, il effectue des sondages d'opinions pour l'Association soviétique de sociologie et les *Nouvelles de Moscou*. Il crée un centre de recherches politiques et sociologiques en 1989, puis en 1993 un cabinet de conseil politique (Niccolo M) qui se spécialise dans l'organisation de campagnes électorales. Sa carrière dans ce domaine avait commencé en 1989 avec la campagne de O. Bogomolov, directeur de l'Institut du système économique socialiste mondial (IEMSS), à la députation de l'URSS, et celle de A. Tuleev aux élections présidentielles de 1991.

MITROFANOV SERGEJ VALENTINOVICĀ (première cohorte). Né en 1954 à Moscou. Fils d'un ingénieur chimiste et d'une technicienne, tous deux travaillant dans le complexe militaro-industriel, il fait ses études secondaires dans un lycée expérimental de l'Académie des sciences pédagogiques du centre de Moscou, fréquenté par les enfants de l'élite politique et intellectuelle. Il entre à l'Institut radiotechnique de construction de machines de Moscou relevant du complexe militaro-industriel (1972-1977). De 1977 à 1980, il est ingénieur dans une usine militaire ("boîte aux lettres"), puis à l'Institut de radiologie de Moscou (1980-1983). Pendant un an, il travaille dans un atelier semi-privé de réparation de magnétoscopes d'une usine de téléviseurs. Les magnétoscopes sont alors un produit de luxe. De 1985 à 1989, il travaille à la Caisse d'épargne (*Sberbank*) de Moscou où il dirige le service informatique. Grâce à des camarades de lycée, il se procure des samizdats pendant les années 1970 et entre en contact avec certains membres du groupe des Jeunes socialistes. N'appartenant pas au noyau, il n'est pas inquiété par les autorités au moment de l'arrestation des leaders du groupe en 1982. Vers 1986-1987, il publie des articles dans la revue *Referendum* de l'ancien dissident Lev Timofeev et entre dans le comité de rédaction. Il appartient également au noyau dirigeant du club Perestrojka et est membre du comité de rédaction de sa revue, *Otkrytaja zona* (Zone ouverte). A partir de 1989, il entre au service politique du journal *Kommersant'*. Il y travaille deux ans, puis devient chef du service politique de la revue *Stolica* (Capitale) du Soviet de Moscou. En 1992, il dirige le service "société" du journal *Segodnja* (financé par le groupe Most de V. Gusinskij). Il le quittera après la dissolution du Congrès des députés de la Russie pour désaccord politique avec la direction du journal, qui soutient El'cin.

MITROHIN SERGEJ SERGEEVIČ (première cohorte). Né en 1963 à Moscou. Ses parents sont ingénieurs dans l'aviation. De 1980 à 1985, il étudie à la faculté des lettres de l'Institut pédagogique d'Etat de Moscou Lénine (MGPI). Pendant ses études, il se procure des œuvres interdites, participe à des lectures collectives. Avec quelques étudiants, il tente de créer un groupe clandestin (*Obščina*, Commune<sup>15</sup>), mais la tentative échoue. Il rencontre en 1983 V. Fadeev au MGPI, avec lequel il lui arrive d'inscrire la nuit des slogans politiques sur les murs ("mort au PCUS"). Après ses études, il refuse l'affectation qui lui est imposée et reste six mois sans travailler. En 1986-1987, il travaille au Bureau des excursions de Moscou. En 1987, il fréquente la rue de l'Arbat où des gens se réunissent pour discuter. Il se rend avec Fadeev à un club au Musée polytechnique en mai 1987. Par la suite, il entend parler du club Perestrojka. Mitrohin et Fadeev font partie de l'opposition "éthique" au noyau dirigeant de ce club. Il se lie d'amitié avec V. Igrunov. Tous trois rejoindront le club Perestrojka-88 après la scission de Perestrojka en janvier 1988. Mitrohin participe avec Igrunov à la rédaction de la feuille d'information *Hronograf* sur le mouvement informel de Moscou, puis à la création du Bureau d'échange d'informations de Moscou (M-BIO). Pendant la campagne électorale de 1989, il publie un article critiquant S. Stankevič, seul candidat informel à se présenter aux élections à la députation de l'URSS, pour ses relations étroites avec le Comité du Parti de l'arrondissement Čerëmuški. A partir de 1991, il travaille à l'Institut de recherches en sciences politiques et sciences humaines (IGPI), fondé par Igrunov sur la base du M-BIO. En 1993, il est élu député de la Douma d'Etat sur la liste Jabloko (avec Igrunov).

MOLČANOV EDUARD DMITRIEVIČ (seconde cohorte). Né en 1938 en Extrême-Orient où son père, officier supérieur, est envoyé en mission (il sera exclu de l'Armée). Sa mère est comptable. E. Molčanov passe la guerre en Ukraine. Il habite Moscou depuis 1955. Il entre à la faculté de lettres de l'Université d'Etat de Moscou (MGU) à la fin des années 1950. Il en est exclu en 1966 pour avoir participé au meeting de soutien aux écrivains Siniavski et Daniel sur la place Pouchkine, puis est réintégré, mais toute sa carrière professionnelle s'en ressentira. Il se lie aux milieux dissidents, se définit comme un "éternel étudiant". Jusqu'au milieu des années 1970, il est rédacteur en chef de la revue du Bureau d'information scientifique et technique. Il perd ce poste après un conflit avec le comité du Parti. Il travaille jusqu'en 1978 à la Chambre des livres (*Knižnaja palata*), date à partir de laquelle il ne trouve plus de postes correspondant à sa formation: il travaille dans un kolkhoze, devient électricien, pompier. En 1988, il est l'un des fondateurs du premier parti d'opposition, Union démocratique. Il fait partie de l'opposition à l'un de ses principaux leaders, V. Novodvorskaja. Il est rédacteur en chef de l'organe de ce parti, *Svobodnoe slovo* (Parole libre), de 1988 à 1991. Après cette date, il collabore ponctuellement à des centres d'expertise politique.

MONAHOV VIKTOR NIKOLAEVIČ (première cohorte). Né en 1947 à Moscou. Il fait des études de droit à l'Université d'Etat de Moscou (1970-1975). En 1975, il fait la connaissance de V. Kardail'skij à une réunion du Komsomol. A partir de 1980, il enseigne le droit à la faculté d'économie et à celle de journalisme (du MGU?). En 1983, il soutient une thèse de *kandidat* en droit constitutionnel. En 1987, il habite à Leningrad et appartient à l'association des amis de la revue *Eko* publiée à Novossibirsk. C'est à ce titre qu'il prend part à la table ronde de février 1987 sur le projet de loi sur l'entreprise, organisée par P. Filippov à l'Institut central d'économie mathématique à Moscou. V. Monahov est membre du club Perestrojka de Leningrad. Il est également membre de la commission d'étude du mouvement informel de l'Association soviétique de sociologie. En 1990, il est élu député du Soviet de Leningrad (soutenu par le bloc démocratique) et nommé vice-président de la Commission permanente sur les médias. Il est l'un des fondateurs et dirigeants de l'Inspection régionale d'Etat pour la liberté de la presse près le ministère de l'Information et de la Presse de la Fédération de Russie (1992-1993). Pendant les élections de décembre 1993 à la Douma d'Etat, il est membre du Tribunal arbitral pour la presse.

---

<sup>15</sup> Qui n'est aucunement lié au club informel anarchiste *Obščina* créé au début de la perestrojka par des étudiants d'histoire du même institut (Isaev, Šubin, etc.).

MURAŠEV ARKADIJ NIKOLAEVIČ (seconde cohorte). Né en 1954 en Pologne où son père, officier supérieur de l'Armée de l'air, est en poste. Sa mère est comptable. Diplômé de l'Institut technique supérieur Bauman de Moscou (MVTI) en 1980, il entre comme chercheur à l'Institut des Hautes Températures de l'Académie des Sciences de l'URSS. En 1982, il devient secrétaire adjoint du comité du Komsomol de l'Institut et travaille à temps plein à ce poste pendant un an. En 1987, à la demande du comité d'arrondissement du Parti, son institut le présente aux élections au Soviet de Moscou. Il est élu. Au cours de cette législature, il crée un précédent en votant contre une résolution du *Mossovet*. En 1988, il est candidat à l'adhésion au PCUS. En 1989, son institut le présente aux élections au Congrès des députés de l'URSS où il est élu. Il est l'un des 15 candidats signataires du télégramme de soutien à Boris El'tsin, attaqué par le Comité central. Il entre au Comité du Soviet suprême pour la science, l'éducation, la culture et la formation. Il est également secrétaire du Conseil de coordination du Groupe interrégional des députés de l'URSS (MDG), première fraction parlementaire d'opposition. En janvier 1990, il déclare à *Radio Liberté* qu'il n'entrera pas au PCUS à cause de son caractère "*criminel et antipopulaire*"<sup>16</sup>. En mai 1990, il participe au congrès constitutif du Parti démocratique de Russie (DPR) de Travkin et forme avec le champion d'échecs Garri Kasparov la fraction "libre", qui deviendra "fraction libérale". Murašev et Kasparov quittent le DPR en 1991 et essaient de mobiliser des partisans pour fonder une Union libérale, qui ne verra pas le jour. En octobre 1990, il dirige le comité organisateur du mouvement Russie démocratique et est élu coprésident du Conseil de coordination. Il se présente à une élection partielle en novembre 1990 au Congrès des députés de Russie, mais son élection est invalidée à cause d'un taux de participation trop faible. En septembre 1991, il devient chef de la police de Moscou (GUVD) à la demande du maire Gavriil Popov. Toutefois, sa candidature se heurte au refus d'une partie des députés du *Mossovet* qui soutiennent un autre candidat. Murašev est finalement nommé à ce poste, qu'il doit quitter en novembre 1992 après le remplacement de G. Popov par Jurij Lužkov à la mairie de Moscou. Il crée le Centre de politique libérale conservatrice avec A. Golovkov, qui était son adjoint au secrétariat du Groupe interrégional des députés et était devenu secrétaire du "gouvernement des réformes" (1991-1992) de Russie.

MUZYKANCKIJ ALEKSANDR IL'IČ (seconde cohorte). Né en 1941 à Moscou, il fait des études à l'Institut des ingénieurs du transport ferroviaire de Moscou (1958-1963) puis à la faculté de mathématiques mécaniques de l'Université d'Etat de Moscou (il achève ses études en 1968). Il est *kandidat* en sciences techniques. Spécialiste des ponts, il travaille de 1963 à 1990 dans un bureau de recherche et de projets dans le domaine de la construction métallique du Comité d'Etat pour la construction de l'URSS (*Gosstroj*). En 1989, il entre à l'Union moscovite des électeurs (MOI) et en dirige la commission pour les relations avec les organismes officiels. En 1990, il est élu au Soviet de Moscou avec le soutien de Russie démocratique. Il devient Vice-président du Comité exécutif du soviet et dirige le Département des relations avec les soviets, les médias, les associations et la population. En 1992, il est nommé Vice-premier ministre du gouvernement de la ville de Moscou et préfet<sup>17</sup> du District administratif central de Moscou.

NOVODVORSKAJA VALERIJA IL'INIČNA (première cohorte). Née en 1950 à Baranoviči (Biélorussie), d'un père radioélectronicien et d'une mère médecin. En 1968, elle entre à l'Institut des Langues Etrangères de Moscou Maurice Thorez, et y étudie le français. Elle dirige un groupe clandestin de douze étudiants, tous issus d'établissements d'élite (Maurice Thorez, Institut d'Etat des relations internationales de Moscou ou MGIMO, MGU, Institut de physique et technique de Moscou ou MFTI). En décembre 1969, elle se rend au Palais des Congrès au Kremlin et y lance des tracts anticommunistes. Elle est arrêtée et condamnée à deux ans d'emprisonnement. Elle passe un an en prison à Moscou et un an dans une prison psychiatrique. En 1973, elle poursuit ses études à l'Institut pédagogique de la région de Moscou Kroupskaïa en cours du soir (1973-1977) et travaille parallèlement dans un sanatorium pour enfants. De 1975 à 1990, elle est bibliothécaire et traductrice dans un institut de médecine de Moscou. Pendant cette période, elle poursuit ses activités dans la dissidence. Elle entre au Conseil des représentants

<sup>16</sup> V. PRIBYLOVSKIJ. Sto politikov Rossii. *Partinform* 20 (41), 13-19 mai 1993, p. 12.

<sup>17</sup> Poste de responsable de la municipalité de Moscou et non de représentant de l'administration centrale.

de l'Union Interprofessionnelle libre de travailleurs (SMOT). Elle est arrêtée et de nouveau condamnée en 1978. Vers 1984, elle se rapproche du groupe pacifiste Doverie. Elle est arrêtée et condamnée en 1985 puis en 1986. En 1987, elle organise le séminaire Démocratie et humanisme et y tient un discours très anticommuniste et libéral. En mai 1988, elle est l'un des initiateurs du parti Union démocratique dont elle dirige la fraction libérale et radicale (Voie civique). Pendant la perestrojka, elle est régulièrement arrêtée pour ses participations à des manifestations non autorisées. Début 1991, après l'assaut du centre de télévision par l'armée à Vilnius, elle appelle au soulèvement armé contre le régime communiste, bien qu'elle ait jusqu'alors défendu une stratégie de lutte non-violente d'insoumission civique, ce qui provoque de graves conflits au sein de l'Union démocratique. En 1991-1992, elle s'oppose au président El'tsin qu'elle accuse de "fascisme", mais en 1992, elle le soutient face au Congrès des députés du peuple.

OBOLENSKIJ ALEKSANDR MITROFANOVIČ (première cohorte). Né en 1943. Il est ingénieur des mines. En 1987, il travaille à l'Institut polaire de géophysique de l'Académie des sciences dans la presqu'île de Kola (région de Mourmansk) où il y organise un club informel: "Association volontaire de soutien à la perestrojka" (*Dobrovol'noe obščestvo sodejstvija perestrojke*). En 1989, il est élu député de l'URSS. Lors de la première session du Congrès (mai 1989), il devient célèbre en se présentant à l'élection de la Présidence du Soviet suprême (contre Gorbačëv) pour aussitôt retirer sa candidature. Il entre au Conseil de coordination du Groupe interrégional des députés (MDG). En 1990, il est l'un des organisateurs de l'Association social-démocrate (SDA). Il sera membre du Présidium du Parti social-démocrate de Russie (SDPR) et leader de la fraction de gauche avec G. Rakitskaja. Il sera également membre du Conseil de coordination du mouvement Russie démocratique.

OGORODNIKOV ALEKSANDR JOLEVIČ (première cohorte). Né en 1950 à Čistopol', dans la république tatare. Son père, ingénieur des forêts, est directeur d'une usine de bois dans les années 1940-1950, mais est renvoyé pour "laxisme" envers ses employés. Il devient ingénieur dans une usine de montres. Sa mère est employée de la Poste. De 1967 à 1971, A. Ogorodnikov est un militant actif du Komsomol: il dirige un détachement de combat (*boevaja družina*) allié à la police pour lutter contre la criminalité. Il entre dans un institut technique d'où il sera exclu pour "motifs idéologiques". En 1970, il étudie la philosophie à l'Université d'Etat de l'Oural à Sverdlovsk, mais en est exclu (ainsi que du Komsomol) un an plus tard en raison de sa sympathie de plus en plus affirmée pour le christianisme. En 1971, il s'installe à Moscou et entre à l'Institut national de cinématographie (VGIK). Il en est renvoyé en 1973, à la demande du KGB, pour avoir voulu tourner un film sur l'attrait des jeunes pour la religion. En 1974, il organise un séminaire chrétien sur les problèmes de la renaissance spirituelle de la Russie et édite le samizdat *Obščina* (Communauté). Il est arrêté en 1978 et condamné à un an de travaux forcés pour parasitisme. Le jour de sa libération, il est de nouveau arrêté et condamné à 7 ans de camp et 5 ans d'exil pour propagande antisoviétique. En 1985, peu avant sa libération du camp, il est condamné à 3 ans de camp pour avoir opposé une résistance à l'administration du camp. Il est gracié par le Soviet suprême de l'URSS en février 1987 après une campagne internationale en sa faveur. A partir de l'été 1987, il publie le *Bulletin de la communauté chrétienne* et participe en octobre à la première rencontre des rédacteurs de publications autonomes à Leningrad organisée par les clubs informels. En 1989, il crée et préside le parti Union Démocrate Chrétienne de Russie (HDSR). En 1990, il se présente aux élections au Soviet de Moscou et dans un soviet d'arrondissement, mais n'est pas élu.

ORLOV BORIS SERGEEVIČ (seconde cohorte). Né en 1930 à Riazan. Son père, qui était anarchiste (kropotkinien) pendant la Révolution, est professeur d'histoire à l'Université d'Etat de Moscou et dans un institut polytechnique. Sa mère est bibliothécaire après avoir fait des études secondaires spécialisées. Pendant ses études dans un lycée pour la jeunesse ouvrière, B. Orlov est ouvrier dans une usine de traitement de l'uranium à Elektrostal (région de Moscou) pendant trois ans. En 1949, il entre à l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou (MGIMO) où il devient spécialiste de l'Allemagne. A sa sortie du MGIMO en 1954, il enseigne l'histoire puis devient journaliste. Il travaille pour la rédaction en allemand de Radio Moscou (jusqu'en

1961). En 1960, il entre au Parti et devient secrétaire de l'organisation du Parti d'un service de la Radio. En 1963, il entre aux *Izvestija*, alors dirigées par le réformateur A. Adžubej (de 1954 à 1964), gendre de Khrouchtchev. Il est également secrétaire de l'organisation du Parti du Service international du journal. De 1963 à 1965, il est correspondant en RDA, puis observateur au Secteur des pays socialistes (1965-1968). Il se rend en Tchécoslovaquie avec les troupes soviétiques, mais est rappelé à Moscou pour avoir refusé d'écrire un article cautionnant l'intervention militaire. Il doit alors quitter le journalisme et se dirige vers la recherche. Il soutient en 1970 une thèse d'histoire au MGIMO sur les racines socio-politiques du néofascisme ouest-allemand et entre à l'Institut d'information scientifique sur les sciences sociales (INION) de l'Académie des sciences. Il devient spécialiste de la social-démocratie en RFA, sujet sur lequel il soutient une thèse de doctorat (*doktor nauk*) d'histoire en 1983. Dès son arrivée à l'INION, il dirige le secteur de l'Europe puis celui des problèmes du mouvement social-démocrate international. En 1988, il est sollicité par le club Perestrojka démocratique pour faire une intervention sur la social-démocratie. En 1989, il prend part à l'école d'été social-démocrate de Tallinn, organisée entre autres par le club Perestrojka démocratique. En 1990, il entre au Parti social-démocrate de Russie (SDPR), en devient membre du Présidium en 1991, puis président en 1992. Fin 1992, il démissionne de son poste et quitte le parti en 1993.

PAPP ANATOLIJ ALEKSANDROVIČ (première cohorte). Né en 1955 dans une petite ville du sud de l'Ukraine. Son père, d'origine hongroise, est ouvrier. A 18 ans, A. Papp fait son service militaire dans la région de Tver dans une zone de camps de détention (1973-1975). Il travaille un an dans une usine et dans un chantier. En 1976, il s'installe à Moscou et entre à la faculté ouvrière de physique de l'Université d'Etat de Moscou. Il intègre la faculté de physique, mais n'y reste qu'un an et demi. En 1980, il s'inscrit à la faculté des lettres du MGU. Au début des années 1980, il entre en contact avec la dissidence par l'intermédiaire d'un étudiant en physique membre du syndicat indépendant SMOT. Il crée une bibliothèque de samizdats, édite des ouvrages interdits. A partir de 1982, il participe à un réseau de diffusion de samizdats. En 1984, son droit de séjour à Moscou (*propiska*) lui est retiré: il devient alors *limitčik*<sup>18</sup>. En 1986, il revient à Moscou et, avec son ami A. Verhovskij, prend contact avec le groupe pacifiste Doverie. Fin 1987, tous deux entrent dans le groupe Dignité des citoyens, début de leur activité dans le mouvement informel. Pendant le printemps 1988, il participe aux meetings de la place Pouchkine ("Hyde park"), organisés par Dignité des citoyens et le club anarchiste Obščina. Par la suite, A. Papp et A. Verhovskij collaborent au bulletin *Graždanskoe dostoinstvo* publié par le groupe Dignité des citoyens. Ils quittent le club en avril 1989 lorsque son leader V. Zolotarëv décide d'en faire un parti constitutionnel-démocrate. En 1988, A. Papp et A. Verhovskij avaient participé aux activités de la coopérative Perspektiva, créée par des membres du KSI, et le M-BIO (Bureau d'échange d'informations de Moscou) de V. Igrunov. En avril 1989, ils créent le journal *Panorama*, avec V. Pribylovskij et d'autres membres de Perspektiva et du M-BIO.

PAVLOVSKIJ GLEB OLEGOVIČ (première cohorte). Né en 1951 à Odessa d'un père ingénieur du bâtiment et d'une mère ingénieur hydraulique. Il fait des études d'histoire à l'Université d'Etat d'Odessa de 1968 à 1973. Pendant cette période, il participe à un cercle estudiantin inspiré à la fois du marxisme et de la philosophie mystique. Ses premières rencontres avec des dissidents (notamment V. Igrunov) datent de 1970. En 1972, il rencontre l'historien Mihail Gefter qui devient son mentor. De 1973 à 1976, il enseigne l'histoire dans un lycée et publie parallèlement des articles en samizdat. En 1974, il est convoqué par le KGB et avoue avoir reçu certains ouvrages interdits par l'intermédiaire de V. Igrunov, qui se fait arrêter en 1975. En 1976, il quitte Odessa pour Moscou et devient menuisier à l'Institut d'information scientifique sur les sciences sociales (INION) de l'Académie des sciences. Il fait la connaissance de plusieurs dissidents importants (notamment Raisa Lert) après avoir publié en samizdat une critique de la Constitution brejnévienne. Certains d'entre eux (R. Lert, P. Abovin-Egides, V. Abramkin, V. Sokirko) créent en 1978 la revue *Poiski* (Quêtes) à laquelle

<sup>18</sup> Un "sans papier" (sans droit de séjour à Moscou) qui habite à la limite de la ville.

G. Pavlovskij participe. A partir de la fin 1979, la plupart des rédacteurs de la revue sont arrêtés. En 1982, c'est au tour de G. Pavlovskij. Il est placé en détention préventive pendant 9 mois puis envoyé en exil. Libéré en décembre 1985, il revient à Moscou illégalement. En 1986, il fait la rencontre de G. Pel'man (par l'intermédiaire d'un trotskyste français) qui le conduit au club Notre Arbat. En septembre 1986, ils créent le Club d'initiatives sociales (KSI) au sein de Notre Arbat. En février 1987, il entre comme correspondant puis rédacteur en chef adjoint de la revue du Comité soviétique pour la paix *Vek XX i mir* (Le XX<sup>ème</sup> siècle et la paix). Il mène des pourparlers avec un Comité d'arrondissement du Parti pour la tenue de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" en août 1987, alors que sa présence à Moscou est toujours illégale. Il obtient un droit de séjour par une décision d'El'cin, premier secrétaire du Comité du Parti de Moscou, grâce aux relations d'un de ses amis "soixantards" (Len Karpinskij). En 1988, avec d'autres membres du Club d'initiatives sociales et Vladimir Jakovlev, fils du rédacteur en chef des *Nouvelles de Moscou* Egor Jakovlev, il fonde la coopérative Fakt et l'agence d'information PostFactum. Il travaille à la fois à PostFactum (dont il préside le conseil d'administration de 1988 à 1993) et à la revue *Vek XX i mir*. En 1989, il est rédacteur en chef adjoint du journal *Kommersant*, dont la coopérative Fakt est l'un des fondateurs. En octobre 1993, il critique la dissolution du Parlement par El'cin.

PEL'MAN GRIGORIJ LEOPOL'DOVIČ (première cohorte). Né en 1950 à Moscou d'un père ingénieur dans l'agro-alimentaire et d'une mère géologue (docteur). En 1958, sa famille s'installe à Novossibirsk (Akademgorodok) où sa mère a obtenu un poste. G. Pel'man entre à la faculté de cybernétique économique de l'Université d'Etat de Novossibirsk (1969-1974). Il sympathise avec T. Zaslavskaja, qui est son professeur. Après ses études, il s'inscrit en thèse à Moscou avec L. Gordon, sociologue du travail, mais ne soutient pas sa thèse. A partir de 1979, il travaille à la chaire des méthodes mathématiques de la faculté d'économie de l'Université d'Etat de Moscou. Au début de la perestrojka, il participe aux activités du club Notre Arbat, créé par les autorités pour ranimer le quartier de l'Arbat. Il y rencontre notamment le joueur d'échecs Garri Kasparov. Il fait par ailleurs la connaissance de G. Pavlovskij et B. Kagarlickij. En septembre 1986, ils créent le Club d'initiatives sociales (KSI). Pel'man est l'un des initiateurs et organisateurs de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" d'août 1987. En 1988, il crée la coopérative Perspektiva et le M-BIO (Bureau d'échange d'information de Moscou) avec d'autres membres du KSI. A partir de 1991, il quitte l'activité politique et crée un cabinet de consultants dans le domaine commercial.

POLOSIN VJAČESLAV SERGEEVIČ (seconde cohorte). Né en 1956 à Moscou dans une famille d'ouvriers. Il étudie la philosophie à l'Université d'Etat de Moscou (1973-1978). Son diplôme de fin d'études porte sur *l'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme* de Weber. Il travaille pendant deux ans à l'Institut d'Etat du cinéma (VGIK). En 1980, il devient lecteur (*čtec*) dans une église de la région de Moscou et entre au séminaire de Zagorsk (1981-1983). A sa sortie, il est prêtre en Asie centrale, à Tachkent, Frounze et Douchanbe (où il explique avoir été influencé par l'islam, religion à laquelle il se convertira en 1999). De 1985 à 1988, l'Eglise orthodoxe russe lui interdit d'exercer sa prêtrise. En 1988, il redevient prêtre puis archiprêtre près de Moscou. En 1990, il se présente aux élections du Congrès des députés de Russie avec le soutien de Russie démocratique et est élu. Il est élu membre du Soviet suprême et siège au Présidium. Il préside le Comité du Soviet Suprême pour la liberté de conscience, de culte, la bienfaisance et la charité. En 1990, il est membre dirigeant du Mouvement démocrate-chrétien de Russie (RHDD), présidé par V. Aksjučic. Au Congrès des députés, il est d'abord membre de la fraction Russie démocratique, puis se rapproche des centristes (fraction *Smena-Novaja politika*). En 1991-1992, V. Polosin devient directeur général du Centre culturel "Sainte Russie" (*Svjataja Rus'*) au sein de l'Université Russo-américaine (RAU-corporation). En 1993, il sort diplômé de l'Académie diplomatique du ministère des Affaires étrangères.

PONOMARËV LEV ALEKSANDROVIČ (première cohorte). Né en 1941 à Tomsk, d'un père ingénieur des chemins de fer et d'une mère laborantine. Sous l'influence d'un de ses oncles écrivain, L. Ponomarëv explique être devenu antisoviétique dès la classe de première du lycée. En 1961, il entre dans le prestigieux Institut de physique et technique de Moscou (MFTI). En 1969, il soutient une thèse de *kandidat* en électrodynamique. Il travaille jusqu'en 1990 à l'Institut de physique théorique et expérimentale de l'Académie des sciences. En 1983, il obtient le titre de docteur (*doktor*) en physique. Le physicien Jurij Orlov, membre du groupe d'Helsinki, devient l'un de ses amis. A l'automne 1987, L. Ponomarëv prend part aux travaux du club Perestrojka. Il est l'un des initiateurs et organisateurs de Mémorial. En 1989, il dirige la campagne de A. Sakharov pour les élections au Congrès des députés de l'URSS. Il est également membre du comité organisateur des meetings au stade Lužniki pendant la première session du Congrès des députés du peuple de l'URSS (mai-juin 1989). Il devient l'un des principaux dirigeants de l'Union moscovite des électeurs (MOI). Il participe en mai 1990 à la création du Parti démocratique de Russie (DPR) avec des membres du MOI, du Front populaire de Leningrad et une partie de la Plateforme démocratique, mais se retire du DPR dès la conférence constitutive en raison d'un conflit avec N. Travkin sur la structure du parti. Il est élu député au Congrès de la RSFSR avec le soutien du bloc Russie démocratique. Il entre au Soviet suprême et préside un sous-comité du Comité pour les media, les relations avec les organisations sociales, les mouvements de masse de citoyens et l'étude de l'opinion publique. L. Ponomarëv est coordinateur de la fraction Russie démocratique. Coprésident du mouvement Russie démocratique, créé en octobre 1990, il appartient à l'aile "libérale-pragmatique" pro-eltsinienne (avec, entre autres, V. Bokser, G. Jakunin, M. Šnejder et K. Ignat'ev). Fin 1991, il participe activement à la création des Comités publics pour les réformes russes (OKRR), destinés à soutenir la politique de privatisation du gouvernement Gajdar. En 1993, il soutient El'cin contre la majorité d'opposition du Congrès des députés. En septembre 1993, il approuve l'*ukaz* N° 1400 d'El'cin sur la dissolution du parlement. Aux élections législatives de décembre 1993, mal placé sur la liste Choix de la Russie (dirigée par Gajdar) qui a succédé au bloc Russie démocratique, il n'est pas élu. Il le sera lors d'élections partielles en 1994.

PRIBYLOVSKIJ VLADIMIR VALERJANOVIČ (première cohorte). Né en 1956 à Moscou, il habite toute son enfance à Čistopol', dans la république tatare. Son père, petit-fils de prêtre, est combattant au front pendant la guerre, stalinien convaincu et membre du PCUS. Il est ouvrier dans une usine de montres. Dans les années 1970, il est exclu du Parti pour alcoolisme, et subit dès lors un déclassement social (il devient veilleur de nuit). Sa mère, diplômée de l'Institut pédagogique d'Etat Lénine de Moscou (MGPI), est enseignante de lettres dans un lycée pour enfants sourds et aveugles, et obtient un poste à Čistopol'. Elle est directrice d'une école et fait à cette occasion la connaissance de A. Ogorodnikov, alors propagandiste du Komsomol. V. Pribylovskij quitte Čistopol' dès la fin de ses études secondaires pour travailler comme ouvrier à l'usine automobile KamAZ de Naberežnye Čelny (Tatarstan), puis à l'usine ZIL de Moscou (1973-1975). Il entre en 1975 à la faculté ouvrière puis à la faculté d'histoire de l'Université d'Etat de Moscou (MGU) où il se spécialise dans le bas Moyen âge byzantin. A la fin des années 1970, il participe aux activités du groupe des "Jeunes socialistes", avec lequel il est entré en contact par l'intermédiaire d'étudiants en histoire du MGU. De 1982 à 1986, il est chercheur et guide au musée de la Nouvelle Jérusalem dans le village d'écrivains Peredelkino dans la région de Moscou. En 1983, il commence une thèse au MGU sur la politique financière de l'empereur Anastase I<sup>er</sup>, mais le secrétaire du comité du Parti l'empêche de la soutenir car V. Pribylovskij s'était marié avec une étrangère. En 1986-1987, il est contractuel à l'Institut d'information scientifique sur les sciences sociales (INION), où il rédige des comptes-rendus d'ouvrages en anglais sur le Moyen âge. Entre 1988 et 1991, il devient veilleur de nuit. En 1986, il entre au Club d'initiatives sociales (KSI). L'une de ses voies d'accès vers le KSI est B. Kagarlickij, ancien "Jeune socialiste". A partir de 1987, il se rend également aux discussions du club Perestrojka. En 1988, il publie aux Etats-Unis une traduction en russe d'*Animal Farm* d'Orwell. En 1988, il publie *Hronograf*, journal sur le mouvement informel, avec V. Igrunov, S. Mitrohin et G. Pel'man. Il participe à la fondation du Bureau d'échange d'information de Moscou (M-BIO) en 1988 et du journal *Panorama* en 1989. En 1990, il écrit

régulièrement pour le journal de la dissidence *Russkaja mysl'* (La Pensée russe), publié à Paris. Il devient l'un des dirigeants du groupe indépendant d'expertise et d'information "Panorama", qui se transformera en 1993 en centre de recherche et d'information.

RAKITSKAJA GALINA JAKOVLEVNA (première cohorte). Née en 1939. Son père, fils d'ouvriers, entre au Parti et prend part à la guerre civile. Il doit interrompre ses études d'économie à l'Institut Plekhanov de Moscou pour participer à la collecte des récoltes pendant la collectivisation. En 1937, il s'enfuit pour éviter d'être arrêté et se cache quelques mois à Odessa. Pendant la seconde guerre mondiale, il revient à Moscou où il travaille dans l'administration d'approvisionnement agricole. La mère de G. Rakitskaja étudie également à la faculté ouvrière puis à l'Institut Plekhanov dans les années 1930. Elle devient enseignante d'histoire. G. Rakitskaja entre à la chaire d'économie politique de la faculté d'économie de l'Université d'Etat de Moscou en 1957. A sa sortie de l'Université en 1962, elle trouve un poste à l'Institut de planification, grâce à son mari, Boris Rakitskij, qui sera chercheur à l'Institut central d'économie mathématique (CEMI). Tout au long de sa carrière, G. Rakitskaja explique avoir rencontré des difficultés à trouver un poste dans sa spécialité, l'économie politique, en tant que non membre du Parti et juive. En fait, elle se place rapidement parmi les économistes réformateurs, dont son mari est une figure importante. Or ceux-ci sont plutôt spécialistes d'économie mathématique et de statistiques. Elle travaille à l'Institut de recherche scientifique de gestion statistique centrale (CSU) (1968-1973), à l'Institut national de recherches systémiques, et enfin à l'Institut d'économie à partir de 1987, où elle avait soutenu une thèse de *kandidat* en 1979. En 1987, elle participe au club Perestrojka. Son mari, alors chercheur au CEMI et membre du bureau du Parti de l'institut, est une interface entre le club et le *rajkom* Sevastopol' de Parti et s'efforce de protéger le club. Membres de l'Association soviétique de sociologie, les époux Rakitskij prennent part à des travaux de recherche sur le mouvement informel. Ils sont chargés en 1988 par le Comité central de rédiger une étude sur la perestrojka et les points faibles de son idéologie<sup>19</sup>, travail qu'ils transmettent simultanément au CC et aux informels. G. Rakitskaja est membre de Mémorial. Lorsque le club Perestrojka démocratique se transforme en Parti social-démocrate (SDPR), elle y forme une aile marxiste qui s'oppose aux principaux dirigeants (P. Kudjukin, O. Rumjancev) représentant l'aile libérale. Elle prendra part à la création du Parti du Travail.

ROJTMAN IL'JA BORISOVIČ (seconde cohorte). Né en 1955 à Bakou (Azerbaïdjan), où son père est l'un des chefs de la Direction de l'ingénierie militaire de la Région militaire. Après sa carrière dans l'Armée, ce dernier devient directeur adjoint du théâtre "Sovremennik" à Moscou (1962-1982). I. Rojtmán raconte que son père écoutait la *Voix de l'Amérique* et la *BBC*. Juif par son père, I. Rojtmán est d'origine arménienne et noble par sa mère. Celle-ci est ingénieur. Après le lycée, I. Rojtmán fait son service militaire dans le département des transmissions de l'Etat-major (1973-1975). Il entre à la faculté d'histoire de l'Institut pédagogique Kroupskaïa de la région de Moscou, où il se spécialise dans l'histoire du mouvement social en Russie (1975-1980). De 1980 à 1985, il travaille au Département de l'histoire du livre de la Bibliothèque nationale Lénine. Son poste lui permet d'avoir accès à des ouvrages interdits. Il fréquente des milieux artistiques proches de la dissidence. Il devient enseignant d'histoire à l'Institut de Polygraphie (1985-1988). Puis, jusqu'en 1990, il dirige le Service d'information de l'Institut d'histoire et d'archives de Moscou, présidé par Jurij Afanas'ev. Pendant la perestrojka, I. Rojtmán, invité par une université américaine, envisage d'émigrer. Il n'en fait rien, et s'investit à partir de 1990 dans la création du Parti démocratique de Russie (DPR) de N. Travkin. Il est président d'une organisation d'arrondissement du DPR à Moscou, puis de l'organisation du parti de Moscou. En 1991, il est élu vice-président du DPR et soutient N. Travkin contre G. Kasparov, qu'il connaît depuis son enfance à Bakou. Rojtmán s'occupe particulièrement de rechercher des financements pour le parti. A partir de 1991, il est conseiller d'une société mixte. Il dirige par la suite un Centre de recherches juridiques, économiques, politiques et

---

<sup>19</sup> *Ideologija perestrojki kak strategija i taktika social'noj revoljucii v obščestve sovremennogo sovetskogo tipa* [L'idéologie de la perestrojka comme stratégie et tactique de révolution sociale dans les sociétés contemporaines de type soviétique]. Moscou, 1988.



sociales. Au sein du DPR, Rojtman représente l'aile pro-eltsinienne minoritaire. En 1993, il soutient l'*ukaz* présidentiel N°1400 sur la dissolution du parlement. Ses différends avec le DPR l'amènent à se présenter aux élections législatives de 1993 sur la liste du parti de l'ancien maire de Moscou, G. Popov (Mouvement pour les réformes démocratiques de Russie, RDDR). Mais il n'est pas élu.

RUMJANCEV OLEG GERMANOVIČ (première cohorte). Né en 1961 à Moscou. Après des études dans un lycée spécialisé en anglais, il entre à la faculté de géographie (chaire d'économie) de l'Université d'Etat de Moscou (1978-1983) où il se spécialise dans la Hongrie. Il fait un stage à l'Université de Budapest. De 1983 à 1990, il est chercheur à l'Institut d'économie du système socialiste mondial (IEMSS). Il est membre du Komsomol puis du Parti<sup>20</sup>. Dès 1987, il prend part au club Perestrojka, dont il devient l'un des principaux dirigeants. A partir de 1988, il y anime un séminaire, intitulé "Modèles du socialisme". Après la scission du club en janvier 1988, il est coprésident de Perestrojka démocratique. Pendant les élections des députés de l'URSS de 1989, il dirige la campagne du directeur de son institut (IEMSS), O. Bogomolov. En 1990-1991, il est coprésident de l'Association social-démocrate (SDA), ancêtre du Parti social-démocrate de Russie (SDPR) où il occupe des postes de direction jusqu'en 1992. En mars 1990, il est élu député au Congrès de la RSFSR, soutenu par Russie démocratique. Il est membre des groupes parlementaires Russie Démocratique et Démocrates radicaux. En juin 1990, il est nommé par El'cin (président du Soviet suprême) Secrétaire de la Commission constitutionnelle du Congrès des députés de la RSFSR, où il est appelé à devenir le principal artisan de la future constitution russe. Il s'inscrit en 1991 en thèse à l'Institut de droit de Moscou. En 1992-1993, il se rapproche des centristes et passe progressivement dans l'opposition à El'cin qui, de fait, a retiré à la Commission constitutionnelle le soin de rédiger la Constitution. O. Rumjancev reste à la Maison blanche en septembre-octobre 1993 pendant la X<sup>ème</sup> session du Congrès, déclarée illégale par le Président. Aux élections de décembre 1993, il se présente sur la liste de l'Union civique (parti centriste dirigé par A. Vols'kij), mais n'est pas élu.

SAL'E MARINA EVGEN'EVNA (première cohorte). Née en 1934 à Leningrad, elle étudie à l'Institut des mines Plekhanov de Leningrad (1952-1957). Elle est secrétaire de l'organisation du Komsomol de l'institut pendant son *aspirantura* (1957-1959). En 1963, elle soutient une thèse de *kandidat* en géologie. De 1963 à 1990, elle travaille à l'Institut de géologie et de géochronologie de la période précambrienne de l'Académie des sciences. En 1970, elle entre au Parti. En 1985, elle obtient le titre de docteur en géologie (*doktor*). En 1988, elle crée et dirige le club des amis de la revue *Ogonëk* et participe aux réunions du club Perestrojka de Leningrad. Soutenue par la coalition démocratique Elections-89, M. Sal'e se présente aux élections de 1989, dans la même circonscription que le juge d'instruction N. Ivanov (collègue de T. Gdljan) qui sera élu. Elle est également membre d'un club d'électeurs d'arrondissement. Elle joue un rôle important dans la création du Front Populaire de Leningrad (LNF) en juin 1989. Lors des élections de 1990, elle remporte un siège au Congrès des députés de Russie ainsi qu'au Soviet de Leningrad (*Lensovet*). Au Congrès républicain, elle est inscrite aux groupes Russie démocratique et Démocrates radicaux, dont elle est coordinateur. Au *Lensovet*, elle se trouve dans l'opposition à A. Sobčak, président du soviet et futur maire. M. Sal'e fait partie du courant "radical" du mouvement démocratique: dès l'automne 1989, elle est de ceux qui souhaitent créer un parti d'opposition (elle participera au congrès constitutif du Parti démocratique de Russie, DPR, puis en sortira aussitôt en raison de différends avec Travkin); elle quitte aussi le PCUS en décembre 1989 (bien avant la Plateforme démocratique du PCUS en juillet 1990). Après avoir tenté en 1990 de créer un parti (Parti démocratique libre de Russie), sans grand succès, elle s'investit dans le mouvement Russie démocratique à partir de 1991 et en devient coprésidente en 1992. Elle représente un courant minoritaire opposé à la politique d'El'cin. Toutefois, elle abandonne rapidement ses fonctions dirigeantes dans ce mouvement (avec Jurij Afanas'ev) pour tenter de mettre sur pied un courant "radical-libéral" au sein du mouvement démocratique

---

<sup>20</sup> selon Jurij Čabanov, chef du Département idéologique du Comité du Parti de l'arrondissement Sevastopol' de Moscou. L'adhésion de Rumjancev au Parti n'est jamais mentionnée dans ses diverses biographies.

qui s'oppose à l'alliance d'El'cin avec le lobby des grandes entreprises (RSPP présidé par A. Vols'kij), et soutient l'idée d'une Assemblée constituante. M. Sal'e considère le parti Union démocratique, dirigé entre autres par V. Novodvorskaja, comme un allié potentiel. Bien que dans l'opposition à El'cin, elle soutient la dissolution du Parlement en 1993. Elle ne prend pas part aux élections législatives de décembre 1993.

SAMODUROV JURIJ VADIMOVİČ (première cohorte). Né en 1951 à Moscou de parents géologues, tous deux *kandidats* en géologie. Après le lycée, il fait son service militaire (1969-1971). En 1973, il entre à l'Institut de recherche en géologie S. Ordjonikidze de Moscou (MGRI). Il est chercheur stagiaire à l'Institut de la lithosphère de l'Académie des sciences (1978-1981). En 1981, il entre en *aspirantura* au MGRI et soutient sa thèse en 1985. De 1985 à 1988, il travaille au laboratoire d'"économie et organisation du travail dans les travaux d'extraction géologique". Il s'intéresse activement à la sociologie des organisations, participe à différents séminaires sur ce sujet et abandonne de fait sa carrière de géologue. En 1987, il publie un article dans la revue *Eko*, éditée par la branche sibérienne de l'Académie des sciences<sup>21</sup>. A l'automne 1987, il organise des piquets devant son institut pour protester contre la décision de transférer ce bâtiment à un autre organisme. Cette action est fructueuse, puisque la décision de transfert est annulée. Lors de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" d'août 1987, il présente le projet de construction d'un mémorial aux victimes des purges staliniennes, rédigé en collaboration avec V. Igrunov. Ju. Samodurov devient l'un des principaux organisateurs du groupe d'initiative "*pour la perpétuation de la mémoire des victimes des répressions*" créé à l'issue de la Rencontre-dialogue. Il quitte Mémorial à la veille de son congrès constitutif (janvier 1989) en raison de désaccords avec les autres organisateurs sur les statuts et la ligne politique de Mémorial. A partir de 1990, il réoriente ses activités autour de la figure de Sakharov. Il organise le premier congrès international à la mémoire du physicien dissident, puis devient directeur des Archives-musée Sakharov.

SIGAL LEV ISAAKOVIČ (première cohorte). Né en 1964 à Moscou, d'un père militaire et d'une mère enseignante de lettres. Ses parents sont des juifs originaires d'Odessa. Il étudie à la faculté d'histoire de l'Université d'Etat de Moscou (1981-1986) où il se spécialise dans l'Antiquité romaine. A sa sortie de l'université, il enseigne dans un lycée. Pendant ses études, il fréquente divers milieux de l'underground: le groupe pacifiste Doverie plus ou moins toléré par les autorités, le milieu hippie ainsi que des groupes de jeunes se réunissant à la synagogue de Moscou sans pour autant être religieux. C'est par l'intermédiaire de E. Krasnikov, rencontré dans les séminaires de Doverie, qu'il entend parler en septembre 1987 du club Perestrojka. Il prend part à la rédaction de la revue *Otkrytaja zona* du club et publie dans d'autres bulletins informels (notamment le *Bulletin de l'Agence d'information du SMOT* ou *IAS*). A partir de 1989, il abandonne l'enseignement pour se consacrer au journalisme professionnel. Il quitte également l'activité politique dans les clubs informels, qui se transforment alors en partis, pour devenir un observateur politique. A partir de 1989, il est correspondant de l'agence PostFactum et du service politique du journal *Kommersant'* (le service est dirigé par A. Fadin); en 1992, il écrit pour le journal syndical *Solidarnost'* (dont le rédacteur en chef est A. Isaev, du club Obščina); de 1992 à 1995, il est rédacteur de la revue *Vek XX i mir* (dont le rédacteur en chef est G. Pavlovskij). Néanmoins en 1993, il reprend quelques activités dans l'enseignement (il enseigne le latin à l'Institut international de droit, et l'histoire des Juifs dans l'empire romain dans un établissement semi-religieux). A partir de 1990, plus attaché à une voie réformiste, il se trouve en opposition à El'cin qu'il considère être un "*révolutionnaire radical*". A partir de 1990, il prend également ses distances avec le mouvement démocratique dont il critique le soutien aux mouvements séparatistes dans les républiques soviétiques. Il sympathise plutôt avec la cause des minorités russophones des républiques, notamment avec les "Interfronts" de Moldavie et de Transnistrie, défend l'idée d'un Etat multiculturel et s'oppose à celle d'une souveraineté de la Russie. En septembre-octobre 1993, il organise un meeting de soutien aux députés devant la Maison blanche.

---

<sup>21</sup> Eretičeskie mysli [Pensées hérétiques]. *EKO*, 9, 1987.

SKUBKO JURIJ SERGEEVIČ (première cohorte). Né en 1953 à Moscou, il étudie à l'Institut d'économie Plekhanov de Moscou (1970-1975) et entre en thèse à l'Institut des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Il obtient le titre de *kandidat* en économie en 1979. Il participe aux réunions du club Perestrojka, publie avec V. Kuzin la revue informelle *Točka zrenija*. Après la scission du club Perestrojka, il entre dans le club Perestrojka-88 formé par les "radicaux". Dès 1987, il prend part au groupe d'initiative de Mémorial. En 1988, il participe, avec V. Kuzin, à la création du parti Union démocratique (DS) dont la principale figure est V. Novodvorskaja. Ju. Skubko et V. Kuzin appartiennent à la fraction social-démocrate de DS (tandis que V. Novodvorskaja représente la fraction libérale).

SKVORCOV SERGEJ BORISOVIČ (première cohorte). Né en 1956 à Toula (près de Moscou). Ses parents sont enseignants dans le supérieur. Il fait des études à l'Institut polytechnique de Toula (1973-1978) et devient ingénieur dans un bureau de construction militaire à Podolsk, dans la région de Moscou. En 1976, il entre au Parti. En 1979-1980, il est instructeur d'un comité d'arrondissement du Komsomol. Il fait son service militaire pendant deux ans. En 1983, il travaille à l'Association nationale de vulgarisation scientifique et politique "Znanie". De 1984 à 1988, il s'inscrit en *aspirantura* à l'Institut d'économie de l'Académie des sciences mais ne soutient pas sa thèse. Il travaille à l'Institut d'économie et de prévision du progrès scientifique et technique de l'Académie des sciences (1986-1990). En 1986, il entre au Club d'initiatives sociales (KSI) qu'il quitte en mai 1987 pour fonder le Fonds d'initiatives sociales (FSI). Le FSI sera l'une des rares organisations informelles à s'enregistrer officiellement, ce qui constitue un stigmate aux yeux des autres informels. Il est toutefois l'une des chevilles ouvrières de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" d'août 1987. Il prend part en mai-juin 1988 aux réunions des clubs informels lors de la formation du comité organisateur du Front populaire de Moscou (MNF), mais n'entre dans cette organisation qu'après le départ des clubs non socialistes en juillet 1988. En 1989, il tente de se présenter aux élections du Congrès des députés de l'URSS dans la circonscription territoriale-nationale de Moscou (où El'cin se présente), mais sa candidature est rejetée par l'Assemblée électorale de ville. Il se rapproche du Front uni des travailleurs (OFT), opposé au mouvement démocratique. En 1990, il se présente aux élections du Congrès des députés de la RSFSR, mais sa candidature, initialement enregistrée, sera annulée par la Commission électorale centrale. La même année, il est l'un des fondateurs de la Plateforme marxiste du PCUS. En 1990, il est renvoyé de l'Institut d'économie et de prévision du progrès scientifique et technique pour ses activités politiques. En septembre 1991, il dirige le Comité pour l'union des communistes, et en 1992 (après la disparition du PCUS), il est élu secrétaire coordinateur du Comité central d'un PCUS "renouvelé" (illégal). Il se trouve à la Maison blanche les 3 et 4 octobre 1993, lors de l'assaut des troupes pro-eltsiniennes.

ŠNEJDER MIHAIL JAKOVLEVIČ (seconde cohorte). Né en 1948 à Moscou, d'un père ingénieur physicien et d'une mère expert-comptable au Conseil central de gestion des stations balnéaires des syndicats, diplômée de la faculté de droit de l'Université d'Etat de Moscou et de l'Institut de finances. Il fait ses études à l'Institut d'aviation de Moscou (MAI) de 1967 à 1972, puis travaille trois ans dans l'industrie aéronautique. Il entre ensuite à l'Institut de recherche sur l'information et les recherches technico-économiques pour la construction de machines de l'industrie pétrochimique (1975-1986). Parallèlement, il suit une formation de physique en cours du soir à l'Université d'Etat de Moscou (1976-1981). En 1986-1987, il est traducteur. De 1988 à 1990, il est chercheur à l'Institut du magnétisme, de l'ionosphère et de la diffusion des ondes radio de l'Académie des sciences. En juin 1988, il crée une section socio-politique au sein de l'association des traducteurs "Lingva" et entre en tant que représentant de "Lingva" dans le comité organisateur du Front populaire de Moscou (MNF). Il est l'un des organisateurs des meetings du MNF sur la place Pouchkine pendant l'été 1988 ("Hyde park"). Fin 1988, il est membre du Conseil de coordination du MNF. En 1989, il participe activement à la campagne électorale: il coordonne l'activité des clubs d'électeurs et groupes de soutien aux candidats, et dirige la campagne de S. Stankevič, seul informel à être élu au Congrès des députés de l'URSS. A l'issue de ces élections, il est l'un des organisateurs et dirigeants de l'Union moscovite des électeurs (union de clubs d'électeurs) (MOI). En 1990, il joue un rôle

important dans la constitution du bloc électoral Russie démocratique et dans la conduite de la campagne. Il se présente lui-même au Soviet de Moscou et au soviet de l'arrondissement Sevastopol', mais ne sera pas élu. Dans la seconde moitié de 1990, il est secrétaire du comité organisateur du Mouvement Russie démocratique, puis du Conseil de coordination, une fois le Mouvement formé. Il est proche de V. Bokser, L. Ponomarëv, G. Jakunin (groupe des "pragmatiques libéraux"). Lors de l'affrontement entre le pouvoir exécutif et le parlement en 1992, M. Šnejder organise la campagne de Russie démocratique pour un référendum sur le droit du peuple à convoquer un référendum pour la dissolution du Congrès des députés ("*référendum à deux niveaux*"). Au printemps 1993, il organise une autre campagne de Russie démocratique pour un référendum en soutien au Président El'cin. Parallèlement à ses activités au sein de Russie démocratique, il travaille pour l'exécutif moscovite: il est d'abord assistant du Président du Soviet de Moscou (G. Popov) en 1990-1991, puis conseiller du Maire (G. Popov), poste qu'il conserve jusqu'en 2001 au moins, alors que le nouveau maire (Ju. Lužkov) a destitué la plupart des membres de Russie démocratique promus par son prédécesseur. En 1993, il prend part à la constitution du bloc électoral Choix de la Russie, dirigé par E. Gajdar.

ŠOSTAKOVSKIJ VJAČESLAV NIKOLAEVIČ (seconde cohorte). Né en 1937 dans la république autonome de Tchouvachie (Ukraine). Voir son parcours jusqu'en 1990 p. 300 (encadré 14). Il est recteur de l'Ecole supérieure du Parti de Moscou (1986-1990) et l'un des dirigeants de la Plateforme démocratique du PCUS. Il se présente aux élections du Congrès des députés de la Russie en 1990 avec le soutien de Russie démocratique, mais n'est pas élu. Après son départ du PCUS en juillet 1990, il est coprésident du Conseil de Coordination du Parti Républicain de Russie. Opposé au courant social-démocrate représenté par I. Čubajs, il se prononce contre une fusion avec le Parti social-démocrate de Russie (SDPR). En 1991, il est élu coprésident du Parti républicain et dirige l'aile libérale conservatrice. Il participe également à la création du Mouvement pour les réformes démocratiques (DDR), dont il devient coprésident en décembre 1991. V. Šostakovskij est élu au Conseil des représentants du mouvement Russie démocratique (1991-1993). Modéré, il s'oppose à un soutien inconditionnel à El'cin. En octobre 1993, il quitte Russie démocratique. Il est élu député de la Douma d'Etat en 1993 sur la liste Jabloko dirigée par G. Javlinskij. A partir de 1992, il travaille à la Fondation Gorbačëv.

STANKEVIČ SERGEJ BORISOVIČ (première cohorte). Né en 1953 dans la région de Moscou. Son père, diplômé de l'Académie juridique militaire, est procureur militaire. Sa mère est bibliographe après avoir fait des études dans un institut de construction de machines et à l'Institut de la culture. S. Stankevič fait des études d'histoire à l'Institut pédagogique d'Etat de Moscou Lénine (MGPI) de 1972 à 1977. Il enseigne pendant trois ans à l'Institut du pétrole et du gaz de Moscou I. M. Gubkin et à l'Institut d'économie Plekhanov. Il entre en 1980 à l'Institut d'histoire universelle de l'Académie des sciences et y soutient une thèse de *kandidat* en histoire en 1984 sur "*la lutte au Sénat américain sur les problèmes socio-économiques (1971-1974)*". Parallèlement à son travail de chercheur, il enseigne en 1986-1987 au MGPI où il fait la connaissance d'étudiants en histoire membres du club Obščina (A. Isaev, A. Šubin). En 1987, il entre au PCUS et travaille à titre bénévole au sein du "groupe idéologique spécialisé de militants de base" du Comité du Parti de l'arrondissement Čerëmuški. Le groupe, formé par N. Krotov après la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" d'août 1987, est chargé d'étudier et d'établir des relations avec les clubs informels. Il assiste aux réunions du club Perestrojka. En 1988, il prend part à la création du Groupe interclubs du Parti (MPG), avec M. Maljutin et I. Čubajs, et du Front populaire de Moscou (MNF). En 1989, il se présente aux élections à la députation de l'URSS, avec l'appui du MNF, et est le seul informel élu au parlement soviétique. Il est membre du Conseil de coordination du Groupe interrégional des députés (MDG), première fraction d'opposition constituée par les députés démocrates. En janvier 1990, il est membre du Conseil de coordination de la Plateforme démocratique. Lors des élections de 1990, il entre au Soviet de Moscou (*Mossovet*), dont il est premier Vice-président de 1990 à 1992. Après les élections présidentielles russes remportées par El'cin en juin 1991, il est nommé Conseiller d'Etat de la RSFSR pour les relations avec les organisations sociales; en 1992, il est Conseiller d'Etat de la Fédération de Russie pour les questions politiques, puis Conseiller du Président pour les questions politiques (jusqu'en

décembre 1993). Néanmoins, au cours de l'année 1993, il se rapproche du Vice-président Ruckoj, de plus en plus opposé à El'cin. Aux élections législatives de décembre 1993, il est élu sur la liste du Parti de l'union et de la concorde de Russie (PRES), dirigé par S. Šahraj.

ŠUBIN ALEKSANDR VLADLENOVIČ (première cohorte). Né en 1965 à Moscou. Son père est lieutenant dans l'armée, puis géophysicien. Sa mère est également géophysicienne. En 1982, il entre à la faculté d'histoire de l'Institut pédagogique d'Etat Lénine de Moscou (MGPI), mais en 1983 est appelé sous les drapeaux, comme toute sa génération (bien qu'il y ait une chaire militaire au MGPI). Il décrit ces deux années de service militaire comme déterminantes dans sa prise de conscience politique, car il s'aperçoit que coexistent dans le système militaire, et par extrapolation dans la société soviétique, des éléments tenant à la fois du féodalisme et du capitalisme. En 1983, il participe de loin au Comité organisateur d'un Parti révolutionnaire marxiste, fondé en 1979-1980 par des étudiants en histoire du MGPI (Vasileveckij, Gubarev, Isaev). Fin 1985, il crée une Union des communistes fédéralistes avec ces mêmes personnes. Il revient à ses études en 1985 jusqu'en 1989, puis enseigne deux ans dans un lycée. Avant le XX<sup>ème</sup> Congrès du Komsomol au printemps 1987, ce groupe d'étudiants participe aux débats sur la redéfinition des statuts du Komsomol, et crée le club Obščina (mai 1987). A. Šubin prend part à la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" en août 1987 et à la création de la Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK). Lorsque éclate l'"affaire El'cin" en octobre-novembre 1987, il s'oppose à l'autre leader du club Obščina, A. Isaev, qui se prononce pour un soutien à El'cin. En 1988, A. Šubin prend part à la création du Front populaire de Moscou (MNF), mais le quitte deux mois plus tard avec d'autres clubs informels qui refusent de limiter l'entrée du Front aux seuls socialistes. Fin 1989-1990, son engagement s'oriente dans trois directions: (i) le mouvement anarchiste: il participe à la création de la Confédération des anarcho-syndicalistes (KAS) avec les membres d'Obščina, (ii) le mouvement écologiste: en 1990, il est coprésident de l'Organisation moscovite du Parti des verts, et en 1991, coprésident du Parti des verts de Russie, (iii) le rapprochement entre les milieux politiques issus du mouvement informel et les milieux syndicaux: il participe à la création de la Confédération du travail, est observateur du journal *Solidarnost'* des syndicats moscovites (dont A. Isaev est rédacteur en chef). Après avoir enseigné dans le secondaire en 1989-1990, il entre à l'Institut d'histoire universelle de l'Académie des sciences et y soutient en 1993 une thèse sur la "*question de la révolution sociale dans l'idéologie de l'émigration anarchiste russe des années 1920 et 1930 (à partir des périodiques de l'émigration)*". Il combine une carrière de chercheur et de militant politique, essentiellement dans le mouvement écologiste.

SURIKOV IGOR' MIHAILOVIČ (seconde cohorte). Né en 1930 à Leningrad, d'un père technicien, exclu du Parti en 1935, puis combattant au front pendant la guerre, et d'une mère comptable. Il fait des études de biologie à l'Université d'Etat de Leningrad (LGU) (1948-1953) et soutient sa thèse en 1957. De 1957 à 1965, il travaille à l'Institut de cytologie de Leningrad de l'Académie des sciences, puis à l'Institut national d'horticulture (1965-1987). Il soutient une thèse de doctorat (*doktor*) en 1972 sur la génétique des plantes. N'étant pas membre du Parti, il ne peut diriger de laboratoire de recherche que tardivement (en 1983). En 1987, il part à Moscou, à l'Institut de biotechnologies agricoles de l'Académie des sciences agricoles, où il dirige un laboratoire de cytogénétique. Il obtient le titre de professeur et de membre correspondant de l'Académie des sciences naturelles. En 1988, il collabore à Mémorial. En 1989, il entre au Conseil de coordination du Front populaire de Moscou (MNF) et dirige la campagne électorale du généticien N. Voroncov au Congrès des députés de l'URSS, lequel se présente au titre du quota de l'Académie des sciences. Il appartient à l'aile non socialiste du MNF (aile libérale). En octobre 1989, il participe à la création de l'Union des constitutionnels-démocrates (cadets). Aux élections de 1990 au Congrès des députés de la RSFSR, il se présente dans la même circonscription qu'un autre démocrate, proche d'El'cin et membre de l'Union moscovite des électeurs. I. Surikov n'est pas élu. Il cesse ses activités scientifiques pour se consacrer à sa carrière politique. Il est tout d'abord élu coprésident, avec V. Zolotarëv et M. Globačëv, du Parti des constitutionnels-démocrates (PKD). Après un conflit avec Zolotarëv, il rejoint en 1991 le parti cadet concurrent, Parti constitutionnel-démocrate – Parti de la liberté du peuple

(KDP-PNS), dirigé par le député de la Russie M. Astaf'ev. Mais en 1992, il s'oppose à l'orientation de plus en plus nationaliste de ce parti et se fait exclure. Aux élections de 1993 à la Douma d'Etat, il est de nouveau chef de campagne de N. Voroncov, candidat de Choix de la Russie, ainsi que de l'économiste Medvedev.

TOLSTOJ MIHAIL NIKITIČ (seconde cohorte). Né en 1940 à Leningrad. Petit-fils de l'écrivain Alexis Tolstoï (du côté paternel) et du poète Mikhail Lozinski (du côté maternel). Son père est professeur de physique à l'Académie de l'Armée de l'Air et à l'Université d'Etat de Leningrad (LGU). Sa mère est secrétaire dans un institut de médecine. Il entre à la faculté de physique du LGU en 1957, soutient une thèse de *kandidat* en 1967 à l'Institut d'optique d'Etat Vavilov de Leningrad où il est chercheur depuis 1965. Il se spécialise dans les travaux sur le laser (domaine militaire). En 1971, il dirige un laboratoire et en 1978 soutient sa thèse de *doktor*. En 1989, il se présente aux élections à la députation de l'URSS, mais n'est pas élu. En 1990, il est élu député de la Russie, soutenu par le bloc "Elections démocratiques-90". Il est président du Sous-comité pour les relations culturelles et scientifiques avec les pays étrangers du Comité pour les relations internationales et les relations économiques extérieures du Soviet suprême de la RSFSR. A la première session du Congrès en mai 1990, il entre dans la fraction *Smena-Novaja politika*, distincte de la fraction Russie démocratique. En 1990-1991, il est également vice-président du Parti démocratique de Russie (DPR), dirigé par N. Travkin. Il appartient à la "fraction libre démocratique", qui deviendra "fraction libérale", aux côtés de A. Muraš'ev et G. Kasparov. En 1992, il obtient le diplôme de l'Académie diplomatique du ministère des Affaires étrangères. En octobre 1993, il n'assiste pas à la session du Congrès des députés de la Russie convoquée par les opposants à El'cin. En décembre, il se présente sur la liste du Parti de l'unité russe et de la concorde (PRES) de S. Šahraj, mais n'est pas élu.

TRAVKIN NIKOLAJ IL'IČ (seconde cohorte). Né en 1946 dans un village près de Šahovskaja, dans la région de Moscou. Son père est fonctionnaire du Parti, sa mère institutrice. Il fait des études de mathématiques et de physique à l'Institut pédagogique de Kolomenskoïé, près de Moscou. En 1967, il interrompt ses études pour faire son service militaire. A partir de 1969, il travaille comme ouvrier, chef d'équipe puis ingénieur à la Direction de constructions pour l'agriculture de la région de Moscou (*Glavmosobl'sel'stroj*). Il entre au Parti en 1970. Il étudie parallèlement au Lycée technique du bâtiment de Klin (région de Moscou). Il devient célèbre dans la presse après la période brejnévienne pour avoir mis sur pied un système de réalisation des travaux par des équipes autonomes, considéré comme une méthode "novatrice". Il est délégué aux XXVI<sup>ème</sup> et XXVII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS en 1981 et 1986. En 1986, il est décoré de la médaille de Héros du travail socialiste. En 1987, il devient vice-directeur du *Glavmosobl'sel'stroj*. En 1988, il est délégué de la région de Moscou à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti. En 1989-1990, il étudie à l'Ecole Supérieure du Parti de Moscou. Il est élu député de l'URSS en 1989 et siège au Soviet suprême. Il est membre du Comité du Soviet suprême pour le travail des soviets, le développement de la gestion et de l'autogestion, dont il préside un sous-comité en 1990. N. Travkin entre dans le Groupe interrégional des députés (MDG), fraction d'opposition des députés démocrates. Il est également membre de la Plateforme démocratique du PCUS depuis janvier 1990. Au lendemain de son élection, il quitte le PCUS pour fonder un parti d'opposition: le Parti démocratique de Russie (DPR). Il refuse d'entrer dans le mouvement Russie démocratique à sa création (octobre 1990), mais y adhère sous la pression d'une partie des membres du DPR. Fin 1991, il quitte Russie démocratique (DR) et fonde un bloc d'opposants à DR avec le Mouvement démocrate-chrétien de Russie (RHDD) de V. Aksjučic et le Parti constitutionnel-démocrate – Parti de la liberté du peuple (KDP-PNS) de M. Astaf'ev. Enfin en 1992, son parti entre dans l'Union civique qui réunit les forces "centristes". Fin 1991, il est nommé par El'cin chef de l'administration locale de Šahovskaja. En avril 1993, au lendemain du référendum sur la confiance au Président et aux députés<sup>22</sup>, il démissionne de son poste de député (une majorité d'électeurs s'étant prononcée pour l'élection anticipée du parlement). En décembre 1993, le DPR présente une liste autonome et N. Travkin est élu.

---

<sup>22</sup> Cf. la chronologie p. 559 et suiv.

URAŽCEV VITALIJ GEORGIEVIČ (seconde cohorte). Né en 1944 dans une petite ville ouvrière de la région de Khabarovsk. Après une formation dans une école militaire supérieure de parachutisme (1967), il commence sa carrière dans l'Armée de l'air au grade d'officier d'état-major des troupes aéroportées. Il entre au Parti en 1965. Il étudie à l'Académie politique militaire Lénine et passe à la Direction générale politique de l'Armée soviétique et de la Flotte de l'URSS. En 1979-1981, il est chef adjoint du service politique de la Division blindée en Pologne. De retour en URSS, il enseigne la philosophie à l'Ecole supérieure interarmes de commandement de Moscou jusqu'en 1989. Il est également diplômé de la faculté de journalisme de l'Université d'Etat de Moscou. Il est exclu du Parti en février 1989, officiellement "*pour prises de position démagogiques contre les Forces armées de l'URSS*", en fait pour avoir refusé en septembre 1988 de céder sa place de candidat à la députation au Soviet de Moscou au général commandant la Région militaire de Moscou (la candidature d'Uražcev avait été proposée par ses élèves). En décembre 1988, il forme le noyau d'une Union pour la protection sociale des militaires, baptisée "Ščit" (Bouclier) lors de son congrès constitutif en mars 1989. Début mars 1989, il entre au Front populaire de Moscou (MNF), dont il devient membre du Conseil de coordination. Il appartient à la majorité socialiste, mais tente de dépasser les dissensions idéologiques au sein du Front. Soutenu par le MNF, il se porte candidat aux élections de 1989 à la députation de l'URSS, mais sa candidature n'est pas enregistrée. En 1990, il est élu député de la Russie. Il entre dans la fraction Russie démocratique et dans celle des Démocrates radicaux. Après avril 1993, il sort de ces deux fractions et déclare son intention de soutenir la candidature de Ruckoj aux prochaines élections présidentielles. Son groupe Ščit entre dans l'Union civique, dont Ruckoj est membre. En septembre-octobre 1993, il participe à la défense de la Maison blanche et organise une manifestation de soutien aux députés le 3 octobre.

VAHNINA LJUDMILA VSEVOLODOVNA (seconde cohorte). Née en 1945 à Leningrad, d'un père diplômé de l'Institut polytechnique de Sverdlovsk (Oural), enseignant de mathématiques puis chercheur dans le domaine spatial, et d'une mère enseignante de radiotechnique. L. Vahnina étudie à la faculté de physique et de mathématiques de l'Université d'Etat de Moscou, à la chaire de biophysique (1963-1969). Elle travaille cinq ans dans un institut d'agroalimentaire, puis à l'Institut de physique chimique de l'Académie des sciences. Elle soutient une thèse de *kandidat* en 1985. En 1989, au moment des élections au Congrès des députés de l'URSS, elle prend une part active à la création du Club d'électeurs de l'Académie des sciences (KIAN), qui soutient la candidature de chercheurs de renommée nationale devant être désignés directement par l'Académie des sciences. Lorsque les leaders de l'Union moscovite des électeurs (MOI) réunissent les différents clubs d'électeurs d'arrondissement de Moscou après les élections, L. Vahnina est l'une des opposantes à cette mise sous tutelle. Le KIAN n'entre pas dans le MOI. En revanche, il devient membre du mouvement Russie démocratique, organisé par les mêmes dirigeants du MOI en octobre 1990. L. Vahnina n'a pas quitté son poste de chercheur après 1990 et reste toujours membre du KIAN.

VERHOVSKIJ ALEKSANDR MARKOVIČ (première cohorte). Né en 1962 à Moscou. Sa mère est chimiste dans un institut d'armement. Il fait des études de mathématiques appliquées (informatique) à l'Institut de technique du pétrole (1979-1984). Dès sa sortie de l'université en automne 1990, il est programmeur dans des institutions du complexe pétrolier. En 1982, il fait la rencontre d'un groupe qui reproduit des samizdats par l'intermédiaire d'étudiants de son institut, et participe à leur travail. En 1983, les autres membres sont arrêtés, mais lui n'est pas découvert. Il fait la connaissance d'Anatolij Papp à cette période. A partir de 1984, il continue de reproduire des samizdats à plus petite échelle et rédige un ouvrage sur l'histoire du PCUS que la dissidente Larissa Bogoraz fait passer en Occident. En 1987, voyant que se constitue un mouvement politique plus ouvert que la dissidence, il essaie de trouver des moyens d'y accéder: il contacte ses anciennes relations, sans résultats. Il se met en quête d'un groupe non socialiste qui ne soit pas un héritier du mouvement dissident. Début 1988, son choix se porte sur le groupe Dignité des citoyens, dirigé par V. Zolotarëv. Il fait partie de la rédaction du bulletin du club (*Graždanskoe dostoinstvo*) Il assiste également aux réunions du club Perestrojka, puis Perestrojka démocratique. Lorsque le groupe Dignité des citoyens décide de

se transformer en parti, A. Verhovskij et A. Papp le quittent pour fonder un journal. Leur objectif est de donner une nouvelle impulsion au mouvement informel en contribuant à le rendre plus lisible et à créer autour de lui une sorte de "champ intellectuel". Après une tentative infructueuse, ils créent en avril 1989, avec V. Pribylovskij et V. Igrunov, le journal *Panorama*, dont A. Verhovskij devient le rédacteur en chef. A partir de 1991, il dirige le Groupe d'information et d'expertise politique "Panorama". En 1992-1993, il met au point les programmes des bases de données (sur les biographies d'hommes politiques, les institutions politiques de la Russie, etc.) qui sont l'une des principales ressources de Panorama.

VODOLAZOV GRIGORIJ GRIGOR'EVIC (seconde cohorte). Né en 1938. Son père est l'un des organisateurs du Komsomol après la Révolution et reçoit le titre de Héros de la guerre civile. Il fait des études d'histoire et de philosophie à l'Université d'Etat de Moscou (MGU). En 1930, il est arrêté pour avoir soutenu le groupe de Boukharine, condamné à mort, puis sa peine est commuée à dix ans de camp. Il est arrêté à plusieurs reprises (sa dernière arrestation date de 1948). Il aura passé au total 25 ans en camp. G.G. Vodolazov fait ses études à la faculté de journalisme du MGU (il ne peut entrer à la faculté de philosophie en tant qu'enfant d'"ennemi du peuple"). Il enseigne la philosophie à la faculté d'économie du MGU. Dans les années 1960, il est proche de l'aile réformatrice du Parti, dont il membre depuis 1963. Il collabore à la revue *Novyj mir* de Tvardovsky et publie notamment un article remarqué sur Gramsci. Il travaille également aux *Izvestija*. G. Vodolazov est un "soixantard". Il obtient le titre de *kandidat* en histoire en 1967 et de *doktor* en philosophie en 1977. Pendant la perestrojka, il est professeur à l'Académie des sciences sociales près le Comité central du PCUS et rédacteur de la revue *Problemy mira i socializma*. Il est l'un des contributeurs à l'ouvrage de référence édité par Jurij Afanas'ev, *La seule issue*<sup>23</sup>. Il entre dans la Plateforme démocratique du PCUS en janvier 1990. Lorsque la majorité décide de quitter le Parti en juillet 1990, il reste membre du PCUS pour poursuivre une tentative de réforme de l'intérieur. Il est, avec V. Lipickij, l'un des dirigeants du Parti démocratique des communistes de Russie (DPKR, parti organisé au sein du PCUS), qui deviendra en 1991 le Parti populaire "Russie libre" (NPSR), dont le Vice-président de la Russie A. Ruckoj sera coprésident. G. Vodolazov travaille après 1990 au sein de la Fondation Gorbačëv. A l'automne 1993, il quitte le NPSR pour rejoindre le parti de T. Gdljan (Parti populaire).

VOLKOV LEONID BORISOVIC (première cohorte). Né en 1929 à Moscou de parents juifs, ingénieurs, diplômés de l'enseignement secondaire. Ses grands-parents avaient été l'un éditeur, l'autre pianiste. L. Volkov fait des études de droit à l'Université d'Etat de Moscou (1947-1952). De 1952 à 1961, il est juriste dans une entreprise du ministère de la Construction de l'URSS. Il entre au Parti en 1955. De 1961 à 1965, il est expert du service des contrats de la Banque du commerce extérieur de l'URSS. En 1965, il devient chercheur à l'Institut de l'Etat et du droit, soutient une thèse de *kandidat* en droit en 1967 sur l'Espagne franquiste ("*doctrine politique et pratique du fascisme contemporain*"). En 1970, il est contraint de démissionner de cet institut car le KGB a découvert qu'il organisait un séminaire semi-clandestin chez lui. De 1970 à 1990, il est chercheur à l'Institut d'information scientifique sur les sciences sociales (INION) de l'Académie des sciences. En 1988, il entre dans le club Perestrojka démocratique et devient membre de sa direction. Il est aussi l'un des organisateurs du Groupe interclubs du Parti (MPG) en juin 1988. Début 1990, il participe à la création de l'Association social-démocrate (SDA). Il devient en mai 1990 membre de l'organe dirigeant du Parti social-démocrate de Russie (SDPR), et coprésident du parti en 1991 (avec B. Orlov et O. Rumjancev). En 1992, il ne se présente pas à la présidence du SDPR (devenue présidence unique). En 1991-1992, il représente le Parti social-démocrate au Conseil de coordination de Russie démocratique. En 1990, il est élu député de la Russie. Il est membre de la Commission constitutionnelle, dirigée par O. Rumjancev (également membre du club Perestrojka et du SDPR), du Comité du Soviet suprême pour les droits de l'homme et du Comité pour les affaires internationales et les relations économiques extérieures. En septembre 1993, il soutient El'cin.

---

<sup>23</sup> G. VODOLAZOV. Kto vinovat, čto delat' i kakoj ščet ? [Qui est coupable, que faire et où en sommes-nous ?] In Ju. AFANAS'EV dir. *Inogo ne dano*. Moscou, Progress, 1988, p. 441-467.



ZASLAVSKIJ IL'A IOSIFOVIČ (seconde cohorte). Né en 1960 à Moscou. Diplômé de l'Institut de Textile de Moscou en 1981, il soutient une thèse de chimie (1989) et travaille dans ce même institut jusqu'en 1989. En 1989, il est présenté aux élections à la députation de l'URSS par l'Association des handicapés d'un arrondissement de Moscou. Il est l'un des quinze candidats signataires du télégramme de soutien à El'cin contre le Comité central du PCUS, rédigé par S. Stankevič. I. Zaslavskij est membre du club d'électeurs Obnovlenie (Renouveau). Une fois élu au Congrès des députés de l'URSS, il rejoint le Club des députés (démocrates) de Moscou, noyau du futur Groupe interrégional des députés (MGD) dont il est l'un des organisateurs. Il est Vice-président du Comité du Soviet suprême de l'URSS pour les anciens combattants et les handicapés. Il prend une part active à la création de l'Union moscovite des électeurs (MOI) puis à celle du bloc électoral Russie Démocratique. En 1990, il se présente aux élections du soviet de l'arrondissement Octobre de Moscou et en devient président. En 1991, à la suite de conflits avec le soviet et de scandales liés au cumul de ses fonctions officielles avec des activités commerciales, il démissionne. Il devient représentant plénipotentiaire (conseiller principal) du maire de Moscou (G. Popov). I. Zaslavskij est un membre dirigeant du mouvement Russie démocratique, proche de V. Bokser, et joue un rôle important dans l'organisation moscovite (il en est coprésident en 1991). Il s'investit plus particulièrement dans la défense de la politique de privatisation du gouvernement et de soutien aux petits entrepreneurs. En 1993, il est élu coprésident du mouvement au niveau national. En décembre 1993, il est élu député à la Douma d'Etat sur la liste Choix de la Russie conduite par Gajdar.

ŽIRINOVSKIJ VLADIMIR VOL'FOVIČ (seconde cohorte). Né en 1956 à Alma-Ata (Kazakhstan) d'un père juriste<sup>24</sup>. En 1964-1970, il étudie à l'Institut des langues orientales de l'Université d'Etat de Moscou (devenu Institut des pays d'Asie et d'Afrique), où il apprend le turc. En 1965-1967, il étudie également à la faculté des relations internationales de l'Université du marxisme-léninisme. En 1969-1970, il est secrétaire du bureau du Komsomol de cinquième année de l'Institut des langues orientales. Il suit également les cours du soir de la faculté de droit du MGU. Il fait un stage en Turquie où il est traducteur dans une usine métallurgique, mais est renvoyé au bout de quelques mois par les autorités turques pour "propagande communiste". Il revient en URSS et fait son service militaire à Tbilissi en Géorgie (1970-1972). Il travaille par la suite au Comité soviétique pour la paix, au département de l'Europe occidentale (1973-1975). De 1975 à 1983, il travaille au barreau pour les contentieux internationaux (*Injurkollegija*). De 1984 à 1991, il dirige le service juridique des éditions "Mir". En mai 1988, il participe au congrès constitutif du parti Union démocratique (DS) et réclame que cette organisation, qui se veut le premier parti d'opposition et ne reconnaît pas le rôle dirigeant du PCUS consacré par la Constitution, respecte la Constitution. Dès cette période, il est fortement soupçonné d'être envoyé par le KGB dans le mouvement informel. Il n'entre pas dans l'Union démocratique. En 1989, il s'associe à un groupe exclu de l'Union démocratique (Bogačëv, Ubožko) pour fonder en mars 1990 le Parti Libéral-démocratique d'Union soviétique (LDPSS). Ce parti est l'un des initiateurs du Bloc centriste des partis et mouvements, qui entre en pourparler avec le Vice-président du Soviet suprême de l'URSS, A. Lukjanov, pour la formation d'un éventuel "gouvernement d'unité nationale" (automne 1990). En juin 1991, il présente sa candidature à la présidence de la Russie (grâce à la signature de 500 députés) et arrive, avec 7,81 % des voix, en troisième position après B. El'cin et l'ancien Premier ministre soviétique N. Ryžkov. Il joue sur le registre nationaliste. En décembre 1993, son parti est celui qui obtient le plus de voix au scrutin de liste (23 %), devant Choix de la Russie de Gajdar (15,5 %) et le Parti communiste (12,4 %) (cf. annexe p. 501). Žirinovskij est régulièrement élu depuis 1993 au parlement russe.

ZOLO TARĚV VIKTOR BORISOVIČ (première cohorte). Né en 1960 à Moscou. Son père est diplômé de la faculté de journalisme de l'Université d'Etat de Moscou (MGU) et écrivain. Au début des années 1980, il participe au mouvement de la défense des droits de l'homme en aidant des victimes d'erreurs judiciaires à sortir de prison. Sa mère est spécialiste de littérature, diplômée

---

<sup>24</sup> C'est la version de Žirinovskij. Selon d'autres sources, son père travaillait au service de la planification d'une entreprise de confection et de chaussures.

de l'Institut pédagogique de Moscou et *kandidat*. V. Zolotarëv fait des études de géographie au MGU (1979-1983), puis devient enseignant dans un lycée de Moscou jusqu'en 1986. Il quitte le Komsomol en 1986. Il travaille deux ans dans un institut de recherche. En 1987, après avoir envoyé une lettre à la *Komsomol'skaja Pravda* sur les activités d'un petit groupe qu'il a constitué (Hep Fédération), il fait la connaissance de G. Pavlovskij et G. Pel'man, qui étudient le courrier des lecteurs de la rubrique "Inventions sociales" du journal. Zolotarëv participe à la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" et y présente le projet "Dignité des citoyens", axé sur la réforme de la justice, dans la continuité des activités de son père. Il est à l'origine du groupe Dignité des citoyens. Il entre également dans le Club d'initiatives sociales (KSI) et le club Perestrojka. En 1988, il participe à la création de la coopérative d'information Fakt et y travaille. Il est rédacteur en chef du bulletin *Graždanskoe Dostoinstvo*, publié par le groupe Dignité des citoyens. En 1989, il fonde l'Union des constitutionnels-démocrates (SKD) puis le Parti des constitutionnels-démocrates (PKD). Son parti, d'orientation libérale, essaie de se rapprocher du Parti de la liberté économique de K. Borovoj, président de la Bourse de marchandises et de matières premières de Russie. V. Zolotarëv oriente parallèlement sa carrière professionnelle vers le journalisme. En 1993, il travaille à l'agence PostFactum (issue de la coopérative Fakt), dirigée par Pavlovskij.

ZOLOOTARËVA ANNA BORISOVNA (première cohorte). Née en 1969 à Moscou. Sœur de Viktor Zolotarëv. Elle participe au mouvement informel au sortir de ses études secondaires. Elle est membre du groupe Dignité des citoyens, dirigé par son frère. Elle entre dans le club Perestrojka, puis dans Perestrojka démocratique. Elle est rédactrice du service politique du bulletin *Graždanskoe Dostoinstvo* et travaille pendant deux ans à la coopérative d'information Fakt, avec son frère. Elle prend part à la transformation de Dignité des citoyens en parti constitutionnel-démocrate. A partir de 1990, elle fait des études à l'Académie de droit de Moscou et soutient une thèse sur les finances publiques. En 1993, elle est expert auprès des fractions parlementaires Choix de la Russie de Gajdar et Notre maison la Russie.

## 2/ Informels et démocrates hors échantillon

GOLOVKOV ANDREJ LEONARDOVIČ (seconde cohorte). Né en 1956 à Severomorsk, dans la région de Mourmansk. Il étudie à l'Institut de construction de machines électroniques de Moscou où il reçoit le titre d'ingénieur mathématicien (1974-1979). De 1981 à 1986, il travaille à l'Institut central d'économie mathématique (CEMI) de l'Académie des sciences. Il soutient une thèse de *kandidat* en économie. De 1986 à 1990, il travaille à l'Institut d'économie de l'Académie des sciences. En 1989, il prend part à la constitution du Club d'électeurs de l'Académie des sciences (KIAN). Il est l'un des "grands électeurs" de l'Académie des sciences, délégué par le KIAN, pour la désignation de 25 candidats à la députation de l'URSS. Il participe activement à la création du Groupe interrégional des députés et devient l'adjoint du secrétaire, A. Murašëv. En septembre 1990, il est conseiller du Haut conseil consultatif près le Président du Soviet suprême de la RSFSR (B. El'cin), dirigé par G. Burbulis. En 1991, il dirige le Service d'analyse et de planification de la politique et est conseiller du Secrétariat d'Etat de la RSFSR. C'est entre autres par son intermédiaire que Burbulis entre en contact avec Gajdar et son équipe de "jeunes économistes réformateurs". Après la formation du "gouvernement des réformes" en novembre 1991, Golovkov devient assistant du Vice-premier ministre pour les questions économiques, puis chef de l'appareil du Gouvernement. Il est en conflit avec le chef de l'Administration présidentielle (Jurij Petrov). En janvier 1993, après l'arrivée de V. Černomyrdin au poste de Premier ministre, il est nommé conseiller du Président du gouvernement. Il dirige, avec A. Murašëv, le Comité pour la création de la Fondation de politique conservatrice libérale Margaret Thatcher. En avril 1993, il devient directeur exécutif de l'Association des entreprises privatisables et privées (dont le président est E. Gajdar et le vice-président P. Filippov). Enfin, il entre en juin 1993 dans le bloc électoral Choix de la Russie mené par Gajdar et se trouve parmi les cinq premiers de la liste pour les élections à la Douma d'Etat. Il est élu député et entre au Comité pour le budget, les impôts, les banques et les finances.

ŠAHNOVSKIJ VASILIJ SAVEL'EVič (seconde cohorte). Né en 1957 à Moscou. Il étudie à l'Institut de construction de machines électroniques de Moscou et reçoit la spécialité d'ingénieur électronicien (1974-1979). De 1979 à 1989, il travaille à l'Institut d'énergie atomique Kourtchatov. En 1989, il entre au Club du Parti de Moscou (MPK) et en 1990 à la Plateforme démocratique du PCUS. En 1990-1991, il dirige l'Administration du Soviet de Moscou, présidé alors par G. Popov, et de 1991 à 1997, l'Administration du maire de Moscou, Ju. Lužkov.

### 3/ Autres personnes citées

AFANAS'EV JURIJ NIKOLAEVIČ. Né en 1934 dans un village près d'Oulianovsk, dans l'Oural. Il fait des études d'histoire à l'Université d'Etat de Moscou (1952-1957). De 1957 à 1964, il travaille dans l'appareil du Comité régional du Komsomol de Krasnoïarsk. Il entre au Parti en 1961. Il est par la suite membre suppléant du Comité central du Komsomol de l'URSS. En 1968, il travaille à une thèse d'histoire à l'Académie des sciences sociales près le Comité central du PCUS sur l'"*historiographie française contemporaine bourgeoise de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre*", qu'il soutient en 1971. De 1971 à 1981, il est professeur d'histoire, secrétaire du comité du Parti, puis recteur adjoint de l'Ecole Supérieure du Komsomol près le Comité central du Komsomol. En 1980, il soutient une thèse de *doktor* sur l'école des Annales à l'Académie des sciences sociales près le Comité central du PCUS. De 1982 à 1986, il est chercheur puis chef du secteur de l'histoire de la culture à l'Institut d'histoire universelle de l'Académie des sciences. En décembre 1986, il devient recteur de l'Institut d'archives et d'histoire de Moscou. De 1983 à 1991, il est également rédacteur de la rubrique "histoire" de la revue théorique *Kommunist* du Comité central du PCUS. A partir de 1987, il publie des articles contre les communistes orthodoxes. En 1988, il édite le recueil pro-perestrojka *La seule issue*<sup>25</sup>. En juin 1988, il est élu délégué de la ville de Moscou à la XIX<sup>ème</sup> Conférence nationale du Parti grâce à une mobilisation des informels en sa faveur. Il est membre de Mémorial, de la Plateforme démocratique du PCUS. En 1989, il est élu député de l'URSS, puis membre du Soviet suprême. Il est également coprésident du Groupe interrégional des députés (MDG). En 1990, il entre dans le mouvement Russie démocratique, dont il sera coprésident en 1991 et 1992. En avril 1992, il passe dans l'opposition au gouvernement Gajdar et quitte Russie démocratique. En 1991, il est élu député de la Russie lors d'une élection partielle.

ŠAHRAJ SERGEJ MIHAJLOVIČ (né en 1956) est juriste de formation. En 1989, il devient conseiller technique de la Commission des lois du Soviet suprême de l'URSS, appelé à ce poste avant tout pour ses compétences en informatique (Šahraj dirige le laboratoire d'"informatique et cybernétique juridique" de l'Université d'Etat de Moscou de 1987 à 1990). Elu député de la RSFSR en 1990, il prend la direction de la Commission des lois du Soviet suprême en juillet 1990. Il prend part à la constitution de la mouvance "centriste" en adhérant à la fraction *Smena-Novaja politika* en 1990-1991, puis au groupe "Centre gauche". Après les élections présidentielles de juin 1991, il passe dans l'exécutif: d'abord nommé Conseiller d'Etat pour les questions juridiques, il devient Vice-président du "gouvernement des réformes" chargé de superviser le Comité d'Etat de Russie à la politique nationale, les ministères de la Justice, de l'Intérieur et de la Sécurité. Parallèlement (janvier-mai 1992), il prend la tête de la Direction juridique de l'Etat (GPU), directement subordonnée au Président, dont les compétences ne font que croître au détriment du ministère de la Justice et de l'Administration présidentielle. Il démissionne de son poste au gouvernement fin mars 1992 en raison de conflits avec le chef de l'Administration présidentielle, Jurij Petrov. D'avril 1992 à avril 1993, il travaille à un projet de Constitution, puis prend part à la Conférence constitutionnelle créée par El'cin en juin 1993. En novembre 1992, il revient au gouvernement au poste de Président par intérim du Comité d'Etat à la politique nationale.

ZASLAVSKAJA TAT'JANA IVANOVNA. Née en 1927. Elle étudie l'économie à l'Université d'Etat de Moscou, devient *kandidat* en 1956 et *doktor* en 1965. De 1950 à 1963, elle travaille dans des instituts de recherche à Moscou, puis en 1963 part à Novossibirsk, à l'Institut d'économie et

---

<sup>25</sup> Ju. AFANAS'EV dir. *Inogo ne dano*. Moscou, Progress, 1988.

d'organisation de la production industrielle (IEOPP) de l'Académie des sciences. En 1968, elle est élue membre-correspondant, puis en 1980 membre de l'Académie des sciences, à la direction de l'économie. Elle est vice-présidente (1972-1986) puis présidente (1986-1991) de l'Association soviétique de sociologie (SSA). En 1989, elle est élue députée de l'URSS. En 1991, elle est nommée membre du Haut conseil consultatif près le Président du Soviet suprême de la RSFSR (dirigé par Burbulis). De 1988 à 1992, elle dirige le Centre d'étude de l'opinion publique (VCIOM).

**PRINCIPALES ORGANISATIONS DU MOUVEMENT INFORMEL/DEMOCRATIQUE DE MOSCOU (CREEES  
EN 1986-1990)**

Club d'initiatives sociales (KSI) .....	542
Club Perestrojka .....	543
Club Perestrojka démocratique .....	543
Club historico-politique "Obščina" .....	544
Club socio-politique de l'URSS (VSPK).....	545
Séminaire "Démocratie et humanisme".....	545
Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK).....	546
Société d'histoire et de culture de l'URSS "Mémorial" .....	546
Projet "Dignité des citoyens" (GD) .....	547
Club Perestrojka-88.....	548
Union démocratique (DS) .....	548
Front populaire de Moscou (MNF) .....	549
Union des électeurs de Moscou (MOI) .....	550
Club d'électeurs de l'Académie des sciences de l'URSS (KIAN).....	551
Russie démocratique.....	551
Groupe Interclubs du Parti (MPG) .....	552
Club du Parti de Moscou (MPK).....	552
Organisation interclubs du Parti (MPO).....	552
Plateforme démocratique du PCUS.....	553
Association social-démocrate (SDA) .....	554
Comité moscovite des nouveaux socialistes (MKNS) .....	554
Confédération des anarcho-syndicalistes (KAS).....	554
Parti du travail ( <i>Partija Truda</i> ) .....	554
Union des constitutionnels-démocrates (SKD) .....	555
Parti des constitutionnels-démocrates (PKD).....	555
Mouvement démocrate chrétien de Russie (RHDD).....	555
Union démocrate-chrétienne de Russie (HDSR).....	555
Parti constitutionnel-démocrate – Parti de la liberté du peuple (KDP-PNS).....	556
Parti démocrate-chrétien de Russie (RHDP).....	556
Parti démocratique de Russie (DPR).....	556
Parti républicain de la Fédération de Russie (RPRF).....	557
Parti populaire Russie libre (NPSR).....	557
Parti du travail libre (PST) .....	557
<i>Vek XX i mir</i> (Le XIX <sup>ème</sup> siècle et la paix).....	558
Agence "PostFactum" et <i>Kommersant</i> " .....	558
<i>Panorama</i> .....	558

## I/ Clubs de la première période: 1986-printemps 1988<sup>1</sup>

### 1/ Clubs préexistant à la réunion d'août 1987

#### Club d'initiatives sociales (*Klub social'nyh iniciativ*, KSI)

Le Club d'initiatives sociales est créé en septembre 1986 par G. Pel'man (ancien étudiant de T. Zaslavskaja à l'Université de Novossibirsk), M. Maljutin (enseignant de philosophie à l'Académie agricole Timiriazev de Moscou), G. Pavlovskij (ancien rédacteur de la revue dissidente *Poiski*) et B. Kagarlickij (membre du groupe dissident des "Jeunes socialistes").

Le KSI utilise des infrastructures officielles pour mettre en œuvre certains projets. Il trouve appui tout d'abord auprès du club Notre Arbat (*Naš Arbat*), créé en 1985 par les autorités afin de réanimer le quartier central de l'Arbat. C'est plus exactement le champion d'échecs Garri Kasparov, à l'époque membre du Comité central du Komsomol et dirigeant du club Computer dans la nébuleuse de Notre Arbat, qui met un ordinateur et un local à la disposition du KSI. Par leurs relations avec des journalistes de la *Komsomol'skaja pravda*, organe du Comité central du Komsomol, les membres du KSI obtiennent les milliers de lettres de lecteurs reçues au titre de la rubrique "Brevets d'inventions sociales" et entreprennent de les classer pour faire émerger des propositions de réformes "d'en bas". Le club entretient aussi des relations étroites avec l'Association soviétique de sociologie (SSA), présidée par T. Zaslavskaja. Deux ou trois conférences communes sont organisées fin 1986 autour des lettres de la *Komsomol'skaja pravda* exploitées par le KSI. En 1987, le club, expulsé de ses locaux pour avoir transmis des informations à la *Komsomol'skaja pravda* sur des exactions commises par les forces de l'ordre lors d'une manifestation de hippies à Moscou, se fait héberger par l'Association de sociologie. Enfin, le KSI est en relation avec le Parti par l'intermédiaire de deux de ses membres, qui engagent des pourparlers avec le comité du Parti de l'arrondissement (*rajkom*) Brejnev à Moscou et le Comité de la ville de Moscou (*gorkom*) pour organiser la première réunion nationale des clubs informels, qui se déroulera en août 1987. Il s'agit de la "Rencontre-dialogue d'information 'Initiatives de la société dans la perestrojka'", souvent définie comme le congrès constitutif du "mouvement informel". Par son rôle dans la préparation de cette conférence, le KSI s'impose comme un club central dans le mouvement.

Dès le lendemain de la réunion, le KSI se divise en deux. L'aile gauche, marxiste, entend donner une coloration politique au club et à l'ensemble du mouvement informel. Ses représentants (Maljutin et Kagarlickij) créent le groupe Initiative socialiste (*Socialističeskaja iniciativa*, SI). Les autres dirigeants du KSI (Pel'man, Pavlovskij, Igrunov) refusent, quant à eux, de figer leur club dans une définition politique. C'est cette dernière tendance qui l'emporte au sein du KSI, tandis que l'aile gauche quitte le club pour se consacrer à une nouvelle organisation, la Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK), apparue lors de la Rencontre-dialogue d'août 1987.

Même après l'"affaire El'cin" en novembre 1987, alors que la plupart des clubs de son réseau se définissent de plus en plus ouvertement comme politiques, le KSI s'entête dans son rôle de coordinateur non politique et perd de son influence au profit du club Perestrojka démocratique. Néanmoins, il joue encore un rôle important dans l'organisation de la deuxième grande conférence des clubs politiques informels en juin 1988 dont l'ordre du jour comporte l'adoption du premier

---

<sup>1</sup> Pour retracer la trame historique des clubs et partis, nous nous sommes principalement appuyée sur :

- V. BEREZOVSKIJ, N. KROTOV dir. *Neformal'naja Rossija. O "neformal'nyh" politizirovannyh dviženijah i gruppah v RSFSR: opyt spravočnika* [La Russie informelle. Mouvements et groupes politisés "informels" de la RSFSR: essai de répertoire]. Moscou: Molodaja Gvardija, 1990, 381 p.;
- V. BEREZOVSKIJ, N. KROTOV, V. ČERVJAKOV. *Rossija: Partii, Associacii, Sojuzy, Kluby. Spravočnik* [Russie: partis, associations, unions, clubs. Annuaire]. Moscou: Institut des mouvements politiques de masse, 1991, 2 vol., 338 p.
- V. PRIBYLOVSKIJ. *Slovar' oppozicii. Nove političeskie partii i organizacii Rossii* [Dictionnaire de l'opposition. Les nouveaux partis et organisations politiques en Russie]. *Analitičeskie sborniki informacionnogo agentsvta Postfactum*, série "Sostojanie strany". Moscou, avril 1991, 4-5, 51 p.
- *Slovar' novyh političeskikh partij i organizacij Rossii* [Dictionnaire des nouveaux partis et organisations politiques de Russie]. Moscou: Groupe d'information et d'expertise "Panorama", 1991.
- A. OSTAPČUK, E. KRASNIKOV, M. MEJER. *Spravočnik. Političeskie partii, dviženija, bloki sovremennoj Rossii* [Guide. Les partis, mouvements et blocs politiques de la Russie actuelle]. Novgorod: Leta, 1993, 104 p.

programme politique des clubs ("Mandat de la société") et la création d'un Front populaire de Moscou ayant vocation à fédérer l'ensemble des groupes de soutien à la perestrojka.

Le KSI est un vivier où se créent différents types d'organisations. Apparaît fin 1987-début 1988 une feuille d'information consacrée à l'actualité des clubs informels politiques de Moscou: *Molva*, qui devient *Hronograf*. En 1988, le KSI se tourne vers le "mouvement des coopératives" qui a pris un essor après l'adoption d'une loi en mai 1988 autorisant la création de ces entreprises privées. Le KSI fonde deux coopératives. La première, Fakt, a initialement pour objet la reconversion professionnelle des futurs chômeurs et la formation à la création de coopératives. La coopérative se tournera en définitive vers le journalisme en créant la première agence d'information indépendante, PostFactum, en novembre 1987, puis l'hebdomadaire *Kommersant* en avril 1989. La seconde coopérative du KSI, Perspektiva, est créée en mai 1988 pour exécuter une commande de l'Institut de recherche du ministère de la Culture de la RSFSR, consistant à créer une base de données sur les clubs politiques informels de l'URSS. La base de données ne sera pas non plus réalisée, mais Perspektiva fondera en août 1988 un centre d'information et d'archives sur le mouvement informel ("Bureau d'échange d'informations de Moscou", M-BIO) et en avril le journal *Panorama* (cf. infra).

#### Club Perestrojka (*Klub Perestrojka*)

#### Club Perestrojka démocratique (*Klub Demokratičeskaja Perestrojka*)

Le club Perestrojka est né à l'occasion d'une table ronde sur les aspects juridiques de la loi sur l'entreprise d'Etat, organisée en février 1987 à l'Institut central d'économie mathématique (CEMI) par l'Association des amis de la revue *Eko*. Participent à cette réunion des économistes et juristes appartenant aux cercles réformateurs de l'Académie des sciences et du Parti. Egor Gajdar, économiste et rédacteur de la revue théorique *Kommunist* du Comité central du PCUS, y suggère de créer des "comités de soutien à la perestrojka" contre les conservateurs.

Pendant près de deux mois, les premières discussions de ce club baptisé "Perestrojka" sont organisées au CEMI, à Moscou, par des membres de l'Association des amis de la revue *Eko* venant de Leningrad. Rapidement, de jeunes chercheurs moscovites, qui n'avaient pas participé à la table ronde de février 1987, s'investissent dans ce club et forment son noyau dur.

Pendant un peu plus de deux ans (de mars 1987 à mai 1989), Perestrojka est le seul club informel à disposer régulièrement de salles de réunion dans deux instituts scientifiques prestigieux, l'Institut central d'économie mathématique (CEMI) et l'Institut d'économie du système socialiste mondial (IEMSS), où il organise une quarantaine de débats sur des sujets économiques et politiques. L'accès à ces locaux (d'une capacité de 300-400 places) lui donne une position centrale dans le mouvement informel politique de Moscou, puisque presque tous les clubs de tendance démocratique (non nationalistes et non communistes conservateurs) s'y retrouvent. C'est également un lieu de débat entre les informels et les chercheurs en sciences sociales. Par sa présence dans un lieu officiel et son importance auprès des autres clubs, c'est l'un des principaux intermédiaires entre le mouvement informel et les autorités politiques (Parti et Komsomol).

En janvier 1988, une crise éclate sur la question des relations du club avec la direction du CEMI et les *rajkoms* du PCUS chargés des clubs informels, ainsi que sur la répartition du pouvoir au sein du club. Cette crise débouche sur une scission entre le noyau dirigeant, "modéré", favorable au maintien de bonnes relations avec ces instances de pouvoir, et les "radicaux", qui refusent une ingérence trop grande du CEMI dans les affaires du club et réclament un plus grand partage du pouvoir interne. Le noyau dirigeant se trouve majoritaire. Il crée le club Perestrojka démocratique, qui conserve le local du CEMI. Les minoritaires fondent le club Perestrojka-88.

En mai-juin 1988, Perestrojka démocratique prépare un programme politique destiné à être transmis à la XIX<sup>ème</sup> Conférence nationale du PCUS. Le document, intitulé "Mandat de la société", est discuté, amendé et approuvé par une quarantaine de clubs lors d'une réunion au Palais de la jeunesse à Moscou en juin. L'adoption de ce premier programme politique du mouvement informel est un moment de consécration pour le club Perestrojka démocratique.

Parallèlement au "Mandat de la société", les membres de Perestrojka démocratique inscrits au Parti forment un "Groupe non statutaire du Parti" (*Vneustavnaja partijnaja gruppja*, VPG) pour proposer un projet de réforme interne au PCUS. Ce groupe, rejoint par des informels membres du Parti

venant d'autres clubs, se transforme en "Groupe interclubs du Parti" (*Mežklubnaja partijnaja grupp*, MPG). C'est donc au sein du club Perestrojka démocratique qu'est né le premier club du Parti.

Perestrojka démocratique prend également part, avec cinq autres grands clubs moscovites, à la création du Front populaire de Moscou (MNF) en juin 1988. Mais à la suite de divergences sur la conception du front, ces six clubs se retirent du comité organisateur.

Perestrojka démocratique décline à partir de la seconde moitié de 1989. Un certain nombre de dirigeants entament leur reconversion dans le journalisme et rejoignent la rédaction de *Kommersant*". D'autres, plus nombreux, s'investissent dans la constitution d'un parti social-démocrate: ils forment l'Association sociale-démocrate (SDA, mai 1989), puis le Parti social-démocrate de Russie (SDPR, mai 1990).

D'octobre 1987 à l'été 1989, le club publie la revue *Otkrytaja zona* (Zone ouverte), en référence au slogan de Gorbačëv: "*il n'y a pas de zones fermées à la critique*". Une dizaine de numéros paraissent, comportant entre 70 et 200 pages. Le tirage oscille entre 200 et 600 exemplaires. Les principaux dirigeants du club sont: O. Rumjancev, A. Fadin, P. Kudjukin, I. Mintusov, K. Jankov.

### Club historico-politique "Obščina"<sup>2</sup>

A la veille du XX<sup>ème</sup> Congrès du Komsomol au printemps 1987, au cours duquel les Statuts doivent être modifiés, des étudiants se rassemblent dans plusieurs facultés pour préparer leurs propositions. Un groupe se constitue à la faculté d'histoire de l'Institut pédagogique d'Etat Lénine de Moscou (MGPI) autour d'une idée de la délégation proche de la doctrine anarchiste<sup>3</sup>. Les leaders de ce groupe (dont A. Isaev, A. Šubin et V. Gubarev) avaient dans les années 1983-1985 créé deux groupes marxistes clandestins et évoluaient alors vers l'anarchisme. En mai 1987, ce club de discussion se baptise Obščina (Commune), en référence à la commune anarchiste, et se rapproche d'autres clubs informels, notamment du KSI et de Perestrojka. Il compte une trentaine de membres.

Lors de l'"affaire El'cin" (novembre 1987), le club Obščina se distingue en organisant des manifestations de soutien à B. El'cin tandis que les autres clubs politiques informels se contentent de réclamer une transparence sur le processus de décision qui a conduit le Comité du Parti de Moscou à limoger son premier secrétaire. Ce soutien actif à El'cin ne fait d'ailleurs pas l'unanimité au sein du club Obščina, qui manque de se scinder.

Dans le réseau des clubs politiques informels, Obščina s'allie à l'aile gauche du KSI (Initiative socialiste) pour former l'épine dorsale de la Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK), créée lors de la "Rencontre-dialogue d'information 'Initiatives de la société dans la perestrojka'" d'août 1987. Mais les deux organisations entrent en conflit, ce qui fait éclater la Fédération. Tandis que le groupe Initiative socialiste s'investit dans la constitution d'un Front populaire de Moscou (MNF) destiné à réunir les clubs socialistes, Obščina se lance dans la création d'une fédération concurrente qui aboutit en mai 1989 à la constitution de la Confédération des anarcho-syndicalistes (KAS).

Le club, composé à l'origine d'étudiants en histoire, a une prédilection pour les activités à caractère pédagogique: il organise des cours sur les "trous noirs" de l'histoire de l'URSS, mène un travail de propagande dans des établissements d'enseignement supérieur, à l'Ecole supérieure du Komsomol, auprès de clubs politiques de lycéens, à l'Association de propagande "Znanie". En mai 1988, le club invente, avec le groupe Dignité des citoyens, une nouvelle forme d'action collective: la tenue de meetings de discussion hebdomadaires sur la place Pouchkine, baptisée pour l'occasion "Hyde park". De nombreux autres clubs informels vont participer au Hyde park au cours du printemps et de l'été 1988.

Peu avant la campagne électorale de 1989, Obščina prend part à la création de la "fraction démocratique du Komsomol" qui présente la candidature de l'un de ses leaders (A. Isaev), candidature qui n'est cependant pas enregistrée par la commission électorale.

---

<sup>2</sup> Source supplémentaire utilisée: A. ŠUBIN. Politika i pedagogika: ot "Obščiny" - k Konfederaciji anarho-sindikalistov [Politique et pédagogie: d'Obščina à la Confédération des anarcho-syndicalistes] In S. JUŠENKOV dir. *Neformaly. Social'nye Inicijaty*. Moscou: Moskovskij Rabočij, 1990, p. 101-120.

<sup>3</sup> A. Šubin, entretien du 14/12/1993.



Il publie le bulletin bimensuel *Obščina* depuis septembre 1987. En janvier 1990, 38 numéros étaient parus. Le club crée également un centre d'information alimenté par un réseau de correspondants dans une cinquantaine de villes.

#### Club socio-politique de l'URSS (*Vsesojuznyj social'no-političeskij klub*, VSPK)

Le club est né à la suite d'une lettre sur les perspectives de l'économie soviétique parue dans la *Komsomol'skaja Pravda* en août 1986<sup>4</sup>. L'auteur de la lettre, A. Suharev, ayant reçu des centaines de réponses, mobilise ses proches pour y répondre. En mai 1987, les initiateurs de cette correspondance organisent une conférence à Moscou et créent le Club épistolaire socio-politique (*Zaočnyj social'no-političeskij klub*, ZSPK), comptant quelques centaines de membres dispersés dans le pays.

Ce club se distingue par son éclatement géographique et par l'absence d'attache institutionnelle, traits qui inquiètent le Komsomol et l'incitent à penser que le ZSPK pourrait devenir un vivier dissident parmi les jeunes. Selon V. Igrunov<sup>5</sup>, le Komsomol aurait cherché, avec l'aide du Parti, à l'évincer en aidant le KSI à organiser une réunion concurrente en août 1987, au moment où le ZSPK avait prévu de tenir sa deuxième conférence. La rencontre du KSI au Palais de la culture du Komintern (Rencontre-dialogue) connaît un franc succès; celle du ZSPK, organisée dans un parc de Taganrog sur les bords de la mer d'Azov, passe presque inaperçue.

Lors de cette conférence, le club se rebaptise "Club socio-politique d'URSS" (VSPK) et se définit clairement comme un club *politique*, composé de trois fractions: social-démocrate, "centriste" (socialiste) et marxiste-léniniste.

Le réseau de contacts du VSPK, "*unique dans le mouvement social*"<sup>6</sup>, suscite toutes les convoitises. Le séminaire Démocratie et humanisme tente de pénétrer dans le club en janvier 1988 (troisième conférence) pour créer une "fraction libérale". Il trouve appui auprès des sociaux-démocrates, mais se heurte à une majorité défavorable. Cette tentative, même si elle est infructueuse, provoque néanmoins une implosion du club, la fraction marxiste-léniniste s'imposant, les autres faisant scission après la conférence. En adhérant à la FSOK (Fédération des clubs sociaux socialistes), le VSPK apporte son réseau de contacts, qui sera récupéré par le club *Obščina* lors de la création de la Confédération des anarcho-syndicalistes (mai 1989).

Le VSPK cesse pratiquement d'exister dans la seconde moitié de 1988.

#### Séminaire Démocratie et humanisme

Le séminaire Démocratie et humanisme est décrit comme une "*curiosité dans le mouvement informel*" par un informel qui s'est fait sociologue du mouvement<sup>7</sup>.

Apparu en avril 1987, il est animé par V. Novodvorskaja, ancienne dissidente qui entend perpétuer dans le mouvement informel l'esprit de la dissidence et le refus de toute compromission avec le pouvoir soviétique. Ses premiers membres (une trentaine de personnes) sont recrutés dans le sillage d'un groupe pacifiste (Doverie) constitué en 1982 qui a servi de lieu de transit vers les nouveaux clubs informels.

Lors de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" d'août 1987, le séminaire est mis à l'écart par les clubs informels centraux à cause de son discours libéral (les autres se définissent plutôt comme socialistes), de son opposition frontale au régime soviétique qualifié par Démocratie et humanisme de "totalitaire", et de son insistance à se référer au mouvement dissident.

Même s'il est marginalisé, le séminaire est très présent dans le mouvement informel: il participe à toutes les grandes réunions des clubs politiques qu'il utilise comme tribunes officielles, il tente d'entrer dans le VSPK pour y former une fraction libérale, et en mai 1988, il crée l'événement en étant l'un des initiateurs du premier "parti" politique d'opposition (Union démocratique). Enfin, au

---

<sup>4</sup> Source supplémentaire utilisée: V. IGRUNOV. O neformal'nyh političeskij klubah Moskvy [Les clubs politiques informels de Moscou]. *Problemy Vostočnoj Evropy*, 1989, 26, p. 60-83. Nous n'avons pu récupérer sur ce club que des bribes d'informations, souvent divergentes.

<sup>5</sup> V. Igrunov, entretien du 6/2/1994.

<sup>6</sup> A. ŠUBIN. Politika i pedagogika..., *op. cit.*, 1990.

<sup>7</sup> V. IGRUNOV. O neformal'nyh političeskij klubah Moskvy, *op. cit.*, 1989.

printemps-été 1988, les membres du séminaire organisent des manifestations sur la place Pouchkine qui, parce qu'elles sont réprimées par la police, attirent l'attention des acteurs politiques extérieurs au mouvement et de la presse.

## **2/ Organisations créées lors de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" d'août 1987**

### Fédération des clubs sociaux socialistes (*Federacija socialističeskikh obščestvennyh klubov*, FSOK)

Lors de la Rencontre-dialogue d'août 1987, les informels créent deux associations: l'Association "Cercle des initiatives sociales" (AKOI), destinée à rassembler les clubs démocratiques de toutes tendances, et la Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK), ouverte aux seuls groupes socialistes. L'AKOI est une organisation mort-née, bien que soutenue par tous les clubs participants. En revanche, la FSOK, promue par l'aile gauche du KSI (Initiative socialiste, SI), le club anarchiste Obščina et une quinzaine de clubs de moindre importance<sup>8</sup>, est active jusqu'à l'été 1988.

Rendre cette fédération viable constitue un enjeu important pour Initiative socialiste et Obščina, qui sont en août 1987 les seuls clubs du noyau dur du mouvement informel moscovite à parier sur la possibilité de consolider le mouvement autour de l'étiquette "socialiste".

A partir de janvier 1988, les deux clubs entrent en concurrence, chacun cherchant à s'approprier le label "FSOK" et à en exproprier l'autre: lorsqu'un club organise une action au nom de la Fédération, il prend soin d'en préciser la paternité, tandis que l'autre accepte difficilement de reconnaître cette initiative comme une action collective de la FSOK; chaque club appose la marque "FSOK" sur la page de garde de son bulletin<sup>9</sup>, mais aucun journal propre à la FSOK n'est publié.

La FSOK ne réussit pas à fédérer les clubs socialistes à l'échelle du pays et ne se démarque pas des autres groupes informels par une représentativité supérieure. L'idée de créer une telle fédération est cependant une constante dans le mouvement informel des années 1987-1989. En été 1988, alors que la FSOK est sur le déclin et qu'Obščina s'impose dans l'organe de direction, Initiative socialiste prend la tête du Front populaire de Moscou avec l'espoir d'en faire un front *socialiste*.

### Société d'histoire et de culture de l'URSS "Mémorial" (*Vsesojuznoe dobrovol'noe istoriko-prosvetitel'skoe obščestvo*)<sup>10</sup>

La construction d'un monument aux victimes du stalinisme avait été envisagée lors du XXII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS en 1961. L'idée d'une réhabilitation des victimes refait surface pendant la perestrojka: en octobre 1987, le Politburo crée une Commission *ad hoc* sous la présidence de A. Jakovlev, qui réhabilite les premières victimes en février 1988. En août 1987, les informels proposent la construction à Moscou d'un ensemble architectural sur le modèle de Yad Vashem en Israël, comprenant un monument, un centre d'archives sur les personnes réhabilitées, un centre d'étude sur les mécanismes de la répression, un musée et une bibliothèque.

Le projet de Mémorial est une initiative qui fédère l'ensemble du réseau de clubs étudié ici. Il est d'abord ébauché au sein du KSI. Au lendemain de la conférence d'août 1987, des membres de divers clubs se réunissent pour former un "comité pour perpétuer la mémoire des victimes de l'arbitraire" (*bezzakonie*) ou "groupe d'initiative de Mémorial". Il sera abrité un temps par le club Perestrojka avant de devenir un groupe indépendant en 1988.

Mémorial recherche très tôt l'appui d'institutions du monde intellectuel et de leaders politiques en usant de pratiques innovantes. Il est le premier à faire circuler une pétition adressée au Soviet suprême de l'URSS en faveur de la construction du mémorial dans des théâtres, auprès de certains

<sup>8</sup> Les deux clubs Perestrojka de Moscou et Leningrad et le groupe moscovite du VSPK sont également signataires de la déclaration constitutive, mais ne participeront pas à la Fédération.

<sup>9</sup> Initiative socialiste publiée *Levyj povorot* (Tournant à gauche), reprenant le titre de la revue dissidente de B. Kagarlickij dans les années 1970-1980. Le bulletin, qui paraît de septembre 1987 à l'été 1989, tire à 150 exemplaires et comprend une cinquantaine de pages. Pour la revue d'Obščina, voir supra.

<sup>10</sup> Source supplémentaire utilisée: A. VASILEVSKIJ. Hroniki Memoriala [Chroniques de Mémorial]. *Panorama*, 10, octobre 1989, p. 6-7.

milieux professionnels (écrivains, artistes de théâtres, chercheurs et enseignants...), mais aussi dans la rue. En juillet 1988, 30 000 signatures sont recueillies. Dans l'intention de créer une organisation officiellement enregistrée, les leaders de Mémorial sollicitent le soutien d'institutions intellectuelles réformatrices: Union des cinéastes, Union des peintres, Union des architectes, Union des gens de théâtre, Union des designers, revue *Ogonëk* et *Literaturnaja Gazeta*. Les informels cherchent aussi à associer des personnalités de la politique et de la culture. Ils organisent un sondage d'opinions dans la rue et dans des journaux pour désigner celles qui incarneraient le mieux Mémorial. Au terme de cette campagne de mobilisation, un Comité organisateur tripartite se forme en août 1988: (i) dix-sept personnalités plébiscitées par le sondage (dont B. El'cin, A. Sakharov, le rédacteur en chef d'*Ogonëk* V. Korotič, le poète E. Evtušenko, l'historien et recteur de l'Institut d'histoire et d'archives de Moscou Ju. Afanas'ev) composent le "Conseil social", (ii) les cinq ordres professionnels et les deux journaux sont pressentis pour devenir les "fondateurs" de la Société Mémorial, (iii) les informels acceptent de jouer les seconds couteaux. Mémorial est ainsi le premier groupe informel à incorporer à sa structure des leaders et institutions extérieurs au mouvement, stratégie grâce à laquelle il bénéficie d'une couverture médiatique et d'un soutien institutionnel sans précédent. Le mouvement "Mémorial" tient ses conférences constitutives dans des lieux prestigieux de Moscou (Maison du cinéma et Palais de la culture de l'Institut d'aviation de Moscou), et se constitue d'emblée à l'échelle nationale (103 villes sont représentées). Fin 1988-début 1989, Mémorial est l'organisation informelle la plus nombreuse, comptant un millier de militants<sup>11</sup>.

Mais la difficulté majeure des informels en 1988-1989 consiste à garder le contrôle de leur organisation, que les différentes parties prenantes cherchent à s'approprier. Plusieurs sujets les opposent aux fondateurs institutionnels qu'ils soupçonnent d'agir à la demande (ou sous la pression) du Comité central du Parti. L'un des principaux points de divergence concerne la période historique traitée par Mémorial: les informels veulent inclure les périodes léninienne et brejnévienne dans le champ de compétence de Mémorial tandis que les fondateurs s'en tiennent à la période stalinienne. Les informels adoptent deux lignes de défense pour tenter de rester maîtres de leur "créature". Ils décident tout d'abord de s'appuyer davantage sur certains membres du Conseil social dont le rôle d'intermédiaires avec le pouvoir s'accroît au détriment des fondateurs. Par ailleurs, ils ne cessent de marquer Mémorial du sceau du mouvement informel: l'association prend part aux différentes manifestations organisées sur la place Pouchkine avant la XIX<sup>ème</sup> Conférence nationale du Parti (juin 1988), aux meetings de protestation contre la législation sur les manifestations (septembre 1988), aux diverses réunions de travail des clubs informels, il signe des déclarations collectives du mouvement. Si les informels croient trouver dans le Conseil social un contrepoids aux fondateurs, ils ne sont pas toujours en mesure de réfréner la tentation de certains de ses membres d'utiliser le nom de Mémorial lors de leur campagne électorale en 1989. Dès août 1987, un courant parmi les informels s'oppose à ce que Mémorial ne se transforme en une organisation partisane et soit récupéré à des fins politiciennes. Cette ligne ne fait pas l'unanimité, et en 1989 certaines sections de Mémorial soutiennent ouvertement des candidats, en particulier A. Sakharov.

#### Projet "Dignité des citoyens" (*Graždanskoe dostoinstvo*, GD)

Lors de la Rencontre-dialogue d'août 1987, un projet d'"*humanisation*" du système judiciaire et carcéral est présenté par V. Zolotarëv, leader du groupe Dignité des citoyens. Ce projet réclame le contrôle du respect des procédures judiciaires, l'introduction de la présomption d'innocence, une assistance juridique aux victimes d'erreurs judiciaires et leur réhabilitation, la restriction de la détention préventive à des cas exceptionnels, et une amélioration des conditions de travail et de vie des détenus en vue d'une meilleure réinsertion<sup>12</sup>.

Le groupe s'inspire d'une idée maîtresse de la dissidence, i.e. la défense des droits, mais ne se pose pas en continuateur de la dissidence: il se coule dans les structures et les formes d'action collective du mouvement informel. Il adhère au KSI avant la conférence d'août 1987, puis constitue

---

<sup>11</sup> V. IGRUNOV. O neformal'nyh političeskikh klubah Moskvy, *op. cit.*, 1989.

<sup>12</sup> V. ZOLOTARËV. Predvaritel'noe zjavlenie o sozdanii občestvennoj organizacii "Proekt Graždanskoe dostoinstvo" [Déclaration préliminaire sur la création de l'organisation sociale "Projet Dignité des citoyens"]. Moscou, 20 août 1987.

une section de travail au sein du club Perestrojka avant de prendre son autonomie. En 1988, il participe aux discussions des clubs informels sur différents projets de loi (projet sur les associations autonomes, législation sur les manifestations). Il a été, avec Obščina, l'un des initiateurs du "Hyde park" sur la place Pouchkine (printemps 1988).

Le fait de garder une certaine distance avec la dissidence, de ne faire aucune référence au "socialisme démocratique" dans ses textes et de se définir comme un groupe "désidéologisé" permet à Dignité des citoyens d'occuper une place spécifique parmi les clubs informels de Moscou, puisqu'il attire essentiellement des personnes à la recherche de clubs *non* socialistes. Ce n'est qu'en 1989 (après les élections au Congrès des députés de l'URSS) que le groupe affichera une idéologie libérale et décidera de créer une Union des constitutionnels-démocrates (cadets).

Dignité des citoyens compte une vingtaine de membres en 1988. Il publie le bulletin *Graždanskoe dostoinstvo* à partir de janvier 1988.

### **3/ Organisations postérieures à la Rencontre-dialogue d'août 1987**

#### Club Perestrojka-88

Après la scission du club Perestrojka en janvier 1988 en "modérés" et "radicaux", les "radicaux" minoritaires constituent le club Perestrojka-88 (en référence à la Charte-77 tchécoslovaque). Ce groupe se divise à son tour en "radicaux" et "modérés" à la veille d'une manifestation organisée en mars 1988 par le séminaire Démocratie et humanisme à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Staline. Les "radicaux" (représentés par V. Kuzin et Ju. Skubko, dirigeants de la Commission juridique du club) décident de participer au meeting au nom de Perestrojka-88, contre l'avis des "modérés" (V. Igrunov, S. Mitrohin, D. Leonov), soucieux d'éviter toute assimilation de leur organisation au séminaire Démocratie et humanisme.

Peu après cette manifestation, Perestrojka-88 perd son local (situé au sous-sol d'un immeuble) et se disloque. Ses membres se répartissent dans d'autres organisations informelles: les chefs de file des "radicaux" (V. Kuzin et Ju. Skubko) adhèrent à l'Union démocratique (créée à l'initiative du séminaire Démocratie et humanisme) pour y former la fraction social-démocrate; ils participent également, avec D. Leonov, à Mémorial; ceux qui sont parallèlement membres du KSI (V. Igrunov, S. Mitrohin) créent la coopérative Perspektiva, d'autres, enfin, s'engagent dans la création des clubs du Parti (I. Čubajs).

## **II/ Organisations de la seconde période (printemps 1988 – 1990)**

A partir du printemps 1988, les clubs informels élargissent leur espace d'action: certains investissent la rue (1), participent à la lutte électorale en 1989 et 1990 (2); de nouveaux clubs naissent dans l'espace du Parti (3). La diversification des modes de mobilisation entraîne également une mutation des clubs: certains se transforment en "partis" (4). Le mouvement informel produit enfin des organisations qui se spécialisent dans le journalisme politique et dont certaines quittent le domaine du samizdat pour entrer dans la sphère du journalisme professionnel (5).

### **1/ Groupes présents dans la rue**

Cinq groupes informels sont particulièrement actifs dans la rue en 1988: Obščina et Dignité des citoyens, tous deux inventeurs du "Hyde park", Mémorial, ainsi que deux nouvelles organisations, l'Union démocratique et le Front populaire de Moscou (également très présent sur l'arène électorale).

#### Union démocratique (*Demokratičeskij sojuz*, DS)

L'Union démocratique, apparue en mai 1988, est la première organisation informelle à se qualifier ouvertement de "parti". Cette dénomination provoque une onde de choc dans le mouvement informel parce que c'est la première remise en cause explicite de la forme "club".

Le parti a trois composantes: le séminaire Démocratie et humanisme, noyau de la fraction libérale (V. Novodvorskaja, E. Debrjanskaja), la Commission juridique du club Perestrojka-88 qui

constitue la fraction social-démocrate (V. Kuzin, Ju. Skubko, A. Lukašëv), et une fraction eurocommuniste issue d'un groupe de "jeunes-marxistes" (A. Grjaznov, A. Eliovič).

Le point commun entre les trois fractions est la radicalité de la tactique de lutte politique. L'Union démocratique se définit clairement dans l'opposition au régime soviétique et refuse de reconnaître sa légitimité. En conséquence, elle organise des manifestations sans jamais demander d'autorisation auprès des soviets locaux. Celles-ci ont toutes pour objet de dénoncer le caractère répressif du régime soviétique, jugé immuable depuis 1917, et se tiennent à des dates anniversaires précises (instauration de la "terreur rouge" sous Lénine, signature du pacte germano-soviétique, mort de Staline, invasion de la Tchécoslovaquie) plutôt que selon un calendrier lié à l'actualité politique. Elles s'accompagnent d'une mise en scène volontairement provocatrice: des portraits de Lénine et de Gorbačëv sont déchirés. Ces meetings illégaux sont régulièrement dispersés par les forces de l'ordre, ce qui fait de l'Union démocratique l'un des groupes informels les plus visibles et les plus médiatisés pendant l'été 1988. Autre signe de rejet de la légitimité du régime, le parti annonce qu'il boycottera les élections au Congrès des députés de l'URSS de 1989, affirmant une stratégie d'"*opposition hors système*". Néanmoins, l'un des leaders de la fraction sociale-démocrate, V. Kuzin, présente sa candidature (qui n'est pas enregistrée par l'assemblée d'électeurs de quartier). L'union démocratique appelle à une désobéissance civique non-violente.

Une grave crise divise le parti début 1991, après l'intervention de l'armée à Vilnius, lorsque l'aile radicale menée par V. Novodvorskaja, rédige une lettre (baptisée la "*lettre des douze*") appelant le peuple à "*renverser ce régime criminel par tous les moyens, y compris par la violence armée*". C'est désormais ce clivage-là qui devient dominant. La majorité se prononce en faveur de la non-violence, mais V. Novodvorskaja demeure toujours la principale figure de DS: aucun autre membre n'atteint sa notoriété.

Le groupe compte 600 membres à l'été 1989 et un millier en 1991. En 1989-1990, une quarantaine de journaux est publiée en son nom à travers la Russie, dont *Svobodnoe slovo* (Parole libre) à Moscou, dirigé par E. Molčanov.

## 2/ Clubs présents sur l'arène électorale

Le Front populaire de Moscou est un acteur majeur du mouvement informel sur l'arène électorale en 1989. Des clubs d'électeurs font également leur apparition dans différentes circonscriptions pour soutenir les candidats réformateurs, entraînant un accroissement des effectifs du mouvement informel (entrée de la deuxième cohorte).

Mais les changements les plus significatifs ont lieu *au lendemain* des élections des députés de l'URSS, lorsque les soviets apparaissent de plus en plus clairement comme des lieux de pouvoir à investir. Les nouvelles élections aux soviets de républiques, de villes et d'arrondissements de mars 1990 incitent les clubs politiques moscovites à s'engager dans la création de blocs électoraux communs.

### Front populaire de Moscou (*Moskovskij narodnyj front*, MNF)<sup>13</sup>

L'apparition de fronts populaires en URSS au printemps 1988 est précédée par des appels lancés par les réformateurs du Parti ou des intellectuels qui leur sont proches (T. Zaslavskaja, B. Kurašvili). Lors de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti en juin-juillet 1988, M. Gorbačëv se prononce en faveur d'institutions qui pourraient "*faire des propositions au Parti, [...] présenter des candidats aux élections, exprimer des désaccords avec le Parti et le critiquer, mais respecteraient son rôle dirigeant*"<sup>14</sup>. Le premier Front populaire apparaît en Estonie.

Lors de la deuxième grande réunion des clubs informels en juin 1988, 18 groupes (sur une quarantaine présents) constituent le comité organisateur du Front populaire de Moscou. Les principaux participants sont Perestrojka démocratique, le KSI, Initiative socialiste, Obščina, la FSOK, Dignité des citoyens, Perestrojka-88 et Mémorial. Mais très vite (en septembre 1988), la plupart de ces clubs, en

<sup>13</sup> Source supplémentaire: V. PRIBYLOVSKIJ. Poučitel'naja istorija Moskovskogo Narodnogo Fronta [Histoire édifiante du Front populaire de Moscou]. *Panorama*, juillet 1991, p. 6-7.

<sup>14</sup> A. de TINGUY. 1987-1988. Gorbatchev va de l'avant In M.-A. CROSNIER, J. GUEIT, A. de TINGUY. *Les années Gorbatchev. L'URSS de 1985 à 1991*. Paris: La Documentation française, 1993, p. 41-58.

conflit avec Initiative socialiste (Kagarlickij, Maljutin) sur l'architecture et le mode de fonctionnement du front populaire, quittent le comité organisateur. Ils s'opposent à une fermeture du MNF aux groupes qui ne se diraient pas socialistes et à une trop grande centralisation de la prise de décision. Ils accusent notamment le Front populaire de vouloir jouer le rôle d'instrument docile du pouvoir.

Ce départ collectif est vite compensé par l'arrivée de nouvelles recrues en août-septembre 1988 grâce aux meetings hebdomadaires sur la place Pouchkine, qui réunissent entre 300 et 900 manifestants. La campagne électorale de 1989 offre d'autres opportunités de recrutement puisque le Front populaire de Moscou coordonne l'activité de "groupes d'initiative" chargés d'organiser des assemblées d'électeurs pour la désignation des candidats dans une vingtaine de circonscriptions. Il présente ses propres candidats (dont quatre sont enregistrés par les commissions électorales de circonscription, mais un seul sera élu: S. Stankevič), soutient ou organise la campagne de douze autres candidats (dont onze sont élus).

Les effectifs du Front passent de 150 avant la campagne à 1 200 dans la première moitié de 1989<sup>15</sup>, pour se stabiliser à 700 en mai, au moment de la conférence constitutive. Les nouveaux venus se distinguent par deux traits: (i) leur première expérience politique ayant consisté à organiser des campagnes, ils se définissent avant tout comme des "organiseurs"; (ii) ils n'adhèrent pas obligatoirement à la définition d'un MNF socialiste, et une partie d'entre eux formera une "fraction démocratique", i.e. non socialiste, opposée aux fondateurs historiques du Front de tendance socialiste. Cette divergence fait éclater le MNF. La "fraction démocratique" rejoint l'Union des constitutionnels-démocrates, qui se définit comme parti libéral, et l'Union des électeurs de Moscou (MOI), qui se forme en vue des élections de 1990 aux soviets républicains et locaux. Quant aux socialistes, ils forment le Comité moscovite des nouveaux socialistes (MKNS).

#### Union des électeurs de Moscou (*Moskovskoe ob"edinenie izbiratelej*, MOI)

L'Union moscovite des électeurs (MOI) apparaît en juillet 1989 et rassemble une trentaine de clubs d'électeurs de quartier et les groupes de soutien d'une vingtaine de députés de l'URSS (El'cin, Gdljan et Ivanov, etc.). Participent également à la conférence constitutive la fraction démocratique du Front populaire de Moscou (MNF), le syndicat Ščit (Bouclier)<sup>16</sup> et Mémorial. A l'automne 1989, le MOI fédère plus de 140 clubs d'électeurs de Moscou, et en novembre, crée l'Union interrégionale des électeurs (*Mežregional'noe ob"edinenie izbiratelej*, MOI), conservant le même sigle.

Dans ce processus d'unification des clubs d'électeurs, le MOI évince deux concurrents: le Front populaire de Moscou, qui se disloque après les élections de 1989 (cf. supra), et l'Association d'électeurs d'URSS (VAI).

Le MOI développe trois types d'activités:

- assistance technique aux députés "démocrates" du Groupe interrégional des députés de l'URSS (MDG)<sup>17</sup> dans leur travail d'élaboration de propositions de lois;
- préparation des élections de 1990 (formation de deux blocs électoraux: "Russie démocratique" pour le Congrès des députés de la RSFSR, "Elections-90" pour le Soviet de Moscou) et organisation des campagnes;

<sup>15</sup> BEREZOVSKIJ, KROTOV, ČERVJAKOV. *Rossija: Partii, Associacii...*, op. cit., vol. 1, p. 28, 1991.

<sup>16</sup> Cette "Union pour la protection sociale des militaires", créée en mars 1989 par un membre du Conseil de coordination du Front populaire de Moscou, V. Uražcev, a soutenu activement la candidature d'El'cin en 1989.

<sup>17</sup> Au lendemain des élections en avril 1989, 22 élus "démocrates" de Moscou se réunissent en un Club moscovite de députés de l'URSS, qui constitue le noyau du Groupe interrégional des députés (*Mežregional'naja deputatskaja grupa*, MDG). En juillet 1989, 256 députés (sur 2 250 que comptait le Congrès de l'URSS) rejoignent cette première fraction qui atteint son apogée en mars 1990 avec 400 membres. Sont élus coprésidents B. El'cin, A. Sakharov, G. Popov, Ju. Afanas'ev et V. Pal'm. S. Stankevič est l'un des 20 membres du Conseil de coordination. En quelques mois, les revendications du MDG se rapprochent progressivement du cœur du système politique: limitées en mai 1989 à la retransmission directe des débats du Congrès à la télévision et à une modification du système électoral (suppression des quotas des organisations sociales), elles passent en septembre 1989 à une modification des principes de fonctionnement de l'URSS en tant que fédération et, en novembre, à la suppression de l'article 6 de la Constitution consacrant le Parti communiste dans le rôle de noyau du système politique. Voir A. MURAŠEV. *Mežregional'naja deputatskaja grupa. Hronika minuvšego goda* [Le Groupe interrégional des députés. Chronique de l'année écoulée]. *Ogon'ek*, août 1990, 32, p. 6-8.

- organisation de meetings pré- et post-électorales, dont certains rassemblent plusieurs centaines de milliers de personnes au stade Lužniki, notamment lors de la première session du Congrès des députés de l'URSS (mai-juin 1989).

Le MOI se distingue des précédents clubs informels en n'adoptant aucun programme politique propre: il se réfère en tous points à celui du Groupe interrégional des députés (MDG).

Le MOI est à l'origine du *mouvement* Russie démocratique, créé en octobre 1990, dans lequel il s'est fondu. Ses principaux leaders sont V. Bokser, M. Šnejder, V. Kriger, L. Ponomarëv, I. Boganceva.

Les clubs d'électeurs ont publié de nombreux bulletins à diffusion locale. Celui du MOI est intitulé *Golos izbiratelej* (La voix des électeurs).

#### Club d'électeurs de l'Académie des sciences de l'URSS (*Klub izbiratelej Akademii nauk SSSR, KIAN*)

Par son statut d'organisation sociale, l'Académie des sciences dispose d'un quota de 25 députés à élire au Congrès des députés du peuple de l'URSS. Voyant que le Présidium ne choisit aucun des chercheurs réformateurs qui avaient été plébiscités par les "collectifs de travailleurs" de nombreux instituts à l'occasion d'un sondage improvisé, des chercheurs se mobilisent et, au terme d'une épreuve de force avec le Présidium de l'Académie, réussissent à imposer une partie de leurs candidats (A. Sakharov, R. Sagdeev, etc.) avec le soutien de clubs informels.

En mars 1989, ce groupe de chercheurs "de la base" crée le Club d'électeurs de l'Académie des sciences (KIAN). Il dispose d'un réseau étendu à quelques 300 instituts de recherche sur tout le territoire de l'URSS, ce qui fait de lui un élément important dans la construction d'une organisation politique à l'échelle nationale. Ses relations seront quelque peu conflictuelles avec l'Union moscovite/interrégionale des électeurs (MOI), qui vise à constituer une fédération de clubs d'électeurs en s'appropriant entre autres le réseau du KIAN. C'est d'ailleurs le seul club d'électeurs créé en 1989 qui garde son identité et ne se fond pas dans le MOI.

Le KIAN entre dans le mouvement Russie démocratique en octobre 1990.

#### Russie démocratique (*Demokratičeskaja Rossija, DR* ou *DemRossija*)

Le bloc électoral Russie démocratique est créé en janvier 1990 en vue des élections au Congrès des députés de la RSFSR à l'initiative de quelques candidats, de l'Union moscovite des électeurs (MOI), du Club d'électeurs de l'Académie des sciences (KIAN), de Mémorial et de Tribune de Moscou ("club de l'intelligentsia moscovite"). Les clubs informels de la première cohorte, qui avaient formé la coalition électorale "Elections-90", se joignent eux aussi à Russie démocratique.

Le bloc remporte un franc succès dans les deux capitales: il obtient la majorité des sièges de Moscou et de Leningrad du Congrès de Russie et un tiers des sièges sur l'ensemble de la RSFSR. Dans les soviets de Moscou et de Leningrad, les candidats soutenus par Russie démocratique obtiennent également la majorité (cf. les résultats, encadré 13, p. 288).

Lors de la première session du Congrès des députés de Russie (mai 1990), le nom Russie démocratique est utilisé pour désigner une fraction et un bloc parlementaire. La fraction compte entre 200 et 250 députés, et le bloc, qui réunit plusieurs fractions, environ 450 députés.

A partir de juin 1990, les leaders du MOI s'attelle à la création d'un mouvement, également baptisé Russie démocratique. Celui-ci naît en octobre 1990. La plupart des partis issus des clubs informels de la première cohorte y adhèrent, à l'exception de l'aile gauche du mouvement.

Outre un Conseil des représentants (240 délégués des membres collectifs et des organisations régionales de *DemRossija*) et un Conseil de coordination (48 membres: présidents des commissions de travail, représentants des partis et personnalités élues par le Conseil des représentants), le mouvement est dirigé par 6 coprésidents.

De 1990 à 1993, le mouvement Russie démocratique offre un appui presque indéfectible à B. El'cin. En juin 1991, il joue un rôle clé dans l'organisation de sa campagne présidentielle. Il soutient le "plan de 500 jours" du premier gouvernement russe (octobre 1990) qui prévoit une réforme économique libérale, puis la "thérapie de choc" du gouvernement Gajdar. Mais cette position de "soutien inconditionnel" à l'exécutif entraîne le départ successif de plusieurs groupes: celui de partis opposés à la politique de dislocation de l'URSS poursuivie par El'cin (novembre 1991); de "radicaux" (dont le coprésident Ju. Afanas'ev) qui reprochent à El'cin sa collusion avec la nomenklatura économique et aux leaders de Russie démocratique leur complaisance à l'égard du pouvoir exécutif

(avril 1992); de plusieurs partis (SDPR, RPRF) qui refusent de soutenir El'cin au cours de l'affrontement de plus en plus violent entre l'exécutif et le Congrès en 1993.

En juin 1993, la plupart des dirigeants du mouvement participent à la constitution d'un nouveau bloc électoral, Choix de la Russie (*Vybor Rossii*), mené par E. Gajdar. Après le référendum d'avril 1993 où 53 % des votants ont indiqué soutenir la politique sociale et économique du gouvernement (cf. chronologie p. 559 et suiv.), personne ne s'attend à la déconfiture des libéraux aux élections législatives de décembre 1993 (ils recueillent 15,5 % des voix). La plupart des anciens députés élus en 1990 avec le soutien de Russie démocratique ne seront pas réélus en 1993. Quant au mouvement Russie démocratique, il est en grande partie absorbé par le parti Choix de la Russie.

### 3/ Clubs du Parti

Groupe Interclubs du Parti (*Mežklubnaja partijnaja grupp*a, MPG)

Club du Parti de Moscou (*Moskovskij partijnyj klub*, MPK)

Organisation interclubs du Parti (*Mežklubnaja partijnaja organizacija*, MPO)

Après la parution en mars 1988 de la "lettre de Nina Andreeva" qualifiée de "*manifeste des forces anti-perestrojka*" par Gorbačev et à la veille de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti (juin-juillet 1988), les membres du club Perestrojka démocratique inscrits au PCUS décident de faire entendre leur voix directement dans le Parti et créent un club informel *du* Parti. Celui-ci prend le nom de Groupe extrastatutaire du Parti (*Vneustavnaja partijnaja grupp*a, VPG) et apparaît sur la scène politique en publiant des propositions de réforme interne au Parti adressées à la XIX<sup>ème</sup> Conférence<sup>18</sup>. Rejoint par des communistes d'autres clubs informels (Perestrojka-88, Initiative socialiste, Mémorial ...), il se transforme en Groupe Interclubs du Parti (*Mežklubnaja partijnaja grupp*a ou MPG) en mai 1988.

Les revendications du MPG portent sur:

- le mode de désignation des délégués du Parti dans les instances supérieures du Parti et de l'Etat: il participe à la campagne des clubs politiques informels pour qu'à la XIX<sup>ème</sup> Conférence soient désignés des réformateurs dont la candidature avait été éliminée (cas de Ju. Afanas'ev et T. Zaslavskaja par exemple). Début 1989, il organise un sondage auprès de la base du Parti pour désigner les cent membres du PCUS devant être élus députés du Congrès de l'URSS au titre du quota du Parti;
- la remise en cause du "centralisme démocratique" et le droit pour la minorité de défendre ses opinions,
- le droit de constituer des organisations ou cellules de base autres que territoriales (lieu d'habitation ou lieu de production);
- une *modification* de l'article 6 de la Constitution instituant le Parti comme noyau de la vie politique, de l'Etat et des organisations sociales.

La plupart de ces revendications visent implicitement la création de *fractions*, interdites depuis le X<sup>ème</sup> Congrès du Parti en 1921. Le terme tabou ne sera pas prononcé: on ne parlera dans un premier temps que de "groupes", de "clubs du Parti" ou de "plateformes".

Mais ce fractionnisme implicite ne fait pas l'unanimité dans le club, qui se scinde en "radicaux" et en "modérés" en mai 1989. Les premiers, menés par I. Čubajs et V. Lysenko, forment le Club du Parti de Moscou (*Moskovskij partijnyj klub*, MPK), connu ultérieurement sous le nom de "Communistes pour la perestrojka". Il est à l'origine de la Plateforme démocratique du PCUS. Les "modérés", représentés par G. Gusev, se regroupent au sein de l'Organisation interclubs du Parti (*Mežklubnaja partijnaja organizacija*, MPO).

Il est à noter que les deux groupes bénéficient de locaux de réunion appartenant à des comités du Parti. Les modérés (MPO) se réunissent dans des locaux fournis par le Comité du Parti de la ville de Moscou

---

<sup>18</sup> VNEUSTAVNAJA PARTIJNAJA GRUPPA KLUBA "DEMOKRATIČESKAJA PERESTROJKA" [Groupe extrastatutaire du Parti du club "Perestrojka démocratique"]. Kompartija vo glave processa ozdorovlenija obščestva (Obraščenie vneustavnoj partgruppy kluba 'Demokratičeskaja perestrojka' k XIX partkonferencii) [Le Parti communiste à la tête d'un processus d'assainissement de la société (Appel du Groupe extrastatutaire du Parti du club Perestrojka démocratique à la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti)]. *Otkrytaja zona*, 7, juillet-août 1988, p. 35-41.



(*gorkom*). Les "radicaux" sont accueillis, après la scission de mai 1989, dans le bâtiment du Comité du Parti de l'arrondissement (*rajkom*) Sevastopol' (subordonné au *gorkom*).

Avant de se scinder, le MPG avait participé à la campagne électorale de 1989, notamment aux meetings au stade Lužniki, soutenu activement B. El'cin et S. Stankevič, membre du Front populaire de Moscou et du MPG. Après les élections, le Club du Parti de Moscou (MPK) reste actif dans les meetings post-électorales de juin-juillet 1989.

Au lendemain des élections, le MPK réclame la tenue d'un congrès extraordinaire du PCUS devant être consacré aux causes de la défaite électorale d'une trentaine de hauts fonctionnaires du Parti.

A partir d'août 1989, le MPK cherche à fédérer les clubs du Parti apparus dans les autres villes autour d'une plateforme commune qui serait présentée au prochain congrès. Il réunit en novembre 1989 les clubs de 16 villes et régions, qui décident de rédiger une "Plateforme démocratique" et de constituer une organisation éponyme, la Plateforme démocratique dans le PCUS. La conférence constitutive a lieu en janvier 1990.

De mai 1989 à janvier 1990, les effectifs du MPK ne cessent de croître. Son ancêtre, le MPG, comptait une cinquantaine de membres en janvier 1989 et 80-90 au moment de la scission en mai 1989. Pendant l'été et l'automne 1989, les réunions hebdomadaires du MPK réunissent entre 100 et 150 personnes<sup>19</sup>.

Le Club du Parti de Moscou se divise en deux sections. La section "social-démocrate", majoritaire, est dirigée par I. Čubajs et V. Lysenko. La section "communiste" accuse sa rivale de défendre des réformes libérales et se fait exclure en décembre 1989, peu avant le congrès constitutif de la Plateforme démocratique.

#### Plateforme démocratique du PCUS (*Demokratičeskaja platforma v KPSS*)

La Plateforme démocratique est créée en janvier 1990 à l'initiative de clubs du Parti (dont le Club du Parti de Moscou). Des membres issus de l'appareil et des députés de l'URSS se joignent à ces clubs, qui recrutent essentiellement au sein de la "base" du Parti. Pendant 4-5 mois, la Plateforme essaie d'obtenir la reconnaissance des fractions et un partage du pouvoir au sein des instances dirigeantes du Parti. En avril 1990, elle est directement attaquée par les conservateurs qui publient une lettre dans la *Pravda* appelant les comités du PCUS à exclure ses membres<sup>20</sup>.

A partir de cette date, les membres de la Plateforme envisagent de quitter le Parti. Certains le font aussitôt: c'est le cas de N. Travkin, député de l'URSS et de la Russie, qui crée le Parti démocratique de Russie. La grande majorité attend le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS en juillet 1990. Un troisième groupe, minoritaire, décide de rester dans le PCUS après le congrès: il formera le Mouvement démocratique des communistes (DDK).

Le groupe majoritaire qui sort du Parti pendant le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès forme tout d'abord la "Plateforme démocratique hors PCUS" en juillet 1990, puis le Parti républicain de la Fédération de Russie (RPRF) en novembre 1990.

#### **4/ Formation des partis**

Après les élections de 1989, un certain nombre de clubs moscovites existant depuis 1987-1988 commencent à se transformer en "partis politiques", tentent d'unifier des groupes de différentes régions et de sphères connexes (syndicale, par exemple), de s'emparer d'étiquettes politiques. L'un des principaux enjeux de cette transformation est de pouvoir négocier des places sur les listes électorales du "bloc démocratique". Tant que le multipartisme n'est pas officiellement autorisé, les clubs ne se transforment qu'en "comités organisateurs" de partis. Les partis font leur apparition après un amendement constitutionnel de mars 1990.

---

<sup>19</sup> Selon les comptes-rendus des instructeurs du *rajkom* du Parti de Sevastopol' (archives de Ju. Čabanov).

<sup>20</sup> Za konsolidaciju na principial'noj osnove. Otkrytoe pis'mo Central'nogo komiteta KPSS kommunistam strany [Pour une consolidation sur des positions de principe. Lettre ouverte du Comité central aux communistes du pays]. *Pravda*, 11/4/1990 (cf. encadré 19 p. 326).

## **Partis créés et dirigés par des informels de la première cohorte**

### Association social-démocrate (*Social-demokratičeskaja asociacija, SDA*)

En mai 1989, le club Perestrojka démocratique réunit 25 clubs de cinq républiques en vue de créer une association et, à terme, un parti social-démocrate. En juillet 1989, ces clubs se rassemblent une seconde fois à Tallinn (Estonie) dans le cadre d'une "école" social-démocrate, et fondent à cette occasion le comité organisateur de l'Association social-démocrate (SDA). Il compte en août une cinquantaine de clubs.

L'Association, dominée par Perestrojka démocratique, est créée en janvier 1990 en présence de personnalités politiques extérieures au mouvement informel (Ju. Afanas'ev, l'ancien dissident P. Abovin-Egides). En mai 1990, elle se transforme en Parti social-démocrate de Russie (SDPR).

En septembre 1990, le SDPR forme une coalition avec le Parti démocratique de Russie (DPR) de Travkin et le Parti républicain (ancienne Plateforme démocratique), qui sont les trois plus grands partis de Russie, hormis le PCUS. Une fusion du SDPR avec le Parti républicain est envisagée, mais l'idée sera définitivement abandonnée en février 1991. Les deux partis créent toutefois une fraction parlementaire commune au Congrès des députés de la RSFSR.

Fin 1990-début 1991, ce parti est composé de trois courants: un courant "social-libéral", un courant "centriste" (P. Kudjukin) et une aile "marxiste" (G. Rakitskaja).

Le SDPR adhère en octobre 1990 au mouvement Russie démocratique. Il compte environ 4 000 adhérents en 1991.

### Comité moscovite des nouveaux socialistes (*Moskovskij komitet novyh socialistov, MKNS*)

En juillet 1989, parmi les groupes présents à l'école social-démocrate de Tallinn, une minorité, qui se définit plus à gauche que l'Association social-démocrate, crée le Comité moscovite des nouveaux socialistes. Ses initiateurs viennent de l'aile socialiste du Front populaire de Moscou (B. Kagarlickij), de la fraction social-démocrate de l'Union démocratique et de l'Union des syndicats sociaux Socprof<sup>21</sup>.

Lors des grèves des mineurs de l'été 1989, le MKNS tente un rapprochement avec les comités de grève, sans grand succès.

Le Parti socialiste auquel le MKNS donne naissance en juin 1990, n'entrera pas dans le mouvement Russie démocratique. Le PS reste un petit parti: en 1992, il compte 150-200 adhérents et autant de sympathisants.

### Confédération des anarcho-syndicalistes (*Konfederacija anarho-sindikalistov, KAS*)

Après la disparition de la Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK) et la formation du Front populaire de Moscou pendant l'été 1988, le club Obščina, le Club socio-politique de l'URSS (VSPK) et sept clubs de province s'unissent pour former la Confédération des anarcho-syndicalistes (KAS). Ce processus, entamé en septembre 1988, s'achève en mai 1989 (date du congrès constitutif de la KAS). La Confédération compte alors 300 membres, dont 30-40 moscovites (membres d'Obščina).

Contrairement aux autres clubs informels en voie de transformation en organisations partisans, la KAS refuse de se qualifier de "parti" et boycotte les élections de 1990 (alors qu'elle était à l'origine de l'idée d'une coordination entre clubs informels pendant la campagne). Plutôt que de s'engager dans l'arène électorale, elle préfère se rapprocher du mouvement syndical, tout comme le Comité moscovite des nouveaux socialistes (MKNS).

### Parti du travail (*Partija Truda*)

Après une première tentative infructueuse de constituer un bloc de gauche en septembre-octobre 1990 qui ferait contrepoids à Russie démocratique, l'aile gauche du mouvement informel/démocratique renouvelle son entreprise au lendemain du putsch d'août 1991. Une partie du Parti socialiste (B. Kagarlickij), de la Confédération des anarcho-syndicalistes (A. Isaev, A. Šubin), du groupe

---

<sup>21</sup> Syndicat indépendant créé en avril 1989 à l'initiative d'anciens membres de la fraction social-démocrate de l'Union démocratique, S. Hramov et L. Volovik, ce dernier étant le représentant de Socprof au sein du Comité des nouveaux socialistes. Fin 1989-début 1990, Socprof est rejoint par une dizaine d'organisations, dont Ščit (voir supra), le Syndicat des journalistes indépendants et certains comités de grève de mineurs.

"Marxisme-XXI" (A. Buzgalin) anciennement membre de la Plateforme marxiste, et plusieurs leaders syndicaux moscovites s'unissent pour former le comité organisateur du Parti du travail.

#### Union des constitutionnels-démocrates (*Sojuz konstitucionnyh demokratov*, SKD)

Le groupe Dignité des citoyens (GD) se transforme en mai 1989 en comité organisateur d'un parti constitutionnel-démocratique, censé reprendre le flambeau du parti cadet prérévolutionnaire. Le comité organisateur se baptise Union des constitutionnels-démocrates (SKD) en septembre 1989.

Cet embryon de premier parti libéral "sérieux" (par opposition à l'Union démocratique réputée trop radicale) attire une partie de la Fraction démocratique du Front populaire de Moscou (dont I. Sagdeev, fils du physicien, membre de l'Académie des sciences et élu député de l'URSS en 1989, I. Surikov et M. Astafév). Il éclate en deux partis: le Parti des constitutionnels-démocrates (PKD) et le Parti constitutionnel-démocrate – Parti de la liberté du peuple (KDP-PNS).

#### Parti des constitutionnels-démocrates (*Parti konstitucionnyh demokratov*, PKD)

Le parti est créé par V. Zolotarëv en mai 1990 lors de la scission de l'Union des constitutionnels-démocrates. Il est dirigé par trois coprésidents: V. Zolotarëv, I. Surikov et M. Globačëv. En 1991, V. Zolotarëv en devient le président unique.

Le PKD est membre collectif du mouvement Russie démocratique et appartient à l'aile libérale du mouvement démocratique. En 1992, il s'allie au Parti de la liberté économique de K. Borovoj, président de la Bourse de marchandises et matières premières de Russie.

#### Mouvement démocrate chrétien de Russie (*Rossijskoe hristianskoe demokratičeskoe dviženie*, RHDD)

Le RHDD est créé en avril 1990 par V. Aksjučic, G. Aniščenko et le père V. Polosin, qui en deviennent coprésidents. Le père G. Jakunin et I. Konstantinov sont membres de l'organe dirigeant du Mouvement (Douma). Aksjučic, Polosin, Konstantinov et Jakunin sont députés au Congrès de la Russie. Le parti comprend un courant monarchiste minoritaire.

Le RHDD est membre du mouvement Russie démocratique en octobre 1990. En avril 1991, il est l'un des trois fondateurs de la coalition "Accord populaire" (avec le Parti démocratique de Russie de Travkin et le Parti constitutionnel-démocrate – Parti de la liberté du peuple d'Astafév), qui est attaché au maintien de l'URSS. Cette prise de position entraîne le départ de G. Jakunin du parti. Le RHDD quitte Russie démocratique à l'automne 1991. Début 1992, Aksjučic tente de créer une union entre les démocrates et les "patriotes" au sein d'une Assemblée populaire de Russie. En juin 1992, le Mouvement démocrate chrétien de Russie annonce son intention de soutenir la candidature d'Aksjučic aux élections présidentielles en Russie. En 1992-1993, le RHDD participe à divers mouvements d'opposition au gouvernement d'El'cin. En mars 1993, Aksjučic propose au Congrès des députés de Russie la solution d'une élection anticipée des deux branches du pouvoir (législative et exécutive) pour sortir de la crise, solution formulée pour la première fois au sein du Conseil politique du RHDD et adoptée par le Congrès des députés.

#### Union démocrate-chrétienne de Russie (*Hristiansko-demokratičeskij sojuz Rossii*, HDSR)

La conférence constitutive de l'Union démocrate-chrétienne de Russie se tient en août 1989. Son leader, A. Ogorodnikov, est un ancien dissident et le rédacteur du *Bulletin de la Communauté chrétienne* publié depuis 1987. Prennent part à cette conférence A. Čuev, venu de l'Union démocratique, V. Savickij, rédacteur d'un samizdat, et V. Rott, leader d'un groupe de socialistes chrétiens.

A l'automne 1989, Ogorodnikov, président du HDSR, limoge V. Savickij de son poste de vice-président pour l'idéologie, ce qui entraîne une scission du parti et le départ de Savickij et Rott. En mars 1990, Čuev tente de prendre le pouvoir au sein du HDSR en l'absence d'Ogorodnikov. Après son échec, il fonde le Parti démocrate-chrétien de Russie (RHDP). Peu après, un troisième groupe quitte à son tour l'Union démocrate-chrétienne de Russie. De nombreux scissionnistes rejoignent le parti démocrate-chrétien concurrent de V. Aksjučic (RHDD).

Au printemps 1990, l'Union démocrate-chrétienne de Russie s'allie au Front populaire de Russie (RNF) dont le leader, V. Skurlatov, publie quelques mois plus tard un programme appelant à renverser le régime soviétique par la force. Ogorodnikov, bien qu'il n'ait pas participé à la rédaction de ce programme, est considéré comme un "extrémiste" potentiel par les démocrates et ne peut pas prendre

part à la conférence constitutive du mouvement Russie démocratique (octobre 1990). Ce n'est qu'en 1991 que le HDSR sera autorisé à se joindre à Russie démocratique.

### **Partis créés et dirigés par des membres de la seconde cohorte**

#### Parti constitutionnel-démocrate – Parti de la liberté du peuple (*Konstitucionno-demokratičeskaja partija - Partija narodnoj svobody*, KDP-PNS)

Le KDP-PNS est créé en mai 1990 par G. Derjagin, après son exclusion de l'Union des constitutionnels-démocrates. En septembre, Derjagin est exclu de son parti et remplacé par le député Mihail Astaf'ev, ancien membre de la fraction démocratique du Front populaire de Moscou.

Le KDP-PNS participe à la création du mouvement Russie démocratique (octobre 1990). Il entre en avril 1991 dans la coalition Accord populaire avec le Parti démocratique de Russie (DPR) de Travkin et le Mouvement démocrate chrétien de Russie (RHDD) d'Aksjučic.

Après la signature de l'accord portant création de la CEI en décembre 1991, le KDP-PNS passe dans l'opposition à El'cin, entre dans la coalition national-patriotique Assemblée populaire de Russie avec le Mouvement démocrate chrétien de Russie (RHDD) et quitte Russie démocratique. En octobre 1992, Astaf'ev devient coprésident du Front de salut national, mouvement d'opposition communiste et nationaliste.

#### Parti démocrate-chrétien de Russie (*Rossijskaja hristiansko-demokratičeskaja partija*, RHDP)

Le Parti démocrate-chrétien de Russie est créé en mai 1990 par A. Čuev, ancien membre de l'Union démocratique puis de l'Union démocrate-chrétienne de Russie (HDSR, parti d'Ogorodnikov). Il représente l'aile libérale du courant démocrate-chrétien: le RHDP participera en 1991 à la constitution de l'Union libérale, s'alliera au Parti des constitutionnels-démocrates de V. Zolotarëv et au Parti du travail libre de I. Korovikov (parti de coopérateurs).

#### *Partis issus de la Plateforme démocratique*

#### Parti démocratique de Russie (*Demokratičeskaja partija Rossii*, DPR)

Le comité organisateur de ce parti se constitue en avril-mai 1990. Il réunit des membres du Front populaire de Leningrad (LNF) (I. Konstantinov, M. Sal'e), de l'Union moscovite des électeurs (MOI) (L. Ponomarëv, V. Krieger), de la Plateforme démocratique du PCUS (N. Travkin, I. Čubajs), du Groupe interrégional des députés de l'URSS (MDG) (A. Murasëv, secrétaire du MDG, G. Burbulis), ainsi que le champion d'échecs Garri Kasparov. Lors de la conférence constitutive du DPR en mai 1990, les représentants du LNF et du MOI quittent le parti en raison de divergences sur la structure du DPR: ils souhaitent une direction collégiale tandis que Travkin veut imposer une présidence unique. Travkin l'emporte. Les deux membres du MDG et Kasparov, également opposés à une présidence unique, obtiennent un poste de vice-président. Murasëv et Kasparov formeront une fraction "libre", qui deviendra "fraction libérale".

Le DPR s'allie en septembre 1990 au Parti social-démocrate de Russie (SDPR) et au Parti républicain de la Fédération de Russie (également issu de la Plateforme démocratique) en vue de former le noyau central du mouvement démocratique. Il assiste, avec ses alliés, à la conférence constitutive du mouvement Russie démocratique en octobre 1990, mais n'y adhère pas. Il ne le fera qu'en janvier 1991, sous la pression de Kasparov.

En avril 1991, le DPR conclut une alliance avec le Mouvement démocrate-chrétien de Russie (RHDD) et le Parti constitutionnel-démocrate d'Astaf'ev, favorable au maintien de l'URSS. Les leaders de la fraction libérale (Murasëv, Kasparov) quittent le DPR, mais leurs sympathisants restent.

Parmi les membres dirigeants du DPR, on trouve quelques députés de la Russie (dont N. Travkin et M. Tolstoj, qui sera vice-président), de l'URSS et du *Mossovet*. I. Rojzman est l'un des 4 vice-présidents du parti. V. Homjakov est président du comité exécutif, responsable de l'appareil. Le DPR détient aussi un réseau régional important, contrairement à la plupart des autres partis.

En mars 1992, le DPR envisage une fusion avec le Parti populaire "Russie libre" (NPSR) de V. Lipickij et A. Ruckoj, issu de la Plateforme démocratique. Les deux partis tentent de former un pôle "centriste" et participent en juin 1992 à la création de l'"Union civique" avec les dirigeants du lobby des grandes entreprises (Union des industriels et des entrepreneurs de Russie de A. Vols'kij).

### Parti républicain de la Fédération de Russie (*Respublikanskaja partija Rossijskoj Federacii*, RPRF)

Le Parti républicain est formé en novembre 1990 par les membres de la Plateforme démocratique qui ont quitté le PCUS lors du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès (juillet 1990). La Plateforme réunissait des adhérents de toutes les républiques; à sa sortie du PCUS, elle éclate en 15 partis. A sa création, le RPRF est coprésidé par V. Šostakovskij (ancien recteur de l'Ecole supérieure du Parti de Moscou), V. Lysenko (député de la RSFSR, membre de Mémorial et du Club du Parti de Moscou) et S. Sulakšin (député de l'URSS).

Le comité organisateur du RPRF, constitué dès le lendemain du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès, noue une alliance avec le Parti démocratique de Russie (Travkin) et le Parti social-démocrate de Russie, avec lequel il envisage initialement de fusionner. Néanmoins, la fusion n'aura pas lieu en raison de la réticence de deux coprésidents (Šostakovskij et Sulakšin) et d'une majorité croissante du parti. Le RPRF entre dans le mouvement Russie démocratique (octobre 1990).

En juin 1991, il soutient l'initiative de A. Jakovlev et E. Ševardnadze de créer le Mouvement pour les réformes démocratiques, formation centriste considérée par Russie démocratique comme un concurrent. Le Parti républicain deviendra membre collectif du Mouvement pour les réformes démocratiques (décembre 1991) tout en maintenant sa présence dans Russie démocratique.

En août 1991, trois membres dirigeants du RPRF sont nommés représentants du Président de la RSFSR dans des régions (Sulakšin est nommé dans la région de Tomsk).

En 1992, le parti compte 4 coprésidents: V. Šostakovskij, V. Lysenko, I. Jakovenko (ancien enseignant à l'Ecole supérieure du Parti de Moscou et proche de Šostakovskij) et P. Filippov (député de la RSFSR, ancien membre du club Perestrojka de Leningrad, du Front populaire de Leningrad). A. Mehanik est nommé responsable du secrétariat.

Fin 1992, le RPRF organise une pétition pour la tenue d'un référendum sur la propriété de la terre et recueille plus de deux millions de signatures. Le parti se définit clairement comme libéral (depuis 1991) et se rapproche du Parti de la liberté économique, créé en mai 1992 par K. Borovoj.

Ses relations avec Russie démocratique deviennent tendues car le RPRF refuse de participer à une pétition pour l'organisation d'un référendum sur l'élection anticipée du Congrès des députés de Russie.

### Parti populaire Russie libre (*Narodnaja partija Svobodnaja Rossija*, NPSR)

Ce parti est également issu de la Plateforme démocratique, mais de la minorité restée dans le PCUS après le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès (juillet 1990). Le groupe s'est d'abord appelé "Mouvement démocratique des communistes" (DDK, novembre 1990), puis "Parti démocratique des communistes de Russie" (DPKR, août 1991) et enfin Parti populaire Russie libre (octobre 1991). Contrairement aux autres partis mentionnés jusqu'alors, celui-ci se crée à l'intérieur du PCUS. Ses principaux leaders sont V. Lipickij et le Vice-président de la Russie A. Ruckoj (qui n'a pas été membre de la Plateforme démocratique). Tous deux siègent au Comité central du PC de Russie, tenu par les nationalistes, afin d'assurer une représentation de l'aile "démocratique" du Parti. Un groupe de dirigeants du DPKR (dont G. Vodolazov) s'oppose à cette stratégie.

Au lendemain du congrès constitutif du DPKR (2-3/8/1991), le Comité central du PC de Russie exclut Lipickij et Ruckoj du Comité central du PC russe et du PCUS. Cette exclusion a lieu quelques jours avant le putsch, et le 20 août, le DPKR annonce son départ du PCUS.

Le Parti populaire Russie libre entre en décembre 1991 dans le Mouvement pour les réformes démocratiques (de A. Jakovlev, E. Ševardnadze, A. Vol'skij). En mars 1992, il envisage une fusion avec le Parti démocratique de Russie (DPR) de Travkin. En juin 1992, les deux partis prennent une part active à la constitution d'un bloc "centriste", Union civique, à laquelle s'allie l'Union des entrepreneurs et des industriels de Russie de A. Vol'skij (par le biais de son bras politique, le parti "Renouveau") et la fraction parlementaire *Smena-Novaja politika* de A. Golovin.

## **Parti issu des milieux économiques**

### Parti du travail libre (*Partija svobodnogo truda*, PST)

Le comité organisateur de ce parti est créé en février 1990 à l'initiative de l'Union des coopérateurs de l'URSS. Il est présidé par I. Korovikov, président d'une coopérative. Le Parti du travail libre voit le jour en décembre 1990. Il entre dans le mouvement Russie démocratique et

entretient des liens étroits avec le Parti des constitutionnels-démocrates (V. Zolotarëv), le Parti démocrate-chrétien de Russie (A. Čuev).

## **5/ Presse (journaux, agences d'information)**

Tandis que certains informels transforment leurs clubs en partis, d'autres tentent de passer du *samizdat* à la sphère journalistique professionnelle.

### *Vek XX i mir* (Le XIX<sup>ème</sup> siècle et la paix)

Dès 1987, le Comité soviétique pour la paix s'intéresse au mouvement informel. Le rédacteur en chef de l'une des revues qu'il publie depuis 1958, *Vek XX i mir*, offre à G. Pavlovskij (membre du KSI) un poste d'observateur (janvier 1987) puis de rédacteur.

Peu à peu, cette revue officielle (qui tire à 100 000 exemplaires) est "colonisée" par les informels. En 1988, A. Fadin (membre de Perestrojka démocratique) y publie plusieurs articles et entre à son tour au comité de rédaction en 1990. Certains membres de la première cohorte ont accès au mensuel, ce qui facilitera leur professionnalisation dans le journalisme.

Au tout début des années 1990, le mensuel passe sous le contrôle institutionnel d'anciens informels: l'agence PostFactum (cf. infra) en devient cofondatrice aux côtés du Comité pour la paix. G. Pavlovskij devient rédacteur en chef, rôle qu'il assumait officieusement depuis l'automne 1988, et A. Fadin, membre de la rédaction.

### Agence "PostFactum" et *Kommersant*"

L'agence d'information PostFactum, créée par des membres du KSI au sein de la coopérative Fakt (cf. supra KSI), devient une personne morale en mai 1989. En août, les fondateurs de PostFactum lancent un hebdomadaire politique et économique, *Kommersant*", avec le soutien de l'Union des coopérateurs d'URSS et de certains journalistes proches des réformateurs du Parti. Le rédacteur en chef du journal est en effet le fils d'Egor' Jakovlev, rédacteur en chef des *Nouvelles de Moscou* et proche d'Aleksandr Jakovlev.

Une large partie de l'équipe rédactionnelle est constituée d'informels de la première cohorte membres du KSI et du club Perestrojka démocratique: G. Pavlovskij est rédacteur en chef adjoint, A. Fadin est chef du service politique, L. Sigal, M. Mejer et S. Mitrofanov travaillent au service politique.

### *Panorama*

Le journal *Panorama* est créé en avril 1989 au sein du Bureau d'échange d'informations de Moscou (M-BIO), à l'initiative principalement de V. Pribylovskij (KSI), A. Papp et A. Verhovskij (Dignité des citoyens). Initialement conçu comme un journal sur et pour le mouvement informel/démocratique, il étend son champ d'activité à l'ensemble des nouvelles organisations politiques (partis) et au recueil de biographies de divers types de personnel politique. En 1991, en butte à des difficultés financières et à la baisse de son lectorat, la rédaction se tourne vers la publication d'annuaires de partis, de biographies, et vers l'étude de l'organisation des structures de pouvoir aux niveaux fédéral et régional.

## CHRONOLOGIE

Sources utilisées:

- Chronologie In M.-A. CROSNIER, J. GUEIT, A. de TINGUY. *Les années Gorbatchev. L'URSS de 1985 à 1991*. Paris: La Documentation Française, 1993,
- OSTAPČUK, E. KRASNIKOV, M. MEJER. *Spravočnik. Političeskie partii, dviženija, bloki sovremennoj Rossii* [Guide. Les partis, mouvements et blocs politiques de la Russie actuelle]. Novgorod: Leta, 1993, 104 p.,
- V. PRIBYLOVSKIJ. *Slovar' novyh političeskijh partij i organizacij Rossii* [Dictionnaire des nouveaux partis et organisations politiques de Russie]. Moscou: Groupe d'information et d'expertise "Panorama", 1991,
- G. SOKOLOFF. *Métamorphose de la Russie. 1984-2004*. Paris: Fayard, 2003.

### 1985

- Mars
  - Nomination de M. Gorbačëv au poste de Secrétaire général du PCUS
  - Création du club (officiel) Notre Arbat
- Juillet
  - Entrée de B. El'cin au Secrétariat du Comité central du PCUS
- Septembre
  - Nomination de N. Ryžkov au poste de Premier ministre de l'URSS

### 1986

- Février-mars
  - Entrée de B. El'cin au Politburo (membre suppléant)
  - XXVII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS (25/2-6/3). Adoption de nouveaux statuts
- Mars
  - Election d'un nouveau Comité central<sup>1</sup>, Politburo et Secrétariat du PCUS (5)
- Mai
  - Adoption de l'"Instruction sur les unions d'amateurs et les clubs d'intérêt" ratifiée par une douzaine d'organismes (dont le ministère de la Culture et le Conseil central pansoviétique des syndicats) (13)
  - Apparition de la rubrique "Brevets d'inventions sociales" dans le journal *Komsomol'skaja Pravda*
- Août
  - Publication d'une lettre de A. Suharev dans la *Komsomol'skaja Pravda* sur les perspectives de l'économie soviétique. Début d'une correspondance qui débouchera sur la création du Club épistolaire socio-politique (ZSPK) en mai 1987
- Septembre
  - Création du Club d'initiatives sociales (KSI) au sein de Notre Arbat
- Décembre
  - Nomination de T. Zaslavskaja à la direction de l'Association soviétique de sociologie (SSA) de l'Académie des sciences de l'URSS
  - Retour de A. Sakharov à Moscou (fin de son exil à Gorki) (19)

### 1987

- Janvier
  - Plénum du Comité central du PCUS:
    - Proposition de Gorbačëv d'élire les cadres du Parti à bulletins secrets et de présenter des candidatures multiples
    - Lancement de la *glasnost'* (27-28)
  - Entrée de G. Pavlovskij dans la rédaction de la revue *Vek XX i mir* du Comité soviétique pour la paix
- Février
  - Table ronde sur les aspects juridiques de la loi sur l'entreprise d'Etat à l'Institut central d'économie mathématique (CEMI)
  - Libération d'une centaine de dissidents
- Mars
  - Création du club "Perestrojka" situé au CEMI
  - Discussions initiées par le Komsomol en vue de son XX<sup>ème</sup> Congrès pour réviser ses statuts. Apparition de groupes de discussion dans les facultés dont certains se transformeront en clubs
- Avril
  - XX<sup>ème</sup> Congrès du Komsomol. Révision des statuts.
  - Création du séminaire "Démocratie et humanisme", créé au sein du groupe pacifiste "Doverie"

---

<sup>1</sup> 307 membres, 170 suppléants. 40 % de renouvellement.

- ?
    - Création d'un "secteur spécial" sur les informels au Comité du Parti de la ville de Moscou (MGK)
  - Mai
    - Manifestation de "Pamjat' " dont les leaders sont reçus par B. El'cin, premier secrétaire du Comité du Parti de Moscou (6)
    - Création du Club épistolaire socio-politique (ZSPK)
    - Création du club Obščina (issu d'un groupe de discussion d'étudiants de l'Institut pédagogique Lénine de Moscou sur les statuts du Komsomol)
    - Entrée du KSI comme membre collectif de l'Association soviétique de sociologie de l'Académie des sciences, présidée par T. Zaslavskaja (12)
    - Manifestation de hippies sur le boulevard Gogol, violemment dispersée par la police. Le KSI réunit des informations sur ces exactions et les transmet à la presse
  - Juin
    - Elections aux soviets locaux (expérimentation de candidatures multiples dans certaines circonscriptions) (21)
    - Plénum du CC du PCUS (25-26)
      - Annonce de la tenue de la XIX<sup>ème</sup> Conférence nationale du Parti pour juin 1988
      - Entrée de A. Jakovlev au Politburo
    - Adoption de la loi sur l'entreprise d'Etat (30)
  - Août
    - "Règles provisoires d'organisation et de déroulement des réunions, meetings, défilés, manifestations et autres actions dans les rues, places, avenues, parcs, jardins, squares et autres lieux publics de la ville de Moscou", adoptées par le comité exécutif du Soviet de Moscou (11/8/1987)
    - Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" à Moscou (20-23)
    - Création de la Fédération des clubs sociaux socialistes (FSOK), du groupe d'initiative "Pour la mémoire des victimes de la répression" (futur Mémorial), du projet "Dignité des citoyens" lors de la Rencontre-dialogue
  - Octobre
    - Deuxième conférence du Club socio-politique de l'URSS (ZSPK) à Taganrog
    - Création de la Commission *ad hoc* du Politburo pour la réhabilitation des victimes du stalinisme (qui sera présidée par A. Jakovlev)
    - Première réunion des rédacteurs de journaux indépendants (informels) à Leningrad (24)
    - Plénum du CC du PCUS à l'occasion du 70<sup>ème</sup> anniversaire de la Révolution
    - "Affaire El'cin" et destitution d'El'cin du Politburo (21)
  - Novembre
    - Destitution d'El'cin du poste de premier secrétaire du Comité du Parti de Moscou (*gorkom*) (11)
    - Nomination de L. Zajkov en remplacement de B. El'cin à la tête du Comité du Parti de Moscou (12)
    - Début de la pétition du groupe d'initiative "Pour la mémoire des victimes de la répression" (futur Mémorial) (14)
    - Création de la Commission d'étude sur le mouvement des associations, clubs et groupes d'initiatives autonomes de l'Association soviétique de sociologie (SSA)
    - Approbation de la Rencontre-dialogue d'information "Initiatives de la société dans la perestrojka" par le Secrétariat du Comité central du PCUS
- 1988**
- Janvier
    - Scission du club Perestrojka. Apparition de Perestrojka démocratique et Perestrojka-88
    - Projet de loi sur les associations autonomes
  - Février
    - Attaque contre les informels dans la *Pravda* et la *Komsomol'skaja Pravda*
  - Mars
    - Campagne des informels contre le projet de loi sur les organisations autonomes
  - Avril
    - Publication de la "lettre de Nina Andreeva" dans *Sovetskaja Rossija* (13)
    - Réponse des réformateurs à la lettre de N. Andreeva dans la *Pravda* (5)
    - "Séminaire stratégique" de la FSOK (23)
  - Mai
    - Loi sur les coopératives
    - Création des coopératives Fakt et Perspektiva par des membres du KSI



- Création de l'agence d'information indépendante "PostFactum" (au sein de Fakt)
- Création du parti Union démocratique (DS) (7-9)
- Rédaction du "Mandat démocratique" à la XIX<sup>ème</sup> Conférence nationale du Parti par le club Perestrojka démocratique (10)
- Publication des "Thèses du Comité central" pour la XIX<sup>ème</sup> Conférence (27)
- Invention du "Hyde park" sur la place Pouchkine (meetings hebdomadaires de clubs informels et de l'Union démocratique) (28)
- Juin
  - Deuxième conférence de clubs politiques informels (5 et 12):
    - Discussion et adoption du "Mandat de la société", programme politique adressé à la XIX<sup>ème</sup> Conférence nationale du PCUS
    - Création d'un Front populaire de Moscou (MNF)
  - Création du Groupe extrastatutaire du Parti (VPG), puis du Groupe interclubs du Parti (MPG)
- Juin-juillet
  - Meetings des informels sur la place Pouchkine (Hyde park) (4, 11, 18, 25)
  - XIX<sup>ème</sup> Conférence nationale du PCUS (28/6-1/7)
  - "Ukaz N°504 sur les procédures d'organisation et de déroulement des réunions, meetings, défilés et manifestations en URSS", adopté par le Présidium du Soviet suprême de l'URSS (28/7/1988)
- Août
  - Création du Bureau d'échange d'informations de Moscou (M-BIO) par la coopérative Perspektiva
  - Manifestation sur la place Pouchkine à l'occasion du 20<sup>ème</sup> anniversaire de l'intervention des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie (21)
- Septembre
  - Plénum extraordinaire du CC du PCUS: Ligačev perd son poste de responsable de l'idéologie au Politburo (30)
- Octobre
  - Election de Gorbačev à la Présidence du Présidium du Soviet suprême de l'URSS
  - Assemblée générale du Groupe interclubs du Komsomol, adoption de la "Plateforme de la fraction démocratique du VLKSM" (9)
  - Conférence préparatoire à la création de Mémorial, présidée par A. Sakharov (29)
- Novembre-décembre
  - Le parlement estonien déclare la primauté des lois de la République sur celles de l'URSS (16/11), mesure reconnue inconstitutionnelle par le pouvoir fédéral
  - Réformes constitutionnelle et électorale adoptées par le Soviet suprême de l'URSS (12<sup>ème</sup> session extraordinaire)
- 1989**
- Janvier-mars
  - Début de la phase de proposition des candidatures pour les élections de mars 1989 au Congrès des députés du peuple de l'URSS
  - Réunion du CC du PCUS en vue de désigner les 100 députés de l'URSS au titre du quota du PCUS (10/1)
  - Apparition de clubs d'électeurs d'arrondissement, du Groupe de soutien à El'cin, du Groupe de défense de T. Gdljan et N. Ivanov pour préparer la campagne électorale
  - Création de Mémorial (28/1)
  - Meeting de chercheurs devant le Présidium de l'Académie des sciences pour soutenir la candidature de A. Sakharov et d'autres chercheurs à la députation de l'URSS au titre du quota de l'Académie des sciences (2/2)
- Mars
  - Plénum du CC du PCUS: création d'une commission d'étude sur El'cin (pour "violation des orientations et des statuts du PCUS") (16)
  - Meetings de soutien à El'cin à Moscou (18, 22 et 25)
  - Création du Club d'électeurs de l'Académie des sciences (KIAN)
  - Création du syndicat des militaires Ščit (Bouclier) (Union pour la protection sociale des militaires)
- Mars-avril
  - Elections du Congrès des députés du peuple de l'URSS au suffrage universel (26 mars et 9 avril)
- Avril
  - Création de l'hebdomadaire *Kommersant*"
  - Création du journal *Panorama*
  - Création de l'Union des syndicats sociaux Socprof (15)

- Apparition d'un Groupe moscovite de députés de l'URSS (noyau du futur Groupe interrégional des députés) (15)
  - Plénum du CC du PCUS ("plénum des longs couteaux"): mise à la retraite de 83 membres et 27 suppléants du CC, et de 12 membres de la commission de révision. Entrée de 24 nouveaux membres (25)
- Mai
- Création de la Confédération des anarcho-syndicalistes (KAS)
  - Constitution du comité organisateur du parti constitutionnel-démocrate par le groupe Dignité des citoyens
  - Scission du Groupe interclubs du Parti (MPG) en Club du Parti de Moscou (MPK) et Organisation interclubs du Parti (MPO)
  - Déclaration de souveraineté du Soviet suprême de Lituanie (18)
  - Grand meeting au stade Lužniki à la veille de la première session du Congrès des députés de l'URSS (21)
  - Première session du Congrès de l'URSS (25/5-9/6):
    - Election du Soviet suprême de l'URSS par le Congrès
    - Election de Gorbačëv à la présidence du Soviet suprême et de A. Lukjanov à la vice-présidence
  - Meetings quotidiens au stade Lužniki pendant la première session du Congrès des députés de l'URSS
- Juin
- (Répressions des manifestations sur la place Tien An Men à Pékin)
  - Meeting au stade Lužniki pour la fin de la première session du Congrès de l'URSS (12)
  - Conférence constitutive du Front populaire de Leningrad (LNF) (17)
  - Première réunion de la Table ronde des organisations et mouvements politiques de Moscou en vue de la préparation des élections aux soviets républicains et locaux en mars 1990 (30)
  - Constitution du Comité moscovite des nouveaux socialistes (MKNS) par l'aile socialiste du Front populaire de Moscou
- Juillet
- Grève des mineurs du Kouzbass, Donbass, Karaganda et Petchora (10-25)
  - Création du Front uni des travailleurs (OFT) de l'URSS, proche de l'aile conservatrice du Parti (15-16)
  - Création de l'Union moscovite des électeurs (MOI) (27)
  - Démission (à la demande de Gorbačëv) du premier secrétaire du Comité de la région de Leningrad (Solov'ëv) après sa défaite aux élections au Congrès des députés de l'URSS en mars 1989 (11)
  - Adoption par le Soviet suprême de l'URSS de l'autonomie financière des républiques baltes à compter du 1/1/1990 (27)
  - Création du Groupe interrégional des députés de l'URSS (MDG), première fraction d'opposition au parlement (30)
- Août
- Début du processus de fédération des clubs du Parti
  - Décision du Club du Parti de Moscou (MPK) de créer une Plateforme démocratique du PCUS (2)
  - Création de l'Union démocrate chrétienne de Russie (HDSR), présidée par A. Ogorodnikov
- Septembre
- Création de l'Union constitutionnelle-démocrate (SKD) qui rassemble le groupe Dignité des citoyens et la fraction démocratique du Front populaire de Moscou
  - Plénum du CC du PCUS: décision d'avancer à l'automne la date du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du Parti (prévu à l'origine pour le début 1991) (19)
- Octobre
- Légalisation par le Soviet suprême de l'URSS du droit de grève (9)
  - Création de la fraction démocratique du Front populaire de Moscou (14)
  - Création de l'Union des constitutionnels démocrates à l'initiative du groupe Dignité des citoyens (SKD) (20)
- Novembre
- (Chute du Mur de Berlin)
  - Réunion du Soviet suprême de l'URSS pour la préparation de l'ordre du jour de la deuxième session du Congrès (décembre 1989). La question de l'article 6 de la

- Décembre
- Constitution manque d'être inscrite à quelques voix près
  - Conférence de l'Union interrégionale des électeurs (MOI), créée à l'initiative de l'Union moscovite des électeurs (MOI) (2)
  - Plénum du CC du PCUS (9)
    - Gorbačëv évoque la possibilité de réviser ou de supprimer l'article 6 de la Constitution sur le rôle dirigeant du Parti
    - Création d'une section russe du PCUS
  - Deuxième session du Congrès des députés de l'URSS (12-24). Révision de la procédure électorale pour les soviets des députés du peuple (20)
  - Création du Parti libéral-démocratique de l'URSS (LDPSS) (dont V. Žirinovskij est membre dirigeant) (13)
  - Mort de A. Sakharov (14)
  - Déclaration d'indépendance du PC lituanien par rapport au PCUS (20-21)
- 1990**
- Janvier
- Création de la Plateforme démocratique du PCUS (20-21)
  - Création du bloc électoral Russie démocratique (20-21)
  - Création de l'Association sociale-démocrate (SDA)
  - Exclusion de T. Gdljan et N. Ivanov du PCUS (21)
- Février
- Meetings électoraux du bloc Russie démocratique (4 et 25)
  - Plénum élargi du CC du PCUS pour l'adoption de la Plateforme du PCUS en vue du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du Parti (abandon de l'article 6) (5-7)
  - Création de la Plateforme marxiste du PCUS
  - Création du comité organisateur du Parti de la liberté du travail (PST) près l'Union des coopérateurs associés de l'URSS. Le comité organisateur est dirigé par I. Korovikov
- Mars
- Déclaration d'indépendance de la Lituanie (11)
  - Elections du Congrès des députés du peuple de la RSFSR et des soviets de ville (notamment Moscou et Leningrad) (4 et 18). Les candidats soutenus par le bloc Russie démocratique remportent le tiers des sièges au parlement de Russie, et la majorité aux soviets de Moscou et de Leningrad
  - Troisième session du Congrès de l'URSS (12-15):
    - révision de l'article 6 et suppression du rôle dirigeant du Parti
    - création du poste de Président de l'URSS
    - Election par le Congrès de M. Gorbačëv à la présidence de l'URSS et de A. Lukjanov à la présidence du Soviet suprême
  - Déclaration d'indépendance de l'Estonie (30)
  - Création du Parti des verts
- Avril
- Loi de l'URSS sur les modalités de sécession des républiques (3)
  - Lettre du CC du PCUS "Pour une consolidation sur des positions de principe" dirigée contre la Plateforme démocratique du PCUS (11)
  - Loi de l'URSS sur la répartition des compétences entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les républiques (26)
  - Création du Mouvement démocrate chrétien de Russie (RHDD), dirigé par V. Aksjučic
- Mai
- Création du Parti social-démocrate de Russie (SDPR)
  - Conférence constitutive du Parti démocratique de Russie (DPR)
  - Division de l'Union des constitutionnels-démocrates (SKD) en Parti des constitutionnels-démocrates (PKD) et Parti constitutionnel-démocrate – Parti de la liberté populaire (KDP-PNS)
  - Création du Parti démocrate-chrétien de Russie (RHDP) de A. Čuev
  - Le Groupe interrégional des députés (MDG) de l'URSS réclame la démission du Gouvernement de l'URSS
  - Première session du Congrès des députés du peuple de la RSFSR:
    - Création de blocs et fractions parlementaires: "Russie démocratique",

- "Changement – Nouvelle politique" (*Smena – Novaja politika*), "Communistes de Russie"
- Election de B. El'cin à la présidence du Soviet suprême de la RSFSR (29/5)
  - Déclaration de souveraineté de la Russie (12/6)
- Juin
- Constitution du comité organisateur du mouvement Russie démocratique à l'initiative de l'Union moscovite des électeurs (MOI) (24)
  - Création du Parti libertarien (E. Debrjanskaja)
  - Congrès constitutif du Parti socialiste (SP), organisé par le Comité moscovite des nouveaux socialistes
- Juillet
- XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS (2-13)
  - Départ d'El'cin et de la majorité de la Plateforme démocratique du PCUS (12)
  - Adoption de nouveaux statuts du PCUS
- Juillet
- Le G-7 envisage d'accorder une aide à l'URSS sous certaines conditions politiques (9-11)
- Août-septembre
- Tentative de Gorbačëv, Président de l'URSS, et d'El'cin, Président de la Russie d'adopter un plan de réforme économique commun ("plan Šatalin" ou "plan de 500 jours"). Echec
- Août
- Départ à la retraite de E. Ligačëv et L. Zajkov, deux leaders du courant conservateur du Parti
  - El'cin demande que le Premier ministre de l'URSS N. Ryžkov soit déchargé de toute responsabilité sur le programme de réformes économiques (16)
- Septembre
- Adoption du "plan Šatalin" par le Soviet suprême de la RSFSR (11)
  - Pouvoirs exceptionnels accordés à Gorbačëv par le Congrès des députés de l'URSS jusqu'en mars 1992 (24)
  - Constitution par l'aile gauche du mouvement informel/démocratique (Parti socialiste, aile gauche du Parti social-démocrate, Plateforme marxiste, écologistes anarchistes) d'un "Bloc de groupements politiques de gauche" ou "Démocratie de gauche", opposé à la fois à Russie démocratique, au "plan de 500 jours" du gouvernement et à la "nomenklatura communiste"
  - Coalition des trois plus gros partis issus du mouvement informel/démocratique: le Parti démocratique de Russie (DPR) de Travkin, l'ancienne Plateforme démocratique du PCUS (qui se transformera en novembre 1990 en Parti républicain de la Fédération de Russie) et le Parti social-démocrate de Russie (SDPR), créé par les leaders du club Perestrojka démocratique
- Octobre
- Création d'un comité de préparation du projet de Traité de l'Union (1)
  - Adoption par le Soviet suprême de l'URSS d'un nouveau plan économique ("*Orientations pour la stabilisation de l'économie et la transition vers l'économie de marché*") (19)
  - Congrès constitutif du mouvement Russie démocratique (DR) (20-21)
  - Début de la "guerre des lois" avec l'adoption d'une loi russe plaçant sous le contrôle de la Russie les ressources et infrastructures situées sur son territoire (31)
- Novembre
- Publication du projet de Traité de l'Union (24)
  - Deuxième session du Congrès des députés de Russie (27/11-15/12)
  - Création du Parti républicain de la Fédération de Russie (RPRF), issu de la Plateforme démocratique
- Décembre
- Amendements à la Constitution de l'URSS: le Cabinet des ministres est placé directement sous les ordres du Président; il est responsable devant lui et le Soviet suprême, et non plus devant le Congrès (4)
  - Quatrième session du Congrès des députés de l'URSS (17-27):
    - Annonce d'un référendum sur le Traité de l'Union, qui doit se tenir en mars 1991
    - Démission du ministre des affaires étrangères E. Ševardnadze
    - N. Ryžkov quitte son poste de Premier ministre
  - "Guerre des budgets": la Russie refuse de verser sa quote-part au budget de l'URSS
  - Création du Parti du travail libre, dirigé par I. Korovikov

## 1991

- Janvier
- La Russie finit par verser sa contribution au budget fédéral
  - Affrontements à Vilnius (Lituanie) entre manifestants et forces de l'ordre. Intervention de l'armée (13)
  - Nomination de V. Pavlov au poste de Premier ministre par le Soviet suprême de l'URSS (14)
  - Manifestation des démocrates à Moscou pour protester contre l'intervention de l'armée en Lituanie (20)
  - Décrets de Gorbačëv autorisant le KGB et le ministère de l'Intérieur à perquisitionner les entreprises au nom de la lutte contre le sabotage économique (26)
  - Entrée du Parti démocratique de Russie (DPR) de Travkin dans le mouvement Russie démocratique (DR)
- Février
- El'cin demande la démission de Gorbačëv lors d'une allocution télévisée (19)
  - Meeting des démocrates en faveur de la *glasnost'* sur la place du Manège (22)
  - Meeting de soutien à l'armée et au PCUS sur la place du Manège (fête de l'armée) (23)
- Mars
- Grève des mineurs réclamant notamment la démission de Gorbačëv et la dissolution du Soviet suprême
  - Création du groupe Initiative des anarchistes révolutionnaires (IREAN) par des exclus de la Confédération des anarcho-sindicalistes et des représentants du courant écologiste (V. Dam'e)
  - Référendum sur l'Union dans 9 républiques, où une majorité d'électeurs se prononce en faveur du maintien de l'Union (17)  
En Russie, questions supplémentaires sur la création du poste de Président de la Russie et de celui de maires de Moscou et de Leningrad. Les trois points sont approuvés
  - Convocation, à l'initiative des opposants aux démocrates, de la 3<sup>ème</sup> session (extraordinaire) du Congrès de la RSFSR, dont le principal point à l'ordre du jour est la destitution d'El'cin de son poste de Président du Soviet suprême de Russie (28)
- Avril
- Manifestation de Russie démocratique en soutien à El'cin (28)
  - Entrée en vigueur de la réforme des prix de détail en URSS (2)
  - Octroi des pleins pouvoirs à El'cin par le Congrès de la RSFSR (4)
  - Adoption d'une loi de la RSFSR sur la création du poste de Président de la Russie (5)
  - Signature d'un accord sur l'Union entre l'URSS et 9 républiques ("Traité 9 + 1") visant à stabiliser leurs relations avant l'adoption d'un Traité définitif (23)
  - Constitution au sein du mouvement Russie démocratique de la coalition "Accord populaire" entre le Parti constitutionnel-démocrate – Parti de la liberté du peuple (KDP-PNS) de M. Astaf'ev, le Parti démocratique de Russie (DPR) de N. Travkin et le Mouvement démocrate-chrétien de Russie (RHDD) de V. Aksjučic, qui soutient le maintien de l'Union soviétique
- Juin
- Elections présidentielles en Russie: victoire de B. El'cin (12)
  - Election des maires de Moscou et Leningrad (rebaptisé Saint-Pétersbourg par référendum ce même jour): victoire de G. Popov et A. Sobčak (12)
- Juillet
- Création du Mouvement pour les réformes démocratiques (DDR) auquel participent A. Vol'skij, E. Ševardnadze, G. Popov et A. Sobčak (2)
  - Plénum du CC du PCUS (25-26): adoption d'un nouveau programme en vue du XXIX<sup>ème</sup> Congrès prévu pour la fin 1991
- Août
- Création du Parti démocratique des communistes de Russie (DPKR) par la partie de la Plateforme démocratique restée dans le PCUS après le XXVIII<sup>ème</sup> Congrès du Parti (2-3)
  - Démission de Jakovlev du PCUS et de son poste de premier conseiller de Gorbačëv (parallèlement, une procédure d'exclusion était entamée contre lui) (16)
  - Putsch du Comité d'Etat à l'état d'urgence (GKČP). Echec (19-21)
  - Décret d'El'cin interdisant les activités du PC dans les forces armées en Russie (22)
  - Démission de Gorbačëv de son poste de Secrétaire général du PCUS (24)

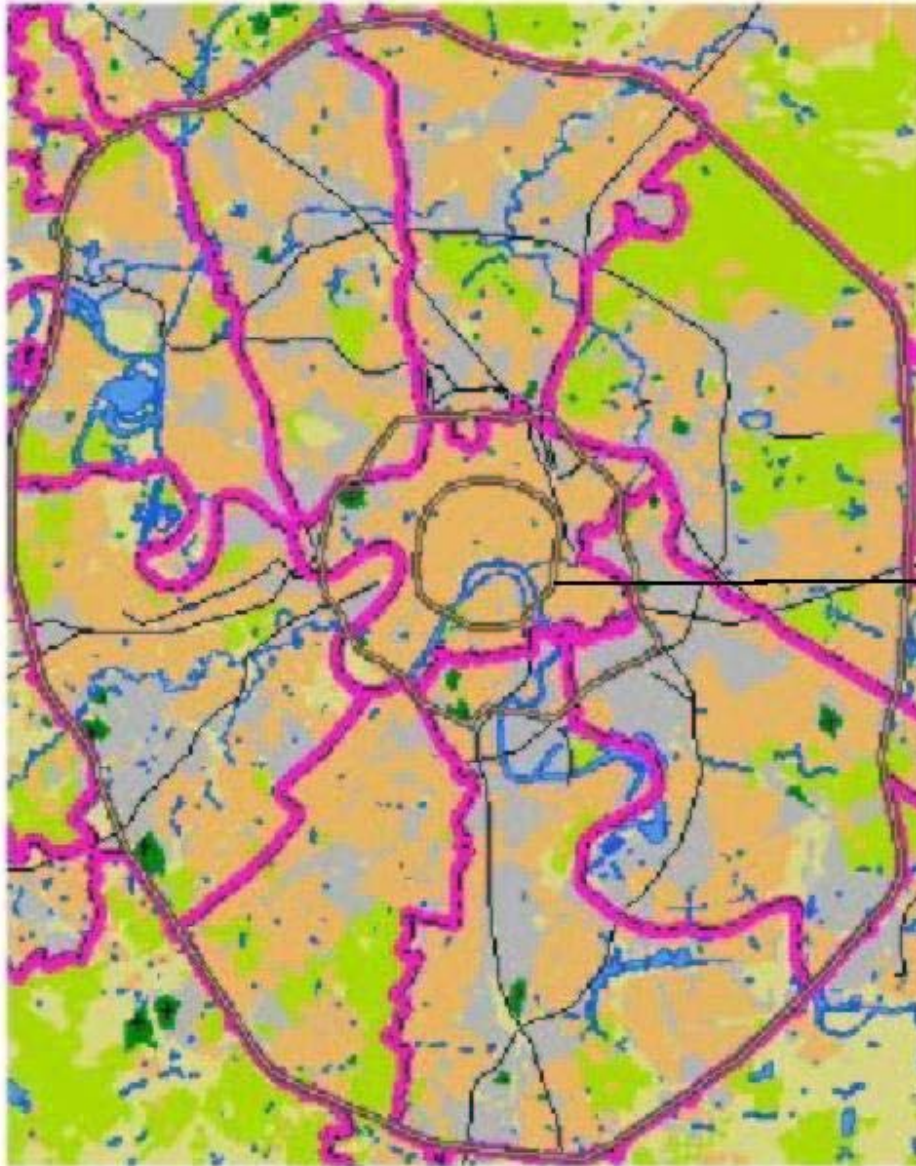
- Dissolution du Cabinet des ministres de l'URSS, création d'un Comité de gestion de l'économie, présidé par le Premier ministre russe I. Silaev (24)
  - Session extraordinaire du Soviet suprême de l'URSS (26-30) qui suspend les activités du PCUS sur tout le territoire et s'autodissout
  - Série de déclarations d'indépendance de 9 républiques (d'août à octobre)
  - Septembre • Création du comité organisateur du Parti du Travail, à partir du Bloc des groupements politiques de gauche apparu en septembre 1990
  - Octobre • Adoption du Traité de Communauté économique par 12 Etats souverains (accord d'Alma-Ata) (1), signature du Traité (18)
  - Transformation du Parti démocratique des communistes de Russie (DPKR) en Parti populaire "Russie libre" (NPSR), dirigé par V. Lipickij et A. Ruckoj
  - Sortie de la coalition tripartite "Accord populaire" (DPR, KDP-PNS et RHDD, créée en avril 1991) du mouvement Russie démocratique
  - Octobre-novembre • Cinquième session du Congrès des députés de la RSFSR (28/10-4/11):
    - Election de R. Hasbulatov à la présidence du Soviet suprême
    - Arrêtés organisant l'exécutif
    - Octroi des pouvoirs spéciaux au Président pour mener les réformes économiques
  - Novembre • Décret du Président de la RSFSR sur la cessation des activités du PCUS et du PC russe, nationalisation de leurs biens (6)
  - Nomination de G. Burbulis au poste de premier Vice-premier ministre et de E. Gajdar au poste de Vice-président du gouvernement pour les affaires économiques (6). Constitution du "gouvernement des réformes"
  - Départ du Parti démocratique de Russie (DPR) de N. Travkin du mouvement Russie démocratique
  - Décembre • Création de la Communauté des Etats indépendants (CEI) par la Russie, la Biélorusse et l'Ukraine (8)
  - Passage du Parti constitutionnel-démocrate – Parti de la liberté du peuple (KDP-PNS) de M. Astafev et du Mouvement démocrate-chrétien de Russie (RHDD) de V. Aksjučic dans l'opposition à El'cin. Entrée des deux partis dans la coalition national-patriotique "Accord populaire de Russie" (*Rossijskoe narodnoe soglasie*)
  - Démission de Gorbačev de la présidence de l'URSS (25)
  - Adoption du programme de privatisation pour 1992 par le gouvernement de la Russie (26)
- 1992**
- Janvier • Libéralisation de 80 à 90 % des prix (les prix maintenus sous contrôle sont multipliés par 2 à 5) (2)
  - Décret du gouvernement russe sur le transfert des biens du PC de Russie à l'Etat
  - R. Hasbulatov critique la politique économique du gouvernement El'cin et demande sa démission (13)
  - Février • Grande manifestation des opposants à El'cin (9)
  - Constitution du Mouvement pour les réformes démocratique de Russie (RDDR), section russe du Mouvement pour les réformes démocratiques (DDR, créé en juillet 1991) qui s'autonomise très vite du DDR. Le leader du RDDR est G. Popov, maire de Moscou
  - Avril • Sixième session du Congrès des députés de Russie (6-22): critique du programme économique du gouvernement
  - Mai • Création du Parti de la liberté économique (PES) par K. Borovoj, dirigeant de la Bourse de marchandises et de matières premières de Russie
  - Création de l'Union panrusse "Renouveau" par l'Union des entrepreneurs et des industriels de Russie, lobby des grandes entreprises dirigé par A. Vols'kij
  - Juin • Démission de G. Popov de la mairie de Moscou, remplacé par Ju. Lužkov
  - Adoption du programme de privatisation (11)
  - E. Gajdar est nommé Premier ministre (15)
  - Union du Parti de constitutionnels démocrates de V. Zolotarëv avec le Parti de la

- liberté économique (PES) de K. Borovoj
- Création de l'Union civique (GS), qui se définit comme centriste et rassemble l'Union panrusse "Renouveau" (A. Vol'skij), le Parti démocratique de Russie (N. Travkin), le Parti populaire "Russie libre" (A. Ruckoj et V. Lipickij) et la fraction parlementaire *Smena-Novaja politika* (A. Golovin)
  - Départ du mouvement Russie démocratique de son aile "radicale", représentée par Ju. Afanas'ev et M. Sal'e
- Octobre
- Campagnes de pétition de Russie démocratique pour la tenue d'un référendum sur la propriété de la terre et la réélection de tous les niveaux du pouvoir législatif
  - Constitution du Front de salut national (FNS), opposition à El'cin qui réunit le courant patriotique, les communistes et d'anciens démocrates (les députés M. Astaf'ev et I. Konstantinov, notamment)
- Décembre
- Septième session du Congrès des députés de Russie: nouvelle attaque contre le programme économique de l'exécutif
  - Destitution de E. Gajdar du poste de Premier ministre et nomination de V. Černomyrdin
- 1993**
- Janvier
- Maintien de A. Čubajs, responsable des privatisations, au sein du gouvernement
- Février
- Création du Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF)
- Avril
- Référendum (25). 4 questions sont posées:
    - *"Avez-vous confiance dans le Président de la Fédération de Russie B.N. El'cin ?"* => 58,7 % de "oui"
    - *"Approuvez-vous la politique sociale et économique mise en œuvre par le Président de la Fédération de Russie et le Gouvernement de la Fédération de Russie depuis 1992 ?"* => 53 % de "oui"
    - *"Considérez-vous nécessaire l'élection anticipée du Président de la Fédération de Russie ?"* => 49,5 % de "oui"
    - *"Considérez-vous nécessaire l'élection anticipée des députés du peuple de la Fédération de Russie ?"* => 67,2 % de "oui"
- Juin
- Conférence constitutionnelle au Kremlin
- Septembre
- Constitution du bloc électoral Choix de la Russie, dirigé par E. Gajdar
  - El'cin suspend le Vice-président A. Ruckoj poursuivi pour corruption
  - Gajdar est nommé premier Vice-premier ministre
  - Ukaz N° 1400 du Président qui dissout le Congrès des députés de la Russie (21)
  - Le Soviet suprême suspend les pouvoirs de B. El'cin et charge le Vice-président Ruckoj d'assumer ses fonctions. Convocation de la 10<sup>ème</sup> session du Congrès, considérée illégale par les partisans du Président (21-22)
  - Siège du Parlement (Maison blanche) par l'Armée (28/9-3/10)
- Octobre
- Assaut de la Maison blanche par les troupes. Arrestation du Vice-président de la Russie A. Ruckoj et de députés, dont R. Hasbulatov, président du Soviet suprême, I. Konstantinov (député élu en 1990 avec le soutien de Russie démocratique). Dissolution du Congrès (4)
  - Constitution du bloc Jabloko (Javlinskij-Boldyrev-Lukin) pour les élections parlementaires
- Décembre
- Elections législatives et référendum sur la Constitution. Défaite des libéraux (Choix de la Russie) aux élections. Adoption de la Constitution (57,4 % des voix)

# CARTES DE MOSCOU

## Carte N° 1 de Moscou

Echelle: 1 / 250 000



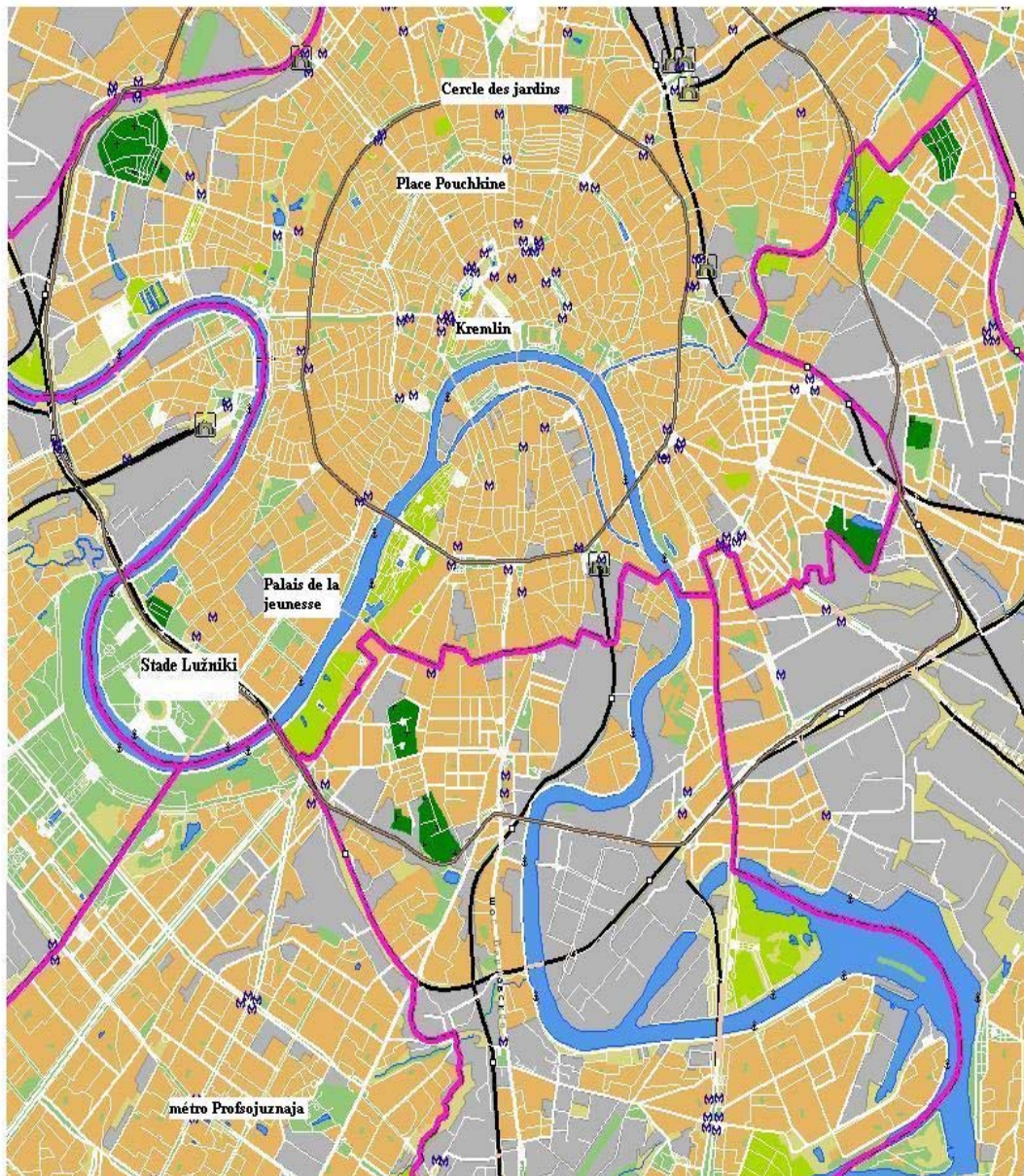
Distance Nord-Sud: 33 km  
Distance Est-Ouest: 27,2 km



Carte N°2 de Moscou

Echelle: 1/40 000

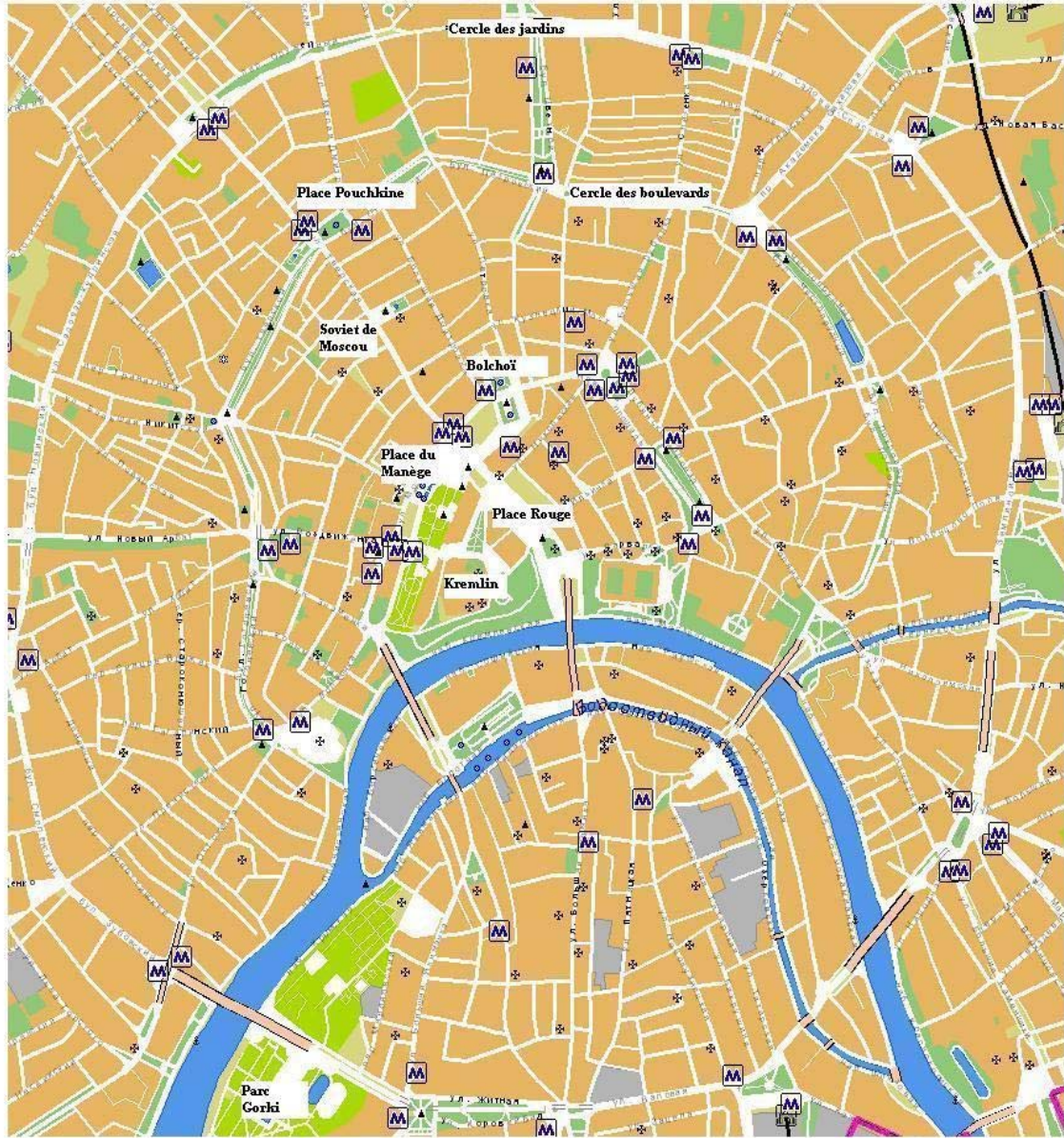
Distance Krenlin-méto Profsojznaja:  
8,3 km



Carte N°3 de Moscou  
Cercle des jardins

Echelle 1/15 000

Distance Nord-Sud: 4,2 km  
Distance Est-Ouest: 4,2 km



Carte N°4: Quartier académique

Echelle: 1/6000

